



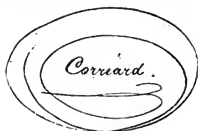
B. P

I

475

DICTIONNAIRE
DE
L'ARMÉE DE TERRE.

En vertu d'arrangements particuliers pris avec la famille de M. le général Bardin, je suis resté seul éditeur du **DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE**. Les éditions avouées seront revêtues de ma signature. J'espère que cette précaution ne sera pas illusoire, et que la cupidité ne me forcera pas à solliciter l'application de la loi contre les contrefacteurs.



6066h2 SBN

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE DE TERRE

OU RECHERCHES HISTORIQUES
SUR L'ART ET LES USAGES MILITAIRES
DES ANCIENS ET DES MODERNES,

PAR LE GÉNÉRAL BARDIN,

AUTEUR DU MANUEL D'INFANTERIE,
DU MÉMOIRAL DE L'OFFICIER D'INFANTERIE, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE TURIN
COLLABORATEUR DU COMPLÉMENT DU DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,
DU DICTIONNAIRE DE LA COINTEMENT, DE L'ENCYCLOPÉDIE DES GENS DE MER, ETC., ETC.

CINQUIÈME PARTIE.

CHEN-CONTREVALLE, 1281 A 1600.



PARIS,
LIBRAIRIE MILITAIRE, MARITIME ET POLYTECHNIQUE.

DE J. CORRÉARD,
LIBRAIRE-ÉDITEUR ET LIBRAIRE-COMMISSIONNAIRE,
RUE CHRISTINE, 1.

1849.

1881

moins oculaire, et par le *Journal des Sciences militaires* (juin 1836, p. 355). — Le *Journal de Vienne* témoigne qu'en 1810, dans la guerre contre les Russes, les Turcs avaient un nombre considérable de Chiens; ils gardaient les effets de leurs maîtres, et veillaient pour eux. — Les guerres de Bonaparte en Espagne ont de nouveau donné des preuves de l'utilité des Chiens de garde, comme vedettes de places fortes. — Carnot (1814, H) avait consacré une note à l'examen de cette question. Son opinion a influé peut-être sur ce genre de défense adopté par quelques Espagnols. — M. Jones (1814, 1821) rapporte ce qui suit au sujet de l'attaque des forts de Salamanque: Le glacis en avant de la contrescarpe n'étant point achevé, semblait offrir un couvert aux mineurs; mais toutes les tentatives faites pour en approcher sans être aperçus furent rendues inutiles par un Chien qui, au moindre mouvement, donnait l'alarme à un piquet posté hors du fort, à une petite distance. — Depuis la prise de Bougie par les Français, la férocité, les vols nocturnes des Kaballes n'ayant pu être réprimés, on essaya, pour garantir les postes contre les assassinats que ces barbares venaient commettre à pas de loup, de créer un corps de Chiens surveillants, explorateurs, sentinelles. En 1856 une meute de quarante bêtes, rassemblées par les soins de M. le capitaine Bianchini, était répartie aux divers avant-postes de Bougie; ils tenaient en éveil les sentinelles.

CHIFFRE { DE POMPOU.
STÉGANOGRAPHIQUE. { CHIFFRE
A DOUBLE CLIF.

CHIFFRE. Mot provenant du terme arabe *sifr* qui se retrouve, suivant Ducange, dans le bas latin *cifra*, *cyphra*. Gêbelin et Roquefort le tirent de l'oriental *saphar*, nombre, compter; *sipar*, *siphar*, écriture; ce terme se distingue en CHIFFRE DE BONNET DE POLICE, — DE CONTRÔLE, — DE FANION, — DE POMPOU, — DIPLOMATIQUE, — STÉGANOGRAPHIQUE.

CHIFFRE A DOUBLE CLIF (H). Sorte de CHIFFRE STÉGANOGRAPHIQUE dont chaque lettre ou unité est, suivant des règles convenues, représentée tantôt par un caractère, tantôt par un autre.

CHIFFRE DE BONNET-DE POLICE. V. ATTRIBUT DE BONNET DE POLICE. V. BONNET DE POLICE DE LIGNE.

CHIFFRE DE CONTRÔLE. V. CONTRÔLE D'ARMÉE.

DICIONNAIRE DE L'ARMÉE.

LES HOMMES, annonçaient l'approche de l'ennemi, et, dans les ronds et patrouilles, éventaient les embûches. — C'étaient des animaux du pays. Ils tiennent du lévrier et du Chien de berger. Il avait suffi, pour les dresser, d'envelopper d'un burnous un soldat, et de les exciter contre lui. Du reste ils ne combattaient point et étaient tenus en laisse. — Bouhours, dans l'histoire de Doubusson, et Ducange, au mot *Furnagia*, donnent quelques éclaircissements à l'égard des Chiens dressés pour le combat; sous d'autres points de vue, il est traité de l'usage des Chiens à la guerre par Carnot (1814, H), Jasso (1777, G), M. Jones (1814; 1821), M. Valentini (1823), l'Encyclopédie (1785, C), le *Journal militaire Autrichien* (1825, p. 191), la *Sentinelle de l'Armée* (t. III, p. 324).

CHIEN DE SURTÉ (B, 1; G, 1). Sorte de CHIEN DE FUSIL qui, au moyen d'un arrêt, d'une targe ou de tout autre mécanisme qui interdit la mobilité de la platine, cesse, quand l'arme est au repos, d'obéir au jeu de la détente. — Les Chiens du fusil de la MILICE ESPAGNOLE étaient des Chiens de sûreté.

CHIEN-MANTEAU. V. CHIEN DE FUSIL. V. FUSIL NOUVEAU. V. MANTEAU.

CHIEVETAIN, subs. masc. v. CHIEVETAIN.

CHIEVETAINE, subs. masc. v. CHIEVETAIN.

CHIFFRE, subs. masc. v. EN CHIFFRE.

CHIFFRE DE FANION. V. AIGLETTE. V. ATTRIBUT DE FANION. V. FANION.

CHIFFRE (chiffres) de POMPOU (B, 1), ou ATTRIBUTS. Sorte de CHIFFRES en cuivre fondu ayant trente millimètres de hauteur; ils s'appliquent aux POMPOUS du SCHARF des COMPAGNIES DE FUSILIERS DE LIGNE, et sont indicatifs du numéro de la compagnie.

CHIFFRE STÉGANOGRAPHIQUE. V. CHIFFRE STÉGANOGRAPHIQUE. V. DIPLOMATIQUE. V. STRATÉGIE.

CHIFFRE STÉGANOGRAPHIQUE (F, II), ou ÉCRITURE EN CHIFFRES, ou CHIFFRE DIPLOMATIQUE, comme l'appelle le *Dictionnaire de la Conversation*; ou STÉGANOGRAPHIE, mot dérivé du grec *steganos*, car hê, et *grapê*, écriture. — La stéganographie était une sorte de CHIFFRE pratiquée à la guerre par la MILICE GRECQUE. Le terme était synonyme de CRYPT-



TOGRAPHIE, POLYGRAPHIE, poligraphie suivant FURETIÈRE (au mot DÉCHIFFRER); ces substantifs répondaient au latin : *notæ* ou *litteræ talismanæ*, écrit sous masque, on manière énigmatique, mystérieuse d'écrire, soit en déplaçant les lettres, ou leur donnant une valeur de convention, soit au moyen de chiffres d'arithmétique, soit au moyen de caractères d'une forme convenue et dont un petit nombre de correspondants ont la clef; soit enfin au moyen des grilles ou CHASIS À SECRET dont parle SANTA-CRUZ (1738, A). — Les ÉGYPTIENS passent pour être les inventeurs de ces moyens : leurs hiéroglyphes étaient une CRYPTOGRAPHIE. — On retrouve l'usage de la STÉNOGRAPHIE dès le temps de CÉSAR et d'AUGUSTE, qui, au rapport de SCYTHONE, transposaient, suivant des règles combinées, les lettres de l'alphabet. — Le scythe des LACÉDÉMONIENS, dont parlent PLUTARQUE et AULUGELLE, était un instrument de STÉNOGRAPHIE. — Les manières de varier le système du Chiffre étaient nombreuses. POLYME (180 av. J.-C.) remarque qu'ENÉAS (350 av. J.-C.) en avait inventé vingt différents systèmes; mais un des moyens les plus bouffons est celui que rapporte POLYEN (176, A); voici la substance de son récit : *Faites raser la tête d'un esclave, écrivez en tatouage une lettre minuscule sur la peau de son crâne; quand les cheveux seront repoussés, envoyez cette lettre vivante à votre correspondant; pour la lire, il dénudera de nouveau l'occiput où elle a été enregistrée.* — POLYEN prétend que HISTIAE, tyran de Milet, employa cette ruse, pour faire soulever l'Ionie contre DARIUS. — BARDET (1740, A), dans sa Tactique, et SIONVILLE (1756, E) donnent la recette de certaines compositions au moyen desquelles on écrit invisiblement pour ne rendre lisibles qu'à volonté les caractères tracés; c'est l'encre sympathique. — Le Chiffre qui présente le plus de clarté, de sûreté et de facilité, est celui que propose l'ENCYCLOPÉDIE (1755, C, sup.). Ce CHIFFRE consiste dans l'adoption de tel ou tel ouvrage bibliographique composé d'un ou de plusieurs volumes, qui deviennent comme l'alphabet sténographique. Les correspondants conviennent et du choix de l'ouvrage et de son édition; s'il ne forme qu'un seul tome, la correspondance fait connaître, au moyen d'un nombre chiffré, quelle est la page où elle prend un mot; elle indique, au moyen d'un second nombre, quelle est la ligne de la page; elle indique, au moyen d'un troisième nombre, quel est l'ordre alphabétique que tient ce mot dans la ligne. Celui qui écrit a soin, pour la facilité de son correspondant, de

séparer, par une virgule, chaque différent nombre; par un point et une virgule, chaque mot; et par un point, par deux points, par des alinéas, etc., chaque repos ou chaque sens. — Si l'ouvrage bibliographique au lieu d'être d'un seul tome est de plusieurs, la complication plus grande de ce moyen l'enveloppe encore de plus de mystère; et dans ce cas il faudrait au lieu de trois nombres chiffrés en employer quatre, parce que le premier chiffre serait désignatif du volume. — Dans le siècle dernier, les ordres ne se transmettaient aux GÉNÉRAUX commandant sur les frontières ou en pays ennemi, que par Chiffres, soit à DOUBLE CLEF, soit à SIMPLE CLEF; et cette correspondance se débrouillait au moyen des Chiffres chiffants et déchiffants. — On ne se sert plus guère des procédés sténographiques que comme précaution diplomatique dans les relations entre les cabinets et leurs ambassadeurs, ou bien dans les transmissions de notes fournies par l'ESPIONNAGE. Cependant M. le baron FAIN (1827) nous montre, dans la guerre de Russie, BONAPARTE entretenant, dans les instants difficiles, un petit nombre de correspondances en Chiffres. — Un Espagnol, plusieurs fois transfuge, déroba en Espagne le Chiffre de SUCHET, et s'en servit pour faciliter aux Espagnols la reprise de Méquinenza et de Lérida. — L'usage des Chiffres s'était éteint au milieu de la conspiration de 1814; BONAPARTE voulut réinnier au noyau de l'armée toutes ses garnisons à l'étranger, et plusieurs grandes garnisons françaises; ce fut en pur et clair français que Feltre et Berthier en expédièrent les ordres; peu de leurs dépêches parvinrent; l'ennemi s'empara de la plupart; peut-être le sort de la France et la face de l'Europe ont-ils dépendu de la désuétude de la sténographie. De curieuses explications sur ce sujet sont consignées dans le *Spectateur militaire* (t. IX, juin 1830, p. 302, 389). — Beaucoup d'auteurs ont traité, avec plus ou moins de détails, de la sténographie; tels sont : AULUGELLE, BACON (le chancelier), CARANUTTE, DESPAGNAC (1751, D), DUANE (1810, E), EYDEL, l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot *Déchiffrer*), ENÉAS (350 av. J.-C. dans le livre *De toleranda obsidione*), FURETIÈRE (aux mots *Ecrire et Sténographie*), JARRO (1777, G, au mot *Lettre en chiffres*), LACHERNAIX (1768, 1, id. au mot *Ecrire*), LUXEMBOURG (le duc de), MACHIAVEL (1510, A), MAHERGY (1767, E, 1773, B), MOREL (J. P.), NAUDÉ, NICÉRON, ORANAN (*Recréations mathématiques*), PORTA, POTIER (1779, X), SCOT, S'GRAVESPEDE, THIBOUTEL, TRITHEM, VERNIER, WOLFARD, le *Dictionnaire de la Conversation* (au mot

Chiffre diplomatique), l'Encyclopédie des Gens du monde.

CHIJER, subs. IMSC. V. ROIN. V. MA-
CHINE.

CASSIDÉRIC, v. NOMS PROPRES.

CHILIARCHIE, subs. fém. (F). Mot tout grec, analogue au nombre mille; quelques-uns le prononcent **KILIARCHIE**, ce qui est conforme à l'orthographe académique des poids et mesures. Les auteurs pour la plupart l'emploient avec la même désinence que monarchie. — Dans l'ancienne **MILICE GREQUE** et suivant **ELIAS**, la **Chiliarchie** était une **DEMI-IMPARCHIE** d'**OPLITES**, une seizième partie de la **TETRAPHALARGHIE** ou quadruple phalange; cette subdivision se divisait en deux **PENTACOLARCHIES**. — Une **Chiliarchie** était la moitié d'une **EPHÉKAGE**; elle se composait de mille vingt-quatre hommes, distribués en soixante-quatre **STIKES** commandées par le **CHILARQUE**. Une image de cette formation est donnée par **M. LEBLANC** (t. 1, p. 512, gravure). — Au **MOYEN AGE**, ces usages avaient varié. **LÉON** (900, A) et **MATEKOF** (1741, A) témoignent que dans la **MILICE BYZANTINE** la **Chiliarchie**, la **MÉRIE**, le **DEONGE** étaient même chose, et que la **Chiliarchie** se composait de **BANDES** ou **TAGMAS** de deux à quatre cents hommes, commandés par un **TURNARQUE**. — Des auteurs ont comparé au **KATAILION** moderne la **Chiliarchie**; mais de nos jours, dans la **MILICE HELLÉNIQUE**, **Chiliarchie** a été synonyme de **RÉGIMENT**.

CHILIAQUE, adj. et subs. masc. (F), comme l'écrit M. LUGNENNE (l. r, p. 642, GRAVEUR); ou CHILIAQUE, comme l'écrit l'ENCYCLOPÉDIE (1783, C); ou CHILIAQUE, suivant CAPEAU. Mot dérivé du GREC *chilioi* ou *chillos*, mille, et *archos*, chef. — Pollex et Robinson en ont traité. — Un Chiliaque était le commandant d'une CHILIAQUIE de la MILICE GRECQUE; cet OFFICIER était chef de mille hommes; son rang répondait à celui que les DRONGAIERS eurent ensuite. — Une disposition moderne a fait revivre ce grade dans la MILICE GRECQUE des HELLÈNES.

CHÉWADE, subs. fém. v. **CHAMADE**.

CHINE: CHINOIS. V. NOMS PROPRES.

CHINOISE (chinoise), adj. V. ARMÉE
C... V. ARMEMENT C... V. ARTILLERIE C... V.
BONNET C... V. BUDGET C... V. CAMP C... V.
CAVALIER C... V. CAVALIER C... V. CHAPEAU
C... V. COMPAGNIE C... V. CORPS C... V. ÉTAT-
MAJOR C... V. GÉNÉRAL C... V. INFANTERIE C...
V. INSTRUMENT C... V. LANGUE C... V. MILICE
C... V. MURQUE C... V. OFFICIER C... V. PAVIL-
LON C... V. SARRIS C... V. SERVICE C... V. SOLDAT
C... V. TAMBOUR C... V. TROUPE C...

CHIRONALISTE, subs. fém. (F), ou
ARBALÈTE ANTIQUE, ou CHIRONALISTE suivant

GÂNEAC, ou MANCRALISTE. Mot dérivé du grec *cheir*, main, et *ballean*, lancer; c'était une ARME DE TRAIT en usage dans la MILICE ROMAINE, principalement depuis sa corruption. — La Chirobaliste consistait en un ARC supporté sur un *FUT* dont l'extrémité antérieure se terminait en bonte et dont l'autre extrémité était ébranchée en demi-lune et formait une double poignée. — Le long du milieu du dessous du fut il régnait une plate-bande à cannelure. — Le soldat plaçait la bonte à terre, il encastrait sa poitrine dans l'ébranchure du *FUT*, et bandait la CORDE de l'ARC avec les deux mains ou avec un CRANEQUET; il arrêtait la CORDE à un BRAYOIR, relevait par la poignée son arme, plaçait la FLECHE dans la cannelure de la plate-bande, et faisait partir le PROJECTILE en détendant la CORDE, soit à la main, soit par un DÉCLIC. — HÉROS a traité des Chirobalistes de la MILICE BYZANTINE.

CHIRURGICAL (chirurgicale), adi. v.

MALADIE CHIRURGICALE.

C'EST-À-DIRE, subs. fém. v. CAISSE DE

C... V. INSTRUMENT DE C... V. OPÉRATION DE C...

CHIRURGIE MILITAIRE (D, 4). Le mot Chirurgie, provenant du grec *cheiroworgia*, s'est d'abord écrit : *chirourgon*, *chirurgus*, *chirurgus*, *chirurgus*, *chirurgus*, comme le remarque ROCHERFORT; il a sa racine dans les expressions grecques *cheir*, main, et *ergon*, ouvrage, et dans le latin *chirurgus* qu'on trouve dans CELSE; Il signifie littéralement œuvre de la main; philosophiquement on entend par Chirurgie ce qui, dans la MÉDECINE générale, exige des OPÉRATIONS, des PANSEMENTS, ou l'emploi des moyens externes nommés topiques. — Envisagée la Chirurgie comme une branche du SERVICE de SANTÉ des troupes ou de la STRATÉGIE MÉDICALE, OU SERVICE MÉDICAL appliqué à l'ARMÉE DE TERRE. — Quelques recherches historiques suffisent; car ce n'est pas comme science que la Chirurgie peut être considérée ici. — Celle des GÉNES d'était qu'un art grossier, une manipulation dépourvue de théorie. — A l'égard de la MÉDECINE ROMAINE, comme le remarque M. COCHET (1825, E), le peuple-roi marquait plus de sollicitude pour les athlètes et les gladiateurs que pour les guerriers. — Partout on a calculé pendant longtemps et on a porté à perfection les moyens de tuer et de blesser, avant de songer à guérir; cependant la MÉDECINE ROMAINE eut, mais fort tard, des MÉDECINS D'ARMÉE auxquels en voit les EMPEREURS accorder divers privilèges ou exemptions; VALLERUS parle des MÉDECINS qui suivaient Tibère en campagne; mais ils étaient probablement attachés à sa personne même: Il y en eut aussi, depuis la

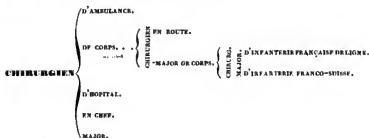
transmission de l'empire, des dépotats; mais on ne peut guère les regarder que comme d'honorables et de braves infirmiers. — Au treizième siècle et dans les croisades quelques moines, quelques chapelains s'occupaient de Chirurgie. — Des ordonnances du quatorzième siècle, comme le témoigne M. MONTTEIL, voulaient que les blessures réputées mortelles ne fussent traitées que par les maîtres chirurgiens; les blessures légères étaient du ressort des barbers; des traces de cette législation, qui alors n'avait rien de particulier avec la profession des armes, se sont conservées jusqu'à nos jours dans l'état militaire. — Les premiers encouragements donnés, en France, à la Chirurgie de l'ARMÉE DE TERRE ne datent que de 1550; honneur en soit rendu à AMBROISE PARÉ; ses élèves marchent dignement sur ses traces, et secondent par leurs travaux les vues paternelles de HENRI QUATRE. Mais tout se bornait encore à quelques essais; il n'existait pas de législation sur le SERVICE DE SANTÉ. Le gouvernement ne faisait pas des fonds pour ce genre de dépense, et l'ART MILITAIRE se dégrossissait déjà quand les ressources de la MÉDECINE VULÉRAIRE étaient nulles encore. — L'organisation systématique de la Chirurgie militaire remonte à peine au couronnement de LOUIS QUINZE; comment cela eût-il été autrement, puisque, pendant toute la durée du grand règne, la Chirurgie civile languit comprimée par l'orgueil des médecins, qui, dans l'intérêt de leurs privilèges, ne voulaient voir que des barbers, des soubains, dans les chirurgiens, et croyaient leur faire une faveur quand ils les appelaient leurs ministres: leurs frères. — Cependant, dès le commencement du dix-huitième siècle, la MILICE ANGLAISE, qui dans tout le reste nous imitait, nous donne en ceci de louables exemples. Ainsi, à l'époque des combats que livrait PETERSBOROUGH en ESPAGNE, on voit déjà figurer le nom du célèbre FARRIEU, MÉDECIN D'ARMÉE; ce philanthrope, par les efforts de son talent comme par les sacrifices de sa fortune, donnait un nouvel élan à la Chirurgie militaire de son pays. — En FRANCE, l'ORDONNANCE rendue sous le ministère de LAMARQUE, en 1718 (21 DÉCEMBRE), est le plus ancien titre de création de notre Chirurgie; mais c'est d'AMERSON surtout qui l'a tirée de l'abjection. Cette branche de l'ADMINISTRATION MILITAIRE ne fut cependant d'abord qu'une affaire de commerce et d'entreprise, puisque les fournisseurs s'engageaient par un même traité à entretenir de MÉDICAMENTS et d'OFFICIERS DE SANTÉ les ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES: de déplorables conséquences découlaient d'un tel système.

— Enfin le célèbre LAFAYETTE, mort en 1745, après avoir été à la tête de la Chirurgie de l'ARMÉE, emporte au tombeau la consolation d'avoir contribué, par ses efforts personnels et par ses institutions testamentaires, à donner à la Chirurgie française l'éclat qu'elle ne perdra plus. Elle devint alors la première de l'EUROPE. — Rechercher quelle a été, dans le siècle dernier, la cause des progrès de la Chirurgie uniquement considérée comme science, c'est arriver à une considération philosophique d'un ordre inattendu; car ces progrès ne sont dus qu'à l'étude des PLAIES D'ARMÉE A FEU, et à la nécessité de porter remède à ce désordre introduit dans nos MILICES par l'extension donnée à un moyen nouveau et presque unique de destruction. Ainsi c'est du sein même des calamités inconnues des anciens que vont sortir, au profit des générations nouvelles, l'avancement et les utiles secours d'une science nouvelle elle-même. Mais les progrès des institutions humaines sont si lents, qu'à la fin du règne de LOUIS QUINZE le gouvernement ne soldait pas encore de CHIRURGIENS dans les RÉGIMENTS DE CAVALERIE, hormis en temps de GUERRE, comme le témoigne COLOMBIER (1772, C). C'est bien plus nouvellement encore qu'un mieux réel s'obtient. — On lit dans LAMARQUE (tom. VI, p. 415) les paroles suivantes qui y sont attribuées à BONAPARTE: *Dans nos premières campagnes républicaines, la Chirurgie éprouva la plus heureuse révolution, laquelle s'est répandue depuis dans les armées de l'Europe: aujourd'hui les chirurgiens partagent les périls des soldats, etc., etc.* — Malgré ces assertions, ce n'est qu'à partir du temps où nous vivons que des améliorations complètes peuvent être espérées, puisque jusqu'à l'époque de la restauration l'ADMINISTRATION avait négligé les soins curatifs au point que les mots: *BRANCADES A BLESSÉS, CAISSE DE CHIRURGIE, CAISSON D'AMBULANCE, CAISSON A BLESSÉS, MÉDICAMENTS DE CAMPAGNE* étaient pour ainsi dire des termes inconnus dans la langue de notre législation. — En 1828, la MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE commença à sentir l'importance de la Chirurgie. — Les lecteurs qui désireraient s'éclaircir davantage pourraient consulter les ÉCRIVAINS nombreux qui, dans toutes les langues d'EUROPE, ont, d'une manière plus ou moins directe, traité des AMPUTATIONS, des BLESSÉS, des HOPITAUX, de l'HYGIÈNE, etc. Il est question de ces auteurs à ces divers mots; nous ne citerons ici que les LIVRES dont le titre mentionne le mot *Chirurgie* ou *Chirurgien militaire*; on les doit à BAHL, BEIGER (1765), BLONDEL (Jacques), BRAMMILLA, BRIOT, COURTIN

(1823, E), FARRIS, GODIN, LARREY, LOMBARD (1798), PERMANN, PASQUIER, RAVATON, SCHMUCKER, TANNIS, VANRUSTING, VIGAROUS, le *Journal des Sciences militaires* (t. xxii, p. 350, et mai 1837, p. 245), la *Sentinelle de l'Armée* (n° 25, p. 171).

CHIRURGIEN (adj., subs. masc.). V. ABSORBE DE C... V. AIDE-C... V. AVANCEMENT

DE C... V. COIFFURE DE C... V. DÉNOMINATION DE C... V. DEVOIR DE C... V. ÉLÈVE C... V. FONCTION DE C... V. FOURNEMENT DE C... V. GALON DE C... V. GÉNÉRAL DE C... V. GRADE DE C... V. HABILLEMENT DE C... V. LOCALISATION DE C... V. PÉRIODE DE C... V. POSITION DE C... V. SCIE DE C... V. SOIN DE C... V. SOUS-AIDE-C... V. TROUSSE DE C...



CHIRURGIEN (term. génér.), ou **CHIRURGIEN MILITAIRE**, ou **CHIRURGIEN** comme le dit Henri ESTIENNE (1583), ou **FFRUSIER**, ou **STRURGIER**, ou **SGORCIER** comme l'écrivit YERLIN, ou **SRORGIEN**, ou **SRBURGICYN**, ou **SIRURCHIFN**, ou **SOIGANT**, ou **SOIGAU**, ou **SURGIEN** (resté dans l'ANGLAIS *surgeon*), ou **SRURGER**, ou **SURBURGIEN**, ou **SURURGIEN**. ROQUEFORT n'éclaircit pas l'étymologie des substantifs SOIGANT, SOIGAU; il cite VERUSIEN comme analogue à *fêru* ou à *blessé*; il donne pour racine aux autres et à l'expression **CHIRURGIEN** le substantif grec *chirurgikos*; Il mentionne comme un de ses dérivés le vieux verbe *surger*, signifiant panser une blessure. — Autrefois l'expression **Chirurgien** avait un féminin, à cause du grand usage où l'on était de faire panser les plaies par les femmes; c'est en ce sens qu'il est si souvent question de *surgiennes* dans les anciens romans. — Le sujet va être uniquement traité ici par rapport à la MILICE FRANÇAISE et AUX CHIRURGIENS MILITAIRES de terre. — Dans la MILICE ROMAINE, vers le temps de sa décadence, il y avait par légion un officier de santé nommé *medicus vulnerum*, médecin des blessures, ou *vulnerum deligator*, renouveau; mais, dans l'exercice de leur profession, ces médecins ont fait faire peu de progrès à la chirurgie ROMAINE. — Depuis l'établissement de la monarchie et sous beaucoup de rois de la troisième RACE, les grands seigneurs, lorsqu'ils marchaient à la guerre, se faisaient suivre par des MYRES, espèces d'empiriques qui pour la plupart étaient ECCLÉSIASTIQUES; il n'est pas proba-

ble que les simples soldats tirassent grand secours de ces MYRES; aussi, en beaucoup de combats livrés au MOYEN AGE, les FEMMES accompagnaient-elles leurs époux pour panser leurs blessures et les aider à porter le butin. — BRANTOME (1600, A) dit en parlant de d'EPERNON, COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTRIE qui avait été blessé à Brignoles : *Il en est échappé par la bonne main de Sourlin, prévost des bandes françoises, et un des meilleurs Chirurgiens.* — Ainsi un grand dignitaire recourait au savoir-faire d'un prévost, c'est-à-dire du directeur en chef des hautes-œuvres. Ce Sourlin cependant n'était pas un docteur infailible; car on lit un peu plus loin qu'il avait été très-heureux à l'endroit de d'EPERNON et pas tant à d'autres. — Au surplus, que penser d'un temps où, comme le dit ce même BRANTOME en 1552, *maistre Doublet emportait la vogue et fist dans Metz d'estroignes cures, mais s'aydoit de sortilèges et paroles charmes.* — VILLARET, à la date de 1580, affirme que, dès le règne de CHARLES CINQ, on distinguait deux corps de CHIRURGIENS : les gradués agréés à l'université, nommés *Chirurgiens de robe longue*, et la communauté des BARBIERS ou *Chirurgiens de robe courte*. M. MONTIEL dit qu'au quinzième siècle les uns et les autres avaient, à leur porte, une enseigne différente : pour les uns, c'était un plat à barbe; pour les autres, des boîtes. L'illustre AMBROISE PARÉ était BARBIER avant d'être reçu *Chirurgien de l'Académie*; ces deux corporations eurent de longs procès que PASQUIER raconte longuement. Ces débats ne

concernaient alors que le civil, non les troupes; aucune armée d'aucun royaume n'avait à sa suite de Chirurgiens commissionnés par l'autorité, et c'étaient les empiriques vagabonds et les barbiers qui s'acquittaient seuls des opérations chirurgicales; cela a duré si tard, que le mot Chirurgien se traduisait, au milieu du siècle dernier encore, dans la langue allemande, par le mot *barbier*, comme le prouvent *Purmann*, etc. — Le mot *chirurgien militaire* peut donc se regarder comme très-moderne; il n'était pas connu dans la milice française avant le seizième siècle; les corps n'en avaient pas encore dans la guerre de 1655; le premier règlement qui en mentionne est de 1651, mais en réalité ce n'est que bien plus tard qu'il existe des Chirurgiens qui méritent ce nom, et qui prennent rang parmi les officiers non combattants. — L'ordonnance de 1776 (14 septembre) déclarait que pour éviter toute ressemblance entre l'haut de commissaire des guerres et celui des chirurgiens, l'un et l'autre de couleur gris de fer, l'uniforme des Chirurgiens prendrait le collet et les parements de velours noir. — On lit dans *M. LARRY* (t. IV, p. 169) que, à la suite de la campagne de Saxe, un projet d'ordonnance préparé par le comte Dard, avait pour but de former les Chirurgiens en un corps organisé à l'instar du corps des ingénieurs. — La restauration traita peu favorablement les Chirurgiens, en leur refusant admission dans l'ordre de Saint-Louis. — De nos jours leurs fonctions, longtemps indéterminées et mal appréciées, ont pris un caractère important et en quelque sorte politique, puisqu'ils sont chargés de donner les attestations en vertu desquelles se constate l'aptitude à servir et celles en vertu desquelles il peut être délivré des congés de réforme. — Nous nous étendons peu sur les chirurgiens d'armée et autres officiers de santé, c'est-à-dire sur ceux qui ne sont pas attachés à des corps régimentaires, parce qu'ils n'appartiennent qu'indirectement à notre travail; quant à ceux dont nous avons à nous occuper, on pourrait à leur égard consulter *Assalini*, *Belloc*, l'*Encyclopédie* (1785, C), *M. FRANCOUR* (du mot *instrument* de chirurgie), *GROFFIER*, *PASQUIER*, *M. PUEL*, *QUILLST*, *SARLANDIÈRE*, l'*Encyclopédie des Gens du monde* (au mot *Barbier*). — Nous nous contenterons de distinguer le mot *chirurgien aide-major*, — *AIDE-MAJOR COMMISSIONNÉ*, — *ARGO-AMÉRICAIN*, — *AUTRICHIEN*, — *BARBIER*, — *D'AMBULANCE*, — *D'ARMÉE*, — *DE CORPS*, — *DE CORPS EN GARNISON*, — *DE CORPS EN ROUTE*, — *DE DÉTACHEMENT*, — *DE GARDE À L'HÔPITAL*, — *DE GARDE ROYAL*. —

DE LIGNE, — *DE MARÉCHAL*, — *DE RÉGIMENT*, — *RUISSE*, — *DE VILLE*, — *D'HÔPITAL*, — *EN CAMPAGNE*, — *EX CHIFF*, — *EX GARNISON*, — *INSPECTEUR*, — *MAJOR*, — *MAJOR COMMISSIONNÉ*, — *MAJOR D'ARMÉE*, — *MAJOR DE CORPS EN ROUTE*, — *MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIÈGE*, — *MAJOR D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE*, — *MAJOR EN ROUTE*, — *MAJOR GÉNÉRAL*, — *MILITAIRE*, — *PORTUGAIS*, — *PRINCIPAL*, — *PRUSSE*, — *SOUS-AIDE-MAJOR*, — *SOUS-AIDE-MAJOR COMMISSIONNÉ*, — *TURC*, — *WURTEMBERGEOIS*.

CHIRURGIEN AIDE-MAJOR. V. *AIDE-CHIRURGIEN*. V. *AIDE-MAJOR*. V. *CHIRURGIEN D'HÔPITAL*. V. *DÉPÔT DE CORPS*.

CHIRURGIEN AIDE-MAJOR COMMISSIONNÉ. V. *CHIRURGIEN D'HÔPITAL*. V. *COMMISSIONNÉ*.

CHIRURGIEN ARGO-AMÉRICAIN. V. *ARGO-AMÉRICAIN*. V. *MILICE ARGO-AMÉRICAIN* n° 1.

CHIRURGIEN AUTRICHIEN. V. *AUTRICHIEN*, *adj.* V. *MILICE AUTRICHIENNE* n° 2.

CHIRURGIEN BARBIER. V. *RASEUR*. V. *BARBIER DE COMPAGNIE*. V. *FRATRE*. V. *GARDIE FRANÇAISE* n° 2. V. *PURMANN*.

CHIRURGIEN (chirurgiens) d'AMBULANCE (D, 2). Sorte de chirurgiens militaires considérés comme appartenant soit aux corps, soit aux hôpitaux, mais momentanément attachés à une ambulance. — Au commencement de la guerre de la révolution, les chirurgiens de première classe des ambulances et des hôpitaux établis à la suite des armées n'avaient que le titre d'*aides-majors*; ceux de seconde classe, le titre de *sous-aides*; ceux de troisième classe, le titre d'*élèves chirurgiens*, titre qui n'existe plus. — L'excellente instruction de l'an trois (16 ventôse) dispose qu'un jour d'action ces chirurgiens doivent préparer à l'avance leurs appareils curatifs, tandis que d'autres se mettent à la tête des brancards, pour aller derrière l'armée relever les blessés; ils les font placer doucement sur des voitures, et ils les conduisent au dépôt d'ambulance, où ils reçoivent le premier appareil, si la nature de leurs plaies n'a pas exigé que ce fût sur le champ de bataille même que fût appliqué cet appareil.

CHIRURGIEN D'ARMÉE. V. *ACTION DE GUERRE*. V. *ARMÉE*. V. *ASSALINI*. V. *CHIRURGIEN D'AMBULANCE*. V. *CHIRURGIEN DE CORPS*. V. *CHIRURGIEN D'HÔPITAL*. V. *CHIRURGIEN EN CHEF*. V. *CHIRURGIEN MILITAIRE*. V. *BRANSELLA*. V. *LEGRAND*. V. *MAGREUX*. V. *CHENET*. V. *PRECY*. V. *PURMANN*. V. *SARLANDIÈRE*. V. *SCHMIDT* (Joseph). V. *STARR*. V. *TRÉDEN*. V. *WALTER* (Heine). V. *WAPFER*.

CHIRURGIEN (chirurgiens) de corps

(term. sous-génér.). Sorte de CHIRURGIENS principalement considérés ici comme attachés à l'INFANTERIE FRANÇAISE; ils font partie du GRAND ÉTAT-MAJOR DES RÉGIMENTS; on les appelle chirurgiens de corps, par opposition à la qualification donnée à d'autres OFFICIERS DE SANTÉ, tels que les CHIRURGIENS D'ARMÉE, les CHIRURGIENS D'HÔPITAL. — Regardés d'abord comme des mercenaires, les Chirurgiens étaient à peine élevés au rang de BAS OFFICIERS SOUS LOUIS QUATORZE. — Dans le dernier siècle, en outre du Chirurgien de régiment, il était reconnu par COMPAGNIE UN BARBIER, qui y faisait, tant bien que mal, office d'AIDE-CHIRURGIEN. — Vers 1750, l'usage s'établit de reconnaître, par BATAILLON, UN SOLDAT CHIRURGIEN; il fut pris parmi les plus habiles des BARBIERS; et, comme ce titre de BARBIER conservait quelque chose de doctoral, il ne fut laissé aux anciens BARBIERS DE COMPAGNIES que le titre de FRATRES. LE SOLDAT CHIRURGIEN devenait l'AIDE DU CHIRURGIEN-MAJOR; il exerçait sans que la loi eût prononcé; il n'avait ni distinction ni haute paye. — Les Chirurgiens n'obtinrent qu'après de longues sollicitations un UNIFORME SOUS LOUIS QUINZE. Repoussés de l'HÔTEL DES INVALIDES jusqu'à la fin du règne de LOUIS SEIZE, dépourvus de droits à la PENSION DE RETRAITE, ils ont commencé, depuis la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, à obtenir, à raison de l'utilité et de l'importance de leur SERVICE, une réhabilitation aussi tardive que méritée, mais incomplète jusqu'ici. — Sous LOUIS DIX-HUIT, encore bien qu'ils portassent l'épée, ils n'avaient pas droit au SALUT DU PORT D'ARMES, salut octroyé à l'AUMONIER; et cependant ils couraient en campagne les mêmes dangers que les COMBATTANTS, et appartenaient à une classe sociale qui ne saurait être au niveau de sa mission, si elle ne s'était livrée à des études plus suivies, plus positives, plus coûteuses, plus pénibles que ne l'exige l'éducation d'UN MILITAIRE D'INFANTERIE OU DE CAVALERIE, que ne l'exige le savoir même d'UN MYNNEUR DE L'INTENDANCE; car, pour devenir un praticien habile, il faut plus d'études, plus d'application et même plus d'esprit que pour être SOUS-INTENDANT D'INFANTERIE; et à la GUERRE il ne faut pas moins de bravoure dans l'un que dans l'autre des deux professions. — Quelques Chirurgiens militaires du premier ordre avaient obtenu la croix de SAINT-LOUIS; mais en principe il leur était interdit d'y prétendre, sous prétexte qu'ils étaient nommés, non par le ROI, mais par le MINISTRE; tandis que, par bénéfice d'âge, les OFFICIERS D'INTENDANCE pouvaient en être décorés. — En l'an douze, le nombre des chirurgiens

de corps était réglé à raison de deux par BATAILLON EN TEMPS DE GUERRE, et d'un en TEMPS DE PAIX. — Le nombre des AIDES EXCÉDAIT CELUI DES SOUS-AIDES. — L'ORDONNANCE DE 1855 (2 NOVEMBRE, art. 6) mentionnait quatre chirurgiens, dont un premier, un second et un troisième aide. — On comptait à peu près EN FRANCE, en 1829, neuf cents CHIRURGIENS MILITAIRES D'UN RANG ANALOGUE à celui des OFFICIERS PARTICULIERS; à la tête de CES OFFICIERS DE SANTÉ étaient douze chirurgiens principaux comparables à des OFFICIERS SUPÉRIEURS OU GÉNÉRAUX. SUR soixante-quinze OFFICIERS DE SANTÉ qui entraient au service tant dans les CORPS que dans les HÔPITAUX, un seul avait la perspective du grade supérieur, tandis que dans les ARMES SAVANTES (et les chirurgiens sont aussi UN CORPS SAVANT) un officier sur quatre peut aspirer, dans les chances ordinaires, au rang de chef de bataillon. — La nomination des Chirurgiens attachés AUX TROUPES A PIED a d'abord été soumise à l'ATTACHE DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE; ensuite, et pendant longtemps, le droit ou le soin de nommer à cet emploi a été abandonné aux seuls CHEFS DE CORPS. — Quant aux Chirurgiens de TROUPES A CHEVAL, il n'y a aucune tradition à invoquer à leur égard; car il faut, à la honte de la MILICE FRANÇAISE, avouer que, dans la CAVALERIE, jusqu'aux dernières années du siècle passé, ce n'était qu'en TEMPS DE GUERRE qu'il était entrevenu des Chirurgiens au compte de l'Etat, quoique dans cette arme les accidents soient bien plus fréquents que parmi les HOMMES A PIED; il fallait que les OFFICIERS DE NOS RÉGIMENTS A CHEVAL payassent leur Chirurgien s'ils voyaient en avoir un; et, par une contradiction inexplicable, le RÈGLEMENT DE 1768 (1^{er} MARS) voulait que la GALE fût traitée à la CAMBRE. — Depuis LOUIS QUINZE seulement, le gouvernement a commencé à solder des Chirurgiens dans tous les corps. — L'assimilation de SOLDE des Chirurgiens subalternes et des officiers du grade auquel ils répondent et du corps auquel sont attachés CES OFFICIERS DE SANTÉ est une injustice par plusieurs raisons: — Parce que, rigoureusement parlant, c'est à tout UN RÉGIMENT OU au moins à tout un bataillon qu'un Chirurgien est utile, c'est à une seule compagnie que l'OFFICIER PARTICULIER est utile; celui-ci apprend son métier ou le faisant, l'autre doit être instruit avant d'exercer; — Parce que ces mobiles qu'on a appelés gloire, honneurs, distinctions, font partie de la paye des OFFICIERS, en sont même la meilleure part, tandis que, par une coutume injuste, les émoluments du Chirurgien ont été

longtemps privés de cet accessoire de solde. — Avant le règlement de 1816 (24 JUILLET), il n'avait encore été émis officiellement aucuns détails sur les devoirs, les attributions et la discipline des Chirurgiens. — L'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE) s'en occupait davantage, et déterminait (art. 6) leur place d'inspection et de parade. Elle leur donnait un droit qu'ils n'avaient pas encore eu (art. 288); celui d'infliger punition aux *HOMMES DE TROUPE*. — Il est d'usage d'annoncer par l'ORDRE du jour leur nomination et leur arrivée au corps. — Les chirurgiens ont un ARMEMENT pareil à celui des OFFICIERS DE L'ÉTAT-MAJOR DU CORPS, et en général l'armée. — Une DÉCISION DE 1852 (1^{ER} DÉCEMBRE) leur enjoignait de se munir d'un FOURNIMENT en manière de GÉNÉRAL, dont le modèle a été arrêté par le CONSEIL DE SANTÉ. Ce FOURNIMENT contient la TROUSSE chirurgicale, une petite scie à manche brisée, de l'éther, du LAUDANUM, etc. — La *Sentinelle de l'Armée* (1835, n° 27, 28, 29) articulait les griefs dont se plaignaient les Chirurgiens; suivant cette feuille publique, peu ou point d'avantages pécuniaires, une espèce d'ilotisme semait de dégoûts la carrière du Chirurgien, et il n'avait en perspective qu'une gloire qui contrastait avec celle des militaires, la gloire pacifique et philanthropique; un ardent amour de l'humanité pouvait seul le disposer à se livrer à des études sérieuses et profondes; aussi y avait-il dans les RÉGIMENTS peu de Chirurgiens que leur capacité mit au premier rang de leurs confrères, et la faute en était au gouvernement; il refusait ce qui pourrait être accordé sans bourse délier, il ne recourait pas aux véhicules de l'honneur, et ne rétablissait même pas une espèce d'équilibre par des compensations pécuniaires. Les COMMIS DE LA GUERRE, qui, pendant longtemps, ne voulaient répartir ni la monnaie fictive, ni la monnaie réelle aux réparateurs des maux de la guerre, ont enfin fait pour eux quelque chose. — La CIRCULAIRE DE 1851 (20 JUILLET) leur a accordé le droit au PORT D'ARMES et AU SALUT MILITAIRE; mais il n'eût pas été moins important d'éveiller l'émulation des OFFICIERS DE SANTÉ en n'accordant de l'AVANCEMENT AUX DIVERSES classes de Chirurgiens (nous n'osons pas dire aux divers grades) qu'à la suite de concours sur programmes et d'examen académiques. — Déjà plusieurs MILICES ÉTRANGÈRES, déjà la MARINE, déjà des CORPS SAVANTS ont utilement appliqué le système des concours; c'est un germe qui se développera. — Passons à l'examen des fonctions et des devoirs, sous le point de vue des ordonnances.

— L'ARRÊTÉ DE L'AN DOUZE (9 PRIMAIRE) voulait que, dans les lieux de garnison, les Chirurgiens de corps s'acquittassent du SERVICE des salies militaires des HÔPITAUX CIVILS. — L'ORDONNANCE DE 1823 (19 MARS) défendait aux Chirurgiens de s'absenter plus de huit jours, à moins d'un congé du MINISTRE. — On distingue, ou on a distingué les Chirurgiens de corps en trois catégories ou GRADES AUXILIAIRES, comme disent quelques AUTEURS, savoir : CHIRURGIEN-MAJOR, AIDE-CHIRURGIEN et SOUS-AIDE-CHIRURGIEN. Ces GRADES AUXILIAIRES ont été ainsi désignés comme propres à des OFFICIERS NON COMBATTANTS, et par opposition AUX GRADES EFFECTIFS ou des officiers COMBATTANTS; mais on aperçoit mal l'utilité de cette distinction et de cette opposition. — Il a existé même des ÉLÈVES CHIRURGIENS; ainsi l'ARRÊTÉ DE L'AN DOUZE (9 PRIMAIRE) autorisait les COLONELS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE à exempter de service deux SOLDATS, sur la demande du CHIRURGIEN-MAJOR, et à les mettre à sa disposition sous le titre d'ÉLÈVES CHIRURGIENS. — Les fonctions de l'AIDE et du SOUS-AIDE sont difficiles à déterminer avec précision, parce que, excepté dans les cas rares où tout le RÉGIMENT est rassemblé, chacun de ces OFFICIERS DE SANTÉ exerçant ordinairement seul et loin de son chef d'emploi, il assume l'ensemble des devoirs et la responsabilité du CHIRURGIEN-MAJOR. Cependant les OPÉRATIONS de certaine importance, la VISITE des PARTANTS, la désignation des militaires à envoyer aux FAUX, etc., etc., ne regardent ordinairement que les CHIRURGIENS-MAJORS et les AIDES-MAJORS. — Dans la MILICE ANGLAISE, les Chirurgiens assistent aux distributions des COUTS DE FOUFF. Quelques détails sur les Chirurgiens se trouvent dans l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C; t. 1, p. 604). — Il suffira de distinguer ici le mot CHIRURGIEN LE CORPS EN CHIRURGIEN EN ROUTE et EN CHIRURGIEN-MAJOR.

CHIRURGIEN DE CORPS EN GARNISON. V. CHIRURGIEN EN GARNISON. V. CORPS EN GARNISON.

CHIRURGIEN DE CORPS EN ROUTE. V. CHIRURGIEN EN ROUTE. V. CORPS EN ROUTE.

CHIRURGIEN DE DÉTACHEMENT. V. AIDE-CHIRURGIEN DE DÉTACHEMENT. V. DÉTACHEMENT.

CHIRURGIEN DE GARDE à l'HÔPITAL. V. FILLET D'ENTRÉE D'HÔPITAL. V. CHIRURGIEN D'HÔPITAL. V. HÔPITAL.

CHIRURGIEN DE GARDE ROYALE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. GARDE ROYALE.

CHIRURGIEN DE LIGNE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. LIGNE.

CHIRURGIEN DE MARÉCHAL. V. MARÉCHAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 6.

CHIRURGIEN de RÉGIMENT SUISSE. V. AIDE-CHIRURGIEN DE RÉGIMENT SUISSE. V. RÉGIMENT SUISSE.

CHIRURGIEN de VISITE. V. CHIRURGIEN D'HÔPITAL. V. VISITE DE CHIRURGIEN.

CHIRURGIEN (chirurgiens) d'HÔPITAL (D, 2). Sorte de CHIRURGIENS MILITAIRES dont le nom s'emploie par opposition à celui de CHIRURGIENS DE CORPS. — BELLOSTE a traité de leurs devoirs sous le point de vue thérapeutique. — Les Chirurgiens d'hôpitaux deviennent au besoin CHIRURGIENS D'ARMÉE, et composent principalement les AMBULANCES VOLANTES; ils sont soumis au CHIRURGIEN EN CHEF, maintenant nommé CHIRURGIEN INSPECTEUR; ils sont employés dans l'intérieur des HÔPITAUX; comme CHIRURGIENS DE GARDE OU DE VISITE, ils soignent les blessés, car le traitement des piévreux n'est pas de leur compétence, puisque les seules MALADIES CHIRURGICALES les concernent; ils autorisent certaines DISTRIBUTIONS D'ALIMENTS; ils visent, en certains cas, les BILLETS D'ENTRÉE A L'HÔPITAL. — Depuis l'ORDONNANCE DE 1824 (18 SEPTEMBRE), ces Chirurgiens sont divisés en un CHIRURGIEN-INSPECTEUR, douze Chirurgiens principaux, cent quatre-vingt-quatre CHIRURGIENS-MAJORS, cinquante-huit CHIRURGIENS-MAJORS COMMISSIONNÉS, deux cent quatre-vingt-douze CHIRURGIENS-AIDES-MAJORS, cent CHIRURGIENS-AIDES-MAJORS COMMISSIONNÉS, cent soixante-treize SOUS-AIDES-MAJORS, cent trente-sept CHIRURGIENS SOUS-AIDES-MAJORS COMMISSIONNÉS.

CHIRURGIEN EN CAMPAGNE. V. AIDE-CHIRURGIEN EN CAMPAGNE. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 16. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER.

CHIRURGIEN EN CHEF (A, 1; D, 1), ou CHIRURGIEN D'ARMÉE. Sorte de CHIRURGIEN MILITAIRE chargé en chef d'une des parties du SERVICE MÉDICAL, et ayant droit d'intimer des ordres aux CHIRURGIENS-MAJORS, etc. — Le titre actuel de cet OFFICIER DE SANTÉ est peu ancien; il date de l'ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (24 THÉRMIDOR), et répond à celui de CHIRURGIEN-MAJOR GÉNÉRAL, usité en quelques MILICES ÉTRANGÈRES. — Le Chirurgien en chef dirige surtout les CHIRURGIENS des HÔPITAUX; il n'est ici question de lui qu'à raison du droit qu'il aurait, en TEMPS DE GUERRE et en cas d'ACTION PRÉVUE, d'appeler les CHIRURGIENS DE CORPS AUX AMBULANCES VOLANTES, toutes les fois que le nombre des CHIRURGIENS des HÔPITAUX serait insuffisant pour ce service. — Le soin de faire fournir d'APPAREILS CURATIFS les AMBULANCES regarde le Chirurgien en chef; à cet effet il adresse à l'INTENDANT GÉNÉRAL la demande des objets qui lui sont nécessaires. — Un ARRÊTÉ DE

L'AN HUIT (1^{er} THÉRMIDOR) disposait que les Chirurgiens en chef des HÔPITAUX étaient seuls habiles à signer les CERTIFICATS relatifs aux demandes de CONGÉS DE CONVALESCENCE. — Maintenant les fonctions de Chirurgien en chef sont remplies aux armées par des Chirurgiens ayant le grade ou le titre de CHIRURGIENS PRINCIPAUX.

CHIRURGIEN EN GARNISON. V. ADRESSE DE CHIRURGIEN. V. AIDE-CHIRURGIEN EN GARNISON. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CHIRURGIEN DE CORPS EN GARNISON. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5, 10, 11, 12. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 25. V. EN GARNISON. V. MAJOR DE PLACE N° 2.

CHIRURGIEN (chirurgiens) EN ROUTE (E, 4), ou CHIRURGIEN DE CORPS EN ROUTE. Sorte de CHIRURGIENS DE CORPS considérés surtout comme appartenant à des CORPS EN ROUTE SUR PIED DE PAIX. — Ils doivent être porteurs de BANDES A PANSEMENT, de linge et de MÉDICAMENTS DE PREMIER APPAREIL; ils assistent au CERCLE D'ORDRE; ils signent, s'il y a lieu, les PERMIS que sollicitent des HOMMES DE TROUPE pour monter sur les VOITURES; ils examinent et pansent au GITE les MALADES et les ÉCLOPPÉS que les CAPORAUX ou le SERGENT DE SEMAINE leur amènent au CORPS DE GARDE DE POLICE ou dans une salle de la MAIRIE pour qu'il en soit passé VISITE. — Si les ÉCLOPPÉS ne peuvent marcher, les Chirurgiens les visitent à domicile. — Le CHIRURGIEN-MAJOR rend compte de la VISITE DES ÉCLOPPÉS au CHEF DE BATAILLON DE SEMAINE. — L'ADRESSE qui indique en quelle maison sont logés au GITE les Chirurgiens est remise au CHEF DU POSTE de la POLICE par l'ADJUDANT DE SEMAINE. Cette adresse est jointe à la liste des autres ADRESSES déposées au CORPS DE GARDE. — Les Chirurgiens doivent en MARCHÉ se partager, à moins d'ordre contraire, de manière que le SOUS-AIDE (en supposant que l'existence de cet emploi soit maintenue), soit à l'AVANT-GARDE, l'AIDE à l'ARRIÈRE-GARDE ou AUX ÉCARTS, et le CHIRURGIEN-MAJOR au centre du CORPS ou auprès du COLONEL.

CHIRURGIEN INSPECTEUR. V. CHIRURGIEN D'HÔPITAL. V. INSPECTEUR.

CHIRURGIEN (chirurgiens) MAJOR (D, 1). Sorte de CHIRURGIENS MILITAIRES qu'il est utile de considérer sous un point de vue général, avant d'approfondir ce qui a trait aux Chirurgiens-majors des CORPS. — Le nom de Chirurgien-major, fort inexact depuis qu'il a été créé des CHIRURGIENS EN CHEF, avait d'abord un sens plus juste, parce qu'il n'était attribué qu'aux OFFICIERS DE SANTÉ des HÔPITAUX qui étaient vraiment MAJORS, puisqu'ils étaient en CHEF. Dès le règne de LOUIS QUAT-

TORSE, la loi les dénommait Chirurgiens-majors, parce qu'ils n'avaient au-dessus d'eux que le ministre et qu'ils avaient au-dessous d'eux des aides. — L'amour-propre bien excusable des CHIRURGIENS DE CORPS, qui s'indignaient du simple nom de Chirurgien, longtemps synonyme de BARBIER, les avait exaltés à se donner entre eux et à se faire donner, vers la fin du règne de LOUIS QUATORZE, le nom de Chirurgien-major, et l'usage en était reçu longtemps avant que la loi justifiait cette location. — Aujourd'hui le mot Chirurgien-major indique une autorité bornée à un HÔPITAL ou à un CORPS, et en TEMPS DE GUERRE les Chirurgiens-majors, mais surtout les Chirurgiens-majors des ARMÉES sont sous les ordres du CHIRURGIEN EN CHEF.

CHIRURGIEN-MAJOR COMMISSIONNÉ. V. CHIRURGIEN D'HÔPITAL.

CHIRURGIEN-MAJOR D'ARMÉE. V. ANNÉE. V. CHIRURGIEN-MAJOR.

CHIRURGIEN (chirurgiens) MAJOR DE CORPS (terin. sous-génér.). Sorte de CHIRURGIEN DE CORPS ainsi nommés pour les différencier de certains autres Chirurgiens-majors. — Les autres qui en ont traité sont : COLONNIER (1772, C), HAMILTON, etc. Ils ne seront considérés ici que comme CHIRURGIENS-MAJORS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, et CHIRURGIENS-MAJORS D'INFANTERIE FRANCO-ALLEM. —

CHIRURGIEN-MAJOR DE CORPS EN ROUTE. V. CERCLE D'ORDRE EN ROUTE. V. CHIRURGIEN EN ROUTE. V. CORPS EN ROUTE. V. ÉCLOPPÉ. V. EN ROUTE. V. JOUR EN ROUTE. V. VINTE GÉNÉRALE D'ÉCLOPPÉS.

CHIRURGIEN (chirurgiens) MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE (A, 1; C, 1). Sorte de CHIRURGIEN-MAJOR DE CORPS qui est le chef de la chirurgie militaire du RÉGIMENT et le premier des OFFICIERS DE SANTÉ qui y sont attachés. — Les détails qui le concernent vont être examinés sous les rapports : CRÉATION, DÉNOMINATION, NOMINATION, RÉCEPTION, UNIFORME, LOCALISATION, REMPLACEMENT, LOGEMENT, ALLOCATION, TAUX, SOLDE, DROITS, PRÉROGATIVES, RANG, SURVEILLANCE, FONCTIONS, INFIRMES, SUBORDINATION, PUNITIONS, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — La nécessité devant toujours la loi, on voit figurer des CHIRURGIENS MILITAIRES dès la création des RÉGIMENTS; mais quels Chirurgiens étaient-ce jusqu'en 1782, époque où les COMPAGNIES passent au compte du ROI? chaque CAPITAINE s'efforce de trouver un BARBIER qui veuille s'attacher à sa COMPAGNIE, à charge de soigner les MALADES et de bander les PLAIES. Ainsi, pendant toute la durée du règne de LOUIS QUATORZE, la thérapeutique des soldats est dans la lancette de ces BARBIERS, et les

COLONELS attachent, s'ils le peuvent, à leur ÉTAT-MAJOR un opérateur un peu plus expert; ils en font le supérieur, le maître, le major des BARBIERS DE COMPAGNIE. — Nominativement, mais non légalement, les CHIRURGIENS MILITAIRES se transforment, un peu avant le temps de la régence, en CHIRURGIENS-MAJORS. — Ces opinions sont, il faut l'avouer, en opposition avec celles qu'a publiées M. COURTIN (1823, E) au mot AMBULANCE; car, suivant lui, sous Louis treize un *Chirurgien-major fut attaché à chaque régiment*; mais aucune preuve ne justifie cette assertion contredite par les ordonnances de 1651. Nous avons seulement vu dans les GAZETTES FRANÇAISES le Chirurgien-major y être de fort ancienne date; l'ORDONNANCE DE 1764 (29 JANVIER) en attachait deux à ce corps. — Les DÉCRETS DE 1791 (1^{er} JANVIER ET 1^{er} AVRIL) reconnaissent au Chirurgien-major par RÉGIMENT; ils le comprennent dans le GRAND ÉTAT-MAJOR, et ne le font cependant pas figurer dans l'addition du nombre des OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR. — N° 2. DÉNOMINATION. — Les Chirurgiens-majors ne s'appellent légalement encore sous LOUIS QUATORZE que CHIRURGIENS, comme le témoignent la DÉCLARATION DE 1651, etc. PRAISSAC (1658, D) ne les dénomme pas autrement. — Le nom de Chirurgien-major de corps commence à paraître dans MANESON (1685, B); mais il se passe encore près d'un siècle avant que la loi consacre ce titre dans la troupe de ligne; elle s'occupe à peine pendant le règne de LOUIS QUINZE des CHIRURGIENS DE CORPS. Enfin les ORDONNANCES DE 1781 (2 MAI) ET 1788 (17 MARS) emploient le mot CHIRURGIEN-MAJOR DE CORPS, quoiqu'elles ne reconnaissent au-dessous d'eux ni AIDES ni SECONDS. — Cette impropriété d'expressions, dont la langue militaire offre tant d'exemples, était une trace du commandement jusque-là exercé par les Chirurgiens sur les BARBIERS, et une preuve qu'on jugeait trop peu relevé le simple nom de Chirurgien que les BARBIERS se permettaient de prendre. — On appelle aussi les Chirurgiens-majors OFFICIERS DE SANTÉ, mais c'est comme formant une sorte de corporation avec les MÉDECINS et les PHARMACIENS, et le mot OFFICIER DE SANTÉ n'est précis que dans quelques MILIEUX ÉTRANGERS, telles que celle de la PRUSSE, où les CHIRURGIENS ont véritablement le rang d'OFFICIERS de troupe et d'armée, quoique OFFICIERS NON COMBATTANTS. — N° 3. NOMINATION, RÉCEPTION. — Les Chirurgiens-majors étaient encore en 1780 entièrement au choix du COLONEL seul, comme le déclare et comme s'en plaint COLONNIER (1772, C). L'ordonnance de 1781 (2 MAI) prescrivit AUX COLONELS de

ne les tirer que de la classe des AIDES-MAJORS des HOPITAUX; depuis cette époque les Chirurgiens des corps ont été brevetés. — **COLONNIER** (1772, C) s'étend sur la question de savoir quelles devraient être les formes de la nomination des officiers de santé, et quel est le degré d'instruction qu'il convient d'exiger des Chirurgiens-majors qui ne doivent être étrangers, dit-il, ni à la pharmacie, ni à la médecine. — Depuis la guerre de la révolution, le MINISTRE DE LA GUERRE seul a nommé aux emplois de chirurgiens de corps. Cette nomination est mise à l'ORDRE DU JOUR DU RÉGIMENT. — **L'ENCYCLOPÉDIE** (1785, C) proposait de donner de l'appareil à la réception des Chirurgiens-majors et d'assembler à cet effet le RÉGIMENT. Les législateurs n'ont donné aucune suite à cette requête; mais quand les AUMONIERS ont élevé la même réclamation ils ont été écoutés; on les reçoit à la tête du régiment. — **N° 4. UNIFORME.** — Les Chirurgiens de corps n'ont obtenu le droit de porter l'uniforme que depuis 1762, quand les COMPAGNIES SONT PASSÉES AU COMPTE DU ROI; ils ont été en général distingués par des HABILIS GRIS DE FER AVEC DES COLLETS DE VELOURS NOIR et des boutonnières EN GALON D'OR. Ces GALONS étaient convenables au temps où les gentilshommes en ornaient leurs habits; mais depuis que d'autres modes ont prévalu, cet UNIFORME, qui de loin ressemblait à une livrée, a décliné avec raison aux Chirurgiens, et ils y avaient d'eux-mêmes substitué la REDONNETE à l'imitation des officiers de santé de haut grade et des chirurgiens de la GARDE CONSULAIRE. — LES ORDONNANCES DE 1815 (25 SEPTEMBRE et 5 DÉCEMBRE) ont cherché à faire revivre la simplicité de costume dont les chirurgiens s'étaient écartés vers la fin de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, et elles imposaient de nouveau l'usage des GALONS tant aux Chirurgiens de la GARDE ROYALE qu'aux Chirurgiens de la LIGNE. — LA DÉCISION DE 1821 (4 SEPTEMBRE) les a traités plus convenablement; elle leur donne l'HABILIS bleu de roi avec FARBEMENTS et COLLET DE VELOURS ÉCARLATE, le tout façonné comme l'HABILIS DES OFFICIERS D'INFANTERIE. Leur COLLET est orné d'une REDONNETE EN OR figurant une feuille d'acanthe. — LA COIFFURE des Chirurgiens-majors et des autres chirurgiens de corps diffère de celle des officiers en ce que les Chirurgiens ne portent que le CHAPEAU D'OFFICIER et non le SCHARO. — **N° 5. LOCALISATION.** — EN ROUTE, SUR PIED DE PAIX, les Chirurgiens-majors se conforment à ce qui a été dit en général au sujet des Chirurgiens qui voyagent avec leur corps, et EN TEMPS DE GUERRE, leur PLACE habituelle est au GRAND ÉTAT-MAJOR DE CORPS.

— La place tactique du Chirurgien-major, quand le corps est en BATAILLE, est en ayant du LIEUTENANT-COLONEL, à vingt pas du SECOND BATAILLON; mais EN TEMPS DE GUERRE il doit, les JOURS d'ACTION, se tenir à la queue du corps ou de la BRIGADE et s'y abriter derrière un RAVIN, un ÉPAULEMENT naturel, une maison, pour y donner ses soins aux blessés. — En général, dans les CANTONNEMENTS, dans les CAMPS, dans les GARNISONS dépourvues de CASERNES, le Chirurgien-major doit se tenir et résider au centre du corps auquel il appartient, et doit en route et à la guerre loger et marcher avec l'état-major du régiment. — **N° 6. REMPLACEMENT.** — Les règlements disent que le Chirurgien-major peut, avec l'autorisation du LIEUTENANT-COLONEL, être remplacé au besoin par l'AIDE-CHIRURGIEN; mais il s'agit en ce cas de sa présence AUX MANŒUVRES, ainsi que de la VISITE SANITAIRE de la CASERNE et de la PRISON seulement, car l'AIDE ne peut représenter son chef pour la signature des BILLETS D'ENTRÉE À L'HOPITAL; ces BILLETS ne peuvent être délivrés par l'AIDE-CHIRURGIEN que dans les cas absolus de l'ABSENCE du Chirurgien-major. — **N° 7. LOGEMENT, ALLOCATIONS, TAIE, SOLD.** — LES Chirurgiens n'ont d'abord été logés que comme un des moindres OFFICIERS. — En garnison, les Chirurgiens-majors sont logés autant que possible dans les PAVILLONS DE CASERNEMENT; ils y ont droit à UNE CHAMBRE de CAPITAINE, depuis le RÈGLEMENT DE 1791 (12 OCTOBRE). S'ils ne peuvent être logés aux pavillons, ils doivent résider à proximité de la CASERNE. — Le Chirurgien d'infanterie franco-étrangère jouissait en route, conformément au RÈGLEMENT DE 1851, d'UN UTENILE ÉGAL À L'UTENILE DE SERGENT, c'est-à-dire qui consistait en quatre sous par jour. En vertu de l'ORDONNANCE DE 1727 (13 JUILLET), un Chirurgien touchait DEUX PLACES DE VIVRES et UNE RATION DE FOURRAGE. — Aujourd'hui, en vertu du DÉCRET DE 1810 (30 JUIN), il a droit, SUR PIED DE RASSEMBLEMENT et SUR PIED DE GUERRE, à DEUX RATIONS DE VIVRES, à quatre de CHAUFFAGE et à UNE de FOURRAGE. — En GARNISON, le Chirurgien-major vit à la TAIE des CAPITAINES, et devrait vivre peut-être à celle des OFFICIERS SUPÉRIEURS. — L'histoire de la SOLDE d'activité et de la SOLDE de RETRAITE du Chirurgien-major est curieuse. L'ORDONNANCE DE 1738 lui donnait dix sous par jour d'appointements. — Le ministre d'ARONSON avait que les Chirurgiens-majors étaient trop faiblement rétribués, autorisait UNE RETENUE en leur faveur, et permettait, par une CIRCULAIRE DE 1749 (30 JUIN), AUX OFFICIERS DES CORPS de contribuer pour une somme modique à ac-

croître le traitement de leur officier de santé.
— L'ORDONNANCE DE 1762 (12 OCTOBRE) DONNAIT EN TEMPS DE PAIX, par an, cinq cents francs, et EN TEMPS DE GUERRE sept cent cinquante francs aux Chirurgiens-majors; à raison de l'exiguïté de ces émoluments, on maintint l'usage alors établi de faire aux OFFICIERS une RETENUE au profit du Chirurgien-major. — SAINT-GERMAIN double les APPOINTEMENTS des Chirurgiens-majors, qui n'étaient encore que de six cents francs en 1774. L'ORDONNANCE DE 1786 portait leur solde à douze cents francs en TEMPS DE PAIX, et à seize cents francs EN TEMPS DE GUERRE. — La circulaire de 1791 (8 mars) leur passe quatorze cents francs sur la masse d'hôpital des régiments, y compris le traitement qui leur est alloué pour l'infirmerie régimentaire. Ceux qui auront un hôpital régimentaire à diriger recevront de plus quatre cents francs. Depuis la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, leur paye a équivalu à celle de CAPITAINE; ils ont été convenablement traités depuis le DÉCRET DE 1810 (30 DÉCEMBRE). L'INSTRUCTION DE 1814 (4 mars), qui en est interprétative, leur donnait pour minimum la paye de CAPITAINE, et à accru, de dix en dix ans de service et à raison de trois variétés, cette solde. — Après avoir recherché ce qui concerne leur TRAITEMENT D'ACTIVITÉ, si l'on veut connaître ce qui avait trait à leur pension de RETRAITE, on peut consulter COLOMBIER (1772, C), et on verra que, dans le siècle dernier, quand les Chirurgiens-majors avaient de très-longes services, on leur accordait quelquefois, pour toutes récompenses, des places de bas officiers à l'HÔTEL DES INVALIDES. La jouissance à une pension fixe de RETRAITE n'a été acquise aux Chirurgiens-majors que depuis l'ORDONNANCE DE 1784 (2 mai); cette RETRAITE montait après trente ans de service à quatre cents ou six cents francs; mais elle ne s'accordait pourtant que comme une faveur et non comme un droit, ainsi que le témoigne AUDOUIN, en citant une lettre par laquelle le DIRECTOIRE DES HÔPITAUX écrivait, en 1789 (23 juin), à un Chirurgien-major de l'HÔPITAL de Givet qui avait trente-cinq ans de service, qu'il était admis à la retraite, mais sans aucune pension. — L'ORDONNANCE DE 1814 (27 août) réglait la retraite des Chirurgiens-majors au même taux que celle des chefs de bataillon. L'ORDONNANCE DE 1829 (10 OCTOBRE) a élevé celle des chefs de bataillon, mais n'a pas augmenté celle des Chirurgiens-majors. — N° 8. DROITS. — Les Chirurgiens-majors n'ont eu jusqu'au siècle actuel que des droits fondés sur la coutume, non sur la loi; elle a régi ensuite qu'en ROUTE et EN TEMPS DE GUERRE ils gar-

deraient près de leur personne un sous-aide, à moins que l'AVANT-GARDE et l'ARRIÈRE-GARDE ne fussent dépourvues d'OFFICIERS DE SANTÉ. — La LÉGISLATION n'a pas déterminé l'AUTORITÉ que les Chirurgiens-majors et particuliers exerceraient dans leurs corps. Peuvent-ils punir les HOMMES DE TROUPE?... Nul doute que les OFFICIERS DE SANTÉ n'eussent dû être revêtus de ce droit; et l'usage contraire ne s'était enraciné que parce que les MINISTRES DE LA GUERRE ont apporté une incroyable tiédeur aux améliorations du SERVICE DE SANTÉ. — Une autre question n'est pas moins importante. Les Chirurgiens-majors et les AIDES-CHIRURGIENS ont-ils le droit de punir les CHIRURGIENS leurs subordonnés, comme seraient puiss les lieutenants et des sous-lieutenants?... Il n'a été répondu à ces deux questions que par l'ORDONNANCE DE 1835 (3 NOVEMBRE). — Les Chirurgiens-majors ou, en cas de remplacement, les AIDES-CHIRURGIENS ont droit de signer les DISPENSES DE SERVICE données aux HOMMES DE TROUPE INDISPOSÉS; de décider, après une VISITE SANITAIRE, si les HOMMES DE TROUPE SORTANT de l'HÔPITAL sont en position d'obtenir des BILLETS DE CONVALESCENCE, si les DÉTENUX à LA SALLE DE DISCIPLINE sont dans le cas d'être envoyés à l'HÔPITAL, etc. — Ils opinent sur les INFIRMITÉS et sur les CAS DE RÉFORME. — Ils ont droit d'exiger du FLANCON de l'HÔPITAL, quand ils y font la VISITE des MALADES de leur corps, qu'il les accompagne dans leur tournée et qu'il leur rende compte des observations qu'il a faites relativement au service de l'HÔPITAL. — Quand le Chirurgien-major juge qu'il serait convenable d'ordonner à la TROUPE d'ALLER AU RAIN, il en fait la proposition au COLONEL ou au LIEUTENANT-COLONEL, qui donnent leurs ordres à cet égard. — L'ARRÊTÉ DE L'AN XII (9 FÉVRIER) autorisait le Chirurgien-major à présenter au COLONEL deux soldats qui puissent, sous le titre d'ÉLÈVES CHIRURGIENS, seconder les OFFICIERS DE SANTÉ DU CORPS. — N° 9. PRÉROGATIVES, RANG. — Le Chirurgien-major a toujours fait partie du GRAND ÉTAT-MAJOR; cependant le DÉCRET DE 1791 (1^{re} JANVIER) ne le comptait pas dans le total des OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR, et le DÉCRET DE 1791 (1^{re} AVRIL), qui créait l'INFANTERIE LÉGÈRE, semblait le mettre en tête du PETIT ÉTAT-MAJOR, sans le comprendre dans le total des SOUS-OFFICIERS; mais il doit, de même que ses AIDES, être regardé comme du GRAND ÉTAT-MAJOR. — La LOI DE L'AN QUATRE (15 NOVEMBRE) mentionnait un ARRÊTÉ DU 1^{er} FÉVRIER AN TROIS qui assimilait les Chirurgiens-majors aux CHIEFS DE BATAILLON; à ce titre ils ont joui de la PENSION DE RETRAITE de ce grade. — Le RÈGLEMENT

DE 1816 (24 JUILLET) ASSIMILAIT AUX CAPITAINES le Chirurgien-major. L'ORDONNANCE DE 1818 (15 MAI) gardait le silence sur cette assimilation; elle disposait seulement que les Chirurgiens devaient se rendre, s'ils en recevaient l'ordre, aux RÉUNIONS EXTRAORDINAIRES DES OFFICIERS et s'y placer avec les OFFICIERS PARTICULIERS D'ÉTAT-MAJOR. — DANS quelques MILICES ÉTRANGÈRES, cette question était tranchée franchement: les OFFICIERS DE SANTÉ y ÉTAIENT RECONNUS OFFICIERS DE CORPS avec le GRADE de CAPITAINE D'ÉTAT-MAJOR ou de LIEUTENANT; cette démarcation positive avait pour objet de mettre le Chirurgien-major à l'abri des grossièretés du SOLDAT, et en position de n'avoir pas à souffrir de l'humeur et des résistances des HOMMES DE TROUPE. — L'ENCYCLOPÉDIE (1783, C) s'est efforcée de démontrer qu'il n'était pas plus mésestimé de décorer de GRADÉS EFFECTIFS les CHIRURGIENS que d'en revêtir les TRÉSORIFIERS DE CORPS, puisque incontestablement les FONCTIONS des OFFICIERS DE SANTÉ sont plus périlleuses, plus militaires, plus honorables, plus pénibles, moins lucratives, et demandent plus de savoir. — S'il y a incertitude à l'égard du RANG que doivent tenir les Chirurgiens-majors, ce n'est pas que COLOMBIER (1772, C) et plusieurs autres n'aient éveillée cette question, et qu'elle n'ait paru occuper notre LÉGISLATION, mais d'une manière si énigmatique, que, tandis que les HONNEURS accordés par l'ORDONNANCE DE 1781 faisaient jouir les Chirurgiens-majors des honneurs, droits, autorité, *prérogatives relatifs à leurs fonctions*, rien ne statuait sur la valeur de ces termes, ni sur la nature des FONCTIONS; le HONNEUR n'était qu'un assemblage de paroles dénuées de sens. Les HONNEURS devaient-ils consister dans le SALUT du PORT D'ARMES? Quel inconvénient en effet y aurait-il eu à obliger le soldat d'être aussi poli envers ceux qui le rappellent à la vie qu'envers les officiers dont l'art est de tuer ou de faire tuer? N'accordait-on pas d'ailleurs le PORT D'ARMES à l'AUTOMONIE? — Dans ce vague, dans cette obscurité de la loi, c'est à son mérite personnel que le CHIRURGIEN doit son véritable rang. — Le Chirurgien de Nenstrio, interrogé, vers la fin du dernier siècle, en présence des OFFICIERS du RÉGIMENT, sur le rang qu'il occupait parmi eux, répondit: *Que cela dépendait uniquement de lui, et qu'il pouvait, suivant l'importance de ses services, être à peu de distance du chef ou à peu de distance des soldats.* — L'importance des fonctions des Chirurgiens-majors, l'utilité de leurs SERVICES, la profondeur de leurs études leur doivent concilier l'accueil, l'estime, les RÉCOMPENSES, s'ils réunissent l'assi-

duité au dévouement, et les innombrables de l'esprit à la dextérité de la main. — N° 10. SURVEILLANCE, FONCTIONS. — Le Chirurgien-major a soin qu'en GARNISON l'ADDRESS indiquant sa demeure et celle de ses AÏEUX soit toujours affichée au CORPS DE GARNIE DE LA CASERNE et inscrite au LIVRE DE POLICE; qu'elle soit connue des ADJUDANTS et des SERGENTS-MAJORS; que les heures où on peut le trouver chez lui soient bien celles qu'il indique, etc. Il constate et rend compte si des SOUS-OFFICIERS ont négligé de l'avertir des INDISPOSITIONS des HOMMES DE TROUPE. — AVANT le ministère de SAINT-GERMAIN, les Chirurgiens-majors étaient presque uniquement des distributeurs de PILULES D'OPHTHALME; ce ministre essaya, à la manière des étrangers, de leur attribuer des fonctions curatives; il les met à la tête des INFIRMIERS RÉGIMENTAIRES, et accorde des fonds pour cette dépense; mais la tentative ne fut pas heureuse, et il fallut bientôt abandonner ce système. — En campagne, les fonctions de Chirurgien-major consistent surtout à diriger l'AMBULANCE du corps; en garnison, il est à la tête de l'INFIRMIER, où sont traités la GALE et les MALADIES LÉGÈRES. — QUANT AUX FONCTIONS habituelles et précises des Chirurgiens-majors, on voit dans COLOMBIER (1772, C) et dans l'ENCYCLOPÉDIE (1783, C) que, depuis la création de l'emploi jusqu'au règne de LOUIS APPEL, rien n'avait été déterminé par aucun document officiel. L'insouciance était telle à l'égard du SERVICE MÉDICAL appliqué aux TROUPES, qu'en TEMPS DE PAIX on ne conservait que dans l'INFANTERIE des Chirurgiens au compte de l'Etat. — Depuis la révolution, et c'est un de ses bienfaits, on a reconnu qu'aucun corps ne devait être sans Chirurgien. — LES RÉGLEMENTS DE 1816 (24 JUILLET) et 1818 (15 MARS) sont les premiers documents où les fonctions des Chirurgiens-majors soient mentionnées quoique incomplètement. — Le CIRCULAIRE DE 1816 (5 OCTOBRE) les charge de la VACCINATION. — Les INSTRUCTIONS sur les INSPECTIONS GÉNÉRALES règlent que c'est d'après l'avis des Chirurgiens-majors que les INSPECTEURS GÉNÉRAUX exposent au MINISTRE quel est l'état des SALLES DE DISCIPLINE, des CASERNES, etc., et proposent, s'il y a lieu, les améliorations à cet égard. — N° 11. DEVOIRS. — A raison de divers événements, tels que les DUELLES, etc., à raison de divers accidents qu'il est inutile de mentionner, la position des Chirurgiens-majors est délicate, parce qu'ils sont placés entre un COLONEL qui veut être instruit de tout et des OFFICIERS qui invoquent la discrétion du Chirurgien-major, soit avec le langage de l'amitié, soit avec l'accent de la menace.

Glissons sur un tel sujet : la conscience des Chirurgiens leur suggérera le parti à suivre. Bornons-nous à l'examen des devoirs qu'on pourrait appeler pratiques, et récapitulons ce qui est éparé dans nos auteurs ou dans nos ordonnances. — Dans le cours du grand siècle, il y avait des branches d'étude si peu avancées, que MARSEUS (1685, B) et vingt auteurs qui l'ont copié mettaient en première ligne et citaient presque comme devoir unique la *surveillance que devoit exercer le Chirurgien-major sur ses aides, en s'assurant s'ils faisoient le poil aux soldats une fois par semaine*. — L'échelle des devoirs s'est bien agrandie depuis cette époque, et il faut les distinguer en devoirs relatifs aux visites sanitaires, — relatifs aux militaires individuellement, — relatifs aux militaires en troupe, — relatifs aux signatures. — N° 12. Devoirs relatifs aux visites sanitaires. — Le Chirurgien-major doit, en garnison, faire tous les quinze jours une visite sanitaire de la caserne ; il doit visiter au moins deux fois par semaine les malades du régiment qui se trouveraient dans des hospices civils de la place : il doit s'informer du traitement médical qui est appliqué à ces malades et en rendre compte au colonel, et, s'il y a lieu, à l'officier d'intendance que cela concerne ; il doit accompagner les officiers supérieurs faisant la visite des hôpitaux ou de l'infirmerie. — Il accompagne, lors des inspections générales, l'inspecteur d'armes afin de répondre à ses questions, ou bien pour procéder aux contre-visites ordonnées en cas de réforme, en cas de propositions pour l'admission aux invalides, etc. — Les jours des revues administratives, il dresse un état des hommes malades à la chambre, après les avoir visités, et il le certifie sincère. — Il doit tous les mois faire, avec l'adjuvant, une visite sanitaire générale, après s'être à cet égard concerté avec le lieutenant-colonel et le major. — Il doit se rendre chaque matin, à sept heures et demie en été et à huit heures en hiver, au corps de garde de police ; s'informer du chef de ce poste s'il y a à la salle de discipline des détenus qui se plaignent d'indispositions ; à moins qu'elles ne soient légères, il ne souffre point qu'ils restent à la chambre, et les dirige sans délai sur l'hôpital. Il doit à toute heure visiter ceux pour lesquels le chef du poste de la police le ferait appeler ; il doit recueillir les billets de malades et visiter de suite les militaires qui y sont désignés. — Il doit parcourir le plus souvent possible les chambres des soldats ; constater s'il n'y règne pas de causes d'insalubrité ; en faire renouveler l'air ; envoyer de suite aux ho-

pitaux ou à l'infirmerie récemment les soldats malades soit à la chambre, soit à la salle de discipline, soit au cachot, soit en prison ; s'assurer du régime nutritif des chambrées, déguster et, si faire se peut, analyser les eaux qu'on y boit. — Il doit en chaque pays examiner les localités sous le point de vue des endémies, des eaux stagnantes, des plantes indigènes, des vents habituels, des expositions du lieu, de la nature de l'air, des émanations putrides, etc., et se former ainsi un tableau de géologie médicale, afin d'enrichir de toutes ces remarques et la correspondance adressée aux inspecteurs généraux, et le journal de médecine militaire tenu par les ordres du ministre de la guerre, en vertu de la circulaire du 1815 (28 janvier). — Ensuite de leurs examens, soit généraux, soit spéciaux, les Chirurgiens-majors doivent informer le colonel ou le lieutenant-colonel de tout ce qui intéresse le service de santé, des abus qu'il entravent, et des améliorations dont il est susceptible. — N° 13. Devoirs relatifs aux militaires considérés individuellement. — Le Chirurgien-major doit se tenir en garde contre la paresse et la mauvaise volonté des hommes de troupe qui aspirent à être congédiés ; contre les ruses des détenus à la salle de discipline ; contre les déclarations des soldats qui se prétendent indisposés. Il ne doit délivrer des billets d'entrée d'hôpital, des certificats, des billets de convalescence, des exemptions, des dispensas d'exercices ou de service journalier, qu'après avoir acquis la conviction que la demande est fondée et que le mal dont se plaint l'homme visité n'est pas simulé ; il doit panser les éclopés, on en dirige le pansement ; visiter les recrues, les sémestriers rentrants, les détenus indisposés et les hommes de troupe proposés pour l'obtention des sémestres ; il doit désigner les infirmes à réformer et les malades à diriger sur les eaux thermales. Il doit soigner dans leur chambre les officiers malades à qui le colonel accorde la permission de s'y faire traiter ; il ne peut exiger d'eux que le prix des médicaments. — N° 14. Devoirs relatifs aux militaires considérés en troupe. — Le Chirurgien-major doit, lorsque le corps va à la manoeuvre, se munir de bandes à pansement, etc., comme ferait tout chirurgien en route. — Il doit, toutes les fois que le corps est disséminé, se transporter à celui des quartiers où il y aura le plus de malades, après avoir reçu de son colonel l'ordre de ce déplacement et avoir provoqué même cet ordre, s'il l'a fallu. — Il doit accompagner avec un de ses aides la troupe allant au bain. — Il doit traiter

gratuitement les militaires du corps, et avoir en réserve des bandages herniaires. — Les décisions de 1856 (28 AVRIL, 18 MAI) enjoignent au Chirurgien-major de faire mêler de onze parties d'eau naturelle les FAUX-DE-VIE distribuées administrativement. — L'INSTRUCTION DE 1856 (8 JUIN) déterminait quels renseignements devaient contenir les rapports que le Chirurgien-major était tenu de fournir à l'INSPECTEUR GÉNÉRAL. — N° 15. DEVOIRS relatifs aux signatures. — Le Chirurgien-major ne doit jamais retarder la délivrance des BILLETS D'ENTRÉE D'HOPITAL; il ne doit les signer qu'après qu'ils ont été remplis par le SERGENT-MAJOR, et qu'en y indiquant le genre de MALADIE, et spécifiant, s'il y a lieu, quels TRAITEMENTS ont été opposés jusque-là à l'invasion du mal. — Le Chirurgien-major ne doit signer des CONGÉS AMBULAS ou des CARTOUCHES IMPRIMÉES qu'après avoir constaté que les CONGÉSÉS ne sont pas atteints de la GALE ou de MAUX VÉNÉRIENS, et il en signe la déclaration négative sur la CARTOUCHE, ou bien il refuse sa signature et désigne ceux qui, étant atteints d'affections de cette nature, doivent être par cette cause privés de SEMESTRES. — Le Chirurgien-major signe, comme pièce administrative, à toutes les REVUES DE SURVEILLANCE, un état nominal des MALADES A LA CHAMBRE, et il le remet à l'OFFICIER D'INTENDANCE qui passe la revue. — N° 16. SUBORDINATION. — Dépendant autrefois du seul CHIEF du corps, les Chirurgiens-majors ont, depuis la restauration, été subordonnés au LIEUTENANT-COLONEL, considéré comme spécialement chargé de surveiller le service de santé. Les Chirurgiens-majors ont été enfin tenus de rendre compte à l'OFFICIER SUPÉRIEUR DE SÉLÈRE. — Il est traité de ce sujet dans la *Sentinelle de l'Armée* (t. III, p. 140). — Le Chirurgien-major est tenu de paraître au rapport pour y rendre compte au CHIEF DE BATAILLON DE SEMAINE du résultat de ses VISITES SANITAIRES, et il lui propose d'ordonner la SORTIE DE PRISON des DÉTENUÉS A LA SALLE DE DISCIPLINE, qui seraient dans le cas d'entrer à l'HOPITAL, ou de ceux qui, sans devoir y entrer, pourraient cependant rester détenus sans préjudice pour leur santé. — Il était tenu de faire, tous les jours à onze heures, son RAPPORT AU MAJOR. — Il est tenu de se rendre le DIMANCHE chez le LIEUTENANT-COLONEL pour la VISITE GÉNÉRALE; il y conduit ses AIDES après qu'ils se sont eux-mêmes rendus chez lui. — Il fait, ainsi que ses AIDES, quand il en est requis par l'AUTORITÉ COMPÉTENTE, le service de l'HOPITAL ou le service du HOSPICE CIVIL, sans pouvoir pour cela se dispenser de donner ses soins à

l'INFIRMERIE de la CASERNE. — Les CHIRURGIENS DE CORPS peuvent, en TEMPS DE GUERRE et en cas d'ACTION prévue, être appelés aux AMBULANCES VOLANTES par le CHIRURGIEN EN CHEF; mais ordinairement cette mesure ne s'étend pas jusqu'au Chirurgien-major, qui est censé inséparable de son corps. — N° 17. PUNITIÖN. — Le Chirurgien-major pouvait être puni pour FAUTE CONTRE LE SERVICE par tout OFFICIER SUPÉRIEUR du corps, et par analogie les punitions des AIDES et des SOUS-AIDES auraient pu être prononcées par leur supérieur naturel; mais l'ORDONNANCE de 1818 (15 MARS) avait omis de mentionner si les AIDES peuvent être punis par des OFFICIERS PARTICULIERS. L'ORDONNANCE de 1855 (2 NOVEMBRE) est intervenue et a prononcé que le Chirurgien-major ne peut être puni que par le COLONEL ou le LIEUTENANT-COLONEL; les AIDES ne peuvent l'être que par les OFFICIERS SUPÉRIEURS et par leur Chirurgien-major. — N° 18. ADMINISTRATION. — Dans les TROUPES FRANÇAISES, la loi ne confiait jadis au Chirurgien-major aucune administration financière. — Le RÈGLEMENT de 1815 (27 MARS) le chargeait au contraire du premier achat des MÉDICAMENTS de campagne, au moyen d'une somme de PREMIÈRE MISE. Ce RÈGLEMENT lui laissait aussi le soin du remplacement des objets de la CANTINE D'AMBULANCE; il formait et adressait à cet égard des demandes à l'INTENDANT GÉNÉRAL. — Dans la MILICE PRUSSIENNE les Chirurgiens-majors administraient beaucoup, et ils fournissaient par abonnement les MÉDICAMENTS. — De même encore, dans la MILICE ANGLAISE, les Chirurgiens-majors sont, à titre de directeurs d'HOPITAUX RÉGIMENTAIRES, chargés du SERVICE MÉDICAL, et même temps qu'ils sont administrateurs et fournisseurs. Ce mode et cette complication de fonctions entraînent plus d'un abus. Nos Chirurgiens-majors, en vertu de principes plus sages, sont seulement chargés de rédiger et de remettre, quand ils en sont requis par les INSPECTEURS D'ARMES, les observations relatives à certains points d'administration et de police, tels que le genre de NOURRITURE des HOMMES A LA SALLE DE DISCIPLINE, l'espèce de leurs effets de couchage, etc.; c'est un des motifs pour lesquels les Chirurgiens-majors accompagnent, lors de sa REVUE, l'INSPECTEUR GÉNÉRAL. — A tort ou à raison, l'ORDONNANCE de 1818 (15 MARS) disposait que le Chirurgien-major traiterait au corps les MALADES LIÉGÉS et entanés, simples et vénériennes; ce qui devient en ce cas pour lui l'objet d'une véritable et difficile administration. — Il doit proposer au COLONEL ou au LIEUTENANT-COLONEL les mesures nécessaires à l'établissement et à la tenue de cette in-

VIENNE, dont il fait suivre les détails par un CAPORAL employé ad-hoc. — Depuis que ces diverses dispositions sont en vigueur, le Chirurgien-major est comptable, suivant ODER (1824, E), de la CAISSE DE CHIRURGIEN, de la CAISSE DE PHARMACIE, du CAISSON D'AMBULANCE. Il dresse un compte de ses DÉPENSES, soit par achat de MÉDICAMENTS, soit en énumération des substances que la CAISSE DE PHARMACIE a fournies; il l'appuie d'un état trimestriel nominal des MALADES avec détail des JOURNÉES DE TRAITEMENT et du genre des MALADIES.

CHIRURGIEN (chirurgiens) major d'INFANTERIE FRANCO-SUISSE (A, 1). Sorte de CHIRURGIENS-MAJORS DE CORPS qui étaient à la nomination du COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES, sur la présentation du CONSEIL D'ADMINISTRATION. Ils avaient dans la ligne PAYE DE CAPITAINE; dans la GARDE ROYALE, leurs AFFECTEMENTS étaient plus forts d'un neuvième que la SOLDE DES CHIRURGIENS DE LIGNE.

CHIRURGIEN-MAJOR EN ROUTE. V. CHIRURGIEN-MAJOR DE CORPS EN ROUTE. V. EN ROUTE. V. SÉJOUR.

CHIRURGIEN-MAJOR GÉNÉRAL. V. CHIRURGIEN EN CHEF. V. GÉNÉRAL.

CHIRURGIEN MILITAIRE. V. ASSALINI. V. CHIRURGIEN. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CRAMON. V. MILITAIRE, adj. V. SARLANDIER.

CHIRURGIEN PORTUGAIS. V. MILICE PORTUGAISE N° 1. V. PORTUGAIS, adj.

CHIRURGIEN PRINCIPAL. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. CHIRURGIEN D'HOPITAL. V. CHIRURGIEN EN CHEF. V. PRINCIPAL.

CHIRURGIEN PRUSSIE. V. MILICE PRUSSIENNE N° 2. V. PRUSSE, adj.

CHIRURGIEN SOUS-AIDE-MAJOR. V. CHIRURGIEN D'HOPITAL. V. SOUS-AIDE-CHIRURGIEN.

CHIRURGIEN SOUS-AIDE COMMISSIONNÉ. V. CHIRURGIEN D'HOPITAL. V. SOUS-AIDE-MAJOR COMMISSIONNÉ.

CHIRURGIEN TURC. V. MILICE TURQUE N° 2. V. TURC, adj.

CHIRURGIEN TURCO-ÉGYPTIEN. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE N° 4. V. TURCO-ÉGYPTIEN, adj.

CHIRURGIEN WURTEMBERGEOIS. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 1. V. WURTEMBERGEOIS, adj.

CHIVAL, CHIVAI, subs. masc. V. CHEVAL.

CHLAMYDE, subs. fém. (F), ou *clamys*, suivant GANEAU. Mot dérivé du LATIN et du GREC *chlamsy*, *chlamsus*; c'était le nom d'un MANTEAU COURT dont se servait la MILICE GRECQUE; il se portait sur la TUNIQUE, en TEMPS DE GUERRE, et s'attachait avec une agrafe sur l'épaule droite. — MONCHARLON compare la Chlamyde à une veste sans manches un peu longue; MALLIOT en donne l'i-

mage; GANEAU le mentionne au mot *Clamys*. — La Chlamyde fut d'usage aussi dans la MILICE ROMAINE, sous le nom de *paludamentum* ou de *lacrène*. Quelques ÉCRIVAINS croient cet habillement pareil au *sagum* ou SAKON des LÉGIONS. — Les PATRICIENS quittaient, en TEMPS DE GUERRE, la toge pour la Chlamyde; elle devenait le signe du COMMANDEMENT. — Les enfants de CLOVIS portaient la Chlamyde sur leurs HANTS LONGS; mais ce n'était plus un MANTEAU agrafé sur l'épaule, il laissait au contraire également libre le jeu des deux bras; M. WILFMIN donne un dessin détaillé de ces deux genres de Chlamyde. — Des soldats de la MILICE TURQUE et de celle de PERSE ont de longues vestes sans manches ou des DOUMANS qui sont un reste de l'usage de la Chlamyde, si la Chlamyde elle-même n'a été empruntée de l'Orient. — On trouve des notions sur la Chlamyde dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

CHOC, subs. masc. V. A C... V. ACTION DE C... V. ORDRE DE C...

CHOC (H, 1), ou HOUR, ou HOURT, ou POIGNAIS. Le mot Choc a succédé dans la langue de la tactique aux termes *CHAPLE* et *ENVAHIE* qu'employait la CHEVALERIE; il est dérivé par MÉNAGE de l'ESPAGNOL *choca*, JOUTE. DUPAIN (1757, B) le définit : Une rencontre et une action de guerre engagée contre la volonté d'une des deux parties contendantes. — Ce n'est pas là le vrai sens du mot; car plusieurs AUTEURS regardent le mot Choc comme synonyme des mots *ATTACHE* DE FRONT, *CHARGE OFFENSIVE*, *COMBAT CONTRE INFANTERIE*, etc. — DAGOBERT (1790, B), FORTENILLES, MAILLEROY (1767, E), PICTET (1764, J), SILVA (1768, K) s'étendent, à l'égard du Choc, en beaucoup de recherches et de calculs mathématiques. — On s'est servi de l'expression *ACTION DE CHOC* par opposition à l'*ACTION DE VUE*. On a dit : le Choc de l'INFANTERIE est plus symétrique; le Choc de la CAVALERIE DE BATAILLE est plus impétueux; l'un et l'autre, mais surtout le dernier, seraient impossibles sur un plan d'une inclinaison telle, que l'angle de l'horizon outre-passât trente degrés; mais, sur un terrain plat et uni, l'impulsion que produit le Choc croît en raison composée de sa vitesse. — Le Choc s'est pratiqué pendant les GUERRES DE 1667 et de 1672; mais, hormis à STEINERQUE et à DENAIN, où l'INFANTERIE CHARGEA, elle a rarement croisé le FER depuis la paix de RYSWICK jusqu'à la GUERRE DE LA RÉVOLUTION. Ce changement de système résulta de l'usage plus général du FER, du discrédit des ARMES DE CHOC, de la mode nouvelle d'une DISCIPLINE plus compassée et

de la débilité ou de l'inertie qui étaient une conséquence de l'adoption de l'ORDRE MINCE, et qui rendaient critique le PAR DE COURSE. — La déconverte des FLOIEMENTS, qui à volonté substituent rapidement l'ORDRE PROPRE à l'ORDRE MINCE, et ordonnent les TROUPES EN COLONNES ÉPAGOGIQUES ou EN COLONNE D'ATTAQUE, à fait revivre l'usage du Choc.

CHOC DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. CHOC. V. COURSE. V. POUDRE À FEU. V. RANGS D'INFANTERIE. V. RÉSERVE DE BATAILLE.

CHOC D'INFANTERIE. V. ART DE LA GUERRE. V. CHOC. V. FONTENILLES. V. INFANTERIE. V. INSTRUMENT DE MUSIQUE MILITAIRE. V. MILICE GRECQUE N° 7. V. RÉSERVE DE BATAILLE. V. TACTIQUE DE COMPAGNIE.

CHOISEL. V. NOMS PROPRES.

CHOIX, subs. masc. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. ASSEMBLÉE ÉLECTORALE. V. AU CHOIX. V. AVANCEMENT. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'INFANTERIE N° 2. V. LIEUTENANT-COLONEL N° 2. V. OFFICIER DE BATAILLE. V. SOUS-INTENDANT N° 3. V. SOUS-OFFICIER N° 3. V. TOUR D'ANCIENNETÉ.

CHOIATE. V. NOMS PROPRES.

CHOPE, subs. fém. (F). Ce mot, dont l'étymologie est inconnue, désignait un JACQUET ou un GAMBRON qui portaient les ÉCUEUX et les VALETS sous le HAUBERGEON, comme le témoigne l'ordonnance de 1351 : *Un varlet armé du haubergeon, et ayant Chope par-dessus (il faut lire par-dessous), aura de gages (gages) cinq sols tournois.*

CHOSE MILITAIRE (F), ou ART MILITAIRE, ou ÉTAT MILITAIRE. Le mot Chose a peut-être son étymologie dans le CELTIQUE; M. ROQUEFORT le tire du LATIN *causa*. — La locution Chose militaire a été employée dans plusieurs LANGUES, par beaucoup d'AUTEURS, et surtout d'AUTEURS anciens; ils ont compris sous ce nom la machine militaire, la STRATÉGIE et son HISTOIRE, la LÉGISLATION, la DISCIPLINE qui régit l'ARMÉE, les COMBATS qu'elle rend, les MOYENS de CORRESPONDANCE qui l'animent, le jeu et l'EXERCICE de l'INFANTERIE et des autres ARMES, etc., etc. Ces ÉCRIVAINS sont : ALCIAT, BELLI, BRANCACCIO, BROWNE, CICUTA, COTTEAU (1593, A), FREMAT, FERNAND, FERRETTI, FORTIUS, HOLTERMANN, JACOBUS, KINSPRETT, LAURENTIUS (1758), LÉON (1612, C; 1712, B), LYRUS, MÉNAGRE, MODESTY, NAUOË, PETTO, SALMASIUS, SCRIVÉRIUS, STARAVOLSKY, VALTRINUS, VALTURIUS, VÉGÈCE, VOLATERRANUS, etc. — La LANGUE ALLEMANDE a emprunté de ces écrivains le mot *Kriegswesen*, qui signifie à la fois Chose militaire et MÉTIER DE LA GUERRE.

CHOU (choux), subs. masc. V. LANGUE CELTIQUE. V. LÉGUME FRAIN.

CHOUROUTE, subs. fém. (F), ou DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

Snerkraut. Ce mot tout ALLEMAND, et signifiant chou aigri, est le nom d'une espèce de VIVRE DE CAMPAGNE de la MILICE RUSSA. — Elle transportait la Choucroute, sous forme de LÉGUME SEC; elle l'a adoptée en 1806 sur la proposition du docteur Huhn, médecin allemand fixé à Moscou; elle préparait cette NOURRITURE par le procédé que voici. — On dessèche cent kilogrammes de Choucroute en les soumettant à l'action d'une presse; on les étend sur des châssis de toile claire; on les saupoudre d'un mélange de farine de FROMENT et de sel, par parties égales, pesant en tout un kilogramme deux cents grammes; on passe à trois reprises les châssis dans un four dont la bouche reste ouverte; on partage la Choucroute ainsi desséchée par tas de pesanteur pareille, et on enferme chaque tas dans un sac de papier. — Cette substance, préparée de la sorte, peut se conserver plusieurs années sans se détériorer, pourvu qu'on ne l'expose pas à l'humidité. On réduit par ce procédé à un kilogramme une quantité de quarante kilogrammes de Choucroute fraîche; et quinze grammes de ce LÉGUME SEC équivalent à une RATION; les quinze grammes, convenablement préparés, suffisent à la NOURRITURE d'un homme; deux mille kilogrammes, qui constituent la charge d'un CAMION DE VIVRES, forment cent vingt-huit mille RATIONS. — Quand on veut faire usage de cet aliment, on le fait cuire à la GRAISSE ou à l'huile pendant deux heures; mais, pour opérer la coction, il faut autant de kilogrammes d'eau que la Choucroute avait perdu de pesanteur par la dessiccation. — Il est présumable que cette préparation reviendrait à un prix moins élevé que le riz ou les LÉGUMES SECs, dont la distribution est en usage, et qu'elle pourrait, en certains cas, leur être avantageusement substituée. — Des détails sur l'objet ici traité se trouvent dans M. FRANCOEUR et dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

CHOUNARA; CHRENTIENS; CHRISTIANS; CHRISTINE; CHRISTOVAL. V. NOMS PROPRES.

CHRONOMÈTRE, subs. masc. (G, G). Ce mot est le terme générique des instruments qui servent à diviser et à marquer le temps; il dérive du grec *chronos*, temps, et de *metron*, mesure; il s'applique à la COGNITION de la MUSIQUE, et est plus connu comme COMPTÉ-PAS sous le nom de MÉTRODATE.

CHRYSPIDE (chrysapides), subs. masc. (F), ou CHRYSPIDE, suivant l'*Encyclopédie des Gens du monde*, au mot BOUTILLER, ou CHRYSPIDE. Le mot Chrysapide

était employé par les Latins, et dérivait du grec *chrysos*, qui signifie or, et de *aspis*, bouclier. — Les Chrysaépides étaient un corps privilégié employé sous le règne d'ALEXANDRE SEVÈRE; une partie de l'ARMÉE de ces SOLDATS était incrustée d'or ou de métaux précieux, comme GARRAU le témoigne.

CHRYSAPISTE, subs. masc. v. CHRYSAPISTE.

CHRYSAPISTE, subs. masc. v. CHRYSAPISTE.

CHRYT, subs. masc. v. CHRYT.

CHYPRE, v. NOMS PROPRES.

CIBLE, subs. fém. (G, S, 6), ou *ESCAULT*, ou *CUYLAUX* (grande cuye), ou *MUTH*, ou *MUTELLETTTE* que M. ROQUEFORT tire du bas latin *mutha*, *MUT* à *TIER* *AO* *ALANC*. — Le mot Cible vient, suivant LE DUCRAT (au mot *Sibde*), de *FALLAMAND Schelbe*, terme du genre féminin fort ancien en langue TEUTONNE, et qui signifie but, rond, lucarne rouge. *Scheibe* a pour diminutif *Scheibet*, français dans le mot Cible. — L'ACADÉMIE (1762-1855) passait sous silence ce terme, que MÉNAGE écrit *MSLE*; TRAVESSE (1758, D), *MSLE*; L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), *CIBL*; DRELLIGNÉ (1780, 1), *CYBLE*. Ce dernier auteur le fait masculin, parce que dans la langue ALLEMANDE les diminutifs sont neutres, ce qui ne peut se rendre en français que par le masculin. — BOISTE (1800) est le premier vocabuliste qui ait fait entrer dans un dictionnaire de langue, les mots *CIBL*, Cible. — LES ROMAINS donnaient à un poteau d'ESCRIME, qui servait de Cible aux PRONONCEURS, le nom de *scopa*, d'où est venu *escopette*. — Un *YAGUIN*, un but vivant, payé, ou plus ordinairement contraint par force, servait de Cible, ou mouvante ou immobile, aux CHEVALIERS DU MOYEN ÂGE. — La multiplication des ARCHERS donna naissance à l'exercice du *PAPEGAU*; et le *TIR A LA CIBLE*, ou sur un *TAILLEVIN*, était cultivé par les ARCHERS ALLEMANDS dès l'an 1392, comme Moritz MEYER en fournit la preuve. Cet écrivain, en traitant des ARMES À FEU, rapporte à l'année 1429 les premiers *TIRS* à la Cible. — Actuellement une Cible est une espèce de *BLANC* sur lequel l'INFANTERIE et surtout les *TIRAILLEURS* s'exercent à l'étude du *TIR* du *FUSEL* ou de la *CARABINE*; les ITALIENS disaient dans le même sens *tavolaccio*, table ronde, d'où est venu le mot *TAILLEVIN*. Ils appelaient point ce que nous appelons *BLANC*. — Une Cible se compose de cadres ou de châssis portant des toiles où sont grossièrement figurés des soldats, ou d'autres marques servant de but aux COUPS DE *CARABINE* ou de *FUSEL*. Quelquefois la Cible est faite de manière à être transportée où l'on veut;

quelquefois elle est établie à demeure, et s'adosse à une butte de terre ou à un amas de fagots où les *BALLES* viennent mourir et où l'on peut les retrouver. — Souvent une Cible n'est qu'un assemblage de planches fixées en manière de pailis, assujetties contre des pieux, et présentant un point noir dans un rond blanc. Cette Cible permet qu'on y tire longtemps, parce qu'on bouche à mesure, avec des chevilles, les trous des *BALLES*. — Le RÈGLEMENT de 1791 (1^{er} AOUT) donnait à chaque BATAILLON une ou plusieurs Cibles de dimensions analogues à la taille d'un soldat, et de cinq pieds et demi de haut sur vingt et une pouces de large; le milieu de la Cible, qui répond à la hauteur de la ceinture de l'homme, est marqué par une bande horizontale et de couleur tranchante, de trois pouces de large. — Les *TIRAILLEURS* doivent s'exercer à ces Cibles à une distance qui varie de cent à trois cents mètres. — Rien de plus convenable pour une Cible qu'un terrain anfractueux, accidenté, afin que le soldat y apprenne à tirer tantôt de haut, tantôt de bas. — BOURBONNE (1719, H), savant auteur pour le temps où il écrivait, parle de *TIRER AU BLANC*, mais ne profère pas le mot Cible; cette expression n'existait pas encore. — TRAVESSE (1758, D) fait mention, un des premiers, de l'usage de la *CIBLE*, et reproche à notre MILICE de négliger ce genre d'étude tactique. — Les auteurs du siècle dernier se bornent à indiquer qu'il faut placer la Cible à cent mètres des *TIRAILLEURS*, et à reculer successivement jusqu'à deux cents. — GUÉRIN (1773, E) a insisté sur les avantages du *TIR* à la Cible; MEYER (1806, F) a composé un traité dans le même esprit. — MARRAS (1788, C) s'étonne que, dans la MILICE PRUSSIENNE, et même, dit-il, dans aucune autre, il n'ait été fait d'expériences sérieuses à l'égard de la Cible et des EXERCICES À FEU. — Cependant, entre la PAIX de FONTENAYEAUX en 1762 et la GUERRE d'AMÉRIQUE, l'INFANTERIE FRANÇAISE avait consommé pour les EXERCICES À FEU, ainsi que le témoigne le supplément à l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), plus de quatre millions de livres de poudre, et plus de deux millions de livres de plomb, ce qui équivaut à six ou sept millions de francs; cette dépense fut sans aucun profit pour l'ART MILITAIRE. — L'utilité de l'EXERCICE de la Cible n'a pas été avouée également par tous les auteurs. MAUVILLON (1788, A) démontre que c'est une étude peu utile à l'INFANTERIE DE BATAILLE, tandis que SINGLAIRE (1775, L) au contraire la recommande avec chaleur. — Quantité de règlements ont prescrit à nos TROUPES l'usage de la Cible; mais ils sont

restés sans résultats par la parcimonie avec laquelle s'est faite, depuis la GUERRE D'AMÉRIQUE, la fourniture des CARTOUCHES propres à ce genre de BALISTIQUE. — L'INSTRUCTION DE 1806 (19 JUILLET) prescrit d'exercer le soldat à la Cible en le faisant tirer à des distances variées et sur des buts correspondants à la hauteur des poitrines, des têtes, des drapeaux. — De tels préceptes étaient bien vagues. GUIBERT (1775, E) avait montré une louable précision, en prescrivant aux TIREURS de viser à un mètre au-dessus de la Cible, s'ils en sont distants de six cents mètres; à un demi-mètre au-dessus, s'ils en sont distants de quatre cents mètres; à la coiffure, s'ils en sont à trois cents mètres; à la ceinture, s'ils en sont à deux cents mètres; aux genoux, s'ils en sont à cent mètres, et jamais plus bas. GUIBERT calculait ces LIGNES DE TIR, CES LIGNES DE MISES, CES PORTÉES, de manière qu'en toute hypothèse la BALLE frappât le BUT DE TIR à un mètre et demi au-dessus de terre. — Il eût convenu de pousser plus loin les méthodes essayées et leur application. Il faudrait que la Cible se distinguât en HORIZONTALE et en DIAGONALE; l'une appropriée au TIR DIRECT, l'autre au TIR INCLINÉ, soit ascendant, soit descendant. — Le TIR DIRECT doit avoir lieu à CARTOUCHES ordinaires; le TIR INCLINÉ, s'il est ascendant, demande l'emploi de cartouches accompagnées d'une préparation d'artifice analogue à la composition d'une chandelle romaine, de manière que le TIREUR puisse juger par la direction de cette espèce de queue de comète si le PROJECTILE, quand il ne touche pas le BUT, en approche et de combien il s'en manque pour qu'il atteigne l'espèce de FAPEGAÏ placé à la sommité d'une longue perche; ce genre de cartouches est d'un usage commun dans les fêtes publiques du département du Nord. — La GUERRE DE 1792 avait formé quelques TIREURS adroits, mais la BALISTIQUE française des petites ARMES n'en a retiré aucun avantage. — La MILICE ANGLAISE exerce aujourd'hui à la Cible ses CARABINIERS A FEU (riflemen), la MILICE PRUSSIENNE toute son INFANTERIE LÉGÈRE, la MILICE AUTRICHIENNE ses RAQUETTERS; la milice néerlandaise se livrait à l'étude de la Cible au camp de Zeist. — La hauteur de la Cible ANGLAISE est d'un mètre soixante-dix centimètres. La distance de laquelle les ANGLAIS tirent à la Cible varie entre cinquante et trois cents mètres. — Une circulaire du 1816 (28 mai) recommandait le TIR A LA CIBLE. — Une INSTRUCTION, plus détaillée qu'aucune de celles que le ministère avait jusque-là publiées, a déterminé en 1822 (30 MARS) les proportions, la nature, la des-

tinution de la Cible française; et une DÉCISION de 1825 (15 JUILLET), qu'on doit au MINISTRE CLEMONT-TONNERRE, a accordé aux trois plus habiles TIREURS UN PRIX de vingt, de quinze et de dix francs. La dépense en était supportée par la MAISON D'ENTRETIEN. — La question et les détails de la Cible ont été traités en allemand par MAYER (J.-G.). — L'ORDONNANCE de 1851 (4 MARS), au lieu d'énoncer, comme c'eût été désirable, la théorie du TIR, renvoie aux documents antérieurs. — L'insouciance ou la précipitation des législateurs s'accroît souvent de ces faux-fuyants. — De curieuses expériences de Cible sont décrites dans le *Journal de l'Armée* (t. II, p. 206, note), et une description étendue et curieuse de l'espèce et des formes des Cibles préférables est insérée dans la *Sentinelle de l'Armée* (t. III, p. 28) et dans les ouvrages de M. DELVIGNE.

CIBLE DIAGONALE. V. CIBLE. V. DIAGONALE.

CIBLE HORIZONTALE. V. CIBLE. V. HORIZONTALE.

CIBOLE, subs. fém. V. MASSUE.

CICATRICE, subs. fém. (D. 4). Ce mot, tout LATIN, cicatrix, exprime une trace calieuse de MEMBRE formée, qui, en certains cas, forme BALAFRE. — Si la Cicatrice est maligne, c'est-à-dire grande, peu solide, adhérente, accompagnée de déperdition de substance, croûteuse, parsemée de varices, etc., etc., elle peut être la preuve d'une INFIRMITÉ assez grave pour occasionner l'INVALIDITÉ, et devenir CAS DE RÉFORME.

CICÉRON; **CICUTA**. V. NOMS PROPRES.

CIDRE, subs. masc. V. ÉTAPE.

CIEL, subs. masc. V. BEU DE CIEL. V. LIT D'OFFICIER.

CIEL OUVERT. V. A CIEL OUVERT. V. OUVERT.

CIÉVETAIGNE, subs. masc. V. CHIÉVETAIGNE.

CILICE, subs. masc. Mot tout LATIN, cilicium. Le Cilice se nommait ainsi, suivant VARRON, parce qu'il avait été inventé en Cilicie; c'était une étoffe épaisse fabriquée avec du crin ou du poil de chameau. VIGÈRE (390, A) et ANCIEN (380, A) nous apprennent que les ROMAINS s'en servaient quand ils étaient assiégés, pour empêcher l'extérieur des REMPARTS; et que, quand ils étaient ASSIÉGÉS, ils en faisaient des espèces de rideaux ou de MARTELETS pour cacher le jeu de certaines MACHINES DE GUERRE, telles que les BÉLIERS, les MÉSULES, les VIGIES, etc.; par ce moyen ils leur donnaient plus de résistance, les préservaient mieux des BRULOTS de l'ennemi. — Les anciens rembournaient leurs Cilices avec des herbes marines

on des matières spongieuses; ces matelas-sures offraient aux projectiles une résistance molle, et les traits s'y accrochaient sans passer outre. C'est ainsi que les décri-vent FOLARD (1727, A) et GANEAU. — On employait aussi de la même manière des cuirs nommés *centons*, comme on le voit dans QUINTE CURCE et dans les traducteurs de TRUCYDIDE. — CÉSAR (51 avant J.-C.) nous montre à MARSEILLE les assiégés se servant pour le même usage de nattes composées de câbles; ils les appelaient *storia*, d'où est venu le mot *store*. — On a également nommé *Cilice* un habit militaire fabriqué en poil de chèvre, de même que l'é-tait ce qu'on appelle *Cilice* en termes mys-tiques, c'est-à-dire chemise à asperités lacérantes. — Les LATINS prenaient comme synonymes *cilicium* et *cento*, *centones*, signifiant grosses couvertures ou casaques de diverses couleurs et de diverses étoffes. On retrouve des traces de l'usage de ces *centons* ou *Cilices*, dans les paletots des marins de l'Adriatique, dans les bigarrures du costume des Bergamasques, dans les nuances de l'habit du masque Arlequin.

CILLIBANTE, subs. masc. v. BOUGLIER.

CYMAIN, subs. masc. v. CREMIN.

CYMAINE, subs. fém. (B, 4; G, 4). Mot emprunté de la langue de l'architecture, et provenant du latin *cymation*, ou de l'italien *cimasa*. — Le mot *Cimaise* donne ici l'idée d'une partie d'une GARDE d'ÉPÉE, modèle de 1817; c'est une moulture dans laquelle s'en-castre la BRANCHE, et qui forme la partie supérieure de l'EMBASE du POMMEAU de l'ÉPÉE; elle supporte la CALOTTE au moyen de la PORTÉE; elle s'y affleure; elle est échan-crée pour le passage du CROCHET de la BRANCHE.

CYMBALE, subs. masc. v. CYMBALE.

CYMBRE, v. NOMS PROPRES.

CYME, subs. fém. v. CIMIER. v. CONTR-POST GÉOLOGIQUE. v. SOMMET GÉOLOGIQUE.

CIMETIERRE, subs. masc. (F), ou AC-NACE, ou ADARGUE, ou COUTELAS, ou DAMAS, ou SAUVETERRE, ou SÉMETIÈRE, ou SÉMITTAIRE, ou SÉMITAROF suivant ROQUEFORT. ARME DE TAILLE dont le nom est originellement *rez-san*, *chimchir*, suivant GÉBELIN. Il est passé du GREC moderne *santeras*, dans l'ITALIEN *scimitarra*; les TURCS connaissent ce SABRE sous le nom de *adem-kilidj*, ou *scimatara*. — Le Cimetterre est une des ARMES que les ITALIENS appellent génériquement *storia*, arme tortue, ou à LAME COURBE. BOREL (Pierre) le compare au FAUCON; celui-ci semble cependant en différer. — Le Cime-terre était devenu une arme des MILICES RO-MAINES et BYZANTINES, et était resté dans la MILICE TURQUE; c'est un SABRE pesant, dont

la GARDE est en forme de MANCHE; sa LAME est convexe, courte, à CONTR-POINTE, s'é-largissant vers la POINTE et s'échancrant à son extrémité, en portion de cercle prise sur la convexité. Les ORIENTAUX s'en escri-ment, en le conlant de la POINTE à la GARDE; les SPASIS TURCS le maniaient habilement. — On voit dans MARRON (1885, B) que le SABRE des SUISSES, au service de FRANCE, s'est d'abord nommé Cimetterre. — La forme du sabre des HUNARDS rappelle le Cimetterre. — L'*Encyclopédie* du dix-neuvième siècle traite du Cimetterre.

CIMETÈRE, subs. masc. v. CHEF DE POSTE FERMÉ. v. TAMBOUR DE FORTIFICATION.

CIMIER, subs. masc. (F), ou JUSE. Terme qui est l'équivalent ou qui dérive de l'ITALIEN *cimiere*, augmentatif du BRE LATIN *cima*; il exprimait un ornement qui sur-montait le CASQUE, en faisait la garniture supérieure, et répondait à ce que les ROMAINS appelaient *juba*, qu'on a traduit par JUSE. — SCIDAS prétend que la sabie de Géryon aux trois têtes avait pour origine son CAS-QUE à triple Cimier. Les rois d'EGYPTE, suivant DIODORE DE SICILE, avaient pour Cimier, une tête de lion ou de dragon. L'ARISTE, HOMÈRE, LE TASSE, PLUTARQUE, VIRGILE, nous entretiennent maintes fois des formes variées des Cimiers. — Dans les LÉGIONS ROMAINES, le Cimier était une MARQUE distinctive des GRADES. — De 507 à 1066, les CASQUES de l'Occident ont en rarement un Cimier, ou même ont été sans Cimier, ni PLUMET; l'u-sage en est postérieur à celui de la COTTE et du CHAPPELON de MAILLES; les GOTES et les ALLEMANDS ont les premiers fait usage de Cimiers, dont le SLAVON nous a transmis quelques formes; c'était une des MARQUES distinctives employées dans les CAEROUNELS. — Guillaume LERRETON parle du Cimier que portait en 1214, à Bouvines, le comte de Boniogne; c'étaient de hautes CORNES, faites en côtes de baleine. — Le plus ancien Ci-mier du MOYEN ÂGE que les monuments représentent est de 1224, comme le té-moigne M. ALLOU; mais c'est surtout ce qu'il appelle le CASQUE de CHEVALERIE qui a été à Cimier. — La figure des Cimiers des treizième et quatorzième siècles était de fantaisie et souvent des plus bizarres; ils portaient, depuis la fin du quinzième siècle, une CRINIÈRE, un PANACHE, une FLAMME, des FAYEES, des LIVRÉS, des ENSEIGNES, des em-blèmes donnés par des dames; quelque-fois des LAMBEQUEUX s'en échappaient. — On voit des Cimiers des plus étranges dans CHAMPOLLION (1826) et dans le livre des triom-phies de Maximilien. Une description en est donnée dans l'*Encyclopédie des Gens du*

monde. — Il y a des auteurs qui nomment *CRÊTE*, du latin *crista*, cette espèce de tige, ou sa base et son prolongement; tandis que d'autres nomment *Cimier* le *PANACHE* lui-même, ou ce qui y serait analogue. Mais en général on peut considérer le *Cimier* comme l'ensemble de ce qui surmonte le *TIMBRE* du *HEAUME*, et lui donne comme un second étage. — Les *Cimiers* ont été, depuis le treizième siècle, un des droits attachés au titre et au RANG DE CHEVALIER; ils ont donné naissance aux *COURONNES* des *DUCS* et des autres *SEIGNEURS* du *MOYEN AGE*. *CARRÉ* (1783, E) pense que c'est surtout la *CHEVALERIE ALLEMANDE* qui a chargé les *CARQUES* d'ornements emblématiques ou chimériques; qui a surmonté de *CORNES* les *Cimiers*; qui y a attaché un *VOI* de métal (le *HEAUME* appelle ainsi une *PAIRE D'AILLES*). Les *ALLEMANDS* les ont façonnés en *masse* de lion, en figures hideuses, etc. — *HENRI CINQ*, à la bataille d'*ARZENCOURT*, avait le *TIMBRE* surmonté de la *COURONNE*. — En 1421, le *Cimier* du duc de Bourgogne, que décrit *M. de BARANTE*, était de vingt-quatre *PLUMES* d'autruche qu'accompagnaient comme *ALGÈTRES* vingt et une *PLUMES* de bérone, et comme *arrière-garde* ou *queue* dix-sept *PLUMES* de paon. — *Alphonse*, fils de *Ferdinand*, roi de Naples, ayant reçu du Pape, en 1493, le diplôme d'une investiture qui lui assurait la succession au trône, et étant, comme le rapporte *COMMÈS*, mécontent des seigneurs que son père ménageait trop, annonça hautement qu'il se déferait d'eux, et il prit, en signe de cette menace, un *Cimier* parlant: c'était un balai. — Au quinzième siècle, dit *M. RAY*, le *Cimier* est remplacé par le *PLUMET*. — Dans la guerre de 1741, le *maréchal de SAXE* avait renouvelé, à ce que dit *POTIER* (1779, X), l'usage, depuis longtemps oublié, des *CARQUES* surmontés de *CRINIÈRES* flottantes; il avait donné la *crinière* aux *DRAGONS* de sa légion; les *CARQUES* des *DRAGONS FRANÇAIS* en ont été l'imitation. — Le mot *Cimier*, en *ESPAGNOL* *coronella*, aurait été, suivant quelques opinions peu fondées, en analogie avec la dénomination donnée aux *COLONELS* (*coronella*) *ESPAGNOLS*. — On peut à l'égard des *Cimiers*, consulter *GARRAU*, *MÉNESTRIER*, l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

CINCELLE, subs. fém. V. CINQUENELLE.

CINCUS; CINÉAS; CINYANUS. V. ROMS PROPRES.

CINQ, subs. masc. V. PIÈCE DE C... V. QUARANTE-C... V. VINGT-C...

CINQ BATAILLONS. V. A CINQ BATAILLONS. V. BATAILLON.

CINQ CENTS. V. SOMME DE CINQ CENTS. V. CENT. V. PIÈCE DE CINQ CENTS.

CINQ HEURES DU SOIR. V. HEURE. V. SOIR. V. SOUPPE D'HOME DE TROUPE.

CINQ POUCCES. V. OUSEUR DE CINQ POUCCES. V. POUCE.

CINQ RANGS. V. FEU DE CINQ RANGS. V. RANG. V. RANGS D'INFANTERIE.

CINQUAIN, subs. fém. (F; G, G). Mot dont le nombre cinq est la souche; il exprime un DEDRE DE BATAILLE plus moderne que le *SIXAIN* et qui en fut comme le perfectionnement; on pratiquait cette forme de tactique avant *LOUIS QUATORZE*, et sous son règne, comme le témoignent *DELAFontaine* (1675, A), *DEANE* (1810, E), *GARRAU*. — Diviser une armée en cinq masses qui prenaient alors la dénomination de *BATAILLONS*, et former de ces *BATAILLONS* trois lignes combinées, c'était former le *Cinquain*; pour y parvenir, on mettait les cinq masses sur une seule ligne sans intervalles; on portait en première ligne le deuxième et le quatrième *BATAILLON*, ils formaient l'avant-garde; on portait en arrière le troisième *BATAILLON*, il formait l'arrière-garde; le reste était corps de bataille; on flanquait chaque *BATAILLON* d'un escadron à sa droite et d'un à sa gauche; cet ordre de bataille décidait de celui des *MARCHES*; il se prêtait au facile passage des lignes.

CINQUANTAINE, subs. fém. (F). Nom donné, au *MOYEN AGE*, à une *BATAILLE*, à une *SURDIVISION*, à une *COMPAGNIE D'INFANTERIE* ou à une *AGREGATION* commandée par un *CINQUARTIER*, dont le grade était analogue à celui d'officier particulier ou de *RAI OFFICIER*. — En 1381, les *Parisiens*, armés de *MAILS D'ARMES*, s'organisent en *Cinquantaines*. — Au seizième siècle, la *GARDE* *Bourgeoise* de *PARIS* obéissait à des *Cinquantienniers*; *Orléans* aussi avait une *Cinquantaine*.

CINQUANTE, subs. masc. V. CENT CINQUANTE. V. PIÈCE DE CINQUANTE.

CINQUANTE-SIX. V. PIÈCE DE CINQUANTE-SIX. V. SIX.

CINQUANTIENNE, subs. masc. V. CINQUANTAINE. V. DIXAINIER. V. GARDE DE PARIS. V. QUARTIENNE.

CINQUENELLE, subs. fém. (G, 4; H), ou *CINCELLE*, suivant *GARRAU*. Mot dont on ignore l'étymologie; elle n'est pas italienne, parce qu'en cette langue on appelle *gomona*, les amarres. Divers ponts de campagne s'assujétissent au moyen de *Cinquenelles*, ou de *CABLES* de deux poudres de diamètre.

CINQUÈME BATAILLON. V. BATAILLON. V. BATAILLON DE DÉPOT.

CINQUIÈME DE SOLDE. V. **APPOINTEMENTS.**
V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIONF
N° 16. V. RETENUE D'APPOINTEMENTS. V. **SOLDE.**
V. **SOLDE DE SOUS-OFFICIER.**

CINQUIÈME ESCOUADE. V. **ESCOUADE.**

CINQUIÈME PELOTON. V. **PELOTON.** V.
TAMBOUR IDIOMIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE
N° 4.

CINQUIÈME RANG. V. **RANG.** V. **RANGS**
D'INFANTERIE.

CINQUIÈME TOUR DE SERVICE (E, 5).
Classification propre AU SERVICE EN GARNISON
et prescrite par ORDONNANCE DE 1768 (1^{re}
MARS). Quoique ce RÈGLEMENT fût encore en
vigueur, le cinquième tour était tombé en
désuétude.

CIVITZZI. V. **NOMS PROPRES.**

CIPALE (cipales), subs. masc. (F), ou
CIPAH, ou CIPAYE. Mot PERSAN, INDIEN, AN-
GLAIS : *sepal*, ou *sepal*, ou *sepal*, ou *sepal*,
suivant DUANE (1810, E). C'est géné-
riquement le nom donné à tous les INDIENS
qui servent militairement, aux Indes orien-
tales, la cause européenne; il y a eu des
CIPAHS FRANÇAIS, considérés comme TROUPES
COLONIALES; la MILICE ANGLAISE comprenait
en 1826 deux cent cinquante mille CIPAHS,
si l'on en croit le *Bulletin des Sciences mi-
litaires*. — Il se trouve sur le même sujet
quelques renseignements dans le *Spectateur*
militaire (t. XXI, p. 356; t. XXII, p. 206).

CIPAH, CIPAHUS, subs. masc. V.
CIPAH. V. SPANI.

CIPAYE, CIPAYES, subs. masc. V.
CIPAH.

CIRAGE, subs. masc. (C, 3). Le mot
Cirage, dérivé du mot *cire*, est le nom donné
à la fois à la composition avec laquelle on
cire et à l'action de cirer; pour éviter cette
ambiguïté, nous n'avons fait usage dans
le premier sens que du mot *cire*. Il y a
CIRAGE DE CHAÎNERIE, DE CUIR DE SCHARO ET
DE GIBERNE. — Le Cirage, considéré comme
action, s'opère en étendant au moyen de
l'antic, ou d'un chiffon, ou d'une brosse, la
composition ou la *cire* légèrement échauffée;
on polissent avec du liège ou la brosse la
surface astiquée, et essuyant ensuite le cuir
avec un tampon ou avec la main pour le
nettoyer. Les procédés de cette opération
sont consignés avec détails dans un ouvrage
moderne (1807, D) et dans celui de M. LÉ-
GEND (1837, A).

CIRAGE DE CHAUMURE. V. CHAUMURE. V.
CIRAGE.

CIRAGE DE CUIR DE SCHARO. V. CIRAGE. V.
CUIR DE SCHARO.

CIRAGE DE GIBERNE. V. CIRAGE. V. GI-
BERNE.

CIRCASSIEN. V. **NOMS PROPRES.**

CIRCUMFLEXION (subs. fém.) TAC-
TIQUE. V. CONTRE-MARCHE INFLEXIONNAIRE. V.
EUPHÉINISME. V. MILICE GRECQUE N° 7. V. TAC-
TIQUE, adj.

CIRCONSTANCE, subs. fém. V. COM-
MANDEMENT DE CIRCONSTANCE. V. PROCLAMATION.

CIRCONSTANCE (circonstances) AG-
GRAVANTE (B, 5; C, 5), OU CAS AGGRAVANT.
Le mot Circonstance est tout LATIN : il donne
ici l'idée de certaines particularités ou de
certains actes spontanés qui ajoutent un ou
plusieurs degrés à un FAIT, à un CRIME ou à
un DÉLIT dont un COUPABLE est convaincu.
Ces Circonstances, exposées dans l'INFORMA-
TION et constatées par le JUGEMENT, rendent
l'individu passible d'une PEINE plus forte
qu'il ne l'eût encourue dans un cas simple;
ainsi l'ABANDON DU DRAPEAU OU DU POSTE,
l'ABANDON POUR PILLER, etc., peuvent pren-
dre, à raison de causes accessoires, un
caractère plus criminel. — Il y a des Cir-
constances aggravantes, telles que l'ENLE-
vement de la RAISONNETTE, etc., qui mollissent
la PEINE DU ROULET. — En général ces Cir-
constances rendent comme non avenue la
faveur octroyée aux DÉSERTEURS sous le nom
de DÉLAI OF REPENTIR.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. V.
ATTÉNUANT. V. INFORMATION. V. JUSTICE MI-
LITAIRE.

CIRCONSTANCE DE DÉLIT. V. ACTE
D'ACCUSATION. V. CAPITAINE RAPPORTEUR. V.
CORPS DE DÉLIT. V. DÉLIT.

CIRCONVALLATION, subs. fém. (F),
OU LIGNE DE CIRCONVALLATION. Mot d'étymologie
LATINE et tirant sa source de *vallum*,
REMPART, FORTIFICATION, MURAILLE. Il répond
au substantif *lorica*, et a produit le verbe
CIRCONVALLER, qu'employait VAUBAN (1685,
D). Il exprime un OUVRAGE DE FORTIFICATION
PASSAGÈRE bloquant une FORTERESSE, et pro-
tégeant un CAMP DE SIÈGE et ses QUARTIERS
contre les entreprises des ENNEMIS qui TEN-
NENT LA CAMPAGNE. — L'origine des Circon-
vallations est orientale et fort ancienne; ces
TRAVAUX ou des CONSTRUCTIONS analogues se
retrouvent dans l'histoire des HÉBREUX et
dans les récits de TRUVENET. Cet auteur
parlant du SIÈGE de Ptolémée, l'un des plus
célèbres de l'antiquité, en dépeint la Cir-
convallation comme une CAILLE continue,
circulaire, fortifiée et régnant entre deux
fossés, dont la terre avait servi à fabriquer
les briques employées à cette construction.
— SCIPION investit Numance d'une immenso
et admirable Circonvallation. — On retrouve
également une image des travaux de ce genre
dans le SIÈGE d'Alpsia ou Alexia (Alise) par
CÉSAR (51 avant J.-C.), dans les récits de

Véner (390, A), dans les relations de la croisée de 1096 et surtout de celles qui sont postérieures à l'expédition de 1188, dans les guerres des Nassau, dans la narration de la prise de Belgrade par Eugène en 1717, etc. — Guillaume LEBRETON, historien de Philippe Auguste, fait mention de Circonvallations fortifiées avec des tours en bois qu'il appelle *bigesta* et *trigesta*, parce qu'elles étaient à deux et trois étages, comme celles des camps retranchés des anciens Romains. — Le milieu de ce prince se servit également de ce genre d'ouvrages dans ses sièges en Normandie contre les Anglais. — En 1420, les Anglais et les Bourguignons assiégeant Melun, l'enferment d'une Circonvallation continue. — Mais depuis l'invention de l'artillerie, ou du moins depuis son usage plus commun et depuis ses progrès, un système de redoutes espacées et bien moins élevées que les anciennes lignes, a remplacé les Circonvallations anciennes; PUYSEIGNE (1748, C) distingue cinq sortes de Circonvallations modernes. — Les Circonvallations des troupes de Louis quatorze se construisaient à l'épreuve du canon, et les assiégeants s'en aidaient surtout quand ils n'étaient pas protégés par une armée d'observation, et qu'ils voulaient, en cas d'attaque, demeurer dans leurs lignes; ayant seulement au dehors leurs vivacs; c'était une fortification à palissades et à fraine regardant du côté opposé à la contrevallation. On profilait pour sa construction de tous les commandements dominants du camp; c'était une enceinte à bastions, à crénelures, à fortins, à fossés, à parapets à barrières tournantes, à redoutes, liés sans interruption et destinés autant à prévenir la désertion et à compléter le blocus qu'à fermer toute entrée à une armée de secours qui eût essayé de donner la main à la garnison assiégée. Ce genre de lignes, dont l'étendue était quelquefois de cinq à six lieues, s'établissait hors de la portée du canon de la place, et à quatre ou cinq mètres de la tête du camp. — On pourrait être induit en erreur par les mots tête du camp; mais il faut observer qu'au temps des lignes de circonvallation, une armée assiégeante campait le dos tourné à la place, et qu'ainsi la tête du camp était le point le plus éloigné de la place. — L'attaque d'une Circonvallation devenait formidable pour l'assiégeant si une armée de secours combinait ses mouvements avec ceux de l'assiégé, et donnait au même instant où les troupes de la place faisaient une ou plusieurs sorties. — Les ouvrages à cornes étaient considérés comme un des obstacles opposés aux Circonvallations. — Depuis la

mort de TURBENNE, en 1675, et l'invention des parallèles, l'emploi des Circonvallations se discrédita; l'expérience fit renoncer à ces constructions gigantesques et ruineuses, parce qu'elles retardaient les approches, et que presque toutes celles qui ont été attaquées vigoureusement ont été emportées au préjudice de l'armée retranchée. Ainsi furent forcées les lignes d'ARRAS par TURBENNE, en 1654; de VALENCIENNES, en 1656; de TIRIN, par EUGÈNE en 1706, etc. — Cependant le maréchal de BERNARD, assiégeant Philisbourg en 1734, avait fortifié sa Circonvallation sur le modèle de celle de César à Alesia; le prince EUGÈNE, quoiqu'à la tête de quatre-vingt mille combattants, n'osa pas attaquer cette ligne. — En 1748, le maréchal de SAXE adopta, devant MASTRICHT, un autre système que ses prédécesseurs; il y construisit une Circonvallation à larges ouvertures et la composa d'une chaîne de redoutes distantes de cent soixante mètres. — L'usage des Circonvallations a été peu fréquent depuis lors; les armées d'observation leur ont été substituées. — Cependant on voit dans les mémoires de BONAPARTE (MONTMOLON, t. III, p. 250) qu'il se reprochait de n'avoir pas élevé une Circonvallation autour de MANTOUA lors du troisième blocus en 1796, et il ajoute que : *Lorsqu'on travailla à des lignes de Circonvallation autour de Saint-Georges, on leur dut le succès de la bataille de la Favorite, en janvier 1797.* — Une armée qui assiège une place, dit-il ailleurs (MONTMOLON, t. V), doit-elle se couvrir de Circonvallations? doit-elle attendre dans ses lignes l'attaque d'une armée de secours? doit-elle se partager en armée de siège et en armée d'observation? à quelle distance doivent-elles se tenir l'une de l'autre? les Grecs et les Romains, les généraux des quatorzième et seizième siècles, le duc de Parme, Spinola, le prince d'Orange, le grand Condé, Turenne, Luxembourg, le prince Eugène, tous avaient leurs sièges par des Circonvallations. L'exemple des anciens ne peut être une autorité pour nous, nos armes sont trop différentes des leurs. Celui des généraux des quatorzième et seizième siècles est plus respectable; cependant les armées menaient en campagne peu de canon, on ne connaissait pas l'usage des obusiers. — Plus loin (p. 83) il termine par le système des lignes de circonvallation et de contrevallation, et il fait la remarque qu'en 1707 celles de MANTOUA arrêtèrent l'armée de secours, donnèrent aux Français le temps d'arriver, et obligèrent Provera et Hohenzollern à capituler. Il termine en disant que s'il fallait citer toutes les attaques de lignes et toutes les places prises sous la

protection des lignes, on verrait qu'elles ont joué un rôle important. — On lit dans M. COURVIN (au mot *Attaque de place*) que depuis les dernières guerres il n'a pas été fait usage de lignes de circonvallation; mais la locution : dernières guerres, est bien vague, et il s'en est vu plus d'une fois dans les guerres de la révolution. Le prince de Furstenberg ne prit position, en l'an cinq, devant la tête du pont d'Uxincuz, qu'en s'entourant d'une ligne de circonvallation. — On peut consulter sur les détails du sujet et sur les usages anciens qui s'y rapportent : CLAIRAC (1752, A), DANIEL (1721, A), DUPAIN (1757, B), *Encyclopédie* (1751, C; id. aux planches; id. au mot *Ligne de défense*; 1785, C), FREQUIÈRE (1750, A), GAGNIARD (1725, B), GUILLET (1686, B), JUSTI LAPS (1596, A), LACHESNAIE (1758, I; au mot *Siège*), LEBOND (1745, A; 1762, C), MAIZEROY (1767, E; 1775, B), MANSION (1685, B), MATHIEY (1762, F), MAURICE DE SAXE (1757, A), POTIER (1779, X), ROGEE, SANCHEZ (1758, A), SILVA (1778, F), SORVILL (1756, E), TRAVIERSE (1758, D), TRINGANO, TROMBERG, VACAN (1685, D), le *Journal des Sciences militaires* (t. xxv, p. 129 et 257), le *Dictionnaire de la Conversation*, et l'*Encyclopédie des Gens du monde*. — Mais il faut remarquer que la plupart des auteurs du dix-huitième siècle qui mentionnent encore les Circonvallations comme étant d'un usage existant, en parlent en se copiant aveuglément les uns les autres.

CIRCONVALLER, verb. act. V. ARMÉE ASSIÉGÉE. V. CIRCONVALLATION. V. TOUR MAXIMILIENNE.

CIRCULAIRE, adj. V. FORTIFICATION C... V. ORDRE C...

CIRCULAIRE (subs. fém.) OFFICIELLE. V. LÉGISLATION MILITAIRE, 1640 (25 mai); 1685 (8 septembre); 1705 (6 avril); 1750 (27 juillet); 1752 (26 septembre); 1749 (30 juin, et 8 juillet); 1750 (27 mars); 1779 (30 septembre); 1790 (8 juin); 1791 (1^{er} janvier [il y en a deux à cette date], et 8 mars); 1792 (15 janvier, et 27 août); an deux (6 fructidor); an trois (4 brumaire, et 6 nivôse, et 16 pluviôse, et 6 et 25 prairial, et 28 thermidor); an quatre (28 germinal); an cinq (7 et 27 vendémiaire, et 10 nivôse); an six (29 brumaire, et 18 nivôse, et 10 et 15 pluviôse, et 12 ventôse, et 8 thermidor); an sept (20 floréal); an huit (1^{er} brumaire, et 17 nivôse, et 4^{er} messidor, et 25 fructidor); an neuf (14 et 25 vendémiaire, et 1^{er} brumaire); an onze (14 vendémiaire, et 16 nivôse, et 15 ventôse, et 21 thermidor, et 29 fructidor); an douze (4 et 19 vendémiaire, et 29 brumaire, et 6 et 8 frimaire, et 14 floréal, et

11 prairial, et 7 messidor); an treize (15 frimaire, et 15 nivôse, et 14 ventôse, et 11 et 15 floréal, et 20 fructidor); an quatorze (20 et 25 vendémiaire, et 29 frimaire); 1806 (4 et 25 janvier, et 17 mai, et 20 juin); 1807 (5 et 14 et 24 janvier, et 5 février, et 18 et 19 avril, et 2 juin, et 5 et 24 juillet, et 15 novembre); 1808 (30 janvier, et 8 et 25 avril, et 7 juin, et 2 et 9 et 22 septembre, et 25 octobre, et 8 et 22 décembre); 1809 (11 et 24 et 28 janvier, et 1^{er} et 9 mars, et 5 avril, et 8 et 15 mai, et 20 juillet, et 9 août, et 18 septembre, et 21 décembre); 1810 (18 et 26 et 31 mai, et 18 et 25 et 25 août, et 9 novembre); 1811 (28 janvier, et 21 février, et 2 et 18 mars, et 20 juillet, et 6 août, et 24 septembre, et 14 octobre, et 16 novembre, et 4 décembre); 1812 (27 août, et 1^{er} et 30 décembre); 1813 (17 mars, et 16 juin, et 9 octobre); 1814 (17 octobre, et 21 décembre); 1815 (28 janvier, et 2 et 14 et 15 février, et 19 octobre, et 20 novembre); 1816 (15 et 25 janvier, et 16 mars, et 12 avril, et 22 mai, et 24 juin, et 20 septembre, et 5 octobre, et 5 et 16 et 27 novembre, et 26 décembre); 1817 (6 janvier, et 30 avril, et 22 et 29 mai, et 30 juin, et 25 juillet, et 30 août, et 11 septembre, et 10 novembre); 1818 (5 et 7 décembre); 1819 (15 et 19 mars, et 11 juin, et 15 juillet, et 10 août, et 6 et 20 et 24 décembre); 1820 (29 février, et 26 juin, et 30 juillet, et 28 septembre); 1821 (31 janvier, et 31 mars, et 24 juin, et 21 septembre, et 14 novembre); 1822 (15 avril, et 1^{er} et 10 et 21 juin, et 6 septembre, et 16 et 24 novembre); 1823 (22 mars, et 21 et 30 avril, et 7 juillet [il y en a deux de cette date], et 12 septembre, et 13 octobre); 1824 (1^{er} et 24 janvier, et 26 février, et 12 mars, et 30 septembre, et 14 octobre); 1825 (15 avril, et 14 juin, et 19 et 30 et 31 juillet [il y en a deux de cette date], et 12 août, et 22 novembre, et 26 décembre); 1826 (15 janvier, et 10 février, et 15 mars, et 29 avril, et 29 mai, et 6 juillet, et 20 novembre); 1827 (1^{er} et 22 et 24 janvier [il y en a deux de cette date], et 31 janvier, et 24 février, et 10 et 16 mars, et 31 mai, et 27 juin, et 24 juillet); 1828 (19 mars, et 11 et 24 septembre, et 20 et 31 octobre, et 27 novembre, et 8 décembre); 1829 (31 janvier, et 30 avril, et 24 juillet, et 30 décembre); 1830 (22 et 28 février, et 13 mars, et 7 et 17 avril, et 8 et 11 et 14 et 15 septembre, et 6 octobre, et 20 et 28 novembre, et 19 décembre); 1831 (1^{er} et 24 janvier, et 10 et 14 février, et 10 et 16 mars, et 4 et 7 avril [il y en a deux de cette date], et 17 et 25 avril, et 6 et 7 et 23 mai, et 7 et 17 juin, et 7 et 12 et 20 et 21 juillet, et 17 août, et 7 septembre, et 5 novembre, et 8 et 25

décembre); 1832 (14 et 25 et 28 janvier, et 2 et 24 février [il y en a deux de cette date], et 25 février [il y en a deux de cette date], et 12 mars, et 10 et 14 et 18 avril, et 12 juin, et 5 et 18 août, et 12 novembre, et 10 et 15 décembre); 1835 (27 janvier, et 4 et 25 et 27 février, et 6 et 29 mars, et 8 et 10 avril, et 5 et 20 mai, et 2 juillet, et 9 et 29 octobre, et 25 et 24 décembre); 1834 (25 avril, et 28 mai, et 9 juillet, et 7 et 19 août, et 8 septembre, et 8 décembre); 1855 (26 janvier, et 6 juin). V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 14. V. ORDONNANCE OFFICIELLE. V. RÈGLEMENT.

CIRCULATION, subs. fém. V. CHANGEMENT DE DIRECTION. V. CHANGEMENT DE DIRECTION DE BATAILLE. V. CHANGEMENT DE FRONT.

CIRCULATION DÉGAUCHANTE. V. CHANGEMENT DE DIRECTION OU SUBDIVISION EN MARCHÉ OU CÔTÉ OPPOSÉ AU GUIDÉ. V. DÉGAUCHANT.

CIRCULATION DÉSINIE. V. CHANGEMENT DE DIRECTION OU SUBDIVISION DU CÔTÉ OU GUIDÉ. V. CHANGEMENT DE DIRECTION OU SUBDIVISION EN MARCHÉ DU CÔTÉ OPPOSÉ AU GUIDÉ.

CIRE, subs. fém. V. CASSINE D'AMBU-LANCE. V. CHAIR DE CIRE.

CIRE A CIRERIE (C, 3). Le mot *Cire*, dérivé du latin *cera*, donne ici l'idée d'une substance imprégnée d'ingrédients qui la noircissent; on l'employait au CIRAGE de la gibberie; on l'étendait au moyen de l'astic. — Les procédés de sa fabrication sont consignés en détail dans un traité moderne (1807, D) et dans le traité de M. LEGRAND. — La place de la cire était dans la poche de la PATRIÉTÉ DU RAYET-SAC. — Suivant les temps, la dépense de la fourniture de la cire a regardé la MAISON DE COMPAGNIE ou les DENIERS D'ORDINAIRE. — L'emploi d'une composition encastique, prescrite ministériellement, y a été substitué avec avantage.

CIRASSIER, adj. et subs. V. NOMS PROPRES.

CIRASSY, V. NOMS PROPRES.

CIRQUE, subs. masc. V. FACTION DU C... V. SCLAMACHER.

CIRURGIEN, subs. masc. V. CHIRURGIEN.

CISEAUX, subs. masc. plur. (B, 1). Ce mot, provenu par corruption du latin *incisio*, s'applique ici à un EFFET DE TROISIE D'ÉQUIPEMENT; il ne faut pas confondre cet EFFET DE PETITE MORTURE AVEC LA PAIRE DE CISEAUX DU SARRIS.

CISEAUX TACTIQUES. V. ÉVOLUTION. V. TACTIQUE, adj.

CISELURE, subs. fém. V. A CISELURE.

CISTRON, V. NOMS PROPRES.

CENTRE, subs. masc. V. SISTR.

CITADELLE, subs. fém. V. RÉDUT DU C...

CITADELLE (G, 5; II). Mot emprunté de l'ITALIEN *citta*, *citadella*. — Une citadelle est une VILLE toute militaire, une large REDOUTE attachée à une grande FORTERESSE, mais sans y être enfermée totalement; c'est une construction séparée des maisons des citoyens par une esplanade inclinée en GLACIS; c'est enfin une FORTERESSE de second ordre. — Une Citadelle contient principalement des CASERNES, mais n'a qu'une petite étendue, afin d'être plus aisément DÉFENDUE.

— Les Citadelles ont succédé aux DONJONS des CHÂTEAUX, ou aux CHÂTEAUX à TOURS des anciennes FORTERESSES; elles en diffèrent en ce qu'elles sont à RASTONS; elles diffèrent des FORTS et des autres COMMANDEMENTS IMMINANTS actuellement en usage en ce qu'elles ont des VUES dans la ville et qu'elles la COUVERT, comme dit DEVILLE (Antoine); il y en a même qui en enfilent les rues, qui peuvent ROUBROYER la PLACE; telle est celle qui, depuis 1833, menace VARSOVIE. — Les Citadelles ont existé de toute antiquité; il en était celle de TRIOIE; le temple de Salomon, celle de Jérusalem; le Capitole, celle de Rome; les primitifs ARSENAUX ont été des Citadelles; mais les Citadelles de système moderne sont du quinzième siècle. Celle de Milan avait été bâtie sur les ruines du palais des VISCONTI, famille éteinte en 1450.

— En 1468 LOUIS ONZE, imprudemment entré dans PÉRONNE, est emprisonné dans la Citadelle de cette ville. — Dans la description que MACHIAVEL (1546, B) fait de FORLÍ, assiégé par BORGIA en 1500, on voit que cette FORTERESSE avait une Citadelle, et que ce genre d'ouvrage n'était pas encore généralement goûté; MACHIAVEL en impute l'usage, comme propre à énerver la vigueur d'une GARRISON. — Le duc d'ALBE fait construire, en 1568, la Citadelle d'ARVENS; ses défenseurs jouent, en 1576 et en 1583, un grand rôle dans les guerres des Pays-Bas. — Les Citadelles ont été inventées et comme une DÉFENSE contre les ENNEMIS du dehors, et comme un moyen de RAIDER une ville et d'en réprimer les mutineries; elles servent aussi de refuge, de RÉDUT à une GARRISON ATTAQUÉE et forcée de céder la FORTERESSE, mais décidée à courir les chances d'un second SIÈGE, comme cela s'est vu à LILLE, à TOURNAY, etc. — Les ARTEURS militaires veulent, par ces raisons, que les Citadelles soient puissamment fortifiées du côté de la campagne; ils recommandent aux ARMÉES ASSIÉGÉES de prévoir l'extrémité à laquelle elles pourraient être RÉDUTES; ils

leur conseillent de faire en conséquence transporter à temps dans la Citadelle toutes les munitions qui peuvent y être mises en sûreté. — L'ATTAQUE, la DÉFENSE, la RÉDUCTION, le SERVICE des Citadelles sont analogues à ce qui a été dit à l'égard des FORTERESSES et des CANTONNEMENTS DE RÉGUS. — Une Citadelle est ordinairement RÉGULIÈRE, PENTAGONALE, DOMINANTE et située de manière à foudroyer les terrains où un ASSIÉGÉANT assèlerait le plus commodément un CAMP DE SIÈGE ; elle a dans ce cas trois RASTIONS vers la campagne, et deux RASTIONS engagés dans la FORTERESSE à laquelle elle est adhérente. Sa construction nécessite la suppression d'un des RASTIONS DU POLYGOONE de la ville ; il en résulte la brisure des deux COURTIÈRES attenantes et le changement de forme des deux FACES DU RASTION qui y correspondent. La Citadelle de PAMPLUNE réunissait en partie ces conditions, et était regardée comme la meilleure de l'Europe. — La Citadelle de BAYONNE, que VAUBAN a construite principalement pour tenir en respect la ville, y communiquait par un passage sous deux rivières. — Les Citadelles sont ordinairement d'une construction plus régulière que ne le sont les PLACES DE GUERRE en général, parce que l'ENCEINTE des premières se détermine à volonté ; il en est qui contiennent un REFFORT. — Les Citadelles des FORTERESSES MARITIMES et celles des FORTERESSES SUR RIVIÈRE, commandent également le port, l'eau et la terre. — Les Citadelles ont deux issues ; savoir : une PORTE D'ESPLANADE et une PORTE DE SECOURS qui ouvre du côté de la campagne ; une citerne ou des puits, un ou plusieurs MOUTIERS y sont essentiels. — Une Citadelle est plus forte que la PLACE dont elle dépend, afin d'ôter à des ASSIÉGÉS l'envie de s'emparer de la Citadelle avant d'attaquer la FORTERESSE, ce qui ne manquerait pas d'arriver, puisque ainsi l'ATTAQUANT aurait meilleur marché de l'ensemble de la PLACE ASSIÉGÉE tel fut l'espoir que conçut LAFFRÉCADE à Turin, où il s'attira le blâme général en entamant l'attaque par la Citadelle ; ce présomptueux général n'agissait de la sorte que pour prendre le contre-pied de la méthode de VAUBAN. — Dans la GUERRE DE 1823, il fut résolu que PAMPLUNE serait attaquée, à la fois, par le CORPS DE PLACE et par la Citadelle ; cette dernière ATTAQUE était même la principale, comme le témoigne le *Journal des Sciences militaires* (1825, avril, p. 375). Cette marche inaccoutumée s'expliquait par des motifs politiques. — Les Citadelles existantes ne sont pas construites toutes suivant les principes qui viennent d'être énoncés, puisqu'il y en a de quatre ou de six RASTIONS, et que ce n'est

que de l'époque où vivait VAUBAN que datent les premières Citadelles santes ; mais la réunion des règles mentionnées ici offre ce que l'usage le plus général a consacré, et ce qui se trouve prescrit ou conseillé dans les ÉCRIVAINS qui ont traité de l'ARCHITECTURE des FORTERESSES. — Depuis HENRI QUATRE jusqu'à l'ORDONNANCE DE 1661 (1^{re} DÉCEMBRE), les Citadelles françaises n'avaient pour GARNISON, que des RÉGIMENTS qui ne se composaient en tout que d'une, ou de deux, ou de trois COMPAGNIES, ou bien elles n'étaient gardées que par des MORTES-PAYES, espèces d'INVALIDES que les GOUVERNEURS enrôlaient, échangeaient, congédiaient à leur gré. Ils étaient forcés d'avoir recours à ce genre de compagnies de vétérans à poste fixe, parce que le mauvais état des finances contraignait les monarques à réduire presque à rien, en TEMPS DE PAIX, les ARMÉES PERMANENTES. — En 1662, le SERVICE des Citadelles se fit conjointement par les MORTES-PAYES et par l'ARMÉE FRANÇAISE proprement dite. L'ORDONNANCE DE 1685 (27 MARS) supprima les MORTES-PAYES. — LES ORDONNANCES DE 1664, DE 1665, DE 1665, 1687, 1753, et 1768 (1^{re} MARS) ont régi, jusqu'à nos jours, ce genre de SERVICE ; elles ont disposé que les GARNISONS des Citadelles ne pouvaient être changées que par l'ordre du souverain, et qu'en aucun temps il ne pourrait être permis, à plus du tiers des OFFICIERS de la GARNISON, de s'absenter de la Citadelle. — Ces ordonnances ont subordonné le SERVICE d'une Citadelle au SERVICE de la FORTERESSE, en prescrivant un MOT D'ORDRE général, transmis de la ville à la Citadelle. — LES RONDÉS et les PATROUILLES de la ville n'ont point d'inspection dans la Citadelle ; et le COMMANDANT de la ville ne pouvait, avant le siècle où nous vivons, prétendre à y avoir autorité, à moins qu'il n'eût à cet effet une commission particulière. — Quelquefois le GOUVERNEUR de la VILLE l'était en même temps de la Citadelle, et il était représenté dans ce dernier poste par un LIEUTENANT DE ROI ; ainsi FRANÇOIS était gouverneur de la ville et Citadelle de Verdun ; quelquefois le commandement de la Citadelle était isolé et confié à un officier d'un grade plus éminent que celui dont le COMMANDANT de la PLACE était revêtu ; ainsi VAUBAN fut le premier GOUVERNEUR de la Citadelle de LUX, qu'il vint de construire. Les gouvernements de Citadelle datent de cette époque. — L'accès des Citadelles était interdit à toutes les ÉTRANGÈRES et même aux nationaux, s'ils n'étaient bien connus. — VAUBAN (1706) comptait en FRANCE trente-quatre Citadelles. — Conformément aux lois actuelles des TROUPES FRANÇAISES, une Citadelle pent

AVOIR POUR COMMANDANT UN ADJUDANT DE PLACE, et les COMMANDANTS des Citadelles ont pour COMMANDANT SUPÉRIEUR celui de la FORTERESSE dont la Citadelle dépend. — Les TROUPES jouissent dans les Citadelles des mêmes FOURNITURES, des mêmes DISTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES que la GARRISON de la FORTERESSE; elles y ont des CANTINES STABLES; elles ne peuvent user d'un MOT D'ORDRE différent, tant que les PORTS-LEVES sont baissés; par ces précautions elles pourraient tenir encore, quand même la PLACE serait emportée par SURPRISE. — Des Citadelles ont utilement servi d'HOPITAL, comme on le vit à MILAN et à PAVIE, ainsi que le témoigne OCHER (1824, E, I, VI). — L'ORDONNANCE DE 1829 (31 MAI) s'occupait des Citadelles françaises. — Égaré par l'exagération d'une pensée louable, l'officier du génie CARNOT, panégyriste et grand architecte de Citadelles, demandait dans la première motion qu'il fit comme législateur la démolition de toutes les Citadelles de FRANCE; il ne prévoyait pas qu'un jour il s'appliquerait à rendre plus formidable celle d'ANVERS. — Les AUTREUX qui ont traité des Citadelles, sous le point de vue de leur construction ou de leur service, sont : BARNET (1740, A), BELSINGER, DESPREY (1758, B), DEVILLE (Antoine), FREDYAG, GUICHARD (1725, B), GUILLET (1686, B), KREVENHUFFLES (1771, F), LACHENNAIS (1758, I), LANDSBERG (1719), LEMOND (1702, B), MANSBON (1671, B), QUINCY (1741, E), SORVILLE (1756, E), TRINCANO, l'Encyclopédie des Gens du monde.

CITAIEN, subs. masc. V. BARON N° 3. V. CITOYEN.

CITATION, subs. masc. V. CÉCILE. V. CÉCULE DE C... V. FORMULE DE C... V. JOURNEMENT MILITAIRE. V. JUSTICE MILITAIRE.

CITERNE, subs. fém. (G, 5), ou CISTERNE, suivant ROQUEFORT; mais c'est probablement une erreur de traducteur, comme c'est arrivé souvent. Le mot Cisterne est dérivé du LATIN *cisterna*. — Il exprime ici un puits de FORTERESSE en forme de réservoir; les EAUX PLUVIALES s'y recueillent, après s'être épurées dans un citerneau. — On voit les Cisternes pour les mettre à l'épreuve de la BOMBE; et dans les PLACES ASSIÉGÉES on les garantit, s'il le faut, au moyen de BLINDAGES. — On citait comme de rares constructions les Cisternes de DUNKERQUE et de CHARLEMONT.

CITHARE, subs. fém. V. HARPE INSTRUMENTALE.

CITOYEN, subs. masc. (B, 3), ou CITAIEN. Ce mot, dérivé de l'ITALIEN *citta*, ville, figure ici, parce que c'est à titre de Citoyen que l'HOMME DE GUERRE est compris, sauf quelques

exceptions inévitables, dans les dispositions de l'ÉTAT CIVIL qui régissent les Citoyens non MILITAIRES. — Dans un SIÈGE DÉFENSIF, le rôle du Citoyen participe du rôle du MILITAIRE.

CITOYEN ACTIF, V. ACTIF. V. FILS DE CITOYEN A...

CITIZEN-RODRIGO, V. NOMS PROPRES. **CIVIL**, adj. V. ACTE C... V. ACTE DE PUBLICATION C... V. ACTION C... V. ADMINISTRATION C... V. AUTORITÉ C... V. DONATION C... V. DROIT C... V. EMPLOI C... V. ÉTAT C... V. FONCTIONS C... V. FORCE C... V. GOUVERNEMENT C... V. GUERRE C... V. HOPITAL C... V. HOSPICE C... V. INGÉNIEUR C... V. INVENTAIRE C... V. JUGE C... V. JUGES DE PAIX C... V. JUGEMENT C... V. JUSTICE C... V. MAGISTRAT C... V. OFFICIER C... V. ORDRE C... V. PARTIE C... V. POINT C... V. PRISON C... V. PUBLICATION C... V. SERGENT C... V. TRAVAIL C...

CLAVEL, subs. masc. V. LÉGION D'HONNEUR. V. LÉGINATION. V. MILITAIRES, subs. V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

CLAVIQUE, adj. V. COURONNE C... V. GARD C... V. SERVICE C.

CLAYE, V. NOMS PROPRES.

CLAIIE (claiies), subs. fém. (G, 5), ou CLAYE, ou CLERE, ou PANEAU, ou PANTEL, ou PANEL, ou PAVENADE, mots analogues au mot LATIN *crates* dont fait usage VÉNÈRE (360, A) pour indiquer les Claiies garnies de CARTONS dont se servait le MÊME ROMAIN, ou celles dont se fabriquait le PLUTFE, dont se garnissaient les TORTURES. L'expression Claiie est dérivée du LATIN barbare *clata*, *clata*; ce dernier mot se trouve dans GRÉGOIRE DE TOURS. Cependant DECANGE le tire du bas LATIN *clata*; aussi l'écrivit-il CLERE. ROQUEFORT indique qu'il s'écrivait autrefois Creli, et il le tire de *craticula*. GANEAU le tire du LATIN *claudendo*, ou du bas latin *clain*, *clida*, *clielia*. Il prétend le retrouver aussi dans *clathrum*, qu'il rend par CLAYER. — Les ROMAINS se servaient de certaines Claiies en manière de grands ROULIERS; ils les appelaient *gera*, mot qui signifiait aussi MANÈGE. — Les ARMÉES du MOYEN ÂGE se sont servies de Claiies de fer, et ont appelé *roues* et *bourdois* des assemblages de Claiies de bois. — Sous PHILIPPE AUGUSTE, les Claiies de bois servaient à la construction des OULPES D'APPROCHE qu'on nommait *viens*. — Les Claiies dont on fait maintenant usage dans les TRAVAUX DE SIÈGE et dans les FORTIFICATIONS PANNIÈRES consistent en un travail de vannerie ou en un tissu de rameaux verts et forts, tressés, soit à claire-voie, soit à brins serrés, sur neuf baguettes parallèles et équidistantes. Ces baguettes ou *moets* ont chacun quatre-vingts millimètres de circonférence. — Quant aux détails de leur

confection, il en a été traité par BARDIN (1807, D), COTTY (1822, A), GASSERDI, VILLENEUVE. — Lorsque les Claies sont achevées, elles sont larges d'un mètre et hautes de deux; on les emploie à défaut de blindes, de GASONNAGE, de SAUCISSONS, pour soutenir des terres à l'aide de pieux; on les ajuste en CLAYONNAGE; on en fait des ARREVENTS, de légers REVÊTEMENTS des RATTIERES DE SIÈGE OFFENSIF; on s'en sert comme de fondation de PLATES-FORMES, en un terrain mouvant; on les place comme toitures de LOGEMENTS ou de MURS DE BLINDS, de TRAPPEURS, de SAPPES, en les recouvrant, en ce cas, de terre; on en tire parti pour favoriser un PASSAGE DE FORMÉ ISONÉ; pour consolider une CHEMISE DE RATTIERE, ou GUÉ dangereux, un fond marécageux. — Le RÈGLEMENT DE 1792 (5 AVRIL) considère la confection des Claies comme une des principales CORVÉES DE SIÈGE; elle dispose que l'INFANTERIE en doit façonner le nombre ordonné, et que le prix en sera payé sur un pied réglé.

CLAYMORE, subs. fém. V. CLY-MORE.

CLAY; **CLAYAC**. V. NOMS PROPRES.

CLAYRON, subs. masc. V. GORDON DE C... V. CHEF DE C... V. DENIERS DE C... V. HAMILLIERT DE C... V. RAFFET AUX C... V. SONNERIE DE C... V. TOR DE C...

CLAIRON (term. génér.), ou CLARON. Ces mots dérivent du bas latin *clarasius*, *clarior*, *clarior*, ou de l'italien *clarione*, *clarone*; ils répondent au *limus* des Romains; ils expriment un genre d'instrument à vent propre aux SONNERIES militaires. La même racine a produit les substantifs CLARINETTE, CLARINETTE. — Notre langue a le défaut d'appliquer également la dénomination de Clairon à une classe d'hommes DE GUERRE et à un de nos instruments militaires. Le mot sera donc distingué ici en CLAIRON ISOMIQUE et CLAIRON INSTRUMENTAL.

CLAIRON HANOVIEN. V. HANOVIEN, adj. V. MILICE HANOVIENNE N° 2.

CLAIRON ISOMIQUE (A, 1). Sorte de CLAIRON, c'est-à-dire d'homme DE TROUPE d'INFANTERIE qui a reçu cette dénomination depuis que le CLAIRON a succédé au CORNET dans la MUSIQUE DE HAUT SOUFFLÉ. — Le CLAIRON ou le SOLDAT ainsi nommé exécute les SONNERIES qui répondent aux RATTIERES appliquées AUX MARCHES, AUX SIGNAUX, à la RETRAITE, etc. Tout ce qui a été dit du CORNET ISOMIQUE, de ses fonctions, de ses attributions, de la différence de la charge qu'il porte par comparaison à celle que portent les FUSILIERS, de la dispense de faire FACON, etc., serait ici une répétition des détails donnés à l'égard des CORNETS :

c'est un même personnage sous une qualification différente; ils peuvent de même être tirés des ENFANTS DES CORPS; ils sont armés de même du MOUSQUETON A BALONNETTE, vivent aux ORDINAIRES DE SOLDATS, et sont subordonnés au TAMBOUR-MAJOR. — La CIRCULAIRE DE 1830 (11 SEPTEMBRE) modifiait leur HABILLEMENT. — L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) dit confusément que les Clairons se tiennent avec les TAMBOURS EN ORDRE DE RATAILLER; mais elle n'indique pas s'ils tiendront la droite ou la gauche des TAMBOURS, s'ils seront aux premiers ou aux derniers RANGS. Il est d'usage, dans les RÉGIMENTS d'infanterie légère, d'en former le second RANG.

CLAIRON (clairons) INSTRUMENTAL (B, 4; G, 6). Sorte de CLAIRON qui diffèrent, si on les considère comme antiques, ou comme modernes. — Quelques AUTEURS ont confondu le Clairon antique avec la LITUE; mais cette comparaison en pourrait donner une idée fautive. — Le Clairon antique étoit, selon quelques AUTEURS, un SAPHYR légèrement courbe; suivant d'autres, un DENSUS DE TROMPETTE à tuyau étroit; tous regardent le Clairon comme un INSTRUMENT en cuivre, rendant un son aigu, et servant à donner les SIGNAUX à la CAVALERIE DES MILICES ANCIENNES et à la CHEVALERIE D'AFFILIATION; il sonnait leurs MARCHES, les animaux par ses FANFARES, tandis que la TROMPETTE ou des INSTRUMENTS analogues appartenaient plutôt aux usages de l'INFANTERIE. — Le Clairon des MAURES étoit un DENSUS DE TROMPETTE, celle-ci sonnant en RASSE ou en TAILLE. — Les ARABES ont laissé aux PORTUGAIS l'usage des SONNERIES du Clairon, et c'est peut-être également des MAURES que les CHEVALIERS DU MOYEN AGE l'empruntèrent; ils s'en servaient dans toute l'EUROPE, comme en vertu d'un droit exclusif: c'étoit presque le seul INSTRUMENT à vent connu dans la MILICE d'alors. — Vers la fin du MOYEN AGE, le TAMBOUR accompagnait le Clairon. — On peut à l'égard des Clairons de ce genre recourir aux notions que fournissent DAMIANCOURT, GANEAU, MÉNAGE, NICOL, M. Ph. de SÉGUR (1833), l'*Encyclopédie des Gens du monde*. — Depuis l'institution des TROUPES RÉGULIÈRES, l'ancien Clairon est passé d'usage; la CAVALERIE ne s'est servie que de TROMPETTES, et ce dernier genre d'instrument a cessé d'être pratiqué dans les troupes à pied. — De nos jours, le Clairon a reparu, mais comme INSTRUMENT d'INFANTERIE. — En 1814 et 1815, les MILICES ANGLAISES ET PRUSSENNES ont fait retentir jusque dans la capitale de la France le COR D'INFANTERIE GÉNÉRAL et de TIRAILLEURS, que les Anglais appellent *bugle*; c'étoit un Clairon sans *clay*.

— Le ministre français s'est décidé à imiter la *MILICE ANGLAISE*; il a introduit cet instrument dans nos COMPAGNIES d'infanterie légère; il a promulgué l'ORDONNANCE DE 1822 (22 MAI), qui substitue le Clairon au CORNET DE VOLTIGEUR. — Sans essais publics, sans l'assentiment de professeurs ou du conservatoire, le ministre s'en est rapporté à des fabricants d'instruments, et l'imitation a d'abord présenté peu de perfectionnement, tout en augmentant considérablement la dépense des EFFETS DE GRAND ÉQUIPEMENT. — Comparé au CORNET, l'instrument a gagné quant à la force du son, mais il est devenu plus embarrassant en prenant la forme d'une TROMPETTE; il est vrai qu'une courbe circulaire, comme celle du cor des étrangers, eût rendu plus difficile l'application de cils que les Français ont ajoutées au RUGEL anglais, comme l'avaient fait, il y a déjà un demi-siècle, les Hanovriens. — Le Clairon français était en ut dans le principe; mais la plupart des RÉGIMENTS ont fait faire des tons en si bémol, parce que les MUSICIENS trouvaient trop difficile l'autre TON. — L'ancien CORNET était trop bas, manquait d'éclat, ne jouait qu'en mi bémol; le Clairon est plus éclatant et joue plus haut. — Le RASSEL de l'EMBOUCHURE du Clairon ressemble à celle du cor, le PAVILLON est presque le double de celui du CORNET, la CHEVILLE est la même. — Le Clairon n'a pas de TRON, et son TUBE ne forme qu'un tour, tandis que la TROMPETTE en forme deux. Il se porte au moyen d'un CORDON comme l'ancien CORNET. — Le Clairon fait partie de la MUSIQUE DE HAUT BRUIT, et joue à part de la musique d'harmonie. Quand les Clairons doivent faire le dessus d'une BATTERIE DE CAISSE, ou alterner avec les TAMBOURS, le CAPORAL-CLAIRON en donne le signal, en sonnant quelques premières mesures de l'air qui va être joué. — Il y a cette différence entre les FANFARES et les SONNERIES D'ORDONNANCE, que celles-ci se jouent sans faire usage de la CLEF, et les autres en s'en servant. — Les COMPAGNIES de CHASSEURS de l'INFANTERIE DAHOISE ont toutes des Clairons. — Une DÉCISION DE 1822 (30 JUIN) fixe le prix du Clairon. La CIRCULAIRE DE 1827 (22 JUIN) pourvoyait à ses dépenses d'entretien et de réparations. L'ORDONNANCE DE 1850 (21 FÉVRIER) mettait au compte de la MASSE D'ENTRETIEN le Clairon et son CORDON. — Son poids est, y compris l'EMBOUCHURE, d'un demi-kilogramme environ. — Quelques éclaircissements à l'égard du Clairon sont donnés dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

CLAIRO PORTUGAIS. V. *MILICE PORTUGAISE* n° 1. V. PORTUGAIS, adj.

CLAIRO TURCO-ÉGYPTIEN. V. *MILICE ÉGYPTIENNE* n° 2. V. TURCO-ÉGYPTIEN, adj.

CLAMEUR (subs. fém.) MÉDITEUR (B, 3; C, 5). Le mot tout LATIN *Clameur* exprime un CRIME prévu par le CODE PÉNAL DE L'AN CINQ (21 BRUMAIRE); il considérait les Clameurs proférées par des MILITAIRES devant l'ENNEMI comme un acte de TRAHISON, et il punissait de MORT ceux qui s'en rendaient COUPABLES.

CLAMPIN, subs. masc. V. RECHAND.

CLAN, subs. masc. (F). Mot dérivé de *clown*, qui, suivant DUHAMEL, signifiait enfant, en LANGUE CELTIQUE. Le mot *Clan*, devenu ANGLAIS ET FRANÇAIS, donne l'idée de l'ancien BAN FIEFFÉ D'ECOSSE, et se retrouve dans certaines descriptions que nous avons faites de la *MILICE ANGLAISE*.

CLAQUETTE, subs. fém. (A, 1; G, 6). Mot dont l'étymologie est facile à saisir; il exprime un INSTRUMENT DE MUSIQUE adopté en quelques corps, à l'effet d'imiter le claquement des FOULETS de poste : deux bâtons de quinze à seize pouces et deux lanières doubles, attachées de manière à former le carré, sont accompagnés d'un paquet de grelots pour imiter ceux des chevaux de poste; en rapprochant les bâtons et les éloignant brusquement, on obtient un bruit d'accompagnement qui a eu pour origine l'opéra du Postillon de Lonjumeau.

CLARIFICATION, subs. fém. V. DÉCLARATION DE GUERRE.

CLARINET (clarinets), subs. masc. (F). Cette expression, dont le mot *CLAIRON* donne l'origine, indique un SOLDAT jouant du HAUTOIS; mais ce substantif *Clarinet* paraît bien moins ancien que le nom et l'usage du HAUTOIS, puisque l'ORDONNANCE DE 1685 (18 JANVIER) mentionne l'instrument et ne parle pas de l'instrumentiste; il était d'un usage si indéterminé, que DESFAGNAC (1751, D) l'écrivait *clérinet*. — Le mot *Clarinet*, tout à fait passé d'usage, rappelle le temps où les MUSIQUES MILITAIRES ne se composaient que de deux sortes d'instruments DE HAUT BRUIT destinés à l'accompagnement des BATTERIES DE CAISSE; CES INSTRUMENTS étaient les hautbois et les fifres, subordonnés les uns et les autres au TAMBOUR-MAJOR. — Il y avait par BATAILLON deux espèces de MUSICIENS, ou plutôt de SOLDATS JOUEURS D'INSTRUMENTS à vent, c'étaient deux Clarinets et deux FIFRES; mais ce nombre variait suivant le nombre des BATAILLONS du RÉGIMENT, et plus d'une ordonnance a prohibé les Clarinets. — L'introduction des Clarinets dans l'INFANTERIE FRANÇAISE était moderne, et avait été empruntée des usages des MILICES ALLEMANDES; c'était un raffinement dont les règlements

ne commencèrent à s'occuper qu'à partir du milieu du siècle dernier, quelque depuis bien plus longtemps il y eût des navigateurs.

— LES ORDONNANCES DE 1766 (19 AVRIL), 1767 (25 AVRIL), 1775 (26 AVRIL) reconnaissent des Clarinets et des Fifres portant l'habit de tambour, mais sans livrée. — Il y avait en 1766 deux Clarinets par bataillon. — L'ORDONNANCE DE 1771 (19 JUIN) établit par chaque bataillon deux Fifres et deux Clarinets; ainsi, sur les huit compagnies de fusiliers, quatre d'entre elles avaient, au lieu d'un tambour, un Clarinet ou un Fife. — L'INSTRUCTION DE 1775 (30 MAI) dispose que les Clarinets auront paye de tambour, coucheront dans leur compagnie, et seront soumis aux mêmes officiers de la compagnie et au tambour-major. — Le RÈGLEMENT DE 1779 (21 FÉVRIER) donne aux Clarinets un habit bleu comme aux tambours; mais il les dispense de porter le galon de livrée, et borde leur parement d'un galon d'or ou d'argent. — L'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS) supprime les Clarinets des compagnies, crée ou plutôt reconnaît les musiques militaires existant déjà de fait et de tolérance, et les compose de huit musiciens et d'un chef; c'est alors que les Clarinets cessent de jouer du hautbois et deviennent clarinettes.

CLARINETTE (clarinettes), subs. masc. et fém. (A, 1; B, 1; G, 6), ou **CLARINET**, comme l'écrivit DESPAGNAC (1751), Dictionnaire. Mot dont l'étymologie se retrouve dans celle du mot **CLARION**. Il est examiné ici par rapport à la musique militaire. Il exprime, sous forme de féminin, un instrument d'harmonie faisant le même des instruments à vent, comme le **CLARON** faisait le dessus des **TRUMPETTES**. — La Clarinette est en **LA**, à **ANGÈRE**, à **BEC**, à **PAVILLON**, à **CLIFF**; elle est plus moderne que le **VIOL**; elle a été inventée à Nuremberg, il y a un siècle à peine; elle était en usage dans la musique turque et dans quelques troupes françaises depuis LOUISEUR. Elle a remplacé le hautbois, et elle est devenue comme le **VIOLON** militaire. — L'ORDONNANCE DE COMPOSITION de 1788 (17 MARS) est la première qui fasse

mention de Clarinettes, par rapport aux troupes de ligne. — La Clarinette, longtemps à six clefs seulement, en a actuellement quatorze; elle est devenue par là propre à jouer toute espèce de musique. — Il y a eu deux Clarinettes dans une musique de huit instruments d'harmonie, et quatre dans une de douze; mais aucun principe n'ayant d'abord été posé quant au ton de l'instrument, les Clarinettes ont été, suivant le caprice des chefs de musique, soit en ut, soit en si bémol, soit en fa. En si, elles rendent des sons plus brillants. Nous avons vu des musiques militaires avoir des Clarinettes en fa; ce sont les plus aiguës et par conséquent les plus courtes, de même que les plus basses et les plus longues sont les Clarinettes en sol. — Une décision de 1822 (9 décembre) distingue les Clarinettes en grandes et en petites. Les régiments d'infanterie de la garde royale en avaient de ces deux espèces, savoir : une petite et onze grandes. Les régiments d'infanterie française de ligne avaient en tout trois grandes clarinettes dans leur musique d'harmonie. — Une décision de 1825 (15 octobre) interdisait l'usage des Clarinettes en ut et des marches où pas redoublés dans le ton de fa, parce que ce ton, qui à la vérité a l'avantage de s'entendre de plus loin, rend difficile un accord parfait; il ne devait par conséquent être acquis au compte de la masse d'entretien que des Clarinettes en si. — Le lecteur pourrait trouver des renseignements plus étendus sur la Clarinette dans le Dictionnaire des arts et métiers de l'Encyclopédie, dans celui de M. FRACONER et dans l'Encyclopédie des Genes du monde. — Le mot Clarinette, pris au masculin, exprime le joueur de Clarinette, et il ne faut pas le confondre avec le CLARINET.

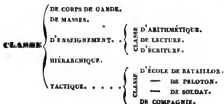
CLAIM; CLARKE, V. HOMS PROPS.

CLARON, subs. masc. v. **CLAIRON**.

CLAW, subs. masc. v. CLASSICOR, v.

CHAMBERLAIN, V. SOME PROPERTIES.

CLASSE, subs. féu. v. chef de C... v.
DEUXIÈME C... v. PREMIÈRE C... v. QUATRIÈME
C... v. SECONDE CLASSE.



CLASSE (term. génér.). Ce mot, dérivé du latin *clasis*, rang, ordre, se distingue en classe d'ADJOINT, — d'ADJUDANT DE PLACE, — DE CAPITAINE DE GRENADIERS, — DE CAPITAINE D'INFANTERIE, — DE COMMANDANT DE PLACE, — DE COMMISSAIRE DES GUERRES, — DE CONSCRIPTION, — DE CORPS DE GARDE, — DE DÉCORATION, — DE PORTERESSE, — DE GARDES DU GÉNIE, — DE GOUVERNEURS, — DE LIEUTENANT, — DE MASSES, — DE NATATION, — DE NOUVEAU, — DE PLACE DE GUERRE, — DE SECURITAIRES, — DE SOLDAT, — DE SOUS-INTENDANT, — D'ENFANTS D'HOMME DE TRUITE, — D'ENSEIGNEMENT, — D'EXERCICE, — D'HÔPITAL, — D'INSTRUCTION, — D'OFFICIERS, — D'OFFICIER D'INTENDANCE, — HIERARCHIQUE, — MARITIME, — TACTIQUE, — TACTIQUE DE COMPAGNIE.

CLASSE d'ADJOINT. V. ADJOINT A L'INTENDANCE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.

CLASSE d'ADJUDANT DE PLACE. V. ADJUDANT DE PLACE N° 2. V. CLASSE HIERARCHIQUE. V. MAJOR DE PLACE N° 1.

CLASSE d'ARITHMÉTIQUE (G, 4). Sorte de classe d'ENSEIGNEMENT considérée comme la plus haute subdivision d'une école d'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE établie dans un RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE.

CLASSE de CAPITAINE DE GRENADIERS. V. CAPITAINE DE GRENADIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3.

CLASSE de CAPITAINE D'INFANTERIE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CLASSE HIERARCHIQUE. V. CLASSEMENT. V. GRADE DE CAPITAINE. V. PRISONNIER DE GUERRE.

CLASSE de COMMANDANT DE PLACE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 3. V. COMMANDANT TEMPORAIRE.

CLASSE de COMMISSAIRE. V. CLASSE HIERARCHIQUE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 5. V. COMMISSAIRE DES GUERRES DE PREMIÈRE ET DE DEUXIÈME CLASSE. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. COMMISSAIRE PRINCIPAL.

CLASSE de COMPAGNIE. V. CLASSE TACTIQUE DE COMPAGNIE. V. COMPAGNIE.

CLASSE de CONSCRIPTION. V. AGE DE CONSCRIPTION. V. CONSCRIPTION. V. ENRÔLÉ. V. RÉSERVE CONSCRIPTIVE.

CLASSE (classes) de CORPS DE GARDE (B, 1; C, 3; E, 3). Sorte de CLASSES qui partagent en PREMIÈRE, SECONDE, TROISIÈME et QUATRIÈME les CORPS DE GARDE des GARNISONS françaises. Le nombre des hommes dont le POSTE se compose, la capacité de l'ÉTABLISSEMENT, les dimensions de certains ÉTATS D'A-

MEULEMENT et la qualité de la DÉFENSE en DÉFENSE qui en résulte constituent la DIFFÉRENCE de ces CLASSES. Les PREMIÈRE, SECONDE, TROISIÈME se rapportent à des POSTES où il ne monte que des HOMMES DE TROUPES. Quant à la QUATRIÈME, elle se rapporte aux POSTES auxquels tient une CHAMBRE occupée par l'OFFICIER DE GARDE. — Le tableau du CLASSEMENT des CORPS DE GARDE est soumis à l'approbation du MINISTRE. — Les DISTRIBUTIONS de BOIS ET LUMIÈRES varient suivant les CLASSES, et consistent suivant les GARNISONS, en FOURNITURES de CHANDELLES ou autres moyens d'ÉCLAIRAGE, et en FOURNITURES de BOIS ou autre espèce de CHAUFFAGE. — Il s'établit d'autres différences, s'il s'agit de CORPS DE GARDE situés ou en CORSE ou dans les pays où le CHARBON DE TERRE est en usage; mais ces détails, superflus ici, sont consignés dans les MARCHÉS de FOURNITURES, passés dans les bureaux du MINISTRE.

CLASSE de DÉCORATION. V. ÉTOILE DE SAINT-LOUIS. V. DÉCORATION.

CLASSE de PORTERESSE. V. PORTERESSE. V. SECONDE CLASSE.

CLASSE de GARDES DU GÉNIE. V. GARDES DU GÉNIE.

CLASSE de GOUVERNEURS. V. GOUVERNEUR.

CLASSE de LECTURE (G, 4), ou ÉCOLE DE LECTURE. Sorte de classe d'ENSEIGNEMENT qui, dans les RÉGIMENTS D'INFANTERIE FRANÇAISE, tient le rang le moins élevé entre celles dont se compose une ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. Le RÉGLEMENT de 1816 (24 JUILLET) voulait qu'elle fût gratuite, et qu'un SOUS-OFFICIER CHIEF D'ÉCOLE y donnât l'enseignement.

CLASSE de LIEUTENANT. V. LIEUTENANT. V. LIEUTENANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. SECONDE CLASSE.

CLASSE de MASSES (B, 1). Sorte de classe que mentionnait l'ARRÊTÉ de L'AN VIII (25 FÉVRIER). Il divisait les MASSES en PREMIÈRE, SECONDE et TROISIÈME CLASSE.

CLASSE de NATATION. V. NATATION.

CLASSE de NOUVEAU. V. NOUVEAU.

CLASSE de PLACE DE GUERRE. V. MAJOR DE PLACE N° 1. V. PLACE DE GUERRE. V. PREMIÈRE CLASSE. V. REDOUTE PERMANENTE.

CLASSE de SECURITAIRES. V. COMMANDANT TEMPORAIRE. V. SECURITAIRE. V. SECURITAIRE ARCHIVISTE.

CLASSE de SOLDAT. V. SECONDE CLASSE. V. SOLDAT. V. SOLDAT.

CLASSE de NOUS-INTENDANT. V. ADJOINT A L'INTENDANCE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CORPS D'INTENDANCE N° 1. V. LIEUTENANT-COLONEL D'IN-

TERRE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. SOUS-INTENDANT N° 4, 2, 3, 6, 7.

CLASSE D'ÉCOLE DE BATAILLON (G, 6). Sorte de classe tactique que mentionne l'ordonnance de police de 1818; elle disposait que les mutations de ces classes devaient s'opérer de mois en mois. L'ordonnance de 1855 (2 novembre) a renouvelé ces règles; elle ne consacre qu'un mois à répéter l'école de bataillon.

CLASSE D'ÉCOLE DE PELOTON (G, 6). Sorte de classe tactique mentionnée dans l'ordonnance de police de 1818; cette ordonnance disposait que les mutations de ces classes devaient avoir lieu de quinze en quinze jours; mais c'est prétendre arriver à une symétrie impossible. L'ordonnance de 1855 (2 novembre) a plus sagement réglé ces mutations sur le progrès des recrues; elle désigne sous le nom de première classe les recrues qui exécutent l'école de peloton.

CLASSE D'ÉCOLE DE SOLDAT (G, 6). Sorte de classe tactique que l'ordonnance d'exercice de 1791 distinguait en première, seconde et troisième classe. — L'ordonnance de police de 1818 disposait que les mutations de ces classes devaient s'opérer de quinze en quinze jours; c'était une mesure inexécutable. — Cette même ordonnance mentionne une école de recrues, tandis qu'il n'y a pas d'autre école de recrues que la dernière classe de l'école de soldat. Cette innovation, étourdiment introduite par une ordonnance qui n'aurait pas dû s'occuper de cette matière, troublait les principes de notre beau règlement d'exercice de 1791. — Les classes de l'école de soldat sont dirigées par un instructeur qui tient un état sommaire de chacune d'elles, et le dresse par compagnie. L'ordonnance de 1855 (2 novembre) a déterminé de nouvelles règles à ce sujet, et divise en troisième et deuxième classes les recrues qui exécutent l'école du soldat.

CLASSE D'ÉCRITEUR (G, 4). Sorte de classe d'enseignement; c'est l'avant-dernière de celles dont se compose une école d'enseignement primaire dans un régiment d'infanterie française.

CLASSE D'ENFANTS D'HOMME DE TROUPE. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE N° 2.

CLASSE (classes) D'ENSEIGNEMENT (term. sous-génér.). Sorte de classe ainsi nommée pour la distinguer des classes hiérarchiques et tactiques. — Les classes d'enseignement sont des divisions de l'école réglementaire. Elles se distinguent en classe d'arithmétique, — de lecture, — d'écriture.

CLASSE D'EXERCICE. V. CLASSE TACTIQUE. V. EXERCICE. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V.

LIEUTENANT-COLOREL. V. OFFICIER DE RÉSERVE. V. SERGENT-MAJOR N° 7. V. TABLEAU DE CLASSE.

CLASSE D'HÔPITAL. V. AMBULANCE. V. HÔPITAL. V. HÔPITAL MILITAIRE.

CLASSE D'INSTRUCTION. V. CLASSE TACTIQUE. V. INSTRUCTION.

CLASSE D'INSPECTEUR. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL.

CLASSE D'OFFICIER. V. CLASSE HIÉRARCHIQUE. V. CLASSEMENT D'OFFICIERS. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. FEUILLE D'APPEL. V. GÉNÉRAL IDIOMATIQUE N° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. MATRICULE. V. MINISTRE DES VÉTÉRÉNAIRES N° 4. V. MINISTRE DE LA GUERRE; id. N° 15. V. OFFICIER. V. PRÉVISION DE RETRAITE. V. SÉCOURS DE CLASSE. V. TOUR D'ANCIENNETÉ. V. TRAITEMENT PÉCUNIAIRE.

CLASSE D'OFFICIERS D'INTENDANCE. V. CLASSE HIÉRARCHIQUE. V. CORPS D'INTENDANCE.

CLASSE (classes) HIÉRARCHIQUE (C, 4), OU CLASSE D'OFFICIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. Sorte de classes ainsi nommées pour les distinguer des classes d'enseignement et des classes tactiques. — L'ordonnance de 1762 (10 décembre) connaissait déjà des classes; l'arrêté de l'an cinq (25 floreal) en borna le nombre à peu de grades, et les faisait varier suivant ces grades; ce système a été modifié en 1822 à l'égard des capitaines. — L'ancienneté ou grade et l'exercice non interrompu de l'emploi motivent le placement des officiers dans les classes. — Le passage dans une classe supérieure est le résultat immédiat de la vacance et l'accomplissement d'un droit. — Les classes modifient les appointements, mais ne donnent pas un droit inaliénable à celui qui en jouit, puisque la possession d'une classe et la paye qui y est attachée peuvent ou pouvaient se perdre soit par le changement de corps ou transposition si ce genre de mutation a lieu pour celui qui était dans une classe avantagée, soit par l'incorporation d'un officier dont l'ancienneté ou service prévaudrait sur celle des officiers des classes supérieures. — La jouissance de la solde des classes d'avantagées ne donne aucun droit particulier à l'officier qui obtient la pension de retraite. — La classe et ses variations doivent être annotées sur la matricule. — Il serait trop long de débattre les questions favorables ou opposées à l'institution des classes, mais on ne saurait démontrer mieux l'obscurité de cette législation qu'en copiant un passage d'Ogier (1818, E): *La classe est une cause de confusion; ici elle est un grade, là elle est une priorité; il y a des corps où elle est l'un et l'autre; partout elle modifie le traitement et les époques de l'entrée en jouissance. Dans la*

cavalerie, elle est devenue un grade pour les capitaines; elle est devenue priorité pour les lieutenants, et deux sous-lieutenants sont égaux dans le même escadron. Dans l'infanterie, les capitaines sont de trois classes et les lieutenants de deux. Dans l'artillerie et dans le génie, toute classe fait grade; et cependant, de deux ordonnances qui ont réorganisé l'artillerie en 1815, l'une, celle du 31 août, désigne les capitaines et les lieutenants comme des grades en premier et en second; l'autre, celle du 22 septembre suivant, les appelle de première et de deuxième classe. Dans l'état-major il n'y a point de classes. Parmi les inspecteurs aux revues, la classe était grade et priorité; elle était priorité seulement parmi les commissaires des guerres; elle fait grade pour les officiers de santé; qu'est-elle parmi les intendants? — OUDIN (1824, E, t. 2, p. 275) disait quelques années plus tard : On conçoit difficilement qu'il y ait des signes distinctifs (il veut dire une classification différente), dans une arme et point dans l'autre, pour les capitaines, et qu'il n'y en ait dans aucun cas, pour les lieutenants; la classe ne confère aucun pouvoir, si ce n'est parmi les sous-intendants, puisque pour exercer les fonctions de procureur du roi près les conseils de révision il faut être de première classe. — OUDIN n'avait oublié ici que les ADJUDANTS DE PLACE; pour eux la classe était un grade. — Combien s'égare un MINISTRE DE LA GUERRE qui construit un pareil dédale et obscurcit à ce point les principes de l'ART MILITAIRE. — Dans la MILICE NÉERLANDAISE, il n'était point reconnu de Classes de grades. — Ce sujet a été un peu amélioré sur quelques points dans les derniers temps.

CLASSE MARITIME. V. ENSELEMENT VOLONTAIRE. V. MARITIME.

CLASSE (classes) TACTIQUE (term. sous-génér.). Sorte de CLASSES qu'on appelle ainsi pour les distinguer des CLASSES HIÉRARCHIQUES, et d'ENSAIEMENT proprement dit. — Les Classes tactiques sont la réunion des MILITAIRES faisant l'EXERCICE et étudiant les ÉVOLUTIONS; elles existent depuis l'ORDONNANCE de 1766 (1^{er} JANVIER); elles se renouvelaient annuellement au 1^{er} MARS par les soins du LIEUTENANT-COLONEL, de l'INSTRUCTEUR et des CAPITAINES réunis; elles s'ouvrent actuellement le 1^{er} AVRIL. — L'ORDONNANCE de 1818 (15 MAI) les dénommait improprement CLASSES D'INSTRUCTION; ce terme est bien vague : une CLASSE D'ÉCRITURE est aussi une CLASSE D'INSTRUCTION. Le mot CLASSE D'EXERCICE, que quelques AUTEURS ont consacré, n'est guère meilleur; car la SALLE D'ARMES est aussi une CLASSE D'EXERCICE. — Les SOLDATS et les SOUS-OFFICIERS DÉTACHÉS À LA SALLE DE DISCIPLINE

assistent à toutes les classes tactiques auxquelles ils sont attachés ou que leur assigne l'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE; les SOLDATS le sont surtout à la SECONDE CLASSE et deux fois par jour, si ce n'est les jours d'exercice du régiment où ils n'y vont qu'une fois en outre. — Les SOLDATS désignés pour les classes de recrues y sont envoyés par les CAPORAUX D'ESCADE. — Les classes se rassemblent par les soins d'un ADJUDANT DÉSIGNÉ AD-HOC, ou de l'ADJUDANT DE SEMAINE; il y procède, avec l'aide des CAPORAUX DE SEMAINE, au signal qu'en donne l'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE et aux heures indiquées à l'ORDRE donné à l'instant de la GARDE MONTANTE. Les SÉPARETS DE SEMAINE passent l'inspection des Classes à mesure de leur réunion. — Les INSPECTEURS D'ARMES doivent, dans le cours de leur inspection, examiner les Classes, le système de leur formation, les principes d'EXERCICE qui y sont démontrés, et s'assurer que les CHEFS des Classes en tiennent un état toujours au courant. — Les Classes se composent presque toutes de la réunion d'hommes de plusieurs COMPAGNIES. — Une des FONCTIONS des HOMMES DE TROUPE consiste dans leur renvoi d'une Classe dans une autre d'un ordre inférieur. — Deux CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES DU 17 MAI 1822 traitaient de quelques détails relatifs aux PREMIÈRES et SECONDES CLASSES; l'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE) s'en est occupée aussi. — Les Classes tactiques se distinguent en CLASSE D'ÉCOLE DE BATAILLON, — D'ÉCOLE DE PIÉTON, — D'ÉCOLE DE SOLDAT, — TACTIQUE DE COMPAGNIE.

CLASSE (classes) TACTIQUE DE COMPAGNIE, ou CLASSE DE COMPAGNIE. Sorte de CLASSES TACTIQUES dans lesquelles sont répartis, suivant le degré de leur INSTRUCTION, des SOLDATS d'une même COMPAGNIE. — Le renouvellement de ces classes a lieu à époque fixe; le CAPITAINE est présent à ce renouvellement, le dirige, y fait reprendre l'INSTRUCTION par l'ÉCOLE DE SOLDAT, et fait tenir à mesure par le SERGENT-MAJOR un état des hommes exercés. Le FOURNIER de la COMPAGNIE peut être attaché à une des Classes tactiques.

CLASSEMENT, subs. masc. (term. génér.). Ce mot exprime l'opération qui règle certaines CLASSES, qui assigne certains RANGS, et se distingue principalement du CLASSEMENT D'OFFICIERS.

CLASSEMENT DE CAPITAINE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5. V. CHEF DE DIVISION. V. CLASSE DE CAPITAINE.

CLASSEMENT DE CORPS DE GARDE. V. CLASSE DE CORPS DE GARDE. V. CORPS DE GARDE DE CASERN.

CLASSEMENT D'OFFICIER (C, 1; E).
5^e PARTIE. 83

Sorte de **CLASSEMENT** qui concerne les OFFICIERS PARTICULIERS DES COMPAGNIES DE L'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. — Cette démarcation des CAPITAINEs et des LIEUTENANTs distribués par CLASSES différentes est-elle utile? Elle occasionne une fluctuation dans laquelle beaucoup d'intérêts sont froissés; elle est une source intarissable de réclamations; elle complique à l'infini des détails où tout est tracasserie; elle jette le MINISTRE dans des tâtonnements sans fin; elle entraîne des injustices sans nombre. — Le système du Classement n'est encore soumis à aucunes règles satisfaisantes; c'est une HIERARCHIE disparate, nébuleuse, arbitraire; de tous côtés des difficultés l'environnent; de GRADE à GRADE, d'ARME à ARME, les CLASSES sont une chose différente. — Cependant la haute main, ou au moins l'initiative des décisions à l'égard du Classement des OFFICIERS ayant été remise aux INSPECTEURS GÉNÉRAUX, cette mesure est la moins mauvaise qu'on ait adoptée, parce qu'au moins la réclamation est devenue facile et qu'elle peut se faire sur le lieu même où la cause peut être jugée. — Le Classement considéré sous le point de vue légal et comme TIRAGEMENT a été traité par GORVOT.

CLASSEMENT TACTIQUE. V. CLASSE TACTIQUE.

CLASSICON, subs. masc. (F). Mot venu du LATIN *classicum*, qui a produit *CLAS* et *CLAR*. Dans cette langue, ce terme répond en maintes occasions à ce qu'on a appelé, depuis un siècle, la GÉNÉRALE. — Parfois les ROMAINS appelaient *CLASSICON* l'instrument à VERT propre à jouer des airs comparables aux APPELS, à la CHAMADE; ainsi ISIDORE nomme *classicon* les CORNETS au son desquels on convoquait le peuple, et ce même AUTEUR prétend, mais avec peu de vraisemblance, que *CLASSICON* provient de *calando*, qui sert à appeler. — DUCANGE croit que le *CLASSICON* était le bruit général de la MUSIQUE de l'ARMÉE; les historiens rapportent un effet qu'à l'instant de LIVRER BATAILLE les GÉNÉRAUX ROMAINS étaient dans l'usage de faire sonner tous les INSTRUMENTS à la fois. — On lit dans Virgile :

Classica jamque sonant; il bello tessera signum.

Mais l'instrada retentit, et déjà la tessera
Vote de main en main et dénonce la guerre.

— D'autres AUTEURS, tels que VALLÉE (390, A), parlent du *CLASSICON* sonné par la BUCCINE qui n'était pas précisément l'instrument du combat; d'autres prétendent que les HASTATRES se portaient à la charge au son du *Classicon*; ainsi il y a contradiction dans les

assertions, et rien n'est positivement démontré à cet égard. — Les Italiens ont conservé l'usage du substantif *classico*.

CLASSICUM, subs. neut. V. CLASSICUM. V. MILICE ROMAINE.

CLAUDE, V. NOMS PROPRES.

CLAUDICATION, subs. fém. (D, 5). Mot tout LATIN exprimant l'action de boiter et l'état d'un boiteux. — La Claudication jugée habituelle, avérée, incurable, est une des INFIRMITÉS constituant INVALIDITÉ absolue et emportant CAS DE RÉFORME.

CLAUSEWITZ; **CLAVÉ**, V. NOMS PROPRES.

CLAVETTE d'ARMURE, V. ARMURE, V. LA CÈRE LE BARNAIS.

CLAVETTE (clavettes), (subs. fém.) de PORTE-RAGUETTES (B, 1). Le mot *Clavette*, diminutif du terme dont le mot *CLIF* est dérivé, exprime ici deux pièces destinées à arrêter les TENONS du PORTE-RAGUETTES contre la face intérieure de la PLAQUE du COLLIER des TAMBOURS. — Les CLAVETTES sont en fort fil de laiton; leur partie supérieure est recourbée pour former tête; leur longueur est telle, que chacune d'elles s'introduise dans le TENON supérieur et inférieur d'une des DOUELLES.

CLAVICULE, subs. fém. (F). Ce mot, qui dérive du LATIN *clavicula*, diminutif de *clavis*, clef, donne l'idée d'un RETRAICHEMENT ou d'une FLECHE que mentionne HYGIN (120, A) et qui défendait la porte d'un CAMP ROMAIN. Il paraît que les BARBARES en ont été une imitation, et qu'une TÊTE DE PONT servirait une sorte de Clavicule.

CLAVIER, V. NOMS PROPRES.

CLAYE, subs. fém. V. CLAIR.

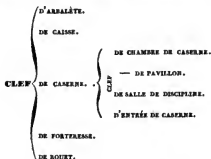
CLAYER, subs. masc. (G, 2). Mot dont le substantif *CLAIR* donne l'étymologie; les Clayers étaient, suivant LAFONTAINE et GARRAU, de fortes claies qu'on étendait dans les mauvais pas, pour empêcher l'ARTILLERIE de s'embourber.

CLAYMORE, subs. fém. V. CLIF-MORE.

CLAYONNAGE, subs. masc. (G, 5). Ce mot, qui tire son origine du mot *CLAIR*, exprime un ensemble de TRAVAUX, et une réunion de CLAIRS ajustés, appliqués, soutenues, formant PARAPET, formant épi, fournissant un gué momentané. — Les anciens se servaient de MANTELETS en Clayonnages, et les suspendaient en dehors des REMPARTEs pour amortir les coups du MÉLÈS. Les Latins les appelaient *crates*, que RAYMOND a francisé dans le mot *CRATE*, et qu'il a fait à tort masculin. On retrouve ce mot *CRATE* dans l'ENCYCLOPÉDIE du dix-neuvième siècle, au mot *Armure*. — Les CUISINES DE CAMP sont entourées d'un Clayonnage.

CLÉARQUE. V. RONS PROPRES.

CLEF, subs. RUSC. V. A CLEF. V. A TROIS

CLEFS. V. CAISSE A TROIS CLEFS. V. DOUBLE CLEF.
V. PRÉSENTATION DE G...

CLEF (term. génér.). Ce mot, dérivé du grec *kleis* ou du latin *clavis*, a été la souche des mots CLAVETTE et CLAVICULE. Il a été synonyme de DÉTENTE. — Il se distingue en CLEF D'ARRALÈTE, — D'ARQUEBUSE A ROUET, — DE RANSON, — DE CAISSE, — DE CAISSE A TROIS SERRURES, — DE CANTINE, — DE CASERNE, — DE CLAIRON, — DE CLARINETTE, — DE FORTIFICATION, — DE HOUTOIS, — DE MOUSQUET A ROUET, — DE POITE, — DE ROUET, — DE TAMBOUR, — D'INSTRUMENT, — D'OPHICÉLIDE.

CLEF d'ARRALÈTE (F), Sorte de CLEF qui saillait en dessous de l'ARRALÈTE, à peu de distance de la PORCHÉE, et faisait partie l'ARRALÈTE en jouant comme l'ont fait ensuite la CLEF du SERPENTIN, celle du MOUSQUET et la DÉTENTE du FUSIL DE MUNITION. — Le Clef de l'ARRALÈTE se rapprochait du VUT par un mouvement de bascule que lui donnait l'ARRALÈTE; elle faisait mouvoir un RESSORT engrené dans la NOIX et décliquait la CORDE, c'est-à-dire dégageait la NOIX; la CORDE de l'ARC, se détendant alors, faisait PARTIR le TRAIT. — Quelques AUTEURS ont donné un sens différent au mot Clef d'arralète; ils l'emploient lorsqu'il s'agit d'ARRALÈTE A JALAY, comme exprimant un instrument analogue aux CLEFS DE ROUET; c'est-à-dire à peu près pareil à une Clef de pendule ou à ce qu'on appelle en serrurerie un tourne-à-gauche.

CLEF d'ARQUEBUSE A ROUET. V. ARQUEBUSE A ROUET. V. CLEF DE ROUET. V. PLATINE D'ARQUEBUSE.

CLEF de RANSON. V. RANSON.

CLEF de CAISSE. V. CAISSE. V. MIJKE PRÉ-MONTAINE n° 9.

CLEF (clefs) de CAISSE A TROIS SERRURES (B, 1). Sorte de CLEFS considérées sous un point de vue administratif. — Une circulaire

de l'an six (29 brumaire), interprétative de la loi de l'an cinq (25 fructidor), disposait que les trois CLEFS seraient déposées, l'une entre les mains du CHEF DU CORPS, l'autre, de quatre en quatre mois, dans les mains d'un CAPITAINE, et la troisième Clef alternativement aussi entre les mains d'un des autres MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CORPS. — Le DÉCRET DE 1808 (21 DÉCEMBRE) disposait que, de ces trois CLEFS, l'une serait remise au COLONEL, la seconde au MEMBRE DU CONSEIL le plus élevé en GRADE après le PRÉSIDENT, et à parité de GRADE au plus ANCIEN, et qu'enfin la troisième Clef serait remise au QUARTIER-MAÎTRE (TRÉSORIER) à MOINS qu'il n'en ait été autrement ordonné. — Ainsi ordinairement le CHEF DU CORPS, le MAJOR et le TRÉSORIER étaient les dépositaires responsables de la CAISSE; il y avait cependant des corps où le MAJOR ne la tenait pas. L'analogie veut que maintenant la seconde de ces CLEFS soit confiée au LIEUTENANT-COLONEL; ces dispositions sont maintenues par l'ORDONNANCE DE 1825 (19 MARS). — Les Instructions sur les INSPECTIONS défendent aux dépositaires des CLEFS de la CAISSE de s'en dessaisir.

CLEF de CANTINE. V. CANTINE DE COMPTABILITÉ.

CLEF (clefs) de CASERNE (term. sous-génér.). Sorte de CLEFS qu'en vertu des ordres des sous-intendants les CASERNES délivrent en cas d'arrivée et rassemblent en cas de DÉPART des CORPS; celles qui restent au POSTE de la POLICE, telles que celle de la PORTE principale, etc., s'appellent CLEFS DÉTOILE. — En général les CLEFS de CASERNE se distinguent en CLEFS DE CHAMBRE DE CASERNE, — DE CHAMBRE DE PAVILLON, — DE SALLE DE DISCIPLINE, — D'ENTRÉE DE CASERNE.

CLEF (clefs) de CHAMBRE DE CASERNE (B, 1 ;

C, 2, 3). Sorte de CLEFS DE CASERNE qui se délivrent quand la TROUPE prend possession du LOGEMENT. Les SERGENTS-MAJORS ou les FOURRIERS distribuaient les Clefs des CHAMBRES des SOLDATS AUX CAPORAUX D'ESCOUADRE, et ils remettent aux SOUS-OFFICIERS qui ont des CHAMBRES particulières leurs Clefs. — Quand la troupe évacue la CASERNE, les Clefs sont reprises et réunies par les FOURRIERS, par le PORTE-DRAPEAU ou par l'OFFICIER chargé de la REMISE du casernement; il réunit ces Clefs AUX AUTRES CLEFS D'ENTRÉE DE CASERNE.

CLEF (clefs) de CHAMBRE DE PAVILLON (B, 1; C, 2, 3). Sorte de CLEFS DE CASERNE qui, à l'instant où le LOGEMENT se distribue, sont remises aux OFFICIERS par le PORTE-DRAPEAU; elles sont reprises par lui lors de l'évacuation de PAVILLON.

CLEF de CLAIROIR. V. BUGLE. V. CLAIROIR INSTRUMENTAL. V. PANFAUX.

CLEF de CLARINETTE. V. CLARINETTE.

CLEF (clefs) de PORTESSE (C, 2; G, 4). Sorte de CLEFS mentionnées dans les plus anciens de nos régiments; ils voulaient que chacune d'elles eût pour étui un sac de cuir garni d'une plaque de métal y servant d'étiquette; la totalité de ces sacs s'enfermait dans un coffre de bois ferré, qui habituellement devait être placé derrière le chevet du lit du GOUVERNEUR de la place. — Chaque matin et chaque soir, le GOUVERNEUR devait remettre à l'OFFICIER-MAJOR nommé CAPITAINE des PORTES, ou à un AIDR-MAJOR de la place, ou à un SOUS-AIDR-MAJOR, les Clefs que celui-ci distribuait pour l'OUVERTURE et la FERMETURE des PORTES; elles étaient portées et rapportées par le PORTIER placé entre deux SOLDATS; l'OFFICIER-MAJOR les recueillait ensuite et les renfermait dans leur coffre. — Le fond de ces principes s'est maintenu, si ce n'est qu'aujourd'hui c'est le MAJOR ou un ADJUDANT DE PLACE qui distribue les Clefs soit AUX PORTIERS-CONSIGNES, soit AUX SOLDATS ARMÉS qui lui sont envoyés par les CHEFS des postes; il se rend lui-même aux diverses AVANCÉES, et il y fait usage des Clefs sous la protection de FUSILIERS détachés à cet effet par l'ordre du CHEF de l'AVANCÉE. — Dans les PORTESSES où il n'existe pas de PORTIERS-CONSIGNES, l'un des deux SOLDATS qui vont aux Clefs marche sans armes et escorté par l'autre FUSILIER armé. — Au retour des Clefs à la demeure du COMMANDANT, celles qui sont les premières rapportées sont mises sur une table de l'antichambre et gardées par les deux SOLDATS d'escorte; ils sont relevés par l'escorte qui survient d'une autre porte, et successivement ainsi jusqu'au rassemblement de toutes les Clefs et jusqu'à leur réception par l'OFFICIER-MAJOR. — Les Clefs des POR-

TESSES sont un moyen de rendre les NON-NEUTRES; ainsi le DÉCRET DE L'AN DOUZE (24 MESSIDOR) OU ORDONNANCE DE CÉRÉMONIAL dispose que, dans le cas de l'arrivée du souverain, les Clefs lui seront présentées par le GOUVERNEUR ou le COMMANDANT D'ARMES. — Le témoignage de la soumission des villes, lorsqu'elles se rendaient à titre de conquête ou qu'elles changeaient de maître, a consisté suivant les temps et les pays en une pareille PRÉSENTATION; mais en ce cas les Clefs, si elles étaient portées par les autorités civiles, reposaient sur un plat d'or ou d'argent au profit de qui de droit. Si elles étaient remises par des militaires en signe de soumission, elles étaient présentées au bout d'une lance, et prises du fer d'une ancre lance par-dessus les palissades; tel était du moins l'usage que la tapisserie de Bayeux représente.

CLEF de HAUTOIR. V. HAUTOIRS.

CLEF de MOUSQUET. V. CLEF DE ROUET. V. MOUSQUET.

CLEF (clefs) de POLICE. V. CLEFS DE CASERNE. V. CLEFS DE SALLE DE DISCIPLINE. V. CLEFS D'ENTRÉE DE CASERNE. V. POSTE DE POLICE DE CASERNE EN GARRISON.

CLEF de PORTE. V. CLEF DE CASERNE. V. CLEF DE PORTESSE. V. PORTE.

CLEF (clefs) de ROUET (F), OU CLEF D'ARQUEBUSE, OU CLEF DE MOUSQUET, etc. Sorte de CLEFS qui servaient à bander le ROUET de ce genre D'ARMES et plus anciennement les ARBALÈTES A JALETS. — La Clef était une manivelle en fer ayant une de ses extrémités percée d'un trou carré dans lequel s'engageait juste l'essieu du ROUET; elle était séparable du ROUET, et se logeait ordinairement dans l'intérieur de la CROUSE. — Il y avait des POIRES A POUDDRE à l'extérieur desquelles était creusé un trou carré propre à servir de Clef de rouet.

CLEF (clefs) de SALLE DE DISCIPLINE (C, 3; E, 3), OU CLEF DE POLICE. Sorte de CLEFS DE CASERNE qui sont sous la responsabilité du CHEF du POSTE DE POLICE. — Le CAPORAL DE POLICE, quand il va relever les SENTINELLES, ne doit confier ces Clefs qu'au SERGENT DE POLICE lui seul.

CLEF de TAMBOUR. V. TAMBOUR. V. VIE DE GACHE.

CLEF (clefs) d'ENTRÉE DE CASERNE (C, 2, 3; E, 3). Sorte de CLEFS DE CASERNE qui diffèrent de celles des PORTES DE CHAMBRE, etc., en ce qu'elles sont confiées au CAPORAL DE POLICE OU AU CHEF DU POSTE, quand le CASERNEMENT a lieu; telles sont les Clefs de la porte principale, celles des PRIGONS, etc.

CLEF d'INSTRUMENT. V. INSTRUMENT. V. INSTRUMENT DE CUIVRE. V. MILICE NANOVIENNE. V. MUNIQUE.

CLER d'OPHICLIDE. V. OPHICLIDE.

CLERIE, subs. fém. V. CLAIR.

CLÉMENT. V. NOMS PROPRES.

CLERC (clercs), subs. masc. (F). Ce mot tout latin, *clericus*, a originellement été le nom donné, dans la MILICE FRANÇAISE, à des membres du CORPS ADMINISTRATIF, AUX HOMMES DU PLUME DU GOUT, DES CPNS D'ARMES, DES BUREAUX RÉGIMENTAIRES; à des FONCTIONNAIRES de la classe des COMMISSAIRES DES GUFERS, et chargés, comme eux, des REVUES D'ADMINISTRATION; AUX AUDITEURS DES RÉGIMENTS; ainsi DELAPONTAINE (1675, A) indique la place où le Clerc doit être logé. La LANGUE MILITAIRE FRANÇAISE ne fait plus usage de ce terme.

CLERC-A-WAITER. V. COMPTE DE CLERC-A-WAITER. V. WAITER.

CLERC de GENDARMES. V. GENDARME. V. GENDARME DU MOYEN AGE n° 2.

CLERC des MARÉCHAUX. V. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 2. V. MARÉCHAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE; id. n° 7.

CLERC des VIVRES. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES VIVRES. V. EMPLOYÉ MILITAIRE. V. OFFICIER FRANÇAIS n° 3, V. VIVRES.

CLERC DU GOUT. V. GARDEN DE PARIS. V. GOUT.

CLERC DU TRÉSOR. V. PAYEUR. V. TRÉSOR.

CLERNET, subs. masc. V. CLARINETTE. V. MUSIQUE.

CLERMONT. V. NOMS PROPRES.

CLERY-MORE, subs. fém. (F), ou CLAI-MORE, ou CLAYMORE, mot écossais emprunté du CELTIQUE, suivant DUANE (1810). C'était un genre d'épée robuste, ou d'arme de taille passée d'usage depuis que les Écossais ont fait partie de la MILICE ANGLAISE; la Cley-more répondait au *large sword*, ou ESPADON ANGLAIS. Sa lame, large de deux pouces, était presque droite, longue de trois pieds sept pouces; c'était un RABRE DROIT, à CONTRE-POINTE, à GARDE EN PANIER.

CLIAN. V. NOMS PROPRES.

CLIBANAIRE, subs. masc. V. MILICE ORCQUE n° 4.

CLICH, subs. masc. V. AGRIEN-CLICH. V. SABRE.

CLIDE (clides), subs. fém. (F); ou GAULIDE, suivant RAYMOND, ou JAULIDE, ou LIDE, suivant BOREL (Pierre), GANEAU et VELY. Ce mot, dont on ne retrouve pas l'étymologie, servait de dénomination à une CATAPULTE à bascule, composée d'une longue poutre qui supportait, à l'une de ses extrémités, une anse qu'on remplissait de PIERRES; cette anse jouait à charnières, de même que la poutre jouait à pivot. La CLIDE ou le RACULE étaient même chose, à ce qu'il paraît.

— On employait la Clide dans la GUERRE DE SIÈGE OFFENSIF ou DÉFENSIF; on s'en servait pour faire pleuvoir sur les REMPARTS de la VILLE ASSIÉGÉE, ou du haut des REMPARTS sur les ASSIÉGÉS, une pluie de PIERRES. — VELY parle des Clides, à la date 1184, comme synonymes de PIERRIÈRES; et comme lançant des PIERRES monstrueuses; ces ROIGNS étaient usités dès le temps de CHARLEMAGNE. — JUSTE LIPSE (1596, A) a donné la description de cette MACHINE, que plusieurs AUTEURS nomment FONDELLE et que d'autres, tels que CAERÉ (1783, E), ont trivialement mentionnée sous le nom du COUELLARD, synonyme de cheval entier, parce que son mouvement avait de l'analogie avec celui d'une verge qui se dresse.

CLIENT (clients), subs. masc. (F). Ce mot tout latin était, dans la MILICE FÉODALE, le nom donné AUX ANTICTIONS, AUX SOLDATS de la GARDE DES PRINCES, AUX LEUDES, à des GUFERS qu'un reflet de la puissance du maître transformait en SEIGNEURS. On a ensuite, dans la MILICE FRANÇAISE, appelé Clients des ÉCUYERS FIERVÉS, des VASSEAUX, certaine INFANTERIE, des GENTILSHOMMES à CHEVAL qui servaient sous un AVOUÉ, un RAIEL, un RANNET, un PRINCE, un PENNONNIER ou tout autre OFFICIER de la FÉODALITÉ et de la NOBLESSE. — GUILLAUME LEBRETON appelle Clients les VASSEAUX FRANÇAIS ou GENTILSHOMMES qui figuraient à la bataille de BOUVINES et qui y servaient comme le feraient une GARDE ROYALE, une MAISON MILITAIRE. M. ROCQUANCOURT regarde les SATELLITES et les Clients de l'ARMÉE FRANÇAISE comme ayant également fait partie de la suite des CHEVALIERS et des GENDARMES DU MOYEN AGE, et comme ayant été attachés AUX LANCES FOURNIES; mais il établit comme distinction que le Client était de race NOBLE, et le SATELLITE un simple VASSAL ATTACHÉ EN ARCHER ou EN ARMALÉRIER à CHEVAL.

CLIQUETIS, subs. masc. V. CLIQUETIS.

CLIQUETIS, subs. masc. (F), ou CHAFIN ou CIQUETIS. Mot qui a la même racine que les termes DÉCLIC, DÉCLIQUER, et dont on s'est servi, suivant quelques AUTEURS, par onomatopée, pour exprimer le bruit que les ÉPÉES, les MARTEAUX D'ARMES, etc., font à l'instant d'un choc. — Le mot cliquet do moulin, venu de l'ALLEMAND *Klinké*, loquet, a produit par son bruit continu, le mot Cliquetis, qui s'est appliqué ensuite au langage de la guerre. — On lit dans Guillaume GUYART :

Moult (grandement) fu (fut) bar (cruel) le marteleis
(le combat),
La noise (le bruit) et le Cliquetis.

CLISE (clises), subs. masc. et fém. (F: G). Mot dérivé du grec *klisis*, qui se retrouve dans les tactiques d'ÉLIEU (70, A) et d'ARRIEN (110, A); il vient de *clino*, je tourne ou l'incline suivant DILON, qui regarde le terme comme ayant été, suivant les temps, ou spécial ou générique. Les traducteurs latins l'ont rendu par *inclinatio*, *declinatio*, dont les Français ont fait CARACOL, CARACOLE, CONVERSION, CONVERSION SIMPLE, DÉCLINAISON, FLEXION, INCLINAISON. MAIZEROT (1766, F), BOUCHAUD (1757, G), JARRO (1777, G); au mot *Exercice*, ROBINSON emploient et essayent d'expliquer ces mots, qui tous sont confus et incertains. — La Clise, dans l'ordonnance grecque, était un mouvement par HOMME ET PAR LE FLANC, ou un CHANGEMENT DE FRONT individuel sur un quart de cercle; c'était l'évolution ou la MARCHÉ grecque, quand ses FILS FAISAIENT A DROITE, ce qui s'appelait aussi VERS LA PIQUE; ou bien quand elles FAISAIENT A GAUCHE, ce qui s'appelait VERS LE BOUCLIER; ce double moyen simultanément pratiqué produisait, au besoin, un DÉPLOIEMENT CENTRAL DE LA PHALANGE. — On présume que les CONTER-MARCHES de la MILICE ROMAINE s'effectuaient aussi au moyen de Clises. Mais les détails donnés à cet égard par les tacticiens de l'antiquité se sont perdus, comme tant d'autres particularités de la légion. — La Clise des PHALANGITES opérait LE PARACOLE DE LA PHALANGE ou l'ORDRE PARACOLOGIQUE. — La Clise répondait aux commandements: *ad clipeum!* faites ou tournez du côté du bouclier! c'est-à-dire à gauche; *ad hastam!* faites à droite! Elle était, comme le témoigne GUICHARDT (1758, II), l'action que notre LANGUE MILITAIRE n'a su exprimer que par les mots diffus: action de FAIRE PAR LE FLANC droit ou par le flanc gauche; ainsi Clise signifie à la fois et l'état d'un homme ou d'une troupe ayant *clisé*, et l'action d'une

troupe *clisant*; par catachrèse, c'est le nom de la troupe même en ordre de Clise. — Deux Clises d'un même côté égalaient une MÉTABOLE. — Se détourner, sur place, de l'ASPECT d'un point cardinal pour se donner l'ASPECT d'un point cardinal voisin du premier, c'est CLISER. — La Clise était un des trois MOUVES OU ORDRES TACTIQUES, par opposition à l'ÉPAULOUE et à la PARATAUX; elle était une modification de la LIGNE DE BATAILLE. — Dans nos usages modernes, un CHIEF DE PLOTON est, lorsqu'une Clise s'exécute, le seul HOMME DE RANG qui se déplace. — Le PIVOT d'une CONVERSION ENBATAILLANTE exécute une Clise. — Une Clise marchante modifie ses ASPECTS par un second mouvement, ou par une FLEXION ou un serpentement à une ou plusieurs ondulations, qu'on a aussi nommées CONVERSIONS PAR FIL. — Une ABDUCTION ALLONGÉE diffère peu d'une Clise. — Les DÉPIÈMENTS en TIROIS ne peuvent s'opérer qu'après deux Clises contraires ou à contre-mouvement. — L'emploi des Clises ou l'ORDRE PAR LE FLANC est la clef des DÉPLOIEMENTS. — Dans les MANŒUVRES du siècle passé, les Clises, lorsqu'elles devaient marcher, étaient quelquefois l'objet d'un DOUBLEMENT. — L'ORDRE PROFOND des GRECS rendait applicable AUX MARCHES D'ARMÉE la Clise; l'ORDRE MIXTE des modernes s'y refuse, puisque ce n'est pas par le flanc, mais en COLONNE qu'ils peuvent et doivent marcher. — On commande PAR FILE A DROITE, OU A GAUCHE, à une troupe en état de Clise.

CLISER, verb. neut. V. A DROITE, subs. V. ABDUCTION CLISIQUE. V. CLISE. V. CONTRE-MARCHER. V. DISPOSITIOU CONTRE LA CAVALERIE. V. FRONT, Interj. V. PROMPT MANŒUVRE.

CLISIQUE, adj. V. ABDUCTION C... V. CLISE. V. ORDRE C...

CLISÉE (clissée), adj. V. BOUTILLE C...

CLISON. V. NOMS PROPRES.

CLOCHE { DE BEFFROI. . . .
CLOCHE DE FERMETURE.
CLOCHE D'OUVERTURE.
DE PORTERASSE.
INSTRUMENTALE.

CLOCHE, subs. fém. (term. génér.). Le mot Cloche dérive de l'allemand *Clocke*, qu'on retrouve entièrement dans l'anglais *clock*. DUCANGE et MÉNAGE le tirent du bas latin *clocca*, *cloccum*, latinité du neuvième siècle; aussi autrefois on prononçait et on écrivait *cloque* dans plusieurs de nos provin-

ces. — Militairement considéré comme instrument de PERCUSSION, il se distingue en CLOCHE A BAN, — D'ALARME, — DE BEFFROI, — DE COURTS DE GARDIE, — DE PORTERASSE, — DE TRAITS, — INSTRUMENTALE.

CLOCHE A BAN, V. A BAN; V. ALARME, V. BEFFROI, V. CHATEAU.

CLOCHE d'ALARME. V. ALARME. V. MILIER COMMUNALE.

CLOCHE (cloches) de BEFFROI (E, 3; F). Sorte de CLOCHES dont la destination se trouve expliquée dans les définitions du mot BEFFROI. — Certaines Cloches de beffroi prenant un nom particulier suivant les beffrois auxquelles elles sonnent les signaux militaires, il convient de les distinguer en CLOCHES DE FERMETURE et en CLOCHES D'OUVERTURE.

CLOCHE de CORPS DE GARDE. V. CORPS DE GARDE. V. GUÉRITE. V. MILIER CHINOISE N° 7.

CLOCHE (cloches) de FERMETURE (C, 3; E, 3), ou CLOCHES DE RETRAITE. Sorte de CLOCHES de BEFFROI qui sonne pendant qu'on BAT LA RETRAITE, et dont le son invite les bourgeois et les voyageurs à rentrer dans la place, parce que les portes de la forteresse sont sur le point de se fermer. L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) maintenait l'usage de cette sonnerie.

CLOCHE (cloches) de FORTERESSE (F; H).

Sorte de CLOCHES propres au service divin, mais mentionnées ici pour des causes toutes terrestres. — Un usage peu chrétien, né au MOYEN AGE ou dans les armées de CHARLES-

QUINT, si l'on en croit les suppositions énoncées dans le *Spectateur militaire* (t. XXX, p. 415), mettait au pouvoir du MAÎTRE D'ARTILLERIE les Cloches des villes emportées par lui ou sa troupe l'érige à LA MAIN, ou réduites à demander une CAPITULATION, après avoir, comme on disait, souffert le canon; en 1495, la loi déclarait saisissables leurs métaux; de là vient qu'en ANGLAIS les mots être victorieux ou emporter la Cloche (*to bear away the bells*) étaient synonymes. Le souverain au nom duquel une place fermée était prise, se constituait propriétaire des murailles ou des remparts et pouvait à son gré les renverser; le GRAND MAÎTRE DES ARBALLÉTRIERS, à titre de représentant du roi, s'emparait d'une Cloche par paroisse, sous prétexte de réparer l'ARTILLERIE DE SIÈGE dont il s'était servi; c'était un dédommagement de la peine que les vainqueurs avaient prise et de la dépense qu'ils avaient faite pour vaincre une résistance qu'il leur convenait d'appeler coupable. Cette obligation, imposée aux vaincus, faisait partie de ce pacte qui est encore à rédiger et qu'on n'en appelle pas moins le DROIT DE LA GUERRE. — Le GRAND MAÎTRE de l'ARTILLERIE de FRANCE, héritier, en cela, des droits du GRAND MAÎTRE DES ARBALLÉTRIERS, donna, comme le témoigne GARRAUD, plus d'extension encore à la levée d'un tribut par lequel il obligeait Dieu à racheter du PILLAGE ses temples. Ainsi un GRAND MAÎTRE qui commandait dans une ARMÉE AR-

CHÉRANTE, disait : *J'ai fait une mauvaise affaire; je n'ai pris qu'une ville de deux Cloches; ou bien il paraît: Nous avons réussi à prendre une place de trente Cloches*, ce qui signifiait: nous nous sommes emparés d'une ville assez opulente pour qu'on ait été en droit de lui dire: Sous peine de PILLAGE, rachetez vos Cloches au prix de....; mais comme ce prix eût été encore exigé, les GRANDS MAÎTRES D'ARTILLERIE avaient trouvé bon de comprendre sous le nom de Cloche, comme l'avouent le général COTTEY (1822, A) et GARRAUD, non-seulement ce qui garnissait les clochers, mais encore tous les métaux existant ou supposés exister dans la ville. Le GRAND MAÎTRE pouvait garder pour lui, soit en nature, soit en rachat, ce légitime PILLAGE; mais quelquefois il voulait bien, comme dit LACHENNAIS (1758, I) abandonner une partie de cette imposition à son LIEUTENANT et à ses OFFICIERS D'ARTILLERIE. — On a préconisé le désintéressement, la philanthropie des GÉNÉRAUX D'ARTILLERIE qui accordaient, sur ce butin, une indemnité aux VEUVES des OFFICIERS D'ARTILLERIE tués au SIÈGE. — L'usage de la prise des Cloches ou de leur rachat, renouvelé et consacré dans l'ORDONNANCE DE 1694 (10 SEPTEMBRE, tit. 57), était oublié, ou du moins aucun de nos GÉNÉRALISSESIMES ne l'avait fait revivre, quand BONAPARTE s'est avisé de remettre à la mode, en 1807, cette spoliation. Ainsi, au SIÈGE de DANTICK, il gratifia du prix des Cloches, son ARTILLERIE DE SIÈGE; la valeur du métal fut répartie à peu près comme les cursaires classent les PARTS DE PRISE. GARRAUD met une complaisance curieuse à indiquer l'échelle de ces répartitions. C'était du reste une mesure qu'une partie même des vainqueurs dut trouver injuste, puisque des TROUPES employées à ce SIÈGE, mais non dans l'artillerie, ne reçurent rien, ainsi que peut l'attester le rédacteur du présent article dont le régiment combattit à DANTICK. — Un DÉCRET DE 1810 (22 SEPTEMBRE) voulut qu'à l'avenir le GÉNÉRAL partageât ce genre de BUTIN avec l'ARTILLERIE.

CLOCHE de RETRAITE. V. CLOCHES DE FERMETURE. V. COUVRE-FEU. V. RETRAITE BOURGEOISE.

CLOCHE d'OUVERTURE (E, 3; F). Sorte de CLOCHES de BEFFROI dont le son avait un objet analogue à celui de la PLÈNE, et annonçait l'ouverture des portes d'une FORTERESSE. — Cette Cloche sonnait une demi-heure après la pointe du jour. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) a cessé de faire mention de cet usage.

CLOCHE INSTRUMENTALE (F). Sorte de CLOCHE qui a figuré autrefois au nombre des

INSTRUMENTS DE MUSIQUE MILITAIRE, et qui appartient à l'espèce des INSTRUMENTS SONNANTS. — LES ORDRES DES GARGES marchaient au bruit d'une Cloche ou d'une clochette. On voit dans THUCYDÈDE (liv. IV, p. 287) que Brasidas ne surprit la ville de Potidée qu'en saisissant l'instant où le bruit de la Cloche se faisait moins entendre annonçant que la garde s'éloignait, ce qui faisait supposer du relâchement dans la surveillance des postes. — PLUTARQUE (*In Arto*, liv. III) parle de même de l'escadron de Sicyone par ARATUS. — SUIDAS rappelle positivement cet usage de la garde au son de la Cloche. — DIODORÉ, JOSÈPHE, POLYBE, STRABON, SUÉTONE, en parlant d'instruments à l'usage des armées, donnent à la Cloche ou à un instrument de percussion du même genre, tel peut

être que la CYMBALE, qu'on frappait d'un battant, les noms de *aramentum*, *crotalum*, *petasus*, *signum*, *tinnabulum*. — JARRO (1777, G) témoigne que dans le MOYEN ÂGE on voyait dans les armées des Cloches suspendues dans une charpente portative; il pense que c'est par un reste de cet usage que dans l'autre siècle les CORPS DE GARDE de différentes MILICES ALLEMANDES, contenaient une Cloche destinée à donner le signal des ALERTE et à annoncer l'heure de la pose des FANTIONNAIRES; c'était la SENTINELLE qui gardait et sonnait seule cette Cloche; mais les Cloches ou clochettes de chaque QUARTIER avaient un usage différent. — BOREL (Pierre) dit que les Cloches dont on se servait à la guerre s'appelaient *seins*, du latin *signum*.

CLODIA FAUSSA. V. NOMS PROPRES.

CLOISON { DE GIBERNE. } DE COFFRET DE SOLDAT.
 { CLOISON — DE SOUS-OFFICIER.
 DE HAYE-SAC.
 DE SAC DE CAMPAGNE.

CLOISON, subs. fém. (term. génér.). Mot dérivé du latin *claudere*, *claudus*, clore, clos. — Il se distingue en CLOISON DE GIBERNE, — DE HAYE-SAC, — DE SAC DE CAMPAGNE.

CLOISON de COFFRET DE SOLDAT (B, 1). Sorte de CLOISON DE GIBERNE qui est échancrée de manière à former la RICHE DU TOURNÉVIS; elle est creusée de trois trous cylindriques; son épaisseur est de trente-cinq millimètres d'une auge à l'autre.

CLOISON de COFFRET DE SOUS-OFFICIER (B, 1). Sorte de CLOISON DE GIBERNE qui a quarante-cinq millimètres d'épaisseur; il y est pratiqué une LOGE A MONTRE-RESSORT et deux trous.

CLOISON de GIBERNE (term. sous-génér.). Sorte de CLOISON qui sépare les AUGES du COFFRET d'une GIBERNE d'infanterie française de ligne; il y est ménagé divers compartiments suivant qu'elle se distingue en CLOISON DE COFFRET DE SOLDAT et en CLOISON DE COFFRET DE SOUS-OFFICIER.

CLOISON de HAYE-SAC (B, 1). Sorte de CLOISON ou de séparation formée d'une toile dont la hauteur et la largeur sont égales aux dimensions du corps du HAYE-SAC; elle tient le milieu entre sa partie antérieure et postérieure; son bord supérieur est ourlé; ses bords latéraux sont arrêtés le long de l'intérieur des JUMES; son bord inférieur est arrêté dans le fond du HAYE-SAC.

CLOISON de SAC DE CAMPAGNE. V. SAC DE CAMPAGNE.

CLOPINEL. V. NOMS PROPRES.

CLOQUE, subs. fém. V. A CLOQUE. V. CLOCHER.

CLORE (verb. act.) le PAS (F). Terme qui était usité au MOYEN ÂGE par la CHEVALERIE; il signifiait donner le dernier COUP DE LANCE; terminer un TOURNOI, une JOUTE, un PAS D'ARMES; en accomplir les dernières cérémonies.

CLOS (close), adj. V. CAMP. V. CAMP CLOS. V. CAMP CLOS.

CLOTAIRE. V. NOMS PROPRES.

CLOTURE (subs. fém.) de COMPTABILITÉ. V. ARCHIVES DE CORPS. V. COMPTABILITÉ DE CORPS. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL. V. REVUE DE CLOTURE.

CLOTURE de COMPTES. V. COMPTABILITÉ. V. COMPTES. V. REVUE DE CLOTURE.

CLOU, subs. masc. (term. génér.). Mot qui dérive, ainsi que le mot CHEVILLE, du latin *clavis*. Il a produit les mots ENCLOUARE et DÉSENCLOUER. Il se distingue en CLOU A SOULIERE, — DE CRIEN, — DE MONTRE-RESSORT, — DE SOULIERE, — RIVÉ.

CLOU (clous) A SOULIERE (C, 2, 3), ou CROCHET A SOULIERE. Sorte de CLOUS fixés à la tête des lits des CHAMBRES DE SOLDATS et destinés à tenir accrochés les SOULIERES DE TROUPE, la semelle en dehors. — L'ORDONNANCE DE 1818 (15 mai) voulait qu'ils fussent au-dessus du

chevet, dans les supports du RAYON supérieur. Mais beaucoup de CASERNES n'ont pas de RAYON supérieur, et le RÈGLEMENT DE 1834 (17 AOÛT) n'accordait la double TABLETTE OU RAYON qu'aux corps privilégiés. D'après l'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE), ils sont placés au-dessous de la planche à effets de troupe.

CLOU A VIS. V. A VIS. V. CLOU DE CHIEN. V. CLOU DE MONTE-RESSORT. V. CLOU DE SOULÈVES. V. MONTE-RESSORT. V. VIS.

CLOU d'ATTRAPÉ. V. ATTRAPÉ. V. CHAUSSE-TRAPE.

CLOU de CHIEN (B, 1; G, 1). Sorte de CLOU dont le nom est inexact, et cependant il a prévalu dans notre LANGUE MILITAIRE. GASSENDI le désapprouve et lui préfère le mot VIS DE NOIX qui pourtant est moins intelligible. — Le Clou assujettit le CHIEN à la PLATINE DU FUSIL; il est à tête plate, afin de résister mieux aux efforts du TOURNEVIS dont le jeu fréquent mâcherait bientôt la COCHE d'une tête arrondie. — Le Clou entre dans le milieu du carré de la NOIX et en épouse le pas de vis. — Il y avait des PLATINES anglaises dont le chien, au lieu d'être à Clou, était à écron.

CLOU de MONTE-RESSORT (B, 4; G, 1), ou CLOU A VIS. Sorte de CLOU ou plutôt de VIS, ainsi nommée pour la distinguer de la vis de pression. — Le Clou du MONTE-RESSORT en unit la BRANCHE et le CORPS qu'il traverse, et dans la MONTAINE duquel il doit jouer avec facilité; il s'y introduit horizontalement, et se visse dans la BRANCHE vers sa partie la plus épaisse; sa longueur totale est de seize millimètres. On en trouve la gravure dans plusieurs ouvrages modernes (1815, B).

CLOU (clous) de SOULÈVES (B, 1). Sorte de CLOUS qui renforcent les SEMELLES des SOULÈVES DE TROUPE, et qu'il ne faut pas confondre avec les Clous qu'on appelle CHEVILLE DE TALON. — Un trésor, une masse nommée *clavarium*, et des trésoriers nommés *clavarii*, fournissaient à la dépense des Clous de la MILICE ROMAINE, et à une récompense en argent, qui s'appelait de même. — Le RÈGLEMENT D'ARMEMENT DE 1775 voulait que les Clous fussent à tête plate et large, et que la pointe en fût rabattue et rivée, avant que la DEUXIÈME SEMELLE fut cousue. — Suivant les dispositions adoptées en 1818, ces Clous devaient être de l'espèce de ceux que les cordonniers nomment CLOUS A VIS; leur nombre variait suivant chacune des trois TAILLES, et était de soixante-dix, de soixante ou de cinquante sous chaque SEMELLE. — Le diamètre de la tête de ces Clous est de sept à huit millimètres, leur longueur est de six millimètres environ.

CLOU RIVÉ (B, 1; G, 1). Sorte de CLOU ou plutôt de petite broche traversant une rosette, et employée soit à unir le RATTANT d'EN HAUT au PIVOT de la SOULE de la GRENADIERE, soit à assembler le RATTANT de la SOUS-GARDE et l'ÉPAULEMENT de sa QUEUE.

CLOUER LA LANCE. V. LANCE. V. LANCER A MAIN. V. SEULE D'ARMES.

CLOUT; CLOVIS. V. NOMS PROPRES.

CLYPE, subs. masc. (F). Mot tout LATIN, *clypeus*, exprimant un genre de BOUCCLIER argolide ou une SONDELLE argienne que les GRECS nommaient *aspis*. Suivant TITUS LIVE, le Clype était en usage dans la MILICE ROMAINE, avant l'époque du siège de VEIES; on a prétendu qu'elle y renoua dès le règne de SERVUS TULLIUS. Il est croyable que, d'abord, combattant en un ordre moins dense, elle avait le BOUCCLIER plus petit, plus portatif, et qu'ensuite, FAISANT LA OUVRE EN ORDRE plus solide, le petit BOUCCLIER, la PELTE, resta aux TROUPES LÉGÈRES, tandis que le SCUTUM ou ÉCU, le grand BOUCCLIER, fut donné aux HOMMES DE RANG. — Le Clype était de forme ronde ou en lentille à l'extérieur, concave à l'intérieur, et d'airain; c'est du moins le tableau qu'en font DENTS D'HALLICARNASSE et POLYÈME. Cependant FARRATTI, dans sa description de la colonne TRAJANE, y retrouve des Clypes hexagones et octogones. — Quantité de poètes et d'historiens, en parlant des LÉGIONS ROMAINES, ont pris l'un pour l'autre le Clype, la PELTE, l'ÉCU. — La pièce d'armure conservée comme un monument antique et connue sous le nom de bouclier de Scipion, est un Clype. — Au temps des EMPEREURS, des Clypes étaient au nombre des ornements qui figuraient au haut des FRONTS ROMAINS. — Les SONDELLES ont été une imitation des Clypes.

CLÉVIDE, subs. fém. V. BOTTINES. V. COTTE DE MAILLES. V. GRÈVES. V. MILICE GRECQUE N° 4.

COALISÉ (coalisés), adj. et subs. masc. (H). Mot dérivé du bas LATIN *coalligatio*, coalition; ainsi il vient de la même source que le mot ALLIÉ, et répond à coalité. — L'expression Coalisé s'applique à des troupes appartenant à des puissances associées dans un intérêt commun. — Des dialecticiens ont prétendu qu'on est Coalisé par amitié, tandis qu'on est ALLIÉ par le besoin; ainsi, suivant plusieurs auteurs, on se Coalise en vertu d'une ligue et dans un but d'agression, tandis qu'on forme ALLIANCE dans des vues défensives; mais ces subtilités synonymiques ne sont pas universellement admises; car des historiens se servent indifféremment des mots ARMÉE ALLIÉE, ARMÉE COALISÉE; cependant la première de ces expressions serait suffisante seule, parce que ce ne sont pas

les armées qui se coalisent, mais leurs chefs. Ainsi, dans la guerre de 1672, Guillaume d'Orange et Montecuculi combattent comme Coalisés, commandent les Coalisés.

COALISÉ (coalisée), adj. v. TROUPE COALISÉE.

COALITION, subs. fém. (H). Ce mot, dont l'étymologie a été indiquée au mot COALISÉ, est originaire de la langue de la chimie, si l'on en croit l'*Encyclopédie des Gens du monde*; il signifie action de s'unir, et s'est pris ensuite comme une association de personnages puissants et de délégués ou d'agents qui les secondent. — Une Coalition formée par des gouvernements contre un ennemi commun est cimentée par un traité : tel fut celui de PILNITZ; tel fut le signal de la guerre de 1792, mémorable surtout par un enchaînement de sept Coalitions différentes.

— Les mots Coalition et ALLIANCE se sont pris souvent l'un pour l'autre, mais il y a cette différence que Coalition s'interprète en mauvaise part. Ainsi le non-succès de la Coalition de 1792 et de quelques autres que les armées françaises ont déjouées a déconsidéré cette expression, soit parce qu'on a regardé comme peu généreux de se mettre plusieurs contre un, soit parce que la réussite est pour beaucoup dans l'estime que les hommes font des choses. — La sainte-alliance était une Coalition, mais elle n'en a pas pris le nom. Ainsi l'ARMÉE qui a battu BONAPARTE s'est qualifiée d'ARMÉE ALLIÉE et non d'ARMÉE COALISÉE.

COLENTZ (ville prussienne). v. NOMS PROPRES.

COCARDE (cocardes), subs. fém. (B, t; F). Ce mot, dérivé de COQUARDEAU, on analogue à ce substantif, s'est d'abord écrit : COQUARDE, comme le témoin GAREAU et comme le faisait encore l'*Encyclopédie* (1751, C). Il a la même étymologie que COQUART ou, suivant BOREL (Pierre), *coquart*, qui signifiait un merveilleux, un mirifique, un homme faisant le coq, portant une plume de coq au chapeau. L'expression coquardeau se retrouve dans ALEXIS (frère Guillaume) :

S'en (si un) coquardeau

Qui soit nouveau

Tombe en leurs mains (aux mains des coquillet)

C'est un coquart

Pris au gluant.

L'emploi que fait la langue anglaise du mot *cockade* (Cocarde), dans lequel est entièrement contenu le mot *cock* (coq, mot d'origine celtique, suivant M. LEBER), est aussi un témoignage en faveur de cette étymologie; une preuve que le terme est d'invention française, c'est que la langue italienne,

de laquelle une grande partie des étymologies militaires sont sorties, n'offre rien qui ressemble à Cocarde, et emploie, dans une signification pareille, des mots tout différents, tels que *nappa* ou *focco*, qui répondent à notre ancien mot floquet. — GÉRELIN prétend qu'on a donné le nom de Cocarde à une AIGRETTE ou à un flocon de ruban, imitant la crête du coq; mais cette supposition n'est pas exacte. — Du douzième au treizième siècle, les AILETTES étaient un genre de Cocarde. — LOUIS ONER, prisonnier de CHARLES LE TÉMÉRAIRE, et marchant à sa suite dans l'expédition contre les LIÉGEOIS, avait attaché à son CHAPEAU et aux CHAPEAUX de ses GENS la croix rouge de BOURGOGNE, et enchaîné cette croix blanche, alors signe national de FRANCE, et longtemps figurée depuis sur les DRAPEAUX de l'INFANTERIE FRANÇAISE. Ce monarque cauteleux changeait pour l'instant de Cocarde, et reniait la FRANCE; mais ce nom de Cocarde n'était point encore connu, et le mode d'un signe de ce genre ne se maintint pas. — La COQUARDE était une des enjolivures dont s'attifait un Coquardeau; c'était le nœud de ruban qui pendait du chapeau d'un Colin; c'était la jarretière de la mariée, que, dans les noces de campagne, on plaçait en bouffette à la boutonnière on aux aiguillettes du POURPOINT. — Au temps de CHARLES NEUF, quand la COUR organisa, en 1572, les échevres de la Saint-Barthélemy, elle leur enjoignait de se reconnaître au moyen d'une croix de papier attachée au chapeau. Cette espèce d'ordre du jour, mentionnant les mots : *croix de papier*, témoigne qu'à cette époque on n'avait encore aucune idée de la Cocarde actuelle. — La manière dont s'écrit maintenant ce substantif, résulte du changement d'orthographe qui s'opéra sous LOUIS TREIZIÈME, et dont nous trouvons un exemple dans M. DULAURE, qui elle cet aveu que voici, et qu'on doit à un poète gentilhomme, à Villon :

Le diable me tantôt (j'avois envie) d'arracher des
manteaux,
Et de tirer la laine (coiler les vêtements) à quelques
cocardeaux.

— Au temps de la Fronde, vers 1650, on ne se sert pas encore de Cocardes; les mémoires de Chavagnac le prouvent; on y lit : *Ils s'aviserent (les frondeurs) de porter sur leurs chapeaux de la paille pour signal de faction*, etc. M. DULAURE ajoute qu'un abbé Fouquet, au Palais-Royal, fit un discours sur les avantages du retour du roi, et les engagea (les Parisiens) à placer un morceau de papier à leur chapeau, en opposition à la paille; chaque fois que la paille rencontrait

le papier, ceux qui avaient ces signes se battaient avec fureur. — Cet usage de se distinguer par quelques productions des champs, par quelques branchages, est fort ancien. M. Roquesfort cite certaines troupes ou bandes qu'on a nommées *FEUILLARDS* ou *FOILLARDS*, parce qu'ils portaient un rameau à leur coiffure. — Plusieurs auteurs, tels que BENETON (1742, A) et DESPAIGNAC (1751, D), prétendent que la Cocarde est en usage depuis LOUIS TREIZIÈME; ils se trompent. Le mot est si peu ancien, que FURETIÈRE, mort en 1688, n'en fait pas mention. — Cependant WALTER SCOTT (Dame du Lac) donne à entendre que, dans la première moitié du seizième siècle, la Cocarde ornait les toques des clans écossais; mais l'expression est plus pittoresque que technique, et eût dû se traduire par *FLOC* ou *FLOQUET*, qui étaient les expressions du temps. — C'est seulement dans les dernières guerres du dix-septième siècle que, à défaut d'ARMS D'UNIFORME, ou faute de vêtements assez reconnaissables, on se sert de Cocardes pour se distinguer dans le COMBAT; ainsi dans la GUERRE DE 1688 les CHAPEAUX de l'ARMÉE FRANÇAISE sont reconnaissables, un jour d'ACTION, par des Cocardes de papier. — L'usage de la Cocarde devient plus général dans la GUERRE DE 1701, parmi les troupes françaises combattant au nord; dans l'ARMÉE opposée, EGGERER et MARBODURGH donnent aux ALLEMANDS, aux ANGLAIS, aux HOLLANDAIS, une poignée de paille ou de verdure pour Cocarde; ce dernier usage se retrouvait encore de nos jours dans les ARMÉES AUTRICHIENNES, sous le nom de *AGRE DE CAMPAGNE* ou *Feld-seichen*. — On ne doit donc regarder la Cocarde que comme un effet de coiffure usité depuis la suppression de l'AGUILLETTE et des BORDS D'ÉPAULE, de 1700 à 1710. — L'emploi de la Cocarde se régularise dans la GUERRE DE LA SUCCESSION, parmi les troupes combattant au midi; là les ARMÉES COMBATTANTES DE FRANCE et d'ESPAGNE portent, l'une et l'autre, des Cocardes blanches et rouges, comme mélange des couleurs des deux armées et comme témoignage de la communauté des intérêts qui les unissent. L'électeur de BAVIÈRE, s'alliant à nous dans cette guerre, fait prendre à ses troupes des Cocardes blanches et bleues; et le duc de Mantoue, se liant d'intérêt avec la France et avec l'Espagne, donne à son contingent la Cocarde blanche, rouge et jaune. — Quels que soient les noms qui aient été donnés à ces signes distinctifs, on peut affirmer que le mot Cocarde ne se française, sous son acception maintenant connue, que vers la régence et depuis l'adoption des CHAPEAUX A TROIS CORNES. Les SOLDATS AUX GARDIES,

comme le témoigne GANEAU (au mot *Cog*), furent les premiers qui en firent usage, parce qu'une Cocarde en chamarré le BORD DE GAUCHE; mais la COULEUR en était bien indéterminée, puisque, dans la GUERRE DE 1756, où nous combattions comme alliés de l'impératrice-reine, la Cocarde française était BLANCHE et VERTE. Les généraux avaient affecté AUX COMMES AU PAIN une Cocarde blanche; AUX COMMES AU VIANDE, une rouge; aux maîtres d'hôtel ou valets de chambre exempts de porter livrée, une Cocarde jaune. JARED (1777, G; au mot *Uniforme*) et POTIER (1779, X; au mot *Ordonnance*) s'étendent sur ces détails. — La Cocarde a été sagement adoptée comme MARQUE des ALLIANCES politiques; mais un signe propre à caractériser ces alliances eût été plus convenablement attaché AUX RÉSINEUX des RÉGIMENTS qu'à la COIFFURE des TROUPES. — Quand la Cocarde a cessé d'être un attribut fédératif ou un témoignage de fonction et de profession, elle est devenue un insigne inutile. Voilà pourquoi l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) propose d'oublier et de supprimer ce chiffon à peine aperçu, cette vaine parure, cette dépense superflue. — Cependant la mode et le caprice, mais non la loi ni la nécessité, en maintinrent dans nos TROUPES l'usage; il devint, vers le milieu du siècle, une institution légale. Les gravures de l'ouvrage de POYSSEUR (1748, C) et celles du RÉGLEMENT DE 1755 (17 AOUT) nous montrent sur le BORD GALONNÉ de nos CHAPEAUX DE SOLDATS une petite croix de ruban, du diamètre d'un pouce à peine: c'était leur Cocarde que soutenait une GARGUE. — Le RÉGLEMENT DE 1767 (25 AVRIL) intervint en cette matière, jusqu'à l'abandonnée à l'arbitraire, et disposa que chaque SOLDAT se fournirait d'une Cocarde de basin blanc, que la MARCHE DE LINGE ET CHAUSURE en supporterait les frais, et que l'usage du plumet serait interdit. — Le RÉGLEMENT DE 1770 (21 VÉTRIER) voulait que la Cocarde fût surmontée d'une BOUTTE. — Il est curieux, bizarre, que ce fût la Cocarde des COMMES AU PAIN qui devint celle des TROUPES; mais, dans l'ARMÉE FRANÇAISE DE 1788, jusqu'en 1788, et même plus tard, toute la LÉGISLATION de détail et toutes les innovations en fait de nomenclature, ont été le produit du hasard. — La Cocarde de la GENDARMERIE DE LA MAISON a toujours été noire, parce que telle était la couleur du velours du harnachement. — A mesure que l'UNIFORME se perfectionne, la Cocarde de basin blanc devient la seule qu'il soit permis aux OFFICIERS français de porter sous les DRAPES; car c'est ainsi que l'ordonne le RÉGLEMENT D'ÉQUIPEMENT DE 1779; cette dis-

position est fortifiée par l'ordonnance de 1782 (31 octobre), qui prononce peine de prison contre tout individu non militaire prenant la Cocarde. — Hors du régiment, la couleur de la Cocarde française était si peu fixée, que jusqu'en 1789 les jeunes officiers français qui se piquaient d'élégance et de bon ton ne portaient au chapeau, quand ils étaient en semestre, en habit de ville ou à la cour, que de grosses touffes ou rosaces de rubans de soie noire. — La Cocarde prise à Paris le 14 juillet 1789, fut d'abord verte, puis bicolore, c'est-à-dire bleue et rouge; ce ne fut que le 26 juillet qu'elle devint tricolore par l'admission du blanc; le journal de Prudhomme en fournit la preuve, et M. Droz en a retrouvé le témoignage dans les procès-verbaux des séances de la commune. — Eu octobre 1791, lors du fameux repas donné à Versailles par les gardes du corps, des Cocardes, les unes blanches, les autres noires, avaient été distribuées aux convives. — Les légions composées d'émigrés français, en partie au service de l'Angleterre, avaient au commencement de la guerre de la révolution la COCARDE NOIRE. Telle était celle de Loyal-émigrant, qui fut si cruellement mis à mal par le général Vandamme, à Furnes, après la levée du siège de Dunkerque. Les régiments d'émigrés créés en Angleterre pour l'expédition de Quiberon avaient au contraire la COCARDE BLANCHE; de là la distinction des corps à COCARDE NOIRE et de ceux à COCARDE BLANCHE, dont il est fait plusieurs fois mention par M. Thiers (t. VII, 1851, p. 474, etc.). — Les capricieuses modes de la Cocarde étaient tout à fait inconnues dans l'armée qui donnait le ton à celles de l'Europe: ainsi la milice prussienne, au temps de Frédéric deux, ne portait pas de Cocardes. — Avant l'année 1789, jamais en France, Cocarde n'avait été attachée à un schako de hussard, à un casque de dragon, à un bonnet à poil; c'eût été une hérésie en fait de tenue, une impardonnable faute contre la mode. Par une raison analogue, la MILICE AUTRICHIENNE, qui ne connaissait pas les CHAPEAUX, ne connaissait pas les Cocardes, et n'en porte pas encore de nos jours. — Jusqu'à la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, la Cocarde n'était qu'un signe purement militaire; aussi disait-on dans les milices anglaise et française: *to wear a cockade*, porter Cocarde, comme synonyme de l'expression: *être au service*. — Cette destination uniquement militaire de la Cocarde se modifia; le HUKAR TRICOLEUR pris en 1789 (le 13 juillet), comme INSIGNE politique, et longtemps avant que le DRAPEAU fût TRICOLEUR, fut donné

ensuite à l'armée comme INSIGNE militaire. — Ce signe rassemblait, soit par hasard, soit par combinaison, les COULEURS qui de tout temps avaient été celles de nos rois, de l'armée, de la nation, de la ville de Paris; il associait deux couleurs que HENRI QUATRE avait portées; il rappelait les trois COULEURS que ce grand roi avait données au pavillon hollandais, et celles qui avaient mené à la victoire l'armée de CHARLES SEPT et la marine de LOUIS QUATORZE; mais la Cocarde de 1789 a pâli devant une coalition étrangère; elle s'est amoindrie, et ses nuances se sont scindées par le rétablissement de la Cocarde blanche; celle-ci fut rendue à la MILICE FRANÇAISE par une DÉCISION DE 1814 (15 AVRIL). — Depuis lors, la mode avait introduit dans quelques corps des Cocardes de MÉTAL BLANC; le ministère a d'abord combattu, par circulaires, cette altération des anciens usages; mais la loi militaire, qui presque toujours se plie aux modes qui s'enracinent, a accueilli en 1818 cette innovation; l'ORDONNANCE DU 25 NOVEMBRE l'a consacrée; elle a été maintenue par la DÉCISION DE 1825 (1^{er} MARS); elle est devenue EFFET DE PETIT ÉQUIPEMENT, au compte de la MASSE DE LINGE ET CHAUSURE. — La CIRCULAIRE DE 1826 (11 AOÛT) déterminait en quel cas les JUGATAIRES étaient nouées derrière la Cocarde. — Une punition usitée dans les MILICES NÉERLANDAISES ET PRUSSIENNES, et qui ne l'était dans aucune autre, consistait dans la PRIVATION, à temps, de LA COCARDE. — La Cocarde paraguayenne est imitée de celle de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION française. — La Cocarde de la MILICE BRÉSILIENNE est verte et jaune. — La CIRCULAIRE DE 1830 (11 SEPTEMBRE) rétablissait la Cocarde française; nous disons française, parce que linguistiquement, historiquement, sans arrière-pensée politique, il n'y a eu de Cocarde française, eu vertu de lois, que la COCARDE TRICOLEUR; ceux qui diraient que la Cocarde blanche a été la Cocarde française avanceraient une assertion que la vérité historique répronve. Seulement elle a été, en vertu d'ordonnances, la COCARDE DE SOLDATS DE 1767 à 1789; elle a été, en vertu d'ordonnances, la Cocarde militaire de 1815 à 1830. — L'*Encyclopédie des Gens du monde* a traité de la Cocarde, M. REY s'en est occupé quelque peu aussi.

COCARDE BLANCHE. V. BLANC, adj. V. COCARDE.

COCARDE DE SOLDAT. V. COCARDE. V. SOLDAT.

COCARDE NOIRE. V. COCARDE. V. GENDARMERIE DE LA MAISON. V. NOIR, adj.

COCARDE TRICOLEUR. V. COCARDE. V. TRICOLEUR, adj.

COCHE. V. NOMS PROPRES.

COCHE, subs. fém. V. A COCHES. V. CLOU DE CHIEN. V. CORRE D'ARC. V. DÉCOCHER. V. TOURNÉVIS.

COCHE d'ARRALÈTE. V. ARRALÈTE.

COCHE de FLÈCHE. V. CRAN DE FLÈCHE. V. FLÈCHE PROJECTILE.

COCHE de NOIX. V. CRAN DE NOIX. V. NOIX.

COCHE d'ÉCUSSON (B, 1; G, 1). Le mot COCHE ou COICHE, dérivé du BAS LATIN COCCA, resté dans la LANGUE ITALIENNE, signifiait entailles d'ARC; mais c'est de la Coche de l'ÉCUSSON du FUSIL qu'il est ici question. — Cette Coche est une double cannelure creusée transversalement sur la face extérieure de la pièce de l'ÉCUSSON, en arrière du NOUÉ DE FONTEY. — Les Coches de l'ÉCUSSON servent de logement au gros doigt et à l'annulaire de la main droite du TIREUR, quand il COUCHE EN JOUE.

COCHINCHINOIS (cochinchinoise), adj. V. MILICE C... V. SOLDAT C...

COCHIN. V. NOMS PROPRES.

COCHON, subs. masc. V. SOIE DE C...

CODE, subs. masc. (term. génér.). Mot tout LATIN qui signifie cahier. Il va être pris dans un sens appliqué spécialement aux ARMÉES. — La CHINE possède depuis quelques milliers d'années un Code militaire, c'est le KINO. — L'explication de ce mot, par rapport aux usages de FRANCE, demande qu'il se distingue en CODE CIVIL et en CODE MILITAIRE.

CODE CIVIL (B, 4, 3). Sorte de CODE renfermant les dispositions fondamentales qui régissent le droit commun des FRANÇAIS. — Par un abus de langage, on appelle aussi Code civil la partie qui est extraite du Code civil général et que des ordonnances rendent applicable à l'ARMÉE FRANÇAISE. — La surveillance que les INTENDANTS MILITAIRES exercent touchant la confection des actes civils, les fonctions dont les OFFICIERS DE L'ÉTAT CIVIL sont chargés, l'apponnement des SCELLES, les mesures relatives aux EFFETS DES DÉCÉDÉS EN GARNISON et AUX HOPITAUX, les droits des HÉRITIERS, les MARIAGES, etc., etc., ont été l'objet de décisions sur la matière et surtout d'une INSTRUCTION donnée en 1809 (15 NOVEMBRE), et redoublée en 1823 (8 MARS).

CODE MILITAIRE (term. génér.), ou STRATÉGIE. Sorte de CODE contenant les RÈGLES de la PROFESSION DES ARMES, les éléments de la CONSTITUTION de l'ARMÉE, le tableau sommaire de sa LÉGISLATION. — Ce qu'il y a à dire d'un tel recueil est une pensée d'avenir plutôt que la peinture d'un fait; car nous ne connaissons pas de MILICES qui, dans le

sens que nous attachons au mot Code, en aient un. Le Code serait le développement organique d'une loi de l'État, et la promulgation d'un corps de doctrine embrassant les intérêts et réglant l'organisation et la subordination des TROUPES DE TERRE et de MER; mais le mot prend ici un sens moins étendu, parce qu'il ne s'applique qu'à l'ARMÉE FRANÇAISE, et n'exprime que la partie légale de l'ART MILITAIRE DE TERRE. Ce cadre demande même à se resserrer en laissant en dehors les CORPS PRIVILÉGIÉS. — Ces restrictions nous amènent au Code de l'ARMÉE DE L'IGNIFANTERIE FRANÇAISE. Cet ensemble compose la branche principale, la règle écrite et détaillée de la chose militaire; il détermine le RANG HIÉRARCHIQUE; il embrasse, dans tous leurs rapports, les AGGRÉGATIONS, les ARMES, les CATÉGORIES, la FORCE CONSTITUTIVE de l'ARMÉE. Ce Code spécifie comment elle est appelée, rassemblée, distribuée, organisée, instruite, exercée, disciplinée, entretenue, payée, récompensée, punie, licenciée. — En FRANCE surtout, ce Code est à créer; car nos gouvernements successifs ont jeté au hasard leurs décisions; elles sont restées sans accord, faute d'être revisées à mesure que des changements de systèmes politiques les modifiaient. Ce désordre ne pourrait être réparé que par un MINISTRE DE LA GUERRE puissant, ferme, éclairé, investi d'une confiance méritée, restant longtemps au timon des affaires; mais de pareilles conditions n'ont pu encore se réaliser toutes à la fois, et nous pourrions dévoiler bien des causes qui s'opposeraient à ce qu'elles se réalisent de longtemps. — Toute la LÉGISLATION, a dit M. BALLYET (1817, D, p. 141), n'a été que de circonstance; de là ce manque de suite, ces contradictions, ces redites, ces lacunes, cette incohérence que l'homme expérimenté remarque avec douleur dans nos lois militaires; de là cette absence d'un Code militaire, qui a toujours manqué, qui paraît devoir encore manquer longtemps à notre armée. — Un tel travail, dans l'état actuel de l'expérience française, exigerait quantité de coopérateurs d'un rang élevé et d'un mérite avoué; mais serait-il aisé de les réunir, de les animer d'un même esprit, d'en obtenir communauté d'efforts? ce serait merveille que ce concours de travailleurs infatigables, livrés exclusivement à cette besogne, encouragés par le prince, et ne s'en rapportant pas à la plume de leurs aides de camp. Si cette espérance est une chimère, un essai de plus avortera, et il ne restera, pour suppléer à ce qui fait faute, que ces confidences officielles et changeantes, que ces catéchismes

annuels qui subordonnaient les INSPECTEURS GÉNÉRAUX à des instructions émanées de simples COMMISS, et qui réduisaient les autorités à n'agir qu'au jour le jour. — Les membres d'un cabinet aulique qui serait chargé de la création d'un Code auraient premièrement à se demander s'il existe une *LANGUE MILITAIRE*, et en cas de négative quels seraient les moyens d'y pourvoir; ils auraient à définir le mot Code lui-même : car jusqu'ici sa signification est si incertaine, si confuse, qu'en beaucoup d'écrits elle répond à l'acception de CODE PÉNAL, quoique l'une de ces locutions soit à l'autre ce qu'une expression générique est aux expressions de sous-ordre; l'ouvrage de M. DUMÉNIL le témoigne. — La tâche des législateurs militaires peut s'esquisser dans l'aperçu que voici : — Un Code aurait pour but de concourir à assurer, sous le point de vue militaire, la tranquillité intérieure et la sûreté extérieure du royaume; loin d'être une charte immuable, le Code militaire serait susceptible de s'améliorer par des révisions périodiques et préfixes; ce remaniement est inévitable, à raison des progrès des sciences, de la dépréciation des monnaies, de la variation du prix des grains céréales et des circonstances qui soumettent à des modifications forcées l'ARMEMENT, la SOLDE, les DÉPENSES militaires, la NOURRITURE elle-même. Les ARMÉES se composent d'éléments trop mobiles pour qu'une bonne LÉGISLATION puisse être créée d'un jet, et pour que la CONSTITUTION la plus propre à un temps puisse être la meilleure dans un autre. La législature nationale poserait les principes; une ACADEMIE MILITAIRE rassemblerait les éléments d'étude; le ministre de la guerre ou un CONSEIL réglerait les détails organiques; la sanction du souverain y donnerait la vie. — Le Code serait détaillé le plus possible, pour être interprété le moins possible; il serait le bréviaire des INTERDANTS MILITAIRES et le frein des généraux; la démarcation des DÉPENSES, la nature des DEVOIRS y seraient tracées avec précision; les DROITS individuels et les ATTRIBUTIONS y seraient énoncés avec netteté. L'ACADEMIE MILITAIRE qui en aurait dégrossi les travaux serait tenue au courant de leur conservation ou de leur altération; elle en pressentirait et en préparerait les modifications. Cet édifice lié à la charte politique en deviendrait le rempart. — Une règle, qui ne pourrait être intervertie que par les nécessités du salut public, déciderait des époques où il serait permis de s'occuper du perfectionnement ou de procéder à la réparation d'une œuvre de cette importance; toucher en rien aux bases du Code serait

interdit, surtout au MINISTRE DE LA GUERRE. — Telle est la marche désirable; tels sont les résultats possibles, comme le démontre avec quelques développements POTIER (1779, X; au mot *Ordonnance*); tel est le vœu déjà formé mille fois, et que nous ne faisons que reproduire. Mais laissons ces aperçus d'une théorie dont l'application est délicate et épineuse, et passons aux examens historiques; ils nous forceront à reprendre de plus haut l'ordre des temps. — Le tableau où nous avons tracé la LÉGISLATION des ARMÉES embrasse les temps anciens, en résumé les principaux souvenirs historiques, et sert comme de préambule à ce qui suit : — En 1709, DESPARRE met au jour une compilation qu'il appelle *Code militaire*; un demi-siècle plus tard, BRIQUET (1764, II) applique un même titre au recueil qu'on lui doit. — En 1795, un OUVRAGE analogue prend un pareil nom; mais c'est par la manière dont ils sont intitulés, et non par le fond, que ces trois traités ont quelque chose de commun avec le sujet qui nous occupe, et avec le Code promis ou du moins invoqué. PHILIPPE d'Orléans, régent, institue un CONSEIL DE LA GUERRE dans lequel PUTAÏEUR prend place à titre de rédacteur d'un Code militaire. Le conseil est supprimé vers l'époque où commence à régner en personne LOUIS QUINZE, et le projet de Code reste sans effet. — CHOMÉL, en 1762, témoigne l'intention de s'en occuper de nouveau; mais la frivolité du règne s'oppose à l'accomplissement de ce plan. — MALZÉBY (1773, A) lance de vifs reproches contre les ORDONNANCES; il accuse leur *jurisprudence d'être volumineuse, pleine d'incertitudes, de contradictions, de chicanes*, etc. — Cet écrivain aurait-il prévu que cinquante ans plus tard le mal serait décuplé. — SAINT-GERMAIN (1779, C) trace dans ses mémoires l'esquisse de son Code militaire; qu'on ne s'étonne pas s'il y a quelque ressemblance entre le fond de ce projet et le plan ultérieurement développé par GUIBERT (1775, E); car GUIBERT était le conseiller de SAINT-GERMAIN. La chute brusque du ministre législateur met au néant les louables projets qu'il avait conçus. BORN (1781, H) s'en afflige, et, dans un tableau tracé avec habileté et coloré avec vigueur, il démontre quelle eût été l'utilité d'une institution de ce genre. — En 1781, SAUR, MINISTRE DE LA GUERRE, se dispose, comme on le voit dans sa correspondance inédite, à donner de la suite au projet de son prédécesseur; il charge de cette tâche quatre COMITÉS; un cinquième, nommé grand comité, présidé par le maréchal de Contades, et composé des lieutenants généraux qui étaient

présidents des comités particuliers, devait concilier, résumer, rendre définitives leurs propositions. — Les travaux de ces comités se bornent à des décisions vagues sur des projets de dédoublement; sur les droits à l'obtention des décorations de l'ordre de Saint-Louis; sur un plan relatif à l'augmentation de traitement des aumôniers et aux séminaires d'où ces prêtres devaient être tirés; sur la constitution des troupes provinciales; sur l'avancement, soumis à la condition d'une ancienneté déterminée; et sur l'invention des grades en second, pour être la filière par laquelle la noblesse de cour eût monté en peu d'années au commandement des armées. — Avant la fin du ministère de Séguin, ces essais s'étaient évaporés en fumée. — Guibert parvint, en 1787, à faire revivre un projet abandonné ou ajourné; et l'ordonnance de constitution de l'année suivante (17 mars) annonce, comme prochaine, l'apparition d'un Code complet. On retrouve le canevas de ce travail dans le Mémoire à l'Armée (1789, I). Guibert y déclare que *les troupes françaises elles-mêmes avaient invoqué un Code militaire qui débarrassât le chaos des lois, et qui établit quelque stabilité dans les idées, quelque cohérence dans les principes.* — Mais les troupes françaises sont de jolis enfants bien indociles, rarement contents, légalisant ceux qui s'intéressent à leur bien-être et à leurs progrès, et se faisant gloire, comme faisait Duguesclin, de battre leurs maîtres d'école; aussi Guibert est-il mort à la peine, et, au lieu d'un édifice, il ne nous a légué que des matériaux précieux et une fondation rongée de vétusté. — Le comité militaire de l'Assemblée nationale sembla un instant l'exécuteur testamentaire du conseil de la guerre, mais il fit retentir en vain les mots Code militaire; alors M. de Cessac dut s'occuper d'un travail de ce genre; il n'en est rien advenu. — Le gouvernement consulaire proféra le mot Code, en l'an onze, à l'époque de la paix d'Amiens. En l'an treize (ventôse), M. Daru, administrateur d'un talent supérieur, fut chargé de dresser et de proposer au conseil d'Etat un plan de Code; ce travail fut imprimé (28 ventôse) et soumis à quelques délibérations; il démontrait les imperfections ou les lacunes du plan sur lequel avait travaillé le conseil de la guerre; il en proposait les rectifications et les chapitres complémentaires; il pivotait sur les théorèmes suivants: *coordonner l'organisation militaire aux circonstances de l'ordre social pour lequel il est établi. Le système d'avancement tient à l'état de la civilisation, l'instruction aux progrès de l'art, la discipli-*

ne au caractère national. — Les immenses recherches faites à cette occasion devaient être terminées en pluviose de l'an quatorze, conformément à un décret non publié, on peut même dire inconnu, que transcrit le *Spectateur militaire* (t. xx, p. 495, 497). Cette délimitation du temps accordé pour un travail d'aussi longue haleine, était un bien insuffisant délai. — Les travaux de Daru restèrent sans fruit, et le gouvernement de ces époques ne nous a laissé en héritage que le règlement du 8 floréal an huit, contre-épreuve imparfaite d'un règlement de Guibert. — Quelques années plus tard le gouvernement impérial fit, dans le même esprit, une insignifiante tentative, comme le témoigne la circulaire de l'an treize (15 floréal). De la législation d'alors il n'est venu jusqu'à ces derniers temps que le règlement de l'an treize (25 germinal) et un règlement sur l'uniforme incomplètement publié en 1812 (19 janvier et 27 février). — L'ouvrage de M. Bailly (1817, D) se répandit ensuite, et tendait à démontrer le besoin d'un Code; mais l'auteur n'essaya pas de rajuster le système de Guibert et de le modifier par des propositions mieux ordonnées, complètes et en harmonie avec le temps présent. — Un travail immense, entrepris et suivi à grands frais, embrassait toute la partie du Code qu'on peut appeler l'entretien; il parut ou plutôt fut à la veille de paraître (1818, B). Des causes qu'il serait trop long de révéler mirent au néant cet immense travail. — Olier (1818, E) a produit, sur le sujet qui nous occupe ici, un ouvrage spécial et estimable; il fait un appel à nos législateurs; il forme le vœu qu'il soit enfin édifié un Code; on y lit ce qui suit: *L'armée, outre les droits communs à tous les citoyens, a les mêmes droits que toute portion abstraite de la nation, que le commerce, par exemple, pour qui l'on fait un Code; elle a les mêmes besoins, elle en a de plus grands...* Cette portion de la grande famille est, à proprement parler, la famille de l'Etat: il s'agit de l'administrer comme telle, comme celle de la conserver et de la rendre heureuse; il s'agit de la conserver suivant le système général du gouvernement de l'Etat, de la faire mouvoir, de la retenir: c'est la force à soumettre à la raison. Comment abandonner sa législation au vague, à l'incertitude, à l'incohérence d'un nombre infini de dispositions partielles, de dispositions surannées, de dispositions de circonstances?... Il y a nécessité de refaire les lois de l'armée française, de les mettre en rapport avec des temps nouveaux et avec de nouveaux besoins.... Je cherche vainement

ce chapitre (le chapitre de la guerre) dans le Code politique des Français. La loi fondamentale et la loi civile se présentent dans un état de perfectionnement à peu près analogue aux progrès de la société. Je n'y vois point la loi militaire; toutefois, loin d'avoir négligé cette partie de la législation, on s'en est souvent et longtemps occupé; de nombreux volumes attestent les travaux; mais on a multiplié les essais en raison des besoins, et le temps a manqué pour former un système, ou les temps ont été peu favorables; on en est toujours aux tâtonnements, et les lois de l'armée se trouvent encore, après de louables efforts, à peu près au même état que le droit coutumier et le droit écrit avant la rédaction du Code civil. — Un projet d'ordonnance d'administration, qui devait être le grand chapitre financier du Code, a été élaboré avec habileté et patience (1821, C). Il s'est évanoui comme tant d'autres essais. — Ces tentatives restées vaines sous tant de ministères, ces aperçus publiés sans fruit par des auteurs savants, ces travaux prodigieux mis au pilon par l'envie et la médiocrité, nous laissent dans le même chaos que nos pères, mais avec des regrets de plus, parce que nous savons ce qui nous manque et qu'ils l'ignoraient. — En 1834, il existait plus de dix mille décisions administratives ou dispositions légales dont l'application et la surveillance regardaient l'intendance. — Puisque les auteurs que nous avons cités n'ont pas jeté les fondations d'un Code, ou du moins nous ont laissé l'ignorer, il faut donc en revenir à GUYBERT, soit pour emprunter ses idées, soit pour les rectifier; mais son projet embrassait plusieurs détails qui ne sont pas de nature à être approfondis ici, ou qui outre-passent notre cadre, tels que la maison du roi et des princes, le gouvernement des provinces, le service à la mer et dans les colonies, les invalides, les collèges militaires, la haute police militaire du royaume, la forme des bureaux de la guerre, la distribution de l'armée en divisions, etc., etc.; il avait même oublié plusieurs détails qu'il faudrait ajouter à cette série, tels que le système de défense par les forteresses, la répartition des arsenaux, l'emploi ou l'abolition des manufactures d'armes, l'essetie et les travaux des moulins à poudre, la désignation des lieux où devraient être assis les grands établissements de fabrication, etc. Ce sont autant de parties indispensables dans la composition d'un Code général; car plus il posera sur une large base, et plus il deviendra un monument précieux et une institution politiquement et financièrement profitable; il est probable même que le Code militaire

de l'ARMÉE DE TERRE aura un jour pour second voïnnie le Code maritime: car ces deux productions ne sauraient avoir isolément de valeur qu'autant qu'elles seraient conçues et combinées suivant des formes analogues, et que tout s'y rattacherait à des propositions et à des hypothèses concordantes. — Ces branches nombreuses, qu'un seul homme ne saurait embrasser, ne peuvent à beaucoup près être étudiées et classées ici. C'est surtout ce qui touche directement aux corps de ligne de l'ARMÉE DE TERRE; ce sont les principes qui y entretiennent la vie que nous essayerons de considérer dans leur ensemble. — Le vague de notre législation et l'absence d'un plan légal ou admis, obligent ceux qui s'occupent de la question d'un Code d'en distribuer d'une manière systématique les sections ou, comme dit GUIBERT (1775, E), les RÈGLEMENTS; ils sont rangés ici alphabétiquement. Mais d'autres auteurs, tels que LECOUTURIER (*Journal des Sciences militaires*, 1826), etc., penchent pour un autre plan; ils prétendent en ordonner philosophiquement les chapitres. Opter pour l'ordre alphabétique, ou philosophique, ou toute autre forme, est libre à chaque lecteur; il peut à son gré développer, déplacer les sections du projet qui va être tracé. — Deux grandes divisions qui sont fondamentales pour le MINISTÈRE DE LA GUERRE, savoir le PERSONNEL et le MATÉRIEL, pourraient être adoptées; mais partout il y a embarras et difficulté, puisqu'il y a aussi de l'administration dans le PERSONNEL et l'Inverse: ainsi le SERVICE DE SANTÉ, participant de cette double nature, faut-il le diviser en PERSONNEL et en matériel? ainsi la JUSTICE, n'étant à proprement parler ni PERSONNEL ni MATÉRIEL, en quel lieu classer ce qui s'y rapporte? Ces réflexions donnent donc quelque poids au choix du système alphabétique; mais toute espèce de plan sera bon, s'il est à la fois lucide et complet, et si l'exposé en est concis. — Le Code ou partie légale, considéré comme distinct de cette partie transcendante que quelques-uns ont appelée ARÉOTICHTONIQUE ou ART DU GÉNÉRAL, embrasse ce que renferme le tableau qui va suivre. — La CONSTITUTION, l'ÉCONOMIE, le GOUVERNEMENT du militaire peuvent avoir un caractère positif; mais les autres branches ne sauraient être aussi rigoureusement réglées par des principes absolus, parce que, suivant les expressions de M. le colonel CARRION (1824, A), leurs actes sont le plus souvent une série d'exceptions et veulent émaner d'un pouvoir en quelque sorte discrétionnaire, le seul qui puisse convenir à ce qui touche par tant d'endroits au domaine moral.... — Des

considérations de cette nature démontreront, au premier coup d'œil, combien il y a de difficultés à lever, d'oublis à réparer; elles témoigneront qu'un Code ne peut se dispenser de prononcer sur mille questions non éclaircies encore; en voici quelques-unes jetées au hasard. — Ne remédiera-t-on pas aux imperfections de nos drapeaux d'infanterie? — Comment assurer en guerre le partage du butin, la discipline des équipages de l'armée, le transport des blessés? — Comment remédier dans les corps organisés à la pénurie d'armuriers, de cornets, de musiciens et d'habiles officiers de santé? — Comment pourvoir en tout temps à l'armement des officiers?... — Définira-t-on un jour les mots droit de la guerre et état de siège, et sera-t-il créé une jurisprudence militaire, comme cela semble promis par les recherches de tant d'auteurs alle-

mands?... — Constater les institutions manquantes, combler les lacunes que nous avons signalées en traitant de la législation, abjurer les habitudes vicieuses, renfermer la bureaucratie dans un cercle déterminé, telles seraient les conséquences d'un Code; digne fruit des efforts d'un ministre éclairé, et premier moyen de régénération de notre milice; mais il faut renoncer pour longtemps encore à cette espérance. — Les auteurs qu'on peut consulter à l'égard du mot Code, sont : M. BALLYET (1817, D), BORAN (1781, H), BRIQUET (1761, H), M. le colonel CARRON (1824, A), DARU, M. DENNÉE, DESPARRÉ, GUIBERT (1773, E), LECOURRIER, MALIBROY (1773, A), POTIER (1779, X), ODELL (1818, E; 1824, E), SAINT-GERMAIN (1779). — Indiquons par un tableau, l'idée que nous nous faisons d'un Code.

TABLEAU

Extrait de celui qui est à la suite de l'article ART MILITAIRE DE TERRE.
Les mots y sont placés alphabétiquement dans chaque colonne.

CODE MILITAIRE OU STRATÉGIQUE.	A. CONSTITUTION...	1. COMPOSITION.....	ACCÉLÉRATION. CATÉGORIE. CAPITULATION.	ENGAGEMENT. EMBARQUEMENT.....	CONSCRIPTIF. VOLONTAIRE.
		2. LÈVÉS.....	ACCÉLÉRATION.		
		3. ORGANISATION.....	REMPLACEMENT. ALLOCATION. APPROVISIONNEMENT.	DÉPENSES. INCIDENTS. RESPONSABILITÉ.	
			COMPROMISSEMENT.....		
	B. ÉCONOMIE.....	1. ADMINISTRATION MILIT.	POSTE AUX LETTRES.	EN BATTERIE.....	CONSTRUCTIF. EFFETS D'UNIFORMES. EFFETS DE LINGÈRE. LOGEMENT. NUTRITION. SUBSISTANCES. CHAUSSURES. INDENNITÉ. MARCHE. PAYE.
			PREPARATION.....		
			REPRODUCTION.....	ARMEMENT.....	ARTILLERIE (matériel). ARMES PORTATIVES.
			REPRODUCTION.....		
		2. CULTES.		EFFECTS DE UNIFORMES.	DISPOSITION. ÉQUIPEMENT. HABILLEMENT. HABILLAGE.
		3. JURISPRUDENCE.			
	C. GOUVERNEMENT.....	1. HIERARCHIE.....	AUTORITÉ. DROITS. RANG. SUBORDINATION. SALAIREMENT. SÉVÈREMENT. CAMPEMENT. CANTONNEMENT. CARRIÈREMENT. EMPRISONNEMENT. LOIEN. PAR RÈGLE. BOY ORDE.	DISCIPLINE.....	PUNITIONS. CODE PÉNAL.
		2. LOCALISATION.....	LOIEN. PAR RÈGLE.		
		3. POLICE.....	DEVOIRS. REMPLACEMENT. TRÈVE. AVANCEMENT. CHÉVALERIE. DÉCORATIONS. RETRAITE. TRANSCORPORATION.	DISCIPLINE.....	PUNITIONS. CODE PÉNAL.
		4. RÉGÉNÉRATION.....	DISCIPLINE.....		
		5. RÉPRESSION.....	JUSTICE.....	DISCIPLINE.....	PUNITIONS. CODE PÉNAL.
	D. SERVICE DE SANTÉ.	1. CHIRURGIE.		AMBULANCE.	
		2. HÔPITAUX.....			
		3. INFIRMES.		AMBULANCE.	
		4. MÉDECINE.			
	E. SERVICE MILITAIRE.	1. DE CAMPAGNE.....	AT CAMP. DE JOUR. CÉRÉMONIES. NOTES. RÉCEPTIONS.	AMBULANCE.	
		2. DE CÉRÉMONIAL.....			
		3. DE GARDIEN.		AMBULANCE.	
		4. DE ROUTE.			

CODE PÉNAL MILITAIRE (B, 3; C, 5). Sorte de CODE MILITAIRE qui est une des branches importantes de la législation de l'ARMÉE FRANÇAISE. — L'utilité d'un rescrit de cette nature a été sentie de tout temps; un chapitre du traité de Léon (900, A) le témoigne. Ce prince avait emprunté en cela les idées de MACRICE (590, A); de même que ce dernier monarque avait mis à contribution les ordonnances des premiers EMPEREURS, et le recueil que RUTUS en avait dressé. — Prévoir, graduer, châtier les FAUTES MILITAIRES sont une nécessité palpable et une idée simple; et pourtant voici ce que disait SERVAN (1780, B), en parlant du MILITAIRE FRANÇAIS : *Le Code des lois pénales pour le militaire n'est qu'un assemblage d'ordonnances qui n'offrent que contradictions, et qu'il est absolument nécessaire de changer pour en faciliter l'interprétation et en diminuer l'embarras et la rigueur.* — Plus d'un demi-siècle s'est écoulé, et la remarque de SERVAN, encore bien qu'il se soit assis au fauteuil ministériel, subsiste dans toute sa force. — Les divers CONSEILS DE GUERRE ou de la guerre créés depuis la régence de PHILIPPE D'ORLÉANS se sont occupés de JUSTICE MILITAIRE d'une manière plus ou moins habile, plus ou moins superficielle ou confuse; un nom satisfaisant et fixe est encore à donner au recueil des dispositions judiciaires de l'ARMÉE FRANÇAISE; conservera-t-il le titre incorrect de CODE MILITAIRE. — Les comités des Inspecteurs réunis au MINISTÈRE DE LA GUERRE, en 1783, délibéraient sur les divers projets du Code pénal, agitaient la question du rétablissement des PRÉVÔTS DE CORPS, s'occupaient de la formation des CONSEILS par lesquels devaient être jugés les COMMISSAIRES DES GUERRES, les LIEUTENANTS GÉNÉRAUX, etc. Ces travaux sans résultats sont restés enfouis dans les ARCHIVES. — Jusqu'en 1787 il n'existait pour ainsi dire que des traditions; les plus anciennes dispositions judiciaires ne remontaient qu'à 1727; auparavant c'était le pur arbitraire. Le siècle philosophique s'est écoulé avant que la MILICE FRANÇAISE possédât un corps de lois répressives et un système de justice tutélaire. — Le CONSEIL DE LA GUERRE projetait, en 1787, la création d'un Code pénal. — Le comité militaire de la CONSTITUANTE considérait ce travail comme devant être l'œuvre du corps législatif et non une création du MINISTÈRE DE LA GUERRE; c'était une erreur : une assemblée législative peut sanctionner des lois, elle ne peut pas les composer, et ce devrait être la besogne du conseil d'Etat ou d'une académie militaire permanente. — Le CONSEIL DE LA GUERRE mit au jour le Code de 1791 (19 oc-

tobre), dans lequel était reconnue en principe l'application des JURYS d'accusation et des JURYS DE JUGEMENT, disposition plus philanthropique que sensée. — Au lieu d'être appelé Code pénal, cet ensemble de mesures légales ne prend, dans le document de 1791 (18 octobre ou 19 octobre) et dans quantité d'AUTEURS, que la simple dénomination de CODE MILITAIRE; cette syncope est une fâcheuse amphibologie de la langue. — Le Code pénal qui a régi jusqu'à présent les TROUPES DE FRANCE comprend trois objets : il est le dépôt et le recueil des dispositions, des instructions, des FORMULES qui concernent la JUSTICE MILITAIRE; il offre l'énumération des EXTRACTIONS présumables; il développe la théorie de l'application des PEINES; mais on pourrait former le vœu que cette théorie fût plus nette, et qu'elle ne confondit pas des PRÉVENUS et des ACCUSÉS. — Le Code établit distinction entre le TEMPS DE PAIX et le TEMPS DE GUERRE; il fonde le principe que tel acte, qui pendant la paix pourrait n'être qu'une infraction, peut en campagne devenir CRIME ou DÉLIT. — Depuis la réintroduction des TROUPES FRANCO-SCISSES, le Code avait perdu une partie de son empire; depuis l'institution des chambres législatives, son action s'est modifiée par rapport aux DÉPÔTÉS ou AUX PAIRS qui seraient militaires; depuis l'institution du CORPS D'INTENDANCE, son cercle d'attributions s'est encore resserré, son action s'est émue; ce sont autant de fâcheuses anomalies. Les lois doivent être unes; et dans toute l'ARMÉE un seul personnage à titre de Lieutenant du roi devrait être en dehors de la JURISDICTION MILITAIRE; ce personnage c'est le MINISTRE; d'autant qu'il se pourrait que ce MINISTRE ne fût pas un militaire; sa responsabilité constitutionnelle lui imprime d'ailleurs un caractère particulier. — Le Code pénal, tel que devrait le concevoir le législateur, serait un ensemble de LOIS ou une LOI unique, subordonnée à la marche de la législation civile, concordant avec la loi commune et particulièrement répressive de la violation du devoir militaire. Il ne devrait contenir que des termes intelligibles pour tous les soldats; la plupart des recrues comprennent-elles ce que signifie machination, place de première ligne, etc. — Le Code devrait classer nettement les ATTENTATS, les CRIMES, les DÉLITS; préciser les formes de leur expression; embrasser organisation judiciaire, compétence de CONSEILS, PROCÉDURE, PÉNALITÉ, et surtout appliquer également son action AUX HOMMES DE TROUPES, AUX ADMINISTRATEURS MILITAIRES, AUX OFFICIERS DU GRADE le plus éminent. — EN TEMPS DE PAIX et dans l'intérieur du royaume, le larcin, le vol,

l'homicide, le duel, la contrebande pourraient être répressibles par la loi commune.

— **EN TEMPS DE GUERRE**, ces infractions, ces crimes, de ressortiraient qu'à la loi militaire; et en tout temps elle aurait à connaître des fautes de subordination, de la transgression de certaines limites, des outrages à l'autorité civile, du pillage et, en général, de toutes les infractions qui seraient une violation du serment militaire ou la perpétration d'une trahison. — **LAROCHEFOUCAULD-LIANCOURT**, considérant une œuvre légale de cette nature comme devant former un corps de règles où la philanthropie pèserait les moyens répressifs, a fait en ce sens un rapport à l'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE en 1790 (9 février); voici ses paroles : *Il (le comité) invoque un Code pénal bien précis où les peines proportionnées aux fautes ne seraient pas arbitrairement ardonnées, où tout moyen de justification serait donné à l'accusé, où tout moyen équitable d'application de la loi serait donné aux juges.* — Ce vœu d'un Code précis est encore à réaliser. — Les dispositions connues sous le nom de CODE DE L'AN CINQ (21 BRUMAIRE), ou sous d'autres titres, sont le reste d'une LÉGISLATION informe et peu éclairée. Les plus anciennes parties de cette collection appartiennent par leurs dates à la fin du siècle dernier. — Nos CONSEILS PERMANENTS appliquent encore et des lois de 1793, et certains décrets qu'avait rédigés le conventionnel **ARAY**, et quelques-unes des parties du CODE PÉNAL de l'an cinq, et la RÉNALITÉ de l'an douze reproduite en 1816; cette législation s'est successivement grossie de décisions obscures et locales; les FAUTES s'y confondent avec les DÉLITS; la JURISDICTION n'y est pas distincte de la DISCIPLINE; rien n'y est gradué, et les garanties y manquent aux ACCUSÉS. Les DÉLITS et les FORFAITS y prennent une sorte de nivellement; et tandis que les méfaits de l'OFFICIER y sont regardés comme des cas à peine supposables, tandis que les INFRACTIONS que commettraient des GÉNÉRAUX ne sont pas même prévues, quoique cela doit être la première pensée de tout militaire criminaliste, la RÉPRESSION applicable aux HOMMES DE TROUPE y outre-passe les bornes de la sévérité : le reproche ou l'imputation qu'un chef dirige contre un subordonné est regardé comme le témoignage d'un DÉLIT présumable et quelquefois d'un DÉLIT démontré. — Sans distinction des temps de paix ou de guerre, la THÉMIIS militaire n'exercera-t-elle son formidable pouvoir que par des exceptions à la loi commune; et tandis que la JUSTICE ne peut, dans la vie civile, rechercher trop scrupuleusement les PREUVES, demander trop de conviction, verra-t-on

dans l'ARMÉE, en TEMPS DE PAIX et COMME si le salut public l'exigeait, la PRIME devancer la conviction, et le JUGEMENT n'admettre aucun degré entre la PRÉVENTION et l'ACCUSATION. — Donnons une idée de ce désordre par une citation qui en dira plus que tous les raisonnements, et dont le texte se trouve dans une lettre écrite de Lyon et rapportée par les papiers publics du 16 novembre 1826. — *La chaîne des forçats est partie de Lyon le 10 de ce mois. — L'intérêt de tous les assistants s'est particulièrement fixé sur un malheureux militaire attaché à la même chaîne que le nommé Etienne Guyès condamné à perpétuité comme marié par le sieur Déclat. Ce militaire se nomme Jamet, et compte 18 ans de service; il appartenait au 12^e de ligne. Déclaré coupable d'avoir vendu un pantalon et quelques menus effets d'équipement, il fut condamné, le 5 mars dernier, par le premier conseil de guerre de Lyon, à 5 ans de fers d'après l'art. 13 du décret du 12 mai 1793. On nous a assuré que la chaîne contenait près de trente militaires condamnés pour des faits semblables à celui qui a déterminé la condamnation du nommé Jamet. Quelle réflexion douloureuse fait naître cette idée pour les amis de l'humanité et de la loi ! La cour de cassation a jugé que le décret du 12 mai 1793, le même qui a servi de base à la condamnation de ces infortunés, était abrogé, et que c'étaient les articles 406 et 408 du Code pénal qu'il fallait appliquer aux militaires convaincus d'avoir distrait ou vendu des effets d'équipement. Les conseils de guerre de Paris, de Toulouse, de Brest et d'autres chefs-lieux de divisions militaires se sont conformés à cette jurisprudence, ainsi que nous l'atteste la Gazette des Tribunaux, numéros 173, 176, 188 et 189 de cette année. Si ces militaires avaient été traduits devant les conseils de guerre de ces divisions, ils n'auraient été condamnés, d'après les art. 406 et 408 précités, qu'à deux ans d'emprisonnement. Entre cette peine et celle de 5 ans de fers la différence est énorme. Espérons que bientôt cessera la fatale anomalie qui règne dans la jurisprudence militaire de nos conseils de guerre. — Le JUSTICE de la MILICE ANGLAISE est plus sage. On doit être révolté sans doute de l'application qu'elle fait de certains EXPLIÉS; mais à beaucoup d'égards elle est moins acerbe que la nôtre; tout prévient y trouve parmi ses juges un certain nombre de ses pairs, et le Code pénal anglais est soumis à une révision annuelle; ainsi le mutiny-act, discuté de nouveau à chaque session parlementaire, ne reprend vigueur qu'autant qu'une sanction nouvelle rajoint cet acte. — Les considérations morales aux-*

quelles se rattache la confection d'un Code pénal, et les dispositions qu'il doit renfermer ont été traitées à fond et avec étendue par quantité d'auteurs allemands; ils ont pesé tout ce qui intéresse et le droit et la jurisprudence militaires; ces points difficiles n'ont occupé au contraire qu'un petit nombre d'écrivains français; la plupart n'y ont même consacré que quelques lignes; ce sont : AUDOIN, M. COCHIN (1825, E, au mot *Contravention*), LECOUTURIER (1827), DEVILLE (Laurent; 1672, B), LEGRAND (Pierre), FOURNIER (1819), FRAYET, JOLY (1598), ODIER (1818, E), M. DE PONS (1827), SERVAN (1780, E). M. le général VAUDONCOURT (1829), le *Spectateur militaire* (t. xiii, p. 627, 657) et le journal *L'Armée* (1838, p. 276). — M. Boulimay a traité avec habileté et profondeur la matière dans le *Journal des Sciences militaires* (t. xx, p. 353). — Quant aux éclaircissements donnés par MM. LEGRATYEND et PERRIER, ils offrent le tableau des formules de la PÉNALTÉ plutôt qu'ils n'ont fait l'examen moral de la JUSTICE. — Les ORDONNANCES DE 1816 (21 FÉVRIER, 16 MARS, 24 JUILLET) voulaient que, le PREMIER DIMANCHE de chaque mois, il fût fait LECTURE du Code pénal; cette disposition n'a pas été rigide observée, et ne pouvait pas l'être. — L'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) a disposé qu'il doit être AFFICHÉ dans l'intérieur des CHAMBRES des SOLDATS un EXTRAIT imprimé du Code pénal, et qu'il doit être fait aux arrivants LECTURE de cette AFFICHE. Le relevé des mesures comminatoires est imprimé aussi au tête des LIVRETS INDIVIDUELS remis à chaque RECRUTE; mais ces mesures de POLICE sont d'un faible résultat, soit parce que quantité de soldats ne savent pas lire, soit parce que les cours elles-mêmes sont mal d'accord sur ce qui constitue positivement notre LÉGISLATION. — En tout temps une différence marquée existera nécessairement entre la JUSTICE CIVILE et la JUSTICE MILITAIRE; ainsi cette dernière doit être nettement distincte de la DISCIPLINE MILITAIRE. Ce caractère ne saurait s'étendre à la justice civile; mais peut-être cette différence entre les deux formes judiciaires devrait-elle être presque la seule qui existât. — La justice civile appelle CONTRAVENTIONS les simples infractions aux lois d'ordre public, elle les spécifie et elle en connaît. — La JUSTICE MILITAIRE, au contraire, ne connaît pas de CONTRAVENTIONS, et ce qui y répond s'appelle FAUTE; ce genre d'infraction contre le bon ordre est du domaine de la DISCIPLINE; l'expérience et la raison sont d'accord pour ce partage de JURIDICTION; mais de ce que les FAUTES ne devraient pas ressortir à la JUSTICE, il ne

s'ensuit pas qu'elles ne devraient pas être spécifiées dans un Code, ou du moins indiquées par une démarcation qui fixerait ainsi le point où s'arrête la JUSTICE et où commence la DISCIPLINE. — L'ORDONNANCE DE 1816 (21 FÉVRIER) et la CIRCULAIRE DU 16 MARS promettaient qu'il serait dressé, quand les circonstances le permettraient, un nouveau Code pénal; le ministre GONVION s'en est occupé; sa publication était promise pour 1820. — La session de 1821 a fait connaître que le projet du Code pénal demandait à être purgé de quelques imperfections, mais qu'il paraîtrait à la session suivante. En 1822, la promesse du marquis LATOUR-MAUBOURG ne se réalise pas, et le commissaire du roi déclare qu'un travail qui doit contenir quatre LOIS et plus de trois cents articles ne peut être que l'ouvrage de plusieurs années; en 1826, les réclamations n'obtiennent pas plus de succès; en 1829, la chambre des pairs est saisie d'un projet, présenté par le ministre de Caax, en plus de cinq cents articles; mais il ne fut ni discuté ni porté à l'autre chambre; il en était publié un examen critique dans le *Spectateur militaire* (t. xxiv, p. 67). Un rapport à la tribune des députés, en 1832 (29 décembre), témoignait que la clôture de chaque session avait remis jusque-là en question les délibérations sur ce projet. — Nous étendrons ce sujet en traitant particulièrement du Code pénal suisse.

CODE PÉNAL PRUSSIEN. V. MILICE PRUSSIENNE n° 9. V. PRUSSIEN, adj.

CODE PÉNAL SUISSE. (C, 5). Sorte de CODE PÉNAL MILITAIRE mentionné ici comme ayant eu force de loi dans les RÉGIMENTS FRANCO-SUISSES. — Pendant la durée des capitulations suisses, ce Code aurait dû être un appendice de la LÉGISLATION MILITAIRE de la FRANCE, puisqu'en aucun pays il ne peut être touché à la vie et à la liberté des hommes qui en habitent le sol qu'avec l'assentiment de la loi du pays; mais au contraire c'était un document mystérieux, ou du moins nous ne l'avons trouvé imprimé dans aucun ouvrage livré au public. — Dressé originellement pour le seul état de guerre, il ne devait avoir vigueur que sur les troupes servant la Suisse. Mais, en opposition à ces principes, les RÉGIMENTS CAPITULÉS ont été mis sous son empire, et quelquefois on l'a invoqué en pleine paix. — Le genre de peines à appliquer dépendait de la volonté des Juges. Ainsi la sentence prononcée à Nancy, le 4 septembre 1790, contre les cent trente-huit séditieux des régiments de Châteaubleu et de Castella, les punit, suivant la gravité du cas, de la roue, de la potence,

des galères. — Tout, dans ce document, rappelle le temps de son origine; il est d'une sévérité dont il ne se voit d'exemple que dans la MILICE ANGLAISE; heureusement l'application de ses dispositions était rare, et on le supposerait presque tombé en désuétude, si l'on ne savait que plusieurs CANTONS CAPITULANTS ont demandé à la diète qu'il fût revisé; il présente plus de cinquante cas qui rendent le DÉLIQUANT passible de la PEINE DE MORT, tandis que, suivant les formes françaises, le MILITAIRE livré à la JUSTICE ne serait, pour les mêmes FAUTES OU MÉLITS, puni que de PEINES DE DISCIPLINE. — Dans les usages helvétiques, le Code fédéral de la JUSTICE MILITAIRE ne prend vigueur que quand des milices de différents CANTONS SUISSES sont en état de rassemblement, et dans un camp de guerre ou d'instruction. — Il semble donc étonnant que, loin des réunions fédérales et au sein d'une patrie d'adoption, les RÉGIMENTS FRANCO-SUISSES missent en pratique une JURIDICTION qu'on pouvait croire appropriée uniquement à des circonstances extraordinaires. — Le Code pénal suisse était rédigé et imprimé en allemand, en français et en italien; il en était fait tous les mois une lecture aux corps assemblés; il en était remis un extrait à chaque SOLDAT. Mais, tant qu'il n'avait pas pris rang dans le corps des LOIS françaises, son application semblait blesser l'équité et le droit commun.

CODE THÉODORE. V. LÉGISLATION, 2^e MÉRI-
CIE. V. ÉGLEMENT. V. THÉODORE.

COEHORN; COELN. V. NOMS PROPRES.

COELENBOLN, subs. masc. (F), ou COELENBOLN suivant M. LAMERIE (l. 1^{re}, p. 512, gravure), ou COESMANT TACTIQUE, ou DEMI-LUNE, ou HERMIONNÉ suivant DILLON, ou TENAILLE D'APPOSITION. Le mot Coelenbolon est tout ORC. Il vient, suivant DILLON, de *coïles*, creux, et de *emboïe*, coin à fendre du bois. ROBINSON le définit comme un coin renversé, sans base, une lettre V; la MILICE GÉNEVOISE en cet ORC, au lieu de combattre par la pointe comme l'EMBOLON, combattait par ses jambes; ainsi c'était un contre-EMBOLON qui enveloppe l'embolon, une ÉVOLUTION qu'on pourrait croire synonyme de RÉPULSION. — Au MOYEN ÂGE, le Coelenbolon était connu sous le nom d'ORDRE SCYTHIQUE, comme le témoigne MAURICE (500, A); il a été usité bien plus tard dans la MILICE TURQUE. — Le Coelenbolon était un ORC DE BATAILLE de forme convexe, ou NDP PARAYATX courbe qui embrassait par la saillie de ses ailes la MOINE DE BATAILLE de forme convexe que lui opposait l'adversaire; cette disposition exigeait un TERRAIN uni et sans accidents; elle n'était possible qu'en

cas de supériorité numérique, et quand il n'importait pas de tenir les AILES ASSURÉES. — BRANTOME (1600, A) prétend qu'à la bataille de DREUX, en 1562, le maréchal Saint-André rangea en COESMANT les catholiques; ce fut assurément bien plus par l'effet du hasard que par une pratique réfléchie et imitée du Coelenbolon grec; car les AILES de ce coesmant auraient pu faire peu l'une sur l'autre. LACURNIER (1758, I, au mot EXERCICE) mentionne au contraire le COESMANT comme ayant son côté convexe vers l'ennemi; c'est du moins ce que sa description confuse donne à supposer. Mais ce ne serait pas là un ordre offensif.

COESM, subs. masc. V. GENTE N^o 2.

COEUM, subs. masc. V. GARDIN-COEUM.

COEUR DE CHIEU. V. CHIEU. V. CHIEU DE FUSIL. V. COEUR DE CHIEU.

COFFIN, subs. masc. (F), ou RANDOULIER, ou COFFIN. Terme d'origine GÉNEVOISE, *kophino*, panier, qu'on retrouve dans le LATIN *cophinus*, qui peut-être a produit le mot COFFRE. — Notre mot militaire Coffin a été emprunté de l'ESPAGNOL *cophino*; au temps des ARQUEBUSES A SERPENTIN, on l'a employé comme synonyme de CHASSE A RANDOULIER, ou de MEURE DE CHARGE. Les Coffins étaient un accessoire du FOURNEMENT dont les ESPAGNOLS faisaient usage; les Français s'en servaient sous HERMIONNÉ. Les mousquetaires allemands, combattant les Turcs en 1700, avaient encore la RANDOULIER à Coffins. — Le Coffin était un cylindre contenant une CHARGE DE POUVRE DE MOUSQUET, NDP compris l'AMORCE. L'INPARTENT SUISSE avait des RANDOULIERS à onse coffins, qui furent remplacés, en 1820, par des GÉNEVOISES. — A l'abolition des Coffins de l'INPARTENT FRANÇAIS, la POSE A POUVRE et la GÉNEVOISE eurent la même destination, et commencèrent à contenir les CHARGES. — M. PLANCHÉ donne de claires images des Coffins. MONTAUCON (1719, pl. 294) les reproduit aussi; ORSERY en blâmait l'usage et en énumérait les imperfections et les dangers.

COFFRAGE DE MIKE. V. MIKE. V. MIKE A FEU.

COFFRE, subs. masc. (term. génér.). Mot que GÉRLIN et ROQUEFORT regardent comme un augmentatif du LATIN *cophinus*, COFFIN; il vient de l'ALLEMAND *Koffer*, ou, suivant DUCANGE, du bas latin *cofferum*. M. MONTIEL le tire du LATIN BARBARE *coffrus*. Il a donné naissance au mot COFFRET. Il se distingue en COFFRE A MUNITIONS et en COFFRE DE POSÉ.

COFFRE A FEU, V. A FEU. V. COFFRE FULMINANT. V. DÉFENSE DE CHIEU COUVERT.

COFFRE (coffres) A MUNITIONS (G, 2). Sorte de COFFRES qui contiennent des MUNI-

TRONS DE CANON, DES MUNITIONS D'OSUVER. Il y a COFFRE D'ARRIÈRE-TRAIN et COFFRE D'AVANT-TRAIN. Le nombre des étouffilles, gascous-ses, rêches à canon s'y proportionne au genre et au calibre de la pièce. Des détails à ce sujet sont fournis par M. le général COTTE, GARNIER, JACOY, M. LEONARD (1837, A) et le *Spécialiste militaire* (t. XXIV, p. 309; et 1837, p. 308).

COFFRE D'ARRIÈRE-TRAIN. V. ARRIÈRE-TRAIN. V. COFFRE À MUNITION.

COFFRE D'AVANT-TRAIN. V. AVANT-TRAIN. V. COFFRE À MUNITION.

COFFRE DE RATTIÈRE. V. RATTIÈRE. V. BATTERIE DE BOUCHE À FEU. V. ÉPAULEMENT. V. MERLON.

COFFRE de fossé (G, 5; F). Sorte de COFFRE ou d'OUVRAGE blindé dont on se ser-

vait anciennement; c'était un LOGEMENT À FEU creusé vis-à-vis d'un BASTION en travers d'un fossé sec dont il défendait le passage. — Cet ouvrage surmontait d'un mètre à peine le fond du fossé; il était à fossé lui-même; il avait un PARAPET et des ENRASCURES; il servait aux ASSIÉGÉS à FAIRE FEU SUR les ASSIÉGÉS et à contrarier le PASSAGE DU FOSSÉ; il a été remplacé par la CAPONNIÈRE. — Il est question de plusieurs sortes de Coffres dans BÉLAIN (1792).

COFFRE de mine. V. FOURNEAU DE MINÉ. V. MINE.

COFFRE-FORT. V. CAISSE À TROIS SERRURES. V. PORT, adj.

COFFRE FULMINANT. V. RÊCHE OFFENSIVE. V. CHERMIN COUVERT. V. POUQUASSE. V. FULMINANT, adj. V. PASSAGE DE FOSSÉ.

COFFRET { DE GIBERNE. . . . { DE SOLDAT.
 { D'ÉTUI DE RACHE. { DE SOUS-OFFICIER.

COFFRET, subs. masc. (term. génér.). Diminutif dont l'étymologie est la même que celle du mot COFFRE. Il se distingue en COFFRET D'ARTILLERIE, — DE FUSÉE, — DE GIBERNE, — DE MINÉ, — D'ÉTUI DE RACHE, — D'OSUVER.

COFFRET D'ARTILLERIE. V. AFFÛT. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE À CHEVAL. V. ARTILLERIE STRATOPÉDIQUE. V. CAISSON D'ARTILLERIE. V. FLASQUE. V. MİLICE ANGLAISE N° 7. V. MİLICE AUTRICHIENNE N° 2. V. MİLICE NÉERLANDAISE N° 1. V. MİLICE PRUSSIENNE N° 8. V. MİLICE SUÉDOISE N° 1. V. PIÈCE DE CAMPAGNE. V. PROLONGE.

COFFRET de fusée. V. FUSÉE. V. FUSÉE DE GRAND ÉCHANTILLON.

COFFRET de giberne (term. sous-génér.), ou BOIS À CARTOUCHES. Sorte de COFFRET contenu dans la boîte de la GIBERNE dont les corps de l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LONGS font usage. — Le Coffret est en bois blanc et d'un seul morceau; il s'introduit juste dans la boîte. Son milieu forme cloison; ses côtés sont taillés en auge; sa hauteur est de quatre-vingts millimètres; sa longueur hors œuvre est de deux cent cinq millimètres; il est destiné à contenir les CARTOUCHES et quelques menus objets. — L'ORDONNANCE D'EXERCICE DE 1786 disposait que, les jours d'EXERCICE À FEU, les Coffrets des GIBERNES seraient laissés dans les CHAMBRES des SOLDATS, et que les CARTOUCHES À Poudre seraient mises dans la boîte même

de la GIBERNE. Cette mesure avait pour objet de ménager les CARTOUCHES À BALLE, et d'éviter que les deux espèces de CARTOUCHES À FUSEL pussent être confondues par erreur. — Le Coffret de giberne se distingue en COFFRET DE GIBERNE DE SOLDAT et en COFFRET DE GIBERNE DE SOUS-OFFICIER.

COFFRET de giberne de soldat (B, 1). Sorte de COFFRET DE GIBERNE qui a, hors œuvre, une largeur de soixante-quinze millimètres, et dont la partie postérieure est entaillée en niche à TOURNEVIS. — Ce Coffret diffère de celui de la GIBERNE des SOUS-OFFICIERS par la dimension de ses AUGES et par la forme de sa CLOISON percée de trois trous.

COFFRET de giberne de sous-officier (B, 1). Sorte de COFFRET DE GIBERNE qui a, hors œuvre, une largeur de cinquante millimètres; il diffère de celui de la GIBERNE des SOLDATS par une moindre proportion de ses AUGES; sa CLOISON forme une LOGE À MONTE-RESSORT, et il n'y est pas entaillé de niche à TOURNEVIS.

COFFRET de mine. V. MINÉ.

COFFRET d'ÉTUI DE RACHE (B, 1). Sorte de Coffret qui est attaché à l'ÉTUI de la RACHE des SAPEURS des CORPS D'INFANTERIE FRANÇAISE. Ce Coffret est arrêté dans l'ENVOLPE de la GIBERNE du SAPEUR: il a cent trente millimètres de longueur, sur soixante-cinq millimètres de hauteur et vingt-cinq

millimètres de largeur; il est percé de six trous à cartouches de mousqueton.

COFFRET D'ORUSIER. V. GRUSEUR DE MONTAGNE.

COFFRIN de FAUCHEUR. V. FAUCHEUR. V. FAUX DE CAMPMENT.

COHORTE, subs. fém. V. CAVALIER DE G... V. CHEF DE C... V. COMMANDANT DE C...

V. COMPOSITION DE C... V. CRÉATION DE C... V. DÉNOMINATION DE C... V. ORAPRAU DE C... V. ENSEIGNE DE C... V. FANTASME DE C... V. FILE DE C... V. FORCE DE C... V. FRONT DE C... V. INTERVALLE DE C... V. NOMBRE DE C... V. ORGANISATION DE C... V. PRÉFET DE C... V. QUÊRE DE C... V. SUBORDINATION DE C... V. TACTIQUE DE C... V. TÊTE DE C... V. THÉÂTRE DE C...

COHORTE

DE LÉGION ROMAINE. } COHORTE MILLIAIRE.

ROMAINE. } COHORTE PRÉTORIENNE.

COHORTE, subs. masc. (term. génér.). Mot dont l'étymologie est indiquée à l'article COHORTE DE LÉGION ROMAINE n° 3; quelques auteurs l'ont employé comme analogue à LOCROS; le terme peut être recherché dans GANEAU. — Il se distingue en COHORTE EYSANTINE, — COLONELLE, — D'ALLIÉS, — DE BÉNÉFICIAIRES, — DE CANDIDATS, — DE CHIENS, — DE GARDE NATIONALE, — DE LA LÉGION D'HONNEUR, — DE LATRONS, — DE LÉGION ROMAINE, — ÉQUESTRE, — EXTÉRIEURE, — LÉGIONNAIRE, — PHALANGIQUE, — PRÉTORIALE, — QUINGÉNAIRE, — ROMAINE, — SACRÉE, — URBAINE.

COHORTE COLONELLE. V. COHORTE MILLIAIRE. V. COLONELLE.

COHORTE D'ALLIÉS. V. ALLIÉ, subs. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE n° 3. V. MANIPULE n° 2.

COHORTE DE BÉNÉFICIAIRES. V. BÉNÉFICIAIRE.

COHORTE DE CANDIDATS. V. CANDIDAT.

COHORTE DE CHIENS. V. CHIEN. V. CHIEN DE GUERRE.

COHORTE DE GARDE NATIONALE. V. GARDE NATIONALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 3, tableau. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, tableau.

COHORTE de la LÉGION D'HONNEUR. V. LÉGION D'HONNEUR.

COHORTE DE LATRONS. V. LATRON.

COHORTE (cohorte) de LÉGION ROMAINE (F). Sorte de COHORTE qui ont été d'abord MANIPULAIRES, et ensuite PHALANGIQUES, et qui sont considérées tel à part des COHORTE MILLIAIRES, des COHORTE PRÉTORIENNES et de tant d'autres de la MILICE ROMAINE. — Des Cohortes ont fait partie des LÉGIONS pendant les cinq premiers siècles de l'empire; la MILICE EYSANTINE leur a fait perdre leur forme et leur nom. — Les Cohortes phalangi-

étaient des AGRÉGATIONS comparables AUX BATAILLONS de NOS RÉGIMENTS DE LIGNE, si ce n'est qu'une Cohorte comprenait des SOLDATS A CHEVAL et des VÉLITES. — Il y avait des Cohortes qui n'étaient pas dépendantes des LÉGIONS, et qui formaient CORPS à part, comme les modernes ont des bataillons non enrégimentés; VÉLITES le donne à entendre, en parlant de VÉRUS, qui perdit en GERMANIE trois LÉGIONS et six Cohortes. — Au nombre des AUTEURS qui ont traité de la Cohorte et de la LÉGION, il y en a peu qui aient envisagé la question complètement; il n'y a unanimité de sentiment que parmi ceux qui ont été plagiaires, ou que des plagiaires ont pillés; la plupart se sont plus ou moins égarés sur les traces de VÉGÈCE, écrivain peu recommandable, et sur les pas de TITE LIVE, écrivain peu technique. — Cependant quelques-uns ont vu plus ou moins la vérité. Tels sont: ALEXANDRE, M. le colonel CARRON (1824, A), M. le colonel CHAMERAY, GUICHARDT, LEBEAU, M. LERENNE, MAFFROY, POTIER (1770, X), PRAIRIAC (1822, A), M. ROCQUANCOURT, ROMAN, l'Encyclopédie des Gens du monde, etc. — Quant à l'Encyclopédie (1785, C), elle étudie la difficulté du sujet, en évitant de mentionner le mot; elle n'a pas même le soin de recourir aux encyclopédistes ses devanciers (1754, C). — L'indifférence, les contradictions, les erreurs ont laissé obscure la matière; essayons de la débrouiller, puisque tant de précurseurs savants ont fait si peu d'efforts pour lever un voile qui ne leur eût pas résisté. — Les planches qui représentent la légion aideront à nos explications; et la Cohorte va être considérée à raison des rapports suivants: CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, FORCE, NOMBRE, TACTIQUE, SUBORDINATION, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — VÉGÈCE (390, A) porte

des Cohortes comme si elles eussent en tout temps été une division de proportion pareille dans la légion romaine; cet écrivain, dans ses aperçus superficiels, n'indique pas l'époque depuis laquelle la Cohorte existait comme aggrégation constitutive et tactique. — Les Cohortes, comme moyen tactique et comme troupe, massée, avaient été une formation momentanée, employée en Espagne par LENTULUS et par SCIPIO, et en Afrique par RÉSULES; mais elles ne datent, comme ordre constitutif, phalangique et permanent, que du consulat de MARIUS. D'CRAMPEVILLE (1789, A), sans indiquer précisément l'époque, déclare qu'elles sont postérieures aux guerres où figure JUGURTHA, ce qui répond à l'année 645 de Rome. — Il paraît que leur création ne remonte qu'à l'an 647 (107 ans avant J.-C.). Elle est liée à un changement mémorable dans la constitution de la milice romaine. LES MANIPULES, jusque-là unités tactiques, s'amalgamèrent trois par trois dans les Cohortes devenues à leur tour unités tactiques. — Cette modification de système explique pourquoi les descriptions de bataille que trace TITE LIVE sont si obscures aux yeux des traducteurs de cet historien; car ils ont, ainsi que ses commentateurs, tortu en vain le sens de ses récits, pour y retrouver la Cohorte sous l'acception que ce terme prend dans VÉGÈCE. — TURNER (1783, O), interprète et traducteur de VÉGÈCE, dit que la Cohorte a existé dès la création de la république; mais il eût dû faire remarquer que cette Cohorte primitive était une tranche prise sur la profondeur de la légion et formée de trois manipules; qu'alors les dix Cohortes n'étaient pas susceptibles de combattre isolées comme cela s'est vu plus tard, que chacune d'elles formait simplement une aggrégation administrative. — Dans les récits des guerres PUNIQUES, il n'est pas question de Cohortes, mais seulement de manipules; on n'y combattait, comme le dit TITE LIVE, que *manipulim*; et nous parlerions avec FERTIERRE que, puisque le mot Cohorte ne se trouve pas dans TITE LIVE, il paraît prouvé que la milice romaine a existé pendant six siècles et demi avant de diviser ses légions en Cohortes, à moins que ce ne fût comme moyen d'administration, puisque ce n'était pas encore comme moyen de combat. — N° 2. COMPOSITION. — Les Cohortes, quand elles se formèrent en manière de bataillons modernes, furent un amalgame de trois manipules; elles en conservèrent à peu près les armes, mais en différencèrent considérablement par l'organisation, l'arrangement intérieur, la tactique, l'espèce des enseignes,

leur placement dans le rang. — Les NABATAIRES, les PRIENCS, les TRIARES cessèrent de former, quoi qu'en dise TURNER (1783, O), trois différentes légions; ils se fondirent dans les Cohortes, en suivirent le sort, et appartenirent indistinctement à telle ou telle des légions, mais non plus d'une manière spéciale, c'est-à-dire qu'ils ne furent pas attachés constitutivement à l'une plutôt qu'à l'autre. — Les vélites ne formaient pas manipule ou centurie, mais appartenaient à toute la Cohorte. — Les Cohortes se divisèrent en centuries, dont le nombre varia. — Les Cohortes des légions de CÉSAR se partageaient en trois centuries que par la force de l'habitude quelques auteurs appellent manipules; c'est ce qui a induit en erreur beaucoup de tacticiens, qui n'ont pas remarqué que l'acception de ce mot avait changé, et que depuis MARIUS le manipule n'était plus une aggrégation tactique. — Depuis CÉSAR jusqu'à VÉGÈCE, les Cohortes se subdivisèrent généralement en cinq, et même en six centuries; les vieux soldats étaient aux premiers et aux derniers rangs, ce qui différait essentiellement de l'institution des manipules primitifs. — Chaque Cohorte avait ses drapeaux en centurie ou fanions en outre du vexille, qui, par la dimension de sa draperie, s'annonçait comme vexille dominant; ces ensignes, les DRACONAIRES et les SIGNIFÈRES qui les portaient, tenaient le cinquième et le sixième rang, ou du moins le rang moyen; c'est de là que provenaient les noms ANTE-SIGNAIRES, POST-SIGNAIRES. — HYOIN (120, A) distingue les Cohortes pedites ou pedites des Cohortes équitées ou équestres; ces dernières étaient composées d'infanterie et de cavalerie. — Une taille qui répondait au moins à cinq pieds trois pouces, mesure de France, avait été exigée longtemps pour l'admission des troupes; mais on s'était, à cet égard, relâché beaucoup du temps de VÉGÈCE (390, A), ainsi qu'il l'avoue. — Chaque Cohorte avait ses boucliers peints d'une couleur particulière et son enseigne particulière. — Les Cohortes étaient suivies des charlots qui transportaient les flèches, les javalots, etc., comme on en trouve la preuve dans ce passage de TACITE (lib. 1 *Historiarum*): *Vehicula cohortis, incipiente nocte, ovarari aperto armamentario jubet.* Il donne ordre qu'à l'entrée de la nuit les armes soient chargées à découvert sur les chars des Cohortes. — L'organisation des cohortes se modifia sous ADRIEN, par l'introduction de la cohorte milliaire. — Les Cohortes disparaissent après l'établissement de l'empire d'Orient, et font

place aux corps nommés *BANDES* et *TAGMÉS* de la *MILICE STRATÉGIQUE*. — N° 3. DÉNOMINATION. — Des étymologistes pensent que la Cohorte est d'origine orientale, et qu'il a produit dans les langues allemande et romane les mots *RODER*, *ROCHT*, *ROURTE*, *ROUT*, *RÉOURD*; cependant M. CARRON (1824, A) est d'avis que le mot Cohorte (*cohors*) est dérivé du verbe *cohortari*, qui signifie haranguer, parce que la Cohorte était une AGGREGATION proportionnée à la portée de la voix humaine. — On a nommé Cohorte trois MANIPULES à peu près rangés en colonne à distance entière; c'est la Cohorte de la Légion manipulaire et purement consulaire. A l'abolition de ce système, on a nommé Cohorte un ensemble de deux à six MANIPULES en ordre de BATAILLE, sans intervalle; c'est une importante distinction à faire. — ROMAN (1729, A) a confondu la dénomination de Cohorte et celle de MANIPULE; mais l'erreur est bien pardonnable, puisque les anciens eux-mêmes attachaient une valeur peu fixe à beaucoup de termes militaires; ainsi nous trouvons intelligibles les historiens grecs qui ont appelé *μολον* la Cohorte, et POLYBE (150 avant J.-C.) semble se contredire quand il se sert du mot Cohorte, comme exprimant l'une des fractions de la PHALANGE GÉCQUE, dans laquelle il n'y avait pas de Cohorte; POLYBE ne peut donc entendre par là que détachement; d'autres exprimaient ce genre de détachement ou de Cohorte par le mot *CLIQUE*. — Le style historique a contribué aussi à laisser vague le sens du même mot, en employant souvent comme synonymes les dénominations Cohorte et légion; mais ici c'est une licence ou une figure plutôt qu'une impropriété d'expression. Ainsi, de nos jours, on dit d'une manière pittoresque : les bataillons, pour signifier les troupes, quelle que soit leur arme. — Depuis l'institution des COHORTES MILLIAIRES, les neuf dernières prirent la dénomination de *quingentaris* ou des cinq cents, ce qui répond à l'expression COMPARTEMENT DU CENTRE, parce que la première Cohorte, qui était en dehors des cinq cents, était un corps d'élite. — On distinguait les COHORTES LÉGIONNAIRES, ou purement romaines, des COHORTES D'ALLIÉS; celles-ci s'appelaient *alarici*, *sive socii*. — N° 4. FORCE, NOMBRE. — Les Cohortes considérées comme AGGREGATIONS TACTIQUES ont toujours été au nombre de dix par légion; suivant les époques, elles se composèrent de quatre cents, de cinq cents ou de six cents hommes, et se divisèrent en trois, en cinq et même en six CENTURIES. HUGIN (120, A) appelait *quingénaires* celles de cinq cents hommes. — Les Co-

hortes furent d'abord entre elles de force égale jusqu'à la création d'une COHORTE MILITAIRE. — Vers la fin de leur existence, une récapitulation de VÉGÈCE, qu'il ne faut envisager que comme une vérité de circonstance, évalue les Cohortes (la MILLIAIRE non comprise) à cinq cent cinquante PARTIENS et soixante-six CAVALIERS. — N° 5. TACTIQUE. — Sous le consulat de MARCUS, et quand les MANIPULES ont cessé d'être des AGGREGATIONS TACTIQUES, les Cohortes sont elles-mêmes devenues UNITÉS TACTIQUES; elles avaient ce caractère au temps de CÉSAR, puisque, rendant compte de la bataille de MORDA, il évaluait son armée par le nombre de ses Cohortes; ainsi, dans le style de l'histoire, elles commencent à cette époque à se substituer aux LÉGIONS, et à devenir un moyen de DÉNOMBREMENT. — Les soldats en furent d'abord armés tous d'épées et de PLOCH. La pique fut donnée plus tard aux premiers rangs. La pLOCH était lancée par les armés à la légère. — Les Cohortes ont été ordonnées d'abord sur dix RANGS formant cinquante ou soixante FILES; elles ont été quelquefois amincies à cinq RANGS, comme il paraît que le fit CÉSAR à PHARSALE; mais c'était une exception; car, suivant l'opinion commune, ce ne fut que depuis TRAJAN que le HAUTEUR se réduisit à moins de dix RANGS. — Sur toutes ces questions, VÉGÈCE (390 A) nous est d'un faible secours; dans ses obscures explications, il parle de trois, quatre, six, neuf rangs et plus; mais on ne sait laquelle de ces ORDONNANCES TACTIQUES était usitée de préférence; il se peut que, de son temps, l'ordre sur six RANGS fût pratiqué en général; du moins c'est l'opinion de MM. ROCHET (1816, B) et CARRON (1824, A); mais il faut comprendre, comme un de ces six RANGS, la ligne des MACHINES BALISTIQUES; car chaque Cohorte avait alors un ONAGRE ou GRANDE BALISTE, et ces MACHINES devaient bien occuper autant de TERRAIN que quatre RANGS; le HAUTEUR totale aurait donc eu une épaisseur égale à neuf ou dix RANGS. — Mais tout ce qu'on a dit à cet égard n'est que supposition; nulle part il n'y a de preuves satisfaisantes, et beaucoup d'auteurs ont pensé que, jusqu'à la corruption de la MILICE, c'était seulement le FRONT des Cohortes, et non leur HAUTEUR, qui variait suivant les différences de forces; c'est-à-dire que, suivant le nombre d'hommes qui les composaient, leur terrain variait plutôt d'élite à site que de TÊTE à QUEUE. — Si l'on se reporte au temps des Cohortes sur dix RANGS et sans mélange de MACHINES, par exemple aux Cohortes de CÉSAR, on reconnaîtra que,

par leurs formes, leurs dimensions, leur placement, elles ont été imitées à la renaissance de l'art par les corps de la milice espagnole, par les bataillons de Turcs, et se retrouvaient dans la tactique des contemporains. — Plusieurs auteurs prétendent que les Cohortes étaient disposées en échiquier, mais elles ne le furent que dans les premiers temps de leur création sous forme phalangique, et à l'imitation des manipules, qui, depuis le siège de Vaux, avaient été rangés en quincorche. — Les Cohortes étaient à files moins ouvertes que ne l'avait été les manipules; ainsi, au temps de Polybe, le soldat occupait dans les rangs des manipules, un terrain carré de deux mètres; tandis qu'au temps de Vésèce il occupait quelquefois deux mètres, quelquefois seulement un mètre de largeur sur deux de hauteur; souvent même les Cohortes combattirent à files et à rangs pressés. — Il paraît qu'en ordre de bataille les Cohortes, au temps des Antonins, se rangeaient en arrière de leur cohorte milliaire. — Suivant Maierov (1767, E), les Cohortes observaient quelquefois entre elles un intervalle de dix mètres; quelquefois elles étaient en ligne plainne; elles se mettaient en bataille, tantôt en se distribuant en trois lignes tactiques, à l'instar des anciens manipules, tantôt en se partageant seulement en deux lignes; dans le premier cas, l'avant-ligne était composée des cinq premières Cohortes; la seconde ligne l'était de trois Cohortes; la dernière ligne ou réserve l'était des deux dernières. Aussi Vésèce indique-t-il que les première, troisième et cinquième Cohortes, qui étaient ou ailes ou centre de ligne tactique, se composaient d'hommes d'élite; il témoigne que les autres se tenaient entre les lignes. — Quand il n'y avait que deux lignes tactiques, les cinq premières Cohortes étaient en avant-ligne, les autres étaient toujours numériquement rangées en arrière-ligne; mais leurs fronts étaient inégaux à cause du plus grand développement de la cohorte milliaire. — Les marcheurs étaient dans les intervalles.

— La distance observée entre les lignes était, au temps de César, de soixante-quinze mètres environ. — Follard (1737, A), qui prétendait, par sa colonne, faire en partie revivre la Cohorte, en préface, dit-il, le système à celui de l'ordre par manipules. — Turpin (1785, O) incline vers ce même sentiment; mais l'invention de la Cohorte n'en est pas moins regardée comme le principe de la décadence de l'art militaire des anciens. — Qu'on n'espère pas, au reste, acquérir des notions positives et complètes

sur ces matières; nous ne serions trop répéter que ce qui était la vérité dans un temps n'est plus la vérité dans un autre. Les règles de la tactique des Romains ont changé à la naissance des Cohortes; celles-ci ont amené une modification marquée dans l'espèce des subdivisions, la forme des camps, le système des marches. La destination des réserves n'a pas toujours été la même; elles se sont d'abord composées d'une poignée de foin; elles sont devenues des symboles républicains, des aigles, des dragons à rampe, des images d'empereurs, et ont amené le ridicule *clabrum*. — N° 6. SUBORDINATION, ADMINISTRATION. — Les Cohortes, composées de trois manipules en ordre de colonne dans la légion consulaire, avaient chacune pour commandant, comme l'affirme Jarron (1777, G), le centurion en chef du troisième manipule, ou premier centurion des triaires. Les dix Cohortes de l'ordre manipulaire obéissaient à un triumvir, ou, en son absence, comme le témoigne M. le colonel Camille (1824, A, p. 189), au premier centurion ou principal de la légion, c'est-à-dire au centurion en chef du premier manipule des triaires, ou troisième manipule de la première Cohorte. — Les Cohortes, devenues phalangiques, étaient commandées chacune par un triumvir (*tribunus minor*). — L'ensemble des Cohortes avait pour chef un triumvir plus ancien (*tribunus major*), ou le nomme ensuite *præfektus* (*præfectus*); c'était à peu près un colonel, ou un officier d'un grade un peu moindre: il expédiait ses ordres au moyen de la *tennæ*. — Des ordinaires ont figuré dans les Cohortes, mais c'est un point mal éclairci. — L'administration des Cohortes était simple dans ses principes, savante dans sa marche, persévérante dans ses formes; mais on se rend difficilement compte des méthodes qui s'appliquaient aux distributions des munitions de bouche. — Le système des masses pécuniaires était familier aux Romains; les dons ou donatives, *donativa*, que décrit l'Encyclopédie (1751, C) et M. de Montveran, s'encassaient en autant de bourses qu'il y avait de Cohortes. Les précautions y étaient poussées jusqu'à assurer au simple légionnaire, au moyen de fonds de réserve, la somme nécessaire aux dépenses de ses funérailles; les deniers consacrés à cet usage étaient conservés dans une bourse ou masse commune dans laquelle s'encassait la portion dormante des gratifications.

COHORTE ÉQUESTRE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE N° 2. V. COHORTE ROMAINE. V. ÉQUESTRE.

COHORTE EXTÉRIEURE. V. COHORTE ROMAINE. V. EXTÉRIEUR, adj.

COHORTE LÉGIONNAIRE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE n° 3. V. LÉGIONNAIRE.

COHORTE MILLIAIRE (F). Sorte de COHORTE DE LÉGION ROMAINE créée sous ADRIEN (l'an 117 de J.-C.) ou quelques années plus tard, à l'imitation des COHORTES PRÉTORIENNES. Ce fut une nouvelle organisation donnée à la première COHORTE de chaque LÉGION, mais non l'introduction d'une COHORTE en outre du nombre accoutumé. Ainsi, la première Cohorte commença à ne se composer que d'hommes d'élite, elle devint un corps privilégié une fois plus nombreux que les autres COHORTES; elle les dépasse en FANTASSINS, EN CAVALIERS, EN CENTURIERS, etc. — La Cohorte milliaire était GARDE-ARME, et défendait les images des EMPEREURS; de là vient que ses soldats s'appelaient *iconarii*, *iconatores*, gardiens d'images, et que leur chef s'appelait le domestique des images, *domesticus iconatorum*; elle était aux COHORTES ordinaires ce qu'une COMPAGNIE DE GRENADIERS est aux COMPAGNIES DE FUSILIERS; aussi y a-t-il des AUTEURS qui l'ont appelée COHORTE COLONELLE. — Quoiqu'elle s'appelât milliaire, la Cohorte n'était pas précisément de mille hommes; TURPIN (1783, O) témoigne qu'elle a toujours été proportionnée à la FORCE de la LÉGION, et qu'ainsi elle a été de huit cents, de mille ou de douze cents, suivant que la LÉGION fut de quatre, de cinq ou de six mille hommes; mais cet AUTEUR tombe dans l'erreur quand il prétend qu'à PHARAËLLE CÉSAR et POMPEÏE avaient des Cohortes milliaires; CÉSAR (51 avant J.-C.) ne dit mot de cette circonstance. — VÉLÉCK (390, A) témoigne qu'il n'est pas sans exemple qu'on ait accru la FORCE des LÉGIONS en y créant plus d'une Cohorte milliaire; et il donne à ce genre de Cohorte onze cent cinq FANTASSINS et cent trente-deux CAVALIERS. — On ignore quelle était précisément la place de la Cohorte milliaire, depuis sa création jusqu'au temps de VÉLÉCK; était-elle avant-garde? occupait-elle le front principal d'un carré tactique, comme quelques écrivains le croient? — Au temps de VÉLÉCK, la Cohorte milliaire tenait la droite de la LÉGION comme le firent, à leur création, nos compagnies d'élite. — M. le colonel CARRON (1824, A) a approfondi l'histoire de la Cohorte milliaire, il en blâme l'invention, et il remarque que malgré l'habileté d'ADRIEN, ce fut à partir de cette innovation tactique que le dieu Terme des Romains recula pour la première fois.

COHORTE PÉDESTRE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE n° 2. V. COHORTE ROMAINE. V. PÉDESTRE.

COHORTE PHALANGIQUE. V. LÉGION ROMAINE n° 5. V. ORDRE DE BATAILLE. V. PHALANGIQUE.

COHORTE (cohortes) PRÉTORIENNE (F). Sorte de COHORTE ROMAINE dont SÉVÈRE fait remonter l'origine au temps de Posthumus, DICTATEUR. — M. ROCQUANDOT pense que, depuis MARIUS, les CONSULS eurent une Cohorte de cette espèce pour leur GARDE, non compris les ÉLECTES OU ÉLUS, les SÉLECTES OU HOMMES D'ÉLITE, qui faisaient le même service à l'ARMÉE et qui furent la souche de ces Cohortes, comme les OUTRES d'ÉGYPTÉ furent le noyau de la garde consulaire. — La GARDE PRÉTORIENNE, composée de l'éclite de l'ARMÉE de Publius SCIPION, devint le premier des CORPS PRIVILÉGIÉS de la MILICE ROMAINE. — AUGUSTE créa une LÉGION PRÉTORIENNE formée de neuf Cohortes; c'était, suivant M. de MONTVERAN, un ensemble de douze mille hommes. SEPTIME SÉVÈRE porta cette LÉGION à dix Cohortes. Alexandre SÉVÈRE attacha à sa personne dix-huit de ces Cohortes; elles s'élevèrent, suivant M. de MONTVERAN, jusqu'à cinquante mille hommes. — Les Cohortes prétoriennes étaient distinguées par leurs ROULETTES; elles étaient de mille à douze cents HOMMES, presque tous d'INFANTERIE; elles recevaient directement de l'empereur le mot d'ORDRE; elles étaient, à l'égard des COHORTES des LÉGIONS ROMAINES, ce que les GARDES DES SOUVERAINS sont à l'égard de l'ARMÉE DE LIGNE. — Celle-ci, suivant TACTIC, les appelait ironiquement troupes pacifiques et en était jalouse, parce que la PAYE du simple PRÉTORIEN était de deux deniers par jour, ou plus du double de la paye des simples LÉGIONNAIRES. — On voit encore à Rome l'emplacement du CAMP qu'elles y occupaient; elles furent cassées par CONSTANTIN, parce qu'elles avaient combattu pour MAXENCE, son compétiteur. — Les Cohortes prétoriennes ont donné l'idée des COHORTES MILLIAIRES. Ainsi, il y a à faire la remarque que voici : chez les ROMAINS, ce sont les GARDES DE SOUVERAIN ou les Cohortes prétoriennes qu'on peut regarder comme le modèle des CORPS D'ÉLITE comparables à nos GRENADIERS DE LIGNE; tandis qu'en FRANCE, et par suite dans toute l'EUROPE, ce sont les GRENADIERS DE LIGNE que les souverains ont imités plus ou moins dans la formation de l'INFANTERIE D'ÉLITE, qu'on peut regarder comme leur GARDE PRÉTORIENNE. — Il a été traité des Cohortes et GARDES PRÉTORIENNES par l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot Cohorte et au mot Garde).

COHORTE QUINGÉNAIRE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE n° 4. V. QUINGÉNAIRE.

COHORTE (cohortes) ROMAINE (F). Sorte

de **COHORTE** ou d'AGREGATIONS qui, suivant les temps, se sont distinguées en *cohors equitata* (Cohorte équestre), *peditata* (Cohorte pédestre), *togata* (vêtue en citoyen, ou Cohorte de police), *urbana* (urbaine, leur nombre a été de six à vingt, elles gardaient les portes et les remparts), *vigilum* (pompiers, ou garde municipale, au nombre de six), etc. Il y a eu des **COHORTE** EXTÉRIEURES, *exercitoria*; elles défendaient les approches ou les environs; elles ont été au nombre de quatorze. Les Cohortes ont été commandées par des PRÉFETS comparables AUX CHEFS DE BATAILLON modernes. — Mais, ces variétés se rattachant à des questions d'antiquités qui n'appartiennent pas directement à notre sujet, nous n'examinerons que les **COHORTE** DE LÉGION ROMAINE et les **COHORTE** PRÉTORIENNES.

COHORTE SACRÉE, V. CORPS PRIVILÉGIÉ, V. MILICE GRECQUE N° 6, V. SACRÉ.

COHORTE URBAIN, V. COHORTE ROMAINE, V. MILICE ROMAINE N° 3, V. URBAIN, adj.

COCHUE (subs. fém.) d'ARC, V. ARC, V. COCHER D'ÉCUSSE, V. DÉCOCHER.

COIFFE, subs. fém. (term. génér.), ou **COIFFE**, suivant GANFEO et ROQUEFORT (1855). Mot qui a donné naissance aux mots **COIFFER**, **COIFFETTE**, **COIFFURE**. On n'en retrouve pas clairement l'origine. Suivant GÉBELIN, il dériverait des mots cap, tête; ou cape, couverture. Il se retrouve dans le LATIN BARBARE *cuffin*. Il se distingue en **COIFFE** DE BONNET DE POLICE, — DE CHAPEAU, — DE SCHARO.

COIFFE de BONNET DE POLICE (B, 1). Sorte de **COIFFE** en toile écruë; elle est de deux morceaux coupés presque carrément et assemblés au moyen d'une couture le long du devant, du derrière et de la partie supérieure; cette doublure est assujettie en dessous du corps du BONNET, au moyen d'une piqure.

— Le pourtour de la **Coiffe** est à rempli arrêté par un RABATAGE; elle a deux cents millimètres, rabatage non compris.

COIFFE de CHAPEAU (B, 1). Sorte de **COIFFE** qui fait partie du CHAPEAU à TROIS CORNES que portent les hommes de troupe; elle forme la partie supérieure de la DOUBLURE de la CALOTTE. — La **Coiffe** est en toile teinte en couleur foncée; elle est cousue, par sa partie inférieure, en dedans du pourtour supérieur du BANDEAU, et appliquée contre la face intérieure de la CALOTTE.

COIFFE de FEE, V. CERVILLÈRE, V. FEE, V. SPÉRÉE.

COIFFE de MAILLES, V. ARMURE, V. CAPUCHON DE MAILLES, V. MAILLES.

COIFFE de SCHARO (B, 1). Sorte de **COIFFE** formant la partie supérieure de la DOUBLURE du SCHARO de l'INFANTERIE. — La **Coiffe** était formée d'une bande de toile teinte en couleur foncée; cette bande avait quatre-vingts millimètres de hauteur, et était cousue le long du pourtour supérieur de la face intérieure du BANDEAU. — La partie supérieure de la **Coiffe** était remplie en coulisse, recevait un cordon, et se fermait en se fronçant. — Les **Coiffes** des BONNETS à TOILE et des COLERACS ne différaient pas de celle du SCHARO. — Ces formes ont été modifiées depuis; mais telles étaient les prescriptions du projet de RÉGLEMENT SUR L'UNIFORME (1818, B). — Des DÉCISIONS ont confondu les mots **COIFFE** et COUVRE-SCHARO.

COIFFER, verb. act. V. CITADILLE, V. COIFFE.

COIFFETTE, subs. fém. V. **COIFFE**, V. MAUFRET.

COIFFURE, subs. fém. V. BONNET DE C... V. CALOTTE DE C... V. CHAPERON DE C... V. EFFET DE C... V. HOUTTE DE C... V. MORION DE C... V. MORTIER DE C...



COIFFURE (term. génér.), ou **COIFFURE** d'UNIFORME, ou **COIFFURE** MILITAIRE. Le mot **Coiffure** dérive du mot **COIFFE**, et ne doit pas être confondu avec le mot CHEVELURE, comme on l'a fait souvent. — La **Coiffure** est une des branches de cette partie administrative à laquelle le nom d'UNIFORME convient généralement. — Avant d'examiner comme un EFFET d'uniforme la **Coiffure**, jetons un coup

d'œil sur les usages de l'antiquité. — Il y avait des peuples barbares qui ajustaient leurs ARMES OFFENSIVES comme un ornement de tête; ainsi l'habitant des Iles BALÉARES entourait de ses FRODES sa CHEVELURE, et l'ETHIOPIEN se coiffait de ses FLÈCHES disposées en couronne. Qui sait si les cornes de Moïse, celles de Bacchus et les couronnes à pointes de plusieurs divinités de la fable, ne sont

pas une trace de ces vieux usages? — Les MILICES GRECQUES ET ROMAINES ne voyant dans la Coiffure qu'une armure de tête, et non un frivole ornement, s'étudièrent à l'approprier à sa destination, et la choisirent défensive, robuste, distinctive, durable et coordonnée AUX ARMES du temps. — A l'exemple de ces peuples, les GENS DE GUERRE ont porté dans le MOYEN AGE, l'ARMET, le BARBUTE, le CASQUE, le CHAPEAU DE FER, le MORION, le POT-DE-TÊTE. — SANS conseiller l'imitation exclusive des coutumes des ROMAINS, SANS vouloir faire revivre les modes de nos ancêtres, on ne peut qu'applaudir aux principes qu'ils admettaient et qu'on dédaigne; ils avaient en vue l'utilité et la commodité, tandis que la question d'élégance domine dans les temps modernes toutes les autres. — Dans la MILICE FRANÇAISE, le caprice et la mode ont tenu lieu de règles; les GENS D'ARMES portaient de toute ancienneté le BEAUME; l'INFANTERIE se coiffait à la bourgeoise; elle portait: BUCLE, RIVETTE, BUVETTE, HUVETTE. — A partir de l'invention des ARMES À FEU PORTATIVES, les PIQUETIERS conservent le POT; les ARQUEBUSIERS ont le CARABAT, le CHAPERON, le SERGENTE. On voyait encore, sous TURENA, à ce que dit JARRO (1777, G), des TROUPES qui n'avaient pas le CASQUE, porter une TOQUE garnie d'un PLUMET. — Dans le dix-septième siècle, les MARÉCHAUX DE FRANCE et les OFFICIERS de haut grade portaient, les jours de cérémonies, des FERRURES À LA BERGANDIÈRE, sous lesquelles se cache leur CHÉMINÉE. — L'usage des armes à feu portatives modifia la Coiffure de l'INFANTERIE; les ARQUEBUSIERS prirent le CHAPERON; les MOUSQUETAIRES y substituèrent le CHAPEAU, distingué un peu plus tard de celui des citoyens par la manière dont ses BORDS se relèvent; les PIQUETIERS conservèrent, des derniers, la BOURGUIGNOTE ou le POT-DE-FER; le CASQUE et le SALADE des HOMMES DE PIED disparut peu d'années avant l'abolition totale des PIQUETIERS. — Au milieu du dix-huitième siècle, notre manie pour les modes étrangères va chercher aux rives du Vésère, et la relature du CHAPEAU et la manière de le percher obliquement sur l'oreille droite; c'est aussi de PRUSSE que nous tirons, à la même époque, un accoutrement ridicule et qui a le tort d'être tout à fait étranger, c'est le BONNET À POIL que l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) désigne spirituellement sous le nom de *Coiffure infligée aux hommes d'état*. — Les GENS DE LA GUERRE commencent alors à sentir que les choses de l'uniforme sont de la compétence du ministre et des ORDONNANCES. — Le RÈGLEMENT D'EMPILEMENT de 1767 intervient sur les questions qui ont rapport à la Coiffure, et il met au

jour des principes nombreux et des idées mesquines; grâces pourtant lui soient rendues, pour avoir donné au soldat le BONNET DE POLICE. — Le ministre SAINT-GERMAIN acquiesce, par le CHAPEAU À QUATRE CÔNÉS et par le PORALEIN, plus de célébrité que n'a lui en avaient valu une vie bizarre, de beaux services et un mérite réel. — Tous les autres qui écrivent peu avant la GUERRE DE LA RÉVOLUTION semblent d'accord pour démontrer combien notre CHAPEAU D'INFANTERIE est ridicule et défectueux. Le ministère se rend à l'évidence; il substitue, en 1790, au CHAPEAU le CASQUE DE GUERRE; on renonce à ce casque, à l'époque où les réquisitions pouvaient spoliier de CHAPEAUX les magasins, et n'y pouvaient puiser des CASQUES. — En 1794, l'ÉCOLE DE MARS donne la première idée des SCHAROS d'INFANTERIE; l'INFANTERIE LÉGÈRE adopte capricieusement, en l'an six, une COIFFURE moins élégante que ne l'était le CASQUE; c'est le SCHARO de HUMARD ou SCHARO À FLAMME importé de HONGRIE, Coiffure surhaussée et à COULEURS TRANCHANTES qui ne convenait en rien à des HOMMES DE PIED destinés à combattre inaperçus. — Après quelques campagnes, cette Coiffure ingrate et incommode se dépouille de sa FLAMME, s'accourcit, s'élargit par le haut, est substituée au CHAPEAU DE TROUPE, et s'approprie à toute l'INFANTERIE DE LIGNE. GASSNER (1810) nous disait: *Le Chinois est plus sage; son bonnet pointu n'est pas un réservoir de neige et de pluie*. — L'influence française a imposé le SCHARO à toutes les INFANTERIES, il était primitivement emprunté des NÉGRES septentrionaux. — Depuis le consulat, le COCACAC a pris rang parmi nos Coiffures. — Sous le régime impérial, nous avons reçu des POLOIS le SCHARO-CHA, d'abord presque cubique, et devenu da plus en plus ridicule par son étrangement. — Les CORPS PRIVILÉGIÉS ont repris et conservent le CHAPEAU. — Tour à tour le BONNET À POIL a été retiré et rendu aux SAPEURS de l'INFANTERIE; tour à tour on lui a donné, on lui a retiré la COCARDE. — Si l'on tenait à mettre en parallèle plusieurs opinions sur le sujet ici traité, on pourrait recourir aux ouvrages de BARDIN (1818, B), BOWEN (1781, H), M. COURTIN (1825, E), DELIGNÉ (1780, I), M. le général FRISSON (1822, E), MAURICE DE SAKÉ (1757, A), TUPPIN (1783, O), etc., le Dictionnaire de la Conversation, l'Encyclopédie des Gens du monde, le Journal de l'Armée (t. v, p. 56). — Il restera un souvenir de la forme, des dimensions, des différences de tous les ÉTATS DE COIFFURES de notre armée, dans les descriptions et les gravures d'un ouvrage moderne (1818, B). — La Coiffure a subi les modifications ex-

primées dans les circulaires de 1830 (11 SEPTEMBRE, 20 NOVEMBRE, 19 DÉCEMBRE) ET 1851 (17 AVRIL, 6 MAI, 7 MAI, 17 JUIN). — En outre des EFFETS DE COIFFURE qui répondent aux nôtres, une partie de la MILICE ANGLAISE porte la TOQUE et le BÉRET. — La Coiffure, en prenant ce mot dans le sens où nous devons le prendre ici, se distingue en COIFFURE D'ARTILLERIE, — DE CAVALERIE, — DE CHIRURGIEN, — DE CORPS, — DE DRAGONS, — DE GRANDE TROUPE, — DE LÉGIION ROMAINE, — DE PETITE TROUPE, — DE SOUS-OFFICIERS, — DE TROUPE, — D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

COIFFURE D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE IMPÉRIALE. V. CORDON DE SCHARO. V. LÉGISLATION, 1832 (18 AOÛT). V. MINISTRE DE LA GUERRE (1850, 18 NOVEMBRE).

COIFFURE DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. CORPS À CHEVAL. V. SCHARO D'HOMME DE TROUPE.

COIFFURE DE CHIRURGIEN. V. CHIRURGIEN. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

COIFFURE DE CORPS (term. sous-génér.). Sorte de COIFFURE ainsi désignée par opposition à la COIFFURE D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. — La Coiffure est considérée ici comme une des branches de l'uniforme de l'infanterie française, et comme particulièrement propre aux hommes de troupe. Elle se compose de divers EFFETS qui, à l'exception du BONNET DE POLICE, ont été acquis dans chaque corps par les soins du CONSEIL D'ADMINISTRATION; il en faisait l'achat; il en surveillait la fourniture. — La Coiffure est différenciée, suivant les corps, au moyen de certains ATTRIBUTS. — Sous le point de vue de la police, le genre de la Coiffure influe sur les formes du SALUT MILITAIRE. — Chaque EFFET DE COIFFURE doit être placé dans les chambres des SOLDATS, suivant certaines règles. — La Coiffure de corps se distinguait en COIFFURE DE GARDE ROYALE et en COIFFURE DE LIGNE.

COIFFURE DE DRAGONS. V. DRAGON. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4.

COIFFURE DE GARDE ROYALE (B, 1; E, 1). Sorte de COIFFURE DE CORPS considérée comme propre à l'infanterie française de la GARDE ROYALE; elle différait de la Coiffure des CORPS D'INFANTERIE DE LIGNE en ce qu'elle comprenait divers BONNETS À POIL en outre du CHAPEAU.

COIFFURE DE GRANDE TROUPE. V. BONNET DE SAPEUR. V. GRANDE TROUPE.

COIFFURE DE LÉGIION ROMAINE. V. LÉGIION ROMAINE N° 4.

COIFFURE DE LIGNE (term. sous-génér.).

Sorte de COIFFURE DE CORPS particulière à l'infanterie française de ligne; elle comprend: BONNET DE POLICE, CHAPEAU, COLRACH, COUVER-COLRACH, COUVER-SCHARO et SCHARO. Elle se distingue en COIFFURE DE NUIT, — DE TAMBOUR-MAJOR.

COIFFURE DE NUIT (C, 3). Sorte de COIFFURE DE CORPS DE LIGNE composée d'un BONNET DE NUIT ou d'un SERRE-TÊTE. S'assurer qu'il en est fait usage est un des actes de surveillance du CAPORAL D'ESCOUADRE.

COIFFURE DE PETITE TROUPE. V. CHAPEAU D'OFFICIER. V. PETITE TROUPE.

COIFFURE DE SOUS-OFFICIER. V. SOUS-OFFICIER; ld. N° 12.

COIFFURE DE TAMBOUR-MAJOR (B, 1). Sorte de COIFFURE DE CORPS DE LIGNE, qui diffère de celle de troupe, en ce que le TAMBOUR-MAJOR porte le COLRACH.

COIFFURE DE TROUPE. V. COIFFURE DE CORPS. V. TROUPE.

COIFFURE D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL (B, 1). Sorte de COIFFURE qui, pendant toute la GUERRE de LA RÉVOLUTION, a consisté en CHAPEAUX. — Les CHAPEAUX de GÉNÉRAUX étaient bordés d'or. — Depuis la paix de 1815, une décision que rien ne justifiait donnait le SCHARO AUX OFFICIERS PARTICULIERS et SUPÉRIEURS D'ÉTAT-MAJOR, ce qui les obligeait à faire la dépense d'une double COIFFURE. Il eût mieux valu ne donner à l'ÉTAT-MAJOR que le SCHARO ou que le CHAPEAU, qui du reste sont également incommodes et mal inventés.

COIFFURE D'UNIFORME. V. COIFFURE. V. MILICE PRUSSIENNE N° 4. V. MILICE RUSSIE N° 4. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE N° 3. V. MILICE TURQUE N° 4. V. PANACHE. V. REVUE. V. SALUT D'ARMES. V. SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE. V. UNIFORME.

COIFFURE MILITAIRE. V. BARRE. V. BUCLE. V. MILITAIRE, adj. V. FERRUQUE.

COIGNÉE, subs. fém. V. CHARGÉ DE SOLDAT. V. MACHE. V. LÉGIION ROMAINE N° 4.

COILLANT, subs. masc. V. CATAPULTE.

COIN, subs. masc. (term. génér.). Mot dérivé du latin *cornu*, ou, suivant VOUGIER (*Dictionnaire philosophique*, au mot *Grec*), du grec *gonia*; il a donné naissance au substantif *ENCOIGNURE*; il se distingue en COIN D'AIRAIN, — DE MIRE, — TACTIQUE.

COIN D'AIRAIN (F). Sorte de COINS connus des antiquaires, et qu'on a retrouvés en ANGLETERRE, en BRETAGNE, en NORMANDIE, dans l'île de Man. Leur longueur est de quatre à cinq pouces; leur largeur est d'un pouce et demi; un de leurs côtés est élargi et affilé comme un *fer de hache*; l'autre extrémité, qui est écusée ou percée comme

pour recevoir un manche, porte une anse ou un anneau. Le corps de cet outil ou instrument, entre l'une et l'autre extrémité, est carré. L'anse ou l'anneau servait à suspendre le Coin à la ceinture des soldats des légions romaines, comme le témoignent les sculptures de la colonne Trajane. — L'usage que la milice romaine faisait de ces Coins a été l'objet de recherches sans résultats positifs. Les uns croient qu'ils dépendaient de l'outillage des catapultes, ou que n'étaient les dents ou les leviers des roues qui servaient à bander les balistes, comme semble le donner à entendre Vitruve. — D'autres écrivains regardent les Coins comme des instruments de sacrifices. On a supposé que peut-être c'étaient des espèces de truelles ou de ciseaux au moyen desquels on élevait des ouvrages défensifs; c'eût été, dans ce cas, un genre de dolabra; enfin, quelques autres se sont persuadé que c'était une manière d'échelons propres à escalader les murailles. — Canrau s'est étendu en quelques détails sur ces questions restées obscures; elles avaient été plus anciennement traitées dans les mémoires de Trévoux imprimés en 1713 (p. 327) et en 1714 (p. 1777).

COIN DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 7. V. COIN TACTIQUE. V. MILICE GRECQUE N° 6. V. RANGS DE CAVALERIE.

COIN DE FAUX. V. FAUX. V. FAUX DE CAMPEMENT.

COIN (coins) de MIRE (G, A), ou POINTAL. Sorte de coins en bois dur qui faisaient partie de certains affûts de canons, de certaines pièces de montagnes; on s'en servait comme d'une semelle destinée à soutenir le tube dans la direction que voulait l'artilleur. — Les Coins étaient assujettis aux affûts par des chainettes. Les Coins de mire des mortiers qui ne sont pas d'une seule pièce avec l'affût se nommaient CREVETS, ou COUSINETTS, suivant POTIER (1779, X), et se plaçaient entre l'affût et le ventre du mortier. — L'ARTILLERIE, depuis la guerre de 1756, a substitué presque totalement, et surtout pour les canons de BATAILLON, la vis de POINTAGE au Coin de mire.

COIN D'INFANTERIE. V. COIN TACTIQUE. V. INFANTERIE.

COIN TACTIQUE (F, G, 6), ou BATAILLON TRIANGULAIRE, ou ÉCHELON TACTIQUE, ou ORDRE CONVEX, ou ORDRE EN COIN, ou FRONT TACTIQUE. Sorte de coin ou d'ORDRE TACTIQUE qui était en usage chez les Germains, suivant Tacite, et dans les milices grecque et romaine. C'était, dit-on, une des manœuvres d'ALEXANDRE LE GRAND. — Au temps de

l'EMPIRE ROMAIN, le Coin était l'ordre ou la disposition d'une troupe ayant, ainsi que l'EMBOLOS, plus de profondeur que de front et formant une masse triangulaire, soit pleine, soit vide; à l'exemple des Romains, les BYZANTINS en faisaient usage. — On a confondu Coin et EMBOLOS, parce que les LATINS traducteurs des Grecs ont rendu *embolos* par *cameus*. — Le sens du mot Coin a été l'objet de controverses nombreuses; elles ont peu éclairé la question. — Suivant certains auteurs, le terme donne l'idée de la légion romaine quand les manipules en étaient rangés de telle manière que ses intervalles correspondissent de la première à la dernière ligne et présentaient comme autant de rues libres et parallèles. Ainsi ce Coin, cet ordre croisé par des tranches perpendiculaires était l'opposé de l'ordre en quinconce, puisque dans celui-ci les intervalles des manipules étaient alternativement barrés par une *arriere-ligne*. — D'autres écrivains veulent au contraire que le Coin soit une armée ou une troupe rangée en trapèze et ayant une pointe dirigée du côté de l'ennemi. Ce trapèze était nommé en quelques traités *rostrum*, prone; on en retrouve la ressemblance dans le bataillon connu et fermé à sa base, dont la milice moderne originellement a fait emploi. — Mais le Coin des anciens avait quelquefois sa base ouverte, et il était tantôt à un seul aspect, tantôt à deux; tandis qu'au contraire le Coin moderne ou BATAILLON CORNU était plein et à un seul aspect. — L'opinion de ceux qui croient que le mot Coin est l'opposé de quinconce est justifiée par les expressions de Tacite et de Titus Live, qui emploient Coin comme synonyme des mots *græci*, *masse*, troupe, colonne compacte et profonde; tandis qu'au contraire Végèce dit que pour former le coin, ou, comme disaient les soldats, la tête de porc, *caput porci*, *caput porcinum*, la légion s'ordonnait sur quatre rangs; ce qui veut peut-être dire quatre lignes d'encadrement; que le Coin était l'opposé de la *terreille* ou du *déploiement*, et que c'était un triangle émissé dont l'objet était de fournir une charge, ou de diriger sur un même but des traits en plus grande quantité que n'eût pu le faire un grand front rectiligne. — On peut donc regarder, suivant les temps différents, les mots *Acies cuneata*, armée en Coin, comme signifiant, soit un ordre de toute une armée en un seul Coin, soit une ligne brisée et un arrangement d'armée en plusieurs Coins menaçant l'ennemi par de nombreuses têtes de colonnes. — Ainsi la légion manipulaire affectait l'ordre en plusieurs Coins,

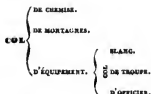
quand les MANIPULES, au lieu de se maintenir en QUINGORCE, prenaient un ALIGNEMENT DE PROFONDEUR, comme cela se vit à ZAMA. — Le COIN ROMAIN ou l'ARMÉE en un seul COIN qu'indique VIGÈRE (300, A) ne date que du temps de la corruption de la MILICE; ce n'était qu'un ORDRE INERTE, un système défensif et non un moyen de CHARGE IMPULSIVE; ISHIDIS que le COIN grec ou EMBOLON paraît avoir été employé comme ORDRE LOCOMOYANT et offensif. — FOLARD (1727, A), GUICHARDT (1758, H), MAJERROY (1767, E), accusent d'exactitude et de confusion dans les termes les dissertations d'ELIEN (70, A) et de VIGÈRE sur le COIN et l'EMBOLON. Plusieurs AUTEURS ont même nié l'existence possible de ces ordonnances ou évolutions, à moins de supposer un CARRÉ PLEIN, ou une COLONNE, et ils n'ont regardé les mots COIN et ÉPERON ou PROCE que comme des expressions métaphoriques. — Il est pourtant indubitable qu'on s'est battu en COIN (*cuneatum*) quelle que soit l'acception qu'on attache à ce terme. DENIS D'Halicarnasse mentionne expressément l'ATTAQUE EN COIN. TACITE dit des GERMAINS, *Actis per cuneos componitur*; leur armée se range en plusieurs COINS. AMMIAN (380, A) dit que le COIN finissait en pointe, *desinente in angustam frontem*. VIGÈRE nous apprend que le COIN prit sous l'empereur JUSTINIEN le nom de TÊTE DE PORC; AGATHIAS, rapporté par STIDAS, dit que cet ordre avait la configuration d'un bec ou d'un delta, que la pointe en était épaisse, abritée par des BOULIERS, et que les côtes ou flancs allaient s'écartant l'un de l'autre et laissent un vide. — ELIEN et ARIEN (110, A) déclarent que l'EMBOLON était une disposition d'attaque que PHILIPPE de Macédoine avait inventée et qu'il préférait au CARRÉ. — Ces AUTEURS distinguent précisément le COIN D'INFANTRIE et le COIN DE CAVALERIE; ils expliquent que le COIN DE CAVALERIE n'était pas à centre vide et à base ouverte; c'était une pyramide pleine ayant pour PREMIER RANG UN CAVALIER; pour SECOND RANG TROIS CAVALIERS, pour TROISIÈME RANG CINQ CAVALIERS, etc., etc. — Le COIN D'INFANTRIE dont ils parlent différait de l'autre en ce qu'il était à angle émoussé et que son PREMIER RANG était de trois hommes; il se formait en joignant les TÊTES d'une PHALANGE DOUBLÉE AMPHISTOME, ce qui donnait à la troupe la figure d'un lambda; tel aurait été le COIN de la bataille de LEUTRES. — On a réfuté l'assertion de ces écrivains en démontrant l'impossibilité qu'il y aurait eu de manier de pareilles masses d'hommes ou de chevaux; cette difficulté n'est pas venue apparemment à l'esprit de DELATOUR (1514,

A), de SANTA-CRUZ (1758, A) et de BOUCHAUD (1771, I), car ils indiquent comme usité et ils proposent de faire revivre ce nos milices l'usage du COIN. — Il est indubitable que le COIN a été pratiqué en grand après la chute de l'EMPIRE ROMAIN, puisque AGATHIAS représente l'armée des FRANCES commandée par BUCCELIN, prenant pour la bataille de CASILIN, en 554, la forme d'une TÊTE DE PORC dont les ailes s'allongeaient en arrière comme deux jambes. — NARSÈS au contraire combat les FRANCES, dans cette même bataille, en observant l'ordre inverse, c'est-à-dire en avançant ses ailes en forme de bras. — VELLZ dit également que l'INFANTRIE DES FRANCES s'ordonnait en COIN, ayant la CAVALERIE AUX AILES. — En maintes actions la MILICE TURQUE, par tradition plutôt que par TACTIQUE ou peut-être faute de TACTIQUE, a combattu soit en forme d'un coin romain ou en volées d'ailes, soit en tenaille ou en croissant. — Il y a des AUTEURS qui conjecturent que ce fut en COIN que les ANGLAIS vainquirent à CRÉCY, en 1346; mais c'est un point contesté. — GUSTAVE-ADOLPHE pratiquait une ordonnance qui se composait de COINS saillants dont s'entremêlait son ORDRE DE BATAILLE; ils étaient comme autant de FÊCHES DE FORTIFICATION unies par des COURTIÈRES. A LUTERN, il signala ses BRIGADES en ne leur donnant pour tête qu'un front plus étroit que le reste; tel est un des derniers exemples que nous donne à cet égard l'histoire. Cette ordonnance était peut-être une imitation perfectionnée de l'*acies cuneata*. — Les ANGLAIS furent battus à FORTENOY, en 1745, pour avoir involontairement formé le COIN. — On voit dans MIRABEAU (1788, C) une manière de COIN sur deux lignes (planche 71) tel que le pratiquait, aux exercices, la MILICE PRUSIENNE. — BOUCHAUD (1771, I) et MAJERROY (1767, E) ont consacré une dissertation étendue et savante, l'un pour prouver, l'autre pour nier l'existence du COIN triangulaire. MAJERROY ne regarde le COIN et l'EMBOLON que comme une COLONNE dont les arrières-subdivisions allaient s'élargissant; elle aurait eu, suivant lui, la forme d'une section placée en avant d'un PELOTON, de même que celui-ci l'aurait été en avant d'une DIVISION, etc., etc. — Les AUTEURS qui ont traité du COIN ou de l'EMBOLON sont, indépendamment des écrivains déjà cités, BÉNÉTON (1741, A), BOURDON (1743, B), CARRION (1824, A), CÉSAR (51 av. J.-C.), ELIEN (au mot Tête de porc), FRONTIN (80, A), LACHESNAIR (1758, I), M. LISBENNE (t. 1^{er}, p. 576, gravure), MAURENT (1762, F), MIRABEAU (1788, C; p. 578), PATIERRE (1583, B), PLUTARQUE, POLYBE

(150 av. J.-C.), POTIER (1779, X), THOUY-
DIDE, VIGÉE (390, A), WEHMANN, XÉRO-
PHOR (370 av. J.-C.).

COISSER (verb. act.) TABOUR. V. BATTRE
LA CAISSE. V. TABOUR.

COL, SUBS. MASC. V. GARDE-G... V. HAUSSE-
C... V. RABAT DE C...



COL (term. génér.). Mot qui dérive du
LATIN *collum* et qui a produit les mots COL-
LET, COLLETIN, COLLIER, COLLIERE. Il se distin-
gue en COL DE CHEMISE, — DE MONTAGNES,
— DE VIS, — D'ÉQUIPEMENT, — D'HOMME DE
TROUPE, — ÉCARLATE, — GÉOLOGIQUE, —
NOIR.

COL BLANC (B, 1). Sorte de COL D'ÉQUIPE-
MENT D'OFFICIERS et de TROUPE, en usage de-
puis 1779. Le RÈGLEMENT DE POLICE DE 1792
le prescrivait encore, et il se portait aux PA-
RADES. Ce COL était en basin; il n'est plus
d'usage.

COL DE CHEMISE (B, 1). Sorte de COL con-
sidéré ici comme propre AUX CHEMISES DE
TROUPE; il est d'un seul morceau rempli
en double et cousu, le long de son bord in-
férieur, au corps de la CHEMISE; sa partie
antérieure ferme au moyen d'un BOUTON et
d'une BOUTONNIÈRE; sa hauteur, rempli y
compris, est de soixante-quinze millimètres;
sa longueur, mesurée le long de l'RETOUR-
NANT, est de quatre cent cinquante, quatre
cent quarante ou quatre cent trente milli-
mètres. — Le RÈGLEMENT DE POLICE DE 1792
a disposé que le COL DE CHEMISE ne devait pas
être aperçu quand le soldat est en tenue.

COL DE MONTAGNES (G, 7; H), ou COL
GÉOLOGIQUE, OU PAS, OU FERTUS, OU FORT, VENN
de l'ESPAGNOL *puerto*, ou du PORTUGAIS *porta*.
Sorte de COL ou de passage étroit que quel-
quefois aussi on nomme GORGE, et qui met
en communication deux VALLÉES OU VAL-
LONS. — En TOPOGRAPHIE un COL est le point
d'inflexion d'une ARÊTE GÉOLOGIQUE, un
étranglement de TERRAIN et le lieu d'un
portage d'eaux; il est l'ensemble de deux
têtes de VALLÉES, et la naissance de deux
VERSANTS. — Par sa position supérieure, le
COL diffère du DÉFILÉ. — Quelquefois un
FORT est construit pour la défense d'un
COL.

COL de TROUPE (B, 1), ou COL D'HOMME DE
TROUPE. Sorte de COL D'ÉQUIPEMENT qui long-
temps a été BLANC; maintenant les mots
COL DE TROUPE, ou COL NOIR, sont synonymes,
parce que le noir est seul en usage pour les
HOMMES DE TROUPE. — Le nombre des Cois
était fixé à deux par HOMME. Le RÈGLEMENT
DE 1775 (2 SEPTEMBRE) les accompagnait de
trois RABATS. — Le COL se composait de
l'AME et de l'ÉCARLATE. — La DÉCISION DE
1821 (10 AOÛT) voulait que l'enveloppe fût
en voile noir; mais l'ORDONNANCE DE 1822
(8 MAI) veut que le COL soit simple; en qui
probablement voulait dire : sans AME. —
Le COL s'attachait au moyen de CORDEONS en
rubans; il avait une hauteur apparente de
soixante-cinq millimètres; il était accom-
pagné et garni d'un RABAT. — L'ORDONNANCE
DE POLICE DE 1818 chargeait le SERGENT DE
SURVEILLANCE de veiller à la propreté des Cois.
— La CIRCULAIRE DE 1852 (25 JANVIER) con-
sidérait comme COL de troupe un COL NOIR
d'étoffe croisée, bordé de cuir et sans rabat;
elle voulait qu'il fût cintré; description
qui n'est pas claire. — La DÉCISION DE 1853
(25 JUILLET) prescrit à la troupe et aux
OFFICIERS l'usage de Cois en CRINOLINE, bor-
dés de peau de chèvre, noirs. — La DÉCISION
DE 1836 (8 JUIN) a donné aux hommes de
troupe le COL de satin turc.

COL de VIS. V. COLLET DE VIS. V. VIS.

COL (cols) d'ÉQUIPEMENT (term. sous-génér.).
Sorte de COLS qui comptent au nom-
bre des EFFETS de PETIT ÉQUIPEMENT DES TROU-
PES FRANÇAISES; leur usage a succédé AUX
FRANSES et AUX CRAVATES. — Conformément à
l'ORDONNANCE DE 1767 (25 AVRIL), les Cois
d'équipement ont d'abord été noirs pour les
CORPS RÉGIMENTAIRES dont l'HABIT était à COL-
LET ROUGE, et il était ÉCARLATE pour les CORPS
dont l'HABIT avait le COLLET de toute autre
couleur. — En 1779, il n'y a plus eu que
des COLS BLANCS ou NOIRS s'attachant au
moyen d'une BOUCLE. — Si l'on en croit
BONAR (1781, H), COLOMBIER (1772, C), etc.,
l'usage des Cois est accompagné d'inconvé-
nients graves. DELIGER (1780, I), blâmant de
même ce carcan, va jusqu'à proposer de re-
prendre la FRANGE. — Les Cois se distinguent
en COL BLANC, — DE TROUPE, — D'OFFICIER.

COL d'HOMME DE TROUPE. V. COL DE TROUPE.
V. HOMME DE TROUPE.

COL d'OFFICIER (B, 1). Sorte de COL D'ÉQUIPEMENT
qui doit être de forme pareille au
COL DE TROUPE. — Conformément à la ROTON
DE 1815 (5 DÉCEMBRE), il était en étoffe de
soie noire plissée et sans RABAT. La CRAVATE
D'OFFICIER lui a succédé; il était en 1835 en
CRINOLINE comme celui de la troupe, et de-
puis il a été prescrit en satin turc.

COL ÉCARLATE. V. COL D'ÉQUIPEMENT. V. ÉCARLATE. V. MILICE PRUSSIENNE N° 4.

COL GÉOLOGIQUE. V. COL DE MONTAGNES. V. GÉOLOGIQUE.

COL NOIR. V. COL DE TROUPE. V. COL D'ÉQUIPEMENT. V. COL D'OFFICIER. V. NOIR. V. MILICE PRUSSIENNE N° 4.

COLADE, subs. fém. V. ACCOLADE. V. CHEVALERIE D'AFFILIATION N° 3.

COLBACH, subs. masc. (B, 1), ou COLBACH, ou COLBAK. Mot qui est une corruption du TURC, CALPAK, KALPAK, passé dans le valaque, le moldave, le hongrois, et devenu français depuis le commencement de ce siècle. Le Calpak proprement dit est une coiffure de TÊTE d'ours dont le côté garni de son poil est à l'extérieur. Ce bonnet, en forme de cône tronqué, a un diamètre démesuré à sa partie la plus large. Ce hideux accoutrement est une mode des Boyards. Il a été emprunté à la France par la milice espagnole. — Le Colbach n'est connu dans l'ARMÉE FRANÇAISE que depuis l'usage qu'en ont fait les CHAMBERS A CHEVAL de la GARDE CONSULAIRE, qui en avaient trouvé le modèle en ÉGYPTE; ils l'avaient adopté lorsqu'ils composaient le corps des GUIDES du général en chef. C'est d'eux et de l'ARTILLERIE A CHEVAL qu'il a été emprunté, et c'est depuis la restauration qu'il est devenu la COIFFURE DES TAMBOURS-MAJORS de l'INFANTERIE FRANÇAISE. — Les remarques faites à l'égard du BONNET A POIL, dont celui-ci n'est qu'une variété, sont en général applicables au Colbach. — La carcasse de cet effet de coiffure est en carton. Il est sans VISIÈRE ni CORDONNET; il porte un BLAND et des CORDONNETS; la partie qui répond au front est garnie intérieurement d'un RANOUAU; sa hauteur, mesurée par devant, est de deux cent cinquante millimètres et par derrière de deux cent soixante-quinze millimètres. Il se compose des parties suivantes : CALOTTE, CHADRE ou FLAMME, CORPS DE COLBACH, COUVER-COLBACH, DOUBLEUR, GOUSET A PONTON. — La CALOTTE du Colbach attache le COUVER-COLBACH au moyen d'AGRAFES; il est fortifié au moyen de la RAQUETTE. — Le Colbach français a été figuré de grandeur naturelle dans un ouvrage (1818, B), dont la DÉCISION DE 1817 (3 SEPTEMBRE) fait mention. — Plusieurs MILICES ont imité le Colbach français, telles que celles de l'Orient, du WURTEMBERG, etc.

COLBACH DE RUSSARDS. V. RUSSARDS. V. RUSSARD N° 4.

COLBERT. V. NOMS PROPRES.

COLÉE, subs. fém. V. ACCOLADE. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS.

COLGIAK, subs. masc. V. BRASSARD D'ARMURE. V. BRASSARD DE FER FLEIN. V. MILICE TURQUE N° 4.

COLGIAT, subs. masc. V. BRASSARD D'ARMURE. V. BRASSARD DE FER FLEIN.

COLICHEMARDE, subs. fém. V. COLISMARDE.

COLIMAÇON, subs. masc. V. LIMAÇON.

COLIGNY, V. NOMS PROPRES.

COLIS, subs. masc. V. BAGAGE DE CORPS. V. GRANO ÉQUIPEMENT. V. HANT. V. PANTALON D'ÉTOFFE. V. SCHARO D'HOMME OF TROUPE. V. SOULIER. V. TRANSPORT DIRECT.

COLISMARDE, subs. fém. (F), ou COLICHEMARDE. ARME D'ESTOC principalement consacrée à l'ESCRIPE. L'étymologie de ce mot paraît appartenir à la LANGUE ESPAGNOLE. — La Collismarde diffère du CARLET en ce qu'à deux décimètres environ de la GARDE, sa LAME s'élargit brusquement jusqu'en haut et forme un TALON peu épais, mais large de vingt-cinq à trente millimètres afin d'augmenter l'opposition des PARADES et de faire dévier d'autant les BOTTES de l'adversaire. A raison de cette forme, les Anglais lui ont donné la dénomination de *broad sword*, large épée ou ESPADON. A en croire l'Encyclopédie du dix-neuvième siècle (au mot ARME), la Collismarde était un genre de COUTELLE. — Quelques auteurs considèrent la Collismarde comme une arme de BRUTALITÉ et l'ont confondue avec la BRETE; mais cette dernière est plus longue, moins moderne et d'un autre pays.

COLIVIRINIER, subs. masc. V. COULIVIRINIER.

COLLADO; COLLANDER. V. NOMS PROPRES.

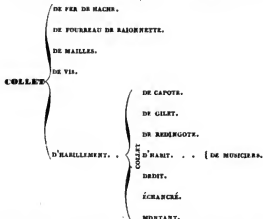
COLLANT (collante), adj. V. DEMI-C... V. PANTALON C...

COLLE, subs. fém. V. BLANC A SUFFLE. V. BLANC A LA COLLE. V. BEUTER D'ÉQUIPEMENT.

COLLECTIF (collective), adj. V. PRESTATION C... V. RÉCOMPENSE C... V. REVUE C...

COLLÈGE (subs. masc.) MILITAIRE. V. CODE MILITAIRE. V. ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR. V. ÉCOLE MILITAIRE. V. ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE. V. ÉCOLE SPÉCIALE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 2. V. JARRY (1789, H). V. LÉGISLATION 1831 (12 AVRIL). V. MILICE ANGLAISE N° 7. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2. V. MILITAIRE, adj. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. ORPÈVRE DE MILITAIRE.

COLLET, subs. masc. V. ÉCUSSON DE C... V. GARDE-C... V. GRAND C... V. PANG-PONG DE C... V. PETIT C... V. PRÊTRE LA C...



COLLET (term. génér.). Ce mot est un dérivé du mot *COL*; il est analogue, suivant GAREAU, au *collare* des LATINS. Il se distingue en COLLET DE RUFFLE, — DE CANON D'ARTILLERIE, — DE CHEMISE, — DE FER DE HACHE, — DE FOURREAU DE SAISONNETTE, — DE GARDE, — DE JUSTE-AU-CIEUX, — DE MAILLES, — DE PUY, — DE TIR, — DE VENTE, — DE VIS, — D'HABILLEMENT, — D'HABIT D'AIDE-CHIRURGIEN, — D'HABIT DE CHIRURGIEN, — D'HABIT DE TAMBOUR, — D'HABIT D'INFANTERIE LÉGÈRE DE LIGNE.

COLLET de RUFFLE. V. RUFFLE DÉFENSIF.

COLLET de CANON D'ARTILLERIE. V. CANON D'ARTILLERIE.

COLLET de CAPOTE (B, 1). Sorte de COLLET D'HABILLEMENT considéré ici comme faisant partie de la capote des corps d'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. — Ce Collet a longtemps été taillé droit et fait de même étoffe que le reste de la capote. Une décision de 1822 (6 février) disposait qu'il serait en drap bleu de roi, échanuré et portant un écusson ou l'ATTE en drap de la couleur distinctive. Une décision de 1822 (14 octobre) voulait que les Collets fussent entièrement en drap de la couleur distinctive. Une décision du 14 novembre suivant apportait de telles différences dans cette question si simple, que les règles qui concernent la couleur tranchante de ces collets tombaient dans une complication indéchiffrable. — Le Collet de la capote est formé de deux morceaux égaux, coupés de manière que la ligne antérieure de chaque QUANTIER de devant dépasse de quatre-vingts millimètres le Collet. — Il s'attache au CORPS DE CAPOTE, au moyen de l'entourure; sa longueur, le

long de l'arcourbe, est de cinq cent trente-cinq, de cinq cent trente ou cinq cent vingt-cinq millimètres. Il a, en hauteur, cinq millimètres de plus que le collet de l'HABIT; il est doublé de drap pareil à celui de la CAPOTE; il est bordé d'un passe-foi, et piqué, ainsi que sa doublure, d'un POINT SERRÉ le long du bord et le long du milieu. — La CIRCULAIRE de 1832 (25 janvier) échangerait le Collet de la capote.

COLLET de CHEMISE. V. CHEMISE D'ÉQUIPEMENT. V. COL DE CHEMISE.

COLLET de FER DE HACHE (B, 1; G, 1). Sorte de COLLET on de partie légèrement concave du FER de la HACHE DE SAPEURS D'INFANTERIE FRANÇAISE. — Le Collet marque la naissance de la LAME, à partir de la DOUILLE; il règne sur chacune des faces de la LAME en avant du MARCHÉ de la HACHE, et s'étend du bord supérieur au bord inférieur de la LAME.

COLLET de FOURREAU DE SAISONNETTE (B, 1; G, 1). Sorte de COLLET formé d'une bande de RUFFLE blanc de vingt-cinq millimètres de largeur; il est destiné à fortifier l'orifice du FOURREAU dont il embrasse l'extérieur. — Le Collet pince le CONTRERAROLON entre lui et le FOURREAU; il est arrêté par deux coutures; ses extrémités sont jointes, bout à bout, par une couture à double branche, le long et en dehors de la couture du CORPS DU FOURREAU.

COLLET de GARDE. V. CUIRASSE DE FER FLEUR. V. GARDE-COLLET.

COLLET de GILET (B, 1). Sorte de COLLET D'HABILLEMENT du GILET DE TRUPE DES CORPS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. Il était d'un

seul morceau, ou de deux morceaux égaux, garni d'une bande de toile entre le drap et la doublure; il était cousu au corps du GILET et piqué, dans toute sa longueur, d'un point serré le long de son milieu. Sa longueur, mesurée le long de l'ENTOURNURE, était de quatre cent quatre-vingt-quinze, de quatre cent quatre-vingt-dix ou de quatre cent quatre-vingt-cinq millimètres. Sa hauteur était moindre de dix millimètres que celle du COLLET de l'HABIT. Elle était par devant, de soixante-dix, de soixante-cinq ou de cinquante-cinq millimètres. Le derrière du Collet était plus haut de cinq millimètres que le devant; cette hauteur est de soixante-quinze, de soixante-dix ou de soixante millimètres. Un simple caprice ministériel a aboli toutes ces règles que nous avons décrites, parce que peut-être on y reviendra. La décision de 1822 (9 mai) veut que le Collet du gilet ne dépasse pas la couture du bas du Collet de l'habit.

COLLET de JUSTE-AU-CORPS. V. JUSTE-AU-CORPS.

COLLET de MAILLES (F), ou COLLETTIN DE MAILLES, ou GORGEPIN DE MAILLES, ou HAUMECOU DE MAILLES. Sorte de COLLET qui était une partie de l'ARMURE DE MAILLES; il s'ajoutait au CHAPERON DE MAILLES et s'y rattachait. Il y en avait à MAILLES moitié larges et moitié serrées. Il y en avait qui étaient l'accompagnement d'un CASQUE ou d'une CASQUETTE le long du bord desquels ils étaient comme cousus. — LES ARBALLÉTRIERS, les ARCHERS A PIED, les COUILLERS et les FRANCS ARCHERS portaient le Collet de mailles. — Ce Collet couvrait le cou, s'étendait sur les épaules, et s'unissait à la chemise sous le REAUME. — Une ordonnance de 1551 veut que les VARELETS aient GORGEBLETTE DE MAILLES. — On voit la représentation des Collets ou GORGEBLETTES dans CARRÉ (1783, E). — Les Collets de mailles sont encore en usage dans la MILICE PERSANE.

COLLET de POT. V. POT DÉFENSIF.

COLLET de REDINGOTE (B. 1). Sorte de COLLET D'HABILEMENT mentionné ici comme propre aux REDINGOTES des OFFICIERS de l'INFANTERIE FRANÇAISE de ligne. Ce Collet est en drap pareil à celui de la REDINGOTE; il est échanuré.

COLLET de TIR. V. BERSAULT. V. TIR.

COLLET de VESTE. V. VESTE.

COLLET de VIS (B. 1; G. 1), ou COL DE VIS A TÊTE PERCÉE. Sorte de COLLET, c'est-à-dire de moulure ou de renflement qui couronne la TIGRE de cette vis. — Le Collet s'appelle sur la MACHOIRE SUPÉRIEURE DU CHIEN.

COLLET (collets) d'HABILEMENT (lettin.

sous-général.). Sorte de COLLETS, quelquefois considérés comme un VÊTEMENT, quelquefois comme une partie de VÊTEMENT; tels étaient, dans le premier cas, le RISTE ou COLLET DE REITER, le GRAND COLLET ou MANTEAU COURT. Dans le second cas, les collets ont pour la plupart, pendant longtemps, été droits et fermés au moyen d'agrafes. — Une mode plus sage a prévalu, et les Collets, maintenant échanurés, n'emprisonnent plus le cou des MILITAIRES. — Ces Collets se distinguent en COLLETS DE CAPOTE, — DE GILET, — DE REDINGOTE, — D'HABIT, — DROIT, — ÉCHANCRÉ, — MONTANT.

COLLET d'HABIT (lettin. sous-général.).

Sorte de COLLET D'HABILEMENT qui, aux premiers HABITS D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE, était tombant, renversé, large comme le petit doigt et sans agrafes. Le RÈGLEMENT D'HABILEMENT de 1767 l'agrandit, afin qu'il puisse, au besoin, y est-il dit, se relever: ainsi il était encore replié. L'ORDONNANCE de 1779 (21 février) en fait un COLLET MONTANT et un COLLET DROIT de quinze lignes de haut, doublé de CADIS. — Sous le ministère de GOUVION (1817), les COMMISSAIRES DE LA GUERRE veulent que le Collet soit échanuré; sous le ministère de BELLUNE (1822), ils veulent qu'il soit montant et à cinq agrafes, etc., etc. Ce caprice a coûté cent huit mille francs au trésor. — De mode en mode, de règlement en règlement, le Collet a été s'élevant, et nous l'avons vu emprisonner les oreilles et le menton des MILITAIRES. — Ce Collet est de deux morceaux égaux; sa longueur, mesurée le long de l'ENTOURNURE, est de cinq cents, de quatre cent quatre-vingt-dix ou de quatre cent quatre-vingts millimètres; sa hauteur, par devant, est de soixante-quinze, de soixante-dix ou de soixante millimètres; il a, par derrière, cinq millimètres de plus; il est dépassé par le devant de l'habit, et cousu au corps de l'HABIT; il est doublé, garni, piqué d'un point serré le long de son milieu; il est bordé d'un PASSE-POIL. — En conformité de l'ORDONNANCE de 1822 (8 mai), le Collet des HABITS D'INFANTRIE DE RATAILL DE LIGNE et d'INFANTRIE LÉGÈRE était de la COULEUR DISTINCTIVE; depuis 1828, il était jonquille ou orange. La CIRCULAIRE de 1852 (25 janvier) a prescrit qu'il serait échanuré. — Les Collets d'habits se sont distingués ou se distinguent en COLLET D'HABIT DE MUSICIEN.

COLLET d'HABIT D'AIDE-CHIRURGIEN. V.

AIDE-CHIRURGIEN N° 1. V. HABIT D'AIDE-CHIRURGIEN.

COLLET d'HABIT DE CHIRURGIEN. V. AIDE-

CHIRURGIEN N° 1. V. BOUTONNIÈRE DE COLLET.

CHIRURGIEN. V. CHIRURGIEN-MAJOR D'INFAN-

TRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

COLLET D'HABIT DE MUSICIEN (B, 1). Sorte de COLLET D'HABIT orné d'un GALON servant de distinction aux MUSICIENS de l'infanterie française de ligne. — Pendant longtemps cet ornement n'était adopté que du fait de la mode et n'était avoué par aucune disposition légale; enfin une décision de 1816 (2 février) dispose que le Collet des MUSICIENS sera bordé d'un GALON d'or ou d'argent de vingt millimètres de largeur, et que le Collet du CHEF DE MUSIQUE aura un second GALON d'une dimension moitié moindre.

COLLET D'HABIT DE TAMBOUR. V. HABIT DE TAMBOUR. V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. TAMBOUR-MAJOR N° 4.

COLLET D'HABIT D'INFANTERIE DE BATAILLE DE LIGNE. V. COLLET D'HABIT. V. HABIT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

COLLET D'HABIT D'INFANTERIE LÉGÈRE DE LIGNE. V. COLLET D'HABIT. V. HABIT D'INFANTERIE LÉGÈRE DE LIGNE. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 5.

COLLET DROIT (B, 1). Sorte de COLLET D'HABILLEMENT qui est en même temps COLLET MONTANT; on l'appelle DROIT pour la différencier du COLLET ÉCHANCÉ.

COLLET ÉCHANCÉ (B, 1). Sorte de COLLET D'HABILLEMENT qui est en même temps COLLET MONTANT; on l'appelle ÉCHANCÉ, parce qu'au lieu de joindre du haut et du bas, comme le COLLET DROIT, il ne joint que du bas; tel était le COLLET DE RYDINGOTE, dont la forme a été sagement adoptée pour les autres Collets, depuis la circulaire de 1832 (25 janvier).

COLLET MONTANT (B, 1). Sorte de COLLET D'HABILLEMENT soit DROIT, soit ÉCHANCÉ; il se nomme COLLET MONTANT par opposition à l'ancien COLLET D'HABIT.

COLLETA. V. NOMS PROPRES.

COLLETTIN, subs. masc. V. COL. V. GORGERIN.

COLLETTIN de RUFFLE. V. RUFFLE. V. RUFFLE DÉTACHÉ. V. CUIRRE.

COLLETTIN de MAILLES. V. ARCHER. V. COLLET DE MAILLES. V. MAILLES.

COLLEUVREINE, subs. fém. V. COULEUVREINE.

COLLIADO. V. NOMS PROPRES.

COLLIER, subs. masc. (term. génér.). Mot qui provient de l'expression COL. Des auteurs le croient synonyme de PHALÈRE; il se distingue en COLLIER de CHEVALIER, — DE TAMBOUR, — D'OLIVE, — SCÉOPHORIQUE.

COLLIER de CHEVALIER (F). Sorte de COLLIER qui distinguait les CHEVALIERS ROMAINS, et qui s'appelait *phalera*; mais ici nous considérons surtout le Collier comme une espèce d'EFFET D'UNIFORME à l'usage des

CHEVALIERS de l'ORDRE de LA GAZETTE, etc., etc., de ceux qui faisaient partie des ORDRES existant au MOYEN ÂGE, de ceux qui combattaient à la tête de la MILICE FRANÇAISE. — Le Collier était d'or; il faisait partie de l'ARMEMENT D'HONNEUR; il se composait d'une chaîne qui pendait en rond sur la poitrine, et y suspendait certains INSIGNES; il était une des distinctions et des prérogatives du CHEVALIER. — Il est question formellement de Colliers, en 1351, dans les statuts de l'ORDRE de L'ÉTOILE, ainsi que d'une bague ou anneau de chevalier. L'usage du premier de ces INSIGNES a été imité lors de la création de l'ORDRE de SAINT-MICHEL, et le Collier s'est conservé plus tard que la CHEVALERIE proprement dite. — PAUL JOYE dépeint le Collier comme inhérent, de son temps, à l'UNIFORME de la CAVALERIE FRANÇAISE et à l'ARMURE de la NOBLESSE. — BRANTOME (1600, A) nous apprend que Vendôme, vidame de Chartres et colonel général de l'infanterie, se rendant en Italie pour y être parrain en un combat singulier, menait en poste cent gentilshommes de sa suite, vêtus superbement, et chacun une chaîne d'or au col, faisant trois tours; car pour lors en faisait-on fort grande parade. — Dans les cérémonies où des CHEVALIERS se réunissent en séance, les MÉAULTS D'ARMES portaient le Collier de l'ORDRE. — Les Colliers de CHEVALIER, de CAVALERIE et de GENTILSHOMMES ont disparu avec l'ARMURE; cependant on en voit encore les vestiges: c'est le Collier de l'ordre suprême de la très-sainte Annuciade du Piémont, celui de la Toison d'or, celui de Saint-Michel, etc., etc.

COLLIER de CONVOI. V. COLLIER SCÉOPHORIQUE. V. CONVOI.

COLLIER de TAMBOUR (B, 1). Sorte de COLLIER, puisque le caprice du soldat a imposé à notre LANGUE MILITAIRE ce terme peu juste, pour donner idée d'une RANDOULIÈRE. — Le Collier est un EFFET de GRAND ÉQUIPEMENT; il supporte la caisse en usage dans les CORPS D'INFANTERIE; il embrasse le buste du TAMBOUR, de droite à gauche; il la suspend le long de la cuisse gauche. — Dans la première moitié de l'autre siècle, les Colliers étaient couverts de LIVRÉS; maintenant ils se composent des RANDES COURTE et LONGUE, du FEUTRE, de la PIÈCE de BOUTONNIÈRE, de la LANIÈRE et de la PLAQUE carrée de cuirre nommée PORTE-BAGUETTE. — Une MARQUE y est imprimée. — Les RANDES sont jointes par ENTURE; le PORTE-BAGUETTE y est retenu par une CLAVETTE; la PIÈCE de BOUTONNIÈRE est à BOUTON et à BOUTONNIÈRE. — Les Colliers se suspendent, dans les CHAMBRES de soldats, aux CHEVILLETTES à ÉQUIPEMENT. —

Une exacte image de notre Collier de tambour est gravée de demi-grandeur dans un ouvrage moderne (1818, B).

COLLIER DÉCORATIF. V. DÉCORATIF. V. TORQUAT.

COLLIER d'INDIEN. V. INDIEN. V. MILICE ANGLAISE N° 4.

COLLIER d'OLIVE (B, 1). Sorte de COLLEF ou de hant qui faisait partie du NAVESAC des CORPS D'INFANTERIE FRANÇAISE; il est formé d'un morceau de NUFFLE qui saisit l'étranglement de l'OLIVE, et en affleure la surface. — Le Collier servait à attacher l'OLIVE contre la face extérieure du FEUTRE, et à trente millimètres du bord inférieur de ce FEUTRE. — Le Collier avait ses extrémités arrêtées et fortement cousues entre le FEUTRE et le corps du NAVESAC; UNE BOUCLE y a été substituée. — LES CAIMES DE TAMBOUR s'y valent aussi des OLIVES A COLLIER.

COLLIER d'OR. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5. V. COLLIER DE CHEVALIER. V. MILICE SIX N° 2. V. OR. V. RÉMUNÉRATION. V. TORQUAT.

COLLIER d'ORDRE. V. LÉGIION D'HONNEUR. V. ORDRE. V. ORDRE DE CHEVALERIE. V. ROI D'ARMES. V. SAUTOIR. V. SPROUNT D'ARMES.

COLLIER ROMAIN. V. RÉCOMPENSE. V. ROMAIN, adj.

COLLIER SKEUOPHORIQUE (B, 1), OU COLLIER DE CONVOI. Sorte de COLLIER dont le nom ne figure dans nos règlements que depuis LA CURE DE LA RÉVOLUTION, et bien avant que le terme SKEUOPHORIQUE ait été mis en usage. — Le mot absolu Collier s'emploie par opposition aux mots CHEVAL DE RAY, — DE BELLE, — DE TRAIT, et donne idée de CHEVAUX ATTILÉS à UNE CHARRETTE ou à UN CHARIOT DE CONVOI A LA SUITE. — Ainsi on dit d'un CONVOI ou d'un TRANSPORT : il est de tant de Colliers, comme on dirait d'un troupeau; il est de tant de têtes de bétail. — Un CORPS EN ROUTE a droit à UNE ALLOCATION de Colliers ou de BÊTES DE TRAIT attelées, à raison d'un nombre déterminé; mais si ce CORPS avait à sa suite des FOURGONS ou des CHARIOTS à lui appartenant, il lui serait fourni, non pas des Colliers, c'est-à-dire attelages et voitures, mais seulement des CHEVAUX DE TRAIT. — LA CHARGE des VOITURES se proportionne à la quantité de Colliers dont ces VOITURES sont attelées. — Ce qui concerne la FOURNITURE des Colliers a été réglé en 1821 (1^{er} janvier) par les cahiers des charges relatives aux convois militaires; la publication ministérielle de ce cahier des charges a force d'ordonnance.

COLLINE (collines), snbs. fém. (G, 7; H).

Ce mot, qui dérive du LATIN *collis*, *collisculus*, et qui est analogue au mot *col*, est considéré ici comme l'une des subdivisions des RAMEAUX DE MONTAGNES, et comme exprimant une position surbaissée par comparaison aux CONTRA-FORTS. — C'est entre les Collines que les géologues placent les berceaux des RUISSEAUX. — La pente adoncée et ordinairement cultivée des Collines s'appelle COTRAU.

COLONNEL, snbs. masc. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

COLOMBE. V. NOMS PROPRES.

COLOMBIEN (colombienne), adj. V. ARMÉE C... V. ARTILLERIE C... V. BATAILLON C... V. BRIGADE C... V. CAVALERIE C... V. COMPAGNIE C... V. DIVISION C... V. DRAGON C... V. ESCADRON C... V. HUSSARD C... V. INFANTERIE C... V. LANCER C... V. MILICE C... V. MINISTRE C... V. RÉGIMENT C... V. SOLDAT C...

COLOMBIER; **COLOMBIÈRE**. V. NOMS PROPRES.

COLONNE, snbs. fém. V. COLONNE ÉPAGNOLIQUE N° 2.

COLONEL (colonelle), adj. V. ADJUDANT GÉNÉRAL C... V. AIDE DE CAMP C... V. BATAILLON C... V. CAPITAINE C... V. CHEF DE BATAILLON C... V. CORONTE C... V. COLONELLE. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. COMPAGNIE COLONELLE DE CAVALERIE. V. DRAPPEAU C... V. ENSEIGNE C... V. ÉTAT C... V. RÉGIMENT C... V. TAMBOUR C...

COLONEL, snbs. masc. V. ABSENCE OR C... V. ADMINISTRATION DE C... V. ALLOCATION DE C... V. AUTORITÉ DE C... V. AVANCEMENT DE C... V. BREVET DE C... V. CHAMBRE DE C... V. CHANGEMENT DE C... V. COMMISSION DE C... V. COMMANDANT DE PLACE (COLONEL). V. CRÉATION DE C... V. DÉNOMINATION DE C... V. DEVOIR DE C... V. DROIT DE C... V. ÉLECTION DE C... V. EMPLOI DE C... V. ÉPAULETTE DE C... V. FONCTION DE C... V. FRAIS DE REPRÉSENTATION DE C... V. GARDE DE C... V. GRADE DE C... V. HABILLEMENT DE C... V. HONNEURS AU C... V. INSTRUCTION DE C... V. LIEUTENANT - C... V. LIEUTENANT DU C... V. LOCALISATION DE C... V. LOGEMENT DE C... V. NOMBRE DE C... V. PAYS DE C... V. PEINE DE C... V. PENSION DE C... V. PERMIS DE C... V. PRÉROGATIVES DE C... V. PUNITION DE C... V. RANG DE C... V. REMPLACEMENT DE C... V. RETRAITE DE C... V. REVUE DE C... V. RONDE DE C... V. SCHARO DE C... V. SENTINELLE DE C... V. SERVICE DE C... V. SOLDAT DE C... V. SOUS-COLONEL. V. SOUS-LIEUTENANT C... V. SUBORDINATION DE C... V. SURVEILLANCE DE C... V. TENUE DE C... V. TRAITEMENT DE C...

COLONEL	COMMANDANT.		
	DE LÉGION.		
	D'ÉTAT-MAJOR.		
		DE GARDE ROYALE.	
	O'INFANTERIE FRANÇAISE.		A LA SUITE.
			ARMÉE.
			AU CAMP.
		DE LIGNE. . . .	BRIGADÉ.
			DE PIQUET.
			DE TRANCHE.
COLONEL			EN CAMPAGNE.
			EN ROUTE.
			INSPECTEUR.
	O'INFANTERIE FRANCO-SUISSE.	DE GARDE ROYALE.	
		DE LIGNE.	
	EN SECOND.		
		DE GARDE ROYALE.	
		DE LA MAISON.	
	GÉNÉRAL.	DE L'INFANTERIE FRANÇAISE.	
		DE L'INFANTERIE LÉGÈRE.	
COLONEL		DES SUISSES.	
	PROPRIÉTAIRE.		

COLONEL (term. génér.). Ce mot, dont l'étymologie est ITALIENNE ET ESPAGNOLE, ainsi que le démontre l'article COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2, est surtout examiné ici par rapport à l'ARMÉE FRANÇAISE. Primitivement il signifiait à peu près dans notre LANGUE ce qu'exprimaient jadis les termes BRONGHAIRE, TRIBUN ET GÉNÉRAL. — Il se voyait à peine quelques Colonels au temps de BÉRON (1611, A), tandis qu'au temps de PUYSSIER (1748, C), dans les grandes armées, il y a souvent, dit cet auteur, deux cents Colonels de gendarmerie, cavalerie légère, dragons, qui, la plupart, ont ce grade sans régiment. — Il a été ins-

titué des Colonels dans toutes les armées, et dans quelques-unes ce grade était subordonné à celui de GÉNÉRAL-MAJOR; dans d'autres il l'était à celui de BRIGADIER DES ARMÉES; dans d'autres il y a eu des MAJORS-COLORELS, des COLONELS-MAJORS. — Quelques détails sur ces matières sont insérés dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*. — L'expression sera distinguée ici en COLONEL ADJUDANT GÉNÉRAL, — AIDE DE CAMP, — ANGLAIS, — ANGLO-AMÉRICAIN, — AUTRICHIEN, — BAVAROIS, — COMMANDANT, — D'ARTILLERIE, — DE CAVALERIE, — DE CRÉVAU-LÈGÈRE, — DE CONSEIL DE NAVIGION, — DE CORPS RÉGIMENTAIRE, — DE DRAGON, — DE

GARDE ROYALE, — DE GARDES FRANÇAISES, — DE GENDARMERIE, — DE HUSSARDS, — DE JOUR, — DE LA MAISON, — DE LÉGIION, — DE L'INFANTERIE, — DE PÉPILLES, — DE RÉGIMENT ÉTRANGER, — DE REITERS, — DE RONDE, — DES GARDES FRANÇAISES, — DES TUPILLES, — D'ÉTAT-MAJOR, — D'INFANTERIE FRANÇAISE, — D'INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ÉVALE, — D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE, — DIRECTEUR, — DU GÉNIE, — EN CANTONNEMENT, — EN GAREISON, — EN SECOND, — EN TROISIÈME, — ESPAGNOL, — FRANÇAIS, — GÉNÉRAL, — GÉNÉRAL DE CAVALERIE, — GÉNÉRAL DE FRANCE, — GÉNÉRAL DES ALBAIS, — GÉNÉRAL DES BANDES, — GÉNÉRAL DES CROATES, — GÉNÉRAL DES DRAGONS, — GÉNÉRAL DES HUSSARDS, — GÉNÉRAL D'INFANTERIE, — HONORAIRES, — MAJOR, — MARÉCHAL DE CAMP, — NÉERLANDAIS, — PARTICULIER, — PIÉMONTAIS, — PORTUGAIS, — PROPRIÉTAIRE, — PRUSSAIEN, — RUSSÉ, — SOUS-AIDE-MAJOR, — SUÉDOIS, — SUISSE, — SURNUMÉRAIRE, — SYR, — TITULAIRE, — WUTENBERGERS.

COLONEL A LA SUITE (F). OU COLONEL SUPPLÉMENTAIRE. Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE dont la dénomination a été usitée, soit par un effet de l'abus des brevets, soit comme une conséquence du malheur des réformes. — L'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI), supposant que ces temps ou ces abus peuvent se renouveler, fixait en conséquence les formes du REMPLACEMENT des Colonels, et disposait que les Colonels à la suite prendront, en l'absence du LIEUTENANT-COLONEL, son lieu et place; que, habituellement, ils alterneront avec lui pour le SERVICE DE SEMAINE, mais sans exercer des FONCTIONS et sans être revêtus des droits propres au grade; qu'enfin, en cas d'absence du TITULAIRE, ils commanderont le corps auquel ils sont attachés, mais sans être dispensés de se conformer aux intentions du COLONEL ABSENT.

COLONEL ABSENT (E). Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE éloigné momentanément du corps qu'il commande. Cette absence, considérée comme ayant lieu en temps de paix et en vertu d'une autorisation légale, apporte quelque modification dans la transmission des RAPPORTS du corps. — Le Colonel absent doit, en vertu d'un droit positif, être informé chaque semaine, soit par le COLONEL A LA SUITE ou par le COLONEL SURNUMÉRAIRE (à l'époque où ces blâmes superfétations d'emploi existaient), soit par le LIEUTENANT-COLONEL qui le remplace, de tout ce qui concerne son corps, et il transmet en réponse ses intentions à l'officier qui le représente.

COLONEL ADJUDANT GÉNÉRAL. V. ADJUDANT GÉNÉRAL.

COLONEL AIDE DE CAMP. V. AIDE DE CAMP n° 2.

COLONEL ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE; id. n° 2, 3 et 5. V. OFFICIER D'INFANTERIE.

COLONEL ANGO-AMÉRICAIN. V. ANGO-AMÉRICAIN. V. MILICE ANGO-AMÉRICAIN n° 4.

COLONEL AU CAMP (E, 1). Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE considéré dans l'exercice d'une fonction spéciale de ce grade. — À l'instant de l'ARRIVÉE d'un corps dans un camp d'INFANTERIE, le Colonel doit reconnaître par lui-même tout ce qui a rapport aux dispositions, aux formes, à l'assiette, aux intervalles du campement; il doit faire établir de suite toutes les communications, soit latérales, soit d'une ligne de camp à l'autre; il doit consulter, soit le devant, soit le derrière du camp, suivant que son corps fait partie de la première ou de la seconde ligne, et, après s'être porté à cent cinquante ou deux cents mètres, il doit désigner et ordonner sans délai le placement des gardes nécessaires. — Le Colonel ne doit mettre pied à terre et se reposer qu'après avoir vaqué à ce soin, ainsi que le prescrit rigidelement l'ordonnance. — Journallement le Colonel reçoit du CAPITAINE DE POLICE le BILLET D'APPEL du soir; il règle la manière dont les BILLETS D'APPEL doivent être rendus; il passe l'inspection de la GARDE DE POLICE; il est à son tour COLONEL DE PIQUET. L'ambiguïté des règlements laisse à douter à quelle place il doit faire planter le Drapeau, et à quelle place il s'établit lui-même dans un camp de TENTE. L'ORDONNANCE DE 1832 (3 MAI, par. 41) a donné à ce sujet quelques éclaircissements.

COLONEL AUTRICHIEN. V. AUTRICHIEN, adj. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2, 5, 6, 9. V. OFFICIER D'INFANTERIE. V. TACTIQUE, subs.

COLONEL BAVAROIS. V. BAVAROIS, adj. V. MILICE BAVAROISE n° 3. V. OFFICIER D'INFANTERIE.

COLONEL BRIGADÉ (E, 1). Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE dont le corps est BRIGADÉ, c'est-à-dire fait actuellement partie d'une BRIGADE D'ARMÉE. — Le Colonel brigadé ne doit aux GÉNÉRAUX DE DIVISION TERRITORIALE et SOUS-COMMANDANTS DE PLACE que les situations numériques; c'est au chef direct de la BRIGADE qu'il est tenu de transmettre tous les autres renseignements de détail.

COLONEL COMMANDANT (F). Sorte de COLONEL mentionné sous ce titre en diverses ordonnances; celles du conseil de la guerre dénomment ainsi un COLONEL que ce conseil substituait au BRIGADIER DES ARMÉES, et

qui portait une étoile brodée en argent sur l'épaulette comme distinction de cette espèce de grade ou de classe. — La milice autrichienne a encore des Colonels commandants.

COLONEL d'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. COLONEL DE LÉGION. V. ÉCLAIREUR DE LÉGION. V. ÉTAT-MAJOR D'ARTILLERIE. V. MILICE NAPOLEONNAIRE N° 1. V. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 2, 4. V. POUDRERIE.

COLONEL de CAVALERIE. V. ARMES, V. CAVALERIE. V. CORNETTE DE COLONEL GÉNÉRAL. V. ÉTENDARD. V. LIEUTENANT-COLONEL DE CAVALERIE. V. MARÉCHAL. V. MUNIQUE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 3. V. TIMBALE. **COLONEL de CHEVAL-LÉGER.** V. CHEVAL-LÉGER.

COLONEL de CONSEIL DE RÉVISION. V. CONSEIL DE RÉVISION.

COLONEL de CORPS RÉGIMENTAIRE. V. COLONEL D'ÉTAT-MAJOR. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 19. V. CORPS RÉGIMENTAIRE. V. CRAYATE DE DRAPEAU.

COLONEL de DRAGONS. V. DRAGON. V. DRAGON FRANÇAIS N° 3, 4. V. ÉCCLÉSIASTIQUE. V. HARNACHEMENT.

COLONEL de GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE N° 4.

COLONEL de GARDES FRANÇAISES. V. GARDES FRANÇAISES N° 2, 4, 5.

COLONEL de GENDARMERIE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 34. V. GENDARMERIE. V. GENDARMERIE DE POLICE; *Id.* N° 1.

COLONEL de HUSARDS. V. HUSARD N° 1.

COLONEL de JOUR. V. DE JOUR. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE N° 2. V. JOUR.

COLONEL de LA MAISON. V. MAISON. V. MAISON DU ROI N° 2.

COLONEL de l'INFANTERIE. V. COLONEL GÉNÉRAL D'INFANTERIE. V. INFANTERIE. V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

COLONEL de LÉGION (F). Sorte de COLONEL placé à la tête d'un corps d'armes mixtes ou mixtes. — On ne peut prouver mieux combien serait defectueuse, au temps où nous vivons, l'institution ou le rétablissement des légions, qu'en faisant remarquer l'impossibilité de trouver un COLONEL assez instruit, assez universel pour un tel emploi. Pourrait-il en effet s'en acquitter, à moins d'avoir étudié les détails infinis dont on trouve un aperçu au mot CAVALERIE, à moins de posséder les connaissances nombreuses mentionnées au mot COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, à moins d'être versé dans la science des fortifications passagères, et d'être initié dans les études qui constituent le savoir-faire des COLONELS D'ARTILLERIE?

COLONEL de l'INFANTERIE. V. AMIRAL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. COLONEL GÉNÉRAL D'INFANTERIE. V. INFANTERIE. V. LÉGISLATION 1553 (23 DÉCEMBRE). V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

COLONEL de PIQUET (E, 1). Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE chargés, au camp, d'un service spécial pour lequel ils sont commandés journellement par la voie de l'ORDRE DE JOUR. — Les fonctions du Colonel de piquet consistent à se trouver à la tête des PIQUETS, quand ils prennent les ARMES; à faire des ROZOS DE NUIT, et à prendre les ordres du GÉNÉRAL DE DIVISION de jour. Telle est du moins la lettre mal obéie des règlements.

COLONEL de PUPILLES. V. PUPILLES N° 2. V. SOUS-OFFICIER N° 3.

COLONEL de RÉGIMENT ÉTRANGER. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. RÉGIMENT ÉTRANGER.

COLONEL de RUTTES. V. RUTTES.

COLONEL de RONDE. V. COLONEL DE PIQUET. V. RONDE.

COLONEL de TRANCÉE (E, 4; II, 4). Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE qui commande la TRANCÉE pendant le cours d'un SIÈGE DÉTERMINÉ et dont le RÈGLEMENT est CHIEF DE TRANCÉE. Ces dispositions, à peu près oubliées maintenant, émanaient du RÈGLEMENT DE CAMPAGNE DE 1792 (5 AVRIL). — Dans les SIÈGES où les RÉGIMENTS ne devaient pas être de tranchée en totalité, les Colonels devaient monter avec leur PREMIER BATAILLON. — S'il se trouve à la TRANCÉE plusieurs OFFICIERS du GRADE de COLONELS, on n'appelle Colonel de tranchée que celui qui appartient au RÉGIMENT CHIEF DE TRANCÉE. — Un Colonel de tranchée est chargé, pendant vingt-quatre heures, des détails de toutes les OPÉRATIONS du SIÈGE; il fixe les rendez-vous en cas de SORTIE à repousser; il visite les POSTES, y transmet les ordres au moyen d'ORDONNANCES qu'il se fait fournir; il se tient à portée des DÉTACHEMENTS pour la plus grande promptitude des communications; s'il s'absente on s'il est tué, le COLONEL du RÉGIMENT qui suit le remplace.

COLONEL des GARDES FRANÇAISES. V. CHARGE HÉRÉDITAIRE. V. GARDES FRANÇAISES N° 3, 4. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 10.

COLONEL des PUPILLES. V. PUPILLES. V. SOUS-OFFICIER N° 3.

COLONEL (coloneis) d'ÉTAT-MAJOR (A, 1). Sorte de COLONEL du CORPS D'ÉTAT-MAJOR qui s'appellent ainsi par opposition aux COLONELS de CORPS. Ces officiers ont succédé, dans l'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE FRANCE, aux ADJUDANTS COMMANDANTS, comme ceux-ci

avaient succédé aux MARÉCHAUX DES LOGIS; leur création est de 1815 (4 OCTOBRE); ils font partie du CORPS D'ÉTAT-MAJOR, et sont employés aux ARMÉES comme sous-CHIEFS D'ÉTAT-MAJOR. — Quand ils sont employés comme CHIEFS D'ÉTAT-MAJOR DE DIVISION TERRITORIALE, ils ont une SERTINELLE à la porte de leur BUREAU. — Il y a une autre classe de Colonels d'état-major; ce sont ceux qui sont employés dans l'ÉTAT-MAJOR des places.

COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE (term. sous-génér.). Sorte de COLONEL dont on retrouve dans l'histoire la dénomination sous une acception qui diffère de celle que le terme prend aujourd'hui : être COLONEL de l'INFANTERIE, c'était être GÉNÉRAL D'INFANTERIE OU COLONEL GÉNÉRAL D'INFANTERIE. — Le mot Colonel d'infanterie française veut être distingué surtout en COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.

COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE; Id. n° 2. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE.

COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE (term. sous-génér.), OU COMMANDANT DE RÉGIMENT. Sorte de COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE appartenant à la classe des OFFICIERS SUPÉRIEURS, et chef immédiat et permanent d'un RÉGIMENT. — Un Colonel est le premier des OFFICIERS de l'ÉTAT-MAJOR du CORPS; cependant il a été créé abusivement des CAPITAINE-COLONELS, des COLONELS ATTACHÉS À L'ARMÉE, des COLONELS COMMANDANTS, — EN SECONDE, — EN TROISIÈME, — PAR COMMISSION, — TITULAIRES, etc., des COLONELS-LIEUTENANTS, des COLONELS-MAJORS, des MAJORS-COLONELS, des MARÉCHAUX DES LOGIS COLONELS, des SOUS-LIEUTENANTS-COLONELS, etc., etc., et tant d'autres extravagances conçues dans l'intérêt des courtisans; c'était par un abus à peu près pareil, qu'en 1659 le régiment Valseaux-Mazarin avait pour Colonel le cardinal MAZARIN, et qu'en 1725 la reine de FRANCE était brevetée Colonel du régiment d'infanterie de la Reine. — Un Colonel a sous ses ordres des CHIEFS DE BATAILLON; car, s'il n'en avait pas, il ne serait que simple CHIEF DE CORPS; ainsi l'on peut faire cette distinction : qu'un Colonel est chef de CORPS, mais qu'un CHIEF DE CORPS peut n'être pas Colonel, quoique pourtant, dans leur rédaction défectueuse, quantité d'ordonnances confondent ces deux termes. — Il est vrai qu'il y a entre un CHIEF DE CORPS et un Colonel des similitudes nombreuses qu'on ne peut étudier complètement qu'en consultant les explications propres à l'un et à l'autre de ces mots; mais il y a surtout des différences entre eux par rapport à la NOMINATION, à

l'AVANCEMENT, AUX ALLOCATIONS, AUX DROITS des COLONELS AMBANTS, etc. — L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) avait d'abord négligé d'expliquer le mot Colonel, et elle renvoyait à SAUX AUX MOIS MASTRE DE CAMP ET COMMANDANT; mais le supplément à l'Encyclopédie y a un peu remédié en publiant un mémoire du maréchal de BELLEUSE, où il est particulièrement traité des devoirs de ce grade. — JARRO (1777, G; au mot Education) a tracé sur le même sujet une peinture mordante. — Beaucoup d'auteurs ont écrit sur les Colonels, mais la plupart n'ont qu'effleuré le sujet, ou en ont fait un texte de fades sermons; il y a cependant à considérer autrement ce qu'en ont dit les modernes écrivains; il y a d'utiles renseignements à retrouver dans M. AMBERT, AUDOUIN, BARDET (1740, A), BILLOU (1612, B), BIRAC (1693, B), BOMAN (1781, H), BONNEFANT (1746, A), BRANTOME (1600, A), DELAMONT (1672, D), DESFAGNAC (1751, D), DESFAR (1755, A), DUBOUCQUET (1769, H), FREQUÉRIER (1750, A), GUYART, JARRO (1777, G), LACHERRAIS (1758, I), LÉPAG (1789, E), MAISENE DE SARR (1751, A), ODESS (1824, E), QUÉRY (1726, E), TURNER (1785, O). — Les causes qui ont amené la création du grade, la décroissance du rang, l'abolition du litre, son rétablissement, vont être examinées sous les rapports que voici : CRÉATION, DÉNOMINATION, NOMBRE, NOMINATION, AVANCEMENT, UNIFORME, LOCALISATION, REMPLACEMENT, LOGEMENT, ALLOCATIONS, SOLDE, DROITS, AUTORITÉ, PRÉROGATIVES, RANG, SURVEILLANCE, FONCTIONS, DEVOIRS, INSTRUCTION, RESPONSABILITÉ, SUBORDINATION, PUNITIONS, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — Les Colonels ont succédé aux anciens BARLES, AUX CHEFVETAINS OU CAPITAINE DE LA MILICE DU MOYEN ÂGE, AUX CAPITAINE DES BANDOES, AUX OFFICIERS AYANT-CHARGE de tel ou tel nombre d'hommes, etc. On lit dans MACHIAVEL (1546, B) ces lignes qui ont été comme le précepte accueilli bientôt après : *J'ordonnerois, puis après, un chef qui seroit Colonel de tout le bataillon* (ici BATAILLON signifie le total de l'INFANTERIE). — BRANTOME (1600, A) nous apprend, à l'égard des COLONELS, qu'AVANT FRANÇOIS PREMIER il n'y en avoit eu jamais de général, mais de particuliers, *prom* (assez). — Mais ces Colonels n'étaient pas ce qu'on appelle maintenant CHIEFS DE CORPS; c'étaient des COMMANDANTS comparables à nos GÉNÉRAUX, et sous lesquels les troupes ne servaient pas d'une manière permanente, comme elles le faisaient sous les CAPITAINE AYANT-CHARGE de mille, de deux mille, de trois mille hommes, etc. — En 1514, FRANÇOIS PREMIER, mettant à contribution la LANGUE ITALIENNE et les souvenirs de

la MILICE ROMAINE, crée les premiers Colonels que mentionnent nos règlements; mais l'institution des LÉGIONS que chacun de ces OFFICIERS était destiné à commander à titre de CAPITAINE-COLONEL ou de PREMIER CAPITAINE, ayant avorté, il y a peu d'inductions formelles à tirer de cette époque et de ce règne. — Depuis lors, on voit exister des Colonels à la tête de certains corps, jusqu'en 1544; en cette année, la création d'un COLONEL GÉNÉRAL, dont l'emploi semble modelé sur celui que MACHIAVEL (1510, A) conseillait de créer, détermine l'abolition du titre de COLONEL DE CORPS, et le nom de MESTRE DE CAMP remplace presque généralement l'autre dans les corps français; cependant sous HENRI DEUX, en 1547, et sous CHARLES NEUF, en 1558, il se voit encore quelques corps commandés par des Colonels. En général c'étaient des corps étrangers. — Par l'édit de 1661 (28 JUILLET), LOUIS QUATORZE abolit la charge de COLONEL GÉNÉRAL et rétablit les COLONELS PARTICULIERS. — En 1721, le fils du duc d'ORLÉANS, RÉGENT, est créé COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE, et les Colonels sont supprimés; mais lors de la démission que ce prince donne de son COLONELLAT, en 1730, les Colonels sont remis en exercice. — L'ORDONNANCE DE 1780 (5 AVRIL) crée COLONEL GÉNÉRAL le prince de CONDÉ; et pour la troisième fois les MESTRES DE CAMP rentrent dans leur titre. — L'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS) refait des Colonels; ils subsistent jusqu'en 1793 (21 FÉVRIER); à cette époque ils deviennent CHEFS DE BRIGADE. — N° 2. DÉNOMINATION. — Le ferveur grammaticale de Henri ESTIENNE (1579) se révoltait de la moderne admission des mots Colonel, COLONELLE. — Plusieurs AUTEURS, trompés par l'orthographe autrefois adoptée par BERAC (1693, B), DYLANMONT (1671, A); DUNELLAT (1555, A), etc., qui écrivaient COLONNEL, COLONNEL, se sont persuadés que le mot Colonel dérivait de l'ITALIEN *colonna*, colonne d'architecture; ils disaient, pour appuyer leur opinion, que le plan figuratif d'une troupe formant une subdivision profonde et serrée, représente, par rapport au reste de l'armée, le dessin d'une COLONNE d'architecture, et que l'on peut appeler CHEF de COLONNE ou Colonel, le CHEF à cheval qui la conduit, et qui semble, ainsi que son entourage, être le chapeau de cette COLONNE, son couronnement. Eh bien! les puristes, qui, en se jouant, affectent de dire ironiquement CORONEL, pour montrer qu'ils parlent bien leur langue et qu'ils savent ce qui y fait tâche, font preuve de peu de savoir, car c'est le mot Colonel qui est défectueux; c'est le mot CORONEL qui devrait

se dire. — SKINNER, cité par GAREAU, suppose que Colonel vient de *colonia*, et aurait signifié chef de COLONIS; c'est une pure réverie. — Il y a d'autres ÉCRIVAINS qui ont cru que le mot ITALIEN *colonnello* était l'expression adoucie du *coronello* des ESPAGNOLS; ce serait donc de la langue de ces derniers que serait originaire le mot, si l'on s'en rapporte à BRANTOME (1600, A) et à MORTLUC (1592, B); cependant leur contemporain PHILIPPE DE CLÈVES (1520, A), qui écrivait pour la MILICE ESPAGNOLE, ne profère nulle part le terme qui nous occupe; ce qui ferait croire qu'il n'était pas employé techniquement dans les ESPAGNES, quoiqu'il y existât vulgairement. — D'autres AUTEURS ont voulu que le mot Colonel fût français d'origine et qu'il vint du mot COLONNE TACTIQUE; c'est une assertion tout à fait inexacte: car ce mot COLONNE, qui s'écrivait COLONNE jusqu'au milieu du siècle passé, comme on le voit dans BUNTON (1741), imitateur en cela de FURETIÈRE, n'est employé sous l'orthographe actuelle, COLONNE, que bien postérieurement à l'usage du mot COLONNEL, Colonel; ce qui renverse toute supposition d'une pareille étymologie. D'ailleurs, bien avant que notre tactique connût des COLONNES, le mot Colonel a d'abord et longtemps signifié un COMMANDANT, un CHEF, mais sans que le grade fût déterminé. Être Colonel, c'était être au-dessus ou en chef; de là vient qu'on disait TAMBOUR-COLONEL, ENSEIGNE-COLONEL, comme on le voit dans FURETIÈRE; de là vient encore qu'il y avait autrefois deux acceptions différentes. Ainsi quelquefois COLONEL DE L'INFANTERIE signifiait chef de toute l'INFANTERIE, ou au moins chef unique et spécial des HOMMES DE PIED; quelquefois il signifiait COMMANDANT non permanent de quelque troupe plus ou moins grosse d'INFANTERIE; MORTLUC (1600, A) parle dans ce dernier sens quand il dit qu'en 1528 Pedro de Navarre étoit Colonel des compagnies de Gascons et qu'il devoit Lier pour sous-Colonel. — CARRÉ (1785, E), DUBOUQUET (1709, B), FURETIÈRE, GUICHARD (1725, B), MÉNAGE nous instruisent qu'on a commencé par dire CORONEL, COURONNEL; c'est en effet l'orthographe qui se trouve dans les ordonnances antérieures à CHARLES NEUF. RABELAIS écrit *coronnel*, PASQUIER (liv. VII, chap. 44) dit : Nous appellâmes Coronel de l'infanterie, celui qui la conduisoit; mot qui approche de la royauté. — Sous LOUIS ONZE, les Colocels étaient inconnus en FRANCE. Ainsi, comme lo dit BRANTOME (1600, A) le principal qui commandoit à son infanterie (l'infanterie de LOUIS ONZE) estoit le capitaine Floquet. — Dans les corps ALLEMANDS et GASCONS

AU SERVICE DE FRANCE, les SOLDATS prononçaient *coronel*, pur mot ESPAGNOL analogue à *coronella*, qui signalait *cinier* ou sommet d'un écu d'armoiries. Ainsi le *coronello* était le *cinier* ou le sommet d'une troupe, et dans le vieux espagnol, on prenait même comme synonyme de régiment (*regimiento*) l'expression *coronella*; elle avait été laissée en ESPAGNE par les LATINS; dans leur langue, *corona* signifiait assemblée, attroupement. Un GÉNÉRAL ROMAIN parlait au Forum, *coronâ stante* (en présence du peuple assemblé). — Ainsi un *coronel*, un *colonnel* était le chef d'une *coronelle* ou d'une troupe. — Les Allemands d'entre-Rhin se servaient du mot *Obrist*, il en était autrement à l'égard des ALLEMANDS servant en deçà du Rhin, puisque BRANTOME (1600, A) parle d'un *COLONNEL* de huit mille LANQUENETS sous LOUIS DORNE, et d'un *colonnel* Frangsborg, qui se proposait, s'il eût pu se trouver au sac de Rome, en 1527, d'y pendre le pape. — Si l'on tirait quelques inductions de la LANGUE ANGLAISE, on pourrait croire que le mot *colonnel* aurait eu de l'analogie avec le titre de l'officier justicier nommé *coroner*; mais on peut supposer que les ANGLAIS avaient pris ce mot *coroner* de la LANGUE ESPAGNOLE et de l'idiome de GUENEN, quand ils possédaient ce dernier pays. — Si dans les récits de l'histoire le mot *Colonel* est de tout temps substantif, dans les ordonnances il est quelquefois adjectif; ainsi l'on a dit BATAILLON, CAPITAIN et TAMBOUR-COLONEL; COMPAGNIE et ENSEIGN-COLONELLE. — La dénomination de *Colonel* ne date, dans l'INFANTERIE FRANÇAISE, quo de FRANÇOIS PREMIER, mais était connue plus anciennement dans les TROUPES ÉTRANGÈRES AU SERVICE DE FRANCE; BRANTOME (1600, A) nous apprend que LOUIS DORNE donna à FONTRAILLES l'état de *colonel* GÉNÉRAL DES ALBAIS. Ainsi, quand M. le capitaine ROQUEBOUERT affirme que c'est au temps des LÉGIONS DE FRANÇOIS PREMIER que le titre de *Colonel* est employé pour la première fois, il veut parler des *Colonels de corps*; autrement l'assertion manquerait d'exactitude. — Des grades à peu près pareils avaient existé dans la MILICE ROMAINE sous les derniers EMPEREURS; on appelait *domestici* (DOMESTIQUES MILITAIRES) ceux qui en étaient revêtus. — Le premier volume du *Extraordinaire des guerres*, à la date 1564, témoigne que d'abord la désignation de *Colonel* avait une signification moins relevée que ne l'était le titre de *CAPITAIN*, et que les mots *Colonel* et *MESTRE DE CAMP* avaient une acception différente. Cette preuve résulte de la phrase que voici : *Au capitaine Roumolle, Colonel des dites dix*

compagnies, la somme de deux cents livres pour son état de mestre de camp. — Voici la traduction de cette phrase rendue avec autant de justesse que possible en langage actuel : A monsieur l'officier Roumolle, qui est à la tête desdites compagnies, la somme de deux cents livres pour ses fonctions en campagne. — On a vu depuis lors les mots *Colonel* et *MESTRE DE CAMP*, devenus synonymes, se remplacer successivement à raison de la suppression ou de la réintégration des *COLONELS GÉNÉRAUX*. Ainsi la dénomination de *Colonel* (CHEF DE CORPS ou *Colonel particulier*) subsiste de 1514 à 1544, de 1601 à 1721, de 1730 à 1780, de 1788 à 1793. — BONAPARTE a fait revivre, en 1808, cette qualification qu'avait remplacée le titre de *CHEF DE REGADE*. — N° 3. NOMBRE. — En 1542, un *Colonel* était le généralissime de l'INFANTERIE; en 1750, le seul régiment des GRENAIERS DE FRANCE avait vingt-quatre *Colonels*, à raison de six par bataillon; on sent combien ce grade et les grades inférieurs allaient décroissant par ce gaspillage des brevets prodigués à des sujets médiocres et à des courtisans avides, qui voulaient tous être *Colonels*. Cet abus nous est dénoncé par SAINT-GERMAIN (1780) quand il dit : *De tous les embarras, le plus grand était de débrouiller le chaos effrayant des Colonels, dont le nombre, sous le ministère de mes prédécesseurs, s'était accru à un tel point, qu'il était bien difficile de s'en mêler, etc.* — SAINT-GERMAIN reconnut, par l'état qu'il fit dresser, l'existence de huit cent soixante-cinq *Colonels*; cette longue liste l'ayant révolté, il projeta des suppressions qu'il n'eut pas la force d'exécuter, et même il créa, par l'ordonnance de 1776 (25 mars), en sus de tant de grades inutiles, des *COLONELS EN SECOND*. — MIRABEAU (1788, C) déclare que dix ans plus tard le nombre des *Colonels* était monté à plus de neuf cents, dont une quantité étaient *SURNUMÉRAIRES*. — N° 4. NOMINATION. — Les rois de France se sont en général réservé le droit de nommer aux emplois de *Colonels*, excepté HENRI TROIS, qui, dans sa passion aveugle pour le *COLONEL GÉNÉRAL D'EPERNON*, investit ce mignon du droit de nomination à tous les emplois de l'armée et même à l'emploi du *CHEF DE LA GARDE ROYALE*, qu'on appelait alors le *MESTRE DE CAMP DE LA GARDE*. — LOUIS QUATORZE ne jugea pas que le pouvoir de nommer dût être exercé par d'autres que le souverain; il ressaisit le droit de choisir non-seulement les *Colonels*, mais même les *CAPITAINES*. — A partir du ministère de CHAMILLART, le *JEUVET* et le *GRADE* de *Colonel* sont prostitués. Le roi, se trouvant réduit

par ses profusions à créer des charges, n'octroie plus qu'à ce titre ses faveurs intéressées, et le commandement des régiments devient une commission moyennant finance. Ainsi, tandis que dans quelques MILICES ÉTRANGÈRES il fallait vingt ans de bons services pour commander les régiments, ce commandement était en FRANCE le patrimoine des courtisans ou des familles opulentes, et on voyait des enfants de quinze ans être nommés d'EMBLÉE Colonels. Dans une milice modelée sur celle de France, dans l'armée d'Angleterre, ce même abus existait. Le noble piémontais Victor-Maurice Broglie, devenu, avec distinction, GÉNÉRAL FRANÇAIS, était à trois ans Colonel d'un régiment anglais. — JAKO (1777, G, au mot *Esprit militaire*) retrace, dans un portrait mordant et calqué sur l'ouvrage de d'Hozoville, l'ignorance, la frivolité et le despotisme des jeunes Colonels de LOUIS QUINZE. — Espérons que le temps des Colonels enfauts ne reviendra pas; car, s'il faut avoir l'âge d'homme pour discuter à la chambre parlementaire les intérêts de la France, pourrait-il être permis à un étourdi de guider des milliers de Français quand il doit y avoir au terme de la route la gloire ou le déshonneur, une catastrophe ou la victoire. — Ce qu'on lit de si inconcevable au sujet des anciens abus se trouve dans M. de Séguier (1824). On y voit que le duc de Frozac, fils du maréchal de Richelieu était Colonel de Septmanie à sept ans, et que son MAJOR n'avait que cinq ans de plus que lui. — Le ministère Belle-Isle travailla à faire disparaître cet abus des Colonels à la beyette, comme on les qualifiait malicieusement alors. — Il existait encore un autre vice, l'ARCIER-BÈRE des corps se réfléchissait sur les Colonels; ainsi un bambin qui eût commandé le plus ancien régiment, aurait pu, un jour d'affaire, être appelé de droit à commander l'armée. VOLTAIRE dit que les grands désastres de Louis quatorze furent une punition de cet esprit de vertige. — FREQUÉRES (1750, A) blâme avec amertume ces usages. MAURICE DE SAXE (1757, A) tonne contre ce désordre, qui n'existait qu'en France, et qui était l'objet des railleries de l'Europe. Aussi, pendant la OUTHRE DE SEPT ANS, l'impératrice MARIE-THÉRÈSE ayant, contre l'usage de la MILICE AUTRICHIENNE, donné par faveur deux aéciments à deux jeunes courtisans, et ces régiments ayant mal fait leur devoir, le maréchal de NIEFFENC, désespéré de cette déconvenue, dit amèrement à l'impératrice: *Voilà ce que c'est, madame, que de donner des régiments à la française.* — L'explosion des critiques, mais

surtout l'empire de la mode apportèrent quelque tempérament aux usages déplorables du grand règne; et sous LOUIS QUINZE, à l'époque où tout se faisait à la prussienne, la faveur royale cesse de s'entacher de vénalité. On ne vend plus les EMPLOIS de Colonels, mais on les gaspille, et, au nombre des bizarreries que présentaient les DUFFETS d'OFFICIERS, il faut citer les COMMISSIONS DE COLONELS; elles étaient de sept espèces. — Le ministre BELLE-ISLE osa le premier exiger un certain nombre d'ANNÉES DE GRADE comme titre à l'AVANCEMENT; SON ORDONNANCE DE 1758 (29 AVRIL) dispose qu'en temps DE GUERRE la NOMINATION des Colonels sera le prix des ACTIONS D'ÉCLAT, et qu'on ne pourra devenir Colonel qu'après cinq ANNÉES DE GRADE DE CAPITAINE; mais le retour de la paix abolit cette règle sage. — CORSENET exige que, en tout temps, pour être Colonel on ait l'âge d'homme. DUMET, par l'ORDONNANCE DE 1775 (26 AVRIL), dispose qu'il faut avoir vingt-trois ans révolus et avoir servi sept ans comme OFFICIER, dont cinq comme CAPITAINE. — SAINT-GERMAIN établit qu'on ne pourra être promu Colonel avant vingt-neuf ans, et à moins d'avoir exercé pendant six ans en qualité de MESTRE DE CAMP EN SECOND; mais ce n'était qu'un palliatif, puisque les fils des courtisans devenaient d'EMBLÉE MESTRES DE CAMP EN SECOND, et qu'ainsi ils pouvaient arriver au commandement sans avoir fait d'études, ni servi réellement. — Le CORSENET DE LA GUERRE de 1787, éveillé par les réclamations de tous nos écrivains, apporta en cette matière de sages amendements; il ne tirait les Colonels que de la classe des MAJORS EN SECOND ayant quatre ans de GRADE, et il n'admettait comme MAJORS EN SECOND que des CAPITAINES ayant cinq ans de service révolus. — Toutes ces dispositions s'effacèrent à l'époque de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION; et la LOI DE L'AN TROIS (14 GERMINAL) conféra au plus ancien des CHEFS DE BATAILLON d'une DIVISION la PLACE DE CHEF DE BRIGADE; mais cette disposition fut transgressée souvent. — La CIRCULAIRE DE L'AN TROIS (15 FLOREAL) disposait que l'EMPEREUR nommerait à toutes les PLACES d'OFFICIERS SUPÉRIEURS; car à cette époque une simple décision de l'EMPEREUR suffisait pour effacer les lois établies. — Depuis qu'il existe des Colonels, ils ont été successivement choisis dans la classe des CAPITAINES, des CHEFS DE BATAILLON, des COLONELS EN SECOND, des LIEUTENANTS-COLONELS, des MAJORS A DOUBLE ÉPAULETTE et des MESTRES DE CAMP EN SECOND; Bonaparte les tirait également soit des CHEFS DE BATAILLON, soit des MAJORS A DOUBLE ÉPAULETTE. — Les Colonels

sont proposés an éhoix du roi par les inspecteurs d'armes, et ne sont ou ne doivent être tirés que de la classe des lieutenants-colonels, sauf les exceptions qui, illégalement ou en vertu de lois à intervenir, rentraient en faveur des princes du sang et des fils de monarques, comme on le vit sous la restauration. — La loi de 1852 (14 avril) disposait que la nomination des Colonels était au choix du roi et qu'elle ne pouvait avoir lieu qu'autant que le sujet promu aurait servi deux ans comme lieutenant-colonel; un officier, en vertu de cette loi, pouvait être Colonel à trente et un ans, tandis qu'en vertu de l'ordonnance de 1818 (2 août) il ne pouvait le devenir qu'à trente-huit. — N° 5. AVANCEMENT, UNIFORME. — Les Colonels devenaient, avant la guerre de la révolution, maréchaux de camp par ancienneté de brevet, et après seize ans de service. Aujourd'hui ils doivent avoir quatre ans d'exercice de grade pour être aptes à passer maréchaux de camp. Cette condition les met dans une position bien moins avantageuse que ne l'est celle des chefs du corps de l'intendance. — L'ordonnance de 1835 (10 juin) déclarait les Colonels susceptibles de passer sous-intendants de première classe; mais cette admission au corps de l'intendance n'était pas un avancement. — L'uniforme des Colonels a longtemps compris un esponton; ils le portaient en habit bourgeois jusqu'au temps où il a été affecté aux officiers des couleurs d'habillement. — Au milieu de l'autre siècle, ils avaient, étant sous les armes, la culasse, ainsi que les autres officiers supérieurs. — Le règlement de 1767 (25 avril) leur donnait de chaque côté une épaulette en tresse ornée de franges à chaînes d'épines et nœuds de cordelières. — Un Colonel a maintenant le même armement que les autres officiers supérieurs; son habillement a conservé deux épaulettes, comme celui du lieutenant-colonel; telle était la principale différence entre son uniforme et celui des autres officiers de son corps. Cette distinction avait perdu son caractère depuis que les capitaines ont eu une double épaulette, et surtout depuis qu'il fut de mode de donner des épaulettes à torsades à certains sultans de portes, à des laquais affublés en militaires, à des tambours-majors de corps privilégiés. — Le schako de Colonel porte deux galons comme distinction de grade. Le galon supérieur est large de trente-cinq millimètres, et il est à trois lézardes; le galon inférieur est à une seule lézarde, et il est large de dix millimètres; tous deux sont de même métal et de la couleur du bouton.

— Le harnachement d'officier supérieur est celui dont les Colonels font usage. — N° 6. LOCALISATION. — Avant l'usage général du fusil d'infanterie, la place tactique du Colonel était aux queues, c'est-à-dire devant les queues; il s'y tenait l'esponton à la main, trois pas en avant des capitaines. — L'ordonnance de 1766 (1^{er} janvier) plaçait différemment le Colonel, suivant que le régiment était d'un, de deux, de trois ou de quatre bataillons; mais cette place, même dans l'ordre en bataille, était toujours en avant du premier rang, hormis pendant les feux. — Depuis que l'ordre mince a entièrement prévalu, la place du Colonel a été fixée en arrière du centre du régiment en bataille; et en effet son régiment étant une arme que le chef doit manier, il convient que cette arme soit en avant de la main qui l'emploie. — Le règlement de 1791 (1^{er} août) place en bataille le Colonel à trente pas en arrière du centre de ses deux bataillons. Cette règle est devenue fautive quand le nombre des bataillons s'est augmenté. — Ainsi pendant toute la guerre de la révolution et longtemps après, un usage arbitraire et continuellement changeant, a tenu lieu de loi. — Depuis qu'il y a eu trois bataillons, la place du Colonel a été à trente pas du rang des sous-files, en arrière du centre du second bataillon, vis-à-vis le prolongement du drapeau. — L'ordonnance de 1831 (4 mars) a changé cette disposition et a prescrit qu'il en fût à cinquante pas. — En colonne, sa place est sur le flanc du côté de la direction, à hauteur du centre de son régiment, à vingt ou vingt-cinq pas en dehors des guides. — La place de parade du Colonel est à six pas en avant de ses officiers, puisqu'elle est à quatre pas en avant des chefs de bataillon placés eux-mêmes à deux pas en avant des officiers de leur bataillon. — La place du Colonel, un jour d'action, avait été déterminée par l'instruction de 1774 (11 juin), qui disposait qu'à toute attaque de poste, à toute action de guerre où le terrain ne permettrait pas de combattre à cheval, le Colonel se placerait au bataillon qui aurait la tête de l'attaque, à la droite du chef de ce bataillon. Cette disposition tenait à un raisonnement faux; la bravoure française n'a pas besoin d'être stimulée par la vue du chef affrontant le premier le danger, et le succès de l'affaire peut manquer par la mort de ce commandant: un Colonel jaloux de remplir son devoir a assez d'occasions de s'exposer aux coups de l'ennemi. — La place du Colonel, dans le cas de la séparation du corps en trois de paix, semblait devoir être anciennement au

PREMIER BATAILLON, parce que ce bataillon était censé commandé par le plus jeune chef de bataillon; mais ce principe restait indéterminé. — L'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) réglait qu'en cas de séparation, soit en temps de guerre, soit en temps de paix, le Colonel se tient à la portion du corps à laquelle l'attache un ordre du GÉNÉRAL; c'était une décision ambiguë et une solution peu satisfaisante. — Pour l'accomplissement habituel de son service, le Colonel se tient à la plus forte portion du corps; la loi ne lui permet de s'en absenter qu'en vertu d'un congé spécial du ministre; et il ne peut obtenir un congé limité qu'un semestre qu'alternativement avec le LIEUTENANT-COLONEL. — N° 7. REMPLACEMENT. — Dans les cas d'absence du Colonel, l'autorité revient à l'officier qui marche après lui dans l'ordre hiérarchique, ou au plus ancien officier présent aux ordres; mais le Colonel conserve le droit d'intimer, quoique absent, des ordres à son représentant. — Le Colonel est ou était, en cas d'empêchement momentané ou de maladie grave, remplacé soit par le COLONEL A LA NUTTE ou par le COLONEL NUMÉRIQUE (si des officiers de cette dénomination se trouvent au corps), soit par le LIEUTENANT-COLONEL ou bien par l'ANCIEN de grade que son droit y amènerait. — Quand accidentellement le Colonel ne peut se trouver à la parade, il y est remplacé d'une manière analogue à ce qui vient d'être dit. — N° 8. LOGEMENT. — Dans les pavillons il est accordé au Colonel un logement de trois chambres, une de domestique, une cuisine, et une écurie pour trois chevaux. — Le logement qui lui serait fourni par billet serait le plus rapproché possible du centre du corps qu'il commande; il serait analogue à celui du pavillon, et comprendrait des lits et des fouritures pour trois domestiques. — N° 9. ALLOCATIONS, SOLDE. — Le Colonel d'une légion de FRANÇOIS PREMIER n'avait que PAYE de CAPITAINE, parce qu'il n'était que PREMIER CAPITAINE; depuis cette époque le même principe s'était maintenu, puisqu'il avait une compagnie; mais il avait en outre paye de Colonel, ce qui faisait un peu plus du double. — L'ORDONNANCE DE SOLDE DE 1651 donna au Colonel, à titre d'EXTENSILE, deux livres par jour. — L'ORDONNANCE DE 1727 (15 JUILLET) lui accordait douze RATIONS DE VIVRES et huit de FOURRAGES. — L'ORDONNANCE DE SOLDE DE 1738 lui allouait par jour cinq livres onze sols huit deniers; celle de 1762 (10 ET 21 DÉCEMBRE) lui passait, en sus de la paye de capitaine qui était de dix-huit cents francs, les appointements de Colonel qui étaient de trois mille livres. — L'ORDONNANCE DE 1788 (1^{re} JUILLET) entraînait dans le détail de leur

dépense de TAMP. — Les ALLOCATIONS pécuniaires actuelles, l'INDENNITÉ DE ROUTE, etc., avaient été réglées par l'instruction de 1814 (4 AVRIL); le TRAITEMENT DE RETRAITE l'a été par l'ORDONNANCE DE 1814 (27 AOÛT); il a été amélioré par celle de 1829 (10 OCTOBRE). — Les FRAIS DE REPRÉSENTATION ont été fixés par l'ORDONNANCE DE 1825 (19 MARS; art. 165, 164, 168). — Les Colonels percevaient en temps de PAIX deux RATIONS DE FOURRAGE ou l'INDENNITÉ REPRÉSENTATIVE, et en temps de GUERRE trois RATIONS DE FOURRAGE EN NATURE. L'INSTRUCTION DE L'AN CINQ (1^{re} VENTÔSE) leur allouait trois RATIONS DE PAIN, DE VIE, DE LÉGÈRES SECES, DE SEL, en campagne. — N° 10. DROITS. — Les Droits des Colonels s'exercent dans des cas divers et nombreux, qui demandent à être examinés chacun à part; ils se distinguent en DROITS RELATIFS À L'ADMINISTRATION, — AUX OCTRES, — AUX NOMINATIONS, — AUX ENNOULEMENTS, — À L'INSTRUCTION, — AU LOGEMENT, — AUX PERNISSIOMS, — AUX PUNITIOMS, — AUX REMPLACEMENTS, — AU SERVICE, — AUX TRAVAILLEURS. — N° 11. Droits relatifs à l'ADMINISTRATION DU CORPS. — Le Colonel, comme PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, avait, en cas de PARYAGE D'OPINION, voix prépondérante; il a, au même titre, droit de suspendre une ORDONNANCE DU CONSEIL, comme contraire aux ordonnances ou aux intérêts du corps, mais à charge d'en référer au SOUS-INTENDANT MILITAIRE EN EXERCICE, qui en rend compte suivant les cas DU MARÉCHAL OU CAMP COMMANDANT. Le Colonel ne peut donner d'ordre relatif à l'ADMINISTRATION que dans ces circonstances, ou en se conformant à des ORDONNANCES RÉGULIÈRES. — Il correspond administrativement avec qui de droit sous BANDES CROISÉES, et il jouit de la FRANCHISE DES PONTS DE LETTRES en vertu du CONTRAIRE DU MINISTRE DE LA GUERRE. — Il fait exécuter par les soins du MAJOR toutes les décisions qui ont rapport à l'ADMINISTRATION. — Il se fait rendre verbalement compte, deux fois par semaine et plus souvent si besoin est, par le MAJOR, de tous les DÉTAILS ADMINISTRATIFS, de l'état des MASSES INDIVIDUELLES, FOURNITURES, DISTRIBUTIONS DE PETIT ÉQUIPEMENT, etc. Il indique à cet OFFICIER, s'il y a lieu, les objets sur lesquels il veut un rapport écrit. — Il détermine l'heure du paiement du PRÊT par le TRÉSORIER. — Il a droit d'exiger qu'à titre de mandataires responsables ses CAPITAINEs lui rendent directement compte de tout ce qui concerne les DISTRIBUTIONS DE RATIONS, LA DISCIPLINE, L'INSTRUCTION, LA POLICE, LA TENUE ET L'UNIFORME de leurs COMPAGNIES. — Il a le pouvoir d'établir une MASSE D'OFFICIERS, pourvu qu'ils y donnent

leur consentement. — Aux termes de l'ordonnance de 1818 (15 mai), le Colonel exigeait que les chefs des détachements l'informassent des circonstances par suite desquelles les formes de l'administration du détachement auraient été indispensablement modifiées; son approbation peut seule justifier de telles modifications; mais l'ordonnance se fût plus correctement expliquée en désignant en ce cas, au lieu du chef de corps, le président du conseil d'administration, car c'est à ce dernier titre que le Colonel est revêtu d'attributions de cette nature. — N° 12. Droits relatifs aux dettes des militaires et à certaines nominations. — Sur le vu des pièces probantes et sur l'avis du lieutenant-colonel, le Colonel a droit de faire exercer, au profit des caractères des officiers, les affectations dont la loi autorise le prélèvement; il peut attacher à un ordinaire de soldats les sous-officiers qui ont contracté des dettes. — Les Colonels ont d'abord nommé, à leur choix, tous leurs officiers: l'ordonnance de 1654 les priva en partie de ce droit; ils ne nommaient plus que les enseignes et les lieutenants, ou bien ils approuvaient les propositions faites à cet égard par les capitaines; bientôt même il n'en fut plus ainsi, parce que Louis quatorze se réserva toutes les nominations, et créa les collèges de cadets, comme autant de pépinières d'où les sous-lieutenants seraient indispensablement tirés. Les Colonels se plainquirent des officiers sortis des cadets, soit que réellement ces officiers servissent mal, soit que les chefs de corps aspirassent à ressaisir le droit dont ils regrettaient la perte. — En 1693, le Colonel Montavel fut enfermé à la Bastille pour s'être refusé à recevoir un lieutenant breveté par le ministre Barrezieux; Montavel trouvait que c'était un empiètement sur ses prérogatives. — A la suppression des cadets, en 1693, les Colonels nommèrent de nouveau les officiers subalternes de leurs régiments, mais à charge, comme le dit Dangeau (25 et 30 novembre) d'amener auparavant ces officiers au bureau afin qu'on les voye. Ce mot amener témoigne qu'alors un Colonel n'était pas plus astreint à la résidence que ne l'est un évêque. — Depuis la création des inspecteurs généraux, les droits des Colonels se restreignent; ils ne consistent plus qu'à faire au roi la proposition des nominations, et les seules places d'un ordre un peu relevé dont le chef du corps dispose sont celles des aumôniers, des chirurgiens-majors, des capitaines de grenadiers, des sergents. — Sous Louis seize, les Colonels nommaient les capitaines en second des grenadiers; ils choisissaient des sujets pour les sous-lieute-

nances vacantes dans leurs corps; mais, quant aux nominations des lieutenants et des capitaines, ils proposaient des candidats au ministre, conformément au tableau d'ancienneté; cela se fondait sur l'usage, car rien ne réglait ce droit, comme le témoigne Turpin (1783, O) par cette phrase : *Dans l'infanterie, il est d'usage que les Colonels nomment aux emplois vacants; ils donnent leur nomination au ministre de la guerre, et presque toujours elle a lieu.* — Le conseil de la guerre limita et précisa ces droits; il laissa seulement les Colonels promouvoir les officiers de grenadiers, et eut même la honorable attention de descendre jusqu'aux grades des hommes de troupe; ainsi l'ordonnance de 1788 (1^{er} juillet) donne aux Colonels le droit de nommer aux places vacantes de ras officiers et de caporaux, mais au moyen d'une liste de candidature formée annuellement en conseil d'officiers supérieurs. — Aujourd'hui les Colonels ont droit de nommer, en conformité des lois et ordonnances, aux grades de caporaux et de sous-officiers jusqu'à celui d'adjudant inclusivement; ils dressent et soumettent à l'inspecteur général le tableau d'avancement des sous-officiers; ils prononcent l'admission des sous-officiers, caporaux et soldats dans les compagnies d'élite; ils chargent au besoin des fonctions d'adjudant-major un capitaine ou un lieutenant. — Ils rendent compte au maréchal de camp commandant des vacances qui surviennent parmi les officiers, et lui adressent, pour être transmis à qui de droit, les mémoires de proposition pour leur remplacement. Ils lui adressent aussi, pour être soumises à la décision du lieutenant général, les propositions aux emplois d'officiers dans les compagnies d'élite, en choisissant pour les divers grades parmi les militaires du corps et du même grade. — Ils choisissent les musiciens; ils désignent les enfants de troupe. — Ils font toutes les propositions relatives à l'avancement ou à l'admission dans la légion d'honneur et apposent à cet effet leur visa sur les certificats des aspirants à la légion. — En temps de guerre, lorsqu'ils sont présents au corps, et en temps de paix, les Colonels ont seuls le droit d'adresser aux autorités compétentes toutes les demandes faites en faveur des militaires de leur corps. — N° 13. Droits relatifs aux enrôlements, à l'instruction tactique, aux écoles régimentaires. — Le Colonel a droit de certifier qu'un enrôlé volontaire peut être admis par le maire; il doit être informé par la correspondance administrative de la direction donnée aux enrôlés rejoignant leurs corps, et de tout ce qui les concerne, tel que

ENTRÉE, SORTIR OU DÉPART DE L'HÔPITAL, DICTION EN ROUTE, etc. — Le Colonel notifie au LIEUTENANT-COLONEL ses intentions à l'égard du mode d'instruction TACTIQUE qui doit être suivi; il décide, s'il le juge à propos, que le CAPITAINE ou l'OFFICIER D'HABILLEMENT assistera AUX EXERCICES sur le terrain et AUX THÉORIES; il désigne l'officier qui doit remplir les fonctions d'INSTRUCTEUR. — Il peut employer AUX ÉVOLUTIONS de l'ÉCOLE DE BATAILLON le MAJOR, dans le cas où l'ABSENCE d'un des CHEFS DE BATAILLON rendrait convenable cette mesure. — Il peut dispenser des EXERCICES les OFFICIERS assez instruits et les HOMMES DE TROUPE suffisamment dressés. — Il peut engager les OFFICIERS mathématiciens à tenir pour l'instruction de leurs collègues une ÉCOLE DE MATHÉMATIQUES appliquées à l'ART DE LA GUERRE, et un cours scientifique où les bons ouvrages MILITAIRES seraient analysés. — Il peut établir pour les SOUS-OFFICIERS qui auraient déjà une instruction première des ÉCOLES formées sur des principes analogues. Il devrait s'attacher autant que possible à créer une ÉCOLE THÉORIQUE de CORPS où seraient admis les SOUS-OFFICIERS étudiant les MATHÉMATIQUES. — Le Colonel autorise, s'il y a lieu, les MOUVEMENTS faits ou approuvés par le MAJOR relativement aux ÉCOLES RÉGIMENTAIRES, et il décide relativement à tout ce qui peut contribuer à leur amélioration; il détermine quels OFFICIERS et quels SOUS-OFFICIERS y seront employés. — Il attache de préférence aux ÉCOLES DU DÉMONTAGE DE FUSIL, ou théories sur l'armement, les OFFICIERS D'ARMEMENT ou ceux qui y sont adjoints. — N° 14. Droits relatifs aux LOGEMENTS, à la POLICE, aux RÉPARATIONS, aux VISITES. — Le Colonel a droit de décider si, aux époques ordinaires où s'opèrent, conformément à la loi, les CHANGEMENTS DE LOGEMENTS dans les CASERNS, ces changements doivent ou non s'effectuer; il détermine, conformément aux règles établies, l'ASSIETTE du CASERNEMENT. — Il se fait remettre, à l'INSTANT où son CORPS s'installe dans une CASERNE, un ÉTAT DE CASERNEMENT que dresse à cet effet le FORT-DRAPEAU; il est informé de même par cet OFFICIER de toutes les MUTATIONS survenues dans le LOGEMENT. — Le Colonel a droit d'ordonner extraordinairement des APPELS DE POLICE; il règle tout ce qui a rapport au CORPS DE GARDE DE POLICE. — Il avait droit, lorsque l'AUMONIER DE CORPS officiait, de coordonner avec les heures du SERVICE MILITAIRE celles du SERVICE DIVIN. — Il prescrit l'heure à laquelle le NETTOYEMENT de la CASERNE doit avoir lieu le SAMEDI. — Le Colonel se fait accompagner, en cas de SÉPARATION DE CORPS, par l'AIDE-MAJOR attaché à son RÉGIMENT. —

Il peut, lorsqu'il fait la VISITE de l'HÔPITAL, s'y faire accompagner par son CHIRURGIEN-MAJOR. — Lorsqu'il parcourt l'intérieur de la CASERNE, il s'y fait accompagner par l'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE. — N° 15. Droits relatifs aux PERMISSIONS. — Le Colonel a droit d'autoriser les ABSENCE PASSAGÈRES et de courte durée des OFFICIERS PARTICULIERS et SUPÉRIEURS; il se fait soumettre les PERMIS DE DÉCOURCHER que signent les CAPITAINES; il donne directement les PERMIS ou DESTINÉS que sollicitent pour eux-mêmes les OFFICIERS SUPÉRIEURS. Il autorise, s'il le juge convenable, les OFFICIERS MALADES à se faire traiter à la CHAMBRE par le CHIRURGIEN-MAJOR, s'ils vont à l'HÔPITAL. — Il joint aux DEMANDES de PERMISSIONS DE MARIAGE son avis motivé touchant l'AUTORISATION à accorder, et il adresse le tout au MINISTRE DE LA GUERRE. — Il veille à ce que les OFFICIERS et les SOUS-OFFICIERS n'usent qu'avec discrétion du droit de donner des PERMIS. — Il se fait soumettre par le LIEUTENANT-COLONEL, et il soumet lui-même au COMMANOANT DE PLACE les PERMIS pour l'EXTÉRIEUR, ou permissions de s'absenter de la garnison. Les PERMIS ou PERMISSIONS qui seraient de plus de huit jours sont demandés par lui au MARÉCHAL DE CAMP, et en-dessus de quinze jours jusqu'à trente au LIEUTENANT GÉNÉRAL. — L'ARRÊTÉ DE L'AN DOUZE (19 FÉVRIER) autorisait le Colonel à exempter de service, sur la demande du CHIRURGIEN-MAJOR du CORPS, deux soldats qui, sous la désignation d'ÉLÈVES CHIRURGIENS, secondaient les CHIRURGIENS du CORPS. Mais cet usage a disparu. — N° 16. Droits relatifs aux PUNITIONS. — Originellement les Colonels ont eu droit d'INTERDIRE leurs OFFICIERS, comme le témoigne GAYE (1679, A); mais ils devaient en rendre compte à la cour; il paraît qu'ils perdirent ce pouvoir d'interdire avant la fin du règne de LOUIS QUATORZE. — A des époques plus rapprochées de nous, le Colonel pouvait CAMER un ADJUDANT, et c'était lui seul qui, soit présent, soit absent, avait ce droit. — Maintenant il prononce, sur la demande et l'avis de qui de droit, les SUSPENSIONS des CAPORAUX ET SOUS-OFFICIERS. Lorsqu'il y a lieu de faire redescendre soit un ADJUDANT, soit un autre SOUS-OFFICIER au grade inférieur, c'est en Colonel qu'appartient le droit de recevoir la plainte et les opinions y relatives, et de provoquer par un rapport spécial la décision du MARÉCHAL DE CAMP. Il lui soumet aussi les demandes de CASSATION DE CAPORAL; quant aux propositions de CASSATION de SOUS-OFFICIERS, elles sont transmises jusqu'au LIEUTENANT GÉNÉRAL. Le Colonel prononce de son plein pouvoir, mais après avoir pris les avis réglementaires,

les renvois de compagnie d'élite. Lui seul, à titre de chef de corps, peut infliger aux officiers la peine des arrêts de rigueur, de la prison ou de la rétrémande, et aux capotaux et soldats la punition du cachot; seul aussi il peut ordonner que celle de la prison soit subie dans la prison de la place. — Il a droit de convoquer le conseil de discipline en vertu du rapport qui lui est adressé à l'égard des fautes graves. — Il doit être informé au fur et à mesure, par le lieutenant-colonel, de toutes les punitions, et il se fait présenter mensuellement par cet officier le registre de punitions tenu à cet effet; il a droit d'aggraver, d'abréger ou d'infirmer les punitions des hommes de troupe et celles des officiers. — Il statue sur toutes les demandes d'élargissement et sur toutes les cessations de punition. — Il peut, en cas d'arrêts de rigueur avec un factionnaire, frapper les appointements des officiers d'une retenue d'un cinquième; et il se fait apporter l'écrin ou le saire de tous les officiers mis aux arrêts de rigueur. — N° 17. Droits relatifs aux remplacements. — Le Colonel peut, dans le cas de l'absence d'un capitaine, et si elle doit durer plus de quinze jours, donner le commandement d'une compagnie où il ne se trouverait pas de lieutenant, à un lieutenant choisi dans le même bataillon et dans une compagnie pourvue de ses trois officiers; il pouvait même en donner le commandement à un officier qui eût été seulement l'ancien de grade de l'officier à qui ce commandement se trouvait échoir dans la compagnie; mais il devait, en ce cas, en rendre compte au maréchal de camp commandant, et cette règle est maintenant abrogée. — Dans le cas de l'absence d'un adjudant, il le fait remplacer provisoirement, ou bien il fait faire son service par les autres adjudants présents. — Dans le cas de l'absence d'un adjudant-major, il fait faire son service par l'aide-major, ou à défaut d'aide-major par un capitaine ou un lieutenant. — Dans le cas de l'absence de l'adjudant-major de semaine, il le fait remplacer par l'aide-major, ou à défaut d'aide-major par un officier qu'il désigne. — Ce n'est qu'en vertu de l'approbation du Colonel qu'un capitaine peut, dans le cas de l'absence de son sergent-major, faire remplacer ce sous-officier par un sujet désigné à cet effet. — N° 18. Droits relatifs au service, aux travailleurs, à la tenue. — En garnison, le Colonel règle la force numérique de la garde de police, et lui donne seul les consignes écrites. — Il réglait l'heure à laquelle la messe devait être lue tous les jours fériés. — Il fait entendre, autant que possible, les

ordres de service, par l'intermédiaire du lieutenant-colonel, et lui donne ses instructions pour tous les rassemblements, cortèges généraux ou primes d'armes. — Il se fait communiquer l'ordre du cercle de la parade de la place par l'adjudant-major de semaine. — Il juge de la valeur des motifs que des chefs de détachement pourraient avoir eu, en modifiant de leur propre mouvement soit les formes accoutumées de l'administration, soit les ordres de service contenus dans l'instruction dont ils étaient porteurs; à cet effet il exige que tout chef de détachement qui rentre au corps lui rende compte de la manière dont il a rempli sa mission. — Le Colonel détermine seul quel est le nombre des travailleurs de corps qui peut être autorisé, nombre qu'au maximum le règlement de service de 1768 portait à six par compagnie; suivant qu'il le juge à propos, il annule, ou approuve, ou limite les permis de travailleurs dont les chefs de bataillon lui adresseraient la demande par la voie du rapport; mais il ne souffre pas qu'il en soit délivré aucun sans sa signature; il fait rentrer au corps, toutes les fois qu'il le juge à propos, tous les travailleurs. — Il fait connaître par la voie de l'ordre du jour donné au rapport quelle doit être la tenue de corps. — N° 19. Autorité. — L'autorité du Colonel a commencé par être sans bornes, et comprenait droit de vie et de mort. On en retrouve le témoignage dans cette phrase curieuse que trace BILLOU en traitant de la justice militaire (1612, B): *Aux fautes qui méritent la mort, le capitaine doit chasser et désarmer les soldats, car les faire mourir appartient au mestre-de-camp (colonel de corps) et encore par jugement du Colonel (colonel général d'infanterie).* — Cette discipline draconienne ne s'exerçait que sur l'homme de troupe, non sur l'officier; c'était une trace de la puissance féodale et des idées de chevalerie: la féodalité traitait à merci le soldat; l'esprit chevaleresque nivelait, pour ainsi dire, les gentilshommes. Un enseigne et son Colonel tiraient l'épée l'un contre l'autre, et même les Colonels poussaient le scrupule jusqu'à ne pas vouloir qu'on supposât qu'ils y répugnaient. Il était formellement reçu, au milieu du dix-septième siècle, dit FENHOFELT (1693, D), qu'un Colonel, pour sa bienvenue, proposait le duel à cinq ou six de ses capitaines. — Un demi-siècle plus tard, il subsistait encore des vestiges de cette sorte d'égalité. — Sous le règne de Louis XIV, ainsi que le rapporte dans ses Mémoires M. le comte de SÉGUR (le fils du maréchal), les Colonels étaient justiciables quelquefois

de leurs subordonnés eux-mêmes, et ne savaient comment décliner les arrêts extravagants de la calotte. — A une époque plus moderne, les limites de l'autorité des Colonels étaient mal posées encore; nous avons vu, de l'an douze à 1814, une fâcheuse rivalité s'établir entre les Colonels et leurs majors, parce qu'il y avait trop de frottement entre des grades trop peu distants. L'esprit des ordonnances actuelles établira-t-il plus d'harmonie entre le Colonel et le LIEUTENANT-COLONEL?... — L'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) cherchait à caractériser l'autorité du Colonel en déclarant, dans son langage un peu affecté pour un document si grave, que : *Cette autorité est le recours et l'appui de tous, et qu'elle doit se faire sentir autant par une impulsion régulatrice que par une action immédiate*; faisons des vœux pour que cette métaphysique, reproduite dans l'ORDONNANCE DE 1833 (2 NOVEMBRE), suffise par la suite pour déterminer la limite des droits et prévenir la lutte des pouvoirs. — Dans un article plus clair, la première de ces ordonnances disposait que le Colonel exercerait son autorité sous les ordres du MARÉCHAL DE CAMP commandant la brigade ou le territoire; mais cette proposition, présentée comme une vérité absolue, était parfois inexacte; en effet, dans le cas, par exemple, d'une longue marche dans le royaume, en temps de paix, un Colonel pourrait, pendant plusieurs mois, exercer son autorité sans qu'en réalité aucun MARÉCHAL DE CAMP eût rien à y voir, puisqu'en cette position un CHEF DE CORPS ne peut guère correspondre qu'avec le MINISTRE DE LA GUERRE. — En général, maintenant l'autorité du Colonel s'étend sur le service entier; il prononce sur tous les objets contenus au RAPPORT et sur toutes les propositions du LIEUTENANT-COLONEL. — A toutes les PRISES D'ARMES, il fait en chef l'inspection de son corps, après que le LIEUTENANT-COLONEL l'a assemblé et lui en a remis le commandement. — Il inspecte, lors de leur retour au corps, tous les détachements commandés par un CHEF DE BATAILLON. — Il a à sa disposition l'AIDE-MAJOR. — Il se fait présenter, toutes les fois qu'il le juge convenable, le REGISTRE DE MORALITÉ ou du personnel des OFFICIERS. — Dans les cas où il s'absente, il reçoit une analyse des rapports, afin de statuer sur leur contenu. — Il règle, sur la proposition du CHIRURGIEN-MAJOR, les jours et l'heure où l'ÉCOLEMENT VA AU SAIR. — Le RÈGLEMENT DE 1816 (24 JUILLET) voulait qu'il réglât les ABUS DES ARMES, mais l'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) ne disait rien à cet égard, et celle de 1833 (2 NOVEMBRE) est peu formelle sur ce sujet. — Quelquefois l'autorité des Colo-

nels excédait les limites voulues; ainsi la CIRCULAIRE DE 1832 (10 AVRIL) donnait à connaître que quelques-uns ont l'habitude d'*annuler* certains grades, tels que ceux de LIEUTENANTS-COLONEL et de CHEFS DE BATAILLON, en s'écartant des formes de la hiérarchie, et transmettant directement leurs ordres aux ADJUDANTS-MAJORS et ADJUDANTS. — Cette circulaire laissait involontairement entrevoir que le grade de LIEUTENANT-COLONEL était une occasion de difficultés dans le service. — L'ORDONNANCE DE 1833 (2 NOVEMBRE) embrassait le sujet; mais, en spécifiant certaines formes hiérarchiques, a-t-elle préservé avec certitude les grades dont nous parlions d'être quelquefois moralement annihilés? — N° 20. PRÉROGATIVES. — La plupart des COLONELS ont originairement fait porter leur livrée à leurs TAMBOURS, et ont donné les couleurs de cette livrée à leurs FANTONS; cette prérogative a disparu. Mais l'usage des MANTS chamarrés de GALONS DE LIVRÉE nous en était resté, ainsi que les attributs empreints sur les boutons d'HABIT des RÉGIMENTS DE PRINCES. — Depuis 1770, les Colonels avaient accès dans l'ORDRE DE SAINT-LOUIS après quinze ans de service. — Maintenant les Colonels tiennent près de leur personne les DRAPEAUX et la CAISSE A TROIS SERRURES. Une SENTINELLE veille à leur porte, mais c'est comme gardant le TRÉSOR et le DRAPEAU, et non comme gardant le Colonel. — Ils reçoivent la visite des OFFICIERS RESTRANT DE PERMISSION; ils reçoivent, le DIMANCHE, la VISITE DU CORPS DES OFFICIERS. — En cas de SÉPARATION DE CORPS, le Colonel réclame à la portion qu'il doit commander la MUSIQUE, le TAMBOUR-MAJOR, les SAPEURS. — Lorsque le Colonel se présente à la CASERNE, la SENTINELLE DE POLICE doit, en conformité de sa CONSIGNE, crier : BONS LA GARDE! — Le VAGUEMESTRE ou le FACTEUR vient journellement chercher les lettres que le Colonel aurait à faire passer par la voie de la POSTE AUX LETTRES; ce sous-officier lui apporte celles qui viennent de la poste, avant d'en délivrer aucune autre. — Le RÈGLEMENT DE 1816 (24 JUILLET) plaçait près du Colonel un SAPEUR à titre de PLANTON; mais l'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) se taisait à cet égard; cependant l'usage s'en est maintenu. — Lors du DÉFILEMENT de la troupe devant un sous-INTENDANT, le Colonel n'était pas tenu de défilér en personne; mais, par une innovation plus récente, il est tenu de défilér devant l'INTENDANT MILITAIRE, si extraordinairement cet INTENDANT passait en revue le corps. — En cas de décès d'un Colonel, les tristes prérogatives réglées par l'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) et les honneurs à rendre

au défunt sont encore en vigueur; ainsi tout le régiment assiste à l'enterrement du Colonel; le drapeau du régiment reste voilé de crêpe jusqu'à la cessation de la vacance; et les officiers du corps portent à la poignée de l'épée le crêpe de deuil pendant un mois. — N° 21. RANG. — Le titre de Colonel, d'abord synonyme de colonel général de l'infanterie, a été une des qualifications les plus éminentes de l'armée. — A des époques plus modernes, la désignation est devenue celle des chefs de régiments, et d'abord il n'y avait au-dessus d'eux que l'officier tout à tour nommé capitaine, capitaine général, et général commandant. — Les Colonels particuliers étaient comparables aux centurions en chef, servaient sous les ordres du capitaine général, et prenaient la tête d'une ou de plusieurs bandes d'infanterie. Voilà pourquoi tous les vieux auteurs disent que le Colonel tient, en France, le second grade; et comme souvent les Colonels conduisaient des bandes ou compagnies momentanément associées, mais non enrégimentées ou agrégées à demeure, les Colonels étaient des généraux, ou, suivant l'expression du temps, des maîtres de camp; il n'a cessé d'en être ainsi que depuis l'institution des légions de François premier, et depuis la création du grade plus fixe des capitaines, dont les Colonels devinrent les chefs. DURELLAY (1535, A) avait en vue cette forme de composition, quand il disait, à l'imitation de MACHIAVEL (1510, A), dont il est le copiste : *Fault qu'en chacune légion y ait un chef général par-dessus les capitaines, lequel sera nommé Colonnelle, et aura pour ses officiers un maître de camp, un argent-major (sergent de bataille), un prévost, etc.* — Dans les derniers siècles, la fonction de major général était exercée par un Colonel. — On a comparé le rang actuel de Colonel et celui que tenaient, dans la milice romaine, un préfet de légion ou un tribun major, c'est-à-dire le tribun auquel était subordonné un ensemble de cohortes; mais il y a cette différence qu'il n'existait pour toutes les troupes romaines que quinze ou vingt préfets, tandis que nous comptons par centaines les Colonels. — L'ordonnance de 1825 (19 mars, art. 22) s'occupe des colonels maréchaux de camp; mais elle jette peu de lumière sur le rang que ce double titre peut donner; cette cumulation ou cette confusion de grades tient à des principes trop peu plausibles, trop transitoires pour que nous attachions de l'importance à rechercher les causes de cet usage, à en approfondir les conséquences, à en signaler les vices. — Des majours

de place ont été tirés de la classe des Colonels. — L'ordonnance de 1829 (31 mai) considère le rang des Colonels comme les rendant aptes à remplir les fonctions jusque-là confiées aux lieutenants de roi maréchaux de camp. — Quoique appelés à remplacer dans le commandement les maréchaux de camp, ils ne prenaient rang cependant qu'après les intendants, en vertu de l'ordonnance de 1829 (10 juin); ainsi, en certaines circonstances, ils commandaient des administrateurs qui avaient le pas sur eux. — N° 22. SURVEILLANCE. — La surveillance des Colonels s'exerce principalement sur l'administration, les formes de l'enrôlement, la police, les auberges des officiers, le café où ils se réunissent, et même les cantines des campemens, les ateliers et les magasins du corps. Le Colonel se fait rendre compte par le lieutenant-colonel et de ce qui a rapport au prix et au paiement des papiers et des ordinaires des officiers, et de la conduite même de ces officiers, de leurs dettes, du goût qu'ils auraient pour le jeu, etc. — Il visite à fond deux fois par an les magasins. — Les Colonels surveillent, dans l'accomplissement de leurs devoirs, et le chirurgien-major du corps et le major; et, à l'égard de ce dernier, ils s'assurent qu'il subit les punitions qui pourraient lui être infligées par un membre du corps de l'intendance. — N° 23. FONCTIONS. — Certaines fonctions particulières que les Colonels ont exercées ou exerceraient, sont indiquées aux articles : COLONEL A LA SUITE, — ARMÉE, — AD CAMP, — MARIAGE, — GÉNÉRAL, — DE TRANCHE, — EN CAMPAGNE, — EN ROUTE, — INSPECTEUR. — L'emploi de Colonel a été exercé quelquefois par des ecclésiastiques. Ainsi on lit dans les Mémoires de Dangeard (1691, 41 mars), que le roy enjoint à Requena de se défaire du régiment de Fürstemberg, vu qu'il est chanoine et dans les ordres. Il y a à peine un siècle que les Colonels étaient en même temps Colonels et capitaines, mais ils n'étaient pas capitaines factionnaires. — En général les fonctions que les règlements de police et de service attribuent ou ont attribuées aux Colonels, consistent en ce qui suit : recevoir le rapport général que lui communique le lieutenant-colonel, accompagné du chef de bataillon de semaine, de l'adjudant-major de semaine et de l'aide-major; assister à la parade, y voir défiler les ordres; statuer, au cercle de la parade, sur les demandes journalières, et donner l'ordre pour la journée et le lendemain matin; se faire remettre le billet ou le relevé de l'appel du soir; se faire rendre compte par le chirurgien-major

de l'état sanitaire du régiment et de la tenue des établissements où sont reçus les malades; se faire informer, soit de vive voix, soit par écrit, des noms des officiers ou des hommes ou troupe manquants aux appels des prises d'armes. — Présider à la cérémonie de la réception primitive du drapeau. — Faire rendre les honneurs qui sont dus par la troupe chaque fois qu'on va aux drapeaux. — Fixer les heures du balayage et des travaux de propreté du camp; passer, le dimanche, l'inspection générale, ou la faire passer par un officier supérieur. — Indiquer aux chefs de détachements absents pour un certain laps de temps les époques de l'envoi de leurs rapports. — Convoquer et présider le conseil d'administration; enfin faire tout ce qui peut assurer la stricte exécution des ordonnances et des ordres transmis par qui de droit. — Des détails et des considérations sur ces divers sujets sont donnés par OGER (1824, E). — Quant aux fonctions tactiques des Colonels, il y a peu de chose à en dire; si leur régiment manœuvre isolément, ils font, à titre de commandants en chefs, les commandements généraux que répètent les chefs de bataillon; mais, s'il s'agit des évolutions de ligne ou des manœuvres par brigades, les Colonels n'ont plus qu'un rôle de surveillance pour ainsi dire muette; ils ne répètent pas les commandements, et le règlement de 1791 (1^{er} août) ne fait presque mention d'eux que dans le *MARCHE EN BATAILLE*, dans l'ordre en *SCHELON*, dans les *DÉFILEMENTS D'HONNEURS*, etc. — Dans ce dernier cas, ils défilent à la tête du régiment à quatre pas en avant du chef de la première subdivision, ayant à leur gauche le lieutenant-colonel et le chef du premier bataillon; il en est du moins ainsi si la personne à qui ces honneurs sont rendus s'est placée à droite, sinon le Colonel a à sa droite le lieutenant-colonel et le chef de bataillon. — N° 24. DEVOIRS. — Si l'on voulait approfondir la partie purement morale des devoirs des Colonels, on pourrait consulter un article bien fait que contient, au mot Colonel, l'Encyclopédie (1785, C, suppl.), article emprunté de JARRO (1777, G). On pourrait aussi jeter les yeux sur le chapitre où BOISSIERRE (1770) traite des duels. — Si l'on voulait voir combien jadis les Colonels foulaient aux pieds l'administration, et combien ils entravaient les opérations de surveillance des commissaires des guerres, on pourrait consulter FONDREVELT (1685, A); mais n'envisageons les devoirs des Colonels que sous le point de vue légal, et bornons-nous aux aperçus qui suivent. — Laisser à chaque

grade l'exercice intégral de sa part d'autorité légale est le premier de ses devoirs, car de là découle l'harmonie du service et l'émulation des subordonnés. — En général les devoirs des Colonels embrassent toutes les branches du service, l'exécution stricte des ordonnances, l'accomplissement subtil des ordres des généraux, etc. L'ORDONNANCE DE 1855 (2 novembre) est explicite à cet égard. — Le Colonel doit des rapports fixes et périodiques aux inspecteurs d'armes, sur la discipline, la police, l'instruction dans tous ses détails, l'administration du corps dans toutes ses parties; il doit des rapports, d'une nature moins étendue, aux généraux commandants; il doit seulement les tenir au courant de l'ensemble de l'instruction tactique, des mutations, de la police, du service, mais ce ne serait que dans certains cas extraordinaires, tels que ceux de la mise en état de siège, qu'il leur devrait des informations sur les détails de l'administration du corps. — Quant aux autres devoirs spéciaux, leur étendue nous force à les classer dans l'ordre qui suit : Devoirs relatifs à l'administration, — aux décès, — aux départs, — à la désertion, — aux enrôlements, — aux inspections, — à l'instruction, — aux nominations, — aux permissions, — aux punitions, — aux réceptions, — aux réclamations, — au service. — N° 25. Devoirs relatifs à l'administration du corps, aux revues, aux décès, aux départs, aux démisions. — Ces devoirs embrassent en partie ce qui suit : — Lorsqu'un changement de Colonel a lieu, l'ORDONNANCE DE 1818 (13 août) voulait que le successeur se fit remettre, à son arrivée au régiment, les pièces administratives dressées, à raison de cette circonstance, par le major. — Le Colonel doit, sur la dénonciation du major, faire punir les infidélités relatives aux lettres et aux articles d'argent; il vise, il signe, lorsqu'il y a lieu, les procès-verbaux de serment. — Il délire de sa personne, à l'issue de la revue de l'inspecteur d'armes, ou des généraux commandants, ou d'un intermédiaire militaire. Il n'est pas tenu au défillement devant des personnages d'un moindre grade. — Les Colonels doivent, soit en station, soit en marche, adresser, le premier de chaque mois, au ministre l'état de situation du corps, comme le témoigne la circulaire de 1830 (22 décembre). — Le Colonel devait renvoyer au ministre de la guerre les décorations ou insignes d'ordres des officiers décorés. — Il doit l'informer des décès des officiers non encore arrivés au corps, en dressant à cet effet un relevé des renseignements transmis aux conseils d'ad-

MINISTRATION par la voie de la CORRESPONDANCE ADMINISTRATIVE, et notifiant et le DÉPART de ces ENROLÉS, et leur décès, si ce cas a lieu. — Le Colonel doit annoncer sans retard à l'OFFICIER D'INTENDANCE l'ORDRE DE DÉPART transmis au corps; il doit, quand le DÉPART a lieu, faire acquitter toutes les DETTES qui auraient été contractées soit administrativement, soit particulièrement; il doit, dans le même cas, faire visiter la CHAUMURE, et faire examiner par les CHIRURGIENS DU CORPS les MALADES AUX HOPITAUX et AUX HOSPICES, pour connaître s'il en est qui peuvent suivre. — Le RÈGLEMENT DE 1824 (17 AOÛT) voulait qu'à la VEILLE DU DÉPART, aussitôt la remise des FOURRIÈRES DE COUCHAGE, le Colonel fit procéder au nettoie-ment des lieux jusqu'alors occupés, et qu'en cas de DÉPART PRÉCIPITÉ, il laissât momentanément en arrière un OFFICIER et un détachement chargé de l'exécution de cette mesure de propreté. — A l'égard des DÉMISSIONS offertes par les OFFICIERS, une décision de 1820 (10 juin) veut que le Colonel les transmette au MARÉCHAL DE CAMP COMMANDANT, après y avoir apposé son avis; mais, à l'époque de l'INSPECTION GÉNÉRALE, le Colonel remettrait directement à l'INSPECTEUR GÉNÉRAL la DÉMISSION avec son opulou motivée. — N° 26. DEVOIRS relatifs à la DÉSERCTION. — Ces DEVOIRS, qui sont une des principales parties de l'ADMINISTRATION du Colonel, consistent dans ce qui suit : transmettre au MINISTRE DE LA GUERRE LES MONUMENTS DES ENROLÉS VOLONTAIRES qui n'auraient pas rejoint quinze jours après la date qui aurait dû être celle de leur ARRIVÉE, ou qui déserteraient après avoir rejoint. — Lors du retour de tout homme PRÉVENU DE DÉSERCTION, le faire lucarcérer et PORTER PLAINTS. — Signaler, sous peine de dix JOURS D'ARRÊTS, tout DÉSERTEUR, après une ABSENCE DE VINGT-QUATRE HEURES, et informer de cette DÉSERCTION le CHEF DE LA GENDARMERIE DU LIEU. — Dénoncer de nouveau comme DÉSERTEUR tout homme GRACIÉ ou LIBÉRÉ qui ne rejoindrait par le corps à l'époque indiquée dans l'avis transmis par la CORRESPONDANCE ADMINISTRATIVE. — Faire mentionner sur les CONTRÔLES ARRIVÉE et sur le REGISTRE MATRICULE LES ABSENCES OU LES CONDAMNATIONS DE DÉSERTEURS. — Faire lire et afficher les JUGEMENTS DES DÉSERTEURS. — Faire lire, le PREMIER DIMANCHE ou le premier samedi de chaque mois, les LOIS SUR LA DÉSERCTION. — N° 27. DEVOIRS relatifs aux NOMINATIONS, AUX ENROLEMENTS. — Le Colonel doit présenter à l'INSPECTEUR D'ARMES les SERGENTS ou autres SOUS-OFFICIERS proposés pour SOUS-LIEUTENANTS. — Il ne doit admettre au corps

comme ENGAGÉS VOLONTAIRES que des individus ayant souscrit un ENGAGEMENT par-devant un MAIRE; mais il ne peut refuser ceux qui sont porteurs de cette pièce. — Il doit informer le MINISTRE DE LA GUERRE du renvoi des ENROLÉS, si l'INSPECTEUR GÉNÉRAL prononçait ce renvoi, après avoir jugé l'engagement impropre au SERVICE. — Le Colonel doit dans tous les cas adresser au MINISTRE le NOMALEMENT DES ENROLÉS, et faire INMATEUTULER de suite les ARRIVANTS. — Le Colonel, quoiqu'il ne puisse les refuser, ne doit cependant les faire habiller qu'autant qu'ils sont propres au SERVICE. — N° 28. DEVOIRS relatifs aux INSPECTIONS, aux ÉCOLES, à la NATATION. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{er} MARS) voulait que le Colonel fit tous les mois une REVUE DE LIGNE ET CHAUMURE. — Le RÈGLEMENT DE POLICE DE 1793 n'ordonnait que trimestriellement la VISITE DES HATRE-RACS. — Maintenant le Colonel doit, de rigueur, faire annuellement deux REVUES ADMINISTRATIVES, et visiter les ATELIERES DU CORPS. — Le Colonel doit envoyer, dans les cas de la SÉPARATION DU CORPS, le CHIRURGIEN-MAJOR SUIVANT celui des QUARTIERS DE RÉSIDENCE où il y aurait le plus de MALADES. Il doit, aux époques de l'INSPECTION GÉNÉRALE, passer une REVUE PRÉLIMINAIRE; se tenir prêt pour la REVUE DE l'INSPECTEUR D'ARMES, conformément aux avis qu'il reçoit à cet égard de la part de cet INSPECTEUR, et l'accompagner dans toute sa REVUE. — Le Colonel devait instituer une ÉCOLE D'ART DE LA GUERRE; il doit habituellement faire ou faire faire la THÉORIE DES OFFICIERS; il les exerce ou les fait exercer devant lui, toutes les fois qu'il le juge convenable. — Il se fait rendre compte du degré d'INSTRUCTION de l'AIDE-MAJOR attaché à son corps. — Il surveille et régle les études des BATAILLONS D'INSTRUCTION. — Il établit et favorise, autant que les localités le permettent, les ÉCOLES DE LECTURE, d'ÉCRITURE, d'ARITHMÉTIQUE et de NATATION; il encourage l'étude de l'ESCRIME, etc. — N° 29. DEVOIRS relatifs aux PERMISSIONS et AUX FUNITIONS. — Le Colonel doit rendre compte au COMMANDANT DE PLACE et au GÉNÉRAL COMMANDANT de la rentrée des OFFICIERS PERMISSIONNAIRES. — Lorsqu'il est sur le point de faire une ABSENCE, il demande aux deux autorités qui viennent d'être indiquées leur agrément; il leur doit communication des CORRÉS ou des PERMISSIONS qu'il aurait obtenus de qui de droit pour lui personnellement. — Il fait présenter au COMMANDANT DE PLACE les PERMES DE DÉCROTCHER, soit hors de la CASERNE, soit hors de la PLACE. — Il soumet à ce COMMANDANT et au MARÉCHAL DE CAMP les PERMES de huit jours; il soumet de plus au

LIEUTENANT GÉNÉRAL les PERMIS de quinze jours. — Il remet au MEMBRE DE L'INTERDANCE la liste des PROPOSITIONS de SEMESTRES, et il adresse au MINISTRE l'état des SEMESTAIRES parlants. — Il informe le MINISTRE DE LA GUERRE de toutes les PUNITIIONS DE DISCIPLINE infligées à des MEMBRES de la LÉGION D'HONNEUR faisant partie du RÉGIMENT. — Il doit informer, dans son RAPPORT, le MARÉCHAL OR CAMP commandant de toutes les SUSPENSIONS de SOUS-OFFICIERS. — Il doit rendre compte au GÉNÉRAL COMMANDANT et au COMMANDANT DE PLACE de toutes les PUNITIIONS D'OFFICIERS. — Il doit soumettre au visa du COMMANDANT D'ARMES les BILLETS D'ÉLARGISSEMENT des DÉTENUX à la PRISON PUBLIQUE. — N° 30. Devoirs relatifs aux RÉCEPTIONS, RÉCLAMATIONS, RETOUR DE PRISONNIERS. — Le Colonel met à l'ordre du RÉGIMENT les NOMINATIONS de tous grades et les PASSAGES AUX COMPAGNIES d'ÉLITE. — Le Colonel devait faire RECONNAÎTRE, par la voie de L'ORDRE DU JOUR et par une RÉCEPTION, l'AUMONIER que le ministre de la guerre attachait à son RÉGIMENT. Il procède lui-même à la RÉCEPTION des officiers supérieurs et des capitaines de compagnie. Il procède à la RÉCEPTION OR DRAPEAUX. — Il doit écouter toutes les RÉCLAMATIONS des HOMMES DE TROUPE, toutes celles des CAPORAUX, etc., qui lui sont faites dans les formes indiquées par l'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE); il doit prêter l'oreille AUX RÉCLAMATIONS de tous les HOMMES PUNIS pour des CIRCONSTANCES qui ont quelque rapport à l'ADMINISTRATION DU CORPS. — Il doit, EN TEMPS DE GUERRE, demander au MINISTRE DE LA GUERRE son autorisation pour remplacer les OFFICIERS PRISONNIERS DE GUERRE qui retourneraient au CORPS. — N° 31. INSTRUCTION. — CHOISIEU témoigne que, depuis son ministère, il fut extraordinaire de voir des Colonels obligés de commander leur RÉGIMENT, ce qui n'était jamais arrivé. — L'ORDONNANCE DE 1774 (11 JUIN) exigeait que les Colonels fussent assez instruits pour pouvoir diriger l'INSTRUCTION tactique de leur troupe: apparemment ils ne s'y livraient qu'à regret. — En outre des connaissances exigées par les ORDONNANCES d'EXERCICE, il était un genre d'INSTRUCTION qui, en conformité des Intentions de l'ORDONNANCE OR 1778 (31 DÉCEMBRE), ne devait pas être étranger aux Colonels d'infanterie; cette ordonnance, quoique particulière au CORPS DU GÉNIE, étendait jusqu'à l'INFANTERIE sa sollicitude; elle voulait que, dans les GARNISONS, les DIRECTEURS DU GÉNIE, les COMMANDANTS DE PLACE et les CHEFS des corps à pied se concertassent, après avoir pris les ordres des GÉNÉRAUX COMMANDANT les DIVISIONS MILITAIRES TERRITORIALES, à l'ef-

fet de faire, pendant la belle saison, exécuter le plus souvent possible et en présence des troupes, des traces de retranchements de campagne en tout genre et adaptés à toute sorte de terrain, de façon que ces exercices répétés procurent aux officiers de corps une habitude essentielle à la guerre, et aux troupes des connaissances indispensables pour l'attaque et pour la défense. — Nous n'avons jamais vu mettre à exécution une aussi sage disposition, une aussi importante combinaison des ÉVOLUTIONS, ni offrir aux troupes une semblable image des ACTIONS DE GUERRE auxquelles doivent concourir plusieurs armes. — Quant à l'INSTRUCTION plus positivement tactique que devrait posséder un Colonel, nous reverrons à de sages réflexions consignées dans l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot Exercice). — N° 32. RESPONSABILITÉ, SUBORDINATION. — Le Colonel est responsable de la police, de la TENUE et de l'INSTRUCTION TACTIQUE de son corps, ainsi que du bon état des ARMES D'ÉQUIPEMENT de sa troupe. — S'il s'agit de la stricte exécution de tous les ordres qu'il reçoit de qui de droit, il en est responsable envers le MINISTRE DE LA GUERRE, l'INSPECTEUR D'ARMES, le GÉNÉRAL COMMANDANT la DIVISION MILITAIRE TERRITORIALE, le MARÉCHAL OR CAMP COMMANDANT et le COMMANDANT DE PLACE. — Le RÈGLEMENT OR 1824 (17 AOÛT) rendait le Colonel responsable de l'état dans lequel se trouvent les RAYEMENTS que son corps évacue EN CAS OR OUPART. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) disposait qu'il ne pouvait être publié par les Colonels aucune RÉCEPTION ni LETTRES DE CANCE, à moins de permission du COMMANDANT DE PLACE. Cette prohibition est tombée EN DÉSUEUDE, depuis qu'il s'est construit des CASERNES qui ont, si l'on peut dire, mis les Colonels chez eux. — Au temps où existait le RÉGIMENT DES GARDES FRANÇAISES, des ORDONNANCES insensées prononçaient qu'à l'ARMÉE UN COLONEL de la ligne ne prenait rang qu'après les CAPITAINES AUX GARDES; ainsi, dans un DÉTACHEMENT, le COMMANDANT ÉDÉ appartenait à CE CAPITAINÉ AUX GARDES, ÉDÉ il ÉDÉ le dernier de son corps, quand même le plus ancien COLONEL de l'ARMÉE ÉDÉ fait partie de ce DÉTACHEMENT. — Maintenant, dans les GARNISONS ou dans les FORTERESSES, le Colonel reçoit du COMMANDANT OR PLACE ou du LIEUTENANT DE NOI les ordres relatifs au SERVICE DE LA PLACE; il doit à CE COMMANDANT tous les RAPPORTS exigés à l'égard de ce SERVICE, tels que: ÉTATS D'HOMMES PUNIS ne faisant pas de SERVICE, SITUATIONS NUMÉRIQUES, etc.; si ces SITUATIONS ont rapport à la FORCE COMPTABILITAIRE, il ne les signe qu'à titre de PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRA-

tion; il les signe à titre de chef militaire, si elles n'ont trait qu'à la police ou au service. — Le Colonel doit demander au commandant de la place l'autorisation de faire prendre les armes pour les manœuvres extérieures, et il lui est subordonné à l'égard des permis et des permissions, ainsi que cela a été dit; il est en outre subordonné à l'inspecteur d'armes en tout ce qui a trait aux détails de son régiment; ainsi il lui soumet la liste d'éligibilité ou tableau d'avancement des sous-officiers du corps; il lui doit des rapports sur tous les avancements, etc., etc. — N° 33. PUNITIONS. — S'il s'agit de l'application des peines, les Colonels sont justiciables des conseils permanents; mais la composition de ces conseils subit en ce cas une modification. Ainsi le sous-lieutenant et le sous-officier cessent d'en être membres, et sont remplacés par deux officiers supérieurs. — Quant aux simples punitions de discipline, il avait été disposé par l'ordonnance de 1788 (1^{re} JUILLET) que le Colonel ne pouvait être puni par un maréchal de camp divisionnaire que d'arrêts simples, et que, s'il y avait lieu à une peine plus grave, elle devait être prononcée par le commandant de la division militaire territoriale. — Maintenant les Colonels peuvent être punis d'arrêts de rigueur, et même de prison, par tout général commandant ou tout autre officier général. — Ils peuvent être punis par l'inspecteur général s'ils s'écartent en rien des règlements relatifs à l'uniforme. — N° 34. ADMINISTRATION. — Les soins que le Colonel donne à l'administration ne sont qu'un moyen de rendre plus efficaces les mesures adoptées par le conseil dont il est le président perpétuel. Cependant, par le seul caractère de chef du corps, le Colonel peut tenir directement correspondance avec le ministre de la guerre, quoique, presque toujours, le corps d'intendance, à raison de ses droits de surveillance, soit l'intermédiaire naturel des Colonels et du ministre. — Les ordonnances de 1818 (13 mai) et de 1833 (2 NOVEMBRE, art. 8) témoignaient que le Colonel avait ce double caractère et de chef et de président, et elles énonçaient comme principe absolu qu'il doit saisir l'ensemble de l'administration du corps, et donner une impulsion commune et à toutes les parties de cette administration et à toutes celles de l'administration des détachements; mais du reste le Colonel ne peut rien ordonner d'administratif, ainsi que nous l'avons dit déjà, que comme organe du conseil, et avec le concours des membres qui y siègent. — L'ordonnance de 1831 (7 mai) attachait au Co-

lonel un soldat de la compagnie hors rang en qualité de secrétaire. — Les attributions administratives du Colonel répondent à de nombreux détails, et se distinguent comme il suit : ADMINISTRATION relative AUX ACTES DU CONSEIL, — AUX CONGÉS, — AUX DÉSETEURS, — AUX DETTES, — AUX DISTRIBUTIONS, — AUX DRATIFICATIONS, — AUX INCORPORATIONS, — À LA JUSTICE, — AUX LIBÉRATIONS, — AUX MARIAGES, — AUX MESURES SANITAIRES, — AU PETIT ÉQUIPEMENT. — N° 35. ADMINISTRATION relative AUX ACTES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ETC. — Le Colonel est président-né et perpétuel du conseil d'administration de son corps, et il convoque lui seul les assemblées; il est dépositaire de la caisse à trois serrures, et il en tient une des clefs à titre de président. — Le Colonel doit, en cas de désertion de remplaçant, en donner avis à l'officier d'intendance en résidence dans le département du remplaçant. — Toutes les fois que des désertions ont lieu, le Colonel fait dresser trois expéditions de signalement de déserteurs; il adresse, l'une au ministre de la guerre, l'autre au colonel de la gendarmerie du département du déserteur, et l'autre au préfet même du département. — Il informe dans les vingt-quatre heures la gendarmerie de la disparition de tous les hommes armés illicitement; il mentionne, s'il y a lieu, sur les plaintes en désertion, les armes emportées par les déserteurs, et il se conforme à tout ce qui a été déjà dit à l'égard des devoirs relatifs à la désertion. — Il adresse régulièrement et aux époques ordonnées les états de mutation à l'officier d'intendance. — En temps ordinaire, il intervient consultativement dans les cas de transcriptions. — N° 36. ADMINISTRATION relative AUX DETTES, AUX DISTRIBUTIONS, AUX DRATIFICATIONS, AUX INCORPORATIONS. — En cas de dettes contractées par des officiers, le Colonel, après s'être concerté avec le lieutenant-colonel, détermine, sur le vu des billets souscrits par les officiers, la quotité de la retenue dont leurs appointements peuvent être frappés. — Il appose son visa sur les bords de corps toutes les fois qu'en l'absence du trésorier ce serait un autre officier qui extraordinairement aurait dressé et signé les états ou bons qui ont trait aux distributions. — Le Colonel reçoit avis de l'existence de tous les actes d'engagement souscrits pour le corps qu'il commande; il en est informé par l'envoi d'une expédition même de cet acte; il est informé également de certaines incorporations par la transmission des feuilles de départ. — Il ne peut solliciter la transcription d'un homme de troupe, c'est-à-

dire un congé de passe qui autorise en son corps l'admission d'un homme d'un autre corps, qu'autant que le chef de cet autre corps consent par écrit à ce changement ou permutation. — Il fait annuellement à l'inspecteur général la proposition relative aux gratifications qui ont pu être méritées par des sous-officiers d'école. — N° 37. ADMINISTRATION relative à la justice, aux libérations, aux congés. — Le Colonel reçoit des présidents des conseils permanents, par la correspondance administrative, les copies de tous les jugements en désertion; il reçoit de même des chefs d'ateliers les signalements des déserteurs graciés; il reçoit de qui il appartient, et quand le cas y échoit, l'avis que ces déserteurs graciés sont entrés aux hôpitaux ou sont dirigés vers le corps après leur sortie de l'hôpital. La transmission de ces pièces a pour objet de fournir administrativement tous les renseignements nécessaires; elle motive les inscriptions, notes, nominations, etc. — Le Colonel donne ses soins à l'accomplissement de toutes ces mesures. — Il s'occupe également de ce qui concerne les libérations, les congés absolus et les demandes de congé des semestriers; ainsi, au premier novembre de chaque année, on immédiatement après la revue d'inspection (si cette revue a lieu postérieurement à cette époque), le Colonel fait connaître au ministre de la guerre la quantité présumée de congés ou libération qui doivent être dressés. — N° 38. ADMINISTRATION relative aux maladies, aux mesures sanitaires. — Le Colonel reçoit les demandes de permission de maraîchage; il présente au conseil d'administration celles des hommes de troupe; il adresse à qui de droit celles des officiers. — Le Colonel accueille et pèse les propositions que lui fait, en vertu du droit qu'il en a, le chirurgien-major, soit à l'égard des baigns de rivière et de la manière d'y conduire le régiment, soit à l'égard de l'insalubrité des lieux d'habitation ou de la qualité des eaux ou de la tenue des hôpitaux ou hospices du lieu, soit à l'égard des déplacements des chirurgiens, si la présence de ces officiers de santé était plus utile en d'autres quartiers de résidence, à raison d'un plus grand nombre de malades, etc.

COLONEL (colonels) d'infanterie franco-suisse (term. sous-génér.). Sorte de colonel dont les attributions, les droits, les fonctions prenaient en certaines choses un caractère particulier, et s'écartaient des usages communs. Ainsi, un colonel suisse était président du conseil général; éventuellement il le proposait au colonel général des

Suisse la nomination des adjutants-majors du corps; périodiquement il lui adressait les situations numériques. — Les Colonels d'infanterie franco-suisse se distinguaient en colonel d'infanterie franco-suisse de garde royale et en colonel d'infanterie franco-suisse de ligne.

COLONEL (colonels) d'infanterie franco-suisse de garde royale (A, 1). Sorte de colonel d'infanterie franco-suisse qui, sous la restauration, touchait quinze mille francs d'appointements, avait rang de maréchal de camp, jouissait de la solde de retraite de lieutenant-général, etc.

COLONEL (colonels) d'infanterie franco-suisse de ligne (A, 1). Sorte de colonel d'infanterie franco-suisse qui, sous la restauration, donnait son nom à son régiment; il touchait six mille francs d'appointements.

COLONEL DIRECTEUR. V. DIRECTEUR. V. GÉNIE INDUSTRIEL N° 1.

COLONEL DU GÉNIE. V. CHEFFREY. V. CORPS DU GÉNIE. V. GÉNIE. V. GÉNIE INDUSTRIEL N° 1. V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

COLONEL (colonels) EN CAMPAGNE (B, 1). Sorte de colonel d'infanterie française de ligne considéré sous le rapport de son service en temps de guerre et de certains droits; il peut substituer le service de jour au service de semaine; il fait rédiger le journal de guerre; et, dans le cas de l'absence du lieutenant-colonel, il dirige l'aide-major quant à la rédaction de ce journal. — Le Colonel règle l'apposition des sceaux sur les effets des officiers décédés, etc. — Les Colonels en campagne sont commandés, à tour de rôle, par le chef de l'état-major de la division; ils assistent au rassemblement et à l'inspection des gardes journalières. Les jours d'armes, ils sont à la tête d'attaques. — L'ordonnance de 1832 (3 mai) autorise les Colonels à choisir et à garder près d'eux, dans leur logement, deux soldats; elle se tait sur la nature des fonctions de ces militaires; mais on devine aisément le genre de leur emploi; une dénomination de convention, celle de soldats près des officiers, déguise de véritables domestiques d'officiers.

COLONEL EN CANTONNEMENT. V. CHEF DE BATAILLON EN CANTONNEMENT. V. EN CANTONNEMENT.

COLONEL EN GARNISON. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 18. V. EN GARNISON.

COLONEL (colonels) EN ROUTE (B, 4). Sorte de colonel d'infanterie française de ligne considéré ici comme étant en marche à la tête de son corps dans l'intérieur du royaume. — Cet officier régle l'œuvre du

départ du corps et de la garde de police; il devait, conformément à la loi de 1791 (10 JUILLET), informer la municipalité (le maire) de l'heure de ce départ. — Il nommait un officier d'équipages, et chargeait, autant que possible, de cette fonction l'adjoint de l'officier d'habillement. Mais les équipages sont maintenant sous les ordres du vademestre. — Il tire du bataillon formant la tête de la colonne, une petite avant-garde. — Il n'autorise l'absence d'aucun de ses subordonnés qu'en vertu d'un titre écrit et revêtu de sa signature. — Il prend toutes les mesures nécessaires pour éviter, pendant la route, les entrées qui sont nuisibles. — S'il ne déclare dans les vingt-quatre heures les déclarations qui surviendraient, il en serait responsable, ainsi que le prescrivent le règlement de l'an huit (25 FRUCTIDOR) et le circulaire de 1807 (5 JANVIER). — Il donne ses ordres, du milieu des cercles d'ordres. — Il place, s'il se peut et s'il en est besoin, un aide-chirurgien aux équipages et un adjudant-major avec un tambour à la queue de la colonne: telle était du moins l'ancienne règle; mais ce tambour ou clairon de la queue de la colonne est maintenant placé sous les ordres d'un officier de la dernière compagnie. — Il fait marcher ou non, suivant les circonstances, sa troupe le long des herbes du chemin. — Au moyen des rappels exécutés par le tambour de la queue de la colonne, ou bien par l'avis que lui apporte directement un des adjudants-majors du corps, il est informé des cas où la queue de la colonne ne peut suivre, traîne, éprouve des obstacles, etc. — Il certifie, s'il y a lieu, au bas du mandat de passage d'eau, l'accomplissement régulier de ce passage. — A l'arrivée au site et après la dislocation du corps, le Colonel est conduit par l'adjudant de semaine au logement qu'il doit occuper, et il y trouve la sentinelle placée à sa porte, et ayant pour consigne de veiller à la garde du bateau et de la caisse à trois serrures. — Il se fait rendre compte par le major de l'état des destructions. — Aux séjours, il donne de nouveaux ordres à l'adjoint au trésorier précautionnant le corps qui a dû l'y attendre. — Il est informé par l'adjudant de semaine de ce qui a rapport aux compagnies détachées, et il reçoit d'elles un soldat d'ordonnance qui lui donne avis de leur établissement. — Il décide s'il y aura un appel du soir, à quelle heure, en quel lieu. — En chaque site où des fournitures de vivres doivent avoir lieu, il remet soit au maire, soit à qui de droit, l'état des mutations survenues depuis la dernière distribution, afin que le

maire modifie en proportion les mandats. — Il fait réclamer auprès des maires de chaque site les certificats de bien-vivre. — Il s'assure que les chirurgiens accomplissent en route et au site tous leurs devoirs. — Dans les tournées qu'il fait au site, il reçoit de la garde de police les mêmes honneurs qu'en d'ordonnance. Ainsi, en conformité de sa consigne, le sentinelle de cette garde crie: HORS LA GARDE! — Dans chaque séjour, il doit des visites de corps à l'officier général le plus élevé en grade, et à défaut d'officier général ou commandant de la place; dans chaque site, il se présente accompagné d'un officier seulement chez l'officier général, ou à défaut chez le commandant de place. — Arrivé à la destination du corps, le Colonel doit des visites aux autorités, et il reçoit, par l'intermédiaire de l'adjudant-major de semaine, les ordres du commandant de place et les instructions de l'officier d'intendance en exercice.

COLONEL (colonels) EN SECOND (F). Sorte de colonels qui existaient, sous Louis quinze, dans les régiments franco-étrangers. DUMUY les supprima par l'ordonnance de 1775 (26 AVRIL); SAINT-GERMAIN rétablit ce grade en second dans l'état-major de tous les corps de l'infanterie, quoiqu'à cette époque le grand nombre de colonels existants déjà fût un abus criant. On a prétendu que cette superfluité fâcheuse avait eu lieu contre l'intention de SAINT-GERMAIN, et que Louis seize, recevant des mains du ministre un projet d'ordonnance qui abolissait des grades inutiles, signa ce projet sans le lire; mais après y avoir ajouté de sa main: *Il y aura un Colonel en second par régiment.* Cette anecdote, que raconte AUDOUIN (t. III, p. 373), serait la critique la plus sanglante de l'administration militaire du siècle dernier; et on doit plaindre SAINT-GERMAIN d'avoir été le plastron des moqueries qui accueillirent une ordonnance portant snobisme contre les inutilités, et créant en même temps sans objet un grade nouveau. — La correspondance de Séoul, qui remplace au ministère SAINT-GERMAIN, témoigne dans quelle vne la cour créait des Colonels en second, ou ministres de camp en second, comme les appelle Séoul. — On lit dans GIBERT (1789): *Combien les Colonels se plaignaient des Colonels en second, comme d'un inconvénient et d'un embarras dans la discipline! on ne savait qu'en faire, ni où les mettre.* — Le mot Colonel en second pourrait être mal compris, si nous n'indiquions que, dans l'infanterie, il se équivalait à la dénomination de chef de bataillon; parce qu'avant la création de ce dernier

GRADE le Colonel en second était tactiquement placé à l'un des BATAILLONS, et le commandait. — Ainsi SAINT-GERMAIN donnait au Colonel en second le commandement du PREMIER BATAILLON, et le faisait en outre chef de la COMPAGNIE COLONELLE. — Le Colonel en second portait les ÉPAULETTES DE COLONEL, mais traversées dans leur longueur par deux cordons de soie couleur de feu. — L'ORDONNANCE DE COMPOSITION DE 1788 (17 MARS) supprime ces OFFICIERS, et leur substitue des MAJORS EN SECOND, dont l'existence eut peu de durée. Les LIEUTENANTS-COLONELS devinrent ensuite CHEFS DE BATAILLON; ils le furent de fait, sinon de titre. — BONAPARTE, premier consul, trop enclin à faire revivre les vieilles coutumes, établit, par dérogance à notre CONSTITUTION MILITAIRE, des Colonels en second dans ses RÉGIMENTS SUISSES, comme s'il eût craint qu'il y eût de l'harmonie dans la COMPOSITION DE SON INFANTERIE. Par DÉCRET DE 1809 (23 MARS), il institue trente Colonels en second dans son Infanterie. — La restauration a aboli ces GRADES; mais bientôt on a vu reparaître les Colonels en second, sous un nom à la fois vieux et nouveau, sous le nom de LIEUTENANT-COLONEL, grade qui faisait revivre en réalité, sinon par la qualification, les MAJORS qui venaient d'être supprimés.

COLONEL EN TROISIÈME. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. EN TROISIÈME.

COLONEL ESPAGNOL. V. ESPAGNOL, adj. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2. V. OFFICIER D'INFANTERIE. V. TERRE.

COLONEL FRANÇAIS. V. ADJOINT À L'INTENDANCE. V. AIDE-MAJOR GÉNÉRAL. V. MUTIN. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. FRANÇAIS, adj. V. MARÉCHAL DE FRANCE. V. OFFICIER D'ORDONNANCE. V. SALLE D'ASSEMBLÉE. V. SUPPLICE. V. TAMBOUR IDIOPLIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2.

COLONEL GÉNÉRAL (colonels généraux) (term. sous-génér.). Sorte de COLONELS qui ont existé, sous diverses formes et à diverses époques, dans les TROUPES FRANÇAISES. — A des époques où la fonction de MINISTRE DE LA GUERRE n'existait pas encore, les Colonels généraux étaient MINISTRES, chacun dans sa partie, non sans de grandes dissensions avec le COMMANDEMENT, dont ils déclinaient fréquemment l'AUTORITÉ. — La création de l'emploi et du titre de COLONEL GÉNÉRAL DE LA CAVALERIE remonte au règne de LOUIS DOUZE. Le *Journal de l'Armée* (t. II, p. 131) avance qu'en 1539 le roi créa la charge de *Colonel général de chaque arme*. L'assertion manque de justesse. — Le mot *Colonel général* s'est

pris quelquefois adjectivement : ainsi on appelait RÉGIMENT-COLONEL-GÉNÉRAL celui qui appartenait au Colonel général de l'ARMÉE.

— PINARD est l'ÉCRIVAIN qui a traité spécialement de ce GRADE; POTIER (1779, X) aussi s'en est occupé. — Les Colonels généraux ont eu pour second un MESTRE DE CAMP GÉNÉRAL. — M. ROCQUANCOURT affirme que chacun des Colonels généraux avait, dans tous ou presque tous les RÉGIMENTS de SON ARME, une COMPAGNIE qui lui appartenait; mais les lecteurs doivent se tenir en garde contre toutes les propositions qui embrassent les faits historiques d'une manière absolue, et en effet il y a eu dans la MILICE FRANÇAISE des Colonels généraux plus d'un siècle avant qu'il n'existât des RÉGIMENTS. — SOUS FRANÇOIS PREMIER, le Colonel général adopte le BLANC à titre de distinction personnelle. Cette couleur, qui alors n'était pas encore nationale, excite l'envie et les prétentions des COLONELS PARTICULIERS; elle devient COULEUR DE CHAYAT, quand LOUIS QUATORZE, se substituant aux Colonels généraux, s'empare de la CORNETTE et du DRAPEAU fleurdelisé de la COLONELLE; telle est l'origine du BLANC NATIONAL. — Réduits à de vaines fonctions, devenus étrangers aux travaux des RECRUS ÉCRITES, les Colonels généraux, privés de la direction et du maniement de la POLICE, avaient conservé cependant le DROIT D'ATTACHE, c'est-à-dire qu'ils signaient et délivraient les LETTRES D'ATTACHE, qui étaient comme le complément du BREVET. L'un conférait le GRADE; les autres déterminaient en quel CORPS serait exercé l'emploi. — L'abolition des Colonels généraux avait été prononcée en 1790, en même temps que celle des COMMISSAIRES GÉNÉRAUX et des MESTRES DE CAMP GÉNÉRAUX. Cette extinction avait eu lieu sur le rapport d'ALEXANDRE LAMETH (9 février), qui avait fait la critique de cette sinécure, et de ces places si avantageuses à ceux qui les possédaient, si inutiles au service, toujours condamnées, toujours menagées sous l'ancien régime. — Ce titre, supprimé par une loi, a été rétabli par un DÉCRET DE L'AN DOUZE (17 MESSIDOR). — Une des prérogatives attribuées au rang des Colonels généraux par le DÉCRET DE L'AN DOUZE (24 MESSIDOR) consiste surtout dans la forme de leur ENTERREMENT D'HONNEUR; elle est la même que celle des GRANDS OFFICIERS et des INSPECTEURS GÉNÉRAUX; elle ne diffère de celle des MARÉCHAUX DE FRANCE qu'en ce que les CORPS ne présentent pas les ARMES, et que les OFFICIERS PRÉSENTENT et les DRAPEAUX (POINTE-DRAPEAUX) ne saient pas. Mais les CORPS de leur ARME sont en bataille devant leur logis, et ces

corps saluent. — Ces Colonels généraux avaient pour canne une espèce de bâton de maréchal, plus mince et plus long. — La restauration a imité, en cela comme en tout, ce qu'il y avait de défectueux dans le régime impérial. — Il y avait en 1820 trois PRINCES DU RANG revêtus du titre de Colonels généraux. Le plus jeune était à la veille d'atteindre l'âge de raison. — Les Colonels généraux se distinguent ou se sont distingués en COLONEL GÉNÉRAL DE LA GARDE, — GÉNÉRAL DE LA MAISON, — GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE, — GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE LÉGÈRE, — GÉNÉRAL DES SUISSES.

COLONEL GÉNÉRAL DE CAVALERIE. V. ATTACHE DE CHANCELLERIE. V. CARABIN. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2. V. CAVALERIE LÉGÈRE. V. COLONEL GÉNÉRAL. V. CORNETTE DE CAVALERIE LÉGÈRE. V. CORNETTE DE COLONEL GÉNÉRAL. V. DRAPEAU BLANC. V. GENDARMERIE DU MOYEN ÂGE N° 4. V. GRAND MAÎTRE DES ARABISTES. V. RUSSARD N° 2. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MÊTRE DE CAMP N° 2.

COLONEL GÉNÉRAL DE FRANCE. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. FRANCE. V. GÉNÉRAL.

COLONEL GÉNÉRAL DE GARDE NATIONALE. V. GARDE NATIONALE.

COLONEL GÉNÉRAL DE LA GARDE ROYALE (A, 1). Sorte de COLONEL GÉNÉRAL qui n'était autre que le maréchal lui-même. Ce titre avait été dévolu au roi par l'ordonnance de 1815 (31 août).

COLONEL GÉNÉRAL (colonels généraux de la maison de l'empereur (F). Sorte de COLONELS GÉNÉRAUX dont VITOT donne la liste, et qui étaient pris parmi les maréchaux d'empire.

COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE FRANÇAISE (F), ou COLONEL DE L'INFANTERIE, ou COLONEL GÉNÉRAL DES BANNES FRANÇAISES. Sorte de COLONEL GÉNÉRAL qui a exercé un des offices les plus élevés de la milice française; l'emploi s'est changé en charge honorifique, et la dignité en sinécure. — L'INFANTERIE FRANÇAISE a été redevable aux Colonels généraux des premiers progrès qu'elle a faits et des premiers essais d'une législation écrite et d'une tactique raisonnée. Il n'y a à cet égard aucune comparaison à établir entre ces GRANDS OFFICIERS et les COLONELS GÉNÉRAUX des autres armes de l'armée française. — Il y a eu dix-sept Colonels généraux d'infanterie, tant de France que de Piémont, depuis le règne de FRANÇOIS PREMIER jusqu'à LOUIS QUATORZE, et six d'entre eux sont morts sur le champ de bataille, ou ont succombé à la suite de blessures reçues à la guerre. Il a aussi existé des Colonels généraux de l'INFANTERIE FRANCO-CORSE et de l'INFANTERIE FRANCO-ITALIENNE. POTIER (1779, X)

et VITOT sont les écrivains les plus modernes qui aient traité des Colonels généraux de l'infanterie. — Ce qui concerne les Colonels généraux va être examiné sous les rapports suivants: CRÉATION, DÉNOMINATION, DROITS, PRÉROGATIVES, RANG, FONCTIONS. — N° 1. CRÉATION. — Il existe sous LOUIS DOUZE, en 1495, un COLONEL GÉNÉRAL DES ALÉMANIS; c'était un titre alors nouveau et un mot étranger qui se francisait. De même il y a eu plus tard un Colonel général des Écossois. — M. SICARD (*Journal des Sciences militaires*, 1850, p. 70) dit que, en 1515, il est créé un ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE; il veut parler probablement de la création d'un Colonel; cependant l'institution de cet emploi à la tête de l'infanterie française semble moins ancienne qu'il ne le croit. — FRANÇOIS PREMIER, se disposant à combattre CHARLES-QUINT en ITALIE, crée en 1542, ou suivant d'autres opinions en 1544, le titre de CAPITAINE et Colonel général des ORS DE GUERRE à pied; les divers écrivains, les divers documents donnent aussi à ce chef la qualification de COLONEL DE L'INFANTERIE, COLONEL D'INFANTERIE, Colonel général de l'infanterie. — Le roi, après s'être emparé du PIÉMONT, étendit la juridiction du Colonel général sur l'ARMÉE qui occupa cette province. — Le Colonel général de l'INFANTERIE eut d'abord un EMPLOI pur COMMISSAIRE avec droit de commandement temporaire sur tous les CAPITAINE (CHEFS DE CORPS); car les corps, alors nommés BANNES FRANÇAISES, n'étaient encore subordonnés qu'à des CAPITAINE, mais non à des CHEFS à EMPLOIS fixes qui s'appelaient COLONELS ou MÊSTRES DE CAMP; ainsi le Colonel était GÉNÉRAL D'INFANTERIE, ou capitaine général, ou quelquefois même AMIRAL, ou commandant de toutes les ARMES alors connues. — Le grade de Colonel général devient plus important sous HENRI DEUX, parce que ce prince en décora, en titre d'OFFICE, COLIGNY, en 1547; cet OFFICE, de temporaire qu'il était, commence à devenir permanent; mais, d'autre part, l'EMPLOI perd de son importance en ce qu'il se partage; car HENRI crée une seconde place de COLONEL D'INFANTERIE de *déjà les mots*: ainsi il y avait deux Colonels: celui de FRANCE, c'est-à-dire en deçà de la Loire, et le Colonel de PIÉMONT, c'est-à-dire au delà de la Loire. — CHARLES NOUF restreignit les prérogatives du Colonel, et réunit les deux charges en une seule en 1569. — La place de Colonel fut érigée en GRANDE CHARGE DE LA COURONNE, par l'ÉDIT de 1584 (3 DÉCEMBRE), par Henri trois, et il en décora son mignon le duc d'ÉPERNON; cet orgueilleux favori dicta lui-même l'édit qui assimilait cette dignité

à celles des **GRANDS OFFICIERS DE LA COURONNE**; il y fit insérer le titre de **COLONEL GÉNÉRAL DE FRANCE**; il attacha à cet emploi d'immenses prérogatives. Il se décerna le droit de vie et de mort, et se crut de considérables émoluments, en outre d'une rente de six deniers pour livre sur la solde des gardes françaises, ce qui s'appelait *les aumônes*. Il laissa en héritage cette place à son fils; mais la charge s'éteignit par le fait en 1639. L'également elle semblait abolie par l'édit de 1643 (avril); mais l'ordonnance du 1645 voulait pourtant que le nom de d'ESPÈRON continuât à être mentionné dans tout jugement, ban et ordonnance, et il était expédié en 1649 (20 juin) des provisions de surveillance en faveur du duc de Candale. Un brevet de 1655 (25 décembre) maintenait d'ESPÈRON dans les droits de la charge. — **LOUIS QUATORZE** ne remplaça pas le second duc d'ESPÈRON dans son emploi, et par l'édit de 1661 (28 juillet) il abolit cette charge, et témoigna qu'il était résolu de prendre les soins auxquels les fonctions de ladite charge obligent; ainsi il se crée l'héritier et le gérant de cet emploi, et il commence à rendre en son nom la justice de l'infanterie; mais celle des hommes de cheval a continué bien plus tard à n'être rendue qu'au nom du **COLONEL GÉNÉRAL DE LA CAVALERIE**, et non à celui du souverain. — La charge de **Colonel général de l'infanterie** est rétablie par l'ordonnance de 1721 (30 mai). Le fils du régent en est alors revêtu; mais ce prince, propre tout au plus à la vie monacale, exerça à peine, et se démit en 1750 (15 décembre). L'ordonnance de 1780 (5 avril) faisait revivre ce titre, et en décorait le prince de Condé. — L'ordonnance de composition de 1788 (17 mars) disposait que cette charge s'éteindrait dans la personne du prince; mais il en reprend possession lors de la restauration en 1814; le ministère sanctionne, par l'ordonnance du 15 mai, la vaine institution des **Colonels généraux** ressuscités par Bonaparte; de vieilles coutumes en désuétude repaissent en même temps, telles que le titre de **SEIGNEURS DE PRINCES**, et les qualifications vendues aux lieutenants du roi, aux lieutenants généraux, aux maréchaux de camp, etc. Les ministres eussent probablement rétabli des **ministres de camp**, n'il en eût existé dans les milices étrangères; car la mode était alors d'abdiquer les aménités nationales, pour repomper des autres pays ce que la France leur avait prêté jadis et avait répudié en connaissance de cause. — L'ordonnance de 1816 (10 janvier) déclarait titre à vie celui de **Colonel général**. — N° 2. **DÉNOMINATION**. — La **dénomination** de **Colonel** fut d'a-

bord indépendante du rang du fonctionnaire et de l'importance de la fonction; être commandant d'une ou de plusieurs bandes, être commandant de quelques tambours, s'était également être **Colonel**. — Les **Colonels** d'infanterie, créés comme **chefs de légion** par **FRANÇOIS PREMIER**, ayant cessé d'exister, le **chef de l'infanterie** ou d'une partie de l'infanterie se nomme d'abord **Colonel**, **colonel d'infanterie**, **général d'infanterie**. **PRADMAC** (1622, A) ne l'appelle pas autrement que **Colonel**. **DELAISONNE** l'appelle **Colonel de l'infanterie**. Les chefs particuliers de quelques corps français imitèrent ensuite les **chefs de corps des troupes étrangères au service de France**; ils se donnèrent de leur propre autorité le titre, d'abord vague, de **colonel**; le **colonel d'infanterie** prit, pour se distinguer d'eux, le titre de **Colonel général de l'infanterie**. Ce fut une sorte d'arrangement ou de capitulation tacite d'abord; mais, bientôt après, ce titre usurpé de **colonel** (ou, si l'on veut, de **colonel particulier**) occasionne de vifs débats entre les **chefs de corps** et leur **Colonel**, c'est-à-dire leur **généralisme**, ou **colonel général**, comme le témoigne **DESAGNAC** (1751, D); car, quoiqu'à chaque époque où le titre de **Colonel général** repaît il fût défendu aux **colonels particuliers** de conserver le titre de **colonel**, la mode de s'arroger cette qualification n'en prévalait pas moins parmi les moindres **chefs de corps**, et cette débâcle opinioniste finit par triompher des résistances du ministère. On voit en effet l'ordonnance du 1750 annuler le titre de **ministre de camp** et consacrer celui de **colonel particulier**. Les rédacteurs de l'ordonnance se décidèrent à cette transaction, parce qu'alors il n'y avait plus de **Colonel général**; ainsi cela changeait peu de chose aux anciens usages. Ce qui les changea tout à fait, ce fut, en 1788, l'introduction simultanée et égale du double titre et de **colonel** et de **Colonel général**. — N° 3. **DROITS**. — Ce qui sera dit des fonctions du **Colonel général** donnera idée de l'étendue des droits de ce grade et des variations que ces droits ont éprouvées; ils ont été considérables puisque **COIGNY**, investi de la confiance de **HENRI DEUX**, avait la nomination à tous les emplois, ce qui était une prérogative jusque-là réservée au comte de **CHENNY** prend une juridiction absolue sur l'infanterie; il la commande; il soumet à son attaché jusqu'aux **avertisseurs** et aux **caponaux**; il prononce en dernier ressort à l'égard des **transcorporations**; et, excepté sous **CHARLES NEUF** et sous **LOUIS QUATORZE**, toutes les promotions, jusqu'à celles même de **révère**, d'**aurons** et de

CHIRURGIENS DE CORPS ne sont prononcées que sous le bon plaisir du Colonel général. Ce Colonel était comme le roi de l'armée; il y publiait en son privé nom les BANDOES; il avait seul le droit d'autoriser le COMBAT A OUTRANCE entre militaires; il distribuait les OFFICES de l'ARMÉE à ses créatures; jusqu'en 1661, il vendait à son profit les offices, charges et grades des GARDES FRANÇAISES. BRANTOME (1600, A) nous montre combien d'ESPENON, Colonel général en 1582, avait sous lui de compagnies à sa dévotion, et de soldats; il les mettoit, ostioit, défaisoit, renouvelloit, transmuoit, transportoit où bon lui sembloit, en disposoit à sa volonté, les jaroit aux garnisons, faisoit des loix comme il vouloit nouvelles, observoit les vieilles ainsi qu'il voyoit lui être utiles; fit ériger cet édit (la fonction de Colonel général) en office de la couronne, ce qui n'avoit jamais été fait; il étoit mieux accompagné que le roy, avoit à sa suite plus de capitaines en chef, de lieutenants, d'enseignes, de sergents, de capitaines entretenus de payes réelles (gardes du corps), etc. — Une telle étendue de pouvoir, à une époque où l'entrave de l'ordre du tableau était inconnue, et le droit exclusif d'arborer le DRAPEAU BLANC, expliquent les écarts et l'arrogance du bouillant favori de HENRI TROIS; il s'estime d'un rang si élevé, qu'ayant appris qu'on mépris de son autorité le bailli de l'abbaye de Saint-Germain des Prés avait osé faire emprisonner deux SOLDATS AUX GARDES qui s'étaient battus en duel, il fit enfoncer par les camarades des deux détenus les portes de la prison de l'abbaye et en retira le meurtrier et le mort. Le parlement ayant prononcé ajournement contre les auteurs de cette violence, d'ESPENON marche en armes au parlement et en met en fuite les membres. — N° 4. PRÉROGATIVES, RANG.

— Le RANG de Colonel général d'INFANTERIE était inférieur à celui de CORNETABLE, et était censé ne venir qu'après celui de MARÉCHAL DE FRANCE; mais dans la réalité ce Colonel était bien au-dessus d'un MARÉCHAL, et il jouissait d'HONNEURS ROYAUX. — Les PRÉROGATIVES des Colonels généraux ont été infinies. Ainsi, avant la création des RÉGIMENTS, ils avaient deux COMPAGNIES de GARDES DU CORPS, distinguées chacune par un DRAPEAU BLANC; on les appelait COMPAGNIES COLONELLES. — D'ESPENON exigeait que les simples GARDES attachés à sa maison fissent leurs preuves de noblesse comme les CHEVALIERS DE MALTE. — A l'imitation du DRAPEAU BLANC d'infanterie, le Colonel général de la CAVALERIE arborait la CORNETTE blanche comme distinction analogue. — En 1662, les deux COMPAGNIES COLONELLES de d'ESPENON, c'est-à-dire ses

GARDES DU CORPS, furent incorporées dans le premier RÉGIMENT; par cette raison ce corps prit le nom de COLONEL-GÉNÉRAL-D'INFANTERIE; il différait des autres en ce qu'il avait deux COMPAGNIES COLONELLES au lieu d'avoir une COMPAGNIE COLONELLE et une COMPAGNIE MESTRE DE CAMP. — Les compagnies colonelles furent créées d'abord au nombre de sept et attachées chacune à une des sept VIEILLES BANDOES; il en fut ensuite donné une à chaque RÉGIMENT; elles étaient distinctes des COMPAGNIES MESTRE DE CAMP; elles étaient la propriété du Colonel général. Depuis cet amalgame, ce GRAND DIGNITAIRE se faisait rendre, par les RÉGIMENTS, des honneurs pareils à ceux que les COMPAGNIES attachées à sa personne lui rendaient auparavant. Il accompagnait le CANTEL de ses ARMES de quatre ou six DRAPEAUX TRICOLORES, ainsi que le témoigne JARRO (1777, G). Cet écrivain pense qu'ils étaient le témoignage d'une ancienne récompense distinctive; l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot Colonel général) pense au contraire que ces DRAPEAUX faisaient d'abord partie des ARMES du ROI DE FRANCE; nous croirions plutôt que les ROIS en avaient hérité des colonels. — Le Colonel général se faisait saluer par les TAMBOURS comme ils saluaient le ROI; il se faisait garder par un PAVAILLON entier sous les ordres d'un MESTRE DE CAMP. Ce BATAILLON devait être le PREMIER du RÉGIMENT, parce qu'il montoit la garde avec le DRAPEAU BLANC. Suivant les anciens usages, les HONNEURS n'étaient au contraire rendus au ROI qu'avec les DRAPEAUX D'ORDONNANCE; mais, depuis 1661, le DRAPEAU BLANC monta la garde chez le ROI, parce que LOUIS QUATROZIÈME s'était fait héritier de toutes les prérogatives du Colonel général, prérogatives qui étaient immenses et qui consistaient en ce qui suit: priorité attribuée au DRAPEAU BLANC sur les autres DRAPEAUX de l'INFANTERIE FRANÇAISE; droit de nomination à quantité de GRADES, à partir de celui de MARÉCHAL DE BATAILLE; droit de breveter les ENSEIGNES; droit d'ATTACHE à toute espèce de brevets et de COMMISSIONS, sous peine d'INTERDICTION; droit de rendre la JUSTICE, de modifier la Législation des TROUPES, et de publier en son privé nom les BANS, ORDONNANCES, RÉGLEMENTS, de faire les LEVÉS de TROUPES, de changer la lien des GARNISONS, de délivrer les ORDRES DE ROUTE, de recevoir le SERMENT MILITAIRE, de promouvoir les CAPITAINES D'INFANTERIE, et même de nommer le MESTRE DE CAMP du RÉGIMENT des GARDES FRANÇAISES. — Ces prérogatives déclinerent sous CHARLES NEUF; vers la fin de ce règne, il existait une espèce de pacte ou de compromis entre le ROI et le Colonel général; l'un

et l'autre nommaient alternativement aux places d'OFFICIER AUX GARDES; aussi, quand l'emploi de Colonel général fut aboli, les GARDER FRANÇAISES prétendaient-ils n'être commandés que par le roi, ou par le GÉNÉRAL D'ARMÉE qui représentait le roi; et à l'armée ils ne voulaient même pas se soumettre aux injonctions que leur eût adressées un GÉNÉRAL de second ordre, fût-il investi spécialement du commandement par le GÉNÉRAL D'ARMÉE. — L'ORDONNANCE DE 1780 (5 AVRIL) régla les droits et prérogatives du Colonel général et maintenait le nom de COMPAGNIE GÉNÉRALE à la COMPAGNIE DU RÉGIMENT du Colonel général dans laquelle était porté le DRAPEAU BLANC. — N° 5. FONCTIONS. — Les fonctions du Colonel général rappelaient celles du *principis juvenutis* des ROMAINS et celles du GÉNÉRAL DES AVENTURIERS. — DUTILLET et quelques auteurs ont prétendu que la fonction du Colonel, qu'ils appelaient COMBONNEL D'INFANTERIE, succéda à celle de GRAND MAÎTRE DES ARBALÈTRIERS; mais c'est inexact, puisque ce GRAND MAÎTRE avait sous ses ordres l'ARTILLERIE, les FOSSERS, les ARBALÈTRIERS A PIED et probablement les ARBALÈTRIERS A CHEVAL; tandis qu'au contraire le Colonel général de l'INFANTERIE était originairement chef des seuls ARBALÈTRIERS A PIED, et d'a jamais en sous ses ordres ni HOMMES A CHEVAL, ni ARTILLERIE, soit d'ancien système, soit analogue à celle de nos jours. — Il est plus exact de dire qu'à mesure du perfectionnement de l'art, à proportion de l'accroissement de l'ARMÉE FRANÇAISE, les fonctions militaires ont été naturellement se subdivisant et se classant, et que les divers Colonels généraux et le GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE ont hérité chacun d'une part plus ou moins grande de l'ensemble des fonctions que réunissait le MAÎTRE EN CHEF DES ARBALÈTRIERS; aussi ces fonctions ont-elles varié autant de fois que la CHARGE est passée en des mains différentes. Les Colonels furent, jusqu'au commencement du siècle dernier, des HOMMES DE GUERRE distingués; ainsi l'AMIRAL COLIGNY, *Colonel de l'infanterie deçà les monts*, et STROZZI, colonel général de toute l'INFANTERIE, guerroyèrent continuellement, et c'est à leurs talents, à leur expérience, à leurs efforts pour le rétablissement de quelque DISCIPLINE, que sont dus les progrès de notre ACQUISITION et les premières ORDONNANCES de notre infanterie. — Ils ont eu pour second le MARÉCHAL DES BANDAES; ils ont eu pour lieutenant le MEÛTRE DE CAMP, appelé MEÛTRE DE CAMP GÉNÉRAL quand cette qualification s'est multipliée. — Les Colonels généraux cessèrent ensuite d'être CHEFS D'ARMÉE; ils devinrent des CHEFS

résidant à la cour, et ils gouvernaient l'ARMÉE qui leur était subordonnée, en réunissant à vie en leur personne les attributions de MINISTRE DE LA GUERRE et de GRAND JUGE; telle était la suprématie à laquelle, par exemple, était parvenu le mignon de HENRI TROIS. Il était à la fois, comme dit BACOTTE (1600, A), *lieutenant général et gouverneur et Colonel*, et sans prendre les ordres du roi il disposait absolument des troupes. — Deux de nos souverains ont pris ombrage de ce dangereux pouvoir; ainsi CHARLES NEUF restitue, pour quelque temps, à la royauté le droit de promouvoir les OFFICIERS; et LOUIS QUATORZE n'eut garde de laisser en une même main l'ADMINISTRATION MILITAIRE et le COMMANDEMENT; il avait reconnu, à l'époque des troubles civils, l'influence dangereuse que le Colonel général de l'INFANTERIE pouvait exercer sur l'ARMÉE FRANÇAISE; il abolit donc cette dignité, et l'on peut dire que c'est de cette époque que date un rudiment d'ÉTAT MILITAIRE; en effet l'établissement du MINISTRE DE LA GUERRE est la conséquence de cette suppression; car tout ce qui émane maintenant de ce MINISTRE ressortissait au Colonel général. — La restauration de la CHARGE, en 1721, ne fut qu'une concession insignifiante par le fait. Le rétablissement d'un Colonel général, en 1780, ne fit pas revivre les anciens droits, et ne produisit qu'un GRADE tout à fait nul, une ridicule sinécure, puisque l'ordonnance portait que le Colonel général travaillerait directement avec le roi, mais seulement pour ce qui concernerait le RÉGIMENT appelé COLONEL-GÉNÉRAL-INFANTERIE. Cette disposition petite, cette concession équivoque démontraient que la FRANCE était soumise à une cruelle nécessité, celle de donner une vaine importance et des appointements non gagnés à d'inutiles GRANDS SEIGNEURS. — L'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS), n'osant pas déposséder le prince qui était Colonel général, déclara que sa CHARGE s'éteindrait avec lui, et ce règlement effaça l'ancienne incompatibilité des désignations; il reconnut que des COLONELS PARTICULIERS pouvaient conserver ce titre, quoiqu'il y eût un Colonel général. — BONAPARTE, persuadé que la souveraineté exigeait la résurrection des vieux usages, rattacha, en 1808, à sa couronne, la plupart des anciennes CHARGES; mais, quoiqu'il n'y eût plus aucun danger, il ne fit pas revivre le Colonel général d'infanterie, comme s'il eût craint, ainsi que LOUIS QUATORZE, la prépondérance de cet emploi. Cependant il fut question de revêtir de ce titre un des parents ou des alliés de l'empereur; mais il eut l'orgueil de décider que, en supposant l'opportunité de la mesure,

ces fonctions étaient trop au-dessous des membres de sa famille. Elles ne furent exercées par personne, apparemment comme trop au-dessus des membres de la nouvelle noblesse. — Le grade de Colonel général est superflu, s'il est une minceure; il est dangereux, si son autorité introduit dans l'Etat un pouvoir excentrique; il est ridicule comme fonctions de cour et de paix; il est inconstitutionnel, si tout Français n'est pas déclaré habile à y parvenir.

COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE LÉGÈRE (F), ou d'INFANTERIE LÉGÈRE. Sorte de COLONEL GÉNÉRAL dont le grade n'a été connu dans l'armée française que depuis la restauration. Il est créé un officier de ce titre par l'ordonnance de 1814 (15 mai). C'était un romage inutile qui heureusement a disparu.

COLONEL GÉNÉRAL DES ALBAIS. V. ALBAIS. V. ARCHER A CHEVAL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. GÉNÉRAL. V. GRAND MAÎTRE DES ARBALÈTRIERS.

COLONEL GÉNÉRAL DES BANDES FRANÇAISES. V. BANDE AGREGATIVE. V. BANDE FRANÇAISE. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE. V. ORDRE DE BATAILLE.

COLONEL GÉNÉRAL DES CROATES. V. CROATE.

COLONEL GÉNÉRAL DES DRAGONS. V. DRAGON. V. DRAGON FRANÇAIS N° 1.

COLONEL GÉNÉRAL DES HUSARDS. V. HUSARDS N° 2.

COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES (A. 1; F). Sorte de COLONEL GÉNÉRAL dont la dignité est connue dans la milice française depuis 1571. Un secrétaire général y était attaché. L'histoire de cette charge a été tracée par DESPAIGNAC (1751, D) et par RAY DE SAINT-GERMES (1755, A). Elle rapportait cent deux mille francs au temps du ministre COHENRÉ. — Ce grade, qui s'éteignit de fait quand l'infanterie franco-suisse cessa d'être admise au service de France en 1792, avait cela de particulier, que le dignitaire qui en était revêtu possédait à titre de propriétaire, dans le régiment des gardes suisses, une compagnie générale. — Napoléon, qui s'était plu à faire revivre tant d'anciens abus, avait, en vertu de la capitulation suisse de l'an douze (4 vendémiaire), décoré le général BERTHIER du titre de Colonel général. Un décret de 1808 (11 janvier) réglait le genre d'honneurs qui devaient lui être rendus. — Ce même grade a été reconnu de nouveau par la capitulation de 1816 et l'ordonnance de 1816 (18 août); elles disposaient que le Colonel général est à la tête des troupes de cette nation; qu'il commande, sous les ordres du roi, la garde suisse, quand elle n'est pas de service près du monarque; qu'il tient

état de la force numérique des troupes suisses, au moyen des situations périodiques que doivent lui adresser les colonels de régiments suisses; il a un inspecteur particulier dans la personne de son premier aide de camp; il est aidé par un commissaire général des suisses; il présente au roi les propositions de nomination des officiers suisses; il a droit d'attache sur tous les brevets des officiers de cette nation; il nomme les adjudants-majors et les chirurgiens-majors des régiments suisses de ligne. Sur la proposition des conseils d'administration, il présente, au choix du roi, les capitaines de grenadiers et les capitaines de voltigeurs des régiments suisses. Le comte d'Artois, réintégré dans cette ancienne charge, en toucha, en or, à l'effigie royale, les émoluments arriérés depuis l'émigration jusqu'à la restauration. — Une ordonnance de 1824 (25 septembre) nomme Colonel général des Suisses le duc de Bordeaux, âgé de quatre ou cinq ans.

COLONEL-GÉNÉRAL-INFANTERIE. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4, 5. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. INFANTERIE.

COLONEL HONORAIRE. V. HONORAIRE. V. RÉGIMENT FRANÇAIS N° 2.

COLONEL (colonels) INSPECTEUR (F). Sorte de COLONELS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE qui avaient le privilège d'exercer sur leur régiment les fonctions de l'inspecteur général, et quelquefois même celles des commissaires ordinaires. Cette violation des règles générales, cette cumulation de fonctions incompatibles, cette confusion de l'action et du contrôle faisaient d'un Colonel un juge en sa cause, et l'établissaient le surveillant de sa propre conduite. — Dans un temps où il fut question de remettre en vigueur dans l'armée, non ce qui était bien, mais ce qui était vieux, en 1814, on vit quelques Colonels d'infanterie française s'insurger spontanément Colonels Inspecteurs, parce que la dénomination de leurs jeunes régiments rappelait la dénomination ou le numéro de vieux régiments régis jadis, en toute propriété, par des Colonels inspecteurs. Heureusement la vanité de quelques chefs de la guerre en fut blessée, parce que leur autorité en était amoindrie, et ils y mirent ordre.

COLONEL MAJOR. V. MAJOR.

COLONEL MARÉCHAL DE CAMP. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 21. V. MARÉCHAL DE CAMP.

COLONEL NÉERLANDAIS. V. MILICE NÉERLANDAISE. V. NÉERLANDAIS, adj. V. OFFICIER D'INFANTERIE.

COLONEL PARTICULIER. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 1. V. COLONEL GÉNÉRAL. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE FRANÇAISE n° 2, 5. V. CRAVATE DE DRAPEAU. V. DRAPEAU BLANC. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. PARTICULIER, adj.

COLONEL PIÉMONTAIS. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 7. V. OFFICIER D'INFANTERIE. V. PIÉMONTAIS, adj.

COLONEL PORTUGAIS. V. MILICE PORTUGAISE n° 1. V. PORTUGAIS, adj.

COLONEL (coloneis) PROPRIÉTAIRE (F). OMNIESTRE DE CAMP PROPRIÉTAIRE. Sorte de coloneis qui appartenaient à l'organisation naissante de la force armée. — Jusqu'au règne de Louis quinze, il a existé des Coloneis propriétaires dans l'armée française et surtout dans les corps franco-étrangers; ils étaient les capitaines de leur compagnie colonelle; ils réglaient à leur gré le service de leurs garnisons. — Cet usage peu plausible se retrouve encore dans les milices anglaises, autrichiennes, etc. — En 1828, le maréchal de France Hohenlohe est en même temps colonel d'un régiment de son nom.

COLONEL PRUSSIEN. V. MILICE PRUSSIENNE n° 2, 6, 8. V. OFFICIER D'INFANTERIE. V. PRUSSIEN, adj.

COLONEL RUSSE. V. MILICE RUSSE n° 1, 2, 5, 10. V. OFFICIER D'INFANTERIE. V. RUSSE, adj.

COLONEL SOUS-AIDE-MAJOR. V. CORPS PRIVILÉGIÉS. V. GARDE ROYALE n° 2. V. SOUS-AIDE-MAJOR.

COLONEL SUÉDOIS. V. MILICE SUÉDOISE n° 1. V. SUÉDOIS, adj.

COLONEL SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE n° 6. V. MILICE SUISSE n° 2. V. PAYE. V. SOLDE. V. SUISSE, adj. V. TRAHAN.

COLONEL SURNUMÉRAIRE. V. COLONEL A LA SUITE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 3. V. SURNUMÉRAIRE.

COLONEL SYRIEN. V. MILICE SYRIENNE n° 7. V. SYRIEN.

COLONEL TITULAIRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. TITULAIRE.

COLONEL TURC. V. MILICE TURQUE n° 2, 4, 5. V. TURC, adj.

COLONEL TURCO-ÉGYPTIEN. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE n° 3, 4. V. TURCO-ÉGYPTIEN, adj.

COLONEL WURTEMBERGEOIS. V. MILICE WURTEMBERGEOISE n° 1, 4. V. WURTEMBERGEOIS, adj.

COLONELLAT, subs. masc. (F). Mot employé par des auteurs étrangers, en vue d'expliquer la possession de l'emploi ou de la charge de colonel.

COLONELLE, subs. fém. V. COLONEL, adj. et subs. V. COMPAGNIE. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. DRAPEAU DE COLONEL. V. DRAPEAU

DE LA COLONELLE. V. FACTIONNAIRE. V. GARDES FRANÇAISES; id. n° 3. V. LIEUTENANCE COLONELLE. V. LIEUTENANT DE LA C...

COLONIAL (coloniale), adj. V. BATAILLON C... V. CORPS C... V. INFANTERIE C... V. RÉGIMENT. C... V. SOLDAT C...

COLONIE, subs. fém. V. AVANCEMENT AUX COLONIES. V. CODE MILITAIRE. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. COLONISATION. V. CONGÉ. V. RAU-DE-VIE. V. ORDONNANCE DE POLICE n° 1. V. HÔPITAL DE COLONIE. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. HOTEL DES INVALIDES. V. MILICE. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2. V. MILICE SUÉDOISE n° 1. V. OFFICIER AUX C... V. PUISSANCE n° 1. V. RÉGIMENT-FRONTIÈRE. V. RETRAITEMENT. V. SERVICE AUX COLONIES. V. SERVICE DES COLONIES. V. TIMAR. V. VIANDE. V. VIN.

COLONISATION (subs. fém.) MILITAIRE

(F). Le mot Colonisation provient de colon, considéré dans le sens que les Romains donnaient à l'expression *colonia*, c'est-à-dire culture lointaine et militaire, au profit de Rome; ainsi ce qui va être dit se rapporte à une transplantation d'hommes, destinés à former un noyau fixe de troupes de terre et un établissement agricole, politique, alimenté au besoin par des recrues, et entretenu par des mariages autorisés et favorisés. — Une colonisation est une constitution territoriale, un avant-poste de métropole, un entrepôt de population militaire, un grand camp d'instruction, un moyen de récompense. — Plusieurs époques et plusieurs pays, la Perse, la Turquie, ont fourni des modèles de Colonisations; les colonies de la milice suédoise ont été les pépinières de son recrutement. Montécuculi, longtemps prisonnier en Scie, goûta ce système, et contribua, ainsi qu'Eugène de Savoie, à le naturaliser en Autriche. La milice de cette nation doit, en partie, sa vigueur à ses colonies; le soi où elles sont assises est un boulevard d'où ses troupes frontières, nommées *groentzer*, regardent la Turquie. Il en a été traité par Lecomte (1825, D). — Bonaparte, séduit par une théorie spéculative, ébloui par l'image des ressources militaires et physiques de l'Autriche, s'est laissé entraîner dans des essais coûteux et moins heureux: ses camps de vétérans ont été une conception avortée. Il ne cessa jamais pourtant d'apprécier le parti qu'on pouvait tirer de ce genre de fondations armées; et l'on voit dans M. Lascaris (t. IV, p. 303) que, quand l'Italie fut unie au domaine français, Bonaparte résista à un projet de dissoudre la Colonisation illyrienne, et il prononça que les régiments croates seraient conservés. — On lit dans les mémoires du maréchal de Raguse (t. I^{er}) que des Colonisations avaient

été essayées par l'impératrice Elisabeth. — ALEXANDRE PREMIER a senti aussi de quelle utilité pouvaient être des COLONIES MILITAIRES; il a accueilli un système auquel se rattache le nom du général d'artillerie Araktshejev, ou Araktshejew, ou Araktschee, ou Arakezejev. Il passe pour le promoteur de ce système, et est resté chef suprême des COLONIES militaires d'INFANTERIE jusqu'au règne de NICOLAS. Un autre chef, le comte de Witt, a été mis à la tête des Colonisations de CAVALERIE et paraît y avoir mieux réussi; vingt-sept mille enfants y recevaient le bienfait de l'instruction. Les districts inhabités de la Russie se sont couverts d'établissements ruraux; peut-être les successeurs d'ALEXANDRE parviendront-ils à résoudre un problème difficile et à rendre utiles à l'agriculture des bras toujours armés pour la défense de l'Etat. — ALEXANDRE faisait commencer une Colonisation par une réunion de six mille hommes, et ce noyau se grossissant formait bientôt une DIVISION D'ARMÉE, et fertilisait des provinces qui, faute de cultivateurs, étaient privées d'habitants et de produits; ainsi il concédait un fonds de terre à une armée, forcée d'y travailler pour s'y nourrir. — Un *ukase* désignait les villages impériaux destinés à se changer en COLONIES. — Sur les terrains dépendants de ces villages, qui sont peuplés de serfs de la couronne, il était construit, aux frais de l'Etat, des corps de fermes, alignés et séparés par une cour. Le chef-lieu de chaque district était la résidence d'un colonel; le territoire de son RÉGIMENT comprenait, par chaque habitation, le colon ou chef de ferme, le SOLDAT cultivateur, le réserve ou SOLDAT de seconde classe, les cantonniers ou garçons de treize à dix-sept ans qui sont artisans de diverses professions, les enfants de troupe ou garçons de huit à treize ans, les femmes et les VÉTÉRANS. — A l'âge de treize ans, les cantonniers ou CANTONNIERS sont enrégimentés, et ceux qui se distinguent sont susceptibles d'avancement. Tous sont tenus à un service de vingt-cinq ans, s'ils sont Russes, et de vingt ans, s'ils sont Polonais. Après ce service, qui date du jour de l'enrôlement, ils peuvent se retirer libres ou faire partie des vétérans. — Les enfants des deux sexes sont instruits dans les écoles d'ENSEIGNEMENT mutuel, nouveauté remarquable, puisque les paysans russes ne recevaient jadis aucune éducation. — Dans le gouvernement de Novogorod, on ne dresse les SOLDATS qu'au service de fantassin; mais dans les trois gouvernements du midi de la Russie, l'exercice de la CAVALERIE et celui de l'INFANTERIE sont l'un et l'autre enseignés; l'entretien d'un

RÉGIMENT de CAVALERIE de cette espèce coûte 120,000 roubles de moins que ne coûterait un RÉGIMENT non colonisé. Les subsistances, le recrutement, les remotes de la CAVALERIE au moyen de ses propres baras, étaient organisés et réglés en 1826; la force d'un RÉGIMENT était de onze cent quarante hommes montés. — M. le duc anglais LYALL a fait connaître, le premier, cette organisation: *On fait apprendre, dit cet auteur, aux jeunes gens un manuel militaire dans le genre de celui que Bonaparte avait composé. Cet écrivain ajoute: J'ai vu à Voynezenisk (quartier général du premier régiment de Boog), village qui portait auparavant le nom de Sokolitch, un corps de deux cents cantonniers, marcher, faire feu, et exécuter toutes les évolutions de soldats expérimentés avec une prestesse et une précision étonnantes. Il y a parmi eux un esprit de corps qui ne peut manquer d'en faire de bons soldats.* — Il pense qu'en 1826 le total des troupes colonisées, qu'on avait évaluées à quatre-vingt-cinq mille hommes, ne dépassait guère soixante-sept mille; mais l'évaluation exacte en est difficile et sujette à de grandes disparates, si on y ajoute ou non les troupes qui y étaient attachées pour leur instruction, et si l'on fait entrer ou non en ligne de compte les jeunes garçons ou les cantonniers encore loin de l'âge où ils pourraient porter les armes. — CATHERINE DEUX mettait autant de vanité à enfler le tableau de ses forces que le gouvernement apporte maintenant de réserve, en encachant le développement. Il s'est opposé à la publication de l'ouvrage de M. LYALL; son livre a excité l'émulation de plusieurs autres allemands; il a été analysé dans divers recueils périodiques français; M. FERRY en a fait un objet de dissertation. — L'empereur NICOLAS a maintenu ses colonies et les a placées sous la direction du comte Alexis Andréjewitch, d'autres disent Diebitsch. Le successeur d'ALEXANDRE a senti combien il importait d'assouplir à la discipline une multitude de Cosaques, et quelle influence peuvent exercer sur l'avenir de l'Europe, des penplades vigoureuses disciplinées, entrant en campagne au premier signal, et ayant en Ukraine une place d'armes qui regarde à la fois l'Autriche et la Turquie. — Cependant des publicistes, qui envisagent non-seulement ce qu'a de menaçant pour l'Europe un million de soldats que la Russie tient debout, mais encore les préjudices que l'humanité peut, en Russie même, recevoir de ces gigantesques institutions, ont regardé comme anéantie la liberté des villages russes qu'on nomme villages économiques, parce que les habitants

de ces villages, qui appartenait à la couronne et qui depuis CATHERINE DEUX étaient libres, vont devenir les vassaux des officiers de la colonie. — Mais, comme il ne faut juger qu'avec beaucoup de réserve et après un mûr examen les choses nouvelles et les événements qui se passent loin de nos yeux, contentons-nous de rapporter une opinion émise dans les lettres particulières qui sont venues de RUSSE et qui se sont répandues par la voie des feuilles publiques (*Courrier français*; 1826, 2 février, note). Ces renseignements mettront peut-être le lecteur à même de démêler s'ils offrent un exposé véridique ou s'ils cachent une insinuation politique. —

« L'établissement dont on a cherché à épouvanter l'Europe, et qui devait, disait-on, au bout de quelques années renforcer l'armée régulière de plus d'un million et demi de soldats, était loin de réaliser les espérances que l'empereur Alexandre en avait conçues. Les premiers essais ont déjà absorbé des sommes considérables, et, selon des calculs présentés en dernier lieu à l'empereur, il a été prouvé que chaque corps ainsi organisé coûterait à l'Etat le double d'un régiment composé du même nombre d'hommes, soldé et entretenu selon le mode ordinaire. — D'un autre côté le désespoir des malheureux paysans de la couronne, transformés pour la vie en soldats eux et leurs enfants, était extrême. La mortalité de ces derniers, que leurs parents ne mettaient plus aucun prix à conserver, a été telle depuis deux ans, qu'il a été reconnu que d'autres mesures deviendraient bientôt nécessaires pour maintenir au complet le nombre des soldats colons ou remplacer les morts, et qu'il ne fallait guère compter sur la reproduction naturelle d'êtres ainsi malheureux; enfin la raison déterminante qui fera probablement croître, sous peu, tout le système de colonisation militaire est que, pour lui donner l'extension projetée, il faudrait charger le trésor d'une dépense nouvelle et annuelle de la somme énorme d'un milliard de roubles. » — *Le Spectateur militaire* (t. IX, p. 489) donne quelques détails touchant les colonies; on y voit que telles d'entre elles ont d'immenses salles d'exercice; celle du régiment de Prusse, construite par un général français, a 142 mètres de long sur 50 de large. — Dans les établissements colonisés, les latrines sont à l'anglaise et sans nulle odeur, les lits sont en fer. — Dans la guerre portée en 1828 contre l'empire turc, les colonies Russes reçoivent l'ordre de tenir mobiles quarante bataillons de mille hommes chacun; c'était

le premier exemple d'une pareille levée en Russie. — En 1851 les colonies ont fourni, dans la guerre contre les Polonais, trois divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie, qui se sont distinguées entre toutes les autres par la discipline, la bravoure et le dévouement. — Le duc de Raguse en a traité sous ce titre : *Des Colonies militaires en Russie*. — La question des Colonisations intéresse aussi gravement la politique et le commerce que la science des armes; elle a été débattue dans le *Spectateur militaire* (t. XI, p. 284 et 504; t. XIII, p. 87, et t. XVI, p. 297), dans le *Journal des Sciences militaires* (1834, p. 118). Quelques détails sur le même sujet se trouvent dans le *Bulletin de la société de Statistique française* (1851, août) et dans le traité de M. TARDIEU. Les opinions sont loin encore d'être fixées sur ce qu'il en faut penser; mais il paraît démontré que la haute noblesse les voit d'un œil défavorable; parce que le trône peut, avec leur aide, contrebalancer la féodalité et secouer sa dépendance; aussi on partit poussait-il, en 1851, à leur abolition. — D'autre part, il semble indubitable que la consolidation des colonies Russes porterait un coup funeste à l'Angleterre par la création et les progrès d'une quantité d'importantes manufactures qu'on voit rapidement s'élever. — Dans des pays favorisés du ciel et mûris par la civilisation, coloniser des armées est impraticable, car ce moyen de défrichement est la ressource et la preuve d'une constitution sociale encore voisine de la barbarie. Le recours à ce genre de camps suppose ou la possession d'un désert qu'un gouvernement ne sait comment féconder, ou bien ce système est nécessaire par l'envahissement de vastes domaines dont l'usurpateur expulse les indigènes, comme en agissait AUGUSTE en faisant, de sa propre patrie, la proie de ses *ÉVOCAT VÉTÉRANS* (*evocati veterani*). — La civilisation ne peut d'ailleurs s'accommoder d'un système qui compose de serfs sans industrie, sans commerce, sans lumières, de vastes provinces, où s'enracinent des formes extralégales. Combien est-il douteux qu'une telle patrie, qu'une patrie forcée devienne jamais une terre d'adoption; car le sol, la salubrité, la végétation, les cours d'eau sont les dernières qualités, les derniers avantages dont s'occupent les répartiteurs de terrains, parce que leurs vues sont militaires avant tout; aussi voit-on bientôt les cessionnaires se croire dispensés de reconnaissance, se réchuter, et fuir comme des nègres marrons. En vain le pouvoir s'essaye à forcer la nature!... la liberté seule fonde les colonies, de même que le commerce et l'agriculture seuls ba-

tissent les villes. — On ne peut donc voir que d'impraticables théories dans les conseils que DART (1787, D), DELIGNE (1780, I), SERVAN (1780, B), WIMPEN (1780, A) et le *Spectateur militaire* (v^e vol., 27^e livraison) donnent à la France, en lui proposant d'imiter la Suède et l'Autriche; leur vœu ne saurait se réaliser; mais il y aurait peut-être un genre de Colonisations temporaires plus économiques, mieux en harmonie avec nos mœurs et nos besoins, et dont le code militaire aurait dû s'occuper: ce serait la permanence des garnisons ou du moins leur durée régulièrement limitée; ce serait l'institution des camps d'instruction annuellement rassemblés sur des points peu distants des villes de garnisons: tel était à peu près le système qu'avait créé Frédéric OEU. — La question des Colonisations militaires a été traitée avec étendue dans le *Dictionnaire de la Conversation*, au mot *Colonie*; dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*, aux mots *Arahi-*

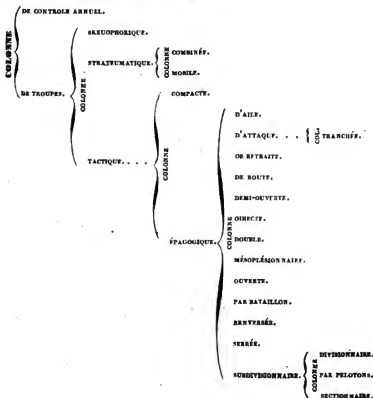
chef et *Colonies militaires*). Il est traité dans le *Spectateur militaire* (I. XXII, p. 107, et I. XXIV, p. 655) de la cavalerie des colonies.

COLONNE. v. NOMS PROPRES.

COLONNE. Interj. v. BATAILLON, Interj.

COLONNE. subst. fém. v. ARDUCTOR DE

C... v. BRIGADE D'INFANTERIE EN C... v. CENTRE DE C... v. COMPRESSION DE C... v. CONTRE-MARCHE DE C... v. CRÉATION DE C... v. DÉNOMINATION DE C... v. DIVISION DE C... v. DENTE DE C... v. EN C... v. FEU DE C... v. FILE DE C... v. FLANC DE C... v. FONCTION DE C... v. FORMATION DE C... v. FORMER LA C... v. FRONT DE C... v. GAUCHE DE C... v. GUIDE DE C... v. INTERVALLE DE C... v. LIGNE DE C... v. MARCHÉ DE C... v. MARCHÉ D'INFANTERIE EN C... v. MARCHÉ DE C... v. ORDRE DE C... v. PAR LA TÊTE DE LA C... v. PROFONDEUR DE C... v. PROLONGER LA C... v. QUATRIÈME C... v. QUEUE DE C... v. RENVERSEE IER C... v. SERRÉMENT DE C... v. SERRER LA C... v. SUBDIVISION DE C... v. TACTIQUE DE C... v. TÊTE DE C...



COLONNE (term. génér.). Ce mot, dérivé de l'italien, est d'un usage moderne dans le langage français, et s'y distingue en COLONNE A DEMI-DISTANCE, — A DISTANCE DE SECTION, — A DISTANCE ENTÈRE, — A DROITE, — AVEC DISTANCE, — BAINÉE, — CENTRALE, — CONTRE LA CAVALERIE, — COUPLÉE, — D'ARMÉE AGISSANTE, — D'ARTILLERIE, — DE CAVALERIE, — DE CONTRÔLE ANNUEL, — DE FEUILLON D'APPEL, — DE FOLARD, — DE GRENADES, — DE MARCHÉ, — DE PIED FERMÉ, — DE TROUPE, — D'ÉQUIPAGES, — DE VOITURES, — D'INFANTERIE, — DOUBLE, — EN AVANT, — EN MARCHÉ, — EN MARE, — EN ROUTE, — FERMÉE, — HALT, — RÉTROPLÉSIONNAIRE, — IMPULSIVE, — INVERSE, — JUMÉE, — LA DROITE EN TÊTE, — LA GAUCHE EN TÊTE, — MILITAIRE, — PAR DEMI-BATAILLON, — PAR LE CENTRE, — PAR LE FLANC, — PAR ÉCLOUPEMENT, — SERRÉE PAR DIVISIONS, — SERRÉE PAR PELOTONS, — SUPPLÉMENTAIRE, — SUR LE CENTRE, — VERTÉBRÉE.

COLONNE A DEMI-DISTANCE. V. A DEMI-DISTANCE. V. CARRE TACTIQUE. V. COLONNE DEMI-OUVERTE. V. GUIDE DE SUBDIVISION. V. GUIDE GÉNÉRAL. V. MARCHÉ EN COLONNE. V. PIVOT TACTIQUE. V. PLOIEMENT. V. SUBDIVISION DE COLONNE.

COLONNE A DISTANCE DE SECTION, Interj. V. A DISTANCE DE SECTION. V. GUIDE. V. PLOIEMENT.

COLONNE A DISTANCE ENTÈRE. V. A DISTANCE ENTÈRE. V. A DROITE EN BATAILLE. V. AVEC DISTANCE. V. CHARGEMENT DE DIRECTION EN COLONNE AVEC DISTANCE ENTÈRE. V. DIVISION DE BATAILLON. V. EN AVANT EN BATAILLE. V. FORMATION EN AVANT EN BATAILLE. V. GUIDE DE SUBDIVISION. V. INTERVALLE D'INFANTERIE EN COLONNE. V. INVERSION. V. MARCHÉ, Interj. V. MARCHÉ EN COLONNE. V. ORDRE QUELQUE. V. PASSAGE D'OBSTACLE. V. PIVOT TACTIQUE. V. PLOIEMENT. V. PROMPT MANOEUVRE.

COLONNE A DROITE. V. A DROITE, Interj. V. TÊTE DE COLONNE A DROITE.

COLONNE AVEC DISTANCE ENTÈRE, la droite en tête ou la gauche en tête, sur la droite ou sur la gauche en bataille. V. AVEC DISTANCE ENTÈRE. V. INVERSION. V. LA DROITE EN TÊTE. V. LA GAUCHE EN TÊTE. V. PASSAGE D'OBSTACLE. V. SUR LA DROITE EN BATAILLE. V. SUR LA GAUCHE EN BATAILLE.

COLONNE AVEC DISTANCE ENTÈRE, la droite en tête, en avant en bataille. V. AVEC DISTANCE ENTÈRE. V. EN AVANT EN BATAILLE. V. LA DROITE EN TÊTE.

COLONNE AVEC DISTANCE ENTÈRE, la droite en tête, face en arrière en bataille. V. AVEC DISTANCE. V. FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE. V. LA DROITE EN TÊTE.

COLONNE BAINÉE. V. BAINÉE. V. COLONNE INDIRECTE.

COLONNE CENTRALE. V. CENTRAL. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE RÉTROPLÉSIONNAIRE. V. PASSAGE DE LIGNE.

COLONNE (colonnes) combinées (II, 2). Sorte de COLONNES STRATÉGÉMIQUES de la nature de celles qui appartiennent au jeu d'une armée en marche. — L'usage des Colonnes combinées a été une conséquence de l'accroissement des armées et de la préférence donnée à l'ordre mince; les anciens et les milices du moyen âge, n'employant que l'ordre profond, ne faisaient usage que d'une seule colonne de marche. — MACRIANUS (1546, B) a conçu le premier le mécanisme des Colonnes combinées; il en esquisse les préceptes. MONTGOMERY (1670, A) les développe; rien n'était éclairci touchant les marches des armées et leurs colonnes de route avant ces deux écrivains; ils sont les pères de l'art militaire de terre. — On a d'abord partagé, en France, les armées agissantes en deux ou en trois colonnes, comme le témoigne LAVALLÉE (1675, B); ainsi le corps de bataille marchait au centre, et chaque aile de l'armée ouvrait sa route. — Les armées de TURNER et de LUXEMBOURG se sont quelquefois formées sur cinq colonnes; celle du centre, espèce de colonne stratégique ou de colonne d'équipages, tenait la principale route et suivait la chaussée; les autres colonnes s'avancèrent à travers la campagne, se frayant à mesure la voie. L'INFANTERIE de la première et de la seconde ligne flanquaient la colonne du centre, et elles étaient elles-mêmes flanquées par la cavalerie des deux lignes. — PUYSEUR (1748, C) nous apprend que, postérieurement à LUXEMBOURG, le nombre des Colonnes combinées s'est élevé quelquefois jusqu'à huit; leur direction regardait le maréchal des logis de l'armée. — FEUQUÈRE (1750, A) a tracé les préceptes de cette marche au temps de LOUIS QUATORZE. — On lit dans FÉLIX DEUX (1760, E) que les Colonnes d'armée, pour se porter d'un ancien camp de guerre à un camp nouveau,

Forment en s'avancant quatre corps différents, l'infanterie en centre et les courriers aux flancs.

~ Il faut sous-entendre que ce quatrième corps dont il est question est le corps d'avant-garde. — Cette règle que donne FÉLIX DEUX est loin pourtant d'être invariable, puisqu'à la bataille de PRAGUE il marcha sur six Colonnes; du reste ce principe est regardé comme ayant excellé, ainsi que ses généraux, dans l'art de combiner ses Colonnes, et de les faire simultanément déboucher. — GUIBERT (1773), dans son système, fait mar-

cher de front cinq Colonnes. — TURPIN (1783, O) est l'auteur qui a transmis à cet égard les règles les plus modernes; il veut quatre Colonnes; les ÉQUIPAGES composent la QUATRIÈME; les deux LIGNES et la RÉSERVE se distribuent chacune en une Colonne; l'ARTILLERIE est répartie à la première et à la troisième, etc. — SINCLAIR (1773, L) propose au contraire avec sagacité de former les Colonnes de deux portions égales appartenant l'une à la première, l'autre à la seconde LIGNE. — Le mécanisme des Colonnes combinées consistait en ce qui suit : OUVRIER LES MARCHES sous la protection d'une AVANT-GARDE, pour faciliter également et à la fois le trajet de chaque Colonne sur un chemin particulier sans cesser de correspondre entre elles; les faire précéder de FIONNIÈRES soutenus de TROUPE D'ÉLITE; mettre les Colonnes dans un ordre analogue à l'ordre du COMBAT et de manière à se prolonger parallèlement en se maintenant à une même HAUTEUR; ne les espacer, autant que possible, entre elles qu'à INTERVALLE DE DÉPLOIEMENT, pour la plus prompte FORMATION possible de la LIGNE DE BATAILLE; proportionner l'espèce et la force de ces Colonnes à l'espèce de TERRAIN où chacune d'elles doit passer; appuyer les Colonnes de telle ou telle TROUPE, suivant les règles ordinaires de la DÉFENSIVE ou suivant des dispositions ordonnées par les circonstances; entretenir les communications entre les Colonnes sans que jamais elles se COUVERT, ni même se touchent; les disposer de manière qu'aucune d'elles ne PRÊTE LE FLANC à l'ENNEMI, ou ne soit dans la nécessité de MARCHER PAR LE FLANC. — Nos RÉGLEMENTS se sont recopiés à l'égard des Colonnes combinées, mais sans rien prescrire de positif. Cependant celui de 1792 (5 JETON) est entré dans quelques détails relatifs à une MARCHÉ en quatre et en six Colonnes. L'impétuosité de la GUERRE fit tomber en oubli ces principes; il n'y avait plus que la MILICE AUTRICHIENNE qui tint à la symétrie des Colonnes combinées. — On a fait de vives critiques de ce système des Colonnes; on l'a tourné en dérision, en lui attribuant la lenteur des MARCHES; mais ceux qui s'en sont déclarés les antagonistes ont-ils réfléchi que c'était la seule manière d'opérer dans des temps où il n'existait, pour ainsi dire, pas de ROUTE; à ne parler que de la FRANCE, il y avait à peine, à la fin du règne de LOUIS QUATORZE, deux mille lieues de grandes routes; il en fut ouvert six mille pendant le règne de LOUIS QUINZE. — MOREAU, avant la bataille de Hohenlinden, s'avancait sur cinq ou six Colonnes; et l'on retrouve une image du même système dans la des-

cription que voici (Philippe de Sévère, p. 347) : *L'armée traversa les vastes plaines de Viazma; elle marchait tout à la fois, à travers champs, et plusieurs régiments de front, chacun formant une Colonne courte et serrée; la grande route était abandonnée à l'artillerie, à ses voitures, aux ambulances.* — Le baron FAIN (1827) aussi, parlant de la même campagne, retrace la marche des Colonnes combinées. — Des écrivains modernes regardent cependant la méthode des Colonnes combinées comme en désuétude; mais leur assertion est trop absolue. — Des pays en friche ou peu cultivés et s'étendant en grandes plaines permettent aux GÉNÉRAUX D'ARMÉE de diriger et de combiner des Colonnes à l'instar de celles des derniers siècles; mais l'usage en est souvent impraticable soit à raison de l'accroissement des ÉQUIPAGES et de l'ARTILLERIE, plus que doublée aujourd'hui, soit parce que l'armée agit dans des contrées montagneuses, entrecoupées de haies, de bois, de fossés. — Nos usages modernes veulent que la CORRESPONDANCE AVEC LE MINISTRE DE LA GUERRE l'informe successivement de la conduite des marches, de leurs détails, de leurs résultats, chaque fois que des Colonnes combinées sont mises en jeu. Cette disposition est une théorie qui a été observée avec peu d'exactitude pendant la GUERRE DE LA RÉVOLUTION.

COLONNE COMPACTE (II). Sorte de COLONNE TACTIQUE d'un usage fort ancien et qui a suggéré aux tacticiens l'idée de notre COLONNE D'ATTAQUE. — Le CORPS de la MILICE GRECQUE était une Colonne compacte; quelques-uns du moins le croient, mais ce n'est pas une vérité démontrée. — Quand l'INFANTERIE DE TURQUE était sur dix à douze RANGS DE PROFONDEUR, le rapprochement des BATAILLONS de la première à la seconde LIGNE, donnait à l'instant des Colonnes compactes. — La fameuse Colonne de FORTENOY que les ANGLAIS formèrent sans le vouloir, parce qu'ils s'encombrèrent sur un terrain mal reconnu, était une Colonne compacte. — Depuis l'AMÉNAGEMENT CONSTITUTIF, le souvenir des Colonnes des anciens suggéra à FOLARD l'idée de la sienne; celle qu'il inventa différait de nos Colonnes actuelles en ce qu'elle n'était pas MÉTÉOPÉLIENNAISE, c'est-à-dire qu'elle ne se formait pas sur le CENTRE comme nos COLONNES D'ATTAQUE actuelles; il voulait qu'elle fût d'un à six BATAILLONS ORDONNÉS sur vingt ou trente FILES, ayant trois SECTIONS SANS INTERVALLES et une PROFONDEUR de dix-huit RANGS. — C'était une MARCHÉ lourde, gauchement imaginée et peu digne de la réputation qu'elle a eue, ou du moins du bruit qu'elle a fait. FOLARD l'organisait par une

suite de DOUBLEMENTS DE FILS; ce qui déajustait toute l'économie des BATAILLONS, troublait les MARCHES, mélangeait les soldats et composait un tout sans accord ni simultanéité. Ce projet, qui parut en un temps où l'ignorance était telle, que les OFFICIERS et les SAS OFFICIERS n'avaient pas encore de place fixe dans l'ORDRE DE BATAILLE, ce projet, débattu jusqu'à satiété par tous les AUTEURS militaires, consistait à agglomérer des SUBDIVISIONS composées presque d'autant de RANGS que de FILS, et à les encadrer d'hommes pourvus d'ARMES DE LONGUE PORTEE; c'était une imitation malhabile de la PHALANGE GRECQUE; c'était une suite de petits CARRÉS FLÈVES, ayant leurs DRAPEAUX au centre, leurs fusiliers emprisonnés et paralysés, les OFFICIERS et les SAS OFFICIERS sans place déterminée et réduits à se cacher où ils le pouvaient; telle est la platitudes qui a enflammé la polémique militaire pendant un demi-siècle.

COLONNE CONTRE LA CAVALERIE, subs. et interj. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CAVALERIE. V. COMBAT CONTRE CAVALERIE. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. V. EXERCICE D'INFANTERIE.

COLONNE COUPLÉE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COUPLÉ. V. COLONNE DOUBLE.

COLONNE D'AILE (H). Sorte de COLONNE SPAGNOLE propre à servir d'appui MORUE AUX FLANCS d'une ARMÉE EN BATAILLE. LLOYD (1762, M) et MAURICE DE Saxe (1757, A) recommandent l'usage de ces Colonnes. TERTIN (1785, O) propose de ne les former au plus que de douze files.

COLONNE d'ARMÉE AGISSANTE. V. ARMÉE AGISSANTE N° 4. V. CHEF D'ESCORTE. V. COLONNE COMBINÉE. V. DIVISION D'AMBULANCE. V. MARCHÉ-MANOEUVRE. V. TIRAILLEUR.

COLONNE d'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE DE CAMPAGNE. V. COLONNE SAUVOIROIRE.

COLONNE D'ATTAQUE (term. sous-génér.), OU COLONNE D'INFANTERIE, OU COLONNE COUPLÉE, OU ORDRE DE CHARGE comme l'appelle MAURENT (1762, F), OU ORDRE DE CHOC. Sorte de COLONNE SPAGNOLE qu'on a rangée au nombre des MARCHES-MANOEUVRES et que quelques-uns ont comparée à l'EMBOLON des Grecs et à la SEC TACTIQUE des Romains; sa destination est d'exercer un choc, de fournir une charge, de pousser une INFANTRIE; elle est ainsi formée en ORDRE PERPENDICULAIRE au front de l'ennemi, ou à la ligne qu'elle doit assaillir et enfoncer. — GUSTAVE-ADOLPHE en fit revivre l'emploi; VILLARS, dans la GUERRE DE 1701, l'essaya à DENAIN; MAURICE DE Saxe (1757) en tira fréquemment parti. — On l'a d'abord simplement nommée Colonne, parce que telle était le nom de la

ROUYE ou FORMATION que proposa FOULARD en 1705. Ce nom unique de Colonne étant ensuite devenu commun à la COLONNE DE MARCHÉ, ou à la MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE, il en résulta confusion: voilà pourquoi DELAROUSSE (1760, F) nomma COLONNE IMPULSIVE la Colonne d'attaque que les Byzantins avaient appelée ΜΕΜΠΕΣΙΔΕΝΑΙΡΕ, et que la MILICE AUTRICHIENNE nommait COLONNE PAR LE CENTRE. — La Colonne d'attaque paraît nominativement, pour la première fois, dans l'ORDONNANCE DE 1755 (17 FÉVRIER). L'ORDONNANCE DE 1755 (6 MAI) la composait de deux BATAILLONS joints ensemble. Il en est fait emploi dans la GUERRE DE 1756; c'était une COLONNE SUR LE CENTRE qui se formait au bruit de la RATTÉE DE CAISSE nommée l'ASSEMBLÉE. — Le RÈGLEMENT DE 1766 (1^{er} JANVIER), pour donner cet ordre OFFENSIF à une LIGNE, la formait en avant par un défillement lourd et comparable à un PARRAGE CENTRAL DE DÉVÉLÉ en avant au COLONNE; il la composait d'un seul BATAILLON, ou quelquefois de deux accouplés; en ce cas, le régiment étant de deux bataillons, la première SUBDIVISION de FUSILIERS était un amalgame du huitième PELOTON du premier BATAILLON et du premier PELOTON du second BATAILLON; il y avait ainsi un ACCOUPLEMENT, une parade de deux BATAILLONS formés en COLONNE SERRÉE PAR PELOTONS; l'un des BATAILLONS étant en COLONNE SERRÉE, on la gauche en tête; l'autre en COLONNE DIRECTE, ou la droite en tête. — Cette FORMATION était analogue à la COLONNE CENTRALE ACCOUPLÉE que MERRILL-DURAND (1774, B; 1780, K) appelle COLONNE JUMELLE ou simplement JUMELLE. — Un moyen rapide de passer de l'ORDRE EN COLONNE ordinaire à l'ORDRE EN COLONNE d'attaque a la manière de 1766 été été d'INVERTIR le premier BATAILLON d'un RÉGIMENT EN COLONNE, au moyen du DÉVÉLÉMENT EN TIRER, et de porter en même temps, contre le flanc gauche du BATAILLON INVERTI, le second BATAILLON du RÉGIMENT; mais l'ORDONNANCE ne devint pas ce moyen. — L'INSTRUCTION DE 1769 (1^{er} MAI) formait par PLOIEMENT la Colonne d'attaque; elle la composait d'un ou de deux BATAILLONS, et l'appelait COLONNE CENTRALE. — Il cessa d'être question de Colonne d'attaque dans les INSTRUCTIONS DE 1774 (11 JUIN) et 1775 (30 MAI). — Elle reparut, sous le nom de COLONNE SUR LE CENTRE, dans l'ORDONNANCE DE 1776 (1^{er} JUIN). — Le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{er} AOÛT) lui rendit le nom de Colonne d'attaque, ne la formait qu'à DEMI-DISTANCE, qu'en arrière, qu'au pas accéléré; il ne la composait que d'un BATAILLON; son FRONT et ses FLANCS étaient mis d'accord par un ALIGNEMENT DE PROFONDEUR;

et, pour faciliter cet alignement, ses subdivisions étaient à l'avance égalisées entre elles; elles étaient au moins de vingt-quatre files, et au pins de trente-deux. — L'évolution par laquelle se formait la Colonne s'exécutait au commandement : PAR PELOTON DE DROITE ET DE GAUCHE SUR LE CENTRE EN COLONNE! la troupe se rétablissait en bataille par le commandement : DÉPLOYER LA COLONNE! etc. — Des écrivains étaient d'avis que l'ordre en colonne aurait dû être ou toujours sur le centre, ou toujours sur aile; ils disaient : Quel désavantage n'y a-t-il pas, si une Colonne est formée sur une des ailes, d'être obligé de la déployer pour former ensuite la colonne sur le centre. Aussi, dans la guerre de 1792, l'infanterie française a-t-elle chargé souvent en Colonne ordinaire et serrée; c'était une Colonne d'attaque, sans en avoir le nom; la Landwehr militaire était en cela dépourvue de justesse. — La composition, à raison de six compagnies de fusiliers, flanquées de deux compagnies d'élite, avait nécessité des modifications à l'ancienne règle; c'était aux Colonels à les faire d'inspiration, car la loi se taisait. — La Colonne d'attaque fut d'abord rejetée par Guibert (1775, E), ou du moins il ne la jugeait propre qu'aux attaques de lignes; elle a fini par prévaloir, et son usage a été fréquent, dans la guerre de la révolution, comme attaque de front en BATAILLE CAMPAGNE. — Quand la Colonne d'attaque était destinée à insulter un ouvrage, une tête de pont, etc., elle se formait à cinq ou six cents mètres de cet ouvrage; elle y marchait au pas accéléré, perpendiculairement aux saillants; elle était précédée de tirailleurs, qui seuls faisaient feu, et de sapeurs, prêts à renverser les obstacles matériels; elle prenait le pas de charge à soixante-dix mètres du point attaqué; elle opérait un déploiement central sitôt que le point attaqué était emporté. — Changer à volonté d'aspect et de direction, se déployer et se plier rapidement et en marchant, réparer facilement au milieu des plus chaudes actions les brèches du cadre aux dépens de l'étendue, tel était le problème dont la solution devait mener au perfectionnement la Colonne d'attaque. — La nôtre, quoique la meilleure, n'était satisfaisante qu'à raison de la rapidité de son déploiement et de la simplicité de son déploiement de pied ferme; voilà pourquoi beaucoup d'auteurs étaient d'avis que la difficulté de donner à la Colonne d'attaque les qualités qui lui manquaient obligeait de recourir au carré tactique, parce qu'il peut à la fois être offensif et défensif. — Le MILICE RUSSE a fait

de cette Colonne une formation habituelle primordiale. — Le MILICE PRUSSIENNE a accommodé à sa tactique la Colonne d'attaque française. — Le MILICE ANGLAIS a imaginé une contre-mancœuvre qui consiste à attaquer, par ses flancs, la Colonne d'attaque. — On a de nos jours essayé, sans raison et sans succès, d'approprier à la tactique de la cavalerie le mécanisme de la Colonne d'attaque. — L'ordonnance de 1831 (4 Mars) a substitué à la Colonne d'attaque la colonne double, et a réalisé ainsi en partie les projets de Mészli et son système de ploiement, si longtemps repoussés et si dédaigneusement critiqués. En même temps elle a pourvu à la formation du carré dans cet ordre, ce qui en généralise l'utilité. — Les auteurs qui ont traité de la Colonne d'attaque sont : Dabut (1787, D), Delandier (1780, F), Polard (1724, D), Guibert (1775, E), Mészli-Durand (1780, K), Munnier (1805, E), M. le général Prely (Spécialiste militaire, 1828), M. Picoud (1818, C), M. le colonel Revell. — La Colonne d'attaque s'est, suivant les temps et les projets de quelques écrivains, distinguée en colonne transmise.

COLONNE de CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. CHEVAL. V. DIVISION DE CAVALERIE. V. ÉCRITURE TACTIQUE. V. MILICE WURTEMBERGUAISE N° 6.

COLONNE (colonnes) de CONTRÔLE ANNUEL (B, 1). Sorte de colonnes qui règnent à la droite des noms et dans le sens opposé aux cases du contrôle; les principales d'entre ces Colonnes sont au nombre de quatre, à raison d'une par trimestre; les espaces blancs qu'elles présentent servent à inscrire les décès, les mutations, les changements de compagnie ou les passages de même nature, le numéro qu'avait l'incorporé, etc., etc. Leur relevé donne le tableau de la force comptable.

COLONNE de FEUILLE D'APPEL. V. COMBUSTIBLE DE CUISINE. V. FEUILLE D'APPEL. V. JOURNÉE ADMINISTRATIVE.

COLONNE de FOLARD. V. COLONNE COMPOSITE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE ÉPAGOGIQUE. V. FOLARD. V. SAVOIR-FAIRE.

COLONNE de JOURNÉES. V. JOURNÉE. V. JOURNÉE ADMINISTRATIVE.

COLONNE de GRENADIERES. V. ARTILLERIE DE MARINE. V. GRENADIERES.

COLONNE de MARCHÉ. V. ART MILITAIRE DE TERRE. V. COLONNE COMBINÉE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE ROUTE. V. COLONNE ÉPAGOGIQUE. V. DÉFAITE. V. MARCHÉ.

COLONNE DE PIED FERME. V. CONTRE-MARCHÉ, INTERJ. V. DE PIED FERME. V. DISTANCE. V. FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE. V. HAIE.

COLONNE (colonnes) de RETRAITE (G, G). Sorte de COLONNE ÉPAGNIQUE dont le nom a varié dans ses significations, suivant les époques : ainsi, dans l'ORDONNANCE DE 1755 (6 mai), les mots Colonne de retraite exprimaient une formation en BATAILLON CARRÉ, en CARRÉ TACTIQUE, en CARRÉ DE RETRAITE. C'était alors une manœuvre lourde, embarrassée, compliquée et à rangs renversés. — Suivant le RÈGLEMENT DE 1766 (1^{er} JANVIER), la Colonne de retraite au contraire ne différait de la COLONNE D'ATTAQUE qu'en ce qu'au lieu de se former en avant elle se formait en arrière, et les GRENADIERS y étaient subdivisés DE QUATRE ; c'était un moyen de COMBAT CONTRE LA CAVALERIE, et il était analogue à ce qu'on a nommé depuis DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE. — L'ORDONNANCE DE 1775 (30 mai) appelait Colonne de retraite le PASSAGE DE DÉFILE EN RETRAITE.

COLONNE (colonnes) de ROUTE (E, 4; G, 6), ou COLONNE D'INFANTERIE, ou COLONNE EN ROUTE, ou COLONNE DE MARCHÉ À RANGS OUVERTS. Sorte de COLONNE ÉPAGNIQUE qui diffère surtout de la COLONNE D'ATTAQUE, et qui se compose d'un nombre illimité de BATAILLONS ou de SUBDIVISIONS. — Le mot Colonne de route s'applique AUX COLONNES COMPOSÉES, AUX MARCHES-ROUTES et AUX CAS OU L'INFANTERIE FAIT ROUTE EN TEMPS DE GUERRE ou DE PAIX. — La Colonne de route est un ORDRE ÉLARGI, c'est-à-dire que, dans la MARCHÉ AU PAS DE ROUTE, les RANGS s'espacent deux fois plus que dans la MARCHÉ AU PAS CADENCÉ ; les SOLDATS mettent l'ARME A VOLONTÉ, ils cessent d'être astreints au silence, ils ne sont plus tenus de marcher du même pied. — Une COLONNE SECTIONNAIRE, dont le FRONT est de huit FILES, plus les GUIDES, exige un CHEMIN de six mètres de largeur ; si le chemin est une fois plus large, la COLONNE doit de préférence être par FILETONS ; les SUBDIVISIONS doivent de préférence être de seize FILES environ. — Toutes les fois que la QUEUE d'une Colonne de route ne peut pas suivre, il y est battu un RAPPEL qui annonce à la TÊTE de la Colonne le retard ; ce signal équivaut à une injonction ou une invitation de FAIRE HALTE ; quand la QUEUE a rejoint, la RATTÉE AUX CHAMPS y est exécutée, et annonce que la TÊTE de la Colonne peut se remettre en MARCHÉ. — La Colonne de route était déjà mentionnée dans l'ORDONNANCE DE 1755 (6 mai) ; les principes en ont été développés dans le RÈGLEMENT DE 1771 (11 JUIN) ; ils ont été détaillés dans celui de 1791 (1^{er} AOÛT) ; ils ont reçu quelques modifications du fait de l'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS), mais pendant longtemps le nombre des SERGENTS et leurs fonctions en manœu-

res discordaient. — Le RÈGLEMENT DE 1791, ne reconnaissant que deux SERGENTS par COMPAGNIE, avait combiné sur ce pied la formation et les mouvements de la Colonne ; deux autres SERGENTS ayant été créés depuis, et aucune décision ministérielle ne s'étant occupée d'eux sous le rapport de la TACTIQUE, on ne savait quelle place devaient occuper le TROISIÈME et le QUATRIÈME SERGENT quand la Colonne, rompue par SECTION, rencontrait un chemin s'étrécissant, puisqu'à cet instant les GUIDES et les CHIEFS de chaque SUBDIVISION devaient marcher AUX AILES ; tels sont les inconvénients de la mobilité de la LÉGISLATION et du défaut de vues générales chez les législateurs. — La Colonne de route a été imaginée en vue d'ôter aux troupes tout prétexte de marcher ou de voyager PAR LE FLANC ; celle de 1791 était compliquée et d'une exécution difficile dans les terrains fangeux, glissants, raboteux : c'est ce qui a motivé les critiques de l'Encyclopédie (1785, C, suppl., au mot *Défilé*). — Cependant les ABUSIONS, les DÉCLINAISONS de cette marche, son PAS DE PIVOT, ses CONVERSIONS A PIVOT MOBILE, le ROMPEMENT ou les RÉDUCTIONS de son front à mesure du besoin et à proportion des mauvais pas, sont combinés si habilement, qu'il n'est pas de terrain qui ne puisse la contenir quels que soient les rétrécissements du CHEMIN. Cette forme de Colonne tient la troupe sous l'œil de l'OFFICIER ; elle empêche le soldat de s'écarter ou de s'attarder ; elle conserve une PROPORTION conforme au développement du FRONT ; elle remédie à l'inconvénient des HALTES partielles, sans fin et par à-coup, qu'il faut faire soit à chaque repos momentané, soit pour entrer avec quelque ensemble dans les FILES DE GITE ou de PASSAGE. — A la GUERRE, toute autre marche que la Colonne de route est traînante et dangereuse. — Si en général elle n'a pas été adoptée en FRANCE, c'est qu'elle a été peu goûtée des OFFICIERS, parce qu'elle les contraignait à ne pas quitter leur place dans le BATAILLON, tandis qu'ils trouvent plus commode de marcher en liberté, soit en avant, soit en arrière du corps, et tout en faisant la conversation. — Une forme toute contraire à ce genre de marche était prescrite par l'ORDONNANCE DE 1818 (13 mai) et par l'ORDONNANCE DE 1833 (2 novembre), règlements auxquels, il est vrai, une telle matière eût dû rester étrangère. — L'ORDONNANCE DE 1831 (4 mars) voulait que la Colonne de route, qu'elle appelait aussi Colonne en route, fût ROMPUE habituellement par FILETON, mais permettait qu'elle le fût par SECTION. — Démontrons ce que ce calcul a d'inadmissible. — En FRANCE, les

routes royales de première classe seulement et les plus larges ont, entre fossés, vingt mètres; leur chaussée n'est que de six à huit mètres; la plus grande partie des autres routes royales sont moins larges, et en pays de montagnes ou suivant la nature du sol, elles se réduisent même à six mètres entre fossés. — Les routes départementales n'ont, entre fossés, que six à huit mètres; leur chaussée n'est que de quatre mètres. — Un peloton, c'est-à-dire, suivant les termes de l'ordonnance, un front de vingt files, occupe au moins dix mètres; il lui en faudrait douze pour être à l'aise; il occuperait donc, au minimum, deux mètres de plus que n'ont les plus larges chaussées; il aurait deux à trois mètres de plus que la largeur totale des plus larges routes départementales; il aurait quatre mètres de plus que certaines routes royales. — Sur les plus belles routes royales, il faudrait qu'une partie des files occupât trois ou quatre mètres sur les accotements, qui presque toujours en France sont impraticables pour l'infanterie, à cause des inégalités ou de la fange, et il faudrait céder la chaussée à chaque rencontre d'une voiture lourde. — Nos législateurs n'ont pas fait ces calculs si simples, quand ils ont dit : 1° *On marchera habituellement en colonne par peloton*. — Tout au plus auraient-ils pu dire : On y marchera dans les cas très-rare qui le permettront. — 2° *Si le chemin ne peut donner passage à un peloton, on rompra par section*. — Il eût été plus correct de dire qu'en route les subdivisions ne seront que de dix à douze files; c'est le maximum raisonnable et possible, aussi longtemps que les gouvernements n'auront pas généralement percé leurs routes, à raison de trente mètres, comme celles qui touchent aux faubourgs de Paris. — Cette même ordonnance veut que les sections puissent rompre au besoin, par demi-sections : c'est une complication ; mais cette innovation n'est pas sans utilité. — Supposant le soldat chargé et ayant l'arme à volonté, elle prescrivait de n'ouvrir les rangs au pas de route qu'à raison de vingt-six paces. Le règlement de 1791 donnait trois paces d'intervalle, parce qu'il ne supposait pas le soldat ayant la charge au dos.

COLONNE (colonnes) de troupes (term. sous-génér.). Sorte de colonnes ainsi nommées par opposition aux colonnes de contrôles annuels. — Les colonnes de troupes sont un moyen de marche ou d'attaque. — S'agit-il de la marche, elle est plus sûre, plus solide, plus massée, par conséquent plus rapide, moins désunie; s'agit-il de l'attaque, cette méthode a ses avantages et ses désa-

vantages. — Les chars sont plus impulsifs. Le soldat marche avec plus de confiance; les plus braves sont à la tête, ils entraînent les autres auxquels le danger semble moins menaçant ou qui ne le voient pas. L'ennemi supposé en ordre mince s'étonne de l'idée d'être frappé d'un tel marteau. — La Colonne insulte-elle les ralliants d'un retranchement, elle redoute peu le feu des faces, et, se prolongeant sur la capitale de l'ouvrage attaqué, elle aura peu à souffrir des feux de front. — Mais les boulets qui, dans une ligne mince, ne font que des trouées imperceptibles, s'ils enfilent ou écharpent une Colonne, y font un incalculable ravage, et, si les hommes de la Colonne ne sont attentifs et bien dressés, ils flottent, tonnoient, se confondent, se trouvent hors d'état de se déployer et semblent un lourd troupeau qu'une charge de flanc peut anéantir. FEQUIÈRES (1750, A) en donne l'idée dans le récit de la bataille de NERVENGER. — Les auteurs qui ont traité de l'emploi et du jeu des colonnes sont BOHAN (1781, II), BOMELLES (1746, A), DELANOE (1760, F), DESPAGNAC (1751, D), DUBOUCQUET (1769, B), DUTEL (1778, B), l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FEQUIÈRES (1750, A), FOLAGO (1727, A), FRÉDÉRIC DEUX (1761, G), GUINERY (1773, E), GUILLET (1686, B), LACHENARD (1758, I), LISSAC (1789, E), LAVALETTE (1675, B), MACHIAVEL (1510, A), MAILLEBOY (1766, F), MAURICE DE SAXE (1757, A), MESSIN-DURAND (1780, K), PICTET (1761, F), PUTSÉUR (1748, C), SÉCURIER, SILVA (1778, F), SINCLAIRE (1775, L), SIONVILLE (1756, E), TRAVESSE (1758, D), TURPIN (1757, K), VALLIÈRE, l'Encyclopédie des Gens du monde (au mot Colonne militaire). — Le mot Colonne de troupes se distingue en COLONNE SÉMI-PROPRIÈTE, — STRATÉGIQUE, — TACTIQUE.

COLONNE DE VOITURES. V. COLONNE SÉMI-PROPRIÈTE. V. CONVOI PAR TERRE. V. VOITURES.

COLONNE DEMI-OUVERTE (G, 6), ou COLONNE À DEMI-OUVERTURE. Sorte de colonne étagée ainsi nommée par opposition à la colonne ouverte et à la colonne serrée; la tactique prussienne ne la pratiquait pas. — L'emploi de cette Colonne est peu ancien en France, ou du moins elle n'a été soumise que fort tard à des règles précises. — L'adjectif DEMI-OUVERTE signifie que l'espace entre les subdivisions de la Colonne est égal à l'étendue de la moitié du front d'une des subdivisions. Cet espace s'appelle aussi DEMI-OUVERTURE, mais c'est une mauvaise expression; car, pour qu'elle fût significative il faudrait dire DEMI-OUVERTURE d'une subdivision tactique à une autre subdivision. — Au nombre des différences qui distinguent la

Colonne demi-ouverte de la COLONNE OUVERTE, il faut mentionner la mesure du PAS que font en certains cas les AILES PIVOTANTES de la SUBDIVISION. — Ce que les Colonnes demi-ouvertes et serrées ont de commun, c'est que les déploiements peuvent, en cas de COLONNE DOUBLE, s'appliquer à l'une comme à l'autre. — La Colonne demi-ouverte est l'élément du CARRÉ TACTIQUE, mais non du CARRÉ A SIX RANGS.

COLONNE d'équipages. V. COLONNE COMMUNÉE. V. COLONNES MÉTROPHORIQUES. V. ÉQUIPAGE. V. INFANTERIE N° 8.

COLONNE d'infanterie. V. APPUI MOBILE. V. BRÈCHE OFFENSIVE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DE ROUTE. V. ÉPAGOGUE. V. FEU DE CHAUSSEE. V. GUERRE DE POSITION. V. INFANTERIE. V. PAS DE COURSE. V. PHALANGE ANTICOMME. V. PROMPTIF A CHEVAL. V. PROMPTIF MANŒUVRE. V. RAMPE DE BRÈCHE. V. RANG DE BATAILLE. V. SÉPAREMENT DE C... V. TAMBOUR IDIOMATIQUE D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 4. V. TERRE.

COLONNE DIRECTE (G, 6). Sorte de colonne épagogique ainsi nommée par opposition au mot COLONNE RENVERSÉE. — Une Colonne directe est celle qui, en marche ou de pied ferme, a la droite en tête. — Les COLONNES SYSTRUMATIQUES sont, suivant les cas, Colonnes directes ou RENVERSÉES.

COLONNE DIVISIONNAIRE (G, 6), ou COLONNE formée par divisions ÉPAGOGIQUES. Sorte de colonne SUBDIVISIONNAIRE qui est l'opposé des COLONNES PAR PELOTONS ou PAR SECTIONS. — Ordinairement la Colonne divisionnaire est l'élément du CARRÉ D'EGYPTE et du CARRÉ DE RETRAITE.

COLONNE DOUBLE (G, 6). Sorte de colonne ÉPAGOGIQUE formée en ordre OFFENSIF. L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) la substituait à la COLONNE D'ATTAQUE, et la rendait en même temps COLONNE DE MANŒUVRE; elle la composait d'un seul RATAILLON, et lui donnait une dénomination mal choisie, qui peut induire en erreur, comme le démontre le *Spectateur militaire* (t. xii, p. 598). Les mots ÉMBOLON des Grecs, COLONNE JUMELLE ou COUPLE des tacticiens du dernier siècle, l'appellation autrichienne COLONNE PAR LE CENTRE, la fouction COLONNE MÉTROPHORIENNE de la MILICE RUSSE, auraient mieux valu. — La Colonne double a remplacé en manœuvre l'ancienne COLONNE D'ATTAQUE; elle ne se forme qu'à demi-distance, ou serrée; elle s'emploie utilement en PASSAGE DES LIGNES et à la formation des CARRÉS COMBINÉS ou isolés. Elle est suivie de ses TAMBOURS. — SERRÉE EN MARCHE, elle se forme en bataille par déploiement simultané des AILES; A DEMI-DISTANCE, elle se forme en avant, ou sur les côtés. — Dans les ÉVOLUTIONS DE LIGNE, les RATAILLONS MARCHANT EN BATAILLE peuvent

être ordonnés en Colonnes doubles. — Cette Colonne est devenue l'élément des grands CHANGEMENTS DE FRONT. — La Colonne double a habituellement le GUIDON À DROITE; mais elle peut aussi le prendre à gauche ou au centre. — Le plus ANCIEN CHEF DE PELOTON dans chaque DIVISION y commande; elle marque et change de direction d'après les mêmes principes qu'une colonne simple par divisions. — Des aperçus touchant la Colonne double se trouvent dans FOLEAD (1727, A), MAIZEROT (1760, F; 1767, E), MESSIL-DUREAU (1780, K), le *Spectateur militaire* (t. xxii, p. 479).

COLONNE EN AVANT, interj. V. COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. EN AVANT. V. MARCHÉ DE RATAILLON EN COLONNE.

COLONNE EN MARCHÉ. V. AIDE DE CAMP N° 4. V. CHANGEMENT DE DIRECTION. V. CHARGEMENT DE DIRECTION DE SUBDIVISION DE COLONNE. V. COLONNE DE ROUTE. V. DÉCLAIRAISSON. V. EN MARCHÉ. V. FORMATION SUR LA DROITE DE RATAILLE. V. FORMER LES PELOTONS. V. GUIDON À DROITE OU À GAUCHE. V. GUIDES À VOS CHEFS DE FILE. V. GUIDES SUR LA LIGNE. V. JALONNEMENT. V. MARCHÉ OBLIQUE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PASSEPAROLE. V. REMPLÈMENT EN RATAILLE. V. SUBDIVISION DE COLONNE.

COLONNE EN MASSE. V. COLONNE SERRÉE EN MASSE. V. DÉPLOIEMENT. V. INSTANCES. V. EN MASSE. V. FACE EN ARRIÈRE EN RATAILLE. V. INTERVALLE D'INFANTERIE EN COLONNE. V. GUIDON GÉNÉRAL. V. MASSE TACTIQUE. V. PAS DE PIVOT. V. PLOIEMENT. V. REMPLÈMENT EN RATAILLE.

COLONNE EN ROUTE. V. ADJUDANT-MAJOR EN ROUTE. V. COLONNE DE ROUTE. V. CORPS EN ROUTE SUR PIED DE PAIX. V. DOUBLÈMENT DE FILE. V. EN ROUTE. V. GARDE DE POLICE EN ROUTE. V. GUIDON TACTIQUE.

COLONNE ÉPAGOGIQUE (term. sous-génér.). Sorte de colonne TACTIQUE qui participe de l'ancien ÉPAGOGUE de la MILICE GRECQUE. La base ou le terrain d'une colonne de cette espèce a plus de PROFONDEUR que de FRONT; mais cette définition serait inexacte si on l'appliquait généralement aux colonnes mentionnées dans les traités antérieurs au règne de LOUIS SEIZIÈME. — La colonne doit être examinée sous les rapports et après : CRÉATION, DÉCOMPOSITION, FONCTIONS, TACTIQUE. — N° 1^{re}. CRÉATION — PUYFÈRE (1748, C) se plaint que de son temps chaque RÉGIMENT se forme en colonne sans principes convenus et sur un front inégal, en composant de cinq, de six ou de sept subdivisions, l'ordre profond d'un RATAILLON, etc.; il propose de regarder les subdivisions d'une colonne comme autant de RANGS de cette colonne; il est ainsi le premier qui ait conçu comment un RATAILLON doit se former EN COLONNE et qui ait pro-

posé de le partager en subdivisions dont le nombre fût fixe. — Les propositions de FOLARD (1727, A) sont à peu près du même temps que les observations de PUYSAIGUR; mais la COLONNE DE FOLARD ne ressemblait en rien à ce qu'on appelle maintenant une Colonne, parce que ses subdivisions étaient sans interstices et qu'elle formait une MASSE ou une PHALANGE dont les rangs nombreux avaient tous un égal espace entre eux. — On essaya en 1754, comme nous l'apprend TURPIN (1783, O), une Colonne beaucoup trop compliquée; c'est celle qu'on retrouve dans l'ORDONNANCE D'EXERCICE de 1755, sous le nom de COLONNE D'ATTAQUE. — La Colonne, telle que nous la pratiquons aujourd'hui, ne date que de l'ORDONNANCE de 1766 (1^{er} JANVIER), mais avec cette différence qu'alors on se mettait en COLONNE PAR DEMI-BATAILLON, ce qui est inusité maintenant en France; mais dans d'autres services on pratique des COLONNES PAR BATAILLON et même PAR RÉGIMENT. Le *Spectateur militaire* (t. XX, p. 658) témoigne qu'en 1835, au camp de Kallher, les troupes défilaient en COLONNE PAR RÉGIMENT. — N° 2. DÉNOMINATION. — On s'est servi d'abord du mot COLONNE, c'est ainsi que l'écrivait BÉNÉTON (1741, E), DANIEL (1721, A), DELAFONTAINE (1675, A), FURETIÈRE, et même l'ORDONNANCE de 1755 (6 mai). Dans le dix-septième siècle, on commença à écrire Colonne; mais les Anglais, dont l'ART MILITAIRE et la LANGUE sont tout empreints des anciennes formes françaises, disent maintenant encore *Column*. — Une des conclusions qu'on peut tirer de l'orthographe du mot Colonne, c'est que ce n'est pas de Colonne que dérive, comme on l'a cru, le terme COLONEL, puisque l'on n'a jamais écrit colonnel. — Dans le siècle dernier, on prenait quelquefois l'un pour l'autre les mots Colonne et DÉFILE. — MONTÉCUCOLI (1670, A) a défini la Colonne : *une hauteur de bataillons, ou une partie d'armée, ou plusieurs bataillons ou escadrons l'un derrière l'autre*. Cette définition est inexacte aujourd'hui, mais elle l'est bien moins que celle que donne DELAFONTAINE (1675, A) en faisant synonymes les mots *align d'armée* et Colonne. — Le mot Colonne a d'abord été uniquement employé sous l'acception de COLONNE DE MARCHÉ D'ARMÉE, ainsi que le témoigne GUILLET (1686, B); c'était alors un terme pittoresque, qui n'a commencé à prendre une acception technique que depuis FOLARD (1727, A). — GUIBERT (1775, E) et MÉSME-DUKAND (1870, K) ne se sont pas entendus l'un l'autre dans leur polémique, parce que l'un appelle Colonne un ORDRE DE BATAILLE dont les BATAILLONS SONT EN ÉPAGOGUE OU ORDRE PROFOND,

tandis que l'autre entend par Colonne une COLONNE DE MARCHÉ, c'est-à-dire une PROFONDEUR de quinze ou de vingt BATAILLONS marchant par subdivisions. — Quelques auteurs, tels que DELAFONTAINE (1675, A), PICTET (1761, I), etc., ont donné le nom absolu de Colonne aux BATAILLONS A CENTRE FINI, AUX BATAILLONS CARRÉS, AUX CARRÉS et AUX COINS TACTIQUES. — N° 3. FONCTIONS. — Les fonctions, les devoirs, la nature des Colonnes ont varié suivant qu'elles se sont distinguées en COLONNE D'AILE, — D'ATTAQUE, — DE RETRAITE, — DE ROUTE, — DEMI-DEVERTE, — DIRECTE, — DOUBLE, — MESOPÉLÉSIENNAISE, — DEVERTE, — PAR BATAILLON, — RENVERSÉ, — SERRÉE, — SUBDIVISIONNAIRE, et enfin dans le cas où la Colonne est en HAIE. — N° 4. TACTIQUE. — La Colonne est un mode de FORMATION qui encadre des HOMMES D'INFANTERIE dans des SUBDIVISIONS en nombre plus ou moins grand, et sur un plan plus ou moins prolongé perpendiculairement au front; de là vient qu'elle s'est aussi appelée ORDRE PROFOND. — FÉDÉRIC DEUX inventa le mécanisme et le jeu des Colonnes, pendant les années qui s'écoulèrent entre la guerre de 1741 et celle de 1756. — La Colonne est, ou serrée en masse, ou à DEMI-DISTANCE, ou à DISTANCE ENTIERE; elle est en DEDRÉ OU NATUREL, OU INVERTI, OU RENVERSÉ. — L'ORDRE EN COLONNE est le moyen principal et préférable de MARCHÉ; il conserve la troupe en un meilleur arrangement; il la tient tassée et disponible. — La Colonne est propre à produire le plus impulsif des CHOCs contre l'INFANTERIE et la plus solide résistance contre la CAVALERIE; car ce n'est qu'extraordinairement qu'on change EN BATAILLE et qu'on MARCHÉ EN BATAILLE; presque toujours maintenant les CHARGES D'INFANTERIE SONT CHARGES ÉPAGOGIQUES, et les MARCHES EN BATAILLE SE FACILITENT sous forme de Colonnes plus ou moins espacées. — La Colonne est un ensemble de TROUPES dont la MARCHÉ est subordonnée à un CÔTÉ VISEL; SES CHANGEMENTS DE DIRECTION N'ONT LIEU DU CÔTÉ OPPOSÉ AU GUIDE qu'au moyen de CONVERSIONS A PIVOT MOBILE; des JALONNEURS en déterminent le point; ses CHANGEMENTS DE DIRECTION DU CÔTÉ DU GUIDE ou ses DÉCLINAISONS s'opèrent par une DISLOCATION momentanée; ses mouvements intérieurs sont gouvernés par des CHEFS DE SUBDIVISION et JALONNÉS ou dirigés par des OFFICIERS MAJORS, par des ADJUDANTS, etc., etc. — La plus grande PROFONDEUR d'une Colonne ne doit pas outre-passer l'étendue du FRONT de la TECTE, si elle était EN BATAILLE. — L'ORDRE EN COLONNE cesse par les FORMATIONS EN HAIE, — EN BATAILLE, — A DEUX MOUVEMENTS, — EN AVANT EN BATAILLE, —

SUCCESSIVES, etc., etc. — En MARCHÉ, les deux FLANCS de la Colonne, mais plus souvent un seul de ses FLANCS, sont soumis, par rapport à son FRONT, à un ALIGNEMENT DE PROFONDEUR; le prolongement de la MARCHÉ se règle conformément aux principes de la DIRECTION des BATAILLONS EN COLONNE. — Déplacer et désajuster momentanément un ou plusieurs éléments de la Colonne, ou en METTRE DES FILLES EN ARRIÈRE, c'est opérer un DÉBOÏTEMENT ou une ABDUCTION. — Les mots Colonne ou ÉPAGOGUE donnent l'idée opposée des mots CLASSE et PARATAXE. Cependant une LIGNE PARATACTIQUE, ou une combinaison de LIGNES DE BATAILLE, pourrait se composer ou s'entremêler de Colonnes; ainsi on a appelé ORDRE MIXTE une PARATAXE alternativement formée en ORDRE MIXTE et en ORDRE PROFOND. Ainsi la LIGNE DE COLONNES inventée par MESSIÉ-DURIAND (1780, K) était un FRONT entre coupé de grands intervalles et dont chaque UNITÉ TACTIQUE formait particulièrement une colonne. — La Colonne actuellement pratiquée dans la MILICE FRANÇAISE n'est jamais le fait d'un ARRANGEMENT primordial, mais le résultat de la rupture d'une ligne qui a passé, de FILE FERMÉE, à l'ORDRE DE COLONNE. Voilà pourquoi GUIBERT (1773, N) a dit que la Colonne, considérée comme l'opposé de l'ORDRE DE BATAILLE, était une ordonnance momentanée et accidentelle. — La Colonne est soumise à des ALIGNEMENTS DE SURVEILLATIONS dont le côté varie suivant certains cas; elle est une FORMATION résultant d'un placement de SURVEILLATIONS plus ou moins rapprochées, disposées en bâtons d'échelle et appuyées sur des GUIDES autrefois appelés CHEFS DE FILLES. — Quand la Colonne doit changer d'ASPECT, elle accomplit des MARCHES SINUEUSES, par des CHANGEMENTS DE DIRECTION du côté du GUIDE, ou du côté opposé au GUIDE. — On emploie les Colonnes aux ATTAQUES des LIGNES FORTIFIÉES et aux PASSAGES des LIGNES, etc. — La PARADE DÉFILE EN COLONNE. — C'est en Colonne qu'on DÉBOÏTE, qu'on traverse des DÉFILÉS, qu'on couvre des FLANCS de CAVALERIE, etc. — Un JOUR D'ACTION les Colonnes se déploient sous la protection de l'AVANT-GARDE de l'ARMÉE. Le CORPS DE RÉSERVE seul reste ordinairement en Colonne. — Changer, au moyen de CONTRE-MARCHES ou de CONVERSIONS, les aspects d'une Colonne; l'ordonner à volonté sur toute espèce d'ALIGNEMENTS; la mettre impunément en jeu en présence de l'ENNEMI; en opérer subitement le DÉPLOIEMENT dans tous les sens; la former en AVANT EN BATAILLE avec rapidité; telles sont les transformations les plus savantes sur le terrain; tels sont les problèmes les plus profonds de l'ART MILITAIRE DE TERRE. — L'OR-

DONNANCE DE 1791 (1^{re} AOUT) faisait FAIRE HALTE à la Colonne, au moyen du mouvement qu'elle appelle ARRÊTER LA COLONNE; ce résultat s'obtenait par un COMMANDEMENT D'EXÉCUTION répété par la bouche de plusieurs chefs. — Quoique le règlement garde le silence sur la manière dont une Colonne DÉFILE en TROIS, on a fréquemment fait usage de ce genre de DÉFILEMENT, plus théâtral qu'utile. — Une Colonne ne devait jamais MARCHER par le TROISIÈME RANG, hormis dans le seul cas où un bataillon qui se portait en avant en bataille, avait mis, par le fait d'un PASSAGE D'OBSTACLE, des PELOTONS EN ARRIÈRE EN COLONNE. Ces PELOTONS FAISAIENT DEMI-TOUR, s'il fallait MARCHER EN RETRAITE, et s'ils ne pouvaient pas se remettre en ligne; c'était l'ANTISTOPHE grecque. — La TACTIQUE de 1791, dans le but de l'inaltérable maintien de l'ordre, interdisait donc aux Colonnes, sauf une seule exception, la VOLTE ou le DEMI-TOUR; elle avait modifié ainsi les principes suivis dans la MILICE DE FRÉDÉRIC DEUX; elle ne mettait jamais en MARCHÉ une Colonne par son TROISIÈME RANG; elle recourait à la CONTRE-MARCHÉ, pour prendre ou quitter l'ORDRE INVERSÉ. — MURRAY (1799, C) était d'avis de rétablir les mouvements des Colonnes par masses et leurs évolutions indiquées par la suite de l'instruction du 20 mai 1788. — Cette pensée a prévalu; l'ORDONNANCE de 1831 (4 MARS) recourt au DEMI-TOUR, fait MARCHER une Colonne sur sa dernière SURVEILLATION, et fait PRENDRE LES DISTANCES par la QUEUE de la Colonne, quoique cette complication ne soit pas exempte d'incertitudes, de saccades et d'à-coup. — L'INFANTERIE FRANÇAISE s'est formée quelquefois EN COLONNES PAR BATAILLON dans la GUERRE DE LA RÉVOLUTION; mais c'était en opposition aux principes du règlement en vigueur. — KINSKI, M. le général LOVERDO, MAURIER, M. le général PRIET, SCHULTZ peuvent être consultés à l'égard des Colonnes modernes.

COLONNE FERMÉE. V. CARRÉ PLEIN. V. FERMÉ.

COLONNE, HALTE! Interjec. V. ARRÊTER LA COLONNE. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. COMMANDEMENT MIXTE. V. HALTE.

COLONNE MÉTROPLÉONNAIRE. V. COLONNE MÉSOPLÉONNAIRE. V. MÉTROPLÉONNAIRE.

COLONNE IMPULSIVE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. IMPULSIF.

COLONNE INDIRECTE. V. CHANGEMENT DE POSITION. V. INDIRECT. V. PHALANGE DOUBLÉE.

COLONNE JUMELLE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DOUBLE. V. JUMELLE.

COLONNE LA DROITE EN TÊTE. V. COLONNE DIRECTE. V. DROITE EN TÊTE. V. FORMATION

TION A DEUX MOUVEMENTS. V. FORMATION EN AVANT EN BATAILLE.

COLONNE LA GAUCHE EN TÊTE. V. COLONNE RENVERSÉE. V. FORMATION EN AVANT EN BATAILLE. V. GAUCHE EN TÊTE.

COLONNE MÉSOPLESIONNAIRE (G, 6), OU COLONNE SUR LE CENTRE. Sorte de colonne épagogique, que BONA (1781, H) nommait colonne centrale; mais cette dénomination se confondait avec celle que d'autres auteurs ou que les ordonnances de campagne donnaient à une colonne combinée placée au centre de plusieurs autres colonnes. — La milice byzantine se mouvait centralement par colonnes se détachant successivement de la ligne; ou a supposé que les milices grecques aussi pratiquaient ce système mésoplésionnaire, et que les Byzantins le tenaient d'elles. — Une colonne d'attaque prescrite depuis l'ordonnance de 1755 (17 février) rappelait, en partie, l'ancienne Colonne mésoplésionnaire; elle a été plusieurs fois abandonnée, et a fini par survivre sous le nom mal choisi de colonne double; ce sont les efforts de MENEL-DURAND (1780, K) qui l'ont ressuscitée. — BONA (1781, H) démontre quelle supériorité la Colonne mésoplésionnaire, qu'il appelle colonne centrale, a sur la colonne hétéroplésionnaire. L'opinion contraire était celle de GUYBERT (1775, E); mais il s'y mêlait un peu de partialité. — La Colonne mésoplésionnaire a l'avantage d'un déploiement double, couvert, et moitié moins long qu'un déploiement de colonne hétéroplésionnaire.

COLONNE MILITAIRE. V. COLONNE. V. MILITAIRE.

COLONNE MOBILE (H). Sorte de colonne stratématique formée d'un ensemble de troupes quelconques, et destinées à une exécution exécutée par détachements. Ce mot a été inventé sous le Directoire (17 floréal an iv); il indiquait un mouvement de gardes nationales mises en réquisition. — L'usage des Colonnes mobiles a été ensuite appliqué par nos armées au malin de la tranquillité des pays conquis; nos gouvernements ont eu recours au même moyen pour la sûreté des routes, pour la répression des pays insurgés, etc.

COLONNE OUVERTE (G, 6), OU COLONNE A DISTANCE ENTÈRE, OU COLONNE AVEC DISTANCE. Sorte de colonne épagogique meublée dans les règlements d'exercice prussiens; elle est ouverte, par opposition à la colonne demi-ouverte et à la colonne serrée. — La Colonne ouverte est celle dont les subdivisions sont, dans l'intérieur de chaque bataillon, espacées entre elles suivant une proportion qui égale l'étendue du front

d'une des subdivisions de la Colonne. — Depuis la découverte des déploiements, la Colonne ouverte est une des moins usitées dans les manœuvres, parce que sa profondeur l'alourdit et qu'elle a le défaut de n'être pas assez dans la main et sous l'œil de son chef; mais elle constitue l'ordre propre et uniquement applicable à la colonne de route, parce que les distances qui y sont observées permettent les réductions successives du front et la marche des files en arrière.

COLONNE PAR BATAILLONS (F). Sorte de colonne épagogique qui avait, pour subdivisions, des bataillons espacés de trente à quarante pas. Le prince Eugène passe pour avoir inventé, à la fin du dix-septième siècle, cette ordonnance. LEBLOND (1758, B) et TRAVERSE (1758, D) en parlent comme d'une colonne usitée de leur temps. Depuis la guerre de sept ans, les règlements d'exercice y avaient substitué la colonne par demi-bataillon; mais les règlements les plus modernes n'admettent ni l'une ni l'autre de ces colonnes. — Cependant l'infanterie française combattait, à JEMMAPPES, en Colonne par bataillon. — BONAFAITE a fait emploi des Colonnes par bataillon; la bataille d'ACSTERLITE (*Journal des Sciences militaires*, t. xxii, p. 205) en donne plus d'un exemple. — Il est croyable que quand il sera créé une école de brigade et de division, on adoptera ce moyen d'évolution, la guerre de la révolution et la manière de former les réserves en ont prouvé l'utilité en tactique. — Au camp de Kallsh, en 1836, la formation primitive d'une division russe de seize bataillons s'ordonnait à raison d'un front de quatre bataillons, chaque régiment étant en Colonne par bataillon. Les premier et second bataillons formaient première ligne, les troisième et quatrième bataillons, à vingt pas de distance des autres, formaient seconde ligne.

COLONNE PAR DEMI-BATAILLONS. V. COLONNE ÉPAGOGIQUE N° 1. V. COLONNE PAR BATAILLONS. V. PAR DEMI-BATAILLONS.

COLONNE PAR DIVISIONS. V. CARRÉ TACTIQUE. V. CHANGEMENT DE FRONT SUR DEUX LIGNES. V. CHEF DE PELOTON. V. COLONNE PAR PELOTONS. V. COLONNE SUBDIVISIONNAIRE. V. DIVISION. V. DIVISION DE BATAILLON. V. ÉCHELON. V. FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE. V. PAR DIVISION. V. SERGENT DE REMPLACEMENT. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNÉ N° 5.

COLONNE PAR ESCADRON. V. CHARGE DE CAVALERIE. V. PAR ESCADRON.

COLONNE PAR LE CENTRE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE DOUBLE. V. MILICE AUTOMATIQUE N° 7. V. PAR LE CENTRE. V. PASSAGE DE DÉFILE EN AVANT.

COLONNE PAR LE FLANC. V. BATAILLON EN COLONNE PAR LE FLANC. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PAR LE FLANC.

COLONNE PAR PELOTONS (G, 6). Sorte de COLONNE SURDIVISIONNAIRE, ainsi nommée pour la distinguer de la COLONNE PAR DIVISIONS OU PAR SECTIONS; elle a pour GUIDES DE DROITE les SERGENTS DE REMPLACEMENT. — La formation de la Colonne par pelotons permet la formation du carré. On réduit, par NOMBREMENT, le FRONT de la Colonne; on double la largeur de la Colonne en FORMANT LES DIVISIONS.

COLONNE PAR RÉGIMENT. V. COLONNE ÉPAGOGIQUE N° 1. V. PAR RÉGIMENT.

COLONNE PAR SECTIONS. V. BATAILLON EN COLONNE PAR SECTIONS. V. COLONNE PAR PELOTONS. V. COLONNE DIVISIONNAIRE. V. COLONNE SECTIONNAIRE. V. COLONNE SURDIVISIONNAIRE. V. FORMER LES PELOTONS. V. MARCHÉ DE BATAILLON EN COLONNE. V. PAR SECTION. V. PASSAGE DE DÉFILE EN AVANT. V. SECTION TACTIQUE.

COLONNE PAR SURDIVISIONS. V. COLONNE SURDIVISIONNAIRE. V. GUIDON DE SURDIVISION. V. PAR SURDIVISION. V. SURDIVISION. V. SURDIVISION DE COLONNE.

COLONNE RENVERSÉE (G, 6), OU COLONNE LA GAUCHE EN TÊTE. Sorte de COLONNE ÉPAGOGIQUE ainsi nommée par opposition à la COLONNE DIRECTE. — La COLONNE RENVERSÉE à la GAUCHE en tête, et prend le GUIDE à droite. — Le DÉFILEMENT des troupes rassemblées pour rendre des HONNEURS FUNÉRAIRES n'avait lieu autrefois qu'en Colonne renversée. — Les COLONNES STRATÉGIQUES SONT, suivant les cas, Colonnes renversées ou l'inverse. — Le DÉFILEMENT EN TIROIR commence ou finit par une Colonne renversée. — Une partie d'une COLONNE D'ATTAQUE est Colonne renversée.

COLONNE SECTIONNAIRE (G, 6), OU COLONNE PAR SECTIONS. Sorte de COLONNE SURDIVISIONNAIRE ainsi nommée par opposition à la COLONNE PAR DIVISIONS et à la COLONNE PAR PELOTONS. — C'est une Colonne d'étude; elle s'applique à la COLONNE DE ROUTE, et dans un petit nombre de cas AUX MANŒUVRES de plusieurs bataillons.

COLONNE SERRÉE (G, 6), OU COLONNE SUPPRIMÉE, OU COLONNE EN MASSE. Sorte de COLONNE ÉPAGOGIQUE, ainsi nommée par opposition à la COLONNE À DEMI-DISTANCE et à la COLONNE À DISTANCE ENTÈRE. — Le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{er} AOUT) se servait quelquefois d'une manière absolue du mot Colonne serrée pour exprimer une MASSE TACTIQUE; il en est ainsi dans l'école de bataillon n° 404; plus souvent il appelait COLONNE SERRÉE EN MASSE, pour la distinguer de la COLONNE SERRÉE À DEMI-DISTANCE; cette équivoque est

une imperfection de la LANGUE; peut-être pourrait-on appeler ENMASSEMENT la Colonne serrée en masse? — La Colonne serrée se forme à RANGS SERRÉS et à SURDIVISIONS espacées entre elles de six PAS seulement, ou de quatre mètres; observer et conserver cette distance doit occuper surtout l'attention des GUIDES DE SURDIVISION. — Par un principe analogue à celui-ci, les SERRÉ-FILES d'une Colonne serrée ne laissent qu'un PAS d'intervalle entre eux et le TROISIÈME RANG. — La Colonne serrée était déjà mentionnée dans l'INSTRUCTION DE 1775 (30 MAI); elle servait anciennement à la formation du CARRÉ de RETRAITE que les RÈGLEMENTS modernes appellent DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE; elle a été avantageusement employée, surtout depuis la découverte des FLOIEMENTS et des DÉFLOIEMENTS. Les premières lumières qui ont été jetées sur cette matière sont dues à SILVA (1778, F). — Les RÉDIVISIONS ou FORMATIONS DE DIVISIONS ÉPAGOGIQUES ont pour objet d'élargir et d'enmasser encore davantage les Colonnes; les SURDIVISIONS SONT, en ce cas, sous les ordres des CHEFS DE DIVISION. — La formation des Colonnes serrées occasionne certaines modifications dans la transmission des COMMANDEMENTS D'EXÉCUTION; elle en occasionne dans l'accomplissement des CONTRA-MARCHES, qu'on ne savait anciennement opérer dans ce cas qu'à DÉBOITEMENT. — Les CHANGEMENTS DE DIRECTION des Colonnes serrées ne pouvaient avoir lieu que par le flanc; de nouvelles règles contenues dans l'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) les ont rendus possibles, en marchant et par le front des subdivisions. — On a exécuté de nos jours, en Colonne serrée, des CHARGES D'INFANTERIE; mais plus communément on y employait la COLONNE D'ATTAQUE, devenue maintenant la COLONNE DOUBLE. — Les ASSAUTS MÉTHODIQUES doivent se donner en Colonnes serrées en masse. — Quand des DIVISIONS D'INFANTERIE, c'est-à-dire des divisions composées de plusieurs BRIGADES, manœuvrent ensemble et sont en Colonne serrée, la distance à conserver entre une de ces divisions et celle qui la suit reste indéterminée; aucunes règles officielles n'avaient été prononcées sur ce point, comme l'avait déjà remarqué SCHULTZ. — L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) veut que, de GUIDE à GUIDE, il y ait six PAS de distance et que, du TROISIÈME RANG d'une SURDIVISION au PREMIER RANG de la suivante, il n'y ait que trois PAS, parce qu'elle suppose le soldat ayant le sac au dos. — L'ORDONNANCE DE 1788 (20 MAI) pratiquait un CHANGEMENT DE DIRECTION EN COLONNE SERRÉE EN MARCHÉ; celui de 1791 (1^{er} AOUT) renonçait à cette manœuvre,

comme impraticable, parce qu'on manque de moyens mathématiques pour en fixer les règles; l'ordonnance de 1831 (4 mars) n'a pas été arrêtée par cette difficulté; elle fait revivre le système de 1788; pour cela faire, la Colonne prend le côté du côté opposé à la direction, si déjà il n'est ainsi placé; elle converse sur un faux pivot ou sur une portion de cercle mal déterminée; ce mode d'exécution, qui prête en apparence à la confusion, s'accomplit cependant en pratique avec assez de facilité. — Cette même ordonnance permet également qu'une Colonne serrée et en marche, si elle est par peloton, puisse se former sur la droite ou sur la gauche en bataille. Le règlement de 1791 ne regardait pas comme praticable ce système qui ne se refuse pas à une définition mathématique, mais dont l'exécution sur le terrain est un peu forcée. — Prendre les distances pour se former en bataille ne s'applique pas aux Colonnes serrées; le changement de direction par le flanc et le déploiement suffisent.

COLONNE SERRÉE À DEMI-DISTANCE. V. A DEMI-DISTANCE. V. COLONNE SERRÉE EN MARCHÉ. V. DISTANCE. V. EN AVANT EN BATAILLE. V. SERRÉ À DEMI-DISTANCE.

COLONNE SERRÉE EN MARCHÉ. V. COLONNE D'ORDRE. V. COLONNE SERRÉE. V. ÉCARTÉMENT. V. EN MARCHÉ. V. EN AVANT EN BATAILLE. V. PACE EN AVANT EN BATAILLE. V. FORMER LA COLONNE À DEMI-DISTANCE. V. INTERVALLE D'INFANTERIE EN COLONNE. V. SERRÉ EN MARCHÉ.

COLONNE SERRÉE PAR DIVISIONS, interj. (G, 6). COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT ET COMMANDEMENT GÉNÉRAL à la suite desquels un bataillon ou une brigade d'infanterie passent de l'ordre en bataille à l'ordre en colonne. — L'ENMASSEMENT ou la FORMATION EN COLONNE SERRÉE s'exécute dans les évolutions de ligne sur un point central ou sur les ailes. — Le bataillon, basé du mouvement, se place en Colonne serrée comme s'il était isolé, et chacun des bataillons de droite ou de gauche fait par le flanc vers le centre, débrite, et un commandement MARCHÉ! il est conduit vers sa place de colonne par l'ADJUTANT-MAJOR; afin que les bataillons y arrivent avec ensemble, la division la plus voisine du bataillon qui sert de base à la formation ne fait le pas que d'un pied, jusqu'à ce que la dernière division du même bataillon soit arrivé à la même hauteur que la tête. — Telles étaient du moins les règles antérieures à l'ordonnance de 1831 (4 mars), qui les a modifiées en quelques points. Pour maintenir les bataillons subordonnés dans toute leur solidité, elle les place sur une de leurs divi-

sions extrêmes restant de pied ferme, et met ensuite chaque bataillon en marche, d'un seul bloc, pour entrer dans la Colonne. — Elle choisit de préférence pour division de direction celle de droite ou de gauche du bataillon sur lequel le mouvement s'exécute, et veut dans ce cas que le bataillon immédiatement voisin de cette division se ploie sur elle, et comme s'il était isolé. — L'ancien évolution, nommée DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE, avait lieu en Colonne serrée par division.

COLONNE SERRÉE PAR PELOTONS. V. COLONNE TRANCÉE. V. PAR PELOTONS.

COLONNE SKENOPHORIQUE (B, 4; H, 2), OU COLONNE DE VOITURES, OU COLONNE D'ÉQUIPAGES. Sorte de COLONNE DE TROUPES à qui cette dénomination est donnée par opposition aux COLONNES STRATÉGIQUES et aux COLONNES TACTIQUES. — Les Colonnes skenophoriques sont l'ensemble ou une portion des bagages d'une armée agissante, le gros de ses équipages militaires, de son matériel, d'artillerie, etc. Elles sont considérées ici comme faisant route, soit sous la forme d'un convoi que commande le chef de l'escorte, soit sous la forme d'une COLONNE COMBINÉE; dans ce dernier cas, la Colonne skenophorique devrait, conformément aux usages anciens, tenir le centre des autres COLONNES COMBINÉES et marcher sur la route principale et le long de la chaussée. — Dans toutes les circonstances, les sets de sommets marchent en tête des voitures. — Quelquefois on a fait marcher sur deux Colonnes entre la cavalerie et l'infanterie les Colonnes de gros équipages, réservant à la seule COLONNE D'ARTILLERIE la route centrale. — Le parti le plus sage est d'alourdir le moins possible une armée agissante par des COLONNES de bagages.

COLONNE (colonnes) STRATÉGIQUE (term. sous-génér.). Sorte de COLONNES DE TROUPES ainsi désignées par opposition aux COLONNES SKENOPHORIQUES et aux COLONNES TACTIQUES. — Les Colonnes stratégiques agissent soit comme destinées isolément et spécialement à une expédition militaire quelconque, soit comme faisant partie d'une armée agissante, soit comme avant-garde ou arrière-garde, etc.; elles sont ou COLONNES DIRECTES ou COLONNES RENVERSÉES, suivant qu'elles se portent à l'encontre ou qu'elles l'évitent. — M. le général ROGNAT (1816, B), dans un passage dont le fond est sensé, mais dont la forme manque de clarté, a avancé une opinion que BONAPARTE (Mém. de Sainte-Hélène) a prétendu erronée sans en déduire les preuves : La longueur d'une Colonne est fixée par le temps qu'elle peut se

promettre pour se déployer en bataille, avant d'être attaquée, dès qu'elle a des nouvelles de la marche de l'ennemi, par son avant-garde; cette longueur ne peut s'étendre au delà de deux à trois lieues, ce qui comprendra environ trente mille hommes avec l'artillerie et les bagages sur une grande route. — On voit qu'ici le mot Colonne est pris pour le mot armée, ce qui prouve combien est vague l'expression. — Ici la Colonne va être distinguée en COLONNE COMBINÉE et en COLONNE MOBILE.

COLONNE SUBDIVISIONNAIRE (term. sous-génér.), ou COLONNE PAR SUBDIVISIONS. Sorte de COLONNE ÉRAGOLOGIQUE qui se compose soit de DIVISIONS, soit de PELOTONS, soit de SECTIONS. — Si un changement de direction du côté opposé au guide est ordonné, les AILES de chaque subdivision de la Colonne s'appellent, pendant le mouvement, AILE PIVOTANTE, AILE MARCHANTE. — C'était une règle ancienne et une conséquence des principes de l'ALIGNEMENT INDIVIDUEL qu'une Colonne subdivisionnaire ne devait marcher que par son PREMIER RANG; cependant nous avons vu des généraux célèbres et Bonaparte même ne pas se conformer à cette loi et faire marcher momentanément cette espèce de Colonne par son TROISIÈME RANG, ce qui depuis est devenu, en quelques cas, réglementaire. — En marche la conservation de la distance et de la cadence regarde les GUIDES. — Une Colonne subdivisionnaire se distingue en COLONNE DIVISIONNAIRE, — PAR PELOTONS, — SECTIONNAIRE.

COLONNE SUPPRIMÉE. V. COLONNE SERRÉE. V. SUPPRIMÉE.

COLONNE SUR LE CENTRE. V. COLONNE D'ATTAQUE. V. COLONNE MÉTODIENNAIRE. V. SUR LE CENTRE. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. PASSAGE DE LIGNES.

COLONNE TACTIQUE (term. sous-génér.), ou ORDRE EN COLONNE. Sorte de COLONNE DE TROUPES ainsi désignée par opposition aux mots COLONNE MÉTHODOLOGIQUE et COLONNE STRATÉGIQUE. — LA MILICE ROMAINE a-t-elle fait emploi de la Colonne? c'est une question à peu près insoluble. Cependant M. LEBREUX est d'avis que les locutions *duplex, triplici acie incedere, venire*, répondaient au français: marcher sur deux, sur trois Colonnes; ainsi nos mots ligne et Colonne, employés en opposition l'un de l'autre, pourraient également être la traduction de *acies*; c'est bien douteux. — L'emploi du mot Colonne, appliqué aux EXERCICES DES TROUPES, et répondant à l'ÉRAGOLOGIE, ou au MÉTHODE DES GRECS, ne remonte pas très-loin; il n'en est fait aucune mention dans l'ouvrage de PRILIPPE DE CLÈVES (1520, A). — On lit dans

BONAPARTE (MONTMORON, 1825, t. II, p. 181): *L'ordre en Colonne est un ordre de combat, lorsque les circonstances le requièrent; c'est pour cela que notre tactique nous donne le moyen de passer rapidement de l'ordre mince à l'ordre profond. Il faut marcher, si l'on craint la cavalerie, en Colonne à distance de peloton, afin de pouvoir former le bataillon carré par peloton à droite et à gauche en bataille.* — Les Colonnes exécutaient autrefois certains PEUX auxquels on a renoncé; elles ne sont plus regardées, à la GUERRE, que comme un moyen de CRUE ou d'ATTAQUE CORPS À CORPS, ou comme un moyen de FAIRE ROUTE; de MANŒUVRER, de DONNER. — En tout temps les Colonnes sont l'instrument principal des MARCHES, le noyau des CARRÉS, la ressource des EXTRAITES et le moyen mécanique des CHANGEMENTS DE FRONT dans les GRANDES MANŒUVRES; la SUBDIVISION qui s'avance la première en est la TÊTE; la SUBDIVISION qui marche la dernière en est la QUEUE; elles se déplaçaient au moyen d'une BASE D'ALIGNEMENT. — LLOYD (1762, N) est d'avis que la forme à donner aux Colonnes dépend des circonstances seules. Mais en cela LLOYD pose un principe négatif ou d'inertie; le moindre défaut de ce genre de principes est leur inutilité. — Quelques idées touchant la nature et l'emploi des Colonnes sont exprimées dans l'*Encyclopédie des Gens du monde*. — Les Colonnes tactiques se distinguent en COLONNE COMPACTE et en COLONNE ÉRAGOLOGIQUE.

COLONNE TRANCÉE (G, 6). Sorte de COLONNE D'ATTAQUE que le général SÉGUR a proposée dans un ouvrage inédit que mentionne l'*Encyclopédie* (1785, C). Il a déduit de nombreuses raisons en faveur de ce système, qui n'était pas sans analogie avec les TRANCHES TACTIQUES dont il est question dans BOREL (1781, H, t. II, p. 17, 76) et dans MEANIL-DURAND (1780, K). Il propose de former cette Colonne ou MARCHÉ, non avec des DISTANCES PARALLÈLES, mais au contraire avec des DISTANCES PERPENDICULAIRES AU VENT; c'est-à-dire que sa Colonne, au lieu de se distribuer en subdivisions parallèles à l'ENNEMI, se distribue par tranches dont la TÊTE et la QUEUE sont fermées avec des COMPAGNIES DE FUSILS. — On aura l'idée de cette Colonne, si l'on se figure un BATAILLON en COLONNE SERRÉE PAR PELOTON et devant former la COLONNE D'ATTAQUE vers l'un de ses FLANCS; en cet état ce BATAILLON FAIT PAR LE FLANC, puis marche ensuite à la CHARGE, précédé et suivi de grenadiers en ORDRE DE BATAILLE.

COLONNE VERTÉBRALE. V. DÉVIATION. V. VERTÉBRAL.

COLONNEL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. ORDRE DE BATAILLE. V. REITRE.

COLONNEL GÉNÉRAL DES BANDES FRANÇAISES. V. BANDE FRANÇAISE. V. COLONEL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE. V. GÉNÉRAL DES BANDES.

COLOUGLIS, subs. masc. (F), ou KOULOGLIS. Mot emprunté à la langue turque et exprimant une race d'indigènes de l'Algérie provenant du croisement des anciens soldats turcs de la régence et des femmes maures, juives, arabes; les Colouglis, devenus les alliés, les auxiliaires de l'armée française, sont maintes fois mentionnés à l'occasion de la guerre de 1833 et des années suivantes.

COLTELLI; COLUMELLE. V. NOMS PROPRES.

COMAN, subs. masc. V. COMMANDANT. V. COMTE N° 2.

COMARQUE, subs. fém. V. FRONTIÈRE. V. MARCHÉ FRONTIÈRE. V. RÉGIMENT.

COMBAT, subs. masc. V. ACCEPTER LE C... V. CHANSON DE C... V. DONNER C... V. DONNER LE C... V. ENGAGER LE C... V. ÉLIER UN C... V. ENTAMER LE C... V. ÉPÉE DE C... V. ÉVITER LE C... V. GAGE DE C... V. HASARDER UN C... V. HORS DE C... V. JOUE DE C... V. LIEVE C... V. METTRE HORS DE C... V. MOUVEMENT DE C... V. DÉFIER LE C... V. ORDONNANCE DE C... V. ORDRE DE C... V. PRÉSENTER LE C... V. RENDRE C... V. REDRESSER LE C... V. REFUSER LE C... V. RETENIR LE C... V. SOUTENIR LE C... V. TENTER UN C...



COMBAT (term. génér.), ou AER, ou ARAMIE, ou BOULTEIN, ou CASTILLE, ou CHAPLE, ou DUEL, ou ESTAL suivant BARRAZAN, ou ESTOR, ou ESTOUR, ou ESTOURMIE, ou ESTRU, ou ENTRIF, ou ESTRIS, ou ETOUR, ou EPOLOMACHE, ou LUTTE, ou PALLESTE, ou POGNAIS, ou RENVERSEE, ou RIOT, ou RIOTE, ou RIOTTE (restés dans l'anglais *riot-get*, comme le témoinne Duana), ou ACHAMACHE, ou TENCK, comme le témoignent Borne (Pierre), Mînage, Roquefort. — L'un de ces nombreux synonymes, le substantif ARAMIE, que mentionnent Ducange, Ganeau, Guillaume GUYART, MOURERS, avait produit le verbe ARAMIE, signifiant faire preuve par voie de DUEL JUDICIAIRE. — Le terme Combat s'emploie parfois sans avoir rien de relatif à la chose MILITAIRE, ni à la GUERRE. Mais il n'en va être question ici, avec quelque développement, que par rapport à l'état de GUERRE et aux ACTIENS DE FEN A LA MAIN. — On disait autrefois RENDRE COMBAT, pour signifier lut-

ter; témoin ce vers de Racine dans Iphigénie :

Eh! quels sont les combats que vous avez rendus ?

— Militairement parlant, le mot Combat n'a pris naissance qu'à une époque assez avancée du MOYEN AGE; il vient pourtant du LATIN *battinere*, *eschiner* ou *pugnere*, suivant Roquefort; avant de dire se BATTRE ou COMBATTRE, on disait ESTORMER, ESTOURMIR, s'il s'agissait du PLAT PAYS; et PALTER, PALLTER, s'il s'agissait d'un ENGAGEMENT entre CHEVALIERS ou GENTILSHOMMES près d'un PAL, d'une BARRIÈRE, d'une PALISSADE. — A l'armée le Combat s'annonçait dans les derniers siècles par le cri ALARME. — Des CASTILLES étaient le simulacre d'un Combat. — Quelquefois un Combat est le DUEL de deux individus, quelquefois il est le duel de deux PARTIS opposés; si ces PARTIS s'affrontent en grosses TROUPES, le Combat est une BATAILLE quo-

l'un des deux partis, et quelquefois tous deux en même temps, terminent par une retraite ou une défaite. — Le terme *Combat* se prend quelquefois au figuré, tandis que les mots *action* et *bataille* ne s'employaient pas de la sorte. Ainsi l'on dit : les Combats de l'imagination, de la raison, etc. Voet et l'*Encyclopédie des Gens du monde* ont traité des Combats. — L'expression se distingue en *combat à cheval*, — *à feu*, — *à la maza*, — *à pied*, — *chevaleresque*, — *corps à corps*, — *de cavalerie*, — *de guérre*, — *de mer*, — *de plaine*, — *de siège*, — *de terre*, — *de tranchées*, — *judiciaire*, — *juridique*, — *maritime*, — *offensif*, — *particulier*, — *singulier*, — *stratagématique*.

COMBAT A CHEVAL, V. A CHEVAL. V. COU-
TILLES. V. ÉCU. V. ESTOCAGE. V. FAUCHE. V.
TABLE RONDE.

COMBAT A FEU, V. A FEU. V. MARCHÉ DE
BATAILLON EN BATAILLE. V. MINE A FEU.

COMBAT (combats) A LA BARRIÈRE, OU
ESTACHE, OU ESTACHE (F). Sorte de *combat*
chevaleresque qui ne diffère du *combat en*
champ clos, qu'en ce qu'il ne comporte pas
de même l'idée d'une lutte meurtrière,
mais qu'il indique au contraire une escrime
à armes courtoises, comme il s'en livrait dans
les carroubels. — BRANTOME (1600, A) parle
de Combats à la barrière qui se donnaient
dans la salle du Louvre, et HENRIET en re-
trace minutieusement un qui eut lieu en
Lorraine, en 1627.

COMBAT (combats) A LA FOULE, OU TRES-
PIGNÉE (F). Sorte de combats chevaleresques
livrés entre des partis ayant chacun leur
signe de ralliement, leurs cris d'armes,
leurs livrées. Ces Combats, dont le nom se
prenait par opposition à *joute* ou *joust*,
comme le témoignent M. CHAMPELON, LA-
CURNE, etc., s'appelaient aussi *foulta*, mais
plus souvent une *foulte* était une danse de
chevaux. — Le choc commençait au com-
mandement *Laissez aller!* que proféraient de
toute la force de leurs poulmons un maréchal
de tournoi, un mestre de camp de carrousel
ou des hérauts d'armes. — Le *Combat* s'en-
tendait par la charge d'un escadron contre
un escadron, ou bien par la lutte d'un rang
contre un rang. Il se terminait par une *mê-
lée*; il ne cessait que quand le président du
tournoi jetait dans l'arène son bâton de
commandement, et faisait par la connaître
qu'il jugeait que pour un passe-temps et un
jour de fête, il y avait assez de coups don-
nés et reçus, assez de chevaux et de che-
valiers mis à mal, culbutés, froissés, estropiés
ou étouffés. — Les maréchaux du tournoi
et les mestres de camp forçaient à l'instant les

tournoyants à se séparer, et les écuyers ve-
naient ramasser les morts, seconder les
blessés, et dégager les hommes emprison-
nés dans leur étui de fer et sur lesquels des
chevaux étaient gisants.

COMBAT A LA MATA. V. A LA MATA. V.
COMBAT A LA MAZZA.

COMBAT A LA MAZZA (F), OU *COMBAT*
A LA MATA, OU *NACHAT*, analogue au verbe
maceller. — Sorte de *combat singulier* soit
de deux soit de plusieurs ouestillistes se bat-
tant sans porter d'armes défensives; les Na-
politains disaient *combattere alla maza*, et
c'est d' eux que les Français en ont adopté
l'expression. On disait *faire la maza* de
quelqu'un pour signifier l'éreinter, l'abim-
er; en ce cas le substantif *maza* était syn-
onyme du terme *mazza* des Italiens; on ap-
pelait en vieux français *macellier*, comme le
témoigne Boiste, un soldat qui tuait beaucoup
d'ennemis. — L'usage de ce genre de *Combat*
est postérieur au moyen âge; il succéda
ouvertement aux *combats singuliers* jusque-là
autorisés, ou bien ils s'y substituèrent sourde-
ment dans les pays où l'on n'obtenait pas aisément
le *champ clos*. BRANTOME (1600, A) en parle
fréquemment. Il nous apprend que les Ita-
liens et les Espagnols, mais surtout ces der-
niers, en ont été les fondateurs, et en ont
très-bien eues les théoriques et pratiques. —
Cet auteur suppose que l'expression à la
maza signifie derrière les bales, derrière
les buissons, en secret; parce que, dit-il,
maza serait une corruption de l'espagnol
mata, qui signifie bale; mais il est probable
au contraire que ces mots viennent, comme
c'est l'opinion de MÉNAGE, des infinitifs
matar, *mazzare*, massacrer, parce que c'é-
taient des duels dans lesquels il fallait qu'il
y eût mort d'homme, ou du moins dans les-
quels le vainqueur était libre d'ôter la vie
au vaincu. Peut-être le mot *maza* est-il
analogue aux mots *extramagone* et *massur*,
et signifie-t-il qu'il fallait qu'il y eût un des
adversaires jeté sur le carreau, assommé
comme avec une *massue*. — Les Italiens di-
saient dans le même sens *condurre alla*
mazza, trahir, conduire à la mort. — Du
Combat à la maza est provenu l'usage de se
battre avec un ou plusieurs *arcones*; on s'y
présentait, suivant les clauses convenues,
soit avec l'épée et la cape, qui servait comme
de bouclier; soit avec l'épée ou la dague, et
dans ce dernier cas sans cape. Quelque-
fois on y a fait usage d'arbalète de passy,
quelquefois on y combattait à la genette.

COMBAT (combats) A OUTRANC (F), OU
AENES A OUTRANC, OU DUEL A MORT. Sorte de
combat en champ clos dont on pourrait dans
l'antiquité retrouver une image. Car QUINTE

CURCE nous peint un DUEL A MORT qui eut lieu sous les yeux d'ALEXANDRE, entre un Macédonien armé de toutes pièces et un athlète athénien combattant nu, à coups DE MASQUE. Mais nous nous occuperons de temps moins reculés et nous résumerons ce que disent DUCANGE, FROISSART, LACOLOMBIERE, MONSTRELET. — Les Combats à outrance furent un héritage légué à l'Occident par la CHEVALERIE ERRANTE et la CHEVALERIE D'AFFILIATION. C'était un duel qui avait lieu en contre un, et au plus six contre six; on en a de fréquents exemples depuis LOUIS SEPT jusqu'à HENRI DEUX. — Ces Combats se livraient à PER ÉMOULU; ils étaient soumis à une police exercée par les HÉRAUTS D'ARMES, qui, après avoir porté les CARTELS, après avoir annoncé le lieu où se TIENDRAIT le PAS D'ARMES, l'espèce et le nombre des coups, le genre des ARMES permises, etc., y PARTAGEAIENT LE SOLEIL et le vent, et s'assuraient scrupuleusement qu'il n'y eût pas d'incantations ou d'ensorcellements. — A défaut de HÉRAUTS, les combattants se choisissaient des Juges, et ceux-ci adjugeaient la dépouille du vaincu au vainqueur. — Il ne se mêlait à ce Combat rien de religieux; c'est en cela qu'il différait du COMBAT DE JUGEMENT, qui du reste était à outrance aussi, et où l'on observait également les lois du CHAMP CLOS. — Le Combat à outrance avait pour objet de répondre à un DÉFI, de terminer un différend particulier, de réparer une insulte ou d'acquiescer de la gloire en versant du sang. Il consista pendant longtemps en une joute qui se livrait aussi bien en TEMPS DE PAIX qu'en TEMPS DE GUERRE; quelquefois c'était sans se connaître et sans s'en vouloir que des braves, ARMÉS DE TOUTES PIÈCES, s'y exterminaient. — Suivant les temps, les pays et les mœurs, on voit les souverains autoriser, ordonner, tolérer ou prohiber ce genre de Combat. Tantôt les saints canons le défendent aussi sévèrement que les TOURNOIS; tantôt l'Eglise consacre au Combat à outrance une messe spéciale. CHARLES SIX, LOUIS DOUTE, FRANÇOIS PREMIER, HENRI DEUX encouragèrent les Combats à outrance et quelquefois y assistèrent, alors même que la loi française proscrivait ces DUELS BARBARES. — Le Combat à outrance était légal en ANGLETERRE, comme le prouve le Coutumier de Normandie. — En 1557, DEGUESCLIN se bat avec licence (avec l'autorisation du gouverneur) contre Brembo, après avoir entendu la messe que les vieux missels appellent *missa pro duello*. — BATAED aussi n'entraîna en lice qu'après avoir communiqué, et de son temps encore les PARRAINS s'assuraient si l'un des deux contendants ne

faisait pas usage d'ARMES ou d'herbes enchantées; car rien, dit VOLTAIRE, n'était si crédule qu'un chevalier du moyen âge. — Les ordonnances de HENRI DEUX allèrent jusqu'à accommoder aux usages des TROUPES RÉGULIÈRES les Combats à outrance; on en trouve la preuve dans les ORDONNANCES de 1550 et de 1555: *Nul soldat, y est-il dit, ne pourra présenter comp, ni envoyer cartel à un autre, sans la licence du colonel (colonel général de l'infanterie)*. — Les Combats à outrance sont devenus plus atroces encore depuis l'abolition des lois du CHAMP CLOS et l'extinction de la CHEVALERIE D'AFFILIATION; ils ont anéanti les COMBATS A LA MAZEA, où l'on s'égorgeait sans ARMES DÉFENSIVES et ordinairement seul à seul. — Le *Spectateur militaire* (t. XXV, p. 524) a traité le sujet.

COMBAT A PIED. V. A PIED. V. ARMURE A OUTRANCE. V. DRAGON FRANÇAIS N° 4. V. ÉCU. V. FAUCON. V. CHEVALERIE FRANÇAISE N° 7.

COMBAT (combats) A PLAISANCE (F). Sorte de COMBATS CHEVALERESQUES qui se livraient à ARMES COURTOISES, et qui n'étaient qu'un amusement et l'image d'une PETITE GUERRE; la LICE en était la même que celle d'un TOURNOI, et les acteurs de ce genre de PAS D'ARMES s'y distinguaient de même en ASSAILLANTS et en TENANTS. — L'histoire de saint LOUIS nous apprend que les *jouteurs* étoient armés de nobles harnois, chacun ornoir de ses ornements, en hautes selles (à rantes exhaussées), pissière et chanfroin pour tourner, de gracieuses espèces robotées et pointes brisées et de courts bastons (armes ou hampes de peu de longueur), frappant du haut en bas sans le bouter d'estoc (sans frapper avec la pointe) ou hachier (sans frapper comme avec une hache) ne tourner (ni s'écarter) mal courtoisement. — Perce-forest nous dit que le chevalier se doit garder de porter en cest esbatement (amusement) armerre (arme offensive) qui puisse frapper d'estoc, mais chascun porte son espée, son escu et son glaive pour jaster (c'est-à-dire, non les véritables armes de guerre), et si se garde de frapper par derrière son chevalier, ne vilouer, ne en agir en roturier ou vilain, l'ing l'ouire, tant comme ils auront le chief découvert (tant qu'ils auront le casque en tête, et s'abstenant de frapper si le casque tombe). — La police était, à cet égard, exercée par les MARÉCHAUX DE TOURNOI.

COMBAT (combats) CHEVALERESQUE (term. sous-général), ou CHEVALERESQUE, comme on disait jadis. Sorte de COMBAT que la CHEVALERIE D'AFFILIATION nommait CHAPER; on y ajoute l'épithète CHEVALERESQUE, pour le différencier du COMBAT BURGHESE et du COMBAT

STRATÉGIQUE. — AU MOYEN AGE, la CHEVALERIE se plaisait à combattre au sein des MIXES pratiquées dans le cours des SIÈGES OFFENSIFS. — Il a été traité par BALZAC et par BRANTOME (1690, A) du Combat chevaleresque. — On peut ranger au nombre des Combats chevaleresques, ceux de plusieurs contre plusieurs, tels que ce fameux DUEL des trente, en vue de savoir qui avoit la plus belle mie. En 1274, Edouard premier proposait au comte de Châlons un Combat de plusieurs Anglais contre un même nombre de Bourguignons. PESCAIRE, quoiqu'il d'un âge avancé, fit proposer au duc de Nemours un Combat entre plusieurs, pour l'amour des dames; il resta de chaque côté sur le carreau trois combattants. — Le Combat chevaleresque se distingue en COMBAT A LA BARRIÈRE, — A LA FOULE, — A TRAVERS, — PAR QUADRETTES.

COMBAT CONTRE CAVALERIE (H, 2). Sorte de COMBAT D'INFANTERIE sur lequel il serait hors de propos de s'étendre ici; le lecteur curieux d'approfondir ce sujet pourrait recourir aux articles étendus qui ont été composés par ADRIEN (158, A), BOWEN (1781, H), CULANT (1763, E), DUTEL (1782, L), DECAIR (1828), M. GINGERT, M. JACQUENOT, LOSTELNEAU (1647, O), PICTET (1764, I), SINGLAIR (1773, L), WALMAGEN (1615, A), le *Journal de l'Armée* (t. II, p. 144). — L'histoire des anciens témoigne qu'en plusieurs pays des CHÈVRES étaient dressés à combattre la CAVALERIE. — Les Combats contre la CAVALERIE sont une DÉFENSIVE qui consiste en une simple ACTION de feu, quand l'INFANTERIE a ses flancs et ses derrières protégés et appuyés; sinon elle consiste dans la formation des CARRÉS TACTIQUES, dans l'emploi des FEUX DE RANG, dans les moyens analogues à ceux qui, suivant les temps et les ÉCRIVAINS, ont été indiqués sous les noms de COLONNE CONTRE LA CAVALERIE, COLONNE DE RÉFRAITE, DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE, etc. — L'INFANTERIE compte au nombre des moyens de résistance contre la cavalerie, non-seulement la force inerte d'une masse solide et fraisée, mais les blessures faites au chanfrein du cheval plutôt qu'à son poitrail, les grains de poudre non enflammés que les fusils jettent aux yeux de ces animaux et le voltigement des heures enflammées qui produisent sur eux un effet presque aussi puissant que celui des halles.

COMBAT CONTRE INFANTERIE (H). Sorte de COMBAT D'INFANTERIE qui consiste dans le choc ou le FEU; s'il est offensif, il se résout par le jeu des COLONNES D'ATTAQUE; s'il est défensif, il tire surtout sa résistance du jeu de l'ARTILLERIE. — Dans le siècle dernier on

exerçait l'INFANTERIE à des simulacres de Combats; on instruisait nos RÉGIMENTS à réparer les désordres inévitables dans une action sanglante. Voici ce que prescrivait à cet égard l'INSTRUCTION DE 1769 (1^{re} MAI). — Les jours de PETITE GUERRE, on distribuait au tiers des HOMMES DE RANG des cartes à jouer où un chiffre était inscrit. Chacun accrochait sa carte à un des boutons de l'habit; le hasard présidait à la répartition de ces chiffres, qui allaient de 1 à 6, et étaient destinés à désigner ceux des HOMMES qui seraient censés MIS HORS DE COMBAT. On plaçait deux BATAILLONS EN BATAILLE l'un vis-à-vis de l'autre à PORTÉE DE FUSIL; l'un d'eux était destiné à MARCHER AU PAS DE CHARGE, l'autre à exécuter des FEUX A TOURDE; à la première décharge la troupe en marche se diminuait de tous les hommes portant le chiffre 1; les restants à genoux, et les serre-files faisaient occuper les places vides par des hommes du TROISIÈME RANG; à une seconde DÉCHARGE les places occupées par les hommes portant le chiffre 2 devenaient vacantes à leur tour, et ainsi de suite, de sorte qu'à la fin le BATAILLON n'était plus que sur deux RANGS. — Les règles appliquées à ce genre d'EXERCICE témoignaient que, conformément aux intentions des ORDONNANCES, l'INFANTERIE qui perd du monde dans un combat doit réparer ses trouées, non aux dépens du FRONT, mais aux dépens de la PROFONDEUR et on ne recomplétant que le PREMIER et le SECOND RANG; à l'égard de ce mode il y a pourtant des doutes encore, puisque l'INFANTERIE, qui exécute en ORDRE DE BATAILLE une CHARGE, doit au contraire appuyer vers le centre, s'il faut du moins s'en rapporter à l'opinion de quelques ÉCRIVAINS; mais qu'y a-t-il, dans ces pratiques et presque dans ces jeux futiles, qui puisse suppléer à l'apprentissage du champ de bataille? — ADRIEN (158, A), CULANT (1763, E), l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot Guerre), LOSTELNEAU (1647, E), SINGLAIR (1773, L), etc., ont traité avec détail des Combats livrés contre l'INFANTERIE.

COMBAT CORPS A CORPS. V. ARME DE TRAIT. V. ARMÉE PERMANENTE. V. ASSAUT OFFENSIF. V. BALLISTIQUE. V. CORREAU NAVAL. V. COMTS A CORPS. V. DUEL. V. EN VENIR AUX MAINS. V. ÉPAGOUZ. V. GUERRE SOUTERRAINE.

COMBAT DE CAVALERIE. V. ATTAQUE DE CARRÉ. V. CAVALERIE. V. COMBAT CONTRE CAVALERIE. V. TIMBALE.

COMBAT DE GUERRE. V. ÉLÈVEUR. V. CHANT MILITAIRE. V. COMBAT SINGULIER. V. COMBAT STRATÉGIQUE. V. ÉLÉPHANT. V. GUERRE. V. LÉON ROMAINE N° 5. V. MUMQUE. V. ORDONNANCE TACTIQUE. V. PRINCE FRANÇAIS. V. SERP. V. SUIVON A MAIN.

COMBAT (combats) de JUGEMENT (F), OU BATAILLE, OU COMBAT JUDICIAIRE, OU DUEL JUDICIAIRE, OU JUGEMENT DE DIEU. Sorte de COMBATS EN CHAMP CLOS et à ORTRANCE, qui avaient lieu en vertu d'un ordre du souverain, ou du seigneur, et d'une décision prononcée par les tribunaux du MOYEN AGE, et surtout par les justices ecclésiastiques. — Les FRANCS ripulaires adoptèrent, vers le sixième siècle, cette LÉGISLATION qui régnait sans doute dès les siècles précédents; elle était probablement pratiquée, suivant quelques opinions, chez les FRANCS saliens; mais la LOI SALIQUE n'en fait pas mention. MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*) dit même qu'elle y était opposée. — Les VIKINGES portèrent ce mode judiciaire en Italie, où il se retrouve dans les LOIS LOMBARDES. — Le plus ancien exemple d'un COMBAT JURIDIQUE appartient, comme le témoigne LACURNE, au règne de Gontran, en 584; ce prince, jaloux de la chasse, fit subir l'épreuve du duel à un de ses principaux officiers sur le simple soupçon d'avoir tué une bête de ses parcs. L'accusé et le vœu du roi y perdent tous deux la vie. — La JURISPRUDENCE qui admettait comme plaideries les Combats était une variété du système non moins absurde des épreuves, qui étaient, suivant DUCANGE et PASQUET, une espèce de DUEL mis à la portée des individus à qui leur profession, leur âge, leur sexe, leur vilainie ne permettaient pas de manier les ARMES LIBRES. Ces épreuves étaient d'origine TEUTONNE; aussi les a-t-on appelées ORDALES. — La partie orientale de la GAULE accueillit la première les combats de Jugement. GONDBRAD, roi de Bourgogne, les reçut de la GERMANIE; les admit, en 501, dans ses Etats, et fit insérer ce qui regarde le CHAMP CLOS ou le GAGE DE BATAILLE dans l'article quarante-cinq de la LOI GOMBERTTE. — C'est du moins ce que rapporte MONTESQUIEU, sur la foi de quel quantité d'écrivains ont soutenu la même assertion; il affirme qu'en vertu de cet article le prince pouvait permettre le DUEL JURIDIQUE à ceux qui ne croiraient pas devoir s'en tenir au serment. Mais les notes d'un ouvrage intitulé *Du Duel*, publié en 1837 par un magistrat, affirment que la LOI GOMBERTTE n'a pas d'article quarante-cinq, et ne fait aucune mention du DUEL; ce qui prouverait que MONTESQUIEU est un citoyen suspect et un guide peu sûr en histoire. — Lors de la décadence de la bravoure nationale, dit M. SIMONIN, les épreuves obtinrent l'avantage. Louis le Débonnaire s'attribua le mérite d'avoir aboli le combat judiciaire; lorsque la France ou contraires recommença à se couvrir de guerriers, ils se vécèrent sur ce que les porjures et les fran-

des pieuses des gens d'Eglise avaient corrompu toute justice; ils rétablirent le COMBAT JUDICIAIRE. — Les lois LOMBARDES, ROMAINES, NARVOSSES, la loi catalane que cite DUCANGE, l'ordonnance de LOUIS LE GRAND, les ANTIQUES DE JÉRUSALEM, les ÉTABLISSEMENTS DE SAINT LOUIS, les édit de PHILIPPE LE BEL, devinrent le complément du plus extravagant des digestes. — L'accusateur faisait ordinairement les frais de la LITTE; quelquefois l'accusé se piquait d'y concourir pour moitié. — Cette manière de régler par le GLAIVE les causes criminelles et civiles, qui s'était étendue dans plusieurs provinces vers la fin de la SECONDE RACE, régnait généralement en FRANCE au commencement de la TROISIÈME. — Le monastère de Saint-Denis près Paris, l'admit un des premiers dans ses domaines; il administrait ainsi la justice en vertu d'un édit rendu, en 1008, par le roi ROBERT. — Le chapitre de Notre-Dame de PARIS sollicita, en 1100, la même prérogative. Le pape PASCAL DEUX donna les mains en 1113 à ces impiétés atroces, et un diplôme royal octroya aux SEPTS des chanoines le droit de porter témoignage et de se battre: *Habeant testificandi et bellandi licentiam*. — A partir du règne de LOUIS LE GRAND, les VILAINS, les SERFS, les HOMMES DE CORPS combattaient *cum baculo et scuto*, avec la BARANNE et le BATON D'ARMES ou CANON D'ARMES; peut-être est-ce à partir de ces époques que les COMBATS à main armée et l'institution des CHAMPIONS remplacèrent tout à fait les ÉPREUVES JUDICIAIRES; car jusque-là les plaideries consistaient à manier le plomb fondu ou le fer rouge, à se plonger les bras ou le corps dans l'eau bouillante, à se tenir à qui mieux mieux et le plus longtemps possible les bras en croix, à se jeter dans l'eau les bras liés et à y surnager. — Dans des circonstances où les dogmes de la religion étaient un objet de litige, le ciel lui-même fut quelquefois mis en cause, et dut combattre par CHAMPIONS ou par représentants; ainsi, vers la fin du onzième siècle, Alphonse six, roi de Castille, ayant voulu, comme nous l'apprend LAJALLE, substituer l'office romain au rit mozarabique, éprouva de l'opposition de la part de son peuple. Le monarque voulant, en bon prince, ne rien faire que de juste, remit la décision de l'affaire au sort du COMBAT; il fit nommer à chaque rit un CHAMPION. Mais le JUGEMENT DE DIEU ne fut pas, ce jour-là, d'accord avec l'infailibilité du pape; car ce fut l'office romain qui fut vaincu par le GLAIVE. — Le Combat de Jugement ne s'enracina si fortement dans les mœurs de nos ancêtres que parce que le clergé trouvait son compte à sanctifier le plaie de l'épée, *placitum ensis*,

dont il tirait un gros revenu : il le nomma JUGEMENT DE DIEU ; il le considéra, dans toutes les causes litigieuses, à l'égal d'une exhibition de preuves testimoniales ; il le consacra comme le mode légal auquel on devait recourir pour soutenir ou pour repousser une accusation ; il maintint avec opiniâtreté cette forme de procédure, cette application de PEINES supposées justes, comme le prouve Velly à la date de 1260 ; rien dans cette conduite n'est surprenant, car l'Eglise eût perdu beaucoup à l'abolition des DUELS, puisque c'étaient les évêques et les monastères qui tenaient à location le CHAMP CLOS, où coulait le sang humain. Ainsi la vie, la mort, les actes principaux de la société, les efforts périlleux qu'il fallait faire pour se blanchir d'une ACCUSATION, la mise à prix des cadavres des COMBATTANTS vaincus se rattachaient également à une fiscalité que le clergé exploitait. Il en était surtout ainsi depuis le milieu du douzième siècle ; mais le recours au Combat de jugement était bien plus ancien. — Le jour assis (assigné) à faire bataille, les membres de la JUSTICE prenaient séance dans le CHAMP CLOS, soit comme formant un TRIBUNAL CRIMINEL, soit comme chefs d'un parquet de plaidoiries civiles. Ils y étaient secondés par des MARÉCHAUX ; ils regardaient ARABER, c'est-à-dire faire preuve ou plaider en combattant. — LES LOIS LOMBARDES défendaient que le CHAMPION mort dans le DUEL fût reçu en terre sainte, et, si les deux antagonistes s'y donnaient mutuellement la mort, la sépulture sacrée leur était également interdite. Cela ne tenait pas à ce qu'ils mouraient sans sacrement, ainsi qu'on pourrait le supposer, puisqu'ils s'allaient au combat que confessés et munis de l'eucharistie ; cela tenait à cette persuasion insensée que, le DUEL étant le JUGEMENT DE DIEU, le combattant occis était le coupable ; or, quand tous deux succombaient, c'est qu'apparemment le ciel avait vu en eux deux criminels. En voici la preuve dans ces paroles de l'abbé BRANTOME (1600, A) qui sont la substance des lois lombardes : *En mourant ainsi, ça esté par permission de Dieu ; sa querelle estoit injuste, par conséquent il est mort comme un vray criminel, et le champ clos n'est qu'un vrai gibet pour tels criminels, etc.* — Quand l'Eglise refuse la possession de la terre sainte au malheureux qui succombe dans un DUEL, satisfait-elle, sans le savoir, sans le vouloir, aux lois lombardes, et en agit-elle ainsi par routine et comme si elle regardait le duel à l'égal d'un JUGEMENT DE DIEU?... On pourrait répondre à cette question qu'en 855 le CONCLAVE DE VALENTIN excommunialt le vainqueur et refusait

la sépulture au vaincu, châtimant que l'Eglise croit devoir infliger encore. Mais dans le douzième siècle plus d'un pape autorisait ces combats, et en 1545 le CONCLAVE DE TRENTA abolit les lois lombardes. On ne voit donc plus de quelle source antique l'Eglise emprunte les rigueurs qu'elle exerce contre les DUELLISTES. Elle ne peut avoir assurément que de bonnes raisons, mais nous les ignorons, et il est fâcheux que ce soit l'Eglise qui juge de la criminalité des DUELS, quand les tribunaux de la justice s'en abstiennent ou se déclinent, tandis qu'en bonne raison ce devrait être le contraire. — La pratique des Combats de jugement a eu une durée de dix siècles ; ils ont été fréquents surtout dans les neuvième, dixième et onzième siècles ; ils l'étaient encore en ANGLETERRE dans le treizième. — De ces vieux usages de sang il restait des traces nombreuses et parlantes dans les mœurs des temps peu éloignés de nous ; et l'usage de regarder comme coupable le vaincu et de lui faire supporter d'odieuses confiscations a amené, à ce que dit VOLTAIRE, l'usage du proverbe : *Les battus payent l'amende*. Le dicton *Se faire blanc de son épée* vient aussi des Combats de jugement. — Si en général, suivant des modes qui ont varié, les lois civiles et religieuses ont donné les mains à cette jurisprudence de loups enragés, il faut dire aussi que plusieurs papes, de sages évêques et quelques princes ont essayé de l'abolir ou de la tempérer. Mais le *plaid de l'épée* reprit une nouvelle vigueur au temps des CRUSADES, quand les FRANÇAIS, maîtres de la PALESTINE, donèrent leurs lois à cet empire usurpé. La preuve s'en trouve dans une sorte de charte de 1099 intitulée : *Assises et bons usages du royaume de Jérusalem* ; méditons attentivement ce statut où l'extravagance se dispute à l'atrocité : *Les chevaliers qui se combattent pour meurtre ou pour homicide se doivent combattre à pied et sans coiffe, et estre roignés à la ronde (avoir les cheveux coupés en rond), et estre vestus de cottes vermeilles et chausses vermeilles de drap, et avoir une targe que l'on appelle harasse*. — Ainsi dans le cas d'homicide on ne combattait pas ARMÉ DE TOUTES PIÈCES, mais habillé de drap couleur de sang ; dans d'autres cas, on combattait à cheval et ARMÉ DE PIED EN CAP. — On lit dans la même charte : *Celui qui veut la court fausser (celui qui veut appeler du jugement d'une cour en se battaient contre tous les juges, contre tous les témoins), il convient que il se deffende (qu'il en agisse comme un TENANT DE TOURNOI), et que il se combatte à tous ceaux (ceux) de la court, ou que il uist la teste coupée se il ne s'en veut*

(vient) à tous combattre l'un après l'autre; et se il s'en combat et que il ne les vainque tous, il sera pendu par la goule (par la gorge).

— De ces dispositions, aussi barbares par le fond que par le style, il résulte que, si à la suite d'une condamnation, il était évoqué cause d'appel, les juges qui avaient prononcé en première instance étaient tenus de soutenir l'épée à la main leur jugement; et de magistrats ils se métamorphosaient en accusés pour qui il offrait bataille. Insultuer une cour de magistrats gladiateurs était le chef-d'œuvre du plus inconcevable délire. C'était dans des pays où l'esprit de religion avait conduit les conquérants qu'on était régi par de semblables décrets; vers le même temps des coutumes analogues régnaient partout où l'Eglise avait du pouvoir. — *FRANÇOIS CHANTRE*, écrivain du douzième siècle, le témoigne et s'exprime dans les termes que voici : *Il est des Eglises qui ont le droit du duel, et pensent que les combats doivent être ordonnés entre leurs seigns; elles les font battre dans la cour de justice de l'église, ou dans le parvis épiscopal, comme on fait à Paris.* Eugène trois, consulté sur l'usage de ces combats, répondit : *Continuez à suivre votre coutume; l'usum est consuetudo nostra.*

— Dès le douzième siècle, quelques provinces de France commencèrent à reconnaître l'abus de ces usages, auxquels LOUIS SEPT avait essayé de porter remède. LOUIS NEUF, dans la vue d'introduire une jurisprudence plus sage, prohiba dans ses domaines, en 1260 (à réver), les Combats de jugement. L'ordonnance porte : *Le roy defend les batailles dans ses domaines, et établit en leur place la preuve par témoins*; il les abolit ainsi au civil et dans la moitié de la France; mais il se vit forcé de les maintenir en plusieurs cas. La Bretagne continua à y recourir au civil et au criminel. *Il n'oublia rien*, dit Velly à la date 1270, *pour éteindre un si funeste abus. L'intérêt empêcha ses barons de le recevoir* (de se soumettre au règlement d'abolition). Cependant ces Combats devinrent rares, même en Bretagne et même au criminel, dès la fin du quatorzième siècle, comme le témoigne M. MONTIEL. — Ces barons, héritiers d'une partie des anciens privilèges du clergé, devenaient possesseurs du cheval, de l'armure, du cadavre du vaincu; ils s'appropriaient par confiscation ses biens; ils revenduaient son corps à sa famille; ainsi leur avarice explique leur résistance; elle obligea le législateur français à régler par les lois ces combats qu'il prohibait dans sa cour, mais qu'il ne pouvait détruire dans celle des GRANDS VASSAUX; il parvint seulement à modérer les OUTRAGES PRIVÉS, qui n'é-

taient autre chose que de grands DUELS, et il entrava et restreignit les procès soutenus l'épée à la main. — Cependant ces améliorations furent si faibles, qu'en 1303 PHILIPPE LE BEL défendit de nouveau le GAGE DE BATAILLE en matière civile; mais en matière criminelle il le laissa subsister, et détermina même la mesure des LICHES, la marche de ce plaide, la fonction des juges, etc. On en trouve les preuves curieuses et les images fidèles dans l'ouvrage intitulé : *Cérémonies des gages de bataille du roi Philippe*, in-8°, Paris, 1850. Un article sur le même sujet est inséré aux *Archives historiques et littéraires du nord de la France*, etc., 1829 (octobre). — Le Combat de jugement se maintint pendant tout le quatorzième siècle, et les parlements, quoiqu'ils y consentissent rarement, l'ordonnèrent cependant en plusieurs occasions et entre autres en 1354, etc. — Les membres mêmes du clergé violaient de la sorte leurs différends. Geoffroi de Vendôme parle d'un DUEL où il vit figurer un moine et un chanoine. — VILLART fait récit, à la date 1386, d'un DUEL JURIDIQUE autorisé par le parlement. Ce Combat de jugement eut lieu à PARIS, en présence de CHARLES SIX. Un individu, calomnieusement accusé de viol par celle qui se prétendait outragée, fut tué par l'époux de cette fille; le roi donna mille livres au vainqueur, le reçut au nombre de ses officiers, et lui assura deux cents livres de pension. — Un général, quand il s'agissait d'un de ces DUELS, l'accusateur ou, comme on dirait dans notre JURISPRUDENCE, le demandeur jurait sur l'Evangile ou sur la croix, devant le juge ou le MARÉCHAL et en présence de l'adversaire, que la vérité était de son côté; ensuite d'un démenti que l'accusé prononçait sous serment pareil, les comparants jetaient le GAGE DE BATAILLE et se rendaient en prison jusqu'au jour fixé pour le Combat. Conduits sur le terrain, ils y arrivaient communiés, confessés, bien armés et accompagnés du crucifix, des images de saints, de la bannière de la Vierge. Le MARÉCHAL criait d'abord : *Que l'appelant vienne*; quand sa cavalcade ou son cortège était entré, la même bouche criait : *Que l'appelé vienne*. Après leur comparution il était donné ordinairement à chaque combattant, en cas que le DUEL fût suspendu et repris, un pain, une mesure de vin, des bandes à pansement, de la charpie, etc. Si les adversaires se refusaient à accepter ce don, c'était, à ce qu'affirme M. MONTIEL, une espèce d'engagement de combattre à mort avant de prendre repos. Les comparants juraient sur la foi du baptême qu'ils n'avaient à leurs armes, ni sur leur cheval, charmes, paroles magiques, herbes,

prières, incantations, conjurations, ni parties dont ils voulaient s'aider. — Quelquefois le RAYON était de nécessité l'arme du NOBLE combattant contre un ROTURIER, comme cela se voyait en Saintonge, suivant le récit de M. MONTHEIL. D'autres fois le NOBLE, conservant le droit de combattre de toutes armes et à cheval, avait bientôt raison du VILAIN, qui ne pouvait se défendre à armes égales. — Quand on ne plaidait pas en personne, on prenait pour avocats des CHAMPIONS qui se faisaient payer presque aussi cher que nos avocats actuels; mais c'était de l'argent plus difficilement gagné: car il était, en certains cas, réservé au CHAMPION, s'il n'était vainqueur, d'être pendu par la gorge, et traîné mort sur la claie. — A mesure que l'affranchissement des SERFS s'était étendu, une législation plus sage avait rendu plus rares les Combats de Jugement; mais quoique, dès le commencement du quatorzième siècle, le COMBAT JUDICIAIRE eût perdu son caractère légal, obligatoire, il s'en voyait encore des exemples. FRANÇOIS PREMIER, à qui l'adulation a attribué la renaissance des lumières, FRANÇOIS PREMIER, amateur enthousiaste des vieilleries chevaleresques et des spectacles où coulait le sang humain, trouvait sensée cette JURISPRUDENCE, et on lui voit donner les mains à un Combat de Jugement entre Lavonnière et Venlay; la première fait défaut et est attendue par son adversaire tout armé jusqu'au soleil couché; FRANÇOIS PREMIER prononce que: *Lavonnière est atteint et convaincu du crime imputé; que ses armes seront pendues du pavillon dressé au champ de bataille, livrées au bourreau, traînées par les boues et brisées.* — ALCAÏAT a composé un traité sur le MONOMACHIE, ce qui, dans le sens qu'il y attache, signifie Combat de Jugement. Quantité d'ouvrages historiques en traitent; d'amples détails sur ce sujet nous ont été laissés par BRAUDMONT, BRANTOME (1600, A) CARRÉ (1783, E), M. COURTIN (1825, E), DECLAIR (au mot *Duelum*), l'ENCYCLOPÉDIE (1751, G), GAGNE (1801, C, au mot *Duc*), LAJAILLE, M. MONTHEIL, MONTEQUYU, MURATORI; PASQUIER (*Contenuir de Normandie*), PIERRE LE CHANTRE, POTIER (1779, X, au mot *Champ clos*), RAGUET, SAINT-FOIX, SAUVAT, VOLTAIRE (*Essai sur les Mœurs*, au mot *Duel*). — Ce même sujet est traité dans l'*Encyclopédie des Gens du monde* (au mot *Combat judiciaire*) et dans le *Dictionnaire de la Conversation*. — M. DECLAIR nous apprend que, jusqu'à l'époque peu reculée où s'établit l'usage de placer une image du Christ dans les salles de justice, on voyait à la place de cette peinture une représentation de deux CHEVALIERS armés et se battant

en DUEL; mais peut-être a-t-il pris des CHAMPIONS pour des CHEVALIERS. — Les Combats de Jugement ont été abolis par le CONCLE DE TEARTE en 1545; mais, au mépris des foudres de l'Eglise, ils ont survécu dans les COMBATS A OUTRANCE; de même que ceux-ci se sont perpétués dans les COMBATS A LA MAZEA, et dans les DUELS plus modernes.

COMBAT de MER. V. GARNISON DE BORD. V. MER. V. RESTER SUR LE CARREAU. V. TORTURE TACTIQUE.

COMBAT de PLAINE. V. AFFAIRE DE PLAINE. **COMBAT** de SIÈGE. V. COMPOSITION. V. SIÈGE.

COMBAT de TERRE. V. CONVOTTE. V. TERRE.

COMBAT (combats) d'INFANTERIE (term. sous-génér.). Sorte de COMBAT STRATÉGIQUE dont les principes, la forme, les ressources, les FEUX, les SIGNAUX ont varié suivant les divers systèmes de TACTIQUE, la nature des ARMES, l'épaisseur des RANGS, le nombre des FILLES, l'agencement ou le RANGEMENT des COMPAGNIES dans les BATAILLONS, etc. — L'enlèvement d'une BATTERIE ou d'une REDOUTE sont un Combat d'INFANTERIE. Cependant on a vu d'autres troupes que celles d'INFANTERIE se signaler par ce genre d'ACTION. — SCHARNHORST (1790, E) est un des AUTEURS qui le premier se soit occupé des règles spéciales concernant le sujet ici traité. — Le perfectionnement de ce genre de Combat semble promis par les progrès que la GYMNASTIQUE, l'ESCRIME A LA MAINNETTE et les FUSILS DE GUERRE commencent à faire dans la plupart des MILICES de l'EUROPE. — Il n'a été traité des Combats d'Infanterie par l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C, au mot *Guerre*), M. le colonel BUGAUD (1851, A). — Les particularités du Combat d'Infanterie demandent à être distinguées ici en COMBAT CONTRE CAVALERIE et en COMBAT CONTRE INFANTERIE.

COMBAT EN CHAMP CLOS (F), ou ESTACHEIS, ou ESTACHEIS, ou MONOMACHIE, comme l'appelle ALCAÏAT. Sorte de COMBAT SINGULIER qui était soumis à des règles, à des Juges, à une police exercée par des HÉRAUTS. — Les mots Combat en champ clos et COMBAT A LA MANIÈRE diffèrent à raison du but particulier des antagonistes; dans le premier cas, ils exposaient leur vie dans des vues homicides; ils cherchaient, dans le second cas, un exercice et un amusement. — Le Combat en champ clos donne l'idée d'un DUEL signifié par un CARTEL et autorisé publiquement; il exprime une RENCONTRE concertée et ayant lieu dans une LIEU fermée au moyen d'un PALISSADEMENT. — L'usage du champ clos, tout à tour Interdit ou légitimé par les autorités

spirituelles ou temporelles, e duré des siècles. — Les formes du Combat ont été soumises à des règles positives par le code barbare nommé lois lombardes et par les Assises de JÉRUSALEM. — Le plus ancien Combat que mentionne l'histoire est celui que Contran ordonna, en 590, au sujet d'une pièce de gibier, comme nous l'apprend MEYRAY. — L'abailtion formelle du champ clos fut prononcée par le CONCILE DE TRENTE en 1545; mais elle n'eut vraiment lieu en FRANCE que depuis HENRI DEUX, à la suite du combat à outrance qui, sous les yeux de ce prince et du CONNÉTABLE, se livra, en 1547, entre JARNAC et Chastigneraye, après sommation par messages de hérauts et signification pardevant notaires. Le roi, après avoir fait serment de ne plus permettre de combats, en eutorisâ bientôt encore, mais ils ne méritent plus d'être mentionnés. — Le Combat en champ clos s'est distingué en COMBAT A OU-TRANCE et EN COMBAT DE JUGEMENT.

COMBAT JUDICIAIRE. V. CHAMP CLOS. V. COMBAT DE JUGEMENT. V. JUDICIAIRE. V. SERP.

COMBAT JURIDIQUE. V. COMBAT DE JUGEMENT. V. JURIDIQUE.

COMBAT MARITIME. V. MARITIME, adj. V. TOUTE TACTIQUE.

COMBAT OFFENSIF. V. DONNER COMBAT. V. OFFENSIF.

COMBAT (combats) par QUADRILLES (F). Sorte de combats CHEVALERESQUES qui étaient un genre de divertissement en usage au temps des CARROUSELS; des chevaliers travestis y représentaient diverses nations, faisaient exécuter à leurs chevaux certaines danses, ou bien exécutaient eux-mêmes des jeux guerriers, des CHAPLIS, etc.

COMBAT PARTICULIER. V. ARME MATÉRIELLE. V. COMBAT SINGULIER. V. PARTICULIER, adj. v. PROCÉDÉ.

COMBAT (combats) SINGULIER (term. sous-génér.), ou COMBAT PARTICULIER. Sorte de COMBAT dont une juste explication est difficile à donner. — Beaucoup d'auteurs regardent le Combat singulier comme l'opposé du combat national ou du COMBAT DE GUERRE; cependant il n'en a pas toujours été absolument ainsi, et les historiens qui racontent le combat des Horaces en font un Combat singulier, tandis qu'on ne devrait, il semble, appeler ainsi que les AFFAIRES dans lesquelles un homme ne se mesure que contre un seul adversaire; et au contraire, dans le combat des Horaces, dans celui des Trente en Bretagne, et dans quantité d'autres, chaque combattant qui parvenait à se débarrasser de son ENNEMI, courait contre un autre, et plusieurs se mettaient contre un seul. — Suivant le supplément à l'ENCYCLOPÉDIE

(1785, C), un Combat singulier serait un FATT D'ARMES auquel des adversaires se portent dans l'intérêt de leur patrie; tandis qu'à son avertissement le DUEL ne se livre que dans des vues personnelles, mais cette opinion est démentie par l'usage reçu; en effet on lit dans BRANTOME (1600, A), parlant de BOKERIVET, COLONEL GÉNÉRAL D'INFANTERIE, que s'ils ne se voulaient accorder (ses capitaines), il leur permettoit le combat à parti (combat particulier ou singulier), même les faisoit battre devant lui, et après s'être tiré trois ou quatre coups d'épée, et que chacun des combattants se pouvoit contenter, mettant (lui Bonnavet) la main à l'épée, criant : *Hold ! et se mettant entre deux les séparant; ayant introduit cette coutume que, quand on crioit ce Hold de Piedmont et que c'étoient capitaines d'honorabilité, il falloit s'arrêter sur peine de la vie.* — Dans un autre passage le crédule BRANTOME (1600, A), interprète complaisant des traditions de la barbarie et de la superstition, nous apprend que les légistes en fait de Combats singuliers, légistes nombreux en ITALIE, se servaient de l'argument que voici : *David et Goliath combattirent ensemble et Dieu lui approuva le combat. Ces combats sont justes; ce qui est juste n'est pas désapprouvé de Dieu.* — On voit par ces citations que, dans un des cas, le Combat singulier n'était pas à outrance et n'avait rien de commun avec le DUEL JUDICIAIRE; et que, dans l'autre cas, il a amené l'idée du CHAMP CLOS et du JUGEMENT DE DIEU, qui sont des DUELS A MORT. — HALLAM a emprunté de VILLALET le fait suivant, et en a tiré les conclusions que voici : *Le duel était inconnu avant le seizième siècle, mais nous avons un fait qui paraît indiquer qu'il tire son origine du combat judiciaire. Les ducs de Lancastre et de Brimwic, ayant eu quelque différend entre eux, convinrent de vider leur querelle les armes à la main en présence de Jean, roi de France. On prépara la lice avec la solennité usitée pour un combat judiciaire, mais le roi intervint comme médiateur, etc.* — Au milieu de ces incertitudes de notre LANGUE MILITAIRE et dans le silence du Dictionnaire de l'ACADÉMIE, apprêtons-nous à ce qui est consacré le plus généralement; ainsi nous regarderons le Combat singulier comme une mode sortie des forêts du Nord, ignorée de l'Orient, légitimée par la FÉODALITÉ, sanctionnée par l'Eglise et accueillie comme un moyen d'illustration par les VILAINS eux-mêmes. On se rendait au Combat après un appel, un défi, un GAGE DE BATAILLE, une autorisation royale, une décision parlementaire, une bénédiction ecclésiastique. Suivant les temps ou les pays, et suivant de préalables conventions,

on y était armé de CANNES D'ARMES, de Dagues, d'épées, d'estocs, de BARBASS, de LANCES, de POIGNARDS; on combattait même si le duel devait avoir lieu à cheval et quel serait le genre de HARNACHEMENT; ainsi, en Italie, vers la fin du MOYEN ÂGE, on s'entendait sur la manière d'équiper le cheval, à la genette, à la maniorne, ou en selle d'ornes. Dans ce Combat on se conformait, suivant les pays, aux lois lombarde, bavaroise, bourguignonne, ou à la loi catalane que cite DUCANGE. — La principale différence entre les COMBATS CHEVALERESQUES et ceux-ci consistait en ce que les premiers étaient quelquefois des combats en masse. — Les COMBATS ON OFFRAient différent surtout des Combats singuliers, en ce que les premiers étaient toujours une ACTION entre des troupes de part différent; tandis que les derniers avaient souvent lieu entre les hommes du même parti, ou même entre des parents ou des amis; ce sont ces luttes personnelles qui, suivant M. HALLAM, nous ont légué l'usage des DUELS. — BALEAC, M. FOUQUEUX, le Dictionnaire de la Conversation, l'Encyclopédie des Gens du monde ont traité spécialement des Combats singuliers. — Ces Combats se sont distingués en COMBAT A LA MAZZA et en COMBAT EN CHAMP CLOS.

COMBAT (combats) STRATÉGIQUE (term. sous-génér.), ou COMBAT DE GUERRE. Sorte de COMBAT qu'on nomme ainsi pour le différencier des COMBATS CHEVALERESQUES, des COMBATS SINGULIERS. — L'expression Combat stratégique pourra être impropre; mais la locution COMBAT DE GUERRE ne suffisait pas, puisque des combats d'esprit, des combats de plume, des combats de coqs sont aussi des COMBATS DE GUERRE. Que le lecteur pardonne, et puisse-t-il trouver mieux. — Les commentateurs, excitateurs, orateurs s'entretenaient dans les Combats des anciens. — Le Combat va être examiné principalement sous le rapport de l'ART moderne et de l'INSTRUCTION de l'INFANTERIE FRANÇAISE. — Jusqu'ici la définition du mot a été peu précise; son acception est souvent assez restreinte: ainsi BRANTOME (1600, A) fait de ce mot un synonyme de RENCONTRE; tandis que, suivant beaucoup d'auteurs, il signifie plus qu'AFFAIRE, plus qu'ENGAGEMENT. — Cependant le Combat de guerre est toujours un ENGAGEMENT. Le mot diffère principalement par là du mot BATAILLE qui jadis avait différents sens, exprimant quelquefois un ARRANGEMENT TACTIQUE, une SUDIVISION DE TROUPE, et dans ce cas avait une tout autre acception que lutte ou ENGAGEMENT. — Le Combat embrasse l'ATTAQUE ou la DÉFENSE; quelquefois il comprend en même temps l'une et l'autre, ou

plus particulièrement l'une que l'autre. — Un Combat est une ACTION DE GUERRE d'une certaine importance, ou une combinaison de plusieurs ACTIONS; il diffère de la BATAILLE (en considérant celle-ci comme une ACTION) en ce qu'il est plus imprévu, plus fréquent, plus partiel; voilà pourquoi on dit d'un GUERRIER qu'il a vu dix BATAILLES et cent Combats; voilà pourquoi on peut dire qu'au milieu d'une BATAILLE III Combat est quelquefois un épisode et une scène de ce grand drame. — Livrer ou éviter le Combat est une des combinaisons de cette science des GÉNÉRAUX D'ARMÉE qu'on a nommée l'ARTÉTIQUE. — Il y a plus de talent à REDRESSER le Combat, c'est-à-dire à le rétablir, à ressaisir les avantages perdus, qu'à le bien ENGAGER; la haute habileté consiste surtout à le SOUTENIR avec des forces inégales. — MONTÉCUCULI (1670, A) regarde le mot Combat comme générique des mots ATTAQUE, DÉFENSE, ENCAHOUCH, PASSAGE, RENCONTRE, SURPRISE, RETRAITE; mais ce sentiment peut être contesté, car tous ces mots sont plutôt des dépendances ou des variétés du mot ACTION que du mot Combat. — FEUILLIÈRE (1750, A) établit entre un Combat et une bataille la différence que voici : *Une bataille entraîne la perte du matériel de l'artillerie, ce qui n'est pas la conséquence inévitable d'un Combat perdu.* — VOLTARE, en parlant de la journée de SENEF, qu'il appelle BATAILLE, tandis que FEUILLIÈRE n'y voit qu'un Combat, dit : *Le choc de trois mille hommes rangés dont les petits corps agiraient ne serait qu'un Combat : c'est toujours l'importance qui décide du nom.* — DUPAIN (1785, F) définit le Combat, un conflit auquel prend part une petite partie seulement de l'ARMÉE AGISSANTE. — De nos jours il y a des militaires qui ont avancé que le Combat diffère de la BATAILLE, parce que celui-ci se donne en ORDRE PARALLÈLE, et celle-là en ORDRE OBLIQUE. — L'expression Combat, employée comme poétique et pittoresque, prend une acception plus étendue que dans la langue technique; car on dit la science des Combats, et on ne dit que rarement la science des BATAILLES. — Un article étendu sur les Combats exigerait un traité immense; il faudrait peindre les variétés qu'ont éprouvées et le fond de la chose, et ses règles, et ses formes accessoires; il faudrait, avant d'arriver aux formes nouvelles de la GUERRE DE 1792, retracer les temps où des CHANTEURS MILITAIRES guidaient nos ancêtres vers l'ENNEMI; éter les époques moins reculées où les soldats s'exaltaient eux-mêmes par leurs CHANTS GUERRIERS; se reporter à l'usage des CRIMONAIS, aux CRIS DE GUERRE, AUX DÉFIS et AUX DÉCLARATIONS DE

OUVRER DU MOYEN AGE; rappeler les machines et l'armure sans lesquelles on n'eût pas osé en venir aux mains; montrer ensuite la coquarde et l'ordonnement adoptés comme signe de ralliement; expliquer pourquoi la méthode prussienne, avant Frédéric deux, réduisait les combats à des actions de feu; pourquoi sous ce grand roi, le choc n'était que l'auxiliaire du feu; tandis qu'au contraire les premières campagnes de la guerre de la révolution ont fait des actions de choc le principal, et du feu l'intermédiaire ou l'accessoire. — Si l'on voulait approfondir les principes des Combats, leur histoire, leur marche la plus ordinaire, on pourrait recourir aux ouvrages de BOIS-ROGER (1768, B), CLAUDEWITZ, DEMIAN, DECKER (1828), FRÉDÉRIC DEUX (1764, G), GOUVION SAINT-CYR (1851), M. HOYER (1828), M. JACQUINOT, le général JOMINI, KAUSLER (1827), LACON (1652, H), MONTÉCUCOLI (1670, A), POTIER, M. PRÉVAL (1827), ROESCH (1785, I), BOHAN (1729, A), SERVAN (1780, B), SILVA (1778, F), TURPIN (1769, C), VALENTINI, XILANDER, le *Journal militaire autrichien* (t. II), le *Journal de l'Armée* (t. III, p. 6), l'*Encyclopédie des Gens du monde*. — De ces lectures il y aurait à déduire ce qui suit : — Les préceptes relatifs aux Combats s'appliquent aux batailles; les règlements de campagne en ont traité, mais superficiellement. — Il y a autant de science de la part du général à ouvrir le combat, à le soutenir, à le rétablir, qu'il y en a à l'éviter. — Il ne faut livrer que des Combats utiles; se maintenir libre de les refuser; ne les entreprendre qu'après avoir déterminé quel sera le nombre et l'espèce de troupes qu'on y veut mettre en jeu, quelle sera la marche des colonnes combinées, et sur quelles routes; prendre garde d'être entraîné à une action générale, ou d'être obligé de changer de champ de bataille, etc., etc. Tels sont les mystères de la science du général. — On dit d'un Combat qu'il est douteux, rude, opiniâtre, sanglant. — On dit : accepter, donner, éviter, finir, hasarder, livrer, offrir, présenter, refuser, rendre, rétablir, soutenir, tenter le Combat, être hors de combat, marcher au Combat. — Un relevé chronologique des Combats français se trouve dans VITON. — Quelques détails de plus sont offerts à l'article COMBAT D'INFANTERIE.

COMBATTANT (combattante, combattants), adj. et subs. masc. v. AGREGATION CONSTITUTIVE. v. ARMÉE. v. ARMÉE FRANÇAISE n° 4. v. ARMÉE SUPPLÉMENTAIRE. v. ARTILLERIE À CHEVAL. v. ARTILLERIE D'ARMEMENT. v. ARTILLERIE DE CAMPAGNE. v. BATAILLE. v. CAVALERIE. v. CHAR À FAUX. v. CHAR DE GUERRE.

v. CHIEN DE GUERRER. v. CHIRURGIEN DE CORPS. v. COMBAT DE JUGEMENT. v. CORPS D'INTERDANCE n° 2. v. DÉFENSEUR. v. DÉMORCEMENT. v. DEUX. v. ECCLÉSIASTIQUE. v. ÉLÉPHANT. v. ÉPIEU. v. FER. v. FIER BANNERET. v. FORCE COMPTABILITAIRE. v. FOURRAGE DE DISTRIBUTION. v. GENDARME DU MOYEN AGE n° 6. v. GUERRE DE 1792. v. HACHE D'ARMES. v. HÉRAUT D'ARMES n° 4, 5. v. HOMME DE FORÊT. v. INGÉNIEUR MILITAIRE. v. JUGEMENT DE DIEU. v. LANCE FOURNIE. v. LÉGION DE LOUIS QUINZE. v. LÉGION ROMAINE n° 1. v. LIGNE. v. MASSE D'ARMES. v. MILICE AUTRICHIENNE n° 3. v. MILICE ÉTRANGÈRE. v. MILICE ROMAINE n° 2. v. MILITAIRE, subs. v. MINE À FEU. v. RON-C... v. OFFICIER C... v. OFFICIER DU GÉNIE n° 7. v. OFFICIER RON-C... v. ORDRE DE BATAILLE. v. PIONNIER. v. SIÈGE. v. TAILLEVAISIER. v. TOUR ROULANTE. v. TOURNON.

COMBATTANT HORS LIGNE. v. DUPHÉ-LANCIE. v. HORS LIGNE.

COMBATTRE, verb. sci. v. AILE STRATÉGEMATIQUE. v. ARME PERSONNELLE; Idem n° 2. v. ARMEMENT D'UNIFORME. v. ARMÉE AGISSANTE n° 1. v. BATTRE. v. CAMP. v. CAVALERIE. v. CAVALERIE FRANÇAISE n° 4. v. CAVALIER LIGÈRE. v. CHEVALIER DU MOYEN AGE n° 9. v. CHIEN DE GUERRE. v. COMBAT. v. COMPAGNIE DE VOLTIGEURS n° 4. v. COUP D'ARME À FEU. v. DÉGAT. v. DISCIPLINE. v. ENSEIGNE. v. ÉPÉE. v. ÉPÉE D'OFFICIER. v. ESCRIME. v. ÉTENDARD. v. ÉTOUR. v. FIER. v. FORCE COMPTABILITAIRE. v. GRENADIER À PIED. v. GUERRE. v. INFANTERIE n° 1, 5, 8. v. LANCE À MAIN. v. LANQUENET. v. MILICE ROMAINE n° 7. v. ORDONNANCE TACTIQUE. v. ORDRE DE BATAILLE. v. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE n° 2. v. RETIRE. v. SIÈGE. v. STRATÉGIE. v. TACTIQUE, subs. v. TÈRE. v. TOURNON.

COMBE, subs. fém. (G, 7), ou COMBER, ou COMBEL. Mot dérivé, suivant ROQUEFORT, du grec *kambos*; MÉNAGE le tire du bas latin *gunba*; il est resté dans l'ANGLAIS *comb*, qui signifie VALLÉE. Les géologues l'emploient comme exprimant une espionnade élevée, peu étendue, tant soit peu concave, mais ordinairement aride ou du moins n'ayant pas de cours d'eau, et ne comprenant qu'un petit nombre d'habitations. GANEAU définit le mot : VALLÉE entre deux MONTAGNES.

COMBER, v. NOMS PROPRES.

COMBINÉ (combinée), adj. v. ARMÉE C... v. CARRÉ C... v. COLONNE C... v. LIGNE C... v. RÉGIMENT C... v. REVOLTE C...

COMBLAN, subs. masc. v. COMBLEAU.

COMBLEAU, subs. masc. (G, 2), ou COMBLAN, suivant GANEAU. Mot dont on ignore l'étymologie; c'est un des mots de l'ARTILLERIE qui ne vient pas de l'italien, puisqu'en cette langue on dit *canapo* ou

cavo. Un Comblean est un fort cordage propre à soulever les canons, à tirer les raquettes, etc.

COMBLEMENT, subs. masc. v. COMBLER. v. POLIORÉTIQUE.

COMBLER (verb. act.) la trancher (II, 4). Le mot Comblir dérive du latin *commulus*, monceau. Il exprime surtout une des

opérations défensives que les assiégés tentent quand ils font une sortie; ainsi, dans les commencements d'un investissement, le commandant de la place assiégée dirige, s'il le juge possible, contre les travaux de l'assiégeant une partie de ses forces dans l'intention d'opérer le COMBLEMENT DES TRANCHÉES.

COMBUSTIBLE

DE CUISINE DE CASERNE.

DE POSTE.

DE CUISINE DE SOLDAT.

DE CUISINE DE SOUS-OFFICIER.

COMBUSTIBLE, subs. masc. (term. génér.), ou COMBUSTIBLE MILITAIRE. Mot tout latin dérivé du verbe *comburare*, brûler. Il exprime certains approvisionnements d'armes, certaines denrées, certaines prestations en nature; il consiste en fourniture de foyer ou en fourniture de luminaire accordées aux troupes françaises conformément aux tarifs de chauffage, et fournies soit en vertu des marchés passés par le ministre de la guerre ou sous son approbation, soit par les soins du conseil d'administration et au moyen d'une masse de chauffage. — Les fournitures de Combustible ont principalement pour objet la cuisine des hommes de troupe; et en certains cas, ou en certaines saisons, le chauffage et l'éclairage des militaires en général. — Pour les sous-officiers des corps d'infanterie, le Combustible comprend une double ration de chauffage. — Il n'est fait de distribution de Combustible pour l'usage des officiers qu'extraordinairement. — Le combustible, suivant le pays, comprend : du bois de chauffage, du charbon de terre ou des briquettes, de la chandelle, de l'huile et de la tondre. — Si des difficultés s'élèvent, suivant la nature du Combustible qui doit être perçu, l'intendant prononce. — Tout ce qui concerne le sujet fait partie des recherches consignées dans l'ouvrage d'ORDONNANCE (1824, E, t. VII). — Sa destination, son emploi, sa qualité, ont été réglés par l'instruction de 1838 (14 mars). — Il se distingue en COMBUSTIBLE D'ARMÉE AGISSANTE, — DE CAMPAGNE, — DE CASERNE, — DE CHAMBRE, — DE CORPS DE GARDE, — DE CUISINE, DE PORTERIE, — DE POSTE, — D'INFIRMERIE, — EN BOUFFE, — MILITAIRE.

COMBUSTIBLE : D'ARMÉE AGISSANTE. V. ABATIS DE BOIS DE CHAUFFAGE. V. ARMÉE AGISSANTE.

COMBUSTIBLE DE CAMPAGNE. V. BOIS

DE CHAUFFAGE. V. CAMPAGNE. V. CHAUFFAGE DE BARAQUEMENT. V. CHAUFFAGE DE CAMPEMENT.

COMBUSTIBLE DE CASERNE. V. CASERNE D'INFANTERIE. V. FOURNEAU DE CUISINE.

COMBUSTIBLE DE CHAMBRE. V. CAPO-RAL D'ENCOUADRE N° 3. V. CHAMBRE.

COMBUSTIBLE DE CORPS DE GARDE. V. CORPS DE GARDE. V. MASSE DE CHAUFFAGE.

COMBUSTIBLE DE CUISINE DE CASERNE (term. sous-génér.). Sorte de COMBUSTIBLE que nous examinerons indépendamment de l'éclairage des ordinaires qui en fait partie, parce que le luminaire étant, en temps de paix, acquis aux frais de l'ordinaire, ne demande ici aucune explication. — Le Combustible de cuisine a été improprement appelé CHAUFFAGE. — Celui des CASERNES ne diffère pas de celui des CANTONNEMENTS; il est considéré ici bien moins comme CHAUFFAGE que comme l'ensemble des substances propres à la cuisson des aliments des ordinaires, puisque ce n'est qu'en hiver et délivré en rations plus fortes qu'il est destiné à chauffer les troupes. — Ces substances sont de diverses natures; mais le plus ordinairement le Combustible se compose de bois; toute autre matière est regardée par COLONNIER (1772, C) comme nuisible à la santé du soldat; mais ce n'est pas une vérité démontrée. — Avant et depuis l'ordonnance de 1716 (25 octobre) jusqu'à la guerre de la révolution, le Combustible de cuisine était payé par une retenue sur le prêt; les soldats casernés touchaient alors pour le feu de la marmite, pendant cinq mois de l'année, six deniers par jour; pendant le reste de l'année, le soldat ordinaire pourvoyait à cette acquisition. Il y avait cependant des garnisons frontalières où le Combustible était fourni des deniers du roi. — Il y avait des garnisons où la troupe jouissait, pour les mois d'hiver, d'une moitié du combustible d'été. On voit combien en

cela, comme en presque tout, l'ADMINISTRATION MILITAIRE était irrégulière, irrégulière, et peu avancée; les Mémoires de CHOISSEAU en font foi. — Les RÉGLEMENTS DE POLICE voulaient que le Combustible, s'il était en TOURS, fût mis sous la garde du CUISINIER, et rangé par lui dans un des coins de la CHAMBRÉE; que, s'il se composait de BOIS, il fût placé sous les lits des CHAMBRÉS des SOLDATS. Cette dernière mesure est peu praticable depuis l'adoption des COUCHETTES EN FER. Les dispositions anciennes étaient la conséquence du manque de bûchers dans les CASERNES, ce qui était une des grandes causes de leur malpropreté habituelle; cette imperfection disparaît à mesure que l'on construisait des FOURNEAUX de nouveau modèle. — Le Combustible de cuisine est payé au moyen de la MARQUE DE CHAUFFAGE: le prix en est acquitté par les CORPS AUX ENTREPRENEURS de la FOURNITURE du CHAUFFAGE. Il est délivré à des époques fixes. Mais cette FOURNITURE pourrait, en vertu d'une décision spéciale, être suppléée par une INDENNITÉ DE CHAUFFAGE. — Le Combustible est délivré dans des MAGASINS établis par le gouvernement; il est perçu à l'avance; il comprend DE MOIS D'HIVER de moins que le CHAUFFAGE de POSTE de GARNISON; il devait souffrir un prélevement appliqué au CHAUFFAGE du POSTE de la CASERNE. — Le droit à l'obtention du Combustible, et la perception des RATIONS sont constatés par l'INTENDANCE. Le REGISTRE DE MOUVEMENTS ET DE DISTRIBUTIONS que tient le TRÉSORIER sert de renseignement pour l'établissement du droit, et de preuve pour l'emploi des RATIONS. Ce registre est composé des BONS DE COMBUSTIBLES des CAPITAINEs, aux REÇUS GÉNÉRAUX de FOURNITURES que leur remet le TRÉSORIER, et AUX COULEURS des FEUILLES D'APPEL qui sont relatives à cet objet. — Depuis 1820, le DÉPARTEMENT DE LA GUERRE s'est appliqué à économiser le Combustible, en tirant le plus profitable parti de la chaudière qui produisait le bois, la BOULLE ou la TOURNE DE MARAIS; le CORPS du génie a commencé à séparer des dortoirs ses CUISINES. — L'INSTRUCTION DE 1827 (13 AOÛT) ne laissait sur l'ancien pied la fixation des RATIONS, à quelques modifications près, que par rapport aux TROUPES en résidence dans des CASERNES pourvues de FOURNEAUX économiques; elle voulait que ce Combustible pût servir aux besoins de l'HÔPITAL. — Depuis le MINISTÈRE de cette époque, des indemnités de Combustible sont allouées, en certaines circonstances, AUX HABITANTS. — La CIRCULAIRE DE 1832 (31 MARS) tarifait le TROU PERÇU DU CHAUFFAGE. — Les CIRCULAIRES DE 1833 (25 FÉVRIER) et DE 1834

(25 AVRIL) déterminaient la quantité des RATIONS à délivrer, suivant que les CORPS faisaient ou non usage de FOURNEAUX ÉCONOMIQUES. — Le Combustible se distingue en COMBUSTIBLE DE CUISINE DE SOLDATS et en COMBUSTIBLE DE CUISINE DE SOUS-OFFICIERS.

COMBUSTIBLE DE CUISINE DE SOLDAT (B, 1). Sorte de COMBUSTIBLE DE CUISINE DE CASERNE qui est dû AUX CAPORAUX et AUX SOLDATS, à raison d'une RATION par jour et par homme. — L'INSTRUCTION DE 1827 (13 AOÛT) exprimait par une locution mal imaginée, par l'expression RATION D'ORDINAIRE, la quantité de Combustible de cuisine que nécessite l'emploi d'une MARMIITE pour toute une COMPAGNIE D'INFANTERIE. La RATION D'ORDINAIRE était donc de sept soixantièmes de stère par jour; ou bien, au poids, elle était de vingt-neuf kilogrammes de BOIS, ou de quinze kilogrammes de CHARBON DE TERRE. — En GARNISON, EN DÉTACHEMENT ou EN GARRISON, si le lieu était dépourvu de CASERNES, le Combustible serait également dû après trois jours de LOGEMENT PAR HEURES.

COMBUSTIBLE DE CUISINE DE SOUS-OFFICIERS (B, 1), ou CHAUFFAGE DE SOUS-OFFICIERS. Sorte de COMBUSTIBLE DE CUISINE de CASERNE qui est dû AUX FOURNIERS, AUX SERGENTS, AUX MATRES OUVRIERS, etc., à raison de deux RATIONS par homme et par jour. De même, au commencement du siècle passé, on donnait AUX SERGENTS un sou par jour pour CHAUFFAGE; tandis qu'on donnait moitié moins au SOLDAT; cette différence a pour motif le petit nombre des commensaux du même ORDINAIRE, et la chère un peu moins simple des SOUS-OFFICIERS. — L'INSTRUCTION DE 1827 (13 AOÛT) allouait, pour cuisson d'ALIMENTS DE SOUS-OFFICIERS, une RATION individuelle équivalant à l'ancienne DOULE RATION des SOUS-OFFICIERS.

COMBUSTIBLE DE PORTERESSE. V. APPROVISIONNEMENT DE SIÈGE DÉFENSIF. V. BOIS DE CHAUFFAGE DE PORTERESSE. V. DÉFENSE DE PORTERESSE. V. PORTERESSE.

COMBUSTIBLE DE POSTE (B, 1; E, 3). Sorte de COMBUSTIBLE MILITAIRE qui consiste en CHAUFFAGE et en ÉCLAIRAGE de poste, et qui est sous la garde du CAPORAL EN CONSIGNE.

COMBUSTIBLE DE POSTE DE CASERNE. V. BROUETTE DE CASERNE. V. CHAUFFAGE DE POSTE DE CASERNE. V. COMBUSTIBLE DE CUISINE DE CASERNE.

COMBUSTIBLE D'HIVER. V. COMBUSTIBLE DE CUISINE. V. HIVER.

COMBUSTIBLE D'HÔPITAL. V. INFIRMERIE.

COMBUSTIBLE EN ROUTE. V. CHAUFFAGE EN ROUTE. V. EN ROUTE.

COMBUSTIBLE MILITAIRE. V. COMBUSTIBLE. V. MILITAIRE.

COMÉDIE (C, 3; E, 3). Ce mot, tout latin, ne prend place ici que parce que l'ordonnance de 1768 (1^{re} mars) autorisait les officiers des corps employés dans des villes de garnison à contracter un abonnement au théâtre dramatique de la ville. — Les ordonnances chargeaient les commandants de place de veiller à ce que les militaires se conduisissent avec décence au théâtre. — Une lettre ministérielle de 1773 (13 janvier), dont parle l'*Encyclopédie* (1785, C, suppl.), et que rapporte *Pottier* (1779, X), défendait aux officiers de jouer la Comédie dans leurs garnisons, soit avec des acteurs de profession, soit sur des théâtres particuliers.

COMESTIBLE. subs. masc. V. ALIMENT D'ORDINAIRE. V. GRAND GARDE. V. GRAND PRÉVOT. V. ROUBURE. V. RIZ.

COMINES. V. LONS PROPRES.

COMINGE. subs. fém. (F), ou COMINGES, ou BOMES à LA COMINGE. PROJECTILE creux qui était tant soit peu ovale. — Louis quatorze, assiégeant Mons en 1691, donna par dérision aux bombes de cinq cents le nom du comte de Cominge; c'était une allusion à la corpuence de ce courtisan. — Les derniers sièges où les Français en aient fait usage furent ceux de Traerbach en 1733, et de Tournay en 1745. — Gassendi et M. Cotty ne donnent le nom de Cominges qu'à de gros mortiers, au lieu de le donner au projectile; ce genre de mortiers avait été abandonné et fondu au commencement de la guerre de la révolution. — Il a été fondu en 1832, à Liège, de doubles cominges en fer, sous le nom de mortiers à LA PALMARES ou de mortiers mortiers.

COMITE. subs. masc. V. ASSAUMITE. V. COMITE N° 2.

COMITÉ. subs. masc. (term. génér.). Mot tout anglais, *committee*, qui était peu connu avant *Furetière*; il s'écrivait *comité*. Il signifiait assemblée parlementaire, soit petite, soit grande; techniquement, il indiquait une assemblée à laquelle certains examens étaient confiés, *committed*. — Le mot va se distinguer en comité militaire et en comité permanent d'infanterie et de cavalerie.

COMITÉ CENTRAL DES REVUES. V. CENTRAL. V. REVUE. V. REVUE D'ADMINISTRATION.

COMITÉ CONSULTATIF. V. CONSULTATIF. V. COMITÉ PERMANENT, etc.

COMITÉ D'ARTILLERIE. V. ARMÉE BLANCHE. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE FRANÇAISE. V. COMITÉ PERMANENT. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. FUSIL A PISTON. V. FUSIL DE REMPART.

V. FUSIL DE VOLTIGEURS. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. HABILLEMENT. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL D'ARTILLERIE. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1831. V. NUMÉRO DE FUSIL.

COMITÉ DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. COMITÉ PERMANENT.

COMITÉ DE LA GUERRE. V. AGRECE. V. AUMONIER N° 5. V. AVANCEMENT. V. CODE MILITAIRE. V. COMMANDANT DE BATAILLON. V. COMMISSION D'EXAMEN. V. CONSEIL DE LA GUERRE. V. CORPS D'ÉTAT-MAJOR. V. EXÉCUTION A MORT. V. GARNISON. V. GRADE DE SECOND. V. GUERRE. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1774 (8 JUIN). V. ORDONNANCE OFFICIELLE.

COMITÉ des INSPECTEURS. V. COMMANDANT DE BATAILLON. V. INSPECTEUR. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5. V. JUSTICE MILITAIRE. V. LIT DE SOLDAT. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1774 (8 JUIN); EN 1780, V. OFFICIER DU GÉNIE N° 6. V. SARRIS DE SARRIS. V. SOUS-LIEUTENANT N° 2. V. TAMBOUR INSTRUMENTAL.

COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR. V. ÉTAT-MAJOR. **COMITÉ D'INFANTERIE.** V. COMITÉ PERMANENT. V. INFANTERIE. V. LANCIER.

COMITÉ DU GÉNIE. V. COMITÉ PERMANENT. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. DIRECTEUR DES FORTIFICATIONS. V. GÉNIE. V. GÉNIE IDIOPHIQUE N° 1. V. HABILLEMENT. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

COMITÉ DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE, 1774 (8 JUIN). V. OFFICIER FRANÇAIS N° 6. V. SARRIS-POIGNARD.

COMITÉ MILITAIRE (F). Sorte de comité qui était un de ceux que l'Assemblée constituante avait établis dans son sein. Il remplaça le conseil de la guerre. Il régla le chiffre, jusque-là indéterminé, des officiers de l'armée; embrassa la question difficile des grades; refondit l'organisation des régiments d'infanterie; remania plusieurs ordonnances; imprima aux armées une organisation plus simple, plus nerveuse, qui ne fut pas sans influence sur les succès de l'époque.

COMITÉ PERMANENT D'INFANTERIE ET DE CAVALERIE (B, 1). Sorte de comité créé par ordonnance de 1832 (20 SEPTEMBRE) et attaché au ministère de la guerre; il était chargé du dépouillement des rapports des inspecteurs généraux et de l'examen des projets et des questions que le ministre lui adressait; il se composait de huit lieutenants généraux, de trois maréchaux de camp, d'un intermédiaire militaire. — C'était un conseil de la guerre au petit pied, dont la composition eût pu être combinée plus profitablement; M. de Chambray et le *Jour-*

nal de l'Armée (t. 1, p. 77) ont témoigné combien il serait nécessaire d'appeler à de pareils conseils des officiers laborieux, rompus aux détails, familiers avec les coutumes de l'époque, et n'étant que d'un grade moins élevé que celui des généraux. — L'ordonnance de 1834 (28 octobre) dénommait COMITÉS CONSULTATIFS celui-ci et ceux de l'artillerie et du génie; elle en déterminait les attributions; la note de 1836 (30 juillet), celle du 19 août, et l'ordonnance de 1856 (10 septembre) revisaient ces dispositions. — Une critique âcre du Comité d'infanterie et de cavalerie, à l'occasion de la barbe, de la royale et des

monastères des militaires, était insérée dans le journal le *Siccle*, le 25 juin 1836; la *Sentinelle de l'Armée* (t. II, p. 359) contenait aussi, sur ce Comité, un jugement plus sévère que juste. — Une ordonnance de 1840 (17 décembre) a reconstitué séparément le COMITÉ CONSULTATIF DE L'INFANTERIE et celui de la CAVALERIE. Ils sont composés de sept LIEUTENANTS GÉNÉRAUX et d'un INTENDANT MILITAIRE.

COMMANDANT, adj. et subs. V. ADJUDANT C... V. CAPITAINE C... V. CHEF DE BATAILLON C... V. COLONEL C... V. DÉNOMINATION DE C... V. GÉNÉRAL C... V. MESTRE DE CAMP C... V. OFFICE DE C... V. OFFICIER C...



COMMANDANT, subs. masc. (term. génér.). Mot peu ancien, puisqu'il a succédé aux mots AMIRAL, COMAN, COMANDERE, COMMANDEUR, GOUVER. Il dérive du LATIN, ainsi que le substantif COMMANDERMENT et le verbe COMMANDER, etc.; mais il en dérive d'une manière indirecte, parce que, en cette langue, COMMANDER n'a jamais signifié être à la tête d'une troupe. — Dans le MOYEN AGE, le COMMANDERE était un OFFICIER chargé d'un mandat (*mandatum*), qu'on a ensuite nommé LETTRES, PROVISIONS, recommandation (*commendatio*), d'où est venu le mot COMMANDEMENT, signifiant droit ou GRAVE résultant du mandat, de la recommandation. C'est à cette origine détournée qu'il faut attribuer l'acception vague de l'expression

Commandant. Ainsi, dans l'ARMÉE FRANÇAISE, un CHEF, un CHEF DE BATAILLON, un CHEF DE CORPS, un CHEF DE DIVISION, un COLONEL, un COMMANDEUR, un CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE sont également des Commandants, parce qu'ils ont mandat. — La LANGUE MILITAIRE aurait dû cependant éviter ces inutilités similitudes, et il conviendrait d'affecter plutôt le mot CHEF comme indiquant un pouvoir sur des militaires, indépendamment du lieu de leur résidence; de même qu'il eût mieux valu affecter le mot Commandant comme exprimant le commandement d'un lieu et par conséquent celui des militaires qui, momentanément, y stationnent. Cette différence eût résulté de ce que c'est vraiment le Commandant d'un

lien qui a un mandat écrit, tandis qu'un Commandant d'hommes n'a souvent qu'un ordre verbal. — Le mot Commandant s'est distingué ou se distingue en COMMANDANT D'ARMÉE, — D'ARRONDISSEMENT, — D'ARTILLERIE, — DE BRIGADE, — EN CAVALERIE, — DE COURONNE, — DE CORPS D'ARMÉE, — DE CORPS PAR INTÉRIM, — DE DÉPARTEMENT, — DE DÉPÔT, — DE DÉTACHEMENT, — DE FORT, — DE FORTRESSE, — EN GARDE MONTAINE, — DE GARDE ROYALE, — DE GENDARMERIE, — DE LA LÉGION D'HONNEUR, — EN PATROUILLE, — DE PLACE, CAPITAINE, — DE PLACE, CHEF DE BATAILLON, — DE PLACE, CHEF D'ESCADRON, — DE PLACE, COLONEL, — DE PLACE DE DEUXIÈME CLASSE, — DE PLACE DE PREMIÈRE CLASSE, — DE PLACE DE TROISIÈME CLASSE, — DE PLACE, LIEUTENANT-COLONEL, — DE PLACE, MAJOR, — DE POSTE, — DE PROVINCE, — EN RÉGIMENT, — DE RÉSERVE, — EN SEULE, — DE SUBDIVISION, — D'INFANTERIE, — DU GÉNIE, — EN CHEF, — EN SECONO, — GÉNÉRAL, — PAR INTÉRIM, — PARTICULIER, — RÉGIMENTAIRE, — TERRITORIAL.

COMMANDANT (commandants) AMOVIBLE (F). Sorte de COMMANDANTS DE PLACE institués, lors de la suppression des GOUVERNEURS, par la LOI DU 10 JUILLET (1791), confirmés par la LOI DE 1792 (12 MAI) et par le DÉCRET DE L'AN DIX (15 NIVÔSE), et employés sous cette désignation dans les PLACES DE GUERRE ou dans les GARNISONS de l'INTÉRIEUR. — Le droit d'être Commandant amovible était dévolu à l'officier le plus ancien dans le GRADE le plus élevé, sans distinction d'ARMES. Ces OFFICIERS ont été remplacés par les COMMANDANTS TEMPORAIRES EN L'AN TROIS (30 MESSIDOR).

COMMANDANT D'ARMÉE. V. ARMÉE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE. V. JUNTICH MILITAIRE. V. MAIRE DU PALAIS. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 4. V. TACTIQUE.

COMMANDANT (commandants) d'ARMES (F). Sorte de COMMANDANTS DE PLACE dont la dénomination était inexacte et bizarre, comme tant d'autres mots de notre LANGUE MILITAIRE, puisque ces officiers étaient au contraire Commandants de lieux, c'est-à-dire à poste fixe, qu'il y eût ou non une GARNISON. — Les Commandants d'armes ont succédé en l'AN HUIT (26 GERMINAL [1^{er} novembre 1796]) AUX COMMANDANTS TEMPORAIRES, et ils ont continué à être reconnus sous ce même titre par les DÉCRETS DE 1816 (14 OCTOBRE) et 1811 (24 OCTOBRE), relatifs à la composition des ÉTATS-MAJORS; ces décrets leur donnaient la CINTURE écarlate à franges d'or. — La dénomination de Commandant d'armes a été remplacée par la qualification encore moins plausible de

TENANT DE ROI et de COMMANDANTS DE POSTE.

COMMANDANT D'ARRIÈRE — GARDE DE CORPS SUR FIXE EN PAIX (E, 4). Sorte de COMMANDANT RÉGIMENTAIRE choisi parmi les OFFICIERS DU CORPS. — Il convient en maintes occasions que ce Commandant soit, autant que possible, CAPITAINE; mais l'ORDONNANCE DE 1833 (2 NOVEMBRE) attribue ces fonctions à l'officier de la garde descendante. — Le Commandant d'ARRIÈRE — GARDEN fait faire, avant de quitter le GITE, des PATROUILLES qui visitent les CASERNS; il fait arrêter tous les hommes de troupe qui sont en arrière sans permission, et surtout ceux qui ont manqué AUX APPELS, et qui lui ont été désignés par les SERGENTS-MAJORS. — Il ne se met en route qu'après s'être fait délivrer le CERTIFICAT DE BIEN-VIVRE.

COMMANDANT D'ARRONDISSEMENT. V. ARRONDISSEMENT. V. GÉNÉRAL COMMANDANT.

COMMANDANT D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. COMMANDANT DU PLACE N° 5. V. COMMANDEMENT DE FORTRESSE. V. GÉNIE INDIVIDUEL N° 4.

COMMANDANT (commandants) de BATAILLON (F). Sorte de COMMANDANTS RÉGIMENTAIRES qu'il ne faut pas confondre avec les CHEFS DE BATAILLON, quoique souvent ces deux GRADES aient été pris l'un pour l'autre. Ainsi, en vertu des ORDONNANCES DE 1677 (3 JUILLET et 17 SEPTEMBRE), le PREMIER CAPITAINE, ou celui qui était l'ancien, prenait, avec le titre de Commandant de bataillon, une sorte d'AVANCEMENT sans grade, et commandait le BATAILLON en l'absence du LIEUTENANT-COLONEL. — Suivant les lois de la COMPOSITION de cette époque, les Commandants de bataillon étaient ce qu'ont été ensuite les CAPITAINES EN PREMIÈRE CLASSE; reconnus par l'ORDONNANCE DE 1734 (10 DÉCEMBRE), ils furent réformés par l'ORDONNANCE DE 1762 (10 DÉCEMBRE), rétablis par DUMÉY, sous le nom de chefs de bataillon avec épaulettes de deux métaux, en vertu de l'ORDONNANCE DE 1775 (26 AVRIL), et supprimés de nouveau par SAINT-GERMAIN, en vertu de l'ORDONNANCE DE 1776 (25 MARS). SÉCHOU, en 1783, eut l'intention de les créer à grade fixe; les COMITÉS des INSPECTEURS furent d'un avis différent, et le mot Commandant de bataillon a continué d'exprimer un OFFICIER qui, sans être par son grade CHEF DE BATAILLON, commanderait momentanément le BATAILLON. — En prenant le mot sous cette acception, on a vu les CAPITAINES EN GENDARMERIE, à raison de ce rang, être tour à tour ou susceptibles d'être Commandants de bataillon ou inhabiles à le devenir. — La création des CHEFS DE BATAILLON, qui a eu lieu en 1793, a fixé la règle.

COMMANDANT DE BRIGADE. V. BRIGADE.
V. MARÉCHAL DE CAMP COMMANDANT DE B...

COMMANDANT DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. MAÎTRE DE LA CAVALERIE. V. MARQUIS. V. PAS HÉRARCHIQUE.

COMMANDANT (commandants) de CITADELLE (E, 3). Sorte de COMMANDANTS DE PLACE dont l'emploi diffère peu de celui des COMMANDANTS DE FORTERESSE. — Il y a eu des Commandants de citadelle, qui ont eu le titre de GOUVERNEURS. — Maintenant un ADJUDANT DE PLACE peut commander une CITADELLE. — Un Commandant de citadelle n'y doit souffrir d'établissements civils que ceux qui y sont indispensables à la GARISON; et ce n'est que dans le cas où il ne s'y trouve aucun de ces établissements qu'il y tolère des CANTIERES STABLES. Il a droit d'y changer le mot d'ORDRE sitôt que les PORTES-LEVIS sont fermés. — Il fait visiter tous les ballots, tous les coffres qu'on introduit dans la CITADELLE. — Il ne pouvait autrefois faire emprisonner aucun étranger qu'en vertu d'un ordre émané du GOUVERNEUR de la FORTERESSE. — Il fait faire le service comme dans les PLACES DE GUERRE; il reçoit le MOT de l'officier qui commande la ville, et il lui est subordonné en vertu du DÉCRET DE 1814 (24 DÉCEMBRE).

COMMANDANT DE COHORTE. V. COHORTE.
V. SINGULIER.

COMMANDANT (commandants) de COMPAGNIE (A, 1). Sorte de COMMANDANT RÉGIMENTAIRE qui est CAPITAINE, ou qui momentanément en remplit les fonctions. — Un sous-officier peut être commandant de compagnie. — Les fonctions, les attributions, les devoirs, les rapports, l'administration des commandants de compagnie, l'espèce des registres qu'ils tiennent, etc., etc., se trouvent expliqués au mot CAPITAINE D'INFANTERIE.

COMMANDANT (commandants) DE CORPS (A, 4), ou CHEF DE CORPS. Sorte de COMMANDANT RÉGIMENTAIRE placé soit à titre permanent, soit comme COMMANDANT PAR INTÉRIM, à la tête d'un corps; c'est ainsi que, dans le second cas, il y a des CHEFS DE BATAILLON, des MAJORS, etc., qui sont Commandants de corps. — Un Commandant de corps est toujours PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. En GARNISON, il signe lui-même les BILLETS D'EMPRISONNEMENT; il peut modifier les PUNITIONS; il reçoit du COMMANDANT DE PLACE l'avis des REVUES ADMINISTRATIVES, etc., etc. — Ce qui a été dit des devoirs et des fonctions des COLONELS, en toutes positions, est applicable aux Commandants de corps. — Tout Commandant de corps qui n'est pas COLONEL, ou CHEF permanent de corps, doit,

si le COLONEL est absent, lui adresser un RAPPORT sur la situation du corps et les événements qui y ont eu lieu.

COMMANDANT DE CORPS PAR INTÉRIM. V. CHEF DE BATAILLON COMMANDANT DE CORPS. V. COMMANDANT DE CORPS. V. CORPS. V. PAR INTÉRIM.

COMMANDANT DE CORPS D'ARMÉE. V. COMMISSION D'EMPLOI. V. CORPS D'ARMÉE. V. MOT.

COMMANDANT DE DÉPARTEMENT. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2. V. CONSEIL DE RECRUTEMENT. V. DÉPARTEMENT. V. GÉNÉRAL COMMANDANT DE DÉPARTEMENT. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE N° 3.

COMMANDANT DE DÉPÔT. V. CAPITAINE D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL. V. DÉPÔT DE RECRUTEMENT. V. RECRUTEMENT.

COMMANDANT DE DÉTACHEMENT. V. CHEF. V. CHEF DE BATAILLON COMMANDANT DE DÉTACHEMENT. V. CHEF DE DÉTACHEMENT. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. DÉTACHEMENT.

COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE (C, 2). Sorte de COMMANDANT TERRITORIAL qui est ou qui était tiré ordinairement, en France, de la classe des GÉNÉRAUX DE DIVISION, ou de celle des LIEUTENANTS GÉNÉRAUX, et qui est revêtu du COMMANDEMENT spécial d'une DIVISION MILITAIRE du royaume. — Des détails sur ses attributions et ses fonctions se trouvent dans le *Spectateur militaire* (t. xvi, p. 84). — Cet emploi va être examiné sous les rapports suivants : Dénomination, RÔLE, LOGEMENT, SOLDE, DROITS, AUTORITÉ, RANG, SURVEILLANCE, FONCTIONS, ADMINISTRATION. — N° 1. Dénomination, NOMBRE, LOGEMENT, SOLDE. — L'assemblage de quatre mots pour exprimer une idée simple et une fonction unique est une des imperfections de notre LANGUE MILITAIRE. Les Grecs disaient *toparches* (de *topos*, lieu, *archè*, pouvoir), dans le même sens, comme le témoigne *Doane*. — Au lieu de l'expression Commandant de division, on s'est servi aussi des termes : GÉNÉRAL COMMANDANT DE DIVISION, ou la DIVISION. Cette dernière locution n'est ni claire ni correcte. — On se servait vulgairement aussi, dans le même sens, des termes GÉNÉRAL DIVISIONNAIRE. — Le nombre des Commandants qui, depuis la restauration, était de soixante-dix, a été réduit à quarante-six, en 1826. — Le LOGEMENT alloué en nature, au compte de l'Etat, aux généraux commandants était déterminé dans une DÉCISION DE 1826 (10 AVRIL). On pourrait induire de ce document que les célibataires sont exclus du commandement des divisions, puisqu'il y est question formellement et en détail de la *chambre de madame*. — En l'an dix, les frais de représen-

lition et de bureau des Commandants de division de première classe s'élevaient à vingt-deux mille sept cent vingt francs. En 1852, à douze mille francs. — Depuis 1844 le traitement, en outre des appointements du grade, était de vingt mille francs; il avait été réduit de moitié en 1828. — En l'an onze (18 nivôse) la solde du traitement des Commandants de division de première classe était de quarante-trois mille sept cent vingt francs, et de deuxième classe, de trente et un mille sept cent vingt francs. — En 1832 le traitement de première classe était de trente-six mille neuf cent quatre-vingt-seize francs, y compris frais de représentation et de bureau; celui de deuxième classe, de vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt-seize francs. — N° 2. DROITS, AUTORITÉ, RANG. — LES CONSTITUTIONS DE 1792, 1776, 1788 leur confiaient la direction de l'administration, et mettaient sous leurs ordres les COMMISSAIRES ORDONNATEURS. Ce n'était que par l'intermédiaire du Commandant que les COMMISSAIRES DES GUERRES pouvaient adresser des demandes personnelles au MINISTRE DE LA GUERRE. En 1776, ils cumulaient les fonctions d'INSPECTEURS GÉNÉRAUX. — Le COMMANDEMENT dont le général est revêtu lui donne droit, à grade égal, de prendre le pas sur ses collègues et de commander tous les GÉNÉRAUX employés dans sa division. — En vertu de l'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS), le COMMANDANT DE PROVINCE modifiait, en cas d'urgence, les formes du SERVICE DES GARNISONS, sauf à en rendre compte au MINISTRE. — Au temps des CONTRA-MANŒUVRES, le GÉNÉRAL COMMANDANT y appelait les JURÉS. — Il nomme ou révoque les MEMBRES DES CONSEILS PERMANENTS. Il donne l'ordre d'assembler le CONSEIL. Il a droit de signer, en cas d'ACCUSATION, la formule : SOIT INFORMÉ, qui détermine la MÈRE DE JUGEMENT DES PRÉVENUS militaires et leur renvoi par-devant les CONSEILS PERMANENTS; il pourrait même paralyser l'action de la justice en ne signalant pas la réquisition d'informer, car on ignore à qui il appartiendrait de lancer un pourvoi en déni de justice. — Il a droit de prononcer, en suite des plaintes à lui adressées par les COMMANDANTS DE PLACE, à l'égard des OFFICIERS dont ces COMMANDANTS auraient à se plaindre et qui seraient leurs supérieurs en grade. Il a en général la haute surveillance de la DISCIPLINE des garnisons. — Le DÉCRET DE 1811 (24 DÉCEMBRE) l'autorise (art. 28), ainsi que le COMMANDANT DE DÉPARTEMENT, à prendre le commandement supérieur de la PLACE DE GUERRE où il résiderait; il autorise aussi le Commandant de la division à réunir différents commandements de département dans le cas de l'ab-

sence de l'un des GÉNÉRAUX COMMANDANTS de département. — L'ORDONNANCE DE 1822 (16 JANVIER) et les INSTRUCTIONS de la même année (16 JANVIER et 12 AVRIL) autorisent le Commandant de division à accorder des CONGÉS, ou des prolongations de CONGÉS DE CONVALESCENCE, et des CONGÉS TEMPORAIRES, ou de SEMESTRE. — Il peut seul autoriser les ABSENCES des OFFICIERS qui quittent leur GARNISON, si ces ABSENCES doivent avoir une durée de plus de quinze jours. — Il se fait rendre compte des CONGÉS OUTRE-PASSÉS. — Il donne, au nom du MINISTRE DE LA GUERRE ou de l'AUTORITÉ compétente, l'ordre de délivrer des PERMIS DE ROUTE AUX CORPS. Il peut ordonner certains FOURNITURES EXTRAORDINAIRES de LIQUIDES. — Les Commandants de divisions ont sous leurs ordres les COMMANDANTS DE PLACE employés dans la division, et ils exigent d'eux un rapport mensuel et détaillé de ce qui concerne la GARNISON. — L'INSTRUCTION DE 1831 (20 SEPTEMBRE) donnait au Commandant d'une division territoriale le commandement sur tout GÉNÉRAL commandant une division active stationnée dans le rayon de son commandement. — N° 5. SURVEILLANCE, FONCTIONS. — Le GÉNÉRAL doit surveiller les ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES, s'assurer de l'état des FORTIFICATIONS, et se faire communiquer tous les documents, tous les renseignements qu'il est en droit d'exiger des OFFICIERS du GÉNIE et de l'ARTILLERIE. S'il fait des tournées, il dépend de lui de se faire accompagner par ceux de ces OFFICIERS qui sont à même de l'éclairer sur l'état des places ou du MATÉRIEL DE L'ARTILLERIE. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) voulait que le Commandant de la division rendit compte au MINISTRE des progrès de chaque corps dans ses EXERCICES et sa TACTIQUE, et qu'il assistât, autant que possible, aux MANŒUVRES DES TROUPES. — L'ORDONNANCE DE 1776 (31 DÉCEMBRE) voulait de plus que les Commandants de division veussent à ce que les CORPES DE L'INFANTERIE FRANÇAISE EXERCERSENT leurs MŒUVRES à toutes les MANŒUVRES simulées de l'ATTAQUE et de la DÉFENSE DES PLACES. — Le général est l'intermédiaire entre le MINISTRE DE LA GUERRE et les corps, quand les CORPES lui adressent la demande du passage d'un HOMME DE TROUPE dans les CONTRAINTES DU DISCIPLINE. — Le DÉCRET DE 1811 (24 DÉCEMBRE) enjoignait aux Commandants des divisions de prendre tous les moyens en leur pouvoir, pour se tenir, en cas de SIÈGE, en CORRESPONDANCE avec celles des PLACES ASSIÉGÉES qui dépendraient de leur division. — L'INSTRUCTION DE 1831 (20 SEPTEMBRE) voulait que les Commandants de division correspondissent avec le MINISTRE relativement au personnel

des OFFICIERS et aux objets de POLETE et de DISCIPLINE. L'ORDONNANCE DE 1832 (28 AVRIL) leur enjoignait de prêter l'oreille aux réclamations des ENROLÉS VOLONTAIRES qui croyaient être irrégulièrement ENGAGÉS. — N° 4. ADMINISTRATION. — Les GÉNÉRAUX Commandants de division ne peuvent allouer des FRAIS DE POSTES qu'autant que le MINISTRE DE LA GUERRE leur en a extraordinairement délégué le droit. — Ils ont à transmettre communication aux OFFICIERS du corps de l'INTENDANCE des ordres donnés à l'égard des MOUVEMENTS DE TROUPE qui doivent s'effectuer dans la DIVISION. — Ils apposent leur visa aux DEMANDES DES MUNITIONS D'EXERCICE. — Suivant une CIRCULAIRE DE 1809 (15 JUIN) ils interposent leur autorité en cas de retard dans l'envoi des PRÊTS COMPTABLES. — En tout temps ils prennent connaissance de la situation des MAGASINS, des ressources en fait de PROVISIONS DE BOUCHE et de l'état des APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE. — Ils ont seuls le droit de déterminer la force et le nombre des CORPS DE GARDE établis ou à établir dans les GARNISONS, et d'exiger que les COMMANDANTS DE PLACE leur donnent communication de tous les changements survenus à l'égard de la disposition des POSTES. — Ils se font remettre par les COLONELS de leur DIVISION les états de SITUATION DES CORPS. — Ils avaient droit de déterminer les époques où pouvaient être retirés du SERVICE ou mises en service les CAPOTES DE L'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE.

COMMANDANT DE PORT. V. PORT.

COMMANDANT DE PORTERASSE. V. COMMANDANT DE CITADELLE. V. COMMANDANT DE PLACE. V. PORTERASSE. V. RALLERARDE. V. SUPPLICE. V. TOUR MAXIMILIENNE.

COMMANDANT DE GARDE MONTANTE. V. ARME D'UNIFORME DE TROUPE. V. GARDE MONTANTE. V. SOLDAT DE GARDE.

COMMANDANT DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE. V. ROY DES RIBAUDS.

COMMANDANT DE GENDARMERIE. V. SERTIFICATE D'OFFICIERS DE SANTÉ. V. GENDARMERIE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 6. V. GRAND PRÉVOY.

COMMANDANT DE LA LÉGION D'HONNEUR. V. COMMANDANT. V. COMMANDEUR. V. LÉGION D'HONNEUR.

COMMANDANT DE PATROUILLE. V. CAPORAL DE P... V. CHEF DE P... V. FOURRIER D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. PATROUILLE.

COMMANDANT (commandants) de PLACE (lettin. sous-général), ou COMMANDANT DE PORTERASSE, ou LIEUTENANT DE ROY. Sorte de COMMANDANT TERRITORIAL empruntant cet emploi soit dans une PLACE RATIONNÉE de l'intérieur

du royaume, soit dans une VILLE qui serait momentanément soumise aux armes françaises. Ce Commandant est secondé par un ÉTAT-MAJOR. — WEIDMULLER a compris dans le titre d'un de ses ouvrages le mot Commandant de place; DOORMAN, FOY, GUILLET (1686, B), OMER (1824, E), M. THÉBAULT (1813), ont aussi dans leurs traités consacré, à ce genre d'emploi, un chapitre ou quelques pages. JARRO (1777, G) a composé sur ce sujet un demi-volume sous le mot GOUVERNEUR. La *Sentinelle de l'Armée* (I. III, p. 89) en traite aussi. — Il ne sera question ici de ce grade que dans l'intérêt de l'infanterie, et à raison des rapports établis entre elle et le chef d'une garnison où elle stationne. Tout ce qui en va être dit peut se regarder comme implicitement applicable aux LIEUTENANTS DE ROY, tout à tour abolis, rétablis, supprimés. — L'examen du sujet va se développer sous les rapports suivants: CRÉATION, DÉNOMINATION, NOMINATION, AVANCEMENT, FORCE, NOMBRE, UNIFORME, REMPLACEMENT, ALLOCATION, DROITS, PRÉROGATIVES, SURVEILLANCE, DEVOIRS, INSTRUCTION, SUBORDINATION. — N° 1. CRÉATION. — Les Commandants de place ou, absolument parlant, les Commandants, datent du règne de LOUIS QUATORZE, car antérieurement à ces époques les fonctions analogues étaient remplies par des CHATELAINS, des CONNÉTABLES, des CAPITAINE DE CHATEAUX ou de PLACES. — Les Commandants ont été d'abord des OFFICIERS d'ÉTAT en titre d'OFFICIER. Ils étaient au-dessus du LIEUTENANT DE ROY et du MAJOR DE PLACE: leur grade était indéterminé, mais leur emploi était réel; car ils étaient destinés à la fatigue du métier, puisqu'ils représentaient les GOUVERNEURS, qui, étant des grands seigneurs, s'astreignaient peu à la résidence, ou n'avaient pas la permission de résider. — En TERS DE GUERRE surtout, et dans la supposition d'un SIÈGE, il était nommé des Commandants qui, dans ce cas, devenaient les CHEFS D'ÉTAT-MAJOR DU GOUVERNEUR, si celui-ci était présent et qu'il eût un rang élevé; quelquefois ils avaient au contraire le gouverneur sous leurs ordres. — N° 2. DÉNOMINATION. — Les Commandants de place se sont appelés, suivant les temps, CAPITAINE, CASTELAN, CHATELAIN, COMMANDANT, COMMANDANT AMOVIÉ, COMMANDANT D'ARMES, COMMANDANT MILITAIRE, COMMANDANT TEMPORAIRE, LIEUTENANT DE ROY, COMMANDANT DE POSTE et GOUVERNEUR. — SOUS FRANÇOIS PREMIER, il y avait des CASTELANS et des CAPITAINE comme en ENGLISH; sous LOUIS QUATORZE, c'étaient surtout des GOUVERNEURS; sous LOUIS QUINZE, il y avait des COMMANDANTS et des LIEUTENANTS DE ROY, sous LOUIS SEIZE, sous

Il y avait entre eux cette différence, que le LIEUTENANT DE ROI ne commandait qu'en l'absence du GOUVERNEUR, tandis que le COMMANDANT exerçait en tout temps, sous les ordres du GOUVERNEUR et du LIEUTENANT GÉNÉRAL de la province. — Ce nom de Commandant, pris à l'absolu, devint obscur bientôt, et l'on s'habitua successivement à dire, pour rendre intelligible ce titre : COMMANDANT D'UNE PLACE, COMMANDANT DE LA PLACE, COMMANDANT DE PLACE. Ce dernier titre était celui que la LOI DE 1791 (10 JUILLET) consacrait; il a été longtemps aboli; cependant nous l'avons mentionné ici avec détail, parce que c'est le moins impropre et le plus usité dans les anciennes ordonnances et dans les ÉCRIVAINS. — Un autre titre a existé depuis la restauration, c'est celui de COMMANDANT DE POSTE, NOM fort mal choisi à raison des synonymes nombreux que le mot comporte; CES COMMANDANTS DE POSTE sont au nombre de trente-sept CAPITAINE et neuf LIEUTENANTS; ainsi en 1827 le nombre des POSTES, c'est-à-dire des petites PLACES DE GUERRE reconnues, était de quarante-six, mais ce nombre a subi des réductions en 1828. — L'ORDONNANCE DE 1829 (31 MAI) a fait revivre le titre de Commandant de place; elle a divisé ces officiers en trois CLASSES : la PREMIÈRE du grade de COLONEL, il en est reconnu vingt-deux; la DEUXIÈME du grade de LIEUTENANT-COLONEL, CHEF DE BATAILLON OU D'ESCADRON et MAJOR, il y en a quarante-neuf; la TROISIÈME du grade de CAPITAINE, il y en a trente-quatre. — N° 5. NOMINATION, AVANCEMENT, UNIFORME, REMPLACEMENT, ALLOCATIONS. — Une ordonnance de 1829 déclarait que nul n'aurait capacité pour commander une PLACE française, s'il n'était originaire français; du reste des décisions manuscrites qui ont disparu, des dispositions vagues, des traditions incertaines ou le pur arbitraire ont, pendant longtemps, tenu lieu des règles. Enfin il s'est établi quelques formes mieux déterminées, en vertu du RÈGLEMENT DE L'AN DOUZE (1^{ER} VENDÉMIARE) et des DÉCRETS DE 1806 (24 OCTOBRE) et 1811 (24 DÉCEMBRE). Les Commandants sont pris soit parmi les OFFICIERS GÉNÉRAUX ou d'ÉTAT-MAJOR, soit parmi ceux d'une CLASSE inférieure. — Les INSPECTEURS GÉNÉRAUX désignent, dès l'époque de leur EXERCICE, les OFFICIERS qu'ils jugent susceptibles d'être employés comme Commandants de place. — La LOI DE L'AN SEPT (23 FRUCTIDOR) reconnaissait cent soixante Commandants temporaires, savoir : neuf de première classe, vingt et un de deuxième classe, cinquante de troisième classe, quatre-vingt de quatrième. — L'ORDONNANCE DE 1818 (2 AOÛT) renouvela les principes anciens, et disposait que nul ne

pourrait commander une PLACE s'il n'est FRANÇAIS ou NATURALISÉ FRANÇAIS. — L'ABSTINCTION des Commandants de place a été habituellement bleu et galonné d'or; le RÈGLEMENT DE L'AN DOUZE (1^{ER} VENDÉMIARE) et le DÉCRET DE 1811 (24 DÉCEMBRE) en déterminaient les distinctions. — Il y a été ajouté, depuis ces époques, une ÉCHAQUE ou CEINTURE DE COMMANDEMENT. — Suivant d'anciennes règles, et dans le cas où le REMPLACEMENT momentané du commandant d'une place devait avoir lieu, l'OFFICIER D'INFANTERIE faisant alors partie de la GARNISON et jouissant du GRADE le plus élevé exerçait temporairement la fonction; mais le MAJOR DE PLACE, ou les ADJUDANTS DE PLACE remplaçaient de droit le Commandant de place avant tout OFFICIER du même GRADE. Dans les villes où il n'y a pas d'état-major de place, le plus ancien lieutenant-colonel de la garnison remplit les fonctions de Commandant de place. — En l'AN SEPT (23 FRUCTIDOR) la solde des Commandants de place variait, de la première à la quatrième CLASSE, de huit mille à quatre mille huit cents francs, à trois mille francs, à deux mille quatre cents francs. Ils ont joui en outre, pendant le régime impérial, de TRAITEMENT EXTRAORDINAIRE. — Le droit qu'ils ont aux vivres et fourrages a été réglé par le DÉCRET DE 1811 (24 DÉCEMBRE). — Il est des Commandants de place auxquels la loi n'accorde pas de fourrages, quoiqu'un cheval puisse leur être nécessaire en cas de rondes, d'incendie, d'éméute, de revues de cavalerie ou de présence à certains cortèges; aucun de ces motifs ne peut être réclamé par les SOUS-INTENDANTS; la loi, cependant, leur accorde à tous des fourrages qu'elle refuse à un officier au-dessus d'eux; ainsi est faite la LÉGISLATION française. — N° 4. DROITS. — Le Commandant de place faisait déposer chez lui l'ÉCRÉ des OFFICIERS EMPRISONNÉS par ses ordres. — La punition des OFFICIERS ou autres militaires DÉTENUÉS dans la PRISON MILITAIRE DE LA PLACE, ne cesse qu'autant que le Commandant a signé leur BILLET D'ÉLARGISSEMENT. — D'après des règles maintenant abolies, il était adressé au Commandant de place un rapport motivé sur les CASATIONS; dans les cas graves il rend compte de suite au MINISTRE, ou plutôt au Commandant du département, des punitions infligées. — Le Commandant de place présentait autrefois à la nomination du ROI le sujet proposé pour l'emploi de SECRÉTAIRE DE PLACE. Maintenant il nomme le FACTEUR de la PRISON. — Il a droit au SALUT, AVEC OU SANS ARMES, qui correspond à son grade. — Il est COMMANDANT SUPPLÉMENTAIRE par rapport aux Commandants de la CITADELLE ou des CHÂTEAUX et PORTS DÉPEN-

dant de la place. — Il a en tout temps sous ses ordres immédiats les COLONELS, les CHEFS DE DÉTACHEMENT, les TROUPES et leurs OFFICIERS, soit de résidence dans la garnison, soit de passage. — Si des troupes doivent passer, l'ADJUTANT AU TRÉSORIER PRÉCÉDANT LE CORPS remet un double de l'état de situation au Commandant de place, qui transmet, quand il y a lieu, par l'ADJUTANT DE SEMAINE DU CORPS, ses ordres au chef du corps ou au colonel. — Le Commandant de place reçoit la visite des CHEFS de détachement qui font route, il reçoit celle du TRÉSORIER des TROUPES arrivantes; cet OFFICIER l'informe de l'heure de l'arrivée présumée du corps. — Le Commandant de place dirige les troupes arrivantes en tout ce qui concerne la conservation, le service et la police de la place; mais s'il se trouve des troupes sous les ordres d'un GÉNÉRAL, et qu'elles ne soient pas affectées au service de la forteresse, quoiqu'elles y séjournent, elles restent, quant aux mouvements qu'elles doivent exécuter, sous les ordres de leur GÉNÉRAL. — Si une inspection générale doit avoir lieu, l'INSPECTEUR GÉNÉRAL se concerta pour l'heure et le lieu de cette revue avec le commandant de place. — Les autres droits des Commandants se distinguent en droits relatifs au service, à la police et à la conservation de la place. Ils diffèrent comme DROITS EN TEMPS DE GUERRE, comme DROITS RELATIFS à l'ADMINISTRATION. — N° 5. Droits relatifs au service, à la police et à la conservation de la place. — Les Commandants de place ont été secondés, suivant les temps par des OFFICIERS désignés sous les titres d'ADJUDANTS, d'AIDES-MAJORS, d'ARCHIVISTES, de CAPITAINES DES PORTES, de MAJORS, de SECRÉTAIRES, de SERGENTS-MAJORS, de SOUS-AIDES-MAJORS. — Le Commandant de place communique aux corps de la garnison l'ORDRE GÉNÉRAL du jour; il donne au MAJOR DE PLACE le MOT; il peut faire PRENDRE AUX TROUPES les armes toutes les fois qu'il le juge à propos; elles ne peuvent se rassembler en armes hors du quartier qu'avec son agrément; il régle le service, les rondes, les PATROUILLES sur les états de situation qu'il se fait fournir; il établit les POSTES, fixe les heures des VIGILES, distribue les SENTINELLES, détermine, conformément aux règlements, de combien d'HEURES seront les FRACTIONS, et adresse, par ses ADJUDANTS DE PLACE, AUX CHEFS DES POSTES les CONSIGNES et INJOINTIONS qu'il croit utile de faire observer. — Le DÉCRET DE 1811 (24 DÉCEMBRE) confie au Commandant les détails du service et de la police, même dans les places où il y aurait des gouverneurs ou Commandants supérieurs. — Il donne, en l'absence du LIEUTENANT

GÉNÉRAL, les ordres relatifs à la GRANDE TENUE. — Il assiste à la PARADE de la GARNISON; fait l'inspection des gardes nouvelles; donne l'ORDRE, après AVOIR FAIT DÉFILER la TROUPE. Conformément au RÈGLEMENT DE 1816 (24 JUILLET), il y recevait du CAPITAINE DE DISTRIBUTIONS le rapport relatif à la qualité des FOURNITURES des VIVRES faites à la troupe. — Jadis les RÉCÉPTEURS D'OFFICIERS ne pouvaient être prononcées qu'avec son agrément. — Il reçoit chaque soir un EXTRAIT DE ROLLET D'APPEL GÉNÉRAL de chaque corps; il approuve de sa signature, s'il le juge à propos, les PRANES D'ABSENCE ou DESSOUS de huit jours. — Il peut, en cas d'urgence, faire concourir au service de l'INFAUTERIE l'ARTILLERIE A PIED; il a le droit de prescrire à l'INFAUTERIE le nombre d'HOMMES DE CORVÉE qu'elle aurait à fournir sur la demande du commandant d'ARTILLERIE, pour certaines manœuvres de force ou pour les CORVÉES qui ont rapport au déplacement du MATÉRIEL de l'ARTILLERIE de la forteresse. — Il concourt aux décisions relatives à l'ASSETTE du CASERNEMENT. S'il juge convenables quelques mutations dans le logement, il en prévient le SOUS-INTENDANT et le CHEF DU GÉNIE, afin que, s'il y a nécessité, la mutation s'opère. — Si un corps en marche arrive pour tenir garnison, le Commandant remet à l'officier de casernement l'ordre désignatif de la caserne que le corps doit occuper. — Le Commandant de place est informé par le rapport des CAPITAINES DE VIGIE de l'état des CASERNEs, et prend toutes les mesures convenables pour leur entretien et leur propreté; il fait afficher, aux lieux où il en est besoin, un extrait des principales règles relatives à cet objet. — Quand le commandant de place fait la RONDE, chaque CHEF DE POSTE doit en personne lui RENDRE LE MOT près de la SENTINELLE AVANCÉE; une escorte lui est ensuite fournie par le POSTE. — Le Commandant de place a droit d'infliger les ARRÊTS SIMPLES AUX OFFICIERS d'un grade égal au sien, mais sans fixer la durée de cette punition, qui n'est déterminée que par le MARÉCHAL DE CAMP; il a droit de punir des ARRÊTS DE BRUSQUE ou de la PRISON tout OFFICIER d'un grade inférieur au sien, et, quant à la durée de ces punitions, il a dans ce cas les mêmes droits qu'un COLONEL; il en informe le CHEF DE CORPS, et rend compte au MARÉCHAL DE CAMP. — Il est informé par les CAPITAINES DE VIGIE DES HOSPITAUX et de la PENSION du résultat de ces VIGILES, et il constate par là si tous les BILLETS D'EMPRISONNEMENT ont été, comme cela doit être, soumis à son visa. — Les Commandants de place sont informés par les INSPECTEURS GÉNÉRAUX du jour où ils doivent passer la revue. — Dans tout

ce qui concerne la sûreté des ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES de la garnison, l'interdiction des JEUX DE HASARD, la conservation des OUVRAGES, le maintien de l'ORDRE et de la DISCIPLINE, la distribution, le nombre et l'emplacement des GARDIES et des AVANCÉES, le Commandant exerce la POLICE militaire, depuis l'extrémité du RAYON D'ATTAQUE jusqu'au cœur de la PLACE; il désigne les quartiers ou doit se battre la RETRAITE. — Les CONSERVATEURS des BATIMENTS ne peuvent refuser au Commandant l'accès dans les ÉTABLISSEMENTS qui leur sont confiés; et il visite en personne, quand il le croit convenable, les HÔPITAUX, les FORTIFICATIONS, le MATÉRIEL de l'ARTILLERIE, les CORPS DE GARDE, les DÉTENUÉS EN PRISON; il informe le MINISTRE des abus qui s'y commettraient. — Les usages, la raison, les anciennes ordonnances et le DÉCRET de 1811 (24 DÉCEMBRE) voulaient que les Commandants de place eussent dans leur cabinet le PLAN de la FORTERESSE. Mais une simple lettre a modifié un DÉCRET. — Le CIRCULAIRE de 1815 (2 FÉVRIER) n'autorisait que les seuls OFFICIERS du GÉNIE à être détenteurs de ce PLAN; elle refusait même aux Commandants le droit d'en prendre un croquis. — Cette précaution, alors politique, était dictée peut-être par des motifs sages; mais le maintien d'une telle mesure eût semblé cacher des soupçons injurieux, et laisse percer l'esprit d'empêchement du génie. Est-il probable qu'un Commandant de place abusera, au préjudice du royaume, ou laissera ses entours abuser de ce plan, lui que le souverain charge du soin de conserver, en cas de siège, la place, et qui est menacé de la peine capitale s'il la défend mal. — Notre législation militaire était entachée de bien d'autres vices; qui aurait envie de se débarrasser de son commandement n'aurait (*Journal des Sciences militaires*, t. XVII, p. 87) qu'à suivre textuellement l'ORDONNANCE de 1708. Elle était pourtant encore le code des Commandants de place, quand l'ORDONNANCE de 1835 (2 NOVEMBRE) a paru et tracé une faible partie des devoirs des Commandants de place, par rapport aux troupes. — N° 6. DROITS EN TEMPS DE DÉFENSE. — EN TEMPS DE GUERRE, le Commandant de place est investi d'un pouvoir plus étendu; les AUTORITÉS CIVILES ne peuvent agir que de concert avec lui; il leur intime ses RÉQUISITIONS; il prend le commandement de la GARDE NATIONALE; et il a sous ses ordres tout ce qui appartient et ressortit au MILITAIRE. — EN CAS DE SIÈGE, l'autorité du Commandant de place s'accroît bien plus encore, et elle devient même extralégale aussi longtemps que, par suite des événements de la GUERRE, il se trouverait com-

MANDANT DE PLACE ASSIÉGÉE. — N° 7. DROITS relatifs à l'ADMINISTRATION. — Depuis LAUS QUATORE, les Commandants de place ont toujours été revêtus du droit de signer tous les CONGÉS délivrés dans la PLACE soumise à leur COMMANDEMENT. Ces congés eussent été nuls sans cette formalité; ils légalisaient également par leur visa les ARVRES ou EXTRAITS dressés par les COMMISSAIRES DES DURRES. — L'ORDONNANCE de 1768 (1^{er} MARS) et l'ARRÊTÉ de L'AN NEUF (24 MESSIDOR) ont reproduit cette disposition. — Dans le dernier siècle, les Commandants de place avaient autorité sur les COMMISSAIRES DES GUERRES et pouvaient en exiger des comptes. C'était quelquefois une cause de conflit entre ces Commandants et les INTENDANTS DE PROVINCE. — Maintenant, si l'OFFICIER ou les OFFICIERS d'INTENDANCE attachés à la PLACE s'absentent, les Commandants de place suppléent ces OFFICIERS en ce qui concerne la délivrance ou le visa des BREVETS DE ROUTE, les ARVRES des TROUPES, l'inscription des EXTRAITS DE ARVRE, le visa des CONGÉS, les mesures relatives aux INDENTÉS de CONVOY militaires, la signature des ÉTATS DE PAVEMENT et celle des RELEVÉS D'ENTRÉE A L'HÔPITAL. A défaut de Commandant de place, ces attributions seraient celles du PRÉFET ou du SOUS-PRÉFET. — Les Commandants de place se font remettre journellement les FEUILLES DE RAPPORT GÉNÉRAL; ils donnent par écrit aux OFFICIERS SUBSTITUÉS une déclaration attestant qu'ils ne sont pas partis avant la délivrance de leur CONGÉ DE SEMESTRE. — Ils signent et certifient mensuellement l'état qui constate la quantité des CORPS DE GARDE, ainsi que les CLASSES de ces CORPS DE GARDE, et ils ne peuvent apporter de changement dans la force et la répartition des POSTES, qu'à charge d'en rendre compte au GÉNÉRAL COMMANDANT LA DIVISION, et en le notifiant officiellement à l'OFFICIER D'INTENDANCE en exercice. — Ils se font remettre, s'il y a lieu, tous les dix jours, un ÉTAT DE SITUATION DES APPROVISIONNEMENTS DE SIÈGE. — Ils concourent au choix des CHAMPS DE MANŒUVRES. — N° 8. PRÉROGATIVES. — Elles consistent dans les HONNEURS accordés à ces officiers par les DÉCRETS de L'AN DOUZE (24 MESSIDOR) et 1811 (24 DÉCEMBRE). Ainsi ils ont à leur porte une SENTINELLE-PUSILLIER tirée du POSTE VOISIN, et s'ils sont GÉNÉRAUX ils ont une SENTINELLE-GÉNÉRALE; ils peuvent faire leur ronde à cheval. — En vertu de ces mêmes réglemens, il est rendu des VISITES aux commandants de place par tous les CHEFS de DÉTACHEMENT dont la troupe passe dans la PLACE et y prend OTTE, s'il ne se y trouve pas d'officier général; ces chefs de détachement s'y font ac-

compagner par un seul officier; dans les séjours, et à défaut aussi d'officier général, il leur est dû une visite de corps. Dans quelques autres cas, il leur est dû également des visites en grande tenue par les corps. — Quel que soit le grade du commandant d'une place, les colonels qui font partie de la garnison ne peuvent profiter qu'avec son agrément des permissions qu'ils auraient obtenues directement du ministre de la guerre lui-même. — N° 9. SURVEILLANCE. FONCTIONS. — Le Commandant de place surveille toutes les troupes qui sont sous son Commandement et tient la main à ce que le service se fasse avec autant d'exactitude en temps de paix qu'en temps de guerre; il a l'œil sur les dégradations des fortifications; il surveille les cantines et la police des casernes, et tient la main à ce que les colonels de sa garnison donnent eux-mêmes leurs soins à ces objets; il s'assure de la stricte exécution des règlements; il se fait remettre journellement par le major de la place le rapport des rondes et des patrouilles; il fait lui-même des rondes à l'improviste; il se tient informé des jugements rendus par les tribunaux militaires et des arrestations militaires qui ont lieu dans la place. — Dans les cas où il se présenterait des déserteurs étrangers, les Commandants de place en sont de suite informés. — Ils veillent à ce que les militaires aux bottaux y vivent en bon ordre. — Les fonctions particulières des Commandants de place embrassent tout ce qui, suivant les temps, a été ou est prescrit aux commandants amovibles, d'armes, — de citadelle, — de place assiégée, — de quartier général, — militaire, — supérieur, — temporaire, et aux lieutenants de roi. — Dans ces diverses positions, le Commandant se conforme à ce que lui enjoint la correspondance ministérielle. — Il entre dans les fonctions générales des commandants de répartir entre les officiers majors le service dont ils doivent s'acquitter; de les charger soit de la fermeture, soit de l'ouverture des portes; de s'assurer, en tout temps, du transport et de l'usage régulier des chars de la place; de pourvoir à tous les soins qu'exigent les entrées d'honneurs, la réception des maréchaux, etc.; de régler la marche des cérémonies funéraires; de déterminer le lieu des exécutions à mort, et le nombre des troupes qui y doivent assister; de s'acquiescer enfin de tout ce que prescrivent l'ordonnance de 1768 (1^{er} mars) et le décret de 1811 (24 novembre). — S'il y a lieu, ils signent les mandats de passage d'eau. — Quelques notions relatives aux fonctions des Commandants de place se trouvent dans Deville (Antoine),

GUIONARD (1725, B), OMBRE (1824, E), la Sentinelle de l'Armée (t. IV, p. 162). — N° 10. DEVOIRS relatifs au bon ordre, à la police, à l'administration. — En temps ordinaire, le Commandant de place doit se concerter avec les autorités civiles et le maire, relativement aux mesures de tranquillité publique, aux précautions contre les incendies, etc., etc. Dans cette vue, la loi a voulu que le Commandant déferât aux réquisitions signées qu'il reçoit à ce sujet de la part des autorités, et prêtât main-forte à la justice; mais il est seul juge du choix des moyens militaires à mettre en usage. — Il se fait rendre compte par le capitaine de ville de casernes de l'état du casernement. Il se fait de même rendre compte par le major de place des dégradations que les corps partants auraient pu commettre. Il ordonne que les armes et les chevaux des déserteurs étrangers qui arrivent dans la place lui soient présentés. Il s'oppose à ce que, hors des casernes, il soit exécuté, si ce n'est avec son agrément, des dans de tambours. — Il fait informer les chefs des postes et surtout les chefs des avancées quand des troupes doivent sortir des portes pour l'exercice, et évite qu'elles n'y soient retardées à leur retour. — Il tient un enregistrement du service des troupes. — Il doit se faire soumettre par les colonels les permis de décamper et les permis pour s'extériorer, dussent-ils durer moins de deux jours, et jusqu'à nuit; il donne ou refuse son approbation aux demandes de permissions qui excèdent huit jours et sont soumises aux généraux. — L'ordonnance de 1768 (1^{er} mars) voulait qu'ils fussent mettre en prison les permissionnaires outre-passant leur permission, et dénonçassent au ministre les officiers permissionnaires non rentrés aux époques voulues. Ils ne pouvaient pas donner aux officiers de permission de sortir de la province. Il se fait rendre compte par les chefs de corps de tous les détails du service, des absences des officiers, de leur retraite, etc. — En cas de revues administratives, il doit annoncer, la veille, aux commandants des corps, l'heure à laquelle on prendra les armes. — A l'instant de l'arrivée des corps en route, soit que leur marche se termine ou doive se continuer, le commandant les passe en revue sur la place d'armes, ou, s'il ne peut s'y rendre, il transmet ses ordres au colonel arrivant ou au chef du détachement, et il les avertit de ne pas l'attendre; du moins il en devrait être ainsi aux termes de règlements non abrogés, quoique tombés en désuétude. — En cas de départ de corps, il doit en informer le chef du génie et l'officier d'intendance. —

Il donne avis de tous les passages de troupes au ministre. — Les Commandants de place doivent régler, au taux le moins élevé possible, les abonnements au théâtre, et veiller à ce que les officiers ne se conduisent à la comédie qu'avec réserve et décence. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) enjoit au Commandant de prendre toutes les mesures relatives à l'arrestation des déserteurs au moyen de patrouilles, etc. — A défaut d'appartements affectés aux TRIBUNAUX MILITAIRES, le Commandant doit faire disposer et fournir une salle où puissent se tenir les séances des CONSEILS DE GUERRE, ou autres CONSEILS JUDICIAIRES, suivant les formes de la JUSTICE du temps. — Il doit OFFICIELLEMENT informer l'OFFICIER D'INTENDANCE en exercice des mouvements occasionnés dans les prisons par l'entrée ou la sortie des détenus mis en jugement. Il fait remettre au juge du lieu les FEMMES SUSPECTES. — Il doit, en cas de plaintes dirigées contre un CHEF DE CORPS d'un grade supérieur au sien, faire son rapport au GÉNÉRAL COMMANDANT LA DIVISION ou le département, pour qu'il prononce une punition, s'il y a lieu, ou pour qu'il ordonne une POURSUITE JURIDIQUE. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) voulait que les Commandants veillassent à l'exécution des règles relatives à l'UNIFORME des troupes; mais cette partie regarde plutôt, maintenant, les INSPECTEURS GÉNÉRAUX. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) et celle DE 1776 (31 DÉCEMBRE) voulaient que les Commandants de place concourussent à l'instruction des COLONELS D'INFANTERIE, en présidant à certains EXERCICES théoriques et pratiques de l'ATTAQUE et de la DÉFENSE des PLACES. — Quant à la DÉFENSE réelle, les armes à la main, examinons à part les devoirs des Commandants. — L'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI, art. 3) s'était étendue sur les devoirs des Commandants de place. — N° 11. DEVOIRS relatifs à la DÉFENSE de la FORTERESSE. — Le Commandant de place ne doit laisser pénétrer dans la FORTERESSE les DÉSERTEURS de l'ENNEMI, les ÉTRANGERS, les PARLEMENTAIRES, qu'avec la plus grande circonspection. Il doit se regarder comme responsable des écarts de la FORTERESSE, et en conséquence les tenir sous sa garde immédiate. — En temps ordinaires il devait régler le service de telle sorte, que les soldats eussent six ou au moins cinq nuits de repos; on est venu depuis à regarder comme régulier de n'accorder que quatre et au moins trois nuits de repos. — Il doit établir, même en temps de paix, un plan du service et de la DÉFENSE de la place; suivant tous les cas d'attaques possibles et de dangers présumables, il doit

régler toutes les mesures à prendre en cas d'ALARME; calculer tous les moyens de résistance en étudiant à fond son TERRAIN, ses ressources, ses accidents; s'assurer fréquemment du bon état de la fermeture de la PLACE; constater l'existence des BRÛCHES, et, s'il en existe, s'assurer des moyens pris pour leur réparation. — Il ne doit jamais déjouer sans une permission spéciale; il ne peut s'éloigner, pendant le jour, au delà de la portée du canon; il ne peut s'absenter, s'il y est dûment autorisé, qu'après avoir désigné un officier pour le remplacer. — Il doit, en temps de GUERRE, s'il passe ou s'il doit arriver des CONVOIS, et si l'avis lui en est transmis par le CHEF DE L'ACCOMPAGNEMENT DE CES CONVOIS, envoyer, à une ou deux lieues au-devant du DÉTACHEMENT, un tiers de son GARNISON, et en placer un autre tiers sur la CRÈTE du chemin couvert, en y disposant quelques petites PIÈCES qui appuieraient le convoi s'il était poussé. — N° 12. INSTRUCTION, REORGANISATION, PUNITIONS. — VAUBAN (1740, C) déplorait au commencement du dernier siècle le peu de capacité des Commandants de place: *Ils n'obtiennent le gouvernement d'une place que comme récompense d'anciens services; un peu de faveur les a quelquefois aidés à faire leur chemin; ils ne songent alors qu'à s'assurer les moyens de passer une partie de l'année à Paris; non-seulement ils n'étudient pas l'usage de leurs fortifications, mais ils ne se donnent pas même la peine de visiter leurs postes, de faire quelques rondes; au temps où nous sommes, on en ne le fait.* — Ces reproches ne sauraient sans doute être applicables aujourd'hui; la RÉPONSE est mieux observée; tout n'est pourtant pas encore arrivé à la perfection désirable. Quel genre de savoir doit posséder un Commandant de place? quelles lois doit-il faire exécuter? de quel genre de PUNITIONS est-il possible? quel est le jury d'examineurs devant lesquels se présentent les candidats qui briguent un commandement de place? la plupart de ceux qui y arrivent n'ont-ils pas atteint un âge avancé, caduc presque, sans avoir jamais fait non-seulement les études nécessaires, mais les plus simples réflexions sur la nature de leurs devoirs et le genre de leurs fonctions? Ce sont autant de questions que la LÉGISLATION et l'art militaire s'occupent un jour de résoudre. — Les Commandants de place sont tenus de rendre compte au GÉNÉRAL COMMANDANT DES PUNITIONS qu'ils infligent. — Ils sont subordonnés extraordinairement, en temps de GUERRE, aux GÉNÉRAUX qui auraient le commandement d'une division active ou d'un grand corps stationnés dans la place ou dans

le rayon du commandement de la FORTERESSE; car un GÉNÉRAL qui se trouverait dans cette position pourrait prendre, s'il le jugeait à propos, le COMMANDEMENT supérieur de la place comme il a celui du pays; et, s'il venait à résider dans la FORTERESSE, le Commandant de la place deviendrait en quelque sorte un de ses CHEFS D'ÉTAT-MAJOR, ou le COMMANDANT du QUARTIER GÉNÉRAL. L'Instruction de 1851 (20 SEPTEMBRE) traite de ce genre de hiérarchie. — Habituellement, et en temps ordinaires, les Commandants de place sont soumis à un GÉNÉRAL COMMANDANT du département ou de la division, etc. Ils sont tenus de lui rendre compte, sans délai, de tout ce qui intéresse le bien de l'Etat. Ils se rendent au RAPPORT à son QUARTIER GÉNÉRAL, si ce GÉNÉRAL réside dans la place; sinon ils lui adressent le RAPPORT par écrit, le PREMIER de chaque mois, et l'y informent de tout ce qui concerne la DISCIPLINE, les EXERCICES et le SERVICE de la GARNISON; ils ne peuvent laisser sortir des DÉTACHEMENTS de GUERRE que de son consentement.

COMMANDANT (commandants) de PLACE ASSIÉGÉE (E, 1, 3; H, 1), ou GOUVERNEUR DE PLACE ASSIÉGÉE. Sorte de COMMANDANT DE PLACE qu'il convient de mentionner sous cette désignation, pour indiquer les différences de positions résultant de l'état de SIÈGE, les formes que prend la CORRESPONDANCE, l'ancien usage de METTRE EN CAMPAGNE des PARTIS, etc. — Une espèce de SUCCESSION se dévolue au Commandant; l'ADMINISTRATION des CORPS se subordonne aux décisions qu'il prend; il compose, à son choix, les CONSEILS JUDICIAIRES de la FORTERESSE; il devient le dépositaire de l'autorité des magistrats; il imprime le mouvement aux AUTORITÉS CIVILES, soit qu'il leur délègue des pouvoirs extraordinaires, soit qu'il restreigne ou maintienne leurs attributions ordinaires. Il a sous ses ordres les pompiers, CHARPENTIERS, OUVRIERS de la ville, etc. — Il ne fait, lors de l'INVESTISSEMENT, TIRER qu'à FAIBLE CHARGE la GROSSE ARTILLERIE de REMPAUT, pour dissimuler la vraie PORTÉE des PROJECTILES. Il contrarie les RECONNAISSANCES de l'ENNEMI, mais sans aventurer de TROUPES; il pousse, mais avec précaution, des SORTIES chargées de combler les TRANCHÉES et d'ENCLOSER les PIÈCES de l'ASSIÉGÉ; mais il ne s'y décide que quand les TRAVAUX de l'ATTAQUE sont déjà avancés; il pourvoit à tout ce qui peut favoriser la DÉFENSE du CORPS de la PLACE. — Il doit tenir un JOURNAL qui mette à couvert sa responsabilité; son autorité ne va pas jusqu'à conclure de son propre mouvement une CAPITULATION; il ne peut s'y décider qu'avec l'assentiment du

CONSEIL DE DÉFENSE; il ne doit même y consentir qu'à la dernière extrémité, sous peine d'être puni comme coupable de CAPITULATION DÉSHONORANTE. — Une loi de 1792 (26 JUILLET), que confirmaient l'ARRÊTÉ DE L'AN SEPT (16 MESSIDOR) et le DÉCRET DE 1812 (1^{ER} MAI), déclarait punissable de MORT tout Commandant de place assiégée qui la rend avant qu'il y soit ouvert une BRÈCHE PRATIQUE, et avant d'avoir soutenu au moins UN ASSAUT au CORPS de la PLACE; ses efforts opiniâtres, sa résistance bien constatée, le manque absolu de vivres ou de munitions pourraient seuls, aux yeux d'un CONSEIL D'ENQUÊTE, justifier la RENDITION du poste qui lui est confié. Ses devoirs pour la défense de la place, son autorité en cas de siège et toutes les précautions qu'il doit prendre, sont énoncés dans le DÉCRET DE 1811 (24 DÉCEMBRE). — Le point moral de ces devoirs se retrouve surmonté dans cette phrase des Mémoires de BONAPARTE (GOUGAUD, t. 1^{ER}, p. 44): *Un Commandant de place n'est pas juge des événements; il doit défendre la place jusqu'à la dernière heure; il mérite la mort quand il la rend plus tôt qu'il n'y est obligé.* — Les devoirs des Commandants de place ont été développés avec détail par BEAUSOUBE (1757, t), BÉLIDOR (1768, F), COCHON, DEVILLE (Antoine), FREQUÉRIER (1750, A), LEMOND (1743, A), LACHENNAIE (1758, t, au mot Embûche), PRÉVAL (1827), SANTA-CRUZ (1738, A), VAUHAN (1685, D).

COMMANDANT DE PLACE, CAPITAINE. V. CAPITAINE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2.

COMMANDANT DE PLACE, CHEF DE BATAILLON. V. CHEF DE BATAILLON N° 8. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2.

COMMANDANT DE PLACE, CHEF D'ESCADRON. V. CHEF D'ESCADRON. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2.

COMMANDANT DE PLACE, COLONEL. V. COLONEL. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2.

COMMANDANT DE PLACE DE DEUXIÈME CLASSE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. DEUXIÈME CLASSE.

COMMANDANT DE PLACE DE PREMIÈRE CLASSE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. PREMIÈRE CLASSE.

COMMANDANT DE PLACE DE TROISIÈME CLASSE. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. TROISIÈME CLASSE.

COMMANDANT DE PLACE, LIEUTENANT-COLONEL. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. LIEUTENANT-COLONEL.

COMMANDANT DE PLACE, MAJOR. V. COMMANDANT DE PLACE N° 2. V. MAJOR.

COMMANDANT DE POSTE. V. CHEF DE POSTE. V. COMMANDANT D'ARMES. V. COMMANDANT DE PLACE; Id. N° 2. V. COMMANDANT DE

DIVISION TERRITORIALE n° 1. V. DÉTACHEMENT DE GENDARMERIE. V. GARDE EN GARNISON. V. LIEUTENANT DE BOIS n° 1. V. POSTE. V. SÉDNE VOÛLÉ. V. SURPRISE DE POSTE.

COMMANDANT DE PROVINCE. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE. V. COMMANDANT TERRITORIAL. V. COMMISSAIRE DES GÉNÈRES n° 8. V. COMMISSAIRE DÉDONNATIF. V. GÉNÉRAL COMMANDANT DE PROVINCE. V. MILICE NÉPÉLANDAISE n° 1. V. MINISTÈRE DE LA GUTTER. V. PROVINCE.

COMMANDANT (commandants) de QUARTIER GÉNÉRAL (A, 1; E, 1). Sorte de commandant de place du chef-lieu ou d'un des chefs-lieux d'une armée agissante; les expressions Commandant de place de quartier général, que notre LANGUE MILITAIRE a associées tant bien que mal, ne sont en usage que depuis la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, mais des fonctions analogues ont existé de tout temps; telles étaient en partie celles des PRÉFETS DE CAMP chez les ROMAINS. — L'ORDONNANCE DE 1778 (28 AVRIL) dénommait ce Commandant, MAJOR DE QUARTIER GÉNÉRAL; il était chargé de placer les GARNES du quartier général, de donner les ORDRES AUX POSTES, de distribuer les ORDRES DE MARCHÉ, etc. Il devait s'occuper au minimum du bon ordre et s'occuper du débail des ÉQUIPAGES de l'armée. Il avait chez lui un SOLDAT D'ORDONNANCE de chacune des GARNES sous ses ordres; il lui était envoyé un SERGENT DE PLATON par chaque RÉGIMENT du camp. — Il faisait le logement des artisans et des vivandiers à la suite du quartier général. Les jours de marche, il faisait charger les bagages et renvoyer les vivilles GARNES. — Nos RÉGLEMENTS qui purent ensuite garder le silence à l'égard des attributions de cet emploi. — La DÉCISION DE 1825 (20 MARS) déterminait leur uniforme. — L'ORDONNANCE DE 1852 (3 MAI) dispose que le GRAND QUARTIER GÉNÉRAL sera commandé par un OFFICIER SUPÉRIEUR D'ÉTAT-MAJOR, et que les QUARTIERS GÉNÉRAUX D'AILE, DE CENTRE, DE DIVISION, DE RÉSERVE, seront commandés par un OFFICIER D'ÉTAT-MAJOR.

COMMANDANT DE RÉGIMENT. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. DÉTACHEMENT DE PARADE. V. DUTTE DE MILITAIRE. V. MENTRE DE CAMP n° 1, 2. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 11. V. RECONNAISSANCE DE TROUPE ARRIVANTE. V. RÉGIMENT. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE. V. SOUS-OFFICIER n° 3.

COMMANDANT DE RÉSERVE. V. LIEUTENANT-GÉNÉRAL n° 6. V. RÉSERVE. V. RÉSERVE DE BATAILLE.

COMMANDANT DE SIÈGE. V. GÉNÉRAL C. V. SIÈGE.

COMMANDANT DE SUBDIVISION. V. CASSEMENT DE SOUS-OFFICIER. V. MARSHAL DE CAMP C. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. SUBDIVISION. V. SUBDIVISION TERRITORIALE.

COMMANDANT D'INFANTERIE. V. INFANTERIE. V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 8. V. MENTRE D'ARMES. V. PAS RÉGIMENTAIRE.

COMMANDANT DU GÉNIE. V. GÉNIE. V. GÉNIE INDOLOGIQUE n° 1.

COMMANDANT EN CHEF. V. ALTÉRIER EN CONJONCTION. V. BATTUE DE CAISSE. V. CRAN-CHÈMENT DE FRONT SUR DEUX LIGNES. V. CHIFF DE BATAILLE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 7, 10. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 23. V. COMMANDEMENT ACROUSTIQUE. V. COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT. V. COMMANDEMENT GÉNÉRAL. V. COMMANDEMENT HÉRARCHIQUE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. CORPS D'INTENDANT n° 9, 10. V. DÉLAI A MAIN ARMÉE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALLERIE. V. EN CHEF. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE n° 5. V. ÉVOLUTIONS DE LIGNE. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE. V. GÉNÉRAL EN CHEF n° 1, 2. V. GORGE GÉOLOGIQUE. V. GOUVERNEUR. V. GRANDE MANOEUVRE. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL n° 5. V. LIGNE TACTIQUE. V. LOI MARTIAL. V. MARCHÉ DE BRIGADE D'INFANTERIE EN BATAILLE. V. ORDRE EN ÉCHELONS. V. PASSAGE DE DÉFILE. V. POINT DE VUE.

COMMANDANT EN SECONDE. V. EN SECONDE. V. LIEUTENANT-COLONEL n° 1. V. REVUE SUR LE TERRAIN.

COMMANDANT GÉNÉRAL. V. AMIRAL. V. COMMANDEMENT D'ÉLÉGATION. V. GÉNÉRAL. V. RÉGIMENT. V. RETRAITE CÉLÉSTIQUE.

COMMANDANT (commandants) MILITAIRE (F). Sorte de commandant de place qu'on a désigné sous ce nom inexact. La loi de 1791 (10 juillet) s'en sert à l'occasion des rassemblements de la GARDE NATIONALE. L'arrêté de l'an cinq (11 brumaire) l'emploie concurremment avec le titre de COMMANDANT TEMPORAIRE.

COMMANDANT PAR INTÉRIM. V. COMMANDANT DE CORPS. V. INDEMNITÉ DE FRAIS DE RÉPRÉSENTATION. V. INDEMNITÉ DE LOGEMENT. V. PAR INTÉRIM.

COMMANDANT PARTICULIER. V. GOUVERNEUR. V. PARTICULIER, adj.

COMMANDANT (commandants) RÉGIMENTAIRE (term sous-général). Sorte de commandants ainsi nommés pour les distinguer des commandants de la LÉGION D'HONNEUR et des commandants territoriaux. — Les Commandants régimentaires sont habituellement chefs d'individus militaires, mais ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils sont Commandants de lieux; ainsi l'on voit

que ce n'est qu'à défaut d'une expression préférable que les ordonnances ont confondu les mots COMMANDANTS et CHEFS. — Les Commandants régimentaires se distinguent en COMMANDANTS D'ARRIÈRE-GARDE, — DE BATAILLON, — DE COMPAGNIE, — DE CORPS.

COMMANDANT SUPÉRIEUR (A, 1). Sorte de COMMANDANT DE PLACE quelquefois désigné par cette qualification, pour donner à entendre qu'il est à la tête de plusieurs autres Commandants ou GOUVERNEURS; ainsi, comme les COMMANDANTS DE CITADELLE se sont quelquefois appelés COMMANDANTS DE PLACE, le Commandant de la FORTERESSE dont la CITADELLE dépend est à leur égard un Commandant supérieur; de même, quand un COMMANDANT DE PLACE reçoit dans la FORTERESSE qui lui est confiée une troupe conduite par un GÉNÉRAL qui doit le primer à raison de son GRADE, ce COMMANDANT DE PLACE n'est plus que le subordonné; et c'est ce GÉNÉRAL qui prend la tête de l'ÉTAT-MAJOR.

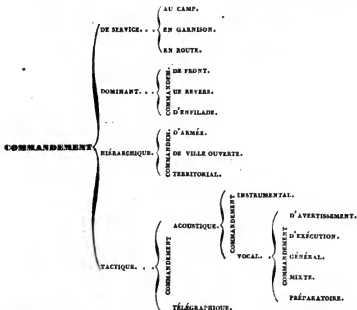
— L'expression Commandant supérieur est dépourvue de justesse, car un capitaine est à l'égard du soldat un Commandant supérieur, etc. Les vices de notre LANGUE MILITAIRE sont tels, que les lois sur la justice indiquent tantôt par le mot Commandant supérieur, tantôt par le mot OFFICIER COMMANDANT, le MILITAIRE qui, par le fait de son rang, est revêtu du droit de donner action à une PLAINTE EN DÉLIT. — Si la place est déclarée en ÉTAT DE SIÈGE, le Commandant supérieur devient directeur suprême de l'ADMINISTRATION des corps, et il prend le pas sur les AUTORITÉS CIVILES. — Quand les GÉNÉRAUX EN CHEF supposent ou savent qu'une FORTERESSE du rayon de leurs ARMÉES est menacée d'un SIÈGE, ils ont le droit d'y envoyer un Commandant supérieur. — Les Commandants supérieurs avaient l'uniforme de COMMANDANT DE PLACE, et une ceinture de COMMANDEMENT particulière. — L'ORDONNANCE DE 1839 (31 MAI) réserve au gouvernement le droit de nommer extraordinairement des Commandants supérieurs.

COMMANDANT (commandants) TEMPORAIRE (F), OU COMMANDANT MILITAIRE. Sorte de COMMANDANTS DE PLACE ainsi désignés par l'arrêté de l'an quatre (30 FRUCTIDOR); ils avaient sous leurs ordres un SECRÉTAIRE-ÉCRIVAIN dont la CLASSE répondait à la leur. Ils ont été remplacés par les COMMANDANTS D'ARMES, en vertu de l'ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (20 GERMINAL), qui changeait la forme des ÉTATS-MAJORS. Cependant le décret de 1811 (24 DÉCEMBRE) semble mentionner des Commandants temporaires, en désignant ainsi les COMMANDANTS DE PLACE PAR INTÉRIM. Or, de ce dernier cas, c'étaient les DÉFICIEUX D'INFANTERIE qui, à parité de grade, commandaient par préférence la GARNISON, en qualité de Commandants temporaires. — Dans les garnisons dépourvues d'état-major de place, l'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE) fait remplir les fonctions temporaires de COMMANDANT DE PLACE par le plus ancien Lieutenant-colonel qui ne se trouverait pas Commandant de régiment et quelle que soit l'arme. Si le régiment est seul et commandé par le Lieutenant-colonel ou en l'absence de celui-ci, l'office de Commandant de place temporaire est rempli par le plus ancien chef de bataillon; il ne peut l'être en aucun cas par le major.

COMMANDANT (commandants) TERRITORIAL (term. sous-génér.). Sorte de COMMANDANTS ainsi nommés pour les distinguer des COMMANDANTS DE LA LÉGION D'HONNEUR et des COMMANDANTS RÉPUBLICAINS. — Aux premiers siècles de la monarchie, les comtes, les ducs, les marquis n'étaient que des COMMANDANTS de districts et de provinces. — Les Commandants territoriaux se distinguent en COMMANDANT DE DIVISION et en COMMANDANT DE PLACE.

COMMANDÉ, adj. V. SERVICE C...

COMMANDEMENT, subs. masc. V. BOUTON DE C... V. CEINTURE DE C... V. DROIT DE C... V. ÉPÉE DE C... V. HOTEL DU C... V. LETTRE DE C... V. SAUV. DE C... V. TROUSSE DE C... V. SÈNE DE C... V. TERRE DE C... V. TOR DE C...



COMMANDEMENT (term. génér.), ou **COMMANDEMENT MILITAIRE**. Ce mot, plus moderne que le terme **COMMANDEMENT**, et qui a avec lui une étymologie commune, rappelle à quelques égards le mot **GOVERNEMENT**; il se distingue en **COMMANDEMENT A CANON**, — A FEU, — A FUSIL, — CÉLESTIQUE, — UN RAYON, — DE CAVALERIE, — DE CIRCONSTANCE, — DE CITADELLE, — DE CORPS, — DE COUVERTE, — DE DÉTACHEMENT, — DE GARDE MONTANTE, — DE GÉNÉRAL, — DE MINISTRE, — DE PLACE, — DE RÉGIMENT, — DE SERVICE, — DE SERVICE EN CAMPAGNE, — DE SOUVERAIN, — DE TROUPE, — UMI-VOCAL, — D'EXERCICE, — DOMINANT, — DOUBLE, — D'OUVRAGE, — EN CHEF, — GÉNÉRAL, — GÉOLOGIQUE, — HIÉRARCHIQUE, — MILITAIRE, — OBSERVATOIRE, — ORAL, — PÉRIODOLOGIQUE, — PÉRIODIQUE, — SIMPLE, — TACTIQUE, — VISUEL.

COMMANDEMENT A CANON. V. A CANON. V. COMMANDEMENT DOMINANT.

COMMANDEMENT A FEU. V. A FEU. V. COMMANDEMENT DOMINANT.

COMMANDEMENT A FUSIL. V. A FUSIL. V. COMMANDEMENT DOMINANT.

COMMANDEMENT (commandements) **ACOUSTIQUE** (term. sous-génér.). Sorte de **COMMANDEMENTS TACTIQUES** qui se manifestent

à l'organe de l'ouïe; ils étaient autrefois proférés par les **CHIEFS**, par les **CHATEAUX**, par les **HÉRAUTS**, ou exprimés par les **MUSIQUES**; maintenant ils sont ou articulés par un **COMMANDEMENT EN CHEF**, et répétés, s'il y a lieu, de bouche en bouche et à reprise, ou bien ils sont modulés par un ou plusieurs instruments. — Des **ÉCRIVAINS**, tels que M. WEYER, etc., ont cherché à remédier aux imperfections des méthodes de **COMMANDEMENTS** en y appliquant une **LANGUE MUSICALE**. — Ce genre de **COMMANDEMENT** est nommé **ACOUSTIQUE** par opposition au **COMMANDEMENT TÉLÉGRAPHIQUE**. — Son usage perfectionné a amené l'abolition des **CRIS DE GUERRE**; il se distingue en **COMMANDEMENT INSTRUMENTAL** et en **COMMANDEMENT VOCAL**.

COMMANDEMENT CÉLESTIQUE. V. APPEL. V. CÉLESTIQUE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. ESPÈCE D'ÉQUIPEMENT.

COMMANDEMENT D'ARMÉE (C, 1; H), ou **STRATÉGIE**. Sorte de **COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE** qui, suivant les temps et les **MILIEUX**, est exercé ou l'a été par des **CHEFS** nommés **AMIRAL**, **REV**, **CONNETABLE**, **CONSEIL**, **DUCTEUR**, **DUC**, **EMPEREUR**, **FELD-MARÉCHAL**, **GÉNÉRAL D'ARMÉE**, **GÉNÉRAL EN CHEF**, **GOFFALONIER**, **MARÉCHAL**, **MONARQUE**, **PACHA**, **PATRICE**,

FRANCE, ROS, STRATÉGIE, VISIR. — Maintenant le Commandement est une concession momentanée d'une des branches du pouvoir du souverain ou du gouvernement; c'est un droit délégué à un LIEUTENANT; car, dans les temps modernes, les ROIS ne commandent en personne qu'extraordinairement. — Chez les anciens, la SCIENCE du Commandement des ARMÉES était enseignée dans des ÉCOLES TACTIQUES. — L'unité du Commandement est la sauvegarde des ARMÉES; le défaut d'unité fait leur ruine, comme l'ont prouvé, du temps de la MILICE ROMAINE, les désastres de TRAIEN et de THRAUNIUS; et, comme le témoigne, dans les temps modernes, la perte des batailles d'Hochstet en 1704, de TOTTEN en 1706, de RAMELLES en 1709, de LÜFFELD en 1747; TURKHE LULMÉME, assiégeant en 1656 Valenciennes, de concert avec le maréchal de la Ferté, y est battu par CONDÉ. — Dans mille circonstances, la violation du principe de l'unité ne nous a pas été moins préjudiciable que l'indiscipline qui nous avait fait perdre les batailles de CRÉCY en 1346, de POITIERS en 1568, d'AMINCOURT en 1415, etc. — Le Commandement de l'ARMÉE a presque toujours été, dans la MILICE FRANÇAISE, une fonction royale. Les souverains de la PREMIÈRE RACE s'en acquittèrent tous. On vit même les régents Frédégonde et Brunehaut mener à la guerre leurs fils, tout jeunes encore, pour les accoutumer (disent les historiens) au Commandement des armées.... Les rois fainéants, pour s'être dispensés de cet important devoir, perdirent la couronne que leur ravirent les MAÎTRES DU PALAIS, devenus premiers DUCS ou grands-ducs, c'est-à-dire GÉNÉRALISSIMES DES ARMÉES. — Une grande partie des souverains de la SECONDE et de la TROISIÈME RACE, commandèrent en personne leurs troupes, ou bien ils confièrent le BATON DE COMMANDEMENT à un GRAND SÉNÉSCAL, à un COMTÉTABLE, à des AMIRAUX, à des MARÉCHAUX; ils se firent représenter d'abord par des VASSAUX à leur choix, mais ils laissèrent ensuite le Commandement leur échapper; ils l'affectèrent à certaines CHARGES et DIGNITÉS; ce fut une faute et un malheur; cette faiblesse des PRINCES est aussi fréquente dans l'histoire que l'empiétement de la NOBLESSE et des courtisans est opiniâtre et insatiable. — Le BLANC était la couleur emblématique du commandement. — Maintenant, dans tout le monde civilisé, le Commandement a cessé d'être un droit de naissance, un privilège de caste; les princes régnants et les PRINCES DU SANG font seuls exception à cette règle. — Dans des temps où l'art de l'admini-

stration était inconnu, puis que les règles écrites manquaient, commander et administrer n'étaient pour le GÉNÉRAL D'ARMÉE qu'une même fonction; ce double droit se sent de la barbarie, ou caractérise un pouvoir absolu exercé sur une petite ARMÉE. Par une suite de ces déplorables usages, les COMTÉTABLES, les COLONELS GÉNÉRAUX DE L'INFANTERIE, les LIEUTENANTS GÉNÉRAUX DU ROI, tels que GUISE le Balafre, etc., etc., exercèrent, au lieu et place du souverain même, ces attributions sans contrôle, sans responsabilité. — L'esprit de l'ART MILITAIRE moderne et d'une RÉGULATION bien conçue veut que le Commandement et l'ADMINISTRATION restent distincts: l'un est tout d'inspiration, c'est au génie et au talent à s'en acquitter; l'autre est toute positive, c'est à la loi à la guider et à la surveiller. — Il a été traité spécialement de l'art de commander les armées par ARGENTI. — En FRANCE, quelques règles relatives au Commandement ont été tracées dans l'ORDONNANCE DE 1832 (3 mai, parag. 10).

COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT (G, Q). Sorte de COMMANDEMENT VOCAL qui indique quel genre d'action tactique ou d'évolution sera prescrite par le COMMANDEMENT D'EXÉCUTION. — Autrefois la BATTERIE AUX CHAMPS, plusieurs BATTERIES D'ÉVOLUTIONS, et les COURS DE BAGUETTE équivalaient à un Commandement d'avertissement. — Il y a des Commandements d'avertissement qui sont COMMANDEMENTS GÉNÉRAUX; il y en a qui sont une partie intégrante des COMMANDEMENTS MIXTES; il y en a qui sont primitifs ou COMMANDEMENTS PRÉPARATOIRES, mais ils sont plus communément immédiats ou suivis sans intervalle du COMMANDEMENT D'EXÉCUTION. — Les Commandements d'avertissement doivent être prononcés distinctement et dans le haut de la voix, en allongeant un peu la dernière syllabe. — Ces articulations, cette prosodie sont d'autant plus traînantes ou arrêtées sur les voyelles, que l'espace occupé par les TROUPES auxquelles s'adresse le commandement est plus étendu. Ils sont presque tous composés de plusieurs mots; dans ce cas, ils doivent être coupés en deux parties très-marquées. Ils ne sont répétés par ceux qui les donnent, et en reprise qu'après qu'ils ont été entièrement achevés par le COMMANDANT EN CHEF. Il vaut mieux en prolonger qu'en raccourcir la dernière syllabe; la prononciation en doit être suspendue par un soupçon qu'il facilite au COMMANDANT le moyen de les terminer d'un ton vigoureux et renforcé. — Le Commandement d'avertissement n'est pas le même pour tous les genres de MARCHES PAR LE PLAC. — Maintenant les

Commandements qui ont rapport à l'infanterie française consistent dans les locutions : A DISTANCE DE SECTION, SERRES LA COLONNE ; A DROITE OU A GAUCHE EN BATAILLE ; A DROITE OU A GAUCHE CONVERSION ; BATAILLON ; BATAILLON A DROITE ET A GAUCHE ; BATAILLON, QUELQUE A DROITE OU A GAUCHE ; BATAILLON PAR LE FLANC, etc. ; BATAILLON, TÊTE DE COLONNE A DROITE ; CHANGEMENT DE DIRECTION A DROITE ; OU A GAUCHE ; CHANGEMENT DE DIRECTION PAR LE FLANC DROIT OU GAUCHE ; CHANGEMENT DE FRONT EN ARRIÈRE OU EN AVANT, SUR TEL PELOTON ; CHARGE LE PAS ; CHARGE A VOLONTÉ ; CHARGE EN DEUX TEMPS ; CHARGE PRÉCIPITÉE ; COLONNE EN AVANT ; COLONNE SERREE PAR DIVISION ; CONTRE-MARCHE ; DEMI-BATAILLON DE DROITE OU DE GAUCHE ; DÉBOURLE LES SECTIONS ; DÉPLOYER LA COLONNE ; DIVISION ; DIVISION EN AVANT ; DIVISIONS FAITES EN AVANT ; DIVISIONS FAITES ET IMPAIRES PAR FILE A GAUCHE, etc. ; DOUBLER LES SECTIONS ; EN ARRIÈRE ; EN ARRIÈRE PAR L'AILÉ DROITE OU GAUCHE, PASSER LE DÉFILÉ ; EN AVANT ; EN AVANT EN BATAILLE ; FACE EN ARRIÈRE ; FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE ; FACE EN TÊTE ; FACE PAR LE PREMIER RANG ; VACE PAR LE TROISIÈME RANG ; VITE EN ARRIÈRE ; FORMER LA COLONNE ; FORMER LE PELOTON ; FORMER LES DIVISIONS ; GARDER A VOUS ; GRENADIER, GUIDE A DROITE OU A GAUCHE ; LIGNE DE BATAILLE SUR TEL BATAILLON ; MARQUE LE PAS ; OBLIQUE A DROITE, etc. ; PAR FILE A DROITE ; PAR INVERSION A DROITE EN BATAILLE ; PAR PELOTON A DROITE ; PAR PELOTON EN ARRIÈRE A DROITE ; PAR PELOTON EN AVANT A DROITE ; PAR PELOTON PAR FILE A DROITE ; PAR SECTION A DROITE ; PAR SECTION EN LIGNE ; PAS ACCÉLÉRÉ ; PAS DE ROUTE ; PAS ORDINAIRE ; PELOTON ; PELOTON EN AVANT ; PELOTON PAR LE FLANC DROIT ; PELOTONS FAITS EN AVANT ; PELOTONS PAIRS ET IMPAIRES PAR FILE, etc. ; PELOTONS PAIRS PAR LE FLANC ; PIERRE LES DISTANCES PAR LA TÊTE DE LA COLONNE ; PRÉSENTER VOS ARMES ; PROMPT MANŒUVRE ; QUATRE PELOTONS DE DROITE OU DE GAUCHE, EN AVANT EN LIGNE ; REPORTEZ-VOUS SUR VOS ARMES ; ROMPEZ LES PELOTONS ; ROMPEZ VOS RANGS ; SECONDES SECTIONS PAR LE FLANC DROIT OU GAUCHE ; SERRES VOS RANGS ; SUR LA DROITE OU SUR LA GAUCHE EN BATAILLE ; SUR LA DROITE PAR FILE EN BATAILLE ; SUR TELLE DIVISION DÉPLOYER LA COLONNE ; TEL OU TELS PELOTONS, OBSTACLE ; TELLE DIVISION ; TÊTE A DROITE ; TÊTE A GAUCHE ; TOURNER A DROITE OU A GAUCHE ; TROIS DERNIERS PELOTONS EN AVANT EN BATAILLE ; TROIS DERNIERS PELOTONS FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE ; UNE FILE DE DROITE EN ARRIÈRE ; UNE FILE DE DROITE EN LIGNE ; VOLONTÉ, etc.

COMMANDEMENT DE BATAILLON. V. BATAILLON. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 8. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 5.

COMMANDEMENT DE CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE LÉGÈRE.

COMMANDEMENT DE CIRCONSTANCE. V. CIRCONSTANCE. V. COMMANDEMENT VOCAL.

COMMANDEMENT DE CITADILLE. V. CITADILLE.

COMMANDEMENT DE CORPS. V. ADJUDANT-MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 32. V. CORPS. V. PHALANG GRECQUE.

COMMANDEMENT DE COURTIÈRE. V. COMMANDEMENT D'ENVELOPE. V. COURTIÈRE.

COMMANDEMENT DE DÉTACHEMENT. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 3. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 8. V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE. V. DÉTACHEMENT.

COMMANDEMENT DE FRONT (G, 5; II). Sorte de commandement dominant qui regarde directement une face d'ouvrage de fortification, et qui met l'attaquant à même de diriger perpendiculairement ses feux sur les défenseurs de l'ouvrage.

COMMANDEMENT DE GARDE MONTÉE. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 3. V. GARDE MONTÉE.

COMMANDEMENT DE GÉNÉRAL. V. ARCHITECTURE. V. COULEUR RATIONNELLE. V. PORTERIE. V. GÉNÉRAL. V. GENTILHOMME. V. SÉCLERET. V. STRATÉGIE.

COMMANDEMENT DE MINISTRE. V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE. V. MINISTRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 3, 4, 8.

COMMANDEMENT DE PLACE. V. ANCIENNETÉ DE CORPS. V. COMMANDANT DE PLACE. V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE. V. PORTERIE. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 5. V. PLACE.

COMMANDEMENT DE RÉGIMENT. V. RÉGIMENT. V. RÉGIMENT.

COMMANDEMENT DE REVERS (G, 5; H). Sorte de commandement dominant ou d'ouvrage qui voit à dos l'ennemi, et qui est l'opposé du commandement direct. — Les ouvrages incommodes par des Commandements aussi meurtriers n'ont pour s'y opposer que la ressource des bornettes, des cavaliers, des surtouts, etc.

COMMANDEMENT DE SERVICE (term. sous-général). Sorte de commandement qui, en conformité de l'ordonnance de 1708 (1^{re} main), devait être réglé, dans les corps de l'infanterie, à raison de six toises, afin que toujours les soldats anciens et nouveaux fussent entremêlés ; mais ces règles sont en

désuétude. — Le commandement de service a lieu dans l'intérieur des corps au moyen du *CANON D'APPEL*. Il se distingue en *COMMANDEMENT DE SERVICE AU CAMP*, — *DE SERVICE EN GARNISON*, — *DE SERVICE EN ROUTE*.

COMMANDEMENT DE SERVICE AU CAMP (E, 1). Sorte de *COMMANDEMENT DE SERVICE* que le *RÈGLEMENT* de 1792 (5 AVRIL) déterminait conformément à des principes qui ont été peu suivis, et enfin récemment abrogés. L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL devait commander les hommes de service par division; et les chefs de BATAILLON DE REGADE devaient les commander dans leur REGADE, en commençant par les régiments les plus anciens. — L'ORDONNANCE DE 1832 (3 MAI, titre vi) a formulé à cet égard des règles actuellement en vigueur.

COMMANDEMENT DE SERVICE EN CAMPAGNE. V. PRÉVAL (1827). V. SERVICE DE CAMPAGNE. V. SERVICE EN CAMPAGNE.

COMMANDEMENT DE SERVICE EN GARNISON (E, 3). Sorte de *COMMANDEMENT DE SERVICE* qui émane de l'ÉTAT-MAJOR DE LA PLACE. Ce détail a regardé, suivant les temps, le MAJOR DE PLACE OU LE RECRUTIER ARCHIVISTE. — La distribution du service des hommes de l'infanterie a lieu après la GARDE DÉFILÉE. — L'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE fait commander le service au CERCLE de la parade par l'ADJUDANT DE SEMAINE; celui-ci le répartit en proportion de la force des COMPAGNIES.

COMMANDEMENT DE SERVICE EN ROUTE (E, 4). Sorte de *COMMANDEMENT DE SERVICE* qui émane directement du chef du corps; le nombre des hommes de service est indiqué au CERCLE D'ORDRE ou au moment de l'arrivée.

COMMANDEMENT DE SOUVERAIN. V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE. V. ORDONNANCE. V. SOUVERAIN.

COMMANDEMENT DE TROUPES. V. ANCIENNETÉ DE CORPS. V. ANCIENNETÉ DE GRADE. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT N° 2. V. HAUSSE-COL. V. ORDRE DU TABLEAU. V. QUARTIER-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGER N° 3. V. TROUPE.

COMMANDEMENT DE VILLE OUVERTE (C, 1; E, 5). Sorte de *COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE* qui appartient de droit à l'OFFICIER de corps le plus élevé en grade, à moins qu'extraordinairement la VILLE n'ait un ÉTAT-MAJOR. — En cas de PARITÉ DE GRADE entre des OFFICIERS DE CAVALERIE et des OFFICIERS D'INFANTERIE, le commandement revient à l'OFFICIER DE CAVALERIE, si le lieu est tout à fait ouvert; mais s'il a une ENCEINTE, UN MUR, UN FOSÉ, l'OFFICIER D'IN-

FANTERIE y commande. Telles étaient du moins des règles transmises par routine, et qu'il était déjà question de modifier sous le ministère de SÉGUR.

COMMANDEMENT D'ENFILE. V. COMMANDEMENT INSTRUMENTAL. V. D'ENFILE.

COMMANDEMENT D'ENFILE (G, 5; H). Sorte de *COMMANDEMENT* dominant dont les PROJECTILES enfilent soit un BOYAU DE TRANCÉE, UNE BRANCHE D'OUVRAGE A CORNE, UNE COURTINE, soit une FACE DE BASTION, etc., etc.

COMMANDEMENT D'EXÉCUTION (G, 6). Sorte de *COMMANDEMENT* vocal qui a pour but l'accomplissement immédiat du mouvement, de l'action, ou de l'évolution préalablement indiqués par un ou plusieurs *COMMANDEMENTS D'AVERTISSEMENT*. — Il y a des *COMMANDEMENTS D'EXÉCUTION* qui font partie intégrante d'un *COMMANDEMENT* MIXTE; telle est la locution : PRÉSENTEZ VOS ARMES! — Le *COMMANDEMENT D'EXÉCUTION* doit être d'un petit nombre de mots, et encore mieux d'un seul mot; du moindre nombre de syllabes possible, et au plus de quatre. Les syllabes longues, les E muets, les articulations nasales, et les voyelles sourdes en devraient être bannies autant que possible. — Ce genre de *COMMANDEMENT* est prononcé d'une manière brève et forte, s'il doit être obéi directement; il est prononcé au contraire d'une voix tant soit peu traînante, s'il émane d'un *COMMANDEMENT GÉNÉRAL*, et que par conséquent il doit être répété par les commandants intermédiaires; dans ce cas, il est aussi rapidement rendu que possible de la part de ceux qui le donnent en REPRISE. — En un cas, le *COMMANDEMENT* OUISE A GAUCHE OU A DROITE! etc., peut être regardé comme *COMMANDEMENT D'EXÉCUTION*. — En *ORDRE DE BATAILLE*, les *COMMANDEMENTS D'EXÉCUTION* ne sont ou prononcés ou répétés que par les chefs de BATAILLON; en quelques cas ils sont répétés, ou plutôt transmis par leurs ADJUDANTS-MAJORS ET ADJUDANTS; mais en *ORDRE DE COLONNE*, certains *COMMANDEMENTS D'EXÉCUTION*, sont répétés en seconde REPRISE par les chefs des subdivisions; tels sont les mots HALTE! et MARCHÉ! Cette seconde REPRISE tient à ce principe, que la voix du chef d'un BATAILLON d'infanterie est censée entendue facilement par le BATAILLON EN LIGNE DE BATAILLE, et qu'elle est censée n'être entendue que difficilement quand la TROUPE est en COLONNE; cependant, si elle est en COLONNE SERRÉE, cette difficulté est moins supposable; aussi plusieurs auteurs blâment-ils en ce cas la répétition en seconde REPRISE; mais nous la croyons utile. — Autre-

fois certaines BATTERIES DE CAISSE, telles que la CHARGE, étaient une sorte de Commandement d'exécution; mais ces signaux, au moyen d'instruments, ne datent pas de loin dans les milices modernes. — Le Commandement pour l'exécution d'une charge se composait, dans la MILICE ESPAGNOLE, des termes *a cjos!* — Les Commandements d'exécution sont en partie monosyllabiques, et comprennent ceux de la CHARGE EN DOUZE TEMPS, ceux de la CHARGE PRÉCIPITÉE ou EN QUATRE TEMPS et les locutions suivantes : A DROITE ou A GAUCHE; ARMES; CHARGES; DROITE; DROIT-TOUR A DROITE; EN COLONNE; FEU; FIKE; FRONT; HALTE; JOUE; MARCHÉ; PELOTON; RECTIFIEZ L'ALIGNEMENT; RETRAITE; ROULEMENT; REPOS; SORTIE; TÊTE A DROITE; TÊTE A GAUCHE.

COMMANDEMENT D'EXERCICE. V. COMMANDEMENT TACTIQUE. V. EXERCICE. V. MANÈVREMENT D'ARMES. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 3. V. BOMPEMENT DE RANGS. V. ROULEMENT. V. TIR D'INFANTERIE.

COMMANDEMENT DOMINANT (term. sous-génér.). Sorte de COMMANDEMENT qui est ou GÉOLOGIQUE ou PÉRIODOLOGIQUE; c'est-à-dire qu'il consiste soit en une éminence ou des hauteurs naturelles de terrain, soit en un exhaussement construit de mains d'hommes, et destiné à brider le PLAT PAYS, à ajouter à la force d'une ARMÉE ASSIÉGÉE, ou à s'élever au-dessus de certaines PIÈCES DE FORTIFICATION; ce dernier genre se nomme COMMANDEMENT D'OUVRAGE. — L'ouvrage qu'on appelle CAVALIER, et les élévations qui ont des VUES SUR L'ENNEMI, et d'où partent des FEUX PLOMBANTS, ou bien sur lesquelles sont assises des CONTRE-BATTERIES, sont des Commandements dominants qui appartiennent à la FORTIFICATION FORTA. — La force offensive des Commandements se mesure en proportion de la distance entre eux et les points qu'ils RATTENT; quinze cents mètres seraient le maximum de la distance à partir de laquelle ils pourraient être à craindre; de mille à huit cents mètres ou pas géométriques, la TOPOGRAPHIE les regarde, quelque élevés qu'ils soient, comme de peu d'effet. Ceux qui, à partir de leur pied, sont distants de moins de cinq cents mètres, sont surtout à craindre si leurs feux rasant la position commandée. — Quand il n'y a que deux cents pas du pied d'un Commandement jusqu'aux REMPARS de l'ASSIÉGÉ, ils ne sont pas dangereux, si ce n'est pour les habitants et leurs habitations; mais les Commandements qui viendraient se noyer à la CONTRESCARPE sont d'un grand préjudice pour la place assiégée, parce que la MOUTQUETERIE du PARAPET de la tranchée

bat les DÉFENSES, et qu'en cas de SORTIE la garnison est foudroyée du haut d'une éminence. — La TACTIQUE se sert du verbe commander comme signifiant dominer un lieu, un point, un OUVRAGE; voilà pourquoi l'on dit qu'une CITADELLE commande la FORTERESSE, toute subordonnée qu'elle lui soit hiérarchiquement; dans un sens pareil, on dit qu'un CAMP doit être affranchi de tout Commandement ennemi; qu'un jour de BATAILLE un des premiers soins à prendre est de se garantir des Commandements; que des QUARTIERS doivent être protégés de Commandements. — L'irrégularité de la construction des FORTERESSES et la nature de leurs DÉFENSES sont souvent une conséquence forcée des Commandements qui les dominent. — On a mesuré par trois mètres les Commandements, c'est-à-dire qu'on a appelé, en GÉOLOGIE militaire, COMMANDEMENT SIMPLE celui dont la hauteur est de trois mètres; COMMANDEMENT DOUBLE celui dont la hauteur est de six mètres, etc. — Le soin de tirer parti des Commandements entre pour beaucoup dans l'art de dresser une CIRCONVALLATION, d'assiéger un CAMP ENNEMI, etc. — En campagne, l'évaluation précise et subtile des Commandements dominants est le triomphe du COUF D'OEIL. — Tous les Commandements ne sont pas des COMMANDEMENTS A FEU; il en est qui ne sont que des COMMANDEMENTS OBSERVATOIRES. Quant aux premiers, si ce sont des COMMANDEMENTS A CANONS, on s'en garantit au moyen de CAVALLIERS DE FORTIFICATION, d'ÉPAULEMENTS, de PARAPETS, de TRAVÉRSES; s'ils sont COMMANDEMENTS A FEU, on y évie au moyen des REINDS, des ÉVENTAILS, etc.; si enfin ils ne sont que COMMANDEMENTS OBSERVATOIRES, on les neutralise en interposant toute espèce de rideaux propres à berner les regards de l'ENNEMI. — Les PASSAGES DE RIVIÈRE n'entreprennent, autant que faire se peut, à l'aide de Commandements. — L'art d'employer habilement les RICOCHETS équivaut à la ressource des Commandements. — Les Commandements dominants se distinguent EN COMMANDEMENTS DE FRONT, — DE REVERS, — D'ÉPAULE.

COMMANDEMENT DOUBLE. V. COMMANDEMENT DOMINANT. V. DOUBLE.

COMMANDEMENT D'OUVRAGE. V. COMMANDEMENT DOMINANT. V. OUVRAGE. V. OUVRAGE DE FORTIFICATION. V. RELEVÉ.

COMMANDEMENT EN CHEF. V. DANFIRE. V. MARCHÉ D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. EN CHEF. V. GÉNÉRAL EN CHEF. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 2. V. MARÉCHAL DE FRANCE N° 1, 4. V. PRÉSENT DU PRÉTOIRE.

COMMANDEMENT GÉNÉRAL (G. G.). Sorte

de COMMANDEMENT VOCAL PRONONCÉ, dans les ÉVOLUTIONS DE LIGNE, comme primordial et préparatoire, par le COMMANDANT EN CHEF, ou par le COLONNE, s'il s'agit d'un seul régiment. — Les Commandements généraux usités dans l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE peuvent être regardés en quelque chose comme des COMMANDEMENTS D'AVERTISSEMENT, et doivent être articulés suivant les mêmes principes, puisqu'ils sont de nature à être répétés par les CHEFS DE BATAILLON, et en certains cas transmis par les ADJUDANTS et par les ADJUDANTS-MAJORS. — Les Commandements généraux diffèrent des COMMANDEMENTS D'AVERTISSEMENT, par la prosodie, en ce qu'ils ne demandent pas à être coupés à intervalles. — Les seuls Commandements généraux HALTE! et MARCHÉ! pourraient être considérés comme participant des COMMANDEMENTS D'EXÉCUTION. — Les CHEFS DE BATAILLON répètent, à moins d'ordre contraire, les Commandements généraux avec la plus grande rapidité. Nous disons à moins d'ordre contraire, parce que fréquemment il est notifié à un des CHEFS DE BATAILLON, ou il résulte du genre de l'évolution que le Commandement ne concerne pas son BATAILLON. — Nous avons suffisamment fait sentir, en parlant des COMMANDEMENTS VOCALUX, les imperfections qui dépendent les Commandements généraux; et nous ne croyons pas que, pour remédier aux vices du système adopté, il ait suffi à l'ordonnance de 1774, à l'instruction de 1775 (30 mai) et au règlement d'exercice de 1791, de prescrire que le long d'une ligne de BATAILLE chaque CHEF DE BATAILLON qui n'entendrait pas les Commandements aurait à imiter les mouvements exécutés entre lui et le point d'où le Commandement a dû partir ou est censé partir. — Conformément aux RÈGLEMENTS DE 1791 (1^{er} août) et de 1851 (4 mars), ces Commandements consistent dans les locutions que voici : A DISTANCE DE SECTION, SERREZ LA COLONNE; A DROITE OU A GAUCHE ALIGNEMENT; A DROITE OU A GAUCHE CONVERSION; A GAUCHE EN BATAILLE; BATAILLONS, DEMI-TOUR A DROITE; BATAILLONS IMPAIRS, COMMENCEZ LE FEU; BATAILLONS IMPAIRS OU PAIRS, COMMENCEZ LE MOUVEMENT; CARRÉS OBLIQUES PAR BATAILLON; CHANGEMENT DE DIRECTION A DROITE OU A GAUCHE; CHANGEMENT DE DIRECTION PAR LE FLANC DROIT; CHANGEMENT DE FRONT SUR DEUX LIGNES; CHANGEMENT DE FRONT SUR TEL BATAILLON; CHARGES VOS ARMES; COLONNE CONTRE LA CAVALERIE; COLONNE EN AVANT; COLONNE, HALTE; COLONNE SERRÉE PAR DIVISIONS; COMMENCEZ LE FEU; COTTE-MARCHE; DRAPEAUX, A VOS PLACES; DRAPEAUX ET GUIDES, A VOS PLACES; DRAPEAUX ET GUIDES

GÉNÉRAUX, SUR LA LIGNE; ÉCHELON PAR RÉGIMENT OU PAR BATAILLONS, A TANT DE PAS; EN ARRÊTÉ PAR LA DROITE OU PAR LA GAUCHE, FORMEZ LES ÉCHELONS; EN ARRIÈRE; EN ARRIÈRE PAR LES DEUX AILES, PASSES LE DÉFILE; EN AVANT EN BATAILLE; EN AVANT PAR LA DROITE OU PAR LA GAUCHE, FORMEZ LES ÉCHELONS; EN MARCHÉ, SERREZ LA COLONNE; EN PLACE REPOS; FACE EN ARRIÈRE EN BATAILLE; FACE EN TÊTE; FACE PAR LE PREMIER RANG; FACE PAR LE TROISIÈME RANG; FEU DE BATAILLON; FEU DE BATAILLON EN AVANÇANT; FEU DE BATAILLON EN RETRAITE; FEU DE DEMI-BATAILLON; FEU DE DEUX RANGS; FEU DE PELOTONS; FEU EN ARRIÈRE; FORMEZ LA COLONNE; FORMEZ LE CARRÉ; GARDÉ A VOUS POUR OUVRIRE VOS RANGS; GARDE A VOUS POUR REPOSER; GUIDES, A VOS CHEFS DE FILE; GUIDES, SUR LA LIGNE; HALTE; L'ARMEAU REAR; L'ARME SUR L'ÉPAULE DROITE; MARCHÉ; PAR BATAILLON A DROITE; PAR BATAILLON EN MARCHÉ, FACE A GAUCHE OU A DROITE, EN BATAILLE; PAR BATAILLON EN MARCHÉ, SUR LA DROITE EN BATAILLE; PAR BATAILLON EN MARCHÉ, SUR TEL BATAILLON PRENEZ VOS DISTANCES; PAR BATAILLON EN MARCHÉ, SUR TEL BATAILLON LA DROITE OU LA GAUCHE EN TÊTE EN COLONNE; PAR BATAILLON, FACE A GAUCHE OU A DROITE, EN BATAILLE; PAR BATAILLON EN MARCHÉ, SUR TEL BATAILLON DÉPLOYEZ LA COLONNE; PAR INVERSION A DROITE EN BATAILLE; PAR LE FLANC GAUCHE OU PAR LE FLANC DROIT, PASSES LA LIGNE; PAR PELOTON EN ARRIÈRE A DROITE; PAR SECTION DE DROITE ET DE GAUCHE EN BATAILLE; PAS DE ROUTE; PASSAGE DE DÉFILE EN AVANT; PORTEZ VOS ARMES; POUR CHANGER DE DIRECTION; POUR DÉFILE; POUR DÉPLOYER, FACE A GAUCHE OU A DROITE; POUR DÉPLOYER PAR INVERSION, FACE A DROITE OU A GAUCHE; POUR FORMER LE CARRÉ; POUR PRENDRE LES DISTANCES; POUR SERRER SUR TEL PELOTON; PROMPT MANŒUVRE PAR LE FLANC DROIT; PRENEZ LES DISTANCES PAR LA TÊTE DE LA COLONNE; REPOS; REPOSEZ-VOUS SUR VOS ARMES; REMETTEZ LES PELOTONS; RETRAITE EN ÉCHELON A CERT PAS; ROMPREZ PAR LA DROITE POUR MARCHER VERS LA GAUCHE; SECTIONS INTÉRIEURES, SERREZ EN MARCHÉ; SUR TEL BATAILLON EN ARRIÈRE EN COLONNE; SUR TEL PELOTON PRENEZ VOS DISTANCES; SUR TELLE DIVISION DE TEL BATAILLON, DÉPLOYEZ LES MARCHES; TEL BATAILLON DE DIRECTION.

COMMANDEMENT GÉOLOGIQUE. V. COMMANDEMENT DOMINANT, V. GÉOLOGIQUE, V. FORT DE CAMPAGNE.

COMMANDEMENT HÉRARCHIQUE (term. sous-génér.). Sorte de COMMANDEMENT, de pouvoir ou de droit, qui, dans les usages modernes de notre état militaire, comporte des acceptions variées. S'agit-il du souverain, ou du ministre que le prince délègue

comme son substitut, le Commandement embrasse principalement la levée et les mouvements de troupes; les écoles et la justice militaire; le soin des pontonniers; les plans de guerre; les récompenses à accorder aux régiments ou aux militaires; la pensée, la confection et l'intimation des ordonnances; le genre et la mesure des honneurs à rendre. — S'agit-il du GÉNÉRAL D'ARMÉE opérant avec CANOT BLANCHE, la nature de son Commandement est plus restreinte, quoiqu'il ait quelque chose de dictatorial; il n'a pas dans ses mains les écoles militaires, les levées, la construction des grandes pontonnages, la nomination définitive aux emplois, la modification de la composition constitutive des troupes, etc. — Cependant le maréchal de SAXE, BROGLIE, SAINT-GERMAIN, le général BONAPARTE ne prononçaient-ils pas souverainement en fait d'administration et de justice? ne vit-on pas HOCH et MOREAU créer des divisions de cavalerie, BUNER imaginer des compagnies d'élite de cavalerie? L'EGYPTE n'a-t-elle pas été témoin de levées extralégales de troupes, d'un établissement de galères à Suez, de supplices inaccoutumés et orientaux, et de cérémonies en l'honneur de Mahomet. — Les récompenses, les nominations, la distribution des emplois, l'anoblissement même n'ont-ils pas, dans les temps, dépendu directement des CONTRAÎLES, des MANICHAUX, du chef seul? c'était une image du Commandement dictatorial; aussi OMBRA (1824, E, t. II, p. 30, 33, etc.) appelle-t-il dictatorial le pouvoir du GÉNÉRAL D'ARMÉE. Suivant son opinion, ce Commandement de premier degré est au-dessus de la HIÉRARCHIE ou extrahierarchique; il en est la tête ou le point de départ; et ce n'est qu'au-dessous de lui que la subordination commence. — La question est obscure et délicate; dans toutes les milices, les limites du haut Commandement sont à tracer; les généraux d'armée élargissent à leur volonté le cercle de leurs attributions, en s'autorisant du silence de la loi; ils invoquent les nécessités des temps, la sûreté commune, le salut de l'armée, la gloire du pays. — Puisqu'ici le positif échappe, et que les théories sont vagues, ne nous occupons que de ce genre de Commandement qui découle de la nature du RECVET, de l'espèce de l'emploi, ou de l'ancienneté du GRADE, de la légalité de la PRÉSENCE. — Dans la MILICE ROMAINE, faire sonner devant soi la BUCCINE était un des droits du Commandement; se faire précéder de LECTEURS portant la BACHE et les faiscieux était un des signes du pouvoir; prononcer l'ALLOUTION et ARBORER, en manière d'ÉTEN-

DARD, la CHLAMYDE écarlate étaient un des actes de l'AUTORITÉ. — En FRANCE, le Commandement et l'ADMINISTRATION MILITAIRE sont indépendants l'un de l'autre. Cependant il est des cas extraordinaires où les actes des CONSEILS D'ADMINISTRATION ne sont valables qu'autant qu'ils sont revêtus de l'approbation du CHEF MILITAIRE ou du GOUVERNEUR; c'est ce qui a lieu dans les PLACES ASSIÉGÉES. — Il est encore une autre exception; les attributions de certains INSPECTEURS GÉNÉRAUX sont une fusion, un cumul d'ADMINISTRATION et de COMMANDEMENT. — A raison de circonstances locales, le Commandement, c'est-à-dire la primauté, était acquis quelquefois à l'INFANTERIE ou l'INVERSE; ainsi, à GRADE ÉGAL, le commandement d'un DÉTACHEMENT appartenait, en PLAINE, à l'OFFICIER DE CAVALERIE; en GARNISON, c'était l'OFFICIER D'INFANTERIE qui avait le PAS. — Quelques AUTEURS, tels que TERTIUS (1783, O), voulaient au contraire que ce fût l'ANCIEN DE GRADE qui commandait, quelle que fût l'arme. — L'ORDONNANCE DE 1832 (3 MAI) a enfin donné force de loi, pour le service en campagne, à ce principe; mais en y maintenant encore une exception, en faveur des OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR, à GRADE ÉGAL et contre l'ANCIENNETÉ. — Autrefois, dans les cas de réunion de plusieurs CORPS de même ARME, le Commandement, c'est-à-dire le PAS, la PRÉSENCE, la DROITE, étaient la conséquence de l'ANCIENNETÉ; le CHEF du plus ancien CORPS, ce CHEF fût-il le plus jeune, commandait à tous; cette règle absurde fut abolie par DUMET; l'ORDONNANCE DE 1775 (26 AVRIL) n'attacha qu'à l'ANCIENNETÉ du CHEF le DROIT du Commandement. — Les prérogatives du Commandement avaient été déterminées par l'ORDONNANCE DE 1818 (1^{re} AOÛT); elle prononçait que l'AUTORITÉ du HAUT pour le Commandement avait même force que celle du GRADE SUPÉRIEUR sur le GRADE INFÉRIEUR, et que les COMMANDANTS EN CHEF, les GOUVERNEURS, les COMMANDANTS DE DIVISION TERRITORIALE et les ADJUDANTS-MAJORS LIEUTENANTS, etc., etc., auraient l'autorité du Commandement, même à GRADE ÉGAL. — Quelques idées sur les lois générales et la nature du Commandement ont été émises par BRIQUET (1761, H), par M. le général de CHAMBRAY (1833), etc. — Les DÉCISIONS DE 1824 (17 et 30 MARS), relatives au COMMANDEMENT DE PLACES, disposaient que, hormis dans les PLACES DE GARNISON, les OFFICIERS FRANCO-ÉTRANGERS pouvaient commander aux OFFICIERS FRANÇAIS de même GRADE, s'ils avaient ANCIENNETÉ sur eux; elles voulaient que les OFFICIERS SUISSES, devenus GÉNÉRAUX FRANÇAIS, eussent tous les

droits et les prérogatives inhérents au RANG; c'était une altération des anciennes coutumes de la monarchie. — L'ORDONNANCE DE 1832 (3 mai) ne défère aux ÉTRANGERS NON NATURALISÉS le droit de Commandement que dans un certain nombre de cas, et jamais à raison de l'ancienneté, mais uniquement à raison de la supériorité du GRADE; elle ne permet, dans aucun cas, qu'ils exercent, soit temporairement, soit ultérieurement, le Commandement de l'ARMÉE. — On lit dans ODELL (1818, E) les pensées suivantes qui méritent d'être méditées. — Le Commandement qui descend immédiatement de trop haut produit plus d'agitation que d'action. La puissance supérieure s'énervé, les yeux s'accoutument à l'envisager. On cesse de la craindre; et, quand les chefs s'habituent à tout faire, dès qu'ils cessent de suffire à tout, il n'y a plus rien de fait. Tout degré de Commandement a son degré d'importance. Le Commandement ne cesse pas. Tout grade inférieur est le lieutenant du grade de son supérieur, jusque et y compris le plus ancien soldat qui remplace le caporal. L'obéissance monte de la même manière que le Commandement descend. — Le Commandement hiérarchique se distingue principalement en COMMANDEMENT D'ARMÉE, — DE VILLE OUVERT, — TERRITORIAL.

COMMANDEMENT INSTRUMENTAL (G, 6). Sorte de COMMANDEMENT ACOUSTIQUE qui était usité dans la MILICE ROMAINE; c'était un moyen secondaire de transmettre en détail ou de répartir un COMMANDEMENT principal transmis à l'aide de la SÉMANTIQUE ou comme TÉLÉGRAPHIQUE; tel était entre autres l'effet des airs de la BUGLE. — Au lieu d'employer les mots Commandement instrumental, BORDON (1743, B), traducteur de VIGÉE, emploie les expressions COMMANDEMENT OU SIGNAL SEMI-VOCAL, ce qui convenait peut-être en ne parlant que d'instruments à vent; ce qui n'eût pas convenu en notre temps, où l'on se sert de tambours. — On a dans le siècle dernier essayé de faire revivre un système analogue à celui des Romains; ainsi certaines BATTERIES d'évolution n'étaient autre chose que des Commandements de cette espèce; mais l'INFANTERIE FRANÇAISE y a renoncé depuis 1769. — Aujourd'hui le Commandement communiqué à l'aide d'instruments ne consiste principalement que dans les BATTERIES nommées CHARGE et à l'ORDRE, dans le ROULEMENT qui fait cesser les FEUX et dans le COUP DE RAQUETTE, qui rappelle dans le rang les chefs de PELOTON. On peut cependant y ajouter, d'après l'ordonnance de 1831 (4 mars), les BATTERIES et SONNERIES pour les tirailleurs, lo

RAFFEL, la MRELOQUON et, dans quelques cas de ralliement et de formation, l'ASSEMBLER et AU DRAPEAU.

COMMANDEMENT MILITAIRE. V. BARRÉ. V. COMMANDEMENT. V. COMMISSAIRE DES GÉNÉRAUX N° 6. V. COMTE N° 1. V. CROISSANT. V. DÉFILEMENT ADMINISTRATIF. V. DUC N° 2. V. FÉODALITÉ. V. FEUILLE DE ROUTE. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4. V. GOUVERNEMENT MILITAIRE. V. GOUVERNEMENT STRATÉGIQUE. V. GOUVERNEUR EN PLACE DE GUERRE N° 4. V. LIGIATION (cinquième siècle). V. MARÉCHAL DE CAMP N° 5. V. MARMI. V. MARQUE. V. MESTRE DE CAMP N° 1. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 2. V. MILICE SUÈDE N° 5. V. MILITAIRE, adj. V. MINISTRE DE LA GUERRE. V. MONLE. V. ORDRE DU TABLEAU. V. PAGE. V. PRINCE FRANÇAIS. V. SOUS-OFFICIER N° 12. V. SUBORDINATION.

COMMANDEMENT MIXTE (G, 6). Sorte de COMMANDEMENT VOCAL qui consiste ordinairement en une périphrase dont le premier ou les premiers termes sont un COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT, et dont les derniers termes sont un COMMANDEMENT D'EXÉCUTION. — Il y a quelques Commandements qui, quoique composés d'un mot unique, sont cependant de deux natures. Tels sont, dans la CHARGE EN DOUX TEMPS, les MOIS AMORCE et BOURRE. — Les Commandements mixtes, formés d'une périphrase, sont imprimés dans l'ordonnance en deux espèces distinctes de caractères; cependant, il en est qui n'y sont regardés que comme de pur avertissement; tels sont les Commandements BATAILLON EN AVANT, — COMMENCEZ LE FEU, — EN ARRIÈRE, à DROITE, — FEU DE BATAILLON, — FEU EN DEMI-BATAILLON, — FEU DE PELOTON, — FEU DE DEUX RANGS, — GUIDES À VOS CHEFS EN FILE, — HAUT LES ARMES, etc. Ils participent cependant des Commandements d'exécution et sont par conséquent vraiment mixtes, puisque tels d'entre eux mettent en mouvement le chef de PELOTON, le PORTÉ-DRAPEAU, les GUIDES, etc. — Les Commandements mixtes comprennent ou comprennent les locutions que voici : à DROITE OU à GAUCHE ALIGNEMENT; APPRÊTER VOS ARMES; RAQUETTE DANS LE CANON; RAQUETTE AU CANON; BATAILLON DEMI-TOUR à DROITE; BATAILLON EN AVANT; BOURRE; OBTENEZ DANS LE CANON; CHARGEZ VOS ARMES; CHEF DE TEL PELOTON, SUR LA LIGNE; CHEFS DE PELOTON, à VOTRE PREMIÈRE FILE DE GARDER; CHEFS DE PELOTON, RECTIFIEZ L'ALIGNEMENT; COLONNE, HALTE; COMMENCEZ LE FEU; CROISEZ LA RAISSONNETTE; DÉCHARGEZ LA CARTOUCHE; DÉCHARGEZ VOS ARMES; DRAPEAUX ET GUIDES, à VOS PLACES; DRAPEAUX ET GUIDES GÉNÉRAUX, SUR LA LIGNE; EN ARRIÈRE à DROITE OU à GAUCHE ALIGNEMENT; EN ARRIÈRE OUTRE VOS RANGS; EN

PLACE EFFOS; FERMEE LE RASSINET; FEU DE BATAILLON; FEU DE DEMI-BATAILLON; FEU DE DEUX RANGS; FEU DE PELOTON; GUIDES, A VOS CHEFS DE FILE; GUIDES, A VOS PLACES; GUIDES, DEMI-TOUR A DROITE; GUIDES, SUR LA LIGNE; INSPECTION DES ARMES; L'ARME A GAUCHE; L'ARME A VOLONTÉ; L'ARME AU BRAS; L'ARME SOUS LE BRAS GAUCHE; L'ARME SUR L'ÉPAULE DROITE; LE CHIEF AU RENOS; OUVREZ LE RASSINET; PAR FILE A DROITE OU A GAUCHE ALIGNEMENT; PAR LE FLANC DROIT EN ARRIÈRE EN COLONNE; PAR PELOTONS DE DROITE ET DE GAUCHE SUR LE CENTRE EN COLONNE; PORTEZ VOS ARMES; PRENEZ LA CARTOUCHE; PRÉSENTEZ VOS ARMES; REDRESSEZ VOS ARMES; RELEVÉZ VOS ARMES; REMETTEZ LA RACLETTE; REMETTEZ LA BAÏONNETTE; REPONÉZ-VOUS SUR VOS ARMES; RETIREZ VOS ARMES; SUR LE CENTRE ALIGNEMENT; SUR TELLE DIVISION EN ARRIÈRE OU EN AVANT EN COLONNE; SUR TELLE DIVISION LA DROITE OU LA GAUCHE EN TÊTE EN COLONNE; TEL BATAILLON, TEL DEMI-BATAILLON, TEL PELOTON, ARMES; TIREZ LA RACLETTE; VOS ARMES A TERRE.

COMMANDEMENT OBSERVATOIRE. V. COMMANDEMENT DOMINANT. V. OBSERVATOIRE.

COMMANDEMENT ORAL. V. CHARGE DE CAVALERIE. V. COMMANDEMENT TACTIQUE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. ORAL. V. RÉCEPTION DE DRAPEAUX.

COMMANDEMENT PÉRIODOLOGIQUE. V. COMMANDEMENT DOMINANT. V. PÉRIODOLOGIQUE.

COMMANDEMENT PTYOMATIQUE. V. COMMANDEMENT VOCAL. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE. V. MILICE GRECQUE N° 6. V. PTYOMATIQUE. V. SÉPIMENT DE REMPLACEMENT.

COMMANDEMENT PRÉPARATOIRE (G, G). Sorte de COMMANDEMENT VOCAL qui quelquefois est remplacé par un ROULLEMENT. Les Commandements préparatoires précèdent le COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT, ou sont des COMMANDEMENTS D'AVERTISSEMENT primitif. — Dans le dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième, les Commandements préparatoires consistaient entre autres dans les mots : Je parle à tout le moule; ATTENTION AU COMMANDEMENT! etc.; ils ne consistent maintenant que dans les mots, GARDE A VOUS! — Les Commandements préparatoires se prononcent d'un ton égal, lent, non interrompu et sans appuyer sur la dernière syllabe, mais en la prolongeant. — Il y en a qui ne se prononcent que dans le ton ordinaire de la voix et dont les règlements ne précisent pas les termes; tels sont les Commandements que font, dans les ÉVOLUTIONS, les CHEFS DE DIVISION, en se tournant vers leurs hommes et leur annonçant brièvement quel est le mouvement qui

va être exécuté, quelle est la disposition tactique qui va être prise, etc., etc.

COMMANDEMENT SIMPLE. V. COMMANDEMENT DOMINANT. V. SIMPLE.

COMMANDEMENT TACTIQUE (term. sous-génér.). OU COMMANDEMENT D'EXERCICE. Sorte de COMMANDEMENT ou oral ou visuel; il a pour objet de faire connaître à des CORPS D'ARMÉE, à des troupes quelle qu'en soit la force, à des militaires sous les armes, quelles sont les ÉVOLUTIONS, l'action ou le jeu tactique qui sont exigés d'eux par les GÉNÉRAUX D'ARMÉES, — DE BRIGADE, — DE DIVISION ou par des CHEFS d'un ordre inférieur. — Dans l'antiquité les HÉRAUTS avaient mission de transmettre les Commandements du CHAMP DE BATAILLE; les PORTI-DRAPEAU donnaient le signal de leur exécution. — Quelquefois les Commandements tactiques ne consistent que dans des ordres portés par des AIDES DE CAMP; dans ce cas le mot ne demande pas de définition. — M. de BEAUVAIL a traité des moyens d'obvier aux difficultés de la transmission des COMMANDEMENTS. — Nous distinguerons ici les Commandements tactiques en COMMANDEMENTS ACUSTIQUE et TÉLÉGRAPHIQUE.

COMMANDEMENT TÉLÉGRAPHIQUE (G, G), ou commandement tracé de loin. Sorte de COMMANDEMENT TACTIQUE qui parle surtout aux yeux, et qui est ainsi désigné par opposition au COMMANDEMENT ACUSTIQUE ou VOCAL. — Au nombre des Commandements télégraphiques on peut comprendre un SIGNAL CONVENU, les mouvements d'un FILIGELMAN, d'un PORTE-ENSEIGNE, le jet d'une BALLE A FEU, certaines directions ou agitations des enseignes, la combustion d'un faisceau de paille ou de branchages; comme moyen de SÉMATIQUE, le jeu de quelques PATILLONS diversement colorés au haut d'un mât, etc., etc. — César faisait mouvoir ses troupes aux signaux de ses DRAPEAUX. TURPIN (1783, G) regrette l'abandon de ces usages qu'il suppose avoir été inconnus de la MILICE DU MOYEN ÂGE; mais en cela il se trompe; car à la bataille de BOUTEVILLE, livrée en 1214, le danger que courait PHILIPPE AUGUSTE fut annoncé à l'armée par l'illumination de son PERSON. Ce fut à ce Commandement télégraphique que tint le gal de la bataille. — MACDONALD a, dans un dictionnaire spécial, donné des détails sur les Commandements télégraphiques, et BERGSTRASSER a traité aussi le même sujet.

COMMANDEMENT TERRITORIAL (C, II), ou JADIS GOUVERNEMENT. Sorte de COMMANDEMENT HIERARCHIQUE qui embrasse une certaine circonscription géographique. Ce mot donne l'idée d'une étendue de pays, considéré

militairement et indépendamment de l'état de guerre. C'est en ce sens qu'on dit d'un COMMANDANT DE PLACE que son Commandement s'étend jusqu'à l'extrémité du RAYON DE DÉFENSE. — On emploie d'une manière analogue les expressions DIVISION et SUDIVISION TERRITORIALES.

COMMANDEMENT VISUEL. V. COMMANDEMENT TACTIQUE. V. VISUEL.

COMMANDEMENT VOCAL (lett. sous-génér.), ou COMMANDEMENT PNEUMATIQUE, ou COMMANDEMENT ORAL, ou SIGNAL VOCAL, suivant BOUDDON (1743, B), traducteur de VINDEX. Sorte de COMMANDEMENT ACOUSTIQUE qui, dans l'antiquité, était comme la traduction ou l'interprétation de la SEMANTIQUE. — Dans les usages modernes, le Commandement vocal répond aux anciens SIGNAUX TÉLÉPHONIQUES ou VOCALIS (signa vocalla, dit VINDEX, 300, A). Il est l'énonciation d'un ordre relatif à l'exécution actuelle d'une ÉVOLUTION ou d'une opération tactique, il se module suivant certaines CADENCES, qu'on nomme TONS DE COMMANDEMENT; il se compose de certaines expressions consacrées par l'ORDONNANCE, etc., etc. — Un Commandement vocal est prononcé en un ou plusieurs états de voix jetés de toute la force des poumons, ou au moins d'une force analogue à l'étendue du FRONT du BATAILLON ou de la troupe à qui un ordre de MANŒUVRE ou de mouvement doit être transmis. — Avant la promulgation des ORDONNANCES de 1753, de 1754, les TERMES de commandement étaient vagues, arbitraires et différents de RÉGIMENT à RÉGIMENT. Les TERMES en doivent être invariables, clairs, brefs, sonores, faciles à prononcer, nettement et lentement articulés par syllabes, et assez caractérisés chacun, assez dissemblables entre eux pour n'occasionner aucune confusion, aucune méprise. Ils doivent être plutôt simples et familiers que scientifiques; ils doivent se modifier de façon qu'à la seule vocalisation on reconnaisse s'il s'agit d'un COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT ou d'un COMMANDEMENT D'EXÉCUTION; ils doivent être enseignés dans une ÉCOLE DE COMMANDEMENT; ils devraient même, pour une plus parfaite précision, être notés comme la musique. — L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) et plusieurs AUTEURS sont d'avis que les Commandements d'une même ARMÉE doivent être non-seulement d'un seul et même idiome, mais même d'un seul et même ton. D'ARCY (1787, D) voudrait avec raison que hors des exercices d'école, les Commandements fussent les mêmes dans les troupes à cheval et à pied. — Toutes ces questions sont restées jusqu'ici indéterminées; nous ne saurions indiquer qu'un seul AUTEUR qui

ait traité spécialement des Commandements propres à l'INFANTERIE; c'est HOFFMAYER, écrivain peu connu. — Les Commandements vocaux sont aujourd'hui un moyen presque unique de transmettre les ordres d'exécution des MANŒUVRES; et, par une contradiction inexplicable, la préférence a été donnée à ce genre de Commandement depuis que l'ORDRE MERCI a prévalu en TACTIQUE, tandis que c'était précisément le contraire qui eût dû arriver: car c'est être retombé dans l'enfance de l'ART que d'avoir renoncé aux COMMANDEMENTS CLÉUSTIQUES ou PNEUMATIQUES, et d'avoir ainsi méprisé les conseils du simple bon sens, les exemples de l'antiquité, les essais du dernier siècle et les usages de la MARINE. Par routine, on peut-être par quelque motif de vanité dont on ne se rend pas compte, la voix humaine est presque l'unique organe des Commandements que transmettent des GÉNÉRAUX DE DIVISION et DE BRIGADE, tandis qu'on eût pu et dû faire usage de tant d'autres moyens simples, ingénieux et éprouvés. — Sans parler de l'inconvénient d'être entendu de l'ENNEMI, n'est-il pas démontré que le vent, le bruit, l'éloignement, la faiblesse ou la fatigue des poumons, et (si le chef est tué) la différence de voix, sont autant d'accidents qui ont causé la défaite de plus d'une troupe, la ruine de plus d'une armée? Qui de nous ne retrouve dans les souvenirs de son expérience, quelque image de ces causes et de leurs effets? — Les ORDONNANCES de 1776 (1^{re} JUIN) et de 1791 (1^{re} AOÛT) ont senti les inconvénients attachés à la transmission du COMMANDEMENT GÉNÉRAL par la seule voix humaine, parlant à toute une LIGNE; mais ils n'y ont apporté que des correctifs impuissants, et en cela, comme en tant de choses, l'ART MILITAIRE de terre est dépourvu de règles approfondies. Certainement un jour le perfectionnement du système des machines industrielles influera sur la TACTIQUE et les MANÈVRES D'ARMÉE. — La préférence donnée à certaines formes de Commandements a résulté des formes de certaines ARMES comprises en une même catégorie: ainsi quand la RIQUE et le MOUSQUET étaient les deux armes de l'INFANTRIE, on commandait PORTEZ VOS ARMES! et c'était raisonnable; mais quand le FUSIL D'INFANTRIE est devenu la seule ARME, on continua par habitude à dire PORTEZ VOS ARMES! au lieu de dire portez le fusil! et ce fut un contre-sens et une faute grammaticale, car un fusil n'est pas des armes. — L'INSTRUCTION de 1769 (1^{re} MAR) voulait qu'il y eût un intervalle de quatre secondes entre la fin d'un Commandement et le Commandement suivant. —

Les Commandements vocaux sont prononcés d'une voix ou plus brève ou plus trainante, suivant qu'ils doivent parvenir à la troupe immédiatement ou par intermédiaire. Dans ce dernier cas ils sont transmis par le commandant en chef aux chefs de bataillon. — Des Commandements qu'on se sait comment caractériser, et qui ne sont pas de même nature que ceux qui vont être spécifiés, se disent d'une manière trahante à l'instar de ceux de la cavalerie; ces commandements de circonstance sont : A VOS ARMES; A VOS RANGS; AU PAS; CHEF DE TEL PELOTON SUR LA LIGNE; L'ARME AU PIED; POINT DE DIRECTION PLUS À DROITE, etc.; ils sont prononcés par les instructeurs dans les PRÈRES D'ARMES, les ALIGNEMENTS, les MARCHES DE BATAILLON, etc. — L'histoire de la MUSIQUE GRECQUE accuse l'incomplet de nos règles actuelles. ELIEN (70, A) expose savamment les principes des Commandements vocaux; il a été imité par ARRIEN (110, A); ils nous apprennent que les Commandements prononcés par les NÉALTES et les ÉNOMOTARQUES étaient courts, distincts, purgés d'équivoques et d'amphibologies, et qu'ils énonçaient l'intention de l'acte, avant d'en exiger l'exécution; la pensée d'ELIEN demande à être étudiée dans ses propres paroles : Si l'on commençait un commandement par ces mots : *Faites la déclinaison!* il pourrait arriver que les soldats après l'avoir entendu, *fissent les uns à droite, les autres à gauche.* — Les mots : *Faites la déclinaison!* doivent être regardés comme un tout divisible, ou comme un genre auquel différentes espèces sont subordonnées. Pour que la partie ou l'espèce demandée se trouve d'abord désignée, il convient que ces mots : *Faites la déclinaison!* soient précédés par ceux-ci : Du côté de la pique, ou du côté du bouclier. — *Faites l'inversion!* *Faites la contremarche!* sont encore des expressions génériques et indéterminées, dont l'explication ne sera plus obscure quand on s'exprimera ainsi : Du côté de la pique faites l'inversion! Des Macédoniens, faites la contremarche! Des Lacédémoniens, des Perses, faites la contre-marche! Par ces attentions la manœuvre particulière se trouve indiquée avant que le terme générique qui la renferme puisse être entendu. — Il y a bientôt dix-sept siècles que ces vérités savantes ont été proclamées, et l'on est encore à en tirer profit sur bien des points. — Les Commandements vocaux sont des termes de convention, qu'on a plutôt cherché à rendre courts et sonores qu'à rendre clairs et francs; on ne sait si leur nombre grammatical est singulier ou pluriel; tandis que ces mots n'auraient dû être admis que sous une for-

me ou sous l'autre; le contraire se voit dans le Commandement : L'ARME AU BRAS! par rapport à celui : PORTES VOS ARMES! — Les Commandements ont encore le défaut grammatical de laisser douter, en certains cas, si l'ordonnance employa un substantif, un temps de verbe, ou un impératif singulier; tel est, par exemple, le Commandement MAX-CHER! Ces contradictions ou ces obscurités sont un des vices de la LANGUE MILITAIRE, mais un des moindres, parce que les termes tactiques sont un argot tellement popularisé, que, militairement, cette barbarie n'a pas les inconvénients qui se présentent sans cesse dans d'autres circonstances de la vie militaire, et qui résultent de la synonymie ou de l'inexactitude des expressions d'un usage moins familier, ou d'un ordre plus relevé. — Il était difficile de caractériser par une désignation grammaticale, dans le cours du présent ouvrage, les locutions impératives qui composent les Commandements et qui forment articles; car ces locutions sont quelquefois une périphrase, quelquefois un mot, quelquefois un vocatif, quelquefois un impératif ou même des termes d'autre nature. Pour résoudre cette difficulté et pour classer ces termes parmi les parties du discours, comme disent les grammairiens, nous avons assimilé les Commandements parés de notre TACTIQUE à des interjections, parce qu'effectivement ils participent de l'interjection, qui est, ainsi qu'eux, une sorte d'exclamation ou de cri. — Quelques Commandements se modifient dans la forme de la locution, quand ils sont adressés à des COMPAGNIES D'ÉLITE. — LA RELIÈVE KURAK ne s'exécute, à la voix, les manèges d'armes que depuis 1814; elle obéissait jusque-là à des RATTIERES ou à des BANNERIES; blâmons-la d'y avoir renoncé. — Il a été traité de certains Commandements français par DESPAGNAC (1761, D; t. II, p. 57), GRAYN (1808, A), PICTET (1761, E), M. SIMONNET. — Les Commandements vocaux se distinguent en COMMANDEMENTS D'AVERTISSEMENT, — D'EXÉCUTION, — GÉNÉRAL, — MIXTE, — PRÉPARATOIRE.

COMMANDER, verb. act. et neutre (C, 1; E; H). Ce mot, dont l'origine est indiquée au mot COMMANDANT, exprime l'action du COMMANDERMENT; il a eu autrefois pour synonyme la locution AVOIR CHARGE. Quelquefois il s'employait accompagné d'un génitif, comme dans les mots COMMANDER D'ASSAUT, — DE CAMPEMENT ACTIF, — DE DÉTACHEMENT DE GUERRE, — DE GARDE, — DE SERVICE, etc. — Quelquefois il donne l'idée d'une autorité personnelle, d'un rang supérieur, d'un grade qui a LE PAS; quelquefois il signifie proférer

UN COMMANDEMENT VOCAL; quelquefois enfin il est pris comme signifiant dominer un point moins élevé. Ainsi un CORPS DE PLACE, UN EMPLOYÉ COMMANDANT DES DÉPÊCHES.

COMMANDEUR DE REVERS. V. REVERS.

COMMANDEUR DE SERVICE. V. APPEL NOMINAL DE GARDE MONTASTRE. V. CARIER D'APPEL. V. OFFICIER DE GARDE. V. PIQUET ACTIF. V. RORDE. V. SERVICE.

COMMANDEUR EN CHEF. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. EN CHEF. V. GÉNÉRAL EN CHEF. V. PATRICE.

COMMANDEUR LE FEU. V. EXÉCUTION A MORT. V. FEU. V. PRINCE DE MÈTE.

COMMANDEUR LE SERVICE. V. AUMETTE. V. MAJOR-CAPITAINE N° 4. V. RORDE. V. SECRÉTAIRE DE PLACE. V. SERVICE. V. SERVICE JOURNALIER.

COMMANDEUR, subs. masc. (F). Vieux mot qui a été la racine des mots COMMANDARY et COMMANDER; il signifiait CAPITAINE OU OFFICIER d'un rang élevé dans la MILICE FRANÇAISE; il est employé dans ce sens par les romanciers des douzième et treizième siècles; ils s'en servent en parlant de certain genre d'INVENTAIRE, tel que les REGISTROURS, les MINOURS, etc., etc.

COMMANDEURIE (subs. fém.) de SAINT-LOUIS. V. HÔTEL DES INVALIDES. V. PENSION DE RETRAITE. V. RÉCOMPENSE. V. SAINT-LOUIS. V. TIRAR.

COMMANDEUR, subs. masc. (term. génér.). Ce mot qu'on a d'abord écrit et prononcé COMMANDER était resté dans la langue des CHEVALIERS DE MALTE. Il était technique pour signifier ce que le mot OFFICIER COMMANDANT exprime aujourd'hui. — BREEN et le traducteur de WALHAUSEN (1615, A) mentionnent le mot Commandeur, signifiant GÉNÉRAL D'ARMÉE; l'emploi du même terme, appliqué à un grade militaire, se retrouve dans la langue ANGLAISE, dont le fond est tout FRANÇAIS; car les ANGLAIS nous ont emprunté leur *commander* de terre et leur *commanders* de l'ARMÉE DE MER. — Dans la MILICE PRUSSIENNE, tout chef de régiment n'est pas colonel; mais tout chef de régiment est Commandeur. — Par un effet inattendu nous avons repris d'autrui des mots par nous prêtés et oubliés depuis longtemps, et qui se distinguent, dans les MILICES ANGLAISE et FRANÇAISE, EN COMMANDER DE LA LÉGIION D'HONNEUR, — DE SAINT-LOUIS, — EN CHEF.

COMMANDEUR ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE N° 2.

COMMANDEUR de la LÉGIION D'HONNEUR (C. 4). Sorte de COMMANDER dont le titre a succédé à celui de COMMANDANT DE LA LÉGIION, depuis l'ORDONNANCE DE 1816 (26 MARS), parce que cette ordonnance tendait à donner

à la LÉGIION un caractère plus nobiliaire, plus chevaleresque. — Si ce mot a le défaut d'être une imitation des usages étrangers, s'il nous a été rendu par une conséquence de l'amour qu'on a pour les vieilles choses, il est spécial du moins, et il est analogue au mot COMMANDER de SAINT-LOUIS. — Le nombre des Commandeurs de la Légion était fixé à quatre cents en 1816; cette règle fut transgressée bientôt, et en 1838 le nombre des Commandeurs était, le 31 octobre, suivant M. MOURIER, de huit cent trente-huit. Ils ne peuvent être promus qu'après avoir été deux ans officiers de la Légion; ils portent, à leur volonté, l'étoile en sautoir ou la décoration d'officier; ils prennent rang dans les cérémonies publiques après les GRANDS-CROIX et les COMMANDEURS DE SAINT-LOUIS. Les honneurs funéraires qui leur sont rendus sont pareils à ceux qui sont dus aux COLONELS. — Les sentinelles ne leur doivent que le SALUT DE PORT D'ARMES.

COMMANDEUR DE SAINT-LOUIS. V. COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR. V. GRAND OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS. V. SAINT-LOUIS.

COMMANDEUR EN CHEF (F). Sorte de COMMANDER dont le grade a été institué dans la MILICE ANGLAISE sous le nom de *commander in chief*. On a incorrectement traduit cette expression par les mots général en chef, ou GÉNÉRALISSIME; mais ce sont des grades différents de celui-ci. — Le Commandeur actuel des ANGLAIS rappelle les attributions de l'ancien COMMANDEUR DE FRANCE; mais il n'a aucune fonction extérieure ou active; c'est en quelque sorte un comestible de cabinet, un administrateur exécutif, un COLONEL GÉNÉRAL de toutes armes. C'est un suprême INSPECTEUR DE TROUPES qui non-seulement est indépendant, en beaucoup de choses, du MINISTRE DE LA GUERRE, mais qui même lui intime des ordres sans pouvoir, il est vrai, déroger aux lois existantes, ni s'écarter des ALLOCATIONS (*allowance*) ou BUDGETS appliqués au Ministère. — De son côté le SECRÉTAIRE A LA GUERRE (*secretary at war*) exerce des fonctions qui ne concernent pas le Commandeur. — Le Commandeur en chef dans ses attributions le PERSONNEL, le mécanisme de l'INSPECTION GÉNÉRALE, la confection des ORDONNANCES, la direction de l'éducation militaire des TROUPES, le maintien de leur DISCIPLINE. — Il a sous ses ordres le CHAPLAIN GÉNÉRAL; il est secondé par l'adjutant général; il nomme l'ASSISTANT ADJUTANT GÉNÉRAL; il donne ses soins à l'ADMINISTRATION, à l'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR, à la DISCIPLINE, à l'INSTRUCTION, à l'ORGANISATION. Il ordonne la réunion de l'ARMÉE,

mais n'a pas le droit de prescrire et de transmettre les instructions relatives aux plans politiques, ni aux opérations de guerre de ces armées, parce que cette partie est susceptible d'une responsabilité directe envers le parlement et regarde par conséquent le secrétaire à la guerre comme ministre responsable. — Le Commandeur n'est responsable, mais eût-il le roi comme chef de l'armée, quo de l'habileté tactique des troupes et de leur rassemblement rapide en corps d'armée. — La place de Commandeur reste quelquefois vacante, et en général l'héritier présomptif en est exclu. — Le duc d'York l'a occupée depuis 1794, jusqu'à nos jours; il a fait faire, pendant cette période de temps, des progrès sensibles à l'art militaire; il a tempéré l'atrocité des châtements; il a rendu moins fréquentes les exécutions, qui déshonoraient la discipline de l'Angleterre; il a aboli les compagnies colonnelles, — lieutenants colonnelles et majors; il a introduit la méthode lancastrienne dans les écoles d'enseignement primaire. Tout ce que vaut l'armée anglaise de terre, sous le rapport de ses institutions morales, elle le doit à son Commandeur. — En 1828, quelque chose du système anglais était essayé en France, et les attributions du ministre de la guerre en étaient modifiées à proportion. — Le *Journal de l'Armée* (t. II, p. 226), M. Charles Dupin, M. le général Foy traitent de ces questions.

COMMARCHIE, subs. fém. v. FRONTIÈRE. v. MARCHÉ-FRONTIÈRE.

COMMARCHIS, subs. masc. v. MARCHÉ-FRONTIÈRE. v. MARQUIS.

COMMENCER (verb. act.) le FEU (term. ambigu qui est censé substantif), v. RATTIER DE CAISSE. v. BONNERIE D'INFANTERIE.

COMMENCER les APPROCHES, v. APPROCHES.

COMMENCER le FEU, Interj. (G, 6), locution usitée, soit comme commandement général dans les FEUX DE BATAILLON, EN RETRAITE, etc., soit comme commandement mixte dans les FEUX SUCCESSIFS, dans les FEUX DE DEUX RANGS, etc.

COMMENTARIUM, subs. maso. (P). Mot traduit du latin *commentariensis*; on le trouve dans Raymond. Suivant les uns, c'était un GOSIER dans la MILICE ROMAINE; suivant d'autres, un destructeur de DÉFENSES, ou bien le militaire chargé de commander et d'enregistrer le SERVICE. Nous supposons que c'était une espèce de QUARTIER-MAÎTRE.

COMMENCE, subs. masc. v. ARME DE C...

COMMERCIAL (commerciale), adj. v. CRÉDIT C... v. FOURNITURE C...

COMMETTRE (verb. act.) des HOSTILITÉS. v. HOSTILITÉ.

COMMITTON, subs. masc. v. COMPAGNON. v. SOLDAT.

COMMINES. v. NOMS PROPRES.

COMMINGE. v. COMINGE.

COMMIS, subs. masc. v. PREMIER C... v. SOUS-C...

COMMIS, adj. et subs. masc. (term. génér.). Ce mot, tout LATIN, ainsi que les mots COMMISSOR, COMMISSIONNER, a été originellement le titre donné aux commissaires des guerres. — Il sera distingué ici en COMMIS AUX VIVRES et en COMMIS GÉNÉRAL.

COMMIS à LA VIANDE. v. à LA VIANDE. v. COCARDER.

COMMIS AU PAIN. v. AU PAIN. v. COCARDER.

COMMIS AUX ENTRÉES. v. RELLET DE SORTIR D'HOSPITAL. v. ENTRÉE.

COMMIS AUX MONTRES. v. COMMISSAIRE DES GÜERRES N° 1. v. MONTRER. v. REVUE D'ADMINISTRATION.

COMMIS AUX VIVRES (F), ou COMMIS DES VIVRES. Sorte de COMMIS ou d'EMPLOYÉS qui ont eu, dans l'administration de terre de la MILICE FRANÇAISE, des fonctions élevées; leur création répond à celles des compagnies d'ordonnance; ils étaient chargés d'en assurer la substance; ils exercèrent, depuis HENRI DEUX jusqu'en 1627, sous les ordres de deux commissaires généraux des vivres.

— L'adoption des systèmes divers de FOURNITURES DE VIVRES a modifié les offices et la dénomination des Commis aux vivres; pendant les derniers règnes il en était employé sous le nom de COMMIS HAUT-LE-PIED.

COMMIS d'ADMINISTRATION. v. ADMINISTRATION. v. CONSEIL PERMANENT N° 5.

COMMIS d'ARTILLERIE. v. ARTILLERIE. v. ARTILLERIE IDIOLOGIQUE.

COMMIS du BUREAU. v. BUREAU ROUEMENTAIRE. v. SECRÉTAIRE DE TRÉSORIER.

COMMIS de CANTINE. v. CANTINE. v. TABAC.

COMMIS de la GUERRE. v. AGENCE DISCIPLINAIRE. v. ACADEMIE MILITAIRE. v. ADMINISTRATION DE COMPAGNIE. v. AUTONIEUR DE CORPS N° 7. v. AUTOUR MILITAIRE (1821, C). v. RATON DE MARÉCHAL. v. BONNET A POIL. v. ENRIQUET. v. SUPPLÉMENT. v. BUREAU DE LA GUERRE. v. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 7. v. CARTOUCHE A FEUX. v. CAVALERIE GRAVE. v. CHAMP DE MANOEUVRES. v. CHARGE DE SOLDAT. v. CHEF. v. CHEF DE BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. v. CHEF

DE CORPS. V. CHEF D'ESCADRON. V. CHEF OUVRIER. V. CHEF DE DIVISION n° 2, 3. V. CHEVAL DE PELOTON. V. CHEVELURE MILITAIRE. V. CHIEURGIE DE CORPS. V. CODE MILITAIRE. V. COIFFURE. V. COLLET D'HAMT. V. COLONEL INSPECTEUR. V. COMMUNALIRE DES GUERRYS n° 3. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LJOSE n° 4. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANCOISE. V. COMPOSITION. V. CONSEIL DE LA GUERRE n° 3. V. CONSTITUTION. V. CORNET INSTRUMENTAL. V. COULEUR D'HABILLEMENT. V. DÉPOT DE LA GUERRE. V. DIRECTOIRE D'HABILLEMENT. V. DIVISION DE BATAILLE. V. DRAPEAU BLANC. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ENROLÉ. V. EXERCICE D'INFANTERIE. V. EXTRAORDINAIRE DES GUERRAS. V. FORMATION CONSTITUTIVE. V. FOURCERER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. FUSIL D'INFANTERIE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE n° 8. V. GÉNÉRAL DE BRIGADE n° 4. V. GRACE. V. GRADE EN SECOND. V. GRADE SUPÉRIEUR. V. GRAND ÉQUIPEMENT. V. GRANDE TENUE. V. GUERRE. V. HABILLEMENT. V. HAST. V. HARNACHEMENT. V. HUSSARD n° 4. V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 7. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. JEUNE SOLDAT. V. JUSICE MILITAIRE. V. LANGUE FRANÇAISE. V. LÉGINATION. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE n° 1. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL n° 2. V. MAISON DU ROI n° 8. V. MANŒUVRES. V. MATÉRIEL. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1775, 1814, 1815(9 JUILLET). V. NUMÉRO DE FUSIL. V. ORDONNANCE D'UNIFORME. V. ORDRE DE SAINT-LOUIS. V. ORDRE FRANÇAIS. V. PANTALON. V. PENSION DE RETRAITE. V. PROJECTILE. V. RÉCOMPENSE. V. TACTIQUE, subs. V. TIREMENT.

COMMIS de l'hABILLEMENT. V. BASILLÉMENT.

COMMIS de QUARTIER-MAÎTRE. V. MASSE D'ENTRETIENS. V. QUARTIER-MAÎTRE n° 2.

COMMIS DES FERMES. V. FERME. V. GLACIS DE FORTERESSE. V. HAVRE-SAC.

COMMIS DES MARÉCHAUX. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MARÉCHAL. V. MARÉCHAL DE FRANCE n° 7.

COMMIS DES TRÉSORIERS DES GUERRES. V. PAYE. V. TRÉSORIER DES GUERRES.

COMMIS DES VIVRES. V. ACTUAIRE. V. COMMIS AUX VIVRES. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES VIVRES. V. HAUT-LE-PIED. V. MILICE FRANÇAISE n° 8. V. VIVRES.

COMMIS D'HOPITAL. V. AGENT ADMINISTRATIF. V. HOPITAL.

COMMIS DISTRIBUTEUR. V. CORVÉE DE PAIN. V. DISTRIBUTEUR. V. DISTRIBUTION. V. DISTRIBUTION DE RATION. V. RATION.

COMMIS D'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE. V. INTENDANCE.

COMMIS DU CAMPMENT. V. CAMPMENT. V. CAMPMENT ADMINISTRATIF.

COMMIS DU DIRECTOIRE D'HABILLEMENT. V. DIRECTOIRE.

COMMIS ÉLÈVE DES SUBSTANCES. V. AGENT ADMINISTRATIF. V. ÉLÈVE. V. SUBSTANCES.

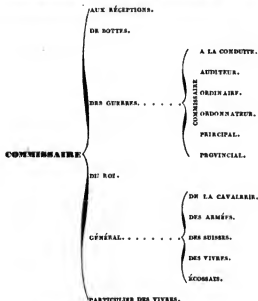
COMMIS ENTRETENU OU COMMIS DE L'INTENDANCE. V. INTENDANCE MILITAIRE. V. CORPS DE L'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE. V. ENTRETENU. V. LEGISLATION 1838 (28 FÉVRIER).

COMMIS GÉNÉRAL DES VIVRES. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES VIVRES. V. GÉNÉRAL; adj. V. VIVRES.

COMMIS GREFFIER (B, 3; C, 5). Sorte de commis ou d'écrivains qui, au besoin, sont attachés aux greffiers des conseils de guerre. Ils sont nommés par les capitaines rapporteurs; la durée de leurs fonctions ne peut excéder trois mois; ils sont alors ou continués ou remplacés sur la demande du président.

COMMIS HAUT-LE-PIED. V. CHARROI MILITAIRE. V. HAUT-LE-PIED.

COMMISSAIRE, subs. MASC. V. LIEUTENANT C... V. OFFICE DE C... V. PRÉROGATIVE DE C... V. RÈVE DE C... V. SOUS-C...



COMMISSAIRE, subs. masc. (term. génér.). Ce mot, qui a d'abord eu le même sens que le mot *commis* et qui dérive du bas latin, a rapport surtout ici à l'administration militaire en général, à l'administration des corps en particulier. Il a servi de dénomination à certains fonctionnaires qui appartenaient, plus ou moins directement, aux états-majors des armées et qui, dans les capitulations de siège, étaient considérés comme non-combattants. GARRAU est un des lexicographes qui le définit. — Le terme se distingue en **COMMISSAIRE A DÉPARTEMENT**, — AU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE, — AU PETIT ÉQUIPEMENT, — AUX MONTRES, — AUX RÉCEPTIONS, — AUX REVUES, — D'ARTILLERIE, — DE BOTTES, — DE LA CASSER, — DE LA GUERRE, — DE MARCHES, — DE POLICE, — DES FORTIFICATIONS, — DES GUERRES, — DES GUERRES DE PREMIÈRE CLASSE, — DES GUERRES DE SECONDE CLASSE, — DES VIVRES, — DU DIRECTOIRE, — DU GOUVERNEMENT, — DU PARC, — DU POUVOIR EXÉCUTIF, — DU ROI, — DU ROI PRÈS L'ADMINISTRATION DES POUVOIRS, — EXÉCUTIF, — ESPAGNOL, — GÉNÉRAL, — GÉNÉRAL ANGLAIS, — GÉNÉRAL ANGLO-AMÉRICAIN, — GÉNÉRAL DES FORTIFICATIONS, — GÉNÉRAL DES GUERRES, — GÉNÉRAL DES POUVOIRS, — IMPÉRIAL, — ORDONNATEUR, — ORDONNATEUR EN

CHEF, — PARTICULIER, — PROVINCIAL, — PRUSSIEN.

COMMISSAIRE A DÉPARTEMENT, V. A DÉPARTEMENT, V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 8. V. COMMISSAIRE PRINCIPAL.

COMMISSAIRE (commissaires) A LA CONDUITE (F). Sorte de **COMMISSAIRES DES GUERRES** mentionnés sous cette désignation par MANESSOR (1685, B) et par FURBERST (1685, A); longtemps ils ont été nommés ainsi parce que, par le mot *conduite*, il faut entendre la répartition du logement, l'ordre des marches, le service de route. Ce genre de soin, cette direction étaient au nombre des principales et primitives fonctions des **COMMISSAIRES ORDINAIRES**. — LES GRENADIERS A CHEVAL de l'ancienne maison militaire avaient un **Commissaire à la conduite**. — Les **COMMISSAIRES DE MARCHES** sont, en ALLEMAGNE, une trace de l'ancien usage des **Commissaires à la conduite**.

COMMISSAIRE AU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE, V. DÉPARTEMENT DE LA GUERRE, V. MINISTRE DE LA GUERRE, EN 1814 (3 AVRIL), 1850 (20 JUILLET).

COMMISSAIRE AU PETIT ÉQUIPEMENT, V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 26. V. PETIT ÉQUIPEMENT.

COMMISSAIRE (commissaires) ADDI-

TEUR DES GUERRES (F). Sorte de COMMISSAIRES DES GUERRES créés par la loi de 1790 (22 SEPTEMBRE), maintenus par celles de 1790 (29 OCTOBRE) et de 1792 (16 MAI). Ils étaient chargés, par le DÉCRET de 1791 (14 OCTOBRE), de la poursuite des CRIMES et des DÉLITS MILITAIRES. Il en était attaché un à chacune des vingt-trois DIVISIONS TERRITORIALES. Ils avaient rang de LIEUTENANT-COLONEL. En vertu de l'ORDONNANCE de 1791 (20 SEPTEMBRE) ON SUBSTITUÉ leur état attaché. Ils avaient droit d'assister, s'ils le jugeaient à propos, AUX REVUES DES COMMISSAIRES ORDINAIRES. Ils étaient, à l'égard de l'ARMÉE, des PROCUREURS DU ROI en habit militaire, les PLAINTES qu'ils dressaient motivaient les INSTRUCTIONS DES AFFAIRES SOUMISES AUX COURS MARTIALES. — Le RÈGLEMENT de 1792 (24 JUIN) est le dernier qui fasse mention des Commissaires auditeurs; il leur assigne la seconde place au CONSEIL DE DISCIPLINE. — Les AUDITEURS disparaissent de nos institutions en 1793. Ils ont eu pour devanciers et pour successeurs les ACCUSATEURS MILITAIRES.

COMMISSAIRE AUTRICHIEN. V. AUTRICHIEN, adj. V. SOUS-INTENDANT n° 2.

COMMISSAIRE AUX MONTRES. V. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 2. V. INSPECTEUR AUX REVUES. V. MEYER DE CAMP n° 5. V. MILICE HOLLANDAISE n° 1. V. MONTRE.

COMMISSAIRE (commissaires) AUX RÉCEPTIONS D'EFFETS (F). Sorte de COMMISSAIRES qui, en vertu de l'ORDONNANCE D'ADMINISTRATION de 1770 (25 MARS), étaient choisis au nombre de deux par le CONSEIL D'ADMINISTRATION; ils étaient pris parmi les MEMBRES de ce CONSEIL pour recevoir et examiner les MARCHANDISES ACTIVÉES.

COMMISSAIRE AUX REVUES. V. COMMISSAIRES DES GUERRES n° 2. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2. V. MILICE ANGLAISE n° 12. V. OFFICIER D'ADMINISTRATION. V. REVEY. V. SOUS-OFFICIER n° 3.

COMMISSAIRE D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE IDIOMATIQUE. V. GRAND MAÎTRE DE L'ARTILLERIE.

COMMISSAIRE (commissaires) de BOTTES (F). Sorte de COMMISSAIRES, ou de faux mollets, mentionnés dans l'ORDONNANCE D'ARMEMENT de 1767 (25 AVRIL). Cette ordonnance, rendue dans un temps où les bottes de la DROSSE CAVALERIE étaient à tige molle et non à tuyau de poêle, comme on les appelle maintenant, autorisait l'usage des Commissaires, espèce de matelassure qu'employaient des cavaliers dont la jambe trop maigre faisaient plisser trop la botte.

COMMISSAIRE de la CAISSE. V. CAISSE A TROIS SERRURES. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION n° 2. V. MEMBRE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

COMMISSAIRE de LA GUERRE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES n° 2. V. GUERRE.

COMMISSAIRE DE MARCHÉ. V. COMMISSAIRE A LA CONDUITE. V. MARCHÉ.

COMMISSAIRE de POLICE. V. GARDE DE POLICE EN GARNISON. V. POLICE.

COMMISSAIRE DES FORTIFICATIONS. V. FORTIFICATIONS. V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

COMMISSAIRE (commissaires) des GUERRES (term. sous-génér.). Sorte de COMMISSAIRES qui ont été, pendant cinq siècles, le CORPS ADMINISTRATIF de la MILICE FRANÇAISE. Leurs attributions se sont restreintes par suite de la création de l'INSPECTEUR AUX REVUES; elles se sont fondues dans les fonctions de l'INTENDANCE, quand celle-ci a été mise seule en possession du manèment de l'ADMINISTRATION. — Les Commissaires, encore existant dans la MILICE ESPAGNOLE, y avaient été créés à l'imitation de la France. — Les Commissaires seront considérés surtout ici dans les relations qui étaient établies entre eux et l'INFANTRIE FRANÇAISE; quant aux rapports généraux que les Commissaires entretenaient avec les autres corps, avec la cour, avec le MINISTÈRE, il en a été traité par AUDOIN, M. BALLYET (1817, D), BERRIER (1832, B), BEQUET (1761, H), CHENNEVIERE (1750, C), DAKEL (1721, A), FERRIER, FLANDRE, FOY, FROMMAN, FUNDSEFELT (1685, A), GUTHARD (1725, B), GUILLET (1686, B), LACHESNAIE (1758, I), LEMPERIERE, LEBLOIS, MORIS (1798), ODIER (1824), POTIER (1779, X), l'*Encyclopédie* de 1770 (octobre), le *Spéctateur militaire* (t. xii, p. 258), le journal l'*Armée* (p. 139, 148). L'*Encyclopédie* (1785, C) s'en est aussi occupée, mais en se traînant sur les traces de CHENNEVIERE. — Les Commissaires des guerres seront examinés sous les rapports ci-après : CRÉATION, DÉNOMINATION, NOMBRE, NOMINATION, RÉCEPTION, UNIFORME, ALLOCATIONS, SOLDE, DROITS, PRÉROGATIVES, SURVEILLANCE, FONCTIONS, DEVOIRS, RESPONSABILITÉ, SUBORDINATION. — N° 1. CRÉATION. — Le roi JEAN, par une DÉCLARATION de 1356 (28 JANVIER), créait transitoirement douze Commissaires, pour régler les MONTRES de quatre mille hommes que les états de Languedoc s'engageaient à fournir pour la délivrance du roi; il n'y a rien à déduire de cette éventualité. — L'ORDONNANCE de 1373 (13 JANVIER) donnait à chaque MARÉCHAL le droit de se choisir un LIEUTENANT comme COMMISSAIRE AUX MONTRES; ils devaient être tirés des GENTILHOMMES ayant au moins six ans de service dans les COMPAGNIES D'ORDONNANCE. — Le titre et les fonctions qui répondaient à cet emploi ont été déterminés, ont été très-variables jusqu'à CHARLES SEPT, vers 1430. Ainsi il a

existé des **COMMISSAIRES** ou **LIEUTENANTS** temporairement chargés, par les **CHIEFS** de l'armée, de fonctions analogues à celles des **Commissaires des guerres** des derniers siècles. — **CHARLES SEPT** donne quelque relief aux **Commissaires** qui, de 1357 à 1514, n'avaient été que des agents très-subalternes du **CONNETABLE** ou des **MARÉCHAUX** de France; les **OFFICIERS** d'administration deviennent, sous ce prince, mais temporairement encore, les hommes du roi. — Ils commencent à être des délégués permanents et des représentants du ministre sous le règne de **CHARLES NEUF**, en 1507 (15 décembre). Ce monarque crée en leur faveur cinquante offices. — **HENRI QUATRE** en crée vingt-quatre en 1595. — L'ÉDIT DE 1607 adjoint à la classe des **Commissaires** celle des **CONTROLEURS** DES GUERRES. — L'ÉDIT DE 1691, par lequel **LOUIS QUATRE** institue la vénalité des charges, abolit les **Commissaires** alors en exercice; mais au même instant il rétablit ces **fonctionnaires**, au nombre de cent quatre-vingts, sous le titre de **COMMISSAIRES ORDONNAIRES**, et il exige d'eux une finance de trente-trois mille livres. — De périodes en périodes assez rapprochées, les **Commissaires** sont fiscalement pressurés, et sous peine de perdre leur emploi et leur mise de fonds, ils sont maintes fois contraints au versement d'une augmentation de finance, ce qui à l'époque de la révolution portait le total du prix de leur charge à cent vingt mille francs. — L'institution des **OFFICES** de **Commissaire** et ensuite des **CHARGES** de **Commissaire** avait amené l'extinction d'une des prérogatives des **MARÉCHAUX**, qui disposaient jusque-là de ces emplois; mais les **MARÉCHAUX** avaient, par forme de dédommagement, conservé un droit qui était une trace de l'ancienne domesticité des **Commissaires**; ce droit consistait à créer, en recevant le bâton, et une fois pour toutes, un **commissaire** qui prenait rang parmi les **GENS** du **ROI**. — En vertu d'une mesure plausible, il fallait, avant la révolution, que les **Commissaires** des guerres eussent servi, l'épée à la main, pendant cinq ans. En vertu d'un privilège blâmable, comme la sont tous les privilèges, leurs fils ou neveux étaient seuls dispensés de cette condition. — En 1788 (17 avril) le corps est constitué de nouveau. — Les **décrets** de 1791 (20 septembre, et 14 octobre) avaient reconstitué sur un plan bien conçu le système administratif et le **COMMISSARIAT**; ils supprimèrent les **CHARGES**, établirent des **grades** fixes, et déclarèrent inamovibles les **Commissaires**. Le **décret** de 1793 (10 avril) renversa tous les principes reçus, institua la démocratie du **COMMISSARIAT**, et consacra l'ad-

ministration du sabre. — La **LOI** de l'an trois (22 nivôse) et l'**INSTRUCTION** de la même année (10 ventôse) fixèrent, pour la première fois, l'avancement, les classes et les attributions des **Commissaires** des guerres; cette instruction ayant forme de règlement, aujourd'hui en désuétude, est une des plus savantes de notre législation. — En l'an huit (9 pluviose), la création du **CORPS** de l'inspection a scindé le **COMMISSARIAT**, et la loi relative à cette création exigea trois ans de service militaire de la part des candidats qui se destinaient à être **Commissaires** des guerres. En 1801 (11 avril et 5 novembre), il est attaché des **ADJOINTS** au **corps** du **commissariat**; ils sont licenciés en 1817. — La création du **CORPS** de l'**INTENDANCE** a effacé de nos institutions, en 1817 (29 juillet), les **Commissaires**. — N° 2. DÉNOMINATION. — Les **LATINS** rendaient à peu près **Commissaire** des guerres par *logista*. — Le titre de **Commissaire** des guerres se retrouve, comme le **lémoigne** **FORTANON** (l. III, p. 2, art. 3), dans l'ordonnance de **JEAN**, en 1555 (décembre); ce prince enjoignait au **CONNETABLE** et aux **MARÉCHAUX** de France de s'assurer si aucuns **Commissaires** des guerres, capitaines, lieutenants ou autres faisant monstre et revue desdites gens d'ordonnance et autres gens de guerre, cassent et mettent hors de leurs compagnies aucuns des soldats sans cause valable. — Cette citation cependant est loin de démontrer que la dénomination s'appliquât à un emploi précis, ou tint à une constitution fixée. — Depuis l'époque que cite **FORTANON** jusqu'aux **ordonnances** de **FRANÇOIS PREMIER**, et surtout celle de 1507 (15 décembre), le mot **Commissaire** des guerres est peu ou n'est point employé. Ceux qui reçoivent les **MONTRES** ou **MOSTERS**, se nomment **Commissaires** (**DÉCLARATION** de 1556), **COMMISS** ou **LIEUTENANTS** AUX **MONTRES** (**ORDONNANCE** de 1573, 15 janvier), **MENEURS** DE **GENS D'ARMES**, **ARCHERS** et **ARBALÉTRIERS** (**ORDONNANCE** de 1403, 25 mai). — Dans les **PROVISIONS** données au **CONNETABLE** Jean de Bourbon, en 1458, les **Commissaires** sont désignés sous la qualification de **CONDUCTEURS** DE **GENS DE GUERRE**, titre qu'ils conservèrent longtemps. — Sous **CHARLES SEPT**, en 1445, comme on le voit dans **Matthieu de Coucy**, il y avait certains autres **commiss** exprès de par le roi qui voyaient les gens de guerre, en leurs habillements, passer aux **monstres** assez souvent, afin qu'ils s'entreteussent comme il appartenait, sans vendre ne perdre leurs chevaux et harnois. Mais ces fonctions n'étaient que passagères. — Le règlement que rend **LOUIS ONZE**, sur la solde des **GENS D'ARMES**, en 1477, contient l'expression **COMMISSAIRE DE LA GUERRE**. On les nomme,

sous le même règne, en 1484, comme l'indique VILLART, CLERCS DES MARÉCHAUX, LIEUTENANTS AUX MONTRES. — Le nom de Commissaire reparait dans l'ORDONNANCE DE 1514 (30 et 24 JANVIER, art. 15). Il est dit que les archers ou hommes d'armes enrôlés par les capitaines auront à faire serment au Commissaire qui fera la montre des compagnies, en l'absence de mon dit sieur le connestable et de messieurs les maréchaux. — LOUIS TREIZE érige quarante-deux CONSEILLERS en titre d'office de COMMISSAIRES ORDINAIRES ET CONDUCTEURS DE GENS DE GUERRE. — Enfin PRAISSAC (1622, A) les appelle Commissaires des GENS DE GUERRE, et LACHESNAIE (1758, I, à l'article *Haut-le-pied*) témoigne que les Commissaires qui servoient sans charge et par commission, étaient désignés sous la qualification de COMMISSAIRES HAUT-LE-PIED. — On voit donc qu'originellement le mot Commissaire des guerres était synonyme de bien d'autres expressions; que ces titres indiquaient une fonction momentanée; qu'elle était exercée en vertu d'un pouvoir ad hoc, soit par des officiers de l'armée, soit par des secrétaires du connestable, soit par des délégués des maréchaux, et qu'enfin la revue des troupes n'était passée par les subalternes que quand ces grands dignitaires ne voulaient pas procéder eux-mêmes à la réception des MONTRES. Il y avait des cas d'ailleurs où les connestables et les maréchaux ne le pouvaient pas; c'était, par exemple, quand ils faisaient chevaucher par détachement, ce qui signifiait qu'ils mettaient en marche des troupes sans les guider en personne. Alors ils ordonnaient Commissaires pour les conduire (les détachements) sur les champs, pour les faire vivre en bon ordre et police, etc. — De là la locution COMMISSAIRE A LA CONDUITE. — En 1567, les Commissaires reçoivent légalement le titre de Commissaires des guerres. Le choix de cette désignation résultait de ce qu'alors plusieurs GÉNÉRAUX ensaigntaient à la fois les provinces de l'ouest et du midi de la

FRANCE. L'expression devint incorrecte dès la première pacification avec les Huguenots, en 1572; notre langue a cependant continué à l'employer durant plus de deux siècles, mais non d'une manière absolue, puisque BRANTÔME (1600, A), en traitant du règne de HENRI TROISIÈME, parle des Commissaires et contrôleurs de guerre en exercice en 1574. — La chancellerie de nos souverains a quelquefois même fait usage d'une locution boursoufflée en disant : Les Commissaires ordinaires de nos guerres, etc. — On nsait de toutes ces expressions par la force de l'habitude, mais la plupart étaient des impropriétés de la langue militaire, car on est Commissaire d'un homme et non d'une chose; mais on peut être Commissaire à une chose, témoin les *missi dominici* (commiss du roi), témoin les commissaires aux faillites, — au régime des biens, — au châteaulet, — aux saisies, etc. — On dit, il est vrai, commissaire de police, mais c'est une abréviation des mots commissaire du lieutenant de police; ainsi il eût fallu dire Commissaire aux guerres, ou Commissaire à la guerre; et, sitôt la paix faite, il eût fallu dire COMMISSAIRE AUX REVUES, comme on a dit depuis INSPECTEUR AUX REVUES. — Le mot Commissaire, à part ses autres imperfections, était donc un solécisme de la langue militaire; on avait cherché à y remédier, mais par un autre abus. Ainsi l'ÉDIT DE 1624 employait la dénomination louche et prolixe de : Conseillers Commissaires ordinaires conducteurs DE GENS DE GUERRE de sa majesté. En 1631, ils reprennent le simple titre de Commissaires. — Les HOLLANDAIS et les ANGLAIS, qui nous ont emprunté l'institution des Commissaires, se sont montrés plus sages que notre MINISTÈRE DE LA GUERRE dans la désignation qu'ils ont choisie. Les premiers disaient COMMISSAIRES AUX MONTRES, et les autres COMMISSAIRES AUX REVUES. — N° 3. NOMBRE, NOMINATION, RÉCEPTION, UNIFORME.

ANNÉES.	NOMBRE.	OBSERVATIONS.
1556	12	Commissaires, ou CONDUCTEURS DE GENS DE GUERRE. PAR ORDONNANCE DU 15 DÉCEMBRE, SOUS LE DIOC D'OFFICIER.
1567	50	
1574, Février.	40	
1579, Mai.	50	
1691	180	
1692	140	Ce nombre excède les besoins du service; mais les CHARGES sont vénales, et l'intérêt du fisc est la première des considérations.
1750	188	Ce nombre serait différent, si l'on ne considérait les COMMISSAIRES ORDINAIRES à part des ORDONNATEURS OU PROVINCIAUX.
1744	190	Ils ont le titre d'ICUYERS.
1767, 20 août.	174	
1776, 14 septembre.	181	Non compris seize ILÈVES et y compris les Commissaires ordonnateurs et principaux.
1788	250	Si l'on en croit les discussions sur le budget de 1824, c'était la quantité des Commissaires en titre; mais il n'y en avait en exercice que 171, y compris 21 adjoints, et seulement 127 à 4,000 livres d'appointements.
1791, 4 ^{re} janvier.	157	Nombre comprenant tous les GRADES.
1794, 11 mars.	320	Ici les Commissaires des guerres proprement dits succèdent aux COMMISSAIRES ORDINAIRES et sont comptés à part des ORDONNATEURS et des ADJOINTS, ce qui faisait 364. Le corps est ensuite porté à 900 par une création de 446.
1798	540	Tous GRADES compris, ils s'élevaient à 600.
An VII, 23 fructidor.	400	Y compris quarante ordonnateurs, le reste est partagé en PREMIÈRE et SECONDE CLASSE.
1800	200	Cette réduction résulte de la création de l'inspection aux revues.
1804	210	Leur nombre, tous GRADES compris, est un instant remonté à 425.
1808	197	
1814	200	
1815	258	

— Les MARÉCHAUX DE FRANCE exerçaient, en entrant en fonctions, le droit de créer une charge de Commissaire; ils en gratifiaient ordinairement un de leurs secrétaires, ou la lui vendaient sur le pied de douze mille livres. L'OUVERTOIR récompensait par des commissions de ce genre ses domestiques; mais il est vrai de dire que cette qualification avait alors une acception plus relevée qu'aujourd'hui; domestique et valet n'étaient pas même chose. — Ce droit, dont étaient revêtus les MARÉCHAUX, s'était étendu aux fils et petits-fils de France, aux PRINCES DU SANG, depuis le milieu du dix-huitième siècle. On lit dans les Mémoires de CHOISEUL : Le duc d'Orléans et le prince de Condé ont des se-

crétaires employés en cette qualité (de Commissaires des guerres) qu'ils n'avaient pas en 1754. — L'ORDONNANCE OR 1776 (14 SEPTEMBRE) confirmait ce droit et ce genre de nomination. — Les usages du dernier siècle voulaient que, pour être aptes à l'emploi, et être habiles à obtenir la CROIX DE SAINT-LOUIS, les CANDIDATS DU COMMISSARIAT eussent servi cinq ans dans les troupes. — En 1792, DUMOURIER, ministre, proposait à la convention de ne tirer les Commissaires que des QUARTIERS-MAÎTRES. De nos jours on a ouvert l'avis d'appliquer au corps de l'INTENDANCE ce principe. — Le cérémonial de la réception des Commissaires a été réglé par l'ORDONNANCE DE 1659 (4 MAI); elle disposait que

les COMMISSAIRES ORDINAIRES et les COMMISSAIRES PROVINCIAUX seraient reçus par les MARÉCHAUX DE FRANCE ou par l'ancien de ces maréchaux. — CHERNETIERS (1750, C; p. 123) donne la formule du SERMENT, qu'en ce cas le récipiendaire devait prononcer. — Par leur costume, les Commissaires n'étaient d'abord distingués des bourgeois que parce qu'ils étaient armés, dans tout le dix-septième siècle, de l'ESPORTEUR. — L'usage de l'HABILEMENT D'UNIFORME existait depuis longtemps dans l'ARMÉE FRANÇAISE, mais le CORPS ADMINISTRATIF n'était pas autorisé à le porter. Les Commissaires des guerres s'en plaignaient à DARGESOR; il décida, par l'ORDONNANCE DE 1746 (27 MARS) que dorénavant ils porteraient un HABIT D'UNIFORME; la couleur en fut d'abord GRIS DE FER, avec doublure, veste et culotte écarlates, le tout accompagné d'un bordé d'argent. — L'ORDONNANCE DE 1776 (14 SEPTEMBRE) témoignait que la couleur de l'habit des Commissaires et des CHIRURGIERS étant la même, certaines dispositions la modifieraient. — La couleur GRIS DE FER DE SEMBLA pas assez éclatante aux COMMISSAIRES DE LA GUERRE, parce qu'ils voulaient tous devenir Commissaires des guerres; ils réglèrent donc, par l'INSTRUCTION DE 1791 (16 DÉCEMBRE), que l'UNIFORME serait ÉCARLATE; cet HABIT fut de peu de durée. — En 1793, l'HABIT des Commissaires fut BLEU NATIONAL; en l'an quatre, il fut bleu avec revers rouges brodés en or; en l'an douze, il fut BLEU DE CIEL à BRODERIES en argent. Le RÈGLEMENT DE L'AN DOUZE (1^{re} VERNÉMAIRE) avait réglé la matière. — N° 4. ALLOCATIONS, SOLDE, DROITS. — Les Commissaires touchaient comme FOURRITURES D'ÉTAPE SIX RATIONS DE VIVRES d'infanterie et quatre de FOURRAGE. L'ORDONNANCE DE 1727 (13 JUILLET) réglait cette ALLOCATION, assimilait nominativement le Commissaire des guerres à un CAPITAINE D'INFANTERIE; mais hors les cas de route, et quand ils ne faisaient pas partie des DIVISIONS ACTIVES, ils ne touchaient pas de RATIONS DE FOURRAGE; il en était du moins ainsi avant la révolution. — L'ORDONNANCE DE 1514 (20 et 21 JANVIER) leur accordait une solde de quatre cent quatre-vingts livres. L'ARRÊT DE 1693 (4 AOÛT) distinguait en GAGES et en APPOINTEMENTS leurs HONORAIRES; les GAGES étaient comme l'intérêt de la FIBRAGE; c'était une rente. Les APPOINTEMENTS étaient la SOLDE DE FORCIONS, et ne se payaient qu'en cas d'EMPLOI; ceux qui avaient financé cinquante mille livres touchaient cinq mille deux cents livres, dont trois mille pour APPOINTEMENTS; ceux qui avaient financé quarante mille livres touchaient quatre mille six cents livres, dont trois mille d'appointements; ceux qui n'a-

DICTIONNAIRE DE L'ARMÉE.

vaient financé que trente mille livres ne recevaient que trois mille vingt livres sans APPOINTEMENTS. On voit combien était fiscale cette combinaison. — A l'époque de la révolution le total de la SOLDE et des frais de bureau se montait à deux millions cent cinquante-huit mille francs. — Dans l'origine, les Commissaires ne recevaient qu'éventuellement des GAGES (tel était le nom donné aux APPOINTEMENTS); ils n'en jouissaient qu'à titre de COMMISSAIRES accompagnant des TROUPES; plus tard leurs APPOINTEMENTS, frais de bureau non compris, différaient peu de ceux des CAPITAINES. — Dans le dernier siècle, le corps des Commissaires ne coûtait pas, à moitié près, ce que coûte aujourd'hui le CORPS DE L'INTENDANCE. — Cette dépense ne s'élevait à l'instinct de la révolution qu'à six cent soixante-trois mille francs. — En 1788, cent vingt-sept commissaires touchaient annuellement quatre mille francs chacun, y compris leurs frais de bureau. — Les Commissaires avaient eu de tout temps un droit maintenu par l'ÉDIT DE 1718 (23 JUILLET); ce droit consistait à recevoir le SERMENT des OFFICIERS et à en tenir enregistrement. Pour prix de cette RÉCEPTION et de cette INSCRIPTION, ils s'adjoignaient l'épée des récipiendaires; mais, conformément à l'usage établi, et qui fut aboli en 1753, l'OFFICIER rachetait son ÉPÉE par l'abandon d'un mois d'appointements. Au lieu de donner l'épée, des colonels faisaient cadeau au Commissaire d'un cheval. — Maintenant les INTENDANTS font prêter entre leurs mains ce SERMENT; c'est un abus qui s'est glissé par routine, puisque les Commissaires n'exerçaient ce droit qu'à titre de délégués des MARÉCHAUX DE FRANCE; à l'abolition des MARÉCHAUX, les GÉNÉRAUX seuls eussent dû être chargés de recevoir le SERMENT; il n'en fut pas ainsi; tel est l'empire des coutumes. — Les Commissaires ont exercé pendant longtemps le MINISTÈRE PUBLIC, comme on dit en style du palais. — L'ÉDIT DE 1704 (14 JUIN) donnait droit aux Commissaires de rebouter et de casser les soldats hors d'état de servir. Déjà des ordonnances du siècle précédent leur avaient donné le droit de prononcer des RÉPONSES. — Depuis 1665, ils pouvaient prendre séance aux CONSEILS JUDICIAIRES, mais sans y avoir VOIX DÉLIBÉRATIVE, et seulement comme y surveillant l'observation des formes de la JUSTICE et le respect des ORDONNANCES. Depuis 1755, ils durent nécessairement y siéger, et desinrent ainsi un des anneaux de la JUSTICE. — Ils donnaient les CONSEILS relatifs aux HOPITAUX; ils surveillaient les ARSENAX. — Ils assistaient, après les REVUES D'ADMINISTRATION, au SERMENT des TROUPES; mais c'était à titre de

5^e PARTIE.

91

ADMINISTRATIF, et NON UN DÉPÈLEMENT D'HONNEUR, comme le témoignait l'ORDONNANCE DE 1763 (1^{re} OCTOBRE, art. 7) : c'était un moyen de compter les VILLES et d'exercer une surveillance itérative contre les PASSE-VOLANTS. — Vers le milieu du dernier siècle, comme nous l'apprend LACHENAL (1758, I, au mot *Fonctions*), les Commissaires pouvaient procéder, par interdiction des officiers, aux arrêts d'appointements et même des personnes, indépendamment de l'empressement et de l'urgence des cas. Ces interdictions et arrêts ne pouvaient être brisés dans l'ordre du roi. — CHENREVÈRES (1760, C) nous apprend qu'ils pouvaient, dans les GARNISONS, faire nuitamment et à l'improviste la revue des CORPS DE GARDE POSTE y compris les SOLDATS, les ARMES D'UNIFORME, les FACTIIONNAIRES ; cette forme d'une surveillance si éloignée de nos usages, ce genre de ronde qui se faisait en même temps que la BONNE MAISON, témoignait le désordre où était l'ADMINISTRATION MILITAIRE. — Les autres droits des Commissaires consistaient, suivant M. BAILLET (1817), à prendre connaissance des dettes d'officiers ; à entrer dans les BÂTIMENTS MILITAIRES pour constater ce qui y était inoccupé ; mais ce droit se réduisit ensuite à visiter les ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES non occupés. — Ils pouvaient requérir des MAIRES une communication de l'ARRÊTÉ DU LOGEMENT chez l'HABITANT. — Ils pouvaient se faire représenter le JOURNAL DU SERVICE DE LA PLACE, pour la justification des allocations des CORPS DE GARDE, etc., etc. — Le RÈGLEMENT DE 1776 (27 JUIN) voulait que les PREMIERS CONSEILS fussent Commissaires des guerres. Cette mesure, convenable en un temps où la science de l'ADMINISTRATION était dans l'enfance, est devenue ensuite un abus, puisque, dans sa propre cause, le CORPS ADMINISTRATIF s'est trouvé jugé et partie. — Vers les derniers temps de leur existence, ils avaient été déclarés MEMBRES DES CONSEILS DE DÉFENSE ; mais ce qui les concernait était vaguement exprimé en mille documents divers, lorsque la LOI développée et substantielle de L'AN TROIS (28 AVRIL) s'étendit sur ce sujet, dégagée, à tort ou à raison, les Commissaires de la dépendance de l'AUTORITÉ MILITAIRE, et de les soumettre plus vis-à-vis des GÉNÉRAUX qu'à obtempérer à des RÉQUISITIONS, au lieu d'être soumis à des ordres, comme cela s'était pratiqué jusque-là. Cette LOI DE L'AN TROIS et l'INSTRUCTION DU 16 VENTÔSE SORTAIENT, il est vrai, de la plume d'un COMMISSAIRE DES GUERRES qui, tout entier qu'il fut, n'avait pas oublié les intérêts de sa compagnie. — Il y a aussi à ajouter que les temps d'anarchie où elle fut rendue expliquent le besoin qui se manifestait de donner

quelque stabilité à l'ADMINISTRATION, au milieu de l'instabilité de toutes les existences. — Depuis l'an cinq, ils avaient droit à la gratification de campagne. — Dans des SERVICES ÉTRANGERS, un des droits des Commissaires des guerres était d'intervenir dans le choix des sujets propres à devenir FOURNIERS ou SOUS-OFFICIERS COMPTABLES. — N^o 5. PRÉROGATIVES. — L'ÉDIT DE 1635 (mai) permettait aux COMMISSAIRES PROVINCIAUX de prendre le titre d'ACQUYER et de porter le RATON D'OFFICIER DES GARDIES. Il créait et mettait sous leurs ordres trois cents ARCHERS, supprimés bientôt après. — On voit plus tard les COMMISSAIRES ORDONNAIRES être assimilés aux MAJORS (CAPITAINE), mais cependant prendre le pas sur ces OFFICIERS et marcher à la gauche du commandant du corps de l'INFANTERIE ou de la CAVALERIE dont ils avaient la POLICE et la CONDUITE. — L'ORDONNANCE DE 1693 (4 AOÛT) traitait des privilèges des Commissaires. — Suivant M. BAILLET (1817, D), ils étaient censés appartenir au corps de la GENDARMERIE, en vertu des ORDONNANCES DE 1543 (10 AOÛT), 1553 (26 JANVIER), 1574 (22 NOVEMBRE), 1767 (20 AOÛT) et 1776 (1^{re} SEPTEMBRE) ; mais cette assimilation ne présente pas une idée claire. Ils étaient appelés à siéger aux séances de la CONNÉTABLE, en vertu des ORDONNANCES DE 1533 (1^{re} NOVEMBRE), 1553 (26 JANVIER), 1574 (1^{re} FÉVRIER), 1581 (9 FÉVRIER), parce qu'ils ne ressortissaient qu'à la JURIDICTION de la CONNÉTABLE. Aucun JUGEMENT n'était exécutable contre eux qu'avec l'attache du MINISTRE. — Les HONNEURS FUNÉRAIRES qui suivaient leur décès étaient pareils à ceux décornés aux CAPITAINE. L'ORDONNANCE DE 1750 (25 JUIN) en décidait. — L'ORDONNANCE DE 1763 (art. 7) portait qu'à la suite des RECVES passées par les Commissaires des guerres, les LAMBOURS ne battaient qu'autant que le commandant de la place, ou celui du régiment, à son défaut, l'ordonneront. — L'ARRÊT DE 1772, l'ORDONNANCE DE 1783 et le DÉCRET DE 1791 (14 OCTOBRE) assimilaient les Commissaires aux CAPITAINE ; ils portaient en conséquence la DRAGONNE de ce grade. Le DÉCRET DE 1791 (20 SEPTEMBRE) les déclarait susceptibles d'obtenir la DÉCORATION MILITAIRE. — Le DÉCRET DE L'AN DOUZE (24 THERMIDOR) leur décernait les mêmes HONNEURS FUNÉRAIRES qu'aux CHEFS DE BATAILLON. — Les Commissaires ont été, quant à la partie militaire, les suppléants ou les substituts des INTENDANTS DE PROVINCE. — Depuis le commencement du dix-septième siècle, les Commissaires employés dans les PLACES faisaient partie de l'ÉTAT-MAJOR et marchaient après le LIEUTENANT DE ROI ; en son absence, ils prenaient rang après l'offi-

cier qui commandait la place; le mot et l'ordre leur étaient portés par un aide-major de place. — Cette communication du mot avait été une conséquence de l'ancien droit de visiter les postes des garnisons, pour y constater l'état du matériel et de l'armement. L'abolition de ce droit eût dû amener celle de la transmission du mot, mais comme rien n'est plus difficile que de déraciner les prérogatives, quand la vanité des compagnies s'attache à les perpétuer, alors même que les causes qui les justifiaient ont disparu, la loi de l'an trois (28 nivose) sur la recomposition du corps, loi minutée par des membres de ce corps, maintenait un droit honorifique devenu sans objet depuis un siècle. — Conformément à des dispositions plus récentes, il devait être donné avis aux Commissaires de toutes les visites que les autorités civiles ou judiciaires auraient l'intention de faire dans les casernes. — N° 6. SURVEILLANCE, FONCTIONS. — Les fonctions particulières des Commissaires sont devenues celles des sous-intendants, et sont indiquées aux mots COMMISSAIRE À LA SUITE, — AUDITEUR, — ORDONNAIRE, — ORDONNATEUR, — PRINCIPAL, — PROVINCIAL. L'examen de ce qui les concerne sous ces diverses dénominations embrasse la période comprise depuis CHARLES CINQ et surtout pendant le règne de LOUIS QUATORZE, jusqu'au commencement de la GUERRE de la RÉVOLUTION. — La nature de leurs fonctions, pour être clairement et complètement expliquée ici, demanderait plusieurs résumés distincts: un des tableaux embrasserait la période où les Commissaires géraient sous la dépendance ou avec le concours des intendants de province; un autre tableau répondrait au temps où fut établie une hiérarchie du commissariat; un autre, au temps où les Commissaires n'ont plus correspondu qu'avec le ministre de la guerre; un autre, au temps où une partie de leurs fonctions était devenue le partage des sous-inspecteurs; tous ces renseignements, nous les avons fournis, mais inévitavelmente disséminés. — Quant à la surveillance et aux fonctions, envisagées en général et jusqu'au dernier temps de l'existence du commissariat, voici ce qui s'y rapporte: — D'abord, les Commissaires n'ont pas de poste fixe; ce sont des officiers, des clercs, des scribes, des payeurs, des contrôleurs aux ordres du connétable, ou des maréchaux. — L'ordonnance de 1413 (25 mai) traitait de leurs moindres et petites. Tous les documents primitifs soumettaient à leur surveillance le service de route. Un peu plus tard leurs fonctions prennent plus d'étendue et d'importance; en quelques points même elles

étaient analogues à l'emploi actuel des inspecteurs généraux; on en trouve la preuve dans les ordonnances de 1523 (12 août), 1550 (15 juillet), 1555 (18 octobre). — L'arrêt de 1693 (4 août) fixait leurs attributions. En d'autres points elles différaient de ce qui vient d'être dit, en ce que les fonctions de Commissaire étaient plutôt exécutives et guerrières que de plume et de cabinet; car en ces temps où il n'y avait pas de grade régulier, pas de symétrie, pas de tactique écrite, il était bien force qu'à la guerre chacun concourût, comme il le pouvait, au succès du combat; les Commissaires des guerres combattaient donc comme le ferait maintenant de sa personne un officier d'état-major portant des ordres à un régiment prêt à charger l'ennemi. — On lit dans MONT-LUC que, à la bataille de Sienna, en 1544, (lul Mont-Luc) *Bassompierre et le Commissaire des guerres ne faisoient que courir de côté et d'autre pour donner courage aux gens.* — Cette assertion prouve que le titre de Commissaire des guerres était un mot d'habitude, mais n'était pas officiel; que certains Commissaires des guerres étaient des officiers majors qui tiraient l'épée dans l'occasion, et s'occupaient peu, pendant la guerre, des détails de bureaux; que l'administration ne pouvait marcher que bien imparfaitement, car se battre et gérer les intérêts de l'armée sont des choses incompatibles; aussi a-t-on évité avec raison de confondre le commandement et l'administration, en n'attribuant à l'ancien corps de l'inspection aux revues et au moderne corps de l'intendance qu'un emploi de surveillance entièrement distinct de l'action de combattre et de commander. — L'ÉDIT DE 1567 (15 décembre) voulait qu'un Commissaire attaché à l'armée en campagne s'y occupât d'écrite l'histoire. — Les attributions des Commissaires étaient si peu déterminées encore au commencement du dix-huitième siècle, qu'au siège de Turin, en 1706, un aide de camp du général en chef y était Commissaire des guerres, ou bien un Commissaire y était aide de camp. — Il paraît que, dès l'origine, les fonctions des Commissaires consistaient surtout à rendre compte au général de l'armée du nombre des troupes présentes et des déficits d'hommes, et à mettre d'accord la solde et la force numérique; mais les Commissaires s'en acquittaient mal, même sous le plus justicier des connétables, sous le terrible Anne de MONTMORENCY, puisqu'il jugea, en 1565, comme nous le dit BRANTOME (1600, A.), que le seul moyen de remédier à la mauvaise administration des Commissaires des guerres

était de charger par LETTRES PATENTES, en chaque province, deux des principaux GENTILHOMMES du pays de faire faire les MONSTRES devant eux... ; *car la plus part des Commissaires et contrôleurs des guerres étoient grands lorrains et faisoient passer les monstres ainsi qu'on vouloit pour de l'argent.* — De pareils abus étoient inévitables tant que le droit de commander et d'administrer furent confondus dans les mêmes mains. — Tel fut l'état des choses jusqu'au règne de HENRI QUATRE ; les Commissaires n'étoient pas encore les surveillants, les dépositaires, les interprètes de la législation, puisqu'il n'y avoit pas de LOIS MILITAIRES, mais qu'il existoit à peine quelques ordonnances vagues ; ces ordonnances considéraient les Commissaires comme des OFFICIERS MILITAIRES, et voulaient qu'ils fissent vivre les troupes en bonne police et discipline, ce qui leur étoit à peu près impossible dans un temps où chaque CHEF DE CORPS vouloit se soustraire à toute dépendance. — Il se fait à cet égard peu de progrès sous LOUIS TREIZ. Les attributions du COMMISSARIAT étoient si indéterminées encore, que ce monarque, pour apaiser un débat qui s'étoit ému, décide, au SIÈGE de la Rochelle, en 1627, que le Commissaire des guerres des CHEVAUX-LÉGERS marchera et combattra à la gauche du duc de Luxembourg, capitaine de cette compagnie. Ce qui prouve bien que jusqu'à l'institution des INSPECTEURS D'ARMES les Commissaires des guerres ont été des espèces d'INSPECTEURS et d'OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR. — A la fin du règne de LOUIS TREIZ, les Commissaires des GENS DE GUERRE font, dit PRAISSAC (1622, A), les MONSTRES, les PAYEMENTS, le LOGEMENT, et reçoivent les SERMENTS des officiers. — Plus tard ils reçoivent aussi le serment des SECRÉTAIRES DE FLACC. Pendant le règne de LOUIS QUATORZE, les mêmes paroles de PRAISSAC étoient encore recopiées et redites par DELAFONTAINE (1675, A) comme constituant la principale partie du MÉTIER. — L'ORDONNANCE DE 1645 (30 FÉVRIER) veut que les GOUVERNEURS assistent AUX REVUES et les signent, ce qui ne prouve pas en faveur de la capacité ou de l'exactitude des Commissaires d'alors. — Depuis 1650, les Commissaires commencent à s'occuper de l'ADMINISTRATION proprement dite et des SEMBLANCES ; une ORDONNANCE DE 1654 en donne la preuve ; ils cessent alors, à raison de la création des INSPECTEURS, d'être des hommes d'épée, et deviennent, comme cela devoit être, des hommes de plume. — L'ORDONNANCE DE 1665 règle la forme de leurs REVUES. Ils tiennent un double des ROLES DE SIGNAL OU LIVRETS DE SIGNALLEMENTS ANALOGUES À NOS CONTRÔLES AN-
SUEUX ; ils reçoivent les dénonciations rela-

tives AUX DUELS qui ont lieu entre militaires, et en réfèrent au PRÉVOT ; ils se mettent en rapport direct avec le SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA GUERRE ; leurs fonctions se développent en même temps que LOUVORS prépare un rudiment d'ADMINISTRATION militaire et que le besoin de quelques moyens plus positifs de contrôle se fait vaguement sentir. — Mais ce ne sont que de grossiers essais. Les bases manquaient à l'ADMINISTRATION, et ceux qui en tenaient la tête ont été frappés d'un rude anathème dans les paroles suivantes que nous a laissées FREDÉRIQUE (1750 A). — *L'aridité et la facilité de s'entendre avec les Commissaires des guerres ont fait que les revues ont été peu exactes, de sorte que le roy se trouve volé et sur le nombre des officiers qui n'est pas complet dans les régiments, et sur le nombre des soldats qui manquent dans les compagnies, quoique payés par le total de la revue.* — Un peu plus tard, de pareilles accusations sont renouvelées par VOLTAIRE (Siècle de Louis quatorze). On y lit qu'au temps de CHAMILLART l'incomplet de l'armée résultait autant de l'inattention du MINISTRE, que de la facilité qu'on avoit de s'entendre avec les Commissaires. — Ce vice tenait à la vénalité des CHARGES ; les Commissaires, qui les achetaient, étoient des CONTRÔLEURS inéptes ou insoucians, à qui il suffisoit d'avoir assez de fortune pour être censés avoir assez de talents ; et, comme ils ne valaient qu'au titre et qu'ils abandonnaient à des commis la gestion des écritures, la corruption se répandit parmi ces subalternes, corruption dont on fit partager à leurs chefs le reproche. — D'autres inconvénients en résultèrent. L'état d'enfance dont notre ADMINISTRATION n'est pas encore sortie est une trace de l'incurie et de l'incapacité des Commissaires. Qui croirait que pendant la période illustrée par la littérature et la philosophie, il ne se soit pas trouvé un Commissaire des guerres qui ait essayé de tracer quelques lignes, comme préceptes ou récit d'usages ; de crayonner quelques observations élémentaires sur son métier ; car la compilation indigeste de CERNÉVILLE (1750, C) ne saurait être citée comme une production dogmatique. — On sera moins surpris du silence de ces ADMINISTRATEURS, si l'on remarque que l'ordonnance inconsidérée de 1691 déclarait que les Commissaires des guerres pouvoient se faire représenter dans leurs CHARGES par des individus à leur choix. — M. BALLYET (1847) émet une assertion qui eût demandé à être justifiée par quelques développements ; suivant lui, sous le ministère de DARGENSON, les Commissaires étoient membres de la PRÉVOIE, et le PRÉVOT

ne faisait qu'instruire les PROCÈS MILITAIRES. On ne voit pas que cet accroissement d'attributions, s'il eut lieu, ait amélioré la marche des choses : la JUSTICE MILITAIRE était encore dans l'enfance, on peut presque dire dans la barbarie. — Depuis le ministre SAINT-GERMAIN quelques hommes à talents honorent le COMMISSARIAT ; mais, avant cette époque, comment les plus éclairés des fonctionnaires anciens eussent-ils parlé de la logique d'une science dont la langue technique et les plus indispensables expressions n'existaient pas encore ? Il eût fallu donner des bases au COMMISSARIAT avant d'en tracer les statuts ; il eût fallu dire ce que c'était qu'ADMINISTRATION MILITAIRE, avant que de régenter les ADMINISTRATEURS ; il eût fallu que ceux-ci effaçassent, par d'éminents talents, d'anciens et de fâcheux souvenirs ; aussi le corps des Commissaires, de surveillance qu'il devait être, était-il tombé lui-même sous une surveillance désobligeante, puisque l'ORDONNANCE D'ADMINISTRATION DE 1776 (25 MARS) prescrivait aux GÉNÉRAUX et AUX MAJORS DE PLACE D'ASSISTER AUX REVUS des Commissaires pour s'assurer qu'il ne s'y commet pas d'abus. — POTIER (1779, X), commissaire ordonnateur et inspecteur des trois évêchés, disait, en 1779, dans le cours de son article *Inspecteur* : *Les Commissaires des guerres ont été chargés de la police et de la discipline ; c'est la faute de leurs prédécesseurs si on a créé des inspecteurs ; ces charges n'auraient jamais existé si les anciens Commissaires avaient rempli leurs fonctions avec zèle, intégrité, intelligence, etc.* — Les dispositions du règlement de 1776 furent en vigueur ou du moins non abrogées jusqu'en 1788, époque où les fonctions des Commissaires furent déterminées par l'ORDONNANCE DU 17 AVRIL. — Si nous remontons un instant sur nos pas pour ressaisir l'ensemble des dispositions réglementaires du dix-septième et du dix-huitième siècles, et pour rassembler les préceptes épars qui, depuis Louvois, ont fait corps de doctrine, nous verrons que l'ORDONNANCE DE 1670 (16 FÉVRIER) voulait que les Commissaires fissent TIERCE, homme par homme, les MOUSQUETS, pour s'assurer de la bonté de l'ARME : car la négligence et les dilapidations étaient telles, que beaucoup de MOUSQUETS n'étaient d'aucun service. — Les autres ordonnances du même siècle donnent aux Commissaires le droit de réprimer les violences et les exactions ; de faire châtier les COUPABLES ; de faire observer aux TROUPES les LOIS et ORDONNANCES ; de réclamer main-forte à cet effet de la part des capitaines, sous peine pour ceux-ci d'être interdits s'ils n'y défèrent ; de faire les REVUS, poursuivre

les PASSER-VOLANTS, faire rendre JUSTICE AUX SOLDATS au moyen des BANS DE REVUE, c'est-à-dire s'assurer si les DÉCOMPTES DE LIQUIDATION s'effectuent, etc. — Depuis que les COMMISSAIRES ORDINAIRES devinrent PROVINCIAUX, ils étaient chargés de la surveillance des MUNITIONNAIRES, des GRAINS que ceux-ci recevaient, de leur ENTRÉE EN MAGASIN et des MÉLANGES qu'ils en faisaient ; ils avaient dans leurs attributions les ÉTAPES, les FORTIFICATIONS, le CASERNEMENT, l'USTENSILE, les CHAÎTES et les EFFETS DE LITIERES ; ils dirigeaient les MARCHÉS ADMINISTRATIFS, les LOUEMENTS DES GENS DE GUERRE, les FOURNITURES DES CORPS DE GARDE ; ils avaient le CONTRÔLEMENT DES DÉPENSES DES CORPS, et la POLICE DES HÔPITAUX et DES DISTRIBUTIONS. — En campagne, les Commissaires étaient préposés, à ce que dit CHENNEVIERE, à lever les CONTRIBUTIONS. — Ils dressaient, au sujet des FOURNITURES, tous les PROCÈS-VERBAUX ; ces actes, réputés sincères, furent souvent d'une grande influence sur les décisions administratives et fiscales. — L'ORDONNANCE DE 1750 (25 JUIN) chargeait les Commissaires de prononcer les BANS DE PUBLICATION. Quantité d'ORDONNANCES, telles que celle de 1735 (8 AOÛT), etc., leur avaient déjà attribué la haute POLICE DES ÉQUIPAGES MILITAIRES et celle des HÔPITAUX, la direction des OFFICIERS DE SANTÉ et DES INFIRMES, le soin des ÉVACUATIONS DE MALADES, le dressement des ÉTATS relatifs au nombre et aux besoins des HOMMES AUX HÔPITAUX. — Les Commissaires avaient rempli, à l'égard de l'ARTILLERIE FRANÇAISE et du GÉNIE, des fonctions qui ont cessé de leur être attribuées depuis que les GÉNÉRAUX de ces deux ARMES et les COMITÉS ad hoc du ministère ont eu le crédit de secouer cette dépendance. Ces fonctions consistaient en ce qui suit : Tenir une des clefs des MAGASINS D'ARTILLERIE, enregistrer les ENTRÉES et les SORTIES DE MAGASIN, fournir au MINISTRE les ÉTATS DE SITUATION DES PARCS, être membre des conseils d'administration des directions, y concourir à la confection des budgets de dépenses, faire les adjudications, vérifier les calculs des toises, avoir libre accès dans tous les ateliers, vérifier les PIÈCES DE DÉPENSES soit en DENIERS soit en MATIÈRES, veiller au RAFFINAGE du salpêtre, assister aux ÉPREUVES DES POUDRÉS, tenir la main à ce qu'elles fussent bonnes et bien embarillées, assister à la fonte des PIÈCES, etc. En cas d'absence, les FONCTIONS relatives aux hôpitaux revenaient AUX CONTRÔLEURS. — L'ORDONNANCE DE 1708 (1^{er} MARS) voulait que les Commissaires assistassent à la réception et à la remise des CASERNES ; mais ils se dispensaient de ce soin, et s'en reposaient

sur des subalternes. — Le décret de 1791 (11 OCTOBRE) et les RÈGLEMENTS DE 1792 (2 JANVIER et 15 MARS), qui déterminaient les attributions des Commissaires des guerres, rattachaient à un plan sage ce qui les concernait; ils les subordonnaient aux COMMISSAIRES ORDONNATEURS, les déclaraient assesseurs des GRANDS JOURS, et voulaient qu'au besoin ils fussent les substitués des COMMISSAIRES AUDITEURS, et qu'ils les secondassent en tout ce que ceux-ci leur prescrivaient. — En GARNISON, les MAIRES ou OFFICIERS MUNICIPAUX s'acquittaient, en cas d'ABSENCE ou de VACANCE, de certaines FONCTIONS des Commissaires. — Depuis la création de l'INSPECTION AUX REVUES, les Commissaires étaient chargés du calcul des SOUVERAINS des MALADES AUX HOPITAUX. — Depuis la création des CAPITAINES RAPPORTEURS, les Commissaires correspondaient avec eux. — Les FONCTIONS des Commissaires des guerres ont été réglées par la loi de l'AN TROIS (28 NOVEMBRE) et détaillées d'une manière savante dans l'INSTRUCTION DU 16 VENTÔSE de la même année; elle exigeait qu'en campagne les Commissaires des guerres assistassent aux DISTRIBUTIONS, fissent en personne relever les BLESSÉS DU CHAMP DE BATAILLE, veillassent aux INHUMATIONS, et qu'ils apposassent et levassent les SCÉLÉS, dans les cas où cette mesure intéressait le gouvernement. — Ils correspondaient directement avec le MINISTRE quant à l'envoi des RECRUTES, et en transmettaient seulement un extrait aux ORDONNATEURS. — L'exposé de tous ces faits témoigne combien est moderne l'époque à laquelle les Commissaires étaient devenus les juges des DROITS reconnus, les dispensateurs des PRÉFÉRENCES déterminées, les créateurs des Intérêts militaires. — Ils ne jouirent pas longtemps de cet ensemble d'attributions; ce qu'elles avaient de plus relevé devint le partage des INSPECTEURS AUX REVUES, et il ne resta au COMMISSAIRE que l'administration du MATÉRIEL et les PENSIONS DE RETRAITE. — A partir de cette époque les Commissaires des guerres, répartis dans les CHEFS-LIEUX DE DÉPARTEMENT, dans les FORTERESSES, dans les PLACES pourvues d'ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES, y surveillaient les MAGASINS MILITAIRES, n'y laissaient rien entrer, n'en laissaient rien sortir sans leur attache et leur visa, quel que fût le mode de gestion adopté, soit RÉGIE, soit ENTREPRISE; ils assistaient à toutes les OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES que cette branche exigeait, à l'examen de tous les registres; ils constataient, par leurs PROCÈS-VERBAUX, toutes les circonstances prévues par les RÈGLEMENTS, et particulièrement celles imprévues; faisaient payer, sur leurs MANDATS, les SOLDÉS

DE RETRAITE et DE RÉFORME; exerçaient le MINISTÈRE PUBLIC près les CONSEILS DE RÉVISION; pressaient la reddition des COMPTES DU MATÉRIEL, les vérifiaient, comparaient aux RECETTES, dont des EXTRAITS leur étaient transmis par l'INSPECTEUR, ceux qui en étaient susceptibles, et les envoyaient tous à l'ORDONNATEUR de la DIVISION, avec lequel ils entretenaient une correspondance journalière et suivie. — Le CORPS de l'INTENDANCE hérita ensuite des fonctions des deux CORPS réunis, et recomposant de nouveau, par cet amalgame, le CORPS ancien, ou quelque chose d'analogue, mais de plus brillant et de plus coûteux. — N° 7. DEVOIRS. — Les Commissaires des guerres ont d'abord rempli mollement leurs devoirs; mais ils ne pouvaient guère s'en acquitter rigideusement; trop de causes s'y opposaient. Ils ne purent, malgré la lettre des ORDONNANCES, obtenir, pendant plus d'un siècle, que les capitaines leur soumissent les GORGES. Ils étaient, au temps de LOUVAIN, en lutte ouverte avec les CHefs des CORPS. Il n'en était autrement que dans la MARCHE MILITAIRE, parce que là les Commissaires étaient assez puissants et assez rapprochés du centre de l'autorité pour se maintenir sur un pied respectable. — On lit dans FUNDERBELL (1693, D) les impertinences que voici, et qu'il débite sous forme de conseils aux officiers ses collègues: il leur recommande de ne pas faire la cour aux Commissaires, de peur de passer pour en recevoir quelque utilité. Je veux qu'on en fasse quelque estime; il ne faut pas réfléchir sur leur naissance, qui souvent nous porterait à en faire peu de cas... Un officier de réputation (Saint-Simon) demandoit un jour à un qui faisoit la reine du régiment qu'il commandoit ce qui pesoit le plus en sa poche ou de ses tablettes c'est à dire ses rôles de revues, ou des Heures de sa maîtresse (du livre de prières de la dame dont il portait la queue), car on disoit que le Commissaire avoit été laquais. Si cet officier (Saint-Simon) veut dire la vérité, il avouera qu'il en vouloit au Commissaire pour avoir été trop exact dans ses revues, etc. — Cette rigidité ne déclina que trop, puisque, sous le ministère suivant (comme nous l'avons dit plus haut), il y avait connivence entre les Commissaires et les TRÉSORIERs pour enfler mensongèrement l'effectif de l'ARMÉE au préjudice de la fortune publique. — Ces erreurs, ces débats, ces conflits d'autorité expliquent pourquoi les Commissaires ne furent pendant longtemps que les dépositaires impuissants d'une autorité constatée et sans point d'appui. — Depuis le Régent jusqu'en 1776, les DEVOIRS des Commissaires restent mal déterminés.

On savait seulement en général qu'ils devaient, en campagne, faire, sous les ordres de l'intendant de la province, le détail des vivres des hôpitaux et des convois, dresser les inventaires des drains, régler les transports, etc.; mais la plupart du temps ils se reposaient de ces soins sur des individus qu'ils salariaient, et, en temps de paix, ils se dispensaient de la résidence. — La loi de l'an trois (28 nivôse) s'explique formellement à l'égard des fonctions des Commissaires des guerres; depuis cette loi ils devaient des renseignements à l'égard des logements militaires, tant aux officiers municipaux qu'aux généraux commandants. Ils devaient se concerter avec les commandants d'armes relativement à la conservation, l'ordre, la propreté des effets de literie. Ils devaient donner condescendance aux maires de l'arrivén des corps en route. Ils devaient, en personne, passer les troupes en revue le jour de l'arrivée, périodiquement ensuite si la troupe tenait garnison, et enfin la veille de son départ. Pour ces revues, les corps ne devaient être rangés qu'en bataillon, et non en bataille comme pour les revues d'inspecteurs. — Les Commissaires devaient même faire revue des corps de passage, et, dans ces derniers cas, inscrire sur les feuilles de route l'extrait de la revue; ils devaient transmettre au ministre de la guerre les états d'effectif, les extraits mortuaires des décédés aux hôpitaux, recevoir les expéditions des actes d'engagement, diriger sur leurs corps les régiments volontaires, etc., etc. — N° 8. RESPONSABILITÉ, SUBORDINATION, PRIÈRES. — La loi rendait responsables les Commissaires des abus qui auraient pu être tolérés par eux en fait de casernement et de prestations des corps de garde des garnisons, etc. — Il a existé, comme le témoigne une ordonnance de 1643 (dernier de décembre), un commissaire général des guerres; il était payé à raison de mille francs par mois; cet emploi a été de peu de durée. — Les Commissaires des guerres étaient, dans l'intérieur du royaume, subordonnés aux commandants de divisions et aux intendants de province. — Ils étaient tenus de porter, en personne, les revues au commandant de place pour qu'ils y apposassent leur signature; ce visa en faisait la légalisation. L'ordonnance de 1759 (30 juin) leur enjoignait de présenter les contrôles ou revues aux inspecteurs généraux toutes les fois qu'ils le requéraient. L'ordonnance de 1788 (17 mars) portait: *Les Commissaires des guerres en résidence seront immédiatement sous les ordres des gouverneurs, lieutenants généraux, commandants, intendants de province.* — En vertu

de l'ordonnance de 1776 (14 septembre) les Commissaires nouveaux admis étaient subordonnés aux commissaires à département; ceux-ci aux commissaires principaux; ces derniers aux ordonnateurs. — Les Commissaires des guerres (et ceci s'est surtout appliqué aux commissaires ordinaires) étaient, à l'armée, subordonnés directement à l'intendant de l'armée, qui attachait un Commissaire à chacune des parties qu'il jugeait de nature à être confiée à l'un d'eux. — Depuis l'institution des inspecteurs d'armes, les Commissaires avaient perdu les attributions vraiment militaires du métier, c'est-à-dire celles qui touchent à la police et à la discipline. Ce n'était que par abus et par la force de l'usage qu'ils prétendaient avoir encore la police des corps. — Depuis l'ordonnance de COMPTON de 1776 (25 mars), confirmée par celle de 1788, ils étaient subordonnés aux généraux commandants de province, ou généraux divisionnaires, même par intérim, et leur devaient des comptes. Ils en devaient même aux commandants de place. Ils n'ont cessé d'être dans cette position hiérarchique, et ils n'ont secoué la dépendance de l'autorité militaire que depuis l'an trois (28 nivôse); et, suivant les expressions d'un auteur (le général PRÉVAL), *cette indépendance, dans un temps de désordre, a été funeste au service et aux membres de l'administration eux-mêmes.* — L'ordonnance de 1638 (3 septembre) prononçait que les jugements militaires rendus contre les Commissaires des guerres n'étaient exécutoires qu'en vertu d'un ordre du roi; on en a argué que les Commissaires avaient joui par là d'une prérogative étendue et spéciale; mais il y a à remarquer que, au temps où il suffisait d'un simple ordre du général et des injonctions par lui faites à un prévôt pour se défaire d'un subordonné, il eût été à craindre que, mécontent d'être entravé dans des opérations irrégulières, le chef de l'armée n'en tirât une cruelle vengeance. — Quant à l'application des peines, les Commissaires pouvaient encourir, le Code pénal se taisait; cette lacune avait été sentie dès 1783; il avait enfin été statué à cet égard par la loi de l'an cinq (4 fructidor), et ils pouvaient être traduits devant les conseils permanents.

COMMISSAIRE DES GUERRES DE PREMIÈRE CLASSE. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 3. V. COMMISSAIRE PRINCIPAL. V. PREMIÈRE CLASSE. **COMMISSAIRE DES GUERRES DE SECONDE CLASSE.** V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 3. V. COMMISSAIRE ORDINAIRE. V. SECONDE CLASSE. **COMMISSAIRE DES VIVRES.** V. MILICE FRANÇAISE N° 8. V. VIVRES. V. MILICE ANGLO-AMÉRICAINE N° 1.

COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE. V. COMMISSAIRE DU ROI. V. CONSEIL PERMANENT N° 1. V. DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. V. COMMISSAIRE DU ROI. V. CONSEIL PERMANENT N° 1. V. GOUVERNEMENT.

COMMISSAIRE DU PARC. V. PARC. V. PARC D'ARTILLERIE.

COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF. V. CAPITAINE COMMISSAIRE. V. COMMISSAIRE DU ROI. V. CONSEIL DE RÉVISION. V. CONSEIL PERMANENT N° 1. V. POUVOIR EXÉCUTIF.

COMMISSAIRE (commissaires) du ROI (l. 5; C. 5). Sorte de commissaires près un tribunal militaire; leurs fonctions sont analogues à celles des fonctionnaires successivement nommés: accusateurs militaires, commissaires du pouvoir exécutif, — du directoire; — du gouvernement, — impériaux. — Les Commissaires du roi sont ordinairement choisis parmi les officiers de l'armée, et surtout dans la classe des capitaines; ils exercent soit temporairement, soit à poste fixe, près des conseils permanents, des conseils de révision, etc.; sont les interprètes du code pénal, les conservateurs de son intégrité, les organes du pouvoir souverain; veillent à l'observation des formes, et requièrent l'application et l'exécution des lois pénales. — La décision de 1834 (28 mai) les rattachait à une surveillance tombée en désuétude depuis la loi de l'an cinq (13 brumaire), et exigeait qu'ils s'assuraient de l'observation des formes de la procédure, et ne se bornassent pas à requérir l'application de la loi; ce qui réduisait à être passives leurs fonctions. Une autre circulaire de 1835 (26 janvier), relative aux capitaines rapporteurs, annula celle de 1834. — Un Commissaire du roi a le droit de se pourvoir d'office et de s'opposer à la mise en liberté d'un accusé déclaré non convaincu et acquitté, si cet acquittement peut être argué d'irrégularité, et si le jugement est entaché de violation de formes ou d'incompétence. Dans ce cas il notifie, dans le délai de vingt-quatre heures, au greffe du conseil de révision, son pourvoi, et déclare que le jugement par lequel le tribunal acquitte est susceptible d'être révisé. — Un Commissaire du roi requiert, s'il y a lieu, qu'il soit donné lecture au tribunal des décisions portant condamnation de peines; enfin il remplit quelques fonctions analogues à celles dont les membres du parquet, c'est-à-dire le procureur général, le procureur du roi et ses substituts, s'acquittent devant une cour civile; celles de leurs attributions qui ne le concernent pas sont remplies par le capitaine rapporteur. — Le ministère de la

guerre voulait, en 1834, que les commissaires du roi soutinssent l'accusation; la cour de cassation s'est prononcée contre cette innovation. Quelques aperçus sur ce sujet sont dans le *Journal de l'Armée* (t. II, p. 242), dans la circulaire de 1834 (28 mai), dans le *Spectateur militaire* (t. XIX, p. 468).

COMMISSAIRE DU ROI près l'administration des poudres, etc. V. ADMINISTRATION DES POUDRES. V. POUDRERIE. V. ROI.

COMMISSAIRE ESPAGNOL. V. ESPAGNOL, adj. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2.

COMMISSAIRE EXÉCUTIF. V. EXÉCUTIF, adj. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL, adj. V. RÉGIMENT COMMISSAIRE G. ...

COMMISSAIRE GÉNÉRAL (term. sous-génér.). Sorte de commissaire dont les fonctions ont été particulières à la milice française et dont il n'existe plus que quelques vestiges. L'extinction des Commissaires généraux a eu lieu en 1790, ainsi que celle des colonels généraux et des maîtres de camp généraux. Les uns et les autres ont exercé des fonctions devenues celles du ministère de la guerre. — Ils se distinguent en commissaire général de la cavalerie, — général des armées, — général des états, — général des vivres, — général écossais.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL ANGLAIS. V. ANGLAIS, adj. V. MILICE ANGLAISE N° 2.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL ANGO-AMÉRICAIN. V. ANGO-AMÉRICAIN. V. MILICE ANGO-AMÉRICAIN N° 1.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE LA CAVALERIE (F). Sorte de commissaire général qu'on eût pu appeler aide-colonel général; cet officier était la troisième personne de la cavalerie française, et son emploi répondait à celui du *praefectus equitum* des Romains. — L'office de ce général avait été créé en 1654, et le régiment-commissaire-général-cavalerie lui appartenait, on était censé lui appartenir. Villars était revêtu de cette charge en 1679. — A la fois administrateur et homme de guerre, le Commissaire général avait le droit du commandement actif, et faisait en chef les fonctions de commissaire des guerres, ou plutôt d'inspecteur général; ses fonctions cessent vers le temps où les ordonnateurs prennent le service et où la cavalerie s'enrêlemente; le Commissaire général n'est plus alors qu'un propriétaire de régiment et un officier réduit à un office honorifique.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES ARMÉES (F). Sorte de commissaire général qui a existé sous Louis treize, comme on le voit dans les Mémoires de Bussy-Rabutin; mais cette charge, créée en 1637, fut de peu de

durée, comme le témoigne VITROT. — Le titre de Commissaire général a été usité à des époques plus modernes. On voit dans l'ouvrage de M. BALLYET (1817) que le ministre PETITJEU en avait exercé les fonctions. — Le règlement de 1792 (5 AVRIL) sur les subsistances reconnaissait encore un Commissaire général; il plaçait sous ses ordres les PARCS DE VOITURES extraordinaires.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES FORTIFICATIONS. V. FORTIFICATION. V. SAPEUR DU GÉNIE. V. INGÉNIEUR MILITAIRE.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES GUERRES. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 8. V. GÉNÉRAL, adj. V. GUERRE.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES POUDRES ET SALPÊTRES. V. POUDRE. V. POUDRE À FEU. V. POUDRERIE. V. SALPÊTRE.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES SUISSES (A, 4). Sorte de COMMISSAIRE GÉNÉRAL dont l'emploi, longtemps aboli, a été rétabli par l'ordonnance de 1816 (18 AOÛT); on y trouve l'indication succincte des attributions, des devoirs et des fonctions de ce grade. — Ce Commissaire était l'agent du COLONEL GÉNÉRAL DES SUISSES; il recevait les réclamations relatives à des conflits de JUSTICE, entre les cours du royaume et les nationaux suisses en service de FRANCE. Il correspondait avec le SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA GUERRE, dans le cas où il devait être exercé recours sur des CAPITAINES D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE coupables d'une gestion infidèle, etc., etc. — Le grade de Commissaire a existé jusqu'en 1831, malgré son inutilité; il coûtait au trésor treize mille francs.

COMMISSAIRE (commissaires) GÉNÉRAL DES VIVRES (F), ou OFFICIER DES VIVRES, comme l'appelle GAYA (1681, A). Sorte de COMMISSAIRES GÉNÉRAUX créés dans la MILICE FRANÇAISE par LOUIS ONZE, sous le nom de COMMISS GÉNÉRAUX DES VIVRES; ils étaient au nombre de deux; ils prirent ensuite le nom de COMMISSAIRES, pour éviter d'être confondus avec les COMMISS DES VIVRES; ils devinrent les ordonnateurs et les payeurs des dépenses de leur partie, quand les TRÉSORIERES DE L'EXTRAORDINAIRE cessèrent d'en être chargés; ils étaient en rapport direct avec la chambre des comptes. — Au temps de CHARLES NEUF et de HENRI TROIS, le Commissaire général des vivres d'une ARMÉE prenait les ordres et dépendait du MARÉCHAL DE CAMP de cette ARMÉE; il était, suivant PRADMAC (1622, A), le chef des CLERCS DES VIVRES et des MUNITIONNAIRES. — Les Commissaires généraux cessèrent d'être comptables comme payeurs, quand les TRÉSORIERES DES VIVRES furent institués. — Ils avaient le droit de nomination aux emplois de COMMISS AUX VIVRES. — LOUIS TARIER,

obligé en 1627 de donner plus de développement à l'administration de son ARMÉE en deçà et au delà des monts, en créa quatre nouveaux, ce qui porta à six le nombre des OFFICIERS. — Ils furent chargés d'exercer triennalement, et prirent le titre de COMMISSAIRES SURINTENDANTS DES VIVRES; ils avaient la direction des ÉTAPES et de toutes FOURNITURES des VIVRES de l'ARMÉE; ils avaient trois mille livres d'appointements; ils percevaient en outre quatre pour cent sur les FOURNITURES DE PAIN, etc., et avaient quelques autres avantages sur les prestations des charrois. — On les nommait aussi, sous LOUIS TREIZ, INTENDANTS DES VIVRES. Ce prince leur accorda l'entrée de ses conseils, et les déclara hors des poursuites et recherches judiciaires pour fait de leurs charges. — Une ORDONNANCE de 1651 (23 AOÛT) règle la charge du SURINTENDANT et Commissaire général des vivres. — Depuis que le peuple fut déchargé de la contribution des VIVRES, les Commissaires généraux et PARTICULIERS et les COMMISS AUX VIVRES ont cessé d'exercer. — DELAUNOYER et JARRO (1777, G) ont traité des Commissaires et COMMISS GÉNÉRAUX et PARTICULIERS des VIVRES. Quelques-uns les ont confondus avec les MUNITIONNAIRES GÉNÉRAUX.

COMMISSAIRE GÉNÉRAL ÉCOSAIS (F). Sorte de COMMISSAIRE GÉNÉRAL créé par l'édit de 1644 (septembre) et affecté à la conduite du RÉGIMENT ÉCOSAIS. Ce Commissaire était secondé par quatre COMMISSAIRES ORDINAIRES et par un CONTROLUR. Ces prodigalités folles et ces institutions extravagantes semblent maintenant des rêves: six commissaires pour un régiment!...

COMMISSAIRE IMPÉRIAL. V. COMMISSAIRE DU ROI. V. CONSEIL DE GUERRE EXTRAORDINAIRE. V. IMPÉRIAL. V. POUDRERIE.

COMMISSAIRE (commissaires) ORDINAIRE (F). Sorte de COMMISSAIRES DES GUERRES ainsi désignés pour la première fois dans l'ORDONNANCE de 1514 (21 JANVIER) et dans les LETTRES PATENTES délivrées au CONNÉTABLE en 1537 (19 JANVIER) et en 1593. — Le roi lui fait l'injonction de *commettre de par nous, en son absence (en l'absence du connétable), un ou plusieurs Commissaires ordinaires, ou autres personnes qui aient puissance de faire les montres deadis gens de guerre, les faire remuer, mener, conduire, relever, annater* (les inscrire dans des contrôles, en les relevant sur les rôles) *les absents et défaillants* (manquants), etc. — L'édit de HENRI TROIS, aux états de Blois, et l'ORDONNANCE de 1547 (4 AOÛT) enjoignent aux GOUDVERNEURS de faire passer les MONTRES et REVUES par les Commissaires ordinaires. Ainsi l'adjectif ORDINAIRE, qui n'était pas un titre technique,

mais une distinction grammaticale, témoignait que les **COMMISSAIRES** du **CONSÉJABLE** ou des **MARÉCHAUX** représentaient ordinairement ces **GRANDES SUPRÊMES** dans le détail des **GRANDES** et des **MARCHEES D'ARMÉES**; mais souvent des fonctions de ce genre étaient confiées éventuellement à d'autres officiers. Ainsi un **COMMANDANT DE DÉTACHEMENT** en était souvent le **Commissaire**; l'institution vicieuse des **COLONELS INSPECTEURS** était une trace de cet usage. — La qualification de **Commissaire ordinaire** des guerres qui, jusque-là, était plutôt d'usage que d'utilité, devient titre légal en vertu de l'ÉDIT DE 1658 (MARS), qui porte création de **Commissaires ordinaires**, c'est-à-dire ambulants ou non, et affectés d'une manière permanente à certaines circonscriptions. Le même édit créait des **COMMISSAIRES PROVINCIAUX**, c'est-à-dire ayant le pas sur les autres, à raison de la stabilité de leur résidence; mais ces **COMMISSAIRES PROVINCIAUX** étaient pourtant aussi **Commissaires ordinaires**, avec quelques prérogatives de plus. — SAINT-GERMAIN était dans l'intention de ne conserver que cent vingt-six **Commissaires ordinaires**. — Les **Commissaires ordinaires** arrêtaient les états de dépenses de l'ORDINAIRE DES GUERRES. Les **Commissaires non provinciaux** étaient ceux qui, de fondation, devaient être attachés à la conduite des TROUPES, ou placés en station temporaire. En 1763, on en comptait cent sept; et en 1791, deux cent quatre-vingt-dix. — Le DÉCRET DE 1791 (14 OCTOBRE) subordonnait les **Commissaires ordinaires** aux **COMMISSAIRES AUDITEURS**. En vertu du RÈGLEMENT DE POLICE DE 1792 ils étaient les suppléants des **COMMISSAIRES AUDITEURS**, quant aux fonctions que ces **AUDITEURS** exerçaient auprès des **CONSEILS DE DISCIPLINE**. — Le DÉCRET DE 1793 (16 AVRIL) se servait encore, par routine, des termes **Commissaires ordinaires**, quoique ce fût devenu une expression inexacte et maisonnable; mais la mode, plus forte que la loi, a fait justice de cette qualification au moins inutile; depuis 1793, ils ne sont plus appelés vulgairement que **COMMISSAIRES DES GUERRES**, et depuis l'an trois, **COMMISSAIRES DE SECONDE CLASSE**; cependant on les voit figurer encore sous l'ancien nom dans la loi qui institue, en l'an six (18 VENDÉMIER), les **CONSEILS DE RÉVISION**.

COMMISSAIRE (commissaires) ORDONNATEUR (F), ou ORDONNEUR, ou ORDONNEUR, comme on disait jadis. Sorte de **COMMISSAIRES DES GUERRES** créés, en titre d'OFFICE, par l'ÉDIT DE 1635 (MARS), mais seulement pour exercer aux ARMÉES. — Dans le principe, les ORDONNATEURS formaient une classe plutôt qu'ils n'occupaient un grade. On sait vaguement qu'il y en avait cinq ou six sous LEO-

VOIS; mais rien n'indique quelles étaient leurs attributions. — Des AUTEURS ont prétendu que le titre d'ORDONNATEUR venait de ce que les actes de ces officiers portaient ORDONNANCE, ou qu'en d'autres termes ils ordonnaient, c'est-à-dire déclaraient payables des DÉPENSES ADMINISTRATIVES; mais c'est inexact, car jusqu'à la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, les ordonnateurs n'étaient pas plus élevés en grade que ne l'étaient les **COMMISSAIRES PROVINCIAUX**, et ceux-ci, ainsi que les **COMMISSAIRES ORDINAIRES**, ordonnaient directement. — Une des premières dispositions légales où la question du rang et des fonctions soit effleurée, c'est l'ÉDIT DE 1704 (AVRIL); il promettait aux **COMMISSAIRES PROVINCIAUX** qu'en cas de guerre ce serait parmi eux que la cour choisirait des ORDONNATEURS, c'est-à-dire des **Commissaires** ayant momentanément, en campagne, la haute main sur les **Commissaires ordinaires**. Ces ORDONNATEURS devaient être, au besoin, les remplaçants naturels de l'INTENDANT GÉNÉRAL auquel ils étaient habituellement subordonnés. — L'ORDONNANCE DE 1776 (14 SEPTEMBRE) plaçait les **Commissaires ordonnateurs** au-dessus des **COMMISSAIRES PRINCIPAUX**, et en reconnaissait dix-huit; deux d'entre eux étaient susceptibles d'être brevetés INTENDANTS DES ARMÉES DU ROI. — Les **COMMISSAIRES ORDINAIRES** obtenaient du reste le grade de **Commissaires ordonnateurs**, sans être tenus de passer par celui de **COMMISSAIRE PROVINCIAL**, et pourtant les ORDONNATEURS ont été, dans plusieurs documents, désignés **COMMISSAIRES PROVINCIAUX ORDONNATEURS**. On voit combien leur primauté a toujours été mal déterminée, hormis depuis l'ORDONNANCE DE 1788 (17 AVRIL). — Leur nombre avait varié entre six et dix-huit; en 1741 il en est reconnu vingt-trois; SAINT-GERMAIN n'en reconnaissait que dix-huit, dont deux avec titre d'INTENDANT; il leur avait conservé le droit d'assimilation au rang de colonel. Le chiffre des **Commissaires** s'était élevé, jusqu'en 1815, entre quarante et cinquante. La LOI DE L'AN SEPT (23 FROCTOR) en reconnaissait quarante, dont cinq comme ordonnateurs en chef; mais c'était une fonction momentanée, non un grade, et ils n'avaient au-dessus de la paye des **Commissaires ordonnateurs** qu'un supplément annuel de quatre mille francs. — Au camp ils laissaient aux autres **Commissaires** la plus rude du métier, c'est-à-dire le champ de bataille, mais se chargeaient surtout de l'assiette et de la perception des CONTRIBUTIONS DE GUERRE, de la répartition des FOUES DE CAMPAGNE, de l'établissement des HÔPITAUX et des FARGES DE VOITURES, et des soins généraux des in-

ECUMATIONS, etc. Du reste, dans l'intérieur, ils influaient peu ou même point sur les REVENUS d'administration des corps; ils n'avaient pas d'action sur l'ADMINISTRATION DE L'ARTILLERIE; ils ne différaient des autres COMMISSAIRES que par des appointements meilleurs, des rations plus nombreuses; ils ne leur commandaient pas, ils n'en recevaient pas de rapports, hormis depuis 1776; seulement ils étaient chargés par préférence aux autres Commissaires de surveiller l'HOPITAL, les RESISTANCES, les ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES, les entrepreneurs; d'arrêter les ÉTATS DE DÉPENSE DE L'EXTRAORDINAIRE DES GUERRES, et de signer les PROCÈS-VERBAUX; ils étaient responsables des dépenses acquittées sur leurs ORDONNANCES par l'entremise des INTENDANTS DE PROVINCE. — L'ORDONNANCE DE 1788 (17 AVRIL), sur la constitution et les fonctions des Commissaires, rendait responsables les ORDONNATEURS envers les COMMANDANTS DE PROVINCES, et les subordonne à l'officier général COMMANDANT LA DIVISION; elle met sous leurs ordres les COMMISSAIRES DES GUERRES, et renouvelle à ce sujet les dispositions de l'ordonnance de 1776. — L'ORDONNANCE DE 1788 (20 JUIN) donne aux ORDONNATEURS une partie des attributions jusque-là dévolues aux INTENDANTS DE PROVINCE et aux INTENDANTS GÉNÉRAUX DES ARMÉES; il y en avait alors vingt-trois; ils avaient grade de colonel. En 1791, chaque DIVISION MILITAIRE eut son ORDONNATEUR. L'ORDONNANCE DE 1791 (20 SEPTEMBRE) leur accordait honneurs et préséance de colonel. — L'ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (24 THERMIDOR) chargeait un ordonnateur de la police des HOPITAUX; à la suite d'une ACTION DE GUERRE, c'était à lui à prendre les mesures et à donner les ordres relatifs aux INUMERATIONS. — Ces Commissaires ordonnaient les dépenses des frais d'impression des JUGEMENTS MILITAIRES d'une importance marquée. — LES APPOINTEMENTS DES ORDONNATEURS étaient, en 1788, de huit mille francs, frais de bureau y compris. — Le DÉCRET DE 1791 (11 OCTOBRE) avait environné d'une haute considération les ORDONNATEURS; il leur donnait rang de COLONEL, les mettait à la tête de la JUSTICE MILITAIRE sous le titre de GRANDS JUGES MILITAIRES, leur subordonnait formellement les COMMISSAIRES ORDINAIRES, et fixait leurs rapports avec les COMMISSAIRES AUDITEURS. L'institution des COURS MARTIAUX, qu'ils devaient présider, n'ayant pas été réalisée, ils sont restés les chefs du COMMISSARIAT, et ils ont ensuite été membres des CONSEILS DE RÉVISION. — Le DÉCRET DE 1792 (10 AVRIL) institua des ORDONNATEURS EN CHEF, en les qualifiant de Commissaires

ordonnateurs chargés en chef de l'administration de l'armée. — Le DÉCRET DE 1795 (16 AVRIL) a partagé les ORDONNATEURS en première et en seconde CLASSES; cette distinction de CLASSES a duré jusqu'en l'AN TROIS (28 JIVORE). — L'INSTRUCTION DE L'AN TROIS (16 VENTÔSE) traitait les devoirs des ORDONNATEURS. — Une DÉCISION DE L'AN CINQ (28 FLOREAL) chargeait les Commissaires ordonnateurs de faire fournir aux CONSEILS PERMANENTS les effets, ustensiles, bois et lumières, etc. Ils donnaient également leurs soins à l'acquittement des autres FOURNITURES faites aux mêmes CONSEILS. — La suppression des ORDONNATEURS a eu lieu en 1816, époque de la création du corps de l'INTENDANCE; ils ont été remplacés par les INTENDANTS. — Leur titre se retrouve encore dans les MILICES AUTRICHIENNE, ESPAGNOLE, etc. — On peut consulter, à l'égard des ORDONNATEURS, AUDOIN, LECOUTURIER (1823) et les ÉCRIVAINS qui ont traité des COMMISSAIRES.

COMMISSAIRE ORDONNATEUR EN CHEF.
V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. ORDONNATEUR EN CHEF.

COMMISSAIRE (commissaires) PARTICULIER DES VIVRES (F). Sorte de COMMISSAIRES qui géraient, sous la direction des COMMISSAIRES GÉNÉRAUX, dans chaque élection du royaume. Il existait deux de ces offices en 1622; il en fut créé un nouveau en 1651.

COMMISSAIRE PIÉMONTAIS. V. MILICE PIÉMONTAISE N° 1. V. PIÉMONTAIS, adj.

COMMISSAIRE (commissaires) PRINCIPAL (F). Sorte de COMMISSAIRES DES GUERRES qui administraient en chef, avant le temps où les ARMÉES ont eu un ORDONNATEUR EN CHEF; ainsi ces deux qualifications peuvent être regardées comme peu différentes dans l'ADMINISTRATION de terre. — L'ÉDIT DE 1638 (mars) créait des Commissaires principaux. — L'ORDONNANCE DE 1776 (14 SEPTEMBRE) reconnaissait seize Commissaires principaux, et les plaçait au-dessus des COMMISSAIRES A DÉPARTEMENT et au-dessous des ORDONNATEURS. — M. Blanchard, connu plus tard comme ORDONNATEUR, attaché au ministère de la guerre, exerçait à titre de Commissaire principal dans la GUERRE D'AMÉRIQUE et avait la direction de l'administration de l'ARMÉE commandée par ROCHAMBEAU. — Depuis l'AN trois les Commissaires principaux reçoivent le titre de commissaires de première classe.

COMMISSAIRE (commissaires) PROVINCIAL (F). Sorte de COMMISSAIRES DES GUERRES créés par l'ÉDIT DE 1545. HENRI QUATRE érigea vingt-quatre OFFICES et transforma ainsi en commissaires à résidence des FONCTIONNAIRES qui jusque-là n'avaient été que des commissaires ambulants. — Un

ÉDIT DE 1635 (MAY) crée soixante-neuf offices de Commissaires provinciaux. L'ÉDIT DE 1638 (MARS) les appelle Commissaires ordinaires provinciaux. Cette institution tint moins à des vues militaires et à l'intention d'améliorer l'administration, qu'à un moyen fiscal de sonlirer quelques écus de plus aux acquéreurs de charges. — On pourrait croire que ceux qui achetaient ces charges héréditaires n'étaient pas commissaires à la conduite. Le contraire a lieu, car on voit les VIEILLES BANDES et la MAISON DU ROI marcher accompagnées de leurs Commissaires provinciaux. — Les simples COMMISSAIRES DES GUERRES exercèrent à la fin du dernier siècle les fonctions de provinciaux; ils étaient chargés du service provincial et territorial, sous les ordres des INTENDANTS DE PROVINCE, qui avaient la haute main sur l'EXTRAORDINAIRE DES GUERRES. — Les Commissaires provinciaux vérifiaient quelquefois, et même ils arrêtaient, au lieu et place de l'INTENDANT, les états de dépense du service de l'EXTRAORDINAIRE, de même que les COMMISSAIRES ORDONNATEURS et les COMMISSAIRES ORDINAIRES arrêtaient les états de dépense de l'ORDINAIRE DES GUERRES. — LOUIS QUATORZE eut l'idée d'établir une subordination entre les Commissaires provinciaux et les COMMISSAIRES ORDINAIRES, à peu près comme l'exercèrent de nos jours les ORDONNATEURS; mais cette hiérarchie ne fut jamais bien déterminée entre les COMMISSAIRES ORDINAIRES et les Commissaires provinciaux, ni entre ceux-ci et les ORDONNATEURS. — L'emploi des Commissaires provinciaux devait être l'objet de frictions entre le DÉPARTEMENT DE LA GUERRE et les MARÉCHAUX DE FRANCE; car les MARÉCHAUX avaient conservé, comme le témoigne l'ÉDIT DE 1704 (AOÛT), le droit d'assigner leur département aux provinciaux, et c'était comme délégués des maréchaux qu'ils faisaient prêter aux troupes le SERMENT. — Les Commissaires provinciaux jouissaient de certaines PRÉROGATIVES. Ils pouvaient, dans l'étendue de leurs départements, se mettre à la conduite des troupes qui y passaient; ils faisaient faire la REVUE de ces troupes par les COMMISSAIRES ORDINAIRES OU COMMISSAIRES AUX REVUES qui se trouvaient sur les lieux. Et enfin, conformément à l'ÉDIT DE 1704 (14 JUIN), ils avaient, à l'exclusion de tous les autres Commissaires, la perception du droit fiscal prélevé sur les OFFICIERS prêtant SERMENT. — Leurs titres et leurs fonctions sont abolis par le décret de 1791 (14 OCTOBRE).

COMMISSAIRE PROVINCIAL ORDONNATEUR. V. COMMISSAIRES ORDONNATEURS. V. ORDONNATEUR. V. PROVINCIAL.

COMMISSAIRE PRUSSIEN. V. MILICE PRUSSIENNE N° 2. V. PRUSSE, adj.

COMMISSAIRE SUISSE. V. MILICE SUISSE N° 2. V. SUISSE, adj.

COMMISSARIAT. V. ADMINISTRATION MILITAIRE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 4. V. BERNAT (1832, A). V. CHENNEVIERES (1750, C). V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 6. V. COMMISSAIRE ORDONNATEUR. V. CORPS ADMINISTRATIF. V. CORPS D'INTENDANCE N° 1, 2, 3, 6. V. DISCIPLINE FRANÇAISE. V. GÉOLOGIE. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. INSPECTEUR AUX ÉVÈQUES. V. INTENDANT GÉNÉRAL. V. JUSTICE MILITAIRE. V. MILICE PIÉMONTAISE N° 1. V. MILICE SUISSE N° 2. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE, ANNÉE 1775. V. POLICE. V. PREMIER COMMISS. V. REVUE ÉCRITE. V. REVUE SUR LE TERRAIN. V. SERVICE DE GARNISON. V. SOUS-INTENDANT N° 7.

COMMISSION, subs. fém. (term. génér.). Ce mot, qui a une origine commune avec le mot COMMISS et qui a donné naissance au verbe COMMISSIONNER, se distingue en COMMISSION D'ÉCHANGE, — D'EMPLOI, — D'EXAMEN, — MILITAIRE.

COMMISSION D'ADJUDANT DE PLACE. V. ADJUDANT DE PLACE N° 2.

COMMISSION D'AIDE EN CAMP. V. AIDE DE CAMP N° 2.

COMMISSION D'AIDE-MAJOR. V. AIDE-MAJOR ANCIEN.

COMMISSION D'AUMONIER. V. AUMONIER DE CORPS N° 4.

COMMISSION DE MÉRCADEM. V. BRIGADIER DES ARMÉES DU ROI.

COMMISSION DE CAPITAINE. V. ANONNEMENT. V. CAPITAINE. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1774 (28 JANVIER).

COMMISSION DE COLONEL. V. COLONEL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 4.

COMMISSION DE CONNÉTABLE. V. CONNÉTABLE N° 1.

COMMISSION DE GÉNÉRAL. V. GÉNÉRAL. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 4.

COMMISSION DE GÉNÉRALISSIME. V. GÉNÉRALISSIME.

COMMISSION DE GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR.

COMMISSION DE LIEUTENANT-COLONEL. V. LIEUTENANT-COLONEL.

COMMISSION DE LIEUTENANT DE ROI. V. LIEUTENANT DE ROI.

COMMISSION DE L'ORGANISATION ET DU MOUVEMENT DES ARMÉES DE TERRE. V. LÉGISLATION, AN DEUX (12 GERMINAL). V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1793 (4 AVRIL). V. MOUVEMENT. V. ORGANISATION.

COMMISSION de MARÉCHAL DE CAMP. V. MARÉCHAL DE CAMP n° 1.

COMMISSION de MESTRE DE CAMP. V. MESTRE DE CAMP.

COMMISSION de VAGUEMESTRE. V. VAGUEMESTRE.

COMMISSION d'échange (B, 3; H). Sorte de COMMISSIONS que les gouvernements créent en temps de guerre, et qui sont destinées à proposer au GÉNÉRAL EN CHEF ou au MINISTRE DE LA GUERRE les échanges de PRISONNIERS DE GUERRE qui peuvent avoir lieu, conformément aux stipulations des CARTELS d'échange.

COMMISSION d'économie. V. ÉCONOMIE. V. EFFET D'UNIFORME. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 6, 11.

COMMISSION d'emploi (C, 1, 4; E), ou ORDRE DE SERVICE. Sorte de COMMISSION émanant d'un titre formel délivré par un pouvoir compétent. La Commission autorise l'exercice d'une fonction ou la possession d'un grade, etc. — FURETIÈRE dit: *Une Commission est l'opposé d'un titre, d'un office, d'une charge honorifique.* — Cette assertion, rendue en termes obscurs, était vraie dans quelques cas, et c'est en ce sens qu'on disait que les COMÉTARLES avaient exercé longtemps par Commission, avant d'exercer par OFFICE; mais dans d'autres cas, la proposition n'était pas juste, puisque le mot Commission a été synonyme de BREVET D'OFFICIER. Ainsi l'on retrouve dans la LANGUE ANGLAISE, toute chargée encore des vieux usages français, l'expression *commissioned officer*, pour signifier officier breveté; de même qu'on trouve en certaines ordonnances françaises que l'ancienneté du grade des officiers se calcule à raison de la date de la Commission. — On a pris aussi Commission à peu près dans le sens de LETTRES PATENTES. — UNE ORDONNANCE DE CHARLES CINQ, rendue en 1375 (15 JANVIER), ne permet qu'en vertu de *Commission du roi, des princes ou du général*, la levée des compagnies; ce qui signifie qu'il fallait un BREVET spécial on des LETTRES PATENTES pour recruter à titre de CHEF DE CORPS. — En général le mot Commission donne l'idée d'un pouvoir temporaire et révocable, comme l'était d'abord celui des MESTRES DE CAMP, de certains GENTILHOMMES, etc.; mais l'acception du mot était différente s'il était pris comme synonyme de BREVET: tel était le cas des LIEUTENANTS-COLONELS, etc. — On voit dans DESPAGNAC (1751, D) que le grade de CAPITAINE GÉNÉRAL résultait d'une Commission et non d'une charge, que les nominations de COLONELS GÉNÉRAUX inferaient au contraire une charge. — Les Commissions des cou-

VERNEURS DE PROVINCE étaient vérifiées par les parlements; celles des LIEUTENANTS GÉNÉRAUX n'étaient que pour une seule campagne. — Les Commissions des officiers étaient expédiées par le SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA GUERRE et scellées du grand sceau. Une des prérogatives du COLONEL GÉNÉRAL était d'y ajouter sa signature. — On lit dans OUDIN (1818, E): *Le grade est conféré par un brevet, les fonctions par une Commission.* Cette définition est plausible; mais il serait à souhaiter que cette vérité eût un caractère légal. — L'ORDONNANCE DE 1832 (3 MARS) réserve au roi le droit de nommer par Commission les commandants de corps d'ARMÉE.

COMMISSION d'enquête. V. ENQUÊTE. V. MILICE ANGLAISE n° 10.

COMMISSION (commissions) d'examen (C), ou COMMISSIONS PRÉPARATOIRES, ou COMITÉS DE LA GUERRE. Sorte de COMMISSIONS temporaires et spéciales qui se composent de MILITAIRES à épaulettes ou de MEMBRES DU CORPS DE L'INTENDANCE réunis en séances dans un BUREAU DE LA GUERRE; ils s'y rendent sur la convocation du MINISTRE, soit pour donner leur avis touchant une matière en discussion, soit pour préparer un projet de travail demandé, soit pour discuter sur des importantes et ruineuses manières de l'ARMÉE, etc. — Donnons un croquis de ces institutions. — On s'assemble lentement ou inexactement; on raisonne ou l'on déraisonne sur des matières obscures, mal présentées, peu connues; on tranche à la hâte les questions fastidieuses, on glisse sur celles qui sont délicates, on étudie celles qui sont épineuses; on entremêle les travaux utiles de contes plaisants, de récits de prouesses, de débats politiques, tandis que ceux des membres qui, par nature ou par insouciance, sont étrangers à la délibération ou à la conversation essayent des plumes, griffonnent des caricatures ou chiffonnent des journaux; on sacrifie poliment ses opinions à un président de haut grade, on parle des autorités avec un visage souriant et l'on appuie une main de fer sur les subalternes; on se sépare avec la conviction qu'on a entrepris une tâche dont on ne tirera point d'honneur, point de satisfaction, parce qu'après la dissolution de l'assemblée il ne restera pas plus de souvenir des opinions ou des travaux des membres que de leurs noms; si l'œuvre de la commission n'est pas mort-née, ceux des membres qui veulent être employés encore demain s'enquerront si une Commission nouvelle ne va pas succéder à la Commission supprimée pour la continuer ou la contrôler; dans le cas de

l'affirmative l'intérêt de la chose publique exige, disent-ils, qu'on les y réemploie. — Tels sont le peu d'utilité et les abus des Commissions; quelquefois elles produisent un effet pire et un mal politique; il en est ainsi quand des décisions importantes y sont dictées par des concessions timides, par des vues intéressées, par un enthousiasme de courtoisie, par l'esprit de parti; ou bien quand les membres d'une Commission oisive, fictive, ont le crédit de s'y créer des sinécures et de se gorger de gros appointements. — L'illustre général Gouvion, arrivant au ministère, manifeste l'intention de ne plus tolérer de Commissions, et en effet quelques comités furent dissous; mais bientôt neuf Commissions se remplirent de membres nouveaux, pas plus ardents au travail que leurs prédécesseurs et aussi grassement payés. — Depuis 1814, les Commissions s'occupent de discussions sur les fortifications; cette haute question n'est pas plus avancée en 1828 que le premier jour. Un article critique de M. de Chambray (1830, p. 63) en explique les causes. — De 1826 à 1827, le ministre a créé et soldé à appointements complets vingt-six Commissions: c'était un moyen de donner traitement d'activité à quantité d'officiers généraux ou supérieurs; une d'elles était chargée de l'examen du schako, un maréchal de camp la présidait; les longs travaux de cette assemblée ont eu pour résultat de proposer quelques changements de matières on de formes. Une Commission nouvelle succède à celle-ci; elle désapprouva les innovations, et, après trois ans de discussions, la coiffure d'ancien modèle fut réadoptée, pour être presque aussitôt remise en discussion. — Une autre Commission, chargée de décider sur la forme des casques, tint séance pendant dix-huit mois; des modèles de selles de cavalerie ont été l'ameublement sans cesse rajourné des lieux de séance; on n'y pouvait prendre place qu'en entraînant une schabracke ou s'emparant dans un étrier. — De là vient qu'on a dit que les Commissions et les comités étaient les modistes de la guerre. — Ce sont des vérités qui sont révélées par le budget de 1828, et qui témoignent que ce genre d'abus est inhérent à l'armée française: telle qu'elle est constituée; le dire peut n'être pas inutile; le blâmer serait superflu. — Tout ministre qui compose d'officiers généraux des Commissions agit contre son intérêt, contre celui de l'État, contre celui du gouvernement. Une Commission ou un comité, trop puissants par le rang de leurs membres, entravent le ministre par son outrecuidance;

de telles compagnies ne font pas faire un pas à la science des armes. Car qui dit officier général, dit homme ignorant les détails; il a pu et dû les savoir, il a dû les oublier. Si malheureusement il s'en souvient, ce sont ceux du temps passé; il serait un médiocre général, s'il n'oyait son savoir dans une telle étude. — Presque toujours, il faut l'avouer, les généraux qui se chargent de besogne sont innocents des fautes qui s'y glisseraient; le dossier est le tribut du savoir de l'alde de camp. — En 1830, un général d'un nom européen, d'une réputation non contestée, un des artisans de la fortune de Bonaparte, était appelé comme membre d'une Commission; il y demandait depuis quand les majors ne portaient plus deux épaulettes; or il y avait seize ans qu'ils n'en avaient qu'une. — Une Commission, un comité est une déception au préjudice de l'État s'il s'y voit des maréchaux, des pairs de France, des inspecteurs généraux, enfin des personnages que de graves et profondes fonctions préoccupent ou détournent d'un devoir qu'ils dédaignent. — Il faut, dans des Commissions, que le président sent ait l'habit brodé; pourvu que malgré son rang il soit laborieux. Il faut que les membres soient des capitaines d'habillement, des trésoriers, des adjutants-majors, des instructeurs, des écuyers, des chefs de haras, des officiers d'artillerie directeurs de matériel, de forges, d'armes portatives, de poudrières; des capitaines rapporteurs, des ingénieurs praticiens, des sous-intendants rompus aux affaires. — Il résulte, dit le Spectateur militaire (t. xiv, p. 493), d'un relevé fait sur documents officiels que, de 1814 à 1852, le nombre des Commissions s'est élevé à plus de deux cents; on en a vu jusqu'à vingt-six, créées dans une même année. Il y en avait encore dix-sept en 1830. — Si l'on s'en rapporte au Journal de l'Armée (t. 1, p. 78) on doit supposer que deux cents Commissions ont pu occuper deux mille membres. Si leurs appointements étaient de dix mille francs, ce serait une dépense de vingt millions pour des travaux dont on chercherait vainement les résultats. — Ce n'est pas à des Commissions d'officiers généraux que la marine anglaise a dû sa supériorité; elles eussent opéré sa ruine; mais là tout se décide en une amirauté. Il faudrait qu'un conseil de guerre, secondé d'une académie militaire, fût l'amirauté de l'armée de terre.

CONTINUATION D'OFFICIER. V. NAUSTRICOL.
V. MAJOR DE PLACE N° 2. V. MARÉCHAL DES LOGIS D'ARMÉE N° 1. V. OFFICIER. V. ORDRE DE ROUTE.

COMMISSION (commissions) MILITAIRE (B, 3; F). Sorte de commissions temporaires, ou de TRIBUNAUX jugeant sans appel et en dernier ressort. — On exprimait autrefois la fonction des Commissions, par la locution *juger par commissaires*, comme le témoigne le mot si connu du célestin de Marcoussi, avec lequel François PREMIER visitait les tombeaux de l'église; le prince, y lisant l'épithaphe de Montagu, dit : *Il est fâcheux que celui-ci fût mort par justice. Non, dit le moine, il fut condamné par Commissaires*. — Les Commissions des temps modernes ne devaient connaître que d'une affaire; elles étaient dissoutes après avoir prononcé. — Certaines JUSTICES participaient des Commissions, quoique ayant un nom différent; telles étaient les CONSEILS MILITAIRES, PYRAMENTS, SPÉCIAUX, etc. — Le DÉCRET DE 1792 (9 OCTOBRE), confirmé par la LOI DE L'AN TROIS (25 BRUMAIRE), créait des Commissions de cinq MEMBRES pour le JUGEMENT des émigrés pris les armes à la main. Suivant l'usage général, le MEMBRE le plus élevé en grade, ou le plus ancien de GRADE était PRÉSIDENT. — Le DÉCRET DE 1793 (16 JUIN) livrait les ESPIONS à des Commissions de même espèce. — L'ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (5 BRUMAIRE) instituait des COMMISSIONS MILITAIRES EXTRAORDINAIRES pour examiner les causes de la RÉPÉTITION de quelques FORTERESSES d'ITALIE. — L'ARRÊTÉ DE L'AN HUIT (17 PLEVIOSE) déférait aux Commissions les CAS DE RÉVOLTE des PRISONNIERS DE GUERRE étrangers. — L'ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (29 PRIMAIRE) attachait à des corps d'ÉCLAIREURS, qui parcourent le département du Var, des COMMISSIONS MILITAIRES EXTRAORDINAIRES qui jugeaient les brigands. — L'ARRÊTÉ DE L'AN DIX (19 VENDÉMAIRE) déférait aux juges des Commissions les DÉLITS des DÉSERTEURS CONDAMNÉS et accomplissant dans des ATTELIERES de DÉTENTION le temps de leur PEINE. — Le plus ordinairement les MEMBRES des Commissions militaires étaient nommés par la voie de l'ORDRE DU JOUR. — Le DÉCRET DE L'AN DIX (17 MESSIDOR) composait des COMMISSIONS MILITAIRES SPÉCIALES de sept MEMBRES et en rendait justiciables les ESPIONS et les FUGATIFS. — L'article additionnel, par lequel BONAPARTE repeuplait les constitutions de l'empire, restreignait, mais un peu trop tard, la juridiction tant blâmée des Commissions militaires. — Ce genre de JUSTICE a été aboli par l'article soixante-huit de la Charte. Cependant une ORDONNANCE de circonstance (DE 1815, 11 MARS) reconstituait des TRIBUNAUX qui avaient tout le caractère des Commissions militaires; on ignore s'ils ont été mis en vigueur; mais le principe de

l'abolition n'en a pas moins été regardé comme maintenu. — Des recherches à l'égard des Commissions militaires, considérées sous le point de vue légal, se trouvent dans l'ouvrage de MARLIN.

COMMISSION MILITAIRE EXTRAORDINAIRE. V. COMMISSION MILITAIRE. V. CONSEIL D'ENQUÊTE. V. EXTRAORDINAIRE. V. MILITAIRE, adj. V. MILICE PRUSSIENNE N° 9.

COMMISSION MILITAIRE SPÉCIALE. V. COMMISSION MILITAIRE. V. ESPION. V. MILITAIRE, adj. V. SPÉCIAL.

COMMISSION PRÉPARATOIRE. V. COMMISSION D'EXAMEN. V. ORDONNANCE D'EXERCICE. V. PRÉPARATOIRE.

COMMISSION ROGATOIRE. V. JUSTICE MILITAIRE. V. ROGATOIRE.

COMMISSION SPÉCIALE. V. ENBAUCHAGE. V. SPÉCIAL.

COMMISSIONNÉ (commissiionnée), adj. V. CHIRURGIEN AIDÉ-MAJOR C... V. MÉDECIN C... V. NON C... V. OFFICIER DE SANTÉ C... V. OFFICIER FRANÇAIS C... V. PARTIC... V. COMMISSIONNER.

COMMISSIONNER, verb. aci. V. COMMISSIONNER. V. COMMISSION.

COMMUNE (subs. fém.) d'OFFICIER (B, 1). Le mot Commode, inventé par le caprice des artisans et dont il est inutile de donner l'étymologie, exprime ici un EFFET d'AMÉLIORATION d'officier. — Le MARCHÉ de LITTÉRATURE DE 1822 substitue, comme FOURNITURE de NOUVEAU modée, une Commode à l'ancienne ARMOIRE. Cette Commode est en bois du noyer, à trois tiroirs fermant à clef, et ouvrant avec deux boutons en cuivre à chaque tiroir.

COMMODORE, subs. masc. V. ARMÉE DE MER. V. ARMÉE DE TERRE. V. COMMANDER.

COMMEN (commune), adj. V. DÉLIT C... V. DROIT C... V. JUSTICE C... V. PAS C...

COMMUNAL (communale), adj. V. COMMUNE. V. GARDE C... V. GRET C... V. SERRA-FERRI C... V. MILICE C...

COMMUNE, subs. fém. V. MAIRE DE C... V. SOUS-PRÉFET. V. TENDANT.

COMMUNES, subs. fém. plur. (F). Ce mot est d'origine toute LATINE, ainsi que les mots communication et COMMUNAL; il répond au bas LATIN *communio*, *communitates*, il a eu deux réceptions, l'une politique, l'autre militaire. — Ce qu'on appelait Communes dans le nord de la France s'appelait jurade ou jurande dans le midi; mais le tout ici s'appellera Communes. — L'institution des Communes ou de la SOUBVERAINETÉ est postérieure à l'abolition du CRANF DE MAL, et appartient au règne de LOUIS LE GROS. — Les affranchis du domaine du roi, ou des Communes dont le roi était

SEIGNEUR, s'appelaient **BOURGEOIS** du ROI, comme le dit M. MONTAIGNE. — Il y avait, au temps de la féodalité, telles villes dont la seigneurie était partagée entre l'évêque, le chapitre, le roi, ou le comte. Si la partie dépendante du roi obtenait droit de **BOURGEOISIE**, et par conséquent de **RECRUTEMENT**, comment le reste de la population eût-il consenti à vivre en servitude et désarmé; ainsi s'opéra, au désavantage de la noblesse, l'affranchissement d'une partie des serfs. Cette révolution fit revivre l'usage des **ROMES PROPRES**; elle restreignit le pouvoir des **PRÉVÔTS** royaux; elle déplaça les pouvoirs et l'administration de la justice, créa une force armée locale, sous le nom de **SERGEANTS** (*servientes*); chaque autorité eut ses soldats; chaque localité concourut en outre à l'entretien des **GENS D'ARMES** du roi, au moyen d'une **TAILLE** particulière. — Le droit

de **BOURGEOISIE** impliquant le droit d'être armé et de construire un **EFFORT**, on appelait également **Communes** la partie de la milice ou infanterie communale qui était mise en campagne par les ordres du **MAIRE**, ou **MAIRE**, ou **capitoul**, ou **prévôt** de la ville; elle marchait en guerre sous les **BANNIÈRES** paroissiales et, vers la fin, sous les ordres de quelques **GENTILSHOMMES**; elle s'acquittait, en paix, du service qu'on appelait le **GURT**; quelquefois elle formait seule la **GARNISON** du pays; une juridiction confuse en résulta, et les **Communes** restèrent longtemps sous l'empire de la **JUSTICE MILITAIRE**. — Les troupes des **Communes** ont concouru indirectement à l'affaiblissement de la **ROYAUMITÉ**; mais elles n'ont formé qu'un méprisable ramassis. — *L'Encyclopédie du dix-neuvième siècle* (au mot *Age*) dit quelques choses des **Communes**.

COMMUNICATION

PÉRIODOLOGIQUE.

STRATÉGIQUE.

VERBALE.

DE CAMP.

DE CANTONNEMENT.

DE FORTERESSE.

DE SIÈGE OFFENSIF.

COMMUNICATION, subs. fém. v. INTERCEPTER LES C... V. LIER LES C... V. LIGNE DE C...

COMMUNICATION (term. génér.). Mot qui a la même étymologie que le mot **COMMUNES**; il se distingue en **COMMUNICATION DE PARALLÈLES**, — **DE TRANCHÉE**, — **D'EAUX**, — **PÉRIODOLOGIQUE**, — **STRATÉGIQUE**, — **VERBALE**.

COMMUNICATION (communications) de CAMP (G, 5; H). Sorte de **COMMUNICATIONS PÉRIODOLOGIQUES** destinées à mettre en rapport toutes les parties du terrain d'un camp, ses débouchés, ses redoutes. — Le **RÈGLEMENT DE 1792** (5 AVRIL), en posant les principes du **CAMP** **TACTIQUE**, voulait que les **COLONNELS** d'infanterie française reconnussent, aussitôt que le camp est dressé, les **communications** de la gauche et de la droite, et celles de la **PREMIÈRE LIGNE** et de la **SECONDE LIGNE**. Ils doivent, s'il est nécessaire, faire travailler par **CORVÉES**, aussitôt après leur arrivée au camp, pour établir des **Communications**, qui, dans les camps de passage, seraient larges au moins de dix mètres, et qui, dans les camps de séjour et dans les camps retranchés, seraient larges de

soixante mètres. S'il s'agit des camps de guerre et surtout des camps défensifs de l'infanterie, le genre de précautions, le perfectionnement des **Communications** ne sauraient être poussés trop loin; une partie de ces soins regardent les **AIDES-MAJORS**. — Quant aux **Communications** extérieures du camp, les **GRANDS** **GUARDS** en répondent.

COMMUNICATION (communications) de CANTONNEMENT (G, 5; H, 2). Sorte de **COMMUNICATIONS PÉRIODOLOGIQUES** qui lient les débouchés principaux, le lieu de station des troupes, les magasins et le quartier général; le soin de les reconnaître et de les établir est de la plus haute importance, si les cantonnements sont exposés à des attaques. — Le **RÈGLEMENT DE 1819** (28 AVRIL) voulait que l'**AIDE-MAJOR** dressât la carte des cantonnements occupés par son corps et indiquât sur le plan toutes les **Communications**.

COMMUNICATION (communications) de FORTERESSE (G, 5). Sorte de **COMMUNICATIONS PÉRIODOLOGIQUES** qui règnent du centre de la place à l'escarpe, à la contrescarpe; et de là, ou du débouché des poternes, aux extrémités des ouvrages, en traversant la

GLACIS; suivant leur nature, elles sont à ciel ouvert ou fermé, etc. — Au nombre des Communications sont les CAPONNIÈRES, les GALERIES SOUTERRAINES, les ESCALIERS, les RAMPES pratiquées dans les GORGES des DÉBORS, etc.; elles sont les ressources de la DÉFENSE du CHEMIN COUVERT et les issues de ses PLACES D'ARMES. — Quelquefois les Communications sont mobiles; ainsi on se sert, sur les FOSSES INONDÉS, de FRAMES, de RADKAUX, de PORTS-VOLANTS, de BATAUX. — Quant aux Communications extérieures, elles ne demandent pas à être mentionnées; il n'en est question dans les traités sur la GUERRE DE MÉOR DÉFENSIF que pour donner l'idée du cas où elles cessent d'être libres, ce qui a lieu quand la PLACE est CERNÉE, ou des cas où l'accès en est intercepté par un TAMBOUR.

COMMUNICATION DE PARALLÈLES. V. COMMUNICATION DE SIÈGE OFFENSIF. V. COMMUNICATION DE TRANCHÉE. V. PARALLÈLE.

COMMUNICATION (communications) de SIÈGE OFFENSIF (G, 5; H, 4), OU APPROCHE, OU BOTAUX DE SIÈGE OFFENSIF, OU COMMUNICATIONS DE PARALLÈLES. Sorte de COMMUNICATIONS PÉRIODOLOGIQUES qui rappellent les anciennes TORTURES; elles règnent à partir de la PREMIÈRE PARALLÈLE; elles lient les TRAVAUX et les TRANCHÉES d'un SIÈGE OFFENSIF, les BATTERIES DE SIÈGE, les QUARTIERS, les OUVRAGES de l'ARMÉE ASSIÉGEANTE, et elles la mettent à même de repousser les SORTIES. — Les Communications doivent être affranchies d'ENTRÊLES, et consistent en général en une TRANCHÉE de deux mètres de profondeur sur quatre de largeur.

COMMUNICATION DE TRANCHÉE. V. COMMUNICATION DE PARALLÈLE. V. COMMUNICATION DE SIÈGE OFFENSIF. V. TRANCHÉE.

COMMUNICATION D'EAUX. V. EAU. V. PONT DE CAMPAGNE. V. TOPOGRAPHIE.

COMMUNICATION (communications) PÉRIODOLOGIQUE (term. sous-génér.). Sorte de COMMUNICATIONS considérées soit comme naturelles, soit comme artificielles; telles sont des RACS, des CAPONNIÈRES, des CHEMINS MILITAIRES, des COUVERTS, des OUVRAGES, des PORTS, des RADKAUX, des TRANCHÉES, etc. — Les Communications qui sont établies en vue de favoriser l'ATTAQUE ou la DÉFENSE des places ne sont bonnes qu'autant que l'ENNEMI n'y peut voir, et qu'il ne les peut pas intercepter. — Les Communications périodologiques se distinguent en COMMUNICATION DE CAMP, — DE CANTONNEMENT, — DE FORTERESSE, — DE SIÈGE OFFENSIF.

COMMUNICATION (communications) STRATÉGIQUE (H, 2). Sorte de COMMUNICATIONS qui mettent en rapport toutes les parties d'une ARMÉE AGISSANTE. — Des ROUTES

CARROSSABLES, des COURS D'EAUX, des TRAVAUX mis en rapport entre eux, forment la LIGNE ou COMMUNICATIONS par laquelle l'ARMÉE correspond avec le siège du gouvernement, avec ses DÉPÔTS, avec les POINTS où se trouvent ses POSTES, son MATÉRIEL, ses RECRUES, ses RENFORTS, ses RESSOURCES. — Faire étudier par des RECONNAISSANCES de CAVALERIE les Communications, les assurer contre les COURSES et les DÉTACHEMENTS de l'ENNEMI sont au nombre des précautions principales qu'un GÉNÉRAL D'ARMÉE doit prendre en JOUE D'ACTION. — Intercepter les Communications de l'ENNEMI par des COUVERTS, les PORTS par des RUPTURES, sont les premières lois de la DÉFENSIVE et de l'ANT de LA GUERRE. — Se maintenir en Communications sûres avec la BASE D'OPÉRATIONS ou les FORTERESSES qui en sont les ébaillons, après s'être assuré de la confiance que méritent les CARTES qui en sont la représentation, est une des attentions principales et continues que toute ATTAQUE, toute EXPÉDITION militaire exigent; la moindre négligence pourrait être funeste, puisque les succès ou les revers de la CAMPAGNE peuvent être liés à la ruine ou à la conservation des MAGASINS. — Reconnaître et déterminer les Communications est une des fonctions du CORPS de l'ÉTAT-MAJOR. Dominer, ruiner les Communications de l'adversaire est un des chefs-d'œuvre des OFFICIERS D'ARTILLERIE. Les deviner, les apprécier, les tracer est du domaine de l'OFFICIER DU GÉNIE; les rendre faciles sur les COURS D'EAUX regarde les PORTONNIERS. — Couper les Communications de l'ENNEMI est une des opérations brillantes de la STRATÉGIE. — La question des Communications est habilement traitée par FAVERT, sous le rapport de la conduite de la GUERRE; et par OHLER (1824, E, t. VII, p. 244), sous le rapport du SERVICE de l'ADMINISTRATION.

COMMUNICATION (communications) VERBALE (G, 5). — Sorte de COMMUNICATION qui consiste dans la faculté que les OFFICIERS ont de recevoir des visites quand ils sont punis d'ARRÊTS SIMPLES. — L'ORDONNANCE de 1818 (13 mai) interdit toutes Communications verbales aux OFFICIERS PUNIS d'ARRÊTS DE RÉGIMENT.

COMMUTATION, subs. fém. (term. génér.). Mot tout LATIN, et qui se distingue en COMMUTATION DE PRINE et en COMMUTATION DE PUNITION.

COMMUTATION DE PRINE (B, 3; C, 5). Sorte de COMMUTATION que le ROI seul a droit de prononcer en adoucissement d'une PRINE juridique. L'expédition de la décision énonçant cette GRACE est transcrite sur le REGISTRE des JUGEMENTS DU CONSEIL PRÉSENT, ou sur

moins elle y est mentionnée en marge. — Lecture de la Commutation est donnée au TRIBUTAL à la réquisition du COMMISSIONNAIRE DU ROI ; copie en est délivrée à la partie intéressée. — Si le militaire GRACIÉ rentre au corps dont il faisait partie, la lecture de la Commutation est faite à la tête du corps assemblé. Telles étaient les dispositions du DÉCRET non abrogé de 1813 (14 JUIN). — OMBEL (1824, E, t. IV) éclairc quelque peu le sujet.

COMMUTATION de PUNITION (C, 3). Sorte de COMMUTATION qui résulte d'un droit réservé AUX SEULS CHIEFS DE CORPS. Ainsi ils peuvent alléger ou aggraver celles des PUNITIONS de discipline qui, dans les corps qu'ils commandent, ne leur sembleraient pas convenablement infligées.

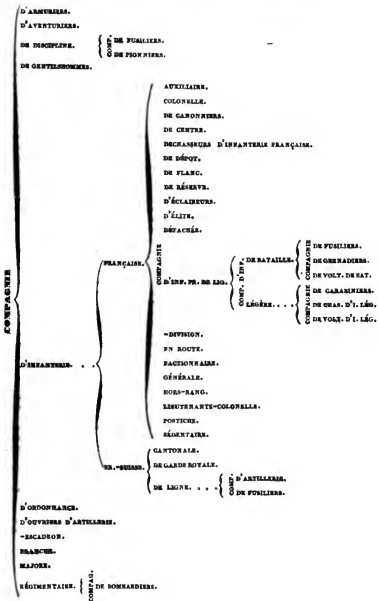
(QUELQUE. V. NOMS PROPRES.

COMPACTE (compacte), adj. V. CAMP COMPACTE. V. COLONNE COMPACTE. V. COLONNE ÉCARTÉE. V. ORDRE COMPACTE.

COMPAGNIE, subs. fém. V. COMPAGNIE.

COMPAGNIE, subs. fém. V. À UNE COMPAGNIE. V. ADMINISTRATION DE C... V. ANCIENNETÉ DE C... V. APPEL DE C... V. BARRIÈRE DE C... V. BASSE-C... V. BEDON DE C... V. BLANCHE C... V. BON DE C... V. CADRE DE C... V. CAPITAINE DE C... V. CHANGEMENT DE C... V. CHAMOT DE C... V. CHEVAL DE C... V. CLASSE DE C... V. COMPOSITION

DE C... V. COMPTABILITÉ DE C... V. CORVÉE DE C... V. CRÉATION DE C... V. DEMI-C... V. DÉNOMINATION DE C... V. DÉPART DE C... V. DEVOIRS DE C... V. DISCIPLINE DE C... V. DISTINCTION DE C... V. DISTRIBUTION AUX C... V. DISTRIBUTION DE C... V. ÉCOLE DE C... V. ÉCRITURES DE C... V. EFFECTIF DE C... V. ESCADRON-C... V. ÉTAT DE SITUATION DE C... V. ÉTAT QUATRIDIAIRE DE C... V. EXERCICE DE C... V. FAIRE UNE C... V. FANION DE C... V. FONCTION DE C... V. FORMATION DE C... V. FOURNISSEUR DE C... V. FRONT DE C... V. GRANDE C... V. INSPECTION DE C... V. INSTRUCTION DE C... V. JOURNÉE DE C... V. LETTRE DE C... V. LIVRE DE C... V. LOGEMENT DE C... V. LIVRE D'ORDRES DE C... V. MARQUE DISTINCTIVE DE C... V. MASSE DE C... V. METTRE À LA QUEUE DE LA C... V. MOUVEMENT DE C... V. NUMÉRO DE C... V. OFFICIER DE C... V. ORGANISATION DE C... V. OUVRAGE DE C... V. PAPIER DE C... V. PAR C... V. PASSAGE DANS UNE C... V. POLICE DE C... V. PREMIÈRE C... V. PRÊT DE C... V. QUEUE DE C... V. QUEUX DE LA C... V. RANG DE C... V. RASSEMBLEMENT DE C... V. REGISTRE DE C... V. REVUE DE C... V. SECONDE C... V. SERGENT DE C... V. SERGENT-MAJOR DE C... V. SERVICE DE C... V. SITUATION DE C... V. SOLDAT DE C... V. SOLME DE C... V. SOUS-OFFICIER DE C... V. SUBORDINATION DE C... V. SUBSISTANCE DE C... V. TACTIQUE DE C... V. TAILLEUR DE C... V. TAMBOUR DE C... V. TENUE DE C...



COMPAGNIE, subs. fém. (term. génér.), ou BATAILLE TACTIQUE, ou COMPAGNIE MILITAIRE, ou COMPRIÈGE, ou CORPOES, ou PARCES, suivant ROQUEFORT. Le mot Compagnie, dont l'étymologie est indiquée au mot COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 3, s'applique, dans quantité de circonstances, à l'état militaire d'une nation, mais surtout à sa MILICE DE TERRE; il exprime ici une AGGREGATION CONSTITUTIVE, ou ADMINISTRATIVE, ou RÉGIMENTAIRE; il répond à l'expression COMPENGE, qui était usitée déjà en 1364, du temps de DUGUESCLIN; il répond au terme COMPAGNER, qui l'était sous LOUIS DREY, et au mot COMPAGNIE, qui employaient PHILIPPE DE CLÈVES (1530, A) et BONNOR (1481, A). Il n'est pas sans analogie avec le vieux mot ROUT. — Jusque-là le mot Compagnie ou ses synonymes n'avaient qu'un sens générique, et non spécial ou technique; ils signifiaient seulement une assemblée de COMPAGNONS. On lit dans BONNOR (1481, A) : *La première (ordonnance) est appelée légion, assavoir : six mille gens à pied, l'autre (ordonnance) se appelle Compaignie en laquelle doit avoir vingt mille hommes à pied, et cinq cents à cheval*, etc. — Depuis longtemps, dans les usages français, le mot Compagnie se rapporte également à la CAVALERIE et à l'INFANTERIE. — L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) a traité avec détail du mot Compagnie, mais d'une manière diffuse, incomplète, verbeuse. L'Encyclopédie des Gens du monde s'en est occupée aussi. — Ce mot se distingue en COMPAGNIE A CHEVAL, — A PIED, — ANGLAISE, — ANGLO-AMÉRICAINE, — AU CAMP, — AUTRICHIENNE, — AVOUÉE, — BADOISE, — BAVAROISE, — BELGE, — BLANCHE, — BRÉSILIANNE, — CHINOISE, — COLONNIAIRE, — COLONELLE DE CAVALERIE, — D'ADMINISTRATION, — D'ARRÊTIERS, — D'AILLE, — DANOISE, — D'ARRALÉTRIERS, — D'ARCHERS, — D'ARMES, — D'ARQUEBUSIERS, — D'ARTILLERIE A CHEVAL, — D'ARTILLERIE A PIED, — D'ARTILLERIE SÉPENTAIRES, — D'AVENTURE, — D'AVENTURIERS, — DE BATAILLON DE CHASSEURS, — DE CARBES, — DE CANONNIERS SÉDENTAIRES, — DE CARABINIERS A CHEVAL, — DE CARABINIERS D'INFANTERIE, — DE CARABINS, — DE CAVALERIE, — DE CAVALIERS, — DE CENT HOMMES D'ARMES, — DE CENT LANCES, — DE CENT-SUISSSES, — DE CHEVAL-LÉGERS, — DE COMESTABLE, — DE DISCIPLINE, — DE DRAGONS, — DE FRANCE-ARCHERS, — DE GARDEN-COTTS, — DE GARDES DU CORPS, — DE GARDIES FRANÇAISES, — DE GARDIES NATIONALES, — DE GARDIES SUISSES, — DE GENDARMERIE, — DE GENTILHOMMES, — DE GENTILS, — DE GENDARMES, — DE GENDARMES DE GARDE ROYALE, — DE GENDARMES D'INFANTERIE DE GARDE ROYALE, — DE GUIDES, — DE LANCES, — DE LANCERS, — DE

LÉGION, — DE MARÉCHAUSSÉE, — DE MINUTES,
 DE MORTES-PAYES, — DE MOUSQUETAIRES, —
 DE MULETS, — DE NAGUES, — DE PARADISE, —
 DE PIONNIERS, — DE PIQUIERS, — DE PONTON-
 NERS, — DE PUPILLES, — DE RAQUETIERS, —
 DE RÉGIMENT, — DE RÉEMPLACEMENT, — DE ROSE
 COUETS, — DE ROUTIERS, — DE SAPEURS, — DE SAU-
 VEGARDES, — DE SCHLAGUEURS, — DE SERGENTS,
 — DE SOLDATS D'ADMINISTRATION, — DE SOLDATS
 D'AMBULANCE, — DE SOUS-OFFICIERS DE DARD
 ROYALE, — DE SOUS-OFFICIERS DE LÉGION, — DE
 SOUS-OFFICIERS SÉDENTAIRES, — DE SURNU-
 MÉRAIRES, — DE TRAVERS, — DE VÉTÉRANS, —
 DE VOLTIGEURS, — D'ÉCOLE, — D'ÉLITE A PIED,
 — D'ÉLITE DE CAVALERIE, — D'ÉLITE DE DARD
 ROYALE, — D'ÉLITE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE,
 — DÉPARTEMENTALE, — DES CENT LANCES, —
 DÉTACHÉ, — D'HOMMES D'ARMES, — D'INFAN-
 TERIE DE BATAILLE, — D'INFANTERIE DE GARDE
 ROYALE, — D'INFANTERIE DE LIGNE, — D'IN-
 FANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE, — D'INFANTRIE
 FRANCO-SUISSE, — D'INFIRMES, — D'INVALIDES,
 — D'OBSERVATION, — D'ORDONNANCE, — D'OU-
 VRIERS, — D'OUVRIERS D'ARTILLERIE, — D'OU-
 VRIERS DU DÉPÔT, — DU CENTRE, — DU GÉNIE,
 — DU GUET, — DU TRAIN D'AMBULANCE, — DU
 TRAIN D'ADMINISTRATION, — DU TRAIN D'AR-
 TILLERIE, — DU TRAIN DU GÉNIE, — ÉCOSAISE,
 EN CAMPAGNE, — EN GARNISON, — ESCADRON,
 FRANÇAIS, — FRANÇAISE, GARDE-DRAPEAU,
 HAÏTIENNE, — HANOVIENNE, — HELLÉNIQUE,
 — HENSOISE, — HOLLANDAISE, — IMPAIRE, — IN-
 FERNAL, — LÉGÈRE, — MAJORE, — MEXICAINE,
 — NAPOLEONNAISE, — NÉERLANDAISE, — NOBLE,
 — PAIRE, — PARADUÉENNE, — PELOTON, —
 PERSANE, — PIÉMONTAISE, — POLONAISE, —
 PORTUGAISE, — PROVISIOIRE, — PRUSSIENNE,
 RÉGIMENTAIRE, — RUCHE, — SANITAIRE,
 — SAXONNE, — SOUS LES ARMES, — SUÉDOISE,
 — SUISSE, — SURNUMÉRAIRE, — SYKE, — TURCO-
 ÉGYPTIENNE, — TURQUE.

**COMPAGNIE A CHEVAL. V. A CHEVAL. V.
BATTERIE D'ARTILLERIE. V. COMPAGNIE D'ORDON-
NANCE N° 1. V. MILICE RUSSE N° 2. V. PRÉVOY
D'ARMÉE.**

**COMPAGNIE A FIED, V. A FIED, V. KATTE-
RIE D'ARTILLERIE, V. FONDACHE.**

COMPAGNIE ANGLAISE. V. ANGLAIS,
 Bdj. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE
 LIGNE N° 4. V. MILICE ANGLAISE N° 2. 3. 4. 8.

COMPAGNIE ANGLO-AMÉRICAINE. V. AN-
GLO-AMÉRICAIN, 804. V. MILICE ANGLO-AMÉRI-
CAINE N° 1.

COMPAGNIE AU CAMP. V. AU CAMP. V. CAMP D'INFANTERIE. V. CHEVALET D'ARMES. V. CHEVALET DE PIQUET. V. COMPAGNIE DE GRENA- DIERS N° 5. V. FILE DE TRENTES. V. INTERVALLE DE CAMP. V. PIQUET AD CAMP. V. TRENTE D'HOMME DE TROUPE.

COMPAGNIE AUTOMOBILE, Y. ARTIG-

ENFER, adj. V. CAPITAINE LIEUTENANT. V. DOMESTIQUE D'OFFICIER. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 3, 3, 7. V. TIRAILLEUR.

COMPAGNIE (compagnies) **AUXILIAIRE** (F), ou **COMPAGNIE** DE REMPLACEMENT. Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE qui étaient l'entrepôt de RECRUTEMENT de certains CORPS RÉGIMENTAIRES. — L'ORDONNANCE DE COMPOSITION DE 1776 (25 MARS) créait, comme permanente, une Compagnie auxiliaire par RÉGIMENT; sa formation ne différait de celle des autres, eu égard à la COMPOSITION DU BATAILLON, que parce qu'elle devait, en TEMPS DE GUERRE, comprendre un nombre illimité de SOLDATS, et TENIR GARNISON comme DÉPÔT de CORPS. L'ORDONNANCE de la même année (31 AOÛT) abolit ces Compagnies. — D'autres Compagnies auxiliaires sont instituées de nouveau, mais seulement pour le TEMPS DE GUERRE, par l'ORDONNANCE DE COMPOSITION DE 1788 (17 MARS); elles devaient recevoir les hommes hors d'état de supporter les fatigues de la guerre. — L'ARRÊTÉ DE L'AN 4 (18 RIVOME) institue à la suite de chaque DEMI-REGADE une Compagnie auxiliaire modelée sur celles de 1776 et de 1788. Les OUVRIERS et le CAPITAINE D'ÉQUIPEMENT y devaient résider. L'ARRÊTÉ DE L'AN SEPT (17 VENDÉMIARE) supprime ces compagnies et les remplace par les BATAILLONS DE GARRISON. — Un peu plus tard il est institué, pour le même motif, des BATAILLONS DE DÉPÔT. — Tous ces essais nous ont laissés sans principes fixes; aussi l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) déplore-t-elle l'incertitude où nous demeurons sur ce sujet, et propose-t-elle l'institution de COMPAGNIES DE REMPLACEMENT qui seraient destinées à tenir à un niveau toujours pareil les COMPAGNIES ACTIVES.

COMPAGNIE AVOUÉE. V. AVOUÉ, adj. V. COMPAGNIE CARTONNÉE. V. INFANTERIE FRANCO-NEBRE N° 2.

COMPAGNIE RADOISE. V. RADOIS, adj. V. MILICE RADOISE.

COMPAGNIE SAVAROISE. V. SAVAROIS, adj. V. MILICE SAVAROISE N° 4.

COMPAGNIE SELGE. V. SELGE, adj. V. MILICE SELGE.

COMPAGNIE BLANCHE. V. AVENTURIER. V. BLANC, adj. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 3. V. ORATOR COMPAGNIE.

COMPAGNIE BRÉSILIENNE. V. BRÉSILIEN, adj. V. MILICE BRÉSILIENNE.

COMPAGNIE (compagnies) **CANTONALE** (A, 2). Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE que les CAPITULATIONS et les ORDONNANCES DE 1816 (18 JUILLET) appellent

aussi COMPAGNIES AVOUÉES; elles étaient fournies par les CARTONS CAPITULANTS, à l'effet de former les COMPAGNIES DE FUSILIERS, et elles étaient par chacun de ces CARTONS au nombre d'une ou de plusieurs. — Les Compagnies cantonales étaient commandées par un CAPITAINE du CARTON; elles concouraient à former les RÉGIMENTS SUISSES, en s'y répartissant suivant des formes convenues. Elles étaient pour l'INFANTERIE SUISSE DE LIGNE au nombre de quarante-huit, et pour la GARDE ROYALE au nombre de trente-six. Elles contribuaient, par proportion égale, à la formation des COMPAGNIES D'ÉLITE.

COMPAGNIE CHINOISE. V. CHINOIS, adj. V. MILICE CHINOISE N° 1.

COMPAGNIE COLOMBIENNE. V. COLOMBIEN, adj. V. MILICE COLOMBIENNE.

COMPAGNIE (compagnies) **COLONELLE** (F). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE qu'on appelait aussi la COLONELLE, et dont l'institution est antérieure à la création des RÉGIMENTS. Il exista d'abord des Compagnies de ce genre, dont le COLONEL GÉNÉRAL avait la propriété et le commandement; il s'y faisait représenter par un CAPITAINE nommé LIEUTENANT DU COLONEL, ou par abréviation LIEUTENANT-COLONEL. — Détails, en 1543, avait une Colonelle *deçà*, l'autre *delà des monts*, comme nous l'apprend BRANTOME (1600, A). COLICLY, en 1547, en avait deux en PIÉMONT, et deux en FRANCE; D'ARDELLOT, en 1563, en avait sept. — Depuis la création des RÉGIMENTS D'INFANTERIE, ou peu après, il en fut de même; d'ESPENOR avait une COLONELLE dans tous les RÉGIMENTS, même dans les Gardes Françaises; il en était censé le CAPITAINE. Il y était représenté par un simple CAPITAINE qu'on appelait LIEUTENANT-COLONEL, ou CAPITAINE LIEUTENANT, dans le sens où l'on eût dit substitué ou représentant du COLONEL GÉNÉRAL. — Dans les Gardes Suisses, la COLONELLE s'appelait COMPAGNIE GÉNÉRALE. — En 1568 des MESTRES DE CAMP brouillons, vaniteux, impatients de l'autorité du COLONEL GÉNÉRAL se donnèrent d'eux-mêmes, comme le témoigne DANIEL (1721, A), etc., le titre de COLONEL; ils créèrent de leur propre autorité des Compagnies colonelles, et y attachèrent un DEUTAU BLANC; c'est ainsi que MONTLUC et Tilladet en agirent dans leurs RÉGIMENTS GASCONS; ils y instituèrent chacun deux Compagnies colonelles. Le roi se prononça contre quelques-unes de ces usurpations, de ces intrusions de COLONELLES, qui, un peu plus tard se renouvelèrent et ne furent plus réprimées; de là l'introduction des Compagnies colonelles dans les VERTUES SARDES, et bientôt après dans les autres CORPS de

l'infanterie. — Ces compagnies y apportèrent avec elles le **DRAPPEAU BLANC**, qui continua à être confié à leur garde, comme le signe spécial du **COLONEL GÉNÉRAL**. Ce **DRAPPEAU**, dont l'usage remontait à l'époque où chaque Compagnie colonelle avait le sien, commença alors à être porté à la tête des **RÉGIMENTS D'INFANTERIE**, pour témoigner que la première Compagnie appartenait au **COLONEL GÉNÉRAL**, ou que le chef du corps se regardait lui-même comme un **COLONEL GÉNÉRAL** et s'en attribuait les **PRÉROGATIVES**. — **D'ESTERON**, en 1642, pour distinguer de ces créations nouvelles ses deux vieilles Compagnies colonelles, leur fit prendre le nom de **GARDES DU CORPS**. Lorsque sa charge fut réformée en 1661, les compagnies qu'il avait eues près de sa personne passèrent comme **COLONELLES** dans le **RÉGIMENT-COLONEL-GÉNÉRAL-INFANTERIE**; de là venait que ce corps était le seul qui, légalement, eut deux Compagnies de ce nom. — Par analogie la **CORNETTE** du colonel général donna, dans la **CAVALERIE FRANÇAISE**, à certaines Compagnies le nom de Compagnies colonelles, compagules abolies en 1772 (17 AOÛT). — En vertu de l'ORDONNANCE de 1661 (22 JUILLET) chaque Compagnie colonelle de l'infanterie changea de numéro; elle avait jusque-là été commandée par le **LIEUTENANT-COLONEL**, parce qu'il était censé lieutenant du colonel général. Le colonel général n'existant plus, et **LOUIS QUATORZE** tenant ou à s'approprier les prérogatives de ce grade supprimé, ou à abolir ce qu'il n'en réservait pas pour sa couronne, il créa seconde compagnie et **COMPAGNIE LIEUTENANTE-COLONELLE** l'ancienne Compagnie colonelle; et il créa première compagnie la **COMPAGNIE MESTRE DE CAMP** ou compagnie du chef du régiment. — Dans la GUERRE de 1667 les Compagnies colonelles se rangent comme **COMPAGNIES DE FLANC**. — La **COMPAGNIE MESTRE DE CAMP** est ensuite redevenue Compagnie colonelle; mais la signification du mot n'était plus la même: elle n'impliquait plus l'idée d'une propriété dévolue au colonel général de l'infanterie, mais au contraire d'une propriété concédée en usufruit au colonel du corps. — Quant aux **COLONELS PROPRIÉTAIRES**, ils se regardèrent comme possesseurs à perpétuité de leur Compagnie colonelle, et ils s'y faisaient représenter par le **PREMIER CAPITAINE** du régiment, qui s'appelait **CAPITAINE LIEUTENANT**. Cette compagnie, qui primait les **COMPAGNIES FACTIONNAIRES** ou **COMPAGNIES DU CENTRE**, appartenait au **PREMIER BATAILLON**, que pour cette raison quelques auteurs ont appelé **BATAILLON COLONEL**, de même que l'officier breveté le

moins élevé en grade de la compagnie colonelle s'était jadis appelé **ENSEIGNE COLONEL**. — Une partie de ces usages, inventés par le caprice et la vanité, conservés sans nulle utilité en fait de tactique, et aujourd'hui presque inintelligibles, avaient été imités en certains **SERVICES ÉTRANGERS**; mais les Compagnies colonelles s'y appelaient **COMPAGNIES GÉNÉRALES**. — À la **PAIX D'AI-X-LA-CHAPELLE**, qui termina la GUERRE de 1741, les Compagnies colonelles furent momentanément abolies; jusqu'à cette époque elles étaient les **PREMIÈRES** du régiment, et depuis l'institution des **COMPAGNIES DE GRENAIERS** elles marchaient derrière eux. Cependant il y avait des **COLONELS** qui les plaçaient tantôt en tête, tantôt en queue des bataillons. — **PUYSIEUR** (1748, C) conseille de tenir au contraire les Compagnies colonelles au centre, à l'extrémité des **COMPAGNIES GARDES-DRAPPEAU**. Cet avis prévalut, et le même usage s'étendit aux **COMPAGNIES LIEUTENANTES-COLONELLES**; les unes et les autres, après avoir été supprimées, furent rétablies par l'ORDONNANCE de 1755 (8 MAI). — Les Compagnies colonelles furent des dernières à conserver chacune un nombre de leurs officiers ou **ENSEIGNES**; elles étaient coiffées de casques de cuir au temps où écrivait **POTIER** (1779, X; au mot *ORDONNANCE*). — L'ORDONNANCE D'EXERCICE de 1771 (19 JUIN) donna au lieutenant qui les commandait le nom de **CAPITAINE COMMANDANT**. Elles furent avouées encore par l'ORDONNANCE D'EXERCICE de 1774; à cette époque la Compagnie colonelle était commandée par le sixième **FACTIONNAIRE**. — Les Compagnies colonelles formèrent, dans l'ORDONNANCE D'EXERCICE de 1776 (1^{er} JUIN), le quatrième peloton. — **Saint-Germain** donnait la Compagnie colonelle au colonel en second; le **CONSEIL DE LA GUERRE** cessait en 1788 de comprendre des Compagnies de ce genre dans la composition du **BATAILLON**. — **M. le colonel CARRION** (1824, A) a pensé que l'usage des Compagnies colonelles avait été emprunté des **FRANCS-ARCHERS** de **LOUIS ONZE**, parce qu'en cette espèce de **FRALANGE** de quatorze ou seize mille hommes, chacun des quatre **CAPITAINES EN CHEF**, ayant sous lui sept autres **CAPITAINES**, commandait la première des huit **MÉRARIES**, c'est-à-dire les cinq cents hommes de la tête de la **PETITE FRALANGE** ou **FRALANGE** de quatre mille hommes. Cette supposition est plus ingénieuse qu'exacte; car la formation des compagnies colonelles eut lieu d'abord en dehors des régiments, et leur amalgame dans les régiments a été un effet du hasard, une affaire d'orgueil, un témoignage d'ignorance en fait de tactique et d'administration, et une

violation de toutes les règles d'unité et de centralisation. — La MILIERE ANGLAISE, qui a conservé plus tard que la nôtre les usages nés sous le règne de LOUIS QUATORZE, avait encore au commencement du dix-neuvième siècle des Compagnies colonnelles. Le COMMANDER EN CHEF les a abolies. Quelques renseignements sur ces sujets se trouvent dans DESPAGNAC (t. m, p. 183).

COMPAGNIE COLONELLE DE CAVALERIE.
V. CAVALERIE FRANÇAISE N^o 2. V. COLONELLE.
V. COMPAGNIE COLONELLE. V. CORNETTE DE COLONEL GÉNÉRAL.

COMPAGNIE D'AÉROSTIERS. V. AÉROSTAT.
V. AÉROSTIER.

**COMPAGNIE D'ADMINISTRATION. V. AD-
MINISTRATION MILITAIRE. V. CLAIRON INSTRU-
MENTAL. V. CORPS ADMINISTRATIF.**

COMPAGNIE d'AILE. V. AILE. V. PIVOT
TACTIQUE.

COMPAGNIE D'ARMOISE, V. DANOIS, adj.
V. MAÎTRE D'ARMES, V. MILICE D'ARMOISE n° 1, 6.

**COMPAGNIE D'ARNALETHIERS. V. ARNA-
LETHIER. V. CAPITAINE GÉNÉRAL. V. COMPAGNIE
D'INSTRUMENTS FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V.
GARDE DE PARIS.**

COMPAGNIE D'ARCHERS. V. ARCHER. V.
ARCHER A CHEVAL. V. CAPITAINE D'INFANTERIE
FRANÇAIS DE LIGNE N° 1. V. CAPITAINE GÉNÉRAL.
V. GARDE DE PARIS. V. GARDES DU CORPS
N° 1. V. GRAND PRÉVOY. V. MARÉCHAUSSÉE. V.
PETITE GARDE. V. PRÉVOY D'ARMES.

COMPAGNIE D'ARMES. V. ARMES. V.
CHEVALIER DU MOYEN AGE N° 6. V. COMPAGNON.
V. FRATERNITÉ D'ARMES.

COMPAGNIE (compagnies) d'ARMURIERES d'ARTILLERIE (B. 1). Sorte de COMPAGNIES qui ont existé à plusieurs époques dans l'ARMÉE FRANÇAISE, comme le témoignent M. le général Cotté et les recherches du général Marion (*Journal des Sciences militaires*, 34^e livraison 1881); après avoir été longtemps abolies, il en a été formé comme CORPS RÉCOMPIENTAIRES, par l'ordonnance de 1823 (25 avril), pour le service de l'armée des Pyrénées. — L'ORDONNANCE DE RÉORGANISATION DE 1825 (27 février) reconnaît l'existence de ce genre de COMPAGNIES, mais seulement en temps de guerre, et elle en fixe la force à cent hommes; en 1829 elle est de cent quatre hommes. Il semble fâcheux qu'il n'y ait pas en tout temps des cadres permanents de ces Compagnies.

COMPAGNIE D'ARQUEBUSIERS. V. ARQUE-
BUSIER A CHEVAL. †. ARQUEBUSER A PIED. V.
CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE
N° 1. V. CAPITAINE GÉNÉRAL. V. GARDE DE PARIS,
V. GARDE NATIONALE.

COMPAGNIE D'ARTILLERIE. V. ARMURIER
DE CORPS N° 3. V. ARTILLERIE D'INFANTERIE. V.

ARTILLERIE INDÉPENDANTE. V. BATAILLON D'ARTILLERIE À PIED. V. BATTERIE D'ARTILLERIE. V. BOUCHE À FEU DE COMPAGNIE. V. BRIGADE D'INFANTERIE. V. CAPORAL DE COMPAGNIE D'ARTILLERIE. V. COMPAGNIE DE CLASSEMENT. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE (tablier). V. OFFICIER D'ARTILLERIE. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE N° 1. 2.

COMPAGNIE D'ARTILLERIE A CHEVAL. V.
ARTILLERIE A CHEVAL. V. BATTION D'ARTILLERIE. V. DIVISION DE CAVALERIE.

COMPAGNIE D'ARTILLERIE A PIED. V.
ARTILLERIE A PIED. V. BATTERIE D'ARTILLERIE.

COMPAGNIE D'ARTILLERIE D'INFANTERIE
FRANCO-SUISSE (A, 1), OU COMPAGNIE DE CANONNIERS. Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE de ligne, consistant en une SECTION D'ARTILLERIE, créée en 1816. — Ce genre de compagnie est une institution vicieuse, puisqu'elle n'est pas d'accord avec le système général de la composition de notre INFANTERIE. — L'artillerie d'un régiment suisse est sous les ordres d'un LIEUTENANT, d'un SÉCRÉTAIRE et d'un CHASSEUR; elle sert deux bouches à feu; elle forme un total de trente-neuf hommes y compris son TRAIN.

COMPAGNIE D'ARTILLERIE SÉDENTAIRE.
V. ARTILLERIE SÉDENTAIRE. V. COMPAGNIE SÉ-
DENTAIRE.

COMPAGNIE D'AVENTURE. V. AVENTURE.
V. AVENTURIER. V. COMPAGNIE D'AVENTURIERS.
V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.
V. INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. V. LANGSQUENET.
V. LÉGION DE FRANÇOIS PREMIER. V. MALAN-
DRIE. V. MENAGE. V. PRÊTÔT DES MARÉCHAUX.

COMPAGNIE (compagnies) d'aventuriers (F), ou COMPAGNIE D'AVENTURE ou ROUTIERS. Sorte de COMPAGNIES qui, vers le milieu du treizième siècle, étaient composées, comme le témoinne DAREU, de trente, de quarante, ou de cinquante hommes; en se grossissant successivement, elles ont formé, au milieu du quinzième siècle, des régiments ou même de petites divisions d'armée.

COMPAGNIE DE BATAILLON DE CHASSEURS. V. BATAILLON DE CHASSEURS. V. CHASSEUR A PIED. V. CHASSEUR CARABINIER.

COMPAGNIE de BOMBARDIERS (F). Sorte de COMPAGNIES RÉGIMENTAIRES qui existaient d'abord au nombre de deux, et à part des COMPAGNIES DE CARONNIERS; il en était ainsi, quand LOUIS QUATORZE y adjoignit dix compagnies nouvelles, pour former, en 1684, le RÉGIMENT ROYAL DES BOMBARDIERS.

COMPAGNIE DE CADETS. V. CADÉT. V.
SOUTS-CHEF N° 1.

COMPAGNIE (compagnies) de CANONNIERS (F): Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE. On a d'abord appelé Compagnies

de canonniers des agrégations éventuelles de MAÎTRES CANONNIERS. — On a ensuite désigné par la même dénomination les premières compagnies permanentes créées en 1688 au nombre de six. — Depuis la création des RÉGIMENTS D'ARTILLERIE on a fait usage des mêmes mots, par opposition aux COMPAGNIES DE BOMBARDIERS, DE FUSILIERS, D'OUVRIERS, etc. — Maintenant ces désignations sont inusitées. Dans la GUERRE DE LA RÉVOLUTION on a appelé Compagnies de canonniers volontaires les COMPAGNIES D'ARTILLERIE qui, en certains CORPS D'INFANTERIE, entraient dans la COMPOSITION DU BATAILLON ou de la DEMI-BRIGADE, à l'instar des COULONNIERS PRUSSIENS; elles ont existé dans les RÉGIMENTS DE L'INFANTERIE DE LIGNE et de l'INFANTERIE LÉGÈRE depuis 1792 (29 octobre) jusqu'en l'an six (16 BRUMAIRE et 4 VENTÔSE); elles y manœuvraient des PIÈCES DE BATAILLE. — Les Compagnies de canonniers, rétablies en 1809, ont été abolies après la campagne d'Autriche, 1810 (16 janvier); elles sont devenues l'objet d'un projet nouveau en 1815; il en devait être attaché aux LÉGIONS DÉPARTEMENTALES; mais elles ont été dissoutes aussitôt que créées. — La CAPITULATION SUISSE DE 1816 (JUILLET) renouvelait cette institution vicieuse et tant de fois avortée, en instituant des COMPAGNIES D'ARTILLERIE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE.

COMPAGNIE DE CANONNIERS SÉDENTAIRES.
V. CANONNIERS SÉDENTAIRES.

COMPAGNIE (compagnies) de CARABINIERS (A, 1; F). Sorte de COMPAGNIES considérées ici comme tout à fait distinctes de celles des CARABINIERS A CHEVAL; ce sont des COMPAGNIES D'INFANTERIE LÉGÈRE, qui étaient et sont particulières à l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE; elles entrent dans la COMPOSITION DU BATAILLON, à raison d'une par chacun. Elles existent depuis la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, et sont analogues aux COMPAGNIES DE GRENADIERS de notre INFANTERIE DE BATAILLE. — Les CARABINIERS D'INFANTERIE ont été limités des LÉGIONS ÉTRANGÈRES; le DÉCRET DE L'AN DEUX (9 PLUVIÔSE) en attachait une à chaque BATAILLON D'INFANTERIE LÉGÈRE; ce même système se maintint à la création des DEMI-BRIGADES D'INFANTERIE LÉGÈRE. — Le SCHARO A FLAMME leur a été, dans le principe, affecté. — Le port de la MOUSTACHE était une de leurs distinctions, à laquelle celui de la mèche a succédé, quand la moustache a été permise aux compagnies de centre. — On appelle maintenant Compagnies de carabinières, des COMPAGNIES D'ÉLITE, faute d'un nom plus exact: car leur dénomination est fautive dans notre LANGUE MILITAIRE, puisque non-seulement ces Compagnies ne portent

pas de CARABINIER, mais que celles qui en portaient les ont quittées peu après l'AMBRIGADEMENT. — Si cette arme était donnée aux CARABINIERS, il ne conviendrait pas de les choisir à la taille, comme les GRENADIERS, puisque leur fonction demanderait non des soldats de haute stature, mais des TIRERS adroits, des hommes lestes et propres par leur petite taille à se glisser partout, et à se cacher mieux.

COMPAGNIE DE CARABINIERS A CHEVAL.
V. CARABINIER A CHEVAL. V. COMPAGNIES DE CARABINIERS. V. GROSSE CAVALERIE N° 1.

COMPAGNIE DE CARABINIERS D'INFANTERIE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE (TABL. N° 4). V. CARABINIER D'INFANTERIE. V. COMPAGNIE DE CARABINIERS. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 1. V. MOUSTACHE.

COMPAGNIE DE CARONNE. V. CARONNE.

COMPAGNIE DE CAVALERIE. V. ALBAIN. V. BRIGADE. V. CADET. V. CARONNE. V. CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 5, 7. V. CAVALERIE LÉGÈRE. V. CHEF D'ESCADRON. V. COMPAGNIE COLONELLE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 12. V. COMPOSITION. V. CORNETTE DE CAVALERIE. V. CORNETTE DE COLONEL GÉNÉRAL. V. CORNETTE D'ÉQUIPEMENT. V. CORNETTE IDIOMATIQUE. V. CORNETTE NOTALE. V. DEMI-CUIRASSE. V. ÉCCLÉSIASTIQUE. V. ÉCHELLE TACTIQUE. V. ESCADRON. V. ESCADRON FRANÇAIS N° 2, 3. V. ÉTENDARD. V. GRENADIER A CHEVAL. V. GROSSE CAVALERIE N° 1. V. DUFRENE DE 1688. — 1701 — 1741. — 1823. V. LES ÉQUESTRES. V. MAISON DU ROI N° 2. V. MARÉCHAL-DES-LOGIS D'ARMÉE N° 5. V. MILICE AUTRICHIENNE N° 1. V. MILICE ÉVAÏTIERE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE N° 1, 2. V. RONDAQUE.

COMPAGNIE DE CAVALIERS VÉTÉRANS. V. VÉTÉRAN.

COMPAGNIE DE CENT HOMMES D'ARMES.
V. CENT HOMMES D'ARMES. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 3.

COMPAGNIE DE CENT LANCES. V. CENT LANCES. V. COMPAGNIES DE GENTILHOMMES. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 2. V. GARDE ROYALE N° 1. V. LANCE.

COMPAGNIE DE CENT-SUISSES. V. CENT-SUISSES.

COMPAGNIE (compagnies) de CENTRE (A, 1), ou COMPAGNIE DE FUSILIERS, ou COMPAGNIE DU CENTRE. Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE que la LANGUE MILITAIRE désigne ainsi pour les différencier des COMPAGNIES D'ÉLITE, parce qu'il y a entre elles certaines dissemblances de CAROT, de MARQUES DISTINCTIVES, d'ÉPAULETTES d'habits, d'ÉPAULETTES qui sont ordinairement en DRAP, etc. — La désignation de Compagnie de centes

vaut mieux que l'ancienne dénomination de **SANS COMPAGNIE**, et pourtant le nom a un sens faux, puisque, rigoureusement parlant, il devrait tout au plus entrer dans la composition d'un bataillon une Compagnie du centre : ce serait la **COMPAGNIE GARDIE-DRAPEAU**. — Comme il n'est pas sans intérêt pour l'histoire de l'art de dénouer le fil des abus et des erreurs, il faut dire ce qui a perpétué une locution correcte dans l'origine, mais inexacte depuis un siècle. — De **HENRI QUATRE** jusqu'en 1703, un bataillon d'infanterie française formait d'abord trois et ensuite cinq subdivisions tactiques. La principale était le centre, c'est-à-dire le corps des **PIQUETS**. Les autres fractions se sont nommées, suivant les temps, **CHASSEURS**, **GRENAIERS**, **COMPAGNIES COLONELLES**, **MOUSQUETAIRES**. Voilà pourquoi on disait être du centre, être de la compagnie du centre, pour dire combattre avec les piquets. Mais en 1703, l'adoption générale du fusil et ensuite la suppression des piquets tactiques et l'adjonction, la cohésion des **GRENAIERS** au reste du bataillon eussent dû faire tomber cette expression, que la routine maintint en dépit de la tactique. — L'organisation des Compagnies du centre doit être l'objet d'un autre reproche. Nos régiments d'avancement n'éclaircissent pas la question que voici : ces compagnies sont-elles habiles à fournir aux Compagnies d'élite des caporaux choisis directement dans leurs simples soldats ?

COMPAGNIE (compagnies) de **CHASSEURS D'INFANTERIE FRANÇAISE** (F). Sorte de Compagnies d'infanterie française, dont l'institution est ancienne ; il ne faut pas les confondre avec les Compagnies de chasseurs de l'infanterie légère actuellement existante ; ces dernières ne font pas partie de l'infanterie de bataille, tandis que les autres en faisaient partie. — Un essai de ce genre avait eu lieu de 1725 à 1727, à ce que dit la *Sentinelle* (t. iv, p. 9) ; mais nous n'en avons pas retrouvé les preuves. — Celles qui font l'objet du présent article furent créées, mais sur le papier seulement, en 1771 (19 JUIN). — L'ORDONNANCE DE 1775 (26 AVRIL) et l'INSTRUCTION DE 1775 (30 MAI) mentionnaient leur prochaine organisation et disposaient qu'il en serait attaché une comme Compagnie d'élite à celui des deux bataillons de l'infanterie de bataille de LIONN qui n'avait pas de Compagnie de Grenadiers. — A l'époque du DÉCOULEMENT, l'ORDONNANCE DE 1776 (25 MARS) réalisait le projet de 1771, comme l'indique le TABLEAU DES COMPAGNIES D'INFANTERIE, et SAINT-GERMAIN instituant des chasseurs d'infanterie, en remplacement d'un nombre égal de com-

pagnies de Grenadiers qui venaient d'être supprimées. — Le sort des chasseurs a suivi les changements que la composition et la force des bataillons d'infanterie ont éprouvés. Ces Compagnies à raison d'une par régiment à deux bataillons se composaient, des hommes lestes, vigoureux et bons marcheurs, sans égard pour la taille ; car tels doivent être des chasseurs à pied. Elles s'assimilaient d'abord, pour le complet de guerre et le pied de paix, aux fusiliers ; mais en 1784 elles prirent la même force que les Compagnies de Grenadiers ; furent destinées à faire, en temps de guerre, le même service ; mais comprirent de plus six carabiniers. Comme pelotons, elles faisaient le pendant des Compagnies de Grenadiers. — A raison de l'assimilation des chasseurs aux grenadiers, les Compagnies de chasseurs allaient au drapeau à leur tour ; dans l'une et l'autre de ces Compagnies les SERGENTS-MAJORS étaient nommés suivant des formes parallèles. — Les chasseurs furent supprimés en 1791. — Il fut créé, en l'an huit, des bataillons auxiliaires, où l'on vult repaire une Compagnie de chasseurs. — L'ORDONNANCE DE COMPOSITION DE 1815 essaya d'établir dans les légions départementales et dans la GARDE ROYALE, des Compagnies de chasseurs ; ce projet resta sans résultat.

COMPAGNIE (compagnies) de **CHASSEURS D'INFANTERIE LÉGÈRE** (A, L). Sorte de Compagnies d'infanterie légère qu'il ne faut pas confondre avec les anciennes Compagnies d'élite qu'on nommait compagnies de chasseurs d'infanterie française et qui faisaient partie de l'infanterie de bataille. — Notre infanterie légère a compris des Compagnies qui étaient isolées ou régimentaires ; telles étaient celles qui, en 1792, avaient pour instruments des cornettes, au lieu de tambours. — L'ORDONNANCE DE COMPOSITION DE 1820 nomme Compagnies de chasseurs les Compagnies du centre des régiments d'infanterie légère de LIONN, parce qu'elles font partie des bataillons de chasseurs ; mais ces compagnies ne sont réellement que des fusiliers par rapport à leurs Compagnies de carabiniers.

COMPAGNIE de **CHEVAL-LÉGER**. V. CHEVAL-LÉGER. V. ÉTENDARD. V. GARDES DU CORPS. V. GENDARMERIE DU MOYEN ÂGE. V. MAISON DU ROI N° 1.

COMPAGNIE de **CONRÉTABLER**. V. CONRÉTABLER.

COMPAGNIE (compagnies) de **DÉPÔT** (F). Sorte de Compagnies d'infanterie française qui, en temps de guerre, ont eu, suivant les époques, la destination que les bataillons de dépôt ont eue à d'autres époques.

— Le LIEUTENANT D'ARMEMENT DU RÉGIMENT en faisait partie. — L'ORDONNANCE ROYALE de 1815 (3 AOÛT) institua une COMPAGNIE DE DÉPÔT PAR LÉGION DÉPARTEMENTALE. — L'ORDONNANCE de 1818 (13 MAI) voulait que dans les Compagnies de dépôt un des capitaines fût INSTRUCTEUR, sous les ordres du MAJOR.

COMPAGNIE (compagnies) de DISCIPLINE (term. sous-génér.). Sorte de COMPAGNIES OU CORPS DE PUNITION destinés à recevoir les HOMMES DE TROUPE INCORRIGIBLES, les FAUX INFIRMES, les MUTILÉS VOLONTAIRES. Ces hommes y sont INCORPORÉS, sur une proposition des CONSEILS DE DISCIPLINE transmise aux COMMANDEANTS DE DIVISION TERRITORIALE, OU AUX INSPECTEURS D'ARMES; ceux-ci examinent les propositions, prononcent, et, s'il y a lieu, font diriger le militaire inculpé sur une des Compagnies de discipline que le MINISTRE leur a désignée d'avance. — Les Compagnies de discipline ont été créées dans l'ARMÉE FRANÇAISE par l'ORDONNANCE de 1818 (1^{re} AVRIL), révoquée ensuite par les ORDONNANCES de 1820 (5 JANVIER) et 1831 (7 FÉVRIER); elles ont succédé AUX BATAILLONS COLONIAUX. Elles se divisent en deux CLASSES, l'une de FUSILIERS, l'autre de PIONNIERS. — Les DISCIPLINAIRES sont assujettis à un régime sévère et dont les formes, en quelque sorte ultra-légales, sont en partie déterminées; cependant une CIRCULAIRE de 1818 (5 DÉCEMBRE) regardait les DÉLITS qui s'y commettraient comme de la compétence des CONSEILS PERMANENTS. — Les Compagnies de discipline sont commandées par des chefs tirés de la LIGNE, désignés par les INSPECTEURS GÉNÉRAUX, et passant librement, et sur la demande qu'ils en font, dans ces CORPS spéciaux. Ces OFFICIERS sont au nombre de cinq; les SOUS-OFFICIERS, CAPORAUX, TAMBOURS et OUVRIERS au nombre de vingt-deux; le nombre des SOLDATS n'en saurait être limité. Le total des OFFICIERS était, en 1828, de quarante. — Les SOUS-OFFICIERS de Compagnie de discipline jouissent de la paye, mais non des marques du GRADE SUPÉRIEUR, et, après deux ans de service dans ces CORPS, ils ont le droit de rentrer dans la LIGNE en y prenant réellement le GRADE dont ils avaient les émoluments. — En 1831 (18 MARS), la force de huit Compagnies est de seize cent soixante-quatre hommes. — L'ORDONNANCE de 1832 (3 JUIN) dirigeait sur les bataillons d'Afrique les DISCIPLINAIRES dont la punition expirait. — Un rapport au roi sur la justice militaire témoignait, en 1833, que les Compagnies de discipline étaient presque entièrement recrutées par les ENVOIÉS VOLONTAIRES et les REMPLAÇANTS. — La *Sentinelle de l'Armée* portait, en 1835, la force des douze Compagnies de discipline

à deux mille six cent cinq hommes. — Les ORDONNANCES de 1835 (2 NOVEMBRE) et de 1834 (7 FÉVRIER) et la DÉCISION de 1834 (7 JUILLET) rassemblaient quelques régies touchant ces Compagnies. — L'*Annuaire* de 1837 portait à douze les Compagnies de discipline. — L'ORDONNANCE de 1838 (18 JANVIER) réglait leur composition en OFFICIERS. — Quelques détails à cet égard se trouvent dans le traité du général GIRARDON. — Distinguons les Compagnies de discipline en COMPAGNIES DE FUSILIERS DISCIPLINAIRES et en COMPAGNIES DE PIONNIERS.

COMPAGNIE DE DRAGONS. V. CORNETTE IDIOMATIQUE. V. DRAGON. V. DRAGON FRANÇAIS N° 1. V. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 8. V. GUIDE D'ARMÉE.

COMPAGNIE (compagnies) de PLANC (A, 4; G, 6). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE que quelques AUTRES ont nommées ainsi comme destinées à fermer une des AILES du bataillon. Telles étaient, dans la GUERRE de 1667, les COMPAGNIES COLONNIALES; telles ont été celles des GRENADIERS de la MILICE AUTRICHIENNE, et les première et deuxième de la MILICE ANGLAISE. Ce mot serait préférable à celui de COMPAGNIE D'ÉLITE, terme qui est habituellement juste à l'égard des VOLTIGERS, mais qui ne l'est pas toujours autant à l'égard des GRENADIERS, pour lesquels la taille est souvent le seul motif de choix.

COMPAGNIE DE FRANCS-ARCHERS. V. FRANCS-ARCHER.

COMPAGNIE DE FUSILIERS (A, 4), OU COMPAGNIE DE CENTRE. Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE DE BATAILLE appartenant à l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, et ainsi nommées par opposition AUX COMPAGNIES DU RÉGIMENT DES FUSILIERS DU ROI (c'est-à-dire de l'ARTILLERIE), AUX COMPAGNIES DE GRENADIERS ET AUX COMPAGNIES DE VOLTIGERS. — Dans le dernier siècle, il y était nommé à l'avance et compris des GRENADIERS PORTIERS d'une manière permanente. — Depuis le ministère de GOUVION, en 1815, les Compagnies de fusiliers ont emprunté leur nom de celui de leur CAPITAINE; cet usage, qui rappelait une ancienne prérogative de la NOBLESSE, était peu plausible, puisque la bizarrerie de certains noms propres pourraient jeter du ridicule sur la Compagnie; que dirait-on d'une compagnie qui s'appellerait comme s'appelaient un de nos ministres du temps de la révolution; il vaut bien mieux que le nom des Compagnies soit pris du RICHESSE que le CHIFFRE DU POMON indique, et en y est promptement revenu. — Dans l'INFANTERIE DE BATAILLE les Compagnies sont désignées sous le nom de FUSILIERS; mais dans l'INFANTERIE LÉGÈRE l'usage plus

que la loi a incorrectement dénommé COMPAGNIES DE CRASSEURS les COMPAGNIES DU CENTRE. — Le nombre des Compagnies de fusiliers devait être de huit dans les BATAILLONS de l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, conformément au RÈGLEMENT DE 1791 (1^{re} AOUT); mais, quoique ce règlement eût continué à être en vigueur, ce nombre n'était que de six, conformément à l'ordonnance de 1808. Les législateurs à qui on la devait n'avaient pas entrevu cette incohérence, n'avaient pas compris que les principes de la TACTIQUE se trouvaient remis en question, que la COLONNE D'ATTAQUE ne pouvait plus s'exécuter comme le voulait le RÈGLEMENT, que l'ARMEMENT devait nécessairement prendre une autre forme, etc. — La force numérique des Compagnies de fusiliers n'a pas moins varié que la composition et la force des BATAILLONS, comme le témoigne le TABLEAU DE COMPOSITION de l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. — Les Compagnies de fusiliers ne vont aux DRAPEAUX qu'à défaut de COMPAGNIE D'ÉLITE. — L'ordonnance de 1766 (1^{re} JANVIER) les considérait comme COMPAGNIES-PELTONS; l'ordonnance d'EXERCICE DE 1776 (1^{re} JUIN) comme COMPAGNIES-DIVISIONS, et celle de 1791 comme PELTONS; ce dernier système s'est maintenu. — Dans les BATAILLONS, c'est aux Compagnies de fusiliers seules qu'il peut être attaché des enfants de troupe. — Des CADRES de Compagnies de fusiliers étaient formés en DÉPÔT, en CAS DE GUERRE, par l'ordonnance de 1851 (7 MAI).

COMPAGNIE de FUSILIERS DE GARDE ROYALE. V. COMPAGNIE SÉDENTAIRE. V. FUSILIER DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE n° 2.

COMPAGNIE de FUSILIERS DE LIGNE. V. COMPAGNIE SÉDENTAIRE. V. FUSILIER DE LIGNE. V. GARDE DE DRAPEAU. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. MUSCIEN n° 1.

COMPAGNIE (compagnies) de FUSILIERS D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE (A, 1). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE qui furent créées, à raison de quatre par BATAILLON, en vertu de l'ordonnance de 1816 (18 JUILLET). Elles étaient tirées des COMPAGNIES CANTONALES. — Un esprit de condescendance avait institué cette forme inaccoutumée. Les COMMERCE DE LA GUERRE semblaient s'être complu, sans utilité et sans objet, à se mettre en contradiction non-seulement avec le RÈGLEMENT D'EXERCICE en vigueur, mais avec le système de la COMPOSITION française, qui lui-même était déjà un amas d'incohérences.

COMPAGNIE (compagnies) de FUSILIERS DISCIPLINAIRES (A, 1; C, 5). Sorte de COMPAGNIES DE DISCIPLINE auxquelles il est prêté des

armes pour faire le service. Elles sont au nombre de huit; les FUSILIERS qui en font partie sont assujettis à des corvées plus pénibles que les corvées ordinaires; ils sont susceptibles de rentrer dans les CADRES ACTIFS ou combattants. — Les Compagnies de discipline étaient au nombre de quatre avant 1850, et réparties à Cherbourg, Besançon, Blaye et Arras. Les deux de Cherbourg (une de fusiliers, une de pionniers) ont été incorporées, en 1850 (août), dans le 66^e régiment. — Une ORDONNANCE DE 1852 (20 DÉCEMBRE) créa deux nouvelles Compagnies, et les établit en AFRIQUE. — Deux autres ont encore été créées depuis. Sur ce nombre de huit, sept Compagnies de fusiliers de discipline sont actuellement en AFRIQUE et une est à Besançon.

COMPAGNIE de GARDÉS-CÔTES. V. GARDÉS-CÔTES.

COMPAGNIE de GARDÉS DU CORPS. V. COMPAGNIE DE GENTILSHOMMES. V. COERITTE IDIOLIQUE. V. ENSEIGNE IDIOLIQUE n° 1. V. GARDE DE LA MANCHE. V. GARDE DU CORPS. V. GARDE ÉCOTTAISE. V. GENDARMERIE DU MOYEN ÂGE. V. GÉNÉRALISME. V. GOUVERNEUR. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUYRE n° 5, 4. V. GOUVERNEUR DE PROVINCE. V. MAISON DU ROI n° 4.

COMPAGNIE de GARDÉS FRANÇAISES. V. DRAPEAU D'INFANTERIE. V. GARDÉS FRANÇAISES n° 1, 2, 3, 4. V. GENTILSHOMME A DRAPEAU. V. QUARTIER. V. SALLE D'EXERCICE. V. SERGENT D'ARMES. V. SPECTER MILITAIRE.

COMPAGNIE de GARDÉS NATIONALES. V. BATAILLON DE GARDÉS NATIONALES. V. GARDE NATIONALE.

COMPAGNIE de GARDÉS SUISSES. V. GARDÉS SUISSES. V. GARDÉS DU CORPS.

COMPAGNIE de GENDARMERIE. V. AUMONIER DE CORPS n° 1. V. GENDARMERIE. V. GENDARMERIE DE LA MAISON. V. GENDARMERIE DE LUNEVILLE. V. GENDARMERIE DE POLICE n° 4. V. GUIDON D'ÉQUIPEMENT. V. ORDINAIRE DES GUYRES. V. RÈGLEMENT.

COMPAGNIE (compagnies) de GENTILSHOMMES AU SEC DE COHEN (F). Sorte de COMPAGNIES de l'ancienne MILICE FRANÇAISE qui ont été d'abord au nombre d'une, ensuite de deux, et qui faisaient partie de la GARDE DU SOUVERAIN. — LOUIS ORRÉ, en 1474 (4 septembre), créa une de ces compagnies; il la composa de ses pensionnaires ou ayant bonche à la cour; c'était le nom alors donné aux commensaux de la maison; il la désigna prolixe ment sous le nom de COMPAGNIE DE CENT LANCES des GENTILSHOMMES de la MAISON DU ROI pour la garde de son corps. AUCOUTIN prétend (I. 1, p. 590) que c'était une INFANTERIE NOBLE; tout prouve pourtant qu'elle

était une COMPAGNIE moniée. — Chaque homme d'armes de cette Compagnie avait deux archers, qu'il équipait, montait et entretenait sur sa solde; ces archers formaient corps à part, en 1475, sous le nom de PETITE GARDE DU CORPS; ainsi il y avait la GRANDE GARDE DU CORPS, par opposition aux archers du corps. — On a nommé aussi cette GRANDE GARDE les CENT LANCES DES GENTILSHOMMES DE L'HOTEL DU ROI. — Il paraît que, dès 1494, il y avait deux Compagnies, ou qu'on regardait comme seconde Compagnie la PETITE GARDE. — La lance était une arme trop incommode pour le service des appartements, ces GENTILSHOMMES la quittèrent pour la hache d'armes, ou la masse d'armes. CHARLES RUTCRÉN, en 1498, une seconde Compagnie de GENTILSHOMMES sous le nom d'EXTRAORDINAIRES, par opposition à l'autre Compagnie qui s'appelait ORDINAIRE; et cette dernière dénomination fut conservée à ces bandes, jusqu'en 1570. Chacune des deux Compagnies porta également alors le nom des cent GENTILSHOMMES ORDINAIRES. — Sous FRANÇOIS PREMIER, ces deux Compagnies étaient deux véritables régiments, puisque FLEURBAEUS nous apprend ce qui suit : *Je vous assure que c'est une merveilleuse bande, car il y a deux bandes, quatorze ou quinze cents chevaux combattants, etc.* — Ceci tenait aux usages des COMPAGNIES D'ORDONNANCE, c'est-à-dire que chaque GENTILHOMME se faisait suivre d'ARCHERS ou de VALETS, et que quantité de nobles se rangeaient sous les mêmes drapeaux à titre de VOLONTAIRES. — COMMINES nous apprend que, depuis LOUIS ONZE et bien plus tard, la paye des GENTILSHOMMES avait toujours été de vingt écus par mois; aussi plusieurs chroniques se servent-elles de l'expression GENTILSHOMMES DES VINGT ÉCUS, ou aux vingt écus. — Les CAPITAINES de ces Compagnies étaient de grands seigneurs, et jouissaient des deux mille livres d'état, c'est-à-dire d'appointements. — Les Compagnies prirent, en 1564, sous CHARLES NEUF, le titre de GENTILSHOMMES AU REC DE CORBIN. Sous HENRI TROIS ces Compagnies formaient une espèce de GENS D'ARMES dont on nommait HOMMES D'ARMES les soldats. — Il ne faut pas confondre les CENT LANCES avec la Compagnie des quarante-cinq GENTILSHOMMES, qui était une troupe plus intime, plus dans la familiarité du roi. Ce furent ces familiers qui égorgèrent le duc de GUISE, mais qui hésitèrent un instant à massacrer le cardinal de GUISE, parce qu'il était prêtre : ce léger scrupule fut levé au moyen de quatre cents écus d'or. Cette garde des quarante-cinq n'eut qu'une courte durée. — HENRI QUATRE suspectant la fidélité des GENTIL-

HOMMES AU REC DE CORBIN, dont une partie inclinait pour les ligueurs, ne les employa pas auprès de sa personne. — LOUIS TREIZE supprime, en 1629 (21 mai), les deux Compagnies de gentilshommes. LOUIS QUATORZE les rétablit dans sa maison militaire par ORDONNANCE DE 1645 (4 SEPTEMBRE) et par la DÉCLARATION DE 1649 (25 SEPTEMBRE). On les voit, en 1660, assister à la cérémonie du mariage. — La seconde Compagnie fut dissoute en 1688 (28 juin); l'autre, qui avait eu pour premier CAPITAINE, en 1474, Hector GAILLARD illustre dans nos jeux de cartes sous le nom de Hector valet de carreau, eut LACUEN pour CAPITAINE dernier en date, et a été abolie sous LOUIS QUINZE, en 1724 (septembre). — POTIER (1779, X) dit cependant que, sous LOUIS QUINZE, des GENTILSHOMMES AU REC DE CORBIN existaient nominativement encore, mais n'étaient plus militaires; des ROTURIERS achetaient des EMPLOIS de gardes en cette Compagnie, pour être exemptés de la taille. — AUDOUIN, BOULLIER, DANIEL (1724, A), LACHESNAIR (1758, I), ont traité de ces détails.

COMPAGNIE DE GRENADIERS DE GARDE ROYALE. V. GRENADEUR DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE N° 2.

COMPAGNIE (compagnies) de GRENADEURS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE (A, 1). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE DE BATAILLE, appartenant à l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, et ainsi nommées par opposition aux COMPAGNIES DE CHASSEURS, DE FUSILIERS, DE VOLTEURS. — Les Compagnies de grenadiers comptent comme COMPAGNIES D'ÉLITE dans la composition des bataillons; elles sont analogues à ce qu'étaient les cohortes milliaires à l'égard de la légion romaine. — Il n'y a des Compagnies de grenadiers que dans l'INFANTERIE DE BATAILLE, puisque dans l'INFANTERIE LÉGÈRE les compagnies qui répondent à celles-ci se nomment COMPAGNIES DE CARABINIERS. — Les Compagnies de grenadiers vont être considérées sous les rapports suivants : CRÉATION, DÉNOMINATION, FORCE, NOMBRE, UNIFORME, LOCALISATION, PRÉROGATIVES, TACTIQUE. — N° 1. CRÉATION. — La création des grenadiers est liée de 1667 à 1670, ou plutôt le nom nouveau que prirent les ENFANTS PERDUS se rattache aux années 1667 et 1670; mais ce fut de 1670 à 1672 que ces grenadiers furent assemblés en Compagnies, dans lesquelles s'amaigrèrent les GRENADEURS DES MOUSQUETAIRES À FIED, c'est-à-dire les quatre ou six GRENADEURS reconnus dans chaque COMPAGNIE de fantassins armée de MOUSQUETS. — Il fut d'abord créé une Compagnie de ce genre dans le RÉGIMENT DU ROI, en 1670, puis ensuite dans les trente

RÉGIMENTS D'INFANTERIE FRANÇAISE, alors nommés RÉGIMENTS DE CAMPAGNE. Peu après il fut institué une seconde Compagnie de grenadiers dans les seconds bataillons de ces régiments, et enfin il y eut des Compagnies de grenadiers dans tous les régiments d'infanterie, même dans ceux de milice; ces derniers formèrent les GRENADIERS ROYAUX. — Les Compagnies de grenadiers ont, dans le principe, été commandées par le plus ancien capitaine; mais on reconnut ensuite que ce poste demandait plutôt de l'agilité et de la vigueur; alors un âge d'aptitude fut déterminé. — Les places de lieutenants et de sous-lieutenants de grenadiers étaient dévolues aux officiers de fortune. — Les Compagnies de grenadiers des régiments d'infanterie de ligne, qui furent licenciées en 1748, formèrent les GRENADIERS DE FRANCE. — Le SERGENT-MAJOR, quand ce grade commença à exister, ne put être pris que parmi les SERGENTS-MAJORS DE FUSILIERS. — L'ORDONNANCE DE 1818 (2 AOUT, ART. 209) reproduisant les dispositions de celle de 1788 (1^{ER} JUILLET) voulait que les sous-officiers et caporaux de grenadiers fussent au choix du colonel, et qu'il les tirât des sous-officiers et caporaux des autres compagnies. — N° 2 DÉNOMINATION. — Une coutume vicieuse et des règles blâmables ont longtemps sacrifié l'ancienneté de la Compagnie à l'ancienneté du capitaine; c'était à raison de la primauté du chef que ces Compagnies s'appelaient PREMIÈRE, SECONDE DE GRENADIERS, etc. Ce mode, tout féodal, n'a jamais rien valu, ne fût-ce qu'à raison du déplacement qui a lieu, dans l'ordre numérique, à chaque changement de chef; un individu périt, mais une Compagnie ne meurt pas; ainsi c'est à l'ancienneté de celle-ci qu'il faut attacher de l'importance. Au contraire, quand les mutations et les événements de guerre venaient à frapper les capitaines, il en résultait de perpétuels changements de dénomination. — Sous la république, le consulat et l'empire, il a été d'usage d'appeler PREMIER ou SECONDE les Compagnies de grenadiers suivant le numéro du BATAILLON auquel elles appartenaient, et non suivant le rang du capitaine qui les commandait : c'est la seule méthode raisonnable; ce n'est pas à un capitaine à faire l'honneur de sa Compagnie, c'est à lui à se faire honneur de sa Compagnie. — N° 3. FORCE, NOMBRE. — A l'égard des temps anciens un aperçu de cette force est donné à l'article COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. — L'ORDONNANCE DE 1762 (10 DÉCEMBRE) mettait les Compagnies de grenadiers à quarante soldats, un capitaine, un lieutenant, un sous-

lieutenant, un fourrier, deux sergents, quatre caporaux, quatre appointés et un tambour. Sauf des variétés d'effectif, le fond de cette règle fut maintenu par les ordonnances de 1771 (19 JUIN) et de 1775 (36 AVRIL). — SAINT-GERMAIN ne conserva qu'une Compagnie de grenadiers par régiment, au lieu d'une par bataillon : il en augmenta la force, et l'ORDONNANCE DE 1776 (25 MARS) l'accrut de plus du double, à l'instar des Compagnies de grenadiers de Frédéric deux et de celles de la milice autrichienne; mais, comme en France les courtisans et les coteries croisent toutes les mesures générales, dérangeant toute uniformité, le RÉGIMENT DES GARDES et les CORPS FRANCO-ÉTRANGERS offraient des exceptions de toute espèce en fait de grenadiers. — L'ORDONNANCE DE 1784 (12 JUILLET) en restreignit la force. — L'ORDONNANCE DE 1785 (12 MAI) reconnaissait, par RÉGIMENT DE DEUX BATAILLONS, une Compagnie de grenadiers de quatre-vingt-seize hommes; elle avait deux capitaines, deux lieutenants, deux sous-lieutenants, un sergent-major, un fourrier, cinq sergents, dix caporaux, dix appointés, deux tambours. — L'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS) portait, en TEMPS DE PAIX, les Compagnies de grenadiers à soixante-quatorze, au total cent quatre; elles augmentaient de six au PREMIER PIED DE GUERRE, et encore de six au SECOND PIED DE GUERRE; elles devaient être composées des soldats les plus beaux et les meilleurs, ayant servi deux ans en TEMPS DE PAIX, un an en TEMPS DE GUERRE. — La nécessité de donner, dans un régiment, un contre-poids tactique aux grenadiers donna naissance, vers 1771, aux COMPAGNIES DE CHASSEURS, qu'on attacha à celui des BATAILLONS qui n'avait pas de Compagnie de grenadiers. — Cette institution dura peu, et en 1784 il fut rétabli une Compagnie de grenadiers par chaque BATAILLON; c'était une faute, parce qu'on ne peut tirer un grenadier que de seize ou de vingt hommes, et non de huit. — Le DÉCRET DE L'AN DEUX (2 FÉVRIER) prescrivait, comme il suit, la formation des grenadiers : trois officiers, un sergent-major, quatre sergents, un caporal fourrier, huit caporaux, soixante-quatre grenadiers, deux tambours; total quatre-vingts. — Ainsi les ESCOUADRES, les FILES, les Compagnies ont varié sans cesse, comme tout le reste de la COMPOSITION. — En 1812, les Compagnies étaient de cent quarante hommes. Ils étaient grenadiers par le cœur, ils ne l'étaient plus par la taille. — TURPIN (1757, K) a posé un principe sage, mais peu praticable : c'est que les Compagnies de grenadiers ne doivent pas être soumises au jeu et aux varia-

tions du *PIED DE PAIX* et du *PIED DE GUERRE* ; mais que leur force doit être de tout temps égale à la force qu'elles doivent avoir à leur entrée en campagne, parce que d'une recrue on fait un soldat, mais qu'on ne fait pas toujours d'un soldat un *GRENADEUR*. C'est par une conséquence de ce principe qu'un usage de tous les temps avait voulu que les Compagnies de grenadiers fussent tenues complètes, et que, dans le cas de l'absence d'un *GRENADEUR*, il fût pourvu éventuellement à son remplacement au moyen d'un *POSTICHE*. — N° 4. *UNIFORME*. — Les grenadiers ont été originairement destinés à jeter des *GRENADES* à MAIN ; car telle était la manière de combattre des *ENFANTS PERDUS*, auxquels ils succéderaient. A raison de l'espèce de cette arme, il fut donné aux *GRENADEURS* une espèce de *GIBBERNE* nommée *GRENADEIERE*, c'est-à-dire *SAC A GRENADES*. Ils le portaient sur la hanche gauche, du temps de *MANESSON* (1685, A). Il paraît que, du temps de *BOTTÉ* (1750, B), ils le portaient sur la hanche droite. Ce sac contenait dix ou douze *GRENADES*. — De tout temps les grenadiers eurent le *FUSIL A RAISONNATE*, et il n'y avait d'abord qu'eux, dans l'*INFANTERIE*, à qui cette arme fût affectée. Ils furent en outre pourvus d'une petite hache destinée à briser les portes de fortifications, et à trancher les palissades ; ils eurent ensuite un *SABRE* et l'ont conservé au temps même où les *HOMMES DE TROUPE* des autres compagnies avaient l'épée. — Ils ont porté depuis le milieu du dernier siècle des *BONNETS A CORDEAU*. — *BONAPARTE* eut un instant une volonté sans résultat : c'était de donner à ses *GRENADERS* un *VIC-ROYAU* au lieu d'un *SAQUET*. — L'uniforme des Compagnies de grenadiers a différé de nos jours de celui des autres compagnies d'élite par certaines distinctions, telles que les *GRENADES DE RETROUVERTE*, la couleur du *POMPOU*, des *ÉPAULETTES*, et quelque temps le droit de porter la *Moustache*. — N° 5. *LOCALISATION, PRÉROGATIVES*. — Les Compagnies de grenadiers ont de tout temps précédé la compagnie *COLONELLE* et marché à la tête de leur bataillon. — L'instruction de 1774 (11 juin) mettait les grenadiers des bataillons impériaux à la droite du bataillon, les grenadiers des bataillons pairs à la gauche du bataillon. — En temps de guerre, les grenadiers des bataillons de garnison les quittaient pour passer aux bataillons de guerre. — Depuis la guerre de 1756, on a commencé à former en campagne des Compagnies de grenadiers en bataillon de *GRENADEURS* ; c'était une imitation des usages de *FABRICIUS DEUX*, et le maréchal de *BAGQUE* avait, pendant cette guerre, associé

ainsi ses *GRENADERS* avec ses *CHASSEURS D'INFANTERIE*. — L'ordonnance de 1799 (12 août) voulait que, du jour où les brigades faisaient partie d'un camp ou cantonnement, les grenadiers et chasseurs fussent formés en bataillon ; mais, à moins qu'ils ne fussent détachés, chaque Compagnie campait sur le flanc de son bataillon. Lorsqu'ils étaient détachés, chaque compagnie de *GRENADEURS* et de *CHASSEURS* formait division l'une avec l'autre. Lorsqu'ils étaient sur bataillon les grenadiers devaient, en cantonnement, être logés aux avenues du quartier du bataillon. — Au camp, les tentes des *GRENADEURS* ouvrent sur une grande rue et sur un intervalle. — Les *GRENADEURS*, en outre de certains avantages uniquement pécuniaires, avaient la prérogative d'aller aux drapeaux à tour de rôle, de fournir certaines *SENTINELLES D'ÉLITE*, de prendre le pas aux distributions, d'être exempts du *CORVÉE GÉNÉRALE*, de fournir dans les garnisons la garde de la place, de devant les jours d'action le refuge où venaient combattre les *DRAGONS DÉMONTÉS*, etc. — N° 6. *TACTIQUE*. — La création des Compagnies de grenadiers modifia sensiblement la tactique des autres compagnies du bataillon et la manière d'employer les *PIQUETS*. — Dans la guerre de 1667, ils ne formaient encore que des compagnies provisoires, qui, dans l'ordre de bataille, n'étaient pas adhérentes au bataillon, et qui, dans l'ordre de colonne, en formaient l'avant-garde. — Les grenadiers étaient en compagnies permanentes dans la guerre de 1672. — Les grenadiers devinrent, en ordre de bataille, une des ailes du bataillon, et par suite de cette circonstance le besoin d'une masse qui leur servît de contre-poids fit inventer le *PIQUET*, qui, comme eux, mais du côté opposé, se tenait à quelque distance du gros du bataillon. Il en fut ainsi jusqu'au temps de *PUYSEUR* (1748, C) et de *MAURICE DE SAXE* (1757, A) ; ces écrivains prennent le soin de nous l'apprendre. — La Compagnie de grenadiers sera ensuite sans intervalles vers la garde du drapeau et le *PIQUET* fut abol. Ainsi, conformément à l'ordonnance de 1750 (7 mai), quand plusieurs bataillons sont en bataille, les *GRENADEURS* du bataillon de gauche forment l'aile gauche, ayant le capitaine de *GRENADEURS* à l'extrémité gauche. — L'ordonnance de 1771 (19 juin) voulait que, sur le terrain, chaque escouade de grenadiers fût rangée ou formée en quatre files ; c'était une exception par rapport aux autres compagnies. — L'instruction de 1774 (11 juin) dérangea toutes ces combinaisons, et forma les grenadiers à l'ordinaire, par rang de tables de droite à gauche. — Le

RÈGLEMENT DE 1791 (1^{er} AOÛT) voulait que les deux Compagnies de grenadiers se joignissent lorsque le RÉGIMENT manœuvrait réuni. Ce précepte, auquel on ne s'est pas conformé, avait été posé dans la supposition tacite que la COMPOSITION constitutive resterait telle qu'elle était, c'est-à-dire que les RÉGIMENTS continueraient à être à deux BATAILLONS; mais quand les BATAILLONS isolés ou régimentaires ont été créés, quand le nombre des BATAILLONS a varié dans les RÉGIMENTS, quand il a été de trois dans les DEMI-REGIMENTS, ce précepte, originellement bon, mais qui était trop positif et sans élasticité, est devenu défectueux et faux: c'est ce que les rédacteurs de l'ordonnance auraient dû prévoir. L'incertitude de la règle faisait douter de la vraie place que devait occuper la GARDE DU BEAUFEAU. — Conformément au même RÈGLEMENT, les Compagnies de grenadiers étaient, suivant les cas, COMPAGNIE-PELTON ou COMPAGNIE-DIVISION. Comme Compagnies en dehors du nombre pair ou carré, elles avaient une place particulière dans l'ordre en carré. — Par suite d'un vicieux système de COMPOSITION, puisqu'il n'était pas en harmonie avec le RÈGLEMENT DE 1791, les Compagnies de grenadiers étaient, depuis le DÉCRET DE 1808 (18 FÉVRIER), quant à l'ENDIVISIONNEMENT, assimilées aux COMPAGNIES DE FUSILIERS; ainsi elles n'étaient que COMPAGNIE-PELTON, cessaient d'être COMPAGNIE-DIVISION, et s'endivisionnaient avec la première COMPAGNIE du centre. Les législateurs irrésolus, qui en ont ainsi décidé, n'ont pas aperçu et prévu qu'en temps de GUERRE les Compagnies de grenadiers peuvent être fréquemment éloignées, indépendantes, détachées, et que par conséquent tout le système d'ENDIVISIONNEMENT en sera troublé, que toute l'ordonnance des BATAILLONS en sera brisée; que quand, au CAMP, les Compagnies de grenadiers quitteront le gros du BATAILLON pour entreprendre une MARCHÉ, se porter à un coup de main, la première COMPAGNIE de FUSILIERS deviendra s'endivisionner boîteuse, parce qu'elle ne saura plus avec qui s'endivisionner. Des écarts de cette nature rappellent les continuel étonnements qui ont eu lieu pendant la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, et elles sont un des vestiges des MINUTIERS de 1814, 1815, 1816. — L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) les considère, dans la formation tactique, comme premier peloton; elle a fait une règle de ce qui était une faute. —

COMPAGNIE DE GRENAIERS D'INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE N° 2. V. GRENAIERS D'INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE N° 2.

COMPAGNIE DE GRENAIERS D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. GARDE ROYALE N° 2. V. GRENAIERS.

COMPAGNIE DE GROSSE CAVALERIE. V. CARABINIER A CHEVAL. V. GROSSE CAVALERIE N° 1.

COMPAGNIE DE GUIDES. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 6. V. GÉNÉRAL EN CHEF N° 2. V. GRENAIERS. V. GUIDE. V. GUIDE D'ARMÉE. V. GUIDE DE ROUTE. V. GUIDE D'ÉTAT-MAJOR.

COMPAGNIE DE HUSSARDS. V. HUSSARD; Id. N° 1, 2, 4. V. COMPAGNIE RÉGIMENTAIRE.

COMPAGNIE DE LANCES. V. RANDEROLE DE CAVALERIE. V. LANCÉ. V. LANCÉ A MAIN. V. LANCÉ IMPROPRE. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2, 4.

COMPAGNIE DE LANCERS. V. LANCIER.

COMPAGNIE DE LÉGION. V. LÉGION. V. LÉGION DE HENRI DEUX. V. LÉGION DE LOUIS QUINZE. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1.

COMPAGNIE DE MACHAÛSSÉE. V. EXEMPT. V. MACHAÛSSÉE. V. PRÉVOT DES MACHAÛS.

COMPAGNIE DE MINES. V. ARTILLERIE MINÉRIQUE. V. GÉNIE MINÉRIQUE N° 1, 3. V. MINEUR. V. MINEUR FRANÇAIS. V. MINEUR INDÉPENDANT.

COMPAGNIE DE MORTES-PAYES. V. CITADELLE. V. MORT-PAYE.

COMPAGNIE DE MOUSQUETAIRES. V. CARABIN. V. CAVALERIE LÉGÈRE. V. GARDE DU CORPS. V. GRENAIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. MAÛTOIS. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1775. V. MOUSQUETAIRE. V. MOUSQUETAIRE A PIED. V. MOUSQUETAIRE DE LA GARDE. V. PIQUET TACTIQUE.

COMPAGNIE DE MULETS. V. MULET. V. MULET DE RAT.

COMPAGNIE DE NAGHERS. V. NAGHER. V. NATATION.

COMPAGNIE DE PAROISSA. V. BANNIÈRE PAROISSIALE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. INFANTERIE COMMUNALE. V. GARDE NATIONALE. V. MOBIL. V. PAROISSA.

COMPAGNIE DE PIONNIERS. V. ART MILITAIRE DE TERRE. V. COMPAGNIE DE DISCIPLINE. V. MILICE PRUSSIENNE N° 2. V. PIONNIER.

COMPAGNIE (compagnies) DE PIONNIERS DISCIPLINAIRES (A, 1; C, 5). Sorte de COMPAGNIES DE DISCIPLINE qui ont été créées par DÉCRET DE 1806 (12 MARS); elles étaient rigide-ment tenues; elles recevaient les JEUNES SOLDATS coupables de MUTILATION VOLONTAIRE et les militaires renvoyés de leur corps comme incorrigibles et livrés aux désordres entretenus par la paresse, l'abstention et la déobéissance. — Il ne leur est délivré que

des outils, mais point d'armes; on les occupe aux corvées de l'artillerie et du génie. — Les compagnies de pionniers sont au nombre de quatre; elles étaient avant 1830 réparties à Cherbourg, Besançon, Oleron et Béthune; trois sont maintenant établies en Afrique, et une à Navarrelins.

COMPAGNIE DE PIQUIERS. V. HAUSSE-COL. V. PIQUIER.

COMPAGNIE DE PONTONNIERS. V. BATAILLON DE PONTONNIERS. V. PONTONNIER.

COMPAGNIE DE PUISSILES. V. PUISSILE N° 2.

COMPAGNIE DE PULVIERES. V. MILICE BELGIQUE. V. RAQUETIER.

COMPAGNIE DE RÉGIMENT. V. RÉGIMENT. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 2. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE EN LIGNE N° 4.

COMPAGNIE DE REMPLACEMENT. V. COMPAGNIE AUXILIAIRE. V. REMPLACEMENT.

COMPAGNIE (compagnies) de RÉSERVE (R), ou COMPAGNIE DÉPARTEMENTALE. Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE qui composaient une GARDE URBAINE dont le PRÉFET du département avait à quelques égards la disposition. Ces Compagnies, créées en l'an treize, ont été tout à tour supprimées et rétablies par les ORDONNANCES de 1815 (23 NOVEMBRE), de 1816 (9 JANVIER), de 1831 (16 OCTOBRE).

COMPAGNIE DE ROSE COURTE. V. MARÉCHALISSE. V. ROSE COURTE.

COMPAGNIE DE ROUTIER. V. ROUTIER.

COMPAGNIE DE SABLEURS. V. BATAILLON D'ARTILLERIE. V. OUTIL DE CAMPAGNE. V. PELLE DE CAMPAGNE. V. SABLEUR. V. SABLEUR DU GÉNIE.

COMPAGNIE DE SAUVEGARDES. V. SAUVEGARDE.

COMPAGNIE DE SCHLAGUEURS. V. SCHLAGUEUR. V. SCHLAGUEUR.

COMPAGNIE DE SERGENTS. V. SERGENT. V. SERGENT D'ARMES.

COMPAGNIE DE SOLDATS D'ADMINISTRATION. V. ART MILITAIRE DE TERRE. V. DOULANGER MILITAIRE. V. SOLDAT D'ADMINISTRATION.

COMPAGNIE DE SOLDATS D'AMBULANCE. V. INFIRMIER. V. INFIRMIER INDIGÈNE. V. SOLDAT D'AMBULANCE.

COMPAGNIE DE SOUS-OFFICIERS EN GARDE ROYALE. V. COMPAGNIE SÉDENTAIRE. V. SOUS-OFFICIER DE GARDE ROYALE.

COMPAGNIE DE SOUS-OFFICIERS DE LIGNE. V. COMPAGNIE SÉDENTAIRE. V. SOUS-OFFICIER DE LIGNE.

COMPAGNIE DE SOUS-OFFICIERS SÉDENTAIRES. V. SOUS-OFFICIER SÉDENTAIRE.

COMPAGNIE DE SUBSISTANCES. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

COMPAGNIE DE TRABAUX. V. TRAVAIL.

COMPAGNIE DE TRAI. V. SUCRUMÉRAIRE. V. TRAI DES ÉQUIPAGES.

COMPAGNIE DE VÉTÉRANS. V. AGREGATION RÉGIMENTAIRE (tableau). V. CHEF DE CORPS. V. COMPAGNIE SÉDENTAIRE. V. VÉTÉRANS. V. VÉTÉRANS DÉPARTEMENTAUX.

COMPAGNIE DE VOLTEIGEURS DE BATAILLE (A). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE DE BATAILLE qui ont été modelées sur les COMPAGNIES DE VOLTEIGEURS DE L'INFANTERIE LÉGÈRE, et qui n'en diffèrent que par certains effets d'uniforme. Leur création date de l'an treize (2^e COMPLÉMENTAIRE). — L'ORDONNANCE de 1831 (4 MARS) les considère, ainsi que celles de l'infanterie légère, comme huitième peloton. La plupart des MILICES ÉTRANGÈRES n'en ont point; un des RANGS de leur INFANTERIE y supplée.

COMPAGNIE (compagnies) de VOLTEIGEURS D'INFANTERIE LÉGÈRE (A, 1; G). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE LÉGÈRE que la LANGUE MILITAIRE a nommées ainsi par opposition AUX COMPAGNIES DE FUSILIERS, DE GRENADEIERS et DE VOLTEIGEURS DE L'INFANTERIE DE BATAILLE; elles comptent au nombre des COMPAGNIES D'ÉLITE. — Il convient de considérer une Compagnie de volteigurs à raison des rapports ci-après : CRÉATION, DÉNOMINATION, LOCALISATION, TACTIQUE. — N° 1. CRÉATION. — Les Compagnies de volteigurs furent créées par l'ARRÊTÉ de l'an douze (22 VENTÔSE); cette innovation apporta un changement notable dans la COMPOSITION et la FORCE des BATAILLONS, dans la PROPORTION de leurs DIVISIONS, dans les DISPOSITIONS législatives touchant la TAILLE des MILITAIRES.

Le but du gouvernement était d'exempter du SERVICE CONSCRIPTIF le moins possible de Français, et de comprendre même, dans les APPELS, les classes d'hommes de la plus faible TAILLE. De là l'invention des VOLTEIGEURS qui était une amorce pour la vanité des nains, un encouragement pour leur faiblesse, une pensée politique. Cet essai, coûteux pour la population, a eu pour l'armée de brillants résultats. Ceux de ces petits hommes qui ont résisté aux fatigues d'un métier qui semblait au-dessus de leurs forces ont fait merveille. Le parallèle, ou plutôt la rivalité établie entre eux et les GRENADEIERS, la disproportion de TAILLE qu'il fallait faire oublier, souvent les avantages et la solidité d'une constitution trapue, la part de courage et d'énergie sous une moindre masse, tout en a fait des héros. — N° 2. DÉNOMINATION. — La dénomination de VOLTEIGEURS donnée aux Compagnies signifiait-elle que les SOLDATS qui les composaient pratiquaient une TACTIQUE particulière et s'exerceraient à la VOLTEIGE ?

cheval? on bien donnait-elle à entendre qu'ils devaient être les vœux de leurs hôtes et voltiger à l'entour du corps, comme faisaient autrefois les ARMÉS À LA LÉGÈRE? — Il n'existe pas de témoignage précis qui constate qu'elle était l'intention du législateur; il voulait, il est vrai, par le texte de l'ordonnance de création, que les voltigeurs montassent au besoin en croupe derrière des cavaliers, mais cela ne s'est presque jamais fait, et n'est guère praticable. — N° 3. LOCALISATION. — Les Compagnies de voltigeurs ont d'abord pris rang dans l'ORDRE DE BATAILLE, après la seconde COMPAGNIE DU BATAILLON. Il serait impossible de dire pourquoi cette place leur était donnée plutôt qu'une autre : le choix en était bizarre. — Elles sont devenues COMPAGNIE DE FLANC, et depuis l'INSTRUCTION DE 1815 (5 SEPTEMBRE) elles ont fermé la gauche du FRONT DU BATAILLON; elles occupent cette place plus convenablement que celle qu'elles tenaient auparavant; cependant le reproche qu'on peut adresser aux institutions qui régissent les GRENADIERS et à leur ENDIVISIONNEMENT peut s'appliquer aux VOLTIGEURS; le vice est le même. — Les TENTES DE VOLTIGEURS ouvrent comme celles de GRENADIERS, c'est-à-dire sur une grande rue et sur un intervalle. — N° 4. TACTIQUE. — Le SERVICE DES VOLTIGEURS EN TEMPS DE GUERRE rappelle celui des ENFANTS PERDUS. — Le décret d'institution voulait qu'en certaines circonstances ils fussent transportés par la CAVALERIE; mais des MARCHES EN CROUPE furent essayées comme manœuvres d'esplanade et peu pratiquées comme OPÉRATIONS DE GUERRE. — Le FRONT d'une Compagnie de voltigeurs qui serait de treize à quatorze FILES est égal à celui d'une COMPAGNIE DE GRENADIERS qui serait de douze FILES. — Dans les campagnes où les VOLTIGEURS ont figuré, ces Compagnies ont chicané l'ENNEMI, engagé le COMBAT, gravi les monts, traversé les fleuves, agi, soit comme ÉCLAIREURS, soit comme FLANQUEURS; on les a même vus COMBATTRE ou FAIRE FERME comme RÉSERVE quand la circonstance le voulait. — En mille occasions tel CAPITAINE DE VOLTIGEUR, livré à ses seules inspirations, est devenu comme un GÉNÉRAL DE PARTISANS. — EN TEMPS DE PAIX, les Compagnies de voltigeurs ont été conservées inutilement et dispendieusement. Elles sont inutiles puisque l'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) voulait que toutes apprissent également le SERVICE DE TIRAILLEURS, ainsi elles ne reçoivent pas une éducation spéciale et différente de celle des autres compagnies, comme cela eût dû être. Elles occasionnent de faibles dissemblances dans le costume et l'armement. Elles sont sans objet et trou-

blent même les principes de tactique du RÉGLEMENT D'EXERCICE; leur existence renverse les anciennes et sages idées attachées au mot DIVISION DE BATAILLON. — Leur conservation prouve qu'on veut continuer à recruter l'infanterie parmi des hommes d'une espèce trop faible. Leur présence sous les drapeaux est sans intérêt pour le temps présent et sans utilité pour l'avenir, depuis qu'en dépit des formes de leur service naturel, on les forme en division en les accolant à une COMPAGNIE DU CENTRE. — Les Compagnies de voltigeurs sont dispendieusement conservées, puisqu'elles coûtent plus cher que les FUSILIERS, qui pourtant font le même service qu'elles, sauf la prérogative d'ALLER AUX DRAPEAUX et sauf la vaine différence des SONNERIES DE CORNETS ou de CLAIRONS. — Ces réflexions expliquent pourquoi les PEUPLES ÉTRANGÈRES n'ont que sous d'autres formes tactiques et sous un autre nom, des SOLDATS analogues à NOS VOLTIGEURS D'INFANTERIE. Le temps est passé où le MILITAIRE FRANÇAIS donnait le ton à l'EUROPE, comme on l'a vu sous HENRI QUATRE, LOUIS QUATORZE et BONAAPARTE; nous sommes forcés à redevenir, de nécessité, plus tôt ou plus tard, imitateurs, comme il en a été du temps de CHARLES-QUINT, de GUSTAVE-ADOLPHE et de FRÉDÉRIC DEUX. — Les voltigeurs portent des ÉPAULETTES, des MONTAGNES, la MOUCHE, des MARQUES DISTINCTIVES, UN ARMEMENT particulier, UN FUSIL de forme différente, toutes choses qu'on peut regarder ou comme objet de caprice ou de luxe, ou comme un attirail superflu, ou comme une surcharge mal entendue. Leur haute-payé est un dommage pour le TRÉSOR; mais elle est aussi, dans un temps où le nombre des hommes au-dessous de la stature moyenne s'est considérablement multiplié dans les rangs de l'INFANTERIE, une prime légitime et utilement accordée aux meilleurs soldats de petite taille; ils se sont montrés en toutes circonstances extrêmement dignes de cette récompense, et l'on est en droit maintenant de regarder peut-être les Compagnies de voltigeurs comme plus véritablement d'ÉLITE que celles de GRENADIERS et de CARABINIERS, où la principale aptitude ne se mesure qu'à la toise.

COMPAGNIE DE VOLTIGEURS D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. VOLTIGEUR D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE.

COMPAGNIE (compagnies) d'éclaireurs (F). Sorte de compagnies d'infanterie française qui étaient d'une nature bâtarde, ou plutôt ce n'étaient que des demi-compagnies que l'ORDONNANCE DE 1815 (5 AOÛT) avait eu

l'intention d'attacher aux LÉGIONS DÉPARTEMENTALES, ce qui eût achevé de troubler sans remède la composition des régiments d'infanterie. — Il reste des traces de l'existence éphémère des *ÉCOLES* dans le *RÈGLEMENT DE POLICE* DE 1818, qui, à raison de la mention qu'il fait d'eux, s'est trouvé supprimé en naissant. — La Compagnie d'éclaireurs devait être composée de quarante-huit hommes, dont trente-six cavaliers, troupe trop faible pour l'école d'escadron, et qui eût eu ses chevaux et son harnachement délastrés bientôt, faute d'officiers de cavalerie chargés d'y veiller. Cette innovation avait en outre le défaut de confier à un lieutenant d'infanterie une troupe de chevaux dont toute l'utilité en temps de guerre eût été de servir d'escorte aux officiers supérieurs et de faire un service réel ou supposé d'ordonnances. Ces cavaliers, trop peu nombreux pour être partisans, eussent été les maraudeurs nés du régiment et les colporteurs du butin.

COMPAGNIE D'ÉCOLE. V. ÉCOLE. V. MILICE NÉERLANDAISE n° 1.

COMPAGNIE (compagnies) d'élite (A, 1). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE, ainsi nommées par opposition aux COMPAGNIES DE FUSILIERS, OU COMPAGNIES DU CENTRE, ET AUX COMPAGNIES DE CHASSEURS D'INFANTERIE LÉGÈRE; elles ont autrefois compris des CHASSEURS À PIED; elles comprennent maintenant les COMPAGNIES DE CARABINIERS, — DE GRENADIERS, — DE VOLTIGEURS. — Les Compagnies d'élite jouissent de privilèges, de prérogatives, d'exemptions; elles accomplissent un service particulier; elles sont chargées d'élite AUX DRAPEAUX; elles ne marchent ordinairement que sous les seuls ordres de leur capitaine ou de leurs autres officiers. Elles se composent d'hommes choisis parmi des candidats soumis à certaines règles d'ancienneté de service; leurs sous-officiers sont les plus méritants tirés des autres Compagnies. Leurs officiers étaient proposés par le COLONEL à l'inspecteur général, et désignés par lui conformément à l'INSTRUCTION DE 1816 (16 SEPTEMBRE); elles jouissent d'une HAUTE-PAYE; mais, en 1856, celle du SERGENT-MAJOR était moindre que celle du SERGENT, comme le témoignait et l'imprimait la *Sentinelle de l'Armée*, n° 52, p. 11. — Une décision qui les concernait datait de 1826 (14 JUILLET). L'ORDONNANCE DE 1838 (20 JANVIER) réglait leur solde. — Il convient d'examiner les Compagnies d'élite sous les rapports suivants : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, NOMBRE, UNIFORME, TACTIQUE, SERVICE. — N° 1. CRÉATION, COMPOSITION. — On n'a pas toujours été persuadé qu'un corps de fantassins dût indispensa-

blement avoir une ou plusieurs Compagnies d'élite. La MILICE GRECQUE n'en connaissait pas l'usage; les rois de Macédoine, il est vrai, ont tenu sur pied des corps d'élite, mais c'est une question différente. — Aux beaux temps de la république romaine, les TRIAIRES et les PRINCES DES LÉGIONS n'étaient pas des hommes d'élite, c'est-à-dire de beaux ou de grands hommes; c'étaient des soldats recommandables par l'âge, mûris par l'expérience, éprouvés par la guerre, décorés de blessures du fait de l'ennemi. — Vers la décadence de la MILICE, on eut recréé quelque ressort à des troupes molles et malhabiles en y créant la CORONNE MILLIAIRE, en y attachant des ÉLEMENTAIRES et en y créant toutes sortes de qualifications empruntées aux noms propres des familles impériales; l'affaiblissement des courages et le relâchement de la discipline firent des maux sans remède. — Dans l'ARMÉE FRANÇAISE ON S'AVISAIT assez tard d'imiter cet exemple, ou plutôt ce ne fut pas une imitation; car l'aggrégation des ANFANTS PERDUS, SOURCE DE NOS COMPAGNIES DE GRENADIERS, ne fut qu'une affaire de caprice et de hasard, comme presque toutes nos institutions militaires. Ce fut de la part de LOUIS QUATORZE une conception mal entendue, puisqu'elle transformait des hommes ARMÉS À LA LÉGÈRE en hommes destinés à former masse, à opposer une résistance solide et à devenir un corps lourd. — À une époque où de grandes améliorations commençaient à s'introduire, le CORPS DE LA GUERRE n'attacha point de Compagnies d'élite aux DOUZE ATAILLONS LÉGERS DE CHASSEURS qu'il institua par l'ORDONNANCE DE 1788 (17 MARS); mais il conservait les grenadiers et chasseurs de bataille, et voulait que les emplois de sous-officiers y fussent une des récompenses des sous-officiers de tout le corps. — Dans les organisations plus modernes, on a cru indispensable de créer à profusion des Compagnies d'élite; mais leur perfectionnement est peu avancé, leur mécanisme intérieur est confus; rien ne détermine la forme des nominations au grade de CAPORAIL; on ignore si les CAPORAUX GÉNÉRAUX peuvent ou non être reçus ou laissés dans les Compagnies d'élite; et l'on voyait à regret les CAPITAINES DE GRENADIERS jouir d'avantages pécuniaires que les CAPITAINES DE VOLTIGEURS ne partageaient pas. — En cas de vacance, les sous-lieutenants en ont été au choix du COLONEL, qui les tirait des sous-lieutenants du centre. — L'ORDONNANCE DE 1818 (15 MAI) n'admettait aux Compagnies d'élite que des FUSILIERS ayant un an de service; la DÉCISION DE 1852 (24 MAI) n'exigeait, en temps de paix, que six mois de ser-

vice. — La note ministérielle de 1834 (11 février) s'occupait de la nomination des OFFICIERS DE COMPAGNIES D'ÉLITE. — N° 2. DÉNOMINATION. — Les Compagnies d'élite se sont aussi appelées COMPAGNIES DE FLANC, parce qu'elles encadraient les COMPAGNIES DE FACTIONNAIRES; elles ne portaient pas le nom de leur CAPITAINE à l'époque où cette trace féodale, ce souvenir de la propriété des Compagnies existait dans les COMPAGNIES DU CENTRE. La qualification de GRENADIERS et de VOLTIGEURS est celle qui s'employait dans le style des COMMANDEMENTS sur le terrain, en vertu des formes et des règles de manœuvres adoptées par l'ORDONNANCE DE 1791 (1^{re} AOÛT); mais les principes de l'endivisionnement s'étant modifiés, l'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) a dû faire disparaître ces locutions, et elles ne peuvent plus être usitées qu'à l'égard de Compagnies ou de fractions de Compagnies d'élite isolées de leur bataillon. — Une désignation plus positive était depuis longtemps donnée, sur les CONTRÔLES, à ces COMPAGNIES; on y indiquait l'ordre numérique qu'elles tiennent ou le numéro du BATAILLON auquel elles appartiennent. — Au surplus et en ce qui concerne l'usage aboli dont nous venons de parler, l'appellation que recevaient les VOLTIGEURS sous les armes et EN MANŒUVRES, lorsqu'il s'agit de dire tel PELOTON, on commandait : VOLTIGEURS; c'était imitée de ce qui se pratiquait réglementairement à l'égard des GRENADIERS, mais seulement par le fait de l'usage, non de la loi, puisque notre RÈGLEMENT D'EXERCICE DE 1791 appartient à une époque où il n'était pas reconnu de VOLTIGEURS, mais seulement des GRENADIERS. — N° 3. FORCE, HOMME. — Une DÉCISION DE 1825 (26 JUILLET) voulait que les Compagnies d'élite fussent maintenues au complet, quelles que fussent les variations qu'éprouverait l'effectif du RÉGIMENT; pourvu cependant qu'il se trouvât au corps des hommes réunissant les conditions voulues pour leur admission dans ces Compagnies. — L'ORDONNANCE DE 1831 (17 JANVIER) les portait à cent treize hommes, y compris les SAPEURS. La DÉCISION DE 1836 (14 JUILLET) abaissait à soixante-cinq SOLDATS l'effectif. — Il ne fut d'abord créé qu'une Compagnie d'élite, ou COMPAGNIE DE GRENADIERS PAR RÉGIMENT D'INFANTERIE de seize ou de dix-sept compagnies : c'était un homme de choix sur seize ou dix-sept; la proportion était rationnelle, mais ce système dura peu. — On créa une COMPAGNIE DE GRENADIERS par quatre COMPAGNIES-DIVISIONS. — On forma des CHASSEURS pour les BATAILLONS qui n'avaient pas de GRENADIERS. — On abolit les CHASSEURS, et on attacha par chaque ba-

taillon, comme neuvième Compagnie, une COMPAGNIE DE GRENADIERS. — On poussa l'abus, dans la formation de 1808, jusqu'à introduire deux Compagnies d'élite dans un BATAILLON de six Compagnies. — Maintenant on crée, aux dépens de six COMPAGNIES DU CENTRE, deux Compagnies d'élite, qui épuisent ainsi tout le reste. — Ces différences de nombre, la fréquence des CAS DE SÉPARATION, les absences momentanées des Compagnies d'élite, ont produit des effets fâcheux, en faisant varier perpétuellement la FORCE des BATAILLONS. — La méthode actuelle établit deux Compagnies d'élite par BATAILLONS de huit Compagnies; mais les GRENADIERS n'étant silencieusement que par six Compagnies, puisque les VOLTIGEURS ne sauraient les remplacer, il s'ensuit que les grenadiers sont le résultat d'un prélèvement du sixième homme ou d'un homme sur six. La plus simple expérience faite sur une réunion quelconque d'hommes pris au hasard démontrera combien est déraisonnable, on peut même dire impossible, cette proportion. — Les CIRCULAIRES DE 1835 (9 OCTOBRE) et DE 1834 (9 JUILLET) fixaient la force des Compagnies d'élite à quatre-vingt-seize hommes de troupe. — N° 4. UNIFORME, TACTIQUE, SERVICE. — Les Compagnies d'élite diffèrent, ou ont différé des autres par les DISTINCTIONS de la CAPOTE, par quelques particularités du GILET, par l'espèce des ARMES dont elles se servent, par des MARQUES ou DISTINCTIONS particulières, telles que le POMPOU, les ÉPAULETTES À FRANCE, les MANCHETTES DE BASSE, le nombre des BOUTONS, etc. — Il a été touché quelque chose des règles tactiques qui sont propres aux Compagnies d'élite; dans plusieurs articles, tels que le mot PELOTON, etc., on a vu que leur manière de manœuvrer est de nature à contrarier le mode d'évolutions des autres COMPAGNIES de leur BATAILLON; c'était un résultat du peu d'accord qui existait entre les bases du RÈGLEMENT DE 1791 (1^{re} AOÛT) et la CONSTITUTION de notre INFANTERIE; les législateurs avaient détruit toute harmonie à cet égard quand ils avaient créé les Compagnies d'élite, sans prendre le soin de modifier, comme cela eût dû être, des principes et un mécanisme tactiques qui ensuite se contrariaient; l'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) a rétabli l'accord. — Le SERVICE dont les Compagnies d'élite étaient chargées est indiqué aux mots GRENADIER et VOLTIGEUR. — Le POSTE de la PLACE D'ARMES est principalement le leur EN GARNISON. — En général, par une disposition qui leur est commune, leur SERVICE consiste quelquefois à relever les POSTES des COMPAGNIES DU CENTRE; cette mesure a lieu dans les CAS où un CORPS EN GARNISON,

possèdent une REVUE ADMINISTRATIVE, ne peut se présenter en entier à l'OFFICIER D'INTENDANCE, parce qu'il n'y aurait pas, dans la PLACE, d'autres TROUPES par qui les postes pussent être relevés; dans cette circonstance, les Compagnies d'élite sont d'abord passées en revue, et les COMPAGNIES DU CENTRE le sont ensuite. — L'ORDONNANCE DE 1852 (3 MAI) dispose que les Compagnies d'élite ne peuvent être distraites de leurs corps qu'en vertu de l'ordre du GÉNÉRAL EN CHEF, et seulement pour des opérations peu longues.

COMPAGNIE D'ÉLITE A PIED. V. DRAGON FRANÇAIS N° 1. V. ÉLITE A PIED. V. HOMME DE TROUPE N° 3.

COMPAGNIE D'ÉLITE DE CAVALERIE. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, 4 (tableau) V. COMMANDEMENT HIÉRARCHIQUE. V. COMPOSITION. V. ÉLITE DE CAVALERIE. V. GÉNÉRAL D'ARMÉE N° 6.

COMPAGNIE D'ÉLITE DE GARDE ROYALE. V. ARME D'OFFICIER D'INFANTERIE. V. ÉLITE DE GARDE ROYALE.

COMPAGNIE D'ÉLITE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. COMPAGNIE CANTONALE. V. ÉLITE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE.

COMPAGNIE DÉPARTEMENTALE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 4. V. COMPAGNIE DE RÉSERVE. V. DÉPARTEMENTAL. V. MOT. V. PRÉFET DE DÉPARTEMENT. V. VÉTÉRAN DÉPARTEMENTAL.

COMPAGNIE DES CENT LANCES. V. CENT LANCES. V. COMPAGNIE DE GENTILHOMMES.

COMPAGNIE DES GARDES. V. EXEMPT. V. GARDE ÉCOSAISE. V. GARDER. V. GARDER DU CORPS N° 2. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 5. V. SOUS-LIEUTENANT N° 4.

COMPAGNIE DÉTACHÉE. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. DÉTACHÉ. V. HOTEL DES INVALIDES. V. INFIRMERIE. V. INVALIDE. V. TAMBOUR-MAJOR N° 8.

COMPAGNIE (compagnies) détachée en route (E, 5). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE considérées comme voyageant dans l'intérieur du royaume en temps de PAIX, et momentanément logées dans une commune voisine du GITE principal. L'ADJOINT AU TRÉSORIER PRÉCÉDANT LE CORPS doit à l'avance être informé de cette disposition, et l'annoncer à ses chefs. — Les Compagnies détachées doivent asseoir un POSTE DE POLICE dans le lieu de leur GITE, et envoyer au COLONEL une ORDONNANCE avec le rapport de leur établissement.

COMPAGNIE D'HOMMES D'ARMES. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 5, 4. V. HOMME D'ARMES. V. GUIDON AGRÉGATIF. V. HOULETON.

COMPAGNIE (compagnies) d'INFANTERIE (term. sous-génér.). Sorte de COMPAGNIES dont la désignation et les formes ont influé

ment varié; comment en serait-il autrement, puisqu'on n'est pas fixé encore sur la nature des ARMES PERSONNELLES? — 550 avant J.-C. les Compagnies de CYRUS étaient de cent hommes. — Les MANIPULES et les CENTURIES des LÉGIONS ROMAINES étaient analogues aux Compagnies modernes. — Il y a quelques siècles que les Compagnies ou REGIMENS étaient même chose, et qu'elles avaient chacune un ENSEIGNE VIVANT et une enseigne d'étoffe. — Les Compagnies prennent quelquefois le nom de DÉTACHEMENT; ainsi ce qu'on appelle un DÉTACHEMENT D'ENTERREMENT n'est, quant à la force numérique, qu'une Compagnie ou son équivalent. — SUASSO (1816, A) a traité particulièrement des Compagnies ANGLAISES. — Celles de FRANCE étaient un amalgame de FIGURES et de MOUSQUETAIRES ayant de devenir FUSILIERS ou ÉLITE; maintenant elles sont les parties constituantes d'un BATAILLON; quelquefois cependant elles sont elles-mêmes des CORPS A PIED. — Nous ne distinguerons ici ce mot qu'en COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE et en COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE.

COMPAGNIE (compagnies) d'INFANTERIE DE BATAILLE (term. sous-génér.). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE ainsi nommées par opposition aux COMPAGNIES D'INFANTERIE LÉGÈRE. — Les Compagnies d'infanterie de bataille répondent à ce que les Grecs appelaient les ORLITES; elles se distinguent en COMPAGNIES DE FUSILIERS, — DE GRENADES, — DE VOLTIGEURS DE BATAILLE.

COMPAGNIE D'INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. ARMEMENT D'OFFICIER DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE. V. INFANTERIE DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE N° 2.

COMPAGNIE D'INFANTERIE DE LIGNE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. GARDE ROYALE N° 4. V. INFANTERIE DE LIGNE. V. INFIRMERIE. V. MUSICIEN N° 3. V. PERMISSION.

COMPAGNIE (compagnies) d'INFANTERIE FRANÇAISE (term. sous-génér.). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE qu'on pourrait ranger dans deux catégories: l'une, qui comprendrait les Compagnies ayant à elles seules un CONSEIL D'ADMINISTRATION; et l'autre, les Compagnies soumises à un ÉTAT-MAJOR DE CORPS et administrées au nombre de plusieurs par un même CONSEIL D'ADMINISTRATION. Mais notre LANGUE MILITAIRE se refuse continuellement aux analyses et aux éclaircissements. — Dans ce qu'on va lire les Compagnies seront considérées non comme des CORPS ou des AGRÉGATIONS RÉGIMENTAIRES et isolées, mais comme des fractions d'un RÉGIMENT. Cet examen partira de l'époque où

le BATAILLON a pris sa dénomination actuelle, c'est-à-dire de 1688 environ. — Ces Compagnies se distinguent ou se sont distinguées EN COMPAGNIES AUXILIAIRES, — COLONELLE, — DE CARONNIERS, — DE CENTRE, — DE CHASSEURS D'INFANTERIE FRANÇAISE, — DE DÉPOT, — DE FLANC, — DE RÉSERVE, — D'ÉCLAIREURS, — D'ÉLITE, — DÉTACHÉS, — D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, — DIVISION, — EN ROUTE, — FACIONNAIRE, — GÉNÉRALE, — HORS RANG, — LIEUTENANT-COLONNELLE, — MESTRE DE CAMP, — POSTICHE, — SÉDENTAIRE.

COMPAGNIE (compagnies) d'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE (term. sous-général.). Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE, considérées comme faisant partie de la MILICE moderne, et comme des fractions organiques associées en BATAILLON; ce sont des AGGREGATIONS ADMINISTRATIVES ET CONSTITUTIVES qu'il convient de considérer sous les rapports ci-après : CRÉATION, COMPOSITION, DÉSIGNATION, FORCE, NOMBRE, UNIFORME, LOCALISATION, LOGEMENT, RANG, FONCTIONS, DEVOIRS, TACTIQUE, SUBORDINATION, SERVICE, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — DANS LE MOYEN ÂGE, on voit figurer dans la MILICE COMMUNALE DES COMPAGNIES DE PAROISSE. — Depuis LOUIS LE GRAND, vers 1120, des Compagnies d'ARCHERS, d'ANALÉTHIQUES, etc., sont préposées à la GARDE DE PARIS; c'était presque toute l'infanterie régulière du royaume. — Depuis CHARLES CINQ, vers 1373, il existe, mais comme troupe à cheval, des COMPAGNIES DE LANCES GARNIES; et depuis CHARLES SEPT, en 1445, il est mis sur pied des COMPAGNIES D'ORDONNANCE; les unes et les autres étaient, à peu près, la seule force publique que l'on connût; elles donnèrent naissance à un nouveau système de LEVÉES. — Toutes ces COMPAGNIES n'avaient rien de commun, quant à leur FORMATION, avec notre infanterie actuelle, dont la création est postérieure au règne de FRANÇOIS PREMIER. Sous ce prince, il y avait des Compagnies d'infanterie fortes de plusieurs mille hommes, ainsi que le témoigne BRANTOME (1600, A) en parlant de Furstemberg : *Il servit le roi avec de belles compagnies, toujours montant à six et sept mille hommes.* — Les Compagnies de ce genre, ou, en d'autres termes, les RÉGIMENTS qu'on nommait alors Compagnies, sont abolies à la formation des LÉGIONS DE FRANÇOIS PREMIER; elles reparaissent sous le nom de BANDOES, après la suppression de ces mêmes LÉGIONS; elles commencent peu après à se réduire numériquement, et, de réforme en réforme, elles tombent au-dessous de quarante hommes; ces circonstances amènent la dépre-

ciation progressive du titre de Compagnie et du titre de CAPITAINE, si différent alors de ce qu'il était au temps des CAPITAINES EN CHEF. — En 1558, HENRI DUX et, dans les années suivantes, CHARLES NEUF assemblent en RÉGIMENTS vingt ou trente de ces Compagnies. Le RÉGIMENT DE PICARDIE et les GARDES FRANÇAISES datent de là; mais sous ces règnes et même sous le suivant, tout reste indéterminé; ainsi il y avait et des Compagnies non enrégimentées et des RÉGIMENTS d'Inégale force. — A l'avènement de HENRI QUATRE, l'INFANTERIE qui n'était pas enrégimentée s'appelait indifféremment BANDOES OU COMPAGNIES; c'étaient des petits corps de trente à quarante hommes, menés par un CAPITAINE. — Sous LOUIS TREIZE, ces BANDOES s'enrégimentent presque toutes; il commence à en être ainsi depuis la OUVRE DE 1610. — BILLON (1612, B), officier nourri des usages de la MILICE HOLLANDAISE qu'il quitta pour servir HENRI QUATRE, BILLON qui écrivait sous Louis treize, propose de diviser les RÉGIMENTS en treize Compagnies et ENSEIGNES (chaque Compagnie avait son DRAFFAU), et de les former de deux cents hommes. Mais c'est de sa part un système, non un exposé des usages du temps; car il avoue que rien n'est réglé, et que bien des OFFICIERS préfèrent les Compagnies de cent hommes. — N° 2. COMPOSITION. — Les BANDOES DE L'ARMÉE FRANÇAISE que MONT-LEG (1592, B) nomme Compagnies se partageaient, dit-il, en CERTAINES; il y avait des Compagnies de trois CERTAINES; la CERTAINE se divisait en ESCOUADES. Chaque CERTAINE était commandée par un CENTENIER OU CAPITAINE, et le plus ancien CENTENIER était CAPITAINE EN CHEF de la Compagnie ou de la BANDO, et avait pour officier inférieur un ENSEIGNE. — En 1575, suivant M. MONTHEL, telle Compagnie de GENS DE PIED ne comptait guère qu'une trentaine d'hommes, n'ayant pour CHEF qu'un CAPITAINE et deux CAPORAUX. — BILLON (1612, B) nous montre, de son temps, les Compagnies se partageant en quatre ESCADRES et se composant chacune, à l'imitation de la MILICE HOLLANDAISE, de cent vingt PISTOLERS et de quatre-vingts MOURQUETAIRES à pied. — DESPAGNAC (1751, D) prétend qu'au temps où les Compagnies d'infanterie variaient de cent à cinq cents hommes elles se subdivisaient en BIGNES, BRIGADES, ESCOUADES ET TIRSES; mais DESPAGNAC (1751, D) n'appuie pas cette allégation sur des preuves satisfaisantes; tout ce qu'il dit des temps anciens est ambigu ou hasardeux. — Des Compagnies se sont associées, vers la fin du seizième siècle, en corps nommés RÉGIMENTS; elles se sont réparties par BATAIL-

COMPAGNIE D'INF. FRANÇ. DE LIGNE. 1478 COMPAGNIE D'INF. FRANÇ. DE LIGNE.

ION de 1662 à 1688; elles combattent sous cette forme, dans la GUERRE DE 1665; il y en avait qui s'arhetaient, et d'autres non, comme le témoigne BAUFFET (1781, II), qui en fait connaître les prix; elles se sont formées, suivant les temps, de fractions appelées BRIGADES, DIVISIONS, ESCADES, ESCADRONS, ENCOUADES, SECTIONS, SURDIVISIONS. Elles comprennent constitutivement OFFICIERS et

HOMMES DE TROUPE. — Des décisions légales ont fait éprouver aux Compagnies et à leurs dénominations des transformations nombreuses, des modifications déplorables, à raison des DÉDOUBLEMENTS, de l'accroissement ou diminution de FORCE, des MILITAIRES qui en faisaient partie et du degré d'autorité attachée au GRADE qu'ils y exerçaient. Le tableau que voici en donnera l'idée.

DATE des ÉVÉNEMENTS.	Capitaines.	Lieutenants.	Sous-lieut. ou enseigne.	Sergents-majors.	Sergents-fouriers.	Sergents.	Caporaux-fourriers.	Caporaux.	Auxiliaires et appointés.	Tambours.	Fuiliers ou soldats.	Grenadiers.	Chasseurs.	Cantonniers.	Volontaires.	OBSERVATIONS.
Sous François Ier...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Ce sont des bandes, non encore des Compagnies.
Sous Henri II.....	1	3	..	..	..	3	..	3	13	..	..	..	..	..	..	Sous Henri IV les Compagnies ont des tambours et des fifres.
Sous Charles IX....	1	1	..	..	..	1	..	3	13	..	40-50	..	..	..	..	Toutes les bandes s'appellent régiment.
Sous Louis XIII.....	1	1	..	..	..	1	..	3	3	..	..	..	..	..	..	Elles ont pendant longtemps compris un BANNIER ou FRATER.
Sous Louis XIV.....	1	3	..	..	..	3, 3	..	3	3	1	100-200	..	..	..	..	La force des Compagnies, est de 25, de 100, de 200. A la réforme de 1610 elles sont de 100 et de 200; ce dernier nombre, que mentionnent PRADES (1610, A) et BELLOZ (1681, A), est une imitation des unités de la MILICE HOLLANDAISE.
1600 à 1610	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Le régiment est de 20 Compagnies.
1600 (rég. de Picard.)	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	100	..	..	..	..	
1627 (6 nouveaux) ..	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	50	..	..	..	..	
1631 (4 nouveaux) ..	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	30	..	..	..	..	
1635.....	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	100	..	..	..	..	
1635, gard. française.	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	100-120	..	..	..	..	
1635, infanterie de ligne.....	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	70	..	..	..	..	
1635, id., id.	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	100	..	..	..	..	Dans la GUERRE de 1667, des lieutenants ne se partageant point encore en bataillons et

COMPAGNIE D'INF. FRANÇ. DE LIGNE. 1479 COMPAGNIE D'INF. FRANÇ. DE LIGNE.

DATE des MOUVEMENTS.	Capitaines.	Lieutenants.	Sous-lieut. ou enseigne.	Sergents-majors.	Sergents-fourriers.	Sergents.	Caporaux-fourriers.	Caporaux.	Ministres et appoint.	Tambours.	Fusiliers en soldats.	Grenadiers.	Chasseurs.	Cannonniers.	Valligiers.	OBSERVATIONS.
																se composent de 10 Compagnies.
1755, 25 NOVEMBRE...	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	30					
1755, 4 FÉVRIER...	1	1	..	..	..	1	..	3	3	1	70					
1771, 22 JUIN.....	1	1	1	..	..	3	..	3	3	1	41	41				
Id. id., suite des.....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	300					
1771, inf. à la demande..	1	1	..	..	..	3	..	2	3	1	150-200	.....	.....	.....	.....	Dont 50 piquiers.
1675, 22 FÉVRIER...	1	1	..	..	..	2	..	2	3	1	100	.....	.....	.....	.....	L'ord. de 1693 (10 janvier) reconnaît un Bâle par régiment.
1731, 1734.	1	1	..	..	..	2	..	3	3	1	30-35	.....	.....	.....	.....	Les Compagnies sont à 8, à 9, à 12, à 15 par bataillon.
1692, gardes franç.	1	1	..	..	..	2	..	3	3	1	100					
Id., inf. étrangère.	1	1	..	..	..	3	..	3	3	1	200					
1735, 17 06-cembre...	1	1	..	..	..	2	..	2	3	1	33					
1701, inf. de ligne, 30 MARS..	1	1	..	..	..	2	..	3	3	1	40-50	41	.....	.....	.....	Les Compagnies commencent à manœuvrer comme unités tactiques.
1715, 10 AVRIL...	1	1	..	..	..	3	..	3	3	1	31					
1716, 14 ^e SEPTEMBRE.	3	3	..	..	..	3	..	3	3	2	23	42				
1712, 10 ^e SEPTEMBRE.	3	3	..	..	..	3	..	3	3	2	72					
1716, 10 05-CEMBRE..	2	2	..	..	..	..	..	4	4	3	21					
1720, 31 JUIN.....	2	2	..	..	..	..	..	3	3	2	72					
1731, 22 AVRIL.....	2	2	..	..	..	..	..	3	3	2	23					
1722.....	1	1	..	..	..	3	..	3	3	1	24	42				
1723.....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	42	33				
1737, 5 jan-Vier...	1	1	1	..	..	2	..	3	3	1	22	33				
1742, 1 ^{er} AOÛT.....	1	1	1	..	..	2	..	3	3	1	31	41				

DATE des attachements.	Capitaines.	Lieutenants.	Sous-lieut. ou enseign.	Sergents-majors.	Sergents-fourriers.	Sergents.	Caporaux-fourriers.	Caporaux.	Aides-majors et appoint.	Tambours.	Fusiliers ou soldats.	Grenadiers.	Chasseurs.	Canonniers.	Voltigeurs.	OBSERVATIONS.
1748, 10 FÉVRIER. ...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40	48	..	..	..	Une Compagnie n'est qu'un demi-peloton. CROQUET, dans ses Mémoires, déclare que la composition était si disparate, que, quoique les régiments dussent être de 17 Compagnies, celle de GRENADEURS y comprise, il y avait pourtant des camps qui n'étaient qu'à 10 Compagnies.
1759, 10 DÉCEMBRE. ...	1	1	1	..	1	4	..	8	0	2	87	59	..	..	..	Officiers et sous-officiers y compris. Les appointés remplacent les auspices. Il est créé des sergents-fourriers ayant rang de sergent-major; mais cette différence variait suivant qu'il s'agissait de Compagnies suisses et grisonnes, allemandes et italiennes, Irlandaises et écossaises. Le ministre de la guerre semblait ne s'appliquer qu'à n'être jamais d'accord avec lui-même.
1778, 10 AVRIL. ...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Les Compagnies de grenadiers sont de 40 soldats; leur total, officiers compris, est de 52. Celles de fusiliers est de 52, officiers y compris.
1778, 10 JUIN. ...	1	1	1	..	1	0	..	2	0	2	48 (1)	31	..	..	..	Elle reconnaissait en temps de guerre 2 sapeurs par Compagnie.
1778, 10 AVRIL. ...	1	1	1	..	1	0	..	2	0	2	48 (1)	31	..	..	..	(1) Des dispositions modifiant l'ordonnance de 1771 avaient laissé tomber à 34 hommes les Compagnies. EN TEMPS DE GUERRE, il devait y avoir 4 sergents, 2 caporaux, 2 appointés. La Compagnie se forme de 3 ESCADRES. Il y a 12 TAMBOURS, 2 CLARINETTES, 2 FIFES par bataillon.
1778, 10 AVRIL. ...	1	1	1	..	1	0	..	2	0	2	..	..	..	..	..	En temps de guerre, 4 sergents et 8 caporaux.

COMPAGNIE D'INF. FRANÇ. DE LIGNE. 1481 COMPAGNIE D'INF. FRANÇ. DE LIGNE.

DATE des SÉJOURNÉS.	Capitaines.	Lieutenants.	Sous-lieut. ou enseign.	Sergents-majors.	Sergents-fourriers.	Sergents.	Caporaux-fourriers.	Caporaux.	Aspiciens et appoint.	Tambours.	Fusiliers ou soldats.	Grenadiers.	Chasseurs.	Canonnière.	Voligeurs.	OBSERVATIONS.
1776, 25 MARS.....	2	2	3	1	..	5	..	10	..	2, 3	144	108	144	.....	.....	(1) En 1776, époque du démoulement, la com- pagnie de grenadiers était composée de 144 hommes; celle de chas- seurs de 144. Sur pied de paix la force des compagnies de fusiliers ne de- vait être que de 118, celle de grenadiers de 84. Les Compagnies forment 171 hommes. En cette année les sa- cristes-secrétaires de- viennent sacristes- majors. Les compa- gnies de chasseurs sont créées.
Id., 24 mai.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	118	..	..	..	..	Les Compagnies de fu- siliers sont à 176 sur pied de guerre, offi- ciers non compris.
1784, 15 juillet....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10	118	80	14	.....	.....	Hommes de troupe 16.
1718, 10 avril....	1	2	..	..	..	2	..	3	3	1	82	81	..	.....	.....	En total 86.
1718.....	2	2	..	..	..	3	..	3	3	2	33	40	..	.....	.....	(2) En temps de paix il n'était reconnu que 4 sergents de fu- siliers, en temps de guerre 8 tambours par Compagnie de fusiliers.
1766, 19 mai.	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	87	..	.....	.....	(3) En 1766 la Com- pagnie de chasseurs et celle de grenadiers dif- férent des autres en ce qu'elles ont 74 sol- dats, 4 caporaux, 3 sergents. Les chas- seurs ont 3 canoni- ères. Cette ordon- nance voulait que les Compagnies fus- sient, tout compris, à 421 hommes sur pied de guerre; 178 sur pied de paix. Les instruments de musique se chan- gèrent également en instruments de mu- sique.
1788, 17 mars....	2	2	3	1	..	3(2)	1	10	3	3	33	74(3)	80	.....	.....	
1781, 1 ^{er} janvier..	1	1	1	1	..	3	1	4	3	3	40	10	..	.....	.....	
Id., 8 ^{er} avril....	1	1	1	1	..	3	1	3	3	3	87	40	..	.....	.....	

DATE des RÉGIMENTS.	Capitaines.	Lieutenants.	Sous-lieut. ou enseign.	Sergents-majors.	Sergents-fourriers.	Sergents.	Caporaux-fourriers.	Caporaux.	Caporales et appoint.	Tambours.	Fusillers en soldats.	Grenadiers.	Chasseurs.	Cassonniers.	Volontaires.	OBSERVATIONS.
1791, 4 AOÛT, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	3	65	00				
1792, 16 MARS, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	3	27	40				
1793, 21 FÉ- VRIER, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	00	48(1)	....	00(2)	..	(1) Les appointés des grenadiers et chasse- urs ne sont que 4 ; les Compagniens ont que 3 sergents et 1 caporal. (2) C'est la formation de cette des demi-ani- cades. A cette époque les grades de chas- seurs sont pareils à ceux des compagnies de grenadiers. V. BATAILLON DE GUERRE.
AN II, 6 FÉ- VRIER, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	104	04				
AN VI.																
AN VII, 16 JUILLET (bat. ré- gimentaire)....	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	100	100	....	....	..	Certains grades com- mencent à se diviser par un classement particulier.
1800, 16 FÉ- VRIER, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	101	101	....	....	101	
1800, 9 JUIN.																
1814, 15 MARS, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0 (3)	00	00	....	....	00	(3) Un cornet.
1815, 10 JUILLET (16- gième)....	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	00	00	....	....	00	En 1815, il était en projet d'instituer des Compagnies de ca- potaux et d'éclai- reurs ; cela ne s'est pas réalisé.
1820.																
1830, 02 OCTOBRE, ..	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	04	04	....	....	04	
1831, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	00					
1832, ...	1	1	1	1	..	0	1	0	..	0	04					
1833, 27 FÉ- VRIER, ...	1	1	1	1	1	0	..	0	..	0	00	00	....	....	00	Sur pied de guerre 110 y compris un enfant de troupe. Le pied de paix de l'in- fanterie française de la garde, ne com- prend que 40 per- sonnes.

— Après avoir traité de la composition des Compagnies françaises, sous le point de vue historique et légal, abordons le sujet sous le rapport dogmatique. — MAURICE DE SAXE (1757, A) voulait que les Compagnies fussent composées ordinairement de cinq hommes, et sur le grand pied de guerre de quinze hommes. — Cette proposition ferait croire que le Maréchal de Saxe prenait le mot Compagnie dans le sens d'escouade, ce qui prouve combien étaient vagues de son temps la constitution, la langue, le savoir. — GUBERT (1773, E) chercha à asseoir de plus sûrs principes, en développant le système que CHOISEUL avait créé sous LOUIS QUINZE, système élastique qui, au moyen du PIED DE PAIX et du PIED DE GUERRE, facilitait l'augmentation de force des Compagnies. — Le RÈGLEMENT DE 1791, qui concernait la TACTIQUE, ne reconnaissait que deux SÉGMENTS; les RÈGLEMENTS qui concernaient la composition en reconnaissaient quatre; ce désaccord contrariait l'exécution de la manœuvre nommée COLONNE EN ROUTE et bien d'autres; cette difficulté et quantité de contrastes analogues prouvent combien il importe que la composition se coordonne aux lois de la TACTIQUE, et combien elles ont été déjouées de 1791 à 1831. — La composition doit être divisible jusqu'à l'unité; elle doit être uniforme en toute TROUPE de même ARME, sans en excepter les CORPS PRIVILÉGIÉS. — Il est important qu'en principe elle soit une, puisqu'il n'y surviendra par le fait que trop de variations; car toute masse d'hommes éprouve journellement et inévitablement des déficits dans des proportions qu'on ne peut prévoir. Aussi quelques AUTEURS avaient-ils proposé de tenir sur pied des COMPAGNIES DE SUBSISTANCES, des DÉPÔTS DE RECRUES, où l'on puisât à mesure pour combler les vides. Ces compagnies, illimitées en général, eussent été fortes en TEMPS DE GUERRE, et plus faibles en TEMPS DE PAIX. — N° 3. DÉNOMINATION. — Chiffet (Glossaire salsique) a retrouvé dans le BAS LATIN les substantifs *companies*, *companio*, signifiant à peu près chambrée; ces mots étaient passés, à ce que rapporte GANRAU, dans le grec byzantin *compania*. — Le mot Compagnie, qui en serait visiblement le dérivé, a d'abord été synonyme de BATAILLE, pris dans le sens de CADRE ou d'ORGANISATION; il a eu une signification analogue à celle des mots GRANDE TROUPE ou CORPS D'ARMÉE: car, telles étaient les COMPAGNIES BLANCHES, les GRANDES COMPAGNIES, les Compagnies de MÈLES, etc., etc. — Le mot Compagnie d'infanterie a été synonyme de CONSTARTELLE, comme le témoignent des ordonnances du roi JEAN. —

LES ARCHERS À PIED levés sous LOUIS DOUX pour l'expédition d'ITALIE, étaient répartis par Compagnies de cinq cents hommes. — Le mot Compagnie n'était qu'une expression longtemps vague, d'abord usitée en style historique, et devenue technique fort tard. Elle n'a pris un caractère légal que depuis la création des COMPAGNIES D'ORDONNANCE. — BÉNÉTON (1742, A) dit que ce n'est que quand on s'est lassé de voir tant de Compagnies dans une Compagnie que le nom de régiment a été donné à une grosse Compagnie. — Pour arriver là, le mot Compagnie a tenu le milieu entre les termes BANDE et RÉGIMENT; c'est-à-dire que les CORPS D'INFANTERIE ont été successivement BANDES, CATÈVES, CINQUANTAINES, CENTAINES, ENSEIGNES, Compagnies et RÉGIMENTS. — Le mot Compagnie, considéré comme technique, est d'un usage plus moderne que COMPAGNON, COMPAGNON, pris dans le sens d'OMME DE OUVRER. Ce terme COMPAGNON, fort anciennement usité, se retrouve dans les ordonnances de FRANÇOIS PREMIER, pour signifier les SOLDATS d'une même ENSEIGNE. Il est à remarquer que ces ordonnances n'emploient pas le mot Compagnie, et que, dans le sens où l'entend maintenant la loi, le mot Compagnie n'existe que depuis l'ordonnance de 1570, qui le substitue au mot ENSEIGNE. — A peu d'intervalle de là, MONTCAUCUL (1670, A) se sert de ce mot, dans un sens approchant du mot ENSEIGNE, et dit que les Compagnies se forment de plusieurs ESCOUADES. — Depuis la création des RÉGIMENTS le mot Compagnie, qui jusque-là avait eu un sens tactique, changea d'acception et devint uniquement un terme administratif; voilà pourquoi cette dénomination cessa d'être usitée, sitôt que les soldats sont assemblés tactiquement; ainsi les Compagnies mises sous les armes pour manœuvrer, se transforment alors en PELOTONS; le PELOTON redevient Compagnie quand l'EXERCICE cesse. — L'ORDONNANCE DE 1816 (23 JANVIER) voulait que les Compagnies portassent le nom de leurs CAPITAINES. Cet usage gothique est un souvenir de FEODALITÉ et une imitation du temps où il y avait des CAPITAINES PROPRIÉTAIRES. — Cette forme de désignation n'était au reste usitée réellement que sur les CONTROLES; car, quand il y a combat entre la raison et la loi, la raison prend quelquefois le dessus. — Cette invention, peu plausible, malhabile même, et qui ne tendait à rien moins qu'à déplacer et à décadre les Compagnies, à chaque mutation de CAPITAINES, comme lo veut l'INSTRUCTION SUR L'INSTRUCTION DE 1816 (16 SEPTEMBRE, art. 69), est un des vestiges et des vertiges du ministère de GOUVERN. —

UNE DÉCISION DE 1835 (11 SEPTEMBRE), qui affecte aux Compagnies, indépendamment du numéro assigné par le TIERCEMENT, un signe invariable en caractères alphabétiques, une espèce de double dénomination, est, de la part du MINISTÈRE lui-même, la critique la plus palpable du ridicule, de l'abus, de l'inexcusable manie du TIERCEMENT. — N° 4. FORCE. — Jadis telles Compagnies étaient des corps de plusieurs milliers d'hommes. — Au temps de FRANÇOIS PREMIER, particulièrement en 1521 et dans les LÉGIONS DE HENRI DEUX, elles étaient de quatre cents. — Le tableau de COMPOSITION tracé ci-avant et qui part du règne de CHARLES NEUF, témoigne les transformations ruineuses et sans utilité que les Compagnies ont subies. — Jusqu'à l'institution des RÉGIMENTS, la force des Compagnies a successivement varié depuis quatre mille hommes jusqu'à trente-ainc SOLDATS. — PUTÉVILLY (1718, C) déclare que dans presque toutes les GUERRES DE LOUIS QUATORZE la FORCE totale des Compagnies a été, le plus généralement, de cinquante hommes; mais il eût dû spécifier qu'il s'agit en ce cas de l'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE; car, s'il s'agit d'INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE ou des CORPS PRIVILÉGIÉS, la force était toute différente. — La préférence donnée alors au faible nombre de cinquante hommes tenait à plusieurs causes : 1° au préjugé par lequel il était consacré que, le MÉTIER DES ARMES étant le seul que pût exercer la NOBLESSE, il fallait dans l'ARMÉE FRANÇAISE beaucoup d'OFFICIERS; 2° à la crainte de rendre trop compliquée l'ADMINISTRATION des Compagnies, science alors très-pen avancée; car le manement d'un trop grand nombre d'hommes eût été au-dessus des forces des CAPITAINES, qui étaient à la fois entrepreneurs et fournisseurs, et qui n'ont en que fort tard à poste fixe UN SERGENT-MAJOR OU UN FOURRIER. — Les MILICES ÉTRANGÈRES, dans lesquelles il n'y avait pas les mêmes préjugés et où il régnait plus d'économie, avaient des Compagnies d'une force tout autre et résistant mieux aux événements de GUERRE. Ainsi celles des HOLLANDAIS, des ALLEMANDS, des ANGLAIS, étaient, dès le dix-septième siècle, de cent, cent vingt, deux cents hommes, administrés par un sergent d'affaires. — LES AUTEURS qui ont mis au jour des systèmes ne s'accordent pas sur la quotité des hommes dont ils composent les Compagnies. On a vu quel était le sentiment de MACRICE DE SAXE. TURPIN (1757, K) veut qu'en temps de GUERRE les Compagnies soient de soixante-douze FUSILIERS, les FLOTONS de vingt-quatre, les SECTIONS de douze, la SUBDIVISION de trente-six et l'ESCAUADRE de dix-

huit, etc. — Les métamorphoses que subissent les Compagnies, à chaque mutation du portefeuille, sont ruineuses pour le trésor, et ont attiré bien des censures aux faiseurs et AUX COMMISS DU MINISTÈRE. — Le chef dit à un sous-ordre chargé de l'ORGANISATION que le total de l'infanterie de l'armée forme tel nombre, et faites-y cadrer les proportions des régiments et des Compagnies. Pour obéir le COMMISS dénature la force, intervertit la mécanique habituel des corps; il improvise une innovation au lieu de maintenir les principes reçus, sauf à n'arriver qu'à quelques hommes près au total que voulait le MINISTÈRE. — Les ordonnances, les ÉCRIVAINS (exceptons-en l'ENCYCLOPÉDIE [1785, C]), après avoir tourné dans des cercles velleux, ont prescrit ou proposé toutes sortes de quotités, hormis la seule dont les proportions puissent se décomposer en fractions satisfaisantes. Ce nombre à adopter est de quatre-vingt-seize soldats; il forme militairement la perfection arithmétique; il est divisible jusqu'à l'unité; il concorde avec la jeu tactique et avec la marche administrative; il forme un triple rang de trente-deux hommes et deux sections de quarante-huit; il prépare la convenable composition de la DIVISION; il met vingt-quatre hommes sous le commandement de chaque SERGENT et douze hommes sous le commandement de chaque CAPORAL, ce qui est la convenable proportion des SUBDIVISIONS et des ESCOUADRES. — Les Compagnies sont susceptibles ensuite de s'accroître suivant le PETIT PIED DE GUERRE ou le GRAND PIED DE GUERRE; dans le premier cas les SOLDATS s'accroissent de seize, dans le second de trente-deux. Par ces augmentations tous les calculs restent symétriques, sauf celui du nombre des FUSILS; mais la légère disproportion qui en résulte au préjudice d'un des RANGS est un inconvénient imperceptible, parce que les CAPORAUX réparent de leur personne cette inégalité, en entrant, au besoin, dans le RANG, ou en se tenant hors RANG comme GUIDES, comme JALONNEURS, comme remplaçants des SERGENTS manquants. — Mais si des Compagnies ainsi constituées étaient au nombre de huit, les quatre divisions qu'elles formeraient porteraient la dimension du BATAILLON au delà de la FORCE que les évolutions exigent. — Concilier toutes les conditions voulues est difficile; aussi la meilleure composition possible des Compagnies reste-t-elle en problème après deux siècles d'essais. — N° 5. NOMBRE. — Les RANGS des LÉGIONS DE FRANÇOIS PREMIER, que quelques AUTEURS appellent Compagnies, étaient au nombre de six; c'étaient de gros BATAIL-

LOIS OU DES COMONTES MILLIAIRES partagés en dix certaines; nul rapport n'existe donc entre ces Compagnies et celles de notre temps. — A la PAIX DE VIVIER, en 1598, plusieurs des RÉGIMENTS D'INFANTERIE se réduisent à une ou à deux Compagnies; le RÉGIMENT DE PICARDIE seul en avait vingt, et le RÉGIMENT employé en Dauphiné en avait huit. — On lit dans BILLON (1612, B), DELAFONTAINE (1675, A), PRAISSAC (1622, A), etc., qu'un RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE se compose de dix Compagnies; il en était ainsi au temps de HENRI QUATRE et de LOUIS TREIZE; mais à l'époque de la GUERRE DE 1610 aucun principe légal n'était fixé, et l'on se modelait plus ou moins sur les usages des MILICES ESPAGNOLES ET HOLLANDAISES. — Le nombre des Compagnies composant les CORPS D'INFANTERIE SOUS LOUIS QUATORZE était, suivant PUYSEUX (1748, C) et jusqu'à la PAIX DE NIMÈQUE, en 1678, de dix-sept par BATAILLON, y compris une COMPAGNIE DE GÉNÉRALIERS. Ce nombre a subi les modifications indiquées au tableau de la composition des bataillons, et diminuait ou élargissait une augmentation à chaque déclaration de guerre, ou à chaque TRAITÉ DE PAIX. — Les Compagnies des BATAILLONS D'INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRES étaient en général en moindre nombre, puisqu'à la fin du règne de LOUIS QUATORZE les COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE n'étaient que de trois par BATAILLON de six cents hommes. — SEYAN (1780, B) se plaint amèrement de la mobilité des systèmes d'ORGANISATION de nos Compagnies. Ce désordre s'est perpétué; il dure encore. Le nombre des Compagnies a varié à tel point, qu'en prenant comme unité le BATAILLON elles ont été entre trois et dix-sept, et qu'en prenant comme unité le RÉGIMENT elles ont été de six à cinquante. — Le MINISTRE, après avoir établi en 1776 (1^{er} JUIN) les COMPAGNIES-DIVISIONS, revient en 1791 (1^{er} AOÛT) à la composition plus correcte de 1766 (1^{er} JANVIER), c'est-à-dire qu'on reprend l'usage des BATAILLONS de neuf Compagnies, dont une d'ÉLITE. Ainsi furent formés les BATAILLONS DE VOLONTAIRES NATIONAUX. — L'ORGANISATION DES GARDES CONSULAIRES ET IMPÉRIALES fut toute de fantaisie; le nombre des Compagnies y varia sans cesse; il serait sans intérêt de retracer ces tâtonnements; l'ART MILITAIRE n'en a tiré aucun avantage. — En 1808, le système d'ORGANISATION de l'ARMÉE DE LIGNE bouleversa tous les principes de TACTIQUE et grossit outre mesure les Compagnies; le BATAILLON n'en comprit plus que six, dont deux d'ÉLITE. Les vices de cette mesure sont faciles à démontrer. — Le RÉGLEMENT DE

1791 (1^{er} AOÛT) ne reconnaît par BATAILLON que huit Compagnies de FUSILIERS et une d'ÉLITE, placée en dehors de l'ÉLÉMENT. Le DÉCRET DE 1808 (18 FÉVRIER) adopte des nombres nouveaux, et toute harmonie disparaît entre la COMPOSITION et la TACTIQUE restée en vigueur; pour y remédier il eût fallu réviser et coordonner le RÉGLEMENT SUR L'EXERCICE; le MINISTRE a fait attendre ses décisions à cet égard jusqu'en 1831 (4 MARS). — Les FORMATIONS DE 1814, 1815, 1819 et 1820, n'étaient pas moins défectueuses; dans toutes, la DIVISION DE DROITE et la DIVISION DE GAUCHE de chaque BATAILLON se composent, par égale moitié, de SOLDATS d'ÉLITE et de SOLDATS DU CENTRE OU DE FUSILIERS; or si l'ARMÉE campe, des difficultés sans nombre s'élèveront, parce que les GÉNÉRALIERS, s'ils viennent à être détachés, laisseront les autres Compagnies du BATAILLON campé en nombre impair; le CAMPEMENT deviendra boiteux; les règles de l'ÉLÉMENTATION seront toutes brouillées. — N° 6. UNIFORME. — Sous LOUIS QUATORZE chaque Compagnie avait son DRAPEAU. — AVANT 1703, les Compagnies avaient deux principales espèces d'ARMES DE TROUPE. Ainsi les deux tiers ou les trois quarts des hommes étaient armés de MOUSQUETS, et l'autre tiers ou l'autre quart était armé de PIQUES. A cette époque l'ARMEMENT DU TROUPE DE CONSISTAIT plus qu'en FUSILS, ÉPÉES, HALBERDES et BARRES. — Depuis la moitié du dernier siècle seulement, les règles relatives à l'ÉQUIPEMENT, à SES COULEURS, à SES DISTINCTIONS, ont commencé à être fixées. — Les Compagnies sont reconnaissables entre elles par des GALONS DE SCHAROS, DES ATTRIBUTS DU POMPE ET DE RETROUSSES, et par des MARQUES DISTINCTIVES telles qu'ÉPAULETTES, MANCHETTES DE BARRE, etc. — En campagne, il est délivré des REDONS, des MACHES, des PELES, et autres OUTILS aux Compagnies, etc. Au camp, elles ont un ou plusieurs PARCHAUX D'ARMES, etc. — N° 7. LOCALISATION, LOGEMENT. — Les Compagnies, depuis l'invention des CAMPS DE RUTES, campent ou en entier ou par demi-COMPAGNIE. En cas de SÉPARATION, soit en route, soit pour CAMPER ou pour CANTONNER, chacune d'elles conserve ses TAMBOURS et CORNETS ou CLAIRONS. — En garnison, les Compagnies sont logées dans une CASERNE, car il n'en doit être autrement que quand il n'y a pas moyen qu'elles soient CASERNÉES. — L'assiette du CASERNEMENT s'établit suivant l'ordre des SECTIONS, SUBDIVISIONS et ESCADRES. — Les effets ou meubles du logement sont indiqués au moyen d'AFFICHES placardées dans les BACILIERS et dans les CORRIDORS. — Les lo-

eaux dont se compose le logement doivent, autant que possible, contenir vers leur point central, la chambre du sergent-major. — Le logement, la cuisine, les fourneaux sont ou devraient être visités chaque jour par le capitaine. — Par rapport à l'ensemble du logement du bataillon ou du corps, l'assiette du logement des Compagnies se règle en toute circonstance suivant l'ordre numérique ou rang de bataille. — Il est tenu un état du logement des Compagnies par le porte-drapeau, et cet officier donne avis au colonel de tous les changements qui y surviennent. Même avis est donné par tous les capitaines à leur chef de bataillon. — N° 8. RANG, FORCIONS, DEVOIRS. — L'ancienneté des capitaines à d'abord réglé le rang des Compagnies, c'est-à-dire la place constitutive et ordinaire qui était affectée à chacune d'elles soit dans le régiment, soit dans le bataillon. Ainsi la Compagnie créée la dernière pouvait avoir le pas sur toutes les autres; c'était un vice. — Ce principe, longtemps maintenu, se modifiait mais sans amélioration sensible, lorsque les règlements d'exercice ont commencé à classer les Compagnies suivant un ordre indépendant du rang des capitaines; cette mesure, en se régularisant, a réagi avantageusement sur les lois de la composition. — Un autre désordre cependant se perpétuait, c'était l'existence simultanée de deux manières d'être, l'une administrative ou organique, l'autre tactique; c'est-à-dire que la Compagnie qui était tactiquement la huitième, était administrativement la quinzième (RÈGLEMENT DE 1791, 1^{er} AOUT; p. 2); rien ne pouvait justifier cette différence; car, sur les rôles comme au combat, l'ordre numérique par ancienneté de compagnie est seul admissible et doit être invariable. L'oubli de ce principe amènera toujours de fâcheux résultats. Il y a une liaison naturelle et morale entre le rang que doit tenir une Compagnie et les fonctions qu'elle doit exercer. Nous fournissons quelques preuves de plus à ce sujet, en traitant des Compagnies d'infanterie de bataille et des Compagnies d'infanterie légère. — Les devoirs des Compagnies sont en général expliqués aux divers paragraphes qui, sous la désignation des devoirs, concernent les individus composant les Compagnies. Ce qu'on peut y ajouter ici, et qui se développera en son lieu, embrasse les réunions aux armes, les déploiements de dégradation, la manière de former le cercle d'ordre, d'aller à la messe, et de prendre enfin les petits soins relatifs au blanc à ruffes, aux banderoles, aux gibernes, aux armes de troupe, etc. — N° 9.

TACTIQUE. — On voit dans PUYSEUR (1748, C) et nous avons prouvé déjà que depuis la GUERRE DE 1672 les Compagnies de la plupart des régiments d'infanterie française se rangeaient en conformité de l'ancienneté du capitaine; la compagnie de grenadiers était à la droite, mais isolée; la compagnie colonnelle se plaçait à quelques pas des grenadiers; en conséquence de laquelle venait la Compagnie du plus ancien capitaine, etc. — Cet arrangement ou plutôt ce rangement était défectueux à cause des perturbations que l'ordre des Compagnies éprouvait perpétuellement par suite des variations du tableau de l'ancienneté; il y avait d'ailleurs des régiments qui observaient un ordre différent. Ainsi, dans quelques-uns, le second capitaine se tenait avec sa Compagnie à la gauche du front, comme poste d'honneur; dans d'autres, le bataillon qui formait la gauche de la ligne avait sa compagnie colonnelle à gauche, parce que tel était le bon plaisir de tel ou tel général qui commandait. — Enfin dans aucun corps on ne connaissait l'emploi de ces instruments tactiques, de ces ressorts des manœuvres modernes maintenant appelés garde du drapeau, guides particuliers, serre-files, pivots, etc. — Cette manière de ranger les Compagnies avait lieu surtout pour la parade et pour les revues, mais non pas précisément pour le combat. Ainsi, au commencement du dernier siècle, les Compagnies n'étaient pas encore devenues une unité en manœuvre; rien ne déterminait qu'un jour d'action les hommes d'une même Compagnie (si l'on en excepte les grenadiers) aillent dans le bataillon un poste spécial, et seraient plutôt sous la conduite de leur capitaine que sous celle d'un autre capitaine. Tantôt on maintenait les Compagnies dans leur intégrité, tantôt on les mélangeait en en retirant des hommes ou en y amalgamant des soldats des autres Compagnies; et à l'instant du feu, de la marche en bataille, du choc, les hommes avaient indifféremment pour chefs, pour chefs, pour serre-files, soit leurs propres officiers et sous-officiers, soit des officiers et sous-officiers d'autres Compagnies. — Cet usage, qui associait par une fusion passagère les soldats de Compagnies diverses, était moins ridicule qu'il ne le paraît d'abord. Car tant que les soldats d'une même Compagnie furent pourvus de diverses espèces d'armes, il fallait bien que pour manœuvrer ils fussent ordonnés par nature d'armes; voilà pourquoi les piquiers de toutes les Compagnies se séparaient de leurs arquebusiers pour aller former le centre. — Depuis la GUERRE DE

1701 et l'abolition de la *RIQUE*, les Compagnies commencent à devenir une *UNITÉ TACTIQUE*. — Postérieurement à *LOUIS QUATORZE* il s'établit un rapport entre la *FORMATION ORGANIQUE* et la *FORMATION TACTIQUE*. Jusque-là il n'y avait pas de *RANG DE TAILLE* observé, et l'ordre numérique des Compagnies était sans influence sur les combinaisons et l'arrangement des subdivisions. Ainsi, un commandant disait à un officier major : Il faut rompre en dix, en huit divisions, alors appelées *MARCHES*, ou en tout autre nombre; cet officier major courait alors pour marquer les points du pivotement que ce subdivisionnement inattendu exigeait, et il répartissait comme il pouvait à chaque fraction les officiers et les *SAS-OFFICIERS* qui lui tombaient sous la main. — L'adoption générale du *RUSEL*, en 1703, permit d'introduire des règles plus simples et plus sûres. *PUYSEUX* (1748, C) devint le premier que les Compagnies devaient évoluer et combattre avec leurs officiers. Les guerres de 1733 et de 1741 fortifièrent cette opinion, et les *RÈGLEMENTS D'EXERCICE* de 1753 (29 JUIN), 1754 (14 MAI), 1755 (17 AOÛT), en posèrent le principe. Alors il s'établit un ordre numérique indépendant de l'ancienneté des capitaines. Cet ordre dont les principes étaient faux et compliqués, et qu'on a cherché à exprimer par un mot d'un sens louche, par le mot *TIERCEMENT*, accouplait des Compagnies appartenant à des nombres éloignés. Ainsi, par exemple, la première et la septième formaient le *PREMIER PELOTON*; les numéros deuxième et huitième formaient le *DERNIER PELOTON*, etc. C'était inextricable, d'autant plus que le nombre des Compagnies augmentait ou diminuait pour la paix ou pour la guerre, comme nous l'avons démontré, ces fluctuations, ces inégalités de force ébranlaient tout le système tactique. — Des calculs aussi embrouillés ne sont pas encore légalement effacés de nos institutions, tant l'ART MILITAIRE sort péniblement de l'enfance. On a flotté pendant un siècle sur le choix des principes préférables, et à cet égard on n'est pas encore fixé. Le *RÈGLEMENT* de 1791 (1^{er} AOÛT) et l'ordonnance de 1831 (4 MARS) ont méconnu que c'est la hiérarchie numérique des Compagnies qui doit seule déterminer l'ordre de bataille, parce que seule elle a un caractère de perpétuité. Ces ordonnances n'ont pas senti que tout ordre, toute classification qui ne découle pas des nombres ordinaires, que tout *TIERCEMENT* (puisque'il faut se servir de ce terme ridicule), sont déraisonnables. Elle a maintenu ce *TIERCEMENT*. Le *RÈGLEMENT* de 1791 voulait que la neuvième Compagnie

marchât après la première; que la huitième s'accouplât avec la seizième, etc. Cette disposition, obéie pendant quelques mois à peine, est tombée en désuétude, par une cause accidentelle, bien plus que par le fait de la réflexion ou par esprit de débilité. Voici comment la chose arriva. — Le mélange des Compagnies ou le *TIERCEMENT* n'était applicable qu'à un ensemble de plus d'un bataillon, et il était précisément et uniquement réglé pour deux; il offrait d'invincibles difficultés au moindre cas de séparation; il était d'une symétrie inconciliable avec les événements de la guerre; il embrouillait les interventions. Or les bataillons de volontaires, qui manœuvraient isolés, ne s'y soumettaient point, et ne pouvaient pas s'y soumettre, parce que leur tactique possible ne s'y coordonnait pas. L'expérience démontra que leur formation, toute simple, valait mieux; et lors de l'arrangement l'usage qu'ils apportèrent dans les *DEMI-BRIGADES* prévalut d'autant plus, que, suivant la lettre de la loi, l'autre arrangement n'était pas applicable à trois bataillons; quotité nouvelle que l'embrouillement justifiait. Ainsi l'on mit, comme il convenait de le faire, le plus près de la droite, les Compagnies qui sont les plus voisines du numéro premier, en les asservissant progressivement à l'ordre numérique naturel. — Ces améliorations, qui mettaient en harmonie la composition et la tactique, sont dues à la *MILICE FRANÇAISE*, car la *MILICE PRÉMIÈRE*, qui du reste a tout avancé l'art, n'avait pas acquis ce perfectionnement; et, sous Frédéric deux, un bataillon de cinq Compagnies, grenadiers non compris, devait manœuvrer en huit pelotons, ce qui nécessitait, lors des évolutions, une série de calculs interminables. — Combien est lente la découverte du mieux: car on ne peut trop s'étonner des tâtonnements de nos tacticiens; rendons évidente l'instabilité de leurs principes. — Ceux qui appliquent par la pensée le mot Compagnie à la guerre de 1756, de 1775 ou de 1792 s'occupent dans ces divers cas de choses fort différentes; car les ministres font en 1755 de la Compagnie un *DEMI-PELOTON*, en 1769 un *PELOTON*, en 1770 une division, en 1791 un *PELOTON*..... À cette même époque ils concevaient les *GRENADEIERS* sous une double nature, c'est-à-dire tantôt comme *COMPAGNIE-DIVISION*, tantôt comme *COMPAGNIE-PELOTON*. Mais ils maintiennent le *TIERCEMENT*, et imitent inconsidérément les principes de 1755, quoiqu'ils se rattachassent aux prérogatives en désuétude des capitaines propriétaires. — En l'an treize nos législateurs troublent, par la création des

COMPAGNIES DE VOLONTAIRES, l'ordre tactique des Compagnies. Par le DÉCRET DE 1808 (18 JAVIER), ils abolissent le TIERCEMENT; ils font concorder l'ordre organique et l'ordre tactique, mais ils sapent en même temps le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{er} AOÛT) sans lui rien substituer; ils décident que les COMPAGNIES D'ÉLITE ne sont que COMPAGNIES-PELTON; et ils les endivisionnent définitivement avec des COMPAGNIES DU CENTRE. — D'autres altérations apportées à la composition CONSTITUTIVE mettent au néant les principes des CHARGEMENTS DE DIRECTION, et laissent presque ignorer quelle est à cette époque la vraie place de la GARDE DE DRAPEAU. — Depuis 1814, les faiseurs du MINISTÈRE semblent n'invoquer l'expérience que pour emprunter du passé ce qui en est blâmable; ils rétablissent en 1815 (3 AOÛT) le TIERCEMENT; ils consacrent des principes analogues à ceux des temps où les CAPITAINES étaient propriétaires. — Les formations postérieures ne font qu'enchevêtrer sur tant d'erreurs. Sous le ministère de GOUVER, les Compagnies se numérotent par RÉGIMENT, et de nouveau on se conforme à l'ARRANGEMENT TACTIQUE DE 1791, ce qui rappelle l'enfance de l'ART. Sous le ministère de LATOUR-MAUBOURG, on numérote les Compagnies par BATAILLON, ce qui rétablit un arrangement sage, mais porte atteinte au RÈGLEMENT DE 1791. — Passons aux cas où des règles de police et de service se combinent avec la tactique. — Quand les Compagnies doivent PRENDRE LES ARMES, leurs RASSEMBLEMENTS sont présidés par l'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE et par l'OFFICIER DE SEMAINE; elles sont conduites au rendez-vous par leur CAPITAINE ou par l'ANCIENT DE GRADE; CES PRISSES D'ARMES occasionnent, tant que doivent durer les ÉVOLUTIONS, une modification dans les effets de la HIÉRARCHIE, et dans la marche du SERVICE DE SEMAINE, c'est-à-dire que les COMPAGNIES, sitôt qu'elles sont sous les armes, cessent d'être soumises à la surveillance qui résulte du SERVICE DE SEMAINE, parce qu'à cet instant les HOMMES DE RANG OU HORS RANG passent sous la surveillance purement militaire qui découle des fonctions constitutives de chaque grade. Ceci peut paraître obscur; mais c'était le texte du RÈGLEMENT DE 1818 (13 MAI). — La tactique de Compagnie est enseignée, de CLASSE EN CLASSE, à partir de l'école de SOLDAT; leur INSTRUCTION regarde spécialement les CAPITAINES, et elle est l'objet de comptes rendus au colonel. L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) veut que toutes les Compagnies soient dressées AUX MANÈVRES DE TIRAILLEURS. — Les Compagnies concourent également par BATAILLON à la formation de l'É-

COLE DU PELOTON. — Les règlements du dernier siècle indiquaient les manières de FORMER LES HAIES; les règlements postérieurs ont longtemps omis ce sujet, quoique les HAIES n'eussent pas cessé d'être légalement utilisées. Ainsi les OFFICIERS D'INTENDANCE VENANT PASSER LA REVUE ne devaient être reçus par la TROUPE qu'en colonne en HAIE, tandis que les INSPECTEURS D'ARMES doivent être reçus par la TROUPE EN ORDRE DE BATAILLE. L'ORDONNANCE DE 1831 (4 MARS) y a enfin pourvu. — Depuis l'invention des FUSILS D'INFANTERIE, la tactique des Compagnies a reçu dans quelques MILICES ÉTRANGÈRES une modification marquée. — Un AUTEUR, qui fait partie de l'arme du génie, a proposé de changer de fond en comble la TACTIQUE FRANÇAISE; cet AUTEUR, c'est M. le général ROGNAT (1816, B); aussitôt que quelques écrivains, faisant partie de l'arme de l'INFANTERIE, auront proposé de renoncer à tout ce qui a été fait et à tout ce qu'on pratique en fait de fortification, nous examinerons lequel des deux novateurs méritera des éloges pour avoir traité un sujet si étranger à la spécialité de l'arme. — N° 10. SUBORDINATION. — Certaines Compagnies ont autrefois été commandées soit par un COLONEL (telle était la COMPAGNIE COLORELLE OU MESTRE DE CAMP), soit par un LIEUTENANT-COLONEL, etc. — Maintenant les Compagnies sont subordonnées, indifféremment toutes, à un CAPITAINE, à des OFFICIERS SECONDAIRES ou subalternes, à des SOUS-OFFICIERS, etc. — En l'absence du CAPITAINE, la Compagnie est commandée par celui des MILITAIRES EN GRADE qui doit le remplacer hiérarchiquement, à moins que le COLONEL, en vertu du DROIT qui lui est attribué, ne choisisse, comme CHEF DE COMPAGNIE, un OFFICIER plus élevé en grade que les OFFICIERS restant à la Compagnie. Il pouvait même autrefois y placer un ANCIENT DE GRADE. — En cas de SÉPARATION en campagne, les Compagnies qui forment moitié et plus d'un BATAILLON suivent leur CHEF DE BATAILLON. Les Compagnies de l'autre moitié obéissent au plus ancien CAPITAINE, ou CAPITAINE COMMANDANT. — Un des moyens journaliers de SUBORDINATION consiste dans l'usage des APPELS justifiés par MILLETS. — Il est des cas où les Compagnies, ou plutôt les PELOTONS, passent tacitement sous l'autorité du CHEF DE DIVISION. — Dans le cours ordinaire de la vie militaire, la SUBORDINATION, la DISCIPLINE, la TENUE, la POLICE sont principalement surveillées par le COMMANDANT de la Compagnie; il donne, à cet égard, leur direction à ses sous-ordres, et particulièrement aux OFFICIERS et SOUS-OFFICIERS DE SEMAINE, qui sont aidés dans ce genre de dé-

tails par les CAPORAUX de la Compagnie. — Une REVUE DE DÉTAIL de chaque Compagnie est passée, soit à l'expiration de chaque TRIMESTRE, soit lors de la REVUE du PETIT ÉQUIPEMENT. — En cas de RASSEMBLEMENT général des Compagnies, leur FORCE, sous les armes, est l'objet de la surveillance des ADJUTANTS; et journellement l'ADJUTANT DE SEMAINE établit un résumé des SITUATIONS NUMÉRIQUES dressées à ce sujet. — N° 11. SERVICE. — Le service des Compagnies est calculé, réparti, et sommairement commandé à raison du DISPONIBLE, par l'ADJUTANT DE SEMAINE; ensuite le SERGENT-MAJOR fait le détail de ce SERVICE sur la liste nominale de sa Compagnie. — Jadis le SERVICE s'est fait par Compagnie et dans les Compagnies par ESCOUADE, c'est-à-dire sans mélange d'hommes d'ESCOUDES diverses. — Maintenant, en vertu d'un système plus sage, les HOMMES DE GARDE sont commandés, non plus en nombre égal par Compagnie ou par ESCOUADE, mais conformément à une répartition qui porte également sur tous les PRÉSENTS du BATAILLON. — Parmi les SERVICES qui ont encore lieu maintenant par Compagnie, il en est un qui consiste à ALLER AUX DRAPEAUX alternativement; d'autres, à se rendre à certaines CORVÉES DE DISTRIBUTIONS. Ces corvées ont lieu extraordinairement sous les ordres d'un OFFICIER DE DISTRIBUTION, qui appelle tour à tour les Compagnies; il les renvoie à la CASERNE, soit par portion sous la conduite des sous-OFFICIERS, soit étant réunies sous la conduite d'un OFFICIER. — N° 12. ADMINISTRATION. — La partie historique de ce sujet sera le seul objet de l'examen qui va suivre, parce que le mécanisme, les circonstances, les détails de l'ADMINISTRATION, etc., ont été suffisamment développés dans l'examen des mois : ADMINISTRATION DE COMPAGNIE, ARME D'UNIFORME DE TROUPE, ARMURERIE, BIDON À VINAIGRE, COMPTE OUVERT, DOUBLE RATION, ÉTAT QUATREDAIRE, FEUILLE D'APPEL, — DE PRÊT, — DE DÉCOMPT, — DE JOURNÉES, — DE RAPPORT GÉNÉRAL, — DE SUBSISTANCES, — DE TRAVAILLEURS; FONDS DE MASSES D'HOMMES DE TROUPE, HAUTE PATE PÉCUNIAIRE, LÉGISLATION, LÉGUMES, LIBÉRATION, MAGASIN DE CORPS, MARIAGE, MARINITE, MASSE COMPTABILITAIRE, MASSE DE LIEGE ET CHAUSURE, OFFICIER D'ARMEMENT, ORDRE DE SOLDATS, PASSE-VOLANT, PRÊT, SECTION ADMINISTRATIVE, SOLOS, TAILLEUR DE COMPAGNIE. — Sous LOUIS TREIZE et sous LOUIS QUATORZE, cette administration était une sorte d'entreprise à prix ferme. — Chaque CAPITAINE se chargeait du RECRUTEMENT, réglait les ENGAGEMENTS, faisait l'achat des ARMES de sa troupe, organisait les FOURNI-

TURES, ordonnait les DISTRIBUTIONS, décidait à l'égard du CASERNEMENT, disposait des APPÊTS des HOMMES RAYÉS, octroyait ou refusait les CONGÉS, liquidait, ou non, les DÉCOMPTES. — En TEMPS DE GUERRE, les INTENDANTS D'ARMÉE n'avaient rien à voir à cette gestion, et les COMMISSAIRES DES GUERRES exerçaient seuls une surveillance facilement étendue par ceux qu'elle contrariait. — En GARRISON, les CAPITAINEs choisissaient leurs FOURNISSEURS; ils réglaient, avec l'INTENDANT DE LA PROVINCE, le TAUX DES SUBSISTANCES et le PRIX des VOCTURES faites à leurs Compagnies; il y avait tels CAPITAINEs qui bénéficiaient en fraudant sur la force vraie; il y en avait même qui quelquefois ruinaient leurs hommes par l'ABANDONNEMENT. — Des ACTEURS ont dit que les Compagnies étaient vénales; d'autres ont nié cette VÉNALITÉ. Ce point d'ADMINISTRATION demande à être éclairci. — Sous LOUIS QUATORZE on n'achetait pas les COMPAGNIES D'INFANTERIE, mais seulement, et dans certains cas prévus, celles des GARDES FRANÇAISES qui étaient des CHARGES HONORIFIQUES; elles valaient encore quatre-vingt mille francs sous LOUIS QUINZE. — On achetait les Compagnies des RÉGIMENTS ÉTRANGERS, parce qu'elles appartenaient aux colonels. — Quand aux COMPAGNIES DE CAVALERIE, ceux qui en étaient pourvus déposaient au trésor une FINANCE qui n'était restituée qu'avec réduction, et qui, dans certains cas, était confisquée. Cette FINANCE était, suivant les différentes ARMES, de sept, huit et dix mille livres. — Quoique les ordonnances n'autorisaient pas la vente des COMPAGNIES D'INFANTERIE, leur possession n'en était pas moins une affaire d'argent, parce qu'il fallait que, de CAPITAINE à CAPITAINE, on se tint compte de la valeur du matériel de la Compagnie, lorsque le partant y avait mis ou était censé y avoir mis de ses deniers. — Des règles nouvelles s'établissent sous le ministère de CHOISEUL, et surtout en 1762; ce fut une grande révolution législative. Les Compagnies passent au compte du roi; leurs écritures prennent de la régularité. Il est créé des FOURNIERS, nommés ensuite sergents-majors. — Les Compagnies continuent réellement, par le fait des CONCORDATS, à être encore un effet de finance; cependant peu à peu leur ADMINISTRATION prend des formes plus sages, et elle se combine avec les opérations de l'ADMINISTRATION de l'ÉTAT-MAJOR. — De nos jours la COMPTABILITÉ des Compagnies s'établit et s'arrête définitivement par EXERCICE; les CONSOMMATIONS des COMPTES des DÉTACHEMENTS viennent s'y fondre; le FAÏT s'y modifie au prorata de l'FFECTIF; la CHAUSURE

est, en cas de départ, l'objet d'un examen attentif; les contrôles annuels sont tenus à jour; les appels de compagnie et l'inscription des nésés sont régulières; les armes d'uniforme de troupe et les effets de casernement sont surveillés et réparés par les soins de l'officier d'armement et de ses adjoints; l'ancienneté des soldats est un titre constaté; les changements de compagnie ne sont plus arbitraires; en tout lieu les distributions de denrées, et au camp les distributions de viande sont tarifées; les devoirs des cuisiniers et les fournitures des gamelles sont fixés; les sous-officiers cassés changent de compagnie, etc., etc. — Mais une lubie ministérielle peut cultiver l'administration; il en fut ainsi en 1839.

COMPAGNIE d'infanterie franco-étrangère. V. BATAILLON d'infanterie franco-étrangère. V. INFANTERIE FRANCO-ÉTRANGÈRE.

COMPAGNIE (compagnies) d'infanterie franco-suisse (term. sous-génér.). Sorte de compagnies d'infanterie faisant partie d'un bataillon d'infanterie franco-suisse. Elles sont principalement mentionnées ici, parce que leur nombre différait de celui des compagnies d'infanterie française de ligne. — Les compagnies franco-suisse se distinguent en compagnies cantonales, — d'infanterie franco-suisse de garde royale, — d'infanterie franco-suisse de ligne, et elles diffèrent suivant qu'elles sont compagnies de fusiliers, — de grenadiers, — de voltigeurs.

COMPAGNIE (compagnies) d'infanterie franco-suisse de garde royale (A, 1). Sorte de compagnies d'infanterie franco-suisse faisant partie d'un bataillon désigné par la même épithète. Elles sont principalement mentionnées ici à raison de différences qu'on pourrait appeler nationales et qui sont expliquées aux articles CAPITAINE et CAPORAL d'infanterie franco-suisse de la garde royale, etc.

COMPAGNIE (compagnies) d'infanterie franco-suisse de ligne (A, 1). Sorte de compagnies d'infanterie franco-suisse mentionnées ici par les raisons indiquées au sujet des compagnies d'infanterie franco-suisse de la garde royale. Celles de ligne se distinguent en compagnies d'artillerie et en compagnies de fusiliers.

COMPAGNIE (compagnies) d'infanterie légère (term. sous-génér.). Sorte de compagnies d'infanterie française de ligne ainsi nommées par opposition aux compagnies d'infanterie de bataille. Les compagnies d'infanterie légère se distinguent en compagnies de carabiniers, — de chasseurs d'infanterie légère, — de voltigeurs d'infanterie légère.

COMPAGNIE d'infirmeries. V. ART MILITAIRE DE TERRE. V. CENTRIER. V. INFIRMIER. V. SOUS-CENTRIER.

COMPAGNIE d'invalides. V. INVALIDE.

COMPAGNIE-DIVISION (F; G, G). Sorte de compagnie d'infanterie française considérée comme l'opposé d'une compagnie-peloton et comme l'unité épique en manœuvres. — Lorsque SAINT-GERMAIN changea la composition et la tactique, et donna six officiers aux compagnies, elles étaient Compagnies-division et composaient deux pelotons. Le règlement de 1791 (1^{er} août) institua les pelotons en compagnies-peloton; mais les compagnies de grenadiers avaient, suivant l'occurrence, le double caractère de Compagnies-division ou de compagnies-peloton. — Les compagnies d'élite ne sont plus que compagnies-peloton, ainsi que les autres, et sont actuellement soumises aux mêmes règles d'organisation.

COMPAGNIE d'observation. V. GARDES-COÛTS. V. OBSERVATION.

COMPAGNIE (compagnies) d'ordonnance (F), ou compagnies d'hommes d'armes. Sorte de compagnies qui, dans la milice française, servaient à cheval sous des capitaines en chef; elles étaient presque entièrement composées de gentilshommes. — Institué en 1445 par CHARLES SEPT, elles furent le fruit d'une sage conception; elles devinrent le modèle des autres gentilshommes de l'Europe. Elles rétablirent quelque sûreté sur les routes; elles amenèrent l'extinction du brigandage des grandes compagnies. Mais, si l'industrie et le commerce se ranimèrent sous leur protection, ces avantages furent de peu de durée. Bientôt l'intérêt de la France et de l'art militaire fut en cela, comme en tout, sacrifié à l'intérêt des courtisans. Placés à la tête de ces compagnies, ils foulaient et tyrannisaient le peuple; il en était ainsi sous LOUIS ONZE, comme nous l'apprend AMELGARD. — Après mille métamorphoses et peu de services réels, ces Compagnies devinrent, pour la plupart, depuis la PAIX DE 1659, le noyau des régiments de cavalerie de l'armée française; les seules Compagnies des PRINCES DU SANG et des MARÉCHAUX furent maintenues quelque temps encore sur pied par LOUIS QUATORZE; il est resté de cette vieille forme l'usage si peu plausible des régiments de PRINCES. — Les auteurs qui ont traité des Compagnies d'ordonnance sont : BERTON (1742, A) BOUT-RABUTIN, CARRI (1725, E), DANIEL (1731, A), DESPAGNAC (1751, D), DUMÉNIL (1555, A), DUCLOSQ, FAUCHET, HARRIS, LINDENAT, l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), OLIVIER DE LA MARCHE, SERVAT (1780, B) et TERTIN (1793,

O). — Il convient d'examiner les Compagnies d'ordonnance sous les points de vue ci-après : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, FORCE, NOMBRE, UNIFORME, ALLOCATION, SOLDE, TACTIQUE. — N° 1. CRÉATION. — Il existait des ORDONNANCES, c'est-à-dire des gens d'armes associés déjà dans des cadres de CENT LANCES, dès le temps du roi JEAN ; une ORDONNANCE DE 1351 (MEURIEUR AVRIL) le prouve ; la dénomination de ce genre d'édit est peut-être cause de la dénomination de ce genre de troupe ; CES ORDONNANCES, c'est-à-dire ces Compagnies étaient la GARDE du souverain ; ainsi, en 1361, le roi JEAN dit à DUGUESCLIN, *Je vous donne cent lances de mes ordonnances, et l'appointement qui y est, etc., etc.* ; ainsi la GARDE ROYALE était une Compagnie d'ordonnance ; ainsi la Compagnie, devenue PRÉVOTÉ DE L'HOTEL, avait, pour principal OFFICIER, le GRAND PRÉVOT DE L'HOTEL. — Il fallait avoir servi dans ces Compagnies pour être apte à remplir des fonctions analogues à celles qui ont été confiées plus tard aux COMMANDEURS DES GUERRAS. — Un règlement de CHARLES CINQ que rapporte RICHUFFE, et qui concerne cette institution, est intitulé : *De la gens d'ormerie d'armes et d'archers appelez les gens des ordonnances*. — Leur POLICE fut l'objet de l'ORDONNANCE DE 1372 ; mais les Compagnies d'ordonnance proprement dites et considérées comme soumises à un régime régulier, comme appartenant à un nouveau système de LÈVÉE, à un plan large et national, enfin comme analogues à une TROUPE DE LIGNE, ne datent que des états feus à Orléans, en 1439, et d'un ÉDIT DE 1439 (2 OCTOBRE), *haute et belle ordonnance*, dit M. de BARANTE, *sous forme de loi et d'édit général perpétuel et non révocable, ou bien, comme on disait alors, de pragmatique sanction, afin de mettre les gens de guerre sous meilleure discipline*. — Ces dispositions ne se réalisèrent entièrement qu'en 1445 ; elles ont aidé la création des francs-archers ou COMPAGNIES D'INFANTERIE destinées à soutenir celles d'ordonnance. — Les Compagnies d'ordonnance ont été l'occasion d'un recrutement de forme nouvelle, la souche d'une ARMÉE PERMANENTE, le noyau de la CAVALERIE FRANÇAISE proprement dite. Leur institution, dont un des effets était l'abolition des ROUTIERES, occasionna quelques secousses, que les PRÉVOTS DES MARÉCHAUX eurent mission d'apaiser ; mais elle produisit des améliorations dans les règles de l'AVANCEMENT, et fut le germe du système d'une FORCE PUBLIQUE et le signal d'une révolution dans l'ART MILITAIRE DE TERRE. — Ces Compagnies succédèrent aux ARMÉES FÉODALES et remplacèrent la GENDARMERIE de cette MILICE, en même temps

que les ARCHERS A PIED remplacèrent l'INFANTERIE COMMUNALE. MACHIAVEL (1546, B) se trompe donc quand il dit, dans le livre du Prince (chapitre XIII) : *Charles sept établit des Compagnies d'ordonnance à pied et à cheval ; son fils eut celles d'infanterie, auxquelles il substitua les Suisses...* — Les Compagnies d'ordonnance ne furent que des COMPAGNIES A CHEVAL, formées de l'amalgame de notre GENDARMERIE mieux organisée, confiée à des OFFICIERS permanents, et soumise à un pouvoir central et direct. Il ne serait pas impossible cependant que, à l'imitation des ANGLAIS, CHARLES SEPT eût eu le projet d'avoir des HOMMES D'ARMES à pied. La différence que PHILIPPE DE CLÈVES (1520, A) établit entre GENS D'ARMES signifiant ARMURES à cheval, et HOMMES D'ARMES signifiant ARMURES à pied, autoriserait à faire cette supposition. — Sous LOUIS DOUR les Compagnies d'ordonnance servaient en guerre. — Les progrès que fit ce nouveau système militaire occasionnèrent la décadence et amenèrent l'abolition de la CHEVALERIE D'AFFILIATION ; les formes que prirent les Compagnies d'ordonnance effacèrent les qualifications de BACHELIER, DE BANNERET et d'ÉCUYER ; si quelques-uns de ces titres se conservèrent plus tard, ce ne furent plus que des titres vains et honorifiques, qui cessèrent de se rattacher à un emploi militaire. Cette révolution tenait à ce que les GRANDS en usage dans les Compagnies commencèrent à comprendre un CAPITAINE, UN LIEUTENANT, UN ENSEIGNE, UN GUIDON et UN MARÉCHAL DES LOGIS. — N° 2. COMPOSITION, DÉNOMINATION. — Les Compagnies d'ordonnance se formèrent d'abord des CHEVALIERS ou des GENS D'ARMES de l'ancienne MILICE FÉODALE, et surtout de ceux qui avaient été à la solde de la couronne. — Les Compagnies d'ordonnance différaient des MILLOIS qui les avaient précédées ; elles se composèrent par RECRUTEMENT et par ENGAGEMENT VOLONTAIRE ; il n'y fut pas attaché de CAVALERIE légère ; les GRADÉS y devinrent une récompense ou une faveur, mais non un droit acquis par naissance aux BANNERETS, AUX GENTILHOMMES, AUX CHEVALIERS. — Le règlement DE 1551 s'occupait de la division de la GENS D'ARMES PRÉFATAILES ; ce qu'elle appelait KATAILLES était synonyme de ROUT, et s'est ensuite nommé COMPAGNIES. — Les LIEUTENANTS PRÉPOSÉS AUX MONSTRES étaient chargés, dans le quatorzième siècle, comme on le voit dans M. MONTREIL, de biffer des CONTRÔLES des Compagnies les hommes qui étaient de petit état, c'est-à-dire d'une noblesse douteuse ou supposée. — Dans les Compagnies qui étaient sur pied pendant le règne de CHARLES SEPT, les CHEFS de chacune d'elles

furent nommés capitaines EN CHEF; mais leur GRADE était bien plus élevé que ne l'est aujourd'hui un COLONEL. Ils se choisissaient un MARÉCHAL DES LOGES qu'on nommait PETIT OFFICIER. — Jusqu'au règne de FRANÇOIS PREMIER, les GENS D'ARMES devaient faire preuve de NOBLESSE; mais on se relâcha bientôt à cet égard. — Les Compagnies d'ordonnance ont été, à ce que dit BERTON (1742, A), désignées sous ce nom pour indiquer que ces nouveaux GENS D'ARMES OU HOMMES D'ARMES étaient aux ordres de l'ordonnance du roi. Il emprunte cette opinion de DANIEL (1721, A), qui pense même que le mot ORDONNANCE remonte jusqu'à CHARLES CINQ, en 1375. En effet ce nom est plus ancien que le règne de CHARLES SEPT; des ORDONNANCES particulières des ROIS DE FRANCE avaient appelé au service de leur personne et créé, sous cette désignation, des corps ou Compagnies distinguées, par là, des TROUPES DU RAN et de l'ARRIERE-BAN. — MÉNAGE dit au contraire, mais avec peu de vraisemblance, que ce nom leur vient de ce que, vers 1450, CHARLES SEPT rendit plusieurs ordonnances pronulguées en vue d'empêcher les GENS D'ARMES de fouler le peuple; et LACHENNAIE (1758, I) dit que cette désignation résulte de ce que CHARLES SEPT donna à ces Compagnies le nom d'HOMMES D'ARMES de ses ORDONNANCES. — Les principales de ces Compagnies (car elles devinrent promptement de force inégale) s'appelèrent COMPAGNIES DE CENT LANCES; ainsi LOUIS DOUTZ donna une COMPAGNIE DE CENT LANCES à l'infante cardinal BORGIA; par cette faveur faite au fils il travaillait à capter le père et à obtenir du pape la permission de faire divorce. — Le GENDARMERIE DE LUNÉVILLE était un reste des Compagnies d'ordonnance réorganisées sous LOUIS QUATORZE. — On a nommé, en dernier lieu, Compagnies d'ordonnance des compagnies non réparties en régiment. C'est ainsi que les définit FURSTBERG, pour indiquer certains corps que des souverains tenaient près de leur personne; mais ces dernières Compagnies et les anciennes n'avaient plus rien de commun. — N° 5. FORCE, HOMME. — Une ORDONNANCE de CHARLES CINQ, rendue en 1375 (13 JANVIER), fixa d'abord les Compagnies d'ordonnance à cent GENS D'ARMES OU MAÎTRES, accompagnés de leurs suivants ou SERGENTS À CHEVAL. La force numérique et le genre d'armement de ces TROUPES ont varié selon les pays et selon que les ordonnances de nos rois ont étendu ou restreint la force de la LANCE GARNIE; ainsi, en FRANCE, chaque Compagnie, tout en s'appelant compagnie DE CENT HOMMES D'ARMES, était réellement de six cents hommes au moins, et

du double de chevaux; en certains temps cette quantité a été même une fois en sus plus forte, soit par les divers pîeds de la LANCE GARNIE effective, soit par l'admission de VOLONTAIRES servant à leurs dépens, comme SURNUMÉRIAIRES, et attendant des emplois de PAGES OU D'ARCHERS. — L'ORDONNANCE DE BOURGOGNE, c'est-à-dire la totalité des Compagnies d'ordonnance des deux duchés, était de deux mille cinq cents à trois mille LANCES, c'est-à-dire de quinze à dix-huit mille CHEVAUX. — Les COMPAGNIES DE CENT LANCES d'ITALIE étaient, à ce que nous apprend COMMINES, moitié moins fortes que celles de FRANCE, puisqu'on les soudoyait pour dix mille écus d'or par an, et qu'il en coûtait le double. — Le défaut de règles fixes existait de même dans la composition des COMPAGNIES DE GENDARMERIE AU REC DE CORBIN, et dans toutes les autres TROUPES. — Le plus grand nombre des auteurs, car tous ne sont pas d'accord à cet égard, pensent qu'il a existé, depuis CHARLES SEPT, quinze Compagnies d'ordonnances, composant huit à neuf mille combattants, dont quinze cents seulement armés; mais on ne peut rien alléguer de précis à cet égard; car si ces quantités se retrouvent dans des décisions écrites, il n'est pas avéré que la levée ait eu lieu de fait. Les HOMMES D'ARMES étaient répandus par petites TROUPES dans trop de GARNISONS pour qu'il en ait été tenu des renseignements positifs, et l'usage des passe-volants était fréquent, les revues étaient fautives, les comptes rendus étaient infidèles. — La force, le nombre, l'espèce des hommes et des Compagnies changèrent sans cesse. — LOUIS ONZE, en 1479, réforma dix ou onze Compagnies pour solder des SUISSES et des archers à pied. — FRANÇOIS PREMIER réduisit les Compagnies d'un cinquième en 1540. Une ordonnance de CHARLES NEUF voulut qu'elles fussent de cinquante HOMMES D'ARMES au moins; mais cela ne dura pas. — HENRI DEUX les dédoublait; les cadres se multiplièrent sans mesure; le COMMÉTARLE, les FRANCES, les MARÉCHAUX, les SEIGNEURS, les protégés de la cour voulurent chacun avoir leur Compagnie d'ordonnance, ou au moins une fraction de Compagnie, car on subdivisait quelquefois ces Compagnies comme une monnaie: il y en eut à l'infini, et de soixante, de quarante, de trente, de vingt-cinq hommes. — BRANTÔME (1600, A) nous apprend que le duc de Savoie eut en 1560 une chose qu'on ne voit nulle part, qui est deux Compagnies de cent hommes d'armes, l'une du roy de France, l'autre du roy d'Espagne; je l'ai vue (celle de France) au siège de la Rochelle; il nous apprend aussi que la COMPAGNIE DE CENT HOMMES

d'ARMES de BAYARD fut, lorsqu'il mourut, en 1525, donnée une moitié à Mont-Lec, l'autre à Sansac; mais tous ces héritages ne tombèrent pas en de si bonnes mains. — BRANTOMÉ (1600, A) nous parlant de *Dampierre*, qu'on ne faisait que venir sortir des écoles de Paris, nous dit que le Dauphin le prit en amitié et lui fit donner une *Compagnie de cinquante hommes d'armes*. — Les Compagnies se réduisirent ensuite à moins de vingt-cinq lances, formant peut-être le double de CHEVAUX; depuis longtemps leur réputation de haute bravoure s'était totalement perdue, comme on le voit dans DELANOUR. Cette désorganisation alla croissant jusqu'à la PAIX DES PYRÉNÉES, en 1659. LOUIS QUATORZE supprima alors les Compagnies des SEIGNEURS; il ne conserva que celles des PRINCES, et elles passèrent toutes dans la MAISON MILITAIRE DU ROI, sous le nom de COMPAGNIES DE GENDARMES et de COMPAGNIES DE CHEVAL-LÉGÈRES. — 4° UNIFORME. — L'institution des Compagnies d'ordonnance apporta de grands changements dans l'HABILLEMENT militaire; ainsi le BOULIER commença à être regardé comme une arme inutile; les ÉPERONS d'or et d'argent cessèrent d'être une distinction. Les OFFICIERS ne portèrent plus la COTTE D'ARMES ni la COTTE DE MAILLES, mais se distinguèrent par l'ÉCHARPE MILITAIRE personnelle, par la SANDEROLE de la lance, par la richesse de l'ARMURE. Les CORRETTES et GUDONS d'équipement prirent naissance. — Il y a cependant quelques contradictions à cet égard dans les récits des auteurs : ainsi DANIEL (1721, A) fait dater de cette époque l'abandon de la COTTE D'ARMES; mais RAY DE SAINT-GÉNÈS (1755, A) affirme au contraire que c'est alors qu'elle devint un véritable EFFET D'UNIFORME; ni l'une ni l'autre de ces assertions n'est positivement vraie. — Le ROQUETON et ensuite la CASAQUE DES GENS D'ARMES et de leurs suivants ou servants furent mis à la LIVRÉE DU CAPITAINE, et l'ÉTENDARD fit oublier l'usage des BANNIÈRES et des PENNONS. — La cour envoya dans chaque juridiction du royaume un échantillon de la LIVRÉE de chaque Compagnie d'ordonnance; on peut donc regarder cette LIVRÉE comme ayant été le type primordial de l'UNIFORME moderne. — A la suppression de l'espèce d'HABIT D'UNIFORME nommé CASAQUE, l'ÉCHARPE FRANÇAISE fut donnée AUX HOMMES D'ARMES, sous le règne de HENRI DEUX, et elle croise l'ÉCHARPE personnelle aux couleurs du CAPITAINE. — Il serait trop long de décrire l'ensemble de l'UNIFORME des Compagnies d'ordonnance, parce qu'il embrasse des ARMURES diverses et arbitrairement adoptées par les ARCHEVÊQUES, COSTELLIERES, GENS D'ARMES, GENDAR-

MÈRES (hommes porteurs de GENDARMES), PAGES. Il suffira pour en donner une idée assez précise de citer le passage suivant, extrait des Mémoires de Bussy-RABUTIN et dépeignant la GENDARMERIE de HENRI DEUX, marchant pour s'emparer de Metz : *Y pouvait avoir mille ou onze cents hommes d'armes, avec la suite d'archers. Les hommes d'armes montés sur gros roussins ou courriers du royaume, turcs et chevaliers d'Espagne, avec les bardes peintes des couleurs des soyes que portoient les capitaines, armés du haut de la teste jusque au bout du pied, avec les hautes pièces et plastrons, la lance, l'espée, l'estoc, le coustelas (la coustille) ou la masse, sans encore nombrer leur suite d'autres chevaux, sur les quels estoient leurs costilliers et valets; et surtout paraissoient les cliefs et membres de ces Compagnies et d'autres grands seigneurs armés fort richement de harnois dorez et gravez en toute sorte; leurs chevaux forts et adroits bardes et caparassons de bardes, et lames d'aciers légères et riches, ou de mailles fortes et délicies, couvertes de velours, drap d'or et d'argent, orfèvreries et broderies en sumptuosité indicible. Les archers armés à la légère, portant la demi-lance, le pistolet à l'arçon de la selle, l'espée ou le coustelas; montés sur cavallins et chevaux de légère taille, bien remuans et voligeants.* — N° 5. — ALLOCATIONS, SOLDE. — Quoique la SOLDE date du treizième siècle, et que son institution, ou du moins son usage plus général se rapporte aux croisades, on peut dire cependant que les Compagnies d'ordonnance ont été les premières BANDES ou TROUPES RÉGULIÈRES qui aient reçu, des deniers de l'État, une PAYE annuelle et réglée sur TARIF. On voit dans un compte du TRÉSORIER DES GUERRES dressé en 1568, que la TAILLE DES GENS D'ARMES leur était soldée à l'avance; c'est de là que date l'usage de l'expression PRÉT. — VILLART nous apprend que sous CHARLES CINQ, en 1572, chaque CAPITAINE DE CENT HOMMES D'ARMES recevait cent francs par mois. Il paraît qu'ils grossissaient frauduleusement leur paye, car on voit, dans M. MONTREIL, qu'en certains cas les LIEUTENANTS AUX MONSTRES du quatorzième siècle ne prévenaient les dilapidations des CAPITAINES qu'en ordonnant que la SOLDE ou l'appointement fût servi non en bloc et pour la totalité de la Compagnie, mais en autant de paiements qu'il y avait d'ESCADRES. — CHARLES SEPT ne sachant comment pourvoir au paiement de ses Compagnies, les répartit dans les communes par troupes de vingt ou de vingt-cinq hommes; il les y fit payer et entretenir aux frais des HABITANS; il obtint ensuite que toutes les communes subvinsent à l'en-

treiten plus régulier des Compagnies par une cotisation proportionnelle et générale qu'on nomma la *Taille de Gendarmes*; cette subvention se changea, en 1445, en un impôt longtemps connu ensuite sous le simple nom de *Taille ou d'ordinaire des armées*. — Une fois qu'elle fut assise et régularisée, des commis aux vivres pourvurent à la subsistance des Compagnies. Les trésoriers de l'Etat furent chargés d'acquitter leur solde. Les revues se passèrent avec plus de régularité. De hauts personnages, tels que les maîtres d'hôtel ou écuyers du roi, des administrateurs, des sénéchaux, des baillis y présidèrent. — Ces revues ou *monstres* se faisaient quatre fois l'an; il y en avait principalement deux auxquelles un *maréchal de France* devait assister; les *gens d'armes* s'y présentaient en armes, ou, comme on dit actuellement, en *grande tenue*. Dans les deux autres revues ils n'étaient point en armes, c'est-à-dire *armés de pied en cap*, mais ils s'y présentaient seulement avec la livrée du capitaine, et cela s'appelait la *monstre en robe*. — Le capitaine recevait par an dix mille francs et plus de notre monnaie, et chaque *gens d'armes* deux mille francs; les suivants des *gens d'armes* percevaient vingt-quatre francs de solde par mois; mais les calculs de cette paye, qui sont donnés par *Voltaire* (*Essai sur les mœurs*), ne paraissent pas bien constatés. *Dandré* (1791, A) ainsi que *Duclos* présentent des aperçus différents. *Jarno* (1777, G) dit que sous *Charles sept* le paye du *gendarme* et de sa lance était par mois de trente francs. — *Lachèze* (1767, F) prétend que la paye du *homme d'armes* était, par mois, de dix livres, et celle du *couteiller* ou du *bergandier* de cent sols; celle des *archers* à cheval de quatre livres, et celle du *page* de soixante sols. Ce tarif ferait croire que le *couteiller* était plus que l'*archer*, et nous pensons le contraire. — *Potier* (1779, X) dit que sous *François premier* la paye des *hommes d'armes* était par an de quatre cents livres, équivalant à treize cents francs, monnaie actuelle. — Il faudrait faire des recherches et des calculs trop longs pour arriver à des notions positives à l'égard de la paye. Elle a d'ailleurs changé continuellement. Ainsi *François premier*, en 1650, réduisant d'un cinquième les Compagnies, leur laissa la paye totale, c'est-à-dire donna à quatre-vingts hommes la paye de cent. Il est vrai que souvent les trésoriers n'acquittaient la solde que sous condition de retenues à leur profit; que quelquefois ils ne la faisaient pas; que souvent les capitaines la détournaient. Aussi fut-il donné par décision

royale l'autorisation aux *lances* *porteurs* de requérir leurs subsistances chez leurs seigneurs; cela s'appelait *vivre sur le peuple*; ce droit odieux leur fut retiré sous *Henri deux*; et en 1547 ils reçurent une paye destinée à les en indemniser. — N° 6. *Troisième*. — L'organisation des Compagnies d'ordonnance fut une pensée politique et tactique; mais l'esprit de la féodalité repoussait cette institution et empêcha qu'une tactique raisonnable ne prit naissance. Comment tirer parti d'un tel assemblage de *maîtres* et de *valets*? comment mettre en jeu un mécanisme si informe? il devait pourtant exister quelques principes, quelques formes préférées, mais on les ignore, ainsi que ce qui se passa, en 1480, au camp d'instruction du Pont de l'Arche, où *Loche* *onze* envoya quinze cents hommes d'armes de son ordonnance, et où les *maîtres* les plus savantes de l'époque furent exécutées. A défaut de documents précis, voici ce qu'on sait en général. — Avant *Charles sept*, le *gendarme* avait, en plusieurs occasions, mis pied à terre pour combattre en plein champ, ou pour monter à l'assaut. Il en avait été de même dans les *milices étrangères*, chez les *Bourguignons*, chez les *Anglais*, dans toute l'Allemagne; et *Machiavel* (1546, B) nous montre *Cannigou* mettant à pied ses *gens d'armes* pour enfoncer les *Suisses* à *Corts d'Arin*. Mais à mesure que l'infanterie s'améliore, les *gens d'armes* cessent un service à pied, dont la pratique avait plus d'une fois été désastreuse. — Les vieux parchemins relatifs aux *monstres* ou *revues* du temps montrent, au premier rang, le *gendarme*; derrière lui, son *archer*; en troisième rang, le *page*; en quatrième rang, le *couteiller*. La force de la lance *garnie* ayant varié de quatre à sept hommes et plus, cet ordre s'est modifié en proportion; était-il un jour de combat la même qu'un jour de revue? il en a été ainsi ou autrement, suivant les temps et les lieux; éclaircir de pareils points serait une prétention vaine. — La différence des *armes* dont se composait la lance *garnie* ne permettait pas que les subalternes combattissent comme leur maître, et tel fut le principe de la distinction qui s'est établie entre la *croix cavalerie* et la *cavalerie légère*; ainsi les *archers*, montés sur des courtauts ou des chevaux de petite taille, n'encablonnaient pas avec les *gens d'armes* montés sur des chevaux de bataille. Ainsi à la bataille de *Cambrai*, en 1544, les *archers* étaient sur le flanc de chaque corps de troupe, nommés *taille*, et avaient pour ralliement le *cuir* du don de la Compagnie dont ils dépendaient, mais n'avaient pas de *gonnes* en *propre*; c'est

tail une conséquence de l'ordonnance de François premier, promulguée en 1550, qui avait prescrit que les archers seraient équipés en chevau-légers, c'est-à-dire réunis en Compagnies particulières au lieu d'être entremêlés dans la lance fournie. Cette ordonnance ne fut que la confirmation d'un usage de quelque ancienneté déjà. Ce fut un dédoublement comparable à celui qui donna naissance aux corps de lansquenets.

— Les archers engageaient donc les escarmoucheurs, tandis que les gens d'armes combattaient en ligne, en har, et faisaient corps avec les écuyers, ce qui différait des usages de la gendarmérie plus ancienne, dans laquelle, suivant toute apparence, ce mélange d'écuyers et de chevaliers n'avait pas lieu ou ne l'avait eu que passagèrement. — Quant aux coustilliers, qui étaient destinés à achever les ennemis désarmés, et quant aux pages, qui portaient des armes de rechange ou armes doubles, ils se tenaient en arrière de l'escadron ou de la ligne des lances. — Une ordonnance de Louis douze, rendue en 1498, attache aux Compagnies d'ordonnance des archers sujets à solonité. DANIEL (1721, A) croit que c'étaient des hommes dépendant tout à fait du capitaine et choisis par lui; il fut aussi permis, vers le même temps, d'attacher quinze à vingt arbalétriers par Compagnie d'ordonnance; mais il règne une grande obscurité sur le fond de ces règles et de ces coutumes. — DUBELLAY (1635, A) nous donne à entendre que du temps de François premier le relâchement s'introduisait dans les Compagnies d'ordonnance, dont la décadence surtout se montra sous le faible Henri deux. — MALKEROY (1767, A) pense que les gens d'armes français combattirent souvent sur un seul rang ou que, quand ils en formaient deux, le second était à trente ou quarante pas de l'autre : cette méthode était tout opposée aux usages de la milice allemande et de la milice espagnole. — Nos Compagnies d'ordonnance ont, en général, servi isolément à ce qu'il paraît. On pourrait pourtant supposer qu'il s'en est enrégimenté ou enrégimenté quelques-unes, ne fût-ce que momentanément; la preuve en existe dans le passage suivant, tiré des Mémoires de Bussy-Rabutin, parlant du ravitaillement de Saint-Quentin, en 1557 : *M. de Nevers s'achemina avec son régiment de gens d'armes, à savoir : sa Compagnie et celles des seigneurs Curton et Daubigni.*

COMPAGNIE D'OUVRIERS. V. ARMÉE DU GÉNÉRAL. V. BOUTIER MILITAIRE. V. COMPAGNIE RÉGIMENTAIRE. V. GÉNIE INGÉNIEUR. V. MILICE RAVARDOISE N° 1. V. OUVRIER. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION. V. PORTONNIER. V. RÉGIMENT

D'ARTILLERIE N° 3. V. RÉGIMENT DU GÉNÉRAL.

COMPAGNIE (compagnies) d'ouvriers d'artillerie (A, 1). Sorte de compagnies qui font partie des troupes de ligne de l'armée française; l'ancien régiment des fusiliers du roi en contenait un certain nombre; l'ARRÊTÉ DE L'AN SEPT (23 FRUCTIDOR) en instituait douze; un ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (16 THERMIDOR) en reconnaissait quinze; l'ORDONNANCE DE 1825 (27 FÉVRIER) les organisait au nombre de douze, et les portait sur le pied de guerre à cent hommes, et sur le pied de paix à soixante-dix. — Le complet de la totalité des ouvriers de l'artillerie de ligne était sur le pied de guerre de douze cents, et sur le pied de paix de neuf cent soixante. — L'ORDONNANCE DE 1829 (5 AOÛT) a mis ces douze Compagnies sur pied de guerre à cent quatre hommes, et sur pied de paix à soixante-quinze hommes. — L'ARRÊTÉ DE 1758, 1, au mot *Paye* a traité de ces Compagnies.

COMPAGNIE d'ouvriers du génie. V. OUVRIER DU GÉNIE. V. RÉGIMENT DU GÉNIE.

COMPAGNIE du CENTRE. V. ARMÉE DE VOLTAIRE. V. ATTRIBUT DE RETROUVAIS. V. CENTRE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE N° 3. V. COMPAGNIE DE CENTRE. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 4. V. DIVISION DE BATAILLON. V. DRAPEAU D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ÉPAULETTE DE CAPOTE. V. ÉPAULETTE DE COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. ESCADRON. V. FUSIL DE VOLTAIRE. V. FUSILIER. V. MILICE RAVARDOISE N° 1. V. RANG DE TAILLE. V. TRINCH.

COMPAGNIE du GÉNIE. V. GÉNIE. V. GÉNIE INGÉNIEUR N° 3. V. RÉGIMENT DU GÉNIE.

COMPAGNIE du GUY. V. GANDES-COTES. V. GUY.

COMPAGNIE du TRAIN d'ADMINISTRATION. V. OUVRIER D'ADMINISTRATION. V. TRAIN D'ADMINISTRATION.

COMPAGNIE du TRAIN d'ARTILLERIE. V. TRAIN D'ARTILLERIE.

COMPAGNIE du TRAIN du GÉNIE. V. GÉNIE INGÉNIEUR. V. RÉGIMENT DU GÉNIE. V. TRAIN DU GÉNIE.

COMPAGNIE ÉCOSSAISE. V. ÉCOSSAIS, adj. V. GARDE ÉCOSSAISE. V. GARDE ROYALE N° 1. V. GARDES DU CORPS N° 2. V. MOUQUETTAIRE DE LA GARDE.

COMPAGNIE EN CAMPAGNE. V. EN CAMPAGNE. V. POÛRT EN CAMPAGNE.

COMPAGNIE EN GARNISON. V. EN GARNISON. V. SOUS-AIDE-MAJOR.

COMPAGNIE (compagnies) EN ROUTE (E, 4). Sorte de compagnies d'infanterie française considérées comme voyageant dans l'intérieur du royaume et se trouvant ou réunies au corps quand il fait route en

TEMPS DE PAIX, ou isolées momentanément du corps. — Ces Compagnies sont soumises pendant la route à certaines règles particulières que déterminait le règlement de 1818 (15 mai). Ainsi, avant l'instant du départ, les HAVRE-SACS non occupés et le superflu des EFFETS D'UNIFORME qui sont en service dans les Compagnies, sont réunis en BALLOT; la COMPTABILITÉ, les LIVRES, les PAPIERS sont remis au CAPITAINE D'ARMEMENT, pour être transportés par ses soins pendant la ROUTE. — Une fois les Compagnies en route, leur manière de voyager se régie ou devrait se régir conformément aux usages et au mécanisme prévus dans les documents relatifs à la COLONNE DE ROUTE. — La Compagnie qui est GARDE-DRAPEAU fournit, pendant les HALTES, les SENTINELLES AUX DRAPEAUX. — Les HAVRE-SACS DES ÉCLOFFÉS, s'il y en a, peuvent être placés, moyennant autorisation, aux VOITURES. — Lors de l'ARRIVÉE AU GITE, le LOGEMENT de la Compagnie est établi conformément à l'ORDRE DE BATAILLE, et il est assis, autant que possible, dans la même rue, ou dans le même quartier. — Les Compagnies ne quittent le BATAILLON qu'après que le DRAPEAU a été reconduit; elles se rendent alors au centre de leur quartier pour y recevoir leurs BILLETS DE LOGEMENT que l'ADJUDANT DE SEMAINE fait délivrer, et qui sont remis par paquets à chaque CAPORAL. — Les DISTRIBUTIONS ont lieu peu de temps après, s'il en doit être fait, et l'INDEMNITÉ DE ROUTE pourvoit aux frais de l'ORDONNAIRE. — Les BILLETS de l'APPEL DU SOIR sont envoyés au CORPS DE GARDE DE POLICE pour être recueillis par l'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE. — La nature du service des Compagnies et les ordres qui leur sont donnés sont annoncés au son de la CAISSE, et en général les RATTIERES EN ROUTE sont exécutées au centre du GITE, sous la responsabilité du SERGENT-MAJOR; c'est également lui qui informe la Compagnie de l'heure du départ du lendemain. — Les JOURS DE SÉJOUR, les Compagnies sont rassemblées pour l'INSPECTION GÉNÉRALE, qui, à moins d'ordre contraire, tient lieu d'APPEL. — Après l'arrivée à la DESTINATION, les BORDERS DES DISTRIBUTIONS faites aux Compagnies pendant la route sont remis à chacun des CAPITAINES que le BORDEREAU concerne. — EN TEMPS DE GUERRE, le VINAIGRE destiné à l'usage des Compagnies devait être porté dans de grands HEDONS.

COMPAGNIE-ESCADRON (A, 1), ou ESCADRON-COMPAGNIE. Sorte de COMPAGNIES DE CAVALERIE FRANÇAISE qui en réalité n'est ni ESCADRON, ni COMPAGNIE; c'est une des conceptions louches et fausses de notre LANGUE. — Il s'agit ici d'une querelle de mots, d'un

vain débat que la loi eût évité si, suivant les temps et les opinions régnantes, elle eût dit: L'ESCADRON est institué, est aboli, est rétabli. La COMPAGNIE est l'UNITÉ tactique de la CAVALERIE, ou ne l'est plus. — Voici l'histoire de cette AGREGATION bâtarde. — Un besoin senti de caractériser les GROUPEMENTS militaires par des appellations rationnelles, relatives, numériques, a donné naissance aux mots modernes, BATAILLON, ESCADRON, RATTIERE; nous disons modernes, car autrefois ces termes ont eu un sens tout autre. — Le législateur a dit: Le BATAILLON est surtout un CADRE TACTIQUE, la Compagnie d'infanterie un CADRE ADMINISTRATIF; que l'ESCADRON soit un CADRE surtout TACTIQUE, que la COMPAGNIE DE CAVALERIE soit un mécanisme administratif. — La CAVALERIE devant être le sixième de l'infanterie, que l'ESCADRON soit de cent hommes si le bataillon est de six cents. — Le BATAILLON est de plusieurs Compagnies, que l'ESCADRON soit de quatre, de trois, de deux. — La DIVISION ÉPAGOGIQUE de l'infanterie est uniquement tactique; que, pour mettre en équilibre les lois tactiques d'infanterie et de cavalerie, le CHEF D'ESCADRON réponde par son emploi sur le terrain au CHEF DE BATAILLON, s'il a quatre escadrons; ou au CHEF OU CAPITAINE DE DIVISION D'INFANTERIE, s'il n'en a que deux. — Cet enchaînement de principes était logique; il a été rompu sans que les novateurs se soient rendu compte s'il avait existé, et si quelques combinaisons devaient être substituées à celles qu'ils effaçaient. — Des snpputations qui n'avaient plus en vue qu'une des branches de l'art, que l'ORGANISATION, ont sentes eu crédit; elles n'auraient dû marcher que de concert avec des vues plus générales, avec de plus particuliers calculs de tactique. — Sous Louis quatorze, l'ESCADRON est de quatre COMPAGNIES EN TEMPS DE GUERRE; de trois en TEMPS DE PAIX. — Sous Louis quinze, il est de quatre COMPAGNIES. — En 1772, l'ESCADRON est de deux COMPAGNIES. — En 1776, il devient escadron-Compagnie. — En 1788, il se divise de nouveau en deux COMPAGNIES. — La CAVALERIE de la GARDE IMPÉRIALE, créée d'une manière brusque, et organisée sans principes débattus, sans unité de système, a admis la règle de l'escadron-Compagnie. — En 1815, l'escadron à deux Compagnies est de nouveau abandonné; il redevient escadron-Compagnie. Un général de cavalerie, M. PREVAIL (1824), fut le promoteur et le défenseur de cette disposition; elle a été combattue par M. le général Lhéritier, *Examen de l'organisation*, etc. (Paris, in-4, 1824), et par le général Girardin (1829, brochure litho-

graphiée). L'un et l'autre déclarent trop compliquée l'administration d'une unité militaire aussi forte que l'escadron. — Le système en est également combattu dans le *Spectateur militaire* (t. xvi, p. 587). — Le général Margaron, *Observations*, etc. (in-4, Paris, 1824), s'en est déclaré partisan, ainsi que le général Bismark, tandis que M. Volz préconise la formation de l'escadron anglais parce qu'il est de deux Compagnies. — Débattre le fond de la question n'est pas de notre compétence; mais nous avons dû signaler la versatilité des usages, le peu d'ensemble et d'harmonie des principes et les incertitudes où l'on tombe, faute d'une langue arrêtée et d'un système fixe.

COMPAGNIE ESPAGNOLE. V. ESPAGNOL, adj. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2, 5. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE. V. TERRE.

COMPAGNIE (compagnies) FACTIONNAIRES (F). Sorte de COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE que quelques ordonnances et quelques auteurs, tels que DARUT (1787, D), MARIUS-DUSAND (1780, K), SYLVA (1768, K), ont comprises sous cette désignation, pour indiquer qu'elles n'étaient ni COMPAGNIES COLONELLES, ni COMPAGNIES LIEUTENANTES-COLONELLES, ni COMPAGNIES D'ÉLITE.

COMPAGNIE FRANÇAISE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. FRANÇAIS, adj. V. MESTRE DE CAMP n° 1. V. MINISTRE DE LA GUERRE, en 1745. V. MOULIN PORTATIF. V. MOUSQUET. V. NOM DE GUERRE. V. ORDRE DU TAILLEAU. V. PAYE. V. PILLAGE. V. PRISON DE PLACE. V. PROCÉDURE. V. RABÇON. V. EXTÉRIEUR SUR PRÊT. V. REVUE D'ADMINISTRATION. V. REFUS SUR LE TERRAIN. V. SERMENT DE BATAILLE. V. SERMENT. V. SUSPENSION DISCIPLINAIRE. V. TÉMOIN JUDICIAIRE. V. TERTRE.

COMPAGNIE (compagnies) FRANÇAISE (F). Sorte de COMPAGNIES dont la dénomination prend des acceptions différentes, suivant les époques auxquelles le mot appartient. Ainsi depuis LOUIS ONZE, vers 1401, jusqu'à LOUIS TREIZE, vers 1610, les villes avaient des Compagnies franches, c'est-à-dire composées d'hommes affranchis de certains impôts, et jouissant de privilèges particuliers. Ces Compagnies, dont quelques-unes ont été connues sous le nom de FRANCES ARCHERS, étaient destinées surtout à la garde et à la défense des villes; mais quelquefois elles faisaient campagne. — Dans le dernier siècle, il restait encore, en outre de la GARDE DE PARIS, des vestiges de ces institutions; c'étaient les Compagnies appelées ARSALÉTIERS, ARQUEBUSIERS, CENTENIERS, CIRQUANTENIERS, GARDES DE VILLE, SERGENTS DE VILLE, etc. Depuis la création d'une ARMÉE RÉGULIÈRE ces corps ne faisaient plus campagne.

— A partir de LOUIS QUATORZE, le mot Compagnie franche signifie Compagnie non RÉGIMENTAIRE ni formée en BATAILLON, mais commandée en chef par un CAPITAINE et formée d'une centaine d'hommes. — Ordinairement ces Compagnies étaient créées pour le temps de GUERRE; elles y servaient comme TROUPES LÉGÈRES; elles étaient conservées quelquefois pendant la paix; elles se composaient les unes de nationaux, les autres de SUISSES; ainsi en 1666 il est lavé dans les cantons suisses seize Compagnies franches. — La dénomination de Compagnies franches était imitée de celle qu'on donnait, dans certaines MILICES ÉTRANGÈRES, à des ESCADRONS, à des CORPS FRANCS; ce qui signifiait que ces corps n'étaient pas soldés au temps de GUERRE, étaient francs ou affranchis de la discipline commune et autorisés à vivre de VILLAGE. — Les historiens appellent souvent du nom de PARTISANS ce genre de Compagnies franches. Nous avons sous LOUIS QUATORZE des CROATES formés sur ce pied. — Depuis longtemps les Compagnies franches de la MILICE FRANÇAISE percevaient habituellement un SOLEIL; ainsi la qualification sous laquelle notre LANGUE MILITAIRE a continué de les désigner était devenue inexacte. — Nous avons dans les GUERRES DE 1735, DE 1741, DE 1756, des DRAGONS, des HUSARDS et de l'INFANTERIE LÉGÈRE, formés en Compagnies franches. C'était en général des rames de DÉSERTEURS; ils composaient les seules et véritables LÉGÈRES TROUPES du temps. — Les Compagnies franches qui eurent le plus de célébrité furent celles que commandèrent DUMOLIER, qui avait servi sous LOUIS QUATORZE et LOUIS QUINZE, et DELACROIX (1752), PARTISAN renommé dans les GUERRES DE 1735 et 1741. Ces chefs étaient des espèces de généraux à carte blanche, car leurs Compagnies étaient de vrais RÉGIMENTS où ils décidaient de tout, en un temps où les troupes légères n'avaient ni constitution fixe ni TACTIQUE écrite; ils commandaient à plusieurs sortes d'armes ou ÉQUIPES; ils avaient même des ESPIONS à leurs ordres; leur nom a eu plus de célébrité que celui de tel ou tel maréchal de France. — Des Compagnies franches, composées d'étrangers, ont existé aussi sous LOUIS QUINZE en temps de PAIX; c'étaient de petits corps employés à certains SERVICES SPÉCIAUX; quelques-unes avaient des RAUTROUS. C'est à leur imitation que cet instrument recommença à être en usage, après avoir été prohibé. — Depuis la GUERRE DE 1741, les RÉGIMENTS LÉGÈRES remplacèrent ces corps, mais rendirent bien moins de service. LA GUERRE DE 1756 en donna la preuve; le système nouveau, suivant JAMO (1777, G), out

bien plus pour but de créer de hauts grades en faveur des hommes de la cour que d'améliorer les institutions. — Au commencement de la guerre de la révolution, quantité de petits corps d'infanterie levés en France prirent le nom de Compagnies franches; plusieurs portaient le chapeau à la Henri quatre ou le schako, le revers à points, la caracine, le pantalon et la demi-cuirasse; l'infanterie française leur a emprunté une partie de ce costume. — L'ANCIENNAISE (1758, I, au mot Pays) rappelle d'anciens usages des Compagnies franches. — M. LAMUREUX (1822, D) a traité des Compagnies franches comparées aux guerrillas de la milice espagnole.

COMPAGNIE GARDE-DRAPEAU. V. COMPAGNIE COLONNELLE. V. COMPAGNIE DE CENTRE. V. COMPAGNIE EN ROUTE. V. COMPAGNIE LIEUTENANTS-COLONNELLE. V. GARDE-DRAPEAU. V. RÉCEPTION DE DRAPEAU. V. RÉGIMENT D'INFANTERIE.

COMPAGNIE (compagnies) générale (F). Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE créée en 1763 (1^{er} juin) dans le RÉGIMENT COLONEL GÉNÉRAL; elle était la COMPAGNIE COLONNELLE DU CORPS et y gardait le DRAPEAU BLANC. C'était une imitation des DISQUES de la MILICE PRUSSIENNE, dans laquelle il y avait des Compagnies générales attachées au premier BATAILLON; une des prérogatives de cette Compagnie consistait à ALLER AU DRAPEAU. — Le RÉGIMENT DES GARDES SUISSES avait une Compagnie générale qui appartenait au COLONEL GÉNÉRAL DE SUISSE; c'était une colonelle qui était comme un RÉGIMENT dans un RÉGIMENT, car elle avait son ÉTAT-MAJOR à part, son TRÉVOT, etc., etc.

COMPAGNIE HAÏTIENNE. V. HAÏTIEN, adj. V. MILICE HAÏTIENNE.

COMPAGNIE HANOVIENNE. V. HANOVIEN, adj. V. MILICE HANOVIENNE n° 1, 2.

COMPAGNIE HELLÉNIQUE. V. HÉCAYON-TARCHE, V. HELLÉNIQUE, adj. V. MILICE HELLÉNIQUE.

COMPAGNIE HESSEISE. V. HESSEIS, adj. V. MILICE HESSEISE.

COMPAGNIE HOLLANDAISE. V. HOLLANDAIS, adj. V. MILICE HOLLANDAISE, n° 2, 4, 5.

COMPAGNIE MORS RANG (A, 1). Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE créée, dans chaque RÉGIMENT, par l'ORDONNANCE de 1851 (7 mai) et organisée par la CIRCULAIRE de 1851 (15 mai); elle répondait aux PELOTONS MORS RANG créés en d'autres ARMES, et aux anciens CADRES D'ENTRÉE DES TERRES. — Elle se composait des OFFICIERS PARTICULIERS et des HOMMES EN TROUPE qui n'étaient pas

dans la CAS, à raison de la nature de leurs fonctions, d'être habituellement appelés au service commun, tels que les OFFICIERS ADJOINTS, les MAÎTRES D'ARME, et leurs GARDONS, les EMPLOÏÉS et les ÉCRIVAINS d'administration. Le MONITEUR GÉNÉRAL y était SERGENT-MAJOR. — En temps de paix, les ADJUDANTS, les MUSICIENS, les SAPEURS, les CAPORAUX TAMBOURS et les TAMBOURS-MAJORS y complaient, mais pour l'administration seulement. L'ADMINISTRATION DU PETIT ÉTAT-MAJOR y était également fondue. — En cas de GUERRE elle devait se séparer en deux sections, dont l'une, qui complerait le POSTE-DRAPEAU, recomposerait les BATAILLONS DE GUERRE, l'autre resterait au DÉPÔT; elle était commandée par le CAPITAINE D'ARMEMENT; elle avait pour OFFICIERS DE SECTION l'ADJOINT AU CAPITAINE D'ARMEMENT et le LIEUTENANT D'ARMEMENT; elle avait pour SERGENT-MAJOR le MONITEUR GÉNÉRAL de l'ÉCOLE D'ARMEMENT; pour SERGENTS l'ARMURIER, le SOUS-OFFICIER de MAGASIN OU GARDEN-MAGASIN, le PREMIER SECRÉTAIRE DU TRÉSORIER, le VAGUEMENTER, le MAÎTRE GORDONNIER, le MAÎTRE TAILLEUR, le MAÎTRE D'ARMES; pour CAPORAUX les PREMIERS COUVREURS et le CAPORAIL D'ENTRÉE; un FOURRIER ad hoc y était attaché; des SOLDATS, des CAPORAUX, des SERGENTS, étaient SECRÉTAIRES DU CAPITAINE D'ARMEMENT, DU COLONEL, DU MAJOR, DU TRÉSORIER, de l'OFFICIER D'ARMEMENT, de l'OFFICIER D'ARMEMENT. — Une grande partie de ces HOMMES DE TROUPE étaient considérés comme étant eux-mêmes le PETIT ÉTAT-MAJOR de cette compagnie; ce qui impliquait confusion, puisqu'il y avait ainsi un PETIT ÉTAT-MAJOR dans le PETIT ÉTAT-MAJOR. — Sa force variait de cent quarante-quatre à cent soixante-deux hommes dans les RÉGIMENTS À TROIS OU À QUATRE BATAILLONS. — La DÉCISION de 1831 (10 juin) lui donnait le POMPOUR lenticulaire sans numéro. — L'ORDONNANCE de 1833 (2 novembre) contient quelques dispositions concernant sa formation, son service, etc.; elle veut qu'en route elle soit logée au même gîte que l'ÉTAT-MAJOR.

COMPAGNIE IMPAIRE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 7. V. PRU À DÉPLACEMENT. V. IMPAIRE. V. DÉONORANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE. V. TENGEMENT.

COMPAGNIE INFERNALE. V. ARMÉE INFERNALE. V. INFERNAL.

COMPAGNIE LÉONIE. V. LÉON, adj. V. MILICE ANGLAISE n° 2. V. MILICE NÉROQUE. V. MILICE RUSSIE n° 2.

COMPAGNIE (compagnies) LIEUTENANTS-COLONNELLE (F). Sorte de COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE qui appartenait au LIEUTENANT-COLONNEL; elle était sous les ordres d'un

CAPITAINE COMMANDEANT ; elle avait un sous-officier isophtique. — Cette Compagnie, attachée d'abord au premier bataillon, a fait ensuite partie du second bataillon du corps ; elle y était compagnie garde-drapeau ; elle y avait le pas sur les compagnies factionnaires, et y tenait la même place qu'occupait au premier bataillon la compagnie colonelle. — L'institution des Compagnies lieutenants-colonelles ne date que du règne de Louis quinze ; mais depuis 1742 elles ont subi les mêmes chances de suppression et de rétablissement que les compagnies colonelles. Il en a été ainsi dans les armées française et anglaise. Dans cette dernière le commandeur en chef les a abolies de nos jours.

COMPAGNIE MAJOR (F). Sorte de compagnie qui faisait partie de certains corps de la milice anglaise ; elle appartenait au major ; elle a été abolie par le commandeur en chef en même temps que la compagnie colonelle.

COMPAGNIE (compagnies) MESTRE DE CAMP (F). Sorte de compagnies d'infanterie française qui ont existé aux époques où il a été reconnu un colonel général de l'infanterie, c'est-à-dire sous Louis quatorze et au commencement du règne de Louis quinze ; c'était la compagnie du mestre de camp ou du colonel du régiment, de même que la compagnie colonelle du même corps était celle du colonel général. Ces deux espèces de Compagnies se sont fondues l'une dans l'autre, depuis la démission du colonel général en 1730. — La Compagnie mestre de camp marchait la seconde, et faisait partie du premier bataillon.

COMPAGNIE MEXICAINE. V. MEXICAINE, adj. V. MILICE MEXICAINE.

COMPAGNIE MILITAIRE. V. COMPAGNIE. V. MILITAIRE, adj.

COMPAGNIE NAPOLEONNAISE. V. MILICE NAPOLEONNAISE n° 1. V. NAPOLEONNAISE, adj.

COMPAGNIE NÉERLANDAISE. V. MILICE NÉERLANDAISE n° 1. V. NÉERLANDAISE, adj.

COMPAGNIE NOBLE. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2. V. NOBLE, adj. et subs. V. TRAD.

COMPAGNIE PAIRE. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 7. V. FEU A DÉPLACEMENT. V. PAIR. V. TIERCEMENT.

COMPAGNIE PARAGUÉENNE. V. MILICE PARAGUÉENNE. V. PARAGUÉEN, adj.

COMPAGNIE-PELTON. V. COMPAGNIE DE PUNTERS. V. COMPAGNIE DE GRENADEERS n° 8. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. COMPAGNIE-DIVISION. V. ENVIRONNEMENT. V. MILICE ANGLAISE n° 8. V. PELOTON.

COMPAGNIE PERMAN. V. MILICE PERMAN n° 1. V. MILICE PERMAN. V. PERMAN, adj.

COMPAGNIE PRÉMONTAINE. V. CAVALIER. V. MILICE PRÉMONTAINE n° 1. V. PRÉMONTAINE, adj.

COMPAGNIE POLONAISE. V. MILICE POLONAISE n° 1. V. POLONAISE, adj.

COMPAGNIE PORTUGAISE. V. ESCADRON. V. ESCADRON. V. MILICE PORTUGAISE n° 1. V. PORTUGAISE, adj.

COMPAGNIE (compagnies) POSTICHE (F). Sorte de compagnie d'infanterie française ou de compagnie surnuméraire de grenadiers ; elles furent créées en 1746 pour remplacer les grenadiers retirés l'année précédente des bataillons de milices et remplacés comme grenadiers royaux ; elles entrèrent ensuite elles-mêmes dans les grenadiers royaux, où se détachant momentanément de leurs corps.

COMPAGNIE PROVISOIRE. V. COMPAGNIE DE GRENADEERS n° 8. V. DÉPOT DE CORPS. V. ENFANT PERDU n° 3. V. GRENADEIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 7. V. GUERRE DE 1807. V. PROVISOIRE.

COMPAGNIE PRUMIÈRE. V. BRIGADE ISOPHTIQUE. V. IMPRIMERIE GÉNÉRALE n° 5. V. MILICE PRUMIÈRE n° 2, 4, 8. V. PRUMIÈRE, adj. V. SAUS DE TAILLE. V. TENTE.

COMPAGNIE (compagnies) RÉGIMENTAIRE (lord. sous-général.) ou corps à une compagnie. Sorte de compagnies ou d'acérations de l'armée française qui n'ont pas d'état-major, et ne dépendent ni d'un régiment ni d'un bataillon ; elles sont commandées et administrées à part par leurs propres officiers ; elles ont un conseil d'administration dont leur sergent-major est secrétaire ; telles sont les compagnies sédentaires ; telles ont été des compagnies de Hussards, etc., etc. — Les Compagnies régimentaires se sont autrefois distinguées en compagnies de bombardiers, — d'artillerie à cheval, etc.

COMPAGNIE RUSS. V. MILICE RUSS n° 1. V. RUSS, adj.

COMPAGNIE SANITAIRE. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2. V. SANITAIRE.

COMPAGNIE SAXONNE. V. MILICE SAXONNE n° 1. V. SAXON, adj.

COMPAGNIE (compagnies) SÉDENTAIRE (A, 1, 3, 4). Sorte de compagnies d'infanterie française qui sont une imitation ou une modification des corps successivement nommés compagnies détachées de l'armée des invalides, compagnies de vétérans, bataillons de vétérans, demi-brigades de vétérans. — Les Compagnies sédentaires comptent ordinairement en dehors de la composition de l'armée. — Les Compagnies

sédentaires sont une troupe formée de soldats et d'officiers vieillissants dans le métier des armes, et admis par forme de récompense dans des corps ou compagnies sédentaires, dont le service est censé plus doux que celui de l'infanterie de ligne. — L'admission des sujets susceptibles d'entrer dans ces Compagnies est proposée par les inspecteurs généraux au ministre de la guerre; mais la proposition n'en a lieu qu'en faveur de soldats ayant accompli un engagement ou ayant douze ans de service. — Leurs intérêts sont gérés par un conseil d'administration d'une forme particulière. — L'ordonnance de 1818 (25 mars) se servait de la dénomination de Compagnies sédentaires par opposition aux vétérans que le ministre Gouverneur avait l'intention de créer, non comme faisant partie d'une armée sédentaire, mais comme réserve de l'armée active. L'ordonnance de la même année (10 mars) en rend témoignage. — En 1825, il existait treize compagnies d'artillerie sédentaires, une de sous-officiers de la garde royale, dix de sous-officiers de ligne, une de fusiliers de garde royale et trente-deux de fusiliers de ligne, en tout cinquante-sept. — M. SICARD (1828), dans un relevé qu'il établit, en compte quarante-sept, non compris probablement celles d'artillerie. — On évaluait les hommes de troupe de cette infanterie sédentaire à cinq mille sept cent huit et les officiers à cent soixante-dix-huit. M. BALLYET (1828, G) ne portait pas si haut cette force. — Ce nombre de Compagnies paraît trop fort en temps de paix, puisqu'en 1829 les hommes qui y entrent ne suffisent pas pour en alimenter l'effectif. — L'*Annuaire de l'Etat militaire de 1830* compte quarante-quatre Compagnies, dont onze de sous-officiers, trente-trois de fusiliers. — L'*Annuaire de 1831* reconnaissait trente Compagnies sédentaires, en outre des vétérans départementaux. — Le *Journal de la Société française de Statistique* (1832, novembre) accusait quatre-vingt-six Compagnies, formant treize mille quatre cent seize hommes. — L'uniforme de ces Compagnies a différé de celui des régiments de ligne, en ce qu'elles ont conservé plus tard des habits à revers, en ce que les couleurs tranchantes n'y étaient pas distinctives du corps, en ce que la capote était encore en drap beige quand les capotes de l'infanterie française de ligne n'étaient plus ainsi; enfin leurs officiers continuent à porter l'épée, et non le sabre. — En 1829 le traitement qui leur est alloué est d'un million quatre cent soixante-sept mille cent vingt francs.

COMPAGNIE SOUS LES ARMES. V. APPRE DE C... V. SOUS LES ARMES.

COMPAGNIE SUÉDOISE. V. MILICE SUÉDOISE N° 1. V. SUÉDOIS, adj. V. TRADAN.

COMPAGNIE SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 2, 3. V. MILICE SUISSE N° 2. V. SUISSE, adj.

COMPAGNIE SURNUMÉRAIRE. V. COMPAGNIE POSTICHE. V. SURNUMÉRAIRE, adj.

COMPAGNIE SYKE. V. MILICE SYKE N° 2, 4. V. SYKE, adj.

COMPAGNIE TURCO-ÉGYPTIENNE. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE N° 2. V. TURCO-ÉGYPTE, adj.

COMPAGNIE TURQUE. V. MILICE TURQUE N° 2, 3, 4, 5. V. TURC, adj.

COMPAGNIE WURTEMBERGEOISE. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 1. V. WURTEMBERGEOIS, adj.

COMPAGNON, subs. masc. V. CHEVALIER COMPAGNON.

COMPAGNON (compagnons) (F), ou COMMITON suivant GANEAU, ou COMPAIGNON, ou COMPAIN, ou COMPAING, ou COMPAINE, ou COMPAN, ou COMPANO, ou COMPANS, ou COMPEING, ou COMPOING. — Le mot Compagnon aurait, suivant HENRI ESTIENNE, une étymologie peu vraisemblable; il viendrait du mot *banus*, dont les mots *bene* ou *banus* sont provenus, et qui aurait signifié en gascon : chariot ou carrossée de soldats, d'où serait dérivé *compennon*, *compennon*; ROQUEFORT prend même comme synonymes *rennes* et *bandes* adjectives. GANEAU (du mot *renne*) et PASQUIER s'occupent de ces mêmes questions; GÉNÉLIEU tire Compagnon de *penon* ou *panoncau*. Il croit qu'il signifierait : guerriers sous même enseigne. Il resterait à constater si l'usage du mot Compagnon n'est pas beaucoup plus ancien que celui du substantif *pannon*. — D'autres étymologistes dérivent le mot du bas latin *compaganus*, comme l'on dirait mangeant le même pain. DUCANGE le tire du bas latin *compagno*, *pago*, d'où serait peut-être venu le mot *page*. — Le terme Compagnon est probablement issu du latin ancien *compages*, *compago*, liaison, assemblage. Ce mot est passé dans l'italien *compagnone*; et si les vieux mots *compain*, etc., viennent du bas latin, il ne paraît pas douteux que le substantif Compagnon, qui a forme d'augmentatif italien, vient de cette dernière langue, puisque fort anciennement des aventuriers d'Italie le prenaient comme synonyme de soldat ou de soldatier. — Tout prouve que l'expression Compagnon est d'origine tout à fait militaire, puisque c'était ainsi que s'appelaient les ANTRUSTOM

et les **COMTES** (*comites, compagani*). — Le substantif **Compagnon**, autrefois désignatif d'une espèce de **GRADE** ou de **RANG**, est infiniment plus ancien que le terme **COMPAGNIE**, surtout si l'on conçoit cette dernière dénomination sous l'acception militaire qu'elle a actuellement. — Les **CHEVALIERS** DU MOYEN AGE s'appelaient en général **Compagnons**, et **COMPAGNONS D'ARMES**, comme le témoigne **NICOT**, ce qui avait amené le mot **COMPAGNIE D'ARMES** pour donner l'idée d'une intimité fraternelle, d'une amitié jurée par serments et consacrant des intérêts inséparables. — C'était autrefois au **MARÉCHAL DE CAMP** à recevoir les **Compagnons**, les répartir sur le terrain. — Dans l'ordonnance de **FRANÇOIS PREMIER** rendue en 1534, l'expression **Compagnon** devient légalement synonyme de soldat roturier ou de **FANTASMIN**; on disait **hardi Compagnon** pour signifier militaire de résolution et homme de main. On lit dans de vieux récits de guerre: *Les Compagnons ne veulent pas marcher*; cela signifie précisément: Les soldats refusent d'agir.

COMPAGNON D'ARMES. V. **ARMES**. V. **ARMES CONSECTIONNELLES**. V. **ARRIERE-VIEF**. V. **COMPAGNON**. V. **CRIMINEL**. V. **DISCIPLINE FRANÇAISE**. V. **PASSER PAR LES ARMES**.

COMPAGNIE, subs. fém. V. **COMPAGNIE**.

COMPAGNON, subs. masc. V. **COMPAGNON**. V. **ENVANT PERDU**. V. **SERMENT**. V. **SOLDAT**.

COMPAIN; **COMPAING**; **COMPAINS**; **COMPAIX**; **COMPANG**; **COMPANG**. V. **COMPAGNON**.

COMPARSE, subs. fém. (F), ou **CHEVAUCHÉE**, ou **MONTRÉ**. Le mot **Comparses** dérive du **LATIN** *comparticeps*, participant, prenant part. Il signifiait, dans le langage des **TOURNOIS** et des **CARROUSELS**, une **TROUPE**, des **QUADRILLES**, des **QUINTANES**, distinguées entre elles par diverses **LIVRÉS** ou **ÉCHARPES**; elles évoluaient ou figuraient sur un terrain déterminé et marqué par les **MARÉCHAUX** du **TOURNOI**. — On donnait surtout le nom de **Comparses** à l'espèce de **PARADE** ou de **procession** que faisait chaque **QUADRILLE** entrant en **LICK** par une porte ou par une barrière qui lui était particulière; cette **TROUPE** s'avancant aux signaux des **MÉNESTRELS** et au son des **FANFARES**, faisait le tour de l'amphithéâtre, se montrait aux spectateurs, mesurait la **LICK** et s'arrêtait au poste assigné. — Des recherches sur les **Comparses** sont fournies par le *Dictionnaire de la Conversation*.

COMPARTIMENT (subs. masc.) de **FEUX**. V. **FEU**. V. **MINE À FEU**.

COMPARTIMENT de **GIERNE** (B, 1).

Le mot **Compartment**, venu du verbe **LAVIN** *compartiri*, distribuer, donne ici l'idée d'une case ou d'une loge pratiquée dans la cloison du **COFFRET** des **GIERNES** de **SOUS-OFFICIERS D'INFANTERIE**, et creusée à l'effet d'y recevoir le **MONTÉ-RESSORT**. — Ce **Compartment** était compris dans l'espace restant entre les **TROUS À CARTOUCHE** et l'extérieur du **COFFRET**; il avait la forme d'un carré long, dont la principale dimension régnait dans la direction de la longueur du **BOIS**; il avait trente-cinq millimètres sur vingt-huit de large.

COMPARUTION, subs. fém. V. **ASSIGNATION**. V. **DÉFAUT DE COMPARUTION**. V. **RÉCOLLEMENT**.

COMPASSÉ (compassée), adj. V. **MÈCHE COMPASSÉE**.

COMPASSER, verb. act. Ce mot, provenu de l'**ITALIEN** ou du **HAS LATIN** *compassare*, donne, absolument parlant, l'idée d'une manière de mesurer un espace au moyen de pas égaux; mais il s'est appliqué militairement dans les cas suivants: **COMPASSER LA MÈCHE**, **COMPASSER LES FEUX**.

COMPASSER LA MÈCHE (F). Manière dont on réglait jadis la **MÈCHE** des **ARMES À FEU** portatives pour en enflammer à un instant précis la **CHARGE**; ainsi, avant de tirer l'**ARQUEBUSE À SERPENTIN** et le **MOUSQUET**, on déterminait de combien la corde enflammée devait excéder le **SERPENTIN**, dans laquelle elle était insérée. — L'action de **Compasser** précédait celle de **SOUTFLER** sur la **MÈCHE** pour en expulser la cendre et en raviver le feu. Ces procédés nécessitaient un large terrain individuel.

COMPASSER LES FEUX (G, 5; H). Manière de régler les effets d'une **MINE**, en déterminant la disposition et la longueur des sautées de chaque **FOURNEAU**, ainsi que l'espacement des **FOURNEAUX**, de manière à produire des explosions, ou simultanées, ou successives, et à des instants prévus.

COMPAGNIE, subs. fém. V. **COMPAGNIE**.

COMPEING, subs. masc. V. **COMPAGNON**.

COMPENGE, subs. fém. V. **AVENTURIER**. V. **COMPAGNIE**.

COMPÉTENCE, subs. fém. (B, 1; 3; C, 5). Mot dérivé du verbe **LAVIN** *competere*, appartenir, ou du **HAS LATIN** *competentia*. Il exprime, en style judiciaire, l'aptitude acquise à certaines **COUSES**, à certains **TIRUNAUX**, la faculté qu'ils ont de juger des **DÉLITS** ou des **CRIMES** déterminés, et le droit en vertu duquel ils prononcent, suivant les cas et dans les circonstances que la loi a prévus. — Les **CONSEILS DE DISCIPLINE**, les **CONSEILS**

JUDICIAIRES, les TRIBUNAUX SPÉCIAUX ont opéré et jugé en conformité de la Compétence, c'est-à-dire de la qualité et du caractère qui leur étaient attribués. — Administrativement, la Compétence est le droit de libeller et de délivrer des actes authentiques. L'ouvrage de M. BALLYET (1817, D) en explique les cas et les effets.

COMPLÈTEMENT, v. NOMS PROPRES.

COMPLÈTEMENT (subs. masc.) de COURTINE (G, 5). Le mot Complètement a la même racine que le mot COMPTER; il exprime l'addition d'une demi-gorge à chaque extrémité de la COURTINE, ou, en d'autres termes, la mesure d'une demi-gorge, ajoutée à la mesure d'une COURTINE. — Une COURTINE, en y comprenant son Complètement, équivaut à l'un des côtés intérieurs d'un REMPART ou d'un POLYGONE.

COMPLÈMENT de PHALANGE. V. PHALANGE. V. PHALANGE GÉOGR.

COMPLET (complète), adj. V. ARMÉE G... V. ARMÉE G... V. ARMÉE G... V. ATTAQUE G... V. CASQUE G... V. PORTIFICATION G... V. SÉVÉRISSEMENT G... V. MARCH G... V. TENTE G...

COMPLET, subs. masc. (A, 1). Ce mot, dérivé, ainsi que les mots COMPLÉMENT et NON COMPLET, du LATIN *completus*, rempli, est ordinairement en usage au singulier absolu; il s'emploie comme terme de CONSTRUCTION MILITAIRE: Certaines MARCHES se payent au COMPLET. — Les COMPAGNIES D'ÉLITE doivent être tenues au Complet, ce qui suppose cependant que l'effectif du corps le permette. — Le Complet soit d'une ARMÉE, soit de ses fractions, est un maximum relatif, et un total de FORCE NUMÉRIQUE, à raison d'un pied vu; ainsi il y a plusieurs Complets, si la loi reconnaît un PIED DE GUERRE, un PIED DE PAIX, etc. C'est de cette différence qu'a résulté l'emploi des mots GRAND COMPLET DE GUERRE, COMPLET DE PAIX, COMPLET PROVISOIRE, EXCÉDANT DE COMPLET, NON COMPLET, etc. — On peut prendre une idée de ces différences, en consultant le TABLEAU DE COMPOSITION que nous avons dressé. — L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (janvier 1790) avait arrêté en principe que les Complets et les FORMATIONS seraient déterminés par actes législatifs, c'était une décision sage et de forme toute anglaise: on ne s'y est nullement conformé. — PEYSIEUR (1748, C) et OUDIN (1818, E) ont traité de la question du Complet.

COMPLET de GUERRE. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS. V. GUERRE. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 1. V. PIED DE GUERRE. V. SAPEUR DU GÉNIE.

COMPLET de MARCH. V. DÉPOT INDIVI-

DUEL. V. MARCH. V. MARCH DE PETIT ÉQUIPEMENT.

COMPLET de PAIX. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 4. V. COMPAGNIE DE CHASSEURS. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 1. V. PAIX.

COMPLICATION (subs. fém.) de DÉLIT (B, 3; C, 5). Le mot Complication est tout LATIN; il exprime le cas où un COUSIN FORMAIEMENT reconnaît qu'un coupable mis en JUGEMENT a commis un DÉLIT MILITAIRE plus ou moins grave que celui pour lequel il était délégué à la JUSTICE. — S'il y a présomption qu'un CRIME pour lequel il n'y a pas CONVICTION ait eu lieu, et qu'en même temps le DÉLIT pour lequel il y a CONVICTION ne soit pas prouvé, le RÉVÉLÉ est renvoyé devant qui de droit; si au contraire, outre la faute avérée, il y a présomption qu'un délit plus grave ait été commis, l'ACCUSÉ, la PROCÉDURE et les PRÉSIDENTS DE PRISON, sont alors renvoyés devant le TRIBUNAL compétent, et il en est rendu compte au MINISTRE DE LA GUERRE: tel est l'esprit de l'ARRÊTÉ DE L'AN DOUTE (10 VENDÉMIER).

COMPLICE, subs. masc. (B, 3; C, 5). Mot que MÉNAGE dérive de l'adjectif latin *complices*, provenant de l'adjectif latin *complex*; il exprime un individu coupable comme machinateur de COMLOT, comme adhérent aux méfaits d'un AUTEUR D'ATTROUBLEMENT, etc., etc. Les militaires en état de complicité sont passibles d'une PUNE pareille à celle qu'encourt le DÉLIQUANT principal; mais elle pourrait s'aggraver pour lui, en certains cas, à titre de plus ANCIEN DU SERVICE. — Chercher à découvrir pendant l'INSTRUCTION des AFFAIRES CRIMINELLES s'il existe des Complices est un des DEVOIRS D'UN GASTARDE RAPPORTEUR.

COMPLÉTÉ, subs. fém. V. CAS DE G... V. EN COMPLÉTÉ. V. SERVICE PERSONNEL.

COMLOT (subs. masc.) de DÉSENTION (B, 3; C, 5). Le mot Complot, que MÉNAGE dérive du LATIN *complotum*, qu'on a dit pour *complexum*, exprime une machination concertée entre plusieurs COMPLICES, parmi lesquels la loi désigne un CHEF DE COMLOT. — Les cas de Complot ont été prévus par les DÉCRETS DE 1793 (12 MAI), AN YEMER (23 VENTÔSE), AN QUATORZE (8 VENDÉMIER) et 1812 (2 RÉVÊRE). — Le CODE PÉNAL DE L'AN CINQ (21 BRUMAIRE) absout celui ou ceux des COUPABLES qui font la RÉVÉLATION d'un Complot. — Le CIRCULAIRE DE 1807 (5 JANVIER) a disposé que, en cas de Complot, il n'y a lieu à l'égard des COUSUS qu'à une PLAINTÉ, UNE INFORMATION, UN JUGEMENT.

COMPOSÉ, subs. masc. V. COMPAGNON. **COMPOSÉ** (composée), adj. V. BASTION

C... V. CONVERSION C... V. ÉVOLUTION C... V. FORMATION C... V. FORMATION EN BATAILLON C... V. JEU C... V. MOUVEMENT C... V. SOLDE C...

COMPOSITION, subs. fém. V. CADRE DE C... V. ORDONNANCE DE C... V. RÈGLEMENT DE C... V. TABLEAU DE C...

COMPOSITION (A, 4), ou COMPOSITION CONSTITUTIVE, ou COMPOSITION MILITAIRE. Le mot Composition est tout LATIN; quelques auteurs ont incorrectement employé dans le même sens les termes FORMATION, ORDONNANCE, ORGANISATION, etc. D'autres ont pris Composition comme synonyme de CAPTULATION DE GUERRE, et c'est en ce sens qu'on dit : VENIR A COMPOSITION. — L'expression ici examinée, se rapporte à l'action de composer une ARMÉE ou des CORPS de TROUPE, à l'espèce de leurs ÉLÉMENTS, à la forme qui leur est donnée, aux individus qui s'y engagent. — Certaines règles qui varient suivant les pays, les époques, la CONSTITUTION MILITAIRE, sont observées; des RECRUES sont associées; des agents sont rassemblés; une création a lieu, et, suivant les temps, les peuples, les usages, il est mis sur pied une BANDE, une BRIGADE, une COHORTE, une LÉGION, une MILICE, un FUL, des CORPS de TIRAILLEURS, etc. — La Composition vient d'être considérée comme un acte et un fait; examinons-la comme règle. — Elle est, didactiquement, une branche de la CONSTITUTION MILITAIRE; physiquement, elle est un ensemble d'ARMES PERSONNELLES, un arrangement d'AGREGATIONS et de CATÉGORIES militaires; moralement, elle est une combinaison des rapports les plus parfaits à établir entre les diverses TROUPES; elle est une loi qui en fixe la nature, et assure le plus avantageux emploi de leurs ARMES; un CORPS distingué par la Composition est celui qui, EN TEMPS DE PAIX, est le plus discipliné; en TEMPS DE GUERRE, le plus instruit, le plus vigoureux, le plus brave. — La Composition doit donc être examinée, par rapport aux MÉTIERS pris isolément, et aux POSITIONS qui leur sont affectées; par rapport aux MASSES d'individus armés; par rapport au MATÉRIEL qui leur est confié. — La Composition a varié de tout temps par plusieurs causes, telles que l'admission des TROUPES ALIÈNES, ou l'unique emploi des TROUPES NATIONALES; les systèmes de LEVÉE et de RECRUTEMENT; le genre particulier des GUERRES entreprises et des TERRAINS parcourus par les ARMÉES ACTIVES; la nécessité de coordonner les ARMES des TROUPES qui font campagne aux moyens d'ATTAQUE et de DÉFENSE des ENNEMIS. — La Composition antique était une branche, une conception de la STRATÉGIE. — Pendant le MOYEN ÂGE, la

Composition des TROUPES, la nature des FORCES, le chiffre des EFFECTIFS, étaient des points trop peu éclaircis pour qu'il en puisse être traité. Une ORDONNANCE DE 1506 et celle de 1575 (13 JANVIER) commencent à s'en occuper; mais la Composition n'a jamais été nettement définie; nous en avons fourni la preuve en parlant des EMBOLOS, des GRADES, de la CHARGE du GRAND PRÉVOT, de celle du MARÉCHAL DES LOGIS DE LA CAVALLERIE, de celle du MARÉCHAL GÉNÉRAL DES CAMPS ET ARMÉES, du peu de progrès de la STATISTIQUE, etc. — Dans la MILICE FRANÇAISE, les CORPS DOMINÉS BATAILLONS, COMPAGNIES, ENSEIGNES ont échangé sans cesse de forme; ainsi les ARMÉES de LOUIS QUATORZE, en ALLEMAGNE, se composaient surtout de PIQUIERS; dans les campagnes de FLANDRE, où il s'agissait d'actions de RETRANCHEMENT et de COMBATS DE SIÈGE, l'ARMÉE FRANÇAISE comprenait un plus grand nombre de MOCOQUETTES A PIED; enfin les expéditions d'ITALIE et les opinions de VAUEN dégoutèrent des PIQUES nos ancêtres. Ces vicissitudes amenèrent l'ORDRE MILICE; et cet AMINCISSEMENT, admis comme mode exclusif, fut, suivant quelques opinions, une des causes premières des désastres que l'ARMÉE de LOUIS QUATORZE éprouva. Cette Composition improvisée fut essayée en FLANDRE et en ESPAGNE; dans ce dernier pays, elle convenait mal à l'instant d'une GUERRE BAISSANTE; elle rendit notre infanterie débile, inhabile, sans confiance en elle-même. On a comparé cet affaiblissement à celui de la MILICE ROMAINE, ébranlée par l'altération tactique et morale qui fut la suite des innovations de MARCUS. — En fait de Composition, le MINISTÈRE français a vicieusement opéré pendant longtemps. Quand on se préparait à la GUERRE, au lieu d'incorporer les RECRUES en des cadres existants, on formait une quantité de CORPS dispendieux et débilés dont on ne pouvait de longtemps tirer parti. Ainsi, dans la GUERRE DE 1701, on créa en FRANCE cent RÉGIMENTS d'un BATAILLON sur le pied de six cents hommes; mais on ne put réussir à faire entrer en campagne plus de deux cent cinquante hommes par chacun de ces RÉGIMENTS. — En 1745, trois cents COMPAGNIES DE CAVALERIE, destinées à former des troisième et quatrième escadrons, furent créées, et étaient à peine en état de servir en 1748, quand se fit la PAIX qui termina la GUERRE DE 1741. — En 1747, quarante nouveaux BATAILLONS coûtèrent des sommes énormes, et ne servirent à rien. Ces erreurs de système suggérèrent à PUYSEGUR (1748, C) le blâme dont il frappa le système jusque-là suivi. C'est l'époque où des principes formels et préférables com-

mènerent seulement à prendre racine. Néanmoins il arrivait souvent que des considérations personnelles, des considérations de cour, des connivences de bouddoir décidèrent de la Composition, comme on le vit sous CROISEUL. — BRUTEAU, en 1740, rendit nominativement une ordonnance sur la Composition. — Sans parler de cette série de titonnements que, depuis 1788, on a décoré du nom d'ORGANISATIONS, on a distingué surtout quatre constitutions militaires : celle de DARGENSON, 1742 (1^{er} août); de CROISEUL, 1762 (10 décembre); de SAINT-GERMAIN, 1776 (25 mars); et du CONSEIL DE LA GUERRE, 1788 (17 mars), sous le ministère de BRIENNE. Chacun de ces systèmes remettait en question la Composition. C'est à peu près ce qui s'est également renouvelé, depuis la restauration, à chaque changement de ministère. — Les règles de la Composition et celles de la TACTIQUE doivent être en harmonie, puisque telle ÉVOLUTION, tel CHANGEMENT DE DIRECTION peuvent devenir inéxécutables, si la Composition se modifie. Entre mille preuves de cet inconvénient, en voici quelques-unes. — Le RÈGLEMENT DE 1791 (1^{er} août) regardait un RÉGIMENT comme un ensemble de deux BATAILLONS, et il combinait en conséquence l'exécution alternative des FEUX DE BATAILLON. Au lieu de deux BATAILLONS, un RÉGIMENT D'INFANTERIE FRANÇAISE en eut, postérieurement à 1794, trois ou plus; dès cet instant les règles suivant lesquelles les FEUX DE BATAILLON devaient être exécutés, ont perdu de leur justesse. — Le même RÈGLEMENT DE 1791 regardait le FIED DE PAIX comme d'un tiers plus faible que le FIED DE GUERRE; par ce calcul, l'INFANTERIE devait en temps DE PAIX être sur deux RANGS, en temps de guerre sur trois; mais ce FIED DE PAIX n'ayant pas été constitutivement réalisé, ces règles de tactique, quoique non abrogées, étaient tombées dans l'oubli. — La TACTIQUE propre à nos BATAILLONS, à leurs DIVISIONS, à leurs COMPAGNIES DE GRENAIERS, offrait de pareilles contradictions; nous les avons démontrées, ainsi que les règles louches de l'INDIVISIONNEMENT, la dénomination inexacte donnée AUX BATAILLONS DE CHASSEURS, le choix vicieux des CHEFS DE DIVISION, les incertitudes attachées au titre de CHEF DE DIVISION ENFAIRE, la position fautive où se trouvait dans certaines ÉVOLUTIONS DU CAPITAINE DE GRENAIERS, la manière mal déterminée d'ALLER AUX DRAPEAUX, le défaut d'accord entre les PAS et les TAILLES des hommes, l'impossibilité qu'il y aurait eu à exécuter la COLONNE D'ATTAQUE, si l'on eût voulu s'astreindre aux principes du

règlement de 1791, qui régissait la matière, etc. — L'historic des PORTE-DRAPEAU pourrait ajouter quelques preuves de plus à ce qui vient d'être dit. — Quand l'harmonie de la Composition et de la TACTIQUE se détruit (et le fait n'est pas nouveau, il n'est que trop fréquent), chaque CHEF DE CORPS se croit appelé à suppléer, comme il l'entend, aux principes tactiques qui manquent ou qui se désaccordent; chaque administrateur rêve une Composition qu'il croit meilleure, et l'arbitraire se substitue à la loi. — Nous venons de considérer la Composition dans les rapports qu'elle a avec l'ARMEMENT DES TROUPES et les règlements en vigueur, nous nous sommes occupés de sa liaison avec le jeu des ARMÉES AGISSANTES et avec l'ART DE LA GUERRE lui-même; mais elle doit être envisagée aussi sous le rapport des GRADES MILITAIRES, des FONCTIONS, des EMPLOIS. — On voit dans le siècle dernier les formes de la Composition changer le RANG et l'AVANCEMENT DES CAPITAINE, et bouleverser de fond en comble le PERSONNEL DE L'ARMÉE; il est créé des ADJUDANTS D'INFANTERIE, des CHEFS DE BATAILLON, des COLONELS EN SECOND, des COMMANDANTS DE BATAILLON, des LIEUTENANTS-COLONELS, des MAJORS, des MAJORS EN SECOND, etc. Il est créé, aboli, rétabli, des AUMONIERS, des CORPS DE GUIDES, etc. — Tant d'incertitudes sont un abus grave; elles viennent de ce que les esprits ne sont pas arrêtés encore sur ce que signifie Composition : essayons-en l'analyse. — La Composition ne doit pas être confondue avec l'ORGANISATION et la FORMATION; elle diffère de l'ORGANISATION en ce que la Composition est le principe écrit dont l'ORGANISATION est le détail réglementaire; un souverain, un ministre, un pouvoir parlementaire déterminent sommairement quelle sera, en vertu de la CONSTITUTION MILITAIRE DU PAYS, la Composition des CADRES de la MILICE et le chiffre total du PERSONNEL. Certains BUREAUX DU MINISTÈRE règlent et expliquent quelle sera l'ORGANISATION DES CORPS; un délégué, un INSPECTEUR D'ARMES, un CHEF DE CORPS, procèdent en conséquence à la FORMATION, et c'est de leur part une opération matérielle et un moyen exécutif de réaliser la Composition, et de donner la vie à l'organisation. — La CONSTITUTION MILITAIRE est une base politique; la Composition, un rapport arithmétique; l'ORGANISATION, une combinaison financière, administrative et tactique; la FORMATION, une opération sur le terrain. LLOYD (1801, B) recommande, en fait de Composition, trois qualités : force, mobilité, agilité. — Dans la MILICE FRANÇAISE, la Composition a manqué presque toujours de soli-

dité, d'unité et de simplicité; on en trouve la preuve dans les formes inégales des **EATAILLONS DE DÉPOT**, dans l'existence des **CORPS PRIVILÉGIÉS**, dans l'institution disparate des **COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANCO-NUSS**, dans les variations du rang des **CHEFS DE BATAILLON**, dans le trouble occasionné par les **DÉDOUBLEMENTS**, dans l'apparition momentanée des **AÉROSTIERS**, des **DROMADAIRES**, des **LANCIERS-CHASSEURS**, des **OUVRIERS** ou **EMPLOYÉS D'ADMINISTRATION**, des **SAPPEURS DE CAVALERIE**, etc., etc.; dans l'altération de l'arme des **DRAGONS**, dans les refontes ruineuses du personnel de la **CAVALERIE**, dans les variétés sans motifs de ses deux genres d'**ARMES**, dans l'inutilité des différences établies entre les **HUSSARDS** et les **CHASSEURS À CHEVAL**. — La **Composition**, quelle que soit l'autorité dont émanent ses règles, ne peut et ne doit être légalement prescrite ou modifiée dans une MILICE que par le seul **MINISTRE DE LA GUERRE**, ou par un personnage d'une autorité analogue; mais combien peu de **MINISTRES** ont été à la hauteur de cette mission! aussi faudrait-il qu'un **CONSEIL** éclairât de ses avis la religion du **MINISTRE**, et aidât de son savoir la marche des **BUREAUX**. — Le **ministre** du prince le plus militaire des temps modernes, le **ministre BERTIER** lui-même ne saurait être cité pour des améliorations en fait de **Composition**. — Depuis que l'**ARMÉE FRANÇAISE** existe, quantité de **GÉNÉRAUX EN CHEF** ont apporté à la **Composition** les changements que leur suggéraient leurs inspirations; ainsi, en 1550, **BRISAC** invente les **DRAGONS**; en 1692, le **maréchal de LUXEMBOURG** lève des **HUSSARDS**; **BROGLIE**, en 1760, institue les **CHASSEURS À PIED**; **BONAPARTE** imagine les **DOUBLES PAVES** ou **HAUTES PAVES** et les **DROMADAIRES**; **HOCH** et **MORRAU**, en 1796, donnent des formes nouvelles à la **COMPOSITION**, ou du moins à la **TACTIQUE** de la **CAVALERIE**, et ce genre de troupe reçoit de **BRUNE**, en 1802, les **COMPAGNIES D'ÉLITE** qu'il y établit de son autorité privée. — En **Égypte**, **BONAPARTE** avait présumé à la création du **TRAIN**. — A des époques plus modernes, des **SAPPEURS DE CAVALERIE** ont été créés, en quelques régiments, par de simples **COLONELS**; des **LANCIERS** sont devenus **COMPAGNIE D'ÉLITE** de **cavalerie légère**; des **MUSIQUES** de fantaisie, des **TIMBALIERS** ont été attachés à des **CORPS DE CAVALERIE** de la **GARDE CONSULAIRE**. — Ces fâcheux frottements, comme on dit en mécanique, ces excès de pouvoir rappelaient le temps où le **MARÉCHAL DE SAXE** avait inventé et réalisé ce qu'il appelait les **GALÈRES DE TERRE**, travail forcé infligé pendant plusieurs mois d'incarcération; de même **BRO-**

GIE et **SAINT-GERMAIN** aimaient mieux faire bâtonner les **MARAUDERS** que de les faire mourir. — Quand les **GÉNÉRAUX** introduisaient ainsi une législation de dictature, quand ils tranchaient ainsi en souverains, la faute en est ou à l'imprévoyance de la loi, ou au **MINISTRE** qui le souffre; mais, comme nous l'avons indiqué, le **MINISTRE** aussi s'égare quelquefois, et il érige en loi des caprices de commis; il défère aux insinuations de pouvoirs occultes; il pactise avec des courtisans. — La restauration a introduit dans nos **RÉGIMENTS DES LIEUTENANTS-COLONELS** et des **MAJORS CHEFS DE BATAILLON**; ON A VU renaître des **MARÉCHAUX DE CAMP**, des **LIEUTENANTS GÉNÉRAUX**, des **LIEUTENANTS DE ROI**, vieux titres menteurs qui ne répondaient en rien à ce que leur dénomination indiquait; il ne restait plus qu'à réintégrer nos **SOCES-LIEUTENANTS** dans leur ancienne qualification d'**ENSEIGNES** et de **CORNETS**, pour reprendre totalement de la MILICE ANGLAISE ce que lui avait donné **LOUIS QUATORZE**, quand nos voisins s'étudiaient à nous imiter. — Ces usurpations de la part de quelques **GÉNÉRAUX EN CHEF**, ces imitations et ces tâtonnements de la part du **MINISTRE**, cette absence d'une **CHANCELLERIE CONSULTATIVE**, d'une **COUR AULIQUE** délibérante, expliquent l'état d'imperfection dans lequel languissait la **Composition**. — Le sens vrai du mot, et les preuves qui justifient les censures de la chose sont développés dans deux tableaux joints à l'article **ARMÉE FRANÇAISE**, n° 2 et 3; l'un est le témoignage chronologique des perturbations qui ont tourmenté notre **ARMÉE**, l'autre est un exposé de ce qu'elle est ensuite devenue. — **MODESTE** (60 ans avant J.-C.) a dit à peine quelques mots sur la **Composition**; **PROBERT** (1790, A) est le seul **AUTEUR FRANÇAIS** qui ait placé ce titre dans le titre de son ouvrage; **LEBAC** (1789, E), **AUTEUR** trop peu connu, y a consacré à peine un chapitre; **M. le général de CHAMBRAY** (1835), **DECRAMPEVILLE** (1789, A), **M. LARACHE**, **LOYD** (1801, B), **M. MAINTEN**, en ont traité, mais avec peu de développement; **BONNEVILLE** (1762, L), **DELANOE** (1760, F), **MAURICE DE SAXE** (1757, A), et mille autres s'en sont occupés pour nous inonder de rêveries; **DARBY** (1787, D) l'a envisagée avec sagesse; mais ce qu'il en dit est presque devenu inapplicable. — A des époques plus récentes, le **général CLOUTY**, le **colonel MAINGARNAUD** (1822, B), le **général VAIRONCOURT** (1825, D), **M. MAUDUIT** et **WOLFELONG** ont donné quelque attention à la **Composition**, mais plutôt en esquissant des projets qu'en exposant le tableau. **AMNOT** (1850), **M. BALLEVET** (1817), **M. le colonel**

CARRION (1824, A), SERVAN (1806), M. SICARD, dans les résumés qu'ils donnent, ne cadrent pas entre eux; OMER (1824, E), qui jugeait avec habileté et profondeur ce qu'il y avait de défectueux dans la Composition de l'armée française, n'en a basardé qu'avec timidité et réserve la critique. Il nous a donc fallu, à défaut de secours suffisants et d'inductions générales, rassembler des raisonnements nouveaux, dresser des tableaux dans une forme inaccoutumée, et interpréter des usages sur lesquels nous nous sommes gardés d'oser un silence fâcheux. — Les distinctions qu'il a fallu établir n'avaient pas été pressenties par nos anciens ministres, ou avaient été brouillées par leurs entours; aucun de leurs commis n'a compris la Composition; presque tous se sont évertués à la faire varier perpétuellement et capricieusement, comme pour imprimer le cachet de l'incapacité sur des ordonnances bientôt changées en ballons historiques; l'instabilité qu'ils ont entretenue a étouffé les progrès de l'art militaire. Il en sera ainsi tant que les gouvernements ne seront pas assez éclairés pour comprendre qu'il est impolitique de laisser entièrement dépendre du seul vouloir d'un ministre sans contrôle le choix des formes à donner à la Composition; ses principes sont d'une telle importance, que le droit de modifier la Composition devrait être interdit à toute autorité, à moins qu'on préalable la révision n'en eût été déferée à un tribunal compétent, soit qu'on l'appelle conseil de la guerre, académie militaire, cour auxiliaire, etc.; s'il en est été ainsi, le chiffre de l'artillerie française de 1834 eût-il dépassé la force de l'artillerie de Napoléon, quand il régissait l'empire européen. — Au contraire, jusqu'ici les règles et l'existence de la Composition ont été le fruit d'une législation irrésolue, dépourvue de statistique, diffuse, obscure, sans base, et qui reconnaissait en 1828 plus de soixante-huit mille officiers ou sous-officiers; ce qui établissait à peu près trois hommes commandés pour un homme commandant.

COMPOSITION CONSTITUTIVE. V. AGREGATION. V. CATEGORIE. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 9. V. COMPOSITION. V. CONSTITUTIF. V. IDOOLIE. V. SERVICE DE CAMPAGNE.

COMPOSITION D'AIDES DE CAMP. V. AIDE DE CAMP N° 1.

COMPOSITION D'ARME PERSONNELLE. V. ARME PERSONNELLE N° 2.

COMPOSITION D'ARMÉE. V. ARMÉE AGISSANTE N° 1. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. ARMÉE ÉLÉMENTAIRE. V. ÉLÉMENT D'ARMÉE. V. LEITEN-

GER. V. LÉGISLATION 1790 (18 AOÛT). V. PHARMACIEN. V. SOUS-ARME.

COMPOSITION D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. ARTILLERIE STRATOPÉMIQUE.

COMPOSITION DE BATAILLON. V. BATAILLON DE VOLONTAIRES. V. BATAILLON D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. V. COMPAGNIE AUXILIAIRE. V. COMPAGNIE COLOMBELLE. V. COMPAGNIE DE CARONNIERS. V. COMPAGNIE DE CARABINIERS. V. COMPAGNIE DE CENTRE. V. COMPAGNIE DE FUSILIERS. V. COMPAGNIE DE GRENAIERS. V. ORDONNANCE D'EXERCICE D'INFANTERIE.

COMPOSITION DE CAVALERIE. V. AGREGATION. V. CAVALERIE FRANÇAISE N° 2, 7. V. LAROCHE-AYMON. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE.

COMPOSITION DE CHEVALERIE. V. CHEVALERIE D'APPELATION N° 2.

COMPOSITION DE COHORTE. V. COHORTE DE LÉGION ROMAINE N° 2.

COMPOSITION DE COMPAGNIE. V. COMPAGNIE DE GRENAIERS N° 1. V. COMPAGNIE D'ÉLITE N° 1. V. COMPAGNIE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2, 8. V. COMPAGNIE D'ORDONNANCE N° 2. V. SERGENT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 1. V. RÉGIMENT ADMINISTRATIVE.

COMPOSITION DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT N° 1.

COMPOSITION DE CONSEILS PERMANENTS. V. CONSEIL PERMANENT N° 1.

COMPOSITION DE CORPS D'INTENDANCE. V. CORPS D'INTENDANCE N° 2.

COMPOSITION DE CORPS RÉGIMENTAIRE. V. CORPS RÉGIMENTAIRE N° 1. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 5.

COMPOSITION DE DRAGON. V. DRAGON. V. DRAGON FRANÇAIS N° 1.

COMPOSITION DE GARDE IMPÉRIALE. V. GARDE IMPÉRIALE N° 2.

COMPOSITION DE GARDE ROYALE. V. GARDE ROYALE N° 2.

COMPOSITION DE GARDES DU CORPS. V. GARDE DU CORPS N° 2.

COMPOSITION DE GARDES FRANÇAISES. V. GARDES FRANÇAISES N° 2.

COMPOSITION DE GENDARMERIE. V. GENDARMERIE DE POLICE N° 1.

COMPOSITION DE GÉNÉRAUX FRANÇAIS. V. GÉNÉRAL FRANÇAIS N° 1.

COMPOSITION DE GÉNIE. V. GÉNIE. V. GÉNIE IDIOMATIQUE N° 1.

COMPOSITION DE GRENAIERS. V. GRENAIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

COMPOSITION DE GROSSE CAVALERIE. V. GROSSE CAVALERIE N° 1.

COMPOSITION DE MATAIRES. V. MATAIRE N° 1.

COMPOSITION de HUSSARDS. V. HUSSARD n° 2.

COMPOSITION de LÉGIONN. V. IMPÉRIEUR. V. LÉGION. V. LÉGION ROMAINE n° 1.

COMPOSITION de MAISON DU ROI. V. MAISON DU ROI n° 2.

COMPOSITION de MAÎTRES OUVRIERS. V. MAÎTRE OUVRIER n° 1.

COMPOSITION de MAJORS DE PLACE. V. MAJOR DE PLACE n° 1.

COMPOSITION de MANIPULES. V. MANIPULES n° 2.

COMPOSITION de MAMELOUCS. V. MAMELOUC n° 1.

COMPOSITION de MILICE ANGLAISE. V. MILICE ANGLAISE n° 2.

COMPOSITION de MILICE ANGLO-AMÉRICAINE. V. MILICE ANGLO-AMÉRICAINE n° 1.

COMPOSITION de MILICE AUTRICHIENNE. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2.

COMPOSITION de MILICE BAVAROISE. V. MILICE BAVAROISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE CHINOISE. V. MILICE CHINOISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE DANOISE. V. MILICE DANOISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE ÉGYPTIENNE. V. MILICE ÉGYPTIENNE n° 1.

COMPOSITION de MILICE ESPAGNOLE. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2.

COMPOSITION de MILICE FRANÇAISE. V. COMPOSITION. V. ENVÉ. V. MILICE FRANÇAISE n° 2.

COMPOSITION de MILICE GRECQUE. V. MILICE GRECQUE n° 2. V. OPLITE.

COMPOSITION de MILICE HANOVIENNE. V. MILICE HANOVIENNE n° 1.

COMPOSITION de MILICE HOLLANDAISE. V. MILICE HOLLANDAISE n° 2.

COMPOSITION de MILICE NAPOLITAINE. V. MILICE NAPOLITAINE n° 1.

COMPOSITION de MILICE NÉERLANDAISE. V. MILICE NÉERLANDAISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE PERSANE. V. MILICE PERSANE n° 1.

COMPOSITION de MILICE PIÉMONTAISE. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE POLONAISE. V. MILICE POLONAISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE PORTUGAISE. V. MILICE PORTUGAISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE PRUSSIENNE. V. MILICE PRUSSIENNE n° 2.

COMPOSITION de MILICE ROMAINE. V. MILICE ROMAINE n° 2.

COMPOSITION de MILICE RUSSE. V. MILICE RUSSE n° 2.

COMPOSITION de MILICE SAXONNE. V. MILICE SAXONNE n° 1.

COMPOSITION de MILICE SUÉDOISE. V. MILICE SUÉDOISE n° 1.

COMPOSITION de MILICE SUISSE. V. MILICE SUISSE n° 2.

COMPOSITION de MILICE SYRE. V. MILICE SYRE n° 2.

COMPOSITION de MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE. V. MILICE TURCO-ÉGYPTIENNE n° 2.

COMPOSITION de MILICE TURQUE. V. MILICE TURQUE; id. n° 2, 4.

COMPOSITION de MILICE WURTEMBERGEOISE. V. MILICE WURTEMBERGEOISE n° 1.

COMPOSITION de MOUSQUETAIRES. V. MOUSQUETAIRE. V. MOUSQUETAIRE À FIED n° 1.

COMPOSITION de MUSICIENS. V. MUSICIEN. V. MUSICIEN n° 2.

COMPOSITION de PIQUERS. V. PIQUIER; id. n° 1.

COMPOSITION de PUFILLES. V. PUFILLE n° 1, 2.

COMPOSITION de RÉGIMENTS. V. COMPAGNIE DE DÉPOT DE RÉGIMENT. V. RÉGIMENT. V. RÉGIMENT D'ARTILLERIE n° 1. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE FRANÇAISE n° 2. V. RÉGIMENT FRANÇAIS n° 1.

COMPOSITION de SOUS-INTENDANTS. V. SOUS-INTENDANT n° 1.

COMPOSITION de SOUS-OFFICIERS. V. SOUS-OFFICIER n° 1.

COMPOSITION d'ÉCOLE DE MARS. V. ÉCOLE DE MARS n° 2.

COMPOSITION d'ENFANTS D'HOMME DE TROUPE. V. COMPOSITION. V. ENFANT D'HOMME DE TROUPE n° 1.

COMPOSITION d'ENFANTS PERDUS. V. ENFANT PERDU n° 2.

COMPOSITION d'ESCADRONS. V. ESCADRON. V. ESCADRON FRANÇAIS n° 1.

COMPOSITION d'ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE. V. ÉTAT-MAJOR D'ARMÉE n° 2.

COMPOSITION d'ÉTAT-MAJOR DE CORPS. V. ÉTAT-MAJOR DE CORPS n° 2.

COMPOSITION d'HOMMES DE TROUPE. V. HOMME DE TROUPE n° 1.

COMPOSITION d'INFANTERIE. V. AIDECHEUR. V. BATAILLON GARNIE-DRAPEAU. V. COMPOSITION. V. INFANTERIE; id. n° 2. V. PORTE-DRAPEAU n° 7.

COMPOSITION d'INFANTERIE COMMUNALE. V. INFANTERIE COMMUNALE n° 2.

COMPOSITION d'INFANTERIE DE BATAILLE. V. INFANTERIE DE BATAILLE n° 2.

COMPOSITION d'INFANTERIE FRANÇAISE. V. INFANTERIE FRANÇAISE n° 2.

COMPOSITION d'INFANTRIN FRANÇAISE

DE GARDE ROYALE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE GARDE ROYALE N° 1.

COMPOSITION d'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE. V. INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2.

COMPOSITION d'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 2. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE.

COMPOSITION d'INFANTERIE LÉGÈRE. V. INFANTERIE LÉGÈRE N° 2.

COMPOSITION d'INGÉNIEURS-GÉOGRAPHE. V. INGÉNIEUR-GÉOGRAPHE N° 1.

COMPOSITION d'INSPECTEURS GÉNÉRAUX. V. INSPECTEUR GÉNÉRAL N° 2.

COMPOSITION d'OFFICIERS. V. OFFICIER N° 1.

COMPOSITION d'OFFICIERS D'ARTILLERIE. V. OFFICIER D'ARTILLERIE.

COMPOSITION d'OFFICIERS D'INFANTERIE FRANÇAISE. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1.

COMPOSITION d'OFFICIERS DU GÉNIE. V. OFFICIER DU GÉNIE N° 2.

COMPOSITION d'OFFICIERS FRANÇAIS. V. OFFICIER FRANÇAIS N° 2.

COMPOSITION MILITAIRE. V. COMPOSITION MILITAIRE, adj.

COMPRESSE, subs. fém. V. BARDE A C...

COMPRESSION, subs. fém. V. GLOME DE C...

COMPRESSION de COLONNE. V. COLONNE. V. REARREMENT DE COLONNE.

COMPRESSIION de RANGS (C, G). Le

mot Compression, qui est tout LATIN, a été employé par plusieurs AUTEURS, en opposition du mot DELATATION, et pour donner idée d'une FORMATION où il régnait le moins d'ESPACE possible entre les RANGS de l'INFANTERIE. — OUVIR OU SERRER LES RANGS, c'est en opérer la Compression ou la DELATATION. — Avant que la cohésion des SOLDATS fût habituelle, tous les OFFICIERS étaient en PREMIER RANG dans la MARCHÉ EN BATAILLE. — LE COMMANDEMENT : HALTE ! équivalant à un ordre de SERRER LES RANGS, s'ils se sont ouverts pendant la marche. — L'EMBOUTEMENT a été une conséquence de la Compression ; l'un et l'autre ont rendu très-difficile la MARCHÉ PAR LE FLANC.

COMPRIIS (comprise), adj. V. FEUILLE D'APPEL. V. RON C...

COMPTABILIAIRE, adj. V. ACQUITTÉMENT C... V. ALIGNEMENT C... V. AVANCE C... V. BALANCE C... V. CRÉANCE C... V. CRÉDIT C... V. CONTRÔLEMENT C... V. DÉCOMPTÉ C... V. DÉPENSE C... V. DROIT C... V. ÉCRITURES C... V. ÉTAT C... V. EXERCICE C... V. FEUILLE C... V. FORCE C... V. GAIN C... V. LIBÉRATION C... V. MASSE C... V. MOUVEMENT C... V. ORDONNANCE C... V. PÈTE C... V. RECONNAISSANCE C... V. RÉGLEMENT C... V. REVUE C... V. SERVICE C...

COMPTABILIAIREMENT, adj. V. ACQUITTÉ C...

COMPTABILITÉ, subs. fém. V. CAISSE DE C... V. CAISSON DE C... V. CANTINE DE C... V. EXERCICE DE C... V. ORDONNANCE DE C... V. PAPIER DE C... V. REGISTRE DE C... V. RÉGLEMENT DE C... V. REVUE DE C...

COMPTABILITÉ { DE CORPS....

DE COMPAIGNE.
DE DÉTACHEMENT.
EN NATURE.

COMPTABILITÉ (term. génér.), ou COMPTABILITÉ MILITAIRE. Ce mot, dont l'étymologie est analogue à celle du mot COMPTE, exprime en général un ensemble d'OPÉRATIONS, on pourrait presque dire un art qui constate l'exactitude de la gestion et les droits en vertu desquels des AGENTS comptables, une ENTREPRISE, une RÉGIE, ont reçu, employé, dépensé ; mais le terme a bien d'autres acceptations. — Considérée dans sa destination et ses effets, la Comptabilité est la conclusion de l'ADMINISTRATION MILITAIRE, la justification de sa régularité, l'ensemble des COMPTES rendus dont les PIÈCES COMPTABLES sont les documents, dont les BONS, les RECONNAISSANCES, nommées plus techniquement RÉCÉPÉS ou RECUS, sont les preuves ; considérée comme chose inerte,

la Comptabilité est un matériel de COMPTES distribués par EXERCICES, et qui intéressent l'ARMÉE, sous le double rapport des ÉCRITURES tenues et des PIÈCES qui les justifient, et de la régularité de la PAYE ; considérée comme règle, la Comptabilité est un ensemble moral de dispositions législatives et de méthodes fixes qui concernent ces COMPTES et qui déterminent officiellement la forme de leur rédaction, de leur REDUCTION, de leur VÉRIFICATION, de leur APPROBEMENT, de leur CLOTURE ; ainsi les COMPTES sont le but de la Comptabilité, par opposition AUX ÉCRITURES qui en sont les moyens. — LES COMPTES, et par conséquent la Comptabilité, sont fautifs, s'il y a DÉBET ; ils sont justes, s'il y a ÉQUILIBRE, ou BALANCE entre les CRÉDITS et les DÉBITS. — Ils

se régularisent au moyen de BORDERAUX ; ils s'appuient sur les MOUVEMENTS et MUTATIONS ; ils se simplifient par les ABONNEMENTS ; ils se poussent à la rigueur par les COMPTES DE GÉNERCE ou de CLERC-A-MAÎTRE ; les INTENDANTS MILITAIRES et le MINISTRE DE LA GUERRE sont les interprètes des règles à suivre, ils sont les surveillants et les juges de la marche suivie. — Le mot Comptabilité est si peu ancien que FURETIÈRE et GANEAU ne le mentionnent pas ; la chose n'était guère plus connue que le mot, longtemps même après l'invention des REVENUS ou des états nommés MONSTRES ou MONTRES. — BORAN (1781, H) est le premier AUTEUR MILITAIRE qui profère le nom de la Comptabilité ; mais il témoigne combien elle était peu avancée, et combien les MARCHES et le MATÉRIEL étaient défectueusement gérés. On s'occupait si peu de cette science, que les rédacteurs de l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) en ont passé sous silence le nom ; à peine en est-il question dans quelques passages superficiels du tardif supplément paru en l'an six. — Le CONSEIL DE LA GUERRE essaya, en 1788, d'approfondir certains détails de Comptabilité, et surtout ce qui avait rapport au manquement des FONDS, AUX SORTIES DE CAISSE, AUX ENTRÉES EN MAGASIN, AUX SORTIES DE MAGASIN ; il simplifia la Comptabilité par la suppression des RETENUES pour prix du PAIN DE MUNITION. Mais les projets d'ordonnances dans lesquels il traça ces détails effrayèrent et blessèrent trop d'intérêts pour n'être pas amèrement critiqués bientôt ; GUERREY (1775, E), quoique étranger à la partie comptable de ce travail, essuie les reproches passionnés qu'exhalent alors la cupidité et la vanité ; cette explosion de haine était inévitable, car en tout temps les courtisans s'indignent contre ceux qui cherchent à substituer le bon ordre à la dissipation. — Le RÈGLEMENT DE 1792 (1^{er} JANVIER), qui fut à peine connu, intervint. — Quarante ans s'étaient écoulés sans progrès marqués ; les RETENUES SUR DÉPENSES, les subventions au profit de l'HÔTEL DES INVALIDES continuaient à être une source d'abus, d'erreurs, de peines sans utilité, sans dédommagement. — Comment l'ADMINISTRATION DE L'ARMÉE eût-elle été savante, l'administration publique de la FRANCE ne date elle-même que de l'an six ? Elle est passée de l'administration de la loterie à la caisse d'amortissement, et de là au ministère des finances. — Le rapport de la cour des comptes, en 1854, intitulé : *Cahier d'observations sur les comptes de 1851*, témoigne combien la Comptabilité publique est loin d'être débrouillée ; comment des Comptabilités spéciales pourraient-elles n'être pas

dans l'enfance, des tâtonnements et non des théories, des essais et non des règles en avaient seuls décidé jusque-là. — La Comptabilité de l'ARMÉE est le plus en retard. Jusqu'ici obscure et informe, elle ne sera assise sur des bases solides et larges que quand un MINISTRE clairvoyant aura reconnu la nécessité d'en remanier les principes, d'en refondre les détails, d'en coordonner les parties. — Un projet non publié de code administratif militaire a été composé en 1819 ; il devait être l'application des méthodes récemment essayées ; mais il a été mis au rebut par un MINISTRE arrivant au ministère peu après, puis il a été reproduit en partie, mais disloqué et déguisé, dans l'ORDONNANCE DE 1823 (19 MARS). — La CIRCULAIRE DE 1828 (27 NOVEMBRE) rangeait la Comptabilité au nombre des études des ÉCOLES DE SOUS-OFFICIERS, et à plus forte raison l'AVANCEMENT AU GRADE D'OFFICIER supposait la connaissance de la Comptabilité. — La DÉCISION DE 1831 (31 OCTOBRE) modifiait les règles jusque-là admises en fait de Comptabilité. — Les ÉCRIVAINS MILITAIRES qui ont traité de la Comptabilité, soit nominativement, soit en insérant dans leurs œuvres des études ou des chapitres qui ont rapport à cette science, sont : M. BAILLET (1817, D, p. 551), BARDIN (1807, D ; 1809, B), BERNAT (1812, A ; 1825, F), BEUCNER, DAMESE, DERNVO, M. DEÉNAUX, HANROT, LECOUTURIER (1825, A), MORIN, ODIER (1818, E ; 1824, E), QUILLST, M. VAUCHELE. — Il a été traité particulièrement de la COMPTABILITÉ DE GÉNIE par M. GRIVET, et de la Comptabilité française en général par M. MASON. — La Comptabilité des troupes se distingue en COMPTABILITÉ DE CORPS, — D'EXERCICE, — D'ÉQUIPEMENT, — DU GÉNIE, — EN DENIERS, — MILITAIRE, — TRIMESTRIELLE.

COMPTABILITÉ DE COMPAGNIE (B, 1). Sorte de COMPTABILITÉ DE CORPS qui, dans les COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE, sert de justification à l'ADMINISTRATION DU CAPITAINE ; il en est responsable, la surveillance, la dirige et la vérifie tous les trois mois, ou plus souvent s'il le veut. — Cette Comptabilité a été longtemps indépendante des CHEFS DE BATAILLON ; elle regardait autrefois le sergent ; elle est le but des travaux du SERGENT-MAJOR et du FOURRIER, et l'objet des communications établies entre eux et le TRÉSORIER. — Dans le cas du REMPLACEMENT DU SERGENT-MAJOR, la comptabilité est arrêtée par le CAPITAINE, en présence des OFFICIERS DE SECTION, et mise d'accord avec les LIVRETS INDIVIDUELS et le COMPTÉ GÉNÉRAL qui en est la matrice ; après cet acte de remise, le NOUVEAU SERGENT-MAJOR devient responsable. —

Les moindres détails de cette Comptabilité sont examinés à l'époque des *REVUES* de l'INSPECTEUR GÉNÉRAL. — Un caprice de ministre a bouleversé, en 1829, la Comptabilité militaire. — L'ORDONNANCE DE 1833 (2 NOVEMBRE) essayait d'asseoir cette science et ses méthodes sur des règles générales. — Le *TIRAGEMENT* était la principale entrave de la Comptabilité.

COMPTABILITÉ de corps (term. sous-génér.). Sorte de COMPTABILITÉ qui embrasse les RECETTES et DÉPENSES EN DENIERS et EN MATIÈRES d'un corps de troupe; celle qu'on a appelée COMPTABILITÉ EN DENIERS est la justification de l'emploi des PRESTATIONS PÉCUNIAIRES; l'aperçu qui suit l'envisagea par rapport à l'INFANTERIE FRANÇAISE. — NOUS avons dit autrefois (1816, E) : La comptabilité est un mode d'apurement, une preuve obligée de l'emploi de l'argent et des valeurs reçues, un moyen d'en rendre les comptes suivant des formes voulues; ainsi la Comptabilité présente les résultats de l'administration, et constate la légitimité des dépenses de toute espèce. Son exactitude consiste dans ses preuves arithmétiques et dans le balancement des recettes, des dépenses, des reliquats; elle est sous la direction et la responsabilité du conseil d'administration, surveillé lui-même par un inspecteur aux revues (OFFICIER D'INTENDANCE). — Quelquefois le mot Comptabilité est pris sous l'acception d'objets matériels et non d'opérations arithmétiques; c'est, dans ce cas, l'ensemble des PAPIERS conservés dans les ARCHIVES DE CORPS pendant un temps fixe; cette Comptabilité est, s'il y a lieu, transportée soit dans des CAHIERES, soit dans des CASSINOIRS; en général elle marche avec les SAGAGES DU CORPS. — Passons au côté moral, rationnel. — Les principes de la Comptabilité des corps ont été posés, en 1788, dans les belles ordonnances du CONSEIL DE LA GUERRE; ils ont été accommodés aux nécessités des temps, dans l'INSTRUCTION SAVANTE DE L'AN TROIS (16 VENDÊME); ils ont été replâtrés dans l'ARRÊTÉ DE L'AN QUATRE (8 FLOREAL) et délayés dans le RÈGLEMENT DE L'AN TROIS (25 GERMINAL), dans l'INSTRUCTION DE 1811 (25 DÉCEMBRE), dans le CIRCULAIRE DE 1815 (25 SEPTEMBRE), dans l'INCOMPLÈTE ORDONNANCE DE 1818 (2 FÉVRIER), dans quelques passages de l'ORDONNANCE DE 1818 (15 MAI). — L'ORDONNANCE DE 1825 (19 MARS) réglait la matière; une CIRCULAIRE DE 1828 (31 OCTOBRE) y ajoutait quelques dispositions; l'ORDONNANCE DE 1833 (2 NOVEMBRE) les résumait. — Ces documents déterminaient la forme de rédaction des FEUILLES COMPTABILITAIRES, les emprunts d'une masse sur l'autre, les simplifications de certains

COMPTES par des ABOUSSEMENTS avec les MATIÈRES OUVRIÈRES, le genre des PIÈCES COMPTABLES susceptibles de rejet, le droit de vérification attribué au PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Ces mêmes documents prononçaient que les DÉPENSES constatées peuvent motiver, par forme de remboursement, une RETENUE d'un cinquième sur les APPROPRIEMENTS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Pour la facilité et la précision de la Comptabilité, il resterait à approfondir ce que c'est que la FORCE COMPTABILITAIRE par rapport à l'EFFETIF, et l'EFFETIF par rapport aux SITUATIONS NUMÉRIQUES. — La Comptabilité doit se justifier par les BALANCEMENTS, par les FEUILLES DE JOURNÉES, par les RECONNAISSANCES, etc.; elle a été dirigée par le LIEUTENANT-COLONEL; elle est surveillée par le MAJOR, régulière et vérifiée trimestriellement par le CONSEIL, et soumise à des ARRÊTÉS DE COMPTABILITÉ apposés par l'OFFICIER DE L'INTENDANCE; il les y insère après avoir vérifié la COMPTABILITÉ EN DENIERS par la confrontation des inscriptions faites sur la LIVRET DE PAVEMENT et sur le REGISTRE DE CASSER. — Après la REVUE TRIMESTRIELLE, les ÉTATS QUARTIDRIAIRES s'annulent; les RÉSUMÉS sont transmis à l'INTENDANT MILITAIRE; il opère à la fin de l'année leur révision générale; elle est repassée et close par un ARRÊTÉ DÉFINITIF que l'INSPECTEUR GÉNÉRAL appose en témoignage de reddition de COMPTE. — La Comptabilité de corps se distingue en COMPTABILITÉ DE COMPAGNIE, — DE DÉTACHEMENT, — EN NATURE.

COMPTABILITÉ de détachement (B, 1). Sorte de COMPTABILITÉ DE CORPS considérée ici sous deux points de vue. — Si une fraction d'un corps s'éloigne du CONSEIL D'ADMINISTRATION, soit comme BATAILLON DE GUERRE, soit à raison d'une absence longue ou indéfinie, et qu'en l'un ou l'autre de ces cas, le DÉTACHEMENT partant doive former un CONSEIL D'ADMINISTRATION particulier, il tient une Comptabilité séparée de celle du corps; un partage proportionnel de l'ACTIF et du PASSIF a lieu; cette opération de partage devient pour la troupe partante un titre d'émancipation. — Si au contraire la séparation n'occasionne pas une scission de Comptabilité, le CONSEIL D'ADMINISTRATION reçoit périodiquement de la part du DÉTACHEMENT parti les BORDERSAUX DE RECETTE et de DÉPENSE en deniers et ceux en nature, afin que le CONSEIL GÉNÉRAL fasse écriture par transcription littérale des premiers de ces COMPTES et par transcription sommaire des seconds, etc., etc. — Dans tous les cas, tout DÉTACHEMENT rentrant au corps est soumis à une reddition de COMPTE dont l'examen appartient au MAJOR

et au trésorier. — A cet instant un des droits de chaque capitaine qui aurait fourni des hommes actuellement revenus, consiste à entrer en rapport avec le chef de détachement et à inventorier tout ce qui concerne la Comptabilité de ces hommes; cette communication intéresse également la responsabilité et des capitaines et du chef de détachement, quel que soit son grade.

COMPTABILITÉ D'EXERCICE. V. EXERCICE. V. EXERCICE COMPTABILITAIRE.

COMPTABILITÉ D'HABILLEMENT. V. HABILLEMENT.

COMPTABILITÉ DU GÉNIE. V. COMPTABILITÉ. V. GÉNIE.

COMPTABILITÉ EN DENIERS. V. COMPTABILITÉ DE CORPS. V. COMPTABILITÉ EN NATURE. V. EN DENIERS. V. EXTRAORDINAIRE DES GÉNÉRALIS. V. HABILLEMENT. V. PRESTATION PÉCUNIAIRE. V. QUANTIN-MAÎTRE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 2. V. RAFFEL PÉCUNIAIRE.

COMPTABILITÉ EN NATURE (B, 1). Sorte de comptabilité de corps qui embrasse les effets d'uniforme, les étoffes d'habillement, les effets de grand équipement, les prestations en nature, etc. — Les principes et la science de ce genre de Comptabilité sont beaucoup moins avancés que la comptabilité en deniers, quoique cette dernière soit loin d'être parfaite. En effet rien, par exemple, de plus obscur, de plus incomplet, de moins raisonné, et cependant de plus compliqué que la Comptabilité de l'habillement des corps. Ce reproche paraîtra adouci à ceux qui savent qu'il n'existe pas de règles pour la tenue d'une Comptabilité centrale des effets en service dans chaque corps; cette lacune se fait sentir chaque année dans le travail lugrat, fastidieux et incertain des remplacements d'effets d'uniforme, et dans les perpétuelles variations de l'armement de l'armée.

COMPTABILITÉ MILITAIRE. V. CADES AGGREGATIF. V. COMPTABILITÉ. V. CRÉDIT COMPTABILITAIRE. V. MILITAIRE, adj. V. RÉGIMENT DE MARCHE. V. TRANSPORT.

COMPTABILITÉ TRIMESTRIELLE. V. CORPS D'INTENDANCE n° 8. V. TRIMESTRIEL.

COMPTABLE. adj. V. AGENT C... V. EMPLOYÉ C... V. OFFICIER C... V. OFFICIER D'ADMINISTRATION C... V. SOUS-OFFICIER C...

COMPTABLE. subs. masc. Mot qui a la même étymologie que le mot compte; il s'applique soit à des corps, soit à des fonctionnaires légalement autorisés par le budget à un maniement de deniers ou de valeurs en matières, sous condition d'être soumis à un contrôle exercé par des administrateurs, par les intendants militaires.

Les Comptables sont en état de dire s'ils ne fournissent les preuves de l'emploi des valeurs qui leur sont confiées; ils sont tenus d'en justifier, devant qui de droit, à des époques et suivant des formes déterminées. — Dans les corps, le registre de délimitation ne doit pas rester dans les mains des Comptables. — Il est des cas où la justification des Comptables s'appelle compte de cercle-à-maitre. — Les Comptables ne cessent d'être responsables qu'après l'apurement de leurs comptes ou l'obtention du quitus. — Un capitaine d'infanterie, un capitaine d'habillement, etc., sont Comptables envers le major et le conseil d'administration, de même que ce conseil est Comptable envers le ministre de la guerre, et de même que celui-ci est censé l'être envers l'Etat. — C'est entre les mains des Comptables que doivent être remises les oppositions juridiques. — Burdach a traité nominativement des Comptables.

COMPTABLE DE CAISSE. V. CAISSE A TROIS SÉRIES. V. DÉPENSE COMPTABILITAIRE.

COMPTABLE DE MAGASIN. V. CAPITAINE D'HABILLEMENT n° 2. V. DÉPENSE COMPTABILITAIRE. V. MAGASIN DE CORPS. V. RÉGIE DES VIVRES.

COMPTE. subs. masc. V. A-C... V. BON C... V. CORPS DES C... V. LIVRE DE C... V. RÉDUCTION DE C... V. RÈGLEMENT DE C... V. RÈGLE DE C...

COMPTE (comptes), subs. masc. (term. génér.). Mot dérivé du latin *computatio*; il a été la source des expressions à son compte, à-compte, décompte, comptabilité, comptable. Peut-être sa racine est-elle analogue au mot contrôle. — Il est question ici de Comptes, sous le point de vue de l'administration de l'armée, de l'autorité des administrateurs militaires, de la confection des livres, de la rédaction des états ou fiches comptables, des formes du contrôle du ministère, des opérations relatives à l'acquittement des dettes légales, et au quitus qui en est l'arrêté définitif. — Au singulier, le mot Compte est, en quelques cas, synonyme de rapport, mais c'est dans un sens qui ne ressortit pas à la comptabilité. — Le mot Comptes, au pluriel absolu, donne l'idée de la partie finale de la comptabilité; car, en administration, tout se résout en Comptes rendus soit au ministre soit à ses délégués. — Nous sommes loin des temps où les Comptes militaires se tenaient au moyen de tailles à cocher. — Si les Comptes s'arrêtent, se terminent, dit M. BALLYET (1817, D, p. 550) ailleurs que là où l'acte a eu lieu, ailleurs que là où la connotation à justifier s'est faite, il n'y a plus de compte sincère; et souvent il n'y en a pas du tout. — Les Comptes d'une guerre embrassent deniers

et MATIÈRES; ILS SONT les extraits des ÉCRITURES, et offrent les résumés des REGISTRES; ILS s'appuient sur les BORDEREAUX, les PIÈCES, les documents que ces ÉCRITURES ont créés, rassemblés ou indiqués; ILS prouvent qu'il n'existe pas de *oubli*, ou qu'il en existe; ILS présentent les faits dans un ordre systématique auquel doivent présider la simplicité et la clarté; ILS s'accordent, dans leurs dénominations, avec les qualités propres aux ÉCRITURES; ainsi, en nous occupant surtout ici de l'INFANTERIE FRANÇAISE, ILS peuvent se diviser en COMPTES DE DÉPENSES, DE GESTION, D'ORDONNANCEMENT, EN COMPTES GÉNÉRAUX D'EXERCICE, etc. — Les Comptes des CORPS de toutes ARMES, tant en MATIÈRES qu'en DENIERS, ont ou ont eu pour vérificateurs les COMMISSAIRES DES GUERRES, les SOUS-INTENDANTS, les INTENDANTS, les INSPECTEURS GÉNÉRAUX, le MINISTRE ou du moins ses BUREAUX. Ces Comptes de deux natures, convertis uniquement en DENIERS, ont pour vérificateurs la COUR DES COMPTES, la CHAMBRE des DÉPUTÉS, la CHAMBRE des PAIRS. Voici l'ordre du travail et le rôle de ces diverses AUTORITÉS : le SOUS-INTENDANT, après les vérifications partielles ou privées dans un CORPS, repasse les calculs et apprécie les formes; l'INTENDANT contrôle ces OPÉRATIONS, quand il ne les ratifie pas de confiance. Pendant sa REVUE, l'INSPECTEUR GÉNÉRAL s'assure de la moralité des énonciations, plus qu'il n'en approfondit ou n'en censure les formes; la CHAMBRE DES COMPTES apprécie le matériel arithmétique et la légalité des PIÈCES plus que leurs motifs morsux; les CHAMBRES constatent, on sont censées constater le montant des totaux et la régularité des motifs de DÉPENSES, et elles approuvent et sanctionnent ce qu'il leur est impossible de comprendre dans ses détails et quelquefois de juger dans la texture et l'ensemble. — L'examen théorique de la question des Comptes est développé dans les ouvrages de MM. BALLYET (1817, D), GONVOT, ODIER (1824, E), VAUCHELLE. — Il suffit ici de distinguer le mot en COMPTE DE CLERC-A-MAITRE, — DE MASSE, — OUVERT, — PÉCUNIAIRE.

COMPTE DE CLERC-A-MAITRE (B, f). Sorte de COMPTE qui, dans la haute ADMINISTRATION, donne idée d'une explication donnée par un COMPTABLE, sans qu'il puisse se dispenser d'exhiber la moindre des PIÈCES JUSTIFICATIVES et des preuves écrites; cette marche complique le travail, et exige de trop minutieuses REVUES; aussi quelquefois on l'a simplifiée par des TOTALISATIONS, par des PIÈCES SOMMAIRES, par un système de RÉGIES INTERMÉDIAIRES ou D'ENTREPRISES. — Au milieu des incertitudes de nos systèmes de SUBSIS-

TANCE et pendant la durée plus ou moins prolongée des RÉGIES, des AGRÉCÉS, des ENTREPRISES, les COMPTES qui avaient trait à des DÉPENSES faites dans une forme inaccoutumée s'appelaient Comptes de *clerc-à-maitre*. — Certains HOPITAUX comptaient de *clerc-à-maitre* avec le MINISTRE. — ODIER (1818, E) a jeté un blâme judicieux et sur l'emploi de ce genre de COMPTE et sur les causes qui forcent d'y avoir recours. — Les Comptes de *clerc-à-maitre* seront uniquement mentionnés ici par opposition au mot ABONNEMENT ADMINISTRATIF, et seront regardés comme relatifs aux DÉPENSES DE CORPS; dans ce cas, ces COMPTES sont ceux que les CORPS rendent à qui de droit, au sujet de la moindre de leurs DÉPENSES et par la production de toutes les ÉCRITURES ad-hoc.

COMPTE de DÉCÉDÉ. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 24. V. DÉCÉDÉ.

COMPTE de DÉPENSE. V. ACQUITTEMENT COMPTABILIAIRE. V. COMPT. V. DÉPENSE. V. DÉPENSE ADMINISTRATIVE. V. EXTRAORDINAIRE DES GUERRES. V. HOTEL DES INVALIDES. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON n° 7. V. MARCHE D'ÉMBALEMENT. V. MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. MILICE ANGLAISE n° 12. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1817 (12 SEPTEMBRE). V. REGISTRE-JOURNAL.

COMPTE de DÉSERTEUR. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 24. V. DÉSERTEUR.

COMPTE de DÉTACHEMENT. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 11. V. CHEF DE DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF n° 1. V. COMPAGNIE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 12. V. COMPTABILITÉ DE DÉTACHEMENT. V. CONSOMMATION DE GÉOMÉTRIE. V. DÉTACHEMENT. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF.

COMPTE de MASSE D'OFFICIER (B, f). Sorte de COMPTE qui était pécuniaire et qui, conformément à la décision de 1817 (30 avril), devait être tenu par le TRÉSORIER DU CORPS.

COMPTE de PAIN. V. PAIN. V. PAIN DE MUNITION.

COMPTE de PARTANT POUR HOPITAL. V. PARTANT POUR HOPITAL.

COMPTE de RAYÉ DE CONTRÔLE. V. CAPITAINE D'INFANTRIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 24. V. MAJOR CHEF DE BATAILLON n° 12. V. RAYÉ DE CONTRÔLE.

COMPTE de SERGENT-MAJOR. V. COMPTABILITÉ DE COMPAGNIE. V. SERGENT-MAJOR n° 10.

COMPTE d'HOMME DE TROUPE. V. ABONNEMENT AVEC LES MAÎTRES OUVRIERS. V. ARMEMENT DE TROUPE. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT n° 5. V. EFFET D'UNIFORME. V. HOMME DE TROUPE n° 11. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. MASSE DE LINON ET CHAUSURE. V. SERGENT-MAJOR. V. TITRE D'AVANCE.

COMPTE DU GÉNIE. V. AU COMPTE DU GÉNIE. V. GÉNIE.

COMPTE EN DENIERS. V. ADMINISTRATION DE CORPS. V. COMPTE PÉCUNIAIRE. V. EN DENIERS. V. HOMME DE TROUPE n° 11. V. SOUS-INTENDANT n° 8.

COMPTE EN MATIÈRES. V. ADMINISTRATION DE CORPS. V. EN MATIÈRES.

COMPTE HIÉRARCHIQUE. V. DÉTACHEMENT. V. ÉLARGISSEMENT. V. ÉVÈNEMENT. V. FOURRIER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 9.

COMPTE OUVERT (B, 4). Sorte de COMPTE examiné ici sous le rapport de la COMPTABILITÉ DES COMPAGNIES, de la tenue du LIVRE DE COMPAGNIE et des LIVRETS INDIVIDUELS, de la surveillance que les MAJORS exercent sur la MASSE DE LINGE ET CHAUSSEUR. Les sommes ou valeurs qui le composent s'y inscrivent sur deux colonnes en regard, l'une pour les DETTES, l'autre pour les CRÉANCES ou CRÉDITS. — Le Compte ouvert témoigne quelles sont les FOURNITURES D'EFFETS DE FRUIT ÉQUIPEMENT qui ont été faites aux HOMMES DE TROUPE. Il fait connaître s'il y a ou non DÉFICIT; il exprime les dates, la nature des EFFETS DE LINGE ET CHAUSSEUR et leur valeur; il sert ainsi de base aux supputations du DÉCOMPTÉ TRIMESTRIEL de l'EXCÉDANT de la MASSE; il est vérifié par l'INSPECTEUR GÉNÉRAL.

COMPTE (comptes) PÉCUNIAIRE (B, 4), OU COMPTE EN DENIERS. Sorte de COMPTE qui sont une représentation de valeurs financières, et un exposé écrit de DETTES et de CRÉDITS. — Les Comptes sont des documents appuyés de pièces justificatives dans lesquels la SITUATION et les MOUVEMENTS d'une CAISSE A TROIS SÉRIES se trouvent énoncés et libellés, tant en RECETTE qu'en PAYEMENT, pour un espace de temps donné; ce soin regarde le CONSEIL D'ADMINISTRATION. — La rédaction des Comptes est le but de la COMPTABILITÉ, dans le sens rigoureux où le mot COMPTABILITÉ devrait être pris. — La terminaison des Comptes s'appelle ALIGNEMENT COMPTABILITAIRE. — La validité d'un Compte se base sur les ALLOCATIONS qui l'autorisent, et il n'est regardé comme clos qu'après APUREMENT. — La simplification des Comptes est favorisée par l'adoption du système des ABONNEMENTS AVEC LES MAÎTRES OUVRIERS.

COMPTE-PAS, subs. masc. V. CHRONOMÈTRE. V. MÉTRODATE. V. MARCHÉ TACTIQUE. V. PAS. V. PAS CADENCÉ.

COMPTEUR, subs. masc. V. MÉTRODATE.

COMPULSEUR, subs. masc. (F). Ce terme, traduit du latin *compulsor*, qui se retrouve dans les lois des VIKINGES (liv. XI, tit. II) désignait des FONCTIONNAIRES militaires qui avaient mission d'animer les sol-

dats au COMBAT, à ce que suppose GARRAUD; ils auraient eu ainsi quelque analogie avec les anciens EXCITATEURS BYZANTINS.

COMTE, subs. masc. V. COMTE.

COMTE, subs. masc. V. PAYS DE C...

COMTE (comites) (F). Ce mot, dont l'étymologie est indiquée au n° 2, tient intimement à la partie historique de notre sujet, moins comme titre nobiliaire que comme désignation d'un grade anciennement en usage dans les MILICES ROMAINES ET BYZANTINES; il y remplaçait le titre abol des CONSULAIRES comme le témoigne M. de MONTVERAN, qui a tracé un catalogue des principaux Comtes impériaux qui ont commandé dans les GAULES.

— La qualification de Comte a été empruntée, dès l'origine de la PREMIÈRE RACE, par la MILICE FRANÇAISE; elle s'y est conservée, mais avec de grandes modifications, pendant la RÉGALITÉ. — GARRAUD donne quelques renseignements à l'égard des Comtes, et les plus modernes ouvrages où soit contenu un résumé historique relatif aux Comtes sont le *Dictionnaire de la Conversation*, et l'*Encyclopédie des Gens du monde*. Ce qui concerne les Comtes va être expliqué sous les rapports suivants : CRÉATION, DÉNOMINATION, NOMBRE, DROITS, AUTORITÉ, RANG, FONCTIONS.

— N° 1. CRÉATION. — TACITE dit que, chez les GERMAINS, les souverains électifs avaient pour conseil et pour gardes deux cents Comtes ou PAIRS électifs eux-mêmes; c'étaient des magistrats armés. TACITE et ses traducteurs rendent ainsi par le terme *comites*, Comte ou COMPAGNON, le titre de ceux que les historiens qui traitent de la GAULE et de la PREMIÈRE RACE appellent SOLDURIERS, LEUDES, BARONS. — Mais considérons les Comtes relativement à des usages plus modernes. — Quelques écrivains font remonter l'existence des Comtes au règne d'AUGUSTE; VOLTAIRE (*Essai sur les mœurs*) ne la rapporte qu'au temps de THÉODORE LE GRAND, vers l'an 380; mais une autre opinion se fonde sur la lecture d'AMMIAN (384, A). Cet AUTEUR et OROSE font mention du roi MIILOBAUDES, FRANC d'origine qui tenait sous le joug l'EMPEREUR GRATIAN, et commandait son armée sous le titre de Comte des DOMESTIQUES, c'est-à-dire général en chef de la garde impériale. — Vers la décadence de la MILICE ROMAINE, un CHEF DE LÉGION était considéré comme Comte de première classe. — Les Comtes provinciaux avaient le COMMANDEMENT des troupes que mettait à leur disposition le MAÎTRE DE LA CAVALERIE. Il y avait des Comtes qui avaient le département du LOGEMENT des troupes; *Comes mansionarius*. — Les FRANCS, en usurpant les GAULES, y trouvèrent des Comtes GALLO-ROMAINS;

les ont placés à la tête de certains districts militaires, les autres soumis au commandement des ducs. — Les Comtes étaient, dit Velly, des *asseurs* ou *conseillers* des *généraux d'armée* et des *gouverneurs de provinces*. — Sous Clovis il ne se voit pas de Comtes; le titre en a cependant été donné à des personnages éminents dans ses troupes: ainsi on lit dans Hallam que, dans l'exercice de leurs fonctions, les Comtes, sous Clovis, devaient porter hache, javelot, épée et bouclier; mais ses successeurs maintinrent ce titre en modifiant les fonctions de ces dignitaires. Ainsi les derniers rois de la première race employaient comme officiers de justice des Comtes, qu'ils choisissaient parmi les Gallo-Romains. Quant aux fonctions militaires et au droit de disposer des garnisons ou de les faire agir, c'était une des attributions exclusivement dévolues aux *seigneurs francs*. — Les Comtes, considérés comme des officiers militaires ou des fonctionnaires publics, sont donc moins anciens dans nos annales, c'est-à-dire dans celles des Francs, ou du moins dans leur langue, que ne le sont les barons, et on peut les regarder comme des parvenus, des anoblis employés. Il est vrai, comme chefs militaires ou châteaux, dans le septième siècle, et comme concourant au mécanisme du service féodal, mais qui ne montèrent à un rang éminent que sous la seconde race. — Il y avait eu, chez les Anglois, des Comtes au même temps qu'en France; mais leur titre ne figure parmi ceux des pairs du parlement Anglois que depuis la fin du treizième siècle; leur introduction y est postérieure à celle des barons et y précède celle des ducs. — N° 2. DÉSIGNATION, NOMBRE. — Le mot *comte*, dérivé du latin *comes*, *a comitatu*, *a comitatu*, signifiait à Rome, soit dans la langue vulgaire, soit dans les usages de la cour, *compagnon*. L'expression est passée dans le grec byzantin, comme qualification technique des courtisans, des palatins, des suivants, des domestiques attachés aux empereurs de Constantinople; de là le mot *comte* de l'estable. — La qualification des Comtes a ensuite changé de sens par le fait de certaines missions données à ces domestiques, qui devinrent *préfets*, *tribuns*, etc.; et elle a pris une acception militaire, quand les Comtes furent investis de grands emplois dans l'armée et dans le gouvernement, comme le témoignent Ammien (580, A), Eusèbe, Jules Africain (220, A), etc. Les uns furent *comtes de la mer*, les autres *gouverneurs de provinces*, etc.; tel d'entre eux était *ministre*, sous le nom de *comes rei militaris*; tel, surinten-

dant, avec le titre de *comes annonæ*. — Ainsi, pendant longtemps, le mot *Comte* impliquait principalement l'idée d'un personnage revêtu d'une puissance militaire et d'un grade important. Un *Comte* abbé s'appelaient *abbatcomite*, ou *abbatcomite*. On était *Comte* à titre de *chef de troupe*, ou *chef de troupe* à titre de *Comte*; de cet usage était resté, suivant Jarro (1777, G), le nom de *comite*, affecté au chef des *forçats*. — M. Sismondi compare avec raison au substantif *Comte* le latin barbare *gräfo*, que mentionnent les vieilles lois, et qui désignait le *lieutenant*, le *vice-roi*, que Clovis envoyait dans les villes de son gouvernement; c'était le substantif allemand *Graf*, latinisé, M. Sismondi le traduit en français par *grafion*. — Un point historique et grammatical, qu'il n'est pas facile d'expliquer même en recourant à Alciat, à Borel (Pierre), à Ducange, à Ménage, c'est que le mot *Comte* s'est aussi écrit *conte*, et qu'à l'époque de la création de la langue française, lorsque le mot *comtes* fait place au mot *Comte*, on voit exister en même temps l'usage des expressions champenoises, *cuens*, *cuens*, comme synonymes du mot *Comte*. C'est ainsi que s'ensuit, en 1200, Ville-Hardouin. BARRAS l'écrivit *quens*, GÉBELIN l'écrivit *quans*, et Roquefort présente comme synonymes les substantifs *corres*, *coman*, *coms*, *ceuat*; on commençait à remonter à ces dernières qualifications dans le quatorzième siècle. — En France, au quinzième siècle, il y avait quatre-vingts Comtes; c'était quatre fois plus qu'il n'en existait de ducs; quant aux vicontes et aux barons, la quantité en était considérable. — N° 3. DROITS, AUTORITÉ. — Fréquemment le *Comte* ou le *baron* qui en commandaient plusieurs autres se nommaient ducs; un *général d'armée* et un *duc* sont, dans les réels de beaucoup d'écrivains, un seul et même personnage. — Les habitants du pays qui étaient sous la juridiction ou le commandement d'un *Comte*, s'appelaient, en bas latin *pagenses*, ou gens du pays. Ce mot, qui venait du pur latin *pagus*, a peut-être donné leur nom aux *pages*, comme on dirait le *serviteur* pris dans le *domaie*. — Depuis Louis le Débonnaire, il y eut des Comtes qui eurent plusieurs comtés. Un *capitulaire* de ce prince reconnaît trois sortes de vassaux: ceux du roi, des *évêques*, des *comtes*. Il est apparemment question, en ce cas, des Comtes qui jouissaient du rang le plus élevé dans la noblesse, et qui étaient usufruitiers de grands fiefs. — Ils ne les possédaient pas encore à vie, vers le milieu du neuvième siècle; car un *capitulaire* de Charles le Chauve menace de révocation les

Comtes, s'ils ne font raser leurs forteresses, devenues des repaires de brigands. — Les Comtes étaient secondés dans leurs gouvernements par des vicaires ou lieutenants qu'on a nommés ensuite vicomtes. — Dès l'an 865, les Comtes de CHARLES LE CHAUVÉ, et surtout ceux de Provence s'étaient rendus indépendants. — Ce prince, prêt à partir pour l'Italie, où il mourut la même année, craignait qu'en son absence les Comtes n'excitassent quelques commotions politiques; il chercha à se les attacher par des concessions; il tint, en 877, à Chiersy, une assemblée générale, où il décida que si un Comte venait à mourir son gouvernement serait de préférence confié à son fils, fût-il en bas âge, ou à quelqu'un de sa famille; tels furent l'encouragement de l'usurpation des Comtes et le signal de l'hérédité. — Sous LOUIS LE BÈGUE, et depuis 879, les Comtes s'emparèrent en propre des titres et des droits jusque-là temporaires; ainsi dès cette époque les gouvernements se changèrent en souverainetés; à une époque plus rapprochée de nous, le titre de Comte devint le but de l'ambition des baronnets. — Cette extension de puissance amena les Comtes à une souveraineté transmissible, puis à une souveraineté positive appuyée sur des armoiries; ils régnaient au petit pied et sans le serment de foi et hommage; tel d'entre eux parvint à la royauté; un descendant des Comtes de PARIS, un MAÎTRE DU PALAIS, érigé en DUC DE FRANCE, se fit proclamer roi. — Les moindres Comtes imitèrent en petit cette usurpation; ils surmontèrent d'une couronne leur casque; ils ajoutèrent à leurs noms celui de leur comté; ils firent appeler Comtesses leurs femmes, et, à force d'emplacements sur les droits du trône, ils occasionnèrent un changement considérable dans les formes de la monarchie. Avoir ou lever *PORT-LEVIS* était une de leurs prérogatives. — N° 4. RANG. — Dans l'empire BYZANTIN, la dignité des Comtes était si éminente que CONSTANTIN récompensait quelquefois les DUCS en les faisant Comtes, ou DOMESTIQUES MILITAIRES. Mais le rang des Comtes déchu beaucoup ensuite. — MACROBE (590, A) compare les Comtes BYZANTINS à des TRICENS DE CORPS ou à des chefs de BANDES; et LÉON (900, A) nous les montre comme subordonnés aux DUCS ou MARQUIS, et comme commandant aux CENTENIERS ou CENTURIONS; on dit même qu'ils étaient inférieurs aux BRIGADAIRES; mais, selon d'autres versions, les Comtes et les BRIGADAIRES étaient les uns et les autres revêtus d'un rang à peu près égal à celui de COLONEL. — En prenant de plus haut les recherches relatives à la MILICE

FRANÇAISE, on voit que d'abord les Comtes n'avaient pas de GRADES fixes; c'étaient, comme on l'a dit, des délégués ou de simples magistrats civils qui concouraient aux opérations des LEVÉS; ils prenaient au besoin le CASQUE en un temps où il fallait que chacun fût soldat; ils suivaient ensuite l'épée à la toge, et occupèrent, à différents degrés et de diverses manières, tous les grades supérieurs de l'ARMÉE, de concert avec les BARONNETS, ou sous le titre de BARONNET. — A la fin du douzième siècle, les Comtes anglais payaient une fois plus que les barons pour avoir le droit de combattre dans les tournois; ainsi leur rang primait celui des barons; mais il fut un temps où, en ANGLETERRE, l'écuier fleuré marchait immédiatement après le Comte. — VOLTAIRES affirme, (*Histoire des Parlements*, chap. 8) qu'en FRANCE un comte commandait à douze officiers subalternes; mais nous ignorons à quelle province, à quelle époque se rattache ce fait. — En 1536, l'ARMÉE FRANÇAISE, réunie à VIRONFOSE, comprend vingt-quatre Comtes ayant sous leurs ordres plus de quatre mille CHEVALIERS. — Au quinzième siècle, comme le dit M. MONTAIGNE, des princes étaient, les uns Comtes, les autres DUCS; mais tel prince du sang préféra au titre de duc celui de Comte; tel Comte était plus qu'un duc, soit qu'il y eût en lui du sang royal, soit qu'un duché relevât de son comté: c'est un labyrinthe où il y aurait peu de profit à pénétrer. — La question élevée relativement à la préséance des Comtes militaires sur les MARQUIS militaires n'offre pas moins de difficultés; elle n'a jamais été positivement résolue en FRANCE. — Depuis que les Comtes et les MARQUIS n'ont plus été des OFFICIERS, mais les possesseurs d'un vain titre, et par rapport à la FRANCE depuis le seizième siècle, les marquis ont la préséance sur les Comtes, comme l'élégance prend le pas sur l'âge mûr; c'était de convention plutôt que de règle. — N° 5. FONCTIONS. — Sous CHARLEMAGNE il y avait des Comtes GOUVERNEURS DE PROVINCE, et des Comtes d'un ordre moins élevé qui étaient simplement GOUVERNEURS DE VILLE. Les premiers étaient les égaux des DUCS, puisque souvent ils s'acquittaient des fonctions d'un GÉNÉRAL D'ARMÉE. — Les Comtes FRANÇAIS considérés comme GOUVERNEURS DE PROVINCES, dit MONTAIGNE, n'étaient d'abord envoyés que pour un an dans leurs districts; ils achetèrent ensuite, du prince, la continuation de leurs offices, et y attribuèrent enfin l'hérédité, sous Charles le Chauve. Au mot achetèrent, la vérité veut qu'on substitue: arrachèrent violemment. — Peu à peu les Comtes prirent la tête d'une hiérarchie

dont les aïeux occupaient l'échelon le moins élevé. Ils furent regardés temporairement comme **DÉNÉRAUX**; c'est ce que témoigne cet article d'un CAPITULAIRE : *Que le Comte veille à ce que tous les hommes qu'il doit conduire aient une lance, un bouclier, un arc, deux cordes et douze flèches.* — **VOLTAIRE** accuse juste, comme il le fait dans presque toutes les citations qui touchent au militaire français, quand il rapporte, dans son *Essai sur les moeurs*, que, depuis CHARLEMAGNE, les Comtes rendaient la justice, avaient pour lieutenant un viguier, et faisaient partie des nobles, c'est-à-dire appartenaient à la classe des officiers et des **CANTENIERS**. — Depuis ces époques on voit les Comtes être, suivant les temps, **MANNETS**, chefs de **RANNIERS** PAROISSIAUX, COMMANDANTS D'INFANTERIE COMMUNALE, CHIEFS D'ARRIÈRE-GARDE D'ARMÉE AGISSANTE ET **SEIGNEURS** SOUVERAINS; en cette dernière qualité ils étaient au-dessus de certains **DUCS**; ils avaient droit d'évoquer le **RAN** ET **ARRIÈRE-RAN**, de commissionner des **RANNIERS**, et d'**ARRORER** le **GONFALON**; mais ils n'ont pas en tous, partout, ni toujours, des attributions si étendues. — Le plus ordinairement les Comtes **CONDUISAIENT**, comme le dit **BRYETON** (1742, A), les troupes de plusieurs baillages et **SÉNÉCHAUSSEES**, de même que les **DUCS** commandaient les troupes de plusieurs comtés. Leurs anciennes fonctions politiques ou publiques, soit qu'elles fussent féodales ou donnassent droit à une **PAYE** du roi, sont devenues, suivant **ROQUEFORT**, l'héritage des **SÉNÉCHAUX**. — Suivant les temps, tous ces usages ont varié infiniment, et l'on peut regarder, depuis l'affranchissement des communes et l'établissement des milices communales, les Comtes comme s'effaçant de l'état militaire de la France, et comme remplacés dans les armées par les **BAILLIES**, **PRÉVÔTS**, ou **SÉNÉCHAUX**.

COMTE de l'estable. v. **COMTE** n° 2. v. **CONNÉTABLE** n° 1, 2, 7. v. **ESTABLE**.

COMTE de PARIS. v. **GRAND PRÉVÔT**. v. **PARIS**.

COMTE des logements. v. **MILICE ROMAINE** n° 2. v. **LOGEMENT**.

COMTE de la milice. v. **COMTE** n° 2. v. **GRAND PRÉVÔT**. v. **MILICE**. v. **MILICE ROMAINE** n° 2. v. **OFFICIER** n° 2.

COMTE du palais. v. **GRAND PRÉVÔT** DE L'HOTEL. v. **GRAND SÉNÉCHAL**. v. **MAIRE DU PALAIS**. v. **PALAIS**.

COMTE MARQUIS. v. **MARQUIS**.

COMTOIS (comtoise), adj. v. A LA COMTOISE.

CONCAPITAINE, subs. masc. v. **CAPITAINE**.

CONCAVE, adj. v. **COURTINE** C... v. **PAGE** C... v. **PLANC** C... v. **ORDRE** C...

CONCENTRIQUE, adj. v. **MARCHE** C... v. **MOUVEMENT** C...

CONCERTANT (concertante), adj. v. **MATRIE** C...

CONCETER (verb. act.) **UNE** **ATTAQUE**, **UNE** **OPÉRATION**. v. **ATTAQUE** DE GUERRE. v. **OPÉRATION** DE GUERRE.

CONCHA. v. **NOMS PROPRES**.

CONCIERGE (subs. masc.) de **RATIMENTS MILITAIRES**. v. **RATIMENT MILITAIRE**. v. **CASERN**. v. **CASERNIER**. v. **CONSERVATEUR** DE **RATIMENTS**. v. **EFFECT** AU **COMTE** DU **GÉNIE**.

CONCIERGE de **CASERNE**. v. **CASERNE**. v. **CASERNIER**. v. **OFFICIER** DE **CASERNEMENT**. v. **GARDE** DU **DÉPÔT**.

CONCIERGE de **PRISON MILITAIRE** (C. 3), ou **DEGLIER**, comme s'exprimait l'ORDONNANCE DE 1768 (1^{er} MARS). Le mot **Conciergerie** est provenu du latin **CONSERVUS**, par corruption **conservulus**, **conservulus** (domestique chargé d'une conservation), ou, suivant **DUCANGE**, du bas latin **consergius**; il aurait donc dû s'écrire par un **s**, mais l'usage contraire a prévalu. — Le mot, mal choisi, **Conciergerie** a été préféré à **GROGLIER** par notre langue éternelle. — La surveillance et les fonctions de ces employés du gouvernement ont été déterminées par l'ARRÊTÉ DE L'AN DIX (20 FLOREAL). — La fourniture de la PAILLE et des ALIMENTS des hommes INCARCÉRÉS sont des PRESTATIONS qui concernent les **Conciergers**; les **FRAIS** DE **GROGLAGE**, ou le **DIT** ET **GROGLAGE** qui en résultent, sont acquittés au moyen des PRESTATIONS fixées par l'ARRÊTÉ DE L'AN ONZE (29 THERMIDOR). — Les registres d'écrou voulus par l'ARRÊTÉ DE L'AN TROIS (12 FRUCTIDOS) sont tenus par les **Conciergers**.

CONCILE, subs. masc. v. **ANDES**. v. **AUXERRE**. v. **ECCLÉSIASTIQUE**. v. **FÉODALITÉ**. v. **LATHAN**. v. **LÉGISLATION**, ANNÉES 528, 742, 745, 902, 925, 1049, 1158, 1159, 1163, 1179, 1545, 1563. v. **LEPTINE**. v. **LEVÉE**. v. **ORDONNANCE OFFICIELLE**. v. **NARBONNE**. v. **RÈGLEMENT**. v. **REIMS**. v. **TOULOUSE**. v. **TOURS**. v. **TRENT**. v. **VALENCE**.

CONCLAMATION, subs. fém. v. **SETRAITE** STAAEUMATIQUE.

CONCLUSIONS (subs. fém. pl.) de PROCÉDURE (B, 3; C, 5). Le mot **Conclusions**, qui est tout LATIN, exprime ici l'opinion prononcée par un **RAPPORTEUR** ou par le **PROCURER** DU **ROI**, devant un **CONSEIL PERMANENT** ou de **RÉVISION**, après l'instruction terminée, et avant l'introduction de l'**ACCUS**; c'était autrefois l'instant du **RÉCOLEMENT**. — Les **Conclusions** suivent la lecture des **PIECES**, telles que la **PLAINT**, l'**INTERROGATOIRE**, l'**INFORMATION**, etc.; elles ont pour objet de faire con-

naitre à un conseil permanent si le rapporteur croit que l'accusé doit être condamné ou absous. L'usage était que le rapporteur ne les lût qu'à tête découverte.

CONCORDAT (subs. masc.) MILITAIRE (F.). Le mot Concordat, qui est tout latin et qui signifie accord contractuel, donne ici l'idée d'une convention, d'une *maase* pécuniaire, d'une tontine instituée pendant le siècle dernier dans quelques régiments français. — Les Concordats ont été créés parmi les officiers, sans la participation de la loi; ils ont d'abord été tolérés tacitement et ensuite prohibés vainement; ils consistaient en une bourse alimentée par des cadets intéressés à se débarrasser, à prix d'argent, d'un aîné qui les gênait pour l'avancement, et obstruait par là leur carrière. — Les fonds du Concordat se formaient d'une retenue mensuelle sur les appointements des lieutenants et des capitaines signataires du Concordat; car on n'était pas contraint d'y adhérer, et les officiers de fortune, par exemple, n'y participaient pas. — L'objet du Concordat était de gratifier d'une certaine somme l'ancien donnant sa démission; c'était un pont d'or fait au partant; c'était un moyen d'acheter, au profit de l'ignorance opulente, la renonciation des droits acquis à l'officier expérimenté, mais peu fortuné. Individuellement, les officiers, soit partie payante ou payée, y trouvaient leur compte, mais l'Etat et l'armée y trouvaient-ils le leur? — JARRO (1777, au mot *Esprit militaire*), parlant des sous-lieutenants admis dans un régiment d'infanterie, dit : *Un point décide de la façon dont il réussit dans le corps; on s'informe des facultés de sa famille, si elle est en état de lui donner de quoi faire la retraite d'un capitaine, c'est-à-dire six mille francs, c'est un sujet à ménager...* — L'usage des Concordats établissait une véritable vénalité des grades d'officiers. — Le premier factionnaire était le caissier des fonds du dépôt qui s'élevaient quelquefois jusqu'à vingt mille livres; il avait le droit de les emporter, s'il demandait sa retraite; aussi le corps d'officiers voyait-il avec chagrin que le premier factionnaire fût un capitaine opulent; parce que l'appât de cette gratification ne suffisait pas pour lui faire abandonner le service avant d'avoir obtenu la décoration de l'ordre de Saint-Louis. — Les Concordats ont été inventés dans un temps où aucun principe sage ne réglait encore les formes de la nomination des capitaines; l'usage en a été combattu et détruit quand l'administration des compagnies s'est perfectionnée; mais les Concordataires luttèrent longtemps et avec obstination contre la faiblesse des bu-

reaux du ministère, les incertitudes de la cour et les injonctions de DARGENVILLERS. — L'ORDONNANCE de 1751 (15 SEPTEMBRE), entrant dans les détails des abus des Concordats, les casse et les annule. Une lettre de DARGENSON, datée de 1749 (8 JUILLET), se plaint qu'on n'ait tenu aucun compte de l'ordonnance de 1751; elle en reproduit le texte comminatoire. En 1758, une circulaire du ministre BELLE-ISLE réitéra aussi inutilement les mêmes prohibitions; mais ce ministre ne blâme les concordats, que parce qu'ils peuvent préjudicier à la noblesse, en favorisant des roturiers opulents. — TURPIN (1783, O) a mieux envisagé cet objet en déclarant que, de son temps, il résulte du Concordat *que c'est l'argent qui fait les officiers dans l'infanterie, et rarement le mérite, les services et le talent.* — Dans le MILICE ANGLAISE, les formes de l'avancement ont quelque analogie avec celles de l'ancien Concordat français. — GANEAU et KREIN-VEYER ont traité de l'usage des Concordats. — L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) a donné, sur cette matière peu intéressante à présent, un article long et détaillé.

CONCOURS, subs. masc. V. ACADEMIE MILITAIRE. V. ARMÉE FRANÇAISE n° 2. V. AU CONCOURS. V. AUTEUR MILITAIRE (1775, E). V. AVANCEMENT. V. CADET. V. CHIRURGIEN DE CORPS. V. ÉTAT-MAJOR DE PLACE. V. FOURAIRE. V. MILICE CHINOISE n° 5. V. MILICE DANOISE n° 1. V. MILICE HANOVIENNE n° 4. V. OFFICIER n° 4. V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE n° 6. V. OFFICIER FRANÇAIS n° 6. V. PROMOTION DES ARMES. V. PROMOTION D'OFFICIER. V. RÉCOMPENSE. V. RECONNAISSANCE DE TERRAIN. V. SOUS-LIEUTENANT n° 2. V. SOUS-OFFICIER n° 4.

CONDAMNATION (subs. fém.) de DÉTENU. V. DÉTENU. V. DÉTENU MIS EN JUGEMENT. V. OFFICIER EN JUGEMENT.

CONDAMNATION D'OFFICIER. V. CONDAMNATION JUDICIAIRE. V. OFFICIER. V. OFFICIER EN JUGEMENT.

CONDAMNATION JUDICIAIRE (B. 3; C. 5). Le mot Condamnation est dérivé, ainsi que le mot condamné, du latin *condemno*; il donne l'idée du prononcé d'une peine encourue par un délinquant militaire, et infligée par un jugement légal, en réparation d'un délit ou d'un crime. — La Condamnation est conforme à une formule voulue; elle se résume dans une sentence, ou un arrêt; elle est rendue publique par le président, à la suite de la lecture du texte de la loi; suivait la gravité des cas, elle impliquait la perte de l'ancienneté de service; elle motive la radiation des contrôles, etc., etc. — La publication de l'acte de condamnation est suivie d'une injonction adressée

DU RAPPORTER, pour qu'il ait à faire ses diligences à l'effet de mettre à exécution la Condamnation. — Un des devoirs des COLONELS est de veiller à ce que la RADATION d'un militaire de leur corps qui aurait été jugé soit accompagnée de la mention du JUGEMENT; ces détails s'inscrivent sur la MATRICE. — L'action de la Condamnation ne cesse que par l'expiration du temps que doit durer la PEINE, ou par la RÉHABILITATION. — Si la Condamnation emporte PEINES AFFLICTIVES OU INFAMANTES, elle fait perdre et le droit de rappeler la SOLDE, ainsi que le DROIT INDIVIDUEL DES HOMMES DE TROUPE, et les droits acquis au TRAITEMENT DE RETRAITE; si elle est prononcée envers un PENSIONNAIRE, elle suspend son TRAITEMENT. — En certains cas, elle emporte PÉRIE D'ANCIENNETÉ DE SERVICE. Si elle prononce la PEINE DES FERS ou des TRAVAUX PUBLICS, elle motive DÉGRADATION. — Il est des circonstances où, sans qu'il y

ait précisément ôté, il peut y avoir Condamnation: ainsi, en cas d'ACTION POUR DETTES, la signification peut être suivie de Condamnation. — Il est donné, s'il y a lieu, connaissance des Condamnations judiciaires à qui de droit, par les voies ordinaires de la CORRESPONDANCE ADMINISTRATIVE. — Les CONDAMNATIONS D'OFFICIERS sont un des objets des prévisions de la LOI DE 1834 (19 MAR). — Il a été jeté quelques lumières sur la forme et les effets des Condamnations par ORDRE (1824, E, tom. IV, p. 371).

CONDAMNATION PAR CORPS. V. DÉMISSION. V. PAR CORPS.

CONDAMNATION POUR DETTES. V. DETTE. V. OBTIE D'OFFICIER.

CONDAMNÉ, subs. masc. V. CEINTURE DE C... V. COSTUME DE C... V. CRIME DE C... V. DÉLIT DE C... V. DÉSERTEUR DE C... V. HABILLEMENT DE C... V. GARDE DE C... V. MASSE DE C... V. PARRAIN DE C... V. SOLDAT DE C...

CONDAMNÉ { A L'INCARCÉRATION.
A MORT.
POUR DÉSERTEUR.... { COND. AU BOULET.
AUX TRAVAUX.

CONDAMNÉ (term. génér.), ou MILITAIRE CONDAMNÉ. Mot qui a la même étymologie que le mot CONdamnation; il s'emploie par opposition aux mots ABSOLUS et ACQUITTÉ; il s'applique à un ACCUSÉ LIVRÉ À UN TRIBUNAL compétent; les Juges prononcent à son égard, après avoir écouté les CONCLUSIONS, et s'ils tiennent pour CONVAINCU l'HOMME EN JUGEMENT ils le déclarent COUPABLE ou CRIMINEL. — Le Condamné doit être Informé par un AVERTISSEMENT spécial qu'il a droit au POURVOI EN RÉVISION; il ne peut invoquer une suspension de PROCÉDURE, sous prétexte de REFUS EN GRACE ou de demande de SURSIS, si ce n'est pendant les délais de la PROCÉDURE; telle était la législation usitée en l'an onze (10 vendémiaire). — Il est quelques cas où le mot Condamné n'emporte pas absolument l'idée d'un MILITAIRE qui aurait été livré à la JUSTICE et qui serait RAYÉ DES CONTRÔLES. — Si le condamné doit subir des PEINES AFFLICTIVES, il ne peut prétendre à AUCUN RAPPEL DE SOLDE; les FONDS DE SA MASSE sont acquis à l'Etat. — Quelques dispositions exceptionnelles s'appliquent aux Condamnés qui seraient MEMBRES DE LA LÉGION D'HONNEUR. — Les noms des Condamnés et l'état de leurs NAMES sont mentionnés au RAPPORT. — En 1832, les Condamnés en vertu de

JUGEMENT ont été au nombre de quatre mille six cent vingt-sept, sur une ANNÉE de trois cent quatre-vingt-huit mille quatre cent deux hommes, et sur une MISE EN ACCUSATION de six mille huit cent cinquante-huit PRÉVENUS. Le nombre des accusés était à raison d'un homme sur soixante-dix; en 1835, le nombre a été d'un sur quatre-vingt-cinq. — Les Condamnés se distinguent en CONDAMNÉS À L'INCARCÉRATION, — À MORT, — AU PAIN ET À L'EAU, — AUX VERGES, — POUR DÉSERTEUR, — RAYÉ, — SUIVANT.

CONDAMNÉ à l'incarcération (B, 3; C, 5). Sorte de CONDAMNÉ DÉTENU EN PRISON PÉNITENTIELLE. — Si le DÉTENU, après avoir été mis en JUGEMENT, subit une PEINE qui emporte EXCLUSION, il est RAYÉ DES CONTRÔLES; s'il rentre au corps à l'expiration de sa PEINE, il est privé du DÉCOMPTÉ DE SA SOLDE, pour tout le temps de sa ORIENTATION, et jusqu'au RETOUR.

CONDAMNÉ à mort (B, 3; C, 5). Sorte de CONDAMNÉ soit comme DÉSERTEUR, si le genre de sa DÉSERTEUR emporte cette PEINE, soit par suite de CRIMES d'une gravité analogue. — Il fut un temps où le MARÉCHAL DE FRANCE profitait des HOSTILITÉS (outils de guerre) des Condamnés; leurs autres dépouilles étaient partagées entre le PRÉVOT DE L'NOTAIRE.

et le RÔLE DES RÉBOUTS. — Autrefois la CONdamnATION à MORT prononcée par la JUSTICE emportait ou n'emportait pas DÉGRADATION, suivant que la SENTENCE l'enoucait; mais toutes les fois que l'EXÉCUTION devait avoir lieu par la main du BOUFFEAC, UN ÉRGEUT ATTACHÉ AU CRANIEL SES ARMES, SON YEUT, SA GIBERNE; s'il était mis à mort militairement, un PARABAIN l'assistait. — Le Condamné devait être exécuté dans les vingt-quatre heures du JUGEMENT; les formes de cette EXÉCUTION, déterminées par l'ORDONNANCE DE 1768 (1^{er} MARS) et les LOIS DE 1793 (7 ET 12 MAI), ont été confirmées par l'ORDONNANCE DE 1816 (21 FÉVRIER); l'ORDONNANCE DE 1768 (1^{er} MARS) voulait que le CRANIEL condamné à mort fût amené au lieu de l'EXÉCUTION par un LIEUTENANT ET UN PIQUET DE VINGT GENDARMES, soit en présence de toute la GARNISON, soit en présence du RÉGIMENT DU COUABLE. — A l'arrivée du Condamné, les troupes sont sous les armes, les TABOURINS battent aux champs, et il est publié un BAN D'EXÉCUTION. — Le Condamné est placé à genoux au centre des troupes, sa SENTENCE lui est lue, on lui bande les YEUX, il est PASSÉ PAR LES ARMES, la troupe DÉFILE près de son cadavre, le RÉGIMENT dont il faisait partie marche en tête. — Un des DEVOIRS des ARMÉES DE CORPS à de tout temps été d'assister les Condamnés à mort.

CONDAMNÉ (condamnés) au BOULET (B, 3; C, 5). Sorte de CONdamnÉS POUR DÉSERTION, qui entendent leur SENTENCE à genoux et les yeux bandés; ils parcourent le FRONT DE BATAILLE, ayant le bandeau sur les yeux, et sont guidés par deux fusiliers, qui les soutiennent; ils traînent après eux un BOULET attaché à une CEINTURE; la troupe exécute ensuite, devant le DÉSERTEUR dégradé et de pied ferme, le DÉFILEMENT DE DÉGRADATION. — Une CIRCULAIRE DE 1817 (13 FÉVRIER) traitait une des dernières de ce genre d'exécution. — Les Condamnés au boulet sont employés, dans les grandes PLACES DE GUERRE, à des TRAVAUX SPÉCIAUX; ils sont détenus dans des ATELIERS séparés; ils y sont enchaînés, bornés pendant le temps des TRAVAUX; on ne leur donne pour chaussure que des SABOTS, et pour HABILLEMENT qu'un vêtement d'une forme et d'une couleur qui leur sont spécialement affectées; ils ont les MOUSTACHES rasées tous les huit jours; en cas de DÉLITS commis dans l'ATELIER, ils sont justiciables des CONSEILS PERMANENTS, Lots de leur LIBÉRATION, une CARTOUCHE leur est délivrée. — Les individus qui favorisent l'ÉVASION des Condamnés sont poursuivis comme FAUTEURS DE DÉSERTION. — L'HABILLEMENT fourni aux Condamnés est mentionné sur

les FEUILLES DE JOURNÉES des COMPAGNIES. En 1832, trois cent huit PRÉVENUS ont été Condamnés au boulet; en 1833, il y a en quatre cents Condamnés.

CONDAMNÉ AU PAIN ET À L'EAU. V. AU PAIN ET À L'EAU. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 13. V. DÉTENU AU PAIN ET À L'EAU. V. MILICE FÉDÉRALE N° 7. V. MILICE PRUSSIENNE N° 9.

CONDAMNÉ (condamnés) aux TRAVAUX (B, 3; C, 5). Sorte de CONdamnÉS POUR DÉSERTION. Ces DÉSERTEURS entendent leur sentence debout; la troupe DÉFILE devant eux. — Ils sont conduits par la GENDARMERIE à un des ATELIERS destinés à des TRAVAUX PUBLICS, soit civils, soit militaires. — Ils conservent leurs MOUSTACHES. — En cas de DÉLIT qu'ils commettraient pendant qu'ils seraient aux TRAVAUX, ils sont justiciables des CONSEILS PERMANENTS; ils étaient plus anciennement soumis à une JUSTICE PARTICULIÈRE. — S'ils s'évadaient avant leur LIBÉRATION, les FAUTEURS de leur DÉSERTION sont livrés à la JUSTICE. — Les Condamnés rentrent, lors de l'expiration de leur PEINE, dans un CORPS que le MINISTRE DE LA GUERRE désigne. — Il est fait mention, sur les FEUILLES DE JOURNÉES des compagnies, des Condamnés auxquels l'HABILLEMENT a été fourni.

CONDAMNÉ AUX VERGES. V. DOUBLE RAYÉ. V. VERGE.

CONDAMNÉ (condamnés) pour DÉSERTION (term. sous-génér.). Sorte de CONdamnÉS que nous examinons ici, sans y comprendre les CONdamnÉS à MORT, parce que, dans ce dernier cas, les formes de l'EXÉCUTION sont les mêmes, quel qu'ait été le genre du CRIME. — Le JUGEMENT des DÉSERTEURS CONdamnÉS doit être rendu dans le lieu de la résidence du CORPS OU DU DÉTACHEMENT dont le COUPABLE faisait partie; il entend la lecture de sa sentence le lendemain du jour du JUGEMENT, et il paraît à cet effet à la PARADE, revêtu du COSTUME OU HABILLEMENT DE CONdamné. — Le DÉSERTEUR est ensuite emmené, dans les vingt-quatre heures, par la GENDARMERIE; il est enfermé dans un ATELIER de TRAVAUX PUBLICS; il lui est infligé, au nombre de ses PEINES, de laisser croître sa BARBE, et d'avoir les CHEVEUX rasés tous les huit jours. — La législation qui concerne ces Condamnés a été fixée en l'an douze (19 vendémiaire), confirmée en 1816 (21 février), et remaniée dans le RÈGLEMENT DE 1833 (27 AVRIL). — Les Condamnés pour désertion se distinguent en CONdamnÉS AU BOULET, — AUX TRAVAUX, etc.

CONDAMNÉ RAYÉ. V. EFFET RAYÉ. V. RAYÉ DES CONTRÔLES.

CONDAMNÉ SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE n° 6. V. SUISSE, adj.

CONDÉ. V. NOMS PROPRES.

CONDENSATION (subs. fém.) de COLONNE (G, 6). Mot que des AUTEURS emploient par opposition au mot DILATATION. MIRABEAU (1788, C), PICTET (1781, I), peuvent à cet égard être consultés. — Former une COLONNE serrée, c'est en opérer la CONDENSATION ; la faire passer de l'ORDRE EN MASSE à l'ORDRE OMNIDISTANT, c'est en opérer la DILATATION entière.

CONDENSATION de RANG. V. A LA POINTE DE L'ÉPÉE. V. ORDRE DE BATAILLE D'INFANTERIE. V. PORT D'ARMES. V. RANG TACTIQUE.

CONDENSÉ (condensée), adj. V. COMPACTE. V. ORDRE CONDENSÉ.

CONDENSER (verb. act.) UNE COLONNE (G, 6), OU SUPPRIMER, comme dit MAILLEROY (1767, E), une colonne épagogique, la réduire sous forme de COLONNE serrée, en ordonner les RANGS de manière qu'ils occupent leur minimum de TERRAIN.

CONDÉTABLE, subs. masc. V. COMMANDEMENT n° 2.

CONDITION (subs. fém.) de CAPTIVATION. V. CAPITULATION. V. CAPITULATION DE TRÉP.

CONDORCET. V. NOMS PROPRES.

CONDOTTIERE (condottieri), subs. masc. (F). Mot tout ITALIEN qui s'emploie principalement sous forme de pluriel ; il appartient à la même racine que notre mot CONDUCTEUR ; il se traduisait autrefois par le mot français CONDUCTEUR, dont ROQUEFORT fait mention. — Les Condottieri étaient les CAPITAINES DES BANDES MÉRCAIRES qui GUERROYAIENT AU MOYEN ÂGE EN ITALIE ; VENISE en entretenait dès l'an 1143. Ce n'était pas le seul pays où il y eût des STIPENDIAIRES PORTANT LES ARMES sous des CHEFS D'AVENTURE. Les ANGLAIS soldaient des TROUPES de cette espèce dans le treizième siècle ; la FRANCE tenait à son service des ARCHERS ITALIENS ; CHARLES LE TÊMEURAIN entretenait des ANGLAIS, des CAVALIERS LOMBARDS ; les États d'ITALIE appelaient à eux des CUTHARIERS ALLEMANDS, comme la France appela un peu plus tard ses REITRES des bords du Rhin. — Un Condottiere napolitain que cite M. le général de SÉGUR (1753) était un des généraux de madame de Beaujou. — Des ÉCRIVAINS et des romanciers confondent AVENTURIERS et Condottieri ; les uns étaient la troupe, les autres les OFFICIERS ; ceux-ci étaient secondés par des subordonnés, dont l'espèce, le rang, le grade sont restés inconnus. — Il sera surtout question ici des Condottieri qui étaient à la tête des MILICES ITALIENNES ; leur personnel, le RECRUTEMENT

de leurs TROUPES, leur système d'ORGANISATION, dont on n'avait nulle part la moindre idée, ont été les modèles des MILICES SUISSE et FRANÇAISE. Du douzième au seizième siècle, leur nom est répété à chaque page de l'HISTOIRE, et ce qui les concerne se retrouve surtout dans M. le colonel CARRION (1824, A), DARU, HALLAM, MACHIAVEL (1546, B), M. le capitaine ROCQUANCOURT, M. SEMONDI, VILLARET (à la date de 1493), l'*Encyclopédie des Gens du monde* (au mot *Braccio* et au mot *Condottiere*). — La conduite des Condottieri est vouée à notre exécution dans ces différents écrits ; les guerres qu'ils se faisaient entre eux y sont à jamais frappées de ridicule. — C'étaient d'abord des AVENTURIERS étrangers, et, comme dit DARU, des entrepreneurs de guerre. C'étaient des chefs de compagnies de commerce et des fournisseurs d'hommes, qu'ils levaient dans tous les pays ; ils vendaient ou plutôt ils louaient à prix débattu leurs SOLDATS AUX RÉPUBLIQUES ou aux souverainetés. — Tels de ces capitaines de RANDIT s'érigèrent en GÉNÉRAUX D'ARMÉE ; ils se décorèrent de titres pompeux ; plusieurs furent reconnus DUCS, MARQUIS, COMTÉS, etc. — Toujours prêts à changer de parti, les Condottieri n'écoutaient que la voix de leur intérêt ; leur rapacité égalait leur malice ; ils exigeaient une PAYE considérable pour eux et leurs CAVALIERS ; ils se faisaient donner des gratifications (*paga doppia*) pour le moindre succès vrai ou supposé ; ils prélevaient par avance une première mise (*messa compiuta*), c'est-à-dire le montant complet de la solde d'un mois, comme étant dû et échu le jour où se passait la première BATAILLE ; cette gratification était la prime d'engagement et le décompte d'une REVUE rarement sincère. — Ces militaires ne prenaient LES ARMES que par un motif vénaux, et ils les ensanglantaient le moins possible. — Les Condottieri des gouvernements en guerre simulaient les combats qu'ils se livraient ; ils établissaient, dans leur intérêt, un droit des gens opposé à celui des souverainetés qui les stipendiaient ; par un pacte tacite, ils ménageaient leurs GENS D'ARMES, qu'ils regardaient comme un mobilier, comme un fonds de commerce ; et à l'issue d'une action ils se vantaient de la conservation de leur TROUPE, comme preuve que la victoire leur était démentée ; quoique ennemis de nom, ils étaient frères et consorts de fait ; ils bénéficiaient sur les HANGONS des Indigènes opulents qui leur tombaient entre les mains ; mais entre eux ils se contentaient, à la suite de leurs combats, de dépouiller les prisonniers, puis ils se les ren-

voyaient réciproquement et gratuitement. — Les luites des Condottieri étaient des espèces de parties de barres, un jeu d'adresse qui avait pour enjeux des fournements, des armes, des chevaux. — Au combat de Zagonara, en 1423, il ne périt, au rapport de MACHIAVEL (1546, B), que trois hommes, encore furent-ils étouffés dans la boue. Au combat de MOLINELLA, en 1467, personne n'est tué. Dans un engagement entre les troupes papales et les Napolitains, en 1486, il ne résulta pas une seule blessure d'une mêlée de toute une journée. A la bataille de Castracaro, une aile est renversée, et il ne reste personne sur le champ de bataille après une lutte d'une demi-journée; la fameuse affaire d'Anghiari est plus sanglante, une chute de cheval y occasionne la mort d'un homme. — Aussi GUICHARON, dans le récit qu'il fait de la bataille de FORNOVO, livrée en 1495, bataille où périrent trois mille Italiens, dit qu'elle fut la première action, depuis bien des années, qui fut si sanglante, parce qu'elle fut ordinaire, en Italie, très-peu d'hommes mouraient dans un fait d'armes. — Cependant dans la guerre de VENISE, en 1439, DARU nous apprend que les soldats mercenaires ne méritaient plus le reproche qu'on leur avait si longtemps adressé, de faire la guerre sans passion. — M. SIMONIN pense aussi qu'il se donna entre eux, pendant le quinzième siècle, de sanglantes batailles; on est disposé à le croire si l'on réfléchit qu'à ces époques ce ne sont plus des étrangers, mais des Italiens qui vendent leur sang à qui le paye, et qui portent au combat, sinon du patriotisme, au moins de l'émulation, un intérêt local, souvent même une ambition cachée. — Parmi les Condottieri célèbres, on voit figurer CARMAGNOLE et surtout JOHN HAUERWOOD; celui-ci a été le dernier qui ait été d'origine étrangère; quantité de GÉNÉRAUX ITALIENS se formèrent sur son modèle, et acquirent assez de talents pour succéder aux chefs étrangers. — Les Condottieri qui s'illustrèrent après HAUERWOOD sont des nationaux : tels sont ALBERIC de Barbiano, vers 1379; Jacques DALVERME, inscrit en 1388 au livre d'or de VENISE; FACIO CANE et OTTOBARI-TETZO, etc. — Après eux vient BRACCIO MONTONE, noble de Pérouse où il se crée une principauté, et SPORE Attendolo, simple paysan du village de Cotignuolo; cet aventurier s'éleva, dans les premières années du quinzième siècle, au rang de GRAND CONNÉTABLE de NAPLES, fut surnommé le Grand, et ouvrit à ses descendants le chemin du trône de MILAN. — Ces deux derniers Condottieri,

égaux en réputation et longtemps opposés l'un à l'autre, transmirent les germes de leur rivalité à tous les CAPITAINE distingués qui, après eux, combattirent en ITALIE jusqu'au seizième siècle. Suivant l'expression de M. le général de SÉJOUR (1835), l'un (Sforza) fut le Fabius, l'autre (Braccio) le Marcellus des Condottieri. — L'avènement de François SFORZA à la souveraineté de MILAN en 1447, l'accord qu'il sut habilement établir entre plusieurs puissances, la nécessité où l'ITALIE se trouvait de se défendre par de continus efforts contre les armes ottomanes, amenèrent l'extinction des Condottieri. Un système nouveau et général se créa; il s'établit de la cohésion entre des Etats jusque-là désunis; ils renoncèrent à n'acheter leur puissance et leurs moyens de défense qu'au prix de l'or prodigué à des bandes, des compagnies, des aventuriers; ils sentirent combien était préférable une armée vraiment permanente. — Cette grande révolution morale qu'avait préparée SPORE s'est consolidée quand les lumières ont reparu; elle a été un des bienfaits du siècle des MÉDICIS. — Tout en ayant la perfidie des Condottieri, la politique atroce qui les portait à perpétuer l'état de guerre, la lâcheté de leurs défections fréquentes, on ne peut disconvenir qu'ils ont concouru aux progrès des évolutions et de l'art militaire de terre; c'est à eux qu'il faut attribuer cette empreinte que les idiomes de tous les peuples ont reçue de la langue militaire de l'ITALIE; peut-être leur doit-on le renouvellement des exercices militaires si longtemps abandonnés, le PAS CADENCI, l'ordonnance des RANGS et des FILES, certaines combinaisons dans le mode et les formes de l'AVANCEMENT, etc. — HALLAM le donne à entendre quand il nous dit que Les plus fameux Condottieri se trouvant répartis entre les diverses puissances belligérantes, chacun d'eux était obligé de résister aux efforts d'un rival de gloire; il fallait mettre en usage toutes les ressources de l'art et de l'expérience, et profiter de toutes les améliorations dans la tactique et dans l'usage des armes, pour obtenir quelque avantage. — On peut consulter à l'égard des Condottieri l'Encyclopédie des Gens du monde.

CONDOTTIERE, subs. masc. plur. v. ARMÉE PERMANENTE. v. AVENTURIER. v. CONDOTTIERE. v. DEMI-PÂTE. v. MILICE ANGLAISE. v. SÉJOUR.

CONDUCTEUR, snds. masc. v. CANONNIER C... v. CAPITAINE C... v. MARQUE DISTINCTIVE DE C... v. MENADIER. v. SAPEUR C... v. SIMPLE C...

CONDUCTEUR

{ D'AILE DE SUBDIVISION.
 { DE BÊTE DE SOMME. { EN CHEF.

CONDUCTEUR (term. génér.). Mot dérivé, ainsi que le mot **CORDONNIER** et **CONDUITE**, du latin *conducere*; il est présenté dans GANEAU comme la traduction du latin *campi ductor*; il se distingue en **CONDUCTEUR D'AILE DE SUBDIVISION**, — **D'ARTILLERIE**, — **DE BÊTE DE SOMME**, — **DE CONVOI**, — **DE GENS DE GUERRE**, — **DE MALADES**, — **D'ÉLÉPHANT**.

CONDUCTEUR D'AILE DE SUBDIVISION (G, 6). Sorte de **CONDUCTEUR** qui le plus ordinairement est un **BOUR-OFFICIER**; il prend le nom de **GUIDE DE SUBDIVISION** dans certaines conversions de **PIED FERMÉ**, c'est-à-dire dans l'évolution que l'ordonnance de 1791 (1^{er} août) appelait *prolèvement*; *passer de l'ordre en bataille à l'ordre en colonne*; ce **GUIDE** ou **CONDUCTEUR** trace la portion de circonférence dans laquelle agit le **PREMIER RANG** de la **SUBDIVISION**. Si l'on rompt par section, les **CONDUCTEURS D'AILE** sont, suivant le côté, soit un **REMPLACEMENT** ou un **SECOND SERGENT**, soit un **CAPORAL** ou un **SIMPLE SOLDAT**; si l'on rompt par **PELOTON**, les **CONDUCTEURS D'AILE** ne sont jamais que le **REMPLACEMENT** ou le **SECOND SERGENT**.

CONDUCTEUR D'ARTILLERIE. V. **ARANDON DE VITURES**. V. **ARTILLERIE**. V. **ARTILLERIE IDIOMATIQUE**. V. **HALTE**. V. **MILICE PRUSSIENNE** n° 2.

CONDUCTEUR (conducteurs) de **BÊTES DE SOMME** (F). Sorte de **CONDUCTEURS** dont l'emploi rappelle celui des hommes d'équipage que mentionnait l'ordonnance de 1778 (28 avril) et qu'elle dénommait **SOLDATS STENO-MÉRIERS**. — Des **CONDUCTEURS** avaient été mis sur pied dans les campagnes de 1812 et 1813; ils étaient pris parmi les **SOLDATS**, tirés des compagnies et attachés au **PREMIER ÉTAT-MAJOR**: ils portaient pour **MARQUES** distinctives sur le bras gauche une **PLAQUE** en cuivre marquée du numéro du bataillon et du régiment, avec le mot *équipages*. — Ils se distinguent en **CONDUCTEUR EN CHEF**, en **HAUT-LE-TIÉ** et en **SIMPLES CONDUCTEURS**.

CONDUCTEUR de **CONVOI**. V. **CONSEIL PERMANENT** n° 3. V. **CONVOI**. V. **CONVOI PÉLÉGOROMIQUE**. V. **DÉPENSE DE CONVOI**. V. **HALTE**.

CONDUCTEUR de **GENS DE GUERRE**. V. **COMMISSAIRE DES GENDARMES** n° 2, 3. V. **GENS DE GUERRE**. V. **INSPECTEUR AUX REVUES**. V. **MÉNAGER**. V. **MINISTRE DE LA GUERRE** n° 14. V. **OFFICIER FRANÇAIS** n° 3. V. **SERVICE DE ROUTE**.

CONDUCTEUR de **MALADES**. V. **MALADE**. V. **MILICE WUETENBERGEOISE** n° 1, 9.

CONDUCTEUR D'ÉLÉPHANT. V. **ÉLÉPHANT**.

CONDUCTEUR du **TRAIN**. V. **TRAIN**.

CONDUCTEUR en **CHEF** (F). Sorte de **CONDUCTEUR** DE **BÊTES DE SOMME** qui avait, en 1813, le commandement des **HAUT-LE-TIÉ** et des **SIMPLES CONDUCTEURS**; il percevait, par jour, dix centimes de plus que ses subordonnés, et ceux-ci dix centimes de plus que les **SIMPLES SOLDATS**.

CONDUCTEUR GÉNÉRAL. V. **GÉNÉRAL**, **adj.** V. **TRAIN**.

CONDUCTEUR PARTICULIER. V. **PARTICULIER**, **adj.** V. **TRAIN**.

CONDUCTIER, subs. masc. V. **CONDOTTIERE**.

CONDITT, subs. masc. V. **BAUF-CONDITT**.

CONDUITE, subs. fém. V. **COMMISSAIRE A LA C...** V. **COMMISSAIRE GÉNÉRAL ÉCOSSAIS**. V. **COMMISSAIRE ORDINAIRE**. V. **COMMISSAIRE PROVINCIAL**. V. **CONDUCTEUR**. V. **LIVRE DE C...**

CONDUITE (term. génér.). Ce mot, qui a la même racine que le mot **CONDUCTEUR**, est pris ici dans un sens moral. — L'ordonnance de police de 1818 prononce que tout **DÉRANGEMENT DE CONDUITE** est punissable d'une **PEINE** de discipline.

CONDUITE de **DRAPAUD**. V. **ALLER AUX DRAPAUDS**. V. **APPORTER LES DRAPAUDS**. V. **ARRIVÉE** DE **CORPS EN ÉDUCÉ**. V. **DRAPAUD**. V. **FOURRIÈRE EN ROUTE**.

CONFALON, subs. masc. V. **CONFALON**.

CONFALONIER, subs. masc. V. **CONFALONIER**.

CONFANON, subs. masc. V. **CONFALON**.

CONFANONIER, subs. masc. V. **CONFALONIER**.

CONFARON, subs. masc. V. **CONFALON**.

CONFECTION (subs. masc.) de **CARTOUCHES**. V. **CARTOUCHE A FUSIL**.

CONFECTION de **REVUES**. V. **REVUE**. V. **INSPECTEUR AUX REVUES**. V. **REVUE ADMINISTRATIVE**.

CONFECTION D'EFFETS D'ARMEMENT (B, 1). Le mot **Confection**, qui est tout latin, exprime ici un genre de travaux exécutés dans l'intérieur des **CORPS FRANÇAIS**, sous la direction du **CAPITAINE D'ARMEMENT** ou de l'**OFFICIER D'ARMEMENT**. Ils exercent la même surveillance relativement à certains **EFFETS D'ÉQUIPEMENT**; mais ceux-ci sont en petit nombre. — Le **CONSEIL D'ADMINISTRATION**, et surtout le **MAJORE (CHEF DE BATAILLON)**, doivent s'assurer si les **EFFETS**

sont de bonne Confection. — Depuis l'an six (6 nivôse) l'INSPANTERIE FRANÇAISE a de nouveau été chargée de faire façonner elle-même son HABILLEMENT. — Les prix de CONFECTION sont déterminés par TARIFFS; les quantités d'ETOFFES et de MATIÈRES employées pour les Confections sont réglées par DEVIS. Les OFFICIERS D'INTENDANCE s'assurent si ces règles sont observées par les corps.

CONFECTION d'HABILLEMENT. V. HABILLEMENT. V. MASSE D'ENTRETIEN. V. MASSE D'HABILLEMENT. V. MILICE PRUSSIENNE N° 10. V. MINISTRE DE LA GUERRE N° 9.

CONFECTIONNÉ (confectionnée), adj. V. EFFET CONFECTIONNÉ.

CONFECTIONNER, verb. act. V. A CONFECTIONNER.

CONFÉDÉRATION, subs. fémi. V. ARMÉE CONFÉDÉRÉE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 4. V. CONFÉDÉRÉ. V. GUERRE DE 1701. V. MILICE COMMUNALE.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE. V. NOMS PROPRES. V. PIED DE GUERRE.

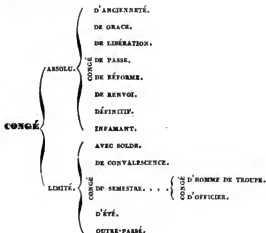
CONFÉDÉRÉ (confédérée), adj. (F). Mot tout LATIN signifiant lié par un pacte. On donne le nom de Confédérées aux FORCES que réunissent par CONFÉDÉRATION ou par LEUE des puissances d'un ordre secondaire, dans l'intention de résister à une puissance d'un ordre supérieur. — Le sens du mot Confédéré implique plutôt l'idée de la DÉFENSIVE que de l'OFFENSIVE. — Par abréviation on a fait quelquefois substantif cet adjectif, et on a dit les Confédérés pour indiquer l'ARMÉE CONFÉDÉRÉE. Quelquefois on a pris comme synonymes les mots Confédéré et ALLIÉ.

CONFÉRON, subs. masc. V. GONFALON.

CONFIRMATION (subs. fémi.) de JUGE-MENT (B, 3; C, 5). Le mot Confirmation est tout LATIN; il exprime l'approbation qu'un CONSEIL DE RÉVISION donne au JUGEMENT d'un PROCÈS renvoyé devant lui par le CONSEIL PERMANENT qui a jugé. — La Confirmation constate qu'il n'y a eu ni VIOLATION DE FORMES ni INCOMPÉTENCE.

CONFRONTATION (subs. fémi.) de TÉMOINS (B, 3; C, 5). Le mot Confrontation, tiré du bas LATIN ou de l'ITALIEN *confrontare*, mettre front à front, indique une opération judiciaire qui se pratiquait dans les anciens CONSEILS DE GUERRE, comme on le voit dans LACHENNAIE (1758, f). Elle avait lieu après le RÉCOLEMENT; elle consistait à mettre en présence un ACCUSÉ et les TÉMOINS A CHARGE, avant que le PROCÈS ne fût entamé. Cette entrevue avait lieu par-devant le RAPORTEUR aîné de son GREFFIER. — La Confrontation était constatée par PROGÈS-VERBAL; elle avait pour objet de manifester si l'ACCUSÉ connaissait ou non les TÉMOINS qu'on lui présentait, et s'il avait des motifs pour les récuser avant le JUGEMENT, vu qu'il ne pouvait plus être admis à RÉCUSER une fois qu'il serait en présence des JUGES. — La Confrontation était lue aux Juges avant l'introduction de l'ACCUSÉ devant le TRIBUNAL. — La JUSTICE MILITAIRE, depuis sa publicité, a admis d'autres formes.

CONGÉ, subs. masc. V. CARTOUCHE DE C... V. FAIRE UN C... V. FAUX C... V. GRAND C... V. HOMME EN C... V. PAR C... V. PETIT C... V. PIED DE C... V. PROLONGATION DE C... V. RETOUR DE C... V. SOLDE DE C... V. TRAITEMENT DE C...



CONGÉ, subs. masc. (term. génér.), ou **CORRÉ**. Mot dérivé du latin *congiarium*, qui signifiait faveurs, largesses, accordées au peuple romain ou aux soldats. Cependant MÉRAGE pense qu'il vient du latin *commiatus*, *commiatus*, qui a signifié passage, transport d'hommes de guerre : *commiatus* était ce que nous nommons **CONGÉ LIMITÉ**. — Autefois les verbes *congiere*, *congiere*, signifiaient congédier ; ce dernier a laissé dans les usages de la marine le mot **CONGÉDIEMENT**. — On trouve, pour la première fois, l'expression **Congé** dans l'ORDONNANCE DE 1372, rendue par CHARLES CINQ ; ce terme y signifie PERMIS donné par un CAPITAINE DE CORPS D'ARMERIE ; ce **Congé** était le seul titre en vertu duquel les HOMMES D'ARMES pussent s'absenter. — L'ORDONNANCE DE 1559 (20 AOÛT), qui traitait de l'ADMINISTRATION, entraînait dans le détail des **Congés**. — L'expression **Congé** a beaucoup d'acceptions ; aussi l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) accuse-t-elle, dans le passage qui suit, la pauvreté de notre LANGUE MILITAIRE : *Quand on disait d'un soldat romain : Missionem habuit (il a reçu son Congé), on faisait connaître qu'il avait eu un Congé honorable (CORRÉ D'ANCIENTÉ). En France, si on se bornait de même à dire : Il a eu son Congé, on s'exposerait à cinq ou six questions différentes.* — En effet ce mot signifie une position ou une circonstance résultant d'un OROI INDIVIDUEL ; la LIBÉRATION ou l'affranchissement sont la conséquence du droit et du **Congé** ; il est, en ce cas, l'accomplissement ou la terminaison d'un SERVICE fini. — Il donne l'idée d'un laps de temps pendant lequel on PORTE LES ARMES ; il est, en ce cas, la durée légale d'un SERVICE ACTUEL, soit dans la métropole, soit aux COLONIES. — Il se prend comme un écrit émané d'une autorité compétente et donnant consentement à l'ABSENCE ou au DÉPART d'un MILITAIRE ; en ce cas, il est synonyme de CARTOUCHE, autorisation, titre d'affranchissement. — Un **Congé** est une suspension momentanée ou une cessation absolue de SERVICE. — On dit FAIRE UN **CONGÉ** (SERVIR SIX OU HUIT ANS) ; ÊTRE PRIVÉ DE **CONGÉ** ; ACHETER SON **CONGÉ** ; SIGNER UN **CONGÉ**. — Tel AUTEUR se sert du terme **Congé** pour indiquer une PERMISSION de quelques jours, ou même de quelques heures ; ainsi des ordonnances regardaient comme un crime de passer sans **Congé** certaines LIMITES MILITAIRES. — LOUIS QUATORZE décida qu'un des DEVOIRS des COMMANDANTS DE PLACE, et un des devoirs des COMMISSAIRES DES GUERRES consistait dans le visa des **Congés** qui, sans cette formalité, seraient nuls. — LOUISXVI s'est occupé de la législation des **Congés**. — L'ORDONNANCE DE

1792 (1^{re} JARVIER) et le DÉCRET DE 1792 (17 MAI) s'étendirent avec détail sur les **Congés**. L'ORDONNANCE DE 1825 (10 MARS) les définissait *permission de plus de huit jours*. — On connaissait, avant la révolution, l'usage des PETITS **CORRÉS**, comme le témoignent BOMBELES (1746, A), DUBOUQUET (1769, B), l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), LACHESNAIR (1758, I) ; au mot *Garnison* ; c'étaient ceux qui se donnaient entre deux REVUES DE COMMISSAIRES ; leur durée était depuis un jour jusqu'à soixante ou quatre-vingt-dix jours, suivant que les REVUES avaient lieu tous les deux ou tous les trois mois ; le petit **Congé** différait du **Congé** DE SEMESTRE, en ce qu'il était sans solde, tandis que l'autre motivait la demi-solde. — Les **Congés**, considérés comme circonstance d'ABSENCE ou de DÉPART, équivalaient en général à un ordre donné à qui de droit, pour qu'il soit délivré une FEUILLE DE ROUTE AU **CONGÉDIÉ** ; ils déterminent des variations dans les TOTAUX des ETATS DE SITUATION, dans l'EFFECTIF, dans le nombre des JOURNÉES, dans les FEUILLES D'APPEL, etc. — Considérés comme acte écrit, les **Congés** doivent porter l'empreinte du CACHET DU CORPS et présenter certaines déclarations qu'il est du devoir du CHIRURGIEN-MAJOR DU CORPS d'y énoncer et d'y signer. — Les **Congés** diffèrent surtout des PERMISSIONS, en ce que celles-ci peuvent n'être signées que d'un CHIEF MILITAIRE, tandis que tout **Congé** doit l'être par le COMMANDEMENT D'ADMINISTRATION, et porter le visa de l'OFFICIER D'INTERDANCE EN EXERCICE, ou en son absence du COMMANDANT DE PLACE, ou enfin du PRÉFET. — Conformément au Code pénal de 1795, l'emploi d'un FAUX **CORRÉ** est un cas punissable de cinq ans de fers ; il s'agit probablement d'un **Congé** absolu, autrement la peine serait hors de toute proportion. L'incertitude à cet égard témoigne l'imperfection de notre législation militaire. — BARDIEU (1815, C ; 1816, D), BEAUBAT (1812, A ; 1827), BRIQUET (1761, H), GANFAU, LACHESNAIR (1758, I), l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), MARBOT (1820, A), RUMPF (1824, F), TURPIN (1785, O), le DÉCRET DE 1792 (17 MAI) et l'Encyclopédie des Gens du monde peuvent être consultés sur ces matières. — Les **Congés** se distinguent en **CORRÉ ABSOLU**, — **ABSOLU D'ADJUTANT**, — **O'AFFAIRES**, — **DE PAYEUR**, — **DE JEUNE SOLDAT**, — **DÉPASSÉ**, — **O'HOMME DE TROUPE**, — **D'INTEROANT**, — **O'OFFICIER**, — **EXPÉRIÉ**, — **FALSIPIÉ**, — **FAUX**, — **ILLIMITÉ**, — **IMPRIMÉ**, — **LIEUTÉNTIF**, — **LIMITÉ**, — **LIMITÉ D'AUMONIER**, — **LIMITÉ DE COLONEL**, — **LIMITÉ DE LIEUTENANT-COLONEL**, — **LIMITÉ DE MAJOR**, — **PAR ANCIENNETÉ**, — **PAR REMPLACEMENT**.

CONGÉ (congé) **ABSOLU** (term. sous-génér.). Sorte de **CORRÉ** ainsi nommé par oppo-

sition au congé limité. Les Latins l'appelaient *dimissio, missio, solutio a militia, testimoniale*; ils en connaissaient de plusieurs espèces : le congé absolu simple qu'on obtenait à l'expiration du temps voulu par la loi, *missio honesta*, congé honorable; le congé avec récompense, *missio plena*; le congé de faveur, *missio gratiosa*; le renvoi par réforme ou pour affaires, *missio causaria*; enfin l'expulsion, *missio ignominiosa*. — Les Latins appelaient aussi *exoneratio*, la libération par renvoi; mais ce terme, sous AUGUSTE, exprimait seulement, suivant M. de MONTVÉLAN, une dispense de service et de service, sans préjudice à l'obligation d'assister au combat; c'était une sorte de vétéranee. Le terme *exoneratio* signifiait, au seizième siècle, renvoi par dégradation. Ces différences sont positivement expliquées par AMMIAN (380, A, liv. xxv et xxx), JARRO (1777, G), POTIER (1779, X), ULMER (liv. II). — En France, on s'est longtemps servi du mot congé absolu pour exprimer la pièce écrite par laquelle le capitaine déclarait avoir renvoyé un de ses soldats. Cette forme de congé, ou de certificat sur papier libre, occasionnait de graves abus, puisque l'ordonnance de 1670 (6 FÉVRIER) donne la preuve que des capitaines tiraient un profit coupable de la délivrance des congés. LOUIS TREIER et LOUIS QUATORZE avaient cherché à y remédier en exigeant que le visa des commandants de place et des commissaires des guerres fût apposé sur le congé, à peine de nullité. Les gachets de corps furent inventés ensuite; mais des abus nouveaux motivèrent l'ordonnance de 1716 (2 JUILLET), qui défendit aux capitaines de délivrer des congés sur leur simple signature, et qui exigea qu'ils fussent écrits sur des cartouches imprimées, et qu'ils fussent signés non-seulement du capitaine, mais aussi du colonel, ou mestre de camp, et du major ou aide-major, à titre d'officiers de détails. — L'ordonnance de 1731 renouvelait les injonctions trop souvent éludées des ordonnances de 1629, 1638 (24 JUILLET), 1680 (16 AOÛT), 1679 (15 DÉCEMBRE); elle réitéra donc l'ordre de soumettre les congés aux commissaires des guerres et aux commandants de place; les capitaines n'en firent pas compte, comme le témoignent les plaintes et les reproches que le ministre DARGESVILLERS exprimait dans une circulaire de 1752 (26 SEPTEMBRE); ils étaient même si peu accoutumés à rien soumettre aux commissaires des guerres, que BOMBELES (1746, A), ancien commissaire des guerres, et LACHESNAIE (1758, I) omettent de mentionner ces fonctionnaires dans la liste qu'ils donnent des signataires des Cou-

gés. — Tant que les compagnies d'infanterie française de ligne furent au compte des capitaines, il était impossible d'extirper le mal; ainsi ce n'est que depuis l'ordonnance de 1762 (10 DÉCEMBRE) que CROUSEL parvint à introduire quelques améliorations; jusqu'à la débâcle, la force, la ruse, se disputaient les moyens ou de retarder la délivrance des congés, ou d'en tirer profit. — La loi de 1791 (22 MARS) et le règlement de 1792 (1^{er} JANVIER) s'occupaient de ces questions. — Dans l'esprit de nos lois actuelles, les congés absolus concernent l'administration du colonel, surtout en ce qui touche aux modifications que les congés apportent à l'effectif dont l'état ou les déclarations sont souvent signées du colonel lui seul. — Il ne peut être délivré de congés qu'avec l'agrément du ministre. — Les travaux préparatoires, la confection des états de libération, la légitimité des congés, leur distribution, sont l'objet des examens des inspecteurs généraux lors de leur revue. — Lorsqu'ils sont libératifs après l'expiration du temps voulu par la loi ou par un engagement, on dit de l'homme qui les obtient qu'il a fait un congé. — Une circulaire de 1817 (29 MAI) permettait que les congés obtenus par des anciens fussent par eux cédés à de moins anciens; c'était une mesure sage et utilement combinée. — Les congés doivent, dans l'intérêt de la morale et de l'état civil, mentionner si, pendant sa présence sous les drapeaux, le congédié a contracté ou non mariage. — Une déclaration du chef de troupe doit attester que l'homme de troupe porteur du congé n'est pas atteint de gale, ou d'autres maladies transmissibles. — L'ordonnance de 1823 (19 MARS) voulait qu'il fût fait inscription sur le congé de l'acquiescement du fonds de la masse individuelle remis au congédié. — Les congés d'officiers doivent, s'il y a lieu, mentionner la démission. — Les congés absolus se sont distingués en congé d'ancienneté, et de grâce, — de libération, — de passe, — de réforme, — de renvoi, — définitif, — infamant.

CONGÉ ABSOLU D'ADJUTANT. V. ADJUTANT.

V. ADJUTANT D'INFANTERIE.

CONGÉ AVEC SOLDE (B, I). Sorte de congé limité pendant la durée duquel le permissionnaire a droit à un traitement pécuniaire, ou à la demi-solde, ou à une solde sur pied de congé. — Les congés de convalescence et les congés de semestre sont des congés avec solde; ils donnent aux hommes de troupe le droit de réclamer un rappel des deniers de poche et des deniers de petit équipement, ce qui équivaut à une demi-solde. — Les congés d'affaires sont congés avec solde ou

CONGÉS SANS SOLDÉ. Les libutenants généraux sont autorisés en certains cas à en accorder, mais plus ordinairement c'est le droit du ministre seul.

CONGÉ D'AFFAIRES. V. AFFAIRES. V. CONGÉ AVEC SOLDÉ. V. CONGÉ DE CONVALESCENCE. V. CONGÉ DE SEMESTRE. V. CONGÉ LIMITÉ. V. CONGÉ SANS SOLDÉ. V. MINISTRE DE LA GUERRE.

CONGÉ D'ANCIENNETÉ (B, 1; E). Sorte de congé absolu dont le droit est acquis aux hommes de troupe ayant l'ancienneté de service voulue, soit après le nombre d'années qu'exigent les appels, soit après le laps de temps que stipule l'acte d'engagement. — Dans la MILICE ROMAINE, ce genre de congé était nommé *missio*. — Dans nos usages, l'époque originelle des Congés d'ancienneté peut se rapporter à l'ordonnance de 1679 (15 NOVEMBRE). — La facilité ou l'infidélité avec laquelle on annulait les conventions des engagements se montre dans l'ordonnance de 1686 (6 AVRIL), qui prive de congé d'ancienneté tout soldat qui contracterait mariage, et le regarde comme censé renoué pour huit ans à compter du jour du mariage. — Le développement des principes qui ont trait aux Congés ne datent réellement que de 1762, parce que, jusque-là, les capitaines d'infanterie française de ligne avaient la haute main sur le recrutement comme sur les Congés; ce droit, exercé par l'arbitraire, était pour eux une double source de bénéfices pécuniaires. Aussi, pour établir une apparence de justice, il était tantôt enjoint aux capitaines de délivrer deux Congés par an aux hommes ne redevenant rien; tantôt il leur était permis de n'en accorder qu'un seul, comme le témoigne l'ordonnance de 1682 (1^{er} AOUT). — L'ordonnance de 1682 (5 NOVEMBRE) fixait à trois ans et à six ans, et les divers termes de l'engagement et le droit au congé d'ancienneté. Mais quelquefois le service était arbitrairement prolongé d'un an; quelquefois il l'était pendant la guerre. Ainsi l'ordonnance de 1701 (18 NOVEMBRE) défendait aux officiers, sous peine d'être cassés, de délivrer des congés absolus. — L'ordonnance de 1762 (10 DÉCEMBRE) voulait qu'il fût délivré quatre congés par compagnie aux soldats qui jusque-là, à raison de la guerre, avaient été retenus au delà du terme de leur engagement. — Toutes ces dispositions n'étaient que des palliatifs. CHOMÉL fit prévaloir des principes plus sages, et fit respecter le contrat stipulé. — L'ordonnance de 1763 (1^{er} AVRIL) est la première qui montre en cette matière de la pudeur; jusque-là il n'y avait eu que déception et tyrannie. Cette ordonnance, qui menace de

poursuite les officiers délivrant des Congés frauduleux, tant la prévarication avait été persévérante, veut que tout congé acquis, soit après huit ans d'engagement, soit à échéance fixe, se délivre de suite, et elle attribue aux inspecteurs généraux le soin d'y veiller. — En 1771, les CHEVÈRES et le MÉCILLON sont institués comme signe visible des Congés accomplis. — En 1776 (25 MARS), les Congés se délivrent à l'expiration du temps de l'engagement. — En 1788, le MINISTRE les fait délivrer en masse, à une seule et même époque annuelle. — Une ordonnance de 1789 (1^{er} SEPTEMBRE) rétablit les errements de 1776. — La loi du 1^{er} AOUT (19 FRUCTIDOR) sur la conscription suspendait, en temps de guerre, la délivrance des Congés, et les accordait après quatre ans de service en temps de paix. — Depuis 1814, la fin de l'année est l'époque de la délivrance des Congés, et l'instruction de 1821 (5 JUILLET) charge les inspecteurs généraux du soin de préparer, régulariser et consommer ces libérations. — L'ordonnance de 1818 (13 MAI) voulait que toute demande de congé de tout militaire faisant partie d'une compagnie d'infanterie française fût soumise au capitaine. — Le capitaine SUZAK disposait que les Congés d'ancienneté de l'infanterie franco-suisse seraient délivrés trimestriellement, soit à l'expiration de l'engagement de quatre ans, soit après le terme des engagements; mais qu'en temps de guerre les Congés ne seraient délivrés qu'après la campagne finie, ou bien au commencement de l'année suivante s'il n'était pas pris de quartiers d'hiver.

CONGÉ DE CONVALESCENCE (B, 1; D, 4). Sorte de congé limité ainsi nommé par opposition au congé d'affaires et au congé de semestre. — Un congé de convalescence donné à un militaire de corps est ordinairement un congé avec soldé, que le ministre accorde sur la demande du conseil d'administration du corps. La circulaire de l'an huit (1^{er} MESSIDOR) dispose que cette demande doit être appuyée d'un certificat signé de deux chirurgiens en chef d'un hôpital militaire, visé par le commissaire des guerres (officier d'intendance en exercice), et indiquant la nature de la maladie ou des blessures, et le temps jugé nécessaire au rétablissement du convalescent. — S'il s'agit d'officiers à l'hôpital, le congé pourrait être accordé par le ministre sur la demande de l'officier d'intendance. — Une ordonnance de 1822 (16 JANVIER) s'est occupée des Congés de convalescence; une décision de 1822 (12 AVRIL) et l'ordonnance de 1823

(19 MARS) attribuent AUX LIEUTENANTS GÉNÉRAUX COMMANDANT LES DIVISIONS TERRITORIALES le droit d'accorder des Congés de trois mois. — Cette durée est également celle des Congés accordés par le MINISTRE sur la demande des OFFICIERS DE SANTÉ EN CHEF d'un HÔPITAL, sauf à obtenir sur les lieux, s'il y a nécessité, une prolongation dans les mêmes formes.

CONGÉ DE FAVEUR. V. FAVEUR. V. LIEUTENANT GÉNÉRAL N° 5.

CONGÉ (congés) de GRÂCE (F). Sorte de CONGÉS ABSOLUS que mentionnait l'ORDONNANCE DE 1766 (1^{re} MARS); c'était une imitation de l'affranchissement qui, dans la MILICE ROMAINE, s'appelait *gratiosa missio*. — Pour saisir le sens du mot GRÂCE, il ne faut pas perdre de vue que dans le siècle dernier, militairement parlant, cette expression signifiait surtout faveur royale, et non uniquement comme aujourd'hui REMISE DE PEINES. Voilà pourquoi *tel cominus acuit les grâces*, c'est-à-dire décidait de l'AVANCEMENT et délivrait les BREVETS. — Nos CONGÉS de grâce étaient une faculté de DÉGAGEMENT ou de LIBÉRATION à prix d'argent, accordée, par BATAILLON ou par COMPAGNIE, à un certain nombre de SOLDATS qui n'étaient pas encore au terme de leur ENGAGEMENT, et qui consentaient à verser deux cents francs à la caisse du corps. — Le RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION DE 1776 (25 MARS) a réglé plus équitablement la matière, en tarifiant le prix du SERVICE MILITAIRE, et proportionnant le taux du rachat exigible et le temps que l'ENGAGEMENT avait encore à courir. — LA LOI OR 1791 (25 MARS) et le RÈGLEMENT OR 1792 (1^{er} JANVIER) faisaient encore mention de Congés de grâce. — Les CONGÉS PAR REMPLACEMENT représentent dans nos usages actuels les Congés de grâce, et sont, dans notre LÉGISLATION, un perfectionnement qui n'est pas irréprochable.

CONGÉ de JEUNE SOLDAT. V. JEUNE SOLDAT.

CONGÉ (congés) de LIBÉRATION (B, 1; E), ou CONGÉ LIBÉRATIF. Sorte de CONGÉS ABSOLUS, nommés ainsi par l'ORDONNANCE DE 1818 (3 DÉCEMBRE) et par la loi du 10 MARS précédent. — Ce genre de Congé, qui diffère surtout du CONGÉ DE PASSE, est le terme de l'ACTIVITÉ du SERVICE d'un militaire qui a accompli les six ou huit ANNÉES de SERVICE voulues par la loi, ou bien la durée du temps fixé par un ACTE de RENGAGEMENT. — L'ORDONNANCE D'ADMINISTRATION OR 1825 voulait que le Congé portât l'inscription du paiement de la totalité du FONDS DE MASSE qui revenait au CONGÉDIE.

CONGÉ (congés) de PASSE (B, 1). Sorte de

CONGÉ ABSOLU qui, dans l'INFANTERIE FRANÇAISE de ligne, ne peut être délivré qu'en vertu de l'autorisation du MINISTRE DE LA GUERRE; mais préalablement les deux COLONELS que cet acte d'ADMINISTRATION concerne ont dû y être également consentants. — Un CONGÉ de passe n'est pas un CONGÉ DE LIBÉRATION, puisque par cette TRANSCORPORATION l'homme de troupe est tenu de servir encore, mais il est un CONGÉ ABSOLU relativement au corps qui le délivre, puisque toutes relations cessent entre ce corps et l'individu partant.

CONGÉ (congés) de RÉFORME (B, 1; D, 1, 5). Sorte de CONGÉ ABSOLU motivé sur une déclaration ou sur un CERTIFICAT signé par un CHIRURGIEN de corps ou un OFFICIER DE SANTÉ d'HÔPITAL, et constatant que l'homme à congédier est atteint d'une INFIRMITÉ considérée comme un CAS DE RÉFORME. Ce Congé est ensuite demandé au MINISTRE DE LA GUERRE, et il n'est délivré qu'après des dispositions prises en conséquence par l'INSPECTEUR GÉNÉRAL. — Un Congé de réforme ne peut être motivé que sur l'INCAPACITÉ AU SERVICE, et il est donné ou à l'instant du RECRUTEMENT, ou avant le terme ordinaire de LIBÉRATION, quelle que soit du reste l'ancienneté de service. — Autrefois ce genre de Congé était inscrit ou imprimé sur une CARTOUCHE VERTE.

CONGÉ de RENVOI (B, 1; D, 7), ou CONGÉ DÉFINITIF. Sorte de CONGÉ ABSOLU qui diffère du CONGÉ DE RÉFORME en ce qu'il a lieu pour des INFIRMITÉS antérieures à l'entrée au service. Ainsi c'est plutôt un Congé de NON-ADMISSION que de réforme. Sa délivrance est ordonnée par l'INSPECTEUR GÉNÉRAL, et elle a lieu après que le MINISTRE DE LA GUERRE y a donné consentement.

CONGÉ (congés) de SEMESTRE (term. sous-général), ou SEMESTRE. Sorte de CONGÉS LIMITÉS dont il était traité déjà dans l'ORDONNANCE DE 1776 (25 MARS). Ils ne suspendent pas l'ACTIVITÉ; ils constituent l'une des POSITIONS mentionnées aux CONTRÔLES ANNUELS et AUX SITUATIONS; ils diffèrent des CONGÉS D'AFFAIRES, des CONGÉS DE CONVALESCENCE, des PETITS CONGÉS; ils sont ordinairement CONGÉS AVEC SOLDE; ils ne peuvent être délivrés par les INSPECTEURS GÉNÉRAUX ou par les LIEUTENANTS GÉNÉRAUX qu'en vertu d'une décision du MINISTRE DE LA GUERRE qui fixe la quantité et l'espèce de ces Congés. — L'usage abusif des Congés de semestre délivrés dans les TROUPES FRANÇAISES AVANT LA GUERRE ou LA RÉVOLUTION laissait peu MANŒVRER la MILICE FRANÇAISE; une marche différente donnait à la milice prussienne sa supériorité; les hommes de troupe n'y obtenaient au

Congé que quand ils étaient tout à fait instruits, et ils rentraient au corps pour les GRANDES MANŒUVRES. Les officiers prussiens n'obtenaient presque jamais de Congés. — L'usage des Congés de semestre, longtemps abol ou suspendu en France, a été rétabli par la législation de BONAPARTE; le décret de 1811 (19 novembre) s'est étendu à ce sujet. — Il est traité didactiquement des Congés de semestre dans BERRIAT (1817, A), BONNELLES (1746, A), BRIQUET (1761, II), CHENNEVIERES (1750, C), DESPAGNAC (1754, D), ENCYCLOPÉDIE (1785, C), GUBERNARD (1725, B), LACHESNAIE (1758, I), LECOUTURE (1825, A), ODIER (1818, E, p. 81). — Les Congés de semestre se distinguent en CONGÉ DE SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE et en CONGÉ DE SEMESTRE D'OFFICIER.

CONGÉ (congés) de SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE (B, 1; C, 3). Sorte de CONGÉ DE SEMESTRE dont l'usage n'est mentionné par les ÉCRIVAINS que depuis le commencement du dernier siècle. Autrefois des CHEFS en accordaient, parce que la SOLDE des ARMÉS tournait en bénéfice; plus tard, la cour mieux avisée en accordait à son propre profit pour alléger une partie des dépenses du TRÉSOR, obéré par des profusions de tout genre. — Il fut ensuite décidé que les SEMESTRIERS jouiraient de DEMI-SOLDE, et que l'autre moitié serait versée à la MASSE GÉNÉRALE. — La distribution et le mode de délivrance des Congés avaient été déterminés par les ORDONNANCES DE 1772 (17 AVRIL), DE 1775 (12 DÉCEMBRE), DE 1776 (25 MARS). Cette dernière voulait que les HOMMES DE TROUPE, porteurs de Congés de semestre, les fissent viser à leur arrivée au lieu du séjour et à leur départ par le commandant de la MARÉCHAUSÉE; et sous peine de perdre sa demi-solde, il fallait que le SEMESTRIER rapportât un CERTIFICAT de bonne conduite délivré par le curé de la paroisse et visé au bureau de la MARÉCHAUSÉE. — Les Congés de semestre différaient surtout des PETITS CONGÉS, en ce qu'ils n'interdisaient pas le droit à une SOLDE, comme ces derniers le faisaient. — L'ORDONNANCE DE 1777 (18 OCTOBRE) disposait que les Congés de semestre devaient commencer le 1^{er} octobre et finir le 15 avril. Cette disposition rendait impossible l'établissement des CAMPS D'INSTRUCTION. — L'ARRÊTÉ DE L'AN VIII (8 FLOREAL) voulait que, préalablement à toute DEMANDE DE CONGÉ, le capitaine s'assurât si l'HOMME DE TROUPE avait des RAS, des SOULIERS et de l'argent pour sa route. — L'ORDONNANCE DE 1821 (17 JUILLET) a soigneusement réglé que les Congés de semestre ne doivent être accordés qu'aux HOMMES ayant

plus de deux ans de SERVICE, dont l'instruction militaire est faite, et qui ont un domicile connu et des moyens de subsistance pour l'aller, le séjour et le retour. L'INSTRUCTEUR GÉNÉRAL n'accorde ces Congés qu'après qu'une visite du CHEURGIEN-MAJOR a constaté que l'homme n'est pas atteint de MALADIE VÉNÉRIENNE, ni cutanée. — Le DÉCRET DE 1824 (6 OCTOBRE) maintenait l'article de l'ARRÊTÉ DE L'AN VIII (8 FLOREAL) qui autorisait les SEMESTRIERS à emporter avec eux leurs EFFETS D'HABILLEMENT, de coiffure et d'équipement.

CONGÉ (congés) de SEMESTRE D'OFFICIER (B, 4; C, 3). Sorte de CONGÉ DE SEMESTRE qui ne doit être signé que par le MINISTRE DE LA GUERRE ou par un GÉNÉRAL à ce autorisé par les règlements. Il est avec ou sans solde. — Depuis LOUIS QUATORZE jusqu'ici, les dispositions qui ont concerné ces PERMISSIONS ont varié continuellement; originellement ils s'appelaient Congés de semestre, parce que les OFFICIERS n'étaient tenus qu'à un service de six mois par an. Ces Congés continuèrent à se nommer ainsi au mépris de notre LANGUE MILITAIRE, encore bien qu'ils eussent été réduits à quatre mois. — Les semestres ont été abolis, puis rétablis, puis portés à huit mois, puis variant en chaque GRAD, en chaque ARME, comme le témoignent les ORDONNANCES DE 1763 (20 MARS), DE 1765 (1^{er} AOÛT), DE 1767 (17 JUILLET), DE 1771 (25 AOÛT), et comme l'explique en détail TURNER (1785, O), qu'on pourrait consulter si l'on voulait être au fait de ces fastidieuses vicissitudes; tantôt ils ont commencé avec septembre pour finir avec février, tantôt avec novembre pour finir avec mars, et ensuite avec mai. — MIRBAUD (1788, C) témoigne que FRÉDÉRIC DEUX permettait rarement à ses OFFICIERS de s'éloigner de leur GARNISON, et qu'ils pouvaient à peine obtenir tous les quatre ou cinq ans un Congé de trois mois. — Depuis 1777, l'usage de tenir état des Congés, au moyen d'un PROCÈS-VERBAL désignatif, s'est établi; il a été remis en vigueur par l'ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (21 MARSIDOR), qui accordait les deux tiers du TRAITEMENT et permettait sept mois d'absence, et par l'ORDONNANCE DE 1816 (21 AOÛT), qui a disposé que les Congés de semestre commencent le 15 septembre et finissent le 1^{er} avril, ou, en d'autres termes, que les Congés de six mois seraient de six mois et demi; telle était la logique des ordonnances. — Un Congé d'officier ne peut, sous nul prétexte, être retenu par aucune autorité; il doit être enregistré dans la commune de la résidence; il doit, lors du retour au corps, être remis au CONSEIL D'AD-

MINISTRATION. — L'ORDONNANCE DE 1722 (1^{re} JANVIER) disposait que la privation d'APPOINTEMENTS était la peine infligée à tout OFFICIER OUIRE-PASSANT, sans permission, son Congé. — L'ARRÊTÉ DE L'AN NEUF (21 MARS) ajouta à cette peine celle des ARRÊTS FORCÉS, que l'ORDONNANCE DE 1818 (13 MAI) avait converti en EMPRISONNEMENT. — L'ORDONNANCE DE 1821 (17 JUILLET) a tracé quelques règles à ce sujet; et celle de 1835 (2 NOVEMBRE, art. 257) spécifie les punitions encourues par les OFFICIERS qui dépassent leur Congé ou permission, et par ceux qui s'absentent sans en avoir obtenu.

CONGÉ DÉFINITIF (B, 1; E). Sorte de CONGÉ AMOUL comparable à celui qu'on donne maintenant CONGÉ DE RENVOI. — La loi de l'an huit (17 ventôse) nommait Congé définitif celui qui libérait les CONSCRITS IMPROPRÉS AU SERVICE.

CONGÉ DÉPASSÉ. V. CONGÉ OUIRE-PASSÉ. V. DÉPASSÉ.

CONGÉ D'ÉTÉ (F). Sorte de CONGÉ LIMITÉ que l'ORDONNANCE DE 1772 (1^{re} AOÛT) nommait ainsi pour désigner des CONGÉS D'OFFICIERS qui duraient un, deux ou trois mois, et qui leur étaient accordés, à charge de faire un ou plusieurs hommes de recrue.

CONGÉ D'HOMME DE TROUPE. V. ABSENCE PROHIBÉE. V. CONGÉ DE SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE. V. CONGÉ LIMITÉ. V. DRILLE. V. RÉMÉTIER DE MILITAIRE. V. HOMME DE TROUPE. V. LIVRE DE COMPAGNIE. V. MILICE ANGLAISE n° 5. V. NOMS PROPRES. V. ORDONNANCE OFFICIELLE. V. PAYE.

CONGÉ D'INTENDANT. V. CORPS D'INTENDANCE n° 10. V. INTENDANT MILITAIRE n° 5.

CONGÉ D'OFFICIER. V. CAPITAINE D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 12. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE n° 29. V. CONGÉ ABSOLU. V. CONGÉ DE CONVALESCENCE. V. CONGÉ DE SEMESTRE. V. CONGÉ LIMITÉ. V. CONGÉ OUIRE-PASSÉ. V. MAJOR GÉNÉRAL. V. MILICE ESPAGNOLE n° 2. V. MINISTRE DE LA GUERRE n° 11. V. SOUS-INTENDANT n° 7, 8.

CONGÉ FALSIFIÉ. V. CONGÉ. V. FALSIFIÉ. V. NOM PROPRE.

CONGÉ FAUX. V. CONGÉ. V. FAUX, SUBS. IMSC. V. NOM PROPRE.

CONGÉ ILLIMITÉ. V. ACTIVITÉ DE SERVICE. V. ILLIMITÉ. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1810 (18 NOVEMBRE).

CONGÉ IMPRIMÉ. V. CARTOUCHE IMPRIMÉE. V. CONGÉ DE SEMESTRE D'HOMME DE TROUPE. V. IMPRIMÉ.

CONGÉ INAMANT (F). Sorte de CONGÉ AMOUL qui était inscrit ou imprimé sur une CARTOUCHE JAUNE, et qui était comparable à celui que, dans la MILICE ROMAINE, on ap-

pelait *turpis missio*. L'usage en a cessé en FRANCE en 1790 (8 juin).

CONGÉ. LITTÉRATIF. V. CONGÉ DE LITTÉRATION. V. DISCIPLINE. V. ÉCRITER DE MILITAIRE. V. LITTÉRATIF, adj. V. MILICE ANGLAISE n° 5.

CONGÉ (congés) LIMITÉ (C, 3; F), ou CONGÉ SIMPLE. Sorte de congés d'une durée variable. Ils comprennent l'aller et le retour. Ils se délivrent dans les diverses MILICES suivant des proportions fort différentes. Le militaire qui l'obtient est dans une des trois POSITIONS D'ABSENCE AUTORISÉE; mention en est faite aux CONTRÔLES ANNUELS, AUX SITUATIONS, AUX FEUILLES DE JOURNÉES. — Les LATINS appelaient *commentus* ce genre de Congé. — L'ORDONNANCE DE 1716 (2 JUILLET) est la première qui ait prescrit de ne donner des Congés que sur des CARTOUCHE IMPRIMÉES. — Le Congé limité diffère de la PERMISSION, ou PETIT CONGÉ, en ce qu'il embrasse plus de trente jours; aussi l'appellent-ON GRAND CONGÉ. Il se donne Congé limité, par opposition au CONGÉ AMOUL. Il est accordé AVEC ou SANS SOLDE; mais il ne donne droit qu'à une FEUILLE DE ROUTE SANS INDEMNITÉ, et non à la délivrance du PAÏN DE MUNITION. — L'ANCIENNETÉ DE SERVICE est en certains cas le titre à un Congé limité. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{re} MARS) disposait que les Congés devaient être signés du COMMANDANT de la COMPAGNIE, du MAJOR ou AIDE-MAJOR du CORPS, du COMMANDANT DE LA PLACE et du COMMISSAIRE DES GUERRES. — Les ORDONNANCES DE 1814 (16 DÉCEMBRE) et 1816 (11 SEPTEMBRE) n'accordaient, suivant l'ancien usage, que DEMI-SOLDE AUX OFFICIERS en Congé limité; une DÉCISION DE 1816 (14 AOÛT) disposait que les PROLONGATIONS DE CONGÉS ne donnaient droit à aucun RAPPEL. — Le Congé limité ne suspend pas l'ACTIVITÉ DE SERVICE de l'ABSENT PAR CONGÉ; si la durée permise en est OUIRE-PASSÉE, cette circonstance place le RETARDATAIRE dans un état d'irrégularité ou d'infraction indiquée au MOI ABSENCE D'HOMME DE TROUPE, et le met dans le cas d'être réputé DÉSERTEUR s'il ne rentre pas après l'expiration du DÉLAI DE REPENTIR. — Une ORDONNANCE DE 1822 (16 JANVIER) et l'ORDONNANCE DE 1823 (19 MARS) avaient réglé la matière, et appelaient CONGÉ TEMPORAIRE une absence autorisée pour plus de huit jours et pour un mois au plus; mais l'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE) admet des PERMISSIONS de trente jours de durée. — Tout Congé doit, lors du retour, être visé par un MEMBRE DE L'INTENDANCE ou par l'AUTORITÉ MILITAIRE qui le représente. — Les Congés des HOMMES ou TROUPES doivent être signés par le CAPITAINE de la COMPAGNIE et par le CHEF du corps. — Il ne doit

être accordé de congés limités qu'aux hommes de troupe dont la marmite de linge et chaussure est complète, et qui sont pourvus d'argent pour les frais de leur route; leur habillement doit être visité avant leur départ. — Les congés des officiers doivent être visés de la manière indiquée pour les différents grades. En vertu de l'arrêté de l'an treize (25 germinal), ils n'étaient valables que sur l'autorisation du ministre de la guerre, autorisation dont l'original reste au corps. — Les congés limités comprennent : congé d'affaires, — de convalescence, — de semestre; mais tous trois se compliquant également de certaines modifications. — Les congés limités seront ici distingués en congé avec solde, — de convalescence, — de semestre, — d'été, — outre-pasé.

CONGÉ LIMITÉ D'AUMONIER. V. AUMONIER DE CORPS N° 9.

CONGÉ LIMITÉ DE COLONEL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6.

CONGÉ LIMITÉ DE LIEUTENANT-COLONEL. V. COLONEL D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 6, V. LIEUTENANT-COLONEL.

CONGÉ LIMITÉ DE MAJOR. V. MAJOR, V. MAJOR D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE.

CONGÉ LIMITÉ D'OFFICIER. V. CONGÉ LIMITÉ, V. OFFICIER D'INFANTERIE FRANÇAISE.

CONGÉ OUTRE-PASÉ (B, 4; C, 3), ou congé dépassé. Sorte de congé limité dont le porteur ne se présente pas à qui de droit à l'époque voulue. Si la cause qui a tenu éloigné le retardataire n'est pas reconnue plausible, ou si elle n'est pas expliquée soit par des billets de sortie d'hôpital, soit par des certificats ou des témoignages authentiques, il perd son droit au rappel de la solde. — L'arrêté de l'an douze (19 vendémiaire) et l'instruction de 1811 (10 septembre) disposent que les retardataires sont, après l'expiration du délai de repentis, ravés des contrôles et signalés comme déserteurs. — L'ordonnance de 1818 (13 mai) décidait que les congés d'officiers, s'ils sont outre-pasés, donnent lieu à un emprisonnement qui dure autant de jours qu'il y a eu de jours de retard; mais si cette durée excède quinze jours, il en doit être rendu compte par le major de camp (général de brigade) au général commandant de division, et par ce dernier au ministre de la guerre. — Les règles de discipline applicables en pareil cas sont actuellement déterminées par l'ordonnance de 1835 (2 novembre).

CONGÉ PAR ANCIENNETÉ. V. CONGÉ ABSOLU, V. CONGÉ D'ANCIENNETÉ, V. PAR ANCIENNETÉ.

CONGÉ PAR REMPLACEMENT. V. CONGÉ DE GRACE, V. PAR REMPLACEMENT.

CONGÉ SANS SOLDE (B, 4). Sorte de congé limité qui, conformément à la circulaire de 1808 (17 février), emporte également privation de traitement pour l'aller et le retour.

— Les congés d'affaires sont, suivant décision particulière, congés avec solde ou sans solde. — Les lieutenants généraux sont autorisés à en accorder de la dernière espèce; le ministre accorde ceux avec solde. — Les congés sans solde accordés aux hommes de troupe jouissant de haute paye d'interruption pas cette jouissance, et privent du droit de rappel de journées d'hôpital.

CONGÉ SIMPLE. V. CONGÉ LIMITÉ, V. SIMPLE.

CONGÉ TEMPORAIRE. V. COMMANDANT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2, V. CONGÉ LIMITÉ, V. CORPS D'INTENDANCE N° 10, V. ENROLÉ VOLONTAIRE, V. GARRISON, V. MILICE, V. MILICE AUTRICHIENNE N° 10, V. MILICE NÉERLANDAISE N° 4, V. TEMPORAIRE.

CONGÉDIE, subs. masc. V. HOMME C...

CONGÉDIÉ (congediés), adj. part. et subs. (B, 1; D, 1, 5; E). Ce mot, qui signifie porteur de congé, semblerait devoir indiquer un militaire ayant un congé soit absolu, soit limité; il en est autrement. Par un caprice de la langue militaire, cette expression donne uniquement l'idée d'un militaire libéré du service, et elle le distingue des semestriers ou des porteurs d'un congé limité. — Tous les régiments de police et d'administration voulaient que le sergent-major fit inscrire sans retard par le fourrier sur le registre de compagnie les noms des congédiés. — Les instructions sur l'inspection et l'ordonnance de police de 1818 (13 mai) ne permettaient le départ des hommes de troupe congédiés, qu'après une visite du chirurgien-major du corps, constatant sur la cartouche imprimée qu'ils ne sont pas atteints de maladies vénériennes ou cutanées. — Le congédié qui partait par ancienneté de service, ou par suite de blessures, ne devait être renvoyé que vêtu d'un habillement en bon état et choisi parmi les meilleurs de ceux qui sont à leur dernière année de service; il restait propriétaire de ses effets de petit équipement et devait être mis en jouissance de son décompte de linge et chaussure ou de son décompte de fonds de manse, en recevant sa feuille de route avec inscription du signalement. — L'ordonnance de 1815 (16 janvier) ne voulait plus que les sous-officiers ou hommes d'élite qui cessaient de servir emportassent leur sarras. — Une décision de 1819 (4 février) disposait que les congédiés pouvaient emporter leur pantalon et ceux de leurs effets d'habillement qui avaient accompli leur durée légale. — L'ordonnance

de 1834 (30 juin) expliquait les cas permis de RENGAGEMENT des Congédiés. — Le MAJOR s'assure que tout ce qui revient aux Congédiés leur est exactement remis. — RUMPEL est un des AUTEURS qui ont écrit au sujet des militaires Congédiés.

CONGÉDIEMENT, subs. masc. v. CONGÉ.
V. LIBÉRATION. V. LICENCIEMENT. V. RÉFORME.

CONGÉDIER, verb. act. v. CONGÉ. V. DÉGAGER.

CONGÉER; **CONGIER**, verb. act. v. CONGÉ.

CONGELÉE, adj. v. BAU CONGELÉE.

CONGRÈS, subs. masc. (F). Mot tout LATIN qui signifie rencontre concertée; il est mentionné ici, non qu'il appartienne absolument à l'ART MILITAIRE DE TERRE, mais parce qu'ordinairement il a rapport à l'ÉTAT DE GUERRE autant qu'à la haute politique et aux TRAITÉS DE PAIX. — Depuis des époques peu anciennes, le terme Congrès donne l'idée d'un lieu de réunion où des plénipotentiaires de diverses puissances prononcent sur la PAIX, sur les HOSTILITÉS, sur un partage de dépouilles. Un Congrès est l'assemblée même et le tribunal de ces arbitres du sort des peuples. — Des événements inattendus nous ont donné un spectacle nouveau. Nous avons vu, dans la vieille EUROPE, des têtes couronnées renouveler le temps des amphictyons, et se députer réciproquement à des Congrès européens. — Résumons les actes des Congrès à partir des premières époques de notre âge; en voici l'aperçu militaire et chronologique. — Le Congrès de PILNITZ en Saxe est convoqué sous prétexte d'affermir le trône de LOUIS SEIZ. Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche y conviennent d'envoyer à la FRANCE, qu'ils trouvent trop grande, l'ALSACE, le BAËRN, le DAUPHINÉ, la FLANDRE, la LORRAINE et le ROUSSILLON. Ce projet fait éclater la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, en 1791 (27 août). — Le Congrès de RASTATT, en 1797 (7 décembre), a eu vue une pacification entre la FRANCE et l'EMPIRE GERMANIQUE; il se dissout en 1799 (6 avril), sans autre résultat que des assassinats. — Le Congrès d'EMPERT est surnommé Congrès des empereurs; il se réunit en 1808 (27 septembre). ALEXANDRE et BONAPARTE y confondent leurs embrassements, et se saluent du tendre nom d'ains et du titre flatteur de grands hommes; ils délibèrent sur les intérêts de l'EUROPE, et se séparent le 14 octobre suivant. — Le Congrès de PRAGUE rappelle les désastres de 1815; il avait pour prétexte une paix continentale; il est convoqué pour le 12 juillet, et commence le 18; il se ferme en 1815 (9 août) après de vains pourparlers; la bonne foi n'y avait ni présidé ni plaidé.

— Un Congrès de YUZZU s'ouvre en 1814 (1^{er} novembre); sa tâche était embarrassante. Il s'agissait ou d'y récompenser les armées et les peuples qui venaient de donner l'impulsion aux souverains, ou de déclarer que l'état des nations n'avait eu lieu que pour le plus grand bénéfice des couronnes; il y avait beaucoup de prétentions à calmer, beaucoup d'expropriations plus ou moins forcées à réparer; on glisse sur le premier de ces objets; on ne s'occupe que d'indemnités, de répartitions d'âmes, de circonscriptions de territoire, etc., au profit des copartageants, qu'une lutte heureuse venait d'enrichir; la matière était grave; l'orgueil et la cupidité compliquaient la question; aussi l'assemblée se prolonge-t-elle jusqu'en 1815 (9 juin). — Le pacte européen que l'assemblée décrète a constitué pendant quelque temps le droit public des vieilles nations. — En 1818 (27 septembre) le Congrès des monarches se résout à allonger les lisières imposées aux Français, et jusque-là tenues d'un peu court par leurs tuteurs armés; ils émancipent, sans caution, leurs pupilles en 1818 (15 novembre). — La mode des Congrès composés de têtes couronnées était passée; il ne s'en est pas réuni pour intervenir dans l'émancipation des Amérindiens, dans la reconnaissance d'Haïti, dans la création d'une charte PORTUGAISE, dans la répression des désordres de l'ESPAGNE, dans la question vitale de la GRÈCE, dans les levées de boucliers de 1825, de 1828, de 1830; ces affaires furent traitées par notes de cabinets. — Le Congrès de Panama, en 1826, a été d'une espèce nouvelle. — L'émancipation de la BELGIQUE, en 1831, s'est échauchée dans le tumulte d'un Congrès populaire, et s'est réalisée dans l'ombre d'une conférence de plénipotentiaires.

CONGRÈVE, v. NOMS PROPRES.

CONGRÈVE, subs. fém. v. A LA CONGRÈVE. V. FUSÉE DE GUERRE. V. PROJECTILE. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CONIQUE, adj. v. CHAMBRE CONIQUE. V. PROJECTILE C... V. TAMBOUR C...

CONJURATION, subs. fém. v. SERMENT.

CONJURE, subs. fém. et masc. v. CHEVALIER DU MOYEN ÂGE N° 6. V. JUSTICE MILITAIRE. V. SERP.

CONNAISSANCE (subs. fém.) du TERRAIN. V. LECOQ. V. MUELLER (LUDWIG). V. TERRAIN.

CONNESTABLE, subs. masc. v. BARON N° 2. V. CONNÉTABLE N° 2. V. GONFALON. V. GOUVERNEUR DE PLACE DE GUERRE N° 1, 2. V. MAJOR DE PLACE N° 1. V. MARÉCHAL DE L'OST.

CONNESTABLIÆ, subs. fém. v. COM-PAGNER D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE N° 2. v. CONNÉTABLE. v. CONNÉTABEIN. v. MARÉ-CHAUSSÉE. v. MILICE FRANÇAISE N° 2.

CONNÉTABLE, subs. fém. v. CONNÉTA-BLE N° 5. v. FEMME D'OFFICIER GÉNÉRAL.

CONNÉTABLE, subs. masc. v. ADMINISTRATION DE C... v. CRÉATION DE C... v. DÉNOMINATION DE C... v. DROITS DE C... v. FONCTIONS DE C... v. LIEUTENANT DU C... v. MARQUES DISTINCTIVES DE C... v. NOMBRE DE C... v. PATENTE DE C... v. PAYS. v. PAYS DE C... v. PRÉVOT DE C... v. PRÉVOT DE C... v. RANG DE C... v. RÉCEPTION DE C... v. SOLDE DE C... v. UNIFORME DE C...

CONNÉTABLE (F), ou CONNESTABLIÆ. Mot tout LATIN, désignant un OFFICIER GÉNÉRAL qui figure à la tête des TROUPES DE FRANCE, depuis HENRI PREMIER, vers 1030, jusqu'à LOUIS TREIZIÈME, en 1627. Ce sujet est militairement une haute question historique; elle demande qu'on s'y arrête. — Quarante-deux Connétables se sont succédé; un d'eux est cité comme un héros : c'est DUCHESSIE. Quelques-uns se sont fait un beau nom; sept sont tués sur le champ de bataille; plusieurs déshonorent nos armes par leur ineptie, désolent leur patrie par leur esprit de faction, se rendent célèbres, comme CILSON, par leurs violences et leurs déprédations; quatre trahissent, et combattent leur roi; deux sont exécutés de la main du hacheteur; enfin, DANNAGNAC est massacré dans une émeute en 1418. — Dans les deux derniers siècles, le GRAVE de Connétable n'existait plus que nominativement et fictivement, car cette charge était incompatible avec l'existence d'un MINISTRE DE LA GUERRE. — La dignité de Connétable est abolie au dix-septième siècle, parce que la toute-puissance attachée à cette fonction offusque le trône; mais l'édit de 1627 (15 mars), qui efface de nos institutions le Connétable, déguise la vraie cause de l'abolition sous le prétexte d'une dépense excessive. Cette abolition est prononcée de nouveau par l'ÉDIT DE 1643 (avril). — LOUIS QUATORZIÈME n'eut garde de faire revivre une charge dont l'éclat lui portait ombrage. TURNÈRE, quoiqu'il eût éclipse tous les GÉNÉRAUX qui avaient eu le BATON DE COMMANDEMENT, ne fut point décoré de l'ÉPÉE DE CONNÉTABLE, objet de ses vœux. Le présomptueux VILLANS y prétendit sans succès, et BOUTIERES parut inexorable aux yeux de LOUIS QUATORZIÈME pour avoir témoigné qu'il ambitionnait cette dignité. — Par le SÉNATUS-CONSULTE DE L'AN DOUZE (28 FÉVRIER, art. 45), un simulacre de Connétable fut mis à la tête de l'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE FRANÇAISE. — LOUIS BONAPARTE, quoiqu'il n'eût jamais com-

mandé encore une simple DIVISION, obtint un titre autrefois réservé à des MILITAIRES longtemps revêtus du COMMANDEMENT DES ARMÉES. Le costume du Connétable impérial fut une mascarade de cour; son emploi fut une sinécure. — La pâleur de son règne (car un Connétable était un vice-roi) nous dispensa de détailler ici les attributions qui lui étaient conférées; on en trouve le tableau aux premières pages du traité de M. BENOIST (1812, A). — Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, le rang qu'un Français avait obtenu dans le royaume de LARNOIE, en faisant un véritable Connétable de l'ARMÉE SYRIENNE. — Les auteurs qui ont dirigé leurs recherches sur la matière qui nous occupe sont AIMOIN, ANSELM, DANIEL (1721, A), DESPAGNAC (1751, D), DECAUGE, DEMOULIN, DUTILLET, l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), FÉVRY, FRÉCHET, FURTIÈRE, GANEAU, GOLLUT, GREGOIRE DE TOURS, JARRO (1777, G), LACHESNAIS (1758, I), LÉFÈVRE, LÉGENDE, LELANOURN, MÉNESTRIER (1770), MOREL, PASQUIER, PINARD, POTIER (1779, X), TELLEMONTE (*Histoire des empereurs*), TURNÈRE, VITON, VOLATERRA, le Dictionnaire de la Conversation, l'Encyclopédie des gens du monde, la *Sentinella de l'Armée* (t. III, p. 57), le journal de l'Armée, p. 5. — L'histoire des Connétables va être résumée sous les rapports suivants : CRÉATION, DÉNOMINATION, NOMBRE, RÉCEPTION, UNIFORME, SOLDE, DROITS, RANG, FONCTIONS, ADMINISTRATION. — N° 1. CRÉATION. — Les derniers EMPEREURS ROMAINS et BYZANTINS transformèrent en de grands personnages leurs moindres vassaux; le Connétable de l'empereur JULIEN le Philosophe se nommait SCINTULUS. Nos premiers rois, imitant cette coutume orientale, décorèrent aussi du nom BYZANTIN de COMTE DE L'ÉTAT, COMES STABULI, le principal domestique de leur écurie. Le mot comte (comes) signifiait compagnon; le serviteur, le surveillant des chevaux de l'hôtel devint le compagnon, le frère du maître. La langue militaire et la législation des camps sont des rapsodies composées avec cette inattention. — Sous CHILDERT, en 585, le Connétable SIMÉGISILE conspire contre son souverain; ce compagnon (comes) était donc déjà un personnage d'importance, puisque l'histoire a tenu note de sa révolte. — L'emploi de Connétable continue, jusqu'au onzième siècle, à être une fonction de domesticité, un office de la MAISON DU ROI. HENRI PREMIER lui donne de l'éclat en le rendant militaire, et, en 1030, il le constitue en OFFICE DE LA COURONNE; mais ce n'est qu'en 1060 que l'histoire commence à enregistrer les Connétables de la MILICE

FRANÇAISE; encore ne relate-t-elle, jusqu'en 1090, que des noms obscurs ou suspects. — A cette époque un MONTMORENCY est Connétable, ce qui jusque-là n'était autre chose que GRAND ÉCUYER; déjà pourtant, dans la MILICE ANGLAISE, GUILAUME LE CONQUÉRANT avait institué des Connétables chargés de prononcer sur les choses de la guerre. — Sous LOUIS LE Gros, en 1120, le Connétable de Vermandois commande pour la première fois, mais à titre passager, les armées. On s'étonnera peu qu'un homme de cheval conduise l'ARMÉE FRANÇAISE, si l'on réfléchit qu'alors l'INFANTERIE était chose inconnue. — En 1138, le MONTMORENCY qu'on a nommé Mathieu premier, exerce militairement et en chef, mais temporairement encore; il est tué à ACRE dans l'année 1191. — Vers le même temps, la charge de grand sénéchal s'éteint; les fonctions qu'il exerçait, comme successeur du DAPIFER, comme ministre de LA GUERRE, deviennent l'attribution du grand maître d'hôtel; le pouvoir militaire du grand sénéchal devient l'héritage du Connétable, qui bientôt sera général d'armée à titre permanent. — En 1218, PHILIPPE AUGUSTE déclare MONTMORENCY deux, Connétable et commandant de ses armées; c'est un nouveau titre ajouté à l'autre; jusque-là les Connétables n'avaient exercé que précairement ou sans lettres patentes. MONTMORENCY, grand officier de fait, sans l'être nominativement, devient Connétable par commission. — Ce qui vient d'être relaté, à partir de 1120, est une réfutation de l'assertion suivante de Velly, à la date 1230 : *Mathieu deux de Montmorency exerça sous trois rois.... s'était signalé à Bouvines, en 1214; c'est le premier Connétable qui ait été général d'armée*, etc. — Velly aurait dû dire que c'est le premier qui devint, dans la MILICE FRANÇAISE, le lieutenant commissionné du roi, car d'autres, avant lui, l'avaient commandée. — En 1262, sous LOUIS NEUF, le grade cesse d'être une commission, il devient un office militaire de la couronne; mais il était primé encore par le grand chambellan et par le grand échanson. — Le saint roi témoignait peu d'estime à son armée en la subordonnant à un personnage moins éminent que ne l'étaient ceux qui venaient à boire ou qui avaient soin du mobilier, à un personnage plié lui-même au tribut de domesticité, et qui, bien plus tard encore, comme le témoigne l'historien CHARTIER, était tenu, dans les repas solennels, de servir au roi les épices après son dîner; c'était un vestige de l'antique dapiférat. — Sous PHILIPPE DE VALOIS, en 1350, le Connétable acquiert une charge à vie, et devient le premier grand officier de

la couronne; c'est-à-dire, si l'on répète les termes des historiens, *premier sergent du roi, pour exécuter ses ordres et commandements, mettre la main sur les grands, les faire prisonniers et les représenter en justice*. — Ses attributions prennent ainsi un agrandissement bientôt immense et de nature à porter atteinte à la sécurité du trône. — Une des fautes politiques que LOUIS ONZE eut à se reprocher fut de s'être donné un Connétable; on s'étonne qu'il s'y soit décidé, car il n'était pas dans l'humeur de ce prince d'affaiblir son autorité au profit d'un sujet. — Avant et après lui, et jusqu'à LOUIS QUATORZE, la dignité du Connétable s'environne de prérogatives intimes; elle empiète sur les droits des monarques; ils semblent se délier de leur propre capacité, et se subordonnent à plaisir et sans réserve à leurs Connétables; mais il est vrai que les ordonnances et les provisions par lesquelles quelques rois liaient aussi à leurs mains et les mains de leurs successeurs, n'ont pas toujours été des contrats respectés de leurs descendants. — Plus d'une fois les souverains avaient jugé qu'il était de leur politique de ne pas remplacer les Connétables décédés; de même, dans la MILICE ANGLAISE, la place de commandeur en chef reste de temps en temps vacante. — N° 2. DÉSIGNATION. — Le mot Connétable viendrait, suivant DU MOULIN, de *comes stabilitatis*, pointe ou tête de l'ESTABIE ou de la GARRISON; cette opinion n'a pas réussi. — On regarde généralement l'étymologie du terme comme analogue à celle du substantif *comte*. Il rappelle, comme le témoigne AIMOIN, les substantifs *tribunus statuli* et *comes stabuli*, mentionnés dans le code Théodosien et dans les historiens du Bas-Empire. — PINARD insinue que tous les écrivains se sont copiés en indiquant la racine de ce mot; il prétend qu'on ne retrouve *comes stabuli*, *conestabulis*, dans aucune charte ni patente; mais qu'on y voit seulement *constabularius*, dont l'origine est mal connue. — Suivant la plupart des grammairiens et antiquaires, le mot *comes stabuli* se serait changé, dans le latin barbare, en *conestabulis*, *conestabilis*, *conestantilis*, ainsi que l'emploie GREGOIRE DE TOURS; il se serait d'abord traduit par *comte de l'estable*, et se serait prononcé longtemps *connestable*, comme l'écrivent encore BRANTOME (1600, A) et FURETIÈRE. — Ce qui pourrait faire douter cependant de cette étymologie, que PINARD conteste, c'est que les garrisons se sont d'abord et longtemps nommées *establies*, *establis* (*stabiliates*), comme on le voit dans LACROIXNAIR (1758, I); cela ferait tomber la prétendue origine co-

mes stabuli, signifiant uniquement comte de l'écurie, d'autant que chaque *INFANTRIE COMMUNALE*, ou du moins la plupart avaient leur Connétable. — On pourrait donc croire que le Connétable était le comte des garnisons ou d'une garnison; *comes stabilitatis*. Pour éclaircir ces doutes, il faudrait fouiller les langues étrangères, car presque toutes se sont servies du terme examiné ici. Les Italiens l'emploient; les Espagnols ont fait du latin *comestabilis* le mot *CONDESTABLE*; les Anglais l'ont transporté dans leur mot *CONSTABLE*. — L'expression a en des sens variés, car on trouve en de vieux livres le mot Connétable pris comme synonyme de maître d'hôtel, ce qui rappelait la nature de l'emploi principal ou primitif du *DAUPHIN* et du *SÉNÉCHAL*, dont le titre s'était changé en celui de Connétable; voici comment cela arriva. — Le *DAUPHIN*, personnage plus domestique que militaire, exerçait pourtant des fonctions doubles; à la création de l'idiome français, idiome tout imprégné alors du jargon du Nord, le nom de ce fonctionnaire se traduisait en celui de *SÉNÉCHAL*; il devient un personnage plus politique que domestique; on le nomme *GRAND SÉNÉCHAL* pour le distinguer des *SÉNÉCHAUX*, qui étaient des domestiques de petits princes. Le pouvoir du *SÉNÉCHAL* étant devenu un éponyme pour les rois de France, parce que cette dignité rappelait trop les maîtres du palais et leur rivalité avec le trône, les rois laissent s'éteindre ce grade; ils délèguent ses attributions au militaire ou à l'homme de cheval nommé Connétable, ou maître des écuries, ou maître des stables, ou maître des garnisons, ou roi de la guerre. Ce dignitaire disparaît à son tour, quand à son tour il sera devenu une sorte de maître du palais. Plus tard ainsi la qualification de maître des garnisons sera un titre distinct de celui des Connétables. M. de BARANTE, à la date 1415, cite Guillaume Budée comme maître des garnisons. — Au temps des croisades, on prenait comme synonymes Connétable et aumônier, mot tout arabe ou sarasin, que ROQUEFORT mentionne comme s'étant francisé, mais qui a été peu usité. — La France avait eu un grand *SÉNÉCHAL*; NAPLES a eu un grand Connétable; ce dernier titre n'a pas été adopté dans notre milieu; le Connétable GÉNÉRALISIME se contenta de s'appeler Connétable de France, pour se distinguer des *CONDESTABLES* de CYPRÈS, d'ANGLETERRE, etc., ou des simples Connétables qui étaient valets de seigneur, capitaines de pontonniers, chefs de frontiers, commandants de places, gouverneurs de villes, ou même employés d'artillerie; car il y avait, dit GARRAU, des *CONNÉTABLES D'ARTELLERIE*

des dont la fonction était de délivrer, dans les batteries, la poudre et les boulets. Ces exceptions nombreuses d'un même mot sont d'accord avec ce qu'on lit dans de vieilles chartes anglaises; *Latine dicebatur ductores exercitus; apud Gallos, capitales constabularii vel marescalli*; ce qui veut dire : C'est que les Latins nommaient chefs d'armée, les Français les appelaient grands Connétables ou *MARÉCHAUX*. — CHARTIER, en traitant du règne de CHARLES SEPT, parle du Connétable de Bourdeaux; les annalistes des quinzième et seizième siècles témoignent que des *ARMAILLIERS* et les *ANCRES* de la ville de PARIS obéissaient à un Connétable originairement nommé *ROI*; enfin l'histoire fait mention du Connétable de Saint-Malo. — MACHIAVEL (1820, A) prononce le mot *constestabile* pour désigner un grade analogue à celui d'un chef de bataillon d'infanterie française de ligne. — Dans la langue anglaise le mot *constable*, que DUANE cite comme qualification d'un dignitaire du plus haut rang, a bien dégénéré; il signifie simplement, aujourd'hui, commissaire de quartier ou sergent de justice de paix; tant les titres les plus relevés vont déclinant. — Cette qualification a été une imitation du titre donné au *CONSTABLE* de la Tour de Londres, qui était le gouverneur de cette forteresse quand elle était la résidence des rois et la citadelle de Londres. Les rois d'ANGLETERRE étaient également représentés en GUYENNE par des *CONDESTABLES*, des *CONDESTABLES*, des *CONESTABLES* qui étaient, au moyen âge, des chefs de district ou des gouverneurs de places, comme nous l'apprend M. HALLAM. — L'usage d'un grand *CONNÉTABLE* (*high constable*) est bien ancien en ANGLETERRE, puisque GUILLAUME de Normandie, devenu roi, avait, pour GÉNÉRALISIME ou ministre de la guerre, un Connétable. Il existe aussi un statut de la treizième année du règne de RICHARD TROIS qui fixe les limites de la juridiction du Connétable et du *MARÉCHAL* (HALLAM, I. II, p. 313); mais il faut entendre par là le *constable* du palais et le *MARÉCHAL* du palais. Aujourd'hui le titre de *GRAND CONNÉTABLE*, ou Connétable de la Tour, est plutôt une dignité nominale qu'une véritable fonction, et c'est le général WELLINGTON qui en est revêtu; un sous-gouverneur le représente. — N° 3. NOMBRE, RÉCITATION, UNIFORME. — Il n'a existé ordinairement en France qu'un Connétable à la fois, hormis sous CHARLES SIX, en 1420; alors, dit MÉZÉRIAS, *tout fut double dans le royaume; il y avait deux rois, deux connétables, etc.* En effet Clisson, quoique depuis longtemps destitué et remplacé, ne renvoie qu'à l'instant de sa mort à

CHARLES SIX LES INDIQUÉES DE SA CHARGE, comme si le caractère eût été indélébile. — Les Connétables recevaient leur investiture du souverain lui-même, comme jadis le *prévôt du trésorier*; il remettait de ses mains entre celles du récipiendaire l'*étée royale*; les princes du sang, en présence des grands du royaume, la lui ceignaient; le Connétable en faisait ensuite hommage au roi et lui prêtait le serment; de là vient que le mot *étée*, c'est-à-dire *étée de commandement*, a été, en quelque sorte, comme synonyme d'*intronisation* ou de *marque distinctive* de Connétable. Aussi, depuis MONTMORENCY (Matthieu second), en 1302, ou du moins depuis l'époque mal connue où s'établissent les armoiries féodales, le Connétable avait-il à gauche et à droite de l'écuison de ses armoiries une *étée* nue, fleurdelisée, la pointe en haut, tenue par un *dex frochier*, ou *gantier d'armes*. — Cependant l'*étée* n'était que l'*insigne* de second ordre; le *baton* était, en général, considéré comme le signe du commandement et l'*insigne* de premier ordre; aussi le jour de l'entrée de CHARLES SEPT à PARIS, en 1437, le Connétable marchant à sa droite, dit VILLARET, avait pour marque de sa dignité un *baton blanc*. — On voit au contraire, en 1457, le duc de BRETAGNE faire porter devant lui deux épées, la première la pointe en haut, comme duc, la seconde en écharpe, comme Connétable. — Ces différences tenaient-elles à l'état de PAIX ou à l'état de GUERRE?... Toutes ces questions sont pleines d'obscurités et de contradictions. — Passons aux formes de la réception des Connétables, et surtout à celles des temps modernes. — Lorsqu'en 1021 (22 avril) CALVET DE LUTÈS fut créé Connétable, ce favori, parvenu à cette dignité par ses souplesses, l'intrigue, le crime même, osa exiger que le cérémonial qui avait été observé lors de la réception de CHARLES D'ALBERT, sous le règne de CHARLES SIX, se renouvelât en sa faveur; cette prétention souleva contre lui l'indignation des grands, parce que, au mépris de tous les usages, la faveur royale ou plutôt l'aveulement du monarque avait élevé LUTÈS à ce rang sans égal, quoiqu'il n'eût pas encore porté les armoiries; aussi on répandit contre lui ce mot sanglant : *Il a reçu l'épée, sans savoir ce que pèse une épée*. — N° 4. SOLDE. — Un état de dépenses de 1324 témoigne que le solde du Connétable était par jour de soixante sous tournois. — Le Connétable prélevait une journée de solde sur tout militaire aux gages du roi, et, en outre de cette retenue, une journée sur chaque officier et soldat changeant d'estables (cavalcadours). Il devenait propriétaire de tous les

chevaux, les harnais et les vivres pris dans les portées de l'ennemi. Il avait DOUBLE PAYE les jours de bataille et d'armement. Il disposait de tout le butin fait, en marche, par ses gens, à l'exception de l'or et des prisonniers, qui étaient réservés au roi. — Quelquefois les Connétables puisaient à même le trésor de l'Etat. Ainsi CLISSON, vers 1387, après une faveur de quelques années et des déprédations de tous les jours, avait, dit HALLAM, un million sept cent mille livres, ce qui équivaudrait aujourd'hui, poids de marc, au décuple de la somme, sans avoir égard à la dépréciation des monnaies. — VILLARET, à la date 1392, fait une estimation bien plus élevée, et dit qu'en outre de tous ses immeubles CLISSON disposait, par testament, de dix-sept cent mille francs (seize ou dix-sept millions), outre le mariage de ses deux filles, dotées aussi richement que celles d'un souverain, etc. — Enfin les Connétables héritaient des biens des rebelles condamnés; aussi voit-on ces dignitaires s'occuper ardemment de la recherche des rébellions, en évoquer les coupables, les juger, et grossir de confiscations leur épargne. BRANTOME (1600, A) nous apprend à ce sujet que le troisième fils d'Anne de MONTMORENCY s'appelait Mont-Beron, du nom de la baronne de Mont-Beron, la première d'Angoulmois, que le Connétable (Anne) avait eue des biens du seigneur de Mont-Beron (s'était approprié par confiscation), *ont de madame de Bourdeilles (ascendante de BRANTOME)*. Voilà comment les maisons se perdent aux vrais héritiers, pour le mauvais gouvernement des pères. — En 1551, ANNE de MONTMORENCY avait artificieusement dépouillé aussi de son domaine un Châteaubriant, seigneur breton, accusé de péculat; mais, au lieu de restituer à l'Etat les sommes volées, le Connétable se les était appropriées; et VILLELLE nous apprend que MONTMORENCY s'était aussi, par intrigue, emparé de la succession d'un Villieblanche, sieur de Bron. — Telle était, en ces temps affreux, la manière de se faire une *solde*. — N° 5. DROITS. — Le Connétable a joui des droits les plus étendus, et ils seront examinés ici à part de ceux qui se rattachaient à son administration. Ainsi, en considérant ce dignitaire comme chef d'armée, il avait pour aide de camp le maréchal de l'ost; il avait seul autorité pour commander les troupes réunies; en un temps où il n'existait pas de STRATÉGIE ou de LOIS écrites, c'était à lui d'y suppléer. Une ordonnance de CHARLES SIX, en 1413, lui conférait ce droit, que jusque-là tous les seigneurs s'arrogeaient et se disputaient. Il réglait la police de l'armée. Il était gardé par

UNE COMPAGNIE D'ORDONNANCE payée par le roi, sans que nul en puisse exiger la monnaie (FAIRE LA REVUE), si ce n'est un LIEUTENANT AUX MONTRES qui était l'homme du Connétable. Il en était encore ainsi sous CHARLES SEPT. — Cette COMPAGNIE pouvait donc se comparer à des GARDES DU CORPS, qui étaient à son éboul, à sa dévotion. — Le Connétable avait pour LIEUTENANTS les MARÉCHAUX DE FRANCE, et ceux-ci ne pouvaient, ainsi que le GRAND MAÎTRE DES ARBALÈTRIERS, agir militairement qu'avec son assentiment. En l'ost (à l'ARMÉE OU AU CAMP), il asseyait lui seul les ESCOUTES OU LES GUETS des CHEVALIERS (il plaçait les POSTES OU GARDES ARMÉES composées de CHEVALIERS). Dans le cri d'ARMES, il associait son nom à celui de son souverain. Il faisait publier, en son privé nom, les RANDONS et les RAIS CONTRE LES DETTES. Il donnait LE MOT AUX SERGENTS D'ARMES (à la GARDE ROYALE), que le roi fût ou non présent; et il les avait sous sa JURIDICTION. Il privait, s'il le jugeait à propos, de leur MANS D'ARMES (les cassait et désarmait) ceux dont il n'était plus satisfait. Il soumettait à son ATTACHE la NOMINATION des CAPITAINEs DE L'INFANTERIE FRANÇAISE. Il prononçait souverainement en fait de SUFFICES; il avait le droit de faire ORAGE; il faisait rendre la JUSTICE par son GRAND PRÉVOT; il était absolu en fait de LÉGISLATION D'ARMÉE, et décidait de la marche des PROCEDES; il pouvait entrer dans PARIS, trompettes sonnantes; il plantait sa bannière sur les villes prises par les TROUPEs sous ses ORDRES; il était, dans une ARMÉE AGISSANTE, CHEF DE L'AVANT-GARDE, quand le roi était présent en l'ost, comme le témoigne Martin DUBELLAY, en ce passage, qui se rapporte à l'an 1521 : *Le duc d'Alençon fut chargé de la conduite de l'avant-garde contre le drot du Connétable, qui dissimula son mécontentement; mais il ne le fit que trop éclater dans la suite.....* — Enfin le Connétable, si l'on en juge par une lettre de Lesdiguières, peut de son autorité privée accorder, pour ACTIONS D'ÉCLAT, des LETTRES DE NOBLESSE et des RANIERES DE CHEVALIERS. — Si on considère le Connétable dans ses attributions d'OFFICIER de la couronne, il a pouvoir de vie et de mort sur les gens de l'hôtel (de la cour); il en est le seul JUGE ainsi que des gens attachés à sa propre personne; il a droit de marcher en avant et à la droite du roi; il porte, depuis le treizième siècle, dans les CÉRÉMONIES et au sacre, l'ÉPÉE NÈE devant la personne royale. — Les droits du Connétable s'affaiblissent depuis FRANÇOIS PREMIER; ainsi ce monarque voulait, dit BRANTOME (1600, A), que le Connétable demeurât quiet (passif) en sa maison, mais qu'il mist (qu'il ne mit) plus

le nez en ses affaires. — Depuis lors on voit ANNE DE MONTMORENCY, en 1550, se courber devant GUISE le Balafré, qui n'était que LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES; mais il est vrai qu'alors LIEUTENANT GÉNÉRAL signifiait représentant actuel, immédiat, extraordinaire de la personne royale. — L'institution du COLOREL GÉNÉRAL DE L'INFANTERIE concourt à abattre la puissance des Connétables; et, en vue de les priver de la haute JUSTICE, le COLOREL GÉNÉRAL D'EPERNOX fait insérer en hors d'œuvre, dans l'ordonnance de 1584 (3 décembre), ce qui y a trait à la création des CONSEILS DE GUERRE JUDICIAIRES; il devient ainsi GRAND JEUx MILITAIRE à leur place. — N° 6. RANG. — A l'imitation des usages des GOTES, le Connétable a joué, sous la TROISIÈME RACE, le premier rôle dans la MILICE FRANÇAISE; depuis LOUIS LE GROS, en 1120, il était revêtu d'un grade unique dans le royaume; il était le CHEF de toute la GENS-D'ARMÉE, on le voit marcher le second du roi, et comme son CHEF D'ÉTAT-MAJOR; il avait même un droit égal aux HONNEURS, et avait seul le manement de la chose MILITAIRE, aussi son souverain l'appelait-il frère; il présidait le TRIBUNAL des MARÉCHAUX DE FRANCE; il était un des principaux membres du tribunal suprême nommé le conseil du roi, comme le témoigne VILLART à la date de 1422; il avait séance au parlement immédiatement après les princes du sang; il s'intitulait *chef des armes*; enfin il était GRAND OFFICIER DE LA COURONNE, et, suivant le langage du temps, CHEVETAIN OU CHEVETAGNE après le roi. Sa FEMME s'appelait madame la CONNÉTABLE. — Dans les interrègnes de cette dignité, car le Connétable s'intitulait roi, il y a eu des CAPITAINEs GÉNÉRAUX revêtus d'un pouvoir qui n'était pas moins éminent. — Si l'on veut se faire une idée des opinions qu'avaient les étrangers sur le rang d'un Connétable, on voit PHILIPPE DE CLÈVES (1520, A) nous peindre cette charge comme équivalant, de son temps, au titre de LIEUTENANT DU MONARQUE, et comme indiquant le personnage chargé par le roi d'être son représentant à l'armée. Cet auteur ne suppose pas qu'un roi et son Connétable puissent se trouver ensemble dans l'ost. Ainsi il regarde toujours le Connétable comme CHEF à CARTE BLANCHE, et c'est à lui seul qu'il attribue le droit d'accorder CAMP DE BATAILLE (la faculté d'autoriser des COMBATS EN CHAMP CLOS). — Dans l'ARMÉE FRANÇAISE cependant, le roi et son Connétable ont mainte fois fait campagne ensemble, comme le témoigne l'ordonnance qui prononce que le roi ne peut ordonner de nul fait de guerre sans le consentement du Con-

nétable. — Une telle condescendance royale, une parité de cette nature amenèrent l'usage de registrar comme coupable du crime de lèse-majesté le meurtrier qui attentait aux jours d'un Connétable. — N° 7. FONCTIONS. — Les fonctions de Connétable ont été d'abord un mélange d'occupations serviles et de services militaires. Ainsi CHARLEMAGNE envoya contre les Esclavons, en 780, Geillon ou Geilon, son contre de l'estable, mais Geillon ne commande pas en chef; et Velly, en nous apprenant qu'il perdit la vie en combattant, en 783, les Saxons sur le Weser, ne le mentionne que comme un officier de marque. — Au contraire, en 807, le Connétable Bouchard ou Burchard commande en chef la flotte française, et il détruit, dans les eaux de la Corse, treize grands vaisseaux sarrasins. — Le Connétable, simple aide de camp du grand sénéchal et ensuite du souverain, était arraisonné, c'est-à-dire le répartiteur du terrain et l'indicateur de l'ordre de bataille. — Depuis que les Connétables deviennent les maîtres de la milice (*principes militiae*), c'est-à-dire généraux d'armée, ils promulguent des ordonnances en leur propre nom; ils règlent seuls les détails et le dispositif des actions de guerre et des marches d'armée; ils dirigent les coureurs et les chevauchées; distribuent les logis (logements ou logis); ont à leurs ordres les espees (*espees*); se tiennent, un jour d'action, à la première ligne, et, en cas de retraite, à l'arrière-garde, ainsi que le faisait plus anciennement le grand sénéchal; ils procèdent à la réception du roi d'armes de France, en présence du roi; ils se font aider dans les détails par les maréchaux de France, qui, en ce cas, exercent les fonctions attribuées à nos modernes maréchaux de camp. — Le Connétable assistait, sous CHARLES SEPT, vers 1404, au conseil de guerre du roi, c'est-à-dire aux séances périodiques où il était traité, en conseil d'Etat, des affaires militaires du royaume. — Les Connétables se reposaient de quelques détails sur le maréchal des logis, réglaient les partages du butin, ordonnaient des mesures à prendre à la suite de la reddition des places, se livraient à la répression des crimes, et rendaient la justice militaires, soit par eux, soit par leur prévôt; cette forme extrajudiciaire nous avait laissé les justices d'exception; elle avait préparé l'ordonnance de 1566 (9 février) et la juridiction de la chambre des maréchaux, connue sous le nom de connétable et maréchaussée. — Les fonctions de Connétable ont été, depuis LOUIS TREIZIÈME, éventuellement confiées, mais sans le grade et avec bien moins de puissance, à des capitaines généraux, des

GÉNÉRALISSIMES, DES MARÉCHAUX GÉNÉRAUX DES CAMPS ET ARMÉES; mais notre législation a toujours été si vague, que, dans le siècle dernier, la qualification, la juridiction et les fonctions d'une charge abolie et d'un grade effacé n'en continuaient pas moins d'être en vigueur. Quoiqu'il n'y eût plus de Connétable, il y avait toujours un connétable; le plus ancien des maréchaux de France en était le chef et exerçait à ce titre, mais avec quelque restriction, l'emploi de président du tribunal du point d'honneur. — L'usage faisait aussi revivre fictivement le Connétable, à chaque cérémonie du couronnement; il y était représenté par un porteur d'armes, comme si le grade éteint n'eût été que suspendu ou veçant; ainsi le maréchal d'Estrées, en 1654, remplit, au sacre [de LOUIS QUATORZIÈME], les fonctions de Connétable. VILLARS, en 1792, s'en acquitte au sacre de LOUIS SEIZIÈME. Clermont-Tonnerre tient l'épée au sacre de LOUIS NEUF; et enfin elle est portée, au sacre de CHARLES DIX, par le maréchal MORCY. — N° 8. ADMINISTRATION. — Il y a eu des Connétables dont l'administration et le pouvoir rappelaient l'autorité que s'étaient arrogé les maires du palais. Bernard d'Armagnac, en 1418, s'était fait accorder la surintendance des finances et le commandement suprême de toutes les fortresses, et régnait, dit VILLARS, en despote. — Mais l'administration militaire des Connétables embrassait ce qui constitue aujourd'hui la compétence du ministre de la guerre. — Le Connétable donnait le mot, prononçait sur l'avancement, assistait à certaines promotions, équarriissait les fers et les transformait en barrières de chevaliers, en prononçant ce protocole versifié :

Venez (voyez ici, ou voici) votre bannière,
Dieu vous en laisse votre peu (profit) faire.

De là serait sortie, dit-on, l'épithète de preux chevalier. — S'agissait-il de justice, il en rédigeait et en proclamait la lettre; il en composait les formules, il les appliquait comme grand juge. S'agissait-il de revue de troupes, il les passait, comme le fait de nos jours l'inspecteur général, ou les faisait passer par un lieutenant, comme le prescrit l'ordonnance de CHARLES CINQ, en 1372, et comme nous l'apprennent les patentes de connétables, de 1537 (19 janvier); elles spécifient que le Connétable doit commettre des commissaires ordinaires pour passer en son absence les montres. — Le Connétable était l'intendant suprême de l'armée; il déléguait aux commissaires des guerres le droit d'exercer leurs fonctions, et en créait

de nouveau s'il le jugeait à propos. — Enfin le Connétable ordonnait les levées, créait et révoquait les emplois, minait les ordonnances, les signait de concert avec le roi ou même de sa seule main, recevait les serments militaires, donnait son attache aux patentes, et licenciait les troupes.

CONNÉTABLE D'ARTILLERIE. V. ARTILLERIE. V. BATTERIE DE BOUCHES À FEU. V. CONNÉTABLE N° 2.

CONNÉTABLIE (connétablies), subs. fém. (F), ou **CONNÉTABLERIE** et **MARÉCHAUSSÉE**. Mots qui, suivant les temps, ont signifié : COMPAGNIE dépendant du CONNÉTABLE, COMPAGNIE DE GENS DE GUERRE, COMPAGNIE JUDICIAIRE, JURISPRUDENCE, COUR DES MARÉCHAUX DE FRANCE. — Les archives de la Connétablie ne contenaient pas d'actes plus anciens que 1316. — Comme troupe, une COMPAGNIE DE CONNÉTABLIE existait en 1060, et serait, dit-on, la souche de la MARÉCHAUSSÉE. — Comme JURISDICTION, une Connétablie aurait existé depuis 1255, si l'on en croit POTIER (1779, X), mais on n'en retrouve, dans aucun cartulaire, l'institution; les commissaires des guerres y étaient attachés en vertu des ordonnances ou déclarations de 1533 (1^{er} novembre), 1574 (1^{er} février), 1584 (9 février). — On voit dans FROISSARD et dans FURETIÈRE, qu'originellement on appeloit du nom de CONNÉTABLIER, des bandes ou COMPAGNIES D'INFANTERIE, des escadrons français, des bandières de chevaux. — En 1331 (dernier avril) le roi JEAN ordonne que l'infanterie soit formée en CONNÉTABLIES de vingt-cinq ou trente frotions, et que chaque CONNÉTABLE (CHEF DE CONNÉTABLIE) ait double gage. Ce chef devait avoir pennoncel à queue. Les hommes qu'il commandait se distinguaient en armures et en pavises. — Le mot Connétablie donnait, dans les derniers siècles, l'idée d'une des huit justices royales de la ville de Paris; elle siégeait à la TABLE DE MARRE, dans l'enceinte du palais de justice; tout le royaume était de son ressort; elle avait droit de connaître de tous délits militaires commis au camp, en garnison et en route; elle décidait en cas d'actions juridiques intentées entre militaires; elle poursuivait les malversations des prévôts des maréchaux et de leurs lieutenants; elle rendait des sentences, mais non en dernier ressort, car il en pouvait être appelé au parlement de Paris. — Quelques ordonnances furent enregistrées en son greffe. — La Connétablie avait pour principaux officiers un grand prévôt, un lieutenant général de robe longue, ayant sous ses ordres un lieutenant particulier et un procureur du roi. — On a, par extension,

donné ensuite le nom de Connétablie à un corps régimentaire établi à la suite de la GENDARMERIE; au milieu du dernier siècle il se composait d'un prévôt général, de quatre lieutenants, de quatre exempts et de quatre-vingt-huit gardes à cheval ou archers de connétable; il s'acquittait de certaines fonctions de police, de concert avec le GARDIE DE PARIS. — Ce corps se nommait Connétablie pour être distingué de la MARÉCHAUSSÉE. — Après la suppression du CONNÉTABLE, cette Connétablie ou COMPAGNIE militaire, devint la garde du tribunal des maréchaux de France; elle a été supprimée en 1790. — Il existe un traité intitulé : *Histoire de la Connétablie et maréchaussée de France*, BRIQUET (1761, H) et SAGORAIN se sont occupés du même sujet.

CONNÉTABLIE ET MARÉCHAUSSÉE. V. CONNÉTABLE. V. GRAND PRÉVÔT DE L'HÔTEL. V. MARÉCHAUNÉE.

CONNAÎTRE (verb. act.) d'une affaire. V. AFFAIRE. V. AFFAIRE JUDICIAIRE.

CONNU (connue), adj. v. CAUSE CONNUE. **CONQUÉRIR** et **CONQUERIR**; **CONQUERIR**, verb. act. v. CONQUÊTE.

CONQUESTA, subs. fém. v. CONQUÊTE. **CONQUESTER**, verb. act. v. CONQUÊTE.

CONQUÊTE (conquêtes), subs. fém. (F); H), ou **CONQUESTA**. Le mot Conquête, dont aujourd'hui le mot conquérir est le verbe analogue, a d'abord produit les verbes conquérir, conquerré, conquetter; dans la langue anglaise on retrouve encore l'expression conquêtes, inusitée en France depuis le seizième siècle et rappelée dans DUCANGE et GANEAU. — On a donné le noble nom de Conquêtes aux usurpations et aux spoliations dont les armées sont les instruments, dont la guerre est l'occasion, dont le service féodal a été le résultat; les plus éclatantes rémunérations en ont été le prix et le stimulant. — XENOPHON a embelli la peinture des Conquêtes par des fictions philosophiques. PÉTAQUE en a fait une critique piquante, en traçant cette conversation de PYRRHUS et de CINÉAS, que Boileau a popularisée. L'histoire de CHARLEMAGNE nous a transmis ce mot profond qu'on lui adressait inutilement : *Vous avez toujours des voisins*. MACHIAVEL a essayé de réduire en principes l'art de conserver les Conquêtes à l'aide de l'administration. JAUCOURT (1751, C) et MONTESQUIEU (*Esprit des Loix*) en ont tracé en métaphysiciens la définition. L'Encyclopédie (1785, C) a énuméré les conquérants en un long panégyrique, immédiatement suivi d'un tableau du néant des Conquêtes. L'Encyclopédie des Gens du monde, LATREILLE, une foule d'auteurs en ont traité. JOMINI (1805,

F) a esquissé le catéchisme du conquérant. — On a attribué à BONAPARTE (1820) un mot un peu trivial, il aurait dit qu'il n'y a qu'un moyen de conserver les Conquêtes, c'est d'être fort; mieux vaut la phrase que ne cessait de répéter TURANNE : *il ne suffit pas de faire des Conquêtes, il faut les conserver.* — Si un homme qui a déployé autant de force que BONAPARTE n'a été qu'un usurfruitier indigent et affamé; s'il a été réduit à ne vivre que d'acquisitions nouvelles; s'il a eu tout, hors la faculté de conserver, que de maux menacent les Etats dans la constitution desquels entrerait la nécessité des Conquêtes; car le terme des invasions et de l'agrandissement est le commencement de la décadence des vainqueurs et de leur humiliation. — L'histoire dira si la RUSSIE et l'ANGLETERRE iront éternellement s'agrandissant. — Les Conquêtes ont été comparées aux torrents, ils se perdent quand ils s'étendent.

CONQUETER, verh. act. v. CONQUÊTE.

CONQUISITEUR, subs. masc. v. MILICE ROMAINE n° 10.

CONRAD, v. NOMS PROPRES.

CONRO; CONBOIT; CONROY, subs. MDS. v. CORBOIS.

CONSCRIPTIBLE, adj. v. CONSCRIPTION.

CONSCRIPTIF (conscriptive), adj. v. APPEL C... v. RAN C... v. CONSEIL DE RÉVISION C... v. ENROLEMENT C... v. MILICE C... v. PRÉSERV C... v. RÉQUISITION C... v. RÉSERVE C... v. SERVICE C... v. TAILLE C...

CONSCRIPTION, subs. fém. v. AGE DE C... v. CLASSE DE C... v. DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA C... v. EXEMPT DE C...

CONSCRIPTION (A, 2; F), ou LEVÉE FORCÉE. Mot tout LATIN qui est analogue aux substantifs *catalogos* des Grecs, et *evocatio* des Romains; il exprime une inscription sur catalogue, une opération de RECRUTEMENT ou d'APPEL et, par extension d'acception, le produit de cet APPEL dressé sur les données de la statistique du pays. — Les TAXIARCHES athéniens étaient les directeurs de la Conscription. — La loi de la Conscription contraind au SERVICE MILITAIRE des conscriptibles, selon l'expression de M. le colonel CARRION (1823, A); en résultat, elle donne des CONSCRITS; le numéro qu'au tirage ils amènent décide de leur placement ou de leur dispense, et ce numéro est susceptible de substitution. — L'ENROLEMENT par évocation est un usage vieux comme les sociétés. BARTHÉLEMY le retrace avec détail dans l'histoire de la MILICE GRECQUE; le peuple HÉBREU a pratiqué la Conscription depuis MOÏSE jusqu'à Salomon; Romulus a

été un habile directeur de Conscription; après lui elle se perfectionne, à mesure que le système des MANIPULES s'améliore; la formation de la LÉGION amène et nécessite la tenue d'un registre des NAISSANCES et des NÉS, et la Conscription, dit CARRION (1824, A), a donné la première idée de l'état civil. — Une loi romaine de 375, sous VALENTILIEN et VALENS, frappait d'un impôt d'hommes les terres. — CLOTAIRE PREMIER, en 558, lève sur ses domaines une Conscription de TROUPES nommées *milites*; cette levée se compose des *INGÉNUS*, *ingenui*, des *VILLAINS*, *villani*, des *SERFS*, *servi*. — La loi SALIQUE déclarait MOUDAT en naissant, tout enfant mâle. — La Conscription était pratiquée dès l'an 770 par CHARLEMAGNE; il ne souffrait pas que les grands se dispensassent de combattre pour la cause commune; les CAPITULAIRES, et surtout celui de 812, soumettaient à la loi du SERVICE tout FRANÇAIS libre; ils déterminaient la durée du service pour chaque province, et CHARLES attachait autant d'importance à tenir en armes des TROUPES nécessaires, qu'il mettait de persistance à empêcher qu'elles restassent sur pied au delà du temps prescrit. — HALLAM a critiqué l'excès de la mesure dans le passage suivant: *CHARLEMAGNE était l'état d'un feu dévorant; les propriétaires libres, qui ne s'étaient crus appelés qu'à repousser les invasions de l'étranger, se virent harassés par des expéditions continuelles, trainés aux bords de la Baltique et aux rives de la Drové, etc., etc.* — La Conscription se retrouve dans les RANS des TEUTONS, dans le LANDWEHR de l'ARRAGON, dans les LANZAS du PORTUGAL, dans la QUINTA des ESPAGNES, dans le RUMARD ou vingtième-homme des HONGROIS, dans la POSPOLITE du NORD. — L'INFANTRIE COMMUNALE marchait en vertu d'une Conscription. — L'ORDONNANCE de PHILIPPE LE BEL, rendue en 1302 (JUN) après la sanglante journée de COCHETRAU, obligeait tout FRANÇAIS, NOBLE ou non, à marcher en personne; quelques AUTRES ont cru voir dans cette levée un APPEL de l'ARRIÈRE-RAN; mais l'ARRIÈRE-RAN était déjà un vieux usage féodal, et cet APPEL au contraire était national. — Les FRANCS-ARCHERS de CHARLES SEPT étaient un genre de Conscription. — Paul JOYE dit que la CAVALERIE de CHARLES HUIT était *conscrite sur toute la noblesse de France*, et l'on retrouve dans MACHIAVEL (1510, A) le projet de la Conscription et le nom même de cette institution, que quelquefois aussi il appelle *detetto*, élection. Le projet mis au jour par le secrétaire de Florence se retrouve dans la composition des LÉGIONS de FRANÇOIS PREMIER. — DELANOU (1559, A, chap. 9), marchant sur les

traces de cet écrivain, propose fortuellement, sous le nom d'élection, la Conscription romaine. — Sully eut recours, en 1600, à la Conscription, comme le témoignent ses *Mémoires*; ce fut le premier essai des MILICES PROVINCIALES; les RÉGIMENTS qu'il en forma furent incorporés dans les VIEILLES BANDES. Ces idées germèrent sous LOUIS QUATORZE; il rendit l'ORDONNANCE DE 1688 (29 NOVEMBRE) qui mettait sur pied trente RÉGIMENTS DE MILICE; c'était une Conscription roturière d'INFANTERIE FRANÇAISE. LES GENTILSHOMMES en étaient exemptés, comme ils l'étaient encore de nos jours dans les MILICES AUTRICHIENNE ET ESPAGNOLE. — Dans le siècle dernier on retrouve mot à mot, dans MAURICE DE SAXE (1757, A), le plan de nos Conscriptions modernes; mais avant lui la chose existait nominativement et effectivement déjà, dans les RÉGIMENTS FRONTIÈRES D'AUTRICHE et DU PRINCE; elle y était en vigueur depuis l'érection du BRANDEBOURG en royaume. Sous FRANÇOIS DEUX, cette forme de levée était si dure, que, sur dix-sept hommes propres au métier des ARMES, le gouvernement en enrôlait deux. — En 1770, le RECRUTEMENT CONSCRIPTIF est approprié à toute la MILICE AUTRICHIENNE et institué d'abord en BOMÈME, non sans exciter de vifs mécontentements. Un édit de 1773 déclare soldats en naissant les hommes des Etats héréditaires d'AUTRICHE. On se révolta contre cette nouveauté; mais, comme il sort souvent quelque bien du sein même des maux, cette institution, plus populaire qu'elle ne le semble, tempère, en BOMÈME, la féodalité, en interpolant le souverain entre les seigneurs et leurs vassaux. Cependant on ne peut, d'un autre côté, nier qu'elle n'ait entravé les affranchissements que quelques paysans parvenaient à acheter de leurs seigneurs, et qu'elle n'ait consolidé, au profit d'un seul et nouveau propriétaire, un servage plus national, il est vrai, et moins rude, mais plus indissoluble. — LA MILICE ANGLAIS-AMÉRICAINE n'est le produit d'un système de Conscription. — SAINT-GERMAIN en cessant de considérer, en 1776, comme troupes spéciales les MILICES PROVINCIALES et en les transformant en une INSCRIPTION de soixante-quatorze mille hommes, adoptait une mesure qui était la pensée mère de la Conscription de notre révolution. — MIRABEAU (1788, C) introduit le mot Conscription dans l'idolâtre de l'ARMÉE; LAMETH (9 février 1790) s'en sert comme d'un terme général. L'ASSEMBLÉE NATIONALE l'emploie, un peu plus tard, comme un terme dogmatique. DUBOIS-CRANÇÉ propose, en 1790, de déclarer que tout FRANÇAIS naît SOLDAT. — Ce projet est combattu par BOU-

THILLIER, BUREAUX DE PONY ET LAMOURT. — Ce mode d'AVOCATION prend, en 1793, le nom de PREMIÈRE ACQUISITION; c'était d'abord une levée de trois cent mille RECRUES de dix-huit à quarante ans, non mariés ou veufs sans enfants; le DÉCRET DE 1793 (24 FÉVRIER) et celui du 25 août, qui portait aux frontières tous les hommes de 18 à 25 ans, assurèrent, par cette rude exigence, la supériorité des ARMES FRANÇAISES. — En 1798 (21 août, ou 4 fructidor an six), le général JOURDAN, membre du conseil des cinq cents, fait adopter la Conscription; la LOI DE L'AN SIX (19 FRUCTIDOR) la prononçait; elle fut développée par le RÉGLEMENT DE L'AN HUIT (17 VENTÔSE); elle fixait à quatre ans, en temps de paix, la durée exigible du SERVICE; elle déterminait les CLASSES de la Conscription; elle promet, après le laps de temps voulu (hormis pendant les TEMPS DE GUERRE), la délivrance des CONGÉS D'ARCISSETÉ; elle permet l'ENGAGEMENT VOLONTAIRE; enfin elle emprunte des usages de la MILICE ANGLAISE de remarquables améliorations, telles que l'intervention de l'autorité civile, soit en cas d'ENGAGEMENT volontaire, soit en cas d'ENGAGEMENT légalement exigé. — Ce moyen rapide et sûr de créer des ARMÉES; cette loi excellente, quand même elle ne serait pas utile, a dit le général Foy, eut de puissants auxiliaires dans l'ARRÊTÉ DE L'AN DIX (19 VERDÉMIAIRE), dans l'application de la peine connue sous le nom d'AMERCE DE OMBREUX, dans la mesure coercitive de l'envol des GARNISSEMENTS. L'uniforme et le tambour des lycées familiarisèrent l'enfance avec la Conscription; le titre décevant de GARDES D'HONNEUR asservit l'opulence et les hautes classes qui avaient pu se racheter de l'obligation de servir; l'appel des FAMILLES fut une pensée élevée et une ingénieuse forme conscriptionnelle. — La Conscription qui, depuis l'an six, avait été entravée ou négligée en France, est réalisée par le ministre BERNADOTTE, en 1799; elle a été administrée en vertu du décret de 1806 (8 juillet) par un DIRECTEUR GÉNÉRAL, qui en faisait préparer les détails par des COMMISSAIRES DE RECRUTEMENT; mais l'abus fut bientôt à côté de l'usage, et l'année 1807 vit avancer d'un an l'AGE DE CONSCRIPTION, ce qui fut comparé à ces coupes anticipées auxquelles les dissipateurs ont recours. — Soit qu'un ukase, un bill, une loi en décident, cette commode exploitation, de quelque nom qu'on la colore, est devenue une nécessité politique, une ressource bien plus sûre que l'appel aux AVENTURIERS, et une mesure qui satisfait à tous les gouvernements. LA RUSSIE y a trouvé le nerf de son organisation sociale; la MILICE BAVAROISE est all-

mentée par une conscription militaire générale; la milice anglaise y recourut même au besoin. — BONAPARTE aurait dit, si l'on en eût l'ouvrage peu authentique intitulé : *le Prisonnier de Sainte-Hélène* (1820) : *Le plus sûr levier de la puissance est une force militaire que la loi donne et dont le génie dispose.* — Il a émis l'opinion que voici (M. le général MONTOLON, t. I, p. 227) : *La Conscription était la milice sans privilèges, ce qui la rendait aussi désagréable aux classes privilégiées que la milice l'était à la masse du peuple....* — Les départements depuis 1814 détachés de la France ont sollicité et obtenu de continuer à être soumis aux lois de la conscription, afin d'éviter l'arbitraire, l'injustice, les vexations. — BONAPARTE ajoutait encore (si l'on en croit M. LASCARIS, t. VII, p. 246) que la conscription est la racine éternelle d'une nation; l'épuration de son moral, la véritable institution de toutes les habitudes. La nation se trouve de la sorte toute classée dans ses véritables intérêts, pour sa défense au dehors, et son repos au dedans, etc. — M. le colonel GARRIGNON (1823, A) nous montre qu'en une conscription bien conçue la milice sera le devoir momentané de tous, l'état permanent de quelques-uns, et que ceux-ci, éprouvés dans leur vocation et récompensés de leur zèle, seront chargés de transmettre de conscription en conscription successivement appelées sous les drapeaux et rendues à la société, les traditions de l'art et de l'instruction éternellement nécessaires à la volonté et à la force pour les faire triompher du nombre et de la valeur même. OUDIN (1818, E) a dit en substance, que le système conscriptif est un contrat entre les citoyens et la patrie, et que si l'état s'empare de l'existence de ses enfants pour assurer la sienne, il leur doit un dédommagement de leurs labeurs, de leur dévouement; il ne peut l'acquitter qu'en leur assurant, comme prix du sang versé pour elle, et un droit imprescriptible aux rémunérations, et l'indéfectibilité des grâces acquies. — Jusqu'à quel cette vérité a été plutôt une théorie tacite ou une espérance vague qu'une clause respectée. — Une remarque qu'on n'a point encore faite, c'est que le système conscriptif est la seule forme de levée qui permette de dresser régulièrement un budget d'habillement. — On peut dire, et l'on n'a pas dit de la conscription, qu'indubitablement elle amènera l'abolition de cette coutume atroce et sauvage qui assimile à un boucfeau le soldat; on ne verra pas éternellement l'exécution des militaires condamnés à mort être une fonction de Français liés avec le condamné par la communauté d'obligations et de pa-

trie, par la fraternité d'armes, peut-être par les nœuds les plus intimes du sang. — Une remarque philosophique, c'est que nous n'avons jamais eu moins de déserteurs à l'étranger que depuis la conscription. — Une remarque hygiénique consignée dans le rapport fait par DARU, en 1810, sur l'organisation de l'armée, c'est que la conscription a diminué la qualité relative des malades que comporte, en temps ordinaire, une armée; à l'époque où elle ne se composait que par enrôlement volontaire, et par exemple en 1792, la proportion des malades équivalait à un sixième de l'armée; ce nombre ne fut plus que du treizième ou du seizième (*Journal militaire*, t. XXV, p. 620) depuis que la conscription eut jeté dans les cadres les hommes des campagnes. C'est effectivement à raison d'un seizième que PETIT l'évaluait dans son rapport de l'an sept (*Journal militaire*, t. XIX, p. 795). — On l'a évaluée, en 1835, à un dix-neuvième. — Une des imperfections de la conscription actuelle gît dans la dispense accordée aux fils d'étrangers, quoique ces fils soient nés en France et y aient résidé jusqu'à vingt ans. Ne devenant citoyens qu'à vingt et un ans, à l'âge de leur majorité, ils sont exempts de l'appel en vertu d'une disposition légale qui tourne en un blâmable privilège. — En 1811, un décret organique sur les enfants trouvés les déclarait conscrits forcés. — En outre des auteurs qui viennent d'être mentionnés, on peut indiquer M. ALLEST, ANTHE, ARGENTVILLER (1815, H), BALLYET (1817, D, p. 424), BOWAR (1781, H), DARU (ib. dli), DELARUE (1815), DELGUE (1781, I), DESPOMELLES (1789), ENCYCLOPÉDIE (1785, C; suppl. au mot RECRUTEMENT), le général FOT, KAUBLER (1827), PAILLARD, la *Revue des Armées* (t. I, p. 98), SERVAN (1780, B), enfin les rapports du comité militaire de l'assemblée législative. Le long article de l'*Encyclopédie* (1785, C; suppl.) est tout spéculatif, nullement historique, et aujourd'hui de peu d'intérêt. On peut aussi consulter le *Dictionnaire de la Conversation* (aux mots *Armée* et *Conscription*). — La conscription a été abolie nominativement par l'article douze de la charte de 1814. — Une loi alors promise devait aviser aux moyens d'enrôlement; elle n'a paru qu'en 1818, après que les alliés eurent quitté la France; cette loi du 10 mars déclarait principal l'enrôlement volontaire, et subsidiaire l'enrôlement par appel; les conscrits recevaient la dénomination d'appelés, et la conscription devenait recrutement. C'était un blais, une déception, imaginés pour ne pas donner tort à une abolition qui avait été prononcée

à la légère. La loi de 1852 (21 mars) était plus franche; elle reconnaissait subsidiaire ce que celle de 1818 avait déclaré principal; mais elle se dispensait timidement de faire revivre le mot Conscription, et laissait subsister le louche du langage de la restauration. — Le RECRUTEMENT s'exerçait, depuis 1818, sur le cinquième de la population, et une partie du SERVICE exigé s'adouçissait sous forme de RÉSERVE. — En 1852, année prise ici au hasard et comme type général, le nombre des APPELÉS MIS EN JUGEMENT était bien plus faible que celui des ENROLÉS et des REMPLAÇANTS renvoyés par-devant la JUSTICE.

— L'INSTRUCTION DE 1854 (25 juin), sans préférer le terme Conscription, traitait, en réalité, de la chose. — Dans les MILICES des PAYS-BAS, du DANEMARK, de NAPLES, d'ESPAGNE, du BRÉSIL, du PIÉMONT, de POLOGNE, de NORWÈGE, de PORTUGAL, de SAXE, de SUÈDE, de WURTEMBERG, la Conscription a été adoptée, et il serait plus court de nommer les pays qui ne la pratiquent pas que ceux où elle est en vigueur. — Un relevé statistique des produits de la Conscription qu'on trouve dans le *Mémorial du Génie* et dans le *Spectateur militaire* (t. XIX, p. 324) donnait, en 1855, les résultats suivants :

Laboureurs et manœuvres.	50
Ouvriers en bois	6
— en fer.	3
— en pierres.	4
— en cuir.	3
Ecrivains et commis	2
Taillieurs.	1
Mariniers et bateliers.	1
Professions diverses	25
Sans professions et rentiers	5

100

CONSCRIRE, verb. act. v. CHASSEUR A PIED. v. CONSCRIPTION.

CONSCRIT, subs. masc. v. APPEL AUX C... v. APPEL DE C... v. APPEL ÉVOCATIF. v. APPELÉ. v. BATAILLON AUXILIAIRE. v. BATAILLON DE C... v. CONGÉ DÉFINITIF. v. CONSCRIPTION. v. DÉPOT DE C... v. ENROLÉ. v. GRENADIER D'INFANTERIE FRANÇAISE N° 1. v. HOMME APPELÉ. v. INFIRMIER INDIENNE. v. JEUNE SOLDAT. v. JUSTICE MILITAIRE. v. NUMÉRO DE C... v. RECRUE. v. RECRUTEMENT. v. RÉFORME DE C... v. RÉFRACTAIRE. v.

RETAUDATAIRE. v. SERVICE PERSONNEL. v. SOUS-OFFICIER N° 3. v. TAILLE DE MILITAIRE.

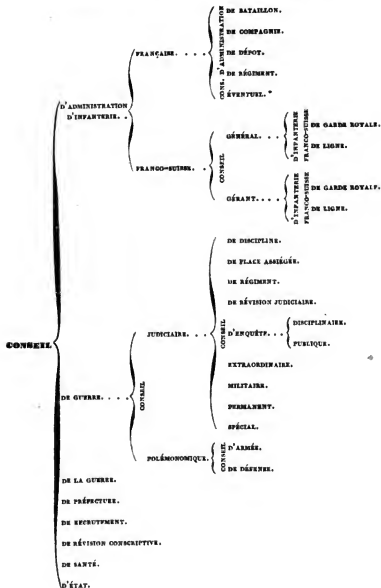
CONSCRIT CHASSEUR. v. CHASSEUR. v. GARDE IMPÉRIALE N° 2.

CONSCRIT GRENADIER. v. GARDE IMPÉRIALE N° 2. v. GRENADIER.

CONSCRIT RÉFRACTAIRE. v. RÉFRACTAIRE.

CONSEIGNEUR, subs. masc. v. SEIGNEUR.

CONSEIL, subs. masc. v. GRAND CONSEIL. v. MEMBRE DE C... v. OFFICIER MEMBRE DE C... v. SECOND C...



CONSEIL (term. génér.). Mot dérivé du latin *consilium*, raisonnement, sagesse, délibération; il se distingue en CONSEIL AULIQUE, — D'ACCUSÉ, — D'ADMINISTRATION, — D'ADMINISTRATION DE CORPS HORS LIGNE, — D'ADMINISTRATION DE LA GUERRE, — D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE, — D'ADMINISTRATION INTÉRIEUR, — D'ARRONDISSEMENT, — DE CANTON, — DE DÉPÔT, — DE DÉTACHEMENT, — DE DIVISION, — DE GESTION, — DE GUERRE, — DE GUERRE DE PLACE ASSIÉGÉE, — DE GUERRE D'INFANTERIE FRANÇAISE, — DE GUERRE EXTRAORDINAIRE, — DE GUERRE JUDICIAIRE, — DE GUERRE PERMANENT, — DE GUERRE PROVINCIAL, — DE GUERRE SPÉCIAL, — OR LA GUERRE, — DE PRÉFECTURE, — DE RECRUTEMENT, — DE RÉVISION SUISSE, — DE SANTÉ, — D'ÉCONOMIE, — DÉFENSE, — D'ENQUÊTE SPÉCIALE, — DES ARMES, — D'ÉTAT, — GÉNÉRAL DE DÉPARTEMENT, — JUDICIAIRE DE PLACE ASSIÉGÉE, — PIÉMONTAIS, — PRÉFECTURE, — PRINCIPAL, — RÉGIMENTAIRE, — SUISSE, — SUPÉRIEUR DE LA GUERRE, — WURTEMBERGEOIS.

CONSEIL AULIQUE. V. AUDITEUR. V. AULIQUE. V. CONSEIL DE LA GUERRE. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 2, 6, 11. V. PROMOTION D'OFFICIER.

CONSEIL D'ACCUSÉ. V. ACCUSÉ. V. DÉFENSEUR D'ACCUSÉ. V. SCHARO.

CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. ADMINISTRATION. V. ASSEMBLÉE DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. V. CAPITAINE DE C... V. CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE. V. DÉLIBÉRATION DE C... V. SÉANCE DE C...

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BATAILLON (B, 1). Sorte de conseil d'administration d'infanterie française dont la formation a lieu dans des corps constitués en un seul bataillon régimentaire; il se compose d'un chef de bataillon, de deux capitaines membres en pied et de deux capitaines suppléants; l'officier payeur en est le secrétaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE COMPAGNIE (B, 1). Sorte de conseil d'administration d'infanterie française, dont la formation n'a lieu qu'en certains cadres agréés, tels que ceux des compagnies montantes, des compagnies régimentaires, des vétérans. Il comprend trois officiers et un suppléant. Il a pour secrétaire le sergent-major.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CORPS HORS LIGNE. V. ADMINISTRATION DE CORPS HORS LIGNE. V. CORPS HORS LIGNE.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT (B, 1). Sorte de conseil d'administration

d'infanterie française dont l'ordonnance de 1816 (20 janvier) déterminait la composition; elle comprenait trois membres, présidés par le chef de bataillon commandant. — L'ordonnance de 1823 (19 mars) regardait le conseil de dépôt ou conseil principal comme supposant coexistence de conseils éventuels, avec lesquels il correspondait; les ordonnances de 1831 (7 mai et 19 novembre) réglaient la forme du conseil du dépôt, en temps de guerre.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA GUERRE. V. ADMINISTRATION DE LA GUERRE. V. CONSEIL DE LA GUERRE. V. MILICE WURTEMBERGEOISE n° 1.

CONSEIL (conseils) d'administration de régiment (B; 1). Sorte de conseils d'administration d'infanterie française qui dirigent, ou ont dirigé, soit dans la ligne, soit dans la garde royale, les détails économiques des corps sous l'autorité et la surveillance du ministère de la guerre. — Un conseil est chargé du maniement des intérêts matériels et militaires de tous les individus compris dans sa gestion; il surveille les comptes du corps, et lui-même est comptable envers le gouvernement. Il a été traité des conseils d'administration par MM. BAILLET (1817, D; id., p. 513), BARDIN (1809, B), BRENIAT (1817, A), DESREVO (an huit), ENCYCLOPÉDIE (1785, C, au mot *Conseil*; id., supplément), GEISSET (1773, E), HESON (1836, A), MONDÉAR (1781, C), MORIN (1799), OMER (1824, E), le général PREVAIL (1815), QUELLET, VAUCHELLE (1829), WIMPFEN (1780, A), la *Sentinelles de l'Armée* (t. IV, p. 309). — Le plus moderne de ces écrivains propose l'abolition des conseils; son projet, s'il était admis, troublerait toute l'harmonie administrative, et nécessiterait le remaniement de la législation entière. — L'ordonnance de 1855 (2 novembre) s'est occupée de quelques détails d'administration qui se rattachent à ce sujet. — Ce qui concerne ces conseils demande à être examiné comme il suit : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, LOCALISATION, DROITS, FONCTIONS, DEVOIRS, RESPONSABILITÉ. — N° 1. CRÉATION, COMPOSITION. — L'administration des corps a été gérée, depuis l'origine des régiments, par les capitaines; elle a été ensuite centralisée, mais imparfaitement, par le conseil, dans les mains des majors (capitaines). — L'ordonnance de 1762 (10 décembre) l'a remise entre les mains du chef du corps, du major capitaine et du trésorier. Ce triumvirat formait un conseil sans en avoir le nom; il devait signer les états comptables; il avait sous sa garde, une caisse à trois serrures dont chacun des membres tenait une clef. — Un conseil fut reconnu

nominalement par l'ordonnance d'administration de 1776 (25 mars). — Jusqu'à la guerre de la révolution, cette institution fut sans force ni autorité; elle n'offrait qu'un simulacre d'assemblée délibérante; elle participait à peine au mécanisme de l'administration. GUIBERT (1773, E) et WIMPEY (1780, A) l'attestent. — Les nombreuses dispositions législatives publiées peu avant et depuis la guerre de la révolution, consolidèrent le fond du système, mais modifieraient perpétuellement les formes établies; telles furent les ordonnances de 1788 (25 mars et 20 juin), le décret de 1791 (28 décembre), les règlements de 1792 (1^{er} janvier), 1795 (1^{er} février), l'arrêté de l'an cinq (25 fructidor), celui de l'an huit (8 floreal), celui de l'an dix (15 germinal), le décret de 1808 (21 décembre), les ordonnances de 1815 (20 janvier), de 1823 (19 mars), de 1832 (19 novembre), de 1854 (7 janvier). — Le décret de 1808 (21 décembre) avait réduit à un seul capitaine le nombre des membres n'ayant que le grade d'officier particulier. — Longtemps le Conseil s'est composé de cinq membres, d'un secrétaire et d'un rapporteur; savoir: le colonel, le lieutenant-colonel, qui étaient membres permanents, un chef de bataillon, qui la première fois était choisi par l'inspecteur général, et deux capitaines. — Ce Conseil comprenait en outre un chef de bataillon suppléant (c'était le plus ancien chef) et deux capitaines suppléants. — Le colonel en était le président et le principal organe; le major en était l'agent immédiat et le rapporteur; le trésorier en était le secrétaire, et à ce titre il y avait voix délibérative. Quelques-uns de ces membres étaient temporaires; tels étaient les capitaines et leurs suppléants. L'inspecteur général constituait originellement le Conseil; annuellement il y présidait à l'élection ou à la réélection des capitaines et au renouvellement du chef de bataillon par tour de rôle. — Quelques auteurs, et notamment M. le général Preval, etc., proposèrent de créer membres permanents des Conseils d'administration les deux officiers comptables, mais de ne leur y point donner voix délibérative, lorsqu'il s'agirait de l'examen de leurs comptes respectifs. — Il fut agité aussi si le major, à titre de rapporteur perpétuel, n'y devait pas prendre voix délibérative; ces innovations entraînèrent dans le projet de Code administratif de 1819. — La composition des Conseils a perpétuellement varié, comme le témoignent les ordonnances de 1831 (11 avril), de 1833 (2 novembre), etc.; celle de 1854 (7 janvier) en a changé le système, les compose de sept membres

dont un seul capitaine, et déclare responsable le major. — Des militaires étrangers, telles que celles de Prusse, etc., commencent à admettre des formes qui rappellent celles des Conseils français. — N° 2. DÉNOMINATION, LOCALISATION. — Le mot Conseil d'administration était si peu technique dans l'autre siècle, que, quoiqu'il date du ministère de SAINT-GERMAIN (1776), ce ministre cependant n'en fait aucune mention dans les *Mémoires* qu'il a publiés quelques années plus tard; il y appelle COMMISSAIRES DE LA CAISSE les officiers que depuis on a qualifiés de MEMBRES DU CONSEIL. — Quelques auteurs, tels que M. BALLYET, ont avancé que la dénomination de Conseil d'administration était inexacte; ils ont été d'avis qu'un tel Conseil n'est pas ADMINISTRATIF, et que la qualification de CONSEIL DE GESTION lui eût été plus convenablement appliquée. — Il y a eu une époque où le Conseil d'administration est resté au BATAILLON DE DÉPÔT, sous le nom de CONSEIL DE DÉPÔT ou de CONSEIL PRINCIPAL; de là il centralisait les opérations des CONSEILS DE DÉTACHEMENT. C'est là que s'établissaient les REVUES DE LIQUIDATION. — En tout temps les Conseils ont dû tenir leurs séances dans la demeure de leur président, et s'y assembler, soit périodiquement une fois par décade ou une fois par semaine, soit extraordinairement; en ces derniers cas, l'assemblée est convoquée par la voie de l'ORDRE DU JOUR. — Au CAMP, le Conseil siège dans la tente particulièrement destinée à ses séances. — Une ordonnance de 1854 (7 janvier) a modifié la composition des Conseils, et quelques-unes de leurs formes. — N° 3. DROITS. — Avant de peser l'autorité que la LÉGISLATION confère à un Conseil d'administration, il faut le considérer comme un être collectif, comme une aggrégation moralement indivisible, dont les attributions s'évanouissent dès que les éléments constitutifs se séparent. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les Conseils sont indépendants de l'autorité à laquelle est dévolu le COMMANDEMENT, et ils n'y sont soumis qu'extraordinairement et dans le cas où ils font partie de la GARNISON d'une PLACE ASSIÉGÉE. — Quelques attributions, inhérentes aujourd'hui à cette seule autorité qu'on appelle le commandement, leur ont été antérieurement confiées. Ainsi ils étaient chargés de la nomination des ADJUDANTS, des TAMBOURS, du TAMBOUR-MAJOR; c'était une erreur et un abus. — D'anciens règlements regardaient comme punissable tout militaire contractant une dette sans y avoir été autorisé par le Conseil d'administration. — Les Conseils d'administration ont à leurs ordres le CAPITAINE D'AR-

AILLEMENT; ils autorisent, s'ils le jugent convenable, le choix de ses adjoints. Ils débattent avec le maître armurier les prix des journées qu'il paye à ses ouvriers. — Ils admettent provisoirement les remplaçants dont le ministre de la guerre autorise la substitution; ils nomment aux emplois de maîtres ouvriers; ils ordonnent au maître armurier les fournées que nécessite le travail des réparations d'armes; s'ils sont fondés à se plaindre de l'inconduite ou de l'inhabileté de cet ouvrier, ils peuvent provoquer sa destitution, en la demandant à l'inspecteur d'armes. — Les Conseils accordent, s'il y a lieu, une autorisation de mariage aux hommes de troupe qui la sollicitent. — Ils reçoivent de la part du président communication des *dépêches* administratives qui lui sont arrivées. — Ils arrêtent le choix des échantillons des effets de petit équipement. — Ils jouissent de la franchise des ports de lettres et des dépêches, en vertu du contre-seing du ministre, et ce droit s'étend du Conseil aux chefs des détachements du même corps. — En campagne et au bivac, les Conseils peuvent, à défaut de notaire, signer et délivrer à leurs administrés les procurations dont ils auraient besoin dans leur intérêt civil; mais, en général, leurs actes ne sont valables que revêtus de la sanction, ou au moins du visa d'un officier d'intendance en exercice. — Si l'on examine les limites de l'autorité d'un Conseil, et le point à partir duquel notre législation rend cette autorité négative, on verra, dans l'ordonnance de 1818 (13 mars), qu'il ne peut s'immiscer dans les affaires de police, de service, de discipline, d'avancement; il se borne à la direction et à la régularisation de tous les détails de l'administration et de la comptabilité: néanmoins il certifie, comme extraits des registres, les états de service, campagnes et blessures des militaires proposés pour obtenir de l'avancement, des décorations ou d'autres récompenses. — En vertu de la même règle, le Conseil n'intervient en rien dans la partie de l'administration de compagnie qui regarde la justice, le maniement des deniers d'ordinaire, l'exercice, la police, etc. — Les Conseils signent cependant les propositions d'avancement, mais c'est pour en certifier les signatures. — Ils perdent leur action sur les détachements qui traversent les mers. — Leur autorité est pareillement bornée à présent aux actes administratifs; mais elle s'étendait originellement davantage; ainsi, en vertu de la loi de 1792 (17 mai), le Conseil devait intervenir dans l'acceptation des nominations d'officiers, et en signer le certificat; ainsi ils avaient autorité sur les officiers de santé;

ainsi, en vertu de la loi de l'an trois (14 germinal), les Conseils d'administration prononçaient dans les cas de rémination de l'adjudant, de l'adjudant-major, etc. Cette dernière mesure était viciieuse et de principe et de fait. — N° 4. FONCTIONS. — SAINT-GERMAIN (1779, C) a traité, le premier, des fonctions des Conseils, mais il n'a qu'effleuré ce sujet, mieux développé maintenant dans nos ordonnances, quoique des perfectionnements soient encore à désirer. — La guerre de la révolution ayant nécessité l'usage des grands magasins, la gestion des Conseils était bornée au détail de la paye; la loi de l'an deux (2 thermidor) en décidait ainsi. — La loi de l'an cinq (23 floréal) les chargea du maniement des indemnités qui se rattachent à la solde. — Lorsque les Conseils furent reconstitués sur l'ancien pied, leurs attributions comprirent le service d'une partie des mames, en vertu de l'arrêté de l'an huit (8 floréal). — Les principes qui régissent les fonctions des Conseils sont étroitement liés à ceux de l'administration des colonies; administration qui vient presque entièrement se fonder dans celle du Conseil. — Les Conseils d'administration ont été chargés, en certaines positions, de la gestion de la masse de l'ordinaire, de quantité de détails de la masse d'habillement, de l'enrôlement des musiciens, du choix des secrétaires du trésorier, etc. — Depuis l'abolition des inspecteurs aux revues, les Conseils d'administration n'agissent que sous la surveillance habituelle d'un membre de l'intendance, et sont tenus de rendre périodiquement compte de leurs opérations à un inspecteur général. — En quelques circonstances, des membres du Conseil concourent à l'examen des grains employés dans les boulangeries militaires. — Les Conseils signent, après avoir constaté la sincérité de la pièce, les états de payement, — de recrues, — de solde, — de totalisation, — d'effets de remplacement, les certificats d'activité, les pièces comptables, les états de situation générale, les états administratifs ou comptabiliaires, les demandes d'armes et de munitions, les états de répartition du montant des pertes et dégradations au compte des compagnies, etc., etc. Ils font apposer à toutes ces pièces le cachet du corps. — Ils quittent les mandats de payements acquittables au profit du corps. — Ils passent les marchés d'abonnement pour les grandes réparations d'effets d'uniforme. — Ils sont chargés de la conservation des échantillons d'étoffes. — Ils centralisent la comptabilité relative à tous les hommes présents au corps, ainsi que celle de tous les détachements de

ce même CORPS, hormis les DÉTACHEMENTS OUTRE-MER; le REGISTRE CENTRAL a été institué à cet effet. — Ils reçoivent des CONSEILS ÉVENTUELS les ÉTATS QUARTERAIRES (ou états analogues, car le nom a changé), après qu'ils ont été vérifiés et annulés. — Ils signent, après examen, les lettres que le MAJOR leur présente et que l'AIDE-MAJOR a rédigées. — Ils correspondent avec les CAPITAINES RAPPORTEURS des CONSEILS PERMANENTS au sujet des JUGEMENTS relatifs à leurs administrés, et ils réclament, en cas de retard, les COPIES de ces JUGEMENTS et les PROCÈS-VERBAUX des EXÉCUTIONS A MORT; ils font annoter sur les REGISTRES la MORT des SUPPLIÉS, mais sans que le genre de leur décès y soit indiqué. — Ils correspondent avec les OFFICIERS D'INTENDANCE, au sujet des EFFETS des DÉCÉDÉS A L'HÔPITAL. Ils visent toutes les PIÈCES DE DÉPENSES relatives au TRAITEMENT des MALADES LÉGÈRES à la CAMBRE. — Ils soumettent à un examen attentif les REMPLAÇANTS et les certificats sur le vu desquels peuvent avoir lieu les REMPLACEMENTS. Ils procèdent, en JANVIER, à la VÉRIFICATION des SERVICES des HOMMES DE TROUPE susceptibles de LIBÉRATION, et présentent ce travail à la prochaine REVUE D'INSPECTION, pour qu'il puisse être clos à la REVUE DÉFINITIVE en novembre, ou bien à l'époque de la fin de la REVUE D'INSPECTION. Ils font passer au MINISTRE l'ÉTAT des HOMMES DE TROUPE susceptibles de LIBÉRATION; ils lui expédient, dans les cinq premiers jours de chaque mois, les DEMANDES DE REMPLACEMENT; ils lui adressent, quand il y a lieu, les ÉTATS DE RECRUES, et les DEMANDES relatives aux CONGÉS DE CONVALESCENCE. — Ils adressent, aux époques voulues, les FEUILLES DE JOURNÉES AU SOUS-INTENDANT. — Ils remettent par A-COMPTÉ les FONDS AU TRÉSORIER DU CORPS. — Ils signent les AUTORISATIONS DE PAYEMENT, celles de DISTRIBUTIONS D'EFFETS ou de MATIÈRES, celles de DÉCOMPTÉ DE FONDS DE MASSE, seuls titres dont le TRÉSORIER et le CAPITAINE D'HABILLEMENT puissent se prévaloir dans leurs COMPTES. — Ils font faire le DÉPOUILLEMENT des BORDERAUX D'AVANCE et des EFFETS D'IMPUTATION ou FEUILLES DE RETENUE; ils prennent la décision que le cas exige, prononcent le rejet des TITRES D'AVANCE non admissibles, et déduisent les motifs de ce rejet. — Ils donnent quittance, s'il y a lieu, des paiements faits en dédommagement des AVARIES que des EFFETS auraient éprouvées, au préjudice du CORPS, pendant le cours d'un TRANSPORT. — Ils vérifient et régularisent, tous les trois mois, la COMPTABILITÉ DU CORPS; ils réunissent les FEUILLES DE DÉCOMPTES et de JOURNÉES DE COMPAGNIE; ils constatent et signent les résultats des dé-

COMPTES DE LIQUIDATION, les résultats des DÉCOMPTES de l'EXCÉDANT des MASSES et ceux de tous les DÉCOMPTES EN DENIERS. — Ils reçoivent le SERMENT que prononcent, à leur réception, les MEMBRES DE LA LÉGION D'HONNEUR; ils certifient au besoin la signature de ces MEMBRES. — Ils font dresser et délivrent les ACTES DE NOMINATION DU FACTEUR ou du VAGUEMAISTRE. — Ils empruntent, dans le cas d'une DÉGRADATION DE DÉSERTEUR, le BOULET que le CONDAMNÉ doit traîner à la vue des troupes rassemblées. — Ils s'assurent si les envois périodiques des SITUATIONS, des MUTATIONS et des renseignements demandés par qui de droit ont lieu avec ponctualité. — Ils confrontent, avec la FORCE COMPTABILIÈRE et les EFFECTIFS, les BONS DE SUBSISTANCE DU CORPS, et examinent en détail tout ce qui a trait aux ACTES DE DÉCÈS AUX HÔPITAUX, AUX APPOINTEMENTS, à la SOLDE, AUX MASSES qui les concernent, aux choses financières du CULTE DIVIN, aux ÉCONOMIES à faire sur les CONVOIS A LA SUITE, AUX EFFETS DE RECRUE, AUX EFFETS DE REMPLACEMENT, et, en général, AUX RECETTES et AUX DÉPENSES tant en deniers qu'en nature. — En cas de GUERRE, ils donnent leurs soins à l'acquisition des BÊTES DE SOMME, des CHEVAUX DE TROUPE et de certains EFFETS DE CAMPEMENT. — Pour simplifier d'autant l'ADMINISTRATION des CAPITAINES, les Conseils font ordinairement les ACHATS D'EFFETS DE PETIT ÉQUIPEMENT. — Ils font faire les RÉCEPTIONS D'ÉTOFFES, et s'assurent si les CHIEFS des DRAPS ne laissent rien à désirer. — Les Conseils de certains CORPS ont été chargés, pendant quelque temps, des ACHATS D'ÉTOFFES de troupe; mais c'est une disposition abrogée, et maintenant les ACHATS qu'ils sont autorisés à faire comprennent les EFFETS DE COIFFURE du CORPS, certains EFFETS DE PETIT ÉQUIPEMENT, quelques EFFETS DE GRAND ÉQUIPEMENT, quelques parties des EFFETS D'HABILLEMENT, et enfin les PIÈCES D'ARMES nécessaires aux RÉPARATIONS à exécuter par l'ARMURIER DU CORPS. — N° 5. DEVOIRS. — Le Conseil doit surveiller les CAPITAINES dans les actes et les détails qui intéressent leur RESPONSABILITÉ, faire dresser les ÉCRITURES relatives à la COMPTABILITÉ des DÉTACHEMENTS, signer leurs CONTRÔLES ANNUELS, et exiger que les modifications éventuellement apportées dans la marche de l'ADMINISTRATION de ces DÉTACHEMENTS soient soumises à son approbation. — Il doit prononcer, en cas de contestations relatives à l'imputation des RÉPARATIONS D'ARMEMENT, soit au compte de l'ABONNEMENT, soit au compte de l'INDIGNE. — Il doit signer, en connaissance de cause, les CONGÉS, les CERTIFICATS constatant les CAMPAGNES, ceux des

blesures reçues des mains de l'ennemi, ceux des indemnités de pertes; s'assurer que les cartouches imprimées mentionnent, s'il y a lieu, les cas de mariage, et se faire remettre les congés de semestre des officiers rengagés. — Il doit faire inscrire, séance tenante, le procès-verbal et les délibérations sur le registre à ce destiné. — Il doit éconter les réclamations relatives aux prestations et y faire droit, s'il y a lieu; il doit attentivement peser les plaintes que lui porteraient des hommes de troupe à l'égard de leurs effets d'uniforme, de leurs souliers, etc. — Il doit veiller à tout ce qui concerne les hommes aux hôpitaux, les décès, les pourritures, les marchés; il doit rejeter, lors des envois d'étoffes par les fabricants autorisés, toutes les pièces de drap qui seraient marquées du signe de rebut, ou qui ne seraient pas revêtues des deux plombs à empreintes qui doivent y avoir été apposés par les inspecteurs des manufactures; il doit signer au bas du procès-verbal d'envoi un récépissé, et adresser ce procès-verbal au ministre; procéder à la vérification et à la réception des étoffes; dans les cinq jours de l'arrivée de ces étoffes, les faire confronter avec les factures; surveiller la confection des effets d'habillement, et s'assurer qu'elle est conforme aux devis ministériels. — Il doit choisir les officiers de détail, de délivrer au maître armurier des pièces d'armes, que sur un récépissé détaillé, lequel est joint au registre du lieutenant d'armement. — En cas de route, le Conseil doit veiller au transport des armes excédantes. — Annuellement, le Conseil doit viser le procès-verbal de l'état d'armement que dresse un officier d'artillerie; en tout temps, il ne doit faire des demandes de mutations d'exercice, qu'en les appuyant d'une situation des hommes de troupe présents au corps, non compris les hommes qui ne portent point de fusil; cette recette est inscrite sur le livret d'armement. — Il ne fait comprendre dans les feuilles de journées les officiers absents qu'après avoir reçu l'avis des paiements qui leur auraient été faits. — Il doit signer toute autorisation de perception de fonds; confronter le livret de solde et le registre de délibérations. — Le Conseil doit régler l'entrée et la sortie des fonds de la caisse à trois semaines; s'assurer si les valeurs nommées argent d'envoi au Conseil, sont encaissées sans retard, si le montant du décompte des fonds de la masse des hommes de troupe est expédié de suite aux divers Conseils d'administration auxquels il doit être adressé; il doit faire à la plus prochaine séance, sur le registre de

caisse, l'enregistrement des entrées de deniers; remettre par quinzaine, au trésorier, les fonds de la solde; tenir la main à leur répartition ponctuelle et au paiement du décompte du petit équipement; autoriser spécialement tous paiements autres que les paiements courants de la solde; n'autoriser d'avances pécuniaires que celles que permettent les règlements. — Le Conseil doit faire vendre comme vieux papiers, mais seulement aux époques voulues, les acquits et pièces comptables, les bons de subsistance, les déclarations de quittance, les contrôles annuels, les feuilles de journées, afin de décharger d'autant les archives du corps. — Il ne doit admettre de remplaçants que sur le vu d'un acte de remplacement en forme; il doit délivrer les certificats d'existence réclamés par des membres du corps; consulter sur tous les cas contentieux l'officier d'intendance, et lui soumettre toutes les demandes ou réclamations adressées au ministre, ainsi que toutes les demandes relatives aux arrages de chevaux de troupe. — Enfin il doit, mensuellement, viser tous les registres servant à la comptabilité générale du corps, et les arrêter trimestriellement. Le règlement de 1823 (19 mars) prescrit ces dernières dispositions, et veut même qu'en présence du Conseil d'administration les mutations soient comparées annuellement avec le contrôle général du corps; mais cette mesure est impossible à cause du temps qu'elle demande, et elle serait sans résultats satisfaisants, parce que ce parallèle, ce contrepoint ne peut être réellement fait que par deux secrétaires livrés sans aucune distraction à ce travail, qu'il suffit de le reviser en collationnant des articles pris au hasard. — La décision de 1824 (3 novembre) voulait qu'en la présence du Conseil les articles de recette et les sorties de caisse fussent inscrits sur le registre de caisse sans lacunes, en toutes lettres, par ordre de date et sans distinction d'exercice, de fonds, ni de trimestre; elle voulait qu'en présence du Conseil, le trésorier acquittât les factures de fournisseurs d'effets de linge et chaussures, et celles qui ont pour objet les pièces d'armes, le tout sur les fonds généraux de la caisse; un bordereau de cette remise de fonds, revêtu du récépissé du capitaine d'habillement, figurait pour complant dans la caisse. — Cette décision défendait au Conseil, sous aucun prétexte, de remettre au trésorier des fonds pour le service d'un mois, avant d'avoir arrêté les recettes et dépenses du mois précédent, de manière que les valeurs remises, réunies au reliquat, n'excèdent pas

les besoins d'une semaine. — Enfin elle voulait que le Conseil se fit remettre trimestriellement, par le CAPITAINE D'HABILLEMENT, l'état des DISTRIBUTIONS faites, et l'état de situation du MAGASIN. — N° 6. RESPONSABILITÉ. — Les Conseils, sorte d'AGENCE ADMINISTRATIVE, sont, à ce titre, RESPONSABLES envers l'État, et ce rapport s'établit par le canal du MINISTRE DE LA GUERRE et de l'INTENDANT MILITAIRE; mais une ponctualité irréprochable étant trop souvent inconciliable avec le MÉTIER DES ARMES, la LÉGISLATION a prudemment voulu que le CORPS d'INTENDANCE fût le surveillant médial de cette responsabilité. C'est donc sous l'empire de formes ainsi ordonnées que les Conseils sont RESPONSABLES; toutefois, quand viennent les époques du renouvellement ou du remplacement des MEMBRES du Conseil, les officiers appelés à en faire partie ne répondent que des valeurs, natures de MARCHANDISES et quantités d'EFFETS MILITAIRES mentionnés dans un ARRÊTÉ DE COMPTABILITÉ dressé *ad hoc*. — A partir de cet inventaire d'installation, le Conseil répond de toutes les CONFECTIONS D'EFFETS D'UNIFORME, suivant les dimensions voulues par les RÈGLEMENTS et indiquées par les MODÈLES et par les ÉCHANTILLONS TYPES. Il est responsable de l'ARMEMENT DE TROUPE et de ses CONSUMMATIONS, des travaux de l'ARMURIER, des ARMES EMPORTÉES par les DÉSERTEURS, du PLOMB qui a servi aux exercices, de l'exécution des REPARATIONS mentionnées dans les ARRÊTÉS PROVISOIRES; du prix, de la quantité et de la qualité des FAÇONS D'HABILLEMENT; de tous les travaux qui ont trait aux RÉPARATIONS courantes ou extraordinaires; de la précision des DURÉES LÉGALES; de la régularité des ACHATS ADMINISTRATIFS, de tous les mouvements de FORTS, de tout dépôt d'ARGENT venu par la POSTE, de toutes les ÉCONOMIES faites sur les CONVOIS A LA SUITE, de la répartition légale des CLEFS de la CAISSE, et enfin de tout le jeu de la COMPTABILITÉ. Le poids de cette responsabilité ne peut être levé que par le fait d'un ARRÊTÉ DÉFINITIF. — Ces mesures sont séduisantes en spéculation et plus faciles à prescrire qu'exécutables en réalité. On lit dans une note du RÉGIMENT DE 1816 (24 JUILLET), encore bien qu'une note soit déplorée et presque sans exemple dans un règlement, que, *quoique responsables, les Conseils n'ont pu avoir connaissance de l'administration, à raison de l'impuissance où est tout corps collectif de suivre de tels détails*, etc. Cette phrase contient un aveu juste, mais qui prouve dans quelles contradictions tombe notre LÉGISLATION. — En effet, si une ASSEMBLÉE de la nature d'un Conseil n'a jamais pu suivre

les DÉTAILS de la COMPTABILITÉ d'un CORPS, ce n'est pas uniquement parce qu'ils sont trop compliqués, c'est surtout parce qu'ils n'ont jamais été rassemblés en un corps de rudiment, qu'ils n'ont jamais découlé de principes généraux et fixes, et que leurs moindres formes ont varié à l'infini, comme le prouve l'énumération des LOIS ci-avant mentionnées. Il faut donc accuser non les officiers, instruments malheureux et quelquefois imparfaits, mais notre LÉGISLATION même. C'est à elle qu'il faut s'en prendre, si la participation des Conseils, comme ressort de la chose publique, a trop souvent été pour le trésor national une garantie illusoire. En beaucoup de cas, dans beaucoup de CORPS, la signature des DÉLIBÉRATIONS ne peut être qu'un acte obligé, une condescendance envers un COLONEL puissant, une ratification imposée et apposée par l'ennui et le dégoût sur des protocoles en langue inintelligible aux signataires, ou enfin une adhésion offerte par la déférence et la confiance à un PRÉSIDENT véritable administrateur-gérant; aussi le mot responsabilité ne semble inventé que comme un épouvantail; et les poursuites rares, il est vrai, qu'on a pu tenter pour malversations ont été iniques et vexatoires, quand elles ont été dirigées sans distinction contre tous les MEMBRES du Conseil. Comment coter au marc le franc les AMERCEMENTS et les RETENUES à l'effet de restitutions, quand il est hors du possible d'évaluer au marc pour franc les bénéfices réalisés par fraude, et quand il est évident qu'il y aurait à classer, par des formules introuvables, les prévenus en dupes et en trompeurs. — Ces remarques, du reste, s'adressent aux temps passés.

CONSEIL (conseils) d'ADMINISTRATION D'INFANTERIE (term. sous-génér.). Sorte de CONSEILS chargés d'une gestion collective. Ces conseils ont été établis, depuis le dernier siècle, dans l'ARMÉE FRANÇAISE. Ils se distinguent en CONSEILS D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE FRANÇAISE et en CONSEIL D'ADMINISTRATION FRANCO-SUISSE.

CONSEIL (conseils) d'ADMINISTRATION D'INFANTERIE FRANÇAISE (term. sous-génér.). Sorte de CONSEILS D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE ainsi nommés par opposition aux CONSEILS D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. Ils se distinguent en CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BATAILLON, — D'ADMINISTRATION DE COMPAGNIE, — D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT, — D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT, — D'ADMINISTRATION ÉVENTUELLE.

CONSEIL (conseils) d'ADMINISTRATION D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE (term. sous-génér.). Sorte de CONSEIL D'ADMINISTRATION

d'infanterie, ainsi nommé par opposition aux conseils d'administration d'infanterie français. — Ils proposaient au colonel général des Suisses la nomination de leurs chirurgiens-majors. — Ils se distinguaient en conseil général et en conseil géant.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ÉVENTUEL. V. ÉVENTUEL.

CONSEIL (conseils) d'armée agissante (F). Sorte de conseils polymonomiques qu'on a vaguement désignés sous le nom de conseils de guerre, et qu'il ne faut pas confondre avec ceux qu'on a nommés conseils de défense. — Dans la milice romaine, le premier ou premier centurion de triaires (*centurio prior*) était membre-né du Conseil. — LÉON (900, A) recommande d'y appeler des préfets et des turmarques. — Dans la milice française, il était ou il n'était pas convoqué de Conseils; à cet égard, les généraux d'armée en agissaient conformément à des usages vagues et à des traditions plus ou moins fidèles; mais la loi était restée muette à ce sujet. — En général, les Conseils se réunissaient sur la convocation du chef de l'armée, lorsque, dans des cas difficiles, il croyait devoir s'entourer des lumières de ses principaux officiers: l'intendant y assistait. Le maréchal général des logis de l'armée y faisait le rapport sur l'objet à examiner, etc. — DECAIN (1757, B), FRÉDÉRIC DEUX (1761, C) et MANFREDI (1685, B) ont donné quelques détails sur les formes usitées à l'égard des Conseils de guerre dans le dernier siècle. — EUGÈNE dit, dans ses Mémoires (1827, D), qu'il n'en assemblait que lorsqu'il ne voulait rien faire, et, en effet, les résolutions hasardeuses et au-dessus des règles y trouvent rarement crédit. — LASSAC (1785, A) les regarde comme l'impulsant palliatif de l'incapacité du chef; suivant cet auteur, les grands généraux n'ont pas dû à d'aussi timides ressources leurs succès; y avoir recours est, de la part du général en chef, un moyen oblique de décliner la responsabilité, en rejetant sur d'autres les mauvaises mesures, tout en se conservant le droit de s'enorgueillir du succès. Jamais TERNES, Cortés, GUILLAUME le Conquérant n'eussent réussi s'ils n'eussent délibéré seuls.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT. V. ARRONDISSEMENT DE DÉPARTEMENT. V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIONNEL.

CONSEIL DE CALOTTE. V. CALOTTE. V. CALOTTE DISCIPLINAIRE.

CONSEIL DE DÉFENSE (II, 1), ou conseil défensif de place assiégée. Sorte de conseil polymonomique ainsi nommé par opposition aux conseils d'armée agissante. — Un Con-

seil de défense est une assemblée des chefs de la garnison convoqués à l'effet d'aviser aux moyens de conserver la place jusqu'à la dernière extrémité, et d'en régler en conséquence le service; cette réunion est formée et présidée par le gouverneur ou par le commandant de la place. — Les membres du Conseil sont les chefs des corps, le major de place et l'intendant militaire ou l'officier d'intendance qui en fait fonction. Cet administrateur représente aux séances le commissaire ordonnateur, qui autrefois y assistait. Le Conseil a pour secrétaire soit un adjudant de place ou autre officier d'état-major, soit le secrétaire archiviste; il tient un registre des délibérations; il y rend compte de tous les efforts faits pour la défense de la place, ainsi que des motifs qui en nécessiteraient la reddition. — Chaque membre a le droit de consigner dans le registre de délibérations son opinion, et les développements qu'il juge utile d'insérer au procès-verbal; il appose à ces déclarations sa signature. Ce registre, et par conséquent ces déclarations ou avis, restent secrets. — Le Conseil ne se décide qu'à la majorité à signer une capitulation; il n'y donne les mains qu'après avoir constaté la nécessité de cette capitulation dans un procès-verbal spécifiant l'état de la place, les pertes qu'elle a éprouvées, ses défauts actuels, les détails journaliers de la défense et l'impossibilité de la résistance. — Sans cet ensemble de conditions, la décision du Conseil serait considérée comme une capitulation déshonorante, et les membres signataires seraient traduits devant un conseil de guerre. — À l'égard des Conseils de défense, on peut consulter KAEVENHUELLER (1774, I, p. 128).

CONSEIL de DÉPÔT. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT. V. DÉPÔT DE CORPS.

CONSEIL DE DÉTACHEMENT. V. CONSEIL ÉVENTUEL. V. DÉTACHEMENT.

CONSEIL (conseils) de discipline (B, 5; C, 5). Sorte de conseils judiciaires qui ont été de nature fort diverse. — Autrefois la calotte était un genre de Conseil de discipline d'officiers, mais disciplinaire fraternelle. — Il a été établi nominativement des Conseils de discipline par l'assemblée constituante, en vertu de la loi de 1790 (29 octobre) et par le règlement de 1792 (24 juin). Le code pénal de 1795 et la loi de l'an trois (deuxième compl.) en confirmèrent l'institution. — Ces Conseils se formaient éventuellement, et étaient destinés à réprimer les abus d'autorité ou les délits de justice, et à prononcer sur les prolongations de punitions, dans le cas où leur durée devait

nutre-passer le terme ordinaire et légal. — Les Conseils de discipline recevaient toutes les plaintes portées par des subordonnés qui se croyaient injustement punis; leurs séances étaient publiques; les débats pouvaient être soutenus par des défenseurs officiels. — Les Conseils de discipline agissaient soit comme conseils de régiment, soit comme conseils divisionnaires. Les premiers se composaient de trois officiers supérieurs, des trois premiers capitaines et d'un lieutenant; ils avaient pour secrétaire l'adjudant-major de semaine; ils prenaient connaissance de l'opinion, que préalablement le commissaire-auditeur devait consigner sur les plaintes des subordonnés; et, si le commissaire-auditeur croyait devoir assister au conseil, il y occupait la seconde place. En son absence, le commissaire ordinaire des guerres avait le même droit. — Si la plainte était dirigée contre un officier supérieur ou un chef étranger au corps, elle nécessitait la convocation d'un conseil de discipline divisionnaire; en ce cas, le commandant de place ou le commandant de la division y appelait sept membres du grade le plus élevé. — La loi de l'an quatorze (3 brumaire) restreignit la compétence et la juridiction des Conseils de discipline qui avaient pour justiciables les officiers supérieurs. — Les Conseils de discipline, créés en vue de faire cesser les injustices qui se commettaient, paralysaient le pouvoir, et ouvraient le champ à autant de réclamations qu'il y avait de punitions. Cette institution faisait plus d'honneur à la philanthropie des législateurs qu'elle ne témoignait de leurs lumières et de leur sagesse. — Au reste dans tout ce qui vient d'être dit nous rappelons plutôt des théories que nous ne retraçons des pratiques qui aient été suivies. — Aucune décision n'a révoqué ces principes, et, par une inexplicable inconséquence de notre législation, ils sont cependant tombés, depuis 1792, en désuétude, comme paralysés par une résistance cachée; aujourd'hui ils ne sont pas abrogés encore, ainsi que le remarque Oudier (1818, E; chap. 12, note); et cet actus regarde le rétablissement de cet échelon judiciaire comme important à la sûreté individuelle, et de nature à concourir peut-être plus que les Conseils de guerre à l'exactitude de la discipline. — Nous ne croyons pas que cette opinion soit sage. — L'ordonnance de 1818 (15 mai) a accru encore l'incertitude qui régnait à l'égard des Conseils de discipline, en rétablissant, sous une désignation toute pareille, un Conseil dont les attributions n'ont rien de commun avec celles qui viennent d'être mention-

nées; elles ont de l'analogie avec les Conseils de discipline des milices anglaise et prussienne. — Le Conseil actuel de discipline est convoqué par le colonel, dans les cas de plaintes formées pour provoquer l'expulsion d'hommes de troupe coupables de certains méfaits. — Il se compose d'un chef de bataillon, des trois premiers capitaines et des trois premiers lieutenants, pris hors du bataillon dont fait partie l'inculpé; son capitaine et le chef du bataillon sont consultés par ce conseil, qui ensuite écoute l'inculpé dans ses défenses, et rédige un avis motivé, ensuite duquel l'expulsion peut avoir lieu: l'homme est, en ce cas, envoyé dans une compagnie de discipline. — L'instruction sur l'inspection de 1821 (5 juillet) voulait (art. 34, 42, 61) que l'inspecteur général examinât le registre des jugements rendus par les Conseils de discipline; ainsi un ministre transformait en jugement ce qu'une ordonnance royale avait simplement appelé avis. — Cette ordonnance n'ayant pas prononcé s'il existe toujours deux sortes de Conseils de discipline, ce mot est difficile à définir; il paraît pourtant qu'il n'en doit plus être reconnu qu'un. — Une ordonnance de 1825 (17 septembre) qualifiait de disciplinaires les hommes contre qui un Conseil de discipline a prononcé un avis défavorable. — L'ordonnance de 1853 (2 novembre) consacre un chapitre aux Conseils de discipline. Il a été traité des Conseils de discipline par M. FOUCHER et par la *Sentinelle de l'Armée* (t. IV, p. 5). — Des Conseils de discipline sont un des échelons judiciaires dans la justice prussienne.

CONSEIL DE DIVISION. V. CONSEIL D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE. V. DIVISION.

CONSEIL DE GESTION. V. ADMINISTRATEUR MILITAIRE. V. GESTION.

CONSEIL (conseils) de GUERRE (term. sous-génér.). Sorte de conseils exprimés par une locution dépourvue de justesse, puisque la langue militaire applique cette expression et à des conseils judiciaires ou de revision, et aux conseils où l'on délibère sur les opérations d'une armée agissante, comme cela avait lieu déjà dès le temps des croisades; le terme est surtout faux, quand il s'agit de Conseils tenus en temps de paix; à l'égard de ceux-ci, l'expression conseil militaire eût été moins incorrecte; sous les autres acceptions, les appellations pour MARTIALE, THÉORÉTIQUE MILITAIRE, CONSEIL D'ORGANISATION MILITAIRE eussent mieux valu. — Anciennement, les mots Conseil de guerre et conseil de la guerre ont eu quelques rapports avec ce qu'on a appelé, suivant les pays, conseil-

LEIN MILITAIRE, COUR AUJOUR, MINISTÈRE DE LA GUERRE; ainsi CHARLES SEPT, vers 1461, tenait le *Conseil de guerre le mercredi*, et y appelait le *connétable*, les *maréchaux*, les *généraux*. — En tout Conseil de guerre, soit qu'ils rendent ou non JUREMENT, les OFFICIERS A HAUSSE-COL qui y prennent séance à titre de MEMBRES ou de JUGES doivent porter cette DÉCORATION. — Il y a des Conseils de guerre dont les arrêts peuvent encourir CASSATION JUDICIAIRE. Parler de ce genre de Conseil, c'est indiquer combien l'acception du mot a varié; l'*Encyclopédie des Gens du monde* en fournit la preuve. Il conviendrait pourtant d'assigner un sens mieux déterminé à l'expression ici examinée; c'est ce que témoigne la nécessité où nous sommes de distinguer les Conseils de guerre en CONSEILS JUDICIAIRES et en CONSEILS POLÉMONOMIQUES.

CONSEIL DE GUERRE DE PLACE ASSIÉGÉE. V. CONSEIL JUDICIAIRE DE PLACE ASSIÉGÉE. V. GUERRE. V. PLACE ASSIÉGÉE.

CONSEIL DE GUERRE D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE. V. GREFFIER DU CONSEIL DE GUERRE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 6.

CONSEIL DE GUERRE EXTRAORDINAIRE. V. CONSEIL EXTRAORDINAIRE. V. GUERRE.

CONSEIL DE GUERRE JUDICIAIRE. V. AFFAIRE JUDICIAIRE. V. ARRESTATION. V. CONSEIL JUDICIAIRE. V. GREFFIER. V. GUERRE. V. JUDICIAIRE. V. MILICE ESPAGNOLE N° 9. V. MILICE SAVAROISE N° 1. V. SECRÉTAIRE ARCHIVISTE.

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT. V. ACCUSÉ. V. CONSEIL PERMANENT. V. GUERRE.

CONSEIL DE GUERRE PROVINCIAL. V. MILICE NÉERLANDAISE N° 6. V. PROVINCIAL.

CONSEIL DE GUERRE SPÉCIAL. V. CONSEIL SPÉCIAL. V. PÉRIER.

CONSEIL DE LA GUERRE (F), OU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA GUERRE, OU CONSEIL DE GUERRE. Sorte de conseil institué à plusieurs reprises au sein du ministère de l'Armée Française; il devait être le régulateur de la profession des ARMES; il devait prononcer sur les questions de LÉGISLATION qui lui seraient ée soumises, et ses délibérations auraient en force de loi, sauf l'approbation du ministre et la sanction du roi. — Cette définition est le résumé des dispositions qui ont été prises, ou des projets qui ont été agités en 1715, 1774, 1776, 1780, 1787, 1828. — LES AUTEURS qui ont traité de ce sujet ont pensé que le Conseil de la guerre devait être formé de militaires de haut grade attachés au ministère de la guerre, et présidés par un MARÉCHAL ou par le ministre de la guerre lui-même; tel était à peu près le CONSEIL AUJOUR DE LA MILICE AUTRICHIENNE. — Ces

AUTEURS SONT: AUDOIN, M. BALLYET (1817, D), BORAN (1780, H), CARRION (1824, A. t. II, p. 404), CESSAC (1785, C), DART (1787, D), DENNIÉ (1856), LENSAC (1789, E), GUINET (1789, I), MAILLEZOT (1766, F; 1770, E), ODIER (1818, E), PAMPHILE-LACROIX (1825), POTIER (1779, X, au mot *Ordonnance*), M. le général PAFVAL, SAINT-GREMAIN (1779, C), SERVAN (1806, C), TURPIN (1754, D), WIMPFER (1780, A), l'*ENCYCLOPÉDIE* (1785, C; II^e vol. et supplém.), le *Spectateur militaire* (I. X, p. 101, et I. XIV, p. 485), le *Journal de l'Armée* (I. IV, p. 594). — La matière de l'examen peut se diviser comme il suit: CRÉATION, DÉNOMINATION, FONCTIONS. — N° 1. CRÉATION. — La nécessité d'un Conseil de la guerre était sentie déjà sous le règne de CHARLES SEPT; YELLY témoigne que ce prince en présidait un tous les mercredis; c'était une espèce de section du CONSEIL D'ÉTAT. — Des travaux des Conseils de la guerre il ne reste aucune trace antérieure à la création des ministères, ni rien qui rappelle le règne de LOUIS QUATORZE. — En 1715 (15 SEPTEMBRE), il est créé par le RÉGENT un Conseil de guerre (on l'appellait alors ainsi); VILLARS en est président depuis le 26 novembre; PUYSEGUR (1748, C) en est membre; ce Conseil, destiné à embrasser les détails administratifs, à créer une tactique, se compose de sept lieutenants généraux et de deux maîtres des requêtes. — Loin de répondre à sa destination, il met seulement au jour quelques ordonnances touchant les exactions des GENS DE GUERRE, le casernement des troupes, les déserteurs, les hôpitaux, etc. — Quoique les hommes réputés les plus habiles soient membres de ce Conseil, trois ans s'écoulent sans qu'il en sorte d'améliorations marquées: tout s'y opposait, les petites intrigues, les luttes de la vanité, les rivalités du pouvoir. VILLARS, chef de ce tribunal désuni, se trouve blessé de quelques projets d'innovations proposés sans son assentiment, et il demande la suppression du Conseil. — Le RÉGENT, fatigué de son propre ouvrage, saisit pour le détruire l'occasion du blâme public, car l'inutilité de cette compagnie était généralement sentie. PHILIPPE D'ORLÉANS aimait mieux faire moins, ou moins bien, et faire seul, parce que les lenteurs et la gravité de la discussion convenaient peu à son humeur légère, nonchalante et tranchante. — Le Conseil de guerre est supprimé en 1718 (15 octobre), et laisse l'armée comme il l'avait trouvée, c'est-à-dire dépourvue d'une constitution militaire. — PUYSEGUR (1748, C) avait rassemblé, pour la confection des ordonnances dont s'occupait le Conseil, quantité de matériaux sur

les MANŒUVRES; peut-être ces travaux y eussent été discutés sans résultat, avant de s'enfouir sans retour dans les archives. Après la suppression du Conseil, ce maréchal les rédigea en corps d'ouvrage; il en composa un des livres remarquables du dernier siècle; probablement nous en serions privés, si le Conseil fût resté sur pied; ainsi quelque chose d'utile peut sortir des mécomptes de l'amour-propre et des caprices du pouvoir aveugle. — Des causes à peu près semblables ont bien souvent produit des résultats pareils; on doit à des événements plus ou moins analogues les aveux de SAINT-GERMAIN (1779), les critiques de WIMPFFEN, un opuscule de GUYBERT (1789, I), l'ouvrage d'AUDOUIN, un projet de M. le général PRAVAL, et enfin le présent traité. — Les améliorations que le militaire français a éprouvées sous DARGENSON et CHAMPEL ont dû être le fruit des lumières d'un ou de plusieurs Conseils; comment ces ministres eussent-ils pu arriver, sans aides, à des changements plus sages, à des résultats plus marqués qu'on ne l'a fait avant et depuis eux? Leur eût-il suffi d'avoir du talent et de l'esprit, quand ils manquaient d'acquis et de savoir spécial? Mais la révolution qu'ils ont faite a tourné à leur seule gloire; leurs coopérateurs sont restés inconnus. — Le projet d'établir de nouveau un Conseil de la guerre, projet développé dans un mémoire de SAINT-GERMAIN adressé à LOUIS XEIX, motiva, dit-on, l'élévation de SAINT-GERMAIN au ministère, et c'est ici l'occasion de rapporter les aveux de ce ministre (1779, C) et les critiques qu'il fait de sa propre conduite : *Le grand reproche que j'ai à me faire* (dit-il), *c'est de n'avoir pas formé ce tribunal. Il est impossible que la constitution militaire acquière de la solidité, de la permanence, ni que les lois y soient observées sans Conseil de guerre.*... — Il dit plus loin, sous forme d'avis à ses successeurs : *Je conseille de créer un Conseil de guerre, tribunal chargé de vérifier les lois militaires, de les enregistrer, de veiller à leur exécution, d'empêcher qu'elles ne soient altérées ni changées, et que le sort de tant de braves gens cesse d'être soumis au caprice d'un seul homme.*... — Voici la censure prononcée par WIMPFFEN (1780, A), qui a jugé le ministre sévèrement, mais avec profondeur et philosophie : *Lui seul avait* (SAINT-GERMAIN) *le pouvoir de l'établir* (le Conseil de la guerre), *et il ne l'a pas fait; si tout moyen de recourir à cette sage institution nous est interdit, si constamment l'intérêt de quelques individus prévaut sur le bonheur d'une nation, les générations à venir doivent adresser leurs reproches à Saint-Germain, du bien*

qu'il pouvait faire et qu'il n'a pas fait.... — En rappelant de tels souvenirs, peut-on ne pas déplorer la difficulté des entreprises utiles? peut-on ne pas reconnaître combien il y a loin entre les espérances et la réussite? BOHAN (1781, H) le démontrait éloquentement dans le passage suivant, qui est la paraphrase d'une opinion pareille énoncée par MAIZEY (1770, E) : *Il n'y a qu'un Conseil de la guerre dont l'autorité puisse résister à l'intrigue des courtisans et s'opposer aux abus qui naissent de la bassesse des protégés et du sot orgueil des protecteurs.* — MACHIAVEL (1510, A) a dit : *Quelque bien que soient les lois, elles seront de courte durée lorsqu'un homme en sera le maître absolu.* — Un auteur anonyme, bien plus moderne (OBER, 1818, F) a dit : *Il y a trop d'intéressés au désordre pour qu'on ne présente pas une infinité d'objections à l'établissement d'un Conseil de la guerre. De deux maux je choisis le moindre; il y a plus de moyens de s'opposer aux désordres d'un Conseil qu'à ceux que produisent la faiblesse et l'ignorance d'un secrétaire d'Etat* (MINISTRE DE LA GUERRE)... *Le Conseil de la guerre serait chargé de maintenir la discipline, d'examiner les nouveaux projets et la réforme des abus; tenir le tableau de l'avancement des officiers, etc. Je trouverai plus d'une fois l'occasion de dire avec Montesquieu : Il faut un visir à un despote et un Conseil à un monarque.* — M. de SEIGNE, arrivant au ministère, y maintint les comités des inspecteurs formés en 1774 par DUMET; il les compose en Conseil, mais sans leur en donner le nom; il les distribue en cinq sections dont une avait la qualification de grand comité; il était présidé par un MARÉCHAL. Les comités particuliers, composés chacun d'un lieutenant général et de six maréchaux de camp, n'étaient pas classés par armes, mais à raison d'une certaine distribution de travail; ainsi le premier examinait les questions relatives au harnachement, etc., etc.; le quatrième s'occupait des examens relatifs au système des garnisons et à l'emplacement territorial des troupes, etc. Le ministre adressait directement à chaque section et au nom du roi, les plans ou ébauches sur lesquels il demandait leur avis motivé. — Les lieutenants généraux Payanne, Bezenval, Du Châtelet, Caraman, qui chacun présidaient un des comités particuliers, se réunissaient sous la présidence du MARÉCHAL de Contades, et dans son hôtel à Paris; là ils devenaient les simples membres du grand comité; ils y apportaient leurs travaux particuliers et les délibérations rendues touchant les mémoires, les esquisses de réglemens, le projet de

CODE MILITAIRE, etc., qu'ils avaient eu à examiner; leurs conclusions devenaient la base des ordonnances que les BUREAUX DU MINISTÈRE étaient chargés de rédiger. — Un MINISTRE, qui n'était encore que le marquis et non le maréchal de SÉGUR, avait fort à faire vis-à-vis d'un MARÉCHAL en crédit, et qui, quoique malheureux à la guerre, ne manquait pas de capacité : tel était du moins le jugement que portait de lui le maréchal de SAXE. Il est vrai que le secrétaire d'Etat à VERSAILLES avait l'oreille du roi, tandis que les COMITÉS étaient à PARIS et ne correspondaient qu'avec le ministre; cette faible distance entre les deux villes ralentissait les affaires, d'autant que les comités s'assemblaient à peine trois ou quatre fois par mois. — Dès les commencements de l'institution, il s'était déjà établie une rivalité mal déguisée; les relations étaient quelquefois sèches; ainsi, en février 1781, le ministre rappelait aux comités qu'il ne s'agissait pas d'apporter des changements aux règlements constitutionnels de 1776, mais de proposer des améliorations et des éclaircissements, etc.; que le travail de chaque comité devait être censuré par les trois autres, etc. — Les comités, ainsi entravés, réclamèrent vivement. La France, disaient-ils au ministre, avait les yeux sur vingt-huit officiers généraux que présidait un maréchal; il fallait donc renoncer à l'espoir de voir éclore un code que l'armée attendait, etc. — De 1781 à 1784 les travaux de ces comités, dont les manuscrits sont recueillis en quatre volumes in-folio, ont embrassé les divisions territoriales, le recrutement, les troupes provinciales, d'insignifiantes décisions sur la croix de Saint-Louis, quelques détails sur l'ARMEMENT, la forme des PEUX D'INFANTERIE qu'on a nommés de deux rangs, à volonté, agenouillés, etc., un projet d'inscriptions d'INGÉNIEURS-GÉOGRAPHES. — Les approches de la révolution rendirent à peu près nuls presque tous ces essais, qui du reste péchaient par l'incertitude des vues, par la médiocrité du plan et par la lenteur des débats, trop prolongés souvent sur des minuties. — Tel était l'état des choses, quand, sous le ministère de BRIENNE, en 1787, ces comités furent remplacés par le Conseil de la guerre. Les plaintes vives et fondées par lesquelles l'assemblée des notables signala les abus dont souffrait l'armée provoquèrent cette création. La persévérance et les efforts de GUTHRIE firent éclore l'ORDONNANCE DE 1787 (9 OCTOBRE), ordonnance insérée dans l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C, suppl.). — Les souvenirs des débats entre le MINISTRE SÉGUR et le MARÉCHAL de COMTADON n'étaient pas effacés; aussi éloigna-t-on

du Conseil les MARÉCHAUX de France, comme trop enclins à se rabrber contre l'autorité MINISTÉRIELLE. — Louis seize, en ordonnant cette institution, voulait s'en servir pour appuyer sa politique et faire respecter sa puissance. — L'amélioration de l'armée et le soulagement des finances devaient être la tâche du Conseil. — La partie du génie y regardait le général de FOURCROY; la section nommée DIRECTOIRE D'ARMEMENT devait produire un RÈGLEMENT complet sur l'UNIFORME. — Il eût fait, s'il eût pu y réussir, ce qu'aucun Conseil n'a su encore embrasser et parachever. — Ce retour vers des idées d'ordre fit revivre des espérances, déçues trop tôt; PUTNÉGUER supprime le Conseil par l'ORDONNANCE DE 1789 (14 JUILLET); DUBOIS CRANÇÉ s'efforce vainement, les années suivantes, de le faire rétablir. — Le COMITÉ MILITAIRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE fut aussi un Conseil de la guerre; il réforma et améliora, mais n'eut qu'une courte durée; un CONSEIL SUPÉRIEUR à apparu et disparu avec la restauration. — Un COMITÉ permanent d'infanterie et de cavalerie a été créé par ORDONNANCE DE 1832 (20 SEPTEMBRE); c'est un diminutif du Conseil de la guerre. — N° 2. DÉNOMINATION. — Le nom de Conseil de la guerre est une qualification incorrecte en grammaire et inexacte en logique. Conseil de guerre, comme le dit SAINT-GERMAIN (1779, C), eût mieux valu; mais, par un subterfuge de langue, on a allongé la locution pour différencier un CONSEIL DE GUERRE JUDICIAIRE, ou un CONSEIL DE GUERRE délibérant en campagne, d'un CONSEIL DE GUERRE ministériel ou aulique. — La qualification de Conseil de la guerre pèche contre la logique, en ce que c'est bien moins un Conseil de la guerre que de la paix, puisque c'est dans le calme de la paix qu'il faut méditer sur les moyens de faire avec habileté la guerre. Ainsi il eût fallu dire non pas Conseil de la guerre, terme que repoussait l'esprit de la législation et de la langue militaire, mais Conseil aulique militaire, ou Conseil conservateur, ou directeur, ou régulateur, ou réglementaire, ou universitaire. On eût pu aussi l'appeler CHANCELIERIE MILITAIRE ou amirauté de terre; car il ne fallait pas perdre de vue qu'il ne s'agit pas spécialement de la guerre, mais de l'armée, et uniquement de l'ARMÉE DE TERRE. — Dans cette hypothèse la dénomination nouvellement inventée de CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE est-elle meilleure?... Nos progrès en linguistique et en logique sont bien faibles. — N° 3. FONCTIONS. — Un Conseil dépositaire des lois, conservateur de la CONSTITUTION DES TROUPES et de leur TACTIQUE, examinateur des DROITS des individus, interprète des réclamations des

corps et formant une branche de la législation militaire, eût été une institution excellente. — La permanence du Conseil eût maintenu l'unité de système, eût rendu impérissable l'esprit des traditions, eût assuré la fixité des vues et la persévérance dans l'exécution des plans et des travaux entrepris. — En s'appliquant surtout à simplifier, en s'éclairant des vus d'une ACADEMIE MILITAIRE touchant les questions scientifiques, en évitant également et de repousser les améliorations et d'encourager les novateurs, le Conseil fût parvenu à fonder sur des principes solides un corps de doctrine applicable à l'état de paix comme à l'état de guerre; il eût éclairé cette JURISPRUDENCE, jusqu'ici ténébreuse, qu'on nomme le DROIT DE LA GUERRE; mais eût-il été facile à un tel Conseil de marcher d'accord avec son président et les hommes de cour, d'accord avec le MINISTRE et ses entours? Eût-il triomphé des résistances de certains BUREAUX DE LA GUERRE, que révoit toute communauté d'action? Eût-il réussi enfin à ne point effaroucher le CONSEIL D'ARTILLERIE et le COMITÉ DU GÉNIE, compagnies ombrageuses, comme tous les corps savants? Eût-il pu amener les CHEFS DE LA GUERRE à goûter le projet des ORDONNANCES PERMANENTES, eux qui font voyager les corps pour condescendre aux désirs des colonels en faveur, en aux vœux des grandes dames?... — Telles étaient les pensées qui inspiraient GUIBERT, quand il pressait SAINT-GERMAIN de créer un Conseil de la guerre, corps conservant et transmettant des principes et remédiant par là aux inconvénients produits par les changements de ministres, et par conséquent de systèmes. — GUIBERT tenait et réalisa ce projet en 1787. — Le Conseil qui fut institué ne devait donner d'abord qu'une action provisoire aux ORDONNANCES; il ne les eût rendues définitives qu'après avoir recueilli, pesé, discuté les observations, les objections, les remarques; de ce concours d'opinions et de faits devait sortir un CODE MILITAIRE et toutes les institutions qui s'y rattachent, telles qu'un CODE PÉNAL, une série de RÈGLEMENTS MANUELS, une ORDONNANCE DE SERVICE DE GARNISON. — Le Tribunal législatif, à la formation duquel avait puissamment contribué GUIBERT, promettait de marcher dans l'esprit de sa destination; car ce savant militaire eut la haute main dans sa composition; il l'avait constitué sur un pied indépendant. Le MINISTRE devait présider lui-même, afin de n'avoir pas à lutter avec un MARÉCHAL, comme cela était devenu sous M. de Ségur. Les membres devaient se renouveler par leur propre choix; c'étaient des militaires distingués par le sa-

voir et par le rang. — Le Conseil devait préparer les ordonnances et en suivre l'exécution; régler les marchés, les fournitures, l'emploi des fonds; faire voyager à l'extérieur des militaires chargés de constater la marche et les progrès de la science dans les armées étrangères. — Les efforts du Conseil pour la réforme des abus furent grands; les oppositions qu'ils rencontrèrent furent plus grandes encore. Les projets furent traversés par les courtisans, et, qui pis est, frappés de ridicule. Les décisions d'un Conseil qui savait les PRIVILÈGES, qui voulait interdire les dilapidations, et qui était peu partisan des corps privilégiés et des COMPAGNIES D'ÉLITE, ne pouvaient trouver grâce aux yeux de la noblesse de cour; la mollesse du monarque neutralisa le bien qui commençait à se faire, et le but fut manqué. — Les réformes qui semblaient admises furent sans utilité; il n'en eût pu être autrement qu'autant que le MINISTRE n'eût capitulé avec aucunes coteries, et c'est toujours un espoir chimérique. — Indiquons cependant les documents et les améliorations qui nous sont restés; car, dans la balance des choses militaires, les CONSTITUTIONS données par DARGENSON, CHOISEUL, SAINT-GERMAIN, ont en moins de poids et d'influence que le projet de constitution que le Conseil de 1787 avait discuté. — Il nous a laissé de savantes ébauches; ce sont les ordonnances qui parurent en 1788, répertoire incomplet, mais rempli de vues riches et fécondes. — Les principes en ont été en général admis; ils ont amélioré la POLICE INTÉRIEURE, la forme des VUES SUR LE TERRAIN, les MOYENS DE RÉPONSE, la TACTIQUE. — Avant l'époque où le Conseil mit la main à l'œuvre, la COMPTABILITÉ en général, et surtout l'ADMINISTRATION des corps, étaient dans le chaos. Il y porta la lumière et trace les modèles sur lesquels l'ARRÊTÉ DE L'AN VIII (8 FOSÉAL) est calqué; le Conseil développe la règle qui exige un certain nombre d'ANNÉES DE GRADE pour obtenir de l'AVANCEMENT; il soumet à de sages combinaisons les formes de la nomination des COLONELS, et il restreint leurs droits en des bornes convenables; il émet les premières idées sur les DIVISIONS D'INFANTRIE et de CAVALERIE; il reproduit le projet des DIVISIONS MILITAIRES TERRITORIALES; il institue les CHEFS D'ESCADRON; il substitue aux BRIGADERS DES ARMÉES les COLONELS COMMANDANTS; il donne une plus sage COMPOSITION à l'ARMÉE FRANÇAISE, organise des CHASSEURS À PIED, réduit le plus possible les corps ÉTRANGERS, descendait dans les détails de l'ARMEMENT, et donnait un RÈGLEMENT de forme pareille à l'INFANTRIE DE BATAILLE et à l'IN-

FANTERIE LÉGÈRE, OUVRAIT UN CODICILLE touchant la question du perfectionnement des CARRÉS; il soumettait à des variations précises le mécanisme des AUGMENTATIONS DE FORCES; il prescrivait l'usage des CHAMBRÉS-MODÈLES; il améliorait les CARRÉS D'INFANTERIE; il abolissait le CRATIMENT DES RAQUETTES; il délivrait PAIX ET PAYÉ LE TRENTE ET UN DU MOIS; rendait plus favorable le système des MASSES, et simplifiait le texte des REVÊTS DES OFFICIERS. — Cependant il tombait en quelques erreurs en instituant de grandes INFIRMERIES OU HOPITAUX RÉGIMENTAIRES à la manière prussienne, en remettant l'ADMINISTRATION de la MASSE DE SOULAGERIE à la disposition des CORPS, en attachant deux CAPITAINES en chaque compagnie d'infanterie, en adoptant la punition des CORPS DE PLAT DE BARRE, etc., etc. — Ce fut sur le reproche de cette forme de DISCIPLINE, repoussée généralement par l'ARMÉE, que le maréchal de BRUGLIE détermina LOUIS-NAPOLEON à supprimer à la fois et le Conseil de la guerre et ce CRATIMENT corporel; tel fut l'objet de l'ORDONNANCE de 1789 (14 JUILLET). — SERVAT (1806, C), dont on ne peut accuser sans doute les intentions, s'est montré injuste envers le Conseil de la guerre dans le passage que voici : *Si la faveur avait moins influé sur le choix de ceux-ci (des membres), si l'autorité du ministre eût été moins prépondérante sur les délibérations, et si les opérations du Conseil de la guerre eussent été dirigées par des vues plus saines, son établissement aurait produit beaucoup d'avantages; mais quelques-uns de ses membres, qui n'étaient que des faiseurs, se livrèrent à des innovations irriflicables. Le seul bien fut une diminution sur les dépenses et une ordonnance du 17 mars 1788, qui augmenta la solde et accorda la paye du trente et un, etc.* — Le système à préférer, quant à la création, au choix, à l'emploi d'un Conseil, est une question de difficile discussion; c'est l'opinion de M. le général PREVAIL (1827) : *Plusieurs croient, dit-il, que cette fluctuation de principes, ce régime variable, cette incertitude de la carrière, les effets de l'instabilité des ministres et de leurs vues opposées céderaient sans résistance au rétablissement d'un Conseil semblable à celui de 1788; mais on ne lui attribue cette efficacité que parce qu'on n'a pas remarqué son infériorité et sa dépendance, ni le peu d'harmonie qu'il aurait avec la forme de notre gouvernement.* — D'autres pensent, avec plus de fondement peut-être, trouver de meilleures garanties dans la création d'un généralissime (COMMANDEUR EN CHEF), comme en Angleterre, ou d'un Conseil aulique, comme à Vienne, avec un code militaire sa-

gement combiné. Mais c'est un projet bien délicat que la fusion d'une constitution militaire avec celle de l'Etat; c'est ici que les difficultés se reproduisent en foule. — Une ORDONNANCE de 1828 (17 FÉVRIER) établissait sous la présidence du Dauphin un CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE; elle chargeait les membres qui y siégeaient de discuter les projets de LOIS, ORDONNANCES, RÉGLEMENTS relatifs à l'ORGANISATION et à la LÉGISLATION MILITAIRES; elle leur confiait l'examen de toutes les dispositions légales renvoyées par l'ordre du ROI devant le Conseil, pour qu'il indiquât les améliorations à y faire. — Trois maréchaux, douze lieutenants généraux, deux Intendants et un secrétaire composaient ce Conseil; ils ont joui jusqu'en 1829 des traitements pécuniaires qu'ils avaient jugé leur devoir être accordés; ils avaient à cet égard été leurs propres arbitres. — On a blâmé la composition du Conseil de 1828, le luxe et la quantité des grades, la prépotence des dignitaires qui y siégeaient et l'exiguïté des résultats; car plus il se rassemble de grands seigneurs, moins il se fait de besogne; on a remarqué que ses membres ne représentaient pas les ARMES diverses d'une manière conforme à leur importance; à ce reproche, les gens payés pour prôner ont répondu que c'était faire trop peu de fond sur les conseillers du Dauphin, que de les supposer accessibles à de mesquines partialités, et ils ont déclaré merveilleuse la conception; cependant l'ORDONNANCE obscure et confuse de 1829 (10 JUIN) sur l'intendance est restée comme témoignage de la légèreté avec laquelle on élaborait alors les dispositions législatives. — Depuis la fin de juillet et pendant les vacances de 1829, le CONSEIL SUPÉRIEUR qui n'avait pas encore justifié son épithète, est passé incognito de vie à trépas. Une susceptibilité ombrageuse ne lui pardonnait pas d'avoir proposé de réduire de moitié la garde royale. La DÉCISION de 1830 (27 AOÛT) qui le déclarait dissous et suspendait les émoluments de sincères à compter du 1^{er} août, enregistrait l'acte mortuaire bien longtemps après le décès; sa silencieuse agonie n'a pas causé d'étonnement; ses obsèques, si elles ont eu lieu, n'ont pas été saluées par les honneurs funèbres. Ses débris ont produit les COMITÉS de LA GUERRE créés par l'ORDONNANCE de 1829 (27 DÉCEMBRE), 1830 (3 JANVIER et 4 FÉVRIER), sous le nom de CONSEILS SPÉCIAUX. — On lit dans le *Courrier français* (21 juillet 1829) : *Pourquoi créer de ces sortes de Conseils ou commissions sous la condition tacite qu'ils seront inutiles; pourquoi grever à leur profit le budget d'un supplément de dépenses, si aussitôt*

qu'ils veulent répondre du but avoué de leur institution, on les condamne à l'inaction sur la simple connaissance de leurs intentions? N'est-ce point une véritable dérision que la création d'un Conseil qui ne peut rien par lui-même, qui ne délibère que sous le bon plaisir, et qui n'a pas même la permission de vouloir le bien.

CONSEIL (conseils) de PLACE ASSIÉGÉE (B, 1; D, 3). Sorte de CONSEILS JUDICIAIRES qui diffèrent en quelques points particuliers des CONSEILS DE RÉVISION et des CONSEILS PERMANENTS créés en temps ordinaire dans les DIVISIONS MILITAIRES TERRITORIALES; cependant ils opèrent dans tous les cas d'après les mêmes lois et suivant les mêmes formes; la LOI OR L'AR SIX (11 PRÉMIER) réglait la matière. — Le COMMANDEANT D'UNE PLACE ASSIÉGÉE désigne les MEMBRES du Conseil créé ad hoc, et il les choisit parmi les OFFICIERS ou les SOUS-OFFICIERS de SA GARNISON. — La durée des fonctions des membres de ce Conseil ne peut excéder celle de l'ÉTAT DE SIÈGE. — Le PRÉSIDENT adresse au MINISTRE DE LA GUERRE, aussitôt qu'il y a possibilité, une copie certifiée de tous les JUGEMENTS rendus.

CONSEIL (conseils) de PRÉFECTURE (B, 4). Sorte de CONSEILS considérés par rapport à la marche de certaines parties de l'ADMINISTRATION DES CORPS, et AUX RÉCEPTIONS D'ÉTOFFES. — Une CIRCULAIRE DE 1814 (4 OCTOBRE) renvoyait aux Conseils de préfecture la connaissance des contestations qui pouvaient s'élever entre les CORPS et LEURS FOURNISSEURS D'ÉTOFFES au sujet de l'exécution des MARCHÉS CONTRACTÉS. Le nœud des difficultés de ce genre était dans le plus ou le moins de conformité entre l'ÉCHANTILLON TYPE et les matières expédiées des MANUFACTURES par des FOURNISSEURS désignés par le MINISTRE DE LA GUERRE; l'ÉCHANTILLON marqué du cachet du MINISTRE et servant à la comparaison était présenté au Conseil ainsi que les pièces refusées, et le tout était soumis à son examen. — Dans le cas où les CORPS étaient éloignés du chef-lieu du département et par conséquent du chef-lieu de préfecture, le SOUS-PRÉFET ou le MAIRE pouvaient être chargés par ce Conseil de la vérification des objets en litige; ils faisaient l'examen assistés de citoyens ou d'EXPERTS désignés; il était dressé PROCÈS-VERBAL de cette EXPERTISE, et le Conseil de préfecture prononçait si le CORPS pouvait rejeter les ÉTOFFES ou s'il était tenu de les admettre.

CONSEIL (conseils) de RECRUTEMENT (F). Sorte de CONSEILS où se centralisaient les opérations de la CONSCRIPTION de chaque département. — Lors de la création de ces Conseils, le PRÉFET en était le PRÉSIDENT; le COMMANDEANT DU DÉPARTEMENT et UN MAJOR (LIEUTENANT COLONEL) nommé par le MINIS-

TR, en étaient membres; le CAPITAINE DE RECRUTEMENT assistait aux séances. — Les Conseils ont ensuite été composés du GÉNÉRAL COMMANDEANT, du PRÉFET, d'UN OFFICIER SUPÉRIEUR désigné par le MINISTRE, d'UN OFFICIER DE GEN D'ARMÉE, d'UN CONSEILLER DE PRÉFECTURE, d'un officier de santé. — L'objet de ce Conseil est de constater si les hommes désignés par le sort sont propres au SERVICE et s'ils ont des motifs d'EXEMPTION; le conseil prononce à cet égard soit sur le VU DES PIÈCES, soit à la suite de la VISITE des OFFICIERS DE SANTÉ, et il décide ou de l'admission au SERVICE, ou de la RÉVOCATION, ou de la DISPENSE DE SERVICE, ou de l'admissibilité des REMPLAÇANTS.

CONSEIL (conseils) de RÉGIMENT (F). Sorte de CONSEILS JUDICIAIRES créés en 1786 (1^{ER} JUILLET) à l'effet de décider si les OUVRIERS RECRUTÉS étaient GRACIFIABLES, ou dans le cas d'être poursuivis par le TRIBUNAL COMPÉTENT. — Ces Conseils se composaient de cinq juges; savoir : deux OFFICIERS SUPÉRIEURS, le PREMIER CAPITAINE, le CAPITAINE et le LIEUTENANT de la COMPAGNIE DU DÉSERTEUR. — Le MAJOR DU CORPS était le rapporteur de ce Conseil. — Les LOIS DE 1790 et 1791 ont fait disparaître cette institution. — Des CONSEILS DE RÉGIMENT ont été institués de nouveau, comme CONSEILS D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE, par l'ORDONNANCE DE 1835 (2 NOVEMBRE).

CONSEIL (conseils) de RÉVISION CONSCRIPTIF (A, 2). Sorte de CONSEILS que l'ORDONNANCE DE 1819 (4 MAI) a simplement nommés CONSEILS DE RÉVISION; expression vicieuse, puisqu'elle confond ces Conseils avec les CONSEILS DE RÉVISION JUDICIAIRES. — Les Conseils qui font l'objet du présent article, existaient en vertu de la LOI OR 1818 (10 MARS) et de l'ORDONNANCE DE 1820 (30 MARS); ils sont chargés de s'assurer que les HOMMES proposés comme admissibles dans les CORPS par suite d'APPEL AU SERVICE, y sont propres; ils débattent et jugent la légitimité des causes de DISPENSE, d'EXEMPTION et de LIBÉRATION des HOMMES APPELÉS; ils constatent l'admissibilité des REMPLAÇANTS; le SOUS-PRÉFET remplit les fonctions de RAPPORTEUR, le SOUS-INTENDANT celles de PROCUREUR DU ROI; le PRÉFET en est PRÉSIDENT; il est accompagné d'OFFICIERS DE SANTÉ et secondé par un OFFICIER SUPÉRIEUR ou GÉNÉRAL que le MINISTRE désigne, ainsi que par un membre du CONSEIL GÉNÉRAL et un membre du CONSEIL D'ARRONDISSEMENT. — Le CAPITAINE DE RECRUTEMENT peut siéger au conseil, mais n'y a voix consultative que quand le Conseil le juge à propos. — Les ORDONNANCES DE 1827 (14 NOVEMBRE) et DE 1828 (5 JUIN), et l'INSTRUCTION OR 1834 (25 JUIN) modi-

étaient la composition de ces Conseils. — OUDIN (1824, E), M. PAILLARD, l'*Encyclopédie des Gens du monde* traitent des Conseils de révision.

CONSEIL DE RÉVISION JUDICIAIRE (B, 3; C, 5). Sorte de CONSEILS JUDICIAIRES créés par la LOI DE L'AN X (18 VENDÉMAIRE) et destinés à réviser les JUGEMENTS militaires prononcés par l'un des CONSEILS PERMANENTS de la même DIVISION ou d'une DIVISION voisine. — Il était institué par DIVISION TERRITORIALE et par DIVISION D'ARMÉE un Conseil de révision; il se composait de cinq membres; SAVOIR : UN GÉNÉRAL PRÉSIDENT, UN CHEF DE BRIGADE (COLONEL), UN CHEF DE BATAILLON et deux CAPITAINES. — Les cas de renvoi par-devant ce Conseil étaient l'objet de la LOI DE L'AN SIX (29 FÉVRIER). — Le GRADE des MEMBRES a varié par suite de différentes lois ou DÉCRETS, tels que celui de 1807 (16 FÉVRIER). — Les DÉCISIONS de 1834 (4 et 14 AOÛT, et 3 OCTOBRE) s'occupaient de la nomination des MEMBRES des Conseils, de leurs allocations, etc. — Le GREFFIER était choisi par le PRÉSIDENT; le RAPPORTEUR était un des cinq MEMBRES; UN COMMISSAIRE ORDONNATEUR OU UN COMMISSAIRE ORDINAIRE DES GUERRES était attaché au Conseil, à titre de COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF; la fonction du ministère public a été ensuite exercée par un INTENDANT MILITAIRE ou par un SOUS-INTENDANT DE PREMIÈRE CLASSE; CE MEMBRE de l'intendance prenait le titre de COMMISSAIRE DU ROI, ou de PROCUREUR DU ROI suivant OUDIN (1824, E). — Les MEMBRES du Conseil de révision étaient au choix et à la nomination des GÉNÉRAUX D'ARMÉE ou des COMMANDANTS DE DIVISION TERRITORIALE; à défaut d'OFFICIERS EN ACTIVITÉ, il y pouvait être employé des OFFICIERS RÉFORMÉS, ce qui leur donnait droit à la SOLDE D'ACTIVITÉ, mais tous devaient avoir été ans de SERVICE et trente ans d'âge. — Les Conseils de révision n'entraient dans l'examen de la chose jugée que dans le cas où ils reconnaissaient qu'il y avait eu vice, ou violation, ou omission de formes, ou bien INCOMPÉTENCE DU TRIBUNAL; ils ne devaient pas connaître du fond de l'affaire; quelquefois ils se seraient cependant immiscés extra-légalement dans cet examen, si l'on en croit le *Journal des Sciences militaires* (t. XX, p. 360, etc.). — Ce Conseil revisait les JUGEMENTS, en cas de POUVOIR réclamer par des parties ou par le COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF, et il y procédait sans déssemparer; il prononçait à la MAJORITÉ des VOIX l'ANNULLATION s'il y avait vice évident, mais il renvoyait l'affaire dans les vingt-quatre heures, soit au TRIBUNAL qui devait en connaître, soit à UN CONSEIL PERMANENT devant qui elle

n'avait pas encore été portée. — En cas de CONFIRMATION DE JUGEMENT, le Conseil de révision renvoyait les RÈGLES du PROCÈS au CONSEIL qui avait jugé l'accusé, et en transmettait des EXPÉDITIONS au MINISTRE DE LA GUERRE et au CONDAMNÉ. — Les principes qui viennent d'être énoncés étaient sujets à quelques modifications, s'il s'agissait des CONSEILS JUDICIAIRES créés dans les PLACES ASSIÉGÉES. — En 1830, il existait dix-neuf Conseils de révision. — Ou a reproché à l'institution un vice, c'est de n'avoir pas de lien central; de se guider sur des précédents disparates, des traditions différentes; de n'être pas mué du même esprit. Un tribunal réviseur devrait les primer, leur donner l'impulsion, parce que leurs fugitives décisions échappent aux censures de la cour de cassation; mais la cour militaire dont ils ressortiraient ne devrait être investie que d'un pouvoir qui ne rivaliserait pas avec la cour supérieure du royaume, et c'est là le point de la difficulté. — Il a été traité des Conseils de révision par MM. BALLYET (1817, D), FOUCHER, LEGRAND (1835), OUDIN (1824, E), et par l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

CONSEIL DE RÉVISION SUISSE. V. INFANTERIE FRANCO-SUISSE N° 6. V. SUISSE, adj.

CONSEIL (conseils) de SANTÉ (B). Sorte de CONSEIL plusieurs fois aboli, rétabli, réorganisé sur un pied différent; il était reconnu jusqu'en 1792, et attaché au MINISTÈRE DE LA GUERRE, en vertu de l'ORDONNANCE DE 1772 (4 AOÛT) et du RÈGLEMENT DE 1788 (18 MAI). Il était composé de dix MEMBRES, y compris le ARCHÉTAIRE; il travaillait directement avec le MINISTRE, délibérait sur plusieurs objets relatifs au SERVICE des HÔPITAUX, mettait au jour les avis à donner en fait de MÉDECINE MILITAIRE, signalait les NOMINATIONS des OFFICIERS de SANTÉ subalternes. — Un nouveau Conseil fut créé par un ARRÊTÉ DE L'AN VIII (4 GERMINAL) et composé de trois MEMBRES ayant servi comme OFFICIERS de SANTÉ EN CHEF; il avait la présentation des OFFICIERS de SANTÉ de tout GRADE; il correspondait avec ceux des CORPS en tout ce qui concernait l'art de guérir; il rédigeait les INSTRUCTIONS à ce sujet; il ne donnait des ordres qu'au nom du MINISTRE et avec son assentiment. — Ce Conseil de santé a été supprimé par un ARRÊTÉ DE L'AN DOUZE (9 FÉVRIER); il a contribué, dit-on, par ses représentations, à l'amélioration de la SOLDE. — Un Conseil de santé a été rétabli par une ORDONNANCE DE 1816 (10 JUIN) et réorganisé par l'ORDONNANCE DE 1824 (18 SEPTEMBRE); il se composait d'un MÉDECIN, d'un CHIRURGIEN et d'un PHARMACIEN ayant titre d'INSPECTEURS; il tenait un REGISTRE DE DÉLIBÉRATIONS; il

était secondé par un secrétaire et un commis. — Il y avait cette différence de l'ancien Conseil de santé au nouveau, que celui-ci ne donnait aucun ordre et n'exerçait qu'une influence très-limitée sur le personnel du service de santé; il devait se borner à répondre aux questions qui lui étaient adressées au nom du ministre de la guerre, et la plupart du temps on ne demandait point son avis, ou l'on en prenait le contre-pied. — L'utilité du Conseil se réduisait presque à l'examen des jeunes officiers de santé qui se destinaient à suivre la carrière militaire; des questions étaient adressées par écrit à ces aspirants; ils y répondaient sous les yeux du Conseil, qui transmettait au ministre, par l'intermédiaire des bureaux, son opinion sur leur capacité. — Tout le reste du personnel de santé était dirigé réellement par le chef du bureau des hôpitaux; c'était lui qui proposait au ministre le placement des divers officiers de santé, leurs mutations, leur avancement et la décision qui les mettait en réforme ou à la retraite, etc., etc.; ce chef de bureau tiré des administrants militaires était le véritable chef des officiers de santé; car l'intendance, continuellement occupée à étendre son importance, s'était réservée la haute main sur les nominations, l'avancement, les récompenses, les réformes des officiers de santé. — L'ordonnance de 1831 (1^{er} août) avait de nouveau réglé la matière. — Le Conseil de santé a provoqué la décision de 1832 (1^{er} décembre), qui donne aux chirurgiens de corps une genre chirurgicale.

CONSEIL D'ÉCONOMIE. V. ÉCONOMIE. V. MILICE BAVARDESE n° 1.

CONSEIL DÉFENSIF. V. CONSEIL DE DÉFENSE. V. DÉFENSIF, adj.

CONSEIL (conseils) d'enquête (term. génér.). Sorte de conseils judiciaires rassemblés, soit à la suite d'une expedition de place, soit dans le cas où des officiers français tiennent une conduite blâmable. Ordre (1824, E; t. iv) traite de ces cas. Le mot Conseil d'enquête, pris ainsi dans deux sens bien différents, se distingue en conseil d'enquête disciplinaire et en conseil d'enquête publique.

CONSEIL d'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE (C, 3). Sorte de conseil d'enquête dont la dénomination offre une synonymie fâcheuse; des écrivains le nomment conseil d'honneur, et tel est l'usage dans quelques milices étrangères, qui en cela ont imité et amélioré l'ancienne calotte française, l'ancienne discipline d'officier. — Il en était question dans la loi de 1831 (11 avril). — L'ordonnance de 1833 (2 novembre; chap. 35)

instituait, sous une locution ionche, les Conseils d'enquête pour les officiers français; car ils sont plutôt à l'égard, ou envers, ou contre, que pour les officiers. Elle énonçait les faits qui seraient déferés à ce genre de tribunal de famille. Ces Conseils étaient, suivant les cas, ou conseils de division, ou conseils de régiment. Une décision de 1834 (18 septembre) prononçait l'abrogation de ces Conseils. Cette abolition, si l'on en croit le *Journal de l'Armée* (l. iii, p. 361) aurait été mal accueillie au camp de Saint-Omer. — La loi de 1834 (19 mai) sur l'état des officiers reconnaissait les Conseils d'enquête; l'ordonnance de 1836 (21 mai) les divisait en conseil d'enquête de régiment, conseil d'enquête de division, conseil d'enquête spéciale pour les intendants et les généraux français. — L'instruction de 1837 (5 janvier) s'occupait de leur organisation. La décision de 1837 (18 février) et la circulaire de 1837 (3 août) résolvaient plusieurs questions; c'était déjà une législation fort embrouillée. La décision de 1837 (31 décembre) les déclarait non publiques, et autorisait les membres à y siéger en petit tenu. — Le *Journal de l'Armée* (l. iv, p. 199), le *Spectateur militaire* (l. xxi, p. 476), la *Sentinelle de l'Armée* (l. iii, p. 227; l. iv, p. 65) traitaient de ces questions.

CONSEIL d'ENQUÊTE publique (C, 5), ou commission militaire extraordinaire. Sorte de conseils judiciaires qui sont convoqués à l'issue d'une capitulation, et qui sont chargés de donner leur avis sur la conduite du gouverneur de la forteresse pendant le siège, sur la marche de sa défense, sur les motifs de la reddition de la place. — Le décret de 1811 (24 décembre) relatif à ce genre de justice proscrivait au Conseil d'enquête de décider s'il y avait lieu à suivre par-devant un tribunal, contre l'ex-commandant de la place assésé; dans le cas de l'affirmative, l'affaire était renvoyée à un conseil extraordinaire. — Une circulaire de 1836 (8 novembre) traitait des formules des Conseils.

CONSEIL d'ENQUÊTE spéciale. V. CONSEIL d'ENQUÊTE JUDICIAIRE. V. ENQUÊTE spéciale. V. INTENDANT MILITAIRE n° 5.

CONSEIL des ARMES. V. ARMES. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CONSEIL d'ÉTAT (B, 1). Sorte de conseil siégeant près la personne du souverain. Dès le temps de CHARLES sept, une chambre du Conseil opérait comme conseil de la guerre. — Sous le règne de BONAPARTE une section du Conseil d'Etat intervenait et décidait touchant les hautes questions qui intéressaient le ministère de la guerre ou la stratégie.

— Le régime de la restauration restreignait aux discussions du contentieux les attributions de la section de la guerre. — L'ORDONNANCE DE 1819 (27 JUILLET) a disposé que le Conseil d'Etat doit donner son avis lorsqu'il s'agit de METTRE EN JUGEMENT DES MEMBRES DE L'INTENDANCE; leurs prédécesseurs, les MEMBRES DE L'INSPECTION AUX REVERA pouvaient au contraire être mis en jugement sur une simple décision du MINISTRE. Cette JUSTICE exceptionnelle, cette disposition insolite en faveur du CORPS DE L'INTENDANCE a été glissée dans l'ordonnance par ses rédacteurs, c'est-à-dire par des MEMBRES DE L'INTENDANCE. — En temps de GUERRE une telle distinction serait funeste; on ne peut assez s'étonner qu'elle date du ministère de GOUVER. — Les questions relatives à la haute LÉGISLATION, aux droits exercés par les GÉNÉRAUX EN CHEF, à la légalité ou à la convenance des marchés passés par les MINISTRES, etc., etc., ont été en maintes circonstances l'objet des examens et des débats du Conseil d'Etat.

CONSEIL D'HONNEUR. V. CONSEIL D'ENQUÊTE DISCIPLINAIRE. V. HONNEUR.

CONSEIL (conseils) ÉVENTUEL (B, 1), OU CONSEIL D'ADMINISTRATION ÉVENTUEL, OU CONSEIL DE DÉTACHEMENT. Sorte de CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE FRANÇAISE considéré comme formé au sein d'un BATAILLON ou d'un DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF faisant partie d'un CORPS D'ARMÉE, d'une DIVISION D'ARMÉE AGISSANTE, ou d'une DIVISION TERRITORIALE, autres que ceux où se trouve le CONSEIL PRINCIPAL. A la création de ce Conseil, les FONDS DE LA MASSE DU PETIT ÉQUIPEMENT lui sont remis. — Le Conseil éventuel a le droit de nommer un OFFICIER D'ARMEMENT et de faire, dans les cas d'ABSENCE DU MAJOR ou de la vacance de l'emploi, remplir ses fonctions administratives par un CAPITAINE nommé ad hoc. — Le Conseil éventuel correspond avec le CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RÉGIMENT et lui adresse les états QUATRIÈMES après leur annulation. — Les MEMBRES DU CONSEIL sont le CHEF DE DÉTACHEMENT PRÉSIDENT et deux OFFICIERS. — Dans les DÉTACHEMENTS DE CORPS où il se trouverait moins de trois OFFICIERS présents, il ne serait pas formé de Conseil; le CHEF DE DÉTACHEMENT serait chargé de la gestion de la COMPTABILITÉ, sous la surveillance du CONSEIL DE DÉPÔT DU CORPS, ou bien du CONSEIL PRINCIPAL où la COMPTABILITÉ se centralise; mais l'ADMINISTRATION DU CHEF DE DÉTACHEMENT serait soumise aux mêmes formes qui sont usitées dans les Conseils; l'ORDONNANCE DE 1823 (19 MARS) déclarait à cet égard. — L'étendue des pouvoirs d'un Conseil éventuel peut varier conformément au mandat qu'il recevait

du CONSEIL PRINCIPAL. Dans la même DIVISION TERRITORIALE où siègerait le DÉPÔT DU CORPS, les droits du Conseil éventuel seraient plus circonscrits; ils le seraient moins d'une DIVISION TERRITORIALE à une autre DIVISION; et moins encore, si le CORPS DÉTACHÉ marchait à l'ARMÉE. — Dans tous les cas, les documents qui intéresseraient son ADMINISTRATION seraient insérés dans le REGISTRE CENTRAL. — L'ORDONNANCE DE 1834 (7 JANVIER) modifiait les Conseils éventuels.

CONSEIL EXTRAORDINAIRE (B, 3; C, 5), OU CONSEIL DE GUERRE EXTRAORDINAIRE. Sorte de CONSEIL JUDICIAIRE destiné à prononcer sur la culpabilité présumée du COMMANDANT D'UNE PLACE ASSIÉGÉE, qui après la REDUCTION de la PLACE serait passé devant un CONSEIL D'ENQUÊTE, dans lequel aurait prévalu l'avis qu'il y a lieu à suivre. — Le DÉCRET DE 1812 (1^{er} MAI) disposait que tout COMMANDANT prévenu du DÉLIT que nous appellerons INFRACTION AUX LOIS DE LA DÉFENSE, serait traduit devant un Conseil de guerre extraordinaire, en conséquence du rapport du MINISTRE DE LA GUERRE à la suite d'une ENQUÊTE en forme. — Le Conseil extraordinaire se composait de sept MEMBRES; savoir: d'un PRÉSIDENT ayant un GRADE supérieurement à celui du prévenu et de six OFFICIERS ayant un GRADE égal ou supérieur; le RAPPORTEUR et le COMMISSAIRE IMPÉRIAL devaient également être d'un GRADE égal ou supérieur à celui du prévenu; un OFFICIER DU CORPS DE L'INSPECTION, titre qui répondait au titre actuel d'OFFICIER D'INTENDANCE, était le GREFFIER de cette JUSTICE. — Les JUGES prononçaient à l'égard de l'OFFICIER mis en cause, ou la PEINE DE MORT, ou la DÉGRADATION, ou la PRISON, ou l'ACQUITTEMENT; il pouvait être rappelé de ce JUGEMENT devant la COUR DE CASSATION. — Ces matières ont exercé la plume d'ODIER (1824, E; t. IV, p. 323).

CONSEIL GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION (terti. sous-génér.). Sorte de CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE qui, dans chaque RÉGIMENT, se composait de tous les CAPITAINEs et de tous les OFFICIERS supérieurs du CORPS; ces MEMBRES étaient solidairement responsables des FONDs à eux confiés, et devaient concourir aux remboursements, s'il y avait lieu, à raison d'une retenue proportionnée à leurs AFFECTEMENTS. — Les membres du Conseil général désignaient par ÉLECTION le CONSEIL GÉNÉRAL. Le Conseil général s'assemblait au moins une fois par trimestre pour arrêter la COMPTABILITÉ, et il suffisait que ses délibérations fussent prises par la moitié des MEMBRES plus un, pour que les MEMBRES non délibérants fussent également liés par les obligations communes. — Les

Conseils généraux se distinguaient en conseil général d'infanterie franco-suisse de garde royale et en conseil général d'infanterie franco-suisse de ligne.

CONSEIL GÉNÉRAL DE DÉPARTEMENT. V. CONSEIL DE RÉVISION CONSCRIPTIF. V. DÉPARTEMENT.

CONSEIL GÉNÉRAL D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE GARDE ROYALE (B, 1). Sorte de conseil général qui ne différait du conseil général d'infanterie franco-suisse de ligne que par le nombre des membres.

CONSEIL GÉNÉRAL D'INFANTERIE FRANCO-SUISSE DE LIGNE (B, 1). Sorte de conseil général qui ne différait de celui de la garde royale que parce que le lieutenant d'artillerie du corps en faisait partie.

CONSEIL GÉRANT (term. sous-général). Sorte de conseil d'administration d'infanterie franco-suisse dont les fonctions ne différaient pas de celles des conseils d'administration des régiments d'infanterie français; ce conseil était élu par le conseil général; le plus ancien des chefs de bataillon y assistait. — Il se distinguait en conseil gérant de garde royale et en conseil gérant de ligne.

CONSEIL GÉRANT DE GARDE ROYALE (B, 1). Sorte de conseil gérant usité dans l'infanterie franco-suisse. Sa composition ne différait pas de celle des conseils d'administration d'infanterie français.

CONSEIL GÉRANT DE LIGNE (B, 1). Sorte de conseil gérant usité dans l'infanterie franco-suisse. Sa composition ne différait de celle des conseils d'administration d'infanterie français que parce que le lieutenant de la section d'artillerie y avait séance.

CONSEIL (conseils) JUDICIAIRE (term. sous-général), ou conseil de guerre judiciaire, ou tribunal militaire. Sorte de conseils de guerre ainsi nommés pour les distinguer des conseils polymonomiques, ou étrangers à l'administration de la justice militaire. — Notre langage militaire et notre jurisprudence n'ont jamais caractérisé, par une désignation satisfaisante, ce genre de conseil; nous nous contentions de la pure expression de conseil de guerre, qui se complique de plusieurs significations. Les Allemands nommaient, avec plus de justesse, leurs conseils judiciaires *criminel Kriegsgericht*, ou *judicium castrense*, comme le témoigne MYLER, etc. Ils emploient maintenant le substantif *auditoire*, dont l'origine est française en ce sens qu'il est une trace de l'existence ancienne des *auditeurs* de l'armée de France. — Examinons, suivant les principales époques, les conseils de guerre ou les autorités analo-

gues qui s'acquittaient de fonctions judiciaires dans les troupes françaises. — Depuis la seconde race jusqu'au règne de Henri deux, le grand sénéchal, le connétable et ses prévôts jugeaient sans appel et en ne prenant avis que d'eux-mêmes; il n'en pouvait être autrement faute de lois écrites. — Les premières améliorations de la justice militaire, essayées par CHARLES sept, sont dues surtout, vers 1550, à l'amiral COLIGNY. — Sous HENRI trois, le droit de prononcer des peines graves cessa d'appartenir à un seul individu. L'ordonnance de 1584 (3 décembre) disposa qu'à l'armée les prévôts jugeaient après avoir pris l'avis des officiers assemblés en conseil de guerre. — Depuis ce règne, les prévôts de connétable, les prévôts d'armée ou de corps, les prévôts des maréchaux instruisaient les procès suivant les formes combinées de l'ancienne et de la nouvelle justice, ou du moins ils furent censés en agir ainsi; mais souvent ils trouvaient commode d'évoquer les cas prévotaux, c'est-à-dire de juger sans l'intervention d'un conseil, sans débats, sans défense admise, et ils faisaient exécuter les jugements sans délai ni recours. — Depuis l'abolition de la justice arbitraire du connétable et depuis la suppression de l'emploi de colonel général de l'infanterie, intervint l'ordonnance de 1665; elle traitait de beaucoup d'objets étrangers à la justice; mais déterminait le lieu, la forme, l'ordre des séances, et voulait qu'elles se tinssent chez le gouverneur, le lieutenant de roi ou le commandant de place. La convocation des conseils commençait alors à avoir lieu après requête, confrontation et récolement. Les procédures qui s'y observaient, et le ballottage des opinions devenaient une imitation de la justice civile, dont l'ordonnance criminelle de 1670 nous donne l'idée. — En général, les conseils de guerre étaient composés au moins de sept juges, tirés de l'infanterie de préférence à la cavalerie, et capitaines autant que possible; sinon, officiers de grade inférieur. En remplacement de ceux-ci, il en était, au besoin, appelé des garnisons voisines; sinon, des sergents y étaient admis. Les opérations de récolement et de confrontation avaient lieu comme dans la justice civile. Le gouverneur en était le président, ou bien il s'y faisait représenter en cette qualité. Un sergent-major (un major) de place ou de corps y faisait fonctions de commissaire du roi, ou, comme dit FUNDERBULT, de procureur général. Le commandant des garnisons pouvait, en conformité d'une lettre de LOUIS écrite en 1685 (8 septembre), y

siéger à côté du président, et là il veillait au maintien des formes avec le droit de s'opposer, en cas d'irrégularités, à ce que les sentences fussent mises à exécution avant qu'il en ait été référé à la cour (comme on disait alors) ou au ministre; hors ce cas de pourvoi, les jugements des conseils de guerre étaient sans appel. — Le plus ancien membre prenait séance à la droite du président, le second par ancienneté à sa gauche, et ainsi de suite alternativement; les officiers d'infanterie franco-étrangère ne siégeaient pas dans ces Conseils, parce que leurs corps avaient justice à part. — Les séances se tenaient à huis clos; cependant les officiers particuliers y pouvaient assister comme auditeurs, ce qui avait pour but de les familiariser avec les méthodes judiciaires. — La dernière ordonnance rendue au sujet des Conseils sous Louis quatorze est de 1691. — L'ordonnance de 1727 (1^{re} juillet) a combiné quelle serait l'application des peines à prononcer par les Conseils dans le cas de certains délits ou crimes, tels qu'abandon de drapeau, etc. — L'ordonnance de 1735 (8 avril) s'est occupée de la justice des troupes en campagne; mais ce sont surtout les ordonnances de 1735 (1^{re} août), de 1750 et de 1768 (1^{re} mars) qui ont donné quelque régularité à cette branche de législation, qui était moins perfectionnée en France que dans les milices étrangères. — Les formes adoptées à ces époques s'étaient maintenues dans les Conseils de la milice autrichienne jusqu'à nos jours. — Sous Frédéric deux, les conseils de guerre de la milice prussienne se formaient au moins de neuf membres, et au plus de vingt-deux; ce nombre variait suivant le rang du coupable et le degré du délit. Un Conseil destiné à juger un soldat punissable de mort était composé de vingt-deux juges, au nombre desquels siégeaient douze hommes de troupe, qui, comme pairs du prévenu, y formaient ainsi une sorte de jury. — Dans la justice militaire de l'Allemagne, des auditeurs remplissaient les fonctions d'instructeurs, de rapporteurs; mais, à cette différence près, presque toutes les milices étrangères ont plus ou moins emprunté à la législation pénale de l'armée française. — Les conseils de la milice anglaise ne pouvaient, conformément à l'ordonnance de 1779, être de moins de treize juges. Aussi l'Encyclopédie (1785, C) s'étonne-t-elle qu'en France on ait regardé le nombre de sept juges comme suffisant, quoiqu'il en fût réuni dix dans les procès criminels des citoyens. — Depuis 1776, SAINT-GERMAIN introduit quel-

ques améliorations dans la juridiction des Conseils, en exigeant que, préalablement à l'application de la peine capitale, le jugement rendu soit communiqué au ministre avant d'être exécutoire, hormis dans les cas de désertion. — La loi de 1791 (19 octobre) intervint; une cour martiale est instituée. Au commencement de l'œuvre de la révolution, des tribunaux militaires, des tribunaux de police correctionnelle, des officiers de police furent créés; la loi de l'an trois (deuxième complément) leur substitua des conseils militaires, que la loi de l'an cinq (15 brumaire) abolit pour les remplacer par les conseils de guerre; elle y attacha sept membres; elle donna à ces Conseils une juridiction sur quelques classes d'hommes non militaires, tels que les domestiques d'officiers, etc. Elle se modifie par la loi de l'an cinq (4 fructidor). La décision de 1827 (16 mars) s'occupait des dépenses que l'administration de la justice y occasionnait; la décision de 1834 (31 mai) fixait les allocations de chauffage des Conseils. — Des commissions militaires, qui sont un genre particulier de Conseils judiciaires, sont tour à tour abolies ou rétablies. — De nos jours, le relevé mensuel des jugements rendus est transmis au ministre. — Toutes les dispositions relatives à la justice militaire sont restées vagues, incomplètes et sans accord; et, tandis que des ouvrages allemands abondent sur la matière, nos écrivains militaires se sont au contraire montrés indifférents sur l'amélioration de cette législation. Si des auteurs français s'en sont occupés, ils n'ont été, sauf l'Encyclopédie (1785, C), que les échos de nos ordonnances improvisées d'une manière peu réfléchie; aucun d'eux n'a examiné, sous le point de vue de l'équité et de la philanthropie, un sujet si important. — Il existait dans la milice néerlandaise, sous le nom de grand Conseil, une cour de révision. — On peut consulter sur le sujet : BARDET (1740, A), BONNELLES (1746, A), BOUTET (1764, H), CHÉNIER (1831), DEVILLE (1672, B), GUIGNARD (1725, B), KHALIQ (1770, H), LACHENAIS (1758, I), MEFLIN (aux mots Conseil de guerre et Délit militaire), MICHEL, MUELDER, PUYSSOUR (1702), le Dictionnaire de la Conversation (au mot Conseil de guerre). — Les Conseils judiciaires se sont distingués en conseil de discipline, — de place assiégée, — de régiment, — en révision, — d'enquête, — extraordinaire, — militaire, — permanent, — spécial.

CONSEIL JUDICIAIRE DE PLACE ASSIÉGÉE.
V. CONSEIL DE PLACE ASSIÉGÉE, V. JUDICIAIRE, adj.

CONSEIL MILITAIRE (F). Sorte de CONSEILS JUDICIAIRES créés par la loi de l'AN TROIS (DEUXIÈME COMPLÉMENT). Ils étaient destinés à remplacer les TRIBUNAUX MILITAIRES, les TRIBUNAUX DE POLICE CORRECTIONNELLE et les OFFICIERS DE POLICE; ils avaient forme de COMMISSIONS MILITAIRES en ce qu'ils étaient dissous à chaque JUGEMENT. Ils ont été remplacés par les CONSEILS PERMANENTS.

CONSEIL (conseils) PERMANENT (B, 3; C, 5), OU CONSEIL OU OFFICER PERMANENT, OU, suivant l'usage d'ALLEMAGNE, AUDITORIAT. Sorte de CONSEILS JUDICIAIRES qui ont administré la JUSTICE MILITAIRE, et quelquefois une JUSTICE mi-partie civile; ils ont existé sous les gouvernements directorial, consulaire, impérial et royal; ainsi le MINISTÈRE PUBLIC y a été exercé, suivant les temps, par des CAPITAINE COMMISSAIRES OU DIRECTEURS, des COMMISSAIRES OU GOUVERNEMENT, des COMMISSAIRES IMPÉRIAUX, des PROCUREURS OU ROIS. — Tout permanents que fussent ces Conseils, si l'on s'en rapporte à leur dénomination, ils n'en étaient pas moins amovibles par le fait. On a reproché à l'autorité qui, la dernière, les avait reconnus, d'avoir maintenu leur amovibilité, qu'on a regardée comme contraire non pas à la charte, puisqu'ils y sont mentionnés, mais à l'esprit de la charte qui a aboli les COMMISSIONS MILITAIRES dont les Conseils permanents ne sont qu'une variété tempérée; on les a accusés d'être des JUSTICES D'EXCEPTION, tacitement conservées, au lieu d'être légalement abolies; il y avait moins de vraie philanthropie que d'esprit de parti dans ces allégations. — Les AUTEURS qui ont traité des Conseils permanents sont : BARON (1809, B; 1813, C), M. BERRIAT, M. FOUCHER, FOUCHER, M. LEGRAND (1835), M. LEGRAND, OMER (1824, E), M. PERRIER, M. QUELLET, l'*Encyclopédie des Gens du monde*, le *Journal de l'Armée* (t. IV, p. 185), le *Journal l'Armée*, 1837, p. 218). — Ce qui concerne ces Conseils va être examiné sous les rapports suivants : CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION, NOMBRE, NOMINATION, LOCALISATION, FONCTIONS. — N° 1^{er}. CRÉATION, COMPOSITION, DÉNOMINATION. — Les Conseils permanents ont été institués en l'AN CINQ (15 BRUMAIRE); ils ont remplacé les CONSEILS MILITAIRES; ils se composaient de sept Juges, savoir : un CHEF DE BRIGADE (maintenant nommé COLONEL) PRÉSIDENT, un CHEF DE BATAILLON, deux CAPITAINE, un LIEUTENANT, un SOUS-LIEUTENANT et un SOUS-OFFICIER. Un MAJOR (LIEUTENANT-COLONEL) pouvait présider en remplacement d'un COLONEL. Un fauconnier est le siège du PRÉSIDENT. — Un CAPITAINE était RAPPORTEUR du conseil

et choisissait son GREFFIER. — Un autre CAPITAINE était attaché à ce TRIBUNAL à titre de COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF, il prononçait la RÉQUISITION contre les COUPABLES. — Tous les MEMBRES du Conseil, le SOUS-OFFICIER excepté, devaient être OFFICIERS en ACTIVITÉ; mais par la suite il fut réglé qu'à défaut de ceux-ci des OFFICIERS RÉFORMÉS y seraient admissibles. — En vertu de la loi de l'AN Cinq (4 FRUCTIDOR) la forme des Conseils permanents changeait toutes les fois qu'il y était traduit des GÉNÉRAUX ou des OFFICIERS SUPPLÉMENTAIRES. Une disposition analogue eut lieu aussi à l'égard des MEMBRES du CORPS de l'INSPECTION, et, par analogie, à l'égard des MEMBRES DE L'INTENDANCE. Dans les divers cas où ces modifications devaient s'opérer, les MEMBRES des Conseils devaient être d'un CRANE proportionné à celui du PRÉSENT. — Diverses dispositions ont apporté quelques changements à la composition des Conseils, telles que l'AVIS du conseil d'Etat de l'AN QUATORZE (17 VÉVRIER) et le DÉCRET DE 1812 (24 JARVIER). Leur JURISDICTION s'étendait sur quelques classes de particuliers non militaires, tels que des DOMESTIQUES, des EMPLOIÉS, des EMPLOYÉS, etc. C'était une justice mêlée, une institution de circonstance qui ne devait exister que jusqu'à la paix, ce qui justifiait tant bien que mal leur dénomination de CONSEIL DE GUERRE, dénomination qui depuis la restauration était une des inexactitudes de la LANGUE MILITAIRE, puisque leur permanence s'évanouissait par de nombreuses causes; que leur composition différait à raison du rang des PRÉSENTS; que c'étaient des Conseils de temps de paix, non de temps de guerre. — Le maintien de ces Conseils a eu lieu, quoique entachés d'un vice radical, puisque, aux termes de la loi qui les créait, ils sont abolis depuis la paix, et que, sans confirmation ou prorogation législative, ils existent encore; ainsi des dispositions frappées d'invalidité depuis 1814 durent vingt-sept ans plus tard par le seul fait de simples ordonnances. — N° 2. NOMBRE, NOMINATION, LOCALISATION. — Il fut d'abord établi un Conseil permanent par DIVISION D'ARMÉE et un par DIVISION TERRITORIALE. Dans le premier cas, le mot Conseil permanent était obscur et faux, puisque dans nos usages les DIVISIONS des ARMÉES agissantes n'étaient pas des corps permanents. Dans le second cas le terme n'était guère plus juste, nous l'avons démontré. — La loi de l'AN SIX (18 BRUMAIRE) instituait, en chaque DIVISION, un autre CONSEIL JUDICIAIRE; de là datait l'usage des PREMIERS et des SECONDS CONSEILS. — Un des droits du

GÉNÉRAL COMMANDANT LA DIVISION est de nommer les MEMBRES du Conseil et de les révoquer, de même qu'une de ses fonctions est de convoquer le Conseil; ainsi l'autorité qui ordonne la MISE EN JUGEMENT est la même que celle qui désigne les Juges donnés au PRÉVENU. Quelques criminalistes ont pensé qu'il y avait en cela un vice fondamental. Un orateur de la chambre des députés (M. Benjamin Constant), déplorant, en 1822 (30 mars), les retards qu'éprouvait la publication d'un CODE RÉNAL, disait : *Les conseils de guerre sont en forfaiture continue, les ministres ne l'ont pas uie; établis pour les temps de guerre, ils n'ont aucun droit d'agir depuis la paix; la célérité qu'ils mettent à rendre leurs jugements n'est que trop souvent le marchepied de quelques ométiens qui consentent à être les instruments d'un parti, etc.* — Les formes de la nomination des MEMBRES des conseils étaient différentes en quelques cas extraordinaires, tels que ceux où il était convoqué des CONSEILS JUDICIAIRES dans une PLACE ASSIÉGÉE. Il ne devait s'y trouver, en aucun cas, ni PARENTS ni ALLIÉS de l'ACCUSÉ. — Les Conseils permanents tenaient leurs séances en public, et avaient leurs archives dans les APPARTEMENTS qui leur étaient consacrés soit dans les ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES, soit dans des locaux loués, à cet effet, par l'ADMINISTRATION de l'ARMÉE. — N° 3. DROITS, FONCTIONS. — Les Conseils permanents jouissent de la FRANCHISE DES PONTS DE LETTRES; s'ils doivent voyager, ils sont considérés comme détachements s'ADMINISTRANT; ainsi en décidait l'INSTRUCTION de L'AN TREIZE (12 FRUCTIDOR). — Les Frais que pouvait entraîner la marche des PROCÉDURES s'acquittaient conformément à la LOI de L'AN DEUX (3 ELUVION). Une DÉCISION de L'AN CINQ (28 FLORÉAL) réglait autrement cet objet, et chargeait les COMMISSAIRES ORDONNATEURS de la direction des dépenses et de celle des fournitures; de tels soins ont regardé ensuite l'INTERPRÈTE. — Les Conseils ont le droit de faire exercer, au moyen d'une CÉDULE, la CONTRAITE PAR CORPS ENVERS les TÉMOINS RÉFRACTAIRES. — Ils ne peuvent recourir à l'APPLICATION d'une PEINE empruntée au texte du code des citoyens que quand le CODE RÉNAL MILITAIRE n'a omis la mention du cas dans le texte de sa pénalité. — Le PRÉSIDENT a le droit de condamner, suivant la gravité du fait, à quinze jours de prison, quiconque, dans l'auditoire, s'écarterait du respect dû au TRIBUNAL. — Les fonctions des Conseils permanents consistaient originairement à JUGER tous MILITAIRES PRÉVENUS de DÉLITS ou de CRIMES, tous EMPLOYÉS, CHAR-

RETÉS, MULETIERS, VOITURIERS, CONDUCTEURS DE CONVOIS, OUVRIERS, GARDES-MAGASINS MILITAIRES, PRÉPOSÉS AUX SERVICES, SECRÉTAIRES COMMIS OU ÉCRIVAINS DES ADMINISTRATIONS, SECRÉTAIRES DE BUREAUX RÉGIMENTAIRES, AGENTS DE LA TRÉSORERIE, COMMISSAIRES DES GUERRES, MEMBRES DE L'INTENDANCE, OFFICIERS DE SANTÉ, VIVANDIERS, MUNITIONNAIRES, BOULANGERS, DOMESTIQUES D'OFFICIERS, EMPLOYÉS, PRISONNIERS DE GUERRE, etc. — A cet égard, l'ARRÊTÉ de L'AN CINQ (17 FLORÉAL) peut être consulté. — Le DÉCRET de L'AN TREIZE (25 GERMINAL) renvoyait devant eux les militaires ou fonctionnaires DÉFAMATEURS des deniers de l'État par FAUSIFICATION D'EFFETIF; mais la DÉSERITION, l'EMBAUCHAGE, l'ESPIONNAGE, étaient hors de leurs attributions. — Depuis l'institution des CONSEILS de RÉVISION et la LOI de L'AN SIX (27 FRUCTIDOR), ils devaient, en outre des AFFAIRES évoquées pour être l'objet d'un premier JUGEMENT, connaître de celles qui par suite de RÉVISION seraient l'objet d'un JUGEMENT IÉRATIF. — L'ORDONNANCE de 1816 (24 FÉVRIER) leur attribuait la connaissance du CRIME DE OMBERTION, ainsi que celle des DÉLITS des CONDAMNÉS AUX TRAVAUX et des CONDAMNÉS AU BOULET. Une DÉCISION de 1816 (16 MARS) les investissait également du droit de connaître des DÉLITS commis par des MILITAIRES appartenant aux BATAILLONS COLONIAUX, et maintenant les conseils auraient dans leur ressort les COMPAGNIES DE DISCIPLINE, puisqu'elles ont succédé aux BATAILLONS COLONIAUX; ils jugeraient aussi les ESPIONS, comme avant l'existence des COMMISSIONS MILITAIRES. — Il leur est donné communication, par les LIEUTENANTS GÉNÉRAUX COMMANDANTS DE DIVISION, des lois pénales qui interviendraient et les concerneraient. — En vertu des formes anciennes et maintenues, les Conseils ne s'occupent que d'une AFFAIRE à la fois; une CIRCULAIRE de L'AN SIX (12 VENTÔSE) leur interdisait de commuer les PEINES; ils donnent toute leur attention à l'ACTE D'ACCUSATION; ils s'assurent s'il y a ou non COMPLICATION DE DÉLITS; ils pésent la valeur des CHARGES, la véracité des CARTES FLAIGNANTES, les DÉPOSITIONS des TÉMOINS; ils écoutent la lecture des CONCLUSIONS du CAPITAINE RAPPORTER. Le PRÉSIDENT pose les QUESTIONS relatives à la culpabilité, fait signer par les MEMBRES la FEUILLE D'OPINIONS, s'y inscrit le dernier; récapitule les AVIS, et, sans désespérer, il prononce, s'il y a lieu, l'APPLICATION de la PEINE, après avoir lu, à haute voix, l'article de la LOI CONCERNÉ sur le bureau; il signe, le premier, le REGISTRE des JUGEMENTS; il fait mentionner dans le JUGEMENT qu'il y a eu APPRESENTMENT à l'égard du pouvoir; s'il y a lieu,

il mentionne aussi qu'il y a eu dégradation d'un membre de la Légion d'honneur. — Le jugement des Conseils est sans appel, puisqu'aucun autre tribunal ne peut connaître du fond de l'affaire, à moins qu'il n'y ait eu incompétence ou violation de formes; mais, en cas de vice ou d'irrégularité dans la marche du procès ou l'application de la peine, le jugement est sujet à annulation, sinon la confirmation en est prononcée par le conseil de révision. L'exécution a lieu dans les vingt-quatre heures. — On a frappé d'un reproche grave l'insitution des Conseils permanents, c'est de manquer d'une jurisprudence fixe; souvent des délits de même nature ont été vus par eux d'un autre œil et diversement punis, d'une division territoriale à une autre. — Cette question a été développée dans le *Journal des Sciences militaires* (t. xx, p. 349, etc.), on y lit ce qui suit (p. 386) : *Un travail curieux serait de réunir et de comparer les jugements rendus depuis quelques années; que de diffusions, d'erreurs, d'incohérences, de contradictions, apparaîtraient au premier examen! Parmi cette foule de doctrines, où trouver les éléments d'une saine jurisprudence?*

CONSEIL PIÉMONTAIS. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 7, 9. V. PIÉMONTAIS, adj.

CONSEIL (conseils) POLYMONOMIQUE (term. sous-génér.). Sorte de conseils de guerre ainsi nommés par opposition aux conseils judiciaires; ils sont convoqués par le général d'armée; leur destination est de discuter et de donner leur avis sur les opérations d'une armée agissante, sur l'opportunité de livrer bataille, etc. — L'usage de ces Conseils qu'on a absolument nommés aussi conseils de guerre, est très-ancien dans notre milice. LOUIS NEUF en assemblée, lors de la croisade de 1270. A Caëcé en 1340, le roi JEAN se décide, sur l'avis de son Conseil, à donner bataille. DUGUESCLIN, vers 1372, si l'on s'en rapporte aux historiens, consultait en toute occasion important le conseil de guerre. — L'ordonnance de 1638 (septembre) reconnaissait aux généraux le droit de convoquer ou non et de composer à leur gré des conseils de guerre. Ordinairement les lieutenants de bataille y étaient appelés. — BONAPARTE, dans ses campagnes, a rarement convoqué des conseils de guerre, à moins qu'on ne donne ce nom à des réunions où il provoquait quelques avis et consultait les généraux réunis près de lui. On voit dans les récits du baron FAIN (1827) que dans des instants critiques il allait aux opinions, et qu'il s'est quelquefois reproché d'y avoir déferé. — Les Conseils polymonomiques sont con-

voqués éventuellement, soit en campagne, soit dans les fortresses défendues. — M. COCART (1825, E) exagère les attributions de ces conseils de guerre en les regardant comme appelés à discuter le plan de campagne. Un tel débat ne saurait les concerner. — Dans le sens que nous donnons au mot, les Conseils se composent de généraux ou d'officiers supérieurs, ainsi que d'officiers du génie et d'administrateurs militaires; ils reçoivent de l'officier qui commande en chef l'ordre de s'assembler; ils se distinguent en conseil d'armée et en conseil de défense.

CONSEIL PORTUGAIS. V. MILICE PORTUGAISE n° 5. V. PORTUGAIS, adj.

CONSEIL PRÉVOTAL. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 7. V. PRÉVOTAL, adj.

CONSEIL PRINCIPAL. V. ACTE DE DÉCRET, V. ARMURIER. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DÉPOT. V. CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RÉGIMENT n° 2. V. CONSEIL ÉVENTUEL. V. CONTRÔLE ARMÉE. V. CORPS D'ARMÉE. V. DÉTACHEMENT ADMINISTRATIF. V. PETIT ÉQUIPEMENT. V. PRINCIPAL, adj.

CONSEIL RÉGIMENTAIRE. V. MILICE AUTRICHIENNE n° 9. V. MILICE SAVAROSE n° 1. V. MILICE PIÉMONTAISE n° 7. V. PRÉSIDENT DE CONSEIL RÉGIMENTAIRE. V. RÉGIMENTAIRE.

CONSEIL (conseils) SPÉCIAL (F), OU CONSEIL DE GUERRE SPÉCIAL. Sorte de conseils judiciaires créés en l'an douze (19 vendémiaire) à l'effet de prononcer uniquement sur les cas de désertion; c'était en cela que consistait leur spéciosité. — Les membres de ces Conseils étaient au nombre de sept; ils ne devaient être entre eux ni ascendants ou descendants, ni oncles, ni neveux, cousins ou alliés aux mêmes degrés. — Ces Conseils avaient une forme de commissions militaires; les juges y étaient appelés par la voie de l'ordre du jour; ils prononçaient séance tenante. Le Conseil était dissous après le jugement. Les copies des jugements rendus étaient transmises au ministre de la guerre par les colonels. Ces Conseils ont été supprimés par l'ordonnance de 1816 (21 février). — Les conseils permanents ont été investis de l'exercice des mêmes fonctions, sauf l'application de la peine de l'arrestation des déserteurs. PREMIER a traité particulièrement ce sujet. — Des Conseils spéciaux qui appartiennent, non à l'ordre judiciaire, mais à l'administration intérieure du ministère, et dont la forme rappelle les anciens conseils de la guerre, ont été créés en 1829 (27 décembre) et 1850 (5 janvier et 14 février).

CONSEIL SUISSE. V. MILICE SUISSE n° 2. V. SUISSE, adj.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA GUERRE. V. CONSEIL DE LA GUERRE; id. n° 3. V. ÉCOLE D'ENSEI-

GNEMENT MUTUEL. V. HABILIT. V. GUERRE. V. LIEUTENANT-COLONEL D'INFANTERIE DE LIGNE N° 1. V. MINISTÈRE DE LA GUERRE. V. MINISTRE DE LA GUERRE EN 1828. V. SUPPLÉMENT, adj.

CONSEIL WURTEMBERGEOIS. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 7. V. WURTEMBERGEOIS, adj.

CONSEILLER, subs. masc. V. COMMISSAIRE DES GUERRES N° 2. V. COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES VIVRES. V. SURINTENDANT DES VIVRES. V. VIVRES.

CONSEILLER de PRÉFECTURE. V. CONSEIL DE RECRUTEMENT. V. PRÉFECTURE.

CONSEILLER de ROSE COURTE. V. JUGE MILITAIRE. V. ROSE COURTE.

CONSEILLER d'ÉTAT. V. ÉTAT. V. JUGE MILITAIRE.

CONSEILLER d'ÉTAT. V. ADMINISTRATION DE LA GUERRE. V. ÉTAT. V. GRAND FAVORIT DE L'HOTEL. V. PREMIER COMMISS. V. ROI D'ARMES. V. STRATONOMIE.

CONSEILLER d'INTENDANCE. V. INTENDANCE. V. MILICE PREMIÈRE N° 2.

CONSEILLER SURINTENDANT DES VIVRES. V. SURINTENDANT. V. VIVRES.

CONSERVATEUR de BATIMENTS MILITAIRES (A, 1; C, 2). OU PRÉPOSÉ AU CASERNEMENT. Le mot Conservateur, dont l'étymologie est toute latine, donne l'idée des employés institués par la loi de 1791 (10 JUILLET), et dont les attributions sont mentionnées dans l'ARRÊTÉ DE L'AN DEUX (30 THERMIDOR). — Un Conservateur est un PRÉPOSÉ remplissant les fonctions de CASERNIER PRINCIPAL; il loge dans un des BATIMENTS MILITAIRES; il porte l'uniforme de GARDE DU GÉNIE; il a la direction des CONCIERGES OU CASERNIERS PARTICULIERS et le soin ainsi que les détails du LOGEMENT; il doit combattre l'ASSIETTE DU CASERNEMENT, la DISTRIBUTION des locaux et le MOUVEMENT du LOGEMENT; il assiste aux PRISÉS de possession et aux ÉVACUATIONS DE CAMERES; il veille à l'en-

tretien et à la propreté des BATIMENTS INOCCUPÉS; il était responsable envers le COMMISSAIRE DES GUERRES, comme il l'est maintenant envers les membres de l'INTENDANCE, de ce qui concerne le LOGEMENT, et envers l'OFFICIER DU GÉNIE de ce qui a rapport à la CONSERVATION des BATIMENTS; il n'en peut refuser l'entrée au COMMANDANT DE PLACE et à l'OFFICIER D'INTENDANCE toutes les fois qu'ils se présentent, et il rend compte de ces circonstances et de ce genre de visite au CHEF DU GÉNIE. — L'ORDONNANCE de 1818 (13 MAI) voulait que, dans le cas de l'ARRIVÉE d'un CORPS, le Conservateur constatait, de concert avec le PORTE-DRAPEAU DU CORPS ARRIVANT, en présence de l'OFFICIER D'INTENDANCE ou du MAIR, et avant l'occupation de la CAMBRE, l'état des locaux dont il signe le PROCÈS-VERBAL conjointement avec le MAJOR.

CONSERVATION (subs. fém.) de BATIMENTS. V. BATIMENT. V. CONSERVATEUR. V. PROCÈS-VERBAL DE CONSERVATION.

CONSERVATION de DISTANCE. V. A COUP. V. DISTANCE.

CONSERVATOIRE, subs. masc. V. CASERNET D'ARMES. V. GÉNIE STRATOPÉDIQUE. V. INFANTERIE N° 5.

CONSERVE, subs. fém. V. CONTRE-GARDE. V. ENVELOPPE DÉFENSIVE. V. OUVRAGE DE FORTIFICATION.

CONSERVÉ (conservée), adj. V. ASSUREMENT CONSERVÉ.

CONSEQUENCE, subs. fém. V. CONSÉQUE.

CONSIGNATION, subs. fém. V. GAINES DES DÉPÔTS. V. DÉPÔTS.

CONSIGNE, subs. masc. et fém. V. AVIS. V. ALTÉRATION DE C... V. CAPORAL DE C... V. DONNER LA C... V. FORCER UNE C... V. INEXÉCUTION DE C... V. LEVER UNE C... V. PORTER-C... V. RECTIFIER LA C... V. ROMPRE LA C... V. VIOLER UNE C...

CONSIGNE (term. génér.). Mot qui a la même origine que le mot *consigner*. Il est si peu ancien qu'il ne se trouve pas dans GARRAU; il serait, suivant DEANE (1810, E), synonyme de *CONTR-SIGNE*, resté dans l'AR-GLAIS *counter-sign*; la différence du genre grammatical de ces deux substantifs pourrait faire douter de la synonymie; mais quantité de mots militaires, corrompus par l'altération du genre, se sont ainsi dénaturés en passant par la bouche des soldats; les mots *consigne*, *CONTR-SIGNE*, pris dans le sens d'injonction verbale ou écrite, expliqueraient le sens donné au terme commercial *consignation*, *consigner*, à moins que ceux-ci n'aient été empruntés à la langue de la marine, ou adoptés à l'imitation d'un terme usité dans les ports et dans le commerce maritime. — Les auteurs qui ont traité du mot *Consigne* sous ses diverses acceptions militaires, sont: BARDIN (1813, B), GERONARD (1725, B) et l'*ENCYCLOPÉDIE* (1785, C); mais l'article de ce dernier ouvrage est confus et se perd en recherches étrangères au sujet. — Le terme se distingue en *CONSIGNE AUX PORTES DE VILLE*, — *CHARGÉE*, — *CORRECTIONNELLE*, — *D'ADJUDANT*, — *D'ARRIÈRE-GARDE*, — *D'AVANT-GARDE*, — *DE GARDE DE POLICE AU CAMP*, — *DE GRAND-GARDE*, — *DE JOUR*, — *DE NUIT*, — *DE PAIX*, — *DE POLICE EN ROUTE*, — *DE POSTE DE POLICE*, — *DU POSTE DE QUARTIER GÉNÉRAL*, — *DE POSTE D'HÔPITAL*, — *DE POSTE EXTÉRIEUR*, — *DE POSTE INTÉRIEUR*, — *DE SENTINELLE AU CAMP*, — *DE SENTINELLE D'ANGLE SAILLANT*, — *DE SENTINELLE DE BARRIÈRE*, — *DE SENTINELLE DE BARRIÈRE*, — *DE SENTINELLE DE BATTERIE*, — *DE SENTINELLE DE COLONEL EN ROUTE*, — *DE SENTINELLE DE DÉBUCRÉ DE POSTE*, — *DE SENTINELLE DE DRAPPEAU*, — *DE SENTINELLE DE GÉNÉRAL*, — *DE SENTINELLE DE GLACIS*, — *DE SENTINELLE DU HAUT DE LA PORTE*, — *DE SENTINELLE DE MAGASIN*, — *DE SENTINELLE DE PONT-LEVIS EXTÉRIEUR*, — *DE SENTINELLE DE PONT-LEVIS INTÉRIEUR*, — *DE SENTINELLE DE REMPART*, — *DE SENTINELLE EN ROUTE*, — *DE SOUS-OFFICIER*, — *D'ESCORTE D'ÉQUIPAGE*, — *D'INJONCTION*, — *ÉCRITE*, — *EXTRAORDINAIRE*, — *FAUSSE*, — *FORCÉE*, — *GÉNÉRALE* *DE SENTINELLE EN TEMPS DE GUERRE*, — *INTRA-MUROS*, — *JOURNALIÈRE*, — *ORDINAIRE*, — *PÉMANENTE*, — *PORTIÈRE*, — *PROVISOIRE*, — *VERBALE*, — *VOLÉE*.

CONSIGNE à la CASERNE (C, 3, 5). Sorte de *CONSIGNE CORRECTIONNELLE* qui est le minimum des punitions que les HOMMES DE TROUPE et les SOUS-OFFICIERS encourent; quelquefois cette punition est collective, plus fréquemment personnelle. — Il y a des circonstances où l'on nomme *Consigne à la caserne* une défense d'en laisser sortir aucun soldat, ce qui n'est pas une punition, mais

une mesure d'ordre ou de sûreté, ou bien une précaution en cas où il y aurait une *PRISE D'ARMES* inopinée, une *VISITE DE CASERNE* faite à l'improviste, etc.

CONSIGNE à la CHAMBRE (C, 3, 5). Sorte de *CONSIGNE CORRECTIONNELLE* infligée aux SOUS-OFFICIERS, et qui les prive du droit de sortir de la chambre de la CASERNE où ils couchent habituellement. — Cette punition peut être ordonnée par tout MILITAIRE GRADÉ et pourvu d'un GRAD supérieurement au GRAD ou au RANG du MILITAIRE PUNI. — La durée de la *Consigne* ne doit pas excéder trente jours.

CONSIGNE à la GARDE DE POLICE (C, 3, 5). Sorte de *CONSIGNE CORRECTIONNELLE* qui a lieu en ROUTE; elle retient au CORPS DE GARDE DE POLICE depuis l'arrivée et jusqu'à l'instant de la RETRAITE, pendant un nombre de jours déterminé, les HOMMES DE TROUPE PUNIS.

CONSIGNE (consignes) *AU CAMP* (term. sous-génér.). Sorte de *CONSIGNES D'INJONCTION* en usage dans les CAMPS DE GUERRE, et ainsi nommées par opposition aux *CONSIGNES EN CAMPAGNE*, — *EN GARRISON*, — *EN ROUTE*. — Elles se distinguent en *CONSIGNE DE GARDE DE CAMP*, — *DE PIQUET*, — *DE POLICE*, — *DE POSTE*, — *DE SENTINELLE*.

CONSIGNE AUX PORTES DE la VILLE d'une GARRISON. V. *CONSIGNE DE SENTINELLE DE PORTE DE PORTERASSE*. V. *CONSIGNE INTRA-MUROS*. V. *CONSIGNE AUX PORTES DE FORTERESSE*. V. *DÉSERTEUR*.

CONSIGNE CHARGÉE. V. *ALTÉRATION DE CONSIGNE*. V. *CHANGÉE*.

CONSIGNE CORRECTIONNELLE (term. sous-génér.). Sorte de *CONSIGNE* qui est actuellement une des punitions les moins rigoureuses. L'usage en est peu ancien, puisque l'*ENCYCLOPÉDIE* (1785, C) déclarait que *ce châtiment réunissait des avantages qui devaient lui mériter la sanction des ordonnances militaires*. — Le mot *Consigne* a une acception égale à celle des mots : défense de quitter un lieu déterminé, quand injonction en est faite par un OFFICIER ou un supérieur. — Les *CONSIGNES* ont été quelquefois reconnaissables au moyen de certains signes visibles, tels que la GUAÏRA NOIRE ou le GLAY RETOURNÉ. — Les *Consignes* ne dispensent les HOMMES PUNIS d'aucun SERVICE, d'aucun EXERCICE. — L'ORDONNANCE DE 1855 (2 NOVEMBRE) traitait de la punition des *CONSIGNES*, et en fixait à un mois le maximum de durée. — La MILICE PRUSSIENNE a emprunté l'usage de la *Consigne française*. — Elles se distinguent en *CONSIGNE à la CASERNE*, — *à la CHAMBRE*, — *à la GARDE DE POLICE*.

CONSIGNE D'ADJUDANT. V. *ADJUDANT*. V. *ADJUDANT D'INFANTERIE FRANÇAISE DE LIGNE* n° 21.

CONSIGNE d'ARRIÈRE-GARDE DE CORPS. V. ARRIÈRE-GARDE DE CORPS SUR PIED DE PAIX.

CONSIGNE d'AVANT-GARDE DE CORPS. V. AVANT-GARDE DE CORPS. V. CONSIGNE DE PIQUET DE LOGEMENT.

CONSIGNE (consignes) de GARDE DE CAMP (C, 3; E, 1). Sorte de CONSIGNE au CAMP dont la tenue prescrit aux MILITAIRES de cette GARDE d'élever un ÉPAILLEMENT qui abrite le POSTE; de ne s'en écarter sous aucun prétexte; d'avoir l'œil sur les PRISONNIERS; de fournir, de jour, trois SENTINELLES, dont deux en avant du POSTE, et la troisième devant les ARMES; de rendre les HONNEURS prescrits; de PRENDRE les ARMES pour toute TROUPE ARMÉE, et de la recevoir au bruit de la BATTERIE AUX CHAMPS, si la TROUPE qui passe bat la CAISSE; de PRENDRE les ARMES à la RETRAITE, afin qu'il soit fait un APPEL par le LIEUTENANT DE POLICE; de poser, de nuit, deux SENTINELLES D'AUGMENTATION AUX AILES du CAMP, entre les SENTINELLES EXTÉRIEURES et les FAISCEAUX; de battre la DIANE au point du jour; de PRENDRE les ARMES lors de la GARDE MONTANTE; de DÉTENDRE, faire transporter et charger la TENTE des PRISONNIERS, et d'emmener ceux-ci, si le MARCHÉ de l'ARMÉE est ordonné. — Si quelques-unes de ces dispositions sont en désuétude, elles n'en appartiennent pas moins au texte des ordonnances.

CONSIGNE de GARDE DE POLICE AU CAMP. V. CONSIGNE DE POLICE. V. GARDE DE POLICE AU CAMP.

CONSIGNE de GRAND-GARDE. V. GRAND-GARDE.

CONSIGNE de GUÉRITÉ (C, 3; E, 4). Sorte de CONSIGNE en GARNISON, qui est affichée dans la GUÉRITÉ, et dont la conservation est surveillée par le CAPORAL DE POSTE.

CONSIGNE (consignes) de GUERRE (E, 1). Sorte de CONSIGNES EN CAMPAGNE dont le fond se retrouve dans les CONSIGNES DE PAIX, mais qui embrassent de plus tout ce qu'exigent la position et la sûreté d'une ARMÉE AGISSANTE. — Les CONSIGNES de guerre comprennent des CONSIGNES DE POSTE et des CONSIGNES DE SENTINELLE. — L'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) est d'avis que les CONSIGNES des POSTES soient toujours signées par un GÉNÉRAL; et que, si elles sont VÉRBALES, l'OFFICIER relevant le POSTE exige de l'OFFICIER descendant, qu'il prenne sous sa responsabilité les consignes qu'il a reçues, et qu'à cet effet il les écrive, les signe et les remette à la GARDE RELLEVANTE; ces précautions, sages sans doute, seraient impraticables en mille circonstances. — Quant aux CONSIGNES DE SENTINELLE, elles recommandent aux FACTIONNAIRES la vigilance; elles leur enjoignent de FAIRE VEU, s'ils sont

attaqués; de crier aux ARMES, s'ils voient l'ENNEMI, etc.

CONSIGNE de JOUR. V. CONSIGNE DE GARDE DE CAMP. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. JOUR. V. SENTINELLE.

CONSIGNE de NUIT. V. CONSIGNE DE GARDE DE CAMP. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. NUIT. V. SENTINELLE.

CONSIGNE de PAIX. V. CONSIGNE DE GUERRE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. PAIX.

CONSIGNE de PIQUET AU CAMP (C, 3; E, 2). Sorte de CONSIGNE au CAMP dont la tenue prescrit aux MILITAIRES qui composent ce PIQUET de se regarder comme destinés à porter, en CAS D'ATTAQUE, les premiers secours, et à rendre, en CAS de besoin, les services que la circonstance rendrait urgents. Elle leur prescrit de se tenir, en conséquence, toujours équipés et prêts à PRENDRE les ARMES, soit pour marcher, soit pour être INSPÉCTÉS; de se rassembler rapidement la nuit et sans BRUIT de CAISSE, de PRENDRE les ARMES à la RETRAITE pour l'INSPECTION et l'APPEL; elle les exempte de toute CORVÉE, et les dispense de rendre les HONNEURS.

CONSIGNE de PIQUET DE LOGEMENT (C, 3; E, 4), ou CONSIGNE d'AVANT-GARDE DE CORPS EN ROUTE SUR PIED DE PAIX, ou CONSIGNE DE POLICE EN ROUTE. Sorte de CONSIGNE EN ROUTE, qui antrefois prescrivait à l'AVANT-GARDE de faire sortir de la PRISON (mais le premier jour de route) les hommes INCARCÉRÉS; l'AVANT-GARDE allait chercher ces PRISONNIERS pendant l'exécution de la BATTERIE HOMMÉE l'ASSEMBLÉE; elle les emmenait et les gardait ainsi que les CONSIGNÉS; la Consigne lui prescrivait aussi de poser aux HALTES les SENTINELLES ordonnées, etc. — Maintenant le PIQUET DE LOGEMENT et la GRANDE AVANT-GARDE n'étant qu'une seule et même chose, la Consigne prescrit au PIQUET de partir en avant du corps et de se mettre en route lors de la GÉNÉRALE ou du PREMIER; de prendre, s'il est nécessaire, un GUIDON; d'escorter les FOURRIÈRES; de se rendre au GITE pour y faire préparer le LOGEMENT et les DISTRIBUTIONS; de n'y entrer qu'en tenue convenable et la MAIN NETTE AU CANON; d'y reconnaître la PRISON, les lieux d'entrepôt pour les ÉQUIPAGES du corps et le corps de GARDE destiné aux TROUPES de PASSAGE; d'y prendre poste; d'avoir soin des BAGAGES lors de leur arrivée; de veiller à ce que les FOURRÉS A FIEU, s'il y en a, soient à l'abri de tout danger; de fournir aux BAGAGES et aux FOURRÉS les SENTINELLES nécessaires, en outre de la SENTINELLE DES ARMES, du DRAPÉAU et de la PRISON; de mettre en lieu de sûreté les PRISONNIERS, s'il y en a; de maintenir le BON ORDRE; de faire

des PATROUILLES de nuit; de remettre aux TARDIFS ou HOMMES EN RETARD leurs BILLETS DE LOGEMENT; de garder et de représenter au besoin un ÉTAT DU LOGEMENT des OFFICIERS SUPÉRIEURS, des OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR et des OFFICIERS DE SANTÉ; de ne rien laisser prendre aux ÉGARÉS qu'en vertu d'une invitation du VAGUEMASTRE ou en sa présence; de faire exécuter la BATTERIE nommée le PREMIER.

CONSIGNE de POLICE AU CAMP (C, 3; E, 1), ou CONSIGNE DE GARDE DE POLICE AU CAMP. Sorte de CONSIGNE AU CAMP, dont la teneur prescrit à ceux qui composent cette GARDE de ne pas s'écarter sans une permission donnée par le CHIEF du POSTE; de passer la nuit au bivac; de ne point rendre d'honneurs MILITAIRES; de PRENDRE les ARMES pour toutes les INSPECTIONS du COLONEL ou de l'OFFICIER SUPÉRIEUR DE JOUR; de fournir dix SENTINELLES DE JOUR et onze de NUIT, savoir: trois devant le FRONT, dont une à droite du RÉGIMENT, une à gauche, une au centre; trois de même pendant le jour sur le DÉTACHEMENT du CAMP, à cinquante pas des TENTES des OFFICIERS SUPÉRIEURS, une sur chaque FLANC du CORPS, une à la TENTE du COLONEL, une devant les ARMES; de PRENDRE les ARMES à la RETRAITE, pour l'APPEL et l'INSPECTION; de rester sous les ARMES tout le temps que dure l'APPEL des CORPS; d'assurer la POLICE du CAMP, pendant la nuit, au moyen des PATROUILLES nécessaires; de se mettre en TENTE convenable, lors de la MARCHÉ du matin; de se mettre sous les ARMES lors des PRISES D'ARMES des GARDÉS MONTANTES; de garder les puits, les fontaines, les établissements; enfin cette consigne prescrit au TAMBOUR DE POLICE de faire tous les SIGNAUX et toutes les BATTERIES voulues.

CONSIGNE de POLICE EN GARNISON (C, 3; E, 3), ou CONSIGNE DE POSTE DE POLICE. Sorte de CONSIGNE EN GARNISON, qui, en vertu de l'ORDONNANCE de 1819 (13 mai), devait être inscrite sur le LIVRE DE POLICE, si elle devait avoir une durée de plus d'une semaine. — L'ORDONNANCE de 1833 (2 novembre, chap. 26) a renouvelé avec détails les règles à ce sujet; il convient de les y consulter. — Cette consigne prescrit à la GARDE DE POLICE de déférer aux réquisitions de tout MILITAIRE EN GRADE qui demanderait quelques SOLDATS pour rétablir l'ORDRE dans la CANTINE. — Un des DEVOIRS de l'ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE est de faire afficher au CORPS DE GARDE DE POLICE cette consigne, si elle est écrite; de la donner ou de la faire donner par l'ADJUDANT DE SEMAINE, si elle est VERBALE. Dans le premier cas, la consigne est signée du COLONEL seul; dans le second, elle peut être donnée par tous les OFFICIERS SUPÉRIEURS,

et par le CAPITAINE, l'ADJUDANT-MAJOR ou l'ADJUDANT DE SEMAINE.

CONSIGNE de POLICE EN ROUTE. V. CONSIGNE DE TIQUET DE LOGEMENT. V. AVANT-GARDE DE CORPS EN ROUTE SUR PIED DE PAIX.

CONSIGNE de POSTE (E). Sorte de CONSIGNE d'INJECTION ainsi nommée par opposition aux CONSIGNES DE SENTINELLES. — Le CAPORAL DE CONSIGNE est le conservateur de la CONSIGNE du POSTE; il est chargé de la recevoir et de la transmettre, et il doit à ce genre de fonctions et à la surveillance des choses consignées la dénomination qu'il porte. — Les Consignes de poste diffèrent, comme il est dit aux mots CONSIGNE AU CAMP, CONSIGNE EN GARNISON.

CONSIGNE de POSTE AU CAMP (E, 1). Sorte de CONSIGNE AU CAMP qui doit être donnée, par écrit ou verbalement, par les OFFICIERS GÉNÉRAUX ou SUPÉRIEURS DE JOUR, ou par les OFFICIERS D'ÉTAT-MAJOR; elle prescrit aux MILITAIRES du POSTE de ne pas s'en absenter, et de ne se laisser RELÈVER par aucune autre TROUPE, si ce n'est en vertu de l'ordre de qui de droit, ou en conséquence de l'ORDRE DU JOUR, sauf à faire demeurer à un certain éloignement la TROUPE qui se présenterait à l'effet de RELÈVER, et à charge de continuer cette précaution jusqu'à l'arrivée des ordres ou des éclaircissements satisfaisants à ce sujet.

CONSIGNE (consigné) de POSTE DE GARNISON (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE EN GARNISON qui émane de l'ÉTAT-MAJOR de la PLACE; ordinairement c'est une CONSIGNE écrite, collée sur une planche et fixée dans le CORPS de GRENDE, sous forme d'affiche. Elle est donnée, placée, changée ou renouvelée par les ADJUDANTS DE PLACE. — Les Consignes qui concernent l'OFFICIER CHIEF DE GARDE sont placées dans son CORPS DE GARDE; celles qui concernent les HOMMES DE GARDE sont à leur portée; les unes et les autres sont accompagnées, si besoin est, d'une traduction en langue étrangère; leur existence et leur conservateur sont constatés à la GARDE RELÈVANTE par le CHIEF du POSTE, et un de ses devoirs est de remettre intacte cette Consigne, lorsqu'il revient CHIEF DE GARDE DESCENDANTE. — Les Consignes des PORTES des GARNISONS sont dressées de manière que celles qui doivent différer entre elles, telles que les CONSIGNES DES PORTES EXTÉRIEURES ou INTÉRIEURES, etc., ne contiennent aniquement chacune qu'un seul intérêt les MILITAIRES DE GARDE sur ces différents points; elles mentionnent les quantités de bois et de foin des qui sont dues à chaque POSTE; elles présentent l'inventaire des EFFETS et des UTENSILS des CORPS DE GRENDE, etc.; elles précèdent

les cas d'alarme et ceux où il devrait être donné aide et main-forte, s'il y a lieu, aux écumeurs, etc. — Elles se distinguent en CONSIGNE DE POSTE DE PLACE D'ARMES et en CONSIGNE DE POSTE DE FORTE DE FORTERESSE.

CONSIGNE DE POSTE DE PLACE D'ARMES (E, 4). Sorte de CONSIGNE DE POSTE DE GARRISON dont la teneur spécifie quelle est la nature des rapports qui doivent s'établir entre ce poste principal et les autres postes de la garrison, relativement aux étrangers arrivant et aux individus mis en arrestation, etc. — Donner ces Consignes est un des droits du COMMANDANT de la PLACE.

CONSIGNE DE POSTE DE POLICE. V. CONSIGNE DE POLICE. V. POSTE DE POLICE.

CONSIGNE DE POSTE DE POSTE DE FORTERESSE (E, 5). Sorte de CONSIGNE DE POSTE DE GARRISON, qui instruit le chef du poste de la conduite qu'il a à tenir; elles indiquent la manière dont les hommes du poste doivent aller aux écues; elles leur enjoignent de tenir libres les ponts; d'aider, le matin et le soir, aux manœuvres de l'ouverture et de la fermeture des portes; de fermer à toute heure et de suite les portes et les barrières de la FORTERESSE dans tous les cas d'alarme, etc., etc.

CONSIGNE DE POSTE DE QUARTIER GÉNÉRAL. V. COMMANDANT DE PLACE DE QUARTIER GÉNÉRAL. V. POSTE DE QUARTIER GÉNÉRAL.

CONSIGNE DE POSTE D'HÔPITAL. V. COMMISSAIRE DES GUÉRIS N° 4. V. HÔPITAL MILITAIRE. V. POSTE D'HÔPITAL.

CONSIGNE DE POSTE EXTÉRIEUR DE GARRISON. V. CONSIGNE DE POSTE DE GARRISON. V. POSTE EXTÉRIEUR DE GARRISON.

CONSIGNE DE POSTE INTÉRIEUR DE GARRISON. V. CONSIGNE DE POSTE DE GARRISON. V. POSTE INTÉRIEUR DE GARRISON. V. BORDS.

CONSIGNE (consignes) de SENTINELLE (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE D'ENJOINTION qui sont un détail des CONSIGNES DE POSTE. — Ces Consignes se donnent de SENTINELLE RELIÉE à SENTINELLE RELLEVANTE, en présence des CAPORAUX DE POSTE; elles diffèrent suivant qu'elles sont CONSIGNES DE JOUE OU DE NUIT, DE PAIX OU DE GUERRE, ÉCRITES OU VERBALES, ORDINAIRES OU EXTRAORDINAIRES; ces différences sont indiquées aux mots CONSIGNE AU CAMP, — EN CAMPAGNE, — EN GARRISON, — EN FORTE. — Elles défendent de quitter les armes; de révéler la Consigne; de faire conversation; de boire, manger, s'asseoir, dormir, chanter, fumer, etc.; de se laisser relever, ou de recevoir des consignes, si ce n'est par l'intermédiaire du CAPORAL DE POSTE; d'ôter la BAÏONNETTE; de tenir la PLATINE enveloppée. Enfin elles enjoignent aux sentinelles de ne rendre d'ordres que du

PIED FERME et FACH EN TÊTE. — Le CODE PÉNAL de 1791 (tit. II, art. 9) et celui de L'AN CINQ (tit. VIII, art. 13) prononcent les punitions ou peines encourues en cas d'INEXÉCUTION DE CONSIGNE. — Mais la haute question de l'inflexible pouvoir des Consignes, surtout en temps de PAIX, devrait faire le fond d'un article de JURISPRUDENCE générale dont la loi ne s'est point occupée encore. — Les Consignes se distinguent surtout en CONSIGNE DE SENTINELLE D'ARMES, — DE SENTINELLE DE COLONEL, — GÉNÉRALE, — PARTICULIÈRE.

CONSIGNE DE SENTINELLE AU CAMP (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE AU CAMP, qui se distingue en CONSIGNE DE SENTINELLE DE GARDE DE CAMP et en CONSIGNE DE SENTINELLE DE POLICE.

CONSIGNE DE SENTINELLE D'ANGLE SAILLANT DE DEMI-LUNE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE D'AVANCÉE. V. SENTINELLE D'ANGLE SAILLANT DE DEMI-LUNE.

CONSIGNE de SENTINELLE D'ARMES (E). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE en faction devant les ARMES d'un CORPS DE GARDE. — Cette Consigne prescrit, outre les AIDES DE SERVICE et les CRIS accoutumés, certaines dispositions particulières, telles que de ne laisser entrer dans le CORPS DE GARDE que des individus que le CAPORAL OU UN CAPORAL DE GARDE donne ordre, d'y admettre; de n'en laisser sortir qui que ce soit avec des ARMES, si ce n'est par ordre de qui de droit; de veiller à ce que les DÉTENUÉS qui y sont amenés n'en sortent pas; de faire connaître de suite au POSTE tout ce qui est communiqué par le PASSAGE de la VOIE; d'avertir, s'il y a lieu, du nombre de coups que frappe l'horloge.

CONSIGNE (consignes) de SENTINELLE D'AVANCÉE (E, 6). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE EN GARRISON, qui diffère suivant le placement des SENTINELLES qui gardent la DEMI-LUNE. — Si cette Consigne concerne la SENTINELLE DU GLACIS, elle lui prescrit de faire stationner les chariots et les voitures venant du dehors, jusqu'à ce qu'elle sache si les communications sont libres; elle lui enjoint d'arrêter à trois cents pas de la PLACE tous les hommes armés qui s'y présentent, afin qu'ils soient reconnus; de répéter le mot HALTE-LÀ, s'ils continuent à marcher; si enfin ils s'obstinent à s'avancer, de faire FEU, de se retirer en dedans de la BARRIÈRE EXTÉRIEURE, de la fermer et de crier AUX ARMES. — Si la Consigne concerne la SENTINELLE de la BARRIÈRE EXTÉRIÈRE supposée en deçà de la SENTINELLE DU GLACIS, et que cette SENTINELLE de la BARRIÈRE soit en même temps SENTINELLE D'ARMES, la consigne lui prescrit de veiller à ce que les routes et

les chemins ne s'encombrent jamais de charrettes, bestiaux, bêtes de somme, etc.; et de crier à cet effet, s'il en est besoin, MARCHÉ, OU ARRÊTE LA-RAS; de ne pas laisser passer de voyageurs, de mendiants, de déserteurs étrangers, etc., etc., de voitures couvertes, etc., sans appeler le CAPORAL DE GARDE pour qu'il prenne les mesures convenables; et enfin d'annoncer l'arrivée des troupes, après avoir aussitôt fermé la BARRIÈRE; de faire passer à la SENTINELLE DU POSTE de la PORTA de la FORTERESSE ou à la SENTINELLE DU PONT-LEVIS Intérieur tous les cas ordonnés; de ne pas laisser chasser, couper d'herbes, pêcher, pâturer dans les ouvrages ni sur les GLACIS, sans en avertir le CAPORAL; de ne laisser personne s'y introduire que par l'ordre du CAPORAL. — Si cette CONSIGNE concerne la SENTINELLE de l'ANGLE SAILLANT de la DEMI-LUNE, elle lui prescrit de veiller à ce qui se passe dans le FOSSÉ de la DEMI-LUNE vers la campagne; si elle concerne la SENTINELLE du RAIL de la PORTE de la DEMI-LUNE, elle lui prescrit de découvrir ce qui se passe au loin autour de la PLACE et d'en avertir toutes les SENTINELLES circonvoisines au moyen du PASSAGE de la VOIX; enfin si elle concerne la SENTINELLE du PONT-LEVIS EXTÉRIEUR, elle lui prescrit, en cas d'ALARME, de faire à l'instant basculer le PORT de la DEMI-LUNE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE BARRIÈRE.
V. BARRIÈRE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE DE POLICE AU CAMP. V. SENTINELLE DE BARRIÈRE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE BARRIÈRE EXTÉRIEURE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE D'AVANCÉE. V. SENTINELLE DE BARRIÈRE EXTÉRIÈRE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE BATTERIE.
V. CONSIGNE DE SENTINELLE DE PORTE DE FORTERESSE. V. BATTERIE DE REMPART. V. SENTINELLE DE BATTERIE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE COLONEL (E, 1, 3, 4), ou CONSIGNE DE SENTINELLE DE DRAPEAU. Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE qui a pour objet de s'opposer à ce que le DRAPEAU puisse être emporté du logis, si ce n'est par un DÉTACHEMENT du RÉGIMENT venant en armes et conduit suivant les règles accoutumées.

CONSIGNE de SENTINELLE DE COLONEL EN ROUTE. V. ADJUDANT DE SEMAINE EN ROUTE. V. COLONEL EN ROUTE. V. SENTINELLE DE COLONEL EN ROUTE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE DÉBOUCHÉ DE PORTE INTÉRIEURE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE DE PORTE DE FORTERESSE. V. DÉBOUCHÉ DE PORTE INTÉRIEURE. V. PORTE INTÉRIEURE DE FORTERESSE. V. SENTINELLE DE DÉBOUCHÉ DE PORTE INTÉRIEURE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE DRAPEAU.
V. CONSIGNE DE SENTINELLE DE COLONEL. V. CONSIGNE DE SENTINELLE DE POLICE AU CAMP. V. SENTINELLE DE DRAPEAU.

CONSIGNE de SENTINELLE DE FRONT DE CAMP (E, 1). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE DE GARDE DE CAMP, qui prescrit au factionnaire de ne laisser aucun HOMME DE GARDE s'écarter du POSTE; de faire PRENDRE LES ARMES pour toutes TROUPES de plus de trois hommes; de ne pas laisser approcher les PARLEMENTAIRES ennemis et les DÉSERTEURS ÉTRANGERS, si ce n'est par l'ordre du CAMP du POSTE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE GARDE DE CAMP (tutti. sous-général). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE AU CAMP (et surtout en un CAMP DE GUERRE), qui, pendant le jour, prescrit au factionnaire de ne laisser aucun MILITAIRE s'écarter du POSTE; de ne laisser sortir du CAMP que les MILITAIRES conduits par un OFFICIER ou par un sous-OFFICIER; de ne laisser sortir de la TENTE ou de la BARAQUE les PRISONNIERS que pour aller aux LATRINES, et accompagnés en ce cas d'un soldat armé; d'arrêter les gens suspects et de crier AUX ARMES à la vue de toute TROUPE ARMÉE. — Les Consignes de sentinelle de la garde du camp se distinguent en CONSIGNES DE SENTINELLES DE FRONT DE CAMP.

CONSIGNE de SENTINELLE DE GÉNÉRAL.
V. CONSIGNE PARTICULIÈRE DE SENTINELLE. V. SENTINELLE DE GÉNÉRAL.

CONSIGNE de SENTINELLE DE GLACIS. V. GLACIS. V. SENTINELLE D'AVANCÉE. V. SENTINELLE DE GLACIS.

CONSIGNE de SENTINELLE DE HAUT DE PORTE DE DEMI-LUNE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE D'AVANCÉE. V. SENTINELLE DE HAUT DE PORTE DE DEMI-LUNE.

CONSIGNE de SENTINELLE DE MAGASIN.
V. CONSIGNE PARTICULIÈRE DE SENTINELLE. V. MAGASIN DE VIVRES. V. SENTINELLE DE MAGASIN.

CONSIGNE de SENTINELLE DE MAGASIN A POUVRE (E, 3). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE EN GARNISON qui prescrit à cette SENTINELLE de laisser son FUSIL dans la GUÉRITE; de faire FACTION avec la RAISONNETTE DE FUMIL, s'il ne lui est fourni une HALLEBARDE; de ne laisser approcher personne avec du FEU; de ne laisser entrer qui que ce soit que par l'ordre du CAPORAL DE GARDE, et de prendre toutes les autres précautions ordonnées.

CONSIGNE de SENTINELLE DE POLICE AU CAMP (C, 3; E, 1). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE AU CAMP qui varie suivant le placement des diverses SENTINELLES de cette GARDE; elle prescrit aux SENTINELLES DE BARRIÈRE de s'opposer à ce que l'on touche

AUX ARMES DES FAUCONNAUX, à moins que ce ne soit en présence d'un officier de la COMPAGNIE; elle prescrit à la SENTINELLE DU DRAPEAU d'avertir de l'approche du GÉNÉRAL EN CHEF, et de ne laisser toucher au DRAPEAU que par le sous-officier de bivac ou par le PORTE-DRAPEAU.

CONSIGNE de SENTINELLE DE POLICE EN GARRISON (C, 3; E, 3). Sorte de CONSIGNE de SENTINELLE EN GARRISON qui, en outre des devoirs courants, prescrit à l'homme mis en faction de crier AUX ARMES pour tout officier GÉNÉRAL qui visiterait la CASERNE, et NORS LA GARDE pour le COLONEL, ou pour l'OFFICIER SUPÉRIEUR qui commanderait en son absence et jouirait ainsi des mêmes PRÉROGATIVES.

CONSIGNE de SENTINELLE DE POLICE EN NOUIT (C, 3; E, 4). Sorte de CONSIGNE EN ROUTE qui prescrit les mesures relatives aux DÉTENUIS, AUX ÉQUIPAGES, etc.; elle enjoint à la SENTINELLE de crier : NORS LA GARDE ! pour le COLONEL.

CONSIGNE de SENTINELLE DE PORT-LEVIS EXTÉRIEUR. V. CONSIGNE de SENTINELLE D'AVANCÉE. V. PORT-LEVIS. V. SENTINELLE DE PORT-LEVIS EXTÉRIEUR.

CONSIGNE de SENTINELLE DE PORT-LEVIS INTÉRIEUR. V. CONSIGNE de SENTINELLE DE PORTE DE FORTERESSE. V. PORT-LEVIS. V. SENTINELLE DE PORT-LEVIS INTÉRIEUR.

CONSIGNE (consignes) de SENTINELLE DE PORTE DE FORTERESSE (E, 3). Sorte de CONSIGNE de SENTINELLE EN GARRISON qui détermine les CAS où les HOMMES DE TROUPE seraient en tout ou en partie CONSIGNÉS, c'est-à-dire soumis à une CONSIGNE AUX PORTES. — La Consigne de la sentinelle prescrit en outre de ne pas laisser entrer de SOLDATS ÉTRANGERS à la GARRISON, sans qu'ils parient au CHEF DU PORTE; elle veut que la sentinelle, lorsqu'il se présente des voitures pour sortir, crie : ARRÊTE LA-NAS! afin que la SENTINELLE de l'AVANCÉE entende ce cri, et y réponde par les mots : MARCHE OU ARRÊTE LA-NAS! Elle veut réciproquement que, si la SENTINELLE de l'AVANCÉE crie : ARRÊTE LA-NAS! la SENTINELLE de la PORTE y réponde par le passage de la VOIX, comme il vient d'être indiqué; elle veut que, dans tous les cas, cette sentinelle fasse défilé à la distance convenable les chevaux et les voitures en les empêchant de trotter ou de gaiopier sur les ponts; qu'elle arrête tout conducteur de voitures qui viendraient à se briser, et qu'elle en avertisse le CAPORAL DE GARDE. — Si cette Consigne s'applique de jour à une SENTINELLE du DÉBOUCHÉ d'une PORTE INTÉRIEURE, elle enjoint à cette SENTINELLE d'avoir l'œil sur toutes les SENTINELLES EXTÉRIEURES, et de passer la VOIX à la SENTINELLE D'ARRÉE. Si la Consigne concerne

la SENTINELLE du PORT-LEVIS INTÉRIEUR, elle lui enjoint de ne laisser jamais encombrer ni obstruer ce PORT. Si la Consigne concerne une SENTINELLE du REMPART ou d'une BATTERIE, elle leur prescrit de ne laisser monter qui que ce soit sur la BANQUETTE et le PARAPET, à moins que le CAPORAL DE GARDE ne l'ordonne, et de ne laisser approcher qui que ce soit des FICES et BATTERIES, à moins d'autorisations régulières; de ne laisser passer, pendant la nuit, que les RONDES et PATROUILLES, et d'exiger qu'elles aient le CHEMIN DE RONDE ou la BANQUETTE sans abréger leur route en passant par les degrés ou par le talus du REMPART.

CONSIGNE de SENTINELLE DE REMPART. V. CONSIGNE DE PORTE DE FORTERESSE. V. SENTINELLE DE REMPART.

CONSIGNE de SENTINELLE EN CAMPAGNE (E, 1), OU CONSIGNE GÉNÉRALE DE SENTINELLE EN CAMPAGNE. Sorte de CONSIGNE EN CAMPAGNE qui prescrit à la SENTINELLE d'observer attentivement tout ce qui se passe; de FAIRE PEU EN CAS D'ATTAQUE; de crier AUX ARMES! si elle aperçoit l'ENNEMI; de placer de temps en temps l'oreille contre terre, pour reconnaître s'il ne marche pas des TROUPES dans l'éloignement; de remarquer si elle n'aperçoit pas des nuages de poussière s'élever, si les oiseaux fuient avec précipitation, si les chiens des environs font de grands aboiements, si des chevaux hennissent au loin, ce qui serait un indice de la MARCHÉ d'une TROUPE; enfin de ne PRÉSENTER LES ARMES que pour des TROUPES passant à peu de distance, ou bien dans des cas où elle aurait à se mettre en défense.

CONSIGNE de SENTINELLE EN GARRISON (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE EN GARRISON qui se distingue en CONSIGNE de SENTINELLE D'AVANCÉE, — DE MAGASIN À POUSSÈRE, — DE POLICE, — DE PORTE DE FORTERESSE, — EN GARRISON DE JOUR, — EN GARRISON DE NUIT.

CONSIGNE (consignes) de SENTINELLE EN GARRISON DE JOUR (E, 3). Sorte de CONSIGNES de SENTINELLE EN GARRISON qui sont données par les ADJUDANTS DE PLACE, et qui prescrivent aux SENTINELLES les ALERTES de SERVICE et les CRIS qui y ont rapport; les différents HORNEURS à rendre par le SALUT D'ARMES, ou bien par la GÉNÉPLEXION devant le SAINT SACREMENT; elles leur défendent de souffrir aucune malpropreté, et de s'opposer à tout ce qui pourrait causer quelques DÉGRADATIONS AUX FORTIFICATIONS; elles leur défendent de s'éloigner de plus de trente pas de la OUVÈRTE; d'y entrer, si ce n'est en cas de mauvais temps; d'y rester, si l'on s'agit de rendre les HORNEURS; de quitter leurs ARMES.

CONSIGNE (consigne) de SENTINELLE EN GARNISON DE NUIT (E, 3). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLES EN GARNISON qui leur prescrivent de crier d'une voix forte : Qui vive ! toutes les fois qu'elles entendent on vient quelqu'un s'approcher du lieu où elles sont ; de ne laisser passer aucun individu, s'il n'a répondu de manière à se faire connaître ; de répéter, s'il est besoin, jusqu'à trois fois le cri : Qui vive ! le faisant suivre du mot : HALTE-LÀ si l'on continue à s'approcher, et menaçant de tirer, puis appelant AUX ARMES ! de crier à la vue des RONDÉS OU PATROUILLES : Qui vive ! CAPORAL, BONS LA GARDE OU BONS DE GARDE ! et en expliquant, si c'est une RONDE, de quelle espèce elle est ; de faire prendre aux passants leur direction du côté opposé à la GARETTE ; de présenter LES ARMES AUX RONDÉS, PATROUILLES ET TROUPES ARMÉES.

CONSIGNE de SENTINELLE EN ROUTE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE DE POLICE EN ROUTE. V. DÉTENU DE CORPS EN ROUTE. V. SENTINELLE EN ROUTE.

CONSIGNE de SOUS-OFFICIER. V. ADJUDANT DE SEMAINE N° 1. V. SOUS-OFFICIER.

CONSIGNE d'ESCORT D'ÉQUIPAGES EN ROUTE (E, 4). Sorte de CONSIGNE EN ROUTE qui prescrit aux MILITAIRES qui font partie de cette escorte de veiller pendant la journée à la sûreté des ÉQUIPAGES et des CONVALESCENTS, et de marcher de manière à arriver à cent pas en arrière de la TROUPE.

CONSIGNE d'INJONCTION (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE limitant certains ordres spéciaux. Une telle Consigne est une instruction ou un ordre ordinairement relatifs aux fonctions du SERVICE ARMÉ. Ce qu'elle prescrit est obligatoire sans restriction ; elle a force jusqu'à ce qu'il lui en soit substitué une nouvelle, ou qu'elle soit renvoyée. Ne pas la respecter ou l'enfreindre, c'est aliéner, FORGER, VIOLER, ROMPRE la Consigne REÇUE. — Ces Consignes sont DONNÉES, SUIVANT leur nature, soit par le COMMANDANT DE PLACE, soit par le CHEF DU CORPS, soit par les CHEFS DES POSTES DE GARDE. — Celles qui ont leur action dans l'intérieur des CASERNS, sont transmises par les ADJUDANTS DE SEMAINE à leurs successeurs. — Les Consignes sont en général ÉCRITES ; cependant elles sont ORALES quelquefois. — On donne indifféremment le nom de Consigne à la planchette ou à la pancarte sur laquelle est appliquée une injonction écrite. — Les Consignes d'injonction se distinguent en CONSIGNE AU CAMP, — DE POSTE, — DE SENTINELLE, — EN CAMPAGNE, — EN GARNISON, — EN ROUTE.

CONSIGNE ÉCRITE, OU CONSIGNE PERMANENTE. V. ADJUDANT DE PLACE N° 1. V. ADJUDANT

DE SEMAINE N° 1. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 1. V. AFFICHE DE CONSIGNE. V. CAMPORAL DE CONSIGNE. V. CHEF DE POSTE D'ORDONNÉS DE GARDE N° 2. V. COLONEL D'INSTRUMENT FRANÇAIS DE LIEUX N° 18. V. COMMANDEMENT DE GUERRE. V. COMMANDEMENT DE POLICE EN GARNISON. V. CONSIGNE DE POSTE AU CAMP. V. CONSIGNE DE POSTE DE GARNISON. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. CONSIGNE D'INJONCTION. V. CONSIGNE EN GARNISON. V. ÉCRIT, adj. V. PERMANENT.

CONSIGNE EN CAMPAGNE (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE d'INJONCTION ; ainsi nommée par opposition aux CONSIGNES AU CAMP, — EN GARNISON, — EN ROUTE. Il en a été traité spécialement par M. BONJOUR. Elles se distinguent en CONSIGNE DE GUERRE et en CONSIGNE DE SENTINELLE.

CONSIGNE EN GARNISON (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE d'INJONCTION ; ainsi nommée par opposition aux CONSIGNES AU CAMP, — EN CAMPAGNE, — EN ROUTE. Elles sont principalement de l'espèce des CONSIGNES ÉCRITES ; celles de la GARDE DE LA PLACE ne concernent que son SEUL SERVICE ; elles se distinguent en CONSIGNE DE GUERRE, — DE POLICE, — DE POSTE, — DE SENTINELLE.

CONSIGNE EN ROUTE (term. sous-génér.). Sorte de CONSIGNE d'INJONCTION, ainsi nommée par opposition aux CONSIGNES AU CAMP, — EN CAMPAGNE, — EN GARNISON. Elles se distinguent en CONSIGNE DE PIQUET, — DE SENTINELLE, — D'ESCORTE.

CONSIGNE EXTRAORDINAIRE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. EXTRAORDINAIRE.

CONSIGNE FAUSSE. V. FAUSSE CONSIGNE.

CONSIGNE FORCÉE. V. FORCÉ. V. FORCER UNE CONSIGNE. V. VIOLATION DE CONSIGNE.

CONSIGNE GÉNÉRALE DE SENTINELLE (E). Sorte de CONSIGNE DE SENTINELLE envisagée indépendamment des lieux et des circonstances où elle se donne. Ainsi le fond de cette Consigne s'applique à tous les cas ; elle embrasse la sûreté du POSTE, le soin d'en maintenir dans ses environs, l'absence de tous les événements qui peuvent le concerner ou l'intéresser, la surveillance relative aux INCENDIES et à la tranquillité publique, les honneurs à rendre, etc.

CONSIGNE GÉNÉRALE DE SENTINELLE EN CAMPAGNE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE EN CAMPAGNE. V. SENTINELLE EN CAMPAGNE.

CONSIGNE INTRA-MURS (E, 3), OU CONSIGNE AUX PORTES D'UNE GARNISON. Sorte de CONSIGNE équivalant à une DÉFENSE d'ouïr-passer les portes d'une VILLE ; cette défense et cette délimitation sont quelquefois un moyen de PUNITION, quelquefois une simple précaution, une mesure de POLICE GÉNÉRALE.

un moyen de rendre plus fructueux le débit des boissons des cantines étalles. — La Consigne n'est une punition que quand les portes d'une ville sont libres. — Le règlement de 1768 (1^{er} mars) regardait les portes comme n'étant jamais libres, puisqu'il prescrivait (lit. n. art. 77) de ne laisser sortir les hommes de troupe que munis de permission. — L'ORDONNANCE DE POLICE DE 1792 regardait les portes comme libres, puisqu'elle a fait une punition de cette Consigne qui était jusque-là une mesure générale et journalière; et pourtant l'ORDONNANCE DE 1768, visiblement modifiée ainsi, n'en est pas moins censée en vigueur encore dans toutes ses parties, tant notre législation est contradictoire avec elle-même. — L'ORDONNANCE DE 1818 (15 mai) ne mentionnait plus la Consigne intra-muros.

CONSIGNE JOURNALIÈRE. V. CONSIGNE PROVISoire, V. JOURNALIÈRE.

CONSIGNE ORDINAIRE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE, V. ORDINAIRE.

CONSIGNE PARTICULIÈRE DE SENTINELLE (E). Sorte de consigne de sentinelle de nature à se modifier suivant qu'il s'agit d'une sentinelle d'armes, d'avancée, de porte de fortresses, de général, des magasins, etc.

CONSIGNE PERMANENTE. V. ADJUDANT DE PLACE N° 1. V. GARDE DE POLICE EN GARNISON. V. PERMANENT.

CONSIGNÉ (consignés) — PORTIER, subs. masc. (A, 1), ou GARITON, ou GARITIER, comme on disait autrefois. Sorte de consignes commis à la surveillance d'une porte de place de guerre. — LA LOI DE L'AN SEPT (25 FÉVRIER) reconnaissait mille portiers-Consignés et évaluaux payés aux frais de l'Etat, à cinq centes francs l'un. — L'ORDONNANCE DE 1829 (81 mai) appelait portiers-CONSIGNÉS ces employés; elle en reconnaissait trois cent douze du grade de sous-officiers; elle reconnaissait des BATELIER-SOUS-PORTIERS du grade de CAPORAL ou de BRIGADIER. — Elle n'admettait à l'emploi de portiers que des militaires ayant servi seize ans, ou ayant été blessés sous les drapeaux. — Les portiers-CONSIGNÉS sont logés dans un bâtiment construit sur la demi-lune et voisin du poste de l'avancée, et sont sous les ordres des ADJUDANTS DE PLACE. — Autrefois une des fonctions des Consignés était de sonder avec une longue broche les voitures de fagots, légumes, fourrages, etc., de crainte des surprises qu'un ennemi aurait pu tenter au moyen d'hommes échés. — Les devoirs de cet employé consistaient à aller chercher et à reporter les clefs de la porte de la FORTE-RESSE; à se faire représenter les passe-ports ou les permis des voyageurs, etc.; à inter-

roger les écuries, à écrire leurs noms, ou même à les leur faire écrire; à s'indigner s'ils passaient ou devaient résider; à prendre note du nom des aubergistes ou des habitants chez lesquels les voyageurs comptent loger; enfin à remettre à qui de droit un état de tous les renseignements recueillis. — L'ORDONNANCE DE 1768 (1^{er} mars), la LOI DE 1794 (10 JUILLET), le DÉCRET DE 1811 (24 MARS) réglaient la nomination, l'uniforme, les allocations, les fonctions, la subordination des Consignés; le DÉCRET DE 1811 énonçait les cas où ils devaient faire fonctions de SECRÉTAIRES-ARCHIVISTES. — S'il n'y a pas de Consignés, les précautions qui regardent ces employés sont prises par le chef même du poste de la porte. — Les portiers sont mieux rétribués que les sous-officiers du même grade; et, s'il faut en croire la *Sentinelle de l'Armée* (t. II, p. 264), leurs émoluments s'accroissent de quelques gratifications qu'ils reçoivent de l'administration civile, des voyageurs et des voitures publiques.

CONSIGNE PROVISOIRE, ou JOURNALIÈRE, ou VERRALE. V. ADJUDANT DE PLACE. V. ADJUDANT DE SEMAINE N° 1. V. ADJUDANT-MAJOR DE SEMAINE N° 1. V. CHEF DE POSTE D'HOMMES DE GARDE N° 3. V. CONSIGNE DE GUERRE. V. PROVISOIRE.

CONSIGNE VERRALE. V. CONSIGNE DE SENTINELLE. V. CONSIGNE D'INJECTION. V. CONSIGNE PROVISOIRE. V. VERRAL, adj.

CONSIGNE VIOLÉE. V. VIOLATION DE CONSIGNE. V. VIOLÉ, adj.

CONSIGNÉ (consignés), adj. et subs. (term. génér.). Mot qui a la même étymologie que le mot CONSIGNE, et qui s'applique à des militaires français auxquels la punition nommée *consigné* est infligée. Pour s'assurer qu'ils l'observent, il est fait des appels d'une forme particulière. — Le mot *Consigné* se distingue en *CONSIGNÉ A LA CASERNE* et en *CONSIGNÉ EN ROUTE*.

CONSIGNÉ A LA CASERNE (C, 2). Sorte de consigné dont il est fait mention pour la première fois dans l'ORDONNANCE DE POLICE DE 1788; mais elle n'appliquait ce genre de punition qu'aux seuls soldats, car, dans notre milice, l'ancien usage était de désigner sous le nom d'ANNÉS les consignes des sous-officiers et des caporaux. — Cette même ordonnance voulait que tout Consigné portât, pour signe de sa punition, un grand C de drap rouge ou bleu, cousu à la hauteur de la poitrine sur le côté gauche de la veste. Elle voulait que les Consignés se rassemblaient dans la cour de la caserne pour y être inspectés toutes les fois qu'on baltrait la MARCHÉ DE NUIT. — En vertu

d'un usage plus anciennement établi dans quelques corps d'infanterie, les hommes de troupe Consignés étaient reconnus au moyen d'une seule ceinture; ils ne quittaient pas le bonnet de police; ils étaient exercés aux secondes classes, devaient être employés aux corvées de casernes, aux corvées de propreté, aux corvées générales, etc. — Depuis que la police des casernes a regardé les Adjudants-Majors de semaine, en état des Consignés devait être entre leurs mains. — L'ordonnance de 1792 (24 juin) étendit aux sous-officiers la punition de la consigne. Elle défendit que les Consignés sortissent de la caserne, excepté pour cause de services. — Le fond de ces dispositions était maintenu par l'ordonnance de 1818 (15 mai). Conformément à ce qu'elle prescrit, l'adjudant de semaine doit inscrire au livre de police le nom des Consignés, ainsi que la date et la durée de leur punition, afin que le chef du poste de police en ait toujours connaissance; cet adjudant fait des appels de Consignés en les rassemblant au bruit de la batterie à l'ordre, ou plutôt au rappel aux Consignés; les caporaux et soldats Consignés portent une ceinture noire à la jambe gauche, par opposition à la chaussure de l'autre jambe; et un des devoirs des caporaux est de veiller à ce que leurs soldats Consignés ne quittent pas cette ceinture. — Les Consignés ne sont dispensés d'aucun service, et ne peuvent sortir que sous la conduite d'un sous-officier, et avec l'assentiment de l'adjudant de semaine. — A sept heures du matin, du premier octobre au premier avril, et à six heures et demie le reste de l'année, le tambour de police bat le rappel aux Consignés dans les environs du corps de garde de police pour annoncer la corvée de propreté et les salayages de grande corvée. — Ici le mot Consigné ne doit probablement s'entendre que des sol-

dats, car il n'est pas supposable qu'on emploie des caporaux à l'accomplissement des corvées, et l'ordonnance de 1855 (2 novembre) l'a depuis entendu et précisé ainsi. — La sentinelle de police veille à ce que les Consignés ne sortent pas de la caserne. — L'ordonnance de 1855 (2 novembre) a spécifié de nouveau, en les modifiant en quelques points, les règles relatives aux Consignés, la forme des appels, les corvées, les exercices auxquels ils sont soumis; elle a omis et par là supprimé les marques extérieures de la veste ou de la ceinture qui servaient à les faire reconnaître peu convenablement; elle a institué la consigne à la chambre pour les sous-officiers.

CONSIGNÉ AUX PORTES DE FORTERESSE. V.
CONSIGNÉ DE SENTINELLE DE PORTE DE FORTERESSE. V. FORTERESSE. V. PORTE DE FORTERESSE.

CONSIGNÉ (consigné) EN ROUTE (C. 3, 5). Sorte de Consigné et d'hommes de troupe qu'un sous-officier de semaine remet à la garde de police, et qui y sont retenus un ou plusieurs jours suivant la gravité de la punition. Ils sont détachés du corps de garde de passage jusqu'à la retraite. — La consigne du piquet de logement règle les mesures dont ils sont l'objet.

CONSIGNER, verb. act. Mot emprunté, ainsi que les mots *consigne*, *consigné*, à la langue commerciale; il signifie dans cette langue, charger un correspondant de la conservation de certains objets, et il aura probablement été appliqué au langage de la guerre par les troupes qui auraient été dans le cas de servir sur mer, ou au moins de s'embarquer. Il signifie : donner en garde soit des hommes, soit des choses; intimé certains ordres; notifier certaines exceptions, certaines prohibitions.

CONSOLE. V. NOMS PROPRES.

CONSOMMATION	{	COMPTABILIAIRE.	{	DE COMPTE DE DÉTACHEMENT.
				DE DÉCOMPTÉ.
		D'EFFETS D'UNIFORME.	{	D'EFFETS D'ARMEMENT.
			{	D'EFFETS D'HABILLEMENT.

CONSOMMATION, subs. fém. (term. génér.). Mot dérivé, ainsi que le verbe *consommer*, du latin *consummatio*, *consummatus*, *consummatus*. Voilà pourquoi *consommer* signifie quelquefois totaliser ou achever, et quelquefois user et détruire. Le mot *Consommation* appartient à une des branches de la

surveillance du ministre de la guerre. Il se distingue en *consommation comptable*, — d'armes, — de provision, — de services, — d'effets d'uniforme, — par destination.

CONSOMMATION COMPTABILIAIRE (term. sous-génér.). Sorte de consommation qui est

le terme et la justification des *DÉPENSES* d'un corps et de leur *COMPTE*. Ainsi il y a une Consommation quand le montant de la *DÉPENSE* a été réglé et constaté par une *REVUE* DE LIQUIDATION. — Les *REGISTRES* DE RECETTES et de Consommations se confrontent avec les *FACTURES*, et doivent concorder avec les *ÉTATS* DE SITUATION. — L'acquiescement de ce qui est dû, en vertu de droits considérés administrativement, est une Consommation. — Sur cette matière on peut consulter M. VAUCHELLE. — Une Consommation se distingue en CONSUMMATION DE COMPTE DE DÉTACHEMENT et en CONSUMMATION DE DÉCOMPTE.

CONSUMMATION D'ARMES. V. ARMES. V. ARSENAL. V. SAIEE D'HOUMES DE TROUPE.

CONSUMMATION DE COMPTE DE DÉTACHEMENT (B, 1). Sorte de CONSUMMATION COMPTABILIAIRE dont un *CHEF* DE DÉTACHEMENT devait, lors de sa rentrée au corps, s'occuper sans délai, en produisant, comme le voulait l'ORDONNANCE DE 1818 (13 mai), toutes les pièces justificatives des *DÉPENSES* ou des *PAYEMENTS* qu'il a faits; des *RECETTES* auxquelles son détachement a donné lieu. A l'égard des *PAYEMENTS* qu'il a opérés, le *CHEF* DE DÉTACHEMENT charge le *COMPTE* des *COMPAGNIES*, le *COMPTE* du *TRÉSORIER* et celui des *OFFICIERS* DE DÉTAIL, de toutes les imputations qui peuvent les concerner. Faire cette répartition ou LIQUIDATION s'appelle *CONSUMER*.

CONSUMMATION DE DÉCOMPTE (B, 1), OU *ARRÊTÉ* DE DÉCOMPTE, OU *RÈGLEMENT* DE DÉCOMPTE. Sorte de CONSUMMATION COMPTABILIAIRE qui consiste dans le rapprochement et la comparaison du *CREDIT*, en deniers ou en *RATIONS* qui seraient allouées par les *REVUES* DE LIQUIDATION, pour un laps de temps déterminé, à un corps ou à une autre *PARTIE* PRENANTE; le *DÉBIT* résulterait des *PAYEMENTS* ou des *DISTRIBUTIONS* DE *RATIONS* que ce corps ou cette *PARTIE* PRENANTE auraient perçus pour le service de ce même temps. — L'examen de ce *DÉBIT* servirait à faire ressortir le moins perçu ou le trop perçu, et aurait pour effet de *CONSUMER* ainsi les opérations par lesquelles on parvient à connaître et à constater la situation respective du DÉPARTEMENT DE LA GUERRE et de ses *CRÉANCIERS*. — Quand le *DÉCOMPTE* d'une LIQUIDATION est consommé, les *ACQUIS* *PROVISOIRES* peuvent être détruits. — L'époque où la Consommation du *DÉCOMPTE* a lieu dans un *RÈGEMENT* est celle où les *BORDERS* D'AVANCE et les *TITRES* qui les appellent sont représentés au corps.

CONSUMMATION DE PRESTATION. V. PRESTATION.

CONSUMMATION DE REVUE. V. CONSUMMATION

COMPTABILIAIRE. V. REVUE. V. REVUE ÉCRITE.

CONSUMMATION D'EFFETS D'ARMEMENT (B, 1), OU CONSUMMATION D'ARMEMENT DE TROUPE. Sorte de CONSUMMATION D'EFFETS D'UNIFORME qui, ainsi que les CONSUMMATIONS D'EFFETS D'HABILLEMENT, résulte des pertes occasionnées par des événements de force majeure, ou par des causes telles que la vétusté, le défaut de soin, les circonstances de la guerre, la disparition des déserteurs, etc. — On appelle aussi Consommations, mais improprement, les versements dans les arsenaux ou les remises d'armes en cas d'incorporations. — Les CONSUMMATIONS PAR VERSEMENTS sont justifiées par un récépissé d'un garde d'armement, visé par un officier d'artillerie. — Les CONSUMMATIONS PAR REMISES sont constatées par des états nominatifs visés d'un officier d'intendance. — Les Consommations par vétusté sont celles qui arrivent à l'expiration d'une durée légale. — Les CONSUMMATIONS PAR DÉSERTION, qui consistent surtout en *SARRIS*, sont expliquées dans des états dressés par le conseil d'administration, et vérifiés par un membre de l'intendance en exercice. Le remboursement de ces dernières Consommations, si elles ont lieu en garnison, tombe à la charge du conseil d'administration, à moins qu'il ne dégage sa responsabilité en prouvant que les armes ont été exportées par des déserteurs qui étaient en faction. — Dans tous les cas, les causes des Consommations d'armes sont examinées par les inspecteurs d'armes, et les résultats des pertes ou diminutions sont vérifiés sur le livret d'armement, ainsi que sur les pièces produites comme probantes.

CONSUMMATION D'EFFETS D'HABILLEMENT (B, 1). Sorte de CONSUMMATION D'EFFETS D'UNIFORME à laquelle on peut appliquer par analogie une grande partie de ce qui a été dit des CONSUMMATIONS D'EFFETS D'ARMEMENT.

CONSUMMATION D'EFFETS D'UNIFORME (term. sous-génér.). Sorte de CONSUMMATIONS qui motivent l'emploi des *EFFETS* DE REMPLACEMENT, et qui se mesurent à raison des durées légales. — Les Consommations se distinguent en CONSUMMATION D'EFFETS D'ARMEMENT et en CONSUMMATION D'EFFETS D'HABILLEMENT.

CONSUMMATION D'ÉTOFFES. V. ÉTOFFES. V. ÉTOFFE D'HABILLEMENT. V. FACTURE. V. MATIÈRE. V. TAILLE DE MILITAIRES.

CONSUMMATION PAR DÉSERTION, PAR ÉVÉNEMENT DE GUERRE, PAR REMISE, PAR VERSEMENTS. V. CONSUMMATION D'EFFETS D'ARMEMENT.

MENT. V. DÉPARTITION, V. ÉVÉNEMENT DE GUERRE.
V. REMISE D'ARMES. V. VERSÉMENTS.

CONSONNER, verb. act. et neut. V.
CHEF DE DÉTACHEMENT DE CORPS N° 3. V. CON-
SONNATION. V. CONSONNATION DE COMPTE DE
DÉTACHEMENT. V. CONSONNATION DE DÉCOMPTÉ.

CONSTABLE, subs. masc. V. CORRÉ-
TABLE.

**CONSTANT-BELLARS; CONSTAN-
TEN; CONSTANTINE; CONSTANT-
NOËLE**, V. NOMS PROPRES.

CONSTITUANT (constituante), adj. V.
ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

CONSTITUÉ (constituée), adj. V. CON-
STITUTION. V. CORPS CONSTITUÉ.

CONSTITUTIF (constitutive), adj. ou
CONSTITUTIONNEL, ou ORGANIQUE. V. AGGREGA-
TION C... V. CADRE C... V. COMPOSITION C... V.
CONSTITUTION. V. DÉCOMPLEMENT C... V. EM-
PLOI C... V. FONCTION C... V. FORCE C... V.
FORMATION C... V. GRADE C... V. ORDRE DE RA-
TABLES C... V. TIER C... V. SECTION C... V. SUB-
DIVISION C... V. TENDANCE C...

CONSTITUTION, subs. fém. (A), ou
CONSTITUTION D'ARMÉE, ou CONSTITUTION MILI-
TAIRE, ou CONSTITUTION STRATÉGIQUE. — Le
mot Constitution est d'origine latine; il a
produit l'adjectif *constitutif*; il exprime la
forme fondamentale de la machine d'une na-
tion, la loi du mécanisme de son adminis-
tration, le système de son recrutement et
de sa réserve, la hiérarchie de ses grades;
le pied, les proportions et la subordination
des diverses parties ou catégories de l'ar-
mée; les moteurs, les ressorts, le jeu de la
force armée. — Une Constitution qui n'ap-
pelle pas indistinctement au service tous
les jeunes hommes de la nation fonde ou
maintient l'esclavage d'une partie du peu-
ple. — Considérée par rapport aux troupes
de France, la Constitution est ou une règle
écrite ou le résultat de cette règle; dans le
premier cas, elle est une branche princi-
pale du code militaire, et l'ensemble des
branches élémentaires nommées composi-
tion, levées, organisation; dans le second
cas, elle est le mode d'application d'un cer-
tain nombre d'agents dont la réglementation
règle l'emploi, et que les ressorts du minis-
tre de la guerre mettent en jeu. — A dé-
faut de loi fondamentale ou de charte
militaire, la Constitution est toute dans la
main du prince qui gouverne, et elle ne
s'appuie que sur le sol mouvant des ordon-
nances. Si le roi s'en repose sur son minis-
tre, la Constitution dépend de décisions
sans unité. Si le ministre donne carte
blanche aux sous-ordres, les caprices des
commis bouleversent l'armée. Si les favoris
de cour ont la haute main, la maison mili-

taire ou l'enlourage du prince usurpant les
faveurs, assument toutes les grâces; l'état-
major est dans la splendeur, le soldat se
signe dans l'abaissement et la pénurie; les
corps privilégiés énervent l'infanterie et
obèrent la trésorerie; les généraux même ca-
dues sont dispensés de l'obligation de pren-
dre retraite. — Analysés les principes
constitutifs des armées, en examinant ce
qu'en tout temps ils ont dû et pu être. —
En vertu de la Constitution reçue, un offi-
cier général, un souverain, un consul, un
sénat, selon que le droit de cette initiative
leur est acquis, prononcent ou décrètent
quelle sera la composition des troupes, et
ils y coordonnent la forme des levées. L'au-
torité qui a posé cette première base charge
un ministre, un chancelier, un major gé-
néral, un quartier-maître général, un tribun,
un aaronite, suivant l'époque, l'usage, le
pays, d'entrer dans les moindres détails de
l'organisation. Le jeu organique, la vitalité
deviendront par cette marche le complément,
la mise en œuvre de la composition. — Jus-
qu'ici tout a été travail de cabinet; les opé-
rations sur le terrain vont y succéder; des
agents délégués par le ministère, par la
chancellerie, par une cour auxiliaire, par un
pouvoir analogue, vont ordonner ou opérer
la formation effective définitive; les repré-
sentants du pouvoir administratif y procé-
dent, y président; leur mandat est accompli
quand l'armée est sur pied. — De cet ins-
tant, les chefs qu'ils ont mis en demeure
d'agir assument la responsabilité des mesu-
res ultérieures; le but de l'organisation est
atteint. — Les moyens adoptés en France
pour arriver à cette fin et les résultats
obtenus sont-ils ce qu'il y a de mieux? Pour
en décider, il faut examiner quelles qualités
doit renfermer une Constitution. — Elle est
sage et solide, si les principes en sont étu-
diés et durables; si tout y est convenablement
pondéré; si la choix des hommes appelés et
admis dans les cadres est le meilleur possi-
ble; si elle prépare, pour les jours de dangers,
la victoire. Peser cet axiome, c'est avouer
qu'on n'a pas encore atteint généralement
la perfection; c'est du moins le jugement
prononcé ou sous-entendu par quantité d'au-
teurs; ceux qu'on peut interroger sur ces
matières sont : BAUDRAN (1777, D), BERO-
MAYE, BOHAN (1781, H), BOUVILLIER (1790),
M. le colonel CARRON (1818, G), DARCON
(1789, G), DARUT (1789, B), DELANOUR
(1760, F), DELAUNE (1780, I), DERNIER (1836),
DEBOIS-CHANCÉ, l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), le
général GIRARDIN, GRIMONARD (1782, K), GUGY
(1782, K), GUINERT (1775, E), JARRY (1789,
H), LEBLANC (1789, E), LELOU (1804, B), MAIN-

GARBAUD (1822, B), MAIRBOY (1777, E), M. MAUDUIT, MONTIGNY (Turpin, 1819), ODIER (1824, E), POULTIERY (1783, B), le général PERVAL (1827), ROGNAT (1816, B), SAINT-GERMAIN (1780, O), SCHWINDT (1676), SERVAN (1806, C), M. SICARD (1850), TURPIN (1783, O), WAGNER, enfin un écrivain anonyme (1777, G). — Parmi ces écrivains il y en a qui ont confondu les mots Constitution et législation, choses distinctes, puis-que la seconde est un tout, la première une des parties. — D'autres auteurs ont employé vaguement le mot Constitution comme synonyme d'ORDONNANCE, ou comme signifiant une manière d'être radicale dont ils négligent et d'indiquer les éléments et d'étudier les produits; il n'en est presque aucun parmi eux qui ait rattaché à une pensée fixe des principes qui le fussent; aucun ne nous a retracé un mode ou un mécanisme mis en harmonie depuis sa base jusqu'aux sommités. — L'importance d'une Constitution, les rameaux nombreux qui s'y rattachent, l'influence qu'elle exerce, témoignent la nécessité des ARMÉES PERMANENTES; car, sans cette permanence, les règles ou les traditions de la Constitution s'altèrent, se perdent, et la MILICE devient barbare. Telle est donc la proposition primordiale à admettre, tel est le pivot de tout raisonnement sur ce sujet; point de Constitution sans TROUPES RÉGULIÈRES. Il est onéreux et dur, sans doute, d'en solder constamment pour l'utilité supposée d'un avenir indéterminé; mais, politiquement, c'est un tribut à la civilisation; fiscalement, c'est une charge inévitable; il faut s'y résigner, quelque coûteuse qu'elle soit pour l'Etat, et quelque fondés que semblent les reproches dirigés par la philosophie contre ce système. — De cette première condition, à laquelle l'existence des nations est liée, il faut passer à l'examen des principes qui en assurent le maintien. — La Constitution militaire doit être surtout en harmonie avec la Constitution politique du pays et avec le génie de la nation; ses éléments doivent être calculés, non sur la distribution commode des TROUPES dans des GARNISONS, comme on l'a souvent fait, non dans l'intérêt de certains pays à fourrages, de certaines villes à manufactures, de certaines provinces sans industrie dont l'argent des TROUPES perpétue l'engourdissement, mais à raison des institutions sociales des peuples circonvoisins, de la position géographique de l'Etat, de la sûreté de ses FRONTIÈRES, des moyens les plus efficaces de prévenir la DÉMAGOGIE, des CAS et des OPÉRATIONS DE GUERRE présumables, et de la situation du théâtre des HOSTILITÉS, autant qu'il

est possible aux prévisions humaines d'en rendre raison. — Et pourtant il ne s'est vu, en FRANCE, de Constitution raisonnée et écrite que depuis le milieu du dix-huitième siècle; et les dispositions en étaient si peu consolidées, que chaque jour la COMPOSITION des TROUPES FRANÇAISES était l'objet de nouvelles remaniements, et par conséquent sa TACTIQUE était l'objet d'éternels tâtonnements. — Un MINISTRE qui retranche de la Constitution, ou qui y ajoute la plus minime disposition, le moindre échelon, le simple GRADE par exemple de CAPORAL ou d'ADJUTANT, ébranle les fondements de l'ARMÉE et se met en état de forfaiture, car la Constitution doit être au-dessus des ordonnances et des caprices ministériels. — Avec quelle réserve y toucherait-on, s'y l'on réfléchissait aux conséquences de la moindre modification; elle entraîne, en effet, la nécessité d'un remaniement de toute la LÉGISLATION, ou plutôt la laisse boiteuse et déconvenue. En voici une preuve : l'ORDONNANCE sur le SERVICE EN CAMPAGNE DE 1753 (17 FÉVRIER) répondait à la Constitution de 1750 ou de DARGENSON; CHOISEUL et SAINT-GERMAIN ont donné à l'ARMÉE les CONSTITUTIONS DE 1756 et DE 1776, et pourtant les RÈGLEMENTS DE CAMPAGNE DE 1778 et DE 1788 avaient pour type le règlement DE 1753; aussi nos règlements de campagne ont-ils été bien longtemps la partie la plus défectueuse de notre LÉGISLATION. — Les formes de la Constitution doivent être coordonnées à la TACTIQUE, puisque toute TROUPE est directement constituée pour combattre, et qu'une Constitution est un préliminaire dont la TACTIQUE est le moyen d'action. — La Constitution la plus sage est celle qui est la moins dispendieuse, la plus durable et qui n'exige du soldat rien au delà des sacrifices que la patrie a droit d'attendre et que la loi spécifie; elle doit buriner sur l'airain les DROITS qu'elle concède, les devoirs qu'elle prescrit, ce qu'elle se propose, ce qu'elle attend, ce qu'elle promet. — Une Constitution sublime serait celle qui, procurant une ARMÉE redoutable à l'étranger, jamais à son pays, serait l'appui du trône, sans être l'épouvantail des bons citoyens et le désespoir des contribuables. — Une Constitution bien cimentée devrait être assez robuste pour se refuser à l'introduction d'un nouveau système par chaque nouveau MINISTRE; elle n'aurait cette solidité qu'autant qu'elle s'appuierait sur des principes simples, uniformes, inviolables, mais dont la durée et la révision seraient prévues et convenues, et dont les dispositions ne seraient retouchées qu'avec l'ensemble du CODE MILITAIRE. — Un des pré-

miers effets d'une Constitution militaire devrait être de régler avec précision l'espèce des ARMES PERSONNELLES et des GRADÉS qui ressortissent à ces ARMES, de coordonner le tout aux THÉÂTRES présumables des guerres, de fixer le PIED DE GUERRE et le PIED DE PAIX, et d'embrasser les cas où le passage réciproque d'un PIED à l'autre peut avoir lieu; elle devrait renoncer, à ce que prétendait Mirabeau (1788, C), à ces CORPS créés par un esprit frivole et d'imitation, tels que le sont NOS MUSARDS, puisque nous avons des CHASSEURS À CHEVAL; elle devrait s'abstenir de ces conceptions équivoques, de ces fictions, de ces superfétations qui, telles que l'ARMÉE ACTUELLE des DRAGONS, laissent douter si le CATÉGORIE appartient à la CAVALERIE, à la CAVALERIE LÉGÈRE, à UNE CAVALERIE MIXTE, ou à UNE INFANTERIE À CHEVAL. — Elle ne devrait pas établir la vaine distinction d'une INFANTERIE DE BATAILLE et d'UNE INFANTERIE LÉGÈRE, qui ne différencieraient que par des variétés frivoles de costume; elle devrait prendre un grand et national parti à l'égard des CORPS PRIVILÉGIÉS. — Il faut qu'une Constitution ait usé de stabilité pour que ceux à qui il importe de l'étudier ne la voient pas changer avant d'avoir réussi à l'apprendre ou même à la comprendre. Il n'est pas moins important qu'elle soit une, égale, inflexible, afin de préserver les TROUPES de cette fièvre de mécontentement et de cet esprit de murmure qui est nourri par des variations sans fin, et par le spectacle des AVANCEMENTS que le mérite ou le droit ne justifient pas. Enfin il est indispensable que les lois et la marche de l'ÉCONOMIE de l'ARMÉE s'y raccordent, que le GOUVERNEMENT militaire ne l'ébranle jamais, et qu'il y ait harmonie entre les méthodes du SERVICE MILITAIRE, les ressources du SERVICE MÉDICAL, le budget du trésor public, le degré de RESPECT de la DISCIPLINE et les précautions d'un AVITAILEMENT assuré. — Former de tels vœux c'est peindre l'état d'enfance dans lequel est encore, en plusieurs pays, l'ART MILITAIRE, et c'est faire en même temps la critique indirecte de la versatilité des usages de quelques nations. — LA MILICE PRUSSIENNE, au temps de Frédéric DEUX, répondait en grande partie aux qualités et aux conditions qui viennent d'être esquissées; la Constitution de son ARMÉE était loin sans doute d'être parfaite, elle était inapplicable à d'autres nations; mais, par un hasard heureux, Frédéric avait trouvé, lors de son avènement au trône, la LÉGISLATION MILITAIRE d'accord avec les principes de gouvernement de son royaume, les mœurs du temps, l'obéissance du peuple; il sut tirer parti de cet avantage local et de cette

rare circonstance; il alla mieux s'interdire les améliorations que de troubler en son ARMÉE les usages établis. Ce monarque était convaincu que les succès des MILICES GRECQUE et ROMAINE avaient été le fruit de la solidité et de la durée de leurs Constitutions; il pensait qu'il vaut mieux laisser subsister des imperfections que de démonter une machine si compliquée; aussi ses troupes n'éprouvèrent-elles aucun changement pendant son long règne; ce qu'il avait trouvé existant existait encore après son règne. — BORN (1784, H), en vue de censurer les Constitutions du Nord et de la PRUSSE, a essayé d'introduire une distinction logique que le temps n'a pas sanctionnée. Il met en opposition les mots Constitution et Institution; il regarde la première de ces expressions comme indiquant la forme de la puissance militaire, la seconde comme signifiant l'art de communiquer au militaire l'âme, les passions, la force; l'une (la Constitution) se renferme dans les bornes de l'homme physique, l'autre embrasse toutes les facultés morales; l'une organise des machines, l'autre crée des héros, etc. — Une définition trop absolue, trop restreinte, a été tracée par M. le colonel CARRON (1824, A): La meilleure Constitution d'armée a toujours été celle où le soldat de toute arme voyait de plus près l'exercice et l'effet de toutes les armes: le mot Constitution n'y semble pris que comme synonyme de tactique d'ARMÉE; mais nous citerons bientôt un passage où l'auteur l'emploie avec plus de justesse. — GUERRE avait entrepris, sur un vaste plan, une histoire de la Constitution militaire de FRANCE; il est à regretter que ses ouvrages n'en aient été que le préliminaire, ou que son Essai sur la tactique en ait été la publication trop hâtive. — Quittons le champ de la théorie pour entrer dans celui de l'histoire et méditer le passage suivant, qu'on lit dans GUERRE: Les troupes de l'Europe ont, à quelques légères différences près, les mêmes Constitutions, c'est-à-dire des Constitutions imparfaites, mal calculées sur leurs moyens, et dont ni l'honneur ni le patriotisme ne sont la base. — L'AUTEUR déplore cette similitude qui date surtout du dernier siècle; il l'attribue à la ressemblance des formes des divers gouvernements; il regrette que nulle part il ne se voie de nuance nationale, si ce n'est dans la MILICE TURQUE. — Ces considérations seraient oiseuses au milieu de la crise qui agite les deux mondes; et c'est aux publicistes à débattre la question de savoir s'il faut s'affliger ou s'applaudir de l'espèce de niveau que la SCIENCE, et par conséquent les Constitutions militaires semblent disposées à prendre. Le point lin-

portant pour nous est de concentrer nos regards sur la MILICE FRANÇAISE. — Quelques auteurs en font remonter la Constitution au temps de CHARLES SEPT, parce qu'à dater de son règne notre ARMÉE reçoit des améliorations marquées. Cependant cette opinion est controversable, puisque le hasard seul présida, jusqu'à HENRI QUATRE, à la confection des LOIS CONSTITUTIVES. La trop courte durée du règne du Béarnais rejette dans le chaos les institutions qui venaient de naître. L'anarchie militaire se perpétue jusqu'à LOUIS QUATORZE; mais un monarque qui disait : *L'Etat c'est moi*, y renfermait ces autres mots : La Constitution militaire c'est moi ou mon ministre. Des circonstances locales s'opposaient d'ailleurs peut-être à ce qu'il jetât en bronze une Constitution. Les débris de la féodalité, c'est-à-dire certaines mœurs et certains hommes, étaient une portion d'héritage que ce monarque avait été forcé d'accepter avec la couronne, et il n'eût peut-être pas dépendu de lui de remplacer, par des dispositions mieux appropriées aux intérêts nationaux, les vieilles formes vagues et capricieuses qui prévalaient alors dans la MILITAIRE. — Faire un système mieux ordonné eût mal convenu à l'essai des NOBLES oisifs et nécessaires, qui regardaient comme un patrimoine la possession des GRADES de l'ARMÉE. — Après le grand règne, à l'aurore du siècle philosophique, des idées plus saines se développent. — Le CONSEIL DE LA GUERRE, créé sous PHILIPPE D'ORLÉANS RÉGENT, ébauche, en 1718, un plan de Constitution. C'est un projet aussitôt avorté que cooçu, et nous allons voir autant de Constitutions apparaître qu'il se rencontrera de ministres qui joignent une certaine prépondérance de cabinet aux qualités de l'homme zélé et laborieux. Chaque groupe d'ORDONNANCES qui vont être promulguées, et qui concernent de hautes questions, aura on sera censé avoir pour noyau une Constitution. — Un ORDONNANCE de Constitution de l'ARMÉE FRANÇAISE est promulguée en 1733 (1^{re} et 10 décembre); on la doit à DANGERVILLE. Une réforme et une nouvelle organisation ont lieu en 1749 : c'est ce qu'on appelle la Constitution de 1750 ou de DARGENSON; elle commençait à peine à pourvoir à quelques nécessités des TEMPS DE PAIX. — Quand la GUERRE de 1756 éclate, elle nous trouve sans préparations et sans principes. Nos malheurs ou plutôt notre malhabileté dans cette lutte, les succès que FRÉDÉRIC DEUX y obtient, la fermentation naissante des esprits positifs sont autant de causes qui allaient agir sur l'ARMÉE. CHOISEUL est donc amené en 1762 (21 décembre) à renouer le

projet du duc d'Orléans; il essaye d'établir une Constitution, mot qu'on regardait alors comme synonyme de CODE MILITAIRE; s'il n'atteint pas entièrement ce but, il opère du moins d'utiles innovations dans les règles de l'AVANCEMENT. Il réussit à mettre au compte de l'Etat les COMPAGNIES D'INFANTERIE FRANÇAISE, et la fabrication des FUSILS de l'INFANTERIE; il conserve assez de CADRES, lors des RÉFORMES que la PAIX nécessite, pour favoriser plus tard un système nouveau d'ORGANISATION propre au TEMPS DE GUERRE et de nature à rendre moins onéreux les ENGAGEMENTS après la PAIX; il ne peut se refuser, il est vrai, à accorder quantité de RETRAITES et de PENSIONS attachées par l'intrigue; mais, si elles grèvent d'une charge énorme le TRÉSOR PUBLIC, il en faut accuser l'imperfection des institutions, l'obsession qui entoure les trônes, et l'esprit de routine qui jusque-là avait régi le militaire de FRANCE. — L'ouvrage de CHOISEUL était loin d'être perfectionné, que déjà il était renversé. Ses errements furent en partie abandonnés après sa disgrâce, et jusqu'à l'avènement de LOUIS SEIZE le mal n'allait qu'en empirant. — MONTERRAND renouvelle de semblables essais et des abus pareils; DUMOUR, en 1774, rêve et ébauche une Constitution, admet des principes plausibles, mais altère les formes établies, en recourant à de blâmables NOUVEAUX. — Vient ensuite la Constitution de SAINT-GERMAIN, en 1776; ce ministre, trop empressé de détruire, n'était pas en mesure de réparer; la force et le temps lui manquent; ses vues d'économie et ses réformes coûtent plus de trois millions à la FRANCE, et alors on regardait, pour un seul ministère, trois millions comme beaucoup. — SÉGUR, en 1786, donne aussi son nom à une Constitution. — Les mêmes abus, en fait de finances, se reproduisent en 1787, sous BRIENNE; ses ordonnances créent pour plus d'un million sept cent mille francs de PENSIONS. — Les Constitutions de 1791 et 1792 sont dues à la CONSTITUANTE et à NARBONNE. — DELORME (1780, 1), traçant quelques pages dont la critique, quoique ancienne, a été applicable si tard dans sa sévérité, s'étonne qu'avec une si mauvaise Constitution, des uniformes si luxueux, tant de disproportion entre le grand nombre d'officiers et le petit nombre de soldats, point de camp d'instruction, point d'écoles de généraux, point de garnisons permanentes, l'ARMÉE FRANÇAISE ait autant remporté de victoires. Ainsi, aux approches de la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, toutes les pensées sages qui avaient pu éclore depuis un siècle n'avaient encore produit aucun bien réel. — Le conseil de

LA GUERRE promulgue en 1788 (17 MARS) le premier RÈGLEMENT DE CONSTITUTION qui ait porté nominativement ce titre, mais cette production est mise en question aussitôt que créée. — En 1789 (1^{er} octobre), l'ASSEMBLÉE NATIONALE décrète la formation d'un comité militaire chargé de créer une Constitution militaire. DUBOIS-CRANCÉ, LAMETTE (Alexandre), LIARCOUET, MIRABEAU, ROSTAING, WERPFEN (Félix) en sont membres; mais la marche des événements s'oppose à toute institution régulière, et aucune amélioration n'est produite. — BONAPARTE saisit le timon de l'Etat, fait quelques tentatives, mais molles et de peu de durée. C'étaient des efforts de géant pour des produits de pygmées; tout se borna à des rapports touchant un projet de CODE MILITAIRE. Il marche d'essais en essais; c'est dans sa tête seule qu'est la Constitution de son ARMÉE; elle suit les développements de ses succès; il en bouleverse perpétuellement tous les principes; il laisse indéterminées la force et la nature des ÉCHADONS, des divisions et des corps; il ne proportionne pas la GARDE et l'ARMÉE DE LIGNE; il crée brusquement des COLONELS EN SECOND, des MAJORS EN SECOND, des RÉGIMENTS à trois, six, neuf BATAILLONS; enfin il fait de la composition une énigme, et, dans les loisirs douloureux de Sainte-Hélène, il se livre, comme nous l'apprend M. L. DE CASER, à des rêves tardifs, à des repentirs impuissants. — L'année 1814 a été une phase nouvelle; on a aussi rêvé alors et depuis une Constitution militaire; on l'a faite mutilée, moitié neuve, moitié française, moitié étrangère; on y a renouvelé ou maintenu des grades inutiles; on n'y a conservé que de nom les CHEFS D'ÉCARRON; on y a outré le luxe des CORPS PRIVILÉGIÉS, les dépenses des CORPS ÉTRANGERS, les prestations de l'INTENDANCE... Laissons au temps le soin de dévoiler ce qu'auront coûté les abus. — Depuis 1814, les aberrations du MINISTÈRE, les pensions non méritées qu'il a prodiguées, les grades inutiles qu'il a créés ou tolérés, les AVANCEMENTS qu'il a prostitués, les sinécures ruineuses qui dévorent l'Etat et la duplicité qui transpire dans les RÉDOUTS accusent assez et le besoin et l'absence d'une Constitution. — De 1810 à 1818, on a ébauché de grands plans pour arriver à l'enfantement de la montagne. SIX MINISTÈRES ont refondu cinq fois nos RÉGIMENTS sans établir un seul principe de Constitution militaire, si ce n'est la loi sur le RECRUTEMENT; était-ce cet avenir qui semblait se préparer en 1789 (16 DÉCEMBRE) et en 1790 (9 FÉVRIER), quand LAFAYETTE nous annonçait, du haut de la tribune, un plan de Constitution militaire plein de

vues généreuses. Ce projet, digne de nos méditations, est resté comme une semence réservée pour des temps meilleurs. On y lit cette phrase remarquable : *Ne craignez-vous pas, si votre pays n'a une Constitution militaire, que les fonds affectés par la nation au département de la guerre ne soient en proie aux courtisans; que les grades élevés ne soient accordés au nom, jannis au mérite; que l'on ne crée une multitude de colonels, de généraux richement dotés, et qu'on ne vous donne un petit nombre de soldats mesquinement vêtus, mal logés, peu considérés.* De telles réflexions ont inspiré à M. CARRON (1824, A) la pensée que voici : *La bonne Constitution de l'armée n'intéresse pas moins le maintien des libertés publiques que l'indépendance du pouvoir suprême.* — Consultez, sur la Constitution des armées, un article bien fait de la *Sentinelle de l'Armée*, t. III, p. 170.

CONSTITUTION D'ARMÉE. V. ARMÉE. V. ARMÉE FRANÇAISE N° 2. V. CONSTITUTION. V. INGÉNIEUR MILITAIRE. V. INTENDANT D'ARMÉE. V. MILICE ESPAGNOLE N° 2. V. MILICE WURTEMBERGEOISE N° 1. V. PASSÉ-VOLANT. V. SERGENT D'ARMES. V. TAILLE DE MILITAIRE.

CONSTITUTION MILITAIRE. V. COMMANDEMENT DE DIVISION TERRITORIALE N° 2. V. CONSTITUTION. V. EISEMEYER. V. INVALIDE. V. LAURET. V. MILICE ANGLAISE N° 1, 2. V. MILITAIRE, adj. V. ORDRE TACTIQUE. V. RÉGIMENT DE CAVALERIE N° 2.

CONSTITUTION STRATÉGIQUE. V. CONSTITUTION. V. STRATÉGIE.

CONSTITUTIONNEL (constitutionnelle), adj. V. FRONT C... V. GARDE C...

CONSTRUCTION, subs. fém. V. FARGE DE C...

CONSTRUCTION D'OUVRAGES DE CAMPAGNE. V. ADMINISTRATIF. V. CHARGE DE CAMPAGNE. V. CINCOVALLATION. V. DÉMORS. V. ÉCOLE DE CONSTRUCTION. V. FICHE DE FORTIFICATION. V. FORTIFICATION. V. GÉNIE STRATÉGIQUE. V. OFFICIER D'ARTILLERIE N° 6. V. OFFICIER DE CAVALERIE N° 5. V. OUVRAGE DE CAMPAGNE. V. POST. V. POST DE CAMPAGNE. V. RÉDOUTE. V. RÉDUT. V. TOUR DE FORTIFICATION.

CONSTRUCTION PASSAGÈRE. V. ABATIS DÉFENSIF. V. BASTILLE. V. CHARGE DE CAVALERIE. V. FIQUET DE C... V. PASSAGER, adj. V. RETRADE.

CONSTRUCTION PERMANENTE. V. FERMAMENT, adj. V. RÉDOUTE. V. RÉDUT. V. RÉDUT DE CITADELLE. V. SERV. V. TOUR DE FORTIFICATION. V. TOUR MAXIMILIENNE.

CONSUL, subs. masc. (F). Mot tout LATIN, signifiant précisément homme de conseil, et exprimant une fonction, un grade, un rang qui, suivant les temps, a été le plus élevé de tous ceux de la MILICE ROMAINE; il

en fut surtout ainsi pendant l'existence de la république; alors le pouvoir civil et la discipline militaire étaient confiés aux mêmes mains. — Les Consuls, créés l'an 245 de Rome, remplacés en l'an 300 par les décenvirs, ont été plusieurs fois rétablis ou abolis jusqu'en l'an de Rome 388, qui répond à l'an 365 avant J.-C.; ils ont existé depuis cette époque jusqu'à l'an 541 de l'ère vulgaire, c'est-à-dire dix siècles et demi; mais le genre et le degré de leur puissance politique et de leur autorité militaire avaient varié infiniment. — Au temps où florissait la république, l'appel et le choix des citoyens et des vétérans, l'organisation des légions, la distribution des grades, la réception du serment concernaient un des Consuls. — Un des deux Consuls restait ordinairement à la tête du sénat, quand l'autre entraînait en campagne à la tête de deux légions. Si deux armées consulaires étaient mises sur pied, chaque Consul en commandait une; il en fut ainsi au temps de Marius; si les deux armées auxiliaires opéraient réunies, les deux Consuls se succédaient jour par jour dans la direction des troupes. Le désastre des légions de Varro rend témoignage de cette vicieuse forme de commandement alternatif. — Il fut un temps où un Consul avait sous ses ordres un questeur et deux lieutenants. Quelquefois il était remplacé par un préteur. — Depuis Marius, une cohorte prétorienne gardait la personne du Consul de Rome, ou du Consul officier civil. — Les électes, c'est du moins l'opinion de M. Roguancourt, gardaient la personne du Consul de l'armée, ou du moins du Consul officier militaire; mais la puissance des temps a modifié tous ces usages; il n'y a que le fond de la jurisprudence des Romains qui ait eu une longue durée. — Le Consul décidait quelle modification pouvait être apportée à la tactique; quel service les extraordinaires devaient accomplir; il autorisait, quand il y avait lieu, les tribuns à procéder à l'élection des centurions. — A mille pas des murs de Rome, le Consul revêtait le *paludamentum* pourpre, et ne cessait d'avoir droit de le porter qu'en rentrant dans la ville; du moment qu'il le prenait, il marchait précédé de douze licteurs; il avait droit de vie et de mort, et désignait le genre de supplice à infliger, ou de châtiment à subir; c'étaient, en général, l'expulsion, la fustigation, la crucifixion, la lapidation, la décapitation, etc.; mais le choix du moyen de répression restait entièrement à son libre arbitre. Il avait, pour signe de son autorité, les faisceaux de verges et un bâton de com-

mandement enivoire. — Au côté de l'établissement dans l'enceinte qu'on nommait le *curatour*; c'était là qu'il notifiât ses ordres par la voie de l'allocton; son manteau de pourpre, développé et arboré en manière de *tribun*, était l'annonce du départ; la chute de sa tente était le signal du *décampe*. — Sa place de bataille était entre les princes et les tribuns; il s'y tenait escorté de ses vétérans et de ses gardes. — La consécration des dépouilles prises était le plus éclatant honneur qu'il pût être décoré d'un Consul; il en est peu qui l'eurent. — Dans les beaux temps de la république, la pourpre consulaire était loin de conférer au grade à vie. Le général, parvenu au terme de son consulat, redevenait souvent simple tribun. — On est mal éclairé touchant la paye dont jouissaient les Consuls. — Les Consuls ont, suivant le temps, été représentés ou remplacés ou secondés par des proconsuls ou des sous-consuls. — Quand la puissance et les conquêtes des Romains se firent accrues sans mesure, la multiplication des armées, leur éloignement de la métropole, les atteintes que leur constitution avait éprouvées, nécessitèrent la création des proconsuls; et la république dut même substituer, dans des instants difficiles, l'autorité d'un dictateur à celle des Consuls. — La dictature, d'abord légale et de courte durée, devait dégénérer en un pouvoir usurpé et permanent; ce fut ce qui arriva sous Sylla. — Un rang de dictateur à celui d'empereur (en prenant ce mot comme synonyme de monarque absolu), il n'y avait qu'un pas. César, maître de la couronne, fit abolir par décret la dictature, et ne laissa aux Consuls qu'un vain titre; ainsi fut créé honorifiquement Consul, et le dernier des Consuls, Néron, dont les tristes succès eurent lieu au milieu du sixième siècle. — On retrouve dans les républiques italiennes du moyen âge des Consuls ou des podestats exerçant une autorité temporaire et commandant en chef les milices nationales. — La France a eu ses Consuls; un empereur est sorti d'entre eux, et la garde consulaire s'est transformée en une armée privilégiée. La restauration a ramené d'autres usages, ou en a maintenu plusieurs sous d'autres noms. — GARRAUD et l'Encyclopédie des Gens du monde entrent dans quelques détails militaires au sujet des Consuls.

CONSUL MUNICIPAL. V. MAIRE DE COMMUNE. V. MUNICIPAL.

CONSULAIRE, adj. et subst. V. GARDE ... V. CONF. V. LÉGAT ... V. RÉGENT ...

CONSULTATIF (consultative). V. COMITÉ ...

CONTANO; CONTABENUS. v. NDMS PROPRES.

CONTE, subs. masc. v. CONTE n° 2.

CONTENIR (verb. act.) l'ENNEMI (H), brider ses mouvements, contrecarrer ses opérations, FAIRE FRONT à ses attaques, résister à ses APPROCHES.

CONTENTIEUX (contentieuse), adj. v. CAS CONTENTIEUX.

CONTINGENCE, subs. fém. v. DISCOURS PRÉLIMINAIRE, p. 39.

CONTINGENT, subs. masc. (A, 2; H). Mot dérivé du verbe LATIN *contingere*, survenir, arriver, se rencontrer.—Dans le langage ordinaire, un Contingent est une fourniture partielle, soit d'espèces monnayées, soit de tous autres objets; mais, dans la langue du RECRUTEMENT, un CONTINGENT MILITAIRE est une quotité d'hommes armés ou susceptibles de l'être, ou un envoi de troupes destinées à un service convenu. Des Contingents appelés à servir pendant une durée de temps déterminée, et fournis d'armures ou d'outils d'un genre spécifié à l'avance, constituaient les MILICES de la RÉPUBLIQUE.—Les ARMÉES CONFÉDÉRALES se composent de Contingents stipulés entre les gouvernements.—Dans le dernier siècle, l'ARMÉE D'EXÉCUTION était un composé de Contingents.—La proportion des Contingents ou RESERVES maintenant déterminés par la DIÈTE GERMANIQUE est exprimée au tableau qui accompagne le mot ARMÉE CONFÉDÉRALE.—On a appelé vulgairement Contingents, la LEVÉE des trois cent mille hommes qui eut lieu en vertu de la LOI de 1793 (23 FÉVRIER), et qui fut l'avant-coureur de la PREMIÈRE RÉVOLUTION. Ces hommes étaient pris parmi les Français non mariés, de dix-huit ans à quarante. Le remplacement était autorisé.

CONTINGENT MILITAIRE. v. CONTINGENT. v. MILICE BAVAROISE n° 2. v. MILICE DANNAISE. v. MILICE SUISSE n° 3. v. MILICE WURTEMBERGEOISE n° 2. v. MILITAIRE, adj. v. RECRUTEMENT.

CONTINU (continue), adj. v. CONTINUER. v. C... v. MOUVEMENT C...

CONTONDANT (contondante), adj. v. ARME C...

CONTOUR, subs. masc. v. DOUBLE CONTOUR. v. DROS CONTOUR. v. PETIT CONTOUR.

CONTOUR (term. génér.). Mot dérivé de la même racine que le mot tourner, ou provenu peut-être de l'ITALIEN *contorno*; il est employé comme terme de passementerie; il indique une garniture qui se distingue en CONTOUR DE GLAND DE DRAPEAU et en CONTOUR D'ÉPAULETTE.

CONTOUR DE GLAND DE DRAPEAU (B, 1). Sorte de CONTOUR qui environne le milieu du GLAND d'un CORDON DE DRAPEAU; il y

masque la jonction de la FRANGE; il se forme d'une torsade de cinq millimètres de diamètre et d'une longueur telle qu'elle environne spiralement trois fois le corps du GLAND.

CONTOUR d'ÉPAULETTE (B, 1), ou BOUTILLON, ou DOUBLE CONTOUR d'ÉPAULETTE D'OFFICIER. Sorte de CONTOUR en forme de demicercle qui masque la jonction de la FRANGE et du GALON, et qui sert de point de résistance à la BRIDE de l'ÉPAULETTE.—Les Contours se forment de deux TORSADES: l'un, nommé GROS CONTOUR, occupe la partie inférieure ou extérieure, et il a dix millimètres d'épaisseur; l'autre, nommé PETIT CONTOUR, a cinq millimètres d'épaisseur.—La DÉCISION de 1838 (15 NOVEMBRE) appelle tournant le Contour.

CONTRACTER (verb. act.) UN ENGAGEMENT. v. AGE D'ENROULEMENT D'ANCIEN MILITAIRE. v. ENGAGEMENT. v. ENGAGEMENT À VIE. v. ENGAGEMENT DE RECRUT. v. ENGAGEMENT LIMITÉ.

CONTRACTION, subs. fém. v. MILICE AUTRICHIENNE n° 7.

CONTRACTUEL, adj. v. TRAITÉ CONTRACTUEL.

CONTRADICTOIRE, adj. v. JUGEMENT C...

CONTRADICTOIREMENT, adv. v. CONTUMACE.

CONTRAÎNTE, subs. fém. v. CROPS D'ARMÉE. v. GARNISON. v. SERGENT CIVIL. v. SÉQUESTRE DE CONTRAÎNTE.

CONTRAÎNTE PAR CORPS (C, 6; F). Le mot Contrainte, dérivé du LATIN *constringere*, lier, attacher, exprime un moyen légal de RÉPRESSION. Une ASSIGNATION DE TÉMOIN entraîne, si elle est déclinée, Contrainte par corps. Cette Contrainte pouvait être aussi le résultat d'une ACTION JURIDIQUE et être dirigée contre les OFFICIERS français qui avaient contracté des dettes.—Le RÈGLEMENT DE POLICE de 1792 considérait la Contrainte par corps comme de nature à être exercée par la JUSTICE CIVILE à l'égard des MILITAIRES qui n'auraient pas acquitté des lettres de change souscrites par eux, etc. C'était un effet de l'ORDONNANCE de 1673.—La Contrainte par corps, abolie en 1793 (9 mars), fut rétablie en l'an six (15 germinal); mais elle paraissait n'avoir plus d'effets contre les MILITAIRES, à raison des dispositions du Code de commerce (liv. 1, art. 112; liv. II, titre 2, art. 23), qui a disposé que les traites, lettres de change, etc., ne sont réputées que de simples promesses, si elles ne sont signées par des négociants; cependant tout signataire de BILLET À ORDRE, quelle que soit sa profession, est, suivant les lois, contraignable par corps.—Quelques détails à cet

égard se trouvent dans un ouvrage moderne (1843, B). — Il est un autre genre de Contrainte par corps qui peut être prononcée contre les témoins juridiques appelés par les conseils permanents; l'annonce comminatoire de cette

Contrainte se mentionne dans les *causes*.
CONTRAVENTION, subs. fem. v. CODE PÉNAL. v. CRIME. v. DÉLIT. v. DISCIPLINE. v. FAUTE. v. JUGEMENT MILITAIRE. v. JUSTICE MILITAIRE. v. PUNITION.

APPEL DE POLICE.

APPROCHE.

ATTAQUE.

BARGE.

BATTREIN.

D'ESCRIME.

CONT.
 APPEL.
 DÉGAGEMENT.

ÉPAULETTE.

PORT.

DE BOTTES.
 DE PORTERAME.
 GÉOLOGIQUE.

GARDE.

BRIMÉE.
 CONTINUE.

MANŒUVRE.

MARCHÉ.

POLÉMONOMIQUE.
 TACTIQUE.

MINE.

DE PORTERAME.

MINÉRA.

MOT.

ORDRE.

PAR.

PLATINE.

POLITE.

DE LANE.
 D'ESCRIME.

QUEUR D'YRONDE.

RONDE.

SANGLOU.

DE SANDEROLE.
 DE CUISIÈRE.
 DE POURREAU.
 DE GIBERNE.
 DE NAVRE-SAC.
 DE SAC DE CAMPAGNE.
 D'ÉTUDE DE SACHE.

SCARPE OU ESCARPE.

SEING.

SIGNAL.

SORTIE.

TEMPS.

VALLATION.

VINTÉ.

VOLTE.

Le développement du sujet est en tête des articles CONTRA-MARCHÉ et CONTRA-MINE.

Le développement du sujet est en tête de l'article CONTRA-SANGLOU.

CONTRE, adv. et prépos. (term. génér.).
 Mot tout latin, *contre*, qui tantôt sans élision, tantôt avec élision, s'unit à plusieurs substantifs par une opération familière à notre langue. Il s'y incorpore par une fusion entière, on n'y adhére que par un trait d'union; mais quelquefois ici il en sera séparé par un repos. — Les modifications que l'expression *Contre* produit sur les termes dont elle forme la première partie, veulent être distinguées comme il suit : **CONTRE-APPEL**, — **APPROCHES**, — **ATTAQUE**, — **RANDE**, — **BATTREIF**, — **BATTE**, — **CAREER**, — **CAVALENT**, — **CURER**, — **ÉPIGAGEMENT**, — **ÉPAULETTE**, — **ÉPAULETTE À ÉCUSON**, — **ÉPAULETTE D'HOMME DE TROUPE**, — **ESCADRON**, — **ESCARPE**, — **FORT**, — **FORT À CONTRE-QUEUE D'YRONDE**, — **FORT À QUEUE D'YRONDE**, — **FORT RECTANGULAIRE**, — **POSÉ**, — **GARDE**, — **GARDE À FLEURS**, — **GARDE SIMPLE**, — **GARDÉ**, — **GUET**, — **INFANTERIE**, — **LA CAVALERIE**, — **LOGE**, — **MANOEUVRE**, — **MARCHE**, — **MARCHE PAR FILE**, — **MARCHE PAR RANG**, — **MARCHER**, — **MINÉ**, — **MIRER**, — **MIRER**, — **MOT**, — **MOUVEMENT**, — **QUELQUE**, — **RANDE**, — **RANDE**, — **ROULE**, — **QUER**, — **QUER D'YRONDE**, — **RECORDE-FORT**, — **ROLE**, — **RONDE**, — **RECORD**, — **RÉGION DE COURBOIR**, — **ESCARPE OU ESCARPE**, — **ÉPIG**, — **SIGNAL**, — **SIGNE**, — **SORTIR**, — **TEMPS**, — **TE-NANT**, — **TRANCHÉE**, — **VALLATION**, — **VISITE**, — **VOLTE**, — **VOLTER**.

CONTRE-APPEL (contre-appels) de POLICE, subs. masc. (C, 3; E, 1, 3, 4). Appel hiérarchique qui se fait à l'investiture, ordinairement de nuit, et comme un moyen de contrôler les appels qui ont déjà eu lieu; le quatrième RÔLE DU CAMIER D'APPEL sert à faire le Contre-appel. — Certains règlements ont désigné les Contre-appels sous la dénomination de VISITES EXTRAORDINAIRES; mais l'expression est mal choisie. — Des Contre-appels peuvent être ordonnés dans la CASERNE par le COLONEL et par le CHIEF DE BATAILLON DE MAJOR; il en peut être fait, de jour ou de nuit, par l'ADJUTANT-MAJOR DE SEMAINE assisté de l'ADJUTANT DE SEMAINE; il peut même en être fait par cet ADJUTANT, mais il doit en prendre à cet égard les ordres de l'ADJUTANT-MAJOR DE SEMAINE, ou lui en rendre compte le plus tôt possible.

CONTRE-APPEL D'ESCRIME (G, 5). Sorte de CONTRE D'ESCRIME, mouvement opposé à l'APPEL de l'adversaire; ainsi, dans le cas où un des deux tireurs ferait un APPEL en ERGA- GANT l'ÉRÈ dans les ARMES, son adver- saire exécuterait un Contre-appel en ERGA- GANT l'ÉRÈ sur les ARMES.

CONTRE-APPROCHE (contre-approches), subs. fém. (G, 5; H, 1), ou **CONTRE-TRANCHÉE**, ou **LIGNE** de Contre-approche.

Centre de ces deux, auquel FOULARD (1727, A) prétend qu'on n'a jamais eu recours. Il est vrai qu'elle a cessé d'être utilisée, depuis qu'on lui a préféré le système des BASTIES. — Les anciens ont pratiqué quelques TRAVAUX de cette espèce, au moyen de COUNTER-MINES, c'est-à-dire de GALLERIES COUVERTES; car les COUNTER-MINES anciennes, ne se ressemblent point aux nôtres. — Au siège de BELGRADE attaqué par MARBOUT D'ICX en 1456, les ASSIÉGÉS disputèrent le terrain par Contre-approche, comme le témoigne COMART (1696, B), dans la relation de ce siège. FOULARD (1727, A) prétend que depuis cette époque on n'a pas employé ce moyen; c'est une erreur. — Dans les sièges modernes, on a appelé mines des TRAVAUX de SIÈGE DÉFENSIF qui consistent en des TRAVAUX creusés à partir du CHÂTEAU COUVERT et dirigés de l'un à l'autre, à l'égard des ouvrages de l'ASSIÉGÉ qu'on veut attaquer par assaut; l'objet des Contre-approches était d'entraîner plus ou moins ces ATTAQUES; de pouvoir rencontrer l'ENNEMI corps à corps; d'être à même de lui disputer le terrain pied à pied. — Les Contre-approches paraissent de l'extérieur de deux demi-lignes voisines et venaient pointer vers l'ASSIÉGÉ; si celui-ci s'emparait des Contre-approches, c'était sans fruit, car elles étaient alors prises d'ENLÈVE par le CHÊMIN COUVERT et par les DEMI-LIGNES. — Les FRANÇAIS y eurent recours pour la première fois au SIÈGE de ROGER; le lieutenant Vissart y opposa à HENRI QUATRE une ligne de COUNTER-APPROCHES; et au siège de BERG-OP-BOOM, en 1622, les TRAVAUX de COUNTER-APPROCHES furent obtenus et nombreux, comme FRETACH le témoigne. — BRILLÉ (1702) les recommande comme des DÉFENSES brillantes et actives qui entretiennent dans les garnisons une ardeur guerrière. — En 1828, les Turcs recoururent à l'emploi de ce moyen pour la défense de Varna. — Il a été traité des Contre-approches par BRADSHAW (1767, I), DESPREZ (1735, B), L'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), FOLARD (1727, A), FRETACH, GATY (1679, A), GORDON, GUILLET (1680, B), KERNSTUELLER (1774, F), LACHENATE (1758, I), aux mots Gouverneur, Saute, etc.; LILLIEN (1761, B), POTIER (1779, X, au mot Ligue); SATTLES, SMITH (1772, A).

CONTRE-ATTAQUE (contre-attaques)
(II, 4). TRAVAUX qu'à l'approche d'un SIÈGE, ou quand il vient d'être entrepris, UNE GARNISON exécute à une certaine distance de LA FORTIFICATION, en vue d'établir de nouvelles FILADES et de PRENDRE DES REVERS sur les TRANCHÉES et sur les HAUTEURS DE SIÈGE de l'ENNEMI.

CONTREBANDE, subs. fém. (F). Mot
que, par corruption, donne naissance à la fami-

nin, et qui aurait dû être masculin; il est dérivé des expressions *contrabando*, *contrabando*, que les ESPAGNOLS et les ITALIENS ont employées, comme s'ils eussent dit : en opposition au RAN ou à la DÉFENSE. AUCOIN s'abuse en donnant à ce terme une origine plus militaire, et en se persuadant qu'il signifiait bande de révoltes ou troupe antagoniste des corps organisés qu'on appellait BANDES. — Le mot *Contrabande* ne sera examiné là que comme un DÉLIT MILITAIRE que prévoyait le RAN de NOÛT; il en est question depuis 1688 en plus de vingt ordonnances, parce qu'il existait des lignes de donanés de province à province, et que les douaniers avaient le droit et de faire des perquisitions dans les casernes et de fouiller les RÉGIMENTS sur les routes quand ils changeaient de garnison. Les troupes s'en vengeaient quelquefois par de rudes espiègleries; ainsi la cavalerie, forcée de s'ouvrir pour le passage des visiteurs, les martyrisait comme involontairement en éperonnant ses chevaux; quelquefois elle serrait brusquement les rangs de manière à emprisonner et à bousculer les commis avant qu'ils n'eussent eu le temps de sortir des escadrons. — Le SEL et le TABAC étaient surtout le grand objet de *Contrabande*; et, suivant les temps ou les circonstances, porter plus d'une livre de tabac, c'était encourir la peine de la potence, une longue détention où les GALÈRES perpétuelles; en outre de ces châtimens, il était infligé des AMENDES et ordonné des RETENUES sur les appointemens des OFFICIERS, comme devant être responsables des DÉLITS de leurs subordonnés. — Ces usages sont retracés dans le Traité de BAUGOT (1761, H).

CONTRE-BATTERIE, subs. fém. (C, 2; H). **BATTERIE** dressée et servie de manière à démenter les BATTERIES des SOGERS A FEU D'UN ASSIÉGÉ. — On construit les Contre-batteries sur des CAVALIERS, sur des COMMANDERIES, sur des ÉMINENCES, etc. — Un ASSIÉGÉ dressé des Contre-batteries pour réduire et éteindre, en les CONTRE-BATTANT, les feux que l'ASSIÉGÉ dirigerait contre la BATTERIE DE BRÛCHE. — On pourrait aussi appeler Contre-batteries celles dont la destination est de CONTRE-POINTER, comme dit l'ACADÉMIE.

CONTRE-BATTRE, verb. act. et neut. v.
BATTRE. V. CONTRE-BATTERIE. V. FACE D'OUVRAGE. V. FEU PÉRIODIQUE.

CONTRE-CARRER, VED. 261. V. CARRER,
V. CARRER DE LAME.

CONTRE CAVALERIE, V. CAVALERIE, V.
COMBAT CONTRE CAVALERIE.

CONTRACÉE, subs. masc. v. ANIME.
v. CUTHASS. v. CUTHAZ.

CONTRE-DÉGAGEMENT (G, 5). Sorte de CONTRE D'ESCRIME ou de jeu d'épée qui consiste dans l'action de dégager en même temps que l'adversaire, les lames étant dans la même position.

CONTRE d'ENCHER (term. sous-génér.); Jeu d'épée qui consiste à parer en *ma* GRANT, ou à dérober sur un *ma* GRANT. On pare de QUARTE UNE BOTTE DE TIERCE, ou l'on PARE DE TIERCE UN COMP DE QUARTE; *ajouté* il y a des DOCTES CONTRES, ou des CONTRES du CENTRE, il y a aussi, en SARRIS, des CONTRES APPELS et des *ma* GRANTS.

CONTRE-ÉPAULETTE (B.1). Ornement d'épaule, qui fait partie, de l'uniforme, des **ADJUDANTS** et des **OFFICIERS** de certains **GRADUS** dans la plus grande partie des corps de l'**INFANTERIE FRANÇAISE**; la **Contre-épaulette** décore, leurs **RANGS**, leurs **FRACS**, leurs **REDINGOTES** du côté opposé à l'**ÉPAULETTE**. — On a donné aussi, mais inexactement, le nom de **Contre-épaulette** aux **ÉPAULETTES** en drap des **RANGS** de **TROUPE**. C'était sous ce nom que les désignait, le **RÈGLEMENT** de 1779 (21 **MARS**); la **CIRCULAIRE** de 1852 (25 **JANVIER**) les appelle **CONTRE-ÉPAULETTES** à l'**ÉCHÉANCE**. — Le mot **Contre-épaulette** n'était plus employé quand l'**ORDONNANCE** de 1832 (8 **MARS**) s'en est servi de nouveau au mépris des règles de la **LOGIQUE** et de la **LOGIQUE**, puisqu'il n'y a pas de **Contre-épaulette** là où il n'y a pas d'**ÉPAULETTE**. — Le mot **Contre-épaulette**, employé dans le sens qu'il doit raisonnablement avoir, donne l'idée d'une garniture qui ne diffère de l'**ÉPAULETTE**, que par l'absence de la **FRANGE**. — Il n'y a eu d'abord dans l'**INFANTERIE FRANÇAISE** de **FRANGE** que les **COLONELS** et les **MAJORS** qui ne portaient pas de **Contre-épaulettes**. — Depuis le ministère de **LATOUR-MAUROGAT**, les capitaines ne portent plus de **Contre-épaulettes**; aussi de loin on les prend pour des colonels, tandis que de loin on prend les chefs de bataillon pour des lieutenants. L'autorité ministérielle tomberait-elle dans de pareilles inadvertances, si elle était dans l'obligation de ne rien changer qu'avec l'avis d'un corps délibérant, qu'on nommerait académie militaire, conseil de la guerre, **GRAND JURY**, ou à qui l'on donnerait tout autre nom? — La **Contre-épaulette** s'attache à un **BOUTON**. Elle assujettissait le **SACRÉE** de **OFFICIERS** de l'**INFANTERIE**; mais depuis que le **bandier** est supprimé elle n'est plus qu'un ornement conservé par routine. — La notice de 1815 (5 décembre) a disposé que la **Contre-épaulette** serait de même poids qu'il que soit le **GRADE**. — Une **DÉCISION** de 1821 (10 **JUILLET**) a voulu, par une innovation sage, que la **Contre-épaulette** de **LIEUTENANT** fût à droite et la

Contre - épaulette de SOUS-LIEUTENANT à gauche.

CONTRE-ÉPAULETTE A ÉCUSON. V. CONTRE-ÉPAULETTE.

CONTRE-ÉPAULETTE D'HOMME DE TROUPE. V. CONTRE-ÉPAULETTE. V. GARANCE.

CONTRE-ESCADRON. V. ESCADRON.

CONTRE-ESCARPE. V. CONTRESCARPE. V. ESCARPE.

CONTRE-FORT, subs. masc. (term. génér.). Mot dont l'étymologie toute française s'explique d'elle-même. Il se distingue en **CONTRE-FORT DE BOTTES**, — **DE PORTERESSE**, — **GÉOLOGIQUE**.

CONTRE-FORT A CONTRE-QUEUX D'YRONDE. V. A CONTRE-QUEUX D'YRONDE. V. CONTRE-FORT DE PORTERESSE.

CONTRE-FORT A QUEUX D'YRONDE. V. A QUEUX D'YRONDE. V. CONTRE-FORT DE PORTERESSE.

CONTRE-FORT (contre-forts) de **BOTTES** (B, 1). Sorte de **CONTRE-FORTS** considérés ici comme faisant partie des **BOTTES D'ADJUDANTS**, puisque dans l'infanterie cette espèce de **BOTTES** est la seule dont la fabrication puisse concerner l'ADMINISTRATION DES CORPS. — Les **Contre-forts** sont destinés à renforcer la partie postérieure du pied de la **BOTTE**; ils doublent en cette partie la **TOIX** postérieure; ils sont de fort cuir de vache, arrêté le long de son bord supérieur et le long de sa partie postérieure à la **TOIX**, au moyen de plâques.

CONTRE-FORT (contre-forts) de **PORTERESSE** (G, 5), ou **ÉPERON DE FORTIFICATION**. Sorte de **CONTRE-FORTS** ou de solides en forme de trapèze qui appartiennent à la FORTIFICATION PERMANENTE et sont enfoncés dans l'ESCARPE. — Les **Contre-forts** sont des piliers ou des massifs de maçonnerie construits de six à six mètres, et élevés jusqu'à la hauteur du cordon; ils sont liés par leur racine au REVÈTEMENT DU REMPART, et leur queue s'étend dans le TERRAIN-PLAIN; ils sont destinés à le consolider, et y sont contre-boutants à l'effet de résister aux poussées des terres et au choc des PROJECTILES de l'ennemi. — Les **Contre-forts** soutenaient dans l'ancienne FORTIFICATION le CHEMIN DE RONDE; ils prennent ou ils ont pris, suivant leurs formes diverses, les noms de **CONTRE-FORT A QUEUX D'YRONDE**, de **CONTRE-FORT A CONTRE-QUEUX D'YRONDE**, de **CONTRE-FORT RECTANGULAIRE**. — Il y a aussi des **CONTRÉSCARPES**, des **OROGES D'OUVRAGES**, des **DEMI-OROGES** dont le REVÈTEMENT est appuyé de **Contre-forts**. — La construction des **MINES DEFENSIVES** se coordonne à celle des **Contre-forts**.

CONTRE-FORT (contre-forts) **GÉOLOGIQUE**

(G, 7). Sorte de **CONTRE-FORTS** qu'on distingue des **EMBRANCHEMENTS DE MONTAGNES**. Les **Contre-forts** ont moins d'étendue et une direction plus perpendiculaire à l'axe de la grande CRAINTE GÉOLOGIQUE. — Les **Contre-forts** sont eux-mêmes des chaînes dont la partie supérieure est en ARÊTE; ils se terminent en RAMPEAUX, se hérissent quelquefois d'ÉPERONS, s'entrecoupent de RAVINS, et ne se prêtent pas toujours au passage des grands COURS D'EAU; cependant ordinairement une RIVIÈRE arrose leur pied. Ils se partagent en GORGES, et forment les VALLÉES TRANSVERSALES après s'être inclinés dans une VALLÉE LONGITUDINALE, ou s'être abaissés subitement sur une COTE; leur plan général répond à celui de la pente des VERSANTS. — Les **Contre-forts** qui se prolongent peu, et qui tiennent ordinairement aux bifurcations qui forment l'origine d'une VALLÉE, s'appellent, dans le langage de la GÉOLOGIE, **REMPLISSEMENTS**. Quant aux **REMPLISSEMENTS** moindres qui sont des accidents des **Contre-forts**, on les nomme **APPENDICES**. — Quelqu'un emploie en général le mot **CRÊTE** en parlant des MONTAGNES, cependant c'est surtout la TÊTE ou la CIME des **Contre-forts** que les géologues appellent **CRÊTES**; et ils appellent **CROUTE** ou **PATÉ** le point où la **CRÊTE** s'abaisse en COLLINE de moindre hauteur.

CONTRE-FORT RECTANGULAIRE. V. CONTRE-FORT DE PORTERESSE. V. RECTANGULAIRE.

CONTRE-FOSSE. V. AVANT-FOSSE. V. FOSSE. V. FOSSE DE PORTERESSE. V. OUVRAGE DE FORTIFICATION.

CONTRE-GARDE (contre-gardes), subs. fém. (G, 6), ou **CONSERVE**, ou **ENVELOPPE DE PORTERESSE**, ou **ÉPERON DE FORTIFICATION**, ou **SEILON**, suivant DUPAIN (1785, F, au mot *Enveloppe*). — GARRAUD dit qu'on nommait jadis les **CONSERVES**, **Contre-gardes**, **ENVELOPPES** qui ne servaient qu'à fortifier un fossé trop large. — Une **Contre-garde** est un ouvrage à ANGLE FLANQUÉ ou une PIÈCE HAUTE à deux faces, construits en dehors de la **CONTRÉSCARPE**, et en avant de la pointe d'un BASTION, d'une OMBELINE, d'un HAVELIN, d'une TOUR BASTIONNÉE. La **Contre-garde** est séparée de ces pièces par un fossé. — MARESSON (1685, B) témoigne qu'il y avait autrefois des **CONTRE-GARDES A FLANCS** qu'on nommait **DEMI-LUNES**; mais on n'appelle plus de ce nom que la pièce qui est devant la COURTIÈRE. — DANIEL (1721, A), GRASSI (1817, H), LACHENNAIRE (1758, I, au mot *Enveloppe*), QUINCY (1741, E), l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) et le Dictionnaire de la Conversation peuvent être consultés à l'égard des **Contre-gardes**. — Ce genre de **OROGES** est à l'ARABET et à REMPART mince; il est dominé par les pièces

qu'il est destiné à couvrir; il est flanqué par les faces des demi-lunes. — Les Contre-gardes sont revêtues comme les DEMI-LUNES, et en diffèrent peu, si ce n'est par l'emplacement qu'elles occupent; elles sont élevées à pareille hauteur et susceptibles d'une défense analogue; elles sont ordinairement à deux faces ou CONTRE-GARDES SIMPLES; elles ont rarement des FLANC; ce qui, en ce cas, les assimilerait à un BASTION DÉTACHÉ et leur donnerait le nom de CONTRE-GARDES A FLANC; tel est le cas, lorsqu'elles garantissent, suivant BELAIR (1792), une TOUR BASTIONNÉE. — Leurs formes sont plus généralement celles d'une équerre, et leurs faces sont parallèles à celles de l'ouvrage dont elles forment l'avant-poste; elles cachent même les FLANC des BASTIONS voisins par qui elles sont protégées. Elles ont moins de capacité que les ouvrages à CORNE. — Quelques AUTEURS ont appelé CONTRE-FACE les Contre-gardes, parce qu'elles s'opposent à ce que l'ENNEMI passant BRÈCHE avant de s'être rendu maître de la Contre-garde; cependant il y a quelques différences entre ces ouvrages, en ce que les Contre-gardes ont leur ESCARPE en maçonnerie et répondent au fossé par un OLACHE. — On a appelé aussi Contre-gardes des BASTIONS DÉTACHÉS dont VAGAN faisait emploi: il y en a eu à BATTERIES CASERNÉES. — On a également construit des Contre-gardes ayant à peu près la figure d'un DEMI-BASTION, et destinées à garantir, non la pointe d'un BASTION, mais une seule ou chacune de ses faces; de là venait le nom de COUVER-FACE; les Contre-gardes figurées dans DANIEL (1721, A, pl. 46) sont de cette espèce. — Il y a des espèces de Contre-gardes nommées DEMI-CONTRE-GARDES. — On a employé comme Contre-gardes des TENAILLONS. — Les Contre-gardes placées en avant des BASTIONS sont regardées par SIKES (1772, A) comme formant la meilleure défense; cependant MATHÉRO (1773, B) accuse ce genre d'ouvrages extérieurs de rendre le BASTION trop petit. ROMANT a exercé ses recherches sur le meilleur parti à en tirer. Des détails

sur le même sujet se trouvent dans le Dictionnaire de la Conversation et dans l'Encyclopédie des Gens du monde. — Les Contre-gardes se distinguent surtout en CONTRE-GARDES BRISÉES et en CONTRE-GARDES CONTINUES.

CONTRE-GARDE A FLANC. V. A FLANC, V. CONTRE-GARDE.

CONTRE-GARDE BRISÉE (G, 5). Sorte de CONTRE-GARDE interrompue d'un côté et de l'autre, et qui équivalait à deux TENAILLONS avec une DEMI-LUNE.

CONTRE-GARDE CONTINUE (G, 5). Sorte ou ensemble de CONTRE-GARDES qui s'enchaînent en formant comme une double écharpe.

CONTRE-GARDE SIMPLE. V. CONTRE-GARDE. V. SIMPLE.

CONTRE-GARDE (contre-gardée), adj. V. BASTION C...

CONTRE-GUET. V. GUET. V. GUET DE PARIS.

CONTRE INFANTERIE. V. COMBAT CONTRE L'INFANTERIE. V. INFANTERIE. V. INFANTERIE CONTRE INFANTERIE.

CONTRE LA CAVALERIE. V. CAVALERIE. V. COLONNE CONTRE LA CAVALERIE. V. DISPOSITION CONTRE LA CAVALERIE.

CONTRE-LIGNE, subs. fém. V. CONTRE-VALLATION. V. LIGNE. V. LIGNE D'OPÉRATION. V. OUVRAGE DE FORTIFICATION.

CONTRE-MANŒUVRE, subs. fém. (G, 6). Mot dont la signification du mot MANŒUVRE donne l'étymologie et la clef. Il est employé par GUIBERT (1773, E) pour exprimer une disposition tactique qu'on serait dans le cas d'exécuter à l'improviste devant l'ENNEMI, en renonçant aux dispositions primitives; tel serait tout mouvement occasionné par un mouvement de l'ennemi, et ayant pour but d'en balancer et d'en empêcher l'effet.

CONTRE-MARCHE, interj. (G, 6). Locution employée soit comme COMMANDEMENT GÉNÉRAL, soit comme COMMANDEMENT D'AVERTISSEMENT adressé à une COLONNE DE PIED FERMÉ. Ce COMMANDEMENT prépare la troupe à l'exécution de l'une des diverses CONTRE-MARCHES tactiques que consacre le règlement d'exercice.

CONTRE-MARCHE

POLÉMOLOGIQUE.

TACTIQUE.

CONTRE-MARCHE

ÉTAPOLOGIQUE...
CONTRE-
A DÉROULEMENT.
EN PERDANT TERRAIN.
INFLÉXIONNAIRE.
PARATACTIQUE.
PHALANXIQUE.

CONTRE-MARCHE, subs. fém. (term. génér.). Mot que les Latins rendaient par rétrogression (*retrogressus*). Il exprime un changement d'aspect et divers modes d'évolutions que les Grecs appelaient dans le Perse, Contre-marche croisée, évolution macédonienne, et dont Robinson traite au mot *Exagmos*. — Il se distingue en CONTRE-MARCHE DE COLONNE, — PAR FILE, — PAR RANG, — POLÉMONOMIQUE, — TACTIQUE.

CONTRE-MARCHE À DÉBOÎTEMENT (G. G.). Sorte de CONTRE-MARCHE ÉPAGOGIQUE dont il était fait usage en COLONNE SERRÉE EN MASSE; elle s'appelait à DÉBOÎTEMENT, parce que les subdivisions ne pouvant, faute de terrain ou à moins de heurter une autre subdivision, opérer sur place leur changement de direction; les subdivisions paires sortaient du cadre, filaient du côté antérieur et accomplissaient en dehors leur circulation avant de se remboîter. Cette évolution s'exécutait indifféremment par une colonne disposée soit par pelotons, soit par divisions; dans le dernier cas, elle avait lieu au commandement : DIVISIONS PAIRES, EN AVANT ! et s'exécutait au commandement : DIVISIONS PAIRES ET IMPAIRES PAR FILE ! etc.

— La Contre-marche à débatement était d'invention française, et datait de 1788. MACDONALD (1788, C) témoigne que de son temps, l'ARMÉE PRUSSIENNE n'en avait encore aucune idée. — Ce système de Contre-marche, désapprouvé par SCHAUENBOURG (1800, A), a été regardé comme dangereux par M. le général PELT (Spécialiste militaire, 1828). L'ORDONNANCE de 1851 (4 mars) en a repoussé l'emploi, et a réadopté les errements de l'ORDONNANCE de 1788 (20 mai), qui faisait exécuter cette Contre-marche sur place, mais à mouvements contraires, suivant le numéro pair ou impair des divisions. Tel est l'usage actuel.

CONTRE-MARCHE DE COLONNE. V. COLONNE. V. TACTIQUE, subs.

CONTRE-MARCHE DU PÉRIODIQUE (G. G.). Sorte de CONTRE-MARCHE ÉPAGOGIQUE qui était usitée dans la MILICE PRUSSIENNE, et que décrit MIRABEAU (1788, C). On aura l'idée de cette évolution si l'on suppose que, dans la Contre-marche que nous pratiquons, la FILE, mise la première en marche, ferait halte sitôt qu'elle aurait convergé, et que les FILES suivantes marcheraient et convergeraient à leur tour, de manière à aller reprendre en arrière leur place habituelle dans l'ORDRE PAR LE FLANK.

CONTRE-MARCHE ÉPAGOGIQUE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRE-MARCHE TACTIQUE que toutes les subdivisions d'une colonne exécutent simultanément par le flank; cha-

cune d'elles change de direction en marchant par FILE. — Cette ÉVOLUTION a été perfectionnée par les Français; elle a succédé aux DEMI-CONVERSIONS et à la CONTRE-MARCHE INTÉRIEURE; elle sert à FORMER LA COLONNE À DEMI-DISTANCE FACE EN ARRIÈRE, etc. — Il commence à être question des Contre-marches au moyen d'un changement de direction par le flank dans l'ORDONNANCE de 1774 (11 juin); elles s'exécutaient alors par la droite et en passant derrière le troisième RANG. — L'ORDONNANCE de 1776 (1^{er} juin) donna naissance au système actuel des Contre-marches; elle disposait qu'elles s'exécuteraient au pas de MARCHER et par divisions. — La Contre-marche dont il est traité ici n'a pas été empruntée de l'ARMÉE PRUSSIENNE; car elle ne l'exécutait qu'à DISTANCE ENTÈRE ou à DEMI-DISTANCE et par PELOTON, comme nous le montre HOLTENDORFF (1777, K); elle en pratiquait à la fois plusieurs autres qui sont inutilisées chez nous, telles que la CONTRE-MARCHE EN PÉRIODE TERRAIN et la CONTRE-MARCHE PARATAXIQUE que décrit MIRABEAU (1788, C). Cette observation explique pourquoi la définition donnée par l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C) ne contient que des principes vagues et faux; car notre Contre-marche, perfectionnée comme elle l'est, date surtout des ORDONNANCES de 1788 (20 mai) et de 1791 (1^{er} août). — Depuis ces époques, le mot Contre-marche donne l'idée du mouvement d'une colonne à RANGS et à FILES SERRÉS, formée par subdivisions à DISTANCE ENTÈRE, ou SERRÉE à DISTANCE DE SECTION, ou SERRÉE EN MASSE. — L'objet de l'évolution est, ou de rétablir l'ORDRE SERRÉ ou naturel d'une colonne, ou de produire l'effet opposé, c'est-à-dire de l'INVERTIR. — On exécute ainsi la Contre-marche pour accomplir un déploiement du côté où était la queue de la colonne; on s'en servait utilement dans les ÉVOLUTIONS de ligne quand on devait se former en BATAILLE de la manière dite FORMATION COMPOSÉE DE DEUX MOUVEMENTS. — Le système suivi dans l'exécution des Contre-marches repose sur cette règle : Qu'une colonne ne doit marcher qu'en un cas rare et unique par le pas en arrière et par le troisième rang, comme l'a démontré un ouvrage moderne (1807, D); mais, depuis lors, on a admis un plus ample et plus fréquent usage des manœuvres par le troisième rang. — Le principe des Contre-marches est de faire PAR LE FLANK du côté antérieur, d'opérer une circulation du côté du PREMIER RANG, et de ne pas perdre de terrain; elle s'exécutait au pas ORDINAIRE ou accéléré; elle est la clef de beaucoup d'autres ÉVOLUTIONS; elle est un des élé-

CONTRE-MARCHE INFLEXIONNAIRE (G, G).
mement des défilés sur un aspect quel-
conque, et elle a puissamment contribué
au progrès de la tactique du bataillon.
L'ORDONNANCE DE 1854 (4. MARS) veut
que, avant son exécution, les deux guides
fassent demi-tour à droite. L'innovation n'a
rien que de plausible. Les Contre-marches
phalangiens se distinguent en Contre-
marches à doublement et en Contre-marches en
passant par un seul point et à chaque

CONTRE-MARCHE INFLEXIONNAIRE (G, G).
Sorte de contre-marche tactique qu'on
pratiquait avant l'invention de l'évolution qui
s'exécute sur un seul point. Elle se fait en
marchant d'abord vers l'avant, puis on se retourne
à gauche ou à droite, et on marche en arrière.
Elle a quelque analogie avec l'évolution de la
manœuvre, mais l'évolution est le moyen par
lequel une colonne de bataillon se retourne
sur un seul point, et elle se fait en marchant
d'abord vers l'avant, puis on se retourne à gauche
ou à droite, et on marche en arrière. Elle a
quelque analogie avec l'évolution de la manœuvre,
mais l'évolution est le moyen par lequel une
colonne de bataillon se retourne sur un seul
point, et elle se fait en marchant d'abord vers
l'avant, puis on se retourne à gauche ou à droite,
et on marche en arrière. Elle a quelque analogie
avec l'évolution de la manœuvre, mais l'évolution
est le moyen par lequel une colonne de bataillon
se retourne sur un seul point, et elle se fait en
marchant d'abord vers l'avant, puis on se retourne
à gauche ou à droite, et on marche en arrière.

CONTRE-MARCHE PHALANGIQUE. V. FILE. V. PAR FILE. V. TACTIQUE, subs.

CONTRE-MARCHE PHALANGIQUE. V. PAR FILE. V. TACTIQUE, subs.

CONTRE-MARCHE PHALANGIQUE (G, G).
Sorte de contre-marche tactique exécutée par
un bataillon. Elle est alors opposée à la contre-
marche phalangique, c'est-à-dire une des évolutions
de l'armée française que décrit M. LAMARQUE
(1788, C, pl. 1). Elle s'exécute soit en faisant
contre-marche un bataillon comme le ferait un
bataillon, soit au moyen de contre-mouvements
exécutés soit sur le centre, soit du côté opposé, soit en
passant par le flanc, soit en passant par le

CONTRE-MARCHE PHALANGIQUE (G, G).

Sorte de contre-marche tactique que prati-
quaient les anciennes troupes de la Grèce
antique; elle s'exécute à doublement ou à
simplement. Les autres contre-marches, ELLE
(10, A) témoigne qu'elle s'exécute en ba-
taille, par rangs ou par files; par chaque
section ou sous-section en même temps; par
l'évolution d'un seul point ou de deux points.
Elle se fait en marchant d'abord vers l'avant,
puis on se retourne à gauche ou à droite, et on
marche en arrière. Elle a quelque analogie
avec l'évolution de la manœuvre, mais l'évolution
est le moyen par lequel une colonne de bataillon
se retourne sur un seul point, et elle se fait en
marchant d'abord vers l'avant, puis on se retourne
à gauche ou à droite, et on marche en arrière.

marche, et qu'on se servait de locutions analogues quand on contre-marchait par DEMI-RANG, par QUART de RANG, par DEMI-QUART de RANG. — La Contre-marche grecque ne s'exécute plus maintenant que comme manœuvre de théâtre; mais au temps où l'on ignorait l'usage des subdivisions de forme fixe et constitutive, et où l'on manœuvrait sur dix RANGS et même plus, en se formant à FILE et à RANGS OUVERTS, il n'y avait pas d'autre CONTRE-MARCHE possible. — Jusqu'au règne de LOUIS XIIE, tous les AUTEURS qui parlent de Contre-marches ont uniquement l'intention d'appliquer à ce mot le sens de CONTRE-MARCHE PAR RANG OU PAR FILE; ainsi leur Contre-marche est toute différente de notre CONTRE-MARCHE ÉPAGOTIQUE. — La Contre-marche phalangique n'était pas regardée généralement comme abolie dès le temps où déjà l'on ne se formait plus qu'à RANGS SERIÉS, tant la routine a de puissance, et l'on s'obstinait encore à pratiquer cette ÉVOLUTION, comme le témoigne LACHENAI (1758, I), quoique la compression des RANGS l'eût rendue presque inexecutable.

CONTRE-MARCHE POLYÉROMIQUE (H, 2). Sorte de CONTRE-MARCHE ou de changement de MARCHÉ, dont le nom dérive de l'ESPAGNOL *contramarcha*, et qui donne l'idée d'une LOMOTION exécutée par une ARMÉE, ou un CORPS, dans le sens contraire à la direction primitive, ou plutôt dans une direction qui n'est pas celle que semblait indiquer le départ. — Une Contre-marche n'est quelquefois qu'une DIVERSION; quelquefois elle ne diffère d'une RETRAITE qu'en ce que la dernière est imposée par la nécessité, tandis qu'une Contre-marche est une action libre et un retour sur la route déjà parcourue, non pas précisément dans le dessein d'éviter l'ENNEMI, mais en vue de le tromper, ou de l'INSULTER sur un point qu'il ne suppose pas vulnérable.

CONTRE-MARCHE TACTIQUE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRE-MARCHE dont la dénomination est une des inexactitudes de la LANGUE MILITAIRE, puisque le mot n'a pas pour objet d'exprimer l'ÉVOLUTION que les LATINS appellaient RÉTROGRESSION, ou marche du côté opposé. — Parler de Contre-marche, c'est indiquer simplement le mouvement d'où résulte l'occupation d'un lieu nouveau dont l'aspect est à l'opposé d'un lieu ancien, et non une MARCHÉ contraire à la MARCHÉ antérieure. — Conformément aux lois de la TACTIQUE, on ne CONTRE-MARCHE que de pied ferme ou à partir de l'état d'immobilité; et une troupe qui, par exemple, se forme dans la cour de la CASERNE, et qui

du premier abord s'y range en COLONNE, est susceptible de CONTRE-MARCHE, comme dit MIRABEAU (1788, C), quoiqu'elle n'ait pas marché préalablement. — Les rétrogressions ou Contre-marches doivent avoir été connues des ROMAINS; comment, sans ce mécanisme, eussent-ils pu FAIRE FACE EN ARRIÈRE, quand il fallait combattre en ORDRE INVERTI par rapport à la formation primitive; car si leurs LIGNES MANIPULAIRES eussent simplement été DEMI-TOUR pour s'établir en ORDRE RÉVERSÉ, tout leur système tactique en eût été bouleversé, puisque les TRIAIRES, destinés à combattre les derniers, se fussent trouvés en PREMIÈRE LIGNE. Peut-être l'ORDRE EN QUINCONCE avait-il en partie pour objet de faciliter l'exécution des CLASSES et des PASSAGES DE LIGNES qui, dans ce cas, rétablissaient l'ordre en mettant en avant les HASTAIRES; mais sur ce sujet on ne peut former que des conjectures, parce que le silence des tacticiens anciens nous laisse sans lumières. — Le MÉLICK GREGOQUE avait habilement réduit en principes cette partie de la TACTIQUE qu'on a nommée Contre-marche. L'ENCYCLOPÉDIE (1751, C) en rend témoignage et en donne les dessins gravés; elle appelle CONTRE-MARCHE EN PERDANT TERRAIN l'ÉVOLUTION MACÉDONIENNE, — en gagnant terrain, l'ÉVOLUTION LACONIENNE, — sans changer de terrain ou sur place, l'ÉVOLUTION CRÉTOISE OU DANSE PERIENNE. — CASTELNAU est un des plus anciens écrivains qui aient traité des Contre-marches modernes. — Dans le dix-septième siècle, un BATAILLON (ou un corps analogue), étant en BATAILLE, faisait la Contre-marche tout d'une pièce; cette MARCHÉ PROGRESSIVE par le flanc était embarrassée et lourde, à cause de la difficulté que dix, que huit ou que six RANGS (suivant les époques) éprouvaient à converger par FILE. — On faisait, dans certains PEUX D'INFANTERIE, des Contre-marches par homme. — Sous le règne de FRÉDÉRIC DEUX, l'ARMÉE PRUSSIENNE exécutait par BATAILLON EN BATAILLE des Contre-marches à deux MOUVEMENTS. — Nos RÉGLEMENTS D'EXERCICE ne nous ont jamais prescrit que des Contre-marches en ORDRE DE COLONNE, et c'est d'elles qu'il sera question ici. — Le mot Contre-marche appliqué à la TACTIQUE est d'invention française; car les dictionnaires Italiens de l'autre siècle ne mentionnaient rien d'analogue, et, en espagnol, le mot *contramarcha* s'appliquait à la guerre, mais non à la TACTIQUE. — Nous avons donné le mot Contre-marche aux ALLEMANDS et aux ANGLAIS. — Ceux des AUTEURS qui en ont traité sont : BARDET (1740, A), BARDIN (1813, B), BULLON (1612, B), BOUTIER (1750, B), CASTELNAU, DE LA FONTAINE (1675, A),

DESPAGNAC (1754, B), DUANE (du mot *Marche*), DUBOISQUET (1769, B), ECHER (70, A), GUINERT (1775, E), GUILLET (1686, B), HOLZENDORFF (1777, K), LACHESNARE (1758, B), LAURENS (1773, H), LEBLOND (1758, B), LOSTEREAU (1647, B), MANEMON (1685, B), MAUVILLON (1788), MIRABEAU (1788, C), M. le général PELET, PICTET (1761, I), POTIER

CONTRE-MINE DE FORTERASSE.

CONTRE-MINE, subs. fém. (term. sous-génér.). Mot dont l'étymologie se retrouve dans celle du mot *mine*. — Les Contre-mines sont aussi anciennes que les mines appliquées à la guerre souterraine, et elles sont bien antérieures à l'invention de la poudre. — Les Contre-mines sont-elles à l'usage des assiégés et des assiégeants sont-elles à l'usage des uns et les mines à l'usage des autres, ou l'inverse ? A cet égard rien n'est positivement déterminé. Notre loi, notre langue ne répondent point à qui les interroge. — On peut induire de la lecture de quantité d'auteurs que *contre-miner* c'est combattre souterrainement, ou chercher à ébranler les fournaux d'une mine dont on connaît ou dont on suppose l'existence, c'est aller au-devant des mineurs ennemis pour contrarier leurs opérations. Ainsi des galeries de Contre-mine peuvent être creusées par ceux qui attaquent une place, aussi bien que par ceux qui la défendent. — En général, pourtant, il semble que des mines se fassent plutôt un travail permanent et des Contre-mines un travail passager. Par conséquent les mines appartiendraient plutôt à une forteresse, à une fortification défensive, les Contre-mines à un assiégeant, à une fortification offensive ; ainsi GASSENDI (1819) pose-t-il en principe qu'une Contre-mine est une mine des assiégeants. — Quel qu'il en soit, la plus grande partie des écrivains qui en traitent ex-professo regardent le mot Contre-mine comme exprimant certains ouvrages, certaines fortifications défensives construits par ou pour les assiégés, soit à l'avance par précaution, soit pendant le cours d'un siège défensif, et à mesure du besoin. Ces Contre-mines sont plus ou moins spacieuses suivant qu'elles sont permanentes ou de circonstance. — Les assiégeants pratiquent, dans la dernière parallèle ou plus avant, des *trous de mine* ; leurs mines partent du fond de ces trous pour chicaner les mineurs

(1779, X), SCHULTZ, WALRAVEN (1615, A). — Les Contre-marches se distinguent en *CONTRE-MARCHER ÉPACOLOQUE*, — *INFLEXIONNAIRE*, — *PARATAKIQUE*, — *PHALANGIQUE*.

CONTRE-MARCHER, verb. neut. v. ALIGNEMENT INDIVIDUEL. v. CONTRE-MARCHE TACTIQUE. v. ÉVOLUTION. v. MARCHER. v. RENVOLVER UN LIGNE.

CONTRE-M.

PASSAGÈRE.

PERMANENTE.

DE CHEMIN COUVERT.

DE RENFORT.

de l'assiégé, percer à eux au moyen de rétrards, culbuter les mineurs. — Les *rampeaux* des Contre-mines de circonstance n'ont, le plus ordinairement, que quatre pieds de haut sur deux pieds et demi de large. — PHILIPPE DE CLÈVES (1520, A) nous apprend que, de son temps, le moyen d'étudier la direction qu'il importait de donner aux Contre-mines consistait à tendre, au moyen de plusieurs piquets, un long fillet posé en travers du chemin supposé de la mine. Le bord inférieur du fillet rasait le sol et était garni d'aiguilles en dessous desquelles étaient placés des bassins de métal. Le mouvement que le travail souterrain imprimait à l'aiguille, et la direction que sa pointe marquait sur le bassin, dénotaient en quel sens marchaient les mineurs. — CARRA (1783, E), FOLARD (1727, A), GUICHARD (1758, H), MAURET (1762, E) ont exercé leurs recherches touchant les Contre-mines des anciens ; BELAIR (1792), DEXER, DELORME, JABRO (1777, G), LAVALLÉE (1675, B), MARTEN, POTIER (1779, X), PANDRONNE, SAINT-JULIEN, SIONVILLE (1756, E), ont traité des Contre-mines en usage depuis l'invention de la poudre. — Il va être question ici de ce sujet sous la dénomination de *CONTRE-MINES DE CHEMIN DE PLACE*, — *DE DEHORS*, — *DE FORTERASSE*, — *VOYANTE*.

CONTRE-MINE (contre-mipes) de CHEMIN COUVERT (G, 5), ou *CONTRE-MINES DE DEHORS*. Sorte de *CONTRE-MINES PERMANENTES* pratiquées sous le glacis, le *CHEMIN COUVERT*, les *FACES DE DEHORS* et surtout en avant des *ANGLES* ; quelquefois elles partent du *FOSSÉ*, quelquefois du *CHEMIN COUVERT* ; quelquefois elles se prolongent sous des *ADROUTES* et autres ouvrages extérieurs. — On peut monter aux Contre-mines par les *CAPONNIÈRES*, ou bien on y entre par l'*ANGLE RAILLANT* de la *CONTRE-MARCHE*. — A partir de toutes les Contre-mines, il peut être poussé des *RAMPEAUX* sous les *BATTERIES* et sous les *TRAVAUX* de l'assiégeant. Elles sont des-

linées à bouleverser le terrain des fronts d'attaque, à contrarier les approches, à interrompre l'attaque du ennemi couvert. La crainte des voureaux contrainst ainsi l'ennemi à ne s'approcher qu'avec circonspection, parce qu'avant qu'il puisse gagner le chemin couvert ils renversent ses ouvrages et lui tuent beaucoup de monde. — En outre des CONTRE-MINES PERMANENTES, on en construit de VOLANTES à l'instant du siège; elles consistent en RAMEAUX qui s'étendent sous le glacis et ne pénètrent qu'à deux ou trois mètres sous terre; les voureaux qui les terminent se nomment FOUGASSES. — L'assiégeant ne peut se garantir des RAMEAUX de l'assésé qu'en creusant des PUIS, du fond desquels les CONTRE-MINEURS les prennent en dessous. — La recherche des RAMEAUX est une importante et difficile manœuvre, à laquelle on ne saurait marcher avec trop de précautions et de persévérance.

CONTRE-MINE DE CORPS DE PLACE. V. CONTRE-MINE DE REMPART. V. CORPS DE PLACE.

CONTRE-MINE DE DEHORS. V. CONTRE-MINE DU CHENIL COUVERT. V. DEHORS. V. FOURNEAU DE MINES.

CONTRE-MINE (contre-mines) de contraindre (term. sous-génér.), ou mine DÉCOUVRIR. Sorte de contre-mine dont l'usage est bien antérieur à l'invention de la poudre. Postérieurement à cette découverte, on voit jouer, au siège de BOMES, en 1522, plus de cent Contre-mines. — Depuis cette époque on en emploie de différentes sortes, comme le témoignent CAENÉ (1783, F), DELOHME; DESPREZ (1736, H), DEVILLE (1839), DICTEUR (1779), LACHENAI (1758, I), LEBLANC (1758), MATHIEU (1685, B), SIONVILLE (1750, H), TILGANO (1758), VALLEIR. — En cas de capitulation de siège, il est fait déclaration de l'emplacement des PUIS et de l'existence des Contre-mines, et elles sont remises à l'assiégeant dans l'état où elles se trouvent. — Les Contre-mines ont eu en général pour objet de mettre l'assésé à même de manœuvrer l'assiégeant, de découvrir et d'éventer ses mines et ses galeries, de faire sauter ses sapeurs, de retarder ses progrès, en défendant le terrain pied à pied.

FOUCAUD (1727, A) a reproduit, sans en indiquer la source, quelques idées qu'il a puisées dans VALLAN (1686, D), et que voici : Si l'on voulait mettre quelque proportion entre la défense et l'attaque, les Contre-mines devraient être le principal moyen... C'est presque l'unique ressource qui lui reste (à l'assésé); au lieu de sortir, il devrait plutôt s'enfermer. Si l'ennemi s'enfonce de dix pieds, il doit s'enfoncer de quinze ou de vingt; parce que dans les mines celui qui a le dessous

est toujours le maître de celui qui est au-dessus. Par les Contre-mines on peut non seulement défendre opiniâamment et pied à pied le glacis et le chemin couvert, mais les ouvrages extérieurs et ceux du corps de la place. — Depuis les perfectionnements de la fortification et du travail des Contre-mines, il y a eu principalement deux espèces de Contre-mines, qui se distinguent en CONTRE-MINE PASSAGÈRE et en CONTRE-MINE PERMANENTE.

CONTRE-MINE (contre-mines) de rempart (G, S), ou CONTRE-MINE DE CORPS DE PLACE. Sorte de CONTRE-MINE PERMANENTE construite en même temps que les RASTIONS; elles se sont d'abord appelées CASEMATES; c'était un conduit pratiqué en dedans du mur de la fortification et éclairé de distances en distance par des puits ou par des souppeaux. On a modifié ce système, parce que l'embûchement de la fumigation était une conséquence de ces ouvertures. Dans les places où l'on a continué à faire usage de ces GALERIES depuis qu'on les a perfectionnées, les Contre-mines de rempart ont été pratiquées le long des faces et des flancs des RASTIONS, sous le TRANS-PIEN du rempart, au niveau du fossé; elles ont ordinairement leur entrée à la gorge du RASTION; elles y règnent parallèlement au rempart, sont distantes de trois à quatre mètres du pied du revêtement auquel elles communiquent par des RAMEAUX ou de petites GALERIES; elles débouchent dans les CANONNIÈRES. Si le fossé est sec, elles communiquent avec les Contre-mines du CHENIL COUVERT par des GALERIES qui s'étendent sous le fossé.

CONTRE-MINE PASSAGÈRE (G, S), ou CONTRE-MINE VOLANTE. Sorte de CONTRE-MINE de fortification posée vers le point insulté par un assiégeant; elle consiste en un puits répondant à une galerie par laquelle on peut aller à la rencontre des mineurs ennemis, les chasser du travail l'épée à la main, ou les prendre en dessous, et les faire sauter au moyen d'une FOUGASSE. — Le puits est creusé vers le milieu de la gorge d'un RASTION attaqué. — Il est pratiqué aussi des Contre-mines passagères comme CONTRE-MINES de chemins couverts.

CONTRE-MINE (contre-mines) PERMANENTE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRE-MINE de fortification. Elles sont construites en maçonnerie, ainsi que leurs GALERIES, leurs RAMEAUX, leurs FOUGASSES; elles sont ou saignées aux revêtements des ouvrages, ou sous les glacis, ou poussées extérieurement au loin sous les DEHORS. Elles règnent sous les RASTIONS DÉTACHÉS, les LUNETTES, les REDOUTES, etc., comme le témoignent les

gravures qu'en a données LEBLOND (1743, A), ou bien elles sont situées sous les bastions du redan. Ce sont des couloirs voûtés, ou des berceaux larges d'un mètre environ et haute de deux mètres. On y entre par des ouvertures dont les formes résultent des localités. — Les Contre-mines doivent être disposées et construites de manière que, dans les places à postes isolées, les manœuvres d'eau, soit secrètes, soit connues, que demanderait la défense de la place; ne s'élèvent pas à des niveaux qui pourraient nuire au jeu des Contre-mines. — VAIKAN (1736, B) a nommé GALENIE NAJETA la principale partie des Contre-mines qui appartient à son système, et il en a placé l'entrée dans les gorges des bastions. — ROUV et BEZAN (1793) remarquent judicieusement que c'est une méprise capitale que de les tracer de manière que le genre du système de fortification auquel on les adapte puisse faire deviner l'artifice de ce tracé. — L'art de contre-miner a subi quelques modifications; on a préféré aux anciennes Contre-mines permanentes les futs du fond desquels partent des geyfres, qu'on pratique au besoin dans la direction qu'on juge utile. Les Contre-mines permanentes se distinguent en CONTRE-MINE DE CHEMIN COUVERT ET EN CONTRE-MINE DE REMPART.

CONTRE-MINE VOLANTE. V. CONTRE-MINE PASSAGÈRE. V. GLACIS.

CONTRE-MINE (contre-minée), adj. V. REDOUTE C.

CONTRE-MINEUR, verb. act. V. CONTRE-MINE DE FORTERESSE. V. CONTRE-MINE PERMANENTE. V. FACE DE BASTION. V. MINER. V. TAQUE DE MINEUR.

CONTRE-MINEUR, subs. masc. (H, 4), MINEUR employé, dans la GUERRE SOUTERRAINE, à la défense d'une PLACE ASSIÉGÉE, et combattant dans les CONTRE-MINES d'une FORTERESSE.

CONTRE-MOT, subs. masc. (E). Mot dont on a fait quelquefois usage, en certaines circonstances de guerre, aux AVANT-POSTES, dans les CAS D'ALARME, etc. Telle est du moins la définition peu satisfaisante qu'en ont donnée MARISSON (1685, B); LACHESNAR (1758, I), l'ENCYCLOPÉDIE (1785, C), etc. — Il faut considérer le Contre-mot comme une parole convenue et donnée en échange du MOT D'ORDRE. — Le Contre-mot est la réponse au mot, ou plutôt sa reprise, comme l'était le CONTRE-SIGNE; il se prend aussi dans le sens de MOT DE RAIZIEMENT.

CONTRE-MOUVEMENT, subs. masc. V. ANTISTROPHE. V. CHANGEMENT DE FRONT À DEUX MOUVEMENTS. V. CONTRE-MARCHE PARATACTIQUE. V. CONTRE-VOLTER. V. DÉPLACEMENT CENTRAL. V. MOUVEMENT.

CONTRE-OBLIQUE, adj. V. MARCHÉ CONTRE-OBLIQUE. V. OBLIQUE.

CONTRE-ORDRE, subs. masc. (B), in-jonction de nature à contremander l'ordre qui avait été intimé. — Si, en GARNISON, des DÉTACHEMENTS commandés de SERVICE ont dépassé la SAISON de l'AVANCE, ou si, dans le SERVICE DE CAMPAGNE, elle ont outre-passé les GRANDS GARNES et qu'à cet instant elles reçoivent un Contre-ordre, leur route de SERVICE est censée accomplie. — Si des GARNES ordinaires ou des TRAVAILLEURS DE TRANCHES reçoivent Contre-ordre, après avoir dépassé la RÊTE du CAMP, ou le GARNÉ du CAMP, leur SERVICE est censé fait. — Tout autre SERVICE contremandé est censé accompli, si le Contre-ordre vient après le départ du RÊTE de l'Assemblée.

CONTRE-PAS, subs. masc. (G, G), DÉPAS qui, dans le cours d'une MARCHÉ À PAS CADENCÉS, s'exécute à contre-temps et à l'instant où le pas qui précède est à moitié fait. Le Contre-pas a pour objet d'exécuter UN CHANGEMENT DE PAS, c'est-à-dire d'accomplir deux mouvements du même pied dans l'espace de temps qu'aurait exigé un seul PAS. — On s'est servi aussi du mot Contre-pas pour donner l'idée d'une MARCHÉ à FAUT. Marcher à Contre-pas, c'est marcher la jambe droite ou gauche, quand la CADENCE exige le contraire.

CONTRE-PLATINE (subs. fém.) de fer (G, 4), ou RÊTE, ou FORTE-VIS. Pièce de GARNITURE d'un FUSIL DE MONTAGNE; elle est nommée Contre-platine, parce qu'elle place qu'elle occupe est à l'opposé de celle que tient la PLATINE. — La Contre-platine est en cuivre aux FUSILS DE VOLIGÈRES et aux MONTAGNES; elle est en fer aux FUSILS DE GRENADIERS et de MONTAGNE. Cette différence de matière, que rien ne justifie, est une des preuves de l'imperfection des systèmes des troupes françaises. — Les Contre-platines sont percées de deux VIS et sont traversées par la GRANDE VIS ou PREMIÈRE VIS et par la PETITE ou SECONDE VIS.

CONTRE-POINTE, subs. fém. V. COTTE DE MAILLES. V. COTTE-POINTE. V. GARNISON. V. POINTE.

CONTRE-POINTE (term. sous-génér.). Mot qui se distingue en CONTRE-POINTE DE LAME et en CONTRE-POINTE D'ESCHÈRE.

CONTRE-POINTE DE LAME (G, 1), ou FAUT TRANCHANT. Sorte de CONTRE-POINTE qui forme la partie inférieure du CORPS de la LAME d'un SÈRE du côté opposé au TAILLANT. — Cette Contre-pointe est le prolongement du DOS de la LAME qui va s'amincissant et s'affilant jusqu'à la POINTE, de manière à former un DOUBLE TAILLANT. — L'espèce d'échancre

pratiquée aux cimetières, le double tailant des claymores, étaient une Contre-pointe.

CONTRE-POINTE d'ESCRIME (G, 4). Sorte de CONTRE-POINTE qui est une branche de l'ART DE L'ESCRIME. — La Contre-pointe diffère de l'ESPADON, ou plutôt de l'ESPADONNIEMENT, en ce qu'elle a des PARADES moins larges, et se termine de COUPS DE TAÏLE et d'ESTOC, tandis que les MAÎTRES d'ESPADON ne pratiquent pas cette sorte de jeu. — La Contre-pointe se démontrait avec des PARRAS, comme manquement du BUCLET. — Le peu de distance qui sépare les adversaires, s'ils tirent la Contre-pointe avec des LAMES courtes, et la rapidité des REPOTES, rend ce jeu souvent mortel. — La CAVALLERIE et même ses OFFICIERS devaient posséder la Contre-pointe; mais, dans l'INFANTRIE FRANÇAISE, ce genre d'étude ou d'exercice était interdit ou en désuétude depuis la restauration. L'ESCRIME AU FLEURY était seule enseignée; ce qui a rendu plus rares les duels, soit à raison de la forme des LAMES FOURRARD, soit parce que les HOMMES DE TROUPE ne trouvent pas sous leurs mains un ELÉMENT ou une épée. — Il a été dit, en connaissance de cause, quelques mots sur la Contre-pointe par un des collaborateurs de la *Sentinelle de l'Armée* (1858, t. IV, p. 355).

CONTRE-POINTER, verb. deut. v. CONTRE-BATTERIE. V. POINTER.

CONTRE-PORTÉ, subs. fém. v. PORTE. V. PORTE DE PORTERIE.

CONTRE-PUITS, subs. masc. (G, 4). Mot pris et par opposition et par assimilation aux PUITS DE MINA. Les Contre-puits sont des FOURNEAUX pratiqués à quelque distance au-dessus de la voûte des GALERIES DE CONTRAMINE, et susceptibles de faire explosion sans endommager la GALERIE. — M. LEGRAND (1857, A) en donne l'idée.

CONTRE-QUEUE d'YRONDE (G, 4), ou d'ARONDE, comme le dit l'ENCYCLOPÉDIE (1751, C), ou d'IRONDE. Pièces de FORTIFICATION qui ne sont plus en usage; elles s'appelaient Contre-queues à raison de l'obliquité de leurs LONGS CÔTÉS; elles faisaient partie des DÉMORS

et étaient construites en TRAVAIL SIMPLE, et plus larges à la gorge que du côté de la campagne. — Les Contre-queues étaient des OUVRAGES À CORRE OU À GOURGORE, ou des espèces de RAVELINS destinés à couvrir une grande COURTINE; elles se composaient le plus ordinairement de deux PAGES jointes à ANGLE RENTRANT, et se terminant par deux AILES s'éloignant l'une de l'autre à mesure qu'elles s'approchaient de la PLACE. — La défense obtenue au moyen des Contre-queues d'YRONDE était inférieure à celle qu'on devait aux QUEUES d'YRONDE, parce que ces dernières avaient la GORGE plus étroite et étaient mieux FLANQUÉES par le CORPS de la PLACE, tandis que la Contre-queue d'YRONDE ayant un ANGLE MORT, rien n'en défendait la partie extérieure. — On a appelé CORNE à Contre-queue des CORRES DE FORTIFICATION à large GORGE.

CONTRE-QUEUE d'YRONDE DE CONTRA-FORT. V. CONTRA-FORT DE FORTERESSE. V. QUEUE d'YRONDE DE CONTRA-FORT. V. YRONDE.

CONTRAFÉLIX. V. NOMS PROPRES.

CONTRE-RIPONTE, subs. fém. v. ESCRIME. V. RIPOSTE.

CONTRE-ROLE, subs. masc. v. CONTRÔLE. V. CONTRÔLE ANNUEL. V. CONTRÔLEMENT. V. RÔLE.

CONTRE-ROULEUR, subs. masc. v. CONTRÔLEUR.

CONTRE-ROULEUR, subs. masc. v. CONTRÔLEUR. V. LÉGISLATION, 1533, 18 OCTOBRE.

CONTRE-RONDE, subs. fém. (E, 1, 3, 4). RONDE commandée extraordinairement, quand des circonstances nécessitent un redoublement de surveillance; elles ont pour OBJET de constater que les RONDÉS ordinaires ont marché régulièrement. — Les Contre-rondes sont faites par des OFFICIERS ou des SERGENTS qui partent inopinément de certains POSTES INTÉRIEURS d'une GARNISON.

CONTRE-ROULEUR, subs. masc. v. CONTRÔLEUR DES GUERRES.

CONTRE-ROULEUR, subs. masc. v. CONTRÔLEUR.

DE RANDEROLE.
DE CUISSIERE.
DE FOURREAU.
DE GIBERNE.
DE HAYER-SAC.
DE SAC DE CAMPAGNE.
D'ETUI DE RACHE.

CONTRE-SANGLON

DE GIBERNE.
D'ETUI DE RACHE.
DE CUISSIERE.
DE JARRETTIERE.
DE PATE.
DE SAISONNETTE.
DE SABLE.
DE SOLDATS.
DE SOUP-OFFICIER.
EXTERIEUR.
INTERIEUR.
DE GRANDE PATILETTE.
DE PETITE PATILETTE.

CONTRE-SANGLON, subs. masc. (term. sous-génér.). Mot qui exprimait originairement la partie d'une sangla formant oreille, et située à l'opposé du sanglon ou boutcraieu. — Le mot Contre-sanglon se prend maintenant sous une acception plus étendue, et donne en général l'idée d'une lamelle s'arrêtant à l'angle d'un trou de boucle d'équipement, au moyen de trous pratiqués à l'emporte-pièce le long du milieu du Contre-sanglon. — Les Contre-sanglons sont équinés, c'est-à-dire se terminent en un angle écorné. Ils ont en général vingt-cinq millimètres de largeur. Cependant ceux des fourreaux et celui de la petite patilette, s'attachant à des fûtaises, n'ont que vingt millimètres. — Les Contre-sanglons se distinguent en CONTRE-SANGLON DE RANDEROLE, — DE CUISSIERE, — DE FOURREAU, — DE GIBERNE, — DE HAYER-SAC, — DE SAC DE CAMPAGNE, — D'ETUI DE RACHE.

CONTRE-SANGLON (contre-sanglons) de RANDEROLE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRE-SANGLONS qui sont de même matière que la RANDEROLE ; Ils sont cousus chair contre chair à l'extrémité de la bande, le long de son milieu. Leur longueur totale est de cent quatre-vingts millimètres. Ils se distinguent en CONTRE-SANGLON DE RANDEROLE DE GIBERNE et en CONTRE-SANGLON DE RANDEROLE D'ETUI DE RACHE.

CONTRE-SANGLON (contre-sanglons) de RANDEROLE DE GIBERNE (B, 1). Sorte de CONTRE-SANGLONS DE RANDEROLE qui terminent la bande de la RANDEROLE à laquelle ils sont cousus ; Ils s'attachent aux boucles de la GIBERNE ; Ils s'y arrêtent, après avoir été reçus dans le passant du corps de la GIBERNE.

CONTRE-SANGLON (contre-sanglons) de RANDEROLE D'ETUI DE RACHE (B, 1). Sorte de CONTRE-SANGLONS DE RANDEROLE qui terminent la bande, et s'attachent à l'etui, après avoir été reçus dans les passants du corps de l'etui.

CONTRE-SANGLONS de CUISSIERE (B, 1). Sorte de CONTRE-SANGLONS DE CUISSIERE qui sert à attacher la partie supérieure de la CUISSIERE autour des relins du tambour. — La longueur de ce Contre-sanglon, à partir du bord de la CUISSIERE, est de trois cents millimètres.

CONTRE-SANGLON de COURETOIL, V. COURETOIL LATÉRAL.

CONTRE-SANGLON de CUISSIERE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRE-SANGLON qui s'arrête au boucraieu de la CUISSIERE. Il se distingue en CONTRE-SANGLON DE CUISSIERE, — DE JARRETTIERE, — DE PATE.

CONTRE-SANGLON de FOURREAU (term. sous-génér.). Sorte de CONTRE-SANGLON qui est ou doit être en sautoir. Il se distingue en CONTRE-SANGLON DE FOURREAU DE RANDEROLE.

RAITE et en CONTRÉ-SANGLON DE FOURREAU DE SARR.

CONTRÉ-SANGLON DE FOURREAU DE SAIGNETTE (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON DE FOURREAU que pince et assujettit le COLLET du FOURREAU de la SAIGNETTE, et qui s'attache à la BOUCLE du POSTE-SAIGNETTE. La longueur du Contré-sanglon est de cent millimètres.

CONTRÉ-SANGLON DE FOURREAU DE SARR DE TROUPE (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON DE FOURREAU qui est destiné à s'attacher à la CHAPE du FOURREAU DE SARR, et qui est reçu à cet effet dans la FUNAISE du SAUDIER.

CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRÉ-SANGLON en cuir de vache noir en huile, employé la fleur en dehors. Il est fixé en dessous du milieu de la PATELETTE, et sert à fermer la GIERNE; il est reçu à cet effet dans celle des BOUCLES de la GIERNE qui a l'ARDILLON en dehors, et qui adhère en dessous de la ROTE. Il se distingue en CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE DE SOLDATS et en CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE DE SOUS-OFFICIERS.

CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE DE SOLDAT (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE qui a cent soixante millimètres de longueur, et qui est arrêté à cent millimètres au-dessus du bord inférieur de la PATELETTE. Telles étaient du moins les règles adoptées dans le PROJET DE RÈGLEMENT D'UNIFORME (1818, B).

CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE DE SOUS-OFFICIERS (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON DE GIERNE qui a cent cinquante millimètres de longueur, et qui est arrêté à quatre-vingts millimètres du bord inférieur de la PATELETTE. Telles étaient du moins les dimensions déterminées par le PROJET DE RÈGLEMENT D'UNIFORME (1818, B).

CONTRÉ-SANGLON DE GRANDE PATELETTE D'ÉQUI DE RACHE (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON D'ÉQUI DE RACHE destiné à fermer la GRANDE PATELETTE. Sa longueur est de cent soixante millimètres.

CONTRÉ-SANGLON DE RAVRE-SAC (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON en suif attachés au bord inférieur de la PATELETTE, et destinés à s'arrêter aux BOUCLES du RAVRE-SAC. Ces Contré-sanglons sont au nombre de trois; leur longueur est de deux cents millimètres.

CONTRÉ-SANGLON DE JARRETIÈRE (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON DE CUISIÈRE qui sert à attacher la partie inférieure de la CUISIÈRE au-dessous du genou gauche du TAMBOUR. Ce Contré-sanglon est à l'opposé

du Contré-sanglon de la CEINTURE, c'est-à-dire à gauche, ainsi que le Contré-sanglon de la PATE. Sa longueur est de cent millimètres.

CONTRÉ-SANGLON DE PATE DE CUISIÈRE (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON DE CUISIÈRE qui sert à attacher la CUISIÈRE sous le milieu de la CRASSE du TAMBOUR. La longueur de ce Contré-sanglon est de cent soixante-dix millimètres; il est fixé du même côté que le CONTRÉ-SANGLON de la JARRETIÈRE.

CONTRÉ-SANGLON DE PATELETTE D'ÉQUI. V. GRANDE PATELETTE D'ÉQUI. V. PATELETTE D'ÉQUI.

CONTRÉ-SANGLON DE PETITE PATELETTE D'ÉQUI (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLON D'ÉQUI DE RACHE destiné à fermer la PETITE PATELETTE. Sa longueur est de cent dix millimètres.

CONTRÉ-SANGLON (contre-sanglons) DE SAC DE CAMPAGNE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRÉ-SANGLONS destinés à s'arrêter aux BOUCLES du SAC; ils sont en cuir pareil à celui des PIÈCES. Ils ont deux cents millimètres de longueur. Ils se distinguent en CONTRÉ-SANGLON EXTÉRIEUR et en CONTRÉ-SANGLON INTÉRIEUR.

CONTRÉ-SANGLON (contre-sanglons) D'ÉQUI DE RACHE (term. sous-génér.). Sorte de CONTRÉ-SANGLONS destinés à fermer l'équipement de la RACHE, et s'arrétant à cet effet à celles des BOUCLES de l'équipement qui leur correspondent. Ils se distinguent en CONTRÉ-SANGLON DE GRANDE PATELETTE et en CONTRÉ-SANGLON DE PETITE PATELETTE.

CONTRÉ-SANGLON (contre-sanglons) EXTÉRIEUR (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLONS DE SAC DE CAMPAGNE qui sont au nombre de trois, et cousus, l'un au milieu, et les deux autres près des angles de la PATELETTE.

CONTRÉ-SANGLON (contre-sanglons) INTÉRIEUR (B, 1). Sorte de CONTRÉ-SANGLONS DE SAC DE CAMPAGNE qui sont au nombre de deux, et placés à cent cinquante millimètres l'un de l'autre, et à la distance de cent vingt millimètres des angles supérieurs du SAC; ils sont cousus à la pièce de derrière.

CONTRESCARPE, subs. fém. (G, 5), ou DOUVE, ou TALUS EXTÉRIEUR. Mot dérivé de l'ITALIEN *contrascarpa*; ce qui explique pourquoi il s'écrit Contrescarpe, et non pas CONTRÉSCARPE; ce qui prouve qu'on a d'abord dit *scarpe* au lieu d'*escarpe*. A une époque où l'on commençait à peine à connaître la chose, RAMELAIÉ écrivait déjà Contrescarpe. — Les Contrescarpes de l'ancienne FORTIFICATION étaient défendues par des BAILLES ou BOULEVARDS qui correspondaient avec les DOUVES ou BASSIN-COURTES. —

Dans la fortification moderne, la Contrescarpe est en dehors du talus d'une fortification, et s'appelle ainsi par opposition à l'escarpe de l'ouvrage. Elle est ordinairement revêtue et de peu de pente. Quelquefois elle est défendue par une muraille basse; quelquefois elle recèle des galeries de mine, ou d'autres ouvrages qui se lient aux galeries d'enveloppe. Elle couvre défensivement une grande partie du rempart; elle communique à l'escarpe par un port-levis, et au fond du fossé par des escaliers pratiqués aux angles, et liés à une rampe ou à un pas de souris. — Si le fossé est étroit, les communications sont volantes; elles sont permanentes ou en galeries dans les places à fossé sec. — La Contrescarpe des fortifications à revers répond, par ses arêtes saillantes, aux angles rentrants des bastions. — La disposition de la Contrescarpe doit être telle que les flancs des bastions qui se regardent puissent voir réciproquement la totalité du fossé qui est vis-à-vis la face de l'autre bastion. — Rigoureusement parlant, la Contrescarpe ne se compose que du talus qui regarde le rempart ou de la parelle extérieure du fossé de la place, et elle ne serait autre chose que le moyen de jonction du terre-plein du chemin couvert, et de la gorge des ouvrages extérieurs avec le fond du fossé. Cependant le langage des hommes de guerre a donné, sous une acception plus étendue, le nom de Contrescarpe à l'encaissement, ou seconde enceinte, qui comprend: AVANT-FOSSÉ, BANQUETTE, CHEMIN COUVERT, CONTRE-FOSSÉ, CONTRE-GLÈDES, TRÈSÈS, GLÈDES, PALISSADES, PARAPÈTS, PLACES D'ARMES; c'est donc ce sous qu'on dit: TRÈSÈS-ATTÈQUE, DÉFOSSÉ, CONTRE-SEING-Contrescarpe; la FAUX SAUTER; se jeter sur la Contrescarpe; y construire un logement de sacs à terre. — On fait peu de cas des Contrescarpes en rampe ou en talus et sans revêtement, parce que l'ennemi peut trop facilement les escalader, et y exécuter une saignée à cheil ouvert. On leur préfère les Contrescarpes en moëlle et à pic, ou de peu d'inclinaison; parce que l'assaillant est forcé de les faire sauter par des glèdes de compression, ou de les percer pour écouter la réponse du fossé; mais il faut que des Contrescarpes soient élevées plus elles le sont, mieux elles valent; et elles ne doivent pas avoir, dans l'intérêt du siège défensif, moins de trois ou quatre mètres de hauteur; si au contraire elles étaient dominées par un commandement, la défense en deviendrait des

plus difficiles. — L'attaque de la Contrescarpe est ordinairement précédée de l'assaut des ouvrages extérieurs. Si cette attaque a lieu, l'assaillant brèche la Contrescarpe, d'arêtes saillantes, appuyées les branches en dehors; il repare à mesure les parades des palissades; rend plus formidable la défense, au moyen de cavaliers construits sur la rampe, et il a recours à toutes les ruses pour retarder la perte de ses hommes, parce que sa trêve entraîne le passage du fossé et l'attaque du corps de la place; s'il se voit réduit à la dernière extrémité, il fait jouer les contre-mines, et renverse l'ouvrage et ses approches par des sautes. — La Contrescarpe définitivement couronnée, l'assaillant la brèche dans une grande étendue, et y multiplie les batteries pour priver d'abris l'assaillant, et le mettre hors d'état de soutenir l'assaut. — Les auteurs qui se sont étendus sur cette matière, sont: BERNARD (1792), DESPERES (1755, B), DEVELLE (AR) (1792), DEBOUQUE (1799, B), DEPAIS (1757, B), GUYOT (1806, M), LAMOND (1769, C), MACKENRO (1805, B), SÈNE (1772, A), SORVILLE (1756, E), THÉSCAR, VAGAN (1779, C); le Dictionnaire de la fortification, l'Encyclopédie des Gens du monde, etc.

CONTRÉSCARPE REVÊTUE, V. CONTRESCARPE. V. MINE À FEU. V. REVÊTU, adj. invar.

CONTRÉ-SEING, subst. masc. (B). Mot qui n'est examiné ici que sous le point de vue de la franchise des marchands, des étrangers, et de la correspondance ministérielle. — Un des droits des conseils d'administration, de leurs présidents et des colonels est de recevoir franchises les lettres qui leur parviennent sous le Contre-seing du supérieur; ce Contre-seing a lieu au moyen d'une marque. Le Contre-seing des supérieurs du corps de l'intendance, des conseils d'administration et des chefs de détachements administratifs, opèrent réciproquement la franchise, mais sous la condition que les lettres seront sous bandes croisées. — Le grand écarté de la légion d'honneur jouit du droit de Contre-seing à l'égard des membres de la légion. — Les extraits des actes civils délivrés par les corps administratifs parviennent par l'intermédiaire et sous le Contre-seing des préfets. — L'arrêté de l'administration (27 prairial) s'occupait du sujet. — Les ordonnances de 1817 (6 août) et de 1825 (14 décembre) réglaient la matière; mais une condition qui ne sera jamais complètement obéie voulait que chaque fonctionnaire apposât de sa propre main, sa signature sur l'adresse des lettres et paquets en dessous de la désignation de la fonction.

CONTRE-SIGNAL, subs. masc. (F), ou **CONTRE-SIGNE**. Moyen autrefois pratiqué dans les places assiégées ou exposées à des surprises, afin de fournir un signe double et réciproque de reconnaissance. — On donnait le Contre-signe en entre du **SIGNE**, de même qu'on donnait le **CONTRE-MOT** en outre du **MOT**.

CONTRE-SIGNE. V. **CONSIGNE**. V. **CONTRE-SIGNAUX**. V. **MOUV.**

CONTRE-SORTIE, subs. fém. (H, 1). Moyen de résistance contre une sortie. — FOLLARD (1737, A) regarde les Contre-sorties comme une invention du siècle où il vivait, et comme ayant été pratiquées pour la première fois par le régiment de Navarre. — L'ORDONNANCE de 1792 (5 AVRIL) voulait que, en cas de sortie de la part des assiégés, les troupes de la tranchée sautassent sur le revers de la tranchée pour marcher à l'envers.

CONTRE-TEMPS (subs. masc.) d'ESCRIME (G, 4). Temps irrégulier que prend dans le jeu de l'escrime un adversaire abusé par une feinte ou par un appel; il porte ainsi un coup faux, dont profite son ennemi, pour gagner le **GENOU** ou le **DESSUS**, pour **QUARTER**, etc. — Le mot **Contre-temps** a été prêté par l'ART DES ARMES à la langue vulgaire, pour signifier accident, préjudice, malencontre.

CONTRE-TENANT, subs. masc. V. **ASSAILLANT** de **TOURNOI**. V. **TENANT** de **TOURNOI**.

CONTRE-TRANCHÉE, subs. fém. V. **CONTRE-APPROCHES**. V. **CONTREVALLEATION**. V. **TRANCHÉE**.

CONTREVALLEATION, subs. fém. (F; H, 1), ou **CONTRE-TRANCHÉE** comme le dit GARRAT, ou **LIGNE** de **CONTREVALLEATION**, ou **CONTRE-SIGNE**. Mot employé dans la fortification de campagne par opposition au **TETRE-CONVOYALLEATION**. Ce dernier exprime un genre de travail qui sert à se défendre contre la campagne; la **Contrevallation** est au contraire un moyen de défense contre la place attaquée. Opposer **MURAILLES** à **MURAILLES**, c'est **CONTREVALLEER**. — VÉGÈSE (390, A) donne idée des **Contrevallations** sous le nom de **toricula**, qui signifiait **PARAPET** à **CRÉNEAUX**. — Les Latins appelaient *fossa* la tranchée qui défendait le pied des **Contrevallations**, et ils nommaient *torica* l'amas de terre qu'en tirait, et qui formait le **PARAPET** de l'ouvrage. CÉSAR (51 avant J.-C.), FLORUS et TACITE sont unanimes à cet égard. On en a conclu qu'ils attaquaient à l'aide de **PARALLÈLES**. — La **Contrevallation** est une **TIGNE** ou une **ENCRENTE** dont on a fait usage dans les sièges offensifs depuis qu'en a renoncé à assiéger par batteries. Ce-

pendant DANIEL (1721, A) croit retrouver sous le règne de PHILIPPE AUGUSTE, vers 1192, l'usage des **Contrevallations**, **CORNUES**, à ce qu'il paraît, dans la **CROISADE** DE 1188. — Depuis l'invention de la **POUDRE**, elles étaient élevées à **PORTÉE** de **CANON** d'une place assiégée, et l'enveloppaient afin de la rendre entièrement la **FORTESSER**, et de protéger l'armée assiégeante et le camp de siège contre les sorties des assiégés. — Les MILICES ESPAGNOLES et HOLLANDAISES ont surtout recouru à cette pratique; ainsi, devant ARRAS en 1654, les ESPAGNOLS élevèrent des travaux qui rappelaient ceux de CÉSAR devant ALGERA. — La MILICE FRANÇAISE a fait quelque temps emploi de ces **LIGNES**; l'usage n'en étant que passager, elles étaient moins fortes que celles qu'en nommait **LIGNES DÉFENSIVES**; elles n'étaient pas à l'épreuve du canon; elles se composaient d'un fossé et d'un **PARAPET** flanqué de **MURAI**s et garnis de **BARRIÈRES** à toutes les issues. On commençait le travail des **LIGNES** par la construction de la **Contrevallation** quand on jugeait la garnison formidable. — L'usage des **CONVOYALLEATIONS** ayant amené celui de **EXEMPT** le dos tourné à l'ennemi, c'était la **QUEUX** du camp (et non, comme on pourrait le supposer, sa **TÊTE** ou son **FRONT**) qui regardait la **Contrevallation**. — La distance entre la **QUEUX** et la **LIGNE** de **Contrevallation** était double de celle qui était ménagée entre la **TÊTE** du camp et la **CONVOYALLEATION**. — Depuis le règne de LOUIS QUATORZIÈME, l'usage des **Contrevallations** avait été négligé et même abandonné. — Ce que nous lisons des **LIGNES** de MAYENCE pendant la GUERRE DE LA RÉVOLUTION, nous donne une idée des **Contrevallations** modernes. Dans la campagne de 1795, Pichegru laissa forcer ses **TRANCHÉES**, et les perdit soit par malhabileté, soit par trahison; l'année suivante, l'archiduc CHARLES investit KARL à l'abri d'une **Contrevallation**. — Les auteurs qui fournissent des renseignements sur ce genre d'opérations sont: DANIEL (1721, A), DESBOISQUET (1769, B), **ENCYCLOPÉDIE** (1751, C), au mot **Ligne de défense** et aux **planches**; FOLLARD (1737, A), GUIGNARD (1725, B), GUILLET (1686, B), LACHENATE (1758, I, au mot **Sortie**), LEBLOND (1762, G), MANÈME (1685, B), POTIER (1770, X, au mot **Ligne**), PUYSSÉGUR (1748, C), ROGEE, SILVA (1778, F), SIONVILLE (1756, E), THOURET, VETREN (1779, G), le *Journal des Sciences militaires* (t. XXV, p. 429, 257), le *Dictionnaire de la Conversation*, l'*Encyclopédie des Gens du monde*.

CONTREVALLEER, verb. act. V. **CONVOYALLEATION**.

56N 606642



